

Jean Bérenger

finances et absolutisme autrichien

dans la seconde moitié
du XVII^e siècle



Université de Paris IV Paris-Sorbonne

Série Sorbonne 1

1975

Publications de la Sorbonne
Imprimerie nationale



Digitized by the Internet Archive
in 2026

finances et absolutisme autrichien
dans la seconde moitié du XVII^e siècle

Le présent ouvrage constitue le fascicule 17
des travaux du *Centre de recherches sur la
civilisation de l'Europe moderne*.

Jean BÉRENGER, né en 1934, agrégé de l'Université,
docteur ès lettres et sciences humaines en 1970,
est actuellement professeur
à l'Université de Haute-Bretagne (Rennes).

Jean Bérenger

finances
et absolutisme
autrichien

dans la seconde moitié
du XVII^e siècle

Université de Paris IV Paris-Sorbonne
Série Sorbonne 1

Publications de la Sorbonne
Imprimerie nationale

Paris 1975

Jean Böyenger

finances et absolutisme autrichien dans la seconde moitié du XVIII^e siècle



Publications de la Sorbonne
Imprimerie nationale

Paris 1973

À la mémoire de mon maître
Victor-Lucien Tapié

L'ouvrage que nous présentons ici est une thèse de doctorat soutenue il y a déjà cinq ans, à la Sorbonne, devant un jury composé de MM. Victor-Lucien Tapié, rapporteur, Georges Livet, Jean-Baptiste Neveux, et présidé par M. Roland Mousnier. Le recul offert par ces cinq années nous permet de maintenir, pour l'essentiel, nos points de vue.

D'abord nous avons voulu donner à cet ouvrage une vision d'histoire totale du gouvernement de la monarchie autrichienne, à un moment où celle-ci se préparait à prendre le relais de l'Espagne comme grande puissance européenne rivale de la France. Il ne s'agit pourtant point d'histoire diplomatique; tout au plus, d'une contribution à l'étude des relations internationales, dans la mesure où y sont analysées les forces profondes de la monarchie autrichienne (au sens que le doyen Renouvin donna naguère à cette recherche). Mais il s'agit bien plus encore d'une histoire de l'État, d'une description de sa forme confédérale, des difficultés du prince à maintenir ou à créer une certaine unité de commandement et, pour tout dire, de la prise de conscience de la toute-puissance de l'aristocratie, du Herrenstand, qui a été favorisée par une évolution en profondeur au cours du XVI^e siècle et par les troubles de la première moitié du XVII^e.

Les travaux publiés jusqu'à présent par les historiens tchèques, hongrois, autrichiens, qu'ils soient marxistes ou non, qu'ils soient actuels ou centenaires, montrent en effet que le passage, pour le seigneur, du rôle de rentier du sol à celui d'exploitant, que l'introduction du « second servage » (notion discutée, mais réalité tangible) ont favorisé l'extension du grand domaine aux dépens du simple gentilhomme. De nouveaux riches ou des descendants des vieilles familles ont concentré entre leurs mains la terre, source, dans l'Europe de ce temps, de toute richesse et de tout prestige, les activités de production, voire les échanges, grâce à une législation monopolistique, renforçant ainsi le pouvoir politique dont ils jouissaient depuis le Moyen Âge. Et si, à quelques exceptions près, les grands barons avaient été, jusqu'à 1520, de redoutables concurrents pour les rois de Bohême, de Hongrie ou pour les archiducs d'Autriche, même

pourvus de la couronne impériale, ils réussirent, tout au long du XVI^e siècle, à maintenir leur pouvoir en face des Habsbourgs; ce n'est que la révolte de la Bohême, en 1618, qui offrit à Ferdinand II la possibilité de mettre dans cet ordre des hommes à lui. Alors qu'en Bohême ou en Autriche l'aristocratie écrasait les autres ordres de sa puissance accrue et opprimait les masses paysannes, en Hongrie la situation était quelque peu différente, car les simples gentilshommes étaient assez nombreux, assez fortunés et assez bien organisés pour s'imposer politiquement et au roi et aux magnats. D'où l'accent mis sur le caractère original de ce royaume de Hongrie, auquel nous avons consacré un ouvrage séparé pour bien faire prendre conscience au lecteur français du fait qu'il y avait une Hongrie quasi indépendante et qui s'efforçait de le demeurer [1], face à une fédération austro-bohême s'étendant de l'Oder à l'Adriatique et englobant Wrocław comme Trieste.

Mais tout livre étant nécessairement un choix, il nous a paru utile d'étudier, dans un premier ouvrage, comment l'empereur arrivait — ou n'arrivait pas — à exercer le pouvoir souverain sur ses pays héréditaires. Or, mesurer l'étendue de l'autorité monarchique à l'aune des ouvrages théoriques, c'est-à-dire à des représentations intellectuelles, à des idéaux plus ou moins réalisés, tel l'*Opus Tripartitum* de Werböczi [2], c'est faire œuvre de juriste, voire de politologue, et non point d'historien. Il fallait déterminer l'étendue du pouvoir réel et quoi de plus réel pour un prince que le nerf de la guerre; se voir accordés (ou refusés) les moyens de sa politique étrangère, n'était-ce pas pour lui la limite exacte de la puissance réelle du souverain, face à une oligarchie plus soucieuse de ses intérêts immédiats que de grande politique ? L'historiographie libérale du siècle dernier a été abusée par sa conception du parlementarisme moderne lorsqu'elle a abordé l'histoire des assemblées d'États; comme la majeure partie de ces dernières n'avaient su ou n'avaient voulu suivre le modèle anglais, elles ont été taxées d'impuissance. Nous avons essayé de montrer que leur pouvoir, bien réel, était pris en considération, même dans la Bohême d'après la Montagne Blanche : c'est que les diètes accordaient impôts et emprunts. Or, après 1650, les diètes étaient essentiellement une émanation de l'aristocratie, dont le pouvoir était d'autant plus grand que le prince ne disposait point d'administration propre et que le collecteur de l'impôt d'État était l'intendant du seigneur. D'une façon générale, le maintien des assemblées d'États a représenté une formidable limite au pouvoir du prince. Une enquête que nous avons entreprise depuis l'achèvement de ce livre donne dans la Bretagne d'Ancien Régime des résultats analogues. Les États de cette province avaient conservé leur propre administration financière et pouvaient discuter, même après 1675, le montant des taxes : le mémoire de l'intendant Béchameil de Nointel, de 1698, ne laisse aucun doute à ce sujet. Ces premières études, dans des pays aussi éloignés et aussi différents que la Bohême, la Basse-Autriche, la Bretagne, sans parler de l'Angleterre,

1. Jean BÉRENGER, *Les « Gravamina » Doléances de la Diète hongroise de 1655 à 1681*, un vol., 331 p., Paris, P.U.F., 1973.

2. István WERBÖCZI, *Decretum latino-hungaricum sive Tripartitum Opus Juris Consuetudinarii incltyti Regni Hungariæ* appelé communément *Opus Tripartitum*, 1^{re} éd., Vienne, 1517.

montrent une tendance générale des classes dirigeantes à résister aux exigences croissantes du pouvoir monarchique. C'est pourquoi il nous paraîtrait souhaitable d'élargir l'enquête à l'ensemble de l'Europe moderne, en commençant par le XVII^e siècle, où la multiplication des conflits armés augmenta partout la pression fiscale, dans un temps où la conjoncture économique semblait moins favorable.

Quoi qu'il en soit, l'orientation de notre enquête nous a conduit aux deux résultats suivants :

— d'une part nous nous sommes efforcé de remettre en honneur l'histoire de la fiscalité, abandonnée depuis l'ouvrage pionnier, et fondamental, d'Edmond Esmonin [3]. A notre avis, l'impôt d'État est au cœur de la relation gouvernants/gouvernés, à une époque où les masses paysannes n'avaient, dans leur vie quotidienne, guère affaire à l'administration royale — police et justice demeurant, au stade élémentaire, entre les mains d'officiers seigneuriaux et le prince restant un personnage lointain, mystérieux, auquel on n'avait recours qu'au cas où l'on se sentait victime d'un déni de justice. En revanche, l'impôt d'État revenait, lancinant, chaque année, et pesait plus particulièrement en cas de mauvaise récolte, aggravant sensiblement les effets de la crise de subsistance. Que le lecteur se rassure : dans les exemples que nous avons retenus ici, le paysan était assez bien protégé contre les abus du fisc par un seigneur qui tenait à le ménager, pour mieux l'exploiter lui-même;

— d'autre part l'étude de la fiscalité autrichienne a montré les limites de l'absolutisme et posé, chemin faisant, la nécessité de définir cette doctrine. Or, nous n'avons retrouvé, dans l'Europe danubienne, aucun concept rigoureux du pouvoir monarchique; force nous a donc été d'aller le chercher dans les écrits des juristes français du XVII^e siècle, en particulier dans la solide construction de Cardin Le Bret — encore que les idées de Le Bret correspondaient à la notion de dictature de guerre, imposée par Richelieu au royaume pour lutter plus efficacement contre la monarchie d'Espagne. Le professeur Mousnier a d'ailleurs précisé récemment son point de vue [4] : l'absolutisme, tel qu'il le définit, se rapproche de la conception autrichienne du pouvoir monarchique et correspondrait plutôt au gouvernement de la France avant 1610, ce qui tend à illustrer, une fois de plus, le décalage existant entre Europe atlantique et Europe danubienne.

Pourtant, si nous nous sommes attaché à analyser l'histoire de la monarchie autrichienne, si nous avons cherché à mesurer la puissance de l'oligarchie qui faisait écran entre le prince et ses sujets, c'est que nous avons été attiré par une vive sympathie vers ces peuples d'Europe danubienne, si divers et pourtant si profondément proches les uns des autres, ne serait-ce qu'à cause de quatre siècles de cohabitation sous l'autorité d'un prince commun. Il y a cinquante

3. Edmond ESMONIN, *La Taille en Normandie au temps de Colbert (1661-1683)*, un vol., 549 p., Paris, 1913.

4. Roland MOUSNIER, « Les concepts d'ordres, d'états, de fidélité et de monarchie absolue en France, de la fin du xv^e siècle à la fin du xviii^e siècle » dans *Revue Historique*, 1972, pp. 289-312.

ans, tout historien se devait d'épouser les querelles de clocher des nations devenues récemment indépendantes, l'idéal étant, bien sûr, de prendre parti pour les Slaves contre les Hongrois ou les Allemands d'Autriche. Un des thèmes favoris de l'enseignement de notre maître, le professeur Tapié, a été justement qu'il fallait dépasser ces querelles et que notre chance à nous, Français, était précisément de pouvoir jouer le rôle d'observateur impartial et de pouvoir sympathiser à la fois avec les Hongrois, les Allemands d'Autriche, les Croates, les Slovaques ou les Tchèques. Un autre thème constant de son enseignement a été la nécessité de dépasser l'étude des documents d'archives pour voyager le plus possible sur le terrain, apprendre les langues de ces peuples et avoir les contacts les plus étroits possibles avec les descendants des héros de nos livres, qu'ils aient été gouvernants ou gouvernés.

Vaste programme, difficile à remplir en l'espace de quelques années et qu'il eût été impossible de mener à bien sans l'aide constante et efficace de nombreuses personnes et de maints organismes, qu'il serait injuste de ne point remercier ici.

D'abord, nos deux maîtres, l'un parisien, le regretté V. L. Tapié, l'autre, viennois, le professeur Heinrich Benedikt, sans l'enseignement desquels cet ouvrage n'eût point vu le jour. Dès 1957, le professeur Tapié acceptait en effet de diriger un mémoire pour le diplôme d'études supérieures portant sur la Conférence secrète de l'empereur Léopold I^{er}. Depuis lors, il s'est toujours intéressé à nos travaux, surveillant de très près nos recherches, nous prodiguant sans cesse conseils de méthode et bienveillants encouragements. L'année suivante, le professeur Benedikt nous accueillait dans son séminaire et, par son enseignement très suggestif, nous donnait l'idée d'étudier de plus près les rapports de la Maison d'Autriche avec l'oligarchie des conseils et des diètes. Mais nous ne voudrions pas oublier non plus le docteur Hans Wagner, aujourd'hui professeur d'histoire moderne à l'université de Salzbourg, qui nous a consacré de longues heures dans son bureau du Staatsarchiv, dans ce Ballhausplatz [5] si chargé d'histoire. Grâce aux connaissances approfondies qu'il avait de son dépôt, il nous a épargné bien des faux pas et bien des efforts inutiles. Qu'ils soient tous trois remerciés ici publiquement et solennellement.

D'autre part nous devons rendre hommage à la tradition d'hospitalité qui règne dans tous les dépôts d'archives publiques de toute l'Europe, que ce soit en Autriche, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Italie ou en France. Grâce à la gentillesse du professeur H. L. Mikoletzky, aujourd'hui directeur général honoraire des Archives d'Autriche, nous avons pu faire, des mois durant, des Archives de la Chambre des Comptes (Hofkammerarchiv) notre véritable cabinet de travail, étant autorisé à puiser liasses et registres directement dans les magasins. Mais citer une maison, n'est-ce pas faire injure aux autres en paraissant les oublier ?

5. La Chancellerie d'Autriche abrite toujours dans le bâtiment construit sur ordre de Marie-Thérèse, la section politique et diplomatique (*Haus, Hof und Staatsarchiv*) des Archives de l'État autrichien.

A Vienne, outre les Archives de la Chancellerie et celles de la Chambre des Comptes, les Archives d'Administration et le docteur Nostitz, les Archives provinciales de Basse-Autriche et le docteur Petri; à Budapest, les Archives d'État et son directeur, M. Gyözö Ember, et le docteur Kallay, ainsi que les Archives du Parlement et le docteur Veress; à Prague, à Venise, à Gênes, les Archives d'État, sans compter, à Paris, les Archives des Affaires étrangères, dirigées alors par M. G. Dethan.

Enfin toutes ces enquêtes n'auraient pas été possibles sans l'aide matérielle du Centre national de la recherche scientifique, qui nous accorda, à maintes reprises, des crédits de mission, ni sans les invitations des Académies des Sciences de Hongrie et de Tchécoslovaquie, qui nous permirent de séjourner dans leur pays dans les meilleures conditions. Que le professeur Mousnier, qui nous accueillit quatre ans comme assistant de recherches dans son centre de recherches de la Sorbonne, soit également remercié ici; attaché plus particulièrement à l'équipe du professeur Tapié, nous eûmes l'occasion d'y approfondir nos études sur l'Europe danubienne et d'y élargir notre horizon à d'autres champs de recherches : le baroque au séminaire du professeur Tapié, l'histoire sociale au séminaire du professeur Mousnier.

Nous achèverons cette longue et nécessaire énumération en remerciant les organismes qui ont facilité l'impression de cet ouvrage : les publications de la Sorbonne, le ministère de l'Éducation nationale et l'université de Haute-Bretagne, à Rennes, qui ont subventionné ce livre. Nous espérons seulement que tous ces appuis ont abouti à un résultat, qui, si imparfait soit-il, ne décevra pas trop le lecteur.

Rennes, avril 1975.

INTRODUCTION.

I.	DANS QUELLE MESURE PEUT-ON PARLER D'AUTRICHE ? .	1
A.	Particularismes politiques.	3
	Description, 3; la centralisation, 4; les pays héréditaires, 5; l'État tchèque, 6; l'État hongrois, 7.	
B.	Particularismes ethno-linguistiques	9
	Pays héréditaires, 9; État hongrois, 10; le droit d'État, 10.	
C.	Pluralisme confessionnel	12
II.	DANS QUELLE MESURE PEUT - ON PARLER D'ABSOLUTISME ?	14
A.	Définitions françaises	15
B.	Réalités d'Europe centrale	18

LIVRE I

LES PROBLÈMES DE GOUVERNEMENT

CHAPITRE PREMIER. — MINISTÉRIAT OU DIRECTION COLLÉGIALE ?

I.	L'EMPEREUR LÉOPOLD I'	23
	Sa formation, 23; ses goûts, 25; son caractère, 27; ses idées, 29.	
II.	PORTIA, PREMIER MINISTRE (1657-1665)	32
	Ses origines, 32; son pouvoir, 33; sa politique, 35.	
III.	LA CONFÉRENCE SECRÈTE	37
	Description, 37; première innovation, deuxième innovation, 39; troisième innovation, 40; quatrième innovation, 41.	
IV.	CRITIQUES CONTRE LE MINISTÉRIAT	42
	Les origines de la réforme, 42; direction collégiale, 43.	
A.	L'évolution de la conférence secrète.	45
a.	Le « ministère » Lobkowitz (1665-1673)	45
	L'homme, 46; sa politique, 47.	
b.	Le « ministère » Hoher (1673-1681)	49
	Ses origines, sa politique « absolutiste », 49; sa carrière, 51.	
c.	Le « ministère » Sinelli (1681-1684).	52
	L'évêque de Vienne, 52; la nouvelle équipe, 54.	

d. Le « ministère » Strattmann (1684-1693)	56
e. Le « ministère » Kinsky (1693-1699)	59
B. Épilogue	61
V. LES CONSEILLERS PARTICULIERS	62
a. Don Cristobal Rojas y Spinola	63
b. Le père Emeric Sinelli	63
c. Le père Marco D'Aviano	65
CONCLUSION	66

CHAPITRE II. — L'IMPOSSIBLE LUTTE SUR TROIS FRONTS.

I. LES TÂCHES ESSENTIELLES	68
A. La lutte contre le Turc	68
Le péril turc, 68; la puissance turque, 69; la guerre de 1663-1664, 71; l'aide de l'Empire, 73; le second siège de Vienne, 74.	
B. La défense de l'Empire	77
Louis XIV empereur ? 78; la politique d'annexions, l'affaire de Lorraine, 80; les Réunions, 81; l'agression française, 83.	
Conclusion	85
C. Le soutien de la monarchie d'Espagne	86
a. Crise biologique et problème de succession	87
Crise à Madrid, crise à Vienne, crise à Innsbruck, 87; le mariage de l'Empereur, 88.	
b. L'aide militaire	89
Les Pays-Bas, la Pologne, 90; le Portugal, les Pays-Bas, 91; renversements des alliances, 92.	
c. L'alliance défensive	93
d. L'appui diplomatique	95
e. La succession espagnole	96
D. Épilogue	97
II. LES GRANDES DÉCISIONS	98
A. Les moments décisifs	99
1 ^{re} 1673, 2 ^e 1682, 99; 3 ^e 1689, 100.	
B. Les motivations	101
Rôle du Conseil, 101; rôle de l'opinion, 103; le parti espagnol, 104; la croisade, la défense de l'Empire, 107.	
CONCLUSION	109

CHAPITRE III. — STRUCTURES POLITIQUES ET CENTRALISATION.

I. LES FORCES DE RÉSISTANCE : LES ORDRES	114
A. Les pouvoirs politiques de la seigneurie	114
B. La composition des assemblées d'États	116
a. Le clergé	118
En Bohême, 119; en Hongrie, 120.	
b. Les gentilshommes	120
c. Les seigneurs	122
d. Les villes	123
II. LES ORDRES ET LA VIE POLITIQUE	124
A. Fréquence des diètes	124
B. Patente de convocation	125
C. Composition réelle des diètes	126

D. Description des assemblées d'États	127
a. La séance solennelle d'ouverture; date de convocation	127
Lieu de convocation, 128; la cérémonie, signification politique, 129; le commissaire impérial, 130.	
b. Les débats	132
E. Les conclusions de la diète (<i>Kayserlicher Landtagsschluss</i>)	135
III. ÉLÉMENTS DE LA PUISSANCE DES ORDRES	137
A. La permanence des assemblées d'États	137
B. Attributions des assemblées d'États	139
a. Compétence financière des assemblées d'États	139
b. Compétence religieuse	140
c. Compétence économique	146
C. L'administration dépendant des assemblées d'États	149
a. Les commissions élues	149
b. Les officiers des États	154
CONCLUSION	155

CHAPITRE IV. — VIE ÉCONOMIQUE ET RECONSTRUCTION.

I. LA PRODUCTION	159
A. La production agricole	160
a. La Basse-Autriche	160
b. La Bohême	163
c. La vigne	163
d. Nuances régionales	164
B. La production minière	165
a. Les métaux précieux	165
b. Le mercure	167
c. Le fer	168
C. La production industrielle	169
II. LES ÉCHANGES	170
A. Les ruines de la guerre	172
a. La Basse-Autriche	173
b. Les pays tchèques	175
1 ^{re} la Bohême, 175; 2 ^{de} la Moravie, 176; 3 ^{de} la Silésie, 176.	
c. L'Autriche intérieure	177
d. La Hongrie	177
CONCLUSION	179
III. LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE	179
A. Les crises intra-décennales	180
B. Les tendances à long terme	182
C. Les salaires	183
IV. LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE L'EMPEREUR	184
A. Principes généraux	184
B. Les caméralistes	186
a. Les caméralistes viennois	186
Becher, Schröder, 188; doctrine de Becher, 190; doctrine de Schröder, 191.	
b. Caméralistes provinciaux	192
C. Les réalisations	194
a. Les manufactures	194
b. Les compagnies de commerce	196
1 ^{re} le grand commerce avec le Proche-Orient, 197; 2 ^{de} l'importation de bétail hongrois, 198.	

V. L'ESSOR ÉCONOMIQUE APRÈS 1683	198
A. La colonisation de la Hongrie	198
a. Politique monétaire	199
b. Politique douanière	200
B. Guerre turque et expansion économique	201
a. Plein emploi	201
b. Industrie de guerre	201
c. Guerre et production agricole	203
CONCLUSION	205

CHAPITRE V. — BILAN EN 1700.

I. VIENNA GLORIOSA	207
A. Métamorphose de la capitale	207
B. L'expansion territoriale	209
II. CATHOLICISME AUTRICHIEN ET PROTESTANTISME HONGROIS	212
A. La politique religieuse de l'empereur Léopold I ^{er}	212
B. Succès de la Contre-Réforme en Autriche et en Bohême	213
C. Échec de la Contre-Réforme en Hongrie	216
III. STRUCTURES POLITIQUES ET IMMOBILISME	222
A. La Hongrie pays héréditaire (1687)	222
B. Échec des réformes politiques en Hongrie (1681)	225
C. Chancelleries et cohésion politique	228
a. La structure collégiale des chancelleries	229
b. La multiplicité des compétences	232
CONCLUSION	234

LIVRE II

Un cas concret : LE DÉFICIT CHRONIQUE

CHAPITRE PREMIER. — LES DÉPENSES.

I. LES DÉPENSES CIVILES	237
A. Les services de la cour	241
a. Soldes du personnel	241
b. Frais de courrier	244
c. Frais de représentation diplomatique	245
d. Service de la dette publique	246
e. Virements à la caisse militaire	247
II. LES DÉPENSES MILITAIRES	248
a. Les dépenses de la frontière militaire	250
b. Le paiement des soldes	253
c. L'approvisionnement des forteresses	257
d. La réparation des forteresses	259
B. Les régiments de ligne	262
a. Le coût du simple soldat	264
b. Le prix de revient d'un régiment	271
c. La compagnie	271
d. L'état-major régimentaire	273
e. Variation des effectifs	275

f. Dépenses de recrutement	287
g. Estimation du budget militaire de 1668	290

CHAPITRE II. — LES RECETTES.

I. LES REVENUS ORDINAIRES OU « CAMERIALIA »	297
A. Le domaine	298
En Basse-Autriche, 298; en Bohême, 300; en Hongrie, 301. .	
B. Les droits régaliens ou « regalia »	302
a. La monnaie	302
b. Les mines	304
En Hongrie, 304; en Bohême, en Autriche, 306.	
c. La taxe sur les Juifs	306
d. Les gabelles (le monopole de la vente du sel)	308
En Bohême, 308; en Autriche, 312.	
e. Les douanes et péages	314
En Autriche et en Moravie, 314; en Hongrie, 316.	
II. LES CONTRIBUTIONS	320
A. Les impôts directs de base	320
a. La contribution dans les pays tchèques	321
En Bohême, 321; en Moravie, 327.	
b. La contribution en Autriche	327
En Basse-Autriche, 327; en Styrie, 329.	
c. L'État hongrois et l'impôt direct	330
B. Les impôts directs exceptionnels	334
a. L'impôt turc	334
b. La capitation	337
C. Les aides (impôts sur les boissons)	339
a. En Basse-Autriche	340
b. Dans les pays tchèques	340
En Bohême, 340; en Silésie, 344.	
III. L'ÉVALUATION DES RECETTES	345

CHAPITRE III. — LE DÉFICIT : FATALITÉ OU MAUVAISE GESTION ?

I. UN FAIT BRUT : L'IMPASSE BUDGÉTAIRE	353
A. Le témoignage des contemporains	353
B. Les séances de la conférence	355
C. L'approche quantitative	359
II. LES DÉPENSES EXCESSIVES	362
A. Les dépenses militaires	362
B. Les dépenses civiles	362
III. LA PART DES HOMMES : MÉDIOCRITÉ OU MALHONNÊ- TÉTÉ ?	363
LA CORRUPTION	
A. Aspects généraux	364
B. Le cas Sinzendorf	365
a. L'acte d'accusation	365
b. La sentence	366
c. Les causes de la disgrâce	367
d. La réaction de 1681	369
C. Le personnel subalterne	373
a. Les officiers des gabelles	373
b. Les officiers d'intendance	374

LE MANQUE DE COMPÉTENCE.

A. Les subordonnés	375
B. La direction de la chambre.	376
a. Abele (1681-1683)	376
b. Ursini Rosenberg (1683-1692)	378
c. Kollonich (1692-1694).	378
d. Breuner (1694-1698).	380
IV. LA COMPLEXITÉ DES STRUCTURES ADMINISTRATIVES . . .	382
A. L'archaïsme des techniques de gestion	382
a. La Chambre des Comptes et le budget.	382
b. La question de la trésorerie.	383
c. La Chambre des Comptes et le contrôle.	385
B. Le poids de la collégialité.	386
a. Décisions et collégialité	387
b. Collégialité et coordination.	388
C. La force des assemblées d'États	391
V. PRIVILÈGES ET PRESSION FISCALE	393
A. Pression fiscale par pays	394
B. La pression fiscale par groupe social.	395
En Bohême, 395; en Basse-Autriche, en Hongrie, 397.	
C. Approche de la condition paysanne.	398
a. Les redevances seigneuriales	398
b. Révoltes paysannes et pression fiscale	400
c. Limitation des charges seigneuriales	401
CONCLUSION.	402

CHAPITRE IV. — LES REMÈDES.

I. L'AIDE EXTÉRIEURE	406
A. L'aide espagnole	406
a. Lors de l'élection impériale de 1658	406
b. Lors de la guerre turque de 1663-1664.	406
c. A l'occasion de la guerre de Hollande	408
d. Lors du siège de Vienne.	409
B. Le Saint-Siège	410
a. Lors de la guerre turque de 1663-1664.	410
b. Lors du second siège de Vienne	411
c. La reconquête de la Hongrie.	412
C. Les États de l'Empire	414
a. Au cours de la première guerre turque	415
b. A l'occasion du second siège de Vienne	415
c. L'aggression française contre l'Empire	417
D. Les puissances maritimes	419
II. LES EXPÉDIENTS.	420
A. Les mesures de détail	420
a. Le jeu	420
b. Le tabac	421
B. La vénalité des offices.	421
a. Le problème de la caution (Amtsdarlehen).	423
b. Emprunt forcé et octroi d'un office.	425
C. Les manipulations monétaires	427

III. LE CRÉDIT	429
A. Aspects techniques	430
a. Le taux de l'intérêt	430
b. Les garanties	431
c. Crédit à court terme et anticipation	434
d. Crédit à moyen terme	435
B. Les créanciers de l'Empereur	436
a. Le crédit extérieur	436
Amsterdam et la Chambre des Comptes, 436; Gênes et la Chambre des Comptes, Samuel Oppenheimer et ses associés, 437.	
b. Le crédit intérieur	440
Les banquiers locaux, 440; les officiers de finances, 442.	
CONCLUSION	451

CHAPITRE V. — LES RÉFORMES.

I. RÉFORME DES TECHNIQUES DE GESTION	454
A. Le problème du rendement	454
B. La trésorerie	458
II. RÉFORME DE LA FISCALITÉ	459
A. Les fondements théoriques	460
B. Impôts de consommation et résistance des ordres	462
C. L'accise générale	466
III. RÉFORMES DES STRUCTURES	467
GOUVERNEMENT CENTRAL ET COLLÉGIALITÉ	467
GOUVERNEMENT CENTRAL ET COORDINATION	470
A. Le commissariat général des guerres	470
B. La députation <i>in œconomicis</i>	472
PRÉROGATIVES DES DIÈTES ET AUTORITÉ MONARCHIQUE	477
A. La situation vers 1690.	477
B. Les projets de réforme	478
C. La résistance des magnats	479
D. Résultats	482
IV. CAUSES DE L'ÉCHEC DES RÉFORMES	483
LE DONNÉ BRUT : L'OLIGARCHIE GOUVERNEMENTALE	484
A. Les édits somptuaires et la société d'ordres	484
B. Place de l'aristocratie dans le gouvernement	486
a. Structures sociales du Conseil d'État	486
b. Structures sociales de l'administration des Finances	489
POUVOIR MONARCHIQUE ET CLIENTÈLE	492
A. Le Conseil d'État et les hommes nouveaux	494
B. L'armée	494
C. Les finances	495
CONCLUSION	495

CONCLUSION GÉNÉRALE	497
-------------------------------	-----

BIBLIOGRAPHIE.

I. SOURCES MANUSCRITES	505
II. SOURCES IMPRIMÉES.	510
III. IMPRIMÉS ANCIENS.	512
IV. OUVRAGES ET ARTICLES.	513

Si un historien parle aujourd'hui sans hésiter d'« absolutisme autrichien » c'est que la tradition libérale l'a accoutumé, depuis plus d'un siècle, à employer une expression qui projetait dans le passé des réalités essentiellement valables à l'époque de Metternich. L'éloignement, la complexité des problèmes avaient, en effet, rendu populaire en Occident le terme simplificateur d'« Autriche », qui confondait alors dynastie régnante et peuples gouvernés. En outre, un gouvernement fort, en apparence, s'appuyant sur la police, l'administration, l'armée, pouvait aisément faire croire que l'absolutisme correspondait à une vieille tradition du pays, profondément enracinée depuis des siècles.

Il est néanmoins nécessaire de dissiper cette équivoque en ce qui concerne le xviii^e siècle et afin de critiquer une terminologie qui nous apparaît inexacte pour la période 1650-1700, nous voudrions poser deux questions concernant la définition du pays lui-même et la forme de son gouvernement.

I

DANS QUELLE MESURE PEUT-ON PARLER D'AUTRICHE ?

Rappelons d'abord qu'avant 1918 [1] n'avaient d'existence légale qu'un certain nombre de royaumes et de pays, parmi lesquels on trouve un *archiduché*

1. La dénomination officielle de la « Cisleithanie » dans l'Autriche-Hongrie de 1867 à 1918 était *die im Reichsrath vertretenen Länder* (les pays représentés au Reichsrath) qui correspondaient à l'ensemble austro-hongrois moins l'État hongrois qui, lui en tout cas, était cohérent. Cette structure excitait la verve du poète autrichien Robert Musil qui avait baptisé son pays la « Cacanie » (*die Kakanien*) parce que tous les emblèmes officiels cisleithans étaient K.K. c'est-à-dire *Kaiserlich-Königlich* (impérial-royal). En tout cas nous pouvons invoquer pour le xviii^e siècle l'autorité d'un des plus grands historiens autrichiens Heinrich Ritter von Srbik, qui écrivait en 1907 : « Damals war Österreich noch führte es ja nicht einmal diesen Namen » (l'Autrichien d'alors ne portait même pas encore ce nom), dans *Der Staatliche Exporthandel Österreich von Leopold I bis Maria-Theresia*, Introduction, p. XXVII.

STRUCTURES FINANCIÈRES DE LA MONARCHIE 1650-1700



d'Autriche, correspondant aux actuels pays de Haute et Basse-Autriche et que le langage officiel du ^{xvii}^e siècle appelait la Basse-Autriche (*Nieder-Österreich*). Peuplée d'Allemands, possédant une histoire continue depuis le ^x^e siècle, dotée d'institutions particulières, la Basse-Autriche constituait l'un de ces nombreux pays qui jouissaient de la plus large autonomie à l'intérieur de l'Empire, car les Habsbourgs devenus au ^{xiii}^e siècle souverains héréditaires de la Basse-Autriche [2] se sont, en deux siècles, si bien identifiés avec le pays qu'ils devinrent purement et simplement aux yeux du monde la *Maison d'Autriche*. Au cours de la première moitié du ^{xvi}^e siècle celle-ci fut bien près de réaliser la monarchie universelle.

Pourtant Charles Quint, en abdiquant en 1556, consacra la scission de la Maison en deux branches, la branche aînée ou branche espagnole, et la branche cadette ou branche allemande; il avait fondé lui-même cette dernière en 1522, en remettant à son frère, l'archiduc Ferdinand, le gouvernement des pays héréditaires, que la Maison d'Autriche possédait dans l'Empire.

A. Particularismes politiques.

Description. — C'était une bande de territoires allant des Vosges au Danube, qui comprenait la Haute-Alsace, le Brisgau, des domaines en Souabe, le Vorarlberg, le Tyrol, l'archiduché d'Autriche, la Styrie, la Carinthie et la Carniole. Ces territoires, sans être unifiés, possédaient des traits communs : population de langue allemande, attachement aux Habsbourgs, dépendance relative à l'égard de l'Empire. Ils correspondaient, grosso modo, à l'actuelle République autrichienne (moins, bien entendu, les territoires rhénans). Mais l'ambitieuse politique matrimoniale de Maximilien I^{er} [3] et le malheureux destin de Louis II Jagellon, tué à la bataille de Mohács (1526), mirent bientôt l'archiduc Ferdinand à la tête d'un vaste complexe d'États qui comprenait, outre les pays héréditaires, le royaume de Bohême et ses dépendances (les Lusaces, la Moravie et la Silésie) ainsi que le royaume de Hongrie, auquel étaient rattachées la Croatie et la Transylvanie. Il ne s'agissait évidemment pas d'une annexion pure et simple, car l'État bohême, comme l'État hongrois, possédaient une classe dirigeante, une histoire, une culture et des traditions nationales. Ferdinand de Habsbourg dut d'abord, et non sans mal, faire ratifier la politique dynastique par les diètes respectives, qui l'élirent successivement roi de Bohême, roi de Croatie-Slavonie et enfin roi de Hongrie. Là, il se heurta à

2. A l'origine les Habsbourgs étaient de petits seigneurs de la région rhénane. L'élection de Rodolphe comme roi d'Allemagne en 1273 consacra la fortune de la famille, car il en profita pour s'emparer de l'héritage des Babenberg, margraves d'Autriche et ducs de Styrie. Rodolphe battit et tua à la bataille de Durnkrut (1278) Ottokar, roi de Bohême, gendre du dernier margrave. Bataille décisive, car elle empêcha l'union austro-bohême de se faire sous le sceptre des Premyslides et donna en même temps aux Habsbourgs un patrimoine important. Voir A. WANDRUSZKA, *Das Haus Habsburg*, p. 46-62.

3. Consacrée par le second traité de Vienne (1515) la petite-fille de Maximilien, Marie, épousait Louis Jagellon, tandis que son petit-fils Ferdinand épousait Anne Jagellon.

un anti-roi, un magnat hongrois : Jean Zapolyai, que lui préféra une partie de la noblesse du pays. Charles Quint acheva d'établir la branche allemande de la Maison d'Autriche en choisissant son frère cadet Ferdinand et non son fils Philippe, pour lui succéder à l'Empire; Ferdinand fut élu roi des Romains en 1556. Ainsi étaient mis en place les principaux éléments constituant *la monarchie autrichienne*, car s'il n'y avait pas vraiment d'Autriche, il existait cependant une confédération d'États dont le chef était en même temps le souverain de l'Empire romain (officiellement, au xvii^e siècle, l'Empire allemand s'appelait *Römisches Reich*). Faute de mieux nous appellerons cette confédération d'États monarchie autrichienne, elle seule étant, bien entendu, l'objet de notre propos; nous laissons en effet de côté les institutions d'Empire, ainsi que les relations de l'empereur avec l'Empire et nous nous bornons à étudier les seuls pays où l'empereur exerçait des pouvoirs directs, réels, alors que dans l'Empire ses pouvoirs étaient limités à un magistère moral et à une véritable magistrature d'influence [4].

La centralisation. — A vrai dire le gouvernement des États personnels de l'empereur posait maint problème. Avec une évidente bonne volonté Ferdinand I^{er} s'était attaché à créer une administration commune à tous les pays de la monarchie autrichienne. Formé aux Pays-Bas et en Castille, Ferdinand I^{er} ne dissimulait pas à ses nouveaux sujets qu'il voulait accroître l'autorité royale et créer un véritable gouvernement central pour les affaires communes. Selon H. Biderman, Ferdinand I^{er} considérait ses nouveaux royaumes comme des dépendances de l'Autriche allemande [5]. En fait l'abîme entre le programme et les réalisations est immense, car Ferdinand I^{er} se heurta à l'opposition des Bohêmes et aux révoltes hongroises. Il tenta, par exemple, de réunir des États généraux, c'est pourquoi il batailla de 1528 à 1541 pour réunir des députés mandatés par les diètes des pays héréditaires et des pays tchèques, tandis que l'Assemblée nationale hongroise refusait d'emblée de s'y faire représenter. De même, par l'ordonnance du 1^{er} janvier 1527, il créa des organes communs à toute la Monarchie, une Chancellerie (*Hofkanzlei*), un Conseil privé (*Geheimer Rath*) [6], une Chambre des Comptes (*Hofkammer*) [7] et plus tard, en 1556, un

4. La question de l'autorité de l'Empereur dans l'Empire est fort complexe et constituerait à elle seule l'objet d'une thèse; nous verrons d'ailleurs que le crédit de Léopold n'a cessé d'augmenter au cours de ce demi-siècle.

5. Hermann BIDERMAN, *Geschichte der Österreichischen Gesamtstaatsidee*, p. 8-10.

6. Le Conseil d'État fut créé par l'ordonnance du 1^{er} janvier 1527. Vienne, Archives d'État, Haus Hof und Staatsarchiv (ensuite HHStA) O. Me A Sr181 Hofstaatsordnung. Composé de quatre à six personnes, le Conseil d'État (*Geheimer Rat*) était chargé de la politique générale. Voir aussi : T. FELLNER et H. KRETSCHMAYR, *Die Österreichische Zentralverwaltung*, t. I, p. 00-00.

7. La Chambre des Comptes (*Hofkammer*) fut créée par l'ordonnance du 1^{er} janvier 1527, Hofstaatsordnung I, *ibidem*. Elle avait pour tâche d'administrer les revenus du domaine, de payer les dépenses de la Cour, de veiller à ce qu'il y ait toujours de l'argent et possédait un droit de regard sur les chambres des comptes des différents pays. Sur l'organisation de la *Hofkammer*, voir *infra*, liv. II, chap. IV.

Conseil de la Guerre (*Hofkriegsrath*) [8] qui jouèrent un rôle essentiel dans la vie de la Monarchie jusqu'à 1848. Mais l'autorité de ce gouvernement central était discutée encore un siècle plus tard : en 1665 la Chambre de Presbourg (*Camera Hungarica*) refusait d'exécuter les ordres de la Chambre des Comptes de Vienne [9] parce qu'elle ne lui reconnaissait aucune supériorité.

La situation, vers 1660, s'était néanmoins légèrement modifiée dans la mesure où il existait un noyau intimement uni, dépendant plus étroitement du souverain (la Basse-Autriche et les pays tchèques) autour duquel gravitaient plusieurs États (Autriche intérieure, Hongrie-Croatie). Cette situation résultait d'un double mouvement, la Maison d'Autriche ayant, dans la seconde moitié du xvi^e siècle, cédé aux tendances particularistes pour se ressaisir ensuite après 1620, avec l'arrivée au pouvoir de la branche styrienne. C'est que Ferdinand I^{er}, conscient de la vanité de ses efforts, avait, avant de mourir, brûlé ce qu'il avait adoré, en procédant à une sorte de partage des pays héréditaires entre ses trois fils. L'aîné : l'empereur Maximilien II, reçut incontestablement la plus belle part avec la Bohême, la Hongrie et la Basse-Autriche, tandis que l'archiduc Charles recevait le gouvernement de l'Autriche intérieure (*Inner-Österreich*) c'est-à-dire la Styrie, la Carinthie, la Carniole et Gorizia, et que l'archiduc Ferdinand se voyait confier l'Autriche antérieure (*Vorder-Österreich*) c'est-à-dire le Tyrol-Vorarlberg, domaines souabes et rhénans. Bien sûr, tous ces pays demeuraient dans l'indivision, mais chaque prince s'empressa de créer à Graz comme à Innsbruck un gouvernement complet, comprenant Conseil secret, Chambre des Comptes et Conseil de la Guerre, si bien que 10 ans après la création du Conseil de la Guerre, une partie de la frontière (celle de Croatie-Slavonie) échappait au contrôle viennois pour passer sous l'autorité du gouvernement de Graz.

Les pays héréditaires. — La création de secondogénitures comblait tellement le vœu des populations que même après la disparition des branches cadettes l'empereur dut maintenir les gouvernements de Graz et d'Innsbruck. Même Ferdinand de Styrie devenu empereur [10] n'eut pas le cœur de priver ses fidèles sujets de leur autonomie administrative et ce n'est qu'un siècle plus tard, en 1712, que ces provinces furent replacées sous l'autorité directe du gouvernement de Vienne. Pendant tout le xvii^e siècle les autorités de Vienne pouvaient seulement correspondre avec celles de Graz par l'intermédiaire du chancelier

8. Le Conseil de Guerre fut créé par l'ordonnance du 17 novembre 1556. FELLNER et KRETSCHMAYR, *Die Österreichische Zentralverwaltung*, t. I, p. 235-239. Il était chargé de l'administration militaire et plus particulièrement de l'entretien des garnisons de la frontière hongroise puisque sur 1 000 km la Monarchie avait une frontière commune avec l'empire ottoman. Son activité était essentiellement dirigée vers la lutte contre les Turcs.

9. Doléances de la diète hongroise en 1655, article 7 : *Ne Camera Hungarica ab Aulica ullam Dependendam habeat*. Le bien-fondé de la plainte fut reconnu par l'empereur et sanctionné par le décret 11 de 1655, qui ne fut pas appliqué. La diète renouvela ses plaintes en 1659 (*Gravamina*, art. 8).

10. On sait que la descendance directe de Maximilien II s'éteignit avec son fils l'empereur Mathias, mort sans enfant. C'est son cousin de Graz l'archiduc Ferdinand, chef de la branche styrienne, qui lui succéda.

d'Autriche et si H. Hantsch, dans son *Histoire d'Autriche* [11], se réjouit de voir l'Autriche antérieure replacée définitivement en 1665 sous l'autorité directe de l'Empereur, il faut avouer que cette réintégration demeura tout à fait théorique. L'empereur Léopold I^{er} se rendit bien à Innsbruck en octobre 1665 pour recevoir l'hommage des États et du gouvernement [12] mais ce fut pour confirmer les libertés et privilèges du pays, auquel il laissa son gouvernement particulier, afin de consoler les peuples du Tyrol. Le pouvoir resta entre les mains de la veuve de l'archiduc Ferdinand-Charles, l'archiduchesse Anne (une Médicis) et d'un Conseil d'État choisi par l'empereur [13]. Le pays protégea si bien son autonomie que, deux ans plus tard, il refusait d'admettre des garnisons impériales à un moment où la guerre de Dévolution faisait craindre une rupture avec la France [14]. L'empereur ne s'en offusqua guère, puisque par la suite il confia le gouvernement d'Innsbruck à sa demi-sœur, épouse en secondes noces du duc Charles V de Lorraine.

L'État tchèque. — En revanche, l'insurrection des États de Bohême en 1618 et la défaite de leur armée à la bataille de la Montagne Blanche permit à l'empereur Ferdinand II de renforcer son autorité en modifiant la constitution du royaume de Bohême, qui devint royaume héréditaire, tandis que les institutions royales étaient renforcées et les pouvoirs de la diète diminués. Si Prague conservait un gouvernement local, celui-ci était placé sous l'autorité réelle de l'empereur et du chancelier de Bohême, le Conseil de lieutenance se chargeant de l'application des décisions prises à l'échelon central, tandis que les gouvernements de Moravie et de Silésie étaient placés sous l'autorité directe du gouvernement central de Vienne, Prague ne faisant plus écran entre l'échelon central et ces deux provinces, considérées jusqu'alors comme des dépendances de la Couronne de Bohême. Finalement le domaine personnel de l'Empereur comprenait, à partir de 1665 et jusqu'à la fin du siècle, l'archiduché d'Autriche, les duchés de Styrie, de Carinthie et de Carniole, avec le comté de Gorizia, ainsi que le comté de Tyrol avec ses annexes — ce sont les pays héréditaires de langue allemande, auxquels il faut, bien entendu, ajouter les pays tchèques,

11. Hugo HANTSCH, O.S.B., *Geschichte Österreich*, t. II, p. 25 de l'édition de 1955. Entre-temps l'empereur Rodolphe II avait fondé une nouvelle fois la secundogéniture tyrolienne, en donnant le gouvernement d'Innsbruck à son frère cadet l'archiduc Maximilien. L'archiduc Ferdinand de Tyrol était mort sans enfant.

12. Voyage du Kaiser Léopold à Innsbruck, dépêches de M. Zorzi des 20 septembre et 11 octobre 1665. Venise, Archivio di Stato, Senato, Dispacci di Germania, filza 127.

13. Voir la requête du comte Ferrari, grand maître d'hôtel de l'archiduchesse Anne : *Che quando la Maestà Sua non intenda di riservare à se stessa la suprema directione di quel governo, si degnasse almeno di consolare quei popoli con il dare l'incombenza alla sudetta Signora arciduchessa, mentre essendo avezzi di vivere sotto un principe dell'augustissimo sangue, troppo duro gli ruiscerrebbe di soggiacere à un privato ministro; ancorche in nome cesaro esercitasse il commando*. Rapport de nonciature, Vienne, 1^{er} août 1665. Édition Levinson, *Archiv für Österreichische Geschichte (A.Ö.G.)*, t. 103, p. 783; H. BIDERMANN parle même de *Personalunion*, *op. cit.*, p. 48.

14. Grémonville (résident français à Vienne) au roi. Vienne, 3 novembre 1667. Archives des Affaires étrangères (A.E.), Paris, Correspondance politique (ensuite C.P.), Autriche, vol. 27, f^o 293-294.

c'est-à-dire le royaume de Bohême, le duché de Silésie et le marquisat de Moravie [15].

L'État hongrois. — Quant aux liens qui unissaient l'État hongrois à l'ensemble des pays héréditaires ils étaient, en 1665, fort lâches. D'abord les deux tiers du royaume échappaient à l'autorité du roi [16], car depuis 1541 le pays était pratiquement divisé en trois parties : au centre la grande plaine avec Bude [17], car la capitale était entre les mains des Turcs ; à l'est la principauté de Transylvanie jouissait d'une quasi-indépendance, qu'elle vit confirmer à la paix d'Andrinople (1568) et qu'elle perdit en 1664 par la paix de Vasvár ; désormais ce vaste bastion montagneux n'était plus qu'un protectorat turc, bien qu'il fût gouverné par un prince de nationalité hongroise : Michel Apaffy [18], il payait tribut à la Porte et ne devait plus prendre aucune initiative diplomatique sans l'accord d'Istanbul. La Hongrie royale était réduite à une bande de territoire allant de l'Adriatique aux confins de l'Ukraine ; elle comprenait essentiellement le nord de l'actuelle Yougoslavie, la région du lac Balaton, l'actuel Burgenland et surtout l'actuelle Slovaquie avec l'Ukraine subcarpathique, région alors appelée Haute-Hongrie. Par conséquent il s'agissait surtout de contrées montagneuses, qui constituaient le glacis des pays héréditaires, car la lutte contre le Turc demeurait un problème fondamental pour les Hongrois, comme pour les habitants des pays limitrophes (Styrie, Basse-Autriche, Moravie). En dépit du péril commun, les relations entre les Habsbourgs et leurs sujets hongrois étaient difficiles et l'auteur français anonyme qui a rédigé les *Mémoires de la Cour de l'Empereur* analysait en ces termes la situation existant en 1670 : « Cette réunion d'États qui sembloit devoir lier plus étroitement les Hongrois et les Allemands sous un mesme Maître produisit entre Eux un Estat tout contraire. La différence du langage, des coustumes et mesmes des habits, les difficultéz sur les diversitez des Religions auxquelles l'Empereur ne peut estre favorable y ont mis la première hayne. Depuis on a osté aux Hongrois la garde de leurs places pour y mettre des garnisons allemandes, on a peu d'égard à la conservation de leurs privilèges et par la dernière paix qui sembloit les devoir mettre en repos, ils se sont trouvez exposéz aux ravages des

15. Définition donnée par la *Germania Austriaca seu Topographia Omnium Germaniae Provinciarum Augustissimae Domini Austriacae Hereditario Jure subjectarum*, œuvre d'un jésuite anonyme, 1 vol. in-4° (116 et 79 pages) chez J. B. Schönwetter, libraire de l'Université, Vienne, 1701. Les pays tchèques faisaient partie de l'Empire depuis le Moyen Âge. La Bulle d'Or de 1354 avait fait du roi de Bohême un des électeurs (*Kurfürst*) qui choisissaient l'empereur, car le roi de Bohême était le grand échanson de l'empereur (*Reichserzschenck*). Par la paix de Prague (1635) Ferdinand II avait définitivement cédé les Lusaces à l'électeur de Saxe pour prix de l'aide que ce dernier lui avait apportée dans sa lutte contre les États de Bohême révoltés.

16. Il convient de rappeler dès maintenant que l'empereur n'était que roi apostolique en Hongrie et que le royaume de Hongrie n'a jamais été incorporé dans l'Empire, à la différence du royaume de Bohême.

17. Forme ancienne de Buda. Toutes les fois qu'il existe des formes françaises anciennes pour des noms étrangers, nous préférons utiliser celles-ci, sinon nous utilisons le nom officiel actuel, avec, éventuellement, une équivalence dans une autre langue.

18. Michel Apaffy a été imposé par les autorités turques en 1661. Il appartient à la moyenne noblesse, c'est un ivrogne et un médiocre qui laisse faire son chancelier Michel Teleki.

Turcs sans se pouvoir deffendre eux-mesmes ny esperer des protections de leurs Maistres. Les sujets de plainte ont laissé dans le cœur de cette nation, d'ailleurs bizarre et extravagante, un fonds de hayne incroyable pour le gouvernement allemand et qui leur fait souhaiter sans cesse d'avoir un Roy de cette nation, comme ils prétendent que leurs privilèges leur permettent d'en Eslire [19]. »

Tout, ou presque tout, opposait Hongrois et Allemands dans la seconde moitié du xvii^e siècle : la religion, la conception de l'État, les intérêts politiques, mais surtout une indicible méfiance de la part du Hongrois pour l'Allemand, qu'il soupçonnait de vouloir lui ôter ses libertés [20]. Le gouvernement de Vienne n'avait pourtant aucune autorité réelle sur la Hongrie. Le roi était élu par l'Assemblée nationale qui lui imposait un véritable contrat, le Diplôme royal, et Ferdinand III ne put faire élire l'archiduc Léopold Ignace, en 1655, qu'en acceptant dix-sept conditions qui rendaient, en principe, l'État hongrois à peu près indépendant du gouvernement de Vienne [21].

Le roi n'avait d'autorité véritable dans le pays que par l'intermédiaire des prélats et ne contrôlait que les garnisons allemandes établies dans les places frontières, par exemple Győr et Komorn, ainsi que l'administration des mines de Haute-Hongrie [22] et c'est l'ambassadeur vénitien B. Nani qui, en 1658, résumait la situation dans son rapport de fin de mission : « Les Hongrois ont une certaine image de la liberté, élisant le roi, conservant dans leur nation les honneurs et les charges. Aussi peut-on dire qu'ils ne laissent à l'Empereur que le titre royal avec les revenus des mines, toutes les places, pensions et commandements étant partagés entre quelques rares familles [23]. »

L'action du roi se limitait à choisir parmi ces magnats les personnes qu'il nommait aux principaux offices du royaume; dès qu'il introduisait furtivement des commandants de places de la frontière ou des officiers des douanes d'origine allemande, il se faisait sèchement rappeler à l'ordre par l'Assemblée nationale [24]. Celle-ci, composée de prélats, de magnats, de députés de la noblesse et des villes, veillait jalousement au respect des libertés contenues dans le droit d'État [25]. Et pendant les périodes où la diète ne siégeait pas, le palatin élu par l'assemblée sur une liste de quatre magnats présentés par le souverain, jouait le rôle d'un véritable vice-roi.

Il nous paraît donc indispensable d'opposer à l'ensemble des pays héréditaires cet État hongrois qui jouissait, en 1660, d'un véritable régime d'union

19. *Mémoires de la Cour de l'Empereur* (1671), BN Paris, ms 8997.

20. Retenons seulement la dépêche de l'ambassadeur vénitien B. Nani, Vienne, 21 septembre 1658. Édition A. F. PRIBRAM : *Venetianische Depeschen aus dem Kaiserhofe*, p. 160-161.

21. *Diploma Regis* de 1655, confirmé dans le décret 1 de 1659. *Acta et Articuli Inclyti Regni Hungariae*, Pottendorf, 1668. Nous en donnons une analyse *infra*, liv. I, chap. V.

22. La Chambre de Kremnica dépendait directement de la Chambre des Comptes de Vienne. FELLNER et KRETSCHMAYR, *op. cit.*, t. I, I, p. 000.

23. Original italien dans J. FIEDLER, *Die Relationen der Botschafter Venedigs über Deutschland im 17 Jahrhundert* dans *Fontes Rerum Austriacarum*, II, t. 27, p. 12.

24. Doléances de la diète hongroise, articles 56 de 1655, 10 et 41 de 1659.

25. Voir J. BÉRENGER, « La Hongrie des Habsbourgs au xvii^e siècle : république nobiliaire ou monarchie limitée ? » dans *La Revue historique*, 1967, fasc. 483, p. 31-50.

personnelle, renforcée et justifiée par une alliance militaire. La Hongrie d'une part constituait un glacis [26] pour les pays héréditaires et ceux-ci, d'autre part, contribuaient en hommes et en argent à la défense des garnisons de la frontière. Et bien qu'il soit toujours dangereux d'appliquer des notions modernes à des réalités plus anciennes, l'on pourrait tenter de définir la *monarchie autrichienne* comme une confédération d'États (*Staatenbund*) où l'ensemble Basse-Autriche - Bohême était suffisamment intégré pour atteindre le niveau d'un État fédéral (*Bundesstaat*), étant bien entendu que le royaume de Hongrie n'était lié à cette confédération que par un souverain commun.

B. Particularismes ethno-linguistiques.

Et si les structures étaient aussi mal définies, c'est que tout le poids des traditions concourait à maintenir des particularismes linguistiques, culturels, religieux, profondément enracinés. Plusieurs tentatives simplificatrices guettent l'historien : la première serait de voir dans la monarchie autrichienne un État de langue allemande ou tout au moins dans lequel l'allemand serait la seule langue officielle vraiment reconnue (comme le français était, à la même époque la langue de l'administration royale). Ce serait une erreur, tout comme il serait erroné d'opposer, dans ce domaine, État hongrois et pays héréditaires qui seraient, l'un le domaine du latin, l'autre le domaine allemand. Il existait, en effet, dans chaque pays, des minorités linguistiques que les différents gouvernements s'attachaient à respecter et non à intégrer en les germanisant. C'est pourquoi il nous faut décrire la situation linguistique et culturelle telle qu'elle se dégage des actes officiels ou des témoignages des contemporains.

Pays héréditaires. — Laissons de côté l'Autriche antérieure, qui était un pays de langue allemande (à la seule exception de l'évêché de Trente orienté vers l'Italie toute proche). Mais l'Autriche intérieure comportait sur ses franges des populations slaves et latines. Le comté de Gorizia et le Frioul étaient peuplés de gens parlant un dialecte roman, le friouli, tandis que dans la majeure partie de la Carniole les Slovènes parlaient une langue slave originale, qui ne se confond pas avec le serbo-croate, le slovène, et qui est aujourd'hui une des langues officielles de la Yougoslavie [27]. En Bohême et en Moravie les populations d'origine slave continuaient à pratiquer la langue nationale, le tchèque, même si cette dernière devait dans les classes dirigeantes entrer en concurrence avec l'allemand; rappelons, par exemple, que l'ouvrage d'agrono-

26. Expression que l'on trouve fréquemment dans les Actes de la Diète, en particulier dans les déclarations des États et Ordres.

27. Les voyageurs étaient évidemment frappés par le fait que la population d'Idria parlât une langue slave, sans faire néanmoins de distinction avec le serbo-croate, voire le slovaque, toutes ces langues étant appelées indifféremment esclavon. Voir en particulier Edward BROWN, *Relation of some travels*, 1672, traduction française, Paris, 1674, p. 19-20. Pour citer cet ouvrage plus aisément nous préférons en effet utiliser la traduction française, en tous points conforme à l'original anglais.

mie publié par le jésuite Fischer, en 1679, employait le latin, le tchèque et l'allemand [28]. Une partie de la Haute-Silésie parlait polonais.

État hongrois. — Quant à la Hongrie c'est, selon l'expression de Comenius, une véritable Tour de Babel [29] où l'on parlait au moins cinq langues, sans compter le latin qui venait s'ajouter aux autres. Il s'agissait essentiellement de la langue hongroise, de diverses langues slaves (en Haute-Hongrie le slovaque et l'ukrainien, en Croatie le serbo-croate); l'allemand était limité à quelques villes royales, si bien que le cardinal Pazmany, archevêque de Strigonie (Esztergom), publia en 1625 un rituel quadrilingue (latin, hongrois, allemand et slovaque) [30].

Il ne faudrait pourtant pas exagérer l'importance de ce pluralisme linguistique dans la mesure où il concernait surtout les masses paysannes. Bien souvent il n'était que l'expression d'une culture populaire, obligeant les justices seigneuriales à employer la langue du pays. Nous ne sommes pas au ^{xix}^e siècle et dès l'instant que les autorités laissaient le paysan prier et plaider dans sa langue maternelle, celui-ci ne se préoccupait guère de savoir quelle était la langue d'État. Or, à notre avis, le vrai problème est précisément la diversité des langues officielles à l'intérieur de la Monarchie. Elles étaient, en 1660, au nombre de cinq : l'allemand, le tchèque, le hongrois, le croate et le latin.

Le droit d'État. — En fait l'usage de ces langues dans les administrations centrales et les gouvernements était lié à l'existence de groupes sociaux privilégiés, possédant des libertés politiques et des assemblées représentatives. Tout pays jouissant des franchises qu'on appelait droit d'État [31] conservait l'usage de sa langue ou, pour être plus précis, utilisait les langues parlées par les ordres, c'est-à-dire pratiquement par la noblesse. Voilà pourquoi l'État bohême était bilingue officiellement depuis 1627, date à laquelle Ferdinand II avait octroyé une constitution renouvelée, tenant compte de la situation particulière de la noblesse. Cette dernière était, en effet, d'origine slave, mais depuis le ^{xiii}^e siècle des chevaliers allemands, entrés au service des rois de Bohême, avaient reçu domaines et lettres de naturalité; c'est ainsi que le comte Thun était à la tête des seigneurs révoltés contre Ferdinand II. Or, avant 1620, l'allemand

28. Christophe FISCHER, S.J., *Œconomia suburbana*, 1 vol. in-folio en 2 tomes, Prague, 1679, dédié aux pères recteurs du Clementinum.

29. Jan Amos Komenský, protestant d'origine tchèque, fut obligé de s'exiler de son pays après la Montagne Blanche et connut de nombreuses tribulations. Il séjourna principalement en Hollande, en Pologne (chez les Leczinski) et en Hongrie à Sárospatak, où il enseigna à l'Académie protestante. Il fit cette remarque dans son ouvrage *Gentis Felicitas*, 1652, p. 49. Sur cette question de pluralisme linguistique en Hongrie, nous nous permettons de renvoyer à notre article : « Latin et langues vernaculaires », *Revue historique*, 1969, p. 5-28.

30. *Rituale Strigoniense seu Formula agentorum Administratione Sacramentorum ac ceteris Ecclesie publicis functionibus. Jussu et Autoritate Petri Pazmany. Archiepiscopi Strigoniensi*, 1 vol., Presbourg, 1625.

31. Sur la notion de droit d'État, voir l'article de V. L. TAPIÉ, dans *La Revue historique*, 1962, p. 359-380. Pour R. A. KANN, *A Study in Austrian Intellectual History From Late Baroque to Romanticism*, p. 825, il s'agit essentiellement d'individualités historico-politiques, car en dépit du pluralisme linguistique et culturel la question des nationalités n'est pas posée encore.

n'était même pas reconnu comme langue officielle et les seigneurs devaient parler tchèque à la diète [32]. La constitution établit les deux langues sur un pied d'égalité et si l'afflux de seigneurs étrangers en Bohême modifia l'équilibre en faveur de l'allemand, il convient tout de même de ne pas se laisser prendre aux apparences : jusqu'à 1700 au moins, le tchèque demeura langue officielle dans les instances supérieures. La Chancellerie de Bohême possédait encore à cette date une expédition tchèque et les archives de cette même Chancellerie contiennent de nombreux documents rédigés en slave. Les patentes royales de convocation à la diète de Bohême étaient bilingues, le texte tchèque précédant la version allemande [33]. Quant aux décrets de la diète ils sont régulièrement publiés et imprimés dans les deux langues. Au cas où il s'agissait d'une assemblée de notables convoqués pour voter un supplément d'impôt, le cahier comprenait les deux versions et la version tchèque précédait la version allemande [34]. Pour la période 1660-1700, sur 45 publications (concernant 40 diètes et 5 assemblées de notables) nous en possédons encore 44 en langue allemande et 33 en langue tchèque [35]. Nous reconnaissons, bien volontiers, qu'il y a des lacunes dans la collection, mais l'existence quasi continue de ces documents prouve au moins que le tchèque n'était pas redevenu une langue de paysans, qui aurait été employée dans les seules justices seigneuriales (ce qui était précisément le cas du slovaque à la même époque). Il faut donc être prudent lorsqu'on parle de germanisation pour la Bohême et nous pouvons supposer que la situation était la même en Moravie, puisque les structures sociales et les institutions politiques étaient analogues [36]. Il est donc indéniable que deux des pays héréditaires étaient officiellement bilingues dans la seconde moitié du *xvii*^e siècle.

À l'intérieur de l'État hongrois, la situation était encore beaucoup plus complexe. Ne nous faisons pas d'illusions; depuis le *xvi*^e siècle la noblesse hongroise utilisait essentiellement la langue nationale : le hongrois qui, de langage parlé, s'était, en l'espace d'une génération (1530-1550), haussé au rang de langue de culture, sans pourtant supplanter le latin, comme ce fut le cas en Bohême ou en France. C'est que, si la noblesse hongroise s'était donnée au roi allemand, elle n'avait ni l'intention d'adopter l'allemand concurremment au hongrois, ni la possibilité d'imposer l'usage du hongrois aux Habsbourgs ou à

32. La session de 1615 à la diète de Bohême établit même que les lettres de naturalité (*Incolat*) seraient refusées à quiconque ne saurait pas le tchèque. E. C. HELLBING, *Österreichische Verfassung und Verwaltungsgeschichte*, I vol., 552 p., Vienne, 1956, p. 254.

33. Státní ústředný archiv, Prague (ensuite SÚA, c'est-à-dire Archives centrales d'État), Stare Manipulace L 34. Voir aussi Christian D'ELVERT : *Zur Österreichischen Verwaltungsgeschichte mit besonderer Rücksicht auf die böhmischen Länder*, Brno, 1880, p. 184-185.

34. Ce fut le cas notamment en 1664, 1673, 1688, 1692 et 1694. Tous ces fascicules imprimés à Prague ont été conservés aux Archives de Prague (SUA), fonds *Artikulové Sněmovní*, cartons 1658-76, 1677-94 et 1694-1708.

35. Seule manque l'édition allemande comprenant les décrets de 1660. Manquent les éditions tchèques de 1669, 1670, 1676, 1680, 1682, 1685, 1692, 1693, 1698, 1699 et 1700. SUA Prague, *ibidem*.

36. La Moravie avait reçu en 1628 une constitution renouvelée, semblable à celle de Bohême. Voir à ce sujet C. D'ELVERT, *op. cit.*

leurs conseillers. D'autre part le royaume de Croatie-Slavonie jouissait d'un statut particulier à l'intérieur de l'État hongrois et il n'était pas question d'imposer l'usage de la langue hongroise aux nobles croates, qui possédaient eux aussi leurs libertés et revendiquaient pour leur petite patrie un droit d'État particulier [37]. Le latin offrait donc le moyen de respecter les susceptibilités nationales, de sorte que tous les actes officiels de l'État hongrois étaient rédigés en latin [38]. C'est ainsi que les officiers de la Chambre des Comptes de Vienne, lorsqu'ils correspondaient avec la Chambre de Presbourg, utilisaient le latin, à l'exclusion de toute autre langue [39].

On voit donc que l'allemand était loin de jouer le rôle de langue officielle exclusive, même dans les pays héréditaires et que de toute manière il faut opposer dans ce domaine, comme dans bien d'autres, pays héréditaires et État hongrois, puisque dans ce dernier l'allemand ne jouait pratiquement aucun rôle dans la vie politique et culturelle. A vrai dire on ne pratiquait l'allemand, en Hongrie royale, que dans les milieux urbains, parce que la bourgeoisie y était d'origine allemande, mais cette langue recula même au profit du hongrois après 1670 [40] et certains aristocrates ou le ban de Croatie, Nicolas Zrínyi, savaient moins bien l'allemand que l'italien. Le rôle de la langue allemande en Hongrie ne peut donc être comparé à celui qu'elle jouait à la même époque en Bohême, où elle entraînait en concurrence avec la langue nationale.

C. Pluralisme confessionnel.

Et le pluralisme linguistique n'était même pas compensé par l'unité confessionnelle, en dépit des efforts déployés par Ferdinand II et ses successeurs. Incontestablement l'idéal des Habsbourgs était de convertir tous leurs sujets au catholicisme romain « la seule religion apportant le salut » [41]. Pourtant les Habsbourgs connurent quelques difficultés dans l'application de leur politique de Contre-Réforme pour deux raisons essentielles : la monarchie autrichienne avait été profondément touchée par la Réforme (à l'exception du Tyrol et de la Croatie) car la noblesse des différents pays avait profité de ce moyen pour

37. Affirmé solennellement lors de l'élection de Ferdinand I^{er} en 1526. Voir *Acta Comititalia regni Croatiae*, t. I, p. 99, édition Sišić, dans *Monumenta Historiam Slavorum Meridionalium spectantia*, XXXIII, Zagreb. Le droit d'État croate se manifestait en particulier pour la réunion régulière d'une diète croate dont les actes postérieurs à 1631 ont été publiés récemment par les soins des archivistes yougoslaves. *Zaključci Hrvatskog Sabora*, t. I, 1631-1693, t. II, 1693-1713, 2 vol., Zagreb, 1958.

38. J. BÉRENGER, « Latin et langues vernaculaires dans la Hongrie du XVII^e siècle » dans *La Revue historique*, op. cit.

39. Vienne, Archives d'État, *Hofkammerarchiv* (ensuite HKA c'est-à-dire Archives de la Chambre des Comptes), *Gedenkbücher*, 1660-1700, Registratur Ungarn.

40. Voir A. R. HALAGA, « Košické mestské knihy », 1394-1737 (les registres municipaux de Košice) dans *Šborník archivních prací*, t. VII, n^o 1, p. 138-164, Prague, 1957. Cette opinion était également partagée par H. BIDERMAN, op. cit., p. 53.

41. Selon la formule des actes officiels, en particulier en Bohême : *die Allein seelig machende Religion*.

exprimer son opposition à la Maison d'Autriche, si bien que l'opposition politique était étroitement liée au maintien du pluralisme confessionnel.

Comme l'affaiblissement du pouvoir monarchique, sous le règne de Rodolphe II [42] obligea celui-ci à reconnaître solennellement les libertés religieuses en Hongrie (paix de Vienne 1606) et en Bohême (lettre de Majesté 1609) le libre exercice des cultes protestants était devenu un article fondamental du droit d'État, reconnu comme tel lors de l'élection royale. Bien que nous n'ayons pas à étudier ici en détail les progrès de la Contre-Réforme avant 1650, il faut cependant constater que les ordres, dans les différents pays héréditaires, ont commis une grave erreur en se révoltant contre Ferdinand II, car le souverain eut un prétexte pour abolir les libertés politiques et religieuses en Bohême, en Moravie et en Haute-Autriche; en revanche les États de l'actuelle Basse-Autriche, qui avaient prêté hommage en temps voulu, conservèrent leurs libertés confessionnelles. Même la suppression formelle des libertés ne provoqua pas la conversion immédiate des populations au catholicisme, car cela nécessitait une action durable, en profondeur, à laquelle s'attacha Ferdinand III après le retour de la paix [43]. C'est pourquoi on peut admettre qu'en gros, vers 1660, les pays héréditaires étaient redevenus catholiques, à l'exception de certains duchés en Silésie [44], alors que le royaume de Hongrie comptait une très importante minorité luthérienne et calviniste, établie principalement en Haute-Hongrie, dans les villes et sur les domaines de la moyenne noblesse. La Croatie, en revanche, était inébranlablement fidèle à la Maison d'Autriche et à l'Église romaine. Enfin les Ukrainiens de Hongrie orientale, ainsi que les Serbes vivant sur la frontière militaire croate, appartenaient à l'Église orthodoxe, mais les Habsbourgs étaient parvenus à faire reconnaître à l'évêque de Mukačevo l'autorité du pape et à l'intégrer dans l'Église uniate. Le vrai problème, pour l'empereur Léopold I^{er}, était donc de mener à bien la politique de Contre-Réforme en Hongrie royale, de manière à en « extirper l'hérésie ».

Diversité religieuse, pluralisme linguistique, structures politiques complexes, est-il besoin d'ajouter que la Monarchie n'avait pas de législation commune et que le pouvoir législatif du souverain, partagé avec les ordres, est limité aux frontières d'un pays. Le droit, à lui seul, permettrait de douter du caractère absolu du pouvoir des Habsbourgs.

Le *Codex Austriacus* publié en 1704 [45] était un recueil d'édits et d'ordonnances concernant uniquement l'archiduché d'Autriche, aucune disposition législative n'étant applicable à l'ensemble des pays héréditaires.

42. Celui-ci était pourtant un catholique fervent, car il avait été élevé à la Cour de Philippe II en Castille. Il fut le premier à mener, à la fin du XVI^e siècle, une politique de Contre-Réforme en Hongrie. Voir à ce sujet A. GINDELS, *Rudolf II. und seine Zeit*, 2 vol., Vienne, 1868.

43. GRETE MECENSEFFY, *Geschichte des Protestantismus in Österreich*, 1 vol., Gratz-Cologne, 1956.

44. En particulier Brieg et Liegnitz, gouvernés par les Piast jusqu'à 1675. L'action de la Contre-Réforme ne commence qu'après 1675. Voir à ce sujet GRÜNHAGEN, *Geschichte Schlesiens*, 2 vol., Gotha, 1884-1886, t. III, p. 319-327.

45. *Codex Austriacus*, abréviation de *Codicis Austraci Pars I^a et Pars II^a*, 2 vol. in-folio, Vienne, 1702, BN Paris, F 3413-3414, in-folio.

Selon l'expression de K. Grünberg, nous sommes évidemment en présence d'un conglomérat [46] très différent de ce qui existait en France à la même époque. Les théoriciens politiques français condamnaient sans appel de telles structures : « Que toutes personnes, comme étans également sujette d'un mesme Roi, le soient aussi d'une mesme Loi... ce que les Romains mesme pratiquaient exactement », alors que Jean Bodin admettait encore, un demi-siècle auparavant, la diversité à l'intérieur d'un même royaume : « De plusieurs citoyens se fait une République, quand ils sont gouvernés par la puissance souveraine d'un ou plusieurs seigneurs, encore qu'ils soient diversifiés en loix, en langue, en coutume, en religion, en nations [47]. » Cette opposition entre monarchie française et monarchie autrichienne ne s'explique pas seulement par une différence de degré dans l'intégration, mais par une différence dans la nature même du pouvoir monarchique : celui du roi de France était absolu, tandis que celui du souverain autrichien était limité par les ordres, les groupes dirigeants des pays qu'il gouvernait et si l'Autriche n'existait pas alors, l'absolutisme autrichien existait encore moins.

II

DANS QUELLE MESURE PEUT-ON PARLER D'ABSOLUTISME ?

A vrai dire cette notion est ambiguë et la littérature historique, en particulier celle des pays d'Europe centrale, lui a accordé un tel succès qu'elle n'a plus guère qu'une signification chronologique : tout système monarchique du ^{xvii}^e siècle est qualifié d'absolu, de même que pour beaucoup de nos contemporains toute production littéraire ou artistique du ^{xvii}^e siècle est automatiquement baroque. L'historiographie marxiste a encore accentué cette tendance, puisque tout gouvernement monarchique, dans la mesure où il s'est opposé au « féodalisme », a révélé un caractère « absolutiste » et, par conséquent, *pour l'époque*, « progressiste ». Nous n'avons pas l'intention de nous engager dans des querelles de vocabulaire, mais nous voudrions plutôt donner des définitions concrètes de l'absolutisme tel que le voyaient les contemporains dans une société où s'est développée la théorie de la monarchie absolue : le monde des rois français du ^{xvii}^e siècle.

46. Il estimait que la Monarchie en était encore au même stade de développement en 1740. Karl GRÜNBERG, *Die Bauernbefreiung*, t. I, p. 108.

47. Cardin LE BRET et Jean BODIN, cités par Rudolf VON ALBERTINI, *Das politische Denken in Frankreich zur Zeit Richelieu*, thèse de philosophie, Zurich, p. 47.

A. Définitions françaises.

Un des meilleurs exposés demeure celui qu'en fit Cardin Le Bret en 1632, dans son ouvrage *De la Souveraineté du Roy*. Conseiller d'État, Le Bret dédia son livre au garde des Sceaux Chateaufort; un robin s'adressait à un autre robin pour exalter le pouvoir monarchique. Reprenant Aristote, Le Bret estimait qu'il y avait deux espèces de monarchie : la monarchie absolue « comme celle des anciens Hébreux » et la monarchie limitée comme à Lacédémone, dans l'ancienne Gaule et en Germanie [48].

Le pouvoir absolu du roi se manifestait essentiellement dans deux domaines : celui de l'impôt et celui de la loi. D'une manière générale le pouvoir législatif du souverain devait être sans partage, parce qu'il rendait la justice à ses sujets et qu'il avait besoin, par conséquent, de bonnes lois. C'est pourquoi il pouvait, si cela était nécessaire au bien de l'État, changer les ordonnances anciennes : « Il n'y a point de doute que les Roys peuvent user de leur puissance et changer les Loix et Ordonnances anciennes de leurs Estats. Ce qui ne s'entend pas seulement des loix générales mais aussi des Loix municipales, et des Coutumes particulières des Provinces, car ils peuvent aussi les changer quand la nécessité et la justice le désirent [49]. »

Le Bret va donc bien au-delà des juristes du xvi^e siècle, comme Claude Seyssel ou Pasquier, qui affirmaient que le roi ne pouvait changer la coutume; il faisait ainsi preuve de modernité, puisqu'il n'accordait plus une valeur absolue au dépôt hérité des ancêtres. La justice et le bien de l'État sont définis comme supérieurs à l'héritage du passé : attitude surprenante en un temps où l'opinion voyait dans l'héritage des ancêtres la valeur suprême et où la société idéale se situait aux origines, dans un âge d'or révolu.

Le pouvoir législatif était un attribut essentiel de la souveraineté et le roi seul possédait le « *ius legis ferendae* » parce que le Roy est le seul souverain dans son Royaume et que la souveraineté n'est pas plus divisible que le point en géométrie... c'est pourquoi le Roy peut faire tous ces changements de Loix et d'Ordonnances de sa seule Autorité sans en communiquer à son Conseil, ny à ses Cours souveraines [50]. »

Cette comparaison avec les sciences exactes en dit long sur l'évolution intellectuelle des théoriciens de l'absolutisme : parti de l'argument d'autorité (Aristote) Le Bret abandonnait les auteurs anciens pour élaborer une argumentation rationnelle, différente des idées reçues : la coutume, parce qu'ancienne, est forcément bonne. Seulement Le Bret fait bien la distinction entre un despote et un monarque absolu, car celui-ci devra prendre l'avis de ses

48. Cardin LE BRET, *Traité de la souveraineté du Roy*, 1 vol. in-4°, 709 p., Paris, 1632. BN Paris, 4° Le 438, p. 395.

49. *Ibidem*, p. 69.

50. *Ibidem*, p. 71.

conseillers [51], « car il n'y a point de doute que les Loix qui sont reçues avec la commune approbation de tant d'excellents personnages font une vive impression dans l'esprit des peuples que celles qui sont publiées sans toutes formalités », de sorte « que toutes les anciennes Ordonnances portoient qu'elles avoient esté faictes de l'advis des Princes du Sang, des principaux Officiers de la Couronne et de leur Conseil [52] ». Mais d'une manière fort symptomatique si Le Bret évoque la participation de l'ancien Conseil du Roi (*Consilium Regni*) il passait prudemment sous silence le pouvoir législatif des États généraux, dont il ne contestait d'ailleurs pas l'utilité, à condition que les assemblées d'États dépendissent de la seule autorité royale [53]. Ainsi chez Le Bret comme chez Loyseau nous nous trouvons au terme d'une évolution. Le principe médiéval « *Lex consensu populi constitutione regis fit* », qui était encore accepté au xvi^e siècle est désormais remplacé par l'adage « si veut le roi, si veut la loi [54] ». Ainsi se trouvait réalisée la monarchie absolue : « La principale marque de la Souveraineté est de pouvoir commander absolument; et que d'estre tenu d'obéir à tous les commandements du Prince est celle de la subjection [55]. »

En conséquence Le Bret comme Loyseau considéraient certains droits féodaux comme une usurpation de la puissance royale [56]. Bien entendu le pouvoir du vassal est limité, même s'il s'agit des potentats d'Allemagne, vassaux de l'empereur, voire du roi de Naples ou du roi de Pologne, car ceux-ci prêtent hommage lige à l'Église romaine [57]. Mais ce que visait Le Bret était la limitation du pouvoir royal par certains privilèges de noblesse : « Si les Roys, par le serment qu'ils font à leur sacre, s'obligent envers leurs subjects en des choses qui dérogent aux droicts de la souveraineté, qu'on ne peut pas les tenir pour souverains; et rapportant pour exemple le Roy de Dannemarck, qui en la solennité de son couronnement, promet en pleine assemblée de ne faire mourir ny confisquer aucun homme noble et qu'il en laissera le jugement au Sénat que tous les gentils-hommes auront Iurisdiction et puissance de condamner à mort leurs vassaux, sans appel... Certes il y a grande apparence de soutenir que ce Roy ne soit pas entièrement Souverain, puisque par ce serment il remet à ses vassaux les principaux droicts de la souveraineté [58]. »

C'était bien le cas du roi de Hongrie qui ne pouvait citer les paysans devant les tribunaux royaux que dans des cas fort limités définis par Werböczy [59].

51. « Toutefois il sera toujours bien séant à un Grand Roy de faire approuver ses Loix et ses Edicts par ses Parlemens et ses autres principaux Officiers de la Couronne », *ibidem*.

52. *Ibidem*, p. 72-75.

53. LE BRET, *De la Souveraineté du Roy*, liv. IV, chap. II « De l'Assemblée des Estats généraux et Provinciaux, et qu'elle dépend de la seule autorité du Roy », p. 640-647.

54. R. VON ALBERTINI, *op. cit.*, p. 43-45.

55. LE BRET, *op. cit.*, p. 188. Bien entendu il admet très bien que le roi se soumette aux lois fondamentales du royaume qui, selon lui, découleraient de la *Lex Salica*.

56. R. VON ALBERTINI, *op. cit.*, p. 33-43.

57. LE BRET, *op. cit.*, liv. I, chap. II « Que c'est que la souveraineté et que sa première marque est de ne dépendre que de Dieu ».

58. *Ibidem*, p. 11-12.

59. I. WERBÖCZI, *Opus tripartitum*, liv. III, chap. XXV.

Enfin Le Bret attribuait aux rois, outre un pouvoir législatif et un pouvoir judiciaire sans partages, un pouvoir illimité en matière fiscale [60]. Il opposait justement dans ce cas monarchie absolue et monarchie limitée (comme celle des Gaulois et des Germains) : « Les premiers (c'est-à-dire les souverains absolus) pouvoient de leur seule autorité et sans le consentement de leurs subjects, imposer des Tailles et lever des subsides, lors qu'ils jugeoient estre nécessaire pour le bien de leurs affaires. Mais ces derniers (c'est-à-dire les souverains dont les pouvoirs étaient limités) n'avoient point ce pouvoir, que du consentement de leurs peuples et pour des causes urgentes et raisonnables [61]. »

Or le droit de lever des subsides, même sans le consentement des sujets, « est un des droits les plus remarquables de la Souveraineté des Roys », afin que ceux-ci aient les moyens de défendre l'État. Le Bret invoquait l'autorité de saint Augustin et celle du cardinal Bellarmin [62] pour justifier sa théorie qui bouleversait, là encore, les idées reçues depuis le Moyen Âge. Il rappelait d'ailleurs que les rois de France avaient vécu de leur domaine tant qu'ils avaient pu et qu'ensuite ils avaient été contraints de lever des subsides, toujours considérés, en théorie, comme des impôts *extraordinaires*.

L'opinion générale était en effet, au xvii^e siècle, que le souverain ne pouvait faire appel à l'impôt que dans ces circonstances graves, pour une durée limitée et avec l'accord préalable des contribuables. C'était la règle générale dans tous les pays de la monarchie autrichienne et si au xvi^e siècle Ferdinand I^{er} s'efforça de mettre de l'ordre dans ses finances ordinaires (*cameralia*) il fut obligé de réunir les assemblées d'États des différents pays pour obtenir l'argent nécessaire à la guerre turque [63], la présence de l'armée de Soliman devant Vienne, à l'automne 1529, justifiant amplement la levée de subsides extraordinaires. C'est l'évolution de la technique militaire et le prix de revient des armées de spécialistes (reîtres et lansquenets) qui condamnaient, dès le xvi^e siècle, la théorie de la contribution comme ressource exceptionnelle et extraordinaire [64]. C'est pourquoi le royaume de Bohême, en particulier, consentit de lourds sacrifices financiers pour entretenir l'armée de Ferdinand I^{er} en Hongrie [65], mais nous verrons que jamais il ne fut question, même après 1650, d'imposer

60. LE BRET, *op. cit.*, liv. III, chap. VII « Qu'il n'appartient qu'au Roy de lever des deniers sur les subjects, par forme de Tailles, Aydes et Gabelles », p. 395-410.

61. *Ibidem*, p. 395-396.

62. *Ibidem*, p. 396-398.

63. Hermann BIDERMAN, *op. cit.*, p. 10. Par le compromis de Prague, du 2 janvier 1542, Ferdinand I^{er} obtint même une répartition proportionnelle aux ressources des pays héréditaires et des pays tchèques, les Hongrois ayant refusé de participer à la négociation. C'est le *Gülden Schatzungsvergleich*, publié par Fr. VON MENS, *Geschichte der direkten Steuern in Steiermark*, 1 vol., 516 p., Graz, 1919, p. 435-441.

64. Cette idée a été abondamment confirmée par O. REDLICH dans son ouvrage *The German Military Enterpriser and his work force*, t. I, Wiesbaden, 1964 (47^e Beiheft du V.S. W.G.).

65. A. GINDELY, « Geschichte der böhmischen Finanzen 1526-1618 », dans les *Denkschriften Wiener Akademie der Wissenschaften Histor-Filol.* classe B, t. 18, p. 89-170, Vienne, 1869. Selon GINDELY la Bohême n'utilisait elle-même que 5 % des sommes accordées, les 95 % restant étaient absorbés par le budget commun et en particulier par les dépenses militaires.

les sujets des pays héréditaires sans avoir réuni au préalable une diète qui consentît l'impôt [66].

B. Réalités d'Europe centrale.

Par conséquent il apparaît que l'absolutisme tel qu'il était conçu et défini par les rois français du ^{xvii}^e siècle était loin d'être réalisé dans la monarchie autrichienne, qui correspondait tout au plus à la république que définissait Jean Bodin.

Le pouvoir législatif était partagé entre le souverain et les différentes diètes, le pouvoir judiciaire du roi, en Bohême et en Hongrie, était limité aux membres des ordres (clergé, noblesse et villes privilégiées); quant aux pouvoirs financiers de l'empereur ils étaient si réduits que la précarité de ses ressources était célèbre dans toutes les cours d'Europe [67].

Nous pouvons donc nous demander si la faiblesse de la monarchie autrichienne était due à une conjoncture économique particulièrement défavorable, ou bien si elle était imputable à la structure même de l'État. Un des meilleurs historiens de la Monarchie, Alfred Francis Přibram, se rallie à cette dernière hypothèse : « Plus un chercheur approfondit une période quelconque de l'histoire autrichienne, plus il se heurte à une réalité manifeste : la relation étroite entre la situation financière précaire du souverain et la faiblesse de sa politique extérieure. Dans d'autres États le manque d'argent fut temporaire, en Autriche il fut permanent. » Car si les petits princes allemands arrivaient à se débrouiller, si la France s'appuyait sur la richesse de son sol, l'Espagne sur les colonies d'Amérique, l'Angleterre et la Hollande sur leur commerce, la Monarchie n'avait rien de semblable à sa disposition.

Et, continue A. F. Přibram, la situation financière précaire s'explique « d'abord par le défaut d'une administration cohérente et centralisée. Les liens assez lâches qui unissaient chaque groupe de pays [68], l'administration particulière des États dans chaque pays, le peu d'empressement de ceux-ci vis-à-vis d'accords qui ne serviraient pas leurs intérêts immédiats, constituaient des difficultés quasi insurmontables pour ceux des Habsbourgs qui cherchaient à développer la puissance financière de la Monarchie [69]. »

Cette analyse pose, semble-t-il, correctement le problème. Si nous avons dû recourir à une définition française de l'absolutisme, c'est que la notion même est étrangère à l'Europe centrale, où l'on ne rencontre pas de doctrine cohérente concernant l'absolutisme, même dans l'entourage immédiat du souverain. Une étude doctrinale eût été donc vaine. En revanche il nous a paru intéressant

66. Voir *infra*, liv. I, chap. III, « Les pouvoirs financiers des diètes » et liv. II, chap. II.

67. Voir, par exemple, le rapport de fin de mission de Z. Morosini au Sénat de Venise en 1674. *Relationen der Botschafter Venedigs über Deutschland*, Édition FIEDLER, dans *Fontes Rerum Austriacarum*, II, t. 57, p. 155.

68. C'est-à-dire les gouvernements de Graz, Vienne, Innsbruck, Prague, Presbourg.

69. A. F. PŘIBRAM, *Das böhmische Commerzcollegium*, Prague, 1898, introduction, p. 7-8.

de voir si les principes de nos juristes étaient appliqués. Nous avons laissé de côté l'exercice du pouvoir judiciaire [70]; un rapide aperçu de la condition paysanne montre que la justice royale avait une compétence fort limitée avant le XVIII^e siècle et une étude approfondie de la pratique judiciaire eût certainement confirmé l'hypothèse. Nous verrons à l'occasion [71] de quelle manière le souverain partageait le pouvoir législatif avec les assemblées d'États des pays héréditaires. En Hongrie, si la sanction royale était indispensable [72], il revenait à l'Assemblée nationale de proposer la loi [73] et de la faire accepter par le roi au terme de négociations, parfois longues et difficiles. Réciproquement le roi pouvait faire accepter ses propositions par l'Assemblée, mais il ne pouvait légiférer seul, surtout si ces décrets étaient contraires au droit national ou aux anciennes libertés du royaume [74], de sorte que tout décret royal contraire à l'esprit ou à la lettre du droit public hongrois était illégal et pouvait provoquer l'insurrection de la noblesse [75]. Dans ces conditions il peut sembler paradoxal de parler d'absolutisme. Mais cette approche théorique devant être vérifiée dans un domaine concret, nous nous demanderons dans quelle mesure les pouvoirs financiers du souverain autrichien étaient limités et dans quelle mesure les structures politiques de l'État étaient une cause de faiblesse dans ce domaine.

Or, l'hypothèse d'A. F. Pöbham n'a jamais été vérifiée et l'historiographie autrichienne n'a absolument pas abordé cette question pour la période 1650-1700, l'œuvre du baron von Mensi ne concernant que le XVIII^e siècle [76]; quant au mémoire d'Adam Wolf sur la Chambre des Comptes de Vienne [77], il est considéré aujourd'hui comme nettement insuffisant. C'est pourquoi nous avons entrepris cette tâche périlleuse [78] non pour écrire une histoire exhaustive des finances de la Monarchie entre 1657 et 1699, mais pour cerner exactement les limites de l'absolutisme autrichien au moment où Louis XIV est

70. Un examen rapide de la littérature du sujet montre d'ailleurs qu'il n'en est rien tant en Bohême-Moravie qu'en Hongrie, où les justices seigneuriales accaparent l'exercice de la justice, au détriment des juridictions royales. Voir à ce sujet Helmut FEIGL, *Die niederösterreich. Grundherrschaft*, p. 26-28; Karl GRÜNBERG, *Die Bauernbefreiung... in Böhmen*, p. 29-30; J. BÉRENGER, *Les doléances de la Diète hongroise au XVII^e siècle*, introduction, 1 vol. Paris, P.U.F. 1973.

71. Voir *infra*, liv. I, chap. III.

72. Sans la sanction royale, *no bill could be made Law*. Gy BONIS, « The Hungarian feudal Diet » dans *Recueil de la Société J. Bodin*, t. XXXVI : *Anciens pays et Assemblées d'États*, Bruxelles, 1965, p. 302.

73. I. WERBÖCZI, *Opus Tripartitum*, liv. II, titre III *Qui possint condere Leges et Statua*, p. 202-203 de l'édition Cluj de 1698.

74. *Attamen Princeps proprio motu et absolute, potissimum super rebus Juri Divino et Naturali praejudicantibus, atque etiam vetustae libertati totius Hungariae gentis derogantibus, Constitutiones facere non potest. Opus Tripartitum, ibidem.*

75. Le droit à l'insurrection était reconnu par la Bulle d'or d'André II de 1222 (art. 11). Ce texte fut abrogé par la diète de Presbourg de 1687. Voir à ce sujet K. BENDA dans *Mélanges Tapié*, Paris 1973, p. 235-243.

76. Franz Freiherr VON MENSI, *Geschichte der Österreichischen Finanzen, 1700-1740*, 1 vol., Vienne, 1890.

77. Adam WOLF, *Die Hofkammer unter Leopold I.* Vienne, 1869.

78. Avec les encouragements des historiens autrichiens et en particulier ceux du professeur Hanns Leo Mikoletzky, alors directeur des Archives de la Chambre des Comptes (*Hofkammerarchiv*).

le maître incontesté du royaume de France et où la Monarchie accomplit des progrès, pour le moins spectaculaires, qui la placent, vers 1700, au rang des grandes puissances européennes. En effet, l'Empereur qui ne pouvait vers 1660 entretenir 20 000 hommes de troupes, alignait, 40 ans plus tard, une armée de 116 000 hommes [79], effectifs portés à près de 140 000 hommes au début de la guerre de Succession d'Espagne [80]. Le simple fait de sextupler les effectifs de son armée en l'espace d'une génération est en tout cas l'indice d'une évolution. L'Empereur est jugé indéniablement un partenaire plus redoutable en 1700 qu'il ne l'était en 1660, ne fût-ce qu'à cause de sa puissance militaire [81]. Mais quelles furent les raisons de ces progrès ? Doit-on les imputer à une augmentation pure et simple des impôts ? Ou bien aux gains territoriaux réalisés en Europe orientale ? Sérieusement éprouvée par la guerre de Trente Ans, l'économie des pays héréditaires aurait-elle accompli un rétablissement spectaculaire en moins d'un demi-siècle ? Le souverain aurait-il eu le loisir d'opérer de profondes réformes, au moins dans le domaine de l'administration financière ? Bref la Monarchie aurait-elle connu une mutation telle qu'elle serait devenue, à ce moment, une grande puissance [82] ? Ou bien, chef-d'œuvre de la civilisation baroque, la Monarchie de l'empereur Léopold n'est-elle qu'un de ces décors en trompe-l'œil que Burnacini [83] réalisait pour la plus grande joie de son impérial protecteur ?

Pour répondre à toutes ces questions, nous nous proposons d'analyser d'abord les problèmes qui se posaient au gouvernement de l'empereur Léopold I^{er}, puis de dessiner les grandes lignes de sa politique financière, que nous essaierons d'interpréter dans une dernière partie. Nous serons alors mieux à même d'apprécier les limites et les progrès de l'absolutisme autrichien.

79. Villars (résident français à Vienne) au roi, Vienne, 3 septembre 1698 : « Je rendis hier visite au Cardinal Colonitz (alias Kollonich) l'un des principaux ministres de l'Empereur, responsable des finances, lequel m'entretint fort sur la guerre, se plaignant du mauvais ordre dans la discipline militaire, que l'Empereur avait 116 000 hommes sur pied. » A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 69, f^o 111. Pour le chiffre de 1662 : *Intérêts de la Maison d'Autriche et de Pologne*, mémoire attribué à M. de SAINT-MARTIN, BN Paris, ms. français 16 634, f^o 187.

80. Les effectifs se répartissaient comme suit : 90 000 fantassins, 20 000 cuirassiers, 11 000 dragons, auxquels s'ajoutaient huit régiments de hussards, soit 131 000 hommes. G. E. RINCK, *Kaiser Leopold des Grossen... Leben und Thaten*, Leipzig, 1708, t. I, p. 208.

81. Il suffit de comparer les instructions données aux diplomates français qui furent successivement en poste à Vienne, et en particulier celles que reçurent le président Colbert, en 1660 et le maréchal de Villars en 1698. *Instructions données aux Ambassadeurs et Ministres de France*, t. I. Autriche par Auerbach, p. 64 et p. 129-145.

82. C'était la thèse de l'historien autrichien Oswald REDLICH, qu'il exposa dans son livre *Das Werden einer Grossmacht*, Vienne, 1942.

83. Ludovico Burnacini était l'architecte et le metteur en scène favori de l'Empereur. C'est Burnacini qui imagina la mise en scène du *Pomo d'Oro*, représenté à l'occasion du mariage de l'Empereur avec l'infante d'Espagne Marguerite-Thérèse; Ann Tizia LEITICH, *Vienna gloriosa Weltstadt des Barock*, p. 69-73, 1947.

LES PROBLÈMES DE GOUVERNEMENT

« Je puis vous assurer que l'Empereur de ses païs héréditaires ne peut pas faire grand'chose. Premièrement de toute la Ongrie il n'en retire pas ce qu'il faut pour les garnisons qu'il s'est obligé d'y tenir, de Reste la Bohême, Haulte et Basse Autriche, Silésie, Morravie, Carinthie et Stirie, Carniole ne peuvent pas entretenir une armée de vingt mil hommes un an entier hors les Estats héréditaires de l'Empereur dans l'estat et la misère que sont tous ces païs-là. C'est pourquoi il faut estre persuadé que l'Empereur ne nous peut nuire en aucune façon s'il n'a Messieurs les estats de l'empire dans son Intérêt, mais Il est bien vray que sy les Electeurs de Saxe, de Brandebourg et de Bavière estoient joints avec luy qu'à la vérité il serait fort puissant. »

(Rapport attribué à M. de SAINT-MARTIN, 1662.
BN Paris, ms. français 16 634, f^o 187-188.)

Lorsqu'il succède à son père en 1657, le jeune archiduc Léopold-Ignace se trouve placé devant une série de problèmes graves tenant à la fois à la structure même de la Monarchie et à la conjoncture d'après guerre.

Problèmes de *structure* d'abord. Il s'agit essentiellement de la structure politique de la Monarchie, tant au niveau gouvernemental qu'au niveau des différents pays. Pour coordonner l'action des gouvernements locaux, le souverain doit-il recourir aux services d'un premier ministre tout-puissant ou bien continuera-t-il à gouverner avec l'aide du Conseil d'État ? Et dans chaque pays composant la Monarchie le souverain acceptera-t-il de voir son autorité limitée par des assemblées d'États ?

A ces problèmes politiques, fondamentaux néanmoins quant au devenir de la Monarchie, s'ajoutent de graves problèmes de conjoncture, tant sur le plan international que sur le plan intérieur. En effet l'existence même des sujets est sans cesse menacée par la puissance ottomane, toujours vigoureuse, tandis que les intérêts particuliers de la Maison d'Autriche risquent d'entraîner à nouveau la Monarchie dans un conflit avec la France. En 1657 la Monarchie est engagée activement dans la guerre du Nord, aux côtés de la Pologne. Arrivera-t-elle à préserver l'essentiel, tout en maintenant une paix indispensable à sa reconstruction ? Car les pays autrichiens et tchèques se relèvent à

peine des ruines provoquées par la guerre de Trente Ans. Et tout le monde est convaincu que seule une longue période de paix permettra de retrouver la prospérité d'avant 1620.

Le jeune souverain se trouvait donc placé devant des choix décisifs et bien souvent contradictoires. Allait-il gouverner lui-même, renforcer l'autorité du gouvernement de Vienne ? Choisirait-il, en priorité, les intérêts économiques de ses sujets ou bien la défense des intérêts dynastiques ? Pratiquerait-il dans cette perspective une politique de paix à tout prix avec les Turcs ? C'est à toutes ces questions que nous allons essayer de répondre au cours du livre I.

MINISTÉRIAT OU DIRECTION COLLÉGIALE ?

Dans l'introduction nous avons indiqué quel rôle était assigné à l'Empereur, seul lien institutionnel entre les différents pays de la Monarchie. Il doit coordonner l'action des gouvernements locaux, il doit leur donner l'impulsion nécessaire à une action commune, c'est de lui que dépendent, en dernière analyse, les grandes options en politique étrangère, ainsi que les réformes centralisatrices ou le maintien du statu quo. Moins qu'ailleurs on ne peut négliger le rôle de l'homme placé à la tête de la monarchie autrichienne. Il suffit, pour s'en convaincre, de comparer simplement l'action énergique d'un Ferdinand I^{er} [1] pour unir Bohême, Hongrie et pays héréditaires au cours de la première moitié du xvi^e siècle et la politique de laissez-aller de son petit fils Rodolphe II [2], abandonnant progressivement la réalité du pouvoir aux états des différents pays de la Monarchie. C'est pourquoi il convient d'étudier, dès maintenant, le comportement de l'empereur Léopold I^{er} pendant un demi-siècle (1657-1705), qui marqua de sa personnalité la politique autrichienne.

L'EMPEREUR LÉOPOLD I^{er}

Si l'on en croit l'historiographie du xix^e siècle, le hasard a mal fait les choses en plaçant à la tête de la Monarchie un amateur éclairé certes, mais qui eût préféré exercer d'autres activités que celles que lui imposaient *son métier de roi*. C'est la mort inattendue du roi des Romains Ferdinand IV qui, en 1655, fit de l'archiduc Léopold-Ignace l'héritier présomptif de l'empereur Ferdinand III et détermina un changement profond de son éducation.

Sa formation. — Né le 9 juin 1640, « ce prince qui n'estoit que le 4^e fils de Ferdinand 3^e ne paroissant pas d'un génie propre à soutenir la gloire de Sa Maison par les armes fut destiné à la profession ecclésiastique plus proportionnée à ses dispositions pour l'Eslever ensuite au Cardinalat, et aux Principautez Ecclésiastiques si considérables en Allemagne [3] », et par conséquent à une carrière comparable à celle de son grand-oncle l'archiduc Léopold, frère de Ferdinand II, évêque de Strasbourg et de

1. H. BIDERMAN, *Geschichte der Österreichischen Gesamtstaatsidee*, op. cit.

2. *Ibidem*, chap. II, p. 64.

3. *Mémoires de la Cour de l'Empereur*, 1671, BN Paris, ms. français 8997, f^o 2.

Passau, ou à celle de son oncle l'archiduc Léopold-Guillaume [4], alors gouverneur des Pays-Bas, évêque de Strasbourg, Passau et Halberstadt. Or, cette orientation première a marqué le jeune archiduc d'une manière indélébile, tant dans son allure extérieure, que dans ses goûts et son caractère.

L'empereur Léopold n'eut jamais un extérieur majestueux et le contraste avec Louis XIV a toujours frappé les voyageurs français. « Qu'on ne s'attende point à trouver un Empereur qui se distingue par sa belle taille et sa bonne mine au milieu d'une foule de courtisans bien faits, qui se fasse connoître pour le maître des autres par un air majestueux, qui d'abord inspire du respect et de la crainte, qui donne ensuite de l'admiration par ses manières d'agir et de parler... Ici l'on ne verra rien qui approche de ce portrait, au contraire, on ne trouvera qu'un petit homme contraint dans sa taille et dans toutes ses actions, ne sachant comment mettre son chapeau, embarrassé de ses mains et de sa contenance, marchant comme s'il avait toujours peur de tomber, la mine basse, ne marquant rien de relevé, et enfin n'ayant rien qui plaise, quoiqu'il ait le teint vif, les yeux forts beaux et le nez assez bien fait, mais le désagrément de sa bouche est si grand qu'il est impossible de s'accoutumer à son visage, non plus qu'à son air sérieux et grave, ou pour mieux dire honteux et timide [5]. ».

Ce portrait, où la flatterie aurait pu forcer le contraste entre Louis XIV et Léopold I^{er}, n'a rien d'exagéré. Même dans sa jeunesse, l'Empereur était victime d'un prognathisme peu séduisant [6], qui ira en s'accroissant avec l'âge et qu'aucun portrait n'est arrivé à dissimuler.

Mais surtout l'allure simple d'un prince toujours vêtu de noir trompa plus d'un visiteur, tel l'envoyé français Cheverny, qui le prit pour un valet lorsque l'Empereur lui accorda sa première audience [7]. Au fond, ce que Sébeville reproche à l'Empereur, c'est d'avoir l'aspect extérieur d'un clerc, d'un homme d'études et non point l'aspect d'un général triomphant.

L'éducation première a fait de l'empereur Léopold un savant et un artiste, mais il n'a jamais été un soldat. « ... Ses gouverneurs, le comte de Lamberg et depuis le comte Fuger, eurent ordre d'appliquer son enfance à l'étude des lettres dans laquelle il réussit et y joignit une connoissance parfaite des langues latine, italienne et espagnole et de la musique [8]. » En fait la connaissance des langues n'a rien de surprenant dans l'Europe danubienne, elle fait même partie de l'éducation de chaque gentilhomme, car dans ce pays il était d'autant plus nécessaire d'être polyglotte que l'on n'imposait jamais à son interlocuteur l'emploi de telle ou telle langue. Cette attitude s'explique à la fois par la position géographique de Vienne (point de contact de plusieurs aires culturelles : l'allemande, la slave, l'italienne et la hongroise) et par une attitude libérale, assez étrangère à nos habitudes occidentales : lorsqu'un visiteur était admis à l'audience de

4. Voir A.D.B. article Erzherzog Leopold Wilhelm.

5. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 50, f^o 144-145. SÉBEVILLE, *Portrait du gouvernement de Vienne, 8 mai 1681*. A rapprocher du jugement de Coligny cité par D. Kosary, Français en Hongrie en 1664. *Revue d'Histoire comparée*, 1946.

6. Voir à ce sujet le témoignage du voyageur turc Evliyâ Celebi en 1665 : « Ses lèvres sont charnues comme celles d'un chameau et l'on pourrait introduire un pain entier dans sa bouche. » Édition allemande de R. Kreutel, *Im Reich des Goldenen Apfels*, Vienne, 1958, p. 161.

7. L'anecdote nous est rapportée par Saint-Simon, A.E. Paris. *Mémoires et Documents Autriche*, t. III, f^o 430-444. Introduit dans une pièce mal éclairée, Cheverny se trouva nez à nez avec un homme vêtu de noir : « Quant il eut fait cinq ou six tours de la sorte, ce prétendu valet lui demanda avec civilité et en français, s'il étoit l'envoyé de France, et après ce qu'il faisait là... C'est moi qui suis l'Empereur et je suis tout prêt à vous entendre... »

8. *Mémoires de la Cour de l'Empereur*, 1671, BN Paris, ms. français 8997, f^o 2. A rapprocher de C. FRESCHOT, *Mémoires de la Cour de Vienne*, Cologne, 1705, p. 93-99.

l'Empereur, le grand chambellan lui demandait dans quelle langue il désirait s'entretenir [9].

Si la langue maternelle de l'Empereur était l'allemand, qu'il mêlait volontiers de mots étrangers et de tournures dialectales, il employait de préférence les langues latines — le latin d'abord, qu'il possédait à fond, dont il se servait dans ses entretiens avec les Hongrois [10] ou certains diplomates étrangers [11], mais qu'il pratiquait aussi dans une perspective de divertissement humaniste, en particulier avec Pierre Lambeck, bibliothécaire de la Cour [12] — et surtout l'italien qui devint, sous son règne, la langue quasi officielle de la Cour de Vienne, et qu'il utilisait aussi bien dans la correspondance officielle que dans la correspondance à caractère familial [13]. S'il évitait de parler le français, qu'il considérait comme la langue de ses ennemis [14], il était très attaché à l'espagnol qu'il savait aussi bien que l'italien, car c'était la langue de sa première femme, l'infante Marguerite-Thérèse, pour laquelle il avait une très grande affection [15]. En revanche il savait mal le tchèque et pas du tout le hongrois, ce qui l'isolait complètement d'une bonne partie de la noblesse hongroise, qui n'entendait guère le latin. Finalement c'est l'attitude de l'Empereur à l'égard de sa langue maternelle qui pourrait paraître surprenante, si l'on ne tenait pas compte d'un phénomène culturel caractéristique de la Cour de Vienne : il n'était pas distingué de parler ou d'écrire la langue allemande, jugée lourde et peu élégante, et chacun tâchait de s'exprimer dans une autre langue, le latin au *xvi^e* siècle, l'italien au *xvii^e* siècle et le français au *xviii^e* siècle. En cela l'empereur Léopold se comporte comme un aristocrate viennois et il a largement contribué au maintien de liens culturels étroits entre Vienne et le monde méditerranéen, et particulièrement avec le monde italien. Incontestablement sa formation première a développé chez lui une curiosité intellectuelle très vive, non seulement dans le domaine des belles-lettres, mais aussi dans le domaine scientifique.

Ses goûts. — Comme l'empereur Rodolphe II, il montra une grande curiosité pour les pseudo-sciences : l'astrologie et l'alchimie. Il consultait Nostradamus : « J'ay sceu que l'Empereur a fait soigneusement chercher si elle (la prophétie de Nostradamus concer-

9. Gottlieb Eucharius RINCK, *Leopold des Grossen Leben und Thaten*, 2 tomes, 1 vol. in-12, Leipzig, 1708, t. I, p. 33.

10. Voir à ce sujet la correspondance que l'Empereur entretenait avec le père Sinelli, originaire de Komorn (Hongrie) et qui a été éditée par H. Kirchberger, Dissertation inédite, Vienne BNA 850-140 C.

11. Par exemple l'envoyé du roi d'Angleterre Charles II, milord Taaf, comte de Carlingford. *Repertorium der diplomatischen Vertreter*, L. Gross éditeur, Berlin, 1936.

12. Voici par exemple un billet cité par G.E. RINCK, *Leopold*, t. I, p. 28 : « Chare lambeci velim ut hodie subito post prandium hora duodecima ad me venias tecumque feras itinera illa Germanica, de quibus nuper mihi dixeras, nec non digna alia curiosa opuscula, cum quibus utiliter tempus fallere possim. Coetera oretenus tu vero interim vale ac de mea Caesarea gratia semper securus vive. Leopoldus », Laxembourg, 7 juillet 1674. Voir aussi KARAJAN, *Kaiser Leopold und P. Lambeck*, 1 vol., Vienne, 1868.

13. Voici par exemple la lettre autographe du 20 janvier 1668, adressée à Louis XIV à l'occasion de la signature du traité de partage secret de la Succession d'Espagne : « Serenissimo Re. Signor fratello et cugino mio amantissimo. L'espresso affetto che Vostra Maestà mi fa nella sua di tredici di decembre dell'anno passato Et il affare Incariva al Cavagliere di Gramonville mi hanno obligato meritamente alla Intiera Corrispondenza a l'uno et al'altro. Come V.M. ore Intendera della piena relatione del detto Cavalliere. Il di cui prudente comportamento merita che ad esso ho mi rimetta con ogni sicurezza. Et... occorrente per testificare a V.M. quante Io... la commune sadisfattione pari alli stretissimi vincoli del nostro sangue prego le Divina bontà et resto / di Vostra Maestà / Illustrissimo Cugino et fratello Leopoldo Imperatore / Vienne 20 di Gennaio 1668. » A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 29, f^o 137.

14. « Es wäre ihm nicht gefällig / das diejenigen leute / so in seinem Diensten Ständen / seiner feinde sprache im munde führten. » G.E. RINCK, *Leopold*, t. I, p. 34.

15. « Das wäre kein wunder / weil er sich tag und nacht auf diese sprache gelegt. » *Ibidem*, p. 34.

nant la ruine de la Maison d'Autriche) estoit dans le livre de cet auteur qui est dans sa Bibliothèque [16]. » Il s'agit vraisemblablement de la bibliothèque personnelle de l'Empereur qui comptait 1 300 volumes et qui était distincte de la bibliothèque de la Cour. Mais surtout il a montré tout au long de son règne le plus grand intérêt pour les alchimistes — il assistait aux expériences de transmutation —, non pas qu'il fût avide de posséder de l'or mais parce qu'il souhaitait connaître les secrets de la nature. Il fut la proie de toute une série d'aventuriers, dont le dernier en date fut le comte Ruggieri, auquel il octroyait 15 000 florins de pension annuelle; il est d'ailleurs difficile d'apprécier quelles sommes l'Empereur consacrait à l'alchimie, car il utilisait pour cela des fonds personnels et secrets échappant, par définition, à la comptabilité officielle [17]. Curiosité intellectuelle tournée vers le passé, certes, mais orientée également vers les disciplines neuves comme les sciences de la nature, la philologie (il voulait au début de son règne apprendre l'hébreu par pure curiosité intellectuelle et ses ministres eurent bien du mal à l'en détourner), ou même l'économie, des disciplines qui faisaient la gloire des universités hollandaises. Nous verrons par la suite quel appui l'Empereur a donné à Becher et au petit cercle d'économistes groupés autour du bibliothécaire Lambeck. Becher, médecin et économiste d'origine rhénane et protestante, formé en Hollande, apportait précisément des idées originales qui ne pouvaient manquer de séduire l'Empereur.

Conformément à la tradition de sa famille, il nourrissait une véritable passion pour la musique, comme auditeur, comme exécutant et comme compositeur. Il était très exigeant quant au recrutement des musiciens de la chapelle; il faisait lui-même passer l'examen d'entrée des candidats à un poste vacant et une partie de sa correspondance privée avec le comte Černin, son ambassadeur à Venise, est consacrée au recrutement éventuel de chanteurs italiens [18], qu'il paie largement. Un chanteur reçoit le même traitement qu'un secrétaire d'État, soit 1 000 florins par an [19]. C'est qu'il savait apprécier en connaisseur le talent de ses musiciens, il suivait l'exécution de chaque opéra, la partition en main et, selon Rinck, aucune fausse note ne lui échappait [20]. Dès qu'il avait un instant de loisir, il le consacrait à la musique, et il y avait toujours une épinette dans sa chambre, dans chacune des résidences impériales (Hofburg, Laxenburg, Favorite, Ebersdorff). Enfin il passait beaucoup de temps à composer des opéras, ou tout au moins des airs chantés, qui étaient intercalés dans les pièces représentées à la Cour.

« (L'Empereur) a résolu depuis deux jours de faire faire une comédie en musique pour célébrer la naissance du fils qu'il espère..., son application ne sera pas à la vérité si visible à tout le monde, mais elle ne sera pas moins grande, voulant lui-même faire la meilleure partie de la composition de la musique » au moment où Louis XIV envahit les Pays-Bas et où la situation de la Maison d'Autriche paraît critique. Ces pièces étaient représentées à l'occasion des fêtes des membres de la famille impériale, en présence d'un petit nombre d'invités (diplomates, hauts dignitaires de la Cour) et la représentation

16. Dépêche de Grémonville au roi du 11 août 1667. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 27, f° 109.

17. G.E. RINCK, *Leopold*, t. I, p. 55. En 1675 l'Empereur fit construire un nouveau laboratoire; coût : 3 000 florins. HKA Vienne, *Gedenkbücher* 206, 6 avril 1675.

18. Z. KALISTA, *Korespondence Ćisáře Leopolda I s Janem Černinem*, en particulier la lettre du 4 février 1661, p. 50-51, ainsi que les lettres des 29 janvier 1661 (p. 48), 5 mars (p. 55), 4 avril (p. 60), 11 juin (p. 70), 26 août (p. 75), 29 octobre (p. 82), 10 et 24 décembre (p. 93), 28 janvier (p. 99), 25 février (p. 103-104), 8 avril (p. 110), 28 juillet (p. 128), 26 novembre 1662 (p. 143), 6 janvier (p. 151), 16 février (p. 154), 16 juin (p. 174), 25 août 1663 (p. 180); 19 lettres sur 45 publiées concernant la vie musicale à la Cour.

19. Voir à ce sujet *Hofzahlamtsbücher*, HKA Vienne, par exemple en 1665.

20. G.E. RINCK, *Leopold*, t. I, p. 57-58.

n'était jamais renouvelée [21]. La création d'une pièce coûtait en moyenne de 10 à 15 000 florins [22]. Cette faveur accordée aux divertissements musicaux appelait de nombreuses critiques, à la fois parce qu'elle coûtait relativement cher (Rinck affirme que la représentation du *Pomo d'Oro*, donnée en l'honneur de l'impératrice Marguerite-Thérèse, aurait coûté à elle seule 100 000 thaler) et qu'elle détournait l'Empereur de ses devoirs [23]. Pourtant, avec l'âge, celui-ci renonça peu à peu à ces compositions et la part de la musique dans les dépenses civiles diminua progressivement.

Les critiques contre le caractère dépensier ou frivole de l'Empereur ne sont que partiellement justifiées, car la musique et le théâtre furent, avec la chasse, son seul luxe, tous les étrangers étaient frappés par la simplicité de son costume et surtout par la médiocrité des palais qu'il habite [24], aussi bien la résidence principale à Vienne, la Hofburg, que ses pavillons de chasse aux environs de la capitale. Les Français, en particulier, étaient frappés par le contraste existant entre Vienne et Paris, et, à la fin du siècle, de l'opposition flagrante entre la simplicité du palais impérial et le luxe de nombreux palais de la noblesse.

Il faudrait se garder de tout expliquer par des difficultés financières. Le R.P. Hantsch a bien montré qu'il s'agissait d'une opposition fondamentale entre deux styles de vie, deux conceptions du pouvoir [25]. Le souverain baroque n'est pas le Habsbourg, en dépit de son goût pour le théâtre et la piété ostentatoire, mais bien le constructeur du classique château de Versailles. L'idéal de l'Empereur n'était ni dans la guerre, ni dans les bâtiments, mais dans l'exercice du gouvernement civil et la pratique de la justice.

Son caractère. — Saint-Simon a fort justement remarqué que le bilan du règne avait été positif : « Cet Empereur qui n'avait jamais été à la guerre la fit heureusement par ses généraux. Son humeur peu guerrière émoussa la frayeur que ses prédécesseurs avaient inspirée, tandis que par la sagesse de son Conseil il usurpa peu à peu plus d'autorité solide dans l'Empire que pas un d'eux n'avait fait [26]. » L'idéal de l'Empereur n'était pas un idéal militaire et il serait malséant de le lui reprocher. En revanche, on peut imputer à son éducation première son manque d'esprit de décision et sa faiblesse de caractère, qui l'ont gêné tout au long de son règne.

Tous les observateurs ont été frappés par le manque total de confiance en soi qui gâtait sa belle intelligence. Il analysait fort bien les situations, mais il était incapable de choisir une solution, ou tout au moins de demeurer ferme dans la situation qu'il avait retenue dans le premier moment : « Il a pourtant de l'esprit et beaucoup de savoir, et s'il avait meilleure opinion de lui, ses affaires en iroient mieux, mais il s'en remet toujours au sentiment des autres, qui souvent n'est pas si bon ny si juste que le sien [27]. »

21. Dépêche de Grémonville au Roi du 15 septembre 1667. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 27, f° 177. Margret DIETRICH, « Le livret d'opéra et ses aspects sociaux à la cour de Léopold I^{er} », dans *Dramaturgie et société*, t. I, p. 203-210, Paris, 1968.

22. G.E. RINCK, *Leopold*, t. I, p. 60.

23. L'ambassadeur de Venise est particulièrement amer, au moment de la chute de Candie; il reproche à l'Empereur de détourner la jeunesse des travaux guerriers en l'amusant à ces sortes de divertissements futiles. Dispacchi di Germania, filza 133, dépêche du 23 février 1669. A rapprocher de la confiance faite à la même époque par l'un des ministres, le prince Auersperg, à Grémonville : « M'ayant exagéré à cœur ouvert (la) faiblesse (de l'Empereur) et son mauvais penchant qui donne toutes ses pensées à la musique sans se soucier en aucune façon des plus importantes affaires. » A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 30, f° 202, dépêche du 12 juillet 1668.

24. Par exemple en 1664 un officier de la suite de Coligny : « Le Palais de l'Empereur est basti fort simplement. » *Histoire de la campagne de 1664*, BN Paris, ms. français 18996, f° 11.

25. H. HANTSCH, *Geschichte Österreichs*, t. II, p. 43.

26. A.E. Paris, Mémoires et Documents Autriche, vol. 3, f° 43.

27. *Portrait du gouvernement de Vienne*, 8 mai 1681. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 50, f° 145.

La correspondance trahit ce trait permanent de son caractère, il ne cesse de répéter à ses confidents qu'il ne sait ce qu'il doit faire [28] à une époque (la décennie 1670-1680) où il aurait pu surmonter certaines indécisions dues au fait qu'il avait été investi d'écrasantes responsabilités dès l'âge de dix-sept ans [29].

En 1693, il confesse à un autre religieux, le père Marco D'Aviano : « Votre Révérence a raison, l'on peut remédier à tout avec une volonté ferme, mais, mon cher Père, ce n'est pas chose facile, surtout dans la confusion qu'apportent des intentions multiples; je ne sais pas ce que je dois vouloir et c'est la seule cause de mon irrésolution dont je souffre tant [30]. »

L'âge, contrairement à ce que l'on pourrait penser, ne lui donna pas cette assurance qui vient avec la maturité. Il tendait même à accentuer ce manque de confiance en soi, qui l'empêcha de mettre en pratique les bonnes idées qui lui venaient. Vers 1700, les ministres se plaignent de plus en plus de ses hésitations perpétuelles et ils regrettent que l'Empereur consacre un temps considérable aux dévotions et à la musique. Il y aurait donc chez lui tendance à revenir à ses erreurs de jeunesse, que l'on attribue généralement à son éducation première, orientée vers le sacerdoce.

De tempérament primesautier, le jeune archiduc aurait été « brisé » par son précepteur qui voulait faire de lui un bon prélat [31]. « On sait que ce penchant (à la piété), outre la bonté de son naturel lui vient encore de l'éducation qui lui fut donnée dans son premier âge, comme à un prince puis-né dans la vue de le retenir dans l'État ecclésiastique. »

Le résultat fut désastreux dans la mesure où l'Empereur ne pouvait se contenter de régner et devait gouverner par lui-même. Pourtant il faut distinguer chez l'empereur Léopold deux attitudes contradictoires : il était incapable de prendre des décisions pratiques à effet immédiat et en même temps il savait imposer à ses collaborateurs de grandes options, en harmonie avec ses convictions profondes. Il est en effet indéniable que l'empereur Léopold fut un médiocre chef de gouvernement : « Cette bonté faible que l'on couvre du nom de douceur et de clémence anéantit tout ce qui paraît en luy de bonnes qualitez, elle luy oste la force de se faire craindre et de rien refuser et lui donne une telle deffiance de luy-mesme qu'il n'ose quelquefois dire son sentiment dans le Conseil, de peur qu'on ne le trouve pas raisonnable [32]. » Indécis, incapable de faire un choix, l'Empereur s'imposa difficilement à ses ministres, mais il ne renonça pas pour autant à gouverner par lui-même et pendant 40 ans, de 1665 à 1705, il poursuivit, non sans peine, dans cette voie si contraire à son génie : « Comme il reçoit souvent de différents conseils suivant les intérêts différents de ceux qui luy en donnent, il change souvent les résolutions qu'il a prises, ainsy l'on ne peut jamais s'assurer sur aucune parole qu'il ayt donnée [33]. » Le plus souvent il s'en remettait à l'opinion de ses

28. Il s'agit en particulier de la correspondance avec le père Emeric Sinelli, correspondance publiée en partie par Helga KIRCHBERGER, Dissertation, Vienne, BNA, 850-140 C.

29. Né en 1640, l'archiduc Léopold avait 17 ans lorsque son père, l'empereur Ferdinand III mourut le 19 mars 1657, ce qui posa des problèmes de majorité pour la Basse-Autriche et surtout pour l'élection impériale, qui n'eut lieu qu'au cours de l'été 1658.

30. Texte original de la lettre du 22 août 1693 dans O. KLOPP, *Correspondenza epistolare*, p. 244 : « V.R. ha ragione, che con un mio stringente volere tutto si possa rimediare ma Padre mio un stringente volere non e cose facile; massime nella confusione e con molti voleri : Io non so quello si debbo volere e questo solo la causa della mia irresoluzione dalla quale tanto vengo travagliato. »

31. C'est du moins l'opinion de son biographe BAUMSTARK, *Kaiser Leopold*. En fait la jeunesse de l'archiduc est mal connue.

32. *Mémoires de la Cour de l'Empereur*, 1671, BN Paris, Cabinet des Manuscrits, ms. français 8997, f° 2. M. BRAUBACH estime que l'Empereur n'était pas un mauvais souverain, mais qu'il lui manquait cette énergie et cette forte personnalité qui font les grands hommes d'État, *Prinz Eugen*, t. I, p. 98-100.

33. *Portrait du gouvernement de Vienne*, 8 mai 1681. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 50, f° 146.

conseillers ou du chef du département compétent; « cette faiblesse et appréhension qu'il a du péril et de l'embarras des affaires le portant à s'en décharger sur ses ministres, ils se trouvent comme absolus chacun dans l'estendue de leurs fonctions [34] », attitude qui se traduisait par la fréquence, à l'issue du Conseil, de la formule « Conclusions approuvées » (*placet wie gerathen*) sanctionnant les propositions formulées par les ministres de la Conférence (l'équivalent du Conseil d'En Haut de Louis XIV) [35]; ainsi, sur 20 procès-verbaux conservés pour l'année 1672 et portant mention d'une décision impériale, 16 portent la mention *placet wie gerathen* ou bien *ita conclusum*, c'est-à-dire une approbation pure et simple, dans 80 % des cas [36], et le prince Lobkowitz, l'un des ministres de la Conférence, résumait assez spirituellement la situation devant le résident français Grémonville : « L'Empereur n'est pas comme votre Roi qui voit et fait tout de lui-même, car il est comme une statue que l'on porte où l'on veut et qu'on redresse à son plaisir [37]. » Et c'est un lieu commun de la correspondance du nonce ou de l'ambassadeur vénitien que les plaintes contre la toute-puissance de ministres malveillants, car l'Empereur bien disposé à l'égard du pape ou de la Sérénissime était incapable de faire exécuter ce qu'il avait promis [38].

« On peut comprendre par cette disposition la faiblesse de gouvernement et le peu d'ordre qu'il y a dans cette Cour où les Interests du Prince dépendent des Passions et des Cabales de tant de Personnes différentes [39]. »

Ses idées. — Mais si l'empereur Léopold était un chef de gouvernement médiocre, il n'en était pas moins homme d'État; doué d'une grande force de caractère dans l'adversité, il était imbu de certains principes qui ont constitué les lignes de force de son action : respect du droit, de la tradition et attachement inébranlable à la religion catholique. Il y a bien souvent contradiction entre son action comme chef de gouvernement, fort décevante, et celle de souverain qui, malgré des difficultés considérables et des revers passagers, se solda par un bilan positif dès 1699 et fit de la monarchie danubienne une grande puissance. En fait les principes qui l'animent, conservatisme et piété sincère, sont en harmonie profonde avec les mentalités dominantes dans ses États. Il s'est, avec beaucoup de sagesse, accommodé des structures en place, sans trop chercher à les bouleverser : la psychologie de l'Empereur était, nous le verrons, admirablement adaptée aux données sociologiques et il a bien compris qu'une action politique n'était possible que dans des limites étroites, au-delà desquelles il risquait l'échec que connaîtra, un siècle plus tard, Joseph II. Dans une lettre à Poetting, du 20 juin 1668 :

34. *Mémoires de la Cour de l'Empereur*, 1671. BN Paris, ms. français 8997, f° 2V.

35. Sur la Conférence secrète (*Geheime Konferenz*), voir *infra*, p. 47-50.

36. Vienne, *Haus, Hof und Staatsarchiv* (que nous citerons dorénavant comme les historiens autrichiens sous la forme HHStA) Staatskanzlei, Vota und Konferenzprotokolle, Karton 3/18 et Geheime Staatsregistratur, Repertorium N, liasse 72/5, Karton 102.

37. Dépêche de Grémonville du 22 décembre 1667. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 28, f° 254.

38. Les plaintes de l'ambassadeur sont particulièrement amères à propos des secours impériaux à l'égard de Candie : « Mostra in questa congiuntura, come sempre l'animo intieramente inclinato mà le buone dispositioni soggiaciono a mutationi facilmente, li ministri hanno vigor di cancellar il bene et d'imprimer il peggio, così ho provato molte volte. » Venise, *Dispacci di Germania*, filza 134. Dépêche du 8 juin 1669. A rapprocher des remarques du nonce Pignatelli, qui est chargé par le pape d'obtenir un brevet de colonel pour Alessandro Massimi et qui redoute les intrigues des ministres, en dépit de l'avis favorable donné par l'Empereur : « Il maggiore e per così dire l'unico ostacolo in questa corte, per ridurre a fine ogni negotio, sinche questa Maestà non si risolve di rimettere un pocco delle sue tante circospettoni et operare più di suo piede, Come nè hà ben per altro la capacità. » *Nuntiatuberichte*. Dépêche du 20 décembre 1671. Édition Levinson, A.Ö.G. 106, p. 601.

39. *Mémoires de la Cour de l'Empereur*, 1671, BN Paris, ms. français 8997, f° 2v.

« Je me sers de l'un et de l'autre (il s'agit de Lobkowitz et d'Auersperg) et je reste neutre vis-à-vis de mes propres ministres [40]. »

L'Empereur se considère par conséquent comme l'arbitre qui n'a pas à se préoccuper des détails du gouvernement, mais de l'application de quelques principes : respect des traditions, de la justice et de la religion catholique. C'est en prince chrétien, nourri des principes de la théologie morale et des écrits de Juste Lipse, qu'il guida l'action de son Conseil et c'est en prince chrétien, conscient de ses responsabilités, qu'il se vit obligé, à partir de 1665, de prendre une part plus active au gouvernement de ses États.

Il faut bien admettre que son tempérament était foncièrement conservateur. La remarque qu'il fit toutes les fois qu'on lui suggérait de modifier son train de vie fort simple est révélatrice : « Ce que ses prédécesseurs avaient pu supporter était également bon pour lui et il n'avait, par conséquent, rien à changer dans son train de vie [41]. »

Ce respect du passé et des réalisations des ancêtres le prédisposait donc fort peu aux réformes et il se faisait un devoir d'observer scrupuleusement la légalité et les prérogatives traditionnelles des ministres. En août 1668 Venise attend avec impatience un contingent de troupes promis, en principe, par l'Empereur, pour secourir Candie. Mais le président du Conseil de Guerre, le prince Hannibal de Gonzague, vient de mourir et il n'a pas de successeur. L'Empereur aurait pu prendre la décision, mais se refuse à le faire, car il ne veut pas empiéter sur les prérogatives de ses Conseils [42]. Il est bien évident qu'un prince aussi respectueux des institutions hésitera à faire des réformes profondes, même si celles-ci s'imposent et il n'innovera que dans la mesure où il n'abolit pas le passé : le système des Conseils était, à cet égard, très souple, car il lui permettait de convoquer de nouvelles commissions sans léser les Conseils déjà en place. Précisons d'ailleurs que son conservatisme s'applique à l'action et non à la spéculation intellectuelle, où il révéla parfois de véritables audaces, puisqu'il se faisait apporter par son bibliothécaire les œuvres de Bacon, de Machiavel, voire la traduction allemande de la Bible de Luther [43], ce qui pourrait surprendre chez un catholique intransigeant. Cette contradiction apparente prouve seulement, à notre avis, qu'il avait compris combien fragile était le système de la Monarchie et combien dangereuse était toute tentative de réorganisation qui eût lésé libertés traditionnelles et droits acquis. C'est pourquoi, inversement, il sut redonner à la Maison d'Autriche une si grande place dans l'Empire, car il respecta les libertés germaniques et les prérogatives des ordres, exerça son action de justicier en ranimant, avec l'aide du prince Schwarzenberg, le Conseil aulique d'Empire et surtout en défendant les droits de l'Empire contre les empiètements scandaleux de la France en 1670, dans l'affaire lorraine, ou en 1682, dans les négociations relatives aux Réunions [44].

40. *Briefe Kaiser Leopold an Poetting*, édition PRIBRAM, *Fontes Rerum Austriacarum* II/56, p. 290.

41. Texte original dans G.E. RINCK, *Leopold*, t. I, p. 110 : « Bey allen solchen veränderungen pflegte er in dem munde zu Führen : was seine vorfahren hätten vertragen können / Könnte ihm auch gut seyn / und würde also bey seinem leben nichts zu ändern seyn... Alles muste bey den alten Titeln und Besoldungen bleiben. »

42. « Io ricercai se si potera sperare che sua Maestà risolvesse con la propria autorità, non essendovi Presidente di Guerra di destinare qualche soccorso. mi disse che l'haverebbe potute fare. mà esser solito l'Imperator operar con l'ordine di suoi Consigli. » Dépêche du 5 août 1668. Venise, Dispacchi di Germania, filza 132.

43. HEIGEL, « Beiträge zur Charakteristik Kaiser Leopolds I », dans *Sitzungsberichte der Königl. Bayerischen Akademie der Wissenschaften, Historischen Klasse*, 1890, p. 145 (BN 8 R. 15301).

44. Voir à ce sujet la remarque qu'il fit dans un billet du 14 septembre 1670 adressé à son ministre Lobkowitz, à propos de la défense des intérêts du duc Charles IV de Lorraine : « Dies halte ich vor ein Hauptwerk, von dem in viel wegen mein Interesse und Reputation dependirt. » *Kaiser Leopold an Wenzel Fürst Lobkowitz*, édition Dvořák, A.Ö.G. 80 p. 491. Voir également la thèse de M. WYSOCKI, *Kurmainz und die Reunionen*, Mayence, 1963.

Ce sens de la justice était nourri par une piété profonde et une très grande humilité, que nous retrouvons dans sa correspondance, en particulier dans des circonstances difficiles. En septembre 1663, au moment où les Turcs assiègent la forteresse de Neuhausl (aujourd'hui Nové Zámky) dont la chute peut leur ouvrir la route de Vienne, il écrit au comte Czernin qu'il est impossible de secourir la place, que celle-ci est de plus en plus sérieusement menacée par l'ennemi et que, « pourtant, nous espérons qu'avec l'aide du Seigneur nous ne la perdrons pas si facilement [45]. »

Au printemps 1683, au moment où les Turcs menacent à nouveau Vienne, il va passer en revue à Presbourg l'armée que commande le duc Charles V de Lorraine, armée qui, en partie, défendit Vienne durant l'été, et en partie, avec l'aide des Polonais, délivra la place assiégée. Or, contrairement aux traditions des armées impériales en Hongrie qui voulaient qu'elles fussent mal équipées, incomplètes, un effort exceptionnel du duc de Lorraine et des services compétents a permis que cette armée fût, très tôt dans la saison, en état de combattre. Or, l'Empereur n'attribue pas ce premier succès à ses ministres, mais à la Providence : « Je reste infiniment obligé à Sa Majesté Divine que l'armée soit en aussi bon état [46]. » Et aux pires moments de la campagne de la même année 1683, après qu'il ait dû fuir sa capitale la nuit, il montre toujours la même confiance inébranlable : « Je mets ma confiance en Dieu, en la Très Sainte Vierge, en notre illustre Père Saint Joseph et en Saint Antoine, qui ne nous abandonneront pas... Je puis bien dire avec notre Rédempteur, encore que je n'en sois pas digne : *Pater si possibile est transeat a me calix iste ! Non mea sed tua voluntas fiat, fiat, fiat, semper in me et in omnibus meis* ! [47]. » En développant une tendance propre à la Contre-Réforme, il considère dès 1676 la Vierge Marie comme généralissime de ses armées en temps de guerre et plénipotentiaire dans les négociations de paix [48]. Il remet, par conséquent, le succès de ses armées à la protection divine, ce qui, sur le plan pratique, ne l'incite pas toujours à agir avec le maximum d'efficacité et provoque les remarques sarcastiques du nonce : « L'Empereur a une vive confiance en Dieu, en quoi la vertu de ce prince est vraiment merveilleuse, mais s'il est permis de s'exprimer ainsi, il faudrait presque souhaiter qu'elle fût un peu moindre, dans la mesure où cela le rendrait plus conscient des périls et plus décidé à y porter remède [49]. » Et le signe le plus éclatant de cette humilité en est la représentation de l'Empereur à genoux, au pied de la colonne de la Peste, en plein centre de Vienne, monument qu'il fit ériger en action de grâces pour la fin de la grande épidémie de peste de 1679 et pour lequel il composa lui-même les inscriptions [50].

Mais contrairement à ce qu'imaginait le nonce, les vertus chrétiennes imposent à l'Empereur un sens élevé de son devoir et de ses responsabilités, car il est convaincu

45. *Korespondence Čisaře Leopolda I s Janem Černinem*, édition Kalista, p. 182. Lettre du 1^{er} septembre 1663.

46. O. KLOPP, *Corrispondenza epistolare*, p. 21, lettre de l'Empereur au père Marco D'Aviano, datée de Presbourg, le 8 mai 1683 : « Io resto infinitamente obligato à Sua Divina Maestà che l'esercito sia in così buono stato. »

47. *Op. cit.*, p. 24, lettre de l'Empereur au père Marco D'Aviano, datée de Passau, le 18 juillet 1683 : « Io confido in Dio, e nella Vergine Santissima, e nel nostro gran Padre San Giuseppe e Sant'Antonio, che non ui abbandoneranno... Io posso ben dire benché indignamente col mio Redentore : Pater... »

48. Dans le mémorial de l'Empereur, à l'occasion d'un pèlerinage au grand sanctuaire marial de Maria Zell, en Styrie : « Ich will Die aller heiligste Jungfer Maria (im Kriege) zu meiner Generalissima und bey Friedens Tractaten zur Plenipotentiaria machen. » Cité par RINCK, *Leopold*, t. I, p. 171. Pour toute la genèse de cette attitude, voir A. CORETH, *Pietas Austriaca*, Vienne, p. 54-59.

49. *Nuntiatur Berichte*, édition Levinson, A.O.G. 106, p. 611 : « Mà ricorse ben subito ad una viva confidenza in Dio. nel che veramente è miravigliosa la virtù di questo prencipe, à segno tale che se è lacito di dirlo sarebbe quasi da desiderare, che fusse un poco minore, quanto bastasse almeno à renderlo più provider de pericoli e più risoluto in prevenirli. »

50. A ce sujet, voir en particulier RINCK, *Leopold*, t. I, p. 85-86.

qu'il devra rendre compte un jour devant Dieu de ses propres actions, de celles de ses ministres, ainsi que du salut de chacun de ses sujets. Il a très clairement exposé ce point de vue au père Marco D'Aviano, en 1694, après la mort du chancelier d'Autriche Strattmann : « D'ailleurs il ne pourra faire autrement dans l'autre monde que de rendre compte de ses actes et en rendre raison, mais que sera-ce pour moi, pauvre malheureux qui aurai à rendre compte non seulement pour moi, mais pour tous les autres ? Cela me fait arracher les cheveux et bien des fois je ne saurais que faire, si je n'avais pas confiance dans la miséricorde infinie de Dieu, qui est si bon [51]. »

Nous nous heurtons toujours à la même contradiction fondamentale entre les penchants du souverain peu doué pour les tâches quotidiennes du pouvoir, en un mot peu fait pour être un chef de gouvernement, et les nécessités politiques et morales qui l'obligeaient à assumer ces responsabilités. C'est d'ailleurs pourquoi l'empereur Léopold a expérimenté les deux solutions : 1. Confier le gouvernement à un *premier ministre*, qui avait pour tâche de coordonner les Conseils et d'exécuter la volonté du souverain. C'est la solution retenue dans plusieurs pays d'Europe dans la première moitié du xviii^e siècle, c'est le *valido* espagnol, le cardinal ministre français, le cardinal Khlesl sous l'empereur Matthias. Cette solution fut également retenue par l'empereur Léopold de 1657 à 1665, qui fit du comte, puis prince Portia, un véritable chef de gouvernement. 2. Exercer *lui-même* le pouvoir, en prenant l'avis de quelques ministres d'État. C'est la solution adoptée par Louis XIV, après la mort de Mazarin, et par l'empereur Léopold, après la mort du prince Portia; malgré le peu de goût qu'avait le souverain à jouer le rôle d'un chef de gouvernement, il n'a jamais cédé sur le principe et n'a jamais repris de premier ministre durant les 40 dernières années de son règne.

PORTIA, PREMIER MINISTRE (1657-1665)

Ses origines. — Jean-Ferdinand, comte Portia, naquit en 1615 à Venise, où son père était résident impérial. Il appartenait à une bonne maison du Frioul qui, en dépit de sa fidélité à la Maison d'Autriche, était plus orientée vers Venise et l'Italie que vers Vienne et l'Allemagne. Rien ne prédisposait Jean-Ferdinand à la plus haute charge auprès de l'Empereur, c'est tout au plus une carrière dans le gouvernement de Graz et de l'Autriche intérieure que semblaient lui promettre naissance et inclinations. Mais une série de circonstances en disposa tout autrement. D'abord l'accession de l'archiduc Ferdinand de Styrie au trône impérial offrit aux Portia, comme à beaucoup d'autres familles d'Autriche intérieure, un accès à la Cour impériale et une possibilité d'ascension sociale. Ainsi, le jeune Jean-Ferdinand fut-il nommé page (*Edelknabe*) de l'archiduc Ferdinand, le futur Ferdinand III, ce qui lui permit d'accéder très tôt à des fonctions de conseiller de gouvernement à Graz, puis grand juge de la province de Carniole, tandis qu'il obtenait le titre honorifique de camérier de l'empereur. En 1647 il est nommé résident (*orator*) à Venise, poste où il devait rester cinq ans, à la satisfaction de tous. Il fut rappelé en 1652 pour être nommé grand maître (*ajo*) de la maison du jeune archiduc Léopold, ce qui constituait la seconde circonstance décisive de sa carrière. L'empereur Ferdinand III venait de confier à Harrach l'ambassade de Madrid, poste qu'il jugeait plus important que l'éducation de ce fils cadet destiné à une carrière

51. O. KLOPP, *Correspondenza epistolare*, p. 254, lettre de l'Empereur au père Marco D'Aviano du 20 février 1694 : « Per altro non potrà far di meno nell'altra vita di rendere conto delle sue operationi e renderne ragione mà che sarà di me poveraccio. che non solo per me, mà per tutti li altri havro da render conto ? Questo mi fa arrciare i capelli e molte volte non saprei che fare, se non confidessi nell'infinita misericordia di Dio sì buono. » Ferdinand II déjà professait que le souverain était responsable de l'âme de ses sujets. E. DENIS, *op. cit.*, p. 21.

ecclésiastique [52]. Un comte Portia qui n'avait jusqu'alors exercé aucune charge dans le gouvernement central (en 1650 son admission au Conseil d'État avait été écartée) et n'appartenait pas à une illustre maison, paraissait bien suffisant pour cette fonction [53]. Ce fut le point de départ de sa réussite, non point tellement parce qu'il fut admis au Conseil d'État en 1654, que par le fait qu'il sut acquérir la confiance de son élève et que, troisième circonstance déterminante, l'archiduc Léopold devint en 1655 l'héritier présomptif de l'empereur Ferdinand III. Il est certain que la formation intellectuelle de Portia, toute orientée vers l'Italie, avait de quoi séduire l'archiduc Léopold et que le goût que ce dernier montra toujours pour la langue et la culture italiennes en est largement redevable à Portia. Mais il est sûr qu'ils avaient aussi des affinités de caractère, tout simplement peut-être parce que le faible et irrésolu Portia n'a pas su corriger les penchants de son élève. Le résultat fut une affection indéfectible de la part du jeune empereur pour son ministre. Si l'ambassadeur vénitien Sagredo ne dissimule pas les défauts du premier ministre, « il croit néanmoins ce dernier assuré de son poste, parce que l'Empereur a une grande affection pour lui [54] ». Effectivement Portia est demeuré dans toutes ses charges jusqu'à sa mort, le 17 février 1665, encore que dans les dernières années, l'Empereur ne se soit plus guère fait d'illusions sur les talents de son premier ministre : « L'on dict pourtant que Sa Majesté ayt la pensée de prendre elle-mesme la direction de ses affaires après la mort du Prince susdit » (c'est-à-dire Portia élevé au rang de prince d'Empire en 1660 [55]); mais l'attitude du souverain s'explique par un sentiment de fidélité à l'égard du vieux serviteur. L'affection de l'Empereur se traduit par des marques d'estime et de reconnaissance publique qu'il a témoignées à Portia lorsque celui-ci fut sur le point de mourir. « L'Empereur l'honora de sa visite le soir auparavant (le 16 mai, veille de la mort de Portia) luy aiant bien voulu témoigner en présence de toute sa Cour la satisfaction qu'il avait de ses très fidelles services, en considération desquels il accorderait toujours sa protection à sa famille [56]. »

Son pouvoir. — Quels étaient les fondements du pouvoir de Portia ? Dès l'avènement de son pupille, Portia eut les deux charges les plus importantes de la Monarchie, celle de grand maître d'hôtel (*Obersthofmeister*) et celle de directeur du Conseil d'État (*Geheimen Raths-Director*). Le grand maître d'hôtel a essentiellement des fonctions auliques qui le placent à la tête des gentilshommes et des serviteurs attachés à la personne de l'empereur et lui assurent un contact permanent avec ce dernier [57]. Pour lui conférer l'autorité nécessaire sur les autres dignitaires auliques, le grand maître est

52. « ...Ces deux gouverneurs (le comte Lamberg et le comte Fugger) ayant esté destinez l'un à l'ambassade d'Espagne et l'autre à la charge de Grand Maistre d'Hostel de l'Impératrice, le Prince Portia fut appellé (sic) à l'ambassade de Venise pour prendre soin de l'éducation de ce jeune Archiduc. » *Mémoires de la Cour de l'Empereur*, 1671, BN Paris, ms. français 8997, f° 2.

53. Pour la biographie de Portia, voir RINCK, *Leopold*, t. II, p. 117-118, ainsi que SCHWARTZ, *The Imperial Privy Council*, p. 321-322.

54. Texte original dans l'édition FIEDLER, *Relationen der Botschafter Venedigs, Fontes Rerum Austriacarum*, section II, t. 27, p. 33 : « Mà sopra tutto il non haver alcuno di chi fidarsi, et da ogni parti vedersi tesse le emulationi. et l'insidia di Corte. lo rende in tutto così cauto et circonspecto. che se gl'impunta irresolutione e fredezza Egli pero è nel suo posto sicuro, perche l'Imperatore l'ama, ni altri possono scavalcarlo... »

55. Lettre du baron Storm au roi de France, datée de Vienne, le 8 novembre 1664. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 19, suppl. f° 345.

56. Dépêche de Grémonville au roi du 19 février 1665. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 20, f° 232.

57. Instruction pour le grand maître d'hôtel, dans FELLNER et KRETSCHMAYR, *Die Österreichische Zentralverwaltung*, t. I, vol. 2 et surtout Vienne, HHStA, Habsbourg Lothringischen Familienakten, cote I, F.I. Hofmarschallamt, *Instruction... in solchem Obrist Hoffmaisterambt verhalten* du 20 novembre 1655, Karton I, f° 17-23, qui reprend celle du 6 avril 1637, *ibidem*, f° 23, sans la modifier.

généralement d'une bonne et ancienne maison [58]. La promotion du comte Portia avait donc le caractère d'une promotion exceptionnelle, qui ne s'explique que par l'affection du jeune souverain pour son ancien professeur. Tout aussi exceptionnelle apparaît la promotion de Portia au sein du Conseil d'État, qui s'accompagna d'une véritable petite révolution, puisque Portia était l'un des derniers promus parmi les conseillers d'État et que la fonction de directeur était assurée, dans les dernières années du règne de Ferdinand III (1655-1657), par le prince Johann Weickhard Auersperg, cousin par alliance du comte Portia [59]. Le directeur pouvait présider le Conseil d'État et surtout il avait le droit d'opiner le premier lorsque l'empereur recueillait l'avis de ses conseillers. Cela permettait d'infléchir le jugement du souverain, lorsque celui-ci était jeune et inexpérimenté comme c'était le cas de l'empereur Léopold. En fait, l'emprise de Portia semble avoir été totale « car si l'Empereur est bien le maître, les ordres sortent, en réalité, de la bouche du prince de Portia [60] ». C'est que le rôle de Portia ne se limite pas au Conseil d'État; comme grand maître d'hôtel il a sans cesse accès auprès du souverain, qui s'est alors déchargé sur son premier ministre de bien des tâches qui lui incombent. C'est en particulier Portia qui reçoit les dépêches diplomatiques et est chargé de surveiller l'exécution des décisions du Conseil d'État. Sagredo se plaint des lenteurs et des négligences au moment où les Turcs menacent Vienne. La forteresse de Nové Zamky est tombée entre leurs mains en septembre 1663 et seule la saison tardive a pu empêcher le grand vizir de pousser ses armées dans la direction de Vienne. Au lieu d'utiliser ce répit pour préparer la campagne suivante, Portia cherche à gagner du temps en négociant avec la Porte et ne conclut pas l'alliance avec Venise et le Saint-Siège que recommandait la majorité des conseillers d'État. « Mais comme l'exécution appartient au prince Portia et qu'il dépend de son bon plaisir que (la décision) soit exécutée, retardée ou abandonnée, il n'a jusqu'à présent eu aucun entretien ni avec M^{re} le Nonce ni avec moi [61]. »

Or, toute décision du Conseil d'État, si banale soit-elle, passe entre ses mains, car il n'existe pas de secrétariat d'État chargé des relations avec l'étranger [62] et les ordres du Conseil doivent être transmis aux bureaux de la Chancellerie d'Empire, pour exécution. C'est ainsi qu'en mai 1663, le gouvernement impérial, inquiet des progrès de l'armée turque en Hongrie, avait délibéré d'envoyer un courrier extraordinaire au pape pour l'aviser des progrès du grand vizir, mais c'est seulement le 17 juin « qu'on en a résolu l'exécution » [63].

Le nonce n'est pas plus tendre pour les méthodes de travail du premier ministre, l'année suivante. C. Caraffa a remis à Portia le bref pontifical autorisant l'Empereur à

58. Depuis l'accession au trône de Ferdinand I^{er}, on peut citer parmi les titulaires de la charge : Hans Trautson : 1558-1564, Leonhard von Harrach : 1564-1567, Adam von Dietrichstein : 1576-1587, Friedrich Graf Fürstenberg : 1600-1617, Fürst Gundacker von Liechtenstein : 1624-1626, Leonhard Graf von Meggau : 1626-1637, Maximilien Graf von Trauttmansdorff : 1637-1650 et Maximilien Fürst von Dietrichstein : 1650-1655. FELLNER et KRETSCHMAYR, *op. cit.*, t. II, p. 275-276.

59. Voir SCHWARZ, *The Imperial Privy Council*, tableau généalogique II.

60. Dépêche de Sagredo datée de Linz, le 14 décembre 1663. Venise, Dispacci di Germania, filza 123.

61. Texte original dans la dépêche de Sagredo datée de Vienne, le 11 novembre 1663. Venise, Dispacci di Germania, filza 123 : « Non ha dubbio che dal Consiglio di Stato dell'Imperatore con la maggior parte degli pareri... Ma Come l'esecutione appartiena al Principe di Portia nell'arbitrio del quale sta l'effettuarla, il differirla, et anco il lasciarla cadere. non ha sin hora passata alcuna espressione ne con Monsignor Nunzio. nè con me... »

62. Voir *infra*, chap. II.

63. Dépêche de Sagredo du 17 juin 1663. Venise, Dispacci di Germania, filza 122 : « Essendosi un mese fa deliberato d'espedito con espresso un corriere a Sua Santità con la relatione degli andamenti del Primo Visir e del sospetto che tengono delle Sue armi solamente questo giorno se n'è risolto l'esecutione... »

taxer les revenus ecclésiastiques des pays héréditaires; un mois après, le bref n'avait pas été promulgué et Portia ne s'en était même pas entretenu avec le nonce, à un moment où l'argent était indispensable pour préparer une campagne décisive contre les Turcs [64].

Il semble que Portia ait été un administrateur médiocre, qui aurait pu réussir en temps de paix, mais qui pouvait d'autant moins faire face à une situation exceptionnelle qu'il se méfiait des autres et qu'il voulait surveiller l'exécution de ce qu'il faisait. Jaloux de tous, et en particulier de ses rivaux au Conseil d'État, mal à l'aise dans les intrigues de la Cour, il ne se confiait à personne, voulait tout faire par lui-même et par conséquent n'arrivait à aucun résultat [65].

Sa politique. — Mais malgré les critiques qui lui étaient adressées de toutes parts [66], l'Empereur ne lui a jamais retiré sa confiance et, à notre avis, cette attitude ne s'explique pas seulement par les liens affectifs qui les unissaient, mais par une identité de vues en matière de politique générale. Portia, comme son maître, détestait la guerre; pourtant au cours de son ministère il s'est trouvé engagé malgré lui dans la guerre du Nord, la politique de soutien militaire à la Pologne ayant été décidée sous le règne précédent par son rival Auersperg [67], tandis que la guerre turque fut la suite d'un conflit local en Transylvanie, qui dégénéra en guerre ouverte parce que précisément Portia, soutenu par l'Empereur, cherchait à négocier avec les Turcs, plutôt qu'à leur faire sérieusement la guerre : « Portia, qui de tout son être, déteste la guerre tient toujours ouverte la porte aux négociations de paix, sans pour autant faire aucun acte positif qui y contribue [68]. » Cet attachement à la paix n'est pas uniquement un louable sentiment, il est fondé sur l'analyse objective de la faiblesse des pays héréditaires vers 1660. Alors que ces derniers n'avaient pas encore achevé la reconstruction consécutive à la guerre de Trente Ans, la guerre du Nord et l'élection de Léopold épuisaient à nouveau les finances impériales. Portia sait donc bien que, sans secours extérieur, l'armée impériale ne peut résister à l'armée turque [69], tandis qu'il redoute les intrigues de la diplomatie française, dans l'Empire comme en Europe orientale.

Et, en politique internationale, Portia semble avoir des idées originales qui ont influencé l'Empereur; il se méfie beaucoup de l'Espagne, allié traditionnel de l'Empereur. Il existait dans le Conseil même un parti espagnol, dont le chef était Auersperg et dont la maxime était une alliance si étroite avec Madrid qu'elle ressemblait à une dépendance pure et simple à l'égard de la branche aînée. Les intérêts familiaux de la Maison d'Autriche étaient considérés comme ceux qui devaient primer tous les autres et

64. Dépêche du nonce Caraffa au secrétaire d'État, Ratisbonne, 15 avril 1664. Édition Levinson, A.Ö.G. 103, p. 768.

65. En pleine crise consécutive à la menace turque sur Vienne, l'Empereur lui renouvelle son appui dans un billet autographe : « Ich sage Euch noch malen, dasz Ich alles dieses als Innerster Freund Euch schreibe... Ich versichere Euch anbey genedigist. dasz Ich Euch allezeit / in allem schütze und manuteniren werde und habet Ihr etwa irgendts einen Anstoss recurirdt nur zu mir undt gibt es Mir an die Handt. » Se trouve dans le Familienarchiv à Spittal/Drau. Cité par KRONES, article « Portia » de A.D.B., t. 26, p. 452.

66. « ...Il Principe d'Auersperg primo ministro di Cesare, con riflessi di grandissima ponderatione haveva sempre sostenuto il doversi dar soccorso alla Polonia. considerando i pregiudizii a quali restarebbero espostiche finalmente dispose l'Imperatore a sottoscrivere, come fece tre giorni soli avanti di morire il trattato con Polacchi... conteneva questo trattato le spedizione di 4 mila combattenti solamente in aiuto de Polacchi... » Gualdo PRIORATO, *Historia di Leopoldo Cesare*, Pars I, Liber I, p. 25, BN G. 3613.

67. Dépêche du nonce Caraffa au cardinal secrétaire d'État, Ratisbonne, 15 avril 1664. *Ibidem*.

68. Dépêche du nonce Caraffa au cardinal secrétaire d'État, Vienne, 25 mars 1662. Édition Levinson, A.Ö.G. 103, p. 731.

69. Lettre de Sagredo du 4 décembre 1661 : « Mi ripose Portia che l'Imperatore gia a ora dichiarato ch'unito con la Christianità haverebbe fatto tutto Mà che solo non poteva resistere a forze cosi prepotenti. » Venise, Dispacci di Germania, filza 119.

le gouvernement de Madrid voulait obliger l'Empereur à soutenir à fond la monarchie espagnole partout et en toutes circonstances. Pour y parvenir, les Espagnols avaient pris l'habitude de s'attacher une partie du Conseil d'État, en attribuant ou en faisant attribuer par l'Empereur pensions, honneurs et distinctions. La plus enviée de toutes était la Toison d'Or, qui était donnée par le roi d'Espagne, en qualité de chef de la Maison d'Autriche et héritier des ducs de Bourgogne : « Ils rendent ainsy ces gens là Espagnols par politique et comme ce qu'on leur donne leur fait venir l'envie d'en avoir davantage ils forcent en faveur des Espagnols leur propre inclination[70] »; d'autres recevaient pour commencer des titres de comtes ou de princes d'Empire. Auersperg lui-même reçut du roi d'Espagne la promesse d'une gratification de 100 000 florins [71]. Portia, au contraire, était insensible aux séductions espagnoles et par là même susceptible de mieux apprécier les dangers que représentait pour les pays héréditaires un soutien trop généreux à la politique de grandeur espagnole. Il obtint le rappel de l'ambassadeur d'Espagne, marquis de Manseca [72], trop arrogant, qui fut remplacé par le marquis de la Fuente [73], beaucoup plus souple, quoique fort capable, et Portia « me pouvoit assurer qu'au lieu que tous les autres ambassadeurs avaient gouverné à Vienne, celui-cy avoit esté gouverné, n'ayant jamais rien obtenu que ce que l'Empereur avoit bien voulu selon ses interests[74] ». Mais lorsque l'ambassadeur fut parvenu à reconstituer un parti espagnol trop puissant à son gré, le premier ministre « ne voulant pas que les Espagnols ayent l'autorité qu'ils ont eue autrefois dans ce gouvernement », fit rappeler « le marquis de la Fuente par la trop grande intelligence qu'il avoit avec le Prince d'Auersperg, le Cardinal Carrafe et le marquis Mattei... [75] ». Et Portia n'appréciait que médiocrement l'attitude espagnole qui consistait à exiger de l'Empereur d'importants secours armés pour les Pays-Bas, l'Italie ou le Portugal, alors que Madrid n'avait fourni qu'une modeste contribution en argent lors de la campagne de Hongrie de 1664 : « J'ay sceu d'une personne assez confidente avec le Prince de Porcie qu'il luy avoit vu tout en colere que les Espagnols pendant la guerre avec les Turcs avoient eu peine à se résoudre d'accorder à l'Empereur quelque assistance d'argent et qu'à présent que la paix était faite, ils envoyoient des sommes immenses pour leurs intérêts propres afin de mettre, comme on croit, à exécution le projet du marquis de Castel Rodrigo [76], qui veut establir en Flandre un corps réglé de 18 000 hommes effectifs [77]. »

Si Portia se méfiait des Espagnols, ce n'était pas pour procéder à un renversement des alliances en faveur de la France, car il redoutait la puissance française et les intrigues de Mazarin et de Louis XIV dans l'Empire. Il était, en particulier, hostile à la Ligue du Rhin et n'accepta qu'avec de grandes réticences l'envoi d'un contingent français en Hongrie en 1664. En 1662 il soupçonnait même la diplomatie française de pousser les Turcs à la guerre, encore que Louis XIV ne manquât jamais de s'intituler le

70. Avis de Vienne relatant l'entrée de l'Empereur à Vienne, Vienne, 9 octobre 1658. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 17, f^o 436.

71. La gratification ne lui fut payée qu'en 1665. HKA Vienne, *Gedenkbücher* 199, 12 août 1662.

72. L'Empereur écrit à Cernin le 26 novembre 1661 que l'ambassadeur commet toutes sortes de folies : « ...è quasi peggio di Castelrodrigo il quel fù insolente, mà pero savio. » *Korespondence Cisaie Leopolda I*, édition Kalista, p. 86. Mancera fut en poste de 1661 à 1662 et remplacé par un chargé d'affaires de 1662 à 1666.

73. Le marquis de La Fuente fut ambassadeur de 1656 à 1661. *Repertorium*, Lothar Gross éditeur, Berlin, 1936.

74. Déclaration de Portia à Grémonville, lettre du roi, 27 novembre 1664. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 20, f^o 97.

75. Lettre de Grémonville au roi, 1^{er} janvier 1665. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 20, f^o 154.

76. Sur la politique de Castel-Rodrigo, voir H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, t. V, Bruxelles, 1920, p. 19-24.

77. Grémonville au roi, le 20 décembre 1664. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 20, f^o 125. Sur le soutien financier espagnol, voir *infra*, p. 382-385.

fils aîné de l'Église [78]. Par conséquent Portia ne veut ni alliance espagnole, ni alliance française, mais une réconciliation de l'Empereur avec les princes de l'Empire, qui seuls pouvaient fournir une aide appréciable dans la lutte contre les Turcs : « Il me répliqua... qu'on le verroit toujours conseiller l'Empereur de se faire des amis en Allemagne, pour s'opposer plus fortement à la puissance des Turcs [79]. »

C'est l'aspect le plus original des idées de Portia : substituer une politique allemande à une politique étroitement familiale et nous verrons par la suite que l'empereur Léopold a essayé de s'appuyer sur ces maximes.

Par conséquent le maintien de Portia à la tête du Conseil d'État s'explique parfaitement par le fait que l'Empereur et le ministre avaient les mêmes vues en matière de politique générale, mais l'Empereur avait parfaitement noté les faiblesses du système et les négligences de l'homme. S'il a conservé un premier ministre, moins mauvais que ne le dépeignaient le nonce et l'ambassadeur de Venise [80], le jeune empereur était bien décidé à ne pas renouveler l'expérience et c'est pourquoi, dès la mort de Portia, il refusa de nommer un autre premier ministre, dont il confia les attributions essentielles à un conseil restreint, la Conférence secrète.

LA CONFÉRENCE SECRÈTE

Description. — C'est une commission composée de trois ou quatre conseillers d'État qu'assistent un ou deux secrétaires de la Chancellerie d'Empire, et qui s'occupe essentiellement de politique générale [81]. C'est elle qui, après la mort de Portia, donna une impulsion politique d'autant plus nécessaire que l'Empereur était de caractère irrésolu. Schwarz peut parler, à juste titre, d'un véritable ministère responsable devant l'empereur [82] sans qu'il y ait pour autant création d'une institution nouvelle au sens strict que les juristes donnent à ce terme. Personne n'a jusqu'à présent retrouvé une instruction donnée aux ministres de la Conférence qui ont continué à être payés comme conseillers d'État ou grands officiers de la Cour, mais n'ont jamais reçu de solde en tant que tels [83]. Mais les témoignages des diplomates étrangers en poste à Vienne sont indiscutables et concordent avec les procès-verbaux des délibérations de la Conférence :

« Le Prince (Lobkowitz) est la seconde personne après l'Empereur dans le Conseil ou n'entrent avec lui que le comte Lamberg, Grand chambellan, le Prince de Schwartzemberg, Président du Conseil aulique, et le Baron Hoxer, Chancelier de la Cour, qui sont proprement ceux qui portent la qualité de ministres, les seuls qui ont la direction des

78. Lettre du nonce Caraffa au secrétaire d'État Mödling, le 13 mai 1662. Édition Levinson, *A.O.G.* 106, p. 735.

79. Lettre de Grémonville au roi du 27 novembre 1664. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 20, f^o 96.

80. « Quoyque le prince Portia n'aye pas l'estime d'un grand génie, il n'est pas néanmoins si faible que l'on s'imagine. » Grémonville au roi, le 1^{er} janvier 1665. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 20, f^o 154.

81. Lettre de E. Pufendorf du 2 avril 1672. Stockholm, Riksarkivet, Skoklostersammling, fonds Pufendorf.

82. SCHWARZ, *The Imperial Privy Council*, p. 181 : « There may be seen here the geneses of a new concept of government. Ministers there had long been. and the opinion of the Privy Council are full of references to them by that name; a Ministry was something new.

83. Liste des soldes payées au personnel de la Cour, HKA Vienne, *Hofzahlamtsbücher* des années 1665, 1670, 1675, 1680, 1685, 1690, 1695, 1699.

affaires et forment ce petit conseil, qu'ils appellent conférence (*sic*) où se traite ce qu'il y a de plus important et de plus secret dans les affaires de l'État [84]. »

L'Empereur lui-même en fait état, dès 1665, dans une lettre au comte Poetting, son ambassadeur à Madrid : « Mais vous savez vous même que les affaires importantes, en particulier celles concernant l'Espagne et la Maison d'Autriche ne sont jamais traitées en séance plénière (du Conseil d'État) mais uniquement dans les conférences ou jointes où je n'utilise au plus que cinq ou six conseillers d'État [85] », ce qui pose par là même le problème de la date de création de la Conférence. Une tradition s'appuyant sur la relation d'E. Pufendorf de 1674 admet que la Conférence a commencé à se réunir à la fin de l'année 1668 [86]. Apparemment le texte de Pufendorf est clair : « peu de temps avant la mise à la porte d'Auersperg », qui s'est produite en 1669 [87]. Mais le diplomate suédois, généralement bien informé, n'est arrivé à Vienne que dans le courant de l'année 1671, ce qui lui a fait commettre une erreur d'appréciation, puisque son témoignage est infirmé par les sources administratives et des lettres de l'empereur. Nous avons en effet retrouvé pour la seule année 1665 la trace de onze sessions de la Conférence, de mars à décembre 1665 [88]. Le plus souvent il s'agit de notes rédigées à la hâte au dos d'une dépêche. Mais dès mars 1665 on peut reconnaître les traits spécifiques de la Conférence. Les ministres ont pris connaissance des dépêches du résident impérial à Constantinople, Simon Reminger, concernant la date de départ de l'ambassade extraordinaire chargée, sous la direction du conseiller d'État Leslie, de porter au sultan la ratification de la paix de Vasvár. Les conclusions (*votum*) ont été présentées à l'empereur le 12 mars, qui a approuvé et recommandé toutefois d'accélérer le rassemblement des cadeaux destinés au sultan [89]. A partir de l'été 1665 le secrétaire Walderode [90] note la liste des présents qui sont généralement : Lobkowitz [91], Auersperg [92], Lamberg [93], et parfois Schwarzenberg [94]. La Conférence s'est réunie 9

84. *Mémoires de la Cour de l'Empereur*, 1671, BN Paris, ms. français 8997, f^o 5 V. A rapprocher du témoignage d'E. PUFENDORF : « Etliche wenig Personen unter den Namen der Conferenrättheausgelesen, mit welchen die geheimsten Sachen überlegt und Geschlossen worden », dans sa relation de la Cour de Vienne, 1674, éditée par Helbig, Leipzig, 1862.

85. Texte original dans *Privatbriefe K. Leopold an Poetting*, édition PRIBRAM, *Fontes Rerum Austriacarum*, II, 56, p. 157, lettre du 2 septembre 1665 : « Ihr wisst aber selbst wohl dass die wichtigen Sachen. absonderlich aber die hispanische und Hausnegotia niemals in pleno sondern nur in Conferenzen oder Juntten proponiert werden also ich nur aufs meiste fünf oder sechs Rätthe brauche. »

86. SCHWARZ, *The Imperial Council*, p. 167. Il s'appuie lui-même sur l'autorité de FELLNER et KRETSCHMAYR, *Die Österreichische Zentralverwaltung*, t. I, p. 000.

87. E. PUFENDORF, relation de 1674, éditée par Helbig, Leipzig 1862, p. 65 : « Kurz vor der Delogierung des Fürsten Auersperg. »

88. HHStA Vienne, *Staatskanzlei*, Turcica, Karton 138, conférences des 3 et 12 mars. Spanien Berichte, fascicules 63/I et 63/II, conférences des 19 juin, 20 juillet, 3 août, 8 octobre, 15 octobre, 1^{er} et 4 décembre 1665, correspondant à l'arrivée du courrier d'Espagne apportant les dépêches de Lisola. Le fonds *Vorträge Vota* und *Konferenzprotokolle* n'a conservé la trace que de la conférence du 15 octobre 1665 (Karton 3, fasc. II) sur une dépêche de Lisola. L'examen des autres fonds n'a rien révélé en ce qui concerne la Conférence secrète pour l'année 1665.

89. HHStA Vienne, *Staatskanzlei*, Turcica, Karton 138/I, 12 mars 1665. *Konferenz über die Berichte des Residenten Remingen die Abreise der grossen Pottschaft betreffend-Relatum Suae Mti, 12 Martij Placet ut in voto die Verfertigung der Praesenten zu beschleunigen*. La précédente Conférence, le 3 mars, avait rédigé l'instruction pour Leslie.

90. Jean Walderode von Eckhusen, secrétaire d'État à la Chancellerie d'Empire, secrétaire particulier de l'Empereur, SCHWARZ, p. 379.

91. Wenceslas, prince Lobkowitz, grand maître d'hôtel de l'Empereur, voir *infra*, p. 27-29.

92. Don Hannibal Gonzaga, prince de Mantoue et frère de l'impératrice douairière. Il est président du Conseil de la Guerre depuis 1665.

93. Jean, comte Lamberg, grand chambellan depuis 1665. Il succéda à Lobkowitz comme grand maître d'hôtel en 1674, SCHWARZ, p. 274.

94. Sur l'évolution respective du Conseil d'État et de la Conférence sous le règne de l'empereur Léopold, voir *infra*, p. 52-62.

fois sur 11 pour examiner les dépêches de Lisola, concernant le mariage de l'Empereur avec l'infante Marguerite-Thérèse, la paix entre l'Espagne et le Portugal, les affaires de Flandre consécutives à la mort du roi Philippe IV et 2 fois sur 11, pour préparer la ratification du traité de paix avec le sultan. Il s'agit donc bien d'affaires importantes concernant la Maison d'Autriche ou l'Espagne et ces procès-verbaux confirment bien la lettre de l'Empereur à Poetting, et l'on peut admettre que dès 1665 l'Empereur a opéré une petite révolution qui offrait un certain nombre d'avantages dans la manière de gouverner la monarchie, il a substitué un ministère collectif au système employé jusqu'alors, c'est-à-dire un Conseil d'État trop nombreux et peu efficace, dans lequel un premier ministre trop puissant comme jadis Auersperg, ou négligent comme Portia, exerçait avec le titre de chef du Conseil (*Erster Geheimer Rat*) les fonctions de chef de gouvernement.

Première innovation. — L'empereur a l'initiative de la réunion. Il donne l'ordre au grand maître d'hôtel de convoquer les ministres de la Conférence pour une date précise et pour un sujet précis. L'ordre peut être donné soit verbalement (et nous n'avons, dans ce cas, aucune trace), soit par un billet autographe, ce qui se produit souvent au printemps ou à l'automne lorsque l'Empereur est à la chasse aux environs de Vienne, alors que le gouvernement demeure dans la capitale. Pour la période 1665-1674, durant laquelle Lobkowitz a exercé la charge de grand maître d'hôtel, nous en avons conservé un assez grand nombre qui ont été publiés dans la correspondance de l'Empereur avec Lobkowitz [95]. Ainsi ce billet du 19 mai 1667 (l'Empereur est comme chaque année à Laxenbourg, pavillon de chasse situé à une vingtaine de kilomètres au sud de Vienne) : « Ci-joint la lettre de Lisola (envoyé impérial à Londres) concernant les questions anglo-franco-belges. Si vous voulez bien la lire rapidement et faire en sorte que tous les autres conseillers de la Conférence l'aient tous aujourd'hui et puissent la lire, nous réunirons demain la Conférence si Dieu le veut. Faites bien vite... [96]. »

L'Empereur ne risque donc plus que les dépêches restent sur la table de son premier ministre, puisqu'il en prend d'abord lui-même connaissance, dès qu'elles sont déchiffrées par les soins de la Chancellerie d'Empire [secrétaire d'État ou commis] [97].

Deuxième innovation. — Les ministres ont assez peu de temps pour prendre connaissance des derniers développements de la négociation de Lisola, ce qui n'était pas le cas généralement au Conseil d'État où l'affaire était introduite au dernier moment et où les conseillers devaient opiner sur le champ, sans avoir eu le temps de prendre une décision réfléchie. Cette réforme avait été recommandée dès la fin du règne de l'empereur Ferdinand III par le prince Gundacker de Liechtenstein dans son mémoire sur l'éducation d'un jeune prince : « S'il arrive de délibérer une affaire importante, que le Conseiller d'État qui dirige le collège recueille les voix et conclut, indique à l'avance aux autres Conseillers ce qu'ils auront à délibérer et fixe le moment où ils délibéreront

95. *Briefe Kaiser Leopold an Wenzel Furst Lobkowitz*, édition Dvořák, A.Ö.G. 80.

96. Texte original dans l'édition Dvořák, A.Ö.G. 80, p. 479 : « Hiebei des Lisola Schreiben in materiis anglico-gallico-belgicis Wollet selbes lesen und es beförden, dass ceteri consiliarij conferentiae alle es noch heute haben und lesen mögen. Dann morgen volente Deo wollen wir die Hauptconsulta vernehmen, nur fein geschwind. » Il s'agit probablement des rapports de Lisola des 11, 18 et 19 mars 1667, pressant l'Empereur de conclure une alliance défensive avec l'Angleterre et les États généraux des Provinces-Unies, et lui demandant l'envoi immédiat de troupes impériales aux Pays-Bas espagnols. Le résultat fut une instruction pour Lisola du 30 mai 1667, l'invitant à conclure avec Charles II un traité d'alliance au nom des deux branches de la Maison d'Autriche. Rapports et instruction sont conservés à Vienne, HHStA, *Staatskanzlei*, Anglica et sont cités par A.F. PRIBRAM, *Franz Paul Freiherr von Lisola und die Politik seiner Zeit*, p. 334-345.

97. Voir à ce sujet L. GROSS, *Die Geschichte der Deutschen Reichshofkanzlei*, Vienne, 1933, p. 112.

l'affaire afin qu'ils aient entre-temps le loisir de mûrir la question et qu'ils puissent donner une opinion beaucoup plus fondée [98]. »

Or l'auteur de ce mémoire était lui-même conseiller d'État et avait exercé la fonction de grand maître d'hôtel pendant le règne de Ferdinand II. Le mémoire lui-même était destiné au roi des Romains, Ferdinand IV, et les critiques qui y sont formulées sont le fruit de l'expérience d'un homme d'État qui savait de quoi il entretenait son prince [99].

Troisième innovation. — Les ministres de la Conférence délibèrent en dehors de la présence de l'Empereur. Ils peuvent donc discuter librement et mettre au point un rapport qu'ils présentent ensuite à l'Empereur. Ils donnent en principe, une synthèse de la question, car le rapport est rédigé par un secrétaire de la Chancellerie, puis les ministres vont présenter le rapport à l'Empereur, qui en approuve généralement les termes par la formule *placet wie gerathen*, parfois assortie d'une remarque manuscrite [100]. Ainsi l'Empereur n'est pas obligé de se décider dans la hâte d'une réunion du Conseil d'État, ce qui le plaçait toujours dans une situation embarrassante : ou bien le Conseil approuvait le vote du chef du Conseil et imposait par là même des conclusions à l'Empereur ou bien un conseiller discutait l'opinion émise en premier et l'Empereur se trouvait alors dans l'incapacité de conclure. Même si dans la Conférence on lui proposait des conclusions, celles-ci avaient été élaborées par plusieurs ministres et il n'avait plus le sentiment d'être le jouet d'un premier ministre tout-puissant. Trop faible, trop hésitant pour imposer son point de vue, Léopold I^{er} était trop scrupuleux pour laisser un autre homme diriger la Monarchie à sa place. La Conférence lui fournissait une formule rassurante et originale par rapport au système des commissions du Conseil d'État qui fonctionnait déjà sous le règne de Ferdinand II, sur le modèle de la *junta* castillane; deux ou trois conseillers d'État, désignés comme commissaires, préparaient un rapport qui était ensuite discuté en séance plénière du Conseil d'État. Ainsi fut décidée la paix de Prague en 1635 : une commission composée des cardinaux Dietrichstein et Pázmany, de l'évêque de Vienne, du père Lamormain, de Trauttmansdorf, Werdenberg et Schlick, discute des termes d'un long mémoire intitulé : *Considerationes politicum et militum an pacis amplectenda vel bellum diutius prosequendum et continuendum*, qui avait été lu au Conseil le 20 janvier 1635.

La commission se réunit à fin février-début mars et présenta ses conclusions dans une session plénière du Conseil d'État, où siégeaient, outre les membres de la commission, Khevenhüller, Meggau, Mörsberg et Slawata. Le rapport des commissaires est adressé à l'Empereur et porte la mention : *Relatum sacrae caes : Majestati in consilio*, alors qu'après 1665 il porte la seule mention : *Relatum Augustissimo* [101].

98. Texte original du *Gutachten über die Edukation eines jungen Fürsten und gute Bestellung des Geheimen Rathes*, article second : « Wen ein wichtig sach Zuberathschlagen vorfelt, dass der ienige Geheime Rath (so das collegium dirigirt, die stimben samblet und schliest) dennen Anderne voran angezigte, was sie berathschlagen sollen und eine Zeit benennete, wen sie die selbe sach Zuberathschlagen vornehmen. wollen damit sie under dessen Zeit haben. die selbe reifflich zuerwegen und Ihr Mainung darauf desto Gründlicher Erthailen können. » BN Vienne, ms. 10286, f^o 15v.

99. Voir à ce sujet l'article d'O. REDLICH dans *Monatsblätter des Vereins für Landeskunde Nieder-Österreich*, Vienne, 1907.

100. Ainsi dans la difficile négociation avec Grémonville pour la conclusion d'un traité d'alliance entre l'Empereur et le roi de France, la Conférence a délibéré sur un rapport du chancelier Hoher, qui négocie avec Grémonville, et l'Empereur conclut : « Die Sache seye zwar schwer das Ein Foedus mit Frankreich einzu gehen hat. » HHSStA Vienne, *Staatskanzlei*, Repertorium N, 72/5, *Protocolum Conferentiae habitae in materia doederis gallici*. Ebersdorff, 23 septembre 1671.

101. Voir à ce sujet Lothar GROSS, *Die Geschichte der Deutschen Reichshofkanzlei*, Vienne, 1933, p. 174-175, qui a utilisé des actes du HHSStA à Vienne, Konferenz Vota I et Reichs Kanzlei, Vorträge, Ib. L'exemple est donné par SCHWARZ, *op. cit.*, p. 130, n. 73 et tiré du HHSStA, *Friedensakten* IIa. Sur la paix de Prague entre l'Empereur et l'électeur de Saxe voir G. PAGES, *La Guerre de Trente Ans*, Paris, 1949, p. 193-195.

Quatrième innovation. — Le Conseil d'État est dessaisi des questions de politique générale, qui sont confiées aux ministres de la Conférence. Nous verrons par la suite que le rôle du Conseil diminue progressivement et le titre de conseiller d'État n'a plus, comme disait le prince Eugène de Savoie, qu'une valeur purement décorative [102]. La rédaction du procès-verbal montre bien que les conclusions de la Conférence ont été présentées directement à l'Empereur seul, sans que le Conseil ait été convoqué. Les risques de divulgation des renseignements sont donc en principe diminués, puisqu'un très petit nombre de gens est au courant des décisions prises. En fait, les diplomates étrangers sont tout de même au courant des grandes lignes des débats, car certains ministres comme le comte Lamberg, ne sont pas insensibles aux cadeaux que leur font les représentants des princes étrangers.

Quoi qu'il en soit, nous sommes bien en présence d'une petite révolution dans le domaine des institutions. Il ne faut pas s'étonner que l'Empereur, si attaché au respect des traditions et si soucieux de ne léser aucun membre de son entourage, ait accepté cette réforme, car il en est le principal responsable. Il s'en est lui-même longuement expliqué dans deux lettres consécutives. Le 18 février 1665, il écrit à son ambassadeur à Madrid, le comte Poetting, qu'il était très peiné par la mort de Portia et qu'il ne savait pas encore très bien comment il allait réorganiser son gouvernement, qu'il était décidé à n'avoir aucun premier ministre, quitte à appeler quelques conseillers pour les principales affaires. Il avançait les raisons suivantes :

- « 1° Je suis encore jeune et je peux travailler;
- « 2° Je reste le maître et un autre ne pourra se vanter que tout dépend de lui;
- « 3° Je puis mieux prendre mes responsabilités, puisque tout dépendra de moi seul [103]. »

Le 25 février de la même année il écrit à son cousin l'archiduc Sigismond François (le dernier rejeton de la lignée tyrolienne) qu'il a pris pour principe de n'avoir point de principal ministre et qu'il traitera les affaires d'État en prenant l'avis de quelques rares conseillers [104]. Il y a donc identité de vues dans les deux textes : suppression du poste de premier ministre et remplacement par un Conseil restreint, mais les motivations exprimées dans le premier texte sont intéressantes. Il a souci de sa gloire de prince, il ne veut pas être un prête-nom qu'un favori mènera où il voudra. Et dans ce cas il vise Auersperg, jadis premier ministre tout-puissant de son père Ferdinand III; jamais Léopold n'a voulu investir Auersperg d'aucune fonction importante, ni en 1658, ni en 1665, il l'a seulement laissé siéger au Conseil, car il craignait que le ministre empiétât sur les prérogatives du prince. Au fond l'empereur Léopold est jaloux de son autorité,

102. « Un titolo per ornamento » (cité par M. BRAUBACH, *Prinz Eugen*, t. I, p. 301) qui comptait seulement dans les préséances. Dans l'exposé des titres il suivait immédiatement les titres de noblesse et précédait l'énumération des autres fonctions, y compris la présidence d'un conseil « technique ».

103. « Wie ich aber jezo meine negotia recht bestellen werde, bin ich noch nit völlig resolvirt. Euch zur Nachricht aber / muess ich etliche meine intentiones eröffnen und zwar in clara dann es doch mit dem courier eine sichere gelegenheit ist. Erstens bin ich entschlossen kein primo ministro oder valido zu haben, sondern mein eigener primado selbst zu sein doch etlich Rätthe zu den meisten oder allen negotien zu ziehen et hoc ex multis causis :

- « 1. Bin ich noch jung und kann wohl arbeiten;
- « 2. Bleibe ich Herr und kann ein ander nit vantiren, dass alles von ihm dependire;
- « 3. Kann ich es besser verantworten, dann alles ich mir selbst attribuiren muess. »

Briefe Leopold an Poetting, édition Pöbbram, *Fontes Rerum Austriacarum*, II/56, p. 104-105.

104. « ...So habe ich E(urem) L(iebden) einige ursache mitteilen wollen, so mich dazu bewegen :

- 1. Weil ich pro Fundamento mich entschlossen keinen leitenden Minister zù haben...
- 2. « ...Was die Geschäfte im Übrigen anlangt, so werde ich selber mit etlichen, doch wenigen räten überlegend consultiren. »

Texte cité par RENNER, *Wien in 1663*, p. 6-7, Vienne, 1883. Il ne donne aucune référence d'archive.

dans la mesure où il connaît la faiblesse de son caractère. Il veut éviter à tout prix d'être le jouet d'un ministre car il se fait une haute idée de sa mission de monarque. Il se sent responsable de l'État et de tous ses sujets devant Dieu et, à notre avis, la vraie raison de cette réforme du gouvernement est la piété profonde de l'Empereur. Il ne veut pas fuir devant les responsabilités, il ne veut pas renoncer à son métier de chef d'État, car il estime que ce serait la faute la plus grave qui pourrait lui être reprochée au jour du Jugement : abandon de poste. Bien sûr, on peut estimer que la réforme du ministère lui a été inspirée par les jésuites et par son confesseur, le père Müller, car la Compagnie avait peu de sympathie pour les premiers ministres tout-puissants [105]. L'exemple de son cousin Louis XIV n'a peut-être pas été étranger à sa décision; de même que Louis XIV avait attendu la mort de Mazarin pour prendre en main le gouvernement de son royaume, Léopold I^{er} a attendu la mort de son mentor, Portia, pour instituer la Conférence secrète. Mais, en réalité, cette décision est le résultat d'une méditation intérieure, conforme aux tendances profondes de ce prince. Quant à la solution du problème, elle ne pouvait choquer son respect de la tradition, puisqu'aucun conseil nouveau n'était créé, que le Conseil d'État était maintenu et qu'il ne décernait même pas le titre de ministre de la Conférence.

L'institution prenait même apparence d'une *jointe* traditionnelle, avec cette seule différence que les commissaires rapportaient l'affaire devant l'Empereur et non devant le Conseil d'État; innovation en apparence anodine et cependant capitale.

CRITIQUES CONTRE LE MINISTÉRIAT

Les origines de la réforme. — Depuis son enfance l'empereur Léopold avait été nourri dans la méfiance des premiers ministres. Un texte à diffusion restreinte est, à cet égard, significatif. Rédigé vers 1630 le *Princeps in compendio* s'inscrit dans la tradition allemande du *Fürstenspiegel*, du manuel d'éducation d'un jeune prince. C'est un ouvrage anonyme, qui a été attribué au jésuite Lamormain, confident de l'empereur Ferdinand II [106], mais à notre avis ce mémoire pourrait tout aussi bien être l'œuvre de Ferdinand II lui-même. Et son petit-fils, l'empereur Léopold [107] a lu ce mémoire et l'a même fait réimprimer à un petit nombre d'exemplaires par les soins de son bibliothécaire P. Lambeck, au moment de la naissance de son premier fils, l'archiduc Ferdinand (1667-1668). Or, l'article X du mémoire [108] est une condamnation du « Primado » à

105. Grémonville au roi, le 26 février 1665 : « Les Jésuites ayant dans les ministères passés expérimenté les rigueurs du Prince d'Auersperg, se sont joints aux ennemis de celluy-ci et ont tant fait que l'Empereur luy a donné l'exclusion, l'ayant persuadé de prendre luy-même la direction de ses affaires à l'exemple du Roy. » A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 23, f^o 263, et dans la dépêche du 28 février Grémonville précisait : « Quoique les Jésuites portassent fortement le Prince d'Hocsparg (alias Auersperg) il est assez public que le Père confesseur a toujours persuadé l'Empereur de suivre l'exemple de Votre Majesté et de ne faire aucun premier ministre. » C.P. Autriche, vol. 20, f^o 250.

106. *Princeps in compendio, hoc est puncta aliquot compendiosa, quae circa gubernationem reipublicae observanda videntur.* Mémoire publié en 1632 chez G. Gelharr, imprimeur de la Cour et réédité par Oswald Redlich, dans les *Monatsblätter des Vereins für Landeskunde Nieder-Österreich*, Vienne, 1907.

107. *Ibidem.*

108. *Princeps in compendio, Punctum X* : « De intimo principis : Solent aliqui principes habere unum quem sibi ex omnibus diligunt quem prae ceteris amant. cui se prae ceteris confidunt, cuius consilia prae ceteris sequuntur; mihi quidem prohibendum non videtur quin principes virum aliquem gravem. expertum et confidentem habeat, cui mentem suam patefacere, secreta aliqua quae forsitan non omnes scire vellet cum ipso fonferre et consilium illius expetat. sequatur etiam si ita sibi vihebatur : sed non ita se abjiciat; ut nihil sine illius praescitu resolvere. nihil praeter voluntatem et opinionem eius agere nil nisi consilium eius sequi posse videbatur. Quod ille approbat hoc bonum quod reiecerit, hoc malum esto...

« Non permittat (Princeps) inquam ut unus ministri spiritus se extollet sed ipse auctoritatem suam conservet... » Édition O. Redlich, *op. cit.*

l'espagnole, parce que celui-ci usurpe l'autorité du souverain, mais il admet qu'un homme d'expérience ait la confiance de son prince, pour des affaires qui ne peuvent être divulguées à de trop nombreuses personnes. La distinction est en fait bien subtile et le conseiller sûr pouvait à la longue s'ériger en ministre tout-puissant, à moins que, comme sous l'empereur Léopold I^{er}, le confident ne fût étranger au ministère.

Il y a donc communauté de vues entre le père Müller et l'auteur du *Princeps in compendio* : l'Église catholique inspire une pensée politique défavorable au premier ministre, afin de conserver au prince sa liberté de jugement et d'action. L'Église n'en avait d'ailleurs pas le monopole, car elle trouva un écho favorable dans les cercles gouvernementaux. Un demi-siècle après la publication du *Princeps in compendio*, un conseiller écouté de l'Empereur, le comte Jörger [109] condamne violemment le ministériat dans un mémoire intitulé : *Excerptiones contra primos Aulae ministros*, parce que :

1^o Ceux-ci, pas plus que le prince, ne peuvent à eux seuls embrasser toute la matière du gouvernement;

2^o Ils sont victimes de leurs passions et deviennent peu à peu de véritables tyrans, en brisant les privilèges, voire en tuant illégalement (*Exemplo cardinalis de Richelieu qui etiam regis amantissimos interfici curavit*);

3^o Ils épuisent le trésor en faisant des largesses à leurs propres favoris, aux dépens du peuple;

4^o Ils sont dangereux pour le pouvoir du prince. Jörger énumère tous les procès intentés à des premiers ministres [110].

Ce mémoire est intéressant dans la mesure où il traduit la mentalité d'un aristocrate, conseiller d'État, comblé d'honneurs par le souverain et représentatif d'un milieu dirigeant. Le premier ministre est considéré comme un homme dangereux pour l'autorité du prince, le respect de la légalité et les pouvoirs de la noblesse. On lui reproche au mieux d'être un tenant de l'absolutisme, au pire d'être un tyran.

Direction collégiale. — Mais si les milieux gouvernementaux de Vienne condamnent le ministériat, ils ne sont pas hostiles à une réforme du Conseil d'État et les esprits les plus avisés n'ont cessé de recommander l'emploi d'une commission restreinte, d'une *jointe*. L'auteur du *Princeps in compendio* y est très favorable : pour les affaires importantes le nombre des conseillers doit osciller entre 4 et 6, afin d'éviter la confusion dans la discussion et la fuite des secrets; ce que cinq n'ont pas vu, vingt ou trente ne seront pas plus capables de le voir [111]. C'est dans cette perspective que se situent les réunions de commissions de conseillers d'État [112], mais le théoricien le plus complet de la réforme opérée par l'empereur Léopold est le prince Gundacker de Liechtenstein,

109. Johann Quintin, comte Jörger, voir *infra*, liv. II, chap. IV.

110. HHSStA Vienne, ms. W 75 : J. Quintin Jörger, *Unterschiedliche Motiven*, f^o 85-89.

111. *Princeps in compendio*, Punctum III : « De consiliariis et quae circa consilium occurrunt... : Quantus autem numerus eorum esse debeat, videtur quatuor aut quinque et ad summum sex et non plures esse debere ob sequentes rationes :

« 1. Ob confusionem, cum in magna multitudine plerumque unus alterum impediatur et multum temporis in collegendis votis absumatur ut postea tot negotia expediri non possint.

« 2. Propter taciturnitatem, cum impossibili sit in tanto numero secretum observari.

« 3. Ipsi quoque Principi grave est tot colligere et omnia memoria retinere, sed saepissime in tanta multitudine personarum et diversitate votorum Princeps ipso confunditur et in faciendo resolutione forsan etiam perturbatur et licet communi adagio dicatur plus vident oculi, quam oculus, respondetur tamen quod quinque oculi consiliorum, qui eas, quas diximus condiciones habuerint, non viderint, nec viginti nec triginta visuros. » Édition O. Redlich, *op. cit.*, *loc. cit.*

112. Voir *infra*, liv. II, chap. VI, « La Députation ».

qui pendant un demi-siècle proposa de réformer le Conseil d'État [113] et consigna ses réflexions dans un mémoire destiné à l'empereur Ferdinand III pour l'instruction de Ferdinand IV et la bonne organisation du Conseil d'État [114]. Au terme d'une existence consacrée au service des Habsbourg, le prince Gundacker (frère du prince Charles de Liechtenstein qui fut chargé d'appliquer en Bohême les mesures politiques et religieuses décidées par Ferdinand II) préconisait :

1° La formation d'une commission exécutive du Conseil d'État qui délibérerait dans une pièce séparée, afin que les conseillers expriment plus librement leur opinion qu'ils ne le feraient en présence du souverain;

2° L'étude sérieuse des dossiers avant la réunion de la commission. Le principal ministre pourrait mettre les autres conseillers au courant de l'affaire suffisamment à l'avance pour que ceux-ci puissent réfléchir et peser leur décision;

3° Faire comparaître les rapporteurs spécialisés (par exemple les conseillers des Finances) uniquement devant la commission, et non plus devant la réunion plénière du Conseil d'État, présidée par l'Empereur;

4° La rédaction d'un rapport bref et substantiel par la commission qui le soumettrait ensuite à la décision impériale;

5° La répartition des affaires selon la compétence de chaque conseiller d'État appelé en commission [115].

Les recommandations du mémoire de Liechtenstein entrèrent en vigueur dans la réforme de 1665 [116] sauf en ce qui concerne le dernier point. Il semble bien qu'une spécialisation des ministres de la Conférence ait été décidée à ce moment, mais la correspondance diplomatique ne confirme guère ces dispositions initiales [117]. Quoi

113. Les différents projets de réforme du Conseil d'État ont été étudiés par O. von Mitis, qui a utilisé des documents originaux conservés dans les archives privées de la famille Liechtenstein pour son article : « G. von Liechtenstein Anteil an der kaiserliche Zentralverwaltung (1606-1654) » dans *Beiträge zur Neueren Geschichte Österreichs*, t. IV, 1908, p. 35-118.

114. BN Vienne, ms. 10286, f° 14 à 20 : *Gutachten über die Edukation eines jungen Fürsten und gute Bestellung des Geheimen Rathes*.

115. Mémoire du prince Gundacker de Liechtenstein I, section I : « Manier wie der geheime rath kan nuzlich gehalten werden. » Après avoir formulé un certain nombre de critiques à l'égard du Conseil, tel qu'il fonctionnait sous Ferdinand III, le Prince développe les principaux aspects de la réforme : « ...Nemblich, dass sie Anordneten :

« 1. Das der Geheime Rath nicht in der gegenwart, sondern in einem Absonderlichen hierzu Verordneten Gemach gehalten wurde, denn hierdurch wurde mit vill mehrers frechheit von den geheimen, dass was sie nicht recht gehört oder verstanden, erkundiget, der ermangelnde bericht ein gezogen auch under einander die sache disputiert, enuclirt und erörtert werden.

« 2. Wen ein wichtige sach Zuberathschlagen vorfelt, dass der ienige geheime Rath (so das collegium dirigirt, die stimben samblet und schnliesst denen Andern voran angezeigte, wasz sie berathschlagen sollen und eine zeit benennte, wenn sie die selbe sach Zuberathschlagen vornehmen wollen, damit sie under dessen Zeit haben, die selbe reifflich Zuerwegen und also Ihr Mainung darauf desto gründlicher Erthailen Khönnen.

« 3. Dass alle andern Rathsmittel die da Anizeo vor Ihr Keyl Meyl Persohn, sondern nur vor dero geheimen Raths collegio, Ihre Rath schläg und guet achten vörbrächten, und dass hinüber der geheime Rath berathschlage, solche nach beschaffenheit verwürfe, bestetige oder verendete.

« 4. Dass der geheime Rath sein guetachten (iederzeit mit vermeldung der ursachen warumb diser mainung er sey) yber die ihme von den Andern Raths mitteln vorgebrachten schrifftten Kürzlichen und substantiosi schrifftlich Ihr meyt geben und solches die ienigen geheimen rätthe, die diser mainung sein. »

BN Vienne, ms. 10286, f° 15 v.

116. Voir *infra*, p. 000.

117. Dépêche de Grémonville au roi, Vienne, 26 février 1665 : « On a donné au comte de Lamberg, Grand Chambellan, l'expédition des affaires d'Espagne. (Auersperg) est allé à Baden sous prétexte du mal des reins; l'on croit qu'à son retour on luy donnera les expéditions des affaires de l'Empire, dont il a plus de connaissance que pas un des autres ministres... On a donné au comte Nostitz, Chancelier de la Bohême, la commission des affaires de Pologne et au comte Sinzendorff, Chancelier de la Cour, celle de l'Autriche supérieure, inférieure et intérieure. » A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 23, f° 263-264.

qu'il en soit, la création correspond à des besoins, à des tendances profondes, tant de la part du souverain que des milieux gouvernementaux. Seul le prince Auersperg, candidat au poste de premier ministre (parce qu'il avait été premier ministre des dernières années du règne de Ferdinand III) désapprouva ouvertement cette réforme importante du Conseil d'État et chercha vainement à se faire nommer cardinal, pour récupérer les prérogatives d'un premier ministre. Ses intrigues entraînèrent finalement sa chute en 1669 [118], car en dépit de certaines faiblesses l'Empereur ne voulut jamais revenir sur la réforme de février 1665.

L'ÉVOLUTION DE LA CONFÉRENCE SECRÈTE

Le fait que la Conférence se compose d'un petit nombre de commissaires nommément désignés par l'Empereur parmi les conseillers d'État, nous permet de savoir qui a fait la politique autrichienne de 1665 à 1699. À partir de procès-verbaux encore existants aux Archives de Vienne, en utilisant les rapports des diplomates étrangers en poste à Vienne (nonce apostolique, ambassadeurs de Venise et d'Espagne, résidents français et suédois) il nous a été possible de dresser un tableau de fréquence des sessions avec la présence des différents conseillers d'État. On peut en conclure qu'il y a eu quatre ministères au cours de la période considérée (par ministère il faut entendre des groupes dominés par une plus forte personnalité, qui ne joue en aucun cas le rôle d'un premier ministre omnipotent).

Un premier examen de ce tableau montre une opposition entre la période antérieure à 1683 et celle postérieure au siège de Vienne. Il s'agit en fait d'une simple coïncidence, ou plus exactement d'un phénomène de « génération », les conseillers choisis par l'Empereur au début de son règne, à cause de leur âge et de leur expérience, meurent vers 1683 et sont remplacés par une nouvelle équipe, dont les traits apparaissent nettement vers 1685. Cette équipe est restée en place jusqu'en 1699, l'Empereur évitant le plus possible le changement de conseillers, son caractère répugnant à renvoyer des gens, même s'il ne se faisait aucun doute sur la qualité de leurs services : les disgrâces d'Auersperg, Lobkowitz et G. L. Sinzendorff ont été justifiées par des abus de pouvoir ou des malversations de la part de ces ministres et l'Empereur a longtemps hésité avant de les chasser. On peut donc distinguer quatre grands ministères avec une période de flottement entre 1682 et 1685.

1. Le « ministère » Lobkowitz (1665-1673).

Les débuts du ministère Lobkowitz se confondent avec ceux de la Conférence secrète et coïncident avec la mort du prince Portia; en effet, quelques jours après la mort de ce dernier, le prince Wenceslas Lobkowitz reçut la plus haute charge de la Cour et de la Monarchie, celle de grand maître d'hôtel de l'Empereur [119]. Il était appelé en même temps à siéger à la Conférence secrète, en compagnie des princes Auersperg et Annibal

118. Un exposé détaillé de la question se trouve dans l'ouvrage d'Adam WOLF, *Wenzel Fürst Lobkowitz, op. cit.*

119. *Der Obersthofmeister*, voir l'instruction du 20 novembre 1655 pour Auersperg : *Instruktion... In solchem Obrist Hoffmeisteramt Verhalten*. HHStA Vienne, *Habsburg Lothring. Familienakten Signatur* IFI, Hofmarschallamt. Elle reprenait, sans la modifier, l'instruction du 6 avril 1637.

de Gonzague, des comtes Lamberg et Schwarzenberg [120]. A bien des égards le choix du jeune souverain était fort judicieux, car le talent, la naissance et la fortune faisaient de Lobkowitz l'un des hommes les plus dignes d'exercer ces hautes fonctions.

L'homme. — « Grand, gros et courbé, le visage assez agréable et même beau pour son âge (à cette date, en 1671, il avait 64 ans) il est d'une maison ancienne du Royaume de Bohême... Il a employé une partie de sa jeunesse à voyager, il a appris avec soin les langues latine, italienne, françoise, espagnole, il a même un peu esté à la guerre et après quelques employs de moindre considération, il a exercé la charge de Président du Conseil de Guerre... C'est un grand et habile ministre, profond dans son dessein patient et caché dans les manières de les faire réussir, connoissant parfaitement le génie du prince et de la Cour. Au reste il a eu de grands bienfaits de l'Empereur et en a tiré depuis quelques temps des sommes considérables au delà de ses appointements [121], il vit en grand seigneur et tient ordinairement une bonne table [122]. »

Il est malaisé d'évaluer exactement la fortune de Lobkowitz, qui était considérable tant en Silésie, où il avait acquis le duché de Sagan, qu'en Bohême où il possédait, en 1672, 70 villages, 10 demeures nobles, 4 châteaux et 3 villes non privilégiées [123] correspondant à une contribution de 1 042 « unités fiscales » (le fisc ne possédant plus que 889 « unités fiscales ») [124]. C'était en tout cas une fortune foncière solidement assise, qui le mettait à l'abri du besoin et lui ôtait toute envie d'accepter des « douceurs ». Certains historiens autrichiens l'ont accusé d'avoir reçu de l'argent français, rien ne nous permet de l'affirmer, et les diplomates français n'ont même pas essayé de le faire. Il ne figure sur aucune liste, alors que le grand chambellan comte Lamberg ou le président des Finances comte Sinzendorf acceptaient des présents. Sa fortune lui donnait également une grande indépendance d'esprit. Il n'était pas laborieux à l'excès et quand il avait assisté au Conseil le matin, il faisait la sieste l'après-midi [125], car il n'avait pas à s'imposer un labeur acharné. D'humeur bizarre, changeante, il était sujet à de violentes et soudaines colères, il s'emportait alors en public et ne mesurait guère ses paroles [126]. Deux incidents sont à cet égard caractéristiques, l'un avec son rival, le prince Auersperg, l'autre avec le ministre de France Grémonville. Celui-ci nous rapporte qu'une discussion violente s'est élevée en plein Conseil entre les deux ministres, à propos

120. Au cours de l'année 1665, sur 12 conférences, on sait que Lobkowitz a participé à 10, Auersperg à 8, Lamberg à 8, Schwarzenberg à 8, et Gonzague à 9. Auersperg n'avait plus alors aucune fonction aulique et ne dirigeait aucun dicastère. Lamberg était, en revanche, grand chambellan, Schwarzenberg président du Conseil aulique (Reichshofrat) et Gonzague président du Conseil de la Guerre où il venait de remplacer Lobkowitz. HKA Vienne, *Hofzahlamtsbuch*, 1665.

121. Les appointements réguliers de Lobkowitz étaient faibles : en 1670 6 200 florins par an comme grand maître d'hôtel et conseiller d'État. HKA Vienne, *Hofzahlamtsbuch* n° 114, 1670. Il touchait en outre une gratification forfaitaire de 7 000 florins par an, assignée sur le Deputirteamt en Bohême. *Kaiserlicher Befehl* du 22 septembre 1665. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 347. La gratification n'est pas liée à la personne, mais à l'office et renouvelée à chaque changement de titulaire jusqu'en 1699 (nomination du comte Harrach).

122. BN Paris, ms. français 8997. *Mémoires de la Cour de l'Empereur*, 1671, f° 5-6.

123. *Kaiserliches Assecuratorium für Ihre fürstl. Durchlaucht Wenzel von Lobkowitz Dessen Erben und Nachkommen Herzogen zu Sagan Dato Wien den 22-VIII-1672*. HKA Vienne, ms. 114, anno 1672.

124. *Böhmisches Kataster*, 1699, HHStA Vienne, ms. n° W 996.

125. Le comte Windischgrätz déclare à E. Pudendorf, à propos de Lobkowitz : « ... er sei ein rechter spanischer Minister, der seine Commodität haben und sich nicht zu viel arbeiten wollte. Nach dem mittags Mahlzeit, wenn er den Morgen zuvor dem Consilio assistiret, müsse er seinen ordentlichen Schlaf haben... » Journal de Pudendorf, HHStA Vienne, ms. W 643, p. 109.

126. « ...Vir magni et acutissimi ingenii, aber wenn ich es ohne scheu sagen soll, non sine mixtura dementiae..., indem er auf seine experienz pochet, verachtet er andere neben sich und machet keine grosse difficultät jemand ohne noth zu offendieren... » E. PUFENDORF, *Bericht*, édition Helbig, Leipzig, 1862.

de la candidature du prince de Palatinat Neubourg au trône de Pologne. La dispute se poursuivait dans l'antichambre de l'Empereur : « Le prince Lobkowitz dit tout haut à trois Conseillers que le prince d'Auersperg était un cornard et pire encore, un traître à l'Empereur, qu'il voulait lui donner de son épée sur la tête [127] ». L'ire de Lobkowitz n'épargna même pas le roi de France. A propos d'une querelle de place au théâtre de la Cour, Lobkowitz voulut chasser Grémonville d'une place que celui-ci avait coutume d'occuper. Le prince s'emporta tellement qu'il déclara à Grémonville que son roi était un c... Résultat : Lobkowitz fut obligé d'envoyer une lettre d'excuses au roi, lorsqu'une médiation du nonce eut mené à un compromis [128]. Un tel propos est d'autant plus surprenant que Lobkowitz passait pour le chef d'un « parti français ».

Une des maximes constantes de Lobkowitz fut en effet d'éviter à tout prix une rupture entre l'Empereur et la France. Dès son arrivée au pouvoir il donna les assurances les plus formelles à Grémonville : « (Lobkowitz)... m'a renouvelé ses protestations de n'estre pas moins fidèle serviteur à Votre Majesté qu'à l'Empereur puisqu'il croit ne rien faire de plus avantageux pour son devoir et pour l'intérêt de son maistre que de procurer de toutes ses forces la bonne correspondance entre vos Majestés [129] », non qu'il y vit le moindre intérêt personnel, mais il estimait que les États héréditaires de l'Empereur avaient besoin de paix pour mener à bien la reconstruction et devaient, par conséquent, se garder de toute aventure, même si cette politique était contraire aux intérêts de la Maison d'Autriche et de la monarchie espagnole.

Sa politique. — En refusant toute aventure il se faisait le continuateur de la politique du prince Portia et trouvait chez l'Empereur un écho favorable, dans la mesure où la politique de rapprochement avec la France rétablissait le crédit des Habsbourg dans l'Empire. « (Lobkowitz)... m'a juré qu'il ne représentoit autre chose à Sa Majesté Impériale que la maxime de l'Empereur Rodolphe qui disoit ne pouvoir estre en autorité et en repos en Allemagne qu'estant en bonne intelligence avec la France [130]. »

Il est remarquable que Lobkowitz ait appliqué ces principes avec une grande fermeté de caractère, même après les débuts de la guerre de Hollande, ce qui devait finalement entraîner sa chute en 1674 [131] : au moment où il devenait difficile de défendre l'alliance française et où tous les autres ministres y renonçaient, Lobkowitz défendait ses idées avec obstination, s'attirant même le blâme impérial, aussi bien dans le Conseil que dans des billets que lui adressait le souverain [132]. La rupture ouverte avec la France, en 1673, voulue par l'Empereur, les autres ministres et l'opinion, ruinèrent tout son

127. Grémonville au roi, 30 juillet 1669. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 34, f° 85. Cet incident ne faisait d'ailleurs que renouveler celui du 10 janvier 1666, où à propos de la nomination du bourgmestre de Vienne, Lobkowitz qualifia à plusieurs reprises et en plein Conseil Auersperg de *traître*. Dépêche de Grémonville du 14 janvier 1666, C.P. Autriche, vol. 24, f° 17.

Sur l'incident de juillet 1669, voir également le rapport du nonce au cardinal secrétaire d'État du 28 juillet. Édition Levinson, A.Ö.G. 103, p. 516.

128. En montrant le portrait du roi que Grémonville portait au cou, Lobkowitz aurait dit que Louis XIV « sete un coglione ». Rapport du nonce du 12 juin 1672. Édition Levinson, A.Ö.G. 103, p. 590.

129. Grémonville au roi, 9 avril 1665. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 21, f° 72.

130. Grémonville au roi, 4 juin 1665. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 21, f° 188.

131. Voir à ce sujet les derniers chapitres du livre d'A. WOLF, *Wenzel Fürst Lobkowitz*, Vienne, 1869, ainsi que SCHWARZ, *The Imperial privy Council* et G. MECENSEFFY, « Im Dienste drei Habsburger Johann Weickhard Fürst Auersperg (1616-1627) » dans A.Ö.G. 114 (1938).

132. « L'Empereur, voyant qu'il n'avait pas la complaisance qu'il désirait s'éleva tout en colère en le taxant d'obstination. » Grémonville au roi, 14 avril 1672. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 42, f° 105. D'autre part E. PUFENDORF note dans son journal les progrès de la disgrâce de Lobkowitz : en juin 1673 l'Empereur estime que le prince est un traître non par intérêt, mais par *mala principia*. HHStA Vienne, ms. 324, f° 426.

crédit et sa disgrâce devenait inévitable. C'est pourquoi l'année 1673 marque la fin du ministère Lobkowitz, qui ne siège plus guère dans les conférences, même s'il conserve encore la charge de grand maître d'hôtel de l'Empereur. Et en 1674 il fut disgracié et condamné à résigner sa charge. Il mourut sur sa terre de Roudnice.

Pour notre propos il est intéressant de noter que la toute-puissance de Lobkowitz fut de brève durée, car l'Empereur sut toujours susciter des rivaux dans la Conférence, de façon à contrebalancer l'influence du principal ministre [133].

De 1665 à 1669 Lobkowitz eut à lutter avec Auersperg, chef du parti espagnol et son rival au poste de premier ministre. La disgrâce d'Auersperg, qui s'était vainement agité pour obtenir le chapeau de cardinal et devenir ainsi chef du Conseil, marqua le faîte de la puissance de Lobkowitz; il devint chef du Conseil, avec le droit d'opiner le premier en présence de l'Empereur et de diriger les débats en l'absence de ce dernier [134].

Comme l'écrivait le résident hollandais, G. Hamel Bruyninx [135], Lobkowitz était premier ministre sans avoir le titre, ce que l'Empereur lui refusa toujours, en dépit de toutes les démarches que le prince fit dans ce sens [136]. Très vite des divergences dans la conception de la politique étrangère l'opposèrent aux autres ministres de la Conférence. Lobkowitz tenait à poursuivre la politique de rapprochement avec la France, amorcée avec le traité de partage secret de la succession d'Espagne. Or, l'occupation des restes de la Lorraine ducale par l'armée française et la découverte de la conjuration des Magnats hongrois qui étaient accusés d'avoir reçu l'appui français, compromirent les bonnes relations entre Vienne et Paris. Tandis que Lobkowitz persistait dans sa bonne volonté à l'égard de la France [137], les autres ministres préconisaient un rapprochement avec l'Espagne et les puissances maritimes; il se trouva isolé face à Lamberg, Schwarzenberg et Hoher, le nouveau chancelier d'Autriche qui remplaça Gonzague, décédé à l'automne 1671. Lobkowitz déclare à Grémonville : « Ils étaient quatre ministres, comme quatre chevaux attachés à une charette, trois desquels l'emportaient dans le précipice et que tout ce qu'il pouvait était de l'arrêter [138]. » Il ne se fait donc aucune illusion sur son crédit et voit monter lentement la faveur de son nouveau rival, le baron Hoher, qui finira par le supplanter en 1673. Car si paradoxal que cela puisse paraître, son véritable successeur ne fut ni le prince Schwarzenberg, que l'Empereur n'aimait guère, ni Montecuccoli, qui préconisa une politique d'intervention contre la France en 1672. Ce dernier n'était appelé aux séances de la Conférence que lorsqu'il s'agissait de questions purement militaires [139], le véritable chef du Conseil fut le chancelier d'Autriche Hoher, qui, depuis 1671, s'occupait de plus en plus de politique étrangère.

133. Grémonville au roi, 3 mars 1667. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 26, f^o 144. Voir aussi dépêche du 1^{er} septembre 1666. Venise, Dispacci di Germania, filza 129.

134. «...Diese absonderliche Gnade verleihen, dass Ihr als ohne dies anjetzo mein erster Geheimer Rath und Oberster Hofmeister, von heut dato, wenn ich mich in dem Geheimen Rath befinden werde, das erste votum, in meiner Abwesenheit aber bei vorfallenden Consultationibus und allen Vorfällenheiten die Direction ohne einigen Eintrag und Hindernisse haben... » Billet de l'Empereur à Lobkowitz du 10 décembre 1669, édition Dvořák, A.O.G. 80, p. 490, à rapprocher de la promesse faite au même en 1666, *ibidem*, p. 476.

135. Lettre de Bruyninx au greffier des États généraux du 10 décembre 1671. Édition V. van Antal, *Weensche Gezantschapsberichten*, t. I, p. 24. Voir rapport de M. Zorzi du 14 décembre 1669. Venise, Dispacci di Germania, filza 134.

136. Lettre de l'Empereur au père E. Sinelli du 21 novembre 1669 : « Ego declaro, quod etiam in illud consentiam, saltem illa duo verba latina germanicentur et prius ponatur als main erster gehaimber rath (mon premier conseiller d'État)... Nam fateor istum titulum primi ministri ita semper mihi exosum esse... » Édition H. Kirchberger, p. 16, BN Vienne, 850-140 C.

137. Grémonville au roi, 28 mai 1671. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 40, f^o 69.

138. Grémonville au roi, 22 octobre 1671. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 41, f^o 87.

139. Lettre de Bruyninx du 10 décembre 1671, *Weensche Gezantschapsberichten*. Édition Antal, t. I, p. 26.

2. Le « ministère » Hoher (1673-1681).

Ses origines. — Hors un commun dévouement au monarque et à l'État, deux hommes peuvent être difficilement plus différents que ne l'étaient Lobkowitz et Hoher. Tout les oppose : naissance, formation, mentalité, idées politiques. Jean-Paul Hoher n'est pas un aristocrate, mais un juriste, un savant, qui doit son ascension sociale essentiellement à ses capacités. Né en 1616 à Fribourg-en-Brisgau, dans une famille venue de Masvau, en Haute-Alsace, il fit ses études à Fribourg où son père était professeur à la faculté de droit. Originaire des domaines rhénans de la Maison d'Autriche, il n'est entré qu'assez tard au service de l'Empereur [140]. Il quitte Fribourg en 1635 et s'installe au Tyrol, à Bozen (aujourd'hui Bolzano) où il exerça la profession d'avocat, avant d'entrer au service de l'archiduc d'Innsbruck. Conseiller du gouvernement en 1652, nommé vice-chancelier du Tyrol en 1655, il fut anobli en 1660. Le véritable tournant de sa carrière fut sa mission à la Diète d'Empire, à Ratisbonne, où il put mettre en valeur sa connaissance du droit public allemand. En 1663 l'Empereur le nomma membre du Conseil aulique d'Empire et en même temps commissaire à la Diète (où l'archiduc d'Autriche était directeur du collège des princes) [141]. Il fut si content de ses services qu'il le rappela à Vienne en 1665 pour le nommer vice-chancelier d'Autriche [142], renouant ainsi avec la tradition du xvi^e siècle, qui plaçait des juristes dans le Conseil, à côté d'authentiques aristocrates. Le 1^{er} janvier 1667 Hoher était nommé chancelier d'Autriche (*Österreichischer Hofkanzler*) et conseiller d'État. L'Empereur avait hésité quelque temps, mais il préféra le talent à la naissance [143] et les autres ministres ne pardonnèrent jamais à Hoher ses origines bourgeoises. En 1671, alors qu'il était déjà baron de Hohengran, le margrave de Bade lui reprochait de n'être pas un homme de qualité, mais un cuistre [144] qui ne mène pas le genre de vie noble, ne participe à aucun divertissement et passe sa vie à travailler. S'il est parfois absent (et les absences deviendront de plus en plus fréquentes avec l'âge) c'est qu'il souffre de la goutte, ce n'est pas parce qu'il va à la chasse [145].

Sa politique « absolutiste ». — Nous avons vu quel intérêt l'Empereur manifestait pour le droit public allemand et les compétences que Hoher possédait dans ce domaine ont séduit l'Empereur : « M. le Chancelier Ocker s'est fait connaître si nécessaire pour

140. Il n'existe aucune biographie exhaustive de Hoher. Voir l'article de l'*A.D.B.*, t. XII, p. 520-521, ainsi que la notice de SCHWARZ, *The Imperial Privy Council*, p. 247. Nous n'avons pu jusqu'ici retrouver ni testament, ni « fonds Hoher ».

141. « Jean-Paul Baron de Hoker, Chancelier, c'est à dire proprement Secrétaire de la Cour, qui, en cette qualité, entre au Conseil de la Conférence avec les trois autres ministres est originaire de Fribourg en Brisgavie, fils d'un Docteur en Droit. Il a passé sa jeunesse dans l'estude de cette science qui lui a donné l'entrée dans les affaires de l'Empereur, particulièrement à la Diette de Ratisbonne où il a résidé longtemps avant que d'arriver au poste de Chancelier. » BN Paris, ms. français 8997, f^o 9. *Mémoires de la Cour de l'Empereur*, 1671.

142. Dépêche du 27 décembre 1665. Venise, Dispacchi di Germania, filza 128.

143. Pour consoler son concurrent malheureux Max Ferdinand, comte de Sprinzenstein, qui appartenait à une bonne maison de Basse-Autriche, l'Empereur promit à ce dernier l'expectative de la charge de maréchal ou de gouverneur de Basse-Autriche dès qu'elle serait vacante. Billet de l'Empereur du 5 mars 1667, publié par Dvořák, *A.Ö.G.* 80, p. 479. Voir aussi la dépêche de M. Zorzi du 18 septembre 1667 : « Elevato al posto per la sola sua virtù, de conditione per altro ordinaria e di poche fortune. » Venise, Dispacchi di Germania, filza 131.

144. Déclaration du margrave Hermann von Baden à E. Pufendorf : « Im grunde ist Hoher nicht mehr als ein pedant. » E. PUFENDORF, *Tagebuch*. HHStA Vienne, ms. 324, f^o 114.

145. « Er ist zu gleich vir laboriosissimus und von dem man mit Wahrheit sagen kann, dass ungeachtet seiner öfteren Incommodität von der Gicht, er kein ander Divertissement als in der Arbeit und in den Affairen suche... » E. PUFENDORF, *Bericht*, édition Helbig, p. 70-71.

les délibérations qu'on a à prendre sur les affaires de la Diète que l'Empereur s'est résolu de le retenir ici nonobstant les instances que M. l'Archevesque de Salzbourg peut faire pour son retour [146]. » Quoique né sujet autrichien, Hocher était tout naturellement orienté vers les affaires d'Empire, le renforcement de l'autorité impériale et la défense des frontières de l'Empire contre les empiètements français. Certains historiens ont voulu en faire un membre du parti espagnol [147] dans la mesure où il a toujours été réticent à l'égard de la France. Le fait qu'il ait été mis dans la confidence du traité de partage secret de la Succession d'Espagne suffirait à prouver le contraire [148]. En réalité, c'était un patriote allemand qui plaçait les intérêts de l'Empire et des pays héréditaires au-dessus de tout. Sa charge de chancelier d'Empire aurait dû l'orienter vers l'administration et les questions judiciaires concernant la Basse-Autriche, l'Autriche intérieure et le Tyrol, mais déborda très vite ce cadre relativement limité et où sa naissance n'était pas, à priori, un obstacle. En 1667 c'est lui qui est chargé de composer une réponse au mémoire sur les droits de la Reine très Chrétienne, dans l'affaire du droit de succession aux Pays-Bas [149]. En même temps il désigne directement avec l'Empereur et sans en référer au Conseil d'État, le comte Francesco della Torre comme ambassadeur à Venise [150]. Ce n'était pas une mesure vraiment illégale, puisque le souverain, assisté de son chancelier signait tous les actes officiels et que formellement les délibérations du Conseil d'État n'avaient aucune valeur légale. Une telle mesure était pourtant contraire à l'esprit du gouvernement de la Monarchie; elle montre une fâcheuse tendance à négliger les Conseils et pour tout dire une tendance absolutiste. Nous n'avons pu, jusqu'à présent, retrouver d'écrit théorique de la main de Hocher, montrant quelle était sa conception de l'État, mais son comportement montre qu'il était très attaché à l'autorité du souverain.

Il fut chargé de présider le tribunal d'exception qui jugea les chefs de la conjuration des Magnats, en 1670. Il mena l'enquête avec beaucoup de rigueur et de discrétion [151]. Encore qu'il n'ait pas été le seul responsable de l'exécution des sentences prononcées contre Pierre Zrínyi, Nadásdy et Frangepani, il n'est pas de ceux qui ont suggéré la clémence de l'Empereur [152], car il voyait dans toutes les tentatives de rébellion un crime majeur. Juriste, bourgeois, formé en Europe occidentale, disciple de Machiavel sans trop oser l'avouer, Hocher n'avait pas les mêmes indulgences que des aristocrates d'Europe centrale pour les libertés traditionnelles [153]. Il appartenait en vérité à ce

146. Grémonville au roi, 17 mars 1667. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 23, f° 303.

147. Samuel J. MILLER et John SPIELMAN Jr, *Cristobal Rojas y Spinola (1626-1695)*, Philadelphie, 1962, p. 25.

148. La ratification du traité « a été signée et scellée par le Chancelier Ocher auquel on a confié le secret comme à une personne d'entière fidélité ». Grémonville au roi, 8 mars 1668. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 29, f° 242.

149. « Le Chancelier Oker a composé une réponse à l'escrit qu'a produit Votre Majesté. Il l'a communiquée à quelques personnes de cette cour, mais elle ne sera point publiée très certainement. » Grémonville au roi, 2 juin 1667. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 26, f° 325-326.

150. Dépêche de M. Zorzi du 24 juillet 1667. Venise, Dispacci di Germania, filza 131. De même il traite seul des affaires du Tyrol : « Per voluntatem Caesaris ». E. PUFENDORF, *Tagebuch*, f° 112.

151. Dépêche de M. Zorzi du 5 juillet 1670. Venise, Dispacci di Germania, filza 135. Pour les interrogatoires voir la publication de V. BOGUSIĆ, *Acta conjurationem Petro Zrinio... Illustrantia*, Zagreb, 1888.

152. Voir la décision du Conseil d'État du 24 avril 1671, préparée par une réunion de la Conférence le 21 avril. Citée par A. WOLF, *Wenzel Fürst Lobkowitz*, p. 310-312. A rapprocher de la dépêche de M. Zorzi du 2 mai 1671. Venise, Dispacci di Germania, filza 137.

153. « ...wird auch allezeit consilio ad absolutam Monarchiam spirantiae seinem Herrn suppediti-
tiren. » E. PUFENDORF, *Bericht*, édition Helbig, Leipzig. « L'Empereur s'est affirmi dans les sentiments qu'il a encore aujourd'hui par les maximes que luy a suggéré le baron Hocher, qui a esté Chancelier d'Autriche avant M. Stratman. Elles tiennent beaucoup des principes de Machiavel et l'Empereur les suit sans scavoïr d'où elles ont été tirées. » Mémoire de M. OBRECHT, concernant la Cour de Vienne, 1698. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 70, f° 113.

petit groupe d'hommes qui aurait pu réorganiser les États de l'Empereur. Ce n'est pas pour rien qu'il était lié d'amitié avec le père Rojas, dont nous aurons l'occasion de reparler. Celui-ci a certainement appuyé le nouveau chancelier auprès du souverain, qui l'a très vite élevé aux plus hauts postes.

Sa carrière. — En 1669, Hoher est admis à la Conférence secrète et commence à s'occuper régulièrement de politique étrangère, bien que sa formation première ne l'y ait guère préparé : « Au moment de son entrée en fonction, il savait peu de choses des intérêts et de la puissance des princes étrangers, mais j'ai pu remarquer pendant mon séjour à la Cour, qu'il s'était peu à peu informé et amélioré, en particulier en s'entretenant avec les ministres étrangers [154]. » Au début de 1671, l'Empereur qui commence à se méfier de Lobkowitz, le charge de traiter avec Grémonville de l'affaire de Lorraine et de la garantie du traité d'Aix-la-Chapelle [155], et le résident français n'est guère enchanté de ce changement [156]. Les autres ministres non plus, car ils estiment qu'il n'a pas les qualités mondaines nécessaires pour exercer cet emploi [157]. En 1672, Hoher n'en a pas moins la confiance entière du souverain. Lobkowitz jouit encore de l'apparence du pouvoir, mais Hoher l'a supplanté à l'intérieur de la Conférence [158], et il conservera la faveur de l'Empereur pendant dix ans.

En 1681, le nouveau résident français Sébeville constatait : « Le Chancelier Oker a plus de crédit que luy (c'est-à-dire Schwarzenberg) sur l'esprit de l'Empereur, qui le croit fort désintéressé... » Il est homme d'esprit et qui voit fort clair les affaires, mais qui « a toujours les sentiments d'un avocat dont il a fait la profession plus de temps qu'il ne luy en reste à vivre, estant fort vieux, accablé de gouttes et de gravelle, et ne pouvant plus remuer ny bras ny jambes [159]. »

Par conséquent le ministère Hoher a duré très longtemps par la volonté de l'Empereur, qui a imposé un homme de talent aux milieux gouvernementaux, alors que ceux-ci n'ont jamais adopté Hoher [160]. Celui-ci a, en tout cas, beaucoup mieux maintenu l'équilibre entre les divers membres de la Conférence et introduit à Vienne un

154. « Von frembder Potentaten Interesse und Force hat er bei Antretung seiner Charge wenig gewusst, habe auch bei meiner Anwesenheit am Hofe deutlich mercken können, dass er sich nach und nach absonderlich durch die Conversation mit so vielerhand frembden Ministris informiert und sehr gebessert. » E. PUFENDORF, *Bericht*, p. 71.

155. Grémonville au roi, 29 janvier 1671. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 39, f° 94.

156. « Gramonville è vivamente ferito delle novità... Dall, Hoher raccogliera scarsissima sodisfazione... » Dépêche de M. Zorzi du 14 mars 1671. Venise, Dispacci di Germania, filza 137.

157. C'est l'opinion du comte Königsegg, vice-chancelier d'Empire : « Herr Hoher sey noch nicht lang in der charge, und weisse nicht recht wie mann mit Cronen negotiiren müsste. » E. PUFENDORF, *Tagebuch*, HHStA Vienne, ms. 324, f° 112. C'est également l'opinion du nonce : « Uomo per la sua condizione et essercitio poco capace di queste materie. » Rapport du 8 avril 1673, édition Levinson, A.O.G. 106, p. 640.

158. Le vice-chancelier d'Empire Königsegg confie à Pufendorf le 29 mai 1672 : « Hoher gelte mehr als alle Geheimbe Räthen, auch den Fürsten von Lobkowitz selbst darvon nicht ausgeschlossen. » *Tagebuch*, HHStA, ms. 324, f° 278.

Sur 13(45) conférences tenues cette année-là, Hoher a assisté à 13. A partir de 1674 c'est Schwarzenberg qui assure la présidence mais Hoher en demeure le véritable chef. En 1682 il participe encore à 7 conférences sur 10, en dépit de ses infirmités.

159. *Portrait du Gouvernement de Vienne*, A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 50, f° 148-150. A cette date les principaux membres de la Conférence sont Schwarzenberg, Königsegg et Hoher, Lamberg se désintéressant de la vie politique, bien qu'il occupe toujours la charge de grand maître d'hôtel de l'Empereur. Le rapport de Sébeville est confirmé par le résident hollandais Hamel Bruyninx : le crédit du baron Hoher, parce que celui-ci est malade et qu'il ne peut plus marcher, mais l'Empereur ne lui a pas retiré sa confiance. Lettre du 4 mai aux états généraux, *Weensche Gezantschapsberichten*, édition Antal, t. I, p. 252.

160. Celui-ci, marié deux fois, a épousé en secondes nocces une jeune fille de la petite noblesse : Rosina von Enzenberg zu Schlanders, en 1660. Il ne pouvait donc profiter d'un mariage pour s'intégrer, le cas échéant, aux milieux de la Cour.

style beaucoup plus proche de celui des grands commis de la monarchie française, que du style généralement adopté par les aristocrates d'Europe centrale. Au demeurant le bilan du ministère Hoher est assez mince, puisque l'Empereur fut entraîné malgré lui dans la guerre de Hollande[161] et que l'œuvre entreprise en Hongrie se solda officiellement par un échec à la diète de Sopron en 1681; il fallut rétablir toutes les libertés hongroises, au moment où la France, par la politique des Réunions et l'annexion de Strasbourg en pleine paix, menaçait plus que jamais l'intégrité de l'Empire.

3. Le « ministère » Sinelli (1681-1684).

De 1681 à 1685, le ministère va se renouveler progressivement, par suite de la mort des principaux membres qui avaient la confiance de l'Empereur. Il est intéressant de comparer les relations finales des ambassadeurs vénitiens Michiele et Contarini. En 1678, Michiele constate que le cercle restreint de la Conférence s'est élargi et qu'à côté de Schwarzenberg et de Hoher, siègent désormais les comtes Nostitz, Königsegg et Dietrichstein, la présidence étant assurée par le grand maître d'hôtel Lamberg[162].

En 1685, Contarini constate « qu'à présent Sa Majesté n'a aucun ministre ancien, sauf Königsegg; sont morts en effet le prince Schwarzenberg, le comte Martinitz, Burgrave de Bohême, le comte Zinzendorf, Grand Maître d'Hôtel (il succéda à Dietrichstein en 1683), le comte Nostitz, Chancelier de Bohême, ainsi que Hoher[163] ».

Dès le printemps 1681, le ministère a été profondément transformé par la mort de Montecuccoli, la disgrâce du président de la Chambre, comte Sinzendorf, et la retraite forcée du baron Hoher qui, cloué au lit par la goutte, ne peut plus ni marcher, ni participer activement aux délibérations de la Conférence[164].

A ce moment le ministère reposait sur l'évêque de Vienne, le comte Albert Zinzendorf, grand maréchal de la Cour, le marquis Hermann de Bade, président du Conseil de la Guerre, et le baron Abele, nouveau président de la Chambre[165], ces trois derniers étaient dévoués à l'évêque de Vienne.

L'évêque de Vienne. — A partir d'avril 1682, le personnage central de la combinaison est, en effet, jusqu'à sa mort, le nouvel évêque de Vienne : « Mr l'Evesque de Vienne est déclaré d'avant-hier Conseiller d'Etat et on le verra bientôt chef du Conseil selon toutes les apparences quoy que l'Empereur paroisse n'en vouloir point avoir[166]. » C'est que le nouvel évêque de la capitale était une forte personnalité, dont le rôle politique n'a pas été jusqu'à présent suffisamment mis en valeur. Emeric Sinelli était le fils d'un boucher de Komorn (Hongrie), il fit ses études au collège d'Ingolstadt en Bavière, chez les jésuites, mais s'il entra en religion ce fut chez les capucins, et à ce titre il participa à des missions en Basse-Autriche, où il obtint de nombreuses conver-

161. En 1674, avant la disgrâce officielle de Lobkowitz, E. Pufendorf note, en français, dans son journal « que M. Hoher voulait la paix et que l'ambassadeur d'Espagne en cela lui était contraire ». HHStA, ms. 324, f° 513. Et ce goût de la paix confirmé par des rapports était encore un point commun entre le souverain et le ministre.

162. *Relationen*, édition Fiedler, *Fontes Rerum Austriacarum*, II, t. 27, p. 181.

163. *Relationen*, édition Fiedler, p. 251 : « Al presente non hà la Maestà Sua alcun vecchio Ministro levato il Kinigsegg, morto il Principe di Svartzenburg. il conte Martinitz Burgravio di Bohemia, il conte di Zinzindorf Maggiord'uomo maggiore, il conte Nostiz Cancellier di Bohemia, e l'Ocher. »

164. Dépêche de G. Hamel Bruyninx aux États généraux des Provinces-Unies des 4 et 18 mai 1685, *Weensche Gezantschapsberichten*, édition Antal, t. I, p. 248-252.

165. Témoignage confirmé par la relation de l'ambassadeur vénitien Giustiniani, *Relationen*, édition Fiedler, p. 216.

166. Sébeville au roi, dépêche du 12 avril 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 53, f° 125.

sions [167]. Dans ce début de carrière rien d'extraordinaire, un homme du peuple, doué, entre en religion et participe, dans un ordre populaire, à des activités de la Réforme catholique. Or, c'est ce qui le fit remarquer du jeune souverain, qui le retint à Vienne et s'ouvrit à lui de ses préoccupations dès le ministère Lobkowitz, le père Emmerich servant d'intermédiaire entre son pénitent, le prince Lobkowitz et l'Empereur. Dès 1671 un observateur note « qu'un Père Emerik, capucin, qui n'a aucun poste à la Cour n'y d'autres raisons d'y venir que celle de son inclination intrigante... a part aux plus grandes affaires [168] ». Ce rôle a été mis en évidence par la correspondance régulière qu'entretenaient l'Empereur et le capucin [169].

En fait, à partir de 1670, le capucin est le confident du monarque, qui s'ouvre à lui de tous les problèmes qui le troublent; étant donné le caractère scrupuleux, hésitant de l'Empereur, ce conseiller occulte prit vite une place considérable dans le gouvernement, à côté des conseillers officiels. Dès janvier 1673, le nonce s'en plaint vivement : « Dans cette Cour, il n'y a pas d'autre moyen de faire pénétrer librement quelque suggestion, ni d'obtenir une décision quelconque si ce n'est par l'intermédiaire de ce frère, dont il faut acquérir les bons sentiments et les bonnes dispositions [170]. »

Pendant toute sa mission à Vienne, Esaias Pufendorf n'a cessé de solliciter l'appui du capucin, aussi bien dans les affaires du Reich que dans celles concernant les protestants hongrois. Dans ce dernier cas il a, de l'avis du nonce, toujours joué un rôle modéré et a défendu ses compatriotes contre les partisans de l'absolutisme et de la conversion forcée au catholicisme.

Il a usé de tout son crédit en faveur des Hongrois, mais ce qu'il obtint de l'Empereur dans les audiences est annihilé dans les séances du Conseil [171]. Il fut un de ceux qui ont poussé l'Empereur à convoquer à nouveau la diète hongroise en 1681, pour rétablir les libertés du pays et trouver un compromis avec les hérétiques. Il fut d'ailleurs très affecté par les difficultés rencontrées au cours de l'été 1681 [172] et par le demi-échec qui s'ensuivit. Pourtant il avait franchi une étape considérable à la fin de l'année 1680, de conseiller privé du souverain il était passé au rang de prince d'Empire, car l'Empereur, avec l'approbation pontificale [173], a nommé le père Sinelli évêque de Vienne. Sébeville le décrit ainsi : « Il est homme d'esprit, fort bon amy et fort droit, mais peu versé dans les affaires qui luy passent pourtant toutes par les mains quoy qu'il ne soit pas encore du Conseil, où il ne se résout jamais rien que sur son avis que l'Empereur luy demande le soir, sur tout ce qui s'y est proposé le matin; ainsy l'on ne scait presque jamais sa résolution le mesme jour du Conseil ou il n'aurait pas la force de décider à moins que les avis ne fussent unanimes, ce qui est fort rare. Mais le jour suivant il fait scavoïr sa volonté ou plustot celle du capucin, qui est fort vieux et fort

167. MAURER, *Cardinal Leopold Graf Kollonitsch*, p. 195.

168. *Mémoires de la Cour de l'Empereur*, BN Paris, ms. français 8997, f° 10.

169. L'existence de cette correspondance a été révélée par la thèse de M^{me} Helga KIRCHBERGER (BN autrichienne, dissertation n° 850-140 C), qui en prépare une édition complète pour l'Académie viennoise des Sciences.

170. « In questa corte non vi é altro forame da far penetrare qualche cosa con libertà e strappare qualche risolutione che per mezzo di questo frate, per il che é necessario il tenerselo bene affeto et animato ». Rapport du nonce au cardinal secrétaire d'État, 8 janvier 1673. Édition Levinson, A.Ö.G. 106, p. 635.

171. Rapport du nonce Buonvisi au cardinal secrétaire d'État, 25 septembre 1679, *ibidem*, p. 726.

172. « L'Evesque de Vienne a esté la semaine passée fort malade et on croit de chagrin d'avoir receu des reproches de l'Empereur de ce que les affaires de Hongrie n'alloient pas comme il luy avait promis. » Sébeville au roi, 14 août 1681. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 50, f° 245. Sur les difficiles négociations de la Diète de 1681, voir J. BÉRENGER : « La Hongrie des Habsbourgs au XVII^e siècle : République nobiliaire ou monarchie limitée ? » dans la *Revue historique*, 1967, t. 238, p. 31-50.

173. *Theatrum Europaeum*, t. XII, BN Paris, G. 905, p. 164.

gouteux, mais pourtant ferme et résolu et ne mesnageant que ses amis qui sont un petit nombre. Tous les vieux conseillers d'Etat, la plupart gens de grande qualité estant fort fachez de son crédit et de voir qu'il sera bientost à leur teste comme Evesque et je crois bien Cardinal, car je suis persuadé qu'il héritera du chapeau [174]. »

Le résident français analyse assez bien la part que le père Sinelli avait aux affaires, mais il est quand même trop optimiste en ce qui concerne le chapeau de cardinal, car le capucin est mort sans l'avoir obtenu. Beaucoup plus intéressante est la remarque que Sébeville fait sur le clan Sinelli et sur l'opposition des aristocrates du Conseil. C'est lui qui a recommandé le baron Abele, comme président des Finances, après la chute de Sinzendorf. C'est lui également qui a fait nommer le marquis Hermann de Bade président du Conseil de Guerre, à la mort de Montecuccoli [175]. Mais s'il est de bonne guerre qu'un homme influent se crée une clientèle, et si le phénomène n'a en soi rien d'extraordinaire, il est intéressant de noter que l'Empereur choisit comme successeur au bourgeois Hoher un religieux d'humble origine — non par hostilité systématique aux aristocrates, puisqu'il fera ensuite appel à un aristocrate tchèque, le comte Kinsky — mais par liberté d'esprit. Il voulait employer les talents sans tenir compte de la naissance de ses collaborateurs.

Le ministère Sinelli ne fut pas heureux. Après l'échec momentané de sa politique d'apaisement en Hongrie, la politique de fermeté qu'il préconisa à l'égard de la France n'eut pas beaucoup plus de succès, même après le succès des armées chrétiennes à la bataille du Kahlenberg et leur victorieuse campagne d'automne en Hongrie; pour se préparer à la lutte avec la France dans l'Empire et sauver éventuellement la Couronne impériale, il recommande à l'Empereur de cesser les hostilités en Hongrie. Il déclara en effet à l'envoyé du Hanovre « qu'il fallait absolument compter sur la guerre avec la France, l'Empereur ne pouvant accepter la paix aux conditions que Votre Majesté luy offre et encore moins la trêve pour vingt ans, parce que pendant un si long temps l'Empereur pourroit mourir, ce qui feroit perdre infailliblement la Couronne impériale à ses descendants, les quatre Electeurs du Rhin ne pouvant pas présentement avoir d'autre volonté que celle de Votre Majesté dans une élection, ce qui oblige l'Empereur de mettre le tout pour le tout dez à présent. Et dans cette pensée il a pris desja la résolution de renvoyer deux regimens de cavalerie et un de dragons joindre le corps de Wallis (sur le Rhin) [176]. »

On sait que l'Empereur se décida finalement à signer la trêve de Ratisbonne en 1684 et qu'il consacra tous ses efforts à la guerre contre les Turcs. Option fondamentale pour la monarchie autrichienne, dont l'évêque de Vienne n'était pas responsable, bien au contraire.

La nouvelle équipe. — Cette même période vit par ailleurs le renouvellement complet du personnel du ministère, par suite du décès des titulaires des principales charges. En avril 1683, à la mort du comte Nostitz, le comte Kinsky a été nommé chancelier de Bohême [177], tandis que Strattmann remplaçait le baron Hoher comme chancelier d'Autriche et que le comte Albert de Zinzendorf, grand maréchal de la Cour, était nommé grand maître d'hôtel à la place du comte Lamberg, récemment décédé [178]. En

174. Sébeville au roi, 8 mai 1681. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 50, f° 146-147.

175. Sébeville au roi, 7 mai 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 50, f° 168.

176. Sébeville au roi, Linz, 18 décembre 1683. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 56, f° 231.

177. Sébeville au roi, 15 avril 1683 : « Le comte Kinski est déclaré Chancelier de Bohême. » A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 54, f° 270.

178. Sébeville au roi, 25 avril 1683 : « Le Grand Mareschal est déclaré Grand Maistre, le Commandeur de Walstein Grand Mareschal, le comte de Mansfeldt capitaine des archers et le comte Colorado capitaine des Trabants au premier iour Monsieur Strattmann sera aussi déclaré chancelier de la Cour, ainsi voilà toutes les charges remplies. » A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 54, f° 284. Voir également SCHWARZ, *The Imperial Privy Council*, p. 389.

mai 1683 disparaissait la dernière personnalité de l'ancienne équipe, le prince Schwarzenberg, mort subitement après un conseil où il venait de s'opposer de toutes ses forces au parti de l'évêque de Vienne, favorable à la guerre contre la France [179]. Si l'on tient compte du fait que le baron Abele s'est démis de sa charge de président des Finances en février, se rendant bien compte de ses insuffisances, et qu'il a été remplacé par le comte Ursini Rosenberg le 25 mars 1683 [180], on peut bien dire que l'année du siège de Vienne voit la constitution d'une équipe entièrement nouvelle, dont les traits originaux se dégagent de la relation finale de l'ambassadeur vénitien Contarini, aussi bien que des minutes des procès-verbaux de la Conférence.

Après la mort de l'évêque de Vienne (1685) « sont restés dans la Conférence secrète le Prince de Dietrichstein, Grand Maître d'Hôtel (le comte Zinzendorf est mort le 6 octobre 1683), homme bon et fort intègre, le Grand Chambellan également Prince de Dietrichstein, qui appartient à l'entourage de l'Empereur depuis son enfance, est très aimé de ce dernier pour sa bonté, le comte Königsegg, vice-chancelier d'Empire, homme de grande expérience et de valeur, mais rendu impotent par des douleurs de la goutte et le meilleur d'entre-ceux qui participent aux Conférences, le Chancelier de la Cour Baron Strattmann... c'est un homme loyal et capable, mais de nature flegmatique et ferme dans ses opinions [181] ».

Si l'on tient compte du fait que les spécialistes, chefs du département ministériel (essentiellement les présidents de la Chambre des Comptes et du Conseil de Guerre) sont appelés en consultation pour des questions précises [182], il faut bien admettre que la Conférence secrète continue à jouer son rôle directeur dans la politique impériale.

Nous disposons d'une bonne documentation sur la Conférence pour la période 1685-1693, portant en moyenne sur une quarantaine de réunions annuelles [183]. La Conférence demeure donc une institution bien vivante et, conformément à sa vocation première, elle offre de multiples combinaisons. La plus originale est la commission qui associe le vice-chancelier d'Empire, comte Königsegg et le chancelier d'Empire baron Strattmann, pour traiter des questions diplomatiques et rédiger des instructions aux représentants de l'Empereur à l'étranger (par exemple 8 réunions en 1685, 12 réunions en 1689) ce qui prouve à la fois le caractère mal défini des deux chancelleries et le crédit des deux hommes auprès de l'Empereur. Il est difficile cependant d'indiquer autre chose que des fréquences de présence à la Conférence, tant la composition varie selon qu'il s'agit de politique militaire, financière ou internationale. Dietrichstein, président de droit comme grand maître d'hôtel, accuse une présence variant entre 60 et 90 %, sauf en 1689 où le déplacement de la Cour à Augsbourg et l'importance des questions à débattre, le relèguèrent au second plan; il n'assista pas à plus d'une séance sur trois, tandis que Königsegg ou Kinsky étaient là 9 fois sur 10. Ceux qui participaient le plus fréquemment aux réunions étaient, outre le grand maître d'hôtel, les trois chancelliers

179. Sébeville au roi, 27 mai 1683. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 54, f^o 334-338.

180. Sébeville au roi, 21 mars 1683 : « Le comte de Rosenberg qui estait à Francfort va estre déclaré Président des finances, qui ne le restera pas à ce qu'il dit. » A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 54, f^o 234, confirmée par dépêche du 25 mars, *ibidem*, f^o 244.

181. *Relationen*, édition Fiedler, *Fontes Rerum Austriacarum*, II, t. 27, p. 250-251 : « Sono rimasti nella Conferenza segreta il principe di Dietrichstein Maggiore d'Uomo Maggiore, soggetto di bontà et integerimi costumi : Il Camerier Maggiore pur Principe di Dietrichstein antico cortegiano dell'Imperatore sin dalla sua fanciullezza, per la sua bontà molto amato da Cesare : il Conte di Kinigsegg Vice Cancelliere dell'Imperio, huomo di grande esperienza, e valore, mà reso impotente dalla crudelta della podagra; è pero il meglio che nelle consulte habbi Cesare : Il Cancellier di Corte Baron Strattman... è huomo legale, e capace. mà di natura fervida et tenace nel sostenere la sua opinione... »

182. Relation finale de Contarini, *ibidem*, p. 252 et tableau des présences : le président de la Chambre et le président du Conseil de la Guerre sont appelés fréquemment en consultation.

183. Il s'agit essentiellement des *Vota und Konferenzprotokolle*, HHStA Vienne, *Vorträge*, Karton 6 à 8.

(Empire, Autriche, Bohême), ainsi que le cardinal Kollonich, auquel l'Empereur confia, à partir de 1685, des tâches de plus en plus nombreuses dans les affaires hongroises d'abord, dans le domaine financier ensuite [184].

POURCENTAGE DES PRÉSENCES

par rapport au total annuel connu des sessions de la conférence.

	1685	1686	1687	1688 (184)	1689	1690	1691	1692	1693
	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Dietrichstein	80	60	70		30	50	65	65	60
Strattmann	80	75	90		90	75	60	90	90
Kinsky		60	75		20	70	65	90	90
Königsegg		30	40		90	25	60	50	35
Kollonich			20			10	10	50	50
Baden	25	50	35					10	
Ursini Rosenberg...		50	60			60		80	

Néanmoins ce tableau fait ressortir l'importance du chancelier d'Autriche Théodore Althet, depuis 1685 comte Strattmann, qui, comme à la période précédant le chancelier d'Autriche Hoher, joua un rôle essentiel dans la Conférence, sans en être le président. C'était Strattmann le directeur de la Conférence et le principal ministre, même si le grand maître d'hôtel conservait les prérogatives dues à son rang, à sa naissance et à ses fonctions auliques.

4. Le « ministère » Strattmann (1684-1693).

Comme Hoher, Strattmann n'était pas né dans les pays héréditaires, mais Allemand d'Empire. A l'origine sujet de l'électeur de Brandebourg, il se mit au service du comte palatin de Neubourg, et c'est lui qui négocia le mariage de la fille de ce dernier avec l'empereur Léopold I^{er}. Cette négociation marqua le tournant décisif de sa carrière, car il fut à la fois remarqué par l'Empereur et appuyé par le comte palatin. En 1680 il devenait principal envoyé autrichien à la diète de Ratisbonne, tout comme dans les années 60 Hoher (qui avait quitté le service de l'évêque de Trente pour représenter l'Empereur à la diète de Ratisbonne) et c'est Strattmann qui fut choisi par l'Empereur pour succéder à Hoher, ce choix étant appuyé par la coterie Palatinat-Neubourg [186],

184. Ferdinand prince Dietrichstein, grand maître d'hôtel (*Obersthofmeister*), Théodore Althet, comte Strattmann, chancelier d'Autriche (*Österreichischer Hofkanzler*), Franz Ulrich comte Kinsky, chancelier de Bohême (*Oberster Bömischer Hofkanzler*), Leopold comte Königsegg, vice-chancelier d'Empire (*Reichs Vice-Kanzler*), cardinal Kollonich, évêque de Győr, le comte Ursini Rosenberg, président de la Chambre des Comptes (*Hofkammer Praesident*) et Armand, marquis de Bade, président du Conseil de Guerre (*Hofkriegsraths-Praesident*).

185. La statistique est établie à partir des listes de présence fournies par les procès-verbaux de la Conférence. Cependant ceux-ci sont trop peu nombreux pour l'année 1688 et il est impossible d'établir des fréquences.

186. *Relationen*, édition Fiedler, p. 251 : « Dopo la morte dell'Ocher sostituito del partito di Neoburg, da cui dispende. »

mais en vérité ce furent surtout son talent et ses qualités morales qui le distinguèrent aux yeux de l'Empereur. Il semble, en effet, avoir laissé une forte impression sur ses contemporains et un quart de siècle après sa mort, Rinck écrit de lui : « Le Conseiller d'État Strattmann était la consolation de son Empereur et de toute la Cour. Le travail ne lui fut jamais pénible et tout le monde aimait avoir à faire à lui. Ses mérites l'avaient élevé et son charme le maintenait au pouvoir [187]. » Rinck continue par une comparaison avec le chancelier de Bohême, comte Kinsky, dont les vues étaient peut-être plus pénétrantes que celles de Strattmann, mais dont le commerce était beaucoup moins aisé. Strattmann eut jusqu'à sa mort la confiance de son souverain qui regretta vivement sa disparition : « Et puis j'ai fait une grande perte pour ce que le Chancelier de la Cour Strattmann a trépassé dimanche dernier. Il est certain que c'était un homme prudent et sage, qu'il avait une grande capacité et activité dans la conduite des affaires, et qu'il savait s'y prendre pour traiter avec les gens... Je puis dire que je ressens fortement cette perte [188]. » Et dans sa réponse, le père Marco D'Aviano, qui a cependant continué d'écrire ce qu'il pense, semble partager le point de vue de son impérial correspondant : « J'ai toujours pensé que (le comte Strattmann) était la première tête auprès de Votre Majesté, expert dans toutes les grandes négociations. C'est pourquoi l'on ne peut nier l'importance de cette perte [189]. »

Avec Strattmann la charge de chancelier de la Cour connut à nouveau l'éclat que Hoher lui avait donné dans la période 1670-1680. Comme son prédécesseur, Strattmann dépasse largement les attributions strictes d'un chancelier autrichien, chargé de coordonner les gouvernements des différents pays héréditaires allemands (à savoir ceux de Vienne, Graz et Innsbruck). Il fut, en effet, chargé des négociations diplomatiques, en relation étroite avec le vice-chancelier d'Empire. En 1685, ce sont eux qui, par exemple, traitent des relations avec la France (examen des dépêches du baron von Seilen, envoyé de Paris, ou bien la rédaction de l'instruction pour le comte Lobkowitz, son successeur). En 1688, l'Empereur leur confie des affaires encore plus importantes; ils négocient avec le sieur Hoop, envoyé hollandais, d'une médiation possible entre la Porte et l'Empereur, au moment même où le comportement français en Allemagne obligerait l'Empereur à avoir les mains libres. Et régulièrement les deux ministres sont accompagnés d'un ou deux secrétaires de la chancellerie d'Empire : Koch ou Consprück. Et d'une manière générale les relations de l'Empereur avec les principaux princes d'Empire étaient confiées aux deux ministres [190].

Pourtant Königsegg ne pouvait rendre à l'Empereur les mêmes services que Strattmann, car ni les qualités morales de l'homme, ni le poste qu'il occupait ne lui permettaient d'être un ministre entièrement dévoué aux intérêts de l'Empereur et de la Maison d'Autriche. Comme tout vice-chancelier d'Empire, Léopold-Guillaume comte Königsegg avait été nommé conjointement par l'Empereur et l'archi-chancelier, l'électeur

187. RINCK, *Leopold I*, p. 197 : « Geheimer Rath Strattmann die Vergnügung seines Kayzers / und des Ganzen Hofes, seine meriten hatten ihn erhoben / und seine Annehmlichkeit erhielt ihn erhoben Die Arbeit wurde ihm niemals sauer / und alle menschen giengen gerne mit um. »

188. Lettre de l'Empereur au père Marco D'Aviano, du 31 octobre 1693, édition O. KLOPP, p. 249 : « Io ho fatto una gran perdita, mentre il cancelliere di Corte Strattmann, Domenica scorsa, è passato all'altra vita. Certo ch'era un huomo prudente e savio e che haveva una grande capacità et attività in condurre le affari, et un buon modo di trattare con le gentili... Posso dire che molto sento questa perdita. »

189. Lettre du père Marco D'Aviano à l'Empereur, Capo d'Istria, 29 novembre 1693, édition O. KLOPP, p. 250 : « Che sempre io ho stimato la prima testa si trovasse appresso V.M.C. habile per ogni gran maneggia onde la perdita grande... »

190. HHSStA Vienne, *Vorträge*, pour 1685, Karton 6, conférences du 25 janvier et 13 août; pour 1688 Karton 7, conférence du 11 octobre. Sur les secrétaires de la Chancellerie d'Empire, voir Lothar GROSS, *Die Geschichte der Deutschen Reichshofkanzlei (1559-1806)*, 1 vol., Vienne, 1933, p. 394-397.

de Mayence, en 1669; par là même il n'était pas seulement un officier de l'Empereur et si, comme L. Gross l'a bien montré [191], Königsegg fut l'un des moins mauvais vice-chanceliers d'Empire et si entre l'incapable Walderdorff et le médiocre Kaunitz, il sut redonner du lustre à la fonction, ce fut surtout à titre personnel que l'Empereur le nomma conseiller d'État en 1671 et l'appela à la Conférence à partir de 1676, où il commença à négocier avec Hoher des questions de politique étrangère. Allemand d'Empire (il appartenait à une ancienne et bonne famille de Souabe et était apparenté aux Fürstenberg de Strasbourg et de Cologne), il était venu à Vienne en 1663, comme conseiller de la Chambre aulique [192], Königsegg, après sa nomination comme vice-chancelier, travailla beaucoup à défendre les prérogatives de sa charge et celles de la chancellerie d'Empire, mais ce n'était pas, semble-t-il, un grand esprit. Bien plus, il est très corruptible, dans un milieu où pourtant la corruption n'est pas expressément condamnée et Sébeville n'a pas une haute opinion de Königsegg : « Le Vice-chancelier de l'Empire est un homme d'un mérite fort médiocre, rempli d'une bonne opinion de luy-mesme et d'une vanité au-dessus de tout ce que l'on peut s'imaginer avec une avidité de bien qui luy feroit vendre son Maistre à beaux deniers comptants s'il s'en présentoit l'occasion... Il aime aussy fort les louanges et avale l'encens qu'on luy donne avec tant de plaisir qu'il ne peut s'empescher d'en marquer sa joye [193]. » Et pourtant Königsegg est mort pauvre, laissant 117 000 florins de dettes, en particulier des meubles précieux n'ont pas été payés ! Dans son testament d'avril 1693 il recommandait sa veuve et ses neuf enfants à la générosité de l'Empereur et au roi des Romains [194].

Mais si Strattmann n'était pas comte d'Empire, il était, lui, incorruptible et surtout il était étranger aux coteries qui se partageaient les grandes familles de la Cour. C'est la raison essentielle pour laquelle l'Empereur l'a nommé en remplacement de Hoher, mais très vite le souverain s'est félicité de son choix et lui a accordé toute sa confiance, qu'il ne lui a jamais retirée au cours de son ministère : « Son vote (c'est-à-dire celui de Strattmann) prévalant dans les conférences, il surpasse tous les autres en considération... toutes les affaires passent entre ses mains [195]. » On retrouve donc chez l'empereur Léopold, une fois de plus, la tendance à s'appuyer sur un *homo novus* étranger au milieu de l'aristocratie de Cour et des pays héréditaires, choisi essentiellement en fonction de ses talents, le rôle de Strattmann étant d'autant plus aisé que les autres membres de la Conférence avaient peu de goût pour les affaires. Outre le vice-chancelier, siégeaient à la Conférence les deux frères Dietrichstein, aristocrates moraves qui se consacraient essentiellement à leurs fonctions auliques de grand maître d'hôtel et de grand chambellan [196] et le comte Kinsky, chancelier de Bohême.

Or la mésentente entre les deux chanceliers était notoire [197] et ce n'est qu'après 1690 qu'ils cherchèrent à collaborer. En vérité c'était à Kinsky que devait revenir la succession de Strattmann, comme inspirateur de la Conférence secrète, dans « un rôle assez voisin de celui de premier ministre sans le titre » (G. Venier, 1693) [198], le

191. L. GROSS, *op. cit.*, p. 341-345.

192. HKA Vienne, *Familienakten, Königsegg*. Sur sa nomination voir la dépêche de Marino Zorzi du 3 août 1669. Venise, Archivio di Stato, Dispacci di Germania, filza 134.

193. Sébeville au roi, 8 mai 1681 : *Portrait du Gouvernement de Vienne*. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 50, f^o 149-150. Son entrée tardive à la Conférence s'explique par la méfiance de l'Empereur vis-à-vis d'un allié des Fürstenberg. Voir E. PUFENDORF, *Bericht, op. cit.*

194. HHStA, ÖLMA, *Testamente*, Karton 16, testament K. 103, du 6 avril 1693. Sur la carrière de Königsegg voir également SCHWARZ, *The Imperial Privy Council*, p. 264.

195. *Relationen*, édition Fiedler II, t. 27, p. 279 : « Il suo voto prevalendo nelle Consulte, e nelle consideratione superior ad ogn'altro... per le di lui mani passano tutti i negotij. »

196. *Relationen*, édition Fiedler, relation de G. VENIER, 1693, p. 313 : « Che poco s'ingeriscono nelle materie di Stato, benché habbin ingresso nelle conferenze. »

197. Voir à ce sujet RINCK, *Leopold*, t. I, p. 197.

198. *Relationen*, édition Fiedler, p. 317 : « S'avvicina alla figura se non ai titoli di primo ministro. »

nouveau chancelier d'Autriche, le comte Bucceleni, étant « incapable de traiter aucune affaire d'importance [199]. »

5. Le « ministère » Kinsky (1693-1699).

Franz Ulrich Kinsky est très représentatif d'un certain milieu bohême qui, même rallié aux Habsbourg, conservait ses distances par rapport à une dynastie qu'il jugeait étrangère. Question de nuances et de sensibilité, mais il est tout de même remarquable que jamais l'Empereur n'eut de sympathie réelle pour son ministre, quoi qu'il ne lui refusât point son estime; que quelques semaines avant la mort de Franz Ulrich, l'empereur Léopold ait nommé grand maître d'hôtel le comte Harrach, pour lequel il avait de la sympathie et qu'il n'ait pas hésité à provoquer une crise, étouffée d'ailleurs par la mort rapide de Kinsky, que celui-ci enfin, de nature secrète et de caractère hautain, ait brûlé la plus grande partie de ses papiers personnels. Et pourtant Franz Ulrich avait fait une carrière exemplaire, largement comparable à celle de son compatriote le prince Wenceslas Lobkowitz. Né en 1634 dans une vieille et riche famille de seigneurs bohêmes, Franz Ulrich avait fait ses études à l'université de Louvain, puis parcouru l'Europe avant de se mettre au service de son pays : la Bohême. Nommé conseiller à la cour d'appel de Prague, il remplit une mission diplomatique en Pologne dès 1664, puis exerça la présidence de la cour d'appel et fut finalement nommé membre du Conseil de Lieutenance qui représentait l'empereur-roi au château de Prague. Déjà son souverain l'avait distingué en le nommant conseiller d'État en 1675, puis en l'envoyant comme chef de la délégation autrichienne aux conférences de Nimègue. En 1683 ses talents de juriste et ses qualités morales sont consacrés par l'accession à la charge de chancelier de Bohême [200]. L'ambassadeur vénitien Corner le décrit, en 1690, comme un homme de caractère, cultivé et intelligent, mais d'un abord sévère et ayant la fâcheuse habitude de compliquer les négociations; il souligne son opposition à Strattmann, rivalité plutôt encouragée par l'Empereur [201], ce qui fait que Kinsky ne participe guère à l'élaboration de la politique générale, s'il est en revanche invité à des conférences de caractère technique, comme par exemple celles concernant la réorganisation de la Hongrie (*Einrichtungs Werk*) du cardinal Kollonich, en 1688; préparation du *Diploma Leopoldinum* pour la Transylvanie en 1690.

Pourtant G. Venier a noté l'intrusion progressive dans les questions de politique générale : « Chinsky, Chancelier de Bohême, a pour attribution spécifique la direction de ce qui concerne ce royaume. Mais atteint d'une louable ambition, il s'est ingéré dans la grande affaire de la paix. Il est d'une très grande science, spéculative outre mesure et obscure à l'excès. Il procède toujours avec artifice... Il est, en outre, dans toutes les questions profondément irrésolu... Bien qu'il ne soit pas seul à traiter les affaires concernant la paix, son âge — il a à ce moment la soixantaine, âge fort respectable au XVIII^e siècle — fait que dans toutes les conférences il a la direction et la présidence, de sorte qu'aux obstacles propres à cette question, ils ajoutent ceux d'un caractère difficile et l'on peut bien en comprendre les conséquences [202]. »

199. Mémoire de M. OBRECHT concernant la Cour de Vienne, 1698. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 70, f^o 113.

200. Sur Franz Ulrich Kinsky, voir SCHWARZ, *The Imperial Privy Council*, p. 263, ainsi que l'*Allgemeine Deutsche Biographie*. Voir également l'opinion de l'Empereur sur ses qualités dans une lettre au père Marco D'Aviano du 3 avril 1683, édition O. KLÖPP, p. 20.

201. *Relationen*, édition Fiedler, t. 27, p. 280.

202. *Relationen*, édition Fiedler, t. 27, p. 317 : « Chinsky, cancellier di Bohemia, per incombranza propria, hà la directione di quanto spetta a quel Regno. Tocco pero da lodabil ambitione s'è intruso nel grand'affare della pace. Egl'è di sommo sapere, speculativo oltre il bisogno e nascosto all'accesso. Procede sempre con arte / Et in oltre in tutti gl'affari grandemente irresoluto... Benche non sij solo nelle materie della pace / la sua et à fà, che in tutte le conferenze hebbi il directorio, e la pressidenza, onde agl'ostacoli naturali del negotio fraposti quelli d'un genio difficile, ben può comprendersi le conseguenze. »

En 1693 il est déjà brouillé avec le ministre d'Angleterre et l'ambassadeur d'Espagne, mais l'Empereur qui apprécie ses qualités de juge et sa fidélité [203] est bien obligé de l'employer, en dépit de l'opposition de tempérament entre les deux hommes : le ministre « montre au gré de l'Empereur, trop de sérieux et fait trop de zèle ». La documentation ne nous permet pas de savoir exactement quel fut son rôle dans la Conférence après 1693 et la mort de Strattmann, mais nous avons vu qu'auparavant il y figurait en bonne place, avec, à partir de 1690, une fréquentation oscillant entre 70 % et 90 % [204].

Le choix du comte Kinsky avait tout de même surpris les milieux gouvernementaux, « car on avait d'abord cru que le comte d'Oettingue, Président du Conseil aulique occuperait la première place dans la confiance de l'Empereur. Mais le comte Kinsky l'a emportée : néanmoins l'Empereur ne laisse pas d'avoir beaucoup d'égard et de déférence pour les avis du comte d'Oettingue, et l'on remarque que parmi le grand nombre de ministres et de conseillers du Conseil privé, il n'écoute depuis un certain temps (nous sommes en 1698) que ces deux, et le comte de Gaunitz (vice-chancelier d'Empire) sur les affaires de l'État [205] ».

Or nous avons vu qu'il était difficile pour le vice-chancelier d'Empire d'être en même temps le principal ministre de l'Empereur et encore moins lorsque le titulaire de l'emploi n'était pas une personnalité de premier plan. Après la mort de Königsegg, qui en dépit de ses défauts fut regretté de l'Empereur [206] il y eut le bref intermède Windischgrätz, candidat imposé par l'Empereur [207], mais le véritable successeur de Königsegg fut le comte Dominique André Kaunitz. L'Empereur aurait voulu faire nommer le comte Oettingen, alors président du Conseil aulique, mais l'électeur de Mayence refusa [208], et un compromis fut finalement trouvé en la personne de Kaunitz. Celui-ci, plénipotentiaire impérial aux conférences de paix de Ryswick, n'entra vraiment en fonction qu'en janvier 1698 [209]. Le texte d'Obrecht s'éclaire ainsi parfaitement : l'Empereur qui avait confiance en Oettingen aurait voulu le faire nommer vice-chancelier et il continua à utiliser ses conseils, même après l'échec de la combinaison. D'autre part, Kaunitz, quoique assez corruptible, avait, comme tous ses prédécesseurs immédiats dans la fonction, la confiance de l'Empereur [210], encore que le nouveau vice-chancelier s'intéressât davantage à la politique générale qu'aux affaires particulières du Reich et qu'il s'appuyât sur le secrétaire Conspruch. Kaunitz fit une très bonne impression sur le ministre de France, Villars : « Il est homme de bons sens, le plus jeune du Conseil [211] », raison pour laquelle au cours de l'année 1698 il ne pouvait contrebalancer Kinsky dans la Conférence.

203. RINCK, *Leopold*, t. I, p. 196 : « Der Kayser Wünschte / dass seine übrigen Collegia möchten mit Dergleichen Richten / wie er / versehen seyn / damit er sich gantz und gar verlassen könnte... Der Uayser selbst hatte zwar einen Wohlgefallen an seiner Treue / aber seine Sanfftmuth liebte niemals grossen Eyffer und Ernst. »

204. Voir *supra*, tableau statistique des fréquences.

205. Mémoire de M. OBRECHT concernant la Cour de Vienne, 1698. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 70, f° 113.

206. Lettre de l'Empereur au père Marco D'Aviano du 20 février 1694, édition O. Klopp, p. 254 : « E poi morto il Conte Kinsech, vice-cancelliere dell'Imperio, sicchè in poco tempo ho perso due ministri e stenterà di trovarne de simili (l'autre ministre étant le Chancelier d'Autriche Strattmann). »

207. *Ibidem*, p. 254. Choisi pour sa naissance, le nouveau vice-chancelier aurait dû, de l'avis même de l'Empereur, être un peu plus au courant des affaires. Sur Windischgrätz, voir également L. GROSS, *op. cit.*, p. 345-346.

208. Le conflit entre l'Empereur et le nouvel électeur de Mayence, Johann Philippe von Schönborn, est évoqué par L. GROSS, *Die Deutsche Reichshofkanzlei*, p. 60.

209. L. GROSS, *op. cit.*, p. 347. Voir aussi RINCK, *Leopold*, t. I, p. 178.

210. *Relationen*, édition Feidler, II/27, p. 293.

211. Villars au roi, 11 mars 1699. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 71, f° 137.

Ce dernier fut curieusement disgracié aussitôt après la signature de la paix de Carlowitz : « L'Empereur recevant le compliment du comte de Kinsky sur la paix avec les Turcs l'embrassa, luy disant c'est votre ouvrage. Cependant ce ministre persiste toujours, dit-on, dans la résolution de se retirer, si avec la charge de Grand Maître on fait aussi le comte d'Harrach chef de tous les Conseils... L'Empereur cherche des expédients pour conserver Kinsky [212] », mais la lutte était inégale, car Harrach était un ami d'enfance du souverain qui, nous l'avons vu, n'avait qu'une sympathie mitigée pour Kinsky et ne voulait surtout pas faire de celui-ci un véritable premier ministre en le nommant grand maître d'hôtel, chef de ses Conseils. Finalement il nomma Harrach grand maître [213], ce qui hâta peut-être la mort de Kinsky (décédé le 27 février de la même année) et Villars fut surpris de l'attitude du souverain : « Depuis la perté de Strattmann il avait la première part à la confiance de l'Empereur, que l'on m'a dit avoir été touché médiocrement d'une perte cependant difficile à réparer, ne voyant aucun ministre dans cette Cour dans lequel avec l'expérience on puisse trouver autant de grandes vues, de désintéressement et de fermeté [214]. »

Au terme de cette étude, nous laissons l'Empereur avec un grand maître d'hôtel qui n'a pas fait grande impression sur Villars et qui n'est guère secondé dans la Conférence : « Le comte d'Harrach est un très gallant homme, honneste, poly, propre à bien faire les honneurs de la Cour de l'Empereur, un peu paresseux naturellement et je crois plus désireux de la considération que donne l'état de Grand Maître que de toutes les charges attachées à cet employ, et de la réputation de ministre ardent, laborieux, appliqué et sur la teste duquel roullent les plus importantes décisions [215]. »

ÉPILOGUE.

En fait, avant que le prince Eugène ne prenne une influence dans le ministère, l'Empereur sera entouré d'une équipe médiocre, certainement inapte à résoudre les problèmes que vont poser la succession espagnole et la crise européenne qui en résultera, et plus que jamais le gouvernement de Vienne s'abandonne à son goût malsain des discussions : « On y tient des Conseils..., on y prend des résolutions, mais souvent, et très souvent ces résolutions ne sont suivies d'aucun, ou de peu de ces effets avantageux au bon service du Maître. La jalousie de la gloire et la juste ambition de se rendre utiles ne paraît nullement chatouiller ceux qui sont chargés de l'exécution... Ceux-ci les abandonnent à l'aventure et les laissent au sortir du cabinet prendre la route qu'elles trouveront la meilleure. C'est un grand mal que cette inaction... N'est-ce point encore un artifice un peu malicieux que celui de multiplier les consultes, sous prétexte de trouver des partis toujours plus avantageux quand ce délai ôte le tems d'exécuter les premières résolutions [216]. » Ces remarques de Freschot, observateur lucide, quoique favorable à la Maison d'Autriche, montrent bien qu'au cours de la période 1660-1700,

212. Villars au roi, 4 février 1699. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 71, f^o 93.

213. HKA Vienne, *Hofzahlamtsbuch*, 142. Pour l'année 1699 il reçut 5 200 florins de traitement et la gratification de 7 000 florins.

214. Villars au roi, 28 février 1699. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 71, f^o 129.

215. Villars au roi, 11 mars 1699. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 71, f^o 136v. Sur la médiocrité et la paresse d'Harrach voir également RINCK, *Leopold*, t. I, p. 179-180, ainsi que FRESCHOT, *Mémoires de la Cour de Vienne*, p. 292-294.

216. C. FRESCHOT, *Mémoires de la Cour de Vienne*, p. 153-154. Voir également les réflexions de l'ambassadeur vénitien B. Venier, qui reproche à l'Empereur son goût immodéré pour les Conseils. *Relazioni*, édition Feidler II/27, p. 318, ainsi que Max BRAUBACH, *Prinz Eugen*, t. I, p. 308, qui reprend les critiques sévères exposées par Villars dans sa dépêche du 4 décembre 1700 (C.P. Autriche, vol. 76) : « Ni à la tête des chancelleries, ni dans les conférences, aucun responsable n'est à la hauteur de la situation, sauf le Prince Eugène, que personne ne consulte. »

l'empereur Léopold n'avait vraiment pas changé de méthodes de gouvernement. Après l'abolition des fonctions de premier ministre et la création de la Conférence secrète, il a dû dissocier les fonctions de grand maître d'hôtel de celles de ministre influent, Lobkowitz ayant cherché à reprendre en main toutes les prérogatives d'un premier ministre. La Conférence secrète n'a cessé de fonctionner, mais elle a rendu de meilleurs services lorsqu'elle était dirigée par une forte personnalité. D'autre part, l'Empereur a toujours cherché à s'appuyer sur l'un des ministres choisi autant que possible hors des milieux aristocratiques de la Cour, tel le bourgeois Hocher, le religieux Imre Sinelli ou le petit noble d'Empire Strattmann. Le moins qu'on puisse dire est que le système voulu et maintenu par l'Empereur s'est révélé peu efficace et n'a apporté, le plus souvent, qu'une coordination élémentaire entre les différents rouages du gouvernement central de la Monarchie. Bien plus, perpétuellement divisé entre plusieurs tendances, voire entre plusieurs coteries, la Conférence secrète a été souvent incapable de définir une politique cohérente et l'Empereur, tiraillé entre diverses tendances, incapable de choisir par lui-même, a été souvent tenté de recourir à des hiérarchies parallèles, à des conseillers étrangers aux Conseils et à la Cour.

LES CONSEILLERS PARTICULIERS

Nous avons évoqué, à maintes reprises, le peu de confiance qu'avait en lui-même l'empereur Léopold, ainsi que la méfiance qu'il nourrissait à l'égard d'un premier ministre qui l'eût dépouillé de la réalité du pouvoir. Mais il n'avait pas la même méfiance vis-à-vis de personnes qu'il estimait désintéressées, en particulier de certains religieux et c'est l'un des traits originaux du gouvernement de Léopold qu'une bonne partie de l'autorité se trouvait entre les mains d'un personnage sans fonction officielle bien définie, alors que les membres de la famille impériale ne semblent pas même avoir joué le rôle qui revenait au XVIII^e siècle aux membres des familles princières, à l'exception peut-être de l'oncle de l'Empereur, l'archiduc Léopold-Guillaume. Les impératrices, que ce soit l'impératrice douairière Eléonore, ou les épouses successives, n'ont joué qu'un rôle épisodique, sollicitant l'appui du souverain pour telle ou telle affaire leur tenant particulièrement à cœur, ce qui est après tout une attitude tout à fait humaine qu'il ne faut pas confondre avec la participation discrète, mais régulière et efficace au gouvernement. Dans l'état actuel des recherches, on peut esquisser une trame quasi continue de religieux appelés régulièrement en consultation par l'Empereur : le franciscain Don Cristobal Rojas y Spinola, puis le capucin Emeric Sinelli, auquel succédèrent le capucin Marco D'Aviano et le jésuite Wolff. Il resterait d'autre part à déterminer quel fut le rôle politique exact du père Müller, également jésuite, qui fut de longues années confesseur du souverain. Si l'on s'en tient à l'affirmation d'Esaias Pufendorf dans sa relation finale, « le jésuite le plus considérable de la Cour, le père Mueller, était un homme tout à fait simple et un pédant de collège, qui ne comprenait absolument rien à la politique [217] », le confesseur n'aurait donc exercé aucune influence sur le souverain; pourtant il semble que cette affirmation ne soit pas tout à fait juste, en ce qui concerne la politique de Contre-Réforme en Hongrie [218], ni le problème du ministériat [219].

217. E. PUFENDORF, *Bericht über den Wiener Hofe* (1674), édition Helbig : « So war doch der fürnehmste unter ihnen, pater Müller, ein gar schlichter mann und ein blosser schulfuchs, der von den affairen nichts verstand. » Cette discrétion des jésuites s'explique, poursuit Pufendorf, par l'hostilité ouverte de Lobkowitz à leur égard. Sur le rôle effacé du père Müller, voir également *Mémoires de la Cour de l'Empereur*, 1671. BN Paris, ms. français 8997, f^o 10.

218. J. BÉRENGER, « La Contre-Réforme en Hongrie au XVII^e siècle » dans *Bulletin de la Société d'Histoire du protestantisme français*, Paris, 1974, p. 1-24.

219. J. BÉRENGER, « Pour une enquête européenne : le problème du ministériat au XVII^e siècle » dans *Annales E.S.C.* 1974, p. 166-192.

Quoi qu'il en soit, il ne s'agit pas là d'une ingérence régulière, quasi quotidienne dans la conduite des affaires, comme ce fut le cas du père Sinelli, de 1669 jusqu'à son accession régulière au Conseil en 1681.

1^o Don Cristobal Rojas y Spinola.

Il est aujourd'hui mieux connu grâce à une étude de John Spielman Jr [220], qui a mis en lumière les activités de ce personnage européen. Castillan par son père, italien par sa mère, il naquit aux Pays-Bas en 1626 et, se consacrant d'abord à la conversion des protestants, il dirigea à Cologne un séminaire franciscain pour les nouveaux catholiques, mais dès 1660 il s'adonna à des activités qui l'ont préoccupé autant que le rapprochement des Églises : le développement économique et la diplomatie secrète. Il proposa à l'Empereur le plan d'une compagnie de commerce et accomplit diverses missions pour trouver des secours dans la lutte contre les Turcs. En 1664 c'est lui qui fut chargé d'entreprendre les premiers sondages relatifs à un éventuel partage de la succession d'Espagne [221], tandis qu'il prenait à son service, comme secrétaire, l'économiste Philippe W. von Hörnigk. Si l'on tient compte du fait que ce dernier était apparenté d'une part au bibliothécaire Lambeck et d'autre part à l'économiste J. J. Becher [222], on voit s'organiser un cercle dans l'entourage immédiat de l'empereur Léopold, qui avait de l'amitié pour Lambeck et de la curiosité pour les questions économiques. On peut donc supposer que le père Rojas s'est imposé au jeune souverain comme l'un de ses maîtres à penser, dans la période qui suivit la paix de Vasvár, puisqu'ils songeaient tous deux à accroître la richesse des pays héréditaires en développant le grand commerce, à rétablir l'unité de l'Église par la persuasion et à liquider la monarchie espagnole au mieux des intérêts de la Maison d'Autriche, tout en sauvant la paix européenne. Pour donner au père Rojas les moyens matériels de son action, l'Empereur le nomma, en 1667, curé de la riche paroisse de Hartberg, en Styrie orientale (le duc de Styrie y exerçant le patronat) et en 1668 un acte du magistrat de Hartberg désigne le père Rojas comme conseiller de l'empereur et du roi d'Espagne, évêque titulaire de Knin, en Dalmatie; en fait tous ces honneurs donnaient juste assez de considération au franciscain pour exercer librement, sans les contraintes d'une lourde charge officielle, des missions de représentant personnel de l'Empereur. Il semble qu'après 1670 il paraisse peu à la cour et de toute manière, quel qu'ait été son magistère moral il ne semble pas avoir joué le rôle de conseiller quotidien, qui fut précisément celui du père Sinelli; jusqu'à 1678 le père Rojas recevait de l'Empereur une pension annuelle de 3 000 florins rhénans.

2^o Le père Emeric Sinelli.

Nous avons déjà vu son action comme évêque de Vienne et ministre de la Confédération. Pourtant de 1669 à 1681 il joua un rôle presque aussi important. Aucun diplomate étranger ne l'a jugé défavorablement et personne ne l'a accusé d'être un intrigant. E. Pufendorf, comme le nonce Pignatelli ou l'ambassadeur d'Espagne recou-

220. Samuel J. MILLER et John P. SPIELMAN Jr, « Cristobal Rojas y Spinola (1626-1695) », Philadelphie, 1962 dans *Philosophical Transactions*. Voir également l'article de Fritz POSCH sur Ph. W. von Hörnigk dans *MIÖG.* 61, p. 337.

221. Voir à ce sujet Samuel MILLER et John P. SPIELMAN Jr, *op. cit.*, p. 24, ainsi que notre article sur le « Traité de partage secret de la succession d'Espagne » dans *Revue d'Histoire diplomatique*, 1965, p. 291-314.

222. Voir F. POSCH, *op. cit.*, *MIÖG.* 61.

rent à ses bons offices, car le père Sinelli est accueillant, serviable et cherche à aplanir les difficultés [223], son influence considérable provient de la faible volonté de l'Empereur, que la personnalité du capucin, son esprit droit, sa sincérité, ont séduit. L'Empereur le sollicitait sans cesse, nous avons conservé une suite de billets du type suivant : « J'attends que vous me suggériez la réponse à donner, l'attitude à prendre dans telle ou telle affaire. Votre avis sera le mien [224]. » A l'origine le père Sinelli était confesseur du prince Lobkowitz, qui n'aimait guère les jésuites et préférait un directeur de conscience capucin; celui-ci servit d'abord d'intermédiaire entre le souverain et son ministre [225], puis devint peu à peu indispensable au souverain, si bien « qu'il prenait part à presque toutes les affaires d'importance, qu'elles fussent intérieures ou extérieures et qu'il était malaisé qu'il arrivât quelque chose à propos duquel on ne l'eût point consulté [226] » jusques et y compris les affaires financières [227]. Dans quelle mesure le père Sinelli avait-il les compétences nécessaires ? Bien qu'il fût né vers 1625 et qu'il eût alors une indéniable expérience, c'était incontestablement dans d'autres domaines, rien ne l'ayant semble-t-il préparé à occuper un tel poste et son érudition, nous dit E. Pufendorf, demeurant *scholastica et vulgaris* [228]. Ce qui est sûr, c'est que sa position n'a cessé de s'affermir et qu'il est le seul conseiller particulier de l'empereur Léopold à avoir atteint le rang de ministre de la Conférence secrète.

C'est d'ailleurs à ce stade de sa carrière que le père Sinelli eut à redouter la disgrâce due à la concurrence d'un franciscain, le père Hippolyte, devenu à son tour conseiller particulier de l'empereur.

« On prévoit la disgrâce possible du père Emerick, car il y a de la concurrence. C'est qu'un religieux franciscain, nommé le père Hipolyte, qui passe pour un saint, devient fort à la mode et n'est point de ses amis. L'Empereur l'a tiré de son couvent pour le faire loger dans le chateau prez de sa personne et tous les jours il a des conversations avec luy, et commence à le consulter comme il faisait l'autre pendant qu'il estoit le père Emerick [229]. » Le conflit porte sur l'orientation à donner à la politique générale de l'Empereur et l'alternative est la suivante : l'Empereur doit-il signer la paix avec les Turcs pour défendre l'Empire contre les empiètements du roi de France, ou bien doit-il s'entendre avec les Français afin de poursuivre la guerre en Hongrie ? L'évêque de Vienne (alias père Sinelli) qui est, nous l'avons vu, déjà responsable de pas mal d'échecs, veut la paix en Hongrie et la guerre sur le Rhin. L'autorité de l'évêque est d'autant plus

223. *Mémoires de la Cour de l'Empereur*, BN Paris, ms. français 8997, f^o 10, ainsi que E. PUFENDORF, *Bericht*, édition Helbig, et *Nuntiatuerberichte*, édition Levinson, A.O.G. 106, p. 635, décembre du 8 janvier 1673.

224. Ainsi le billet de l'Empereur au père Sinelli : « Accepi Vestrae R(everentiae) binas litteras cum inclusis comitis Alberti quas hisce V.R. remitto ut eas legere et mihi confidenter suggerere velit, quid possum respondere, quid me ultra facere debeam. De reliquo et ego sum opinionis V.R. » Édition Kirchberger, p. 23. Le billet date probablement de 1670. L'édition Kirchberger comprend de nombreux autres billets du même type.

225. Billet impérial de 1669, édition Kirchberger, p. 29 : « Dux Saganensis hodie mihi dixit se V.R. locutum esse de materia hesterna et a V.R. suam opinionem approbari... velit me breviter per aliquot lineas informare quid cum V.R. saganensis locutus sit quid mihi faciendum sit. » Il est probable qu'il s'agit du mariage de la sœur cadette de l'Empereur avec le nouveau roi de Pologne Michel Korybut. Voir également E. PUFENDORF, *Bericht*, édition Helbig.

226. E. PUFENDORF, *Bericht*, édition Helbig : « Hatte er sich dergestalt necessary gemacht, dass er fast bei allen Sachen von Wichtigkeit sie mochten fremde oder ein heimische sein, concurrirerte, ia nicht leichtlich etwas geschah, dass man nicht zum wenigsten mit ihm darüber consultiert und seine Gedanken vernommen hätte. »

227. « Accepi V.R. schedulam et optime de omnibus discurrat, sed sperarem quod V.R. mihi suggerat quid facere quidquam ad votum camerale respondere debeam. » Lettre de l'Empereur au père Sinelli, édition Kirchberger, s.d. [vers 1670], p. 26.

228. E. PUFENDORF, *Bericht*, édition Helbig.

229. Sébeville au roi, Linz, 22 janvier 1684. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 56, f^o 289.

menacée que le franciscain passe pour avoir des révélations divines [230] faisant concurrence au magistère spirituel du père Marco D'Aviano [231]; faute de correspondance entre l'Empereur et le père Hippolyte il est très difficile de déterminer quelles ont été leurs relations, alors que le rôle de Marco D'Aviano peut être aisément précisé [232].

3° Le père Marco D'Aviano.

C'était un capucin d'origine vénitienne, qui conserva toujours des liens étroits avec son couvent de Padoue. Il fut choisi par le pape Innocent XI pour le représenter auprès de l'armée chrétienne à partir de 1682; c'est dans une perspective de croisade que fut définie, à l'origine, la mission du père Marco D'Aviano qui, pendant plusieurs années, fut sans cesse sur les routes, faisant de brefs séjours à la Cour impériale, accompagnant l'armée en été et rejoignant Padoue l'hiver [233].

Le père Marco D'Aviano entra dans la vie de l'Empereur en 1681 et leurs relations ne furent interrompues que par la mort du religieux. Le souverain s'estimait flatté d'avoir obtenu la confiance et l'estime d'un homme qui passait pour un saint et qui fut certainement pour l'Empereur un puissant réconfort dans les moments difficiles de l'été 1683. Très vite le souverain a reconnu ses faiblesses; il a même, à plusieurs reprises, fait amende honorable [234] auprès du capucin, dont il reconnaissait le magistère moral et le pouvoir thaumaturgique. Le rôle politique du père Marco D'Aviano concerne essentiellement la guerre turque, où il servait d'intermédiaire entre le peuple et l'armée, d'une part, et l'Empereur d'autre part. En effet, le religieux par sa présence et ses sermons, fortifia le courage des Viennois en 1683 et donna à la lutte l'allure d'une croisade. Il fit à maintes reprises, et sur la demande expresse de l'Empereur, le voyage en Hongrie pour galvaniser l'énergie des troupes. A aucun moment le père Marco ne se gêna pour critiquer le mauvais gouvernement, les discussions entre les ministres ou les généraux, voire les malversations des responsables du gouvernement et de l'armée, traduisant incontestablement le mécontentement de l'opinion et de la troupe. Il lutta sans relâche pour la poursuite de la guerre, détournant à plusieurs reprises l'Empereur d'une paix de compromis avec le Turc, en particulier en 1689, à un moment où la tentation était forte d'abandonner la reconquête de la Hongrie, pour consacrer tout l'effort militaire à la lutte contre la France. En même temps l'Empereur utilise les bons offices du capucin dans ses relations avec le Saint-Siège, en particulier pour obtenir le maintien de l'aide pontificale en matière financière [235]. Mais les rapports se situent toujours dans la perspective de la croisade, le père Marco D'Aviano étant convaincu de la mission de la Maison d'Autriche, tant vis-à-vis de la Hongrie que de la Chrétienté en général et il

230. Sébeville au roi, Linz, 6 mai 1684 : « Le crédit de ce père et la jalousie de l'Evesque continuent toujours. On m'a même assuré que l'Empereur est persuadé que le père a des révélations divines; les amis de l'Evesque le déchirent cruellement. » A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 58, f° 110.

231. Sébeville au roi, Linz, 27 mai 1684 : « Le père Marco D'Aviano donne icy de perpétuelles benédiction. » A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 58, f° 110.

232. La correspondance du père Marco D'Aviano a été, en effet, publiée par O. Klopp en 1888, et reprise sous forme d'une analyse allemande et de commentaires par M. HEYRET, *Pater Marcus von Aviano*, 2 vol., Munich, 1933.

233. Sur le père Marco D'Aviano, voir aussi l'article de l'*Allgemeine Deutsche Biographie*.
234. Lettre de l'Empereur au père Marco, Linz, 1^{er} avril 1681, édition O. Klopp, p. 5 : « Conosco la mia fiacchezza che son troppo lento e tepido, et in questo voglio certo correggermi, et esercitare da vero il mio officio e castigare quelli che lo meritano. » Voir également le mémoire du père Marco du 24 novembre 1684 : *Considerationi e riflessi per ispirazione celesta in vantaggio delle armi Cesarea contra il turco*. Édition O. Klopp, p. 53-57.

235. Lettre du père Marco D'Aviano à l'Empereur, Vérone, 9 décembre 1697, après la signature de la paix de Ryswick, il va tenter d'obtenir que le pape recommence à aider l'Empereur en Hongrie. Édition O. Klopp, p. 307.

n'est pas tout à fait indifférent qu'un homme disposant d'une si grande autorité morale ait été également présent aux côtés de l'Empereur pendant la période qui vit la reconquête de la Hongrie. Celle-ci nécessitait de gros sacrifices, alors que l'Empereur avait d'autres intérêts à défendre et pouvait renoncer, au moins provisoirement, à reconquérir la plaine hongroise.

Il serait vain de chercher dans le père Marco D'Aviano un successeur du père Sinelli, conseillant l'Empereur dans les affaires quotidiennes, car précisément le père Marco d'Aviano se refusait à donner son avis, même lorsque l'Empereur le sollicitait expressément pour la nomination des ministres. C'est une discrétion qui l'honore, qu'il justifiait par son éloignement et son manque de connaissance des affaires. Il se contentait de reconforter, à l'occasion, son correspondant, demeurant ainsi au niveau élevé du directeur de conscience.

C'est pourquoi l'Empereur eut à nouveau recours à un conseiller particulier portant soutane, le père Wolff, S.J. Villars, s'en allant en mission à Vienne, a d'abord rendu visite au généralissime de l'Empereur, le marquis Louis de Bade, qui l'a renseigné sur le gouvernement impérial : « Il y a un Jésuite nommé le père Volf, qui entre dans les négociations, dans les affaires de la guerre et enfin paraît un grand crédit sur l'esprit de l'Empereur, dont cependant les talents sont médiocres. Il a proposé plusieurs fois au prince Louis de Bade de prendre Belgrade avec des radeaux, sur quoy il a été moqué par ce Prince [236]. » Nous savons peu de choses sur le père Wolff (comme sur le père Hippolyte), mais ce témoignage nous montre en tout cas que l'empereur Léopold était resté fidèle au système de conseiller particulier, qui fonctionnait en étroite relation avec le système de la Conférence secrète.

CONCLUSION

Au terme de ce chapitre, il apparaît que la Monarchie, pendant ces quarante années, a été insuffisamment dirigée par un empereur à qui il manquait les qualités de chef de gouvernement et qui, jaloux de son autorité, refusait d'en confier les responsabilités à un véritable premier ministre. Il eut donc recours à deux sortes d'expédients, une fois posé le principe de la direction collégiale qu'il confia à la Conférence secrète, d'une part en dissociant la fonction de chef des Conseils de celle de principal ministre, d'autre part, en recourant aux conseillers particuliers, recrutés dans les ordres religieux. Subtil équilibre entre le personnel aristocratique et les hommes nouveaux, entre le talent et la naissance, le système donna des résultats médiocres toutes les fois qu'il s'agissait de se décider vite en politique étrangère ou qu'il fallait imposer une décision ferme aux autres organes du gouvernement et de l'administration. C'était d'autant plus regrettable que l'Empereur avait de redoutables problèmes de politique intérieure à résoudre et un appareil gouvernemental fort lourd à manipuler, mais il est certain qu'en dépit de suggestions réitérées [237] l'empereur Léopold ne voulut rétablir à aucun prix le ministériat, après la cruelle expérience qu'il en avait faite durant sa jeunesse, Portia s'étant montré encore moins efficace que ses successeurs. Au moins au sommet les *apparences* étaient sauves, l'autorité du souverain n'était limitée par aucun premier ministre et l'empereur pouvait décider de tout librement.

236. Villars à Torcy, Ulm, 24 juillet 1698. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 69, f° 39.

237. En particulier le nonce critiquait, en 1678, l'absence de premier ministre, personne, ainsi, n'étant responsable de l'exécution des décisions de la Conférence (A.O.G. 106, p. 706). De même le père Sinelli, en 1682, orchestra une campagne en faveur du ministériat dont le but était évidemment fort intéressé (Sébeville au roi, 12 avril 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 53, f° 125-126). Pourtant l'Empereur resta ferme, comme il l'avait été avec Lobkowitz après la chute d'Auersperg (lettre de l'Empereur au père Sinelli, édition Kirchberger, 15 décembre 1669).

L'IMPOSSIBLE LUTTE SUR TROIS FRONTS

La lenteur et les faiblesses de la diplomatie autrichienne n'avaient pas pour seule excuse les hésitations de l'Empereur, elles s'expliquaient aussi par l'extrême complexité de la situation à laquelle il devait faire face. Pendant les quarante dernières années du siècle, celui-ci a pratiquement toujours subi les conséquences d'initiatives prises par ses adversaires; alors que lui-même souhaitait avant tout la paix[1], il s'est trouvé à plusieurs reprises dans une situation telle qu'il ne pouvait refuser le combat sans « perdre la face », ni ruiner ses intérêts.

Le drame de l'empereur Léopold était comme chef d'une confédération de moyenne importance d'avoir à mener une politique mondiale qui surpassait largement les ressources et les préoccupations des sujets de la Monarchie. En tant que roi de Hongrie et en tant qu'empereur, il était impliqué dans la lutte de la Chrétienté contre le Turc. Chef du corps germanique, il était obligé de défendre l'Empire contre les empiétements étrangers. Enfin, prince de la Maison d'Autriche, il devait défendre les intérêts de sa famille et assister la branche aînée, la monarchie d'Espagne, dans sa lutte contre la France. Dans tout cela rien de bien neuf, si ce n'est que la pression française se faisait plus forte à l'Ouest, à la fois contre les domaines septentrionaux de la monarchie d'Espagne et les contrées limitrophes de l'Empire, que le danger turc se faisait à nouveau plus menaçant et que l'extinction prochaine des Habsbourgs de Madrid risquait de provoquer une très grave crise européenne. C'est cette lutte sur trois fronts que nous voudrions analyser et alors que l'on considère généralement qu'une lutte sur deux fronts suffit à décourager un adversaire, il faut bien admettre à priori que l'empereur Léopold a dû mener un combat gigantesque dans lequel d'autres auraient peut-être trouvé leur perte et qui, paradoxalement, donna naissance à une grande puissance autrichienne [2].

Dans le cadre de cet ouvrage, nous n'avons pas à analyser les péripéties de la politique étrangère de l'Empereur, mais seulement à en dégager les lignes de force et les grandes options. C'est pourquoi nous étudierons d'abord les grands problèmes qui se posent à l'Empereur, puis les crises graves et les remèdes que le gouvernement de Vienne a tenté d'y apporter.

1. Voir *supra*, chap. I. C'est un des thèmes fondamentaux des harangues prononcées au début des sessions des diètes de Basse-Autriche et de Bohême. Voir NÖLA, Vienne, *Landtagshandlungen* et SÚA, Prague, *Artikulevė Sněmovnı́*.

2. C'est le thème du livre d'O. REDLICH, *Österreichische Grossmachtbildung*, t. VI, de la *Geschichte Österreich* de HUBER, Vienne, 1921.

I

LES TÂCHES ESSENTIELLES

Elles proviennent de la nature ambiguë du pouvoir impérial depuis l'abdication de Charles Quint : une même personne se voit contrainte d'assumer simultanément les obligations de prince territorial, de chef de Chrétienté, de chef du corps germanique et d'allié naturel de la monarchie espagnole, puisque l'Empereur est à la fois souverain des pays héréditaires, roi de Hongrie, empereur romain, roi allemand, et membre de la Maison d'Autriche [3].

A. LA LUTTE CONTRE LE TURC.

Le péril turc. — Si pour l'opinion française de l'époque, le Turc apparaissait comme un adversaire assez vague, et en tout cas fort éloigné [4], il demeurait pour les habitants de l'Empire « l'ennemi héréditaire du nom chrétien [5] » et, pour les Hongrois, le peuple qui occupait une partie de leur pays et menaçait chaque jour leurs biens et leur vie même. En effet, l'état de paix qui régnait entre les gouvernements de Vienne et d'Istanbul était sans cesse troublé par des incursions de la cavalerie turque, dont le but était d'étendre insensiblement la zone payant tribut au Grand Seigneur [6]. L'Empereur devait, en effet, défendre les régions proches de la frontière contre les opérations de pillage et lutter contre le gros de l'armée ottomane, en cas d'hostilités déclarées [7]. Ces deux formes de guerre correspondaient à la philosophie politique de l'État ottoman; celui-ci demeurait une monarchie militaire, sacralisée par la notion de *djihâd* (guerre sainte) qui appartient au patrimoine traditionnel de l'Islam depuis le VII^e siècle [8]. Cette notion a trouvé en particulier son expression chez les Turcs dans le mythe de la Pomme d'Or, le fruit merveilleux symbolisant Vienne et la cathédrale Saint-Étienne, dont le sultan promet la conquête à ses vaillants guerriers [9]. Mais cette doctrine n'était qu'un

3. Tout ceci apparaît dans la titulature de n'importe quel acte public de l'Empereur : « Wir, Leopold, von Gottes gnaden Erwählter Römischer Kayser Deutscher König, auch zu Hungarn und Böhmeib, Erzherzog in Österreich... zu jeder Zeit mehrer des Reiches. »

4. L'attitude française est bien analysée par X. AZÉMA, « L. Fouquet, évêque d'Agde », dans *Les Nouvelles ecclésiastiques*, 1672-1698 : « Les affaires d'Allemagne et d'Angleterre détournent les yeux de la Hongrie quoique ce soit le plus grand intérêt de la Chrétienté; il faut pourtant espérer que les progrès contre les infidèles iront si loin que ce sera le premier et presque le seul objet de l'attention publique. » Bibliothèque Sainte-Geneviève, Paris, 1478, f^o 247, cité par AZÉMA, *Un prélat janséniste : Louis Fouquet, évêque et comte d'Agde*, Paris, 1963.

5. « Der Erbfeindt aller Christlichen Namen », formule que l'on retrouve fréquemment dans les harangues prononcées à l'ouverture des diètes de Bohême et de Basse-Autriche (Voir SÚA, Prague, *Artikulové Sněmovní* et NÖLA, Vienne, *Landtagshandlungen*).

6. Les doléances hongroises sont exposées en particulier lors de la réunion de la diète de Hongrie. *Gravamina* 1655, art. I, et *Gravamina* 1659, art. 9. Budapest, Bibliothèque du Parlement, collection Gyurikovics, *Acta Diaetalia*.

7. Il n'existe aucune étude d'ensemble sur cette guerre d'escarmouches permanentes que se livraient chrétiens et musulmans sur les frontières de l'Empire ottoman, aussi bien en Russie méridionale qu'en Ukraine, en Haute-Hongrie ou en Croatie.

8. Voir à ce sujet l'exposé fait par L. GARDET, *La cité musulmane*, 1 vol., 387 pages, Paris, 1954, p. 95-96.

9. Richard KREUTEL, introduction au récit de voyage d'Evliya Çelebi en Autriche, intitulé précisément *Im Reich des Goldenen Apfels*, p. 20-24.

aspect du péril permanent qui menaçait les pays héréditaires, car le sultan ottoman, faute de pouvoir remporter sans cesse de grands succès militaires, cherchait au moins à étendre insensiblement sa domination, en élargissant la zone tributaire, afin de satisfaire son orgueil. Il n'a cessé de grignoter la Hongrie royale depuis la paix de Vienne jusqu'au second siège de Vienne (1606-1683), accroissant tout particulièrement ses exigences à partir de la paix de Vasvár (1664) [10]. Outre le succès de prestige que ces succès partiels apportaient au sultan, qui ainsi, ne cessait d'étendre le domaine de la « vraie religion » et accomplissait par là même une des tâches essentielles incombant au commandeur des croyants (le sultan était depuis 1517 aussi khalife), la consolidation de la frontière renforçait le glacis qui protégeait l'Empire ottoman. Or, il semble aujourd'hui établi que la Porte, à partir de 1570, n'a jamais eu l'intention d'implanter une véritable colonisation turque en Hongrie, ne fût-ce qu'à cause des rudes hivers hongrois, mais d'en faire un solide boulevard de l'empire ottoman et une base de départ pour d'éventuelles expéditions militaires contre la Chrétienté [11].

L'Empereur avait donc tout à redouter de son voisin, et peut-être même davantage des vellétés belliqueuses de la Porte que de la puissance réelle d'un État qui connaît déjà de sérieuses difficultés dans la seconde moitié du XVII^e siècle.

Tous les experts du temps s'accordent en effet pour penser que les Turcs ne sont plus tellement redoutables. C'est l'opinion des Français, mais aussi celle des Impériaux et des Vénitiens clairvoyants. L'ambassadeur impérial à Istanbul, le comte Leslie, a développé cette argumentation dans un rapport confidentiel, qu'il a rédigé à la fin de sa mission extraordinaire de 1665 [12] et Nointel, ambassadeur de France auprès de la Porte, écrit en 1675 : « Ils sont faibles au dernier point par mer, par terre, en soldes (sic) et en finances, et encore plus en officiers... Leur fortune et l'aveuglement de leurs ennemis va bien loin » et Nointel attribue les derniers succès turcs (la paix de Vasvár avec l'Empereur et la capitulation des Vénitiens à Candie) à la maladresse de leurs adversaires [13].

La puissance turque. — Sans entrer dans une analyse détaillée de la puissance ottomane, il semble en effet que cette faiblesse relative se situe à la fois sur le plan militaire et sur le plan des finances d'État. D'une part le sultan ne peut mettre en campagne qu'une seule armée régulière de janissaires d'environ trente à quarante mille hommes, les troupes auxiliaires tatares et balkaniques (Serbes, Moldo-Valaques) ne lui étant pas d'un grand secours lors d'une difficulté militaire sérieuse. Après la sanglante défaite de son corps de bataille à Saint-Gotthard, le grand vizir eut besoin de plusieurs mois pour reconstituer une armée digne de ce nom [14], et c'est la raison pour laquelle les Turcs, qui ne veulent plus engager de guerre sur deux fronts [15], ont abandonné les

10. Il faudrait pouvoir reprendre dans une étude de détail les empiètements turcs qui sont signalés dans les dépêches des ambassadeurs vénitiens, ainsi que dans celles des diplomates français.

11. Voir à ce sujet les travaux des turcologues hongrois L. FEKETE et son élève Káldy NAGY, ainsi que la mise au point de M. F. BRAUDEL dans *La Méditerranée et le monde méditerranéen au temps de Philippe II*, 2^e édition, Paris, 1966, t. II, p. 174-176.

12. W. LESLIE, *Gehaimbe Relation*, 1665, provenant des archives de la famille Lobkowitz et publiée par A. WOLF dans *A.Ö.G.* 20, 1859, p. 320-331.

13. Nointel au roi, Constantinople le 4 octobre 1675. A.E. Paris, C.P. Turquie, vol. 11, f^o 118-119. À rapprocher de la lettre du même Nointel à l'évêque de Marseille, Forbin-Janson, ambassadeur de France à Varsovie, Constantinople le 6 octobre 1675. BN Paris, ms. français 10 655, f^o 143.

14. Sur les aspects militaires, voir Georg WAGNER, *Das Türkenjahr 1664*, t. I, p. 182-372 et surtout l'excellente mise au point de Kurt PEBALL, « Die Schlacht bei St-Gotthard - Mogersdorf, 1664 » dans *Militärhistorische Schriftenreihe*, I, 32 pages, Vienne, 1964.

15. C'est l'avis de notre ambassadeur auprès de la Porte, M. de la Haye, au roi, Constantinople le 30 mars 1667, A.E. Paris, C.P. Turquie, vol. 8, f^o 227.

Hongrois en 1670; ils devaient faire face à une révolte de l'Arabie [16]. En outre ils se refusent à assimiler les techniques militaires nouvelles de l'Occident, ils restent attachés au combat à l'arme blanche et méprisent la mousqueterie [17], qui fut pourtant une des causes essentielles de leur défaite à la bataille de Saint-Gotthard : les charges de janissaires sont venues se briser contre le feu roulant de mousqueterie, employé pour la première fois de manière systématique [18]. Et leur science de la fortification n'arrive plus à en imposer qu'aux Russes et aux Polonais : « Ces derniers n'osent quasi plus approcher de ces châteaux (rudimentaires édifiés par les Turcs) s'imaginant qu'ils sont des temples où le dieu Mars tient sa résidence [19] ». En fait, « comme ils connoissent à quel point est établie leur réputation, c'est elle qui leur sert plus que toute cette Armée [20] », leur meilleur atout est la peur qu'ils inspirent.

D'autre part les possibilités financières de la Porte ne cessent de diminuer. Les recettes demeurent fixes tout au long du XVII^e siècle (environ 560 millions d'aspres), alors que la dévaluation de l'aspre par rapport au ducat vénitien est continue (en 1630 un ducat vaut 125 aspres, en 1700 il en vaut 315) et que la valeur nominale des dépenses militaires ne cesse de croître. Les finances de l'État ottoman sont constamment en déficit, sauf pendant une brève période après la victoire sur Venise à Candie [21], et les ressources du sultan auraient baissé de moitié depuis un siècle. La Sublime Porte est obligée de recourir aux expédients classiques, comme la frappe de billon de mauvais aloi, qui provoque le mécontentement des janissaires et de la population d'Istanbul [22]; il en résulte une instabilité politique qui rassure les observateurs superficiels de la situation [23].

Néanmoins, à notre avis, le mal dont souffre l'Empire est plus profond, car il réside surtout dans la supériorité technique et économique de l'Occident, supériorité qui ne cesse de s'accroître, mais n'est pas encore suffisamment manifeste pour empêcher les Turcs de se livrer à quelque tentative d'envergure contre les pays héréditaires : « Et bien qu'il semble à présent (1656) que cette vigueur ottomane, qui estoit autrefois formidable à tous ses voisins, soit presque estinte et que le tranchant de son cimetière soit rebouché, puisqu'en dix années ce grand empire n'a pu arracher la Candie des mains de la République de Venise, dont la médiocrité des forces et des moyens est entièrement disproportionnée à l'excessive grandeur de sa puissance. Il faut néanmoins prendre garde que ce qui retarde l'action et le mouvement de ce grand corps qui subsiste entier en toutes ses parties est le manquement d'un Prince courageux et entreprenant, qui l'anisme par sa présence et par sa conduite [24]. »

Or, l'année même où Bullian écrivait ce mémoire, la faction albanaise portait au pouvoir Ahmed Köprülü qui, comme grand vizir, allait tenir lieu de sultan entreprenant

16. M. de Nointel au roi, Constantinople le 12 août 1671 : une armée de 60 000 Arabes se serait emparée de La Mecque et le sultan passa en Asie pour rétablir l'ordre, A.E. Paris, C.P. Turquie, vol. 10, f^o 100-101.

17. Voir le mépris d'Evliya Çelebi pour les mousquetaires allemands et sa sympathie pour les cavaliers hongrois qui combattaient avec le sabre (traduction de R. Kreutel, p. 38-39), les troupes ainsi que leurs cadres manquent d'expérience (LESLIE, A.O.G. 20, p. 320-321).

18. K. PEBALL, *Die Schlacht bei St-Gotthard. - Mogersdorf*. Vienne, 1964, p. 19.

19. Lettre de Nointel au roi, Constantinople le 23 août 1679, citée par H. KOEHLER, *Die orientalische Politik Ludwigs XIV*, p. 119-120.

20. Même lettre de Nointel au roi, *ibidem*.

21. R. MANTRAN, *Istanbul dans la seconde moitié du XVII^e siècle*, p. 258-260. LESLIE, *Gehaimbe Relation*, 1665, A.O.G. 20, p. 328.

22. R. MANTRAN, *op. cit.*, p. 253.

23. Le résident impérial auprès de la Porte, baron de Goes, et l'ambassadeur vénitien à Vienne insistent au printemps 1669 sur les divisions politiques du peuple d'Istanbul. Dépêche du 11 mai 1669. Venise, Dispacci di Germania, filza 133.

24. BULLIAN, Conseil pour la paix, mémoire qui a été approuvé par Mazarin. BN Paris, ms. français 13 027, f^o 294.

et reprendre la politique conquérante de la Porte [25]. L'empereur Léopold n'avait pas de chance; après un demi-siècle de relative tranquillité, le voisin turc se décidait à reprendre l'offensive et par deux fois, en l'espace d'une génération, en 1663 et 1683, menaçait sérieusement Vienne, ce qui représentait l'ultime effort d'une puissance guettée par une irrémédiable décadence [26]. Il faut d'ailleurs admettre que la Porte a, dans les deux cas, été entraînée par des initiatives de ses protégés hongrois.

La guerre de 1663-1664. — Dans la première attaque turque, la Transylvanie fut la cause du conflit. On sait que, depuis le traité de Spire de 1568, l'ancienne voïvodie de Transylvanie avait une place à part dans l'Europe orientale. Elle était gouvernée par un prince élu par les états du pays et le prince reconnaissait à la fois l'autorité nominale du roi Habsbourg et la suzeraineté du sultan, auquel il payait un tribut annuel, symbolique jusqu'en 1664, plus lourd ensuite [27]. Mais si l'orgueil turc était satisfait, la Transylvanie fut en réalité, de 1568 à 1660, une véritable puissance en Europe orientale, et l'espoir de tous les Hongrois en désaccord avec les Habsbourgs, car il n'y eut jamais de coupure radicale entre Hongrie royale et Transylvanie, la plupart des grandes familles hongroises possédant d'importants domaines dans les deux régions [28] et jouant un grand rôle dans les décisions de l'Assemblée nationale de Transylvanie [29]. Or, le prince Georges II Rákóczi, qui, à l'exemple d'Étienne Bathori, rêvait de l'union personnelle entre la Pologne et la Transylvanie, se laissa entraîner dans la guerre du Nord aux côtés de la Suède. Ce fut sa perte, car l'opération se solda par un retentissant échec militaire; son armée fut détruite, une bonne partie de ses troupes fut emmenée en captivité par les Tatares, tandis que la Porte le déclarait déchu, car il était entré en guerre contre la volonté du grand vizir Ahmed Köprülü. Rákóczi se tourna alors vers l'Empereur qui, suivant les conseils du vice-chancelier d'Empire baron Khurtz, refusa son appui et promit seulement sa médiation, car il ne voulait ni la guerre, ni la perte de la Hongrie [30], étant donnée la faiblesse de son armée (un corps de 30 000 hommes cantonné à Glogau) et de ses finances, épuisées par l'élection impériale [31]. Mais l'intervention directe des Turcs en Transylvanie, la mort de Georges II Rákóczi et surtout les demandes réitérées des Hongrois à la diète de Presbourg [32] [automne 1659] poussèrent l'Empereur à envoyer une armée impériale en Transylvanie. En fait le gouvernement de Vienne s'engageait dans la plus mauvaise politique que l'on pût imaginer; d'une part il menait une guerre couverte, finalement désastreuse sur le plan militaire [33], d'autre part il cherchait sans cesse à négocier, semblant ainsi redouter la

25. Hammer PURGSTALL, *Geschichte des Osmanenreiches*, Pesth 1838.

26. L'histoire des forces profondes de l'empire ottoman et l'analyse détaillée de sa décadence restent à faire. L'on ne peut que s'associer au vœu exprimé par M. BRAUDEL dès la première édition de *La Méditerranée au temps de Philippe II*.

27. Lettre du prince Michel Apáffy à Louis XIV, lui demandant sa médiation auprès de la Porte pour obtenir un allègement du tribut de 40 000 rixdales. C.P. Hongrie, vol. 2, f° 49-50, 1^{er} janvier 1664.

28. Voir par exemple l'étude de L. MAKKAÏ sur les domaines des Rákóczi, *Rákóczi György birtokainak gazdasági iratai 1631-1648*, 1 vol., Budapest, 1954.

29. Les actes de la Diète transylvaine, rédigés en langue hongroise, ont été publiés : *Acta comitalia regni transylvaniae*, 8 vol., Cluj, 1895-1905.

30. Rapports de nonciature. Édition Levinson, Vienne 7 décembre 1658, A.Ö.G., p. 655.

31. Dépêche du 21 juin 1659; *L'erario imperiale per l'ultima dieta di Francfort totalmente asciugato*. Dispacci di Germania, édition Pöbbram, p. 250.

32. Voir J. BÉRENGER, *Les doléances de la Diète hongroise*, op. cit., p. 223-28.

33. La campagne de 1661 vit fondre l'armée, celle de 1662 se solda par la perte de Nagy Várad (aujourd'hui Oradea), clef de la Transylvanie, dont les Turcs n'avaient jamais pu s'emparer depuis Mohács.

puissance ottomane et prenant des demi-mesures qui indisposaient à la fois la Porte et les Hongrois [34]. Le Conseil privé et le premier ministre Portia appuyaient cette politique [35] parce qu'ils voulaient avoir les mains libres en Pologne, en cas de décès du roi Jean-Casimir, et empêcher, au besoin par la force, le succès de la candidature d'un prince français [36]. De plus il envoie 7 000 hommes de bonnes troupes dans le Milanais, au secours de la monarchie espagnole, au printemps de 1663 [37]. Incontestablement les divisions de la Chrétienté sont les soutiens les plus sûrs de la politique ottomane, car en même temps la noblesse hongroise de Transylvanie se rallie au fantoche imposé par les Turcs, le nouveau prince Michel Apáffi, tandis que les Hongrois mécontents refusent le service armé qu'ils avaient accordé à l'automne 1662.

Le réveil de Portia et du gouvernement de Vienne fut brutal en juillet 1663, lorsqu'il fut clair que le grand vizir marchait avec une grande armée en direction de Presbourg et de Vienne. Notre ambassadeur à Venise, l'évêque de Béziers, transmet l'opinion que l'Empereur se fait de la situation dans le courant de l'été 1663 : « Il ne peut pas secourir la place que les Turcs ont assiégée (Ersékújvár) et qu'il n'espère pas de les pouvoir empêcher d'établir leur quartier d'hiver à Possonia (Presbourg) d'autant plus qu'il semble que les Hongrois soient d'intelligence avec eux, aiant répondu, lorsqu'ils ont été commandés de monter à cheval et de laisser emporter à Vienne la couronne de Hongrie, qui est à Possonia qu'ils avaient accoutumé d'y voir le Roy auparavant, et que l'Empereur vînt deffendre luy-mesme à Possonia sa couronne [38]. »

A l'optimisme exagéré du printemps [39] succéda la panique, au début de juillet 1663 : la Cour et les ministres quittent Vienne pour la Bohême ou Ratisbonne, tandis que des équipes d'ouvriers tentent, en hâte, de mettre en état certains bastions des fortifications viennoises et que l'on distribue des armes à la grande bourgeoisie de la capitale [40]. Le salut vint encore une fois du manque d'habileté des janissaires à mener un siège. La forteresse de Nové Zamky résista jusqu'à l'automne et elle aurait résisté plus longtemps si son commandant hongrois, Adam Forgách, n'avait capitulé un peu vite en septembre 1663 [41]. La saison étant trop avancée, le grand vizir se replia sur Belgrade, alors que la route de Vienne lui était ouverte [42]; il laissait ainsi au gouvernement autrichien le temps nécessaire pour réparer les négligences de l'année 1663, trouver du secours auprès des États de l'Empire et lever une armée importante pour la campagne de 1664.

34. Voir à ce sujet les pénibles négociations de la diète hongroise en 1662 qui aboutirent à accorder l'*insurrectio*.

35. Dépêche de Sagredo, Wiener Neustadt le 15 octobre 1662. Venise, Dispacchi di Germania, filza 121.

36. Dépêche de Sagredo, Presbourg le 2 septembre 1662. Venise, Dispacchi di Germania, filza 121. Portia se méfie beaucoup de la reine de Pologne Louise-Marie de Gonzague, princesse d'origine et de sentiment français.

37. Dépêche de Sagredo, Mödling le 20 mai 1663. Venise, Dispacchi di Germania, filza 122. Portia justifie ce comportement bizarre par le fait que les Turcs étaient prêts à signer la paix et que ces troupes étaient promises à l'Espagne depuis deux ans.

38. M. de Béziers au roi, Venise le 8 septembre 1663. A.E. Paris, C.P. Venise, vol. 83, f° 236.

39. Cet optimisme est basé sur une analyse erronée de la situation : Portia s'imagina que les Turcs n'attaqueraient pas tant qu'ils seraient occupés à Candie à lutter contre les Vénitiens. Ce comportement turc, nous l'avons vu, était exceptionnel.

40. Dépêche de Sagredo, Vienne le 8 juillet 1663. Venise, Dispacchi di Germania, filza 122.

41. Sur l'attitude de Forgách, qui fut traduit devant un conseil de guerre et acquitté, voir G. WAGNER, *Das Türkenjahr 1664*, p. 83-84, ainsi que la dépêche de Sagredo du 30 septembre 1663. Venise, Dispacchi di Germania, filza 123.

42. D'après Sagredo, les Turcs ont désormais la possibilité d'occuper la Haute-Hongrie, d'envahir la Moravie et la Silésie. *Ibidem* (dépêche du 30 septembre 1663). En fait le grand vizir va se contenter de lâcher la cavalerie tatare en Moravie, ce qui ne contribua pas peu à renforcer le sentiment de panique parmi les populations (voir *infra*, chap. iv).

L'aide de l'Empire. — L'expérience avait montré à nouveau que l'Empereur, avec ses seules forces, était difficilement en mesure de lutter contre la puissance ottomane. Venise commençait à s'inquiéter pour ses possessions de la terre ferme et de Dalmatie [43], tout en se réjouissant de l'ouverture d'un « second front » : « La prise de Neuheisl (Nové Zanky) donne aux principaux de cette République plus de joie que de douleur, parce qu'ils se persuadent que les Turcs s'engageront davantage à poursuivre leurs conquêtes dans la Hongrie [44]. ». La Sérénissime engagée en Crète ne pouvait guère aider l'Empereur qu'en livrant des armes aux troupes de Croatie commandées par Nicolas Zrinyi [45]. Le salut devait venir des États de l'Empire et paradoxalement du roi de France, encore que Portia ait attribué l'agression turque à une machination française; dès 1661 il explique au nonce qu'il tient pour certain que les Français, avant de reprendre la guerre avec l'Espagne, veulent d'abord renforcer la Ligue du Rhin [46] et attaquer les pays héréditaires, dès que l'Empereur sera en conflit avec les Turcs [47]. Cette fois encore l'analyse de Portia se révélait inexacte, car les relations entre Louis XIV et la Porte étaient mauvaises à ce moment et ne vont cesser de se détériorer parce qu'à deux reprises, en 1664 et en 1668, des contingents français vont combattre contre l'armée ottomane [48]. Officiellement, ce sont les États de l'Empire qui ont envoyé des troupes et le contingent français du comte de Coligny se rendit en Hongrie en qualité d'allié des princes rhénans. L'Empereur ne ménagea d'ailleurs pas ses efforts et se rendit en personne à la Diète d'Empire pour hâter la conclusion des débats [49], car il fallait mettre sur pied une importante armée avant l'été 1664. Les princes d'Empire, qui savaient que la chute de Vienne menacerait gravement la sécurité de leurs propres territoires, ne marchandèrent pas leur concours. Ils accordèrent des contingents susceptibles de former une armée de 25 à 30 000 hommes [50] et finirent par voter, en février, les contributions traditionnelles (ou mois romains) instituées au début du XVI^e siècle par l'empereur Maximilien [51].

Dans ces conditions peut-on parler, comme le fait M. Georges Wagner, d'un mouvement de défense européen [52], d'où l'Espagne, Venise, la Pologne et dans une moindre mesure la Rome des Chigi étaient absentes ?

Nous avons vu, en effet, que ni la Pologne, ni Venise, ne jouèrent le rôle d'ennemi traditionnel de la Porte, pour des raisons différentes. La monarchie espagnole, empêtrée dans son interminable lutte avec le Portugal, ne peut guère que promettre une aide financière, mais une fois encore la flotte des galions d'Amérique serait arrivée trop tard pour sauver Vienne si l'Empereur n'avait eu que ce seul secours; le subside mensuel de

43. Dépêche de Sagredo, Mödling le 27 mai 1663. Venise, Dispacci di Germania, filza 122.

44. M. de Béziers au roi, Venise le 13 octobre 1663. A.E. Paris, C.P. Venise, vol. 83, f^o 292. À rapprocher de la dépêche du 2 décembre 1662 : « Ces Messieurs ont écrit à Leur Baile, qui est à la Porte de ne rien oublier pour y traverser la paix avec l'Empereur et de donner des presens à cet effet ». *Ibidem*, vol. 82, f^o 172.

45. M. de Béziers au roi, dépêches des 4 et 11 août 1663. A.E. Paris, C.P. Venise, vol. 83, f^o 187-188 et f^o 196.

46. Pour l'exposé des grands traits de la politique française à cette époque, il convient de se reporter à G. ZELLER, *Histoire des relations internationales*, t. III, p. 18-20. Paris, Hachette, 1955.

47. Rapport du nonce au cardinal secrétaire d'État, Vienne le 24 décembre 1661. Édition Levinson, p. 723.

48. M. Claude Michaud, dans son mémoire (inédit) pour le DES (Paris, Sorbonne, 1961) a bien analysé la crise des relations franco-turques.

49. RINCK, *Léopold*, t. II, p. 59-60. Une étude détaillée devrait s'appuyer sur les dépêches de l'abbé de Gravel, représentant de Louis XIV auprès de la diète. A.E. Paris, C.P. Allemagne, voir également G. WAGNER, *op. cit.*, p. 87-88.

50. Rapports de nonciature, Ratisbonne, 8 janvier 1664. Édition Levinson, A.O.G. 103, p. 765.

51. Rapport de nonciature, Ratisbonne, 7 février 1664. *Ibidem*, p. 766.

52. C'est la thèse défendue par G. WAGNER dans son livre déjà cité : *Das Türkenjahr 1664*, où il s'efforce de démontrer l'importance de l'aide espagnole.

20 000 escudos promis par le Conseil d'État espagnol en juillet 1663 ne fut que partiellement payé (et encore grâce aux démarches tenaces de l'ambassadeur impérial Pötting auprès du président des Finances castillan, don Miguel de Salamanca) [53]. C'était une bien modique compensation pour les 7 000 hommes de bonnes troupes fournies par l'Empereur à l'Espagne au printemps 1663. Quant aux marchands de fromage hollandais, ils firent la sourde oreille aux discours de l'envoyé extraordinaire de l'Empereur [54] car ils préféraient traiter des affaires lucratives avec l'Empereur, par exemple prendre à ferme le ravitaillement des armées impériales [55], mais les négociations ont échoué faute de garanties suffisantes du côté autrichien, ainsi qu'un emprunt gagé sur les mines de mercure d'Idria [56].

Le seul appui véritable demeurait donc l'Empire, dont les contingents (y compris le contingent français) contribuèrent largement à gagner la bataille de Saint-Gothard, le 1^{er} août 1664, et à écarter le péril turc de Vienne pour vingt ans. Portia, qui avait refusé à deux reprises un important secours de la Ligue du Rhin, en 1661 et 1662, était bien obligé de reconsidérer la situation. L'Empereur ne pouvait plus compter sur la monarchie espagnole et il avait intérêt à sacrifier la politique familiale à une politique allemande. Portia, s'il n'avait jamais été très favorable à l'Espagne, lui devint franchement hostile dans la dernière année de son ministériat et c'est la leçon qu'il laissa à son impérial élève, rejoignant par là l'analyse faite en 1662 par un observateur français : « Il faut estre persuadé que l'Empereur ne nous peut nuire en aucune façon s'il n'a messieurs les estats de l'Empire dans son interest, mais il est bien vray que sy les Electeurs de Saxe, de Brandebourg et de Bavière estoient joincts avec luy qu'à la vérité il seroit fort puissant [57]. » Et au cours de la seconde agression turque, le secours de l'Empire fut également d'un grand prix.

Le second siège de Vienne. — En effet, les Turcs revinrent à la charge en 1683 et, cette fois plus heureux et plus décidés, mirent, pour leur malheur, le siège devant Vienne. A l'origine de l'intervention turque, il y avait à nouveau les affaires de Hongrie. Pour bien comprendre la situation il faudrait exposer la détérioration des rapports entre le roi, d'une part, les « Estats » et les « Ordres » c'est-à-dire le pays légal, d'autre part [58]. A l'origine il y avait le mécontentement des Hongrois vis-à-vis de la politique religieuse du roi et surtout vis-à-vis de son attitude prudente dans la question de Transylvanie [59]. Mais la signature précipitée de la paix de Vasvár fit l'unanimité dans

53. G. WAGNER, *op. cit.*, p. 89-90. L'Empereur aurait finalement reçu 200 000 florins de Madrid, auxquels il faut ajouter 50 000 Reichsthaler envoyés directement de Naples (voir dépêche de Sagredo du 29 juillet 1663). Venise, Dispacci di Germania, filza 122.

54. Proposition du comte Rodolphe Sinzendorff, ambassadeur extraordinaire de l'Empereur aux états généraux, La Haye, 7 mars 1664. Budapest, Bibliothèque universitaire, ms. *Collectio Hevenesiana*, t. 50, f^o 188.

55. Violet BARBOUR, *Capitalism in Amsterdam in the 17th century*, p. 40.

56. V. BARBOUR, *op. cit.*, p. 104.

57. *Les intérêts de la Maison d'Autriche et de Pologne*, anonyme (peut-être l'œuvre de M. de Saint-Martin, gentilhomme français de la reine de Pologne), 1662. BN Paris, ms. français 16 634, f^o 187 V. Il serait d'ailleurs injuste de passer sous silence l'effort particulier consenti par les pays héréditaires, par exemple la Basse-Autriche (NÖLA, *Landtagshandlugen*, Karton 47, liasse 1664) et la Bohême (SÚA, Prague, *Artikulové Sněmovní*).

58. Pour un exposé détaillé nous nous permettons de renvoyer à nos articles sur « Le droit d'État hongrois dans la seconde moitié du XVII^e siècle » dans *La Revue des Études finno-sougriennes*, nouvelle série I/2, p. 135-166, Paris, 1965 : et « La Hongrie des Habsbourgs au XVII^e siècle ; république nobiliaire ou monarchie limitée ? » dans *La Revue historique*, t. 238, Paris, 1967, p. 31-50.

59. L'Empereur s'est plaint au nonce, en 1660, que les Hongrois voulussent le contraindre à rompre sur le champ avec les Turcs pour sauver Oradea. Rapport de nonciature, Graz le 9 août 1660. Édition Levinson, A.Ö.G. 103, p. 698. À rapprocher des *Opiniones Dominorum Consiliariorum Hungarorum gracy convocatorum super invasionem Varadini a Turcis factam 1660*. C.P. Hongrie, vol. 2, f^o 26-28.

la critique : il y avait un trop fort contraste entre le succès militaire récemment acquis à Saint-Gotthard et les conditions désavantageuses pour l'Empereur et les Hongrois, qui cédaient aux Turcs les forteresses protégeant jusqu'alors la Transylvanie (Oradea) et la capitale (Nové Zámky) [60]. Le mécontentement et l'agitation de la noblesse hongroise se traduisirent dans divers projets [61] qui aboutirent à la folle entreprise de Pierre Zrínyi, ban de Croatie, et à la rébellion déclarée du pays contre son roi, ouvrant ainsi une longue crise qui ne se terminera que 40 ans après, avec la paix de Szathmár de 1711. L'Empereur, poussé par la faction absolutiste du Conseil et par les partisans d'une Contre-Réforme active, fit occuper militairement le pays et suspendre les libertés constitutionnelles, tout en favorisant une violente persécution contre les protestants tenus, non sans raison, pour largement responsables de la révolte. Seulement la noblesse hongroise n'était pas décidée à voir fouler aux pieds ses libertés politiques et religieuses, et la résistance s'organisa progressivement, s'appuyant d'abord sur la Transylvanie, puis sur la France [62] et la Turquie, encore que cette dernière se soit, pendant longtemps, montrée fort réservée, menant à l'égard des rebelles hongrois un subtil double jeu, qui ne cessa que lorsque la Pologne eut signé la paix (1678). Pendant longtemps la Porte avait voulu rester fidèle à la politique définie en 1665, lors de l'ambassade de Leslie : ne donner aucune aide aux Hongrois, afin qu'en revanche Léopold empêchât ses sujets hongrois de pratiquer des razzias en territoire ottoman [63].

Mais les succès croissants de Thököly, qui réussit à se tailler une principauté autonome dans les treize comitats de la Hongrie du Nord-Est (autour de Košice) incitèrent le nouveau grand vizir, Kara Moustapha, à tenter une opération de grande envergure contre l'Autriche, lorsqu'il fut clair que les Hongrois rebelles ne se réconcilieraient pas avec l'Empereur. Celui-ci, inquiet de la force croissante de Thököly convoqua la Diète générale du Royaume; réunie à Sopron en mai 1681, sur la volonté expresse de l'Empereur, elle fut, de ce point de vue, un échec [64], les rebelles ne parurent pas à la Diète et trouvèrent les concessions royales insuffisantes; l'année 1682, au lieu de voir la soumission des rebelles, marqua au contraire l'apogée de la puissance de Thököly « qui avoit douze mille hommes effectifs au paravant la révolte générale contre l'Empereur de toutes les terres de sa femme (Hélène Zrínyi, veuve en premières noces de François I^{er} Rákóczi) des siennes et de tous ses voisins [65] qui ont bien augmenté son armée, l'ayant

60. Une version française du temps de la paix de Vasvár : *Traité de Paix entre Léopold premier Empereur des Romains et Mahomet XI^{er} Empereur des Turcs fait et conclut le 17 septembre 1664*, se trouve à la BN Paris, ms. français 18 996, f^o 30-31. Le traité était signé pour 20 ans, abandonnait la forteresse de Nagy Várads aux Turcs, autorisait l'Empereur à construire une forteresse en face d'Ersékújvár, qui demeurerait entre les mains des Turcs et prévoyait l'échange d'ambassades solennelles. C'est à la fin de sa mission extraordinaire que W. LESLIE rédigea la *Gehaimbe Relation*, que nous avons évoquée plus haut.

61. Voir à ce sujet notre article sur « Les relations franco-hongroises de 1665 à 1668 » dans *Történelmi Szemle*, 1967, p. 275-291.

62. Sur l'appui français à I. Thököly, voir J. BÉRENGER, « Les relations franco-hongroises pendant le gouvernement personnel de Louis XIV », dans *Information historique*, 1967, n^o 3, p. 101-107.

63. Le grand vizir a reçu Leslie en audience *privée* pour jeter les bases de cet accord. W. LESLIE, *Gehaimbe Relation*, 1665, A.O.G. 20, p. 324-325.

64. L'analyse de A. Giustinian dans sa dépêche de Linz, le 16 février 1681 pose clairement le problème. Venise, Dispacci di Germania, filza 154. À rapprocher de la dépêche de Sébeville, Linz le 11 janvier 1681. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 50, f^o 27-28, qu'annonçait la proposition impériale du 15 décembre 1679 à la diète de Basse-Autriche, NÖLA, Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 50, liasse 1680.

65. La fortune privée du ménage Thököly était considérable et longtemps l'empereur Léopold avait refusé de donner son accord au remariage de la veuve Rákóczi. En février 1682 Sébeville évaluait la fortune de la future à 100 000 écus de rente et celle de Thököly à 200 000 livres de rente (A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 53, f^o 57). Cela représentait un véritable État dans l'État, la veuve Rákóczi disposant par exemple de l'excellente forteresse de Munkács (aujourd'hui Mukachevo, Ukraine subcarpathique).

esté joindre devant Cachau (Košice); il n'y a plus que deux comitats dans toute la Haute-Hongrie qui tiennent pour l'Empereur, auquel ils ont pourtant fait scavoir que s'il ne leur envoyait pas de secours, ils seraient obligés, pour sauver leurs biens de faire comme les autres [66]. »

Devant une situation aussi favorable, le grand vizir ne put résister, l'année suivante, à la tentation d'attaquer Vienne. L'Empereur semblait, en effet, menacé de partout. La Pologne et Venise étaient en paix avec le sultan, il ne pouvait donc compter sur un second front pour affaiblir l'effort de guerre ottoman et c'est lui, l'Empereur, qui risquait la guerre sur le Rhin et aux Pays-Bas pour résister aux prétentions inouïes de Louis XIV à l'égard de l'Empire et de la monarchie espagnole. Au faîte de sa puissance, le roi de France s'est lancé, après la paix de Nimègue, dans une série d'annexions plus ou moins justifiées, que l'Empereur ne pouvait admettre sans perdre la face aux yeux de l'Empire et de l'Europe. Crise majeure du règne, dont l'issue favorable, la défaite turque devant Vienne le 12 septembre 1683, s'explique à la fois par l'effort considérable fourni par les pays héréditaires, l'appui militaire donné par les princes d'Empire, l'alliance polonaise et le soutien financier accordé par le pape Innocent XI. Si l'on constate l'absence de toute aide française du côté chrétien, on peut parler avec bien plus de raison qu'en 1664, d'un mouvement européen généralisé pour sauver la capitale de l'Empire. L'intervention polonaise fut décisive, car la cavalerie polonaise renforça substantiellement l'armée de secours de Charles de Lorraine et intervint juste au moment où les forces des défenseurs viennois commençaient à faiblir : « La contrescarpe a été prise et reprise plusieurs fois mais comme il n'est sorti personne de la ville on n'a nulle certitude de l'état où est la place. Tout le monde convient que l'on a vu travailler les Turcs à fermer le courant qui passe à Vienne (ce qui reviendrait pratiquement à assécher les fossés) et l'on craint fort que cet ouvrage ne soit desjà fini. L'on y entend toujours un fort grand feu de canon, ce qui fait attendre avec grande impatience l'arrivée du Roy de Pologne qui doit estre parti de Cracovie le quatorze de ce mois et dont les troupes doivent entrer au premier jour en Silésie [67]. » Conclue au printemps 1683, l'alliance avec Jean III Sobieski avait été accueillie avec joie par le gouvernement de l'Empereur [68] et prévoyait l'envoi d'un corps de 12 000 cavaliers polonais, moyennant le paiement d'un subside de 400 000 florins par l'Empereur [69]. Mais il serait injuste de passer sous silence l'aide bavaroise et saxonne, ainsi que celle des cercles de Souabe et de Franconie.

En fait, la victoire de l'armée chrétienne sur les pentes du Kahlenberg compte parmi les dates importantes de l'histoire de l'Europe. La victoire de Léopold signifiait que l'Europe ne serait jamais conquise par les Turcs; elle annonçait le déclin irrémédiable de la puissance ottomane, déclin qui fut sanctionné après quinze campagnes de luttes pénibles et de grands sacrifices par la paix de Carlowitz; à l'exception du banat de Temesvár, tout le territoire hongrois était libéré de l'occupation turque et repassait sous l'autorité du roi Habsbourg. L'entreprise fut conçue comme une croisade de libération, tant par le pape Innocent XI et le père Marco D'Aviano, que par de nombreux

66. Sébeville au roi, Vienne, 23 août 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 53, f° 320.

67. Il existe une abondante littérature sur le siège de Vienne, mais la série des dépêches envoyées par Sébeville fournit un bon récit des événements, qui reflète l'inquiétude générale. Ce fragment est extrait de la dépêche datée de Passau, le 13 août 1683 et parvenue au roi le 28 août. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 56, f° 38 V. D'après Sébeville (dépêche du 15 septembre, *ibidem*, f° 94) « il n'y avoit plus que quatre mille hommes portant les armes dans la ville ou il estoit mort plus de vingt deux mille personnes depuis le commencement du siège, tant de blessure que de maladie ».

68. Sébeville au roi, Vienne, 8 avril 1683. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 54, f° 256-257.

69. Sébeville au roi, 21 mars et 15 avril 1683. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 54, f° 233-234 et f° 262.

combattants, les princes d'Empire et l'Empereur lui-même [70]. Elle prit la forme d'une Sainte Ligue, inspirée par le Saint-Siège, où entrèrent la république de Pologne, la république de Venise [71], et plus tard la Moscovie, à laquelle l'Empire fournit une lourde contribution en troupes et en subsides. Seules les puissances occidentales demeurèrent à l'écart du conflit.

La période 1683-1689 est caractérisée par une série de victoires étonnantes pour des gens qui avaient vu les Turcs menacer Vienne deux fois en vingt ans : libération d'Esztergom, Bude (1686), Belgrade (1689) et ce n'est que la guerre en Occident qui fournit aux Turcs la possibilité et le courage de lutter encore dix ans. Mais la guerre se déroulait loin des pays héréditaires, qui purent alors, en moins de vingt ans, achever leur reconstruction.

B. LA DÉFENSE DE L'EMPIRE.

L'intégrité de l'Empire n'était pas seulement menacée par les Turcs, elle avait un ennemi beaucoup plus proche, beaucoup plus fort et partant beaucoup plus redoutable : la monarchie française. Or, la capitulation imposée à l'empereur Léopold, lors de son élection, le 18 juillet 1658, prescrivait à ce dernier le maintien de l'intégrité territoriale de l'Empire et la protection des États de l'Empire. Elle prétendait, en outre, imposer à l'Empereur un contrôle des électeurs sur la politique extérieure (art. 10), le maintien de la paix en Westphalie (art. 13) et la neutralité dans la guerre franco-espagnole (art. 14) [72]. Ces dispositions étaient d'ailleurs inspirées par les électeurs rhénans et en particulier par l'électeur de Mayence, acquis à l'alliance française. En fait, après les malheurs de la guerre, les électeurs rhénans voulaient à tout prix sauver la paix indispensable à la reconstruction de leurs États respectifs et tenaient, par conséquent, à la neutralité impériale, quitte à se ranger du côté du plus fort [73]. Cette politique avait trouvé son expression dans la Ligue du Rhin, imaginée par Mazarin pour soustraire la Rhénanie à l'influence de la Maison d'Autriche.

Quels étaient d'ailleurs les objectifs de la politique française dans l'Empire ? Obtenir la couronne impériale pour la Maison de Bourbon, la soustraire à la Maison d'Autriche, ou se contenter d'acquisitions territoriales ?

70. Lettre de l'Empereur au père Marco D'Aviano, Linz le 8 mars 1684, éd. O. Klopp, p. 38.

71. Sébeville au roi, Linz, 1^{er} février 1684. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 56, f^o 301. Le traité fut ratifié en mars 1684; l'alliance était prévue pour 5 ans.

72. La *Wahlcapitulation* de Léopold I^{er} a été imprimée dans le *Theatrum Europaeum*, p. 436-453 (BN G. 901). On sait que le maintien de l'Empereur dans une stricte neutralité vis-à-vis de l'Espagne avait été un des soucis constants de la diplomatie française et de Mazarin. Voir *La lettre du Roy à l'Empereur touchant le secours de ses troupes que les Ministres d'Espagne luy demandent pour envoyer dans les Pays-Bas*, qui développe les arguments suivants : 1^o un prince de la qualité de l'Empereur se doit de respecter sa parole; 2^o le roi a, depuis la paix, traité convenablement les vassaux de l'Empereur. BN Paris, ms. 500 Colbert, vol. 328, f^o 328-331, 1^{er} septembre 1656.

73. La situation a été bien décrite par le baron Wignacour, agent français auprès du gouvernement impérial, dans son rapport du 9 octobre 1658 : *...admirez la prudence de son Altesse de Mayence qui a sceu si bien s'accomoder à tous les partys qu'elle a deu rendre contents et a trouvé le moyen d'establir la paix dans sa patrie... il m'adiousta ce que i'ay souvent ouy dire a Monsieur le Mareschal duc de Grammont que si la guerre recommençait en Allemagne il faudroit que la quantité de femmes et de petis enfans que l'on trouve dans les villages qui ne font que commencer à se repeupler mourussent de faim et de froid ou bien fussent dévorés des bestes sauvages dans les bois où ils ont accoustumé de se retirer en semblables occasions*. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 17, f^o 432-433.

Louis XIV empereur ? — La thèse classique a été exposée par G. Zeller dans son étude sur *La Candidature des rois de France à l'Empire* [74]; depuis l'échec de François I^{er} en 1519, les rois de France ont pratiquement renoncé à toute candidature et quelques vagues projets ont encore circulé dans la première moitié du XVII^e siècle, mais il est admis à l'époque de Louis XIV que la monarchie française est supérieure à la dignité impériale et que le roi n'a pas à s'abaisser à poursuivre une couronne qui ne vaut pas la sienne.

Il faut pourtant admettre que Mazarin s'est beaucoup occupé de l'élection impériale de 1658 [75], qu'il envoya à Francfort une imposante délégation conduite par le maréchal de Grammont et H. de Lionne et qu'il suscita des candidatures d'opposition à celle de l'archiduc Léopold, roi de Bohême et de Hongrie [76]. « En Allemagne, les Ambassadeurs du Roy de France tiennent leur place dans la diète Electorale; malgré les Autrichiens lesquels nonobstant toutes les diligences qu'ils ont faites n'ont pu empêcher qu'ilz n'y entrassent, qu'ilz ne fussent reçus dans Francfort, qu'ilz ne s'y soient maintenus jusques à cett'heure s'estant conservez avec honneur et réputation une espèce de supériorité en toute chose parmi ceux des autres Princes... (dans l'élection) ilz n'ont eu ny grande esperance ny grand empressement connoissant très bien que faute de sujets l'Empire ne peut sortir de la Maison d'Autriche, mais ilz ont pris plaisir à montrer leur crédit et à faire connoistre aux Espagnols qu'aujourd'huy le Roi de France prend grande part aux choses de l'Empire, et que ses offres et son entremise sont reçeus des Electeurs avec agrément et respect [77]. » Et l'attitude française gêna tellement le Conseil impérial que le jeune souverain se rendit à Francfort pour faire pression sur les électeurs et que la candidature de son oncle, l'archiduc Léopold-Guillaume, fut sérieusement envisagée pour sauver la position de la Maison d'Autriche [78], car faute de mieux, la France favorisait cette candidature de division, qui réservait l'avenir : l'archiduc Léopold-Guillaume, déjà malade et relativement âgé, n'avait point de descendance. Finalement le jeune prince fut élu au prix d'importantes concessions politiques [79] et de lourds sacrifices financiers [80], car les frais de représentation de la délégation à Francfort et les cadeaux qui furent faits aux électeurs pesèrent lourdement sur les finances autrichiennes [81]. C'est d'ailleurs pourquoi le Conseil d'État avait hésité plusieurs semaines avant de prendre la décision énergique et salutaire d'envoyer le jeune

74. G. ZELLER, « La Candidature des rois de France à l'Empire », dans *La Revue historique*, 1934.

75. Il y envoya une importante ambassade conduite par son homme de confiance pour la politique étrangère, Hugues de Lionne. En fait son but était de séparer Madrid de Vienne, pour arracher l'Allemagne à leur emprise. La France appuya la candidature d'un Wittelsbach catholique, Philippe-Guillaume de Palatinat-Neubourg, J. VALFREY, *Hugues de Lionne*, Paris, 1881, t. II, p. 71-85.

76. Le prétexte était que le jeune prince n'avait pas 18 ans révolus. Rapport de nonciature, Vienne, 5 mai 1657. Édition Levinson, *A.O.G.* 103, p. 611.

77. Traduction d'une lettre de l'internonce de Flandres au nonce d'Espagne, mai 1658. BN Paris, ms. 500 Colbert, vol. 328, f^o 363.

78. Voir à ce sujet les confidences faites par le prince Auersperg à Grémonville quelques années plus tard. Grémonville au roi, 10 mars 1665. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 21, f^o 29-30.

79. La *Wahlcapitulation* était très dure. Sur les répugnances que témoigna Léopold Roy de Hongrie et de Bohême à accepter les conditions de la capitulation impériale que les Électeurs lui imposèrent lors de son élection à l'Empire. A.E. Paris, Mémoires et Documents Autriche, vol. 3, f^o 28. Elle fut adoptée le 15 mai 1658, grâce à l'appui des électeurs de Mayence et de Cologne, ainsi que de l'électeur palatin. J. VALFREY, *Hugues de Lionne*, t. II, p. 133-141.

80. Par exemple l'électeur de Trèves, dont la voix fut achetée par la délégation autrichienne. G. LIVET, *Instruction aux ambassadeurs, Trèves*. Introduction p. XCII-XCIII.

81. Au cours de l'été 1658 la délégation autrichienne réclamait des fonds presque chaque semaine. Rapport de nonciature, Vienne, 22 juin 1658, Édition Levinson, *A.O.G.* 103, p. 647. Voir aussi *Gedenkbücher 1658*.

prince sur place pour impressionner les électeurs [82]. Et il est certain que les difficultés de trésorerie consécutives au succès de Francfort paralysèrent l'action de l'Empereur dans l'affaire de Transylvanie [83]. Et dès à présent nous voyons le gouvernement de Vienne gêné en Europe orientale parce qu'il avait agi résolument à l'Ouest.

L'opinion publique allemande, et en particulier celle de Vienne ne cessèrent d'attribuer les plus noirs desseins à Louis XIV et, au moins jusqu'en 1664, le soupçonnèrent de vouloir s'emparer, pour lui ou son fils le Grand Dauphin, de la couronne impériale. A notre avis le problème mérite d'être posé, même si la politique française est demeurée fidèle, semble-t-il, aux principes de Mazarin [84] : s'emparer de territoires et de points d'appui ayant une valeur stratégique. En effet, on note que le thème de la candidature française à l'Empire réapparaît toutes les fois qu'il y a une crise des relations franco-impériales, c'est-à-dire au moment de l'élection de l'empereur Léopold, au début de la guerre de Hollande, et au moment des Réunions. Cette opinion s'appuie à la fois sur la supériorité de la puissance française, l'influence qu'elle exerçait dans les régions occidentales de l'Empire et sur la faiblesse biologique de la Maison d'Autriche [85]. A l'automne 1658, au moment de l'entrée solennelle du jeune empereur à Vienne, Wignacour écrit : « Ils veulent absolument icy que le Roy aye demandé l'Empire pour luy et ils soutiennent que la proposition en a esté faite à Munic par M. le Maréchal de Grammont [86]. » Au début de la guerre de Hollande le découragement est tel (on désespère que l'impératrice Marguerite-Thérèse ait désormais un fils, on redoute une agression turque et l'on craint l'extension de la guerre aux Pays-Bas) que le gouvernement de Vienne fait des ouvertures dans ce sens : le vice-chancelier d'Empire Königsegg « me jurait d'être du devoir de sa charge et même de son inclination de proposer qu'il vaudrait bien mieux offrir à Votre Majesté la Royauté des Romains puisque par là les sujets de l'Empire seraient en sureté pour leurs personnes et leurs biens [87]. » Avec les progrès des armées françaises, l'inquiétude ne fait que croître et en août « le baron d'Hisden [88] est arrivé en qualité d'envoyé pour supplier l'Empereur de s'avancer jusqu'à Prague ou plusieurs Electeurs et Princes le viendraient trouver pour concerter les moyens de se réparer contre les grands desseins de Votre Majesté qui tendait visiblement à la Couronne des Romains et à l'acquisition du reste des Pays-Bas, ce qui rendrait toute l'Europe tributaire à sa grandeur déjà trop formidable [89] ».

Et pendant les négociations de Nimègue, les ministres de l'Empereur nourrissent toujours les mêmes inquiétudes, ne comprenant pas pourquoi le roi de France veut garder Philippsbourg et Fribourg, si ce n'est pour contraindre les princes de la Ligue du Rhin à élire un roi des Romains de son choix, c'est-à-dire lui-même, son fils, ou un

82. En septembre on évaluait les frais de voyage du roi de Hongrie à 500 000 florins. Il semble que les prévisions aient été dépassées. Les ministres hésitaient donc à engager cette affaire, vu le manque d'argent. Rapport de nonciature, Prague, 5 septembre 1657. Édition Levinson, A.Ö.G. 103, p. 623.

83. Rapport de nonciature du 22 juin 1658, faute d'argent liquide, les ministres renoncent à lever des troupes pour constituer une armée en Hongrie. Édition Levinson, A.Ö.G. 103, p. 647.

84. Voir Fritz DICKMANN, *Der Westfälische Frieden*, Munster, 1959, p. 120-125, ainsi que les *Acta Pacis Westphalicae*, *ibidem*, t. 1.

85. Voir *infra*, p. 00-00. Et dès qu'un fils naît du mariage de l'Empereur avec l'infante Marguerite-Thérèse, le Conseil discute l'opportunité de faire élire le nourrisson roi des Romains pour ôter par là (ainsi que s'imaginent quelques ministres) « toute sorte d'espérance à V. M. de réussir au projet de cette mesme election ». Grémonville au roi, Vienne, 13 novembre 1667. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 27, f° 289.

86. *Relation de l'entrée de l'Empereur à Vienne*, Vienne, 9 octobre 1658. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 17, f° 436.

87. Grémonville au roi, Vienne, 2 juin 1672. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 42, f° 182-183.

88. Le baron d'Hisden. Aucune trace dans le *Repertorium der diplomatischen Vertrater*, *op. cit.*

89. Grémonville au roi, Vienne, 13 août 1672. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 43, f° 29.

prince allemand de sa clientèle [90]. Ils n'envisagent donc pas la politique d'annexion comme une fin en soi et il semble bien que leur analyse soit erronée; la politique des Réunions systématiques n'infirma pas une hypothèse qui eut la vie dure : au printemps 1684, « l'Empereur et son Conseil estoient fortement persuadés que la prise de Luxembourg achevoit de mettre entièrement les Electeurs du Rhin dans vostre dépendance, que cela lui ostoit toute espérance de pouvoir jamais faire élire M. l'Archiduc (l'archiduc Joseph, né du 3^e mariage de l'Empereur) Roy des Romains, et qu'il ne vouloit plus songer qu'à la succession du Roy catholique [91] ». Ils ne furent à la vérité pleinement rassurés qu'en 1689, lorsque, au début de la guerre de la Ligue d'Augsbourg, le Collège électoral nomma l'archiduc Joseph roi des Romains [92].

La politique d'annexions. — En fait, l'Empereur avait beaucoup plus à redouter les annexions françaises de territoires d'Empire, ainsi que les ingérences de Louis XIV dans les affaires d'Empire [93]. Si Portia nourrit jusqu'en 1664 une solide méfiance à l'égard de la France et de la Ligue du Rhin, l'aide effective apportée par celle-ci dans la guerre contre les Turcs modifia l'attitude du premier ministre et nous savons qu'un parti français, dirigé par le prince Lobkowitz, tenta un rapprochement avec Louis XIV.

L'affaire de Lorraine. — C'est le roi de France qui compromet l'entente cordiale, en occupant le duché de Lorraine, sous de vagues prétextes. Or, la Lorraine, en dépit d'une situation privilégiée depuis le xvi^e siècle, était tout de même fief d'Empire et l'Empereur fut obligé de prendre parti pour son vassal, Charles IV, dont il accueillit le neveu, qui fut par la suite généralissime des Impériaux et beau-frère de l'Empereur. A la vérité l'empereur Léopold avait le beau rôle, vis-à-vis des princes d'Empire, en défendant le droit et la justice alors que Louis XIV n'avait pour lui, en la circonstance, que le droit du plus fort [94].

Le vice-chancelier d'Empire Königsegg déclara à Grémonville « que si l'Empereur ne protégeait pas l'affaire de Lorraine, tout le monde se moquerait de sa faiblesse et même les Français [95] ». Cette attitude correspondait à un rapprochement avec l'électeur de Mayence et marquait le point de départ d'une politique féconde pour la Maison d'Autriche, qui regagna sous le règne de Léopold I^{er} le prestige et la considération qu'elle avait perdus dans les entreprises hasardeuses de Ferdinand II et de Ferdinand III. Les princes d'Empire ne se méfiaient plus de ses ambitions, mais recherchaient au contraire sa protection contre les agressions françaises. Cette évolution fut certes lente, mais elle fut surtout favorisée par la brutalité et le cynisme avec lesquels Louis XIV traita ses alliés et protégés allemands. Les succès médiocres des armées

90. Rapports de nonciature, Vienne, 24 juillet 1678. Édition Levinson, *A.Ö.G.* 106, p. 710.

91. Sébeville au roi, Linz, 30 mai 1684. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 58, f^o 114.

92. RINCK, Léopold, t. II, p. 552-555.

93. Portia estime que les Français ont de plus en plus de prestige et d'autorité dans l'Empire et « qu'ils dirigent les princes de la Ligue du Rhin plus comme des soldats que comme des Alliés ». Rapport de nonciature, 31 décembre 1661. Édition Levinson, *A.Ö.G.* 103, p. 723.

94. *La Résolution du Roy donnée au Sieur comte de Windisgrätz envoyé de l'Empereur sur l'affaire de Lorraine* (janvier 1671). Louis XIV invoque à nouveau « la mauvaise foi, la légèreté et les continuelz artifices du Duc de Lorraine », mais surtout il estime que son honneur est en jeu, parce que l'Empereur voudrait obtenir la restitution de la Lorraine à Charles IV, et il conclut : « La Lorraine m'appartient. Et personne aujourd'hui n'y a de meilleur droit que moi par les raisons convaincantes que je vous ai dites. » A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 44, f^o 12 (copie). Malheureusement les raisons alléguées par Louis XIV dans la Résolution sont faibles. En gros, il estimait que la Lorraine était aussi fief français.

95. Grémonville au roi, Vienne, 1^{er} janvier 1671. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 39, f^o 13. De même, au début de la guerre de Hollande, l'Empereur posa, comme base de négociation possible, la restitution de la Lorraine, des places d'Empire occupées par les armées françaises et des villes alsaciennes de la Décapole annexées au royaume en 1668. Rapport de nonciature, Vienne, 9 décembre 1672. Édition Levinson, *A.Ö.G.* 106, p. 629-630.

impériales ne permirent point à l'Empereur d'obtenir la restitution complète de la Lorraine à son duc, qui préféra l'exil aux conditions exorbitantes qui lui étaient posées [96]. Et il paya d'un morceau de son patrimoine, la forteresse de Fribourg-en-Brisgau, le soutien qu'il avait apporté à ses vassaux de l'Empire.

Les Réunions. — En fait la paix de Nimègue va marquer le début d'une époque extrêmement pénible pour l'Empire et l'Empereur, durant laquelle Louis le Grand, fort de son prestige, de sa puissance militaire et de droits anciens plus ou moins douteux et plus ou moins caducs, annexa de nombreux territoires [97] en vertu d'arrêtés des Chambres de Réunion de Metz et de Brisach. Cette politique était basée sur l'utilisation intensive des archives qui devaient faire apparaître des liens de vassallité et donner une apparence de justification aux occupations militaires. Cette politique voulue par le roi, exécutée avec empressement par Louvois, Colbert de Croissy et leurs créatures, suscita à la fois l'indignation de l'opinion allemande [98] et l'effroi des gouvernements [99]. Le point culminant de la crise fut la *chute de Strasbourg* le 30 septembre 1681 que rien, en droit, ne justifiait. Mais selon un scénario souvent répété au *xx^e* siècle, le déploiement des troupes françaises, l'occupation du fort de Kehl qui isolait la ville, un mélange de menaces et de promesses obligèrent le magistrat à capituler entre les mains de Louvois [100]. La réaction des princes [101] alla de l'approbation nuancée (Max-Emmanuel de Bavière, le grand Électeur ou l'Électeur de Mayence) [102] à l'inquiétude manifestée par l'Électeur de Cologne ou par l'Empereur et ses ministres : « Ils conviennent tous que Votre Majesté estoit en pouvoir d'en faire davantage, et disoient que la Suabe et Ulme mesme estoient prests de se mettre sous la protection de Votre Majesté et d'en faire autant que Strasbourg. C'est pourquoi les ministres croiroient l'Empereur fort heureux suivant tout ce que j'entends si Votre Majesté vouloit se borner au Rhin car le chagrin qu'ils ont n'est pas de ce qu'ils ont perdu, mais de ce qu'ils craignent de perdre [103]. »

Et l'opinion de Kaplirš [104] traduit assez bien les sentiments de l'entourage de l'Empereur « qui doit compter sur cette ville-là perdue pour l'Empire pour plusieurs raisons. La première qu'elle estoit au-delà du Rhin (par rapport à Vienne et à l'Empire) et située dans l'Alsace. La seconde qu'il estoit presque impossible de la secourir si Votre Majesté l'attaquait et la troisième que leurs richesses venoient de France par leur trafic

96. Si on lui restituait le gouvernement nominal du duché et l'administration civile, le pays demeurait en fait occupé par l'armée française.

97. H. KAUFMANN, *Die Reunionskammer zu Metz*, 1899. G. ZELLER, « Louvois, Colbert de Croissy et les réunions de Metz », dans *La Revue historique*, t. 131, 1919.

98. Sur l'abondante campagne de presse, HÖLSCHER, *Die öffentliche Meinung im Deutschland über den Fall Strasbourg*, 1896.

99. En particulier celui de l'électeur de Mayence. Voir à ce sujet le récent ouvrage de J. WYSOCKI, *Kurmainz und die Reunione*, thèse, Mayence, 1963.

100. A. LEGRELLE, *Louis XIV et Strasbourg*, 1 vol., 808 p., Paris, 1884, étudie la chute de la ville, p. 523-564. Il ne se fait aucune illusion sur les sentiments du patriciat, jaloux de l'autonomie de la petite république et aussi méfiant à l'égard de Vienne qu'à l'égard de Paris. Il attribue essentiellement la chute rapide de la ville au déploiement de la force (p. 541).

101. Bien étudiée par A. LEGRELLE, *op. cit.*, p. 501-510, d'après les différentes correspondances politiques des archives des Affaires étrangères.

102. Pour des raisons religieuses. A. LEGRELLE, *op. cit.*, p. 625.

103. Sébeville au roi, Vienne, 16 octobre 1681. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 50, f° 316-317. Cette crainte est justifiée par les dispositions des principaux membres du cercle de Souabe qui, selon l'envoyé de la cour de Vienne, « aymeroient mieux avoir le Turc que les troupes de l'Empereur en quartier ». Sébeville au roi, Sopron, 23 octobre 1681. *Ibidem*, f° 325-326.

104. Gaspard Kaplirš (1611-1686) fit une carrière militaire au service de l'Empereur et reconstitua la fortune de sa famille ruinée par les confiscations de 1620. À partir de 1680 joua un rôle important dans le Conseil d'État et participa activement à la défense de Vienne en 1683. Voir J. A. VON HELFERT, *Kaplirš der Chef der Wiener Verteidigung 1683*, 1 vol., Prague, 1883.

et qu'il dépendait de Votre Majesté de les ruiner entièrement quoy que pust faire l'Empereur et l'Empire pour l'empescher [105]. »

Si le gouvernement de Vienne est si résigné, c'est qu'il a fait une cruelle expérience en entrant en guerre en 1673. Or, la situation générale ne s'est pas améliorée depuis huit ans : outre le fait que la force française paraît au moins aussi redoutable, la situation des pays héréditaires s'est détériorée. Ils viennent de subir les effets d'une grave épidémie de peste [106], qui a paralysé la vie économique et la Bohême a été, l'année précédente, le théâtre d'une vaste révolte paysanne [107]. D'autre part la Hongrie royale est en état de rébellion ouverte. L'Empereur n'a pas appris la chute de Strasbourg à Vienne, mais à Sopron, en Hongrie, où il négocie avec la Diète pour trouver un compromis avec la *natio hungarica* [108]. Le chef de l'insurrection hongroise I. Thököly a mené, avec le gouvernement de Vienne, des négociations qui n'ont abouti à aucun résultat. Le danger hongrois et, à l'arrière-plan, l'éventualité d'une attaque ottomane appuyant Thököly, se précisent à l'automne; c'est l'ambassadeur vénitien Contarini, qui évoque la profonde inquiétude des ministres de l'Empereur, après la chute de Strasbourg; ils ont appris le même jour que les villes de Casale et de Strasbourg « étaient tombées entre les mains des Français qui s'étaient, sans effusion de sang, emparés des principales clés de l'Italie et de l'Allemagne. Il est vraiment impossible de décrire comment les ministres de cette cour en sont demeurés étourdis et confus, en se voyant placés au milieu de tant de dangers de part et d'autre, redoutant la formidable puissance ottomane et celle non moins considérable du Roi Très Chrétien [109]. »

Nous saisissons une prise de conscience de la part des responsables, qui se voient acculés à un choix à un moment où il est encore possible de négocier avec chacun des adversaires éventuels. L'opinion, en revanche, s'indigne et réclame des mesures immédiates, et dans le courant de l'hiver Sébeville nous apprend que *le public compte sur la guerre* [110]. Force est donc de distinguer à ce moment entre l'opinion, le Conseil et le souverain. Le Conseil est divisé, comme d'habitude, et aurait envie de reprendre les conférences de Francfort avec la France [111]. Quant à l'Empereur il est partagé entre ses devoirs de chef de l'Empire et ses sentiments catholiques : « Les ministres de l'Empereur ont écrit par tout l'Empire que Votre Majesté luy faisoit faire par moy des propositions fort avantageuses qu'il ne vouloit pas escouter, estant le Père commun et préférant a son interest particulier le général, qu'il n'abandonneroit jamais [112]. »

Belle maxime à laquelle il convient d'opposer les confidences du père Marco D'Aviano : « Que si Votre Majesté s'estoit mise en possession de Strasbourg contre le

105. Sébeville au roi, Sopron, 23 octobre 1681. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 50, f° 324. Sur l'importance des relations économiques entre Strasbourg et la France, voir G. LIVET, *L'Intendance d'Alsace*, p. 405-599.

106. Voir *infra*, chap. iv, p. 175-176.

107. RINCK, *Leopold*, t. II, p. 305-306. Pour la description et pour l'interprétation, voir *infra*, chap. iv, p. 000.

108. Voir à ce sujet J. BÉRENGER, « La Hongrie des Habsbourgs au XVII^e siècle : république nobiliaire ou monarchie limitée ? », *op. cit.*

109. Dépêche de Contarini du 12 octobre 1681. Venise, Dispacci di Germania, filza 155 : « (La France) essendosi, senza spargimento di sangue, in un stesso tempo impossessata delle chiavi principali dell'Italia e dell'Alémagna. Non si può bastamente descrivere come ne sian rimesti storditi istessa mente e confusi questi Ministri nel vedersi costituiti nel mezzo a tanti pericoli dell'un canto, e dell'altro strepidando la formidabile Potenza dell'Ottomano e quella non meno considerabile del Christianissimo. »

110. Sébeville au roi, Vienne, 15 janvier 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 53, f° 29.

111. « ... Mr de Lorraine, Mr de Baden, l'ambassadeur d'Espagne et le comte Zinzendorff, Grand Mareschal, poussent l'Empereur d'un autre costé. Mr de Schwarzenberg et Mr Oker soustiennent pour la paix. Mr le comte de Capeliers m'a dit en propres termes qu'on accepteroit à la fin la proposition de Votre Majesté. » Sébeville au roi, *ibidem*.

112. Sébeville au roi, 29 janvier 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 53, f° 41. C'est ce qui ressort bien de l'ouvrage de M. WYSOCKI, *op. cit.*

traitté de Munster, la dite ville avoit manqué la première au dit traitté n'ayant point voulu permettre à l'Evesque ni aux Chanoines de faire le service divin dans le Dôme, ce qui leur estoit permis par le mesme traitté de Munster et qu'ainsy Votre Majesté n'estoit plus obligée d'avoir aucun esgard à l'exception qui avoit esté faite en faveur de la ditte ville à Munster [113]. » Mais cet avis officieux rejoint le sentiment des principaux électeurs catholiques et, à ce moment, les inquiétudes du gouvernement de Vienne concernent beaucoup plus la dignité impériale elle-même que la perte des positions stratégiques dans l'Empire. Ainsi le dilemme qui partage le Conseil au cours de l'année 1682 se situe à un très haut niveau : d'une part défense des États patrimoniaux et de la capitale devant le péril turc, d'autre part sauvegarde de la dignité impériale en face d'une candidature française. Pourtant la situation serait encore relativement simple s'il n'y avait pas simultanément l'action de la France contre la monarchie d'Espagne, qui oblige l'Empereur à prendre également en considération les intérêts purement familiaux. Kaplirš a dit à Sébeville en confidence « qu'il y aura assurément des affaires de ce costé là (c'est à dire de la Hongrie et des Turcs) et que l'Empereur seroit très content d'accepter les offres de Votre Majesté, mais qu'il veut auparavant détourner l'orage qui menace l'Espagne tant en Flandres qu'en Catalogne et en Italie, et qu'il ne voyoit de difficultés à l'accommodement que de ces costés là [114] ».

On sait que l'intransigeance du grand vizir Kara Mustapha obligea l'Empereur à faire la guerre en Hongrie, tandis que Louis XIV faisait preuve de modération. Le choix fut reporté à l'année suivante et après bien des hésitations l'Empereur se décida à poursuivre, avec l'aide des États de l'Empire, la guerre en Hongrie et à signer la trêve de Ratisbonne [115].

L'agression française. — La trêve de Ratisbonne ne devait pas être respectée par la France, tout au moins l'esprit du traité et dès janvier 1687 l'Empereur était sans illusion : « Et Rome sait de source sûre que, du côté français, on a fait de grands préparatifs... Mais je ne peux pourtant pas empêcher que ne se fassent tant d'injustices et que l'Empire soit si maltraité par le Roi [116]. » Le différend portait sur la succession éventuelle de l'électeur de Cologne, où la France voulait imposer un de ses clients, le cardinal Guillaume-Egon de Fürstenberg, évêque de Strasbourg depuis 1682. Ce dernier avait succédé à son frère François-Egon dans toutes ses prérogatives et prétentions. Chanoine de Cologne et de Liège, il eût voulu être nommé coadjuteur des deux sièges, avec droit de succession à Maximilien-Henri de Bavière, archevêque-électeur de Cologne et prince-évêque de Liège depuis 1650. Maximilien-Henri qui avait peu de goût pour la politique, laissa faire les frères Fürstenberg, véritables instruments de la politique française en Allemagne : Guillaume-Egon devint chancelier de l'électeur Maximilien-Henri, et l'électorat fut la base de départ des troupes françaises dans la guerre de Hollande. Son attitude était tellement contraire aux intérêts de l'Empire que l'Empereur le fit arrêter au Congrès de Cologne (1673), inculper de haute trahison et incarcérer en Autriche. Guillaume-Egon ne fut libéré qu'en 1679, mais l'empereur Léopold se méfiait toujours autant de lui, sans pouvoir toutefois l'empêcher de se faire élire coadjuteur de Cologne, malgré les préventions de Maximilien-Henri et du chapitre. Or, l'élection devait être ratifiée par le Saint-Siège, qui refusa net. Nouvel épisode de la lutte

113. Sébeville au roi, 7 juin 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 53, f° 214-15.

114. Sébeville au roi, Vienne, 19 février 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 53, f° 62.

115. Bonne mise au point récente dans J. WYSOCKI, *op. cit.*

116. « E Roma certo sà che da parte di Francia s'habbi fatto grandi preparativi. Però non posso almeno impedire che non si faccia tante injustitie et habbiamo l'Imperio dal Re sì maltratto. » Lettre de l'Empereur au père Marco D'Aviano, Vienne, 19 janvier 1687, éd. Klopp, p. 138.

diplomatique entre Louis XIV et Innocent XI [117]. Le pape soutenait le candidat impérial : Joseph-Clément de Bavière, frère de l'électeur régnant à Munich : Max-Emmanuel. Joseph-Clément n'a que 17 ans et préfère la milice à l'Église [118], mais son frère est pour l'heure gendre et allié de l'empereur Léopold. En outre il succéderait à son oncle et le siège de Cologne est traditionnellement occupé par un Wittelsbach. Enfin l'élection de son concurrent, le cardinal Guillaume-Egon de Fürstenberg, n'est pas valable en droit canon. Dès la mort de l'électeur Maximilien-Henri (3 juin 1688) l'Empereur prévoit des difficultés : « Il n'y a pas de doute que le cardinal de Fürstenberg voudra se maintenir avec l'élection que le Chapitre a faite en sa personne, laquelle election est nulle et Sa Sainteté ne voudra pas la confirmer [119]. »

Louis XIV cherche à faire confirmer l'élection du cardinal de Fürstenberg [120] et occupe militairement l'électorat. A cela vinrent s'ajouter les prétentions de Madame, née princesse palatine, à la succession de son frère Charles II, mort sans héritier direct. Louis XIV fit occuper le Palatinat et appuya d'une déclaration fracassante la candidature du cardinal de Fürstenberg [121].

C'est pourquoi l'Empereur se réjouit particulièrement de la prise de Belgrade par les Impériaux, en septembre 1683, car il détenait là un gage important, qui lui permettait au moins de négocier dans une position de force avec les Turcs, au cas où il serait obligé de cesser les hostilités en Hongrie pour défendre l'Empire, « puisque les Français ne veulent plus rester tranquilles mais que continuant leurs marches ils veulent faire une guerre ouverte à l'Empire [122]. »

L'agression brutale de l'armée française place l'Empereur dans une situation encore plus délicate qu'en 1682, car il ne s'agit plus seulement de reconnaître le fait accompli, ou de prendre le risque d'une candidature française, il faut désormais protéger les biens et les personnes de ses vassaux. Et si le péril turc est moins grand que naguère, cette fois les forces de l'Empereur et une partie des forces de l'Empire sont réellement engagées dans la lutte; le choix a été fait, il n'est plus à faire, d'où la perplexité de l'Empereur : « Je puis bien dire *angustiae mihi sunt undique*, tandis que d'une part les Français commettent de grands dommages et des désordres dans l'Empire, et je ne vois pas comment leur résister et que d'autre part je ne suis pas hors d'affaire avec les Turcs [123]. »

A l'automne 1688 Monclas entra au Palatinat avec 12 000 hommes de troupe, prit Kaiserslautern et Neustadt, et imposa une garnison française à Spire et à Worms, villes d'Empire, tandis qu'une autre armée française occupait Heidelberg et Mannheim et que Feuquières parcourait les cercles de Souabe et de Franconie pour y lever des contributions de guerre. La place de Philippsbourg, mal défendue, se rendit après trois semaines

117. Voir à ce sujet Georges LIVET, *Recueil des instructions aux ambassadeurs*, t. XXVIII/2, « Électorat de Cologne », Introduction p. XXIII-XXVIII ainsi que l'instruction à Gravel de Marly du 4 février 1685, p. 72-79 et celle donnée à Du Héron le 19 avril 1688, p. 82-88.

118. Voir Max BRAUBACH, *Die vier letzten Kurfürsten von Köln*, Bonn, 1931, p. 940.

119. « E non sarà dubbio ch'il Cardinal di Fürstenberg vorrà mantenersi coll'elezione ch'il Capitolo fece di coadiutore nella sua persona la quale elezione è nulla, nè Sua Santità la vuole confermare. » Lettre de l'Empereur au père Marco D'Aviano, Vienne, 14 juin 1688, éd. Klopp, p. 68.

120. « Mémoire pour servir d'instruction au sieur du Héron, en cas que l'Electeur de Cologne vienne à mourir, » *Recueil des instructions*, t. XXVIII/2, p. 89-91.

121. RINCK, *Léopold*, t. II, p. 491-493, G. ZELLER, *Histoire des relations internationales*, t. III, p. 68.

122. « Parendo che li Francesi non vogliono star più quieti, ma continuando le marcie vogliono far all'Imperio una coperta guerra... » Lettre de l'Empereur au père Marco D'Aviano, Vienne, 26 septembre 1688, éd. Klopp, p. 174.

123. « ...ben posso dire : *Angustiae mihi sunt undique*; mentre da una parte li Francesi fanno danno e turbolenze nell'Imperio, e non vedo come resistergli, dell'altra non son fuori dell'impegno col Turcho. » Lettre de l'Empereur au père Marco, 9 décembre 1688, éd. Klopp, p. 175.

de siège, moyennant une capitulation honorable [124]. D'autre part Boufflers se présenta devant Mayence. L'électeur, Anselme-François d'Ingelheim, refusa d'y mettre une garnison de Suisses, qui eût été payée par la France, mais laissa mettre une garnison française dans la citadelle, en octobre 1688 [125]. Ainsi Louis XIV contrôlait militairement toute la vallée du Rhin, sans même avoir déclaré la guerre. C'est pourquoi l'Empereur s'est vu contraint de passer à l'action et il a fait appel à l'opinion. Ainsi dans la déclaration royale lue à la session spéciale de la diète de Bohême, il blâme sans détour l'attitude du roi de France qui a rompu la trêve de 20 ans, au mépris du droit des gens, occupé le Palatinat avec une puissante armée et mis le siège devant Philippsbourg. C'est pourquoi l'Empereur, quoique occupé à la lutte contre la Porte, doit opposer une résistance suffisante à l'ennemi, d'autant plus nécessaire que les électeurs et princes d'Empire sont, cette fois, bien décidés à lutter contre la France, « afin qu'on puisse, *conjunctis viribus*, traverser les cruels procédés de l'ennemi et ses machinations ultérieures et par là-même rétablir au plus vite la tranquillité *in statu publico*, au moins sur un front [126] ». Il fait clairement appel à la solidarité entre l'Empereur et les États de l'Empire, et de fait l'Empereur n'a pas hésité à remplir ses obligations.

CONCLUSION.

On mesure ainsi tout le chemin parcouru depuis la capitulation impériale de 1658, imposée par des électeurs méfiants, clients de la France, au jeune archiduc Léopold, que l'on soupçonnait de vouloir faire le jeu de la monarchie d'Espagne [127]. La réconciliation intervenue en 1673 n'était pourtant pas totale, puisqu'en 1682 l'empereur Léopold se plaignait de ne pouvoir compter sur les États de l'Empire, incapables de s'unir en face des périls extérieurs [128]. Il faut donc bien admettre la thèse de l'historiographie traditionnelle [129] : les excès de la politique française, tant dans l'Empire que contre les protestants, ont profondément modifié le rapport des forces; ce que n'avait pu obtenir le chef légitime de l'Empire, Louis XIV et Louvois l'ont réalisé : le Brandebourg passe du côté de l'Empereur, la majorité des princes adhère à la Ligue d'Augsbourg, et seul l'électeur de Mayence, Anselme-François d'Ingelheim, choisit cette fois le mauvais parti, conditionné par un réflexe de peur en face de la puissance militaire française. Ajoutons, bien sûr, que la révolution d'Angleterre n'a pas peu contribué à modifier le rapport des forces; désormais les puissances maritimes, grâce à Guillaume d'Orange, à la fois stadhouder des Provinces-Unies et corégent en Angleterre, ont une politique

124. RINCK, *Leopold*, t. III, p. 492-493.

125. RINCK, *Leopold*, t. II, p. 492. Voir également WYSOCKI, *Kurmainz und die Reunionen*, thèse Mayence, 1963, *op. cit.*

126. SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton, 1677-1694, *Conventus*, 1688 (3-22 novembre 1688), f° 3-5. « Damit man conjunctis viribus denen feindlichen grausamen proceduren und fernern Machinationen begegnen / und mithin die Tranquilen Statu publico desto eherder Wenigist auf einer Seiten verschaffen möge. »

127. Un exemplaire de la *Wahlcapitulation* se trouve dans le *Theatrum Europaeum*, t. VIII, p. 436-453 (BN 6901) en particulier l'article 14 lui interdisait d'intervenir dans la guerre franco-espagnole.

128. Kaplirš confiait à Sébeville : « L'Empereur était malheureux et que tout s'opposoit à sa bonne résolution, que toutes les parties de l'Empire qui le devoient reconnaître pour chef et concourir avec luy au bien public s'en separoient et agissoient chacun souverainement suivant leurs interests particuliers, qu'il n'y avoit plus d'ordre de gouvernement observé ny de forme d'Empire que pour s'opposer aux dessins de l'Empereur, qui estoit attaqué de toutes parts ou sur le point de l'estre. » Sébeville au roi, Vienne, 24 avril 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 53, f° 138-139.

129. Elle a été exposée avec force par H. HANTSCH, *Geschichte Österreichs*, t. II, p. 75-77, qui reprend l'argumentation des historiens allemands contre les *Raubkriege*. Même G. ZELLER, *Histoire des relations internationales*, p. 68-72, doit admettre que Louis XIV n'était pas la victime innocente, attaquée par ses méchants voisins.

commune face à la France. Même la Suède, la vieille alliée traditionnelle de la France contre la Maison d'Autriche a abandonné le camp français depuis 1682, son roi Charles XI étant ulcéré par la politique des Réunions qui l'a spolié de son domaine du Palatinat Deux-Ponts [130]. Pourtant cette convergence de ralliements à la Maison d'Autriche n'est pas étrangère à l'effacement de la monarchie d'Espagne. Dans la crise des années 1681-1683 on soupçonnait l'Empereur de vouloir défendre avant tout les intérêts familiaux et de s'engager à l'Ouest moins pour protéger l'Empire que les Pays-Bas espagnols, fort menacés par les prétentions françaises. En 1688 la monarchie d'Espagne n'est plus en cause, mais seulement deux entreprises auxquelles sont associés les États de l'Empire : la reconquête de la Hongrie sur les Turcs à l'Est et la défense de l'intégrité du territoire du *Reich* à l'Ouest. Par conséquent, l'hypothèque de la politique de famille est (provisoirement) levée au profit d'une politique « nationale », que les princes allemands peuvent soutenir beaucoup plus aisément.

C. LE SOUTIEN DE LA MONARCHIE D'ESPAGNE.

Mais quelles qu'aient été les réticences des États de l'Empire, la politique générale de l'empereur Léopold ne peut se comprendre que si l'on tient compte du fait que les Habsbourg représentent avant tout une famille, en un temps où les liens familiaux et la notion de patrimoine ont une valeur extraordinaire, dont nous nous rendons mal compte aujourd'hui [131]. Charles Quint, partageant ses domaines entre son fils Philippe II et son frère Ferdinand I^{er}, créa une branche aînée, à laquelle revint la monarchie d'Espagne, et une branche cadette qui reçut la dignité impériale et les pays d'Europe centrale. Le signe visible de la prééminence de la monarchie d'Espagne fut le transfert à Philippe II de l'Ordre de la Toison d'Or et jusqu'en 1700 ce fut le roi d'Espagne qui conféra la Toison d'Or aux archiducs et à leurs plus illustres serviteurs. La demande était transmise à Madrid par l'Empereur, qui devait l'appuyer et souvent la renouveler [132]. Et la Chancellerie de l'Ordre traitait l'affaire en français, langue officielle de l'État bourguignon. Les dispositions prévues au moment de l'abdication de Charles Quint furent renouvelées en 1619 par le traité Oñate, passé entre l'ambassadeur d'Espagne auprès de l'Empereur et Ferdinand de Styrie. Les deux branches se promettaient mutuellement aide et assistance, encore que la branche viennoise ait longtemps fait figure de parente pauvre, parce qu'elle possédait des territoires moins prestigieux que les Pays-Bas ou les États italiens et moins riches que les Indes occidentales. Seule la dignité impériale maintenait un certain équilibre en faveur de Vienne. Mais l'alliance d'Espagne fut une lourde charge pour l'empereur Léopold, par suite du déclin de la puissance espagnole et du problème aigu de la succession, qui hypothéqua la politique viennoise pendant ce demi-siècle, pour aboutir finalement, en 1701, à la longue et difficile guerre de la Succession d'Espagne et au démembrement du patrimoine hérité de Charles Quint.

130. *Extrait du traité signé entre l'Empereur et le Roy de Suède à Vienne le 28 juillet 1682*. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 52, f° 106-108. Copie de l'original latin, *ibidem*, f° 113-116. Il s'agit d'une alliance défensive dont le but « n'est autre que la conservation du repos public et leur seureté réciproque sur le pied du traité de Westphalie de l'an 1648 et de ceux de Nimègue de l'an 1678 et 1679 (Art. 2 du traité).

131. Voir à ce sujet l'analyse d'A. WANDRUSZKA, *Das Haus Habsburg*, 1 vol. 226 p., Vienne, 1956, introduction, p. 18-25.

132. Ainsi par exemple la candidature de Johann Quintin comte Jöger. Une première demande a été faite par l'Empereur le 26 juin 1685 et renouvelée le 21 décembre 1687; la patente a été publiée à Madrid le 19 février 1688 au nom du « Roy, Duc de Bourgogne, Chef et Souverain de l'ordre de la Toison d'Or ». HHSStA Vienne, ms. W 75, J. Q. Jöger, *Unterschiedliche Motiven*. Dossier de la Toison d'Or, f° 61-64 V.

Crise biologique et problème de succession.

C'est un fait indéniable qu'en l'espace de 15 ans la Maison d'Autriche connaît une crise d'ordre biologique : famille encore nombreuse vers 1650, elle paraît proche de son extinction à la fin de l'année 1665, puisqu'en dehors du fragile roi enfant Charles II, il ne reste plus qu'un seul homme, notre empereur Léopold I^{er}, de santé plutôt fragile et encore célibataire par la faute de la Cour de Madrid. Comment en est-on arrivé à une situation aussi périlleuse ?

Crise à Madrid. — C'est Madrid qui finalement eut les moindres responsabilités dans l'affaire. Philippe IV avait mis de grands espoirs dans l'enfant don Balthazar Carlos, mort prématurément. Il s'est alors remarié avec l'archiduchesse Maria-Anna, dont est né le futur roi Charles II, que toute l'Europe va regarder mourir pendant quarante ans. Il fut l'un des éléments essentiels du problème posé par la succession d'Espagne, en se refusant à mourir en bas âge, en n'engendrant aucune descendance et en laissant un testament destiné à sauvegarder les intérêts de la monarchie d'Espagne plutôt que ceux de la famille elle-même. D'autre part Philippe IV avait deux filles : les infantes Marie-Thérèse et Marguerite-Thérèse, qui sont devenues respectivement reine de France et impératrice, et dont les descendants ont aussi revendiqué des droits à la succession d'Espagne.

Crise à Vienne. — Vienne eut en revanche un comportement dangereux en consacrant des cadets au célibat ecclésiastique, afin de contrôler de nombreux évêchés dans l'Empire. Ainsi, en 1650, il y a à Vienne, outre l'empereur Ferdinand III et son fils le roi de Bohême et de Hongrie, Ferdinand IV, le jeune archiduc Léopold-Ignace qui, nous l'avons vu, est destiné à l'Église, comme l'a été son oncle et rival au trône impérial, l'archiduc Léopold-Guillaume. La mort de Ferdinand IV provoqua le retour de l'archiduc Léopold-Ignace à l'état laïque, mais son frère cadet, l'archiduc Charles, né d'un mariage de Ferdinand III avec la princesse Éléonore de Gonzague-Mantoue, est dès son plus jeune âge nommé grand maître de l'Ordre teutonique, où il succède à son oncle l'archiduc Léopold-Guillaume le 14 mai 1662 [133]. Ce dernier meurt le 29 novembre 1662, suivi de peu par son jeune neveu et successeur l'archiduc Charles (27 janvier 1668). Mais c'est un phénomène courant à l'époque : les familles, pour éviter de morceler les successions en multipliant les secundogénitures, favorisent l'entrée des cadets dans l'Église ou les ordres militaires, quitte à provoquer l'extinction rapide desdites familles.

Crise à Innsbruck. — La situation n'eût pas été si grave si la branche d'Innsbruck n'avait connu, elle aussi, une crise inattendue par la mort de l'archiduc Ferdinand-Charles en 1662 (décédé sans enfant) suivie d'une manière tout à fait imprévue par le décès de son frère Sigismond, évêque de Gurk et d'Augsbourg, le 24 juin 1665 [134]. Et c'est Sagredo qui en tira les conclusions qui s'imposaient : « La Maison d'Autriche en Allemagne se maintient dans la seule personne de l'Empereur, avec le seul

133. HKA Vienne, *Familienakten*, art. Carl Joseph Erzherzog zu Österreich.

134. Grémonville rapporte des rumeurs selon lesquelles l'archiduc aurait été empoisonné, mais, ajoute-t-il, « sa mort est très naturelle », car à l'autopsie « l'on a trouvé qu'il ne pouvoit pas vivre longtemps ». Dépêche du 4 juillet 1665. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 21, f^o 246.

espoir du mariage avec l'Infante (Marguerite-Thérèse). L'Empereur dans la vigueur de l'âge n'est pas d'une complexité très robuste, les deux Maisons se peuvent difficilement conserver [135]. »

Le mariage de l'Empereur. — En effet, l'affaire était encore compliquée par suite d'une autre habitude assez répandue chez les gens du XVII^e siècle : les mariages consanguins destinés à éviter la dispersion du patrimoine. Des deux filles de Philippe IV, l'aînée, l'infante Marie-Thérèse avait été plus ou moins promise à son cousin de Vienne Léopold. Mais la paix des Pyrénées vint ruiner ce projet, car le roi d'Espagne sacrifia sa fille aînée à la réconciliation avec la Maison de Bourbon et l'infante Marie-Thérèse fut, pour son malheur, contrainte d'épouser son cousin français. Cette disposition de la paix des Pyrénées provoqua la consternation à Vienne, car la Cour de Madrid offrait à l'Empereur d'épouser la cadette, l'infante Marguerite-Thérèse âgée de 8 ans. L'Empereur déclara « qu'il avait besoin de prendre femme le plus vite possible et qu'il ne voulait pas mourir pour faire plaisir aux Espagnols [136] ». Le Conseil envisage alors d'autres partis possibles et l'archiduc Léopold-Guillaume alla jusqu'à suggérer à son neveu d'épouser une princesse française. Pourtant les liens familiaux furent finalement les plus forts, une fois passée la première colère. En 1662 l'Empereur envoya le comte Pötting comme ambassadeur auprès de Philippe IV pour qu'il sondât les intentions de ce dernier, quant au mariage de l'infante, car le Conseil de l'Empereur redoutait des complications; étant donné la santé débile du jeune don Carlos (le futur roi Charles II) l'infante avait des chances d'être l'unique héritière, si l'on admettait la validité de la renonciation solennelle de sa sœur aînée. Dans ce cas, le Conseil de l'Empereur ne se faisait aucune illusion sur les chances du mariage, alors que les intérêts évidents de la branche cadette parlaient en faveur d'un mariage (Léopold a alors 22 ans) [137]. Au printemps 1665, l'Empereur envoya le baron Lisola rejoindre Pötting, son ambassadeur à Madrid, afin qu'il tentât de voir clair dans les arguties espagnoles; en principe Philippe IV lui avait accordé la main de sa fille, mais le Conseil d'Espagne retardait le départ de l'infante sous toutes sortes de prétextes [138]. La mort de Philippe IV en novembre de la même année vint encore compliquer la situation, car selon le testament de ce dernier, l'infante Marguerite-Thérèse serait effectivement l'unique héritière de la monarchie d'Espagne, au cas où le jeune Charles II mourrait.

Le Conseil d'Espagne attendit encore presque une année avant de laisser partir l'infante à Vienne; il ne s'y résolut que lorsqu'il fut clair que l'empereur Léopold ne quitterait pas Vienne pour Madrid, abandonnant la régence de l'Empire à la veuve de Ferdinand III, l'impératrice douairière Éléonore de Gonzague-Mantoue [139]. Idée peu réaliste, qui n'aurait trouvé aucun écho favorable chez les princes d'Empire, mais qui montre combien le Conseil d'Espagne était persuadé de la prééminence de la branche aînée. L'union de l'empereur Léopold I^{er} et de l'infante Marguerite-Thérèse, si elle fut une réussite sur le plan sentimental, fut néanmoins très brève. La jeune souveraine mourut en effet en 1673, probablement de phthisie et après de nombreuses fausses couches; seule survécut une fille : l'archiduchesse Maria-Antonia [140].

Contraint par la raison d'État de se remarier au plus vite, l'Empereur épousa sa parente, l'archiduchesse d'Innsbruck, Claudia Félicitas, union brève, qui ne fut point

135. « La Casa d'Austria in Germania resta in Cesare solamente con le speranze del matrimonio dell'Infante... Cesare nel vigore degli anni, non in complessione robusta. Queste due Case difficilmente si possono conservare. » Dépêche du 5 juillet 1665. Venise, Dispacci di Germania, filza 127.

136. Rapport de nonciature, Vienne, 7 juin 1659. Édition Levinson, *A.O.G.* 103, p. 679.

137. Dépêche de G. Sagredo, Wiener Neustadt le 15 octobre 1662. Venise, Dispacci di Germania, filza 121.

138. A. F. PRIBRAM, *Franz Paul Freiherr von Lisola und die Politik seiner Zeit*, p. 268-270.

139. Grémonville au roi, Vienne, 18 avril 1665. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 21, f^o 86.

140. RINCK, *Leopold*, t. 2, p. 178.

féconde. Finalement ce n'est que le troisième mariage avec une Wittelsbach, la princesse Magdalena-Theresia de Palatinat-Neubourg, qui apporta à la Maison d'Autriche la descendance tant attendue; en juillet 1678 elle donna le jour à l'archiduc Joseph, le futur empereur Joseph I^{er}, mais l'obstination à pratiquer des mariages consanguins avait retardé cette naissance de près de vingt ans et fait douter des chances de survie de la Maison d'Autriche. Aussi comprend-on aisément le vœu de l'empereur Léopold qui consacra tous les éventuels descendants à saint Joseph, introduisant ce prénom jusque-là inconnu chez les Habsbourgs [141]. Il n'empêche que ces habitudes matrimoniales (célibat des cadets et mariages consanguins) avaient compromis la situation des Habsbourgs dans l'Empire et facilité le développement du courant d'opinion selon lequel le Dauphin pourrait être roi des Romains, voire le duc d'Orléans, si ce dernier épousait une archiduchesse sœur de l'Empereur [142].

Mais la politique familiale imposée ou suggérée par la branche aînée n'était pas la seule charge qui devait peser sur la monarchie autrichienne, car la monarchie d'Espagne en déclin va sans cesse faire appel à l'aide impériale, en particulier pour défendre l'héritage bourguignon contre les agressions françaises. H. Pirenne a bien montré [143] que les Pays-Bas, jadis orgueil et source de la puissance espagnole, lui sont devenus une lourde charge dans la seconde moitié du XVII^e siècle. Les pays, appauvris par les guerres successives, ne peuvent ou ne veulent guère contribuer aux dépenses militaires et la seule Castille ne peut subvenir au soutien de l'ensemble de la Monarchie [144], en particulier depuis que les flottes des Indes apportent de moins en moins de métal précieux [145]. L'argent américain ne suffisait d'ailleurs pas à soutenir la puissance espagnole, qui semble connaître un problème militaire aigu dans la seconde moitié du siècle et cherche constamment à récupérer de bonnes troupes impériales, moyennant l'octroi de subsides. Aussi, le soutien à l'Espagne va-t-il revêtir trois formes au cours de ce demi-siècle : une aide militaire, une intervention aux côtés de l'Espagne, une prise en charge de la Monarchie par la branche cadette.

L'aide militaire.

C'était un des rêves des responsables des différents États constituant la Monarchie (gouverneur des Pays-Bas, gouverneur de Milan, vice-roi de Naples) de recevoir des régiments impériaux mis à leur disposition, car ces troupes étaient, à tort ou à raison, appréciées des chefs politiques et militaires espagnols. Et la combinaison pouvait être intéressante tant pour le gouvernement de Vienne, qui n'avait pas à faire entretenir de trop lourds effectifs par les pays héréditaires, que pour les soldats eux-mêmes, qui ne risquaient pas ainsi d'être purement et simplement « réformés », c'est-à-dire mis en chômage sans indemnité. Nous verrons que le gouvernement impérial pratique en effet systématiquement la réduction des effectifs militaires dès que la conjoncture politique lui semble plus favorable, pour épargner précisément aux contribuables les lourdes dépenses que représente la solde des troupes. Bien mieux, le gouvernement de Madrid promet tout simplement des subsides pour que celui de Vienne recrute et équipe des régiments qu'il mettra ensuite à sa disposition. Cette politique de Madrid, en matière de

141. Anna CORETH, *Pietas Austriaca*, 1 vol., Vienne, 1959, p. 72.

142. Ouvertures faites par l'impératrice douairière Éléonore de Gonzague à Grémonville. Dépêche du 31 mars 1672. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 42, f^o 77.

143. H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, t. III.

144. C'est ce qu'a très bien démontré l'historien castillan Dominguez ORTIZ dans son livre *Política y hacienda de Felipe IV*, 1 vol., Madrid, 1960.

145. Malheureusement M. Chaunu n'a pas publié de statistiques concernant la flotte des Indes, postérieures à 1650, et il est difficile de suivre les velléités de la politique madrilène en fonction des apports d'argent d'Amérique.

recrutement, semble déterminée par des raisons purement économiques et budgétaires : le soldat « autrichien » coûte moins cher que le Wallon, le Castillan, ou l'Italien, et le prix de revient de l'équipement d'un régiment est bien plus bas dans les États de l'Empereur que dans ceux de Sa Majesté catholique, parce que les armes et les chevaux y sont bien meilleur marché [146].

Pourtant cet échange de services, qui pourrait se résumer par un circuit argent espagnol-soldats autrichiens, posait toutes sortes de problèmes au gouvernement de Vienne et les fréquentes demandes espagnoles ne furent pas toujours suivies d'effet.

Les Pays-Bas. — Ainsi, lorsque les plénipotentiaires espagnols signèrent à Münster une paix séparée avec la délégation des États généraux et reconnurent enfin l'existence des Provinces-Unies, ils pensèrent bien, par le biais de cette paix séparée, venir à bout de la puissance française. Et même si Ferdinand III signa la paix avec la France, Madrid espérait bien obtenir l'aide plus ou moins discrète de la branche cadette. Or, les dispositions des traités de Westphalie étaient formelles et les princes de l'Empire, peu soucieux de voir se rallumer le conflit, veillèrent à la stricte application du traité. Ils renouvelèrent les dispositions du traité de Münster dans la capitulation générale de 1658 : l'Empereur ne devait pas intervenir dans la guerre franco-espagnole, que ce fût dans le cercle de Bourgogne ou en Italie (art. 14), ni laisser recruter des gens de guerre (art. 16) [147]. Deux ans plus tôt, en 1656, Mazarin avait envoyé à Vienne le baron Wignacour, muni d'une lettre courtoise, mais ferme, rappelant à l'Empereur les engagements qu'il avait pris à Münster : « Je n'ay pu croire qu'elle (Votre Majesté) pût jamais se résoudre d'accorder une demande si contraire aux principales conditions du traité qui a esté conclu en son nom à Münster [148]. »

La Pologne. — Finalement le parti espagnol du Conseil privé, que dirigeait Auersperg, opta pour l'intervention dans la guerre du Nord, afin de soulager la Pologne contre les Suédois. Signé par Ferdinand III, trois jours seulement avant sa mort, le traité d'alliance qui promettait une aide militaire aux Polonais [149] devait hypothéquer lourdement les débuts du règne de son fils Léopold. Théâtre d'opérations en apparence secondaire, la Pologne catholique avait son importance dans la politique globale de la Maison d'Autriche. Si Madrid avait intérêt à soutenir une puissance traditionnellement alliée contre la Suède, Vienne tenait beaucoup à maintenir une Pologne amie et alliée, alors que si Charles-Gustave avait réussi à s'imposer en Pologne, il aurait pu sérieusement menacer les pays héréditaires. Pourtant les nécessités de la reconstruction incitaient l'Empereur à la prudence et il différa le plus possible ce choix, qui lui fut finalement imposé par le parti espagnol. La participation à la guerre du Nord greva les finances de l'Empereur et ne le mit pas dans une situation favorable lorsqu'il s'agit de prendre position dans les affaires de Transylvanie (autre conséquence de la guerre du Nord) [150]. Dans ce premier exemple on peut admettre que la politique de famille n'avait pas renforcé, loin de là, la position de l'Empereur.

146. Mémoire anonyme du 10 septembre 1671, qui pourrait être attribué soit à Hocher (d'après l'écriture), soit à Montecuccoli : *Considerationi in soggetto del reciproco soccorso della Maestà Cesarea Cattolica*. HHStA Vienne, *Vota und Konferenzprotokolle*, Vorträge 3/16, 1671.

147. Texte de la capitulation publié dans le *Theatrum Europaeum*, t. VIII, p. 436-453. BN Paris 6901.

148. *Lettre du Roy à l'Empereur touchant le secours de ses troupes que les ministres d'Espagne luy demandent pour envoyer dans les Pays-Bas*, 1^{re} septembre 1656. BN Paris, ms. 500 Colbert n° 328, f° 331. Voir également J. VALFREY, *H. de Lionne*, t. II, p. 121.

149. G. GUALDO PRIORATO, *Historia di Leopoldo Cesare*, pars I, p. 25. BN Paris G 3613.

150. Voir *supra*, chap. II, p. 71.

Le Portugal. — La guerre du Portugal devait inspirer au Conseil privé une autre mesure malencontreuse; 7 000 hommes de bonnes troupes ont été mises à la disposition de l'Espagne au printemps 1663, à une époque où les Turcs faisaient traîner les négociations et où la prudence eût voulu que l'on conservât ces troupes dans les pays héréditaires. Or, ces régiments ont été dirigés vers l'Italie pour être embarqués vers l'Espagne, mais Portia ne s'est même pas décidé à les rappeler — en particulier le régiment Carafa qui est encore cantonné à Milan — sous prétexte qu'il avait promis ces troupes depuis plus d'un an [151]. Ainsi au début de l'été 1663, l'alliance entre Vienne et Madrid n'a pas joué dans le sens que l'on aurait attendu; les Espagnols, au lieu d'aider l'Empereur, affaiblissent son armée en y prélevant des régiments vétérans, ayant fait campagne en Pologne et en Hongrie. Certes Madrid n'est pas seule coupable, car Vienne était trop heureuse de se débarrasser d'effectifs devenus inutiles et coûteux; dans ce cas précis, Portia fut incapable d'analyser convenablement la situation et de tenir compte de la détérioration des rapports avec Istanbul [152], montrant une fois de plus combien il était lent à faire exécuter les décisions du Conseil.

Les Pays-Bas. — A peine l'alerte de 1664 était-elle achevée que le Conseil d'Espagne revenait à la charge pour réclamer l'envoi en Flandres des troupes que l'Empereur allait devoir réformer. Celui-ci proposa à Madrid un contingent de 6 000 hommes [153]. Mais Grémonville fut chargé de faire des représentations à l'Empereur à ce sujet, celui-ci hésita longuement [154] et réduisit le contingent proposé. Finalement il décida d'envoyer 2 500 hommes aux Pays-Bas et 3 500 hommes en Italie [155], afin de ne mécontenter ni la France, ni l'Espagne. Mais l'Empereur réclama en même temps la conclusion de la paix entre Madrid et le Portugal, ainsi que l'envoi de subsides espagnols [156] et Lisola est chargé de mener à bien la négociation. Jusqu'alors la vieille alliance semblait toujours fonctionner à peu près, mais la mort de Philippe IV a déclenché une crise, où l'Empereur n'a absolument pas joué le rôle que le Conseil d'Espagne attendait de lui. Au lieu d'envoyer des troupes en Flandres pour soutenir le gouverneur des Pays-Bas, Castel-Rodrigo, contre les Français, il a préféré négocier avec ces derniers et au lieu d'entrer en guerre aux côtés de l'Espagne, il a préféré partager en secret l'héritage espagnol avec son cousin et beau-frère Louis XIV.

Au moment de l'attaque française contre les Pays-Bas, en mai 1667, le gouverneur Castel-Rodrigo et la régente d'Espagne demandent l'aide des troupes impériales; la reine lui en fit même une obligation, puisque le testament de Philippe IV l'instituait héritier de la Monarchie, au cas où Charles II mourrait sans héritier [157]. En fait, la négociation traînait depuis plus d'un an [158], pratiquement depuis la mort de Philippe IV, car la régente redoutait à chaque instant une attaque française et Castel-Rodrigo savait

151. Dépêche de Sagredo, Mödling, 20 mai 1663. Venise, Dispacci di Germania, filza 122.

152. Il prétendait, pour sa défense, que les Turcs n'attaqueraient pas en Hongrie, tant qu'ils seraient occupés à faire la guerre à Venise, à Candie. Dépêche de Sagredo du 20 mai 1663, *ibidem*.

153. Grémonville au roi, 15 janvier 1665. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 20, f° 171, A. F. PÛRRAM, *Franz Paul Freiherr von Lisola*, p. 266.

154. Dépêche de Grémonville des 19 février et 21 avril 1665. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 20, f° 233 et vol. 21, f° 84.

155. A. F. PÛRRAM, *op. cit.*, *loc. cit.*

156. A. F. PÛRRAM, *op. cit.*, p. 273. Sur les subsides octroyés et finalement versés par l'Espagne, voir *supra*, chap. II, p. 383-384.

157. Dépêche de Cornaro du 22 mai 1667. Venise, Dispacci di Germania, filza 131. Également Grémonville au roi, 31 mai 1667. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 26, f° 302.

158. Dépêche de Cornaro du 17 janvier 1666 : « Spagnoli... vogliono non solo la sussistenza delle milizie Alemanne, ma l'accrescimento di forze con recrute e con Leve... Di Madrid si promettono pronti recapiti di dannaro, et in effetto alcuna rimessa è seguita... » Venise, Dispacci di Germania, filza 128.

bien que ses troupes étaient insuffisantes (16 000 hommes en tout, en mai 1667) pour tenir tête aux armées françaises. Mais l'Empereur a fait la sourde oreille et n'a pas recruté de soldats. Même après le début des hostilités, l'empressement de la part de l'Empereur et de ses conseillers n'a pas été beaucoup plus vif; à fin juillet seulement ils décidèrent de lever des contingents nouveaux et d'envoyer dans le Brisgau trois régiments d'infanterie et un régiment de cavalerie (soit au maximum 8 000 hommes) pour protéger les États patrimoniaux de l'Empereur, en cas d'attaque [159]. Encore les opérations de recrutement ont-elles traîné jusqu'à l'automne [160], faute de crédits suffisants, mais aussi par manque de bonne volonté de la part du gouvernement de Vienne. C'était bien peu, en regard des demandes espagnoles. L'ambassadeur à Vienne a réclamé des secours militaires immédiats, la levée de nouveaux contingents et, fait encore plus surprenant, l'envoi de fonds aux Pays-Bas : « L'ambassadeur d'Espagne... ne s'applique plus... qu'à se faire prêter un million pour envoyer promptement en Flandres » [161].

Renversement des alliances. — Cette dernière demande révèle la situation catastrophique où se trouvait en particulier le gouverneur des Pays-Bas [162] et la monarchie d'Espagne en général, qui en était réduite à faire appel au crédit du parent pauvre, après avoir joué au grand seigneur quatre ans auparavant [163]. Dans ce cas précis, et compte tenu des difficultés inhérentes à toute période de régence et de minorité, il est bien difficile de ne pas parler de déclin de la puissance espagnole et c'est la raison pour laquelle les responsables de Madrid et de Bruxelles réclament une véritable intervention armée à leurs côtés, qui entraînera l'Empereur dans la guerre avec la France. A partir de juillet 1667 ce sera la forme d'aide sollicitée par Madrid en cas de difficulté. Mais prudent, l'ambassadeur d'Espagne, au début de juillet 1667, demandait « qu'on envoyast un bon corps de troupes vers l'Alsace sur le prétexte d'une nécessaire prévoyance, a quoy Votre Majesté ne pouvait trouver à redire ce qui obligerait l'armée qu'Elle tient dans le Luxembourg d'en sortir, laquelle causoit au marquis de Castel-Rodrigo beaucoup d'embarras et de division [164] ». En d'autres termes, l'Espagne réclamait une opération de diversion susceptible d'entraîner l'Empereur dans un conflit armé avec la France. L'Empereur et son Conseil n'en demeurèrent pas moins réservés tout au cours de l'été; à fin août seul Auersperg était partisan d'une action quelconque [165], car les militaires (Montecuccoli et Souches) envisageaient tout au plus de renforcer le potentiel militaire de l'Empereur, en faisant quelques levées mais ils ne voulaient pas secourir l'armée espagnole des Pays-Bas, après la chute de Lille [166]. C'est à ce moment que l'Empereur renonça à la politique de famille et à la fidélité à l'alliance espagnole, pour entamer des négociations secrètes de partage de l'éventuelle succession de Charles II [167]. La reine régente, abandonnée par son frère, fut obligée de traiter avec la France, en dépit de l'aide que lui promettaient, mais un peu tard, les signataires de l'Alliance de La

159. Dépêche de Cornaro, 31 juillet 1667. Venise, Dispacchi di Germania, filza 131.

160. Dépêche de Cornaro, 27 novembre 1667 : « Des conférences se sont tenues avec Montecuccoli et Souches et il est question de doubler les effectifs. » Venise, Dispacchi di Germania, filza 131.

161. Grémonville au roi, 9 juin 1667. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 26, f° 344.

162. Voir à ce sujet H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, op. cit., loc. cit.

163. Voir *supra*, chap. II, p. 87. Philippe IV avait promis de substantiels subsides à l'empereur Léopold, pour soutenir l'effort de guerre contre le Turc.

164. Grémonville au roi, 7 juillet 1667. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 27, f° 3.

165. Dépêche de Sagredo du 21 août 1667. Venise, Dispacchi di Germania, filza 131.

166. Dépêche de Sagredo du 27 novembre 1667, *Ibidem*, filza 131.

167. Voir à ce sujet J. BÉRENGER, « Une tentative de rapprochement entre la France et l'Empereur, les négociations relatives au traité de partage secret de la Succession d'Espagne », dans *La Revue d'Histoire diplomatique*, 1965, n° 4, p. 291-314.

Haye [168]. Pour la première fois l'Empereur trahissait les intérêts espagnols en préférant sauver une partie de l'éventuel héritage plutôt qu'en risquant de tout perdre dans une guerre avec la France. Politique raisonnable, certes, mais qui devait déchaîner l'ire du Conseil d'Espagne, encore tout baigné des rêves de la grandeur espagnole : pendant quelque temps l'Empereur fut plus détesté à Madrid que le roi de France, parce que la branche cadette n'avait pas rempli ses obligations [169].

L'alliance défensive.

Cette brouille ne devait pas durer et l'Espagne chercha, à partir de 1671, à obtenir de Vienne la garantie formelle du traité d'Aix-la-Chapelle, tout en associant l'Empereur à la Triple Alliance de La Haye. A l'automne 1671, Vienne qui menait alors des négociations avec la France et avec l'Espagne, proposa à cette dernière la garantie de la paix et un traité classique d'assistance mutuelle; au cas où l'Empereur serait attaqué en Hongrie, le roi d'Espagne fournirait des subsides (150 000 rixdalles et 2 000 par mois, pendant la période des hostilités), inversement l'Empereur lèverait dans les pays héréditaires 2 000 cavaliers et 4 000 fantassins qui seraient entretenus par le roi d'Espagne, si celui-ci était victime de l'agression [170]. On en revenait donc au classique traité de subsides basé sur la richesse de l'Espagne en numéraire et la relative force militaire de l'Empereur, mais Grémonville était persuadé que le traité ne serait jamais ratifié par Madrid [171], qui n'était plus en état d'assurer le paiement de subsides réguliers à la Suède [172].

C'est la déclaration de guerre de la France aux Provinces-Unies qui va redonner du poids à l'ambassadeur d'Espagne dans les conseils viennois. L'Empereur hésitant encore entre l'alliance française et l'alliance traditionnelle avec l'Espagne, va écouter à nouveau les conseils de cette dernière. Le nonce attribue à l'insistance de l'ambassadeur d'Espagne la conclusion de l'alliance militaire offensive entre l'électeur de Brandebourg et l'Empereur [173], qui aboutit à la mise sur pied d'une armée impériale autour de Cheb, au cours de l'été 1672 [174] et à la jonction des deux armées.

A l'automne de cette même année, les Espagnols insistaient pour que l'Empereur entrât en guerre contre la France; ils espéraient que la présence de cette force armée leur permettrait de reconquérir les territoires cédés à la France et redoutaient qu'une si bonne occasion ne se représentât pas de sitôt [175]. Une fois de plus le gouvernement de Madrid analysait mal la situation, sous-estimant la force des armées françaises, ainsi que le péril turc en Pologne et en Hongrie [176]. En revanche il surestimait l'ampleur

168. Dépêche du marquis de Grana à l'empereur Léopold I^{er}, Madrid, 2 avril 1668. HHStA Vienne, *Österreichische Staatsregistratur*, repertorium N, fasz. 56, pars I.

169. Voir à ce sujet les très dures représentations faites à l'Empereur par le marquis de Castellar, ambassadeur d'Espagne. Lettre de l'Empereur à Poetting, Wiener Neustadt, le 18 mars 1668. *Privatbriefe*, édition Pribram, *Fontes Rerum Austrac.* II, 56, p. 366, confirmé par la dépêche du nonce du 24 mars, Édition Levinson, *A.Ö.G.* 103, p. 810.

170. Grémonville au roi, 12 novembre 1671. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 41, f^o 121-122.

171. Même dépêche, *ibidem*, f^o 124 : « Je suis bien assuré que cette convention ne se stipulera jamais. »

172. C'était un des objets essentiels de la mission Pufendorf à Vienne. Voir introduction de l'édition Helbig, ainsi que le *Diaire* d'Esaias Pufendorf, durant son séjour viennois. HHStA Vienne, ms. W-643.

173. Rapports de nonciature du 19 juin 1672. Édition Levinson, *A.Ö.G.* 106, p. 612.

174. RINCK, *Leopold*, t. II, p. 220-222.

175. Rapport de nonciature. Édition Levinson, *A.Ö.G.* 106, p. 622.

176. L'armée ottomane vient d'infliger de lourds échecs aux Polonais et la Hongrie rebelle semble être pacifiée, mais le nonce n'est pas dupe des apparences. Nonce Pignatelli au cardinal secrétaire d'État, 30 octobre 1672. *Ibidem*, p. 623.

des succès militaires des Impériaux en Hongrie, ainsi que la force réelle de l'armée austro-brandebourgeoise. On est frappé par le comportement de la reine régente et de ses conseillers castillans, qui projettent constamment leurs rêves d'une grandeur passée sur des réalités bien différentes et essaient d'entraîner à tout prix l'Empereur dans une guerre générale pour sauver la monarchie d'Espagne.

On a pourtant l'impression que, quelle qu'ait été la force du parti espagnol à Vienne, les arguments de la reine Maria-Anna et de son ambassadeur Castellar n'ont pas été décisifs. L'empereur Léopold n'a agi qu'en chef d'Empire. Dès l'été 1672, il avouait à sa belle-mère l'impératrice Éléonore « que quand bien même tout son Conseil seroit contre lui dans cette affaire, lui ne voulait pourtant pas laisser la France agir à sa guise [177] » en dépit de ses sympathies pour l'action du roi de France en faveur du catholicisme aux Provinces-Unies. L'Empereur avait d'autre part assuré le père E. Sinelli « qu'il ne voulait en aucune façon abandonner sa maison et que l'on ferait sous main des préparatifs tels que Monsieur Grémonville serait finalement berné [178] ». Seulement l'Empereur a attendu pour agir d'avoir l'aide des États de l'Empire, suivant en cela l'avis exprimé par le prince Lobkowitz à l'automne 1667, qui lui conseillait de prendre la défense des Pays-Bas comme d'un membre de l'Empire et ne pas se fier à la seule aide des Espagnols [179]. Cinq ans après, l'opinion de Lobkowitz a bien changé, puisqu'il s'est rallié sans réserve à l'alliance française pour maintenir la paix à tout prix, quelles que soient les menaces contre l'Empire et les Pays-Bas [180]. L'Empereur, au contraire, poursuit le dialogue avec le roi de France par l'intermédiaire du chancelier Hocher, sans se faire trop d'illusions, ni s'engager à fond [181]. Pourtant, au printemps 1673, il refuse encore de s'engager davantage du côté des Espagnols, puisqu'il refuse de conclure un nouveau traité d'alliance défensive [182].

C'est donc l'évolution dans l'Empire et l'appui qu'il y trouva, en particulier l'alliance militaire avec l'électeur de Brandebourg, qui ont déterminé l'Empereur à rompre avec la France [183]. La monarchie espagnole bénéficia de cette rupture, elle n'en fut pas l'initiatrice, en dépit de la campagne menée par son ambassadeur à Vienne et par les amis de l'Espagne dans le Conseil. L'Empereur avait choisi avec discernement la cause pour laquelle il entraînait en guerre : en renonçant à défendre le patrimoine de la monarchie d'Espagne pour sauvegarder l'intégrité de l'Empire et les droits du duc de Lorraine, il retournait l'opinion allemande en sa faveur. Quel chemin parcouru depuis l'élection impériale de 1658 et la capitulation qui lui fut imposée par les électeurs !

Subordonnée aux intérêts supérieurs de l'Empire, l'alliance entre Vienne et Madrid n'en devint pas moins une réalité et prit la forme traditionnelle d'un traité de subsides ; l'Espagne s'était engagée à verser 45 000 *Reichsthaler* par mois à l'Empereur, qui eut ainsi la possibilité d'entretenir l'armée du Rhin [184]. Cette armée, commandée par

177. « ... Der Kayser Seiner Stiefmutter gesaget, dass wenn gleich sein gantz consilium in hoc negotio gegen Ihn were Er nichts destoweniger Frankreich nach seinen gefallen nicht agiren lassen wolle. » E. PUFENDORF, *Tagebuch*, HHStA Vienne, ms. 324, f° 289 V.

178. « ... Er wolle sein Hauss keines weges lassen, und würden unter der Hand solche praeparatoria gemachet, dass Herr Gremontville sich endlich betrogen finden. » E. PUFENDORF, *Tagebuch*, HHStA Vienne, ms. 324, f° 227.

179. Opinion de Lobkowitz rapportée par Grémonville, dépêche du 27 octobre 1667. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 27, f° 270.

180. Pour l'analyse du comportement de Lobkowitz, qui a provoqué sa chute et son exil en 1674, voir l'analyse d'A. WOLF, *Wenzel Fürst Lobkowitz*, op. cit.

181. Aux protestations de bonne volonté de Grémonville, Hocher répond essentiellement que l'Empereur veut maintenir lui aussi la bonne intelligence avec la France. E. PUFENDORF, *Tagebuch*, 5 août 1672. HHStA Vienne, ms. 324, f° 313.

182. Rapport de nonciature du 12 mars 1673. Édition Levinson, A.O.G. 106, p. 638.

183. Voir *supra*, chap. II, p. 000.

184. Relation finale de l'ambassadeur vénitien Morosini, du 26 juillet 1674. Édition Fiedler, *Fontes Rerum Austriac.* II, 27, p. 145.

Montecuccoli, qui donna toute la mesure de son talent, fixa l'armée de Turenne et parvint même à occuper l'Alsace. Ainsi l'Espagne obtenait beaucoup plus que l'envoi de contingents en Flandres, puisqu'il s'agissait de véritables opérations combinées, dont avait rêvé, en vain, en 1667, Castel-Rodrigo, gouverneur des Pays-Bas. Mais l'analyse du gouvernement de Madrid s'était une fois de plus révélée inexacte; l'entrée en campagne d'une armée impériale ne suffit pas pour reconquérir les positions perdues et la monarchie d'Espagne fit, avec l'Empereur, les frais de la paix de Nimègue : elle dut en effet céder à la France la Franche-Comté, si elle eut la satisfaction d'amour-propre de récupérer quelques places fortes aux Pays-Bas (Courtrai, Audenarde, Ath, Binche, Charleroi).

L'appui diplomatique.

L'Espagne devait être une des principales victimes de la politique des Réunions et de l'impérialisme français. L'occupation de Casal, en Italie, avait précédé de quelques jours seulement l'annexion de Strasbourg et fait « craindre des suites tant pour le Milanois que pour la plus grande partie de l'Italie [185] ». Aussi le gouvernement de Madrid chercha-t-il désespérément l'appui de l'Empereur.

Pendant le congrès de Francfort, chargé de régler les différends entre la France et les États de l'Empire, celui-ci se montre d'autant plus intransigeant sur la question de principe « qu'il veut auparavant détourner l'orage qui menace l'Espagne tant en Flandres qu'en Catalogne et en Italie, et qu'il ne voyoit de difficultés à l'accomodement que de ces costés-là [186] ». C'est aussi l'avis du parti espagnol de Vienne, qui essaie de gagner du temps pour éviter une nouvelle agression française en Italie, au cours de l'été 1682 [187]. On sait que l'effort militaire français porta finalement contre le Luxembourg. Mais dès le printemps 1682 le gouvernement de Vienne se trouve placé devant un choix décisif : faire la guerre soit à la France, pour sauver l'honneur et quelques possessions espagnoles, soit à la Turquie. Il est évident que durant les années 1682-1684, l'ambassadeur d'Espagne va pousser à traiter avec les Turcs, niant contre toute évidence le péril ottoman. On ne sait pas ce qu'on doit admirer le plus chez l'ambassadeur d'Espagne, son opiniâtreté à défendre les intérêts du roi Charles II, ou son aveuglement devant le danger imminent. En avril 1683 « celui-ci ne lutte qu'à faire faire la paix avec les Turcs, pour pouvoir ensuite tourner toutes les forces de l'Empire contre Votre Majesté (c'est-à-dire Louis XIV) [188] ».

Le gouvernement de Madrid avait au moins tiré une leçon des événements précédents : l'Empereur ne s'engagerait que si les États de l'Empire l'appuyaient. Or, ceux-ci, même après la chute de Strasbourg, sont peu disposés à agir contre la France, soit par crainte, soit par intérêt [189]. Et les Espagnols font bon marché du péril ottoman, se contentant d'inspirer des sophismes au vice-chancelier d'Empire : l'Empereur pouvait aisément faire la guerre sur deux fronts, en Hongrie et contre la France [190], puisque le grand vizir a fait fi de l'esprit de conciliation de l'Empereur et refusé des propositions avantageuses qu'il avait reçues en novembre 1682 [191], il fallait bien, en effet, accepter momentanément l'idée d'une lutte armée contre les Turcs.

185. Sébeville au roi, Sopron, 23 octobre 1681. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 50, f° 326.

186. Propos tenus par Kaplirš à Sébeville, dépêche de ce dernier du 19 février 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 53, f° 62.

187. Sébeville au roi, 1^{er} mai 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 53, f° 128.

188. Sébeville au roi, 15 avril 1683. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 54, f° 268.

189. Voir *supra*, chap. II, p. 000.

190. Sébeville au roi, 7 mai 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 53, f° 170.

191. A l'automne 1682, I. Thököly (au nom des rebelles hongrois) et les Turcs demandaient, en effet, la Haute-Hongrie (actuelle Slovaquie), déjà perdue en fait, et un tribut modeste. Sébeville pensait que l'Empereur accepterait et que la trêve conclue à Vasvár serait renouvelée. Dépêche du 5 novembre 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 54, f° 19.

Mais dès que le danger fut écarté, les Espagnols se reprirent à nourrir les mêmes chimères : traiter le plus vite possible et à n'importe quel prix avec le grand seigneur, pour que l'Empereur ait les mains libres et attaque la France. Au lieu de se réjouir de la prise d'Esztergom par les troupes de Charles de Lorraine « l'ambassadeur d'Espagne est à ce qu'on a dit fort fâché de cette prise, s'étant toujours opposé à ce siège, disant qu'il estoit temps de mettre ses troupes en quartier d'hiver[192] » et l'explication de cette attitude étrange pour un ambassadeur de Sa Majesté Catholique : « Il crie beaucoup parce qu'on luy a, je croy, signifié que l'Empereur ne pouvoit pas envoyer de troupes aux Pays-Bas, pendant qu'il avoit les Turcs sur les bras[193]. » Or, les offres de paix avantageuses faites par l'Empereur aux Turcs, en novembre 1683, furent repoussées par ces derniers[194], et à partir de la campagne suivante l'Empereur s'engagea à fond sur le front hongrois, après avoir signé la trêve de Ratisbonne et obligé l'Espagne à en faire autant.

Finalement le jeu serré et fort dangereux pour les pays héréditaires qu'avait mené l'ambassadeur Borgomainero avait abouti à un échec, bien que l'Empereur ait été sensible à certains arguments : le comte Jörger confiait en effet à Sébeville, en mars 1683, « que son maître ne pouvait se séparer de l'Espagne dont il prétend estre successeur et qui n'est point une puissance estrangere à l'Allemagne, le Cercle de Bourgogne faisant partie de l'Empire[195] ». L'orgueilleuse monarchie d'Espagne, qui avait pratiquement détaché le cercle de Bourgogne de l'Empire sous le règne de Charles Quint était bien contente, en des jours moins fastes, de faire appel à la solidarité des princes d'Empire. Quant au problème de la succession, il se trouve dès ce moment posé à nouveau, mais en des termes différents de ceux que nous avons analysés en 1665-1667. Il n'en constitue pas moins le lien essentiel entre Vienne et Madrid, dès l'instant où une entente avec la France apparaît impossible à l'empereur Léopold I^{er}.

La succession espagnole.

La survie inattendue du roi Charles II d'Espagne et les multiples agressions françaises rendaient vain l'espoir d'appliquer un jour le traité de partage secret de janvier 1668, tandis que la naissance de descendants chez l'Empereur venait encore compliquer le problème. Quels étaient en effet les droits de l'archiduchesse Maria-Antonia, fille unique de l'impératrice Marguerite-Thérèse, déclarée seule héritière de la Monarchie au cas où Charles II disparaîtrait sans enfant légitime ? Pour éviter les complications ultérieures, l'Empereur songea un instant à la marier à son cousin Charles II[196]. Cette solution eût été mauvaise au point de vue biologique, elle était peut-être sage du point de vue juridique, car la jeune archiduchesse épousa l'électeur Max-Emmanuel de Bavière, ce qui devait, à deux reprises, en 1698 et 1740, légitimer les prétentions de la Maison de Bavière à l'héritage espagnol. Mais l'élément nouveau était la naissance, en 1682, de l'archiduc Charles, qui, plus tard rival du Bourbon Philippe V, deviendra ensuite l'empereur Charles VI. Dorénavant l'empereur Léopold va destiner l'archiduc Joseph à l'Empire, le cadet au trône d'Espagne : « Il a fait demander au Roy d'Espagne de déclarer le second archiduc pour son héritier en cas qu'il n'ait point d'enfans[197] à quoi le Conseil d'Espagne répondit qu'il ne pouvoit pas casser le testament du feu Roy

192. Sébeville au roi, Linz, 1^{er} novembre 1683. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 56, f^o 156.
193. Même dépêche, *ibidem*.

194. L'Empereur offrait de renouveler la paix de Vasvár et de rendre Esztergom. Sébeville au roi, Linz, 30 novembre 1683. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 56, f^o 200.

195. Sébeville au roi, 14 mars 1683. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 54, f^o 218.

196. Sébeville au roi, 30 août 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 53, f^o 327.

197. Sébeville au roi, 16 juillet 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 53, f^o 270.

Catholique qui déclarait l'Impératrice Marguerite et ses descendants héritiers généralement de tous ces biens [198]. »

Voilà pourquoi l'Empereur est obligé de mener un jeu serré avec l'Espagne qui s'oppose une fois de plus à une politique raisonnable pour l'obliger à défendre dans l'immédiat certaines positions espagnoles. Or, le plan de l'Empereur s'avérait une fois de plus très supérieur aux rêves madrilènes; dans l'immédiat il neutralisait la puissance bavarroise qui devait par la suite se dégager de l'influence française (n'oublions pas que le Grand Dauphin venait d'épouser une sœur de l'électeur Max-Emmanuel) et l'aider dans les guerres turques; à moyen terme il promettait à la monarchie espagnole un roi Habsbourg susceptible de procréer une branche distincte de la branche allemande. Finalement le bon-sens triompha, mais l'Empereur fut obligé de lutter avec la France pour inclure l'Espagne dans les négociations qui aboutirent à la trêve de Ratisbonne et en août 1683, pendant le siège de Vienne par les Turcs, il déclarait à l'envoyé de l'électeur de Brandebourg qu'il n'accepterait pas la paix avec la France *à moins que l'Espagne et ses allies n'y soient compris* [199]. On voit donc que cette affaire de succession constituait pour l'Empereur et ses états héréditaires une lourde hypothèque, dans la mesure où il ne voulait pas sacrifier le patrimoine de ses enfants.

La longévité inattendue du roi Charles II d'Espagne recula la crise, qui ne se développa qu'après la paix de Ryswyck. Le problème de la succession d'Espagne était devenu une affaire européenne, par suite de l'essor grandissant des puissances maritimes, qui tenaient ferme au principe de l'équilibre européen et refusaient de voir l'avantage donné aux Bourbons comme aux Habsbourg, tandis que Charles II d'Espagne s'en tenait à la doctrine officielle : s'il mourait sans enfant, il devait léguer ses États aux héritiers de sa sœur l'impératrice Marguerite-Thérèse; or, cette dernière avait eu une fille, l'archiduchesse Maria-Antonia, qui avait épousé l'électeur de Bavière Max-Emmanuel et donné naissance à un fils en 1694. C'est ce prince électoral de Bavière qui fut fait légataire universel de la monarchie d'Espagne. Les puissances maritimes et la France en faisaient bien un héritier privilégié, mais Bourbons et Habsbourg recevaient des compensations. La mort du jeune prince en février 1699 remit tout en question.

Les relations entre Vienne et Madrid, en dépit de la mission Harrach, étaient mauvaises et malgré l'existence d'un parti allemand mené par la reine, Charles II n'avait aucune confiance dans la puissance autrichienne qui, considérable en apparence, par suite de la reconquête de la Hongrie, demeurait peut-être médiocre après une si longue guerre. A ce moment, le sentiment national castillan fut, chez Charles II, plus fort que l'attachement à sa famille et il préféra sauver la monarchie entière en la léguant à un héritier de son autre sœur, la reine Marie-Thérèse, plutôt que de la voir démembrée par un partage éventuel, s'il suivait les règles de la succession confirmées par le traité Oñate et s'il faisait de l'archiduc Charles son légataire universel [200].

On sait que l'obstination de l'empereur Léopold, intraitable sur ce sujet et la maladresse de Louis XIV, précipitèrent à nouveau l'Europe dans un conflit généralisé, la guerre de Succession d'Espagne.

ÉPILOGUE.

Le comportement de l'Empereur vis-à-vis de l'Espagne nous paraît caractéristique des progrès réalisés par la monarchie autrichienne, aussi bien que de la politique allemande

198. Sébeville au roi, 30 août 1682. *Ibidem*, f° 327.

199. Sébeville au roi, 8 août 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 56, f° 26.

200. G. ZELLER, *Histoire des relations internationales*, t. III, p. 81-85. Abondante documentation publiée par MIGNET, *Négociations relatives à la Succession d'Espagne*, Paris, 1836-1838, en particulier les tomes III et IV.

menée par l'Empereur. Au moment de l'élection impériale de 1658, le jeune roi de Hongrie semble être destiné à demeurer le brillant second des politiciens castillans. Mais l'action conjuguée des États de l'Empire, de certains conseillers viennois et de maldresses madrilènes amènent l'Empereur à une douloureuse prise de conscience : la politique espagnole est insensée, les États héréditaires ont absolument besoin d'une paix réparatrice et sont trop faibles pour soutenir l'impérialisme castillan. Alors l'Empereur est amené à une révision déchirante de la politique de famille. En 1667, poussé par le prince Lobkowitz, il se résout à négocier un compromis avec le roi de France, pour sauver une partie de son patrimoine, qu'il est incapable de défendre dans son intégrité, et c'est le traité de partage secret du 18 janvier 1668. En 1682, en dépit de la gravité du péril turc, mieux soutenu par les États d'Empire, un peu mieux appuyé par les pays héréditaires, il aide diplomatiquement l'Espagne et réserve ses droits sur la totalité de l'héritage. En 1700 il finit par assumer la prise en charge de la monarchie espagnole, fort de son bon droit et du surcroît de la puissance que venait de lui procurer la reconquête de la Hongrie. Une décision aussi hardie eût été inconcevable en 1660, malgré tous les vœux des dirigeants madrilènes.

Il nous appartiendra de voir dans la suite de cet ouvrage si la monarchie autrichienne était plus forte, plus riche et surtout moins impécunieuse à la fin de la période, mais il nous faut d'abord considérer quels ont été les grands moments décisifs, au cours de ce demi-siècle, ceux où la décision spécifiquement politique a joué un rôle capital et où une erreur de jugement eût pu entraîner une éventuelle catastrophe au cas où le choix eût été mal fait.

II

LES GRANDES DÉCISIONS

L'Empereur a été placé devant un choix capital toutes les fois qu'il a eu à s'engager sur deux fronts en même temps, alors que les pays héréditaires ne lui offraient que des ressources médiocres, pour des raisons que nous analyserons plus tard, ce qui l'obligeait à s'appuyer soit sur les États de l'Empire, soit sur d'autres alliés européens. Il y avait donc nécessairement choix et par conséquent risque. Or, contrairement à ce qu'ont affirmé nombre d'historiens de la période, nous pensons que l'Empereur a, en dernière analyse, assumé personnellement le choix en tranchant dans un Conseil profondément divisé, voire en exilant le champion de la politique que lui, Léopold, avait condamnée.

Écartons d'abord la première période du règne (1657-1670), pendant laquelle le jeune souverain s'est trouvé placé devant des situations données : la participation à la guerre du Nord avait été décidée par son père Ferdinand III et le premier ministre Auersperg, l'élection impériale était une nécessité vitale pour la Maison d'Autriche, et la gravité du péril turc résulta précisément de ce qu'il s'était engagé trop mollement en Hongrie; à ce moment la Ligue du Rhin, en dépit des méfiances du premier ministre Portia, ne représente aucun danger immédiat, ni pour l'Empire, ni pour la Monarchie. Enfin, pendant la guerre de Dévolution, l'Empereur n'a pas à redouter la puissance ottomane, qui est alors engagée à fond contre Venise dans le siège de Candie. Le bruit courut même à Constantinople, au cours de l'été 1667, que le sultan pourrait aider militairement l'Empereur : « On m'avertit que le comte de Lisle (Leslie, ambassadeur impérial) avait fait au Grand Vizir quelques propositions qu'en cas que l'Empereur d'Allemagne fût attaquée par celui de France, il plût au Grand-Seigneur luy envoyer du secours des principautés de Transylvanie, Valachie et Moldavie... mais quand ils en auraient fait la proposition il n'y aurait rien à craindre, car outre que les Turcs ne veulent rien avoir à

démêler avec les Français, ils ont à présent assez d'affaire avec les Vénitiens [201]. » Et l'empereur Léopold pouvait compter sur la neutralité turque au cas où il s'engagerait sur le Rhin.

A. Les moments décisifs.

1^o 1673. — A partir de 1670 la révolte hongroise va profondément modifier la situation [202] dans la mesure où elle fixe une partie de l'armée impériale en Hongrie et où les Turcs risquent d'intervenir en faveur des rebelles, l'affaire de Candie s'était terminée en 1669 par la défaite des Vénitiens. Le gouvernement de Vienne prit donc le risque, en 1673, de voir s'ouvrir un second front, mais il est curieux de noter que jamais la Porte ne s'engagea vraiment contre l'Empereur durant la guerre de Hollande, en dépit des efforts de la diplomatie française. En octobre 1675, Nointel, ambassadeur de France à Constantinople, constate : « Nous voyons néanmoins la Porte agir seulement sous main... il faudra qu'il y ait quelque mystère caché, alors que selon notre représentant une campagne en Hongrie serait très facile pour plusieurs raisons; les troupes impériales sont éloignées et l'armée turque peut à la fois s'appuyer sur les rebelles hongrois et les forteresses de Bude et de Belgrade [203]. » Or, les Turcs s'obstinèrent à faire la guerre aux Polonais et la France dut prendre des contacts avec les rebelles hongrois en vue d'une action militaire concertée contre l'Empereur en Haute-Hongrie [204].

L'attitude des Turcs est assez difficile à expliquer. Peut-être par le peu d'empressement des janissaires à faire campagne en Hongrie [205] : ils n'aimaient pas le climat et détestaient les gens, qu'ils considéraient comme des ennemis sérieux, auxquels ils ne tenaient nullement à prêter main-forte. Quoi qu'il en soit, il nous faut constater que la traditionnelle alliance de revers n'a pas fonctionné et que le choix fait par l'Empereur, en 1673, en rompant avec la France, n'a entraîné aucune catastrophe, même si la paix de Nimègue n'a pas été, dans l'immédiat, un succès pour la monarchie autrichienne.

2^o 1682. — Une seconde fois, dix ans après, en 1682-1683, l'Empereur fut à nouveau placé devant un choix crucial : ou bien accepter à Francfort les conditions du roi de France pour tourner toutes ses forces contre les Hongrois rebelles et leurs alliés turcs prêts à entrer en campagne, ou bien abandonner la Hongrie aux Turcs et à Thököly pour défendre l'Empire sur le Rhin. Il nous semble que le choix ait été vite fait, étant donné la gravité du péril turc et la vocation particulière de l'Empereur à défendre la Chrétienté. Nous avons vu que l'Empereur a longuement hésité et que seule l'obstination du grand vizir l'a contraint à faire la guerre en Hongrie, tout en réservant les droits de l'Empire et en refusant d'admettre, même sous la contrainte de la nécessité, les Réunions opérées arbitrairement par la France [206]. Il ne s'agissait pas seulement de défendre le patrimoine espagnol, car l'Empereur avait compris que la monarchie autrichienne était à un tournant décisif; en s'engageant à fond en Hongrie, ce qu'elle fut obligée de faire à partir de 1684, sur le refus de traiter opposé par le grand seigneur à sa proposition, la monarchie devenait une puissance danubienne, un État territorial à caractère multinational; en défendant l'Empire sur le Rhin l'Empereur reprenait sa place comme chef

201. M. de La Haye au roi, Constantinople, 6 septembre 1667. A.E. Paris, C.P. Turquie, vol. 8, f^o 274-275.

202. Voir sur la conjuration des Magnats, l'exposé d'A. WOLF, *Wenzel Fürst Lobkowitz, op. cit.*

203. Nointel au roi, Constantinople, 4 octobre 1675. A.E. Paris, C.P. Turquie, vol. II, f^o 122.

204. Voir J. BÉRENGER, « Les relations franco-hongroises pendant le règne personnel de Louis XIV » dans *Revue d'Histoire diplomatique*, 1973, n^o 3, p. 1-37.

205. Nointel au roi, Constantinople, 9 mai 1676. A.E. Paris, C.P. Turquie, vol. 13, f^o 74.

206. Voir à ce sujet la thèse de J. WYSOCKI, *Kurmainz und die Reunionen*, Mayence, 1963.

d'un État allemand et renouait avec la grande politique de Ferdinand III, avec cette différence qu'il apparaissait alors comme le défenseur des libertés germaniques contre la tyrannie française, tandis que jadis Ferdinand II avait semblé, par ses maladresses, menacer les libertés germaniques. En fait ce choix impliquait, et la suite des événements l'a prouvé, un déplacement du centre de gravité de la monarchie vers l'est ou vers l'ouest. En poursuivant, un peu contre son gré, la guerre en Hongrie, l'empereur Léopold choisissait de déplacer le centre de sa puissance vers le bassin danubien. Et c'est à notre avis tout à son honneur qu'il ait longuement hésité à s'engager de la sorte.

3^e 1689. — Une troisième fois la France l'obligea à choisir, en 1689, mais là encore la présomption ottomane l'obligea à poursuivre la guerre sur deux fronts. Il est évident que le comportement de la diplomatie et des armées françaises engageaient l'Empereur *ipso facto* sur le Rhin [207], faute de perdre tout prestige dans l'Empire. Pour éviter un second front, il essaya alors de traiter avec les Turcs après la campagne de 1688 et 1689. La délégation ottomane, conduite par Sulfikar Effendi et le Grec Mauro Cordato, a exigé la restitution de Belgrade, position stratégique de première importance pour chaque parti et proposé en échange Alba Julia, en Transylvanie. Les plénipotentiaires de la Sainte Ligue (le comte Jörger, le baron Dorach et l'ambassadeur vénitien Venier) ont refusé net, considérant qu'il était aussi ridicule de la part des Turcs de réclamer Belgrade que Wiener Neustadt ou un faubourg de Vienne [208]. En effet, la possession de Belgrade permettait aux Turcs d'envahir facilement la plaine hongroise, alors que si Belgrade était aux mains des Impériaux, ceux-ci pouvaient aisément pénétrer en Serbie et dans la péninsule balkanique. A vrai dire, la Porte n'avait pas vraiment envie de traiter, car la France l'incitait à poursuivre la guerre [209], l'attaque française contre Philippsbourg ayant fort opportunément soulagé les Turcs au moment où les Impériaux commençaient à exploiter leur victoire de Belgrade [210]. Il est curieux de constater qu'au moment où les positions turques en Serbie sont sérieusement menacées (prise de Niš par les Impériaux) les armées françaises interviennent massivement en Allemagne [211]. A ce moment seule l'alliance de revers a effectivement joué, mais l'Empereur, aidé par les princes d'Empire, la Sainte Ligue et une coalition quasi générale, s'est engagé résolument dans la voie d'une guerre sur deux fronts, en dépit des difficultés qu'il pressentait peu de temps avant de rompre les négociations avec les Turcs. Il écrivait au père Marco D'Aviano, le 23 décembre 1689 : « Mais mon cher Père, comment pourrais-je résister à faire deux guerres aussi dures ? comment entretenir tant de monde ? Je puis dire vraiment : *unde ememus panem ut manducent hi* [212] ? » Mais si l'Empereur est légitimement inquiet, il n'achète pas la paix turque à n'importe quel prix et c'est ce changement d'attitude qui est capital ; pour la première fois depuis les

207. La situation est très bien exposée en novembre 1688 à la session extraordinaire de la diète de Bohême, *Artikulové Sněmovní* 1677, 94, *Conventus*, 1688, f^o 3-5.

208. La pierre d'achoppement fut l'article IX des propositions ottomanes : « Ad punctum 9^o : Auf den Wexel Belgrad seyn nicht zu gedencken, zumahlen I.K.Mt commissarij ehender einrathen würden, denen Türcke Neustaat ohngeach solche in visceribus Austriae und gleichsam vor dem Thor zu Wienn stehet, imo eher die Vorstadt zu St Ulrich als Griechich Weissenburg zu übergeben. » Votum de la conférence de la Sainte Ligue du 24 janvier 1690, dans Johann Quintin JÖRGER, *Unterschiedliche Motiven*. HHStA Vienne, ms. W 75, f^o 72-75.

209. K. KOEHLER, *Die orientalische Politik Ludwigs XIV*, 1 vol. 125 p., Leipzig, 1907. Il faudrait reprendre la correspondance politique : Turquie, aux archives des affaires étrangères.

210. Sur l'exploitation de la victoire de Belgrade, voir RINGK, *Leopold*, t. II, p. 517-528.

211. C'est ce qu'on a appelé l'incendie du Palatinat. Mannheim, Frankenthal, furent démantelées. Spire, Worms, Oppenheim et Heidelberg furent incendiées. RINGK, *Leopold*, p. 510-513. Voir aussi K. VON RAUMER, *Die Zerstörung der Pfalz von 1689*, 1 vol., 1931.

212. L'Empereur au père Marco, Augsbourg, 23 décembre 1689, éd. O. Klopp, p. 191 : « Como potro resistere affare due cosi fieri guerre ? Come mantenere tanta gente ? Che bene posso dire veramente : *unde ememus panem ut manducent hi* ? ».

années 1660, l'Empereur se sent capable d'assumer une guerre sur deux fronts, plutôt que d'hypothéquer l'avenir sur le front de Hongrie. Et nous touchons là le problème fondamental de notre sujet : l'attitude de l'Empereur est-elle dictée par une augmentation de ses propres forces et de ses ressources financières ? Est-elle rendue possible, au contraire, par l'aide financière extérieure ? Et au cas où l'Empereur aurait vu croître ses propres ressources, les progrès sont-ils dus à une meilleure administration, à un effort fiscal accru ou tout simplement à une conjoncture économique plus favorable ?

B. Les motivations.

A notre avis ces questions ont pesé d'une manière capitale sur les décisions de l'Empereur. On peut voir dans ses revirements le rôle des factions rivales dans le Conseil, ou même une certaine influence de l'opinion. Il s'agit, en fait, du jeu politique de surface qui ne fait pas intervenir les forces profondes dont l'Empereur a tenu compte dans ses décisions. On ne peut comprendre la politique du gouvernement de Vienne si l'on néglige la personne même de l'Empereur, formé dans une optique idéaliste par la pensée de Juste Lipse; jusqu'à 1673, l'Empereur pratique une politique de paix à tout prix, même s'il doit sacrifier la Hongrie en signant le traité de Vasvár, et les intérêts de famille en signant le traité de partage secret avec la France. De 1673 à 1684, il se consacre à la défense de l'Empire et de ses droits les plus légitimes. Après 1684, il entreprend la libération de la Hongrie qu'il mène, à partir de 1688, parallèlement à la défense de l'Empire. Mais l'empereur Léopold est trop avisé pour ne pas se rendre compte que le pouvoir réel lui échappe, ou plus exactement qu'il doit le partager avec l'aristocratie et qu'il lui faut en particulier tenir compte des ressources réelles et de la bonne volonté de la noblesse en matière d'impôt. C'est pourquoi nous analyserons très brièvement le jeu des facteurs politiques de surface et que nous nous attacherons, en revanche, à étudier les limites des ressources financières en particulier et du pouvoir de l'Empereur en général, qui nous paraissent expliquer beaucoup mieux l'évolution de la politique autrichienne au cours de ce demi-siècle.

Rôle du Conseil. — Rappelons néanmoins l'attitude du Conseil, en 1672-1673, en 1682-1683 et en 1688-1689. Il s'agit, à vrai dire, essentiellement de la Conférence secrète qui est partagée entre Lobkowitz, indéfectiblement attaché à l'alliance française, et Hoher décidé au printemps 1673 à rompre avec la France, bien qu'il soit conscient du péril turc en Europe orientale (les Ottomans sont en guerre contre la Pologne et peuvent à tout instant intervenir en Hongrie en faveur des rebelles (des *bujdosok*) [213]. En juin de la même année Hoher a pris ses responsabilités : dans un mémorandum adressé à l'Empereur, il pousse à entrer en guerre immédiatement aux côtés de l'Espagne et des Provinces-Unies, bien qu'il ait prévu toutes sortes de difficultés [214]. Depuis le printemps 1671 il est plus particulièrement chargé des négociations avec la France et ce n'est plus Lobkowitz qui reçoit Grémonville, mais Hoher [215]. Celui-ci a

213. Rapport de nonciature du 26 mars 1673. Édition Levinson, A.Ö.G. 106, p. 638. Sur les rebelles hongrois voir J. BÉRENGER, « La Contre-Réforme en Hongrie au XVII^e siècle ». *Op. cit.*

214. « Aigenhändiges Schreiben des H. Hoffcanzlers Baron Hoher an Ir Kays. Mt um Erinderung seiner Mainung an I.K.Mt mit der Cron Spanien und denen General Staaden wider Franckreich in communionen armorum Eintrethen und zu diesem Endte alsobaldt j. Vollkr auf dem Randevous nacher Egger anziehen sollen. » HHSStA Vienne, *Staatskanzlei Vorträge* 3/19, 28 juin 1673.

215. Dépêche de Morosini du 14 mars 1671. Venise, Dispacci di Germania, filza 137. À rapprocher de nombreuses mentions de Grémonville dans C.P. Autriche. Grémonville n'est guère satisfait du changement qui marque un durcissement de la politique impériale.

un rôle prépondérant dès le printemps 1672, au début de la guerre de Hollande [216]. Un an plus tard le nonce Pignatelli estime que le Conseil ne joue plus aucun rôle et ne peut même plus sonder les intentions de l'empereur Léopold, car ce dernier ne fait plus confiance qu'à Hoher [217], et dès ce moment la disgrâce de Lobkowitz est consommée [218]. Hoher occupe la première place dans l'estime, la confiance, et l'affection de l'Empereur [219], et Lobkowitz semble résigné à cette nouvelle situation [220]. Les apparences sont sauvées car la Conférence secrète continue à se réunir régulièrement et à proposer ses conclusions à l'Empereur, seulement Lobkowitz est de plus en plus isolé.

Hoher est l'homme d'une coterie comprenant le secrétaire d'État Abele et le confesseur de l'Empereur, le père Müller S.J. [221], qui est différente de celle à laquelle appartient l'ambassadeur d'Espagne. Il serait donc inexact de faire de Hoher un pro-espagnol parce qu'il s'oppose au parti français. Hoher, comme les jésuites dont le père Müller est semble-t-il le porte-parole [222], mettent essentiellement l'accent sur une politique de Contre-Réforme active. Ils sont préoccupés de regagner la Hongrie royale au catholicisme et de soutenir là-bas l'action de Kollonich ou des jésuites implantés en Haute-Hongrie ou en Transdanubie [223]. Dans la même perspective ils ne sont pas fondamentalement hostiles à l'intervention française en Hollande « quia contra Haereticos bellum esset gesturus » (le roi de France) : Hoher a déclaré tout haut dans le Conseil, en mai 1672, qu'il fallait prendre ce point de vue en considération et ne pas contrecarrer tout de suite Louis XIV. Et le père Müller est du même avis [224]. Mais l'attitude de Hoher va changer dès qu'il sentira l'Empire menacé, car dès avril 1672 il s'appliquait à ce « que les étrangers n'aient aucun pied dans l'Empire [225] ». Sur ce point il était assuré de l'appui de Montecuccoli, qui redoutait une attaque française contre Strasbourg ou Cologne, et du prince Schwarzenberg qui, dès le début des hostilités (le 6 juin 1672) a obtenu la mise sur pied d'un corps de 15 000 hommes susceptible d'intervenir à tout moment dans l'Empire [226]. Comme d'autre part l'action psychologique dirigée par l'ambassadeur d'Espagne et appuyée par le vice-chancelier d'Empire Königsegg avait pour but de masquer la situation réelle du point de vue militaire, en octobre 1672, Königsegg affirmait que l'Empereur est assez fort pour mettre sur pied deux armées et combattre sur deux fronts et il a réussi à faire partager ce point de vue à l'Empereur [227]. Ainsi il n'y avait même plus de choix à faire, le gouvernement de Vienne pourrait mener la lutte à la fois contre la France et le Turc. D'ailleurs l'ambassadeur d'Espagne minimisait l'importance de la guerre polono-turque et affirmait que le Turc ne représentait aucun danger, que les malheurs des Polonais ne

216. E. PUFENDORF, *Diaire*, 29 mai 1672. HHStA Vienne, ms. 324, f° 278.

217. Rapport de nonciature, 8 avril 1673, Édition Levinson, A.Ö.G. 106, p. 649-650.

218. E. PUFENDORF, *Diaire*, 12 juin 1673. HHStA Vienne, ms. 324, f° 428.

219. Rapport de nonciature du 29 septembre 1673, Édition Levinson, A.Ö.G. 106, p. 649-650.

220. E. PUFENDORF, *Diaire*, 6 septembre 1673. HHStA Vienne, ms. 324, f° 448.

221. E. PUFENDORF, *Diaire*, 7 février 1672. *Ibidem* f° 206. Le margrave Hermann von Baden a expliqué à Pufendorf qu'il y avait trois coteries à la Cour de Vienne : « Es seien drei Factionem bei Hofe... die zweite Hoher, Pater Müller und Abele, die darum zu estimiren, weil sie alle secreta in die Hand bekäme. »

222. Seule une enquête dans les archives romaines de la Compagnie permettrait d'apprécier la ou les politiques définies par les jésuites pour l'Europe centrale, et quel rôle ils assignaient au confesseur de l'Empereur.

223. Voir à ce sujet J. BÉRENGER : « Les théoriciens de l'absolutisme en Hongrie » dans *Mélanges Sauvageot*, Budapest Akadémiai Kiadó, 1972, p. 22-28.

224. E. PUFENDORF, *Diaire*, 22 mai 1672, HHStA Vienne, ms. 324, f° 273.

225. Grémonville à Pomponne, secrétaire d'État aux Étrangers, 14 avril 1672. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 42, f° 113.

226. Grémonville au roi, 13 juin 1672. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 42, f° 195.

227. Rapport de nonciature du 12 octobre 1672. Édition Levinson, A.Ö.G. 106, p. 619.

venaient que de leur désunion et que la situation en Hongrie était bien différente [228]. A la vérité on surestime à Vienne les succès de l'action engagée contre les rebelles, tandis que l'action judiciaire engagée contre les prédicants et la réorganisation du gouvernement hongrois [229] semblent devoir lever bientôt l'hypothèque des Malcontents. La voie était donc déblayée pour le cas où l'Empire serait sérieusement menacé, l'Empereur étant d'autre part assuré de l'appui hollandais et brandebourgeois, ainsi que de l'alliance espagnole et ce sont les empiètements français à Cologne qui ont finalement décidé l'Empereur et Hoher à rompre avec la France [230]. On voit donc que si le rôle de Hoher a été déterminant, celui-ci s'est montré prudent et ne s'est pas engagé à la légère. Il est intéressant de noter que Hoher, partisan d'une politique active de Contre-Réforme, n'a pas suivi les injonctions de la politique romaine qui poussait à un rapprochement avec la France [231] et demandait à l'Empereur de signer un traité d'alliance avec la Pologne [232]. La secrétairerie d'État voulait en effet organiser une croisade contre le Turc, mais l'Empereur, en dernière analyse, a choisi de défendre l'intégrité de l'Empire et son autorité impériale plutôt que les intérêts du catholicisme en Hollande ou en Ukraine. Et à notre avis Hoher n'est que le symbole de cette politique, au milieu de tant de courants contradictoires c'est l'Empereur lui-même qui a choisi une politique et il a donné sa confiance à Hoher parce que ce dernier était l'homme d'une telle politique et non l'inverse; il serait faux de dire que l'Empereur s'est engagé dans la guerre parce que Lobkowitz était tombé en disgrâce et que Hoher avait la confiance du souverain, mais Hoher remplace Lobkowitz parce que l'Empereur avait estimé que l'entente avec la France était devenue impossible et qu'il lui fallait défendre à tout prix l'intégrité de l'Empire.

Rôle de l'opinion. — L'entrée en guerre de l'Empereur aux côtés de la Hollande et de l'Espagne correspondait d'ailleurs aux vœux de l'opinion viennoise, mais il ne semble pas que celle-ci ait pesé lourd dans les décisions de la Conférence secrète. La presse était soumise à la censure et la première gazette à caractère politique fut publiée en italien, en 1672, afin de restreindre la diffusion des nouvelles politiques dans la population de la ville, qui était tout de même en grande majorité de langue allemande. La gazette était donc réservée au personnel politique, qui savait généralement l'italien, devenu à cette époque la véritable langue de la Cour. L'opinion était sensibilisée aux sermons des prédicateurs et surtout aux libelles ou « pasquinades » plus ou moins contrôlés par le pouvoir. Les prédicateurs, en tout cas, ne semblent guère obéir aux directives du Saint-Siège et ne prennent guère en considération les intérêts supérieurs du catholicisme, se livrant à la démagogie et poussant à la guerre avec la France : « Vous ne sauriez croire, Monsieur, à quel point on invective contre la France, jusques là qu'il y a eu des prédicateurs qui ont eu l'effronterie de dire que Dieu (*sic*) leur envoyait des fléaux du côté du Rhin et du côté de la Hongrie marquant les Français également à craindre comme les Turcs [233]. »

228. Rapport de nonciature du 30 octobre 1672. Édition Levinson, A.Ö.G. 106, p. 623.

229. Conférence du 31 mars 1672, convoquée par ordre de l'Empereur (*Kaiserliches handbillet* du 30 mars) dont le but était *die Sachen in Hungarn in einen besseren und beständigen Stand zu bringen*. HKA Vienne, *Hoffinanz Ungarn 1672*. A rapprocher de la conférence du 30 mars, portant sur le même sujet, dont le procès-verbal se trouve aux archives Lobkowitz, à Roudnice (cité par A. WOLF, *op. cit.*).

230. L'électeur de Cologne a en effet accordé au roi le libre passage des troupes et l'installation de magasins sur le territoire de la principauté de Liège et l'électorat de Cologne. Depuis l'hiver 1671 les troupes françaises occupaient l'électorat. G. LIVET, *Recueil des Instructions aux ambassadeurs*, t. XXVIII/2, Cologne, « Instructions données à Le Bret », p. 9 à 18.

231. Voir en particulier le rapport de nonciature du 23 octobre 1672 et la réponse du cardinal secrétaire d'État du 12 novembre. Édition Levinson, A.Ö.G. 106, p. 621-622.

232. Rapport de nonciature du 6 novembre 1672. Édition Levinson, A.Ö.G. 106, p. 625-626.

233. Grémonville au secrétaire d'État Pomponne, 31 mars 1672. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 42, f^o 81 V. Sur le rôle des prédicateurs voir R. KANN, *op. cit.*, p. 50 sqq.

L'ouverture des hostilités contre la Hollande déchaîne une campagne de libelles contre Grémonville, qui est accusé d'avoir une influence néfaste sur le gouvernement impérial. Ce dernier fut obligé d'intervenir, non seulement en interdisant « d'écrire à ces sortes de gens qui en font profession, mais encore par un placard attaché à la porte de la Poste : est défendu à toute sorte de personnes d'écrire aucunes Pasquinades, ni aucunes nouvelles qui concernent particulièrement la Guerre de Hollande [234] ». Par conséquent l'on peut tenir pour négligeable le rôle de l'opinion, parce que le gouvernement a décidé, une fois pour toutes, de n'en tenir aucun compte. Nous verrons par la suite que l'Empereur trouve des appuis ailleurs, dans les différents pays constituant la Monarchie, mais Vienne, résidence impériale, joue un rôle politique mineur.

La crise des années 1672-73 représentait, en quelque sorte, une répétition générale par rapport à celle des années 1682-83, où l'on retrouve les mêmes protagonistes confrontés avec des problèmes singulièrement plus graves. L'Empereur doit choisir une fois de plus. Le personnel politique a quelque peu changé, mais la Conférence secrète est toujours divisée et l'opinion viennoise veut toujours en découdre avec le roi de France. En janvier 1682 : « Le public compte sur la guerre, quelques ministres la souhaitent, d'autres ne la souhaitent pas. Mr de Lorraine, Mr de Baden, l'ambassadeur d'Espagne et le comte de Zinzendorff, Grand Mareschal, poussent l'Empereur d'un autre côté, Mr de Schwarzenberg et Mr Oker soustiennent pour la paix [235]. » Nous retrouvons les mêmes rivalités que dix ans plus tôt : un parti espagnol qui pousse à la guerre à tout prix et un parti « allemand » dirigé par Hoher (encore que celui-ci fût fort malade et diminué en 1682) beaucoup plus circonspect.

Le parti espagnol. — La séance de la Conférence secrète du 21 avril 1682 cristallise cet antagonisme : « Le party d'Espagne soutin qu'il n'y avoit pas d'autre moyen que de commencer la guerre, mais ceux qui agissent sans passion et qui vont au bien des affaires (de l'Empereur) répondirent qu'il estoit vray que c'estoit un moyen de decharger les pays héréditaires du fardeau qu'ils avoient présentement, qu'il estoit même glorieux a l'Empereur de faire faire justice aux Etats de l'Empire qui sont opprimés mais que comme c'estoit une affaire très difficile et de grande conséquence il falloit bien prendre ses mesures auparavant... que l'Empereur n'avoit pas un homme a mettre a la teste d'une grosse armée, qu'il n'y avoit point d'argent dans ses coffres, que la plupart des Etats de l'Empire estoient opposez a ses dessins, et qu'au contraire ils favorisoient ceux de Votre Majesté (Louis XIV). Qu'en un mot ils ne voyoient point les affaires en estat de recommencer la guerre, qu'ils seroient les premiers a la conseiller s'ils voyoient quelque lieu d'en espérer une bonne issue, mais que présentement tout leur paroissoit opposé [236]. »

Ceux qui s'étaient résignés à la guerre dix ans auparavant étaient lucides quant au rapport des forces et quant à l'attitude de la plupart des princes d'Empire [237]. Cette opposition plongea l'Empereur dans une grande perplexité. « Les deux différentes opinions soutenues avec chaleur de part et d'autre empêchèrent l'Empereur de se résoudre et le laissèrent dans le mesme embarras où il estoit auparavant [238]. »

Comme en 1672, la première mesure prise par l'Empereur fut de mettre en place une armée d'environ 25 000 hommes en Rhénanie « pour soutenir sa dignité et son honneur [239] », sans vouloir pour autant entrer en guerre. Pourtant, au cours de l'été 1682,

234. Grémonville au roi, 25 mai 1672. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 42, f° 177-178.

235. Sébeville au roi, 15 janvier 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 53, f° 29.

236. Sébeville au roi, 24 avril 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 53, f° 137.

237. Voir *supra*, l'état des opinions des différents princes allemands après la chute de Strasbourg.

238. Sébeville au roi, 24 avril 1682. *Ibidem*.

239. Déclaration faite par l'Empereur à Sébeville. Sébeville au roi, 24 mai 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 53, f° 186-187.

la majorité du Conseil a fait son choix, il faut tout de suite faire la guerre à la France et attendre à l'est, les forces des pays héréditaires et leurs ressources financières étant manifestement insuffisantes. Or, il n'y a que des avantages à faire la guerre à la France, tandis qu'on peut maintenir la paix avec le Turc *vi pecuniarum*. Les dépenses militaires seraient considérables, alors que le paiement d'un arrangement ne coûterait pas quatre semaines de campagne. Et J. Quintin Jörger invoque l'exemple de Charles Quint qui a payé le grand vizir, alors qu'il disposait d'une armée de 120 000 hommes.

D'autre part il vaut mieux ne pas prendre le risque d'une campagne qui pourrait mal tourner et mener à la perte de la Hongrie. L'auteur du mémoire, Jörger, traduit assez bien l'opinion courante de l'entourage de l'Empereur en août 1682 : il faudrait faire la guerre au Turc si l'affaire ne peut être réglée avec la Porte ni par la négociation, ni par la corruption [240].

Et le principal ministre, l'évêque de Vienne, est acquis aux thèses espagnoles, traiter à tout prix avec les Turcs et déclarer la guerre à la France. L'Empereur est prêt à céder la Haute-Hongrie à Thököly et aux rebelles hongrois et à payer à la Porte un tribut annuel symbolique de 40 000 florins. Il a désigné des négociateurs favorables à cet arrangement, dont le plus zélé partisan est le marquis Hermann von Baden. Président du Conseil de Guerre en novembre 1682, ce dernier déclarait « que si l'Empereur l'en croyoit qu'il signeroit dez aujourd'hui la paix avec luy (le Turc) quand il en devroit couster toute la Hongrie et soustient qu'il y gagneroit encore [241] ».

A l'automne 1682 le choix de l'Empereur était donc manifeste : il sacrifiait momentanément ses intérêts en Hongrie et faisait de larges concessions d'amour-propre aux Ottomans, parce qu'il estimait de son devoir de soutenir l'Espagne et de s'opposer fermement aux Réunions dans les conférences de Francfort.

On voit donc que ses intérêts dans l'Empire priment tout le reste et qu'il fait alors des concessions à la politique de famille. Il est intéressant de noter que l'Empereur n'est absolument pas tourmenté par l'idée de croisade et qu'il va se décider à la guerre contre le Turc absolument contraint et forcé. Là encore l'opinion viennoise n'a joué aucun rôle, car dès le mois d'août 1682 Sébeville notait : « Le peuple crie pourtant tout haut icy qu'il faut faire la paix avec Votre Majesté et faire la guerre au Turc [242]. » Et au début d'octobre le même Sébeville faisait remarquer que les différentes assemblées d'états s'opposaient à de nouvelles levées, en déclarant qu'il fallait conclure la paix avec le roi de France [243]. Cette opposition est beaucoup plus grave puisqu'il s'agit, nous le verrons bientôt, des forces politiques associées à la dynastie. Néanmoins, pendant toute l'année 1683, l'Empereur resta extraordinairement ferme dans sa résolution. Il demande certes une aide exceptionnelle aux différentes assemblées, destinée à faire face au péril turc, en évoquant le péril grave qui menaçait non seulement les pays héréditaires mais toute la Chrétienté [244]. Pourtant Jörger confiait à Sébeville, au même moment, qu'il redoutait fort que la guerre ne recommençât sur les deux fronts, parce que l'Empereur ne se décidait pas à traiter avec la France. Jörger, quant à lui, avait changé d'opinion depuis l'été 1682; il estimait désormais que les intérêts de l'Empereur sur le Rhin étaient réduits et qu'ainsi il risquait la défaite partout, de perdre la couronne de Hongrie et

240. Johann Quintin JÖRGER, *Mémoire sur la politique à mener contre les Turcs*, Vienne, 11 août 1682. HHStA Vienne, ms. 75, f° 36-38.

241. Sébeville au roi, 5 novembre 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 54, f° 19.

242. Sébeville au roi, 29 août 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 53, f° 324. Cette attitude populaire tournera à la sédition en juillet 1683; les domestiques du marquis de Bade et ceux de l'évêque de Vienne ne peuvent sortir sans être insultés par la populace qui tient leurs maîtres respectifs responsables des malheurs du temps. Sébeville au roi, Vienne, 1^{er} juillet 1683. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 54, f° 360-369.

243. Sébeville au roi, 1^{er} octobre 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 53, f° 411.

244. Discours d'ouverture de la diète de Bohême, 9 février 1683. SÚA, Prague, *Artikulové Sněmovní 1677-1694*.

d'affaiblir sa situation dans l'Empire. Selon Jörger, il s'agit d'une politique dynastique inspirée par Madrid et l'ambassadeur Borgomaneiro dont le crédit est alors très grand à Vienne [245].

Effectivement appuyé par le Saint-Siège, la Bavière, la Saxe et bientôt la Pologne, l'Empereur va se payer le luxe de maintenir ses positions de principe dans les négociations avec la France, tout en résistant militairement aux Turcs.

Et c'est là que l'analyse française s'est révélée inexacte : Louis XIV et son Conseil ont certainement encouragé le grand vizir à faire campagne en Hongrie, afin d'obliger l'Empereur à reconnaître les Réunions, mais l'Empereur, appuyé sur l'évêque de Vienne et le parti espagnol de son Conseil, a refusé de céder au chantage. L'entêtement de Léopold a été payant car il a retourné l'opinion en sa faveur et le siège de Vienne a marqué le début du déclin de la puissance ottomane, dont on savait pourtant en France qu'elle ne résisterait pas à un échec sérieux [246]. Un examen détaillé des instructions données à Sébeville au cours de l'été 1683 montre une certaine inquiétude chez le roi de France, qui exige d'être tenu au courant presque au jour le jour, des événements du siège et manifeste quelque satisfaction de l'heureuse issue de la lutte.

Dès le 23 septembre (Sébeville avait envoyé un courrier extraordinaire le 14, pour annoncer la victoire chrétienne), Louis XIV écrit à son ministre auprès de l'Empereur : « J'ai appris avec bien de la joye la bonne nouvelle de la levée du siège de Vienne et mon intention est que vous demandiez une audience à l'Empereur pour le féliciter de ma part de l'heureux succès de ses armes [247]. » Il est probable que Louis XIV s'est rendu compte qu'il était allé un peu trop loin dans les pressions qu'il avait exercées sur l'empereur Léopold et que sans trop manifester il avait craint une capitulation de la ville dans le courant d'août, avant l'arrivée de l'armée de secours polonaise.

Mais l'obstination de l'Empereur n'en est pas moins intéressante car, à l'automne 1683, bien loin de vouloir se lancer dans la reconquête de la Hongrie, il semblait désireux de renouveler la paix de Vasvár : le 28 novembre 1683, « esperans toujours parvenir a la paix avec le Grand Seigneur... l'Empereur a dépesché un des Drogmans que Caprara avoit ramenez pour la luy offrir aux conditions qu'elle a esté faite en soixante quatre, c'est à dire de luy rendre Gran (Esztergom), et d'obliger en mesme temps le Roy de Pologne de conformer la sienne sur le pied qu'elle est sans augmenter ni diminuer [248] ». En même temps l'Empereur négociait avec les rebelles de Thököly; comme celui-ci proposait 6 000 hommes à l'Empereur, l'ambassadeur d'Espagne les a réclamés pour faire la guerre aux Pays-Bas, disant « qu'ils y feront du mal aux français plus que dix mille cuirassiers, ce qui le fait fort presser l'Empereur a traité [249] ». Et si l'Empereur a choisi la paix du côté hongrois, c'est qu'il croit inévitable la guerre avec la France, trois mois après la levée du siège de Vienne. L'évêque de cette même ville a déclaré à l'envoyé du Hanovre : « Il falloit absolument compter sur la guerre avec la France, l'Empereur ne pouvant accepter la paix aux conditions que Votre Majesté luy offre, et encore moins la treve pour 20 ans [250]. » Et pour appuyer cette politique l'Empereur envoyait une dizaine de milliers d'hommes en Rhénanie [251].

L'Empereur était trop lucide pour en venir à une guerre ouverte avec la France, mais il voulait au moins maintenir une position de principe et le nouveau chancelier d'Autriche, Strattmann, déclarait à Sébeville « qu'à la vérité il (l'Empereur) n'estoit pas

245. Sébeville au roi, Vienne, 7 février 1683. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 54, f° 168-169.

246. Voir *supra*, les avertissements des diplomates français.

247. Instruction du roi à Sébeville, Fontainebleau, 23 septembre 1683. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 56, f° 95.

248. Sébeville au roi, Linz, 30 novembre 1683. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 56, f° 200.

249. Sébeville au roi, Linz, 11 décembre 1683. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 56, f° 223.

250. Sébeville au roi, Linz, 18 décembre 1683. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 56, f° 231.

251. « ... La résolution de renvoyer deux regimens, deux de cavalerie et un de dragons joindre le corps de Wallis. » Sébeville au roi. *Ibidem*.

en estat de commencer la guerre contre la France, mais qu'il laisseroit toujours les affaires indéçises comme elles estoient et qu'un temps viendrait peut-estre où il pourrait parler plus haut [252] ».

La croisade. — Les rapports des forces sont en effet très défavorables : les pays héréditaires (et en particulier la Basse-Autriche) ont été ravagés par l'invasion turque et sont incapables de payer des impôts élevés. Les Turcs refusent obstinément une paix avantageuse et les alliés de l'Empereur, en particulier le pape Innocent XI, poussent à la croisade. On sait que finalement l'Empereur accepta de signer la trêve de Ratisbonne, tandis qu'il signait la Sainte Ligue avec Venise et la Pologne. Ainsi, au printemps 1684, l'Empereur s'engageait sérieusement dans une longue guerre en Hongrie, abandonnant sa position de principe et la politique de famille pour une politique de croisade anti-ottomane. Il est néanmoins intéressant de constater qu'il ne s'y est engagé qu'à contre-cœur, en dépit des protestations du contraire qu'il adressait au père Marco D'Aviano le 8 mars 1684.

C'est que l'Empereur comprenait que la monarchie autrichienne était alors à la croisée des chemins. La thèse du Saint-Siège (et celle du père Marco D'Aviano) était qu'une Hongrie reconquise donnerait un poids supplémentaire aux pays héréditaires et accroîtrait l'autorité de la Maison d'Autriche dans l'Empire et en Europe. Pourtant l'empereur sentait bien que le centre de gravité de la Monarchie se déplacerait vers l'Europe danubienne et qu'il serait de moins en moins le chef de l'Empire, c'est-à-dire d'un Etat essentiellement allemand, pour diriger une confédération d'Etats plus ou moins liés les uns aux autres. N'oublions pas que Léopold n'a jamais vraiment renoncé à son patrimoine rhénan (c'est-à-dire l'Alsace [253]) et qu'il s'est montré soucieux de rétablir l'autorité morale de la Maison d'Autriche dans l'Empire, qu'en outre il est de culture latine et italienne, et qu'il n'a guère montré d'affinité vis-à-vis des Hongrois qu'il déteste, ni des Bohêmes (ses séjours à Prague seront toujours brefs et réduits au strict nécessaire) et l'échec de sa politique de mise au pas de la Hongrie dans la décennie précédente montrait clairement que ce pays serait toujours difficile à gouverner. Bref, durant toute cette crise, l'empereur Léopold a plus réagi en prince allemand qu'en chef de la Chrétienté de type médiéval, ou qu'en souverain d'une monarchie multinationale et danubienne. Si la reconquête de la Hongrie aboutit un jour à l'Autriche-Hongrie, il nous semble que l'empereur Léopold ne l'a pas voulu ou que, plus exactement, il eût voulu engager sa Maison dans une autre voie, plus européenne et plus allemande.

La défense de l'Empire. — Paradoxalement l'Empereur eut à faire un nouveau choix pour défendre cette œuvre entreprise malgré lui. Louis XIV semblait dans de bonnes dispositions à l'égard de l'Empereur; en mars 1687 le Roi très Chrétien acceptait de transformer la trêve de 1684 en un traité de paix définitif, en dépit des arrières-pensées subsistant de part et d'autre [254]. C'est l'élection de Fürstenberg à l'électorat de Cologne qui brouilla tout; cette affaire accapara toute l'attention du gouvernement de Vienne au cours de l'hiver 1685, car l'Empereur redoutait de voir « un personnage hostile et dépendant de la France [255] » s'emparer de cet électorat; c'est pourquoi il utilisa l'argument de vice de forme dans la convocation du chapitre pour faire annuler l'élection. L'empereur Léopold avait d'autre part su retourner les princes de l'Empire en sa faveur, tous ceux qui l'aidaient dans la guerre de Hongrie ne lui marchandèrent pas leur appui et plus particulièrement les champions de la cause protestante. Il n'avait plus

252. Sébeville au roi, Linz, 23 février 1684. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 56, f° 326.

253. Voir le rapport du nonce Pignatelli du 18 décembre 1672. Édition Levinson, *A.Ö.G.* 106, p. 632-633.

254. Dépêche de F. Cornaro, Vienne, 30 mars 1687. Venise, *Dispacci di Germania*, filza 163.

255. Dépêche de F. Cornaro, Presbourg, 10 février 1688. *Ibidem*.

qu'à recueillir les fruits de l'alliance défensive d'Augsbourg, les brutalités de Louvois firent le reste et Louis XIV réussit ce coup de maître d'avoir l'ensemble de l'Empire contre lui dix ans après le triomphe de Nimègue et trente ans après l'élection impériale de Francfort, où la Maison d'Autriche avait été si humiliée. Il est vrai qu'alors dans l'entourage de Mazarin on professait l'opinion que l'Empereur devait être soigneusement isolé, car réduit à ses seules forces il ne pouvait pas entreprendre grand-chose, alors que s'il était appuyé par les princes de l'Empire il serait redoutable. Le choix de l'Empereur en 1689 était certes délicat, car les Turcs repriront courage et le prince Eugène de Savoie dut mener de rudes campagnes pour en venir à bout, mais pour la première fois l'Empereur n'était pas obligé de sacrifier des intérêts vitaux sur l'un ou l'autre front, pour écarter le danger qui lui paraissait le plus pressant. Tous les principes de la politique européenne étaient déjoués et Louis XIV se trouvait vraiment seul en face d'une Europe coalisée contre lui.

Ainsi à l'étude de ces trois crises importantes du demi-siècle (celle de 1663-1664 répétons-le ne comportait qu'une agression ottomane et n'impliquait pas de choix, on peut tout au plus voir une indication dans la lenteur à accepter le secours de la Ligue du Rhin) il est possible de dégager quelques constantes.

L'empereur Léopold I^{er} s'est comporté essentiellement en *Deutscher König*, en roi allemand, second titre de sa titulature officielle, dans la mesure où le Saint-Empire est un État territorial à majorité allemande. Il a tenté d'empêcher les annexions territoriales tant au détriment des princes d'Empire que du cercle de Bourgogne (c'est-à-dire des Pays-Bas espagnols) mais surtout il a voulu maintenir la cohésion de l'Empire, soutenir les vassaux fidèles et châtier ceux qui, comme les Fürstenberg, prenaient trop de liberté vis-à-vis des obligations définies par les constitutions de l'Empire et les traités de Westphalie. Et si l'empereur Léopold fut si tenace au moment de la crise de 1682-1683, c'est qu'il redoutait, à tort ou à raison, que la couronne impériale n'échappât après sa mort, à la Maison d'Autriche. Sa position était excellente, car il se plaça toujours sur le terrain du droit public allemand pour utiliser au maximum les possibilités qui lui étaient offertes. Ce n'est pas pour rien que le prince Schwarzenberg déploya pendant vingt ans une activité tenace et intelligente au Conseil aulique; il serait évidemment intéressant d'étudier l'activité de ce tribunal avec des méthodes aussi rigoureuses que celles utilisées par J.-F. Noël pour l'étude du Conseil aulique à l'époque de Joseph II [256]. Néanmoins, de rapides sondages dans les fonds du Conseil privé montrent que régulièrement les affaires politiques jugées par le Conseil aulique y étaient évoquées et tranchées souverainement [257]. Il est non moins significatif que le souverain ait choisi comme chancelier d'Autriche deux excellents juristes : Hocher et Strattmann, et que ces deux hommes aient eu une influence prépondérante dans la Conférence secrète.

Tout aussi important nous apparaît le fait que la politique de rapprochement avec la France ait achoppé sur la question de Lorraine, à partir de ce moment la politique générale de l'empereur Léopold se ramène, dans une large mesure, à un conflit avec la France à propos de l'Empire. Enfin le fait que le premier-né de ses fils, l'archiduc Joseph ait été élevé comme un prince allemand, montre que l'Empereur avait des conceptions modernes, nationales, en dépit de sa culture latine et cosmopolite.

Moderne il l'est aussi dans la mesure où il renonce aux chimères de la croisade après la victoire de Saint-Gotthard et même, nous l'avons vu, après la victoire du Kahlenberg. Ce n'est que poussé par les victoires des armées chrétiennes et ses alliés que l'Empire et la Sainte Ligue qu'il s'est laissé entraîner dans la reconquête de la Hongrie. Mais une

256. J. F. NOËL, prépare une thèse d'État sur les institutions d'Empire au XVIII^e siècle (et en particulier sur le Conseil aulique).

257. HHSStA Vienne, *Vota und Konferenz Protokolle*, pour la période considérée 1657-1699, Karton 3 à 11, liasses 11 à 37. Les jugements du *Reichshofrath in politicis* étaient évoqués en moyenne une fois par trimestre devant le Conseil d'État.

fois de plus il faut bien constater que la notion de Chrétienté, si elle est souvent invoquée dans les discours d'ouverture des diètes, est en fait bien morte et si le pape Innocent XI pousse à la croisade, l'Empereur se sent beaucoup moins destiné à en être le chef temporel [258].

Quant à la politique dynastique, ses impératifs ne l'aveuglent pas dès qu'il s'agit de la monarchie espagnole. Il a liquidé les séquelles de la politique du prince Auersperg, auquel il n'a jamais accordé grande confiance et dont il s'est débarrassé dès qu'il a pu. S'il a pu paraître céder aux sollicitations de l'ambassadeur d'Espagne, c'est qu'il s'agissait de protéger le cercle de Bourgogne et finalement l'Empire. Il ne s'est engagé dans une politique dynastique qu'après la fin de la période considérée et parce que la conjoncture était très différente de celle de 1667-1668 : l'entente avec la France quasi impossible, les puissances maritimes apportant leur soutien aux Habsbourgs, les princes d'Empire n'étaient plus les alliés inconditionnels du roi de France et la monarchie autrichienne était en passe de devenir une grande puissance. Quoi qu'il en soit, la branche allemande de la Maison d'Autriche a cessé d'être le brillant second de la politique madrilène, ce que n'eussent permis ni les princes d'Empire, ni l'oligarchie détentrice du pouvoir dans les pays héréditaires.

CONCLUSION

Car si nous voyons se dégager quelques lignes de force de la politique autrichienne, il est permis de nous demander, en dernière analyse, qui est responsable de cette politique ? Au risque de contredire les conclusions de l'historiographie libérale [259] nous écarterons et l'opinion publique étroitement dirigée, et le parti espagnol, en dépit des apparences et des criaileries de la diplomatie française. Force nous est d'admettre que l'empereur Léopold lui-même a bien imposé les grandes lignes de la politique générale, en dépit de toutes ses hésitations et il a pu le faire jusqu'au sein de son Conseil, où il y avait toujours des représentants des différentes options possibles. On a souvent évoqué l'existence d'un parti français, d'un parti espagnol, il faudrait peut-être parler aussi d'un parti « allemand » qui, avec Portia, Schwarzenberg, Hoher, Strattmann, et dans une certaine mesure l'évêque de Vienne, a toujours été largement représenté auprès de l'Empereur, que la politique générale ait été dirigée par un premier ministre ou par la Conférence secrète [260].

Mais au cours de chaque crise nous voyons poser le problème des limites de la puissance de l'Empereur, c'est-à-dire des ressources en hommes et en argent dont il peut disposer. Or, chaque crise politique est suivie d'une réduction considérable des effectifs [261], d'une réforme des régiments, ce qui a pu faire croire à certains observateurs que l'Empereur ne disposait pas d'armée permanente. En fait il peut s'offrir le luxe d'une armée nombreuse, nourrie et payée par les contributions que fournissent les seuls pays héréditaires. Ceux-ci ne sont pas taillables et corvéables à

258. Voir par exemple les confidences du colonel Gondola à Grémonville, au moment où les rapports entre la France et l'Empereur se détériorent et où les relations avec le résident français sont confiées à Hoher : « Le dit colonel me suggéra que ce n'était pas tant l'affaire des Hongrois que la rage qu'on avait ici de la résolue et méprisante négation de Votre Majesté à l'égard des affaires de Lorraine. » Grémonville au roi, 21 mai 1671. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 40, f° 49 V.

259. En particulier l'historiographie d'inspiration prussienne, protestante et petite allemande. Quant à l'historiographie autrichienne elle n'a pu encore dépasser le stade d'études préparatoires; d'autre part les historiens autrichiens ont été impressionnés par les critiques de certains ambassadeurs vénitiens, qui comprenaient mal les lignes fuyantes de la politique impériale. Les Hongrois ont depuis Szekfü, bien mieux saisi les grandes options de Léopold, qu'ils ne se gênent pas d'ailleurs pour critiquer dans une perspective nationale.

260. Voir à ce sujet *supra*, chap. I, p. 37-42.

261. Voir *infra*, liv. II, chap. x.

merci par le pouvoir monarchique pour des raisons qui s'expliquent à la fois par leurs structures institutionnelles et par la conjoncture économique. Nous ne sommes pas en présence d'un État centralisé, mais plutôt d'une confédération d'États et jusqu'à 1687 on peut parler pour la Hongrie d'union personnelle. Chaque État possède sa propre diète, dont l'autorité demeure importante (quoi qu'on en ait dit) et sa propre administration. D'autre part les pays héréditaires se relèvent lentement des ruines de la guerre et vivent, en fait, une période de reconstruction économique.

Structure politique, conjoncture économique, deux éléments qui ont pesé incontestablement sur la mise en œuvre des ressources de la monarchie autrichienne. Il est certain que ces considérations ont pesé sur les décisions de l'Empereur et expliquent ses hésitations beaucoup mieux que les apparentes rivalités de factions ou la psychologie du souverain. Quant à l'opinion elle n'exprimait pas ses vœux dans la presse, mais dans les assemblées d'États, où elle avait des moyens de pression beaucoup plus efficaces que le jeu des libelles ou même les « émotions » des rues de Vienne. C'est pourquoi nous considérons comme indispensable de décrire brièvement les structures politiques de la monarchie autrichienne.

STRUCTURES POLITIQUES ET CENTRALISATION

L'Empereur dirige, en effet, un ensemble de pays qui conservent leur autonomie, leurs institutions, leurs libertés traditionnelles. Le souverain ne peut leur imposer quoi que ce soit sans le consentement des cadres politiques du pays, « car l'Empereur n'est pas tellement le maître dans ses États qu'il suffise de proclamer un commandement, ensuite duquel tous soient obligés de se soumettre « au bon plaisir et vouloir » du Souverain. Il est obligé de faire assembler les États, d'y parler lui-même, et de leur faire représenter les raisons qui l'obligent de recourir à leur secours. Ensuite de quoi ils ont coutume de donner les mains et de concourir à ce que l'on souhaite d'eux [1] ». Cette analyse de C. Freschot montre bien que le terme *d'absolutisme*, employé fréquemment par les historiens d'Europe centrale, à propos de cette période, recouvre une réalité fort différente de ce que l'on a coutume d'entendre par absolutisme pour la France au XVIII^e siècle.

En effet, si le juriste Cardin Le Bret, dans son *Traité de la Souveraineté du Roy* [2], n'estimait pas incompatible monarchie absolue et assemblées d'États, il pensait néanmoins que ces assemblées devaient être mises en tutelle : « Il est aisé de voir par la suite de ce discours que puisque l'on ne tient les Etats que par la permission et le commandement de Sa Majesté, que l'on n'y délibère et l'on n'y résout rien que par forme de requestes et de très humbles supplications et encore pour le repos et le bien général de tout le Royaume que ces assemblées ne sont point contraires à la souveraineté des Roys, ne diminuent point leur autorité, et ne combattent en aucune façon les maximes fondamentales de la Monarchie [3] ». Bien plus, les États généraux offraient même des avantages, à condition que leur convocation demeurât à l'initiative du roi, ces réunions associant les ordres au pouvoir, en leur expliquant les intentions du roi, et en leur faisant entériner les nouvelles lois. Les sujets, mieux instruits des difficultés et des intentions du gouvernement, mettaient plus de zèle à exécuter les volontés du souverain, sans que celui-ci renonçât pour autant au pouvoir législatif, qui était l'attribut exclusif de la souveraineté. Enfin les États généraux permettaient de recevoir les plaintes du peuple et le roi connaissait mieux les besoins et les souhaits de ses sujets. C. Le Bret assignait donc aux assemblées d'états une mission d'information, mais ne songeait absolument pas à associer les ordres au gouvernement. En faveur de sa thèse, il rejetait

1. C. FRESCHOT, *Mémoires de la Cour de Vienne*, 1 vol., Cologne, 1705, p. 291-293.

2. Cardin LE BRET, *De la souveraineté du Roy*, Paris, 1632 (BN 4, L.4 38), liv. IV, chap. X, « De l'assemblée des Estats Généraux et Provinciaux et qu'elle dépend de la seule autorité du Roy. »

3. Cardin LE BRET, *op. cit.*, p. 646.

l'exemple romain (le principat ayant signifié la fin des comices) et invoquait au contraire l'histoire de la France au ^{xv}^e et au ^{xvi}^e siècle : « On a eu recours à l'assemblée des Etats comme un souverain remède, pour prévenir les malheurs qui menaçaient de ruine cette florissante monarchie [4] », qui pourtant cessa de convoquer les états généraux et tenta de supprimer les états provinciaux, auxquels C. Le Bret était également favorable.

Le maintien des assemblées d'États lui semblait souhaitable et leur suppression la caractéristique « des Etats tyranniques et Seigneuriaux » et si nous nous en tenons à l'analyse de C. Le Bret, l'existence d'assemblées d'États dans la monarchie autrichienne n'était pas incompatible avec les progrès de l'absolutisme. C'est pourquoi il nous faut examiner le contenu de ces institutions, leurs attributions formelles et leurs pouvoirs réels, sinon nous risquerions de nous engager dans un débat oiseux ; ce fut, à notre avis, le tort des historiens libéraux, de s'en tenir à de belles définitions : les assemblées étaient convoquées par le souverain, elles étaient compatibles avec l'absolutisme, elles leur semblaient donc dépourvues d'efficacité. Quand nous saurons pourquoi on réunissait ces assemblées, comment elles étaient associées au pouvoir législatif, quelle était l'étendue de leurs prérogatives en matière fiscale, nous pourrions admettre s'il y avait de réelles différences entre la France et la monarchie autrichienne et voir si Freschot avait analysé correctement la situation.

La situation de la monarchie autrichienne est très différente, car c'est finalement la dynastie qui constitue le seul lien entre les pays héréditaires de langue allemande d'une part, le royaume de Bohême et ses dépendances d'autre part, auxquels il faut adjoindre l'état hongrois (ou si l'on admet la théorie de la Sainte Couronne, les pays de la Couronne de saint Étienne). État hongrois et pays tchèques avaient déjà, au moment de leur rattachement au patrimoine allemand des Habsbourgs, une longue tradition culturelle et politique et une glorieuse histoire nationale. Il était donc impossible de les incorporer purement et simplement à l'Autriche, comme le roi de France le fit pour la Normandie ou la Provence [5]. Ni la Hongrie, ni la Bohême ne l'auraient accepté, même dans le désarroi qui suivit le désastre de Mohács [6] et Ferdinand I^{er} dut promettre de garantir les libertés des différents pays avant de se faire élire roi de Bohême (1526), de Croatie (1^{er} janvier 1527) et enfin roi de Hongrie (5 novembre 1527). Les Habsbourgs ne régnaient pas sur ces pays en vertu du droit de conquête, ou même en application du traité de 1515, signé à Vienne entre Habsbourgs et Jagellons, qui promettait l'héritage de la famille s'éteignant la première à la famille survivante, mais bien en vertu d'un accord librement consenti par les nations bohêmes et hongroises, c'est-à-dire par les ordres privilégiés des deux royaumes.

Pourtant l'on s'expose à ne rien comprendre à l'histoire de la Monarchie si l'on ne tient compte de leur droit public bien vivant ou droit d'État et de son expression la plus éclatante, l'assemblée d'États.

Le gouvernement, dans chaque pays, est partagé entre le monarque d'une part, les ordres privilégiés d'autre part et cette *dyarchie* demeure fondamentale, quelles que

4. C. LE BRET, *op. cit.*, p. 645. Voir aussi : C. STROMEYER, *Frankreich im Übergang vom Ständestaat zum Absolutismus*. Dissertation, Göttingen, 1941.

5. N. MACHIAVEL, *Il principe*, chap. II, « De principatibus mixtis », rappelle que l'acquisition de grandes provinces comme la Bourgogne, la Bretagne, la Gascogne ou la Normandie ne causait aucune difficulté majeure, étant donné l'affinité de langue et de coutumes.

6. On sait que le jeune Louis II Jagellon, qui était à la fois roi de Pologne, de Hongrie et de Bohême, fut tué à la bataille de Mohács (1526). Le traité de 1515 conclu entre Maximilien I^{er} de Habsbourg et Ladislas avait abouti au mariage d'Anne Jagellon avec Ferdinand I^{er} de Habsbourg et de Marie de Habsbourg avec Louis II Jagellon. Voir l'étude de Z. HERMANN, *Az 1515 évi Habsburg-Jagelló Szerződés*, Budapest, 1961, p. 67.

soient les affirmations d'historiens libéraux [7] qui ne croyaient pas à l'efficacité de ces assemblées, parce qu'elles ne fonctionnaient pas dans un régime parlementaire. Nous verrons par la suite quel poids elles ont eu dans la conduite des finances, mais il nous faut d'abord les décrire, à partir de quelques exemples.

Nous en avons choisi quatre, parce que nous les estimons représentatifs et que nous avons eu accès aux actes qui résument leurs travaux. Pour les pays héréditaires de langue allemande nous avons pris l'exemple de la Basse-Autriche [8], pour les pays tchèques nous étudierons la diète du royaume de Bohême [9], pour l'État hongrois nous nous pencherons sur le fonctionnement de la diète générale du Royaume [10], ainsi que sur celle du royaume de Croatie-Slavonie [11], qui demeurerait autonome à l'intérieur de l'État hongrois. Nous laisserons volontairement de côté la diète de Transylvanie [12] car ce pays demeure en marge de la Monarchie jusqu'à la fin de la période, et la diète de Silésie [13] qui possède une structure très particulière (*Fürstentag*) puisque le duché de Silésie, fief bohême, était en réalité un groupement de principautés. Et il ne nous paraît pas indispensable d'étudier en détail la diète de Haute-Autriche, après celle de Basse-Autriche, ni la diète de Moravie, après celle de Bohême.

Mais étant donné qu'il s'agit d'une dyarchie et que le souverain atteignit très vite les limites de la centralisation politique, il faudra nous demander, tout au long de ce livre, si les forces de résistance ne demeuraient pas, en dépit des apparences, très fortes au cours de la période 1650-1700. C'est pourquoi il nous faut dès maintenant les décrire avant d'analyser leur rôle dans la politique financière de l'Empereur, puisque, de toute façon, notre propos est de remettre en question la notion d'*absolutisme* appliquée à la monarchie autrichienne de la seconde moitié du XVIII^e siècle, car où est le pouvoir sans limite d'un prince qui doit, chaque année, dans chaque pays, convoquer l'assemblée des ordres privilégiés, qui n'ose se rendre dans l'une de ses capitales [14] et qui voit, dans un autre de ses États, son autorité battue en brèche pendant plus de trente ans [15] ?

7. En France il faut citer, bien entendu, Ernest DENIS, en particulier son ouvrage *La Bohême après la Montagne Blanche*, Paris, 1903. Même l'école autrichienne postérieure à 1870 ne croyait pas à l'importance des diètes. Citons BIDERMANN, *Geschichte der Österr. Gesamtstaats-idee*, pour qui la diète de Basse-Autriche est, au XVII^e siècle, « eine blosse Formsache ». Viktor BIBL, « Die Katholischen und Protestantischen Stände Nieder-Österreich im 17. Jahrhundert », dans *Jahrbuch für Landeskunde Nieder-Österreich*, nouvelle série, t. II, p. 167-313 (1903), affirme, dans sa conclusion, que la puissance politique des ordres est brisée après 1620 et qu'ils ne jouent plus aucun rôle. Du même ordre VANĚČEK, « Les Assemblées d'états en Bohême (1618-1620) », dans *Recueil de la Société J. Bodin*, t. 36, Bruxelles, 1965, p. 239-254.

8. Vienne, Nieder-Österreichisches Landesarchiv (ensuite NÖLA) *Landtagshandlungen*. Karton 41-55 pour la période 1650-1703.

9. Prague, Statní Ústřední Archiv (ensuite SÚA), *Artikulové Sněmovní*, 4 cartons classés du point de vue chronologique, ainsi que les archives de la Chancellerie de Bohême (Č.D.K. IV 3 Čechach). Sur la permanence des diètes, du droit d'État et d'un État bohême, voir la vigoureuse prise de position de M. V.-L. TAPIÉ, dans son étude sur « le Droit d'État du Royaume de Bohême », dans *La Revue Historique*, t. 228, 1962, p. 361.

10. Budapest, Bibliothèque du Parlement, Collection Gyurikovich, pour les diètes de 1655, 1659, 1662 et 1687. Pour la diète de 1681, Országos Levéltár (ensuite O.L.), P 280, Forgách Család Levéltára *Országgyűlés-Irómányai*.

11. Publication collective des archives de la République populaire de Croatie, *Protocolla Generalium Congregationum Statuum et Ordinum Regnorum Dalmatiae, Croatiae et Slavoniae*, en croate *Zaključci Hrvatskog Sabora*, t. I, 1631-1693, t. II, 1694-1713, Zagreb, 1958. Cette publication fait suite à celle de SISIC, *Hrvatskih Saborskih spisa*, 5 vol., 1526-1530, Zagreb, 1912, dans la série *Monumenta spectantia historiam Slavorum meridionalium*.

12. *Monumenta Comitilia Regni Transylvaniae*, L. Cluj, 8 vol., 1895-1905.

13. E. C. HELBLING, *Österr. Verfassungs und Verwaltungsgeschichte*, op. cit., p. 264.

14. Sébeville affirme que l'Empereur n'osait se rendre en Bohême en 1683, parce que le pays n'était pas sûr. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 54.

15. À partir de la signature de la paix de Vasvár (1664), l'autorité de l'Empereur fut mise en question par les principaux dignitaires du Royaume de Hongrie et les *Malcontents* ne cessèrent de trouver des adeptes. Voir à ce sujet J. BÉRENGER, « Les relations franco-hongroises, pendant le gouvernement personnel de Louis XIV » dans *L'Information historique*, 1967.

LES FORCES DE RÉSISTANCE : LES ORDRES

Les assemblées d'États ne sont pas des assemblées représentatives comme au XIX^e siècle, mais une réunion des ordres de chaque pays. Aussi l'institution est-elle inséparable de la société d'ordres et de la seigneurie territoriale. A vrai dire, la cellule de base de l'organisation politique demeure, au XVII^e siècle, la seigneurie territoriale, dont les pouvoirs ne sont pas dilués comme en Occident entre une multitude de titulaires, mais demeurent entre les mains d'un seul ou à la rigueur d'une corporation [16].

A. LES POUVOIRS POLITIQUES DE LA SEIGNEURIE.

Comme l'a très bien démontré H. Feigl, il faut tenir compte des nuances régionales, déterminées par l'histoire. Pourtant un fait demeure éclatant jusqu'au XVIII^e siècle, le pouvoir d'État abandonne au seigneur une bonne partie des attributions qui sont normalement les siennes.

Prenons l'exemple de la Basse-Autriche, où les pouvoirs respectifs des seigneurs et du souverain ont été définis par le *Tractatus de iuribus in corporalibus* dont la genèse possède à elle seule valeur d'exemple [17]. Il s'agissait en effet d'un texte discuté et approuvé par les États et l'on ne se mit d'accord que lorsque le commissaire impérial Koch eut accepté des « douceurs » de la part des États (2 000 florins). Un texte très favorable aux seigneurs fut alors mis au point en trois ans et promulgué le 13 mars 1679 [18]. Le seigneur conserve l'autorité traditionnelle en matière de police et de maintien de l'ordre, et celui-ci est chargé de l'application des ordonnances du souverain. En matière de justice, les paysans qui sont définis comme des sujets (*Unterthanen*) sont placés sous la juridiction du seigneur; toutes les plaintes au civil seront jugées en première instance par le tribunal seigneurial, mais le paysan conservait une possibilité théorique d'en appeler à Vienne. Toutes les contraventions au bon ordre et à la paix publique sont également du ressort du tribunal seigneurial. Ainsi, en 1678 la fête patronale du petit village de Wolfsbrunn, près de Stockerau, se termina par une rixe entre jeunes gens, provoquée par une agression délibérée de paysans de Fellabrunn. Comme l'affaire eut lieu sur le territoire de la seigneurie de Sonnberg et que celle-ci appartenait aux Dietrichstein, le comte Gundacker tint à présider lui-même le tribunal qui condamna chaque prévenu à 20 rixdales d'amende, le 14 août 1678 [19]. Le montant élevé de l'amende et la solennité de l'audience (le comte Gundacker Dietrich-

16. Helmut FEIGL, « Die Nieder-Österreichische Grundherrschaft vom ausgehenden Mittelalter bis zu den thesianisch-josephinischen Reformen » dans *Forschungen zur Landeskunde von Nieder-Österreich*, 1 vol., Vienne, 1964, 379 p.

17. Lorsque Koch eut reçu sa gratification, en 1675, les discussions avec la commission des États (1 représentant de chaque ordre et 4 juristes comme experts) reprirent, et en 1678 l'Empereur approuva un projet dont les grandes lignes étaient prêtes dès 1657. Fritz WISNICKI, « Die Geschichte der Abfassung des Tractatus de iuribus incorporalibus », dans *Jahrbuch für Landeskunde Nieder-Österreich*, nouvelle série, n° 20, Vienne, 1927, p. 87.

18. *Tractatus de iuribus incorporalibus*, titre III : « Von der Dorff Obrigkeit », titre IV : « Von der Grund Obrigkeit ». Publié dans *Codex Austriacus*, t. I, p. 586-587, Vienne, 1704. Voir aussi H. FEIGL, *op. cit.*, « Die herrschaftliche Gerichtsharkeit », p. 186-228.

19. NÖLA, *Gerichtsprotokoll der Herrschaft Sonnberg*, 14 août 1678, cité par FEIGL, *op. cit.*, p. 207-208.

stein étant alors grand chambellan de l'empereur Léopold) étaient justifiés par le fait que plusieurs victimes avaient été sérieusement blessées.

Les délits en matière économique, concernant la corvée et les monopoles, étaient aussi confiés au tribunal du seigneur, bien que ce dernier fût à la fois juge et partie. Enfin le seigneur (ou son représentant) était expressément chargé de percevoir l'impôt [20].

Pourtant la délégation de pouvoirs qui lui était concédée était encore limitée par rapport à ce qui existait en Bohême et en Hongrie. L'ordonnance de justice de Ferdinand III, reprenant diverses ordonnances du XVI^e siècle, lui refusait toute compétence en matière de haute justice, qui était réservée au souverain (l'Empereur en tant qu'archiduc). Les jugements concernant les affaires de sorcellerie, de rébellion, d'empoisonnement, n'étaient exécutoires qu'après avis du gouvernement de Basse-Autriche [21]. Ainsi, en 1715, une servante de 18 ans, Marguerite Höggerlin mit, par vengeance, le feu à la ferme de ses patrons. Celle-ci dépendait de la seigneurie d'Eckartsau, propriété des Herberstein, l'administrateur de Schlosshof instruisit le procès et l'accusée avoua sans difficulté; comme elle était passible du bûcher, le comte Herberstein envoya le dossier à Vienne, au gouvernement. Les juges (*Gelehrten Doctores*) se prononcèrent pour un adoucissement de la peine (décapitation) qui fut exécutée lorsque l'empereur Charles VI eut refusé la grâce [22]. Ainsi, ni un juge seigneurial, ni un grand seigneur, n'avaient pris sur eux d'enfreindre les recommandations de l'ordonnance criminelle de 1656, même lorsque le sort de l'accusé ne faisait aucun doute. En revanche, les paysans de Bohême et de Hongrie étaient abandonnés à l'arbitraire seigneurial.

C'est qu'en Bohême la sujétion (*Unterthänigkeit*) du paysan a été poussée à l'extrême dans la Constitution renouvelée de 1627. Le sujet (*Unterthan*) est considéré comme un éternel mineur, soumis à la tutelle, dans l'intérêt de la bonne marche de la seigneurie. Attaché à la glèbe il doit payer une taxe s'il veut aller hors de la seigneurie ou apprendre un métier. Le paysan est dénué de personnalité juridique, il ne peut être traîné devant les tribunaux royaux. Ce n'est qu'en 1717 que Charles VI autorisa le paysan, en cas de nécessité, à porter plainte au tribunal du cercle, après un délai de réflexion de 6 semaines. En contrepartie, le seigneur est chargé de la justice et des tâches administratives. Même en Bohême il tirait ses revenus de la perception des taxes et pas seulement de la production de biens matériels. Les principaux revenus étaient fournis par des prestations en nature, le cens, les monopoles économiques, les profits de la juridiction, ainsi que la perception des impôts. Le tribunal seigneurial pouvait infliger des amendes profitables au seigneur, ainsi que des peines corporelles (*die Prügelstrafe*). La situation était aggravée par le fait que ces pouvoirs n'étaient pas exercés en Bohême par le seigneur lui-même, mais par des officiers seigneuriaux, qui étaient surnommés par les paysans les *karabačniki* (les fouettards, de *karabáč* : le fouet). Ceux-ci, mal payés, souvent mutés, vivent dans la crainte du seigneur et maltraitent les paysans [23], d'une manière qui n'échappe pas aux observateurs impartiaux. Jörger, conseiller impérial aux tendances absolutistes, s'opposait au départ de la Cour à Prague, « car l'esclavage du peuple qui ne cherche qu'à s'en délivrer doit faire tout craindre » en cas de guerre

20. *Tractatus de iuribus incorporalibus*, titre IV, parag. IV : « item die augeschribene Steur und andern Lands Anlagen von ihnen anzunehmen und gehöriger Orthen abzustatten ». Sur la perception de l'impôt, voir *infra*, liv. II, chap. II, p. 328-330.

21. « Ferdinand III Landgerichtsordnung 1656 », dans *Codex Autriacus*, t. I, p. 672-676, Vienne, 1704.

22. *Verhörprotokoll der Herrschaft Eckarstau*, HHStA Vienne *Familienfonds*. Cité par H. FEIGL, *op. cit.*, p. 219.

23. Karl GRÜNBERG, *Die Bauernbefreiung und die Ablösung der gutsherrlichen bauerlichen Verhältnisse in Böhmen. Mähren und Schlesien*, 2 vol., Leipzig, 1893-1894, t. I, p. 29-47. En Basse-Autriche, le paysan a toujours été, en revanche, de condition libre. H. FEIGL, *op. cit.*, p. 63.

avec la France; Jörger redoutait que les paysans opprimés ne donnassent la main aux troupes françaises [24]. Nous verrons par la suite que la perception de l'impôt, par les soins de la seigneurie, donnait lieu à de criants abus, tout comme les monopoles économiques; les paysans étaient contraints d'acheter au prix fort des grains et des boissons de mauvaise qualité, pratique courante contre laquelle ne cessèrent de s'élever les plaintes des paysans [25]. Et la seigneurie joue un rôle tout aussi important dans la vie des autres pays tchèques, même si elle est régie par des textes différents (Constitution renouvelée de 1628 pour la Moravie et l'ordonnance paysanne de 1652 [*Unterthanen Ordnung*] pour la Silésie).

La Hongrie connaît un régime seigneurial analogue, mais les historiens hongrois nous rappellent qu'il faut distinguer entre le régime seigneurial « idéal » défini dès le début du *xvi^e* siècle par l'*Opus Tripartitum* de Werbőczy et la pratique, telle qu'elle s'institua sous la pression des circonstances. Le paysan n'en est pas moins soumis à la justice et à l'autorité seigneuriale, il est privé de tout droit politique et ne peut faire appel à la justice royale, puisque les tribunaux d'appel étaient composés de juges du comitat recrutés obligatoirement dans la noblesse et choisis par elle [26]. Ainsi, grâce au tribunal de comitat, la noblesse avait exclu le pouvoir royal de ses relations avec les paysans; elle utilisait son pouvoir politique pour imposer ses monopoles économiques, le droit de banvin par exemple, et s'enrichir au détriment des paysans [27].

Par conséquent les différents pays de la Monarchie offrent au seigneur une place de choix dans l'État, en lui abandonnant des pouvoirs judiciaires et financiers qui appartiennent, dans la France du *xvii^e* siècle, à des officiers royaux. Dans une certaine mesure c'est le seigneur qui dispose d'un pouvoir absolu sur le paysan, l'*Unterthan*, qui ne peut se soustraire à cette autorité qu'en fuyant le domaine, légalement en Hongrie, illégalement en Bohême. L'État abdicque en fait toute autorité sur la grande masse de ses sujets, réduisant ainsi largement les frais d'administration, mais renforçant considérablement la puissance politique de ces seigneurs, qui sont précisément membres des états.

B. LA COMPOSITION DES ASSEMBLÉES D'ÉTATS.

Les états sont de véritables corporations, des groupes organisés qui admettent les nouveaux venus si ces derniers répondent à certains critères. Ainsi, pour être admis dans l'ordre des seigneurs (*Herrenstand*) en Basse-Autriche, il fallait :

1^o Être homme de qualité, ce qui pratiquement se ramenait au fait d'avoir obtenu la noblesse depuis au moins 20 ans. Or, nous verrons que les anoblissements étaient fréquents au *xvii^e* siècle. Seul l'Empereur en tant que chef de l'Empire, pouvait anoblir. Il fallait aussi avoir été élevé par l'Empereur dans le *Freiherrenstand* et avoir contracté un mariage avec une personne de qualité, le mariage bourgeois pouvant entraîner l'exclusion;

2^o S'engager à acquérir une terre dans le pays et, en attendant, verser une caution qui pouvait atteindre 10 000 florins [28];

24. Sébeville au roi, Vienne 8 avril 1683. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 54, p. 261. La situation a été résumée par K. GRÜNBERG dans la formule « die Unterthänigkeit in eine unerträgliche Sklaverei und das obrigkeitliche Recht in eine unverantwortliche Tyrannei », *op. cit.*, t. I, p. 48.

25. K. GRÜNBERG, *op. cit.*, t. I, p. 43-45.

26. I. SINKOVICS, « Le servage héréditaire en Hongrie », dans *Studia Historica* 53, Budapest, 1963, p. 47-89. Sur les institutions du comitat, voir G. EMBER, *Az újkori magyar közigazgatás története*. Budapest, 1946, *Vármegyék*, p. 520-541.

27. Zs P. PACH, « Die ungarische Agrarentwicklung im 16-17 Jahrhundert. Abbiegung vom westeuropäischen Entwicklungsgang », dans *Studia Historica* 54, Budapest, 1964, p. 10-18.

28. I. SINKOVICS, *op. cit.*

3° Acquitter certains droits correspondant à l'admission dans une « corporation ». Le postulant devait faire un cadeau au maréchal de Basse-Autriche (*Landmarschall*), au secrétaire de l'ordre et payer des droits de chancellerie. Le tout se montait à 1 080 florins pour un gentilhomme du pays et un étranger devait, en outre, payer une taxe spéciale de 2 000 florins (*Landmannestax*) [29], et produire un arbre généalogique.

Or, en dépit des conditions qui sont ainsi nettement posées, l'ordre des seigneurs ne cessa de s'ouvrir à des nouveaux venus, par suite des bouleversements sociaux que connut le XVII^e siècle autrichien. Prenons l'exemple du vice-chancelier d'Empire Ferdinand Sigismond, comte Khurtz [30]. Né à Munich en 1593, il appartenait à une famille bavaroise les Khurtz von Senftenau; si son frère fit carrière à la Cour de Munich, Ferdinand Sigismond passa très jeune au service de la Maison d'Autriche, puisqu'il fut page de l'archiduc Albert, souverain des Pays-Bas. Il vint à Vienne en 1626, comme conseiller aulique et fut remarqué pour ses qualités intellectuelles. Ferdinand III le nomma, en 1637, vice-chancelier d'Empire, et Khurtz, qui ne négligeait pas ses intérêts personnels [31], commença à faire fortune. Avant 1637 il avait déjà acquis la seigneurie de Raaná, près de Horn, dans le Waldviertel (Basse-Autriche). C'est dans cette région qu'il arrondit son patrimoine; par un premier mariage avec la fille du vice-président de la Chambre des Comptes, Vincent Muschinger, il reçut les seigneuries de Horn et Drosendorff, puis grâce à sa position à la Cour, il put acheter à la Chambre des Comptes le domaine de Dross. La plupart de ces terres avaient été confisquées à des gentilshommes protestants, rebelles ou fugitifs, et la structure sociale de la région fut profondément modifiée; de nombreux gentilshommes, possesseurs d'une modeste terre, firent place à un grand seigneur non résident, propriétaire de grands domaines. Concentration de la propriété foncière, expulsion des simples gentilshommes, installation d'un grand propriétaire étranger à la région et non résident, tels sont les traits d'une évolution qui inquiétait légitimement les anciennes familles du pays. À sa mort, en 1659, Khurtz laissait une belle fortune foncière, qu'il partageait entre ses quatre filles et son petit-fils. En faveur de ce dernier il instituait un majorat, comprenant la seigneurie de Horn, avec ses dépendances, les trois filles aînées reçurent respectivement les seigneuries de Drosendorff, Weickerschlag et Raaná [32]. Il est vrai qu'entre-temps il s'était réconcilié avec les vieilles familles du pays, en épousant, en secondes noces, la comtesse Regina Abensperg und Traun, qui appartenait à l'une des familles les plus en vue de Basse-Autriche. Par conséquent, les titres de noblesse qui lui avaient été donnés par l'Empereur avaient été, en quelque sorte, acceptés par les membres de la corporation. Il n'en subsistait pas moins un danger pour les anciennes maisons du pays de se voir submergées par les titulaires de fonctions auliques [33], ou par des généraux glorieux à qui l'Empereur donnait titres nobiliaires et propriétés foncières.

C'est pourquoi les états de Basse-Autriche n'ont cessé de se plaindre que, par suite de la guerre et d'autres circonstances, bien des gens s'enrichissaient et obtenaient leur admission dans l'ordre des seigneurs, sans être de noblesse ancienne; ils décidèrent en 1655 de « fermer » l'ordre des seigneurs (*Herrenstand*) : celui-ci n'admettait un nouveau membre que lorsqu'une famille ancienne se serait éteinte [34]. En fait, chaque décennie

29. Dagmar SCHOPF, *Die im Zeitraum von 1620-1740 erfolgten Neuaufnahmen in den Nieder-Österreichische Herrenstand*. Dissertation, Vienne, 1966. Exemplaire dactylographié, p. 1-40.

30. Bonne notice sur Khurtz dans L. GROSS, *Geschichte der deutschen Reichshofkanzlei* (1559-1806), Vienne, 1933, p. 336-340.

31. B. NANI, *Relationen*, édition Fiedler, *op. cit.*, *loc. cit.*

32. HHStA Vienne, *ÖLMA, Testamente*, Karton 17, K 78, Khurtz Ferdinand Sigismond.

33. Voir SCHWARZ, *The Imperial Privy Council*, notices biographiques et étude sociologique. Le phénomène est également bien connu pour la Bohême. Sur l'enrichissement, voir Fritz REDLICH, « The German military enterpriser », *op. cit.*

34. NÖLA Vienne, *Ständische Akten*, décision du 23 janvier 1655, A.I. n° 6, 7.1237, cité par D. SCHOPF, *op. cit.*, *loc. cit.*

vit entrer en moyenne vingt-cinq nouveaux membres [35], ce qui montre que ces corporations nobiliaires demeuraient des groupes sociaux ouverts dans la seconde moitié du siècle et qu'il y avait là, pour le souverain, un moyen de pression sur des états récalcitrants, exactement comme le roi d'Angleterre pouvait et peut, par une fournée de pairs, modifier l'équilibre politique de la Chambre des Lords. Et c'est une des tâches de la diète de discuter de l'admission de nouveaux membres avant de se séparer.

Il est intéressant de constater que les états comprennent des groupes à peu près semblables dans les différents pays; au stade de la description nous ne chercherons pas à savoir pourquoi. Chaque pays possède quatre ordres politiques :

1° *L'ordre des prélats*. Il représente le clergé catholique dans la mesure où celui-ci est grand propriétaire foncier;

2° *L'ordre des seigneurs (Herrenstand)*. Nous verrons qu'il est en fait le premier, et de loin, car il concentre entre ses mains le pouvoir économique et le pouvoir politique. En Hongrie on les appelle barons ou magnats (*főúrak*);

3° *L'ordre des chevaliers (Ritterstand)* qui regroupe la simple noblesse, bien que le terme de *Ritter* puisse prêter à confusion. Ce sont les descendants des hommes libres ou anoblis par le service militaire. Leur puissance économique est sans commune mesure avec celle des seigneurs et leur pouvoir politique en déclin, sauf en Hongrie;

4° *Les villes libres*, qui sont placées sous l'autorité immédiate du souverain et ont reçu d'importants privilèges. Le phénomène urbain est assez peu développé et aucune n'est en mesure de jouer un rôle politique important. Vienne, depuis sa révolte de 1522 [36], a été placée sous tutelle par Ferdinand I^{er}, l'autre grande ville : Prague, est officiellement partagée entre la vieille ville (*Staré Město*), la ville neuve (*Nové Město*) et le Petit côté (*Mala Strana*) qui possèdent chacune leurs magistrats et leur représentation particulière à la diète.

Quant aux villes hongroises, seules les villes royales (*Szabád királyi városok*) ont droit à une représentation politique, mais leur faible population, souvent germanophone, et leur rôle économique réduit [37] ne leur donnent pas une puissance comparable à celle des autres ordres.

Une fois brossée cette esquisse générale, il est beaucoup plus difficile de décrire exactement chaque ordre dans les pays que nous avons pris comme exemple, car les sources sont parfois muettes, seuls les actes de la diète hongroise nous fournissent des listes de présence [38] pleinement satisfaisantes et il faut nous contenter de demi-certitudes pour la Basse-Autriche et la Bohême.

a. Le clergé.

Nous retiendrons comme exemple la Basse-Autriche, la Bohême et la Hongrie. En Basse-Autriche, il faut opposer clergé séculier et clergé régulier. Dans une contrée

35. En tout 120 personnes ont été admises dans le Herrenstand de Basse-Autriche, de 1651 à 1700. La répartition était la suivante : 1651-1660 : 29; 1661-1670 : 15; 1671-1680 : 29; 1681-1690 : 33; 1691-1700 : 20. D. SCHOPF, *op. cit.*, *loc. cit.*

36. Les principaux meneurs, dont le Dr Martin Siebenbürger, furent exécutés à Wiener Neustadt et l'archiduc Ferdinand reprit en main le tribunal municipal et réorganisa l'administration de la ville (12 mars 1526). *Geschichte der Stadt Wien*.

37. Voir la mise au point de Jenő SZÜCS, « Das Städtewesen in Ungarn im 15. Jahrhundert », dans *Studia Historica* 53, Budapest 1963, p. 97-164. Spécialiste de l'histoire urbaine en Hongrie, J. SZÜCS a montré que l'essor des villes hongroises, indiscutable au x^v^e siècle, a été stoppé sous la pression du capitalisme étranger et que la ville hongroise était dominée par l'artisanat corporatif, tandis que le caractère agraire des villes s'accroissait et qu'elles tombaient dans la dépendance de la noblesse.

38. Budapest, Bibliothèque du Parlement, Collection Gyurikovich. Voir J. BÉRENGER, *Les Déclins de la diète hongroise*, *op. cit.*

où le rôle religieux et intellectuel des abbayes fut décisif au Moyen Âge [39] les couvents conservèrent une place de choix et plus particulièrement dans la vie économique et politique du pays. Le clergé régulier est d'abord un grand propriétaire foncier, qui possède des seigneuries et des sujets comme des laïcs de l'ordre des seigneurs. Voici la liste de ces propriétés évaluées d'après le nombre de « tenanciers » (*Holden*). Les chiffres n'ont pas de valeur absolue mais permettent de faire des comparaisons, faute de posséder des cadastres avec des listes de propriétés mesurées et évaluées [40].

La plupart de ces couvents étaient situés dans la partie occidentale du pays ou au beau milieu de zones frontières, ainsi Zwettl ou Heiligenkreuz; même si leurs propriétés étaient parfois dispersées (comme pour Zwettl) l'ensemble n'en soutenait pas moins la comparaison avec les plus grands domaines laïcs : la riche et célèbre seigneurie de Walpersdorf [41] qui appartenait alors aux Jörger, ne comptait que 790 tenanciers. D'autre part cette liste ne tient pas compte des couvents viennois qui, comme les Bénédictins de Schotten, possédaient de nombreuses maisons dans la ville. On remarquera aussi, dans la partie occidentale, l'existence de propriétés appartenant aux évêchés voisins; en fait l'évêché de Vienne était de création récente et les conflits de compétence avec les évêques de Bavière (Passau, voire Fraising) n'étaient même pas terminés. Quoi qu'il en soit, un relatif effacement du clergé séculier est remarquable. Les prélats sont avant tout les abbés chefs d'ordre, qui ont traversé la tourmente de la Réforme sans que leur situation temporelle soit sérieusement menacée.

En Bohême, le clergé comprend essentiellement le clergé séculier, le chapitre de la cathédrale de Prague et l'archevêque de Prague. La sous-administration de la Bohême était si flagrante que le *xvii^e* siècle a vu la création de nouveaux évêchés à Litoměřice et Hradec Kralove, afin que soient mieux encadrés les fidèles qui venaient tout juste d'être ramenés au catholicisme. Les crises politiques et religieuses du *xvii^e* siècle ont d'ailleurs profité au clergé bohême puisqu'il ne possédait, en 1593, que 4,8 % des tenures

Secteur géographique	Noms des propriétaires	Seigneuries	Nombre de tenanciers
Ob dem Wienerwald	Sankt Pölten	—	621
Ob dem Wienerwald	Melk	—	852
Ob dem Wienerwald	Göttweig	—	1 096
Ob dem Wienerwald	Lilienfeld	—	1 492
Ob dem Wienerwald	Herzogenburg	—	826
Ob dem Wienerwald	Gaming	—	783
Ob dem Wienerwald	Évêque de Freising	Waidhofen	690
Ob dem Wienerwald	Évêque de Passau	—	1 021
Ob dem Wienerwald	Évêque de Ratisbonne	Pöchlarn	361
Ob dem Wienerwald	Évêque de Salzbourg	Traismauer	438
Unter dem Wienerwald	Klosterneuburg	—	1 469
Unter dem Wienerwald	Heiligenkreuz	—	563
Unter dem Mannhartsberg ..	L'ordre des seigneurs y est prépondérant		
Ob dem Mannhartsberg	Zwettl	91 localités	1 146
(aujourd'hui Waldviertel)			

39. On a fait sur l'Autriche un jeu de mot malaisé à traduire : *Österreich Klösterreich* (pays de l'Orient, pays de couvents). Sur le rôle des couvents à l'époque des Babenberg, voir Hugo HANTSCH, *Geschichte Österreichs*, t. I, p. 68-71. Il s'agit essentiellement d'établissements de Bénédictins, de Cisterciens et de chanoines de Saint-Augustin.

40. D'après Hanns ZÖLLNER, *Bereitigungsbuch*, 1591, archives du château d'Ottensstein, NÖLA, cité par K. GUTKAS, *Geschichte des Landes Nieder-Österreich*, t. II, p. 74-75.

41. Sur Walpersdorff, voir *infra*, p. 195.

imposables et qu'en 1699 il en possédait 13,3 %; il avait donc triplé la valeur de ses propriétés foncières [42]. L'archevêque de Prague avait finalement une part modeste dans cet ensemble : 531 tenures en 1675, soit 6,8 % des tenures fiscales possédées par le clergé [43].

En Hongrie, à la puissance temporelle du clergé, qui se traduisait alors par la construction de magnifiques bâtiments tant en Bohême qu'en Autriche, il convient d'opposer la situation précaire dans laquelle se trouvait le clergé hongrois depuis la conquête turque. Des prélats, comme l'archevêque de Kalocsa, l'évêque de Pécs et depuis 1662 l'évêque d'Oradea, avaient la position de véritables émigrés en Haute-Hongrie. Mieux, le primat, l'archevêque d'Esztergom, ne disposait pas de revenus comparables à ceux de l'archevêque de Prague. Mais traditionnellement depuis les Arpád, ils occupaient une place de choix dans l'administration de l'État. Le primat jouissait d'une autorité morale et politique incontestée; des gens comme Georges Lippai ou Georges Szelepcsényi étaient toujours entendus par l'empereur Léopold avant qu'il ne prît une décision comme roi de Hongrie. C'était un évêque qui était traditionnellement chancelier de Hongrie à Vienne. Les prélats bénéficiaient d'autre part d'une incontestable autorité en Hongrie, parce qu'ils appartenaient toujours à la noblesse, et le plus souvent aux familles de magnats. Par conséquent, ce qui leur manquait en puissance économique avant 1683 était largement compensé par la puissance politique considérable qui était la leur. Et après la reconquête sur les Turcs, le clergé récupéra d'immenses domaines fonciers dans la Grande Plaine et l'évêque de Pécs, par exemple, devint à partir de 1690, un véritable entrepreneur capitaliste, se transformant en fournisseur des armées impériales [44].

b. Les gentilshommes.

Inversement pays héréditaires et pays tchèques voient se préciser le déclin du simple gentilhomme, dont nous n'aurons guère à parler dans cet ouvrage, car il vit modestement, retiré sur le petit bien qui lui reste, sollicitant rarement un emploi public. Un pamphlet de 1696, signé Cosmophilus et dédié à l'Empereur, pourrait marquer le terme de l'évolution : « Sans parler de la misère du noble qui, avec femme et enfants, s'est transformé en paysan; votre vieille noblesse, à cause des charges publiques extraordinaires (étant donné que par elles leurs sujets et leurs biens sont ruinés) doit être confondue avec une nouvelle classe paysanne [45]. » Le style redondant et dramatique ne doit pas masquer une réalité indiscutable : les conditions de fortune et d'existence du

42. Le premier chiffre est donné par A. GINDELY, « Geschichte der böhmischen Finanzen 1526-1618 », dans *Denkschriften Wiener Akademie der Wissenschaften*, Histor. Phil. classe 18, 1869, p. 89-170. Le second chiffre est fourni par le *Catastrum des Königreichs Böhme*, année 1699. HHStA Vienne, ms. W.996, f° 68. La notion d'*Ansässigkeit* (tenure à caractère fiscal) doit être manipulée avec précaution, mais elle peut servir à établir des comparaisons à l'intérieur d'une même année de recensement.

43. HHStA Vienne, *Catastrum 1699*, ms. W.996, f° 3 V.

44. HKA Vienne, *Gedenkbücher* 434, 435 et 436, *Registratur Ungarn*. En 1689 le principe de la ferme (Arenda) de la dîme fut admis. « Erinderung an die Cameral-Inspection zu ofen », 23; VII, 1689. *Gedenkbücher* 434. Le 3 juillet 1690 un contrat était passé entre la Chambre des Comptes et l'évêque de Pécs, Mathias Radonay. *Ibidem*. Le contrat était renouvelé avec son successeur Jany, le 18 novembre 1695. *Gedenkbücher* 436.

45. *Cosmophilus*, pamphlet de 20 p., in-12, S. I. 1696. HKA Vienne, *Verschiedene Vorschläge* 4/192, f° 2 : « Deren noth von Adel zu geschweigen / welche Saine Weib und Kindern zu Bauren worden / und ihren alten Adel / wegen solcher des gemeinen Wesens Extra Beschwernussen (als durch welche sach ihre Unterthanen und Güter ruinirt sind) selbst in einen neuen Baur-Stand zu verwechseln bemüssiget worden. »

simple gentilhomme se confondent souvent avec celles du paysan aisé. Pour mieux illustrer cette déconfiture, nous prendrons, dans la petite noblesse de Basse-Autriche, deux exemples caractéristiques : celui d'Otto Achaz von Hohenfeld (1616-1685) qui a survécu à la tourmente du siècle et apparaît comme un privilégié parmi ses pairs [46] et celui de Wolf Helmhard von Hohberg, pauvre, cultivé, que son livre d'économie agricole sauva de l'oubli [47], mais non de la gêne.

Les Hohenfeld étaient une vieille famille de Haute-Autriche, qui appartenait à l'Ordre des Chevaliers (*Ritterstand*). Son père, luthérien, eut ses biens occupés et pillés par les Bavares en 1620 et Otto Achaz sauva la mise en se convertissant au catholicisme. Il récupéra alors son domaine de Basse-Autriche : Aistersheim, qui avait été placé sous séquestre et put exercer des emplois dans l'administration des États. Il obtint même le titre de conseiller de l'Empereur (*Kaiserlicher Rath*) qui avait valeur de distinction honorifique. Il tirait le plus clair de ses revenus des droits seigneuriaux [48] et non point de faire-valoir direct. Au temps où Aistersheim était administrée par la Chambre des Comptes (1622-1632), le solde créancier était de 3 000 florins par an (revenus 15 000 florins, dépenses administratives et d'entretien 12 000 florins). Son passage à Louvain en 1630 avait fait de lui un bon catholique, membre de la confrérie du Rosaire de Linz, il accomplit régulièrement des dévotions mariales et surtout ne cessa d'embellir l'église d'Aistersheim où il fit venir un prêtre en 1640. Trois ans après, il offrait un retable à l'église, puis ensuite des cloches, une chaire et deux autres retables. Il est vrai que son revenu de 3 000 florins annuels (un conseiller d'État en recevait 1 200) lui permettait d'être généreux.

En revanche le revenu de Hohberg, qui n'excédait pas 500 florins annuels, ne lui permettait pas les mêmes largesses. Hohberg possédait 2 terres dans la région de Horn : Süssenbach et Oberthumeritz. Seule la possession de droits seigneuriaux sur 30 familles paysannes (16 à Oberthumeritz, 14 à Süssenbach) plaçait Hohberg socialement et économiquement au-dessus d'un laboureur aisé : 23 florins en espèces et surtout les prestations en travail gratuit fournies par la corvée (12 journées par an [49]). La topographie de Mathieu Vischer donne une vue de la résidence de Hohberg : une grande bâtisse, solide, mais qu'une tour distingue d'une simple ferme. Quelle différence avec Hohenfeld qui habitait un vrai château, sans parler du contraste avec la fortune du comte Ferdinand Khurtz qui possédait dans la région de Horn, lui, des centaines de tenures.

Nous pourrions trouver maint exemple analogue en Bohême, où en 1699 plusieurs dizaines de familles nobles possédaient moins d'une tenure fiscale, mais c'est Hohberg lui-même qui nous fournit la conclusion en opposant « princes et grands seigneurs au

46. H. WURM, « Otto Achaz von Hohenfeld, ein Landedelmann der Barockzeit », dans *Ober-Österreichische Heimatsblätter*, n° 3, Linz, 1949, p. 21-33.

47. Otto BRUNNER, *Wolf Helmhard von Hohberg. Adeliges Landleben und Europäischer Geist*, Salzbourg, 1949.

48. D'après l'*Urbar* de 1621, les droits seigneuriaux étaient les suivants :

En espèces : *Pfennigsdienst* : 703 fl.; *Schreibkreutzer* : 6 fl.; *Robotgeld* : 1 092 fl.; *Küchel-dienst* : 50 fl.

En nature : *Dienstgetreide* : froment, 10 setiers; méteil, 135 setiers; avoine, 490 setiers. *Zehentgetreide* : froment, 30 setiers; méteil, 97 setiers; avoine, 89 setiers; lentilles, 18 setiers.

D'après H. WURM, *art. cit.*

49. Les droits seigneuriaux se décomposent comme suit :

	Florins	Kreutzer
Zehentgeld	3	29
Fischergeld	2	15
Pfennigsdienst.....	17	—
TOTAL.....	22	44

D'après O. BRUNNER, *op. cit.*, p. 40-43.

gentilhomme campagnard, au revenu modeste », ce dernier devant le plus souvent « se débrouiller... et régler la dépense sur la recette [50] ».

Expérience vécue intimement qui nous place au cœur des réalités sociales du xviii^e siècle : une noblesse, deux catégories juridiques, en fait deux mondes qui n'ont pas grand-chose de commun, même si le simple gentilhomme est encore, théoriquement, associé au pouvoir politique par le biais des assemblées d'États.

c. Les seigneurs.

En effet, le groupe social qui, au cours du xviii^e siècle, acquit une prépondérance écrasante dans les assemblées d'États, fut l'ordre des seigneurs. Le symbole de leur puissance tant politique qu'économique demeure le grand domaine, qui n'a cessé de s'agrandir au détriment de la petite noblesse, ruinée définitivement par les guerres, les confiscations et les progrès du faire-valoir direct (*Gutsherrschaft*). Le grand domaine est un complexe économique qui allie l'exploitation d'une réserve de terres à l'aide de la corvée, la perception de droits seigneuriaux, l'exploitation de monopoles économiques et dans certains cas, une activité industrielle.

Prenons l'exemple d'un grand domaine de Slovaquie, *Slovenska L'upča* appartenant au palatin François Wesselényi. Il était administré en 1663 par un noble André Keövy et comprenait, outre le bourg fortifié de L'upča, une série de seigneuries, voire de fractions de seigneuries [51]. Celle de Saint-André (*Svaty Ondrej nad Hronom*) compte 58 laboureurs, 14 brassiers et une seule maison déserte. L'ensemble du domaine comprend 342 familles et tenanciers, dont 263 laboureurs et 79 brassiers. En outre il comportait une réserve (*propria domini*) située dans le bourg même de L'upča et composée de terres cultivables, de jardins, de prés, sans compter une brasserie et une taverne. Un tel domaine, qui peut nous sembler important, ne représentait qu'une fraction de la fortune des Wesselényi et il était, de toute façon, bien modeste par rapport au domaine des Rákóczi à Sarospatak en Hongrie orientale, puisque ce dernier totalisait 1 347 familles de tenanciers.

Sur le domaine de L'upča, le seigneur prélevait une triple contribution : en argent, le cens; en nature, la dîme; en travail, la corvée. Le cens, à vrai dire, rapportait des sommes modiques : en 1663 : 67 florins hongrois pour la seigneurie de Saint-André et 420 florins pour l'ensemble du domaine. En moyenne la charge supportée par le laboureur était d'un florin hongrois par an. En fait la majeure partie des redevances était exigible en nature et plus particulièrement en grains, soit en moyenne par laboureur et par an : 1/2 setier de froment, 1/2 setier de méteil et 2 setiers d'avoine, auxquels s'ajoutaient des prestations en agneaux et en peaux laineées, car cette contrée associait l'élevage ovin à la céréaliculture. Une partie de ces produits était consommée par la garnison du château, le reste étant vendu sur le marché. Et c'est la commercialisation de ces redevances qui procurait au seigneur l'essentiel de ses rentrées en argent. Enfin le paysan était tenu de fournir des journées de travail sans recevoir de salaire, c'était la corvée ou *gratuiti labores*, qui permettait à l'intendant d'exploiter la réserve seigneuriale. Il existait deux types de corvées, la corvée attelée qu'assumaient les paysans suffisamment aisés pour entretenir un attelage, et la corvée à bras, à laquelle étaient assujettis les brassiers qui ne possédaient qu'un modeste lopin de terre.

50. Wolf H. VON HOHBERG, *Adeliges Landleben Fürsten und grossen Herren et Landmann von Gemeinen Einkommen*, t. I, p. 78. « Etliche haben nur geringe wohnung und wenige Unterthanen in dem Dorf, darinn sie wohnen und müssen sich, so gut sie können, damit behelfen... und die Ausgaben nach dem Einkommen einrichten », t. III, p. 11, cité par O. BRUNNER, *op. cit.*, p. 57-58.

51. « Urbarium bonorum arcis Lipce », du 1^{er} janvier 1663, publié par R. MARSINA, *Urbare feudalnych Panstiev na Slovensku*, *op. cit.*, t. II, p. 310.

Ainsi le seigneur pouvait cultiver la réserve sans rien déboursier, encore qu'en Hongrie hommes et chevaux fussent nourris convenablement les jours où ils accomplissaient la corvée. La durée de la corvée était variable selon les régions et selon les domaines; dans le terrier de L'upča, l'appréciation en était laissée aux officiers seigneuriaux [52]. Enfin le seigneur possédait le monopole de la fabrication et de la vente de la bière, de sorte que les paysans étaient obligés de se fournir chez lui [53].

Dans le cadre de l'économie domaniale, le grand propriétaire monopolisait les échanges, les fournitures aux armées et les exportations, tandis que le paysan devait se contenter de consommer ce qu'il produisait [54]. Ainsi, sans être malheureux, ce dernier ne parvenait guère à s'enrichir, même si les prélèvements en numéraire n'étaient guère importants.

En fait l'activité économique était concentrée entre les mains des aristocrates, qui utilisaient à leur seul profit le régime seigneurial.

Cette concentration des moyens de production entre les mains des aristocrates procurait à ces derniers une richesse indiscutable. Empruntons encore un exemple à la Hongrie : l'historien L. Makkai a consacré d'importants travaux à la fortune des Rákóczi et montré l'étendue de leur fortune foncière qui était répartie entre la Haute-Hongrie et la Transylvanie [55]. En 1660, ils possédaient une centaine de grands domaines contenant 30 000 tenures paysannes qui fournissaient la main-d'œuvre nécessaire à l'exploitation des parcelles regroupées sous forme de réserve seigneuriale [56]. Les domaines les plus importants étaient concentrés autour des châteaux de Mukačevo (4 027 familles paysannes), Ecsed (1 155) et Sarospatak (1 347). Les revenus étaient considérables puisqu'en 1670 François I^{er} Rákóczi, compromis dans la conjuration des Magnats, fit sa paix avec l'Empereur, moyennant le paiement d'une indemnité de 250 000 florins rhénans. Et, en 1680, les revenus d'Hélène Zrinyi, veuve de ce même François I^{er} Rákóczi, étaient estimés à 100 000 florins [57], tandis que dix ans plus tôt les revenus d'un autre magnat, François Nadásdy, s'élevaient à 190 000 florins rhénans [58]. On voit donc que la richesse des aristocrates n'était guère comparable aux modestes revenus de la petite noblesse et qu'il y avait un abîme entre le simple gentilhomme et le grand seigneur.

d. Les villes.

Quant aux villes, leur place dans les assemblées d'États est vraiment effacée, même si le souverain veillait à ce qu'elles ne fussent pas trop écrasées par les trois ordres supérieurs (*drei Oberen Stände*, selon l'expression officielle de Basse-Autriche [59]). En Bohême les représentants des villes royales devaient rester debout, dans un coin de la

52. « Omnes labores tenentur exercere iuxta nutum et dispositionem officialium coloni quidem cum jumentis, inquilini pedestres ». *Urbarium, ibidem*, p. 311.

53. *Ibidem*, p. 311.

54. C'est la thèse développée par Zs P. PACH dans son étude sur l'évolution de l'agriculture hongroise : « Die ungarische Agrarentwicklung in 16-17. Jahrhundert. Abbiegung vom westeuropäischen Entwicklungsgang », dans *Studia Historica* 54, 1 vol., 164 p., Budapest, 1964.

55. Laszlo MAKKAI, *I. Rákóczi György birtokainak gazdasági iratai 1631-1648*, 1 vol., Budapest, 1954.

56. L. MAKKAI, *Paraszi és majorsági mezőgazdasági termelés a XVII században*, 1 vol., 32 p., Budapest, 1957.

57. Sébeville au roi. Vienne, 24 février 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 53, f^o 67.

58. Chiffre cité par MAJLATH, dans *Geschichte der Österreichischen Kaiserstaates*, t. IV, p. 93-94.

59. Voir *infra*, la politique fiscale menée par l'Empereur Léopold I^{er} en faveur des villes de Basse-Autriche, liv. II, chap. II.

salle des séances au Hradčany, En Basse-Autriche les représentants du quatrième ordre étaient exclus des commissions permanentes de l'administration des États; ils délibéraient et votaient à part; ils ne siégeaient avec les membres de la noblesse qu'à l'occasion de la séance solennelle d'ouverture, ensuite on leur communiquait les décisions des trois autres ordres [60]. Ainsi, en 1659, le quatrième ordre n'eut communication des votes des trois ordres que le 15 mars, l'ordre des chevaliers ayant voté comme le clergé dès le 10 mars, et l'ordre des seigneurs n'ayant donné son avis que le 14. Tous les trois étaient d'accord pour refuser la capitation (*Beysteuer*) proposée par l'Empereur. Le 20 mars, le quatrième ordre abonda dans le même sens, parce que les bourgeois auraient dû payer la capitation pour leur famille et leurs domestiques [61] et qu'ils estimaient la charge beaucoup trop lourde.

Quant aux députés des villes libres de Hongrie, ils étaient nettement minoritaires à l'intérieur de la Chambre Basse. Ainsi, en 1662, sur 109 députés, 27 représentaient les 12 villes royales (à raison de 2 députés pour chaque ville) et les 3 villes minières [62]. Leur importance relative (25 %) était faible par rapport aux 66 députés (2 députés par comitat) de la noblesse et au 14 députés des chapitres ecclésiastiques. Et si l'on tient compte du fait que souvent des nobles, résidant en ville, arrivent à se faire nommer député d'une ville, la part de l'élément bourgeois est encore plus faible en Hongrie.

Par conséquent, le système des ordres traduit la prééminence de la noblesse dans le corps social et, dans la plupart des cas, la prépondérance de l'aristocratie à l'intérieur de cette même noblesse. Les assemblées d'États sont l'expression, dans les institutions, de cette prééminence de la noblesse, dont le pouvoir politique se traduit, dans chaque pays, par une session annuelle de l'assemblée, l'existence d'une administration autonome dépendant des seuls états et enfin par un domaine réservé à cette administration.

II

LES ORDRES ET LA VIE POLITIQUE

A. FRÉQUENCE DES DIÈTES.

Insistons tout d'abord sur un fait qui, jusqu'à présent, n'a pas été tellement mis en évidence [63] : les diètes se sont réunies chaque année au cours de la seconde moitié du XVII^e siècle. En Basse-Autriche la diète a siégé de 1650 à 1700 sans interruption; pour chaque diète il existe une liasse d'actes qui ont été conservés aux archives du pays, à Vienne [64]. De même la diète de Bohême a été convoquée chaque année de 1650 à 1700 et même parfois il y eut une session extraordinaire, en plus de la session ordinaire. Si les dossiers de la diète ont été moins bien conservés à Prague qu'à Vienne [65], il existe en revanche une série complète des articles de la diète, publiés en tchèque et en

60. A.F. PŘIBRAM, « Die Nieder-Österreichischen Stände », *op. cit.*

61. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 44, 1659.

62. Budapest, Bibliothèque du Parlement, collection Gyurikovich, *Acta Diaetalia* 1662.

63. E. DENIS, *La Bohême après la Montagne Blanche*.

64. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 41 à Karton 55. Chaque carton contenant plusieurs liasses. Afin de dissiper toute équivoque nous donnerons dans la bibliographie le tableau récapitulatif des liasses et des cartons, afin de rendre plus aisée une vérification.

65. SÚA Prague, *Staré Manipulacé* L. 34, cartons pour la période 1654-1669.

allemand chez Ludmilla Sedlčanska, imprimeur de la Cour à Staré Město [66]. Et si ces documents d'archives prouvent l'existence des diètes pour ces deux pays, des témoignages, en particulier ceux du *Theatrum Europaeum*, nous montrent que les diètes siégeaient également en Moravie, en Silésie, ou en Styrie. Nous nous heurtons cependant à une difficulté majeure : nous n'avons pas de compte rendu analytique des débats [67], même pas de journal de la diète, comme c'était le cas en Hongrie, et il nous faut essayer de reconstituer ce qui se passait, avec des éléments hétérogènes.

B. PATENTE DE CONVOCATION.

La diète est convoquée par le souverain, elle n'avait nulle part le droit de se réunir d'elle-même [68] et le souverain pouvait se dispenser de la convoquer, ce qui s'est souvent produit en Hongrie à partir de 1662, où l'Empereur redoutait une confrontation avec ses sujets hongrois. Le refus de convoquer la diète n'a pas peu contribué à augmenter la tension entre le gouvernement de Vienne et les ordres et a finalement contribué à la révolte de 1670 [69]. En Basse-Autriche la convocation se faisait sous forme de décret [70] de la Chancellerie d'Autriche, qui envoyait des convocations aux membres des états. La Bohême connaissait un processus analogue. C'est à la Chancellerie de Bohême que revenait la tâche de convoquer les participants à la diète : elle expédiait une patente de convocation, où l'Empereur donnait ses ordres en tant que roi de Bohême et où le comte Nostitz, chancelier de Bohême, contresignait la signature impériale [71]. Dans l'exemple que nous donnons, la convocation apparaît comme impérative et le but de la réunion est de « présenter à nos ordres très fidèlement obéissants les affaires de politique générale ».

66. SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, 3 cartons : Karton 1658-1676, Karton 1677-1694, Karton 1694-1708. La version allemande manque pour 1660, la version tchèque pour les années 1669, 1670, 1674, 1676, 1680, 1682, 1684, 1685, 1687, 1688, 1693, 1698, 1699, 1700. L'existence des diètes est confirmée par BŮREK, *Extractum Actorum Comitiorum Regni Bohemiae ab 1600, usque ad A. 1717 inclusive*. SÚA Prague, collection BŮřekiana, t. VIII. Le titre allemand de chaque cahier est : « Artikel des Allgemeinen Landtags, so auff dem Königl. Schloss zu Prag... / von allen vier Ständen dieses Königreiches Böhheimb / verwilliget und geschlossen werden », et en tchèque : « Tito Artkyulove no snemu Czechymna hradé Prazckem », etc.

67. Les discussions avaient lieu par ordre, nous avons juste un protocole pour l'ordre des Gentilshommes, en Basse-Autriche, à vrai dire assez décevant. NÖLA « Löbliches Ritterstand Protocoll 1652-1656 », dans *Landtagshandlungen*, Karton 48, Liasse 1671.

68. Cette interdiction a été précisée dans la Constitution renouvelée de la Bohême, voir également K. GRUNBERG, « Die Bauernbefreiung », *op. cit.*, t. I, p. 112.

69. J. BÉRENGER, *L'opinion publique hongroise et la conjuration des Magnats* (à paraître)

70. Vienne, *Allgemeines Verwaltungsarchiv Österreichische Hofkanzlei* IV, H.3 1742 R, n° 9 « Original Landtagsschreiben auf den 10 jänner 1650 ».

71. Voici un modèle de patente de convocation à la diète de Bohême pour la session de 1660, qui débutera le 3 novembre 1659 : « Leopold von Gottes Gnaden... Böhheim : König... Uns gnadigst resolvirt, auf den 3 ten negstkühnfftigen Monathstag Novembris, Einen allgemeinen Landtag in Unserem Erbkönigreich Böhheim ausschreiben, und des gemainen Weesens Angelegenheiten Unsern Treuehorsambsten Ständen fürtragen zulassen. Als befehlen wir Euch hiemit gnedigst, dass Uns ihr was etwa in politicis der Landtags Proposition zue inscriren sein möchte, an die hand geben, und mit negsten gehorsambist berichten sollet. An deme beschiehet unser gnedigster will undt Meinung Geben auff Unserm Königl. Schloss zu Presburg den 30 ten Monathstag Septembris (1659). Leopold Imp. Johann Hartwig Comes de Nostitz. Regni Bohemiae Supremus Cancellarius ad Mandatum Sacrae Caserae regiaeque Maiestatis proprium. » La patente est datée de Presbourg (aujourd'hui Bratislava) parce que l'Empereur y présidait la diète de Hongrie. SÚA Prague, *Staré Manipulacé*, L.34, Karton 1654-1659, liasse 1659.

C. COMPOSITION RÉELLE DES DIÈTES.

Qui répondait à la patente de convocation ? En principe tous les membres de chaque ordre étaient invités, car ni en Autriche, ni en Bohême, il n'y avait de système représentatif. En Bohême il suffisait de posséder un fief inscrit dans la Constitution renouvelée de 1627 et d'avoir prêté hommage au roi, pour siéger à la diète [72]. On peut simplement se demander si tous les privilégiés répondaient à l'invitation. Nous n'avons guère retrouvé les listes de présence, sauf une concernant la Basse-Autriche pour 1680 [73]. L'exemple ne paraît pas tout à fait significatif, car à ce moment la Cour est à Linz et la grande épidémie de peste est à peine achevée. Deux raisons pour que les uns restent à la campagne, éloignés d'une possible contagion et pour que les autres soient retenus par leur service auprès de l'Empereur.

Quoi qu'il en soit le bilan est fort modeste : 10 prélats, dont 4 Viennois et 2 des environs immédiats de la capitale, 16 seigneurs, 11 gentilshommes, et 2 officiers des États, le greffier et le Maréchal dont la présence était indispensable. Si l'on admet avec A. F. Příbram qu'il y avait, en 1974, 25 prélats et 330 nobles (des deux ordres), la participation est bien faible, 40 % pour l'ordre du clergé, à peine 9 % pour l'ensemble des chevaliers et seigneurs. C'est peu, mais cela s'explique, en particulier pour les chevaliers. Comment auraient-ils pu raisonnablement faire face aux frais de voyage et de séjour à Vienne, alors que la session durait en moyenne 6 mois ? Nous avons vu que Wolf Helmhart von Hohberg avait un revenu annuel de 500 florins; nous savons d'autre part qu'un des gentilshommes présents à la session de 1680 est mort deux ans après pratiquement ruiné.

Hans Ferdinand Dillherr von Althen laisse une fortune qu'il juge lui-même grevée par les prétentions des gens qui l'ont attaqué en justice [74]. Or, Hans Ferdinand Dillherr est représentatif du milieu des gentilshommes autrichiens; son frère Franz Dillherr est conseiller dans le gouvernement de Basse-Autriche, et il était, par sa femme, apparenté aux Sinich, autre importante famille de gentilshommes autrichiens [75]. Donc des familles anciennes considérées avaient bien du mal à tenir leur rang et à user de ce pouvoir politique qui leur était accordé, mais qui ne correspondait plus à leur situation de fortune. On pourrait faire les mêmes réflexions pour la Bohême. Il est bien évident que la salle des États du château royal de Prague ne permettait pas la réunion simultanée de tous les chefs de famille nobles (en 1654 : 478 seigneurs et 625 gentilshommes) et il est probable que la plupart renonçaient à paraître à la diète. En revanche le problème est une fois de plus sensiblement différent en Hongrie, parce que le déséquilibre économique est moins grand et que les représentants de la moyenne

72. « Schreiben des Probstes zu Alten Bunzl an die königliche Statthalterey in Böhmen » du 1^{er} mars 1655. Rodolphe Roder von Feltburg réclame son siège à la prochaine session de la diète et déclare qu'il remplit les deux conditions. SUA Prague, *Staré Manipulacé*, L.34, Karton 1654-1659, Karton 1655.

73. « Specification der den 9 jänner 1680 anwesende Löbl. Landtmithgliedern », NÖLA, *Landtagshandlungen*, Karton 50, Liasse 1680. Il s'agit des 3 ordres supérieurs, *Prélats* : Melk, Dorothea (Vienne), Schotten (Vienne), Heiligen Kreuz, Göttweig Domprobst (St-Étienne, Vienne), Eisgarn, Saint-André, Zwettl, Klosterneuburg. *Seigneurs* : Ladislav von Herberstein, comtes Traun, Brandis, Mollarth, Gurland, Jörgen, Gundacker von Starhemberg, Kuffstein, Hofkirchen, Fünfkirchen, comte Daun, Bucceleni, Hardegg, Hohenfeld, comtes Léopold et Charles von Lamberg. *Chevaliers* : Maréchal de Basse-Autriche, Greffier du Land, Kornfail, Oppel, Aichpichl, Landsberger, Dillherr, Sinich, Schleyer, Heckenstahl, Mallendin, Walrauer, Moser.

74. HHStA Vienne, ÖLMA *Testamente*, Karton 6/D.6, Testament du 2 juillet 1682 : « main meistens hinterlassende Vermögen Anforderungen und bey Gericht anhängigen Pradetensionen ».

75. Franz Dillherr von Althan, « Nieder-Österr. : Regimentsrath », son frère et son épouse décédés : « Frau Maria Clara, gebohrene von Sinich ». Testament de Hans Ferdinand Dillherr, *ibidem*.

noblesse sont des députés dont les frais de voyage sont payés par le comitat [76].

Par conséquent l'assemblée des états est dominée par l'ordre des seigneurs, même si les traditions sont respectées et si les commissions incluent toujours des représentants des trois ordres en Basse-Autriche, des quatre ordres en Bohême. Il ne faut pas, en effet, se laisser abuser par la seule structure juridique de ces assemblées, mais par le rapport réel des forces correspondant à l'évolution sociale du ^{xvii}^e siècle. La composition et l'organisation de ces assemblées ont été fixées au ^{xv}^e siècle dans tous les pays de la Monarchie, en 1439 en Basse-Autriche [77]; en Bohême, la Constitution de Ladislas (1500) consacra l'effacement du clergé et des villes, avec, en contrepartie, la toute puissance de la noblesse [78]; en Hongrie, Sigismond de Luxembourg admit les représentants des villes et les députés des comitats (1405) [79]. Partout l'affermissement du pouvoir des États correspondait à un affaiblissement de l'autorité du souverain, mais il était antérieur aux bouleversements économiques du ^{xvi}^e siècle, alors que le gentilhomme pouvait vivre des droits seigneuriaux, sans pratiquer le faire-valoir direct. Dans la seconde moitié du ^{xvii}^e siècle c'est indiscutablement le propriétaire de grand domaine, aristocrate ou prélat, qui domine l'assemblée d'États dans les pays héréditaires, tandis que son rôle dans la vie politique hongroise va croissant.

C'est bien d'une véritable association des ordres à l'exercice du pouvoir qu'il s'agit et ce sont les éléments de cette puissance qu'il nous faut analyser maintenant. Les assemblées sont fréquentes, elles ont d'importantes prérogatives financières et politiques, elles contrôlent un important appareil administratif. Mais, avant d'analyser, décrivons d'abord une institution peu familière aux Français du ^{xvii}^e siècle et pourtant si caractéristique de l'Europe centrale.

D. DESCRIPTION DES ASSEMBLÉES D'ÉTATS.

Où, quand, et de quelle manière se réunissent les états et les ordres des différents pays de la monarchie autrichienne ? Questions banales certes, mais sur lesquelles nous voudrions insister quelque peu pour bien montrer la réalité des diètes, que d'aucuns ont jugé moribondes ou sans importance.

Une session d'assemblée d'États comprend trois éléments principaux : la séance d'ouverture, les discussions proprement dites à l'intérieur de chaque ordre, les conclusions de la diète, qui sont sanctionnées par le souverain et ont alors force de loi dans le pays.

a. La séance solennelle d'ouverture. — Date de convocation.

Elle a lieu à des dates variables selon les pays. En Basse-Autriche la diète se réunit, dans la majorité des cas, dans la seconde semaine de janvier, plus rarement entre le 15 et le 31 janvier. Dans des circonstances exceptionnelles la diète peut être convoquée plus tard. En 1659 on ne la réunit que le 3 mars, parce que l'Empereur était occupé à

76. J. BÉRENGER, *Les doléances de la Diète hongroise*, p. 56-57.

77. A. F. PRIBRAM, « Die Nieder-Österr. Stände », *op. cit.*, p. 593.

78. E. C. HELBLING, *Österreichische Verfassungs und Verwaltungsgeschichte*, *op. cit.*, p. 172-174.

79. E. C. HELBLING, *op. cit.*, p. 195-198. Gy. BONIS, *The Hungarian feudal Diet*. L. ELEKES, *Rendiség és központosság a feudális államokban* (Problémák a kérdés keleteurópai vonatkozásainak kutatásában különös tekintettel a XV századi viszonyokra), Budapest, 1962. L. ELEKES, « Système diétal des Ordres et centralisation dans les États féodaux », dans *Studia Historica* 53, Budapest 1953, p. 331-395. Voir en particulier p. 335-336.

Presbourg avec la diète hongroise. Parfois des difficultés financières obligent à la convoquer dès la fin de l'automne de l'année précédente. Ainsi la diète pour 1664 fut réunie le 26 novembre 1663 pour parer à une grave menace turque, consécutive à la chute de Nové Zamky (Ersékujvár), il s'agissait de donner des fonds pour l'entretien des troupes pendant l'hiver et pour le renforcement des effectifs [80]. De même la session de 1681 fut convoquée le 12 novembre 1680, car, après les licenciements consécutifs à la paix de Nimègue, il fallait réarmer pour résister aux attaques conjuguées des rebelles d'I. Thököly, des Turcs et des Tatares [81].

Si la diète de Basse-Autriche se réunit pratiquement toujours en janvier, celle de Bohême est convoquée habituellement en novembre l'année précédente. Au cours de la période 1660-1700, 21 diètes se réunissent en novembre, 10 en décembre et 9 seulement en février ou mars. Il s'agit d'ailleurs de deux périodes groupées, 1666-1672 et 1681-1683, dans le premier cas on peut se demander s'il ne s'agit pas d'un essai d'unification des dates de réunion des différentes diètes, simple hypothèse, mais le fait dominant est la permanence d'une tradition qui s'explique par la lenteur des négociations et les délais nécessaires à la perception de l'impôt. D'après le *Theatrum Europaeum* il semble que les diètes de Moravie et de Silésie se soient assemblées à la même date que la diète de Bohême : en automne de façon générale et en février si cette dernière était réunie seulement en février, si bien qu'il semble y avoir eu synchronisation dans la convocation des assemblées d'États des pays tchèques, ce qui n'a rien d'étonnant puisque la convocation des trois diètes dépendait d'une même autorité, la Chancellerie de Bohême.

Quant à la Hongrie, la date de réunion est essentiellement variable, car elle dépend des nécessités politiques. Là encore, le cas des Hongrois diffère sensiblement de celui des autres pays de la Monarchie.

Lieu de convocation. — Où se réunissaient les assemblées d'États ? A Vienne la séance solennelle d'ouverture avait lieu dans le Palais impérial, dans la salle des Chevaliers (*Ritterstube*) de la Hofburg [82], mais les ordres se retiraient à quelques pas de là dans le palais de la Noblesse (*Landhaus*) [83] pour délibérer [84] et procéder au vrai travail : la discussion de la proposition du souverain. A Prague la réunion avait lieu au Palais Royal, au *Hradčany*, dans la salle des États, spécialement aménagée pour recevoir les ordres du royaume de Bohême [85].

La diète de Hongrie n'avait pas de lieu fixe de réunion. Si elle se tenait généralement à Presbourg, capitale administrative du royaume depuis que Bude était occupée par les Turcs, la diète pouvait être convoquée à Sopron, ces deux villes royales ayant l'avantage d'être proches de Vienne. Dans la seconde moitié du XVII^e siècle, seule la diète de 1681 eut lieu à Sopron, toutes les autres (1655, 1659, 1682 et 1687) se réunirent à Presbourg dans le château royal.

80. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 46, liasse 1664. « Kayserliche Landtags Proposition », 26 novembre 1662. Sur la crise politique de 1663-1664, voir *supra*, liv. I, chap. II.

81. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 50, liasse 1681, « Kayserliche Landtags Proposition » du 12 novembre 1680.

82. *Theatrum Europaeum*, t. X, p. 515 (1667), XI, p. 480, « Den 17-27 janv. von J.K.M. denen Nieder-Österr. Ständen publice in der Ritter Stuben die gewöhnliche Landtags Proposition », t. XII, p. 428 (1682); t. XIII, p. 1 (1687). Voir aussi la salle des Chevaliers dans la partie médiévale de la Hofburg, le Schweizerhof. J. SCHMIDT et H. TIETZE, *Wien*, dans la série *Dehio Handbuch*, Vienne, 1956, p. 66.

83. Le Landhaus est une construction Renaissance, maintes fois remaniée. La salle de la diète avait été décorée en 1570. J. SCHMIDT et H. TIETZE, *op. cit.*, p. 73.

84. *Theatrum Europaeum*, t. X, p. 515 : « Die oberwehnte Nieder-Österr. Herren Landstände Giengen hierauf in ihrem Landhause über diese Puncten fleissig zu Rath ».

85. La décoration de la salle des états a été conservée. Elle était distincte de la grande salle de Vladislav.

La cérémonie. — En quoi consistait la séance d'ouverture ? Nous n'avons de description un peu précise que pour les assemblées intéressant les diplomates étrangers, c'est-à-dire essentiellement la diète hongroise et accessoirement celle de Basse-Autriche. Voici la description qu'en donne Marino Zorzi : « Un matin de la semaine dernière (le 21 janvier 1671) les représentants des Ordres se réunissent dans la salle du Palais; en sortant de son cabinet Sa Majesté est allée publiquement à la chapelle pour entendre la messe solennelle... » Ensuite l'Empereur a pris place « dans la salle sous le baldaquin, assisté par le Maréchal de la Cour [86], qui tenait la canne de bois dans la main, et entouré de tous ses ministres. En quelques mots (l'Empereur) expose sa volonté, qui fut explicitée en termes plus complets par un Secrétaire d'État [87]. Le même a présenté aux députés les propositions... Un seul a répondu au nom de tous en des termes humbles et obéissants... [88] »

Toute la séance se déroule dans la partie ancienne de la Hofburg (*Schweizerhof*) où se trouvaient la chapelle (*Hofburgkapelle*) construite au ^{xv}^e siècle par Frédéric III [89], et la salle des Chevaliers. Il est vraisemblable que l'Empereur venait de l'aile Léopold (*Leopoldinischer Trakt*) où se trouvaient son cabinet et la salle du Conseil (*Geheime Ratsube*) [90]. La séance d'ouverture proprement dite se divisait en quatre parties : discours bref du souverain, discours politique du chancelier, lecture des propositions financières, et réponse anodine et formelle d'un représentant des ordres. Les deux textes vraiment importants sont en effet le discours du chancelier et la lecture des propositions. En 1671 le chancelier Hoher, qui aurait dû normalement prononcer le discours, était malade, c'est pourquoi l'ouverture des États fut d'abord retardée de quelques jours, puis l'accès de goutte du chancelier se « prolongeant, celui-ci fut remplacé par un Secrétaire d'État [91] », mais d'une manière générale « c'est le Chancelier aulique qui, dans les États de la Province d'Autriche, explique la parole de l'Empereur, quand celui-ci les a salués par un petit discours et qui, par une harangue plus longue et plus étudiée, leur remontre le besoin dont il s'agit et la justice qu'il y a de seconder Sa Majesté Impériale dans ses demandes ».

Signification politique. — En fait ce discours est important puisqu'il expose la conjoncture et les intentions du gouvernement. Dans la plupart des pays de la Monarchie où le chancelier ne pouvait assister en personne à l'ouverture des États, des directives étaient élaborées à Vienne par des commissions et sanctionnées par le Conseil d'État [92], elles étaient expédiées sous forme d'*instruction* au commissaire représentant l'Empereur. Ainsi, dans l'Instruction adressée par le chancelier de Bohême aux commissaires royaux en décembre 1662, il est précisé que Sa Majesté aurait bien voulu accorder des allègements fiscaux à ses sujets bohêmes mais qu'il faut aussi tenir compte des nécessités; par suite des troubles en Transylvanie, toutes les forces turques risquaient

86. Albrecht Graf Zinzendorf était Maréchal de la Cour (*Obersthofmarschall*).

87. Bien que cela soit difficile à assurer, il y a des chances pour que le secrétaire d'État fût le baron Abele von Lilienberg, chargé des affaires autrichiennes et créature du chancelier Hoher.

88. Venise, *Archivio di Stato*, Dispacci di Germania, filza 136. Dépêche du 24 janvier 1671 : « una mattina della settimana cadente si ridussero li Deputati degl'Ordini nella sala del Palazzo : sortando Suà Maestà della stanza ando publicamente nella Capella per sentir la Messa solenne... Suà Maestà nella sala sotto il Baldachino assistito dal marsciale di Corte con lo stocco igaudo nella mano, et circondato da tutti li suoi ministri. Con brevi parole expose la sua volontà esplicata con difusi concetti da un Secretario. Il medesimo presentò agli Deputati li propositioni... Fù risposto da uno in nome di tutti con parole humili et rassegnate. »

89. J. SCHMIDT et H. TIEZTE, *op. cit.* 19.

90. *Ibidem*, p. 68.

91. La même procédure fut adoptée en 1682 : le secrétaire Koch remplace le chancelier Hoher, qui était malade, à la séance d'ouverture du 21 janvier. *Theatrum Europaeum*, t. XII, p. 428.

92. C. FRESCHOT, *Mémoires de la Cour de Vienne*, p. 291.

d'attaquer le royaume de Hongrie, par conséquent il fallait mettre en sécurité les pays tchèques et, jusqu'à ce que *l'ennemi héréditaire* se soit calmé, trouver des moyens militaires proportionnés à la puissance des Turcs [93]. Cette instruction inspira le discours d'ouverture, mais les discussions n'en furent pas moins âpres et les États n'accordèrent pas ce qui était demandé dans la *Proposition* royale : 250 000 florins au lieu de 400 000 demandés pour les dépenses civiles et 79 191 florins par mois au lieu de 85 828 réclamés pour l'entretien des troupes [94].

De même, lorsque le danger menaçait sérieusement Vienne, en 1683, les demandes d'argent aux états de Basse-Autriche se firent plus pressantes pour mettre rapidement en défense la capitale, c'est pourquoi le vice-chancelier Bucelleni « leur remontra dans sa harangue publique, en présence de l'Empereur, que la guerre estoit déclarée contre les Turcs, le Vizir de Bude ayant rompu les conditions de la Trêve en attaquant Onoch et Potenach avec du Canon a la teste des troupes ottomanes [95] ».

Cette introduction avait pour but de faire voter, outre des contributions en espèces, des prestations en nature (2 000 muids de céréales pour approvisionner les magasins militaires) et des prestations en travail (*die Landrobot*) pour réparer les fortifications de Vienne, les États évaluaient le montant total des demandes gouvernementales à un million de florins [96].

La *Proposition* était également transmise par la chancellerie et c'était un document de la plus haute importance, puisqu'il constituait le point de départ de la négociation financière. Il était élaboré par la Chambre des Comptes, qui agissait comme conseiller technique, mais jamais la Chambre des Comptes n'adressait de demande directe aux assemblées d'États, car la seule autorité reconnue légalement dans les différents pays était le chancelier de la Cour, résidant en permanence auprès du souverain [97].

Le commissaire impérial. — La présence de l'Empereur n'était habituelle qu'aux états de Basse-Autriche, car il lui était impossible de se déplacer pour ouvrir les diètes dans chaque pays. En dehors de la diète hongroise, pour laquelle il faisait exprès le voyage de Presbourg ou de Sopron, il n'assistait qu'exceptionnellement à la diète des autres pays. C'est ainsi qu'il présida l'ouverture de la diète de Bohême de 1680, parce que la Cour avait fui l'épidémie de peste viennoise et s'était réfugiée à Prague. Nous retrouvons alors le même cérémonial qu'à Vienne pour les états de Basse-Autriche, Sa Majesté fit un discours sur les malheurs du temps et le chancelier de Bohême, comte Nostitz, lut la *Proposition* [98]. En revanche l'Empereur dut se faire représenter à la session de 1680

93. SÚA Prague, *Staré Manipulacé*, 1.34, Liasse 1662 : « Kayserliche Instruction für die K. u. K. Commissarien an böhmischen Landtag ». Vienne, 11 décembre 1662. Les commissaires étaient Wilhelm Albrecht Graf Kollowrath, Franz Ernst Schlick, Graf zu Weisskirchen et Friedrich Leopold Wieszniak Ritter von Wieszniak. Voir aussi : « Copia Kayserlicher Leopoldinischer. Instruction de dato Wien den 16^o Marty 1666 zu den Landtag in Böhmen für die kayerlichen Commissarien von Schindlern », SÚA Prague, Č.D.K. IV-H.35, Cesky, Karton 1637-1704, liasse 1666, sur l'élaboration des « Instructions Gutachten an die königliche böhmische Hoffcanzley die Landtagsproposition betreffend ». Vienne 1665, 19 décembre, Č.D.K. M. 1665, liasse décembre 1665. Ce mémoire évoque une séance du Conseil d'État tenu le 4 décembre à Vienne, à laquelle assistaient : Lobkowitz, Don Hannibal Gonzaga, Schwarzenberg, Lamberg, Rothall, Nostitz, Starhemberg, Traun, Sinzendorf, et Walderdorf. *infra*, liv. II, chap. 2.

94. SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1658-1676, Sněm. 1663.

95. Sébeville au roi, Vienne 24 janvier 1683. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 54, f^o 146. L'ouverture de la session eut lieu le 18 janvier.

96. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 51, liasse 1683.

97. Sur les mécanismes relatifs à l'élaboration de la Proposition, voir *infra*, liv. II, chap. v. C'est ainsi que le 2 octobre 1675, la Chambre des Comptes transmit à la Chancellerie de Bohême les demandes financières (*Postulata*) pour la diète de Silésie, session de 1676, HKA Vienne, *Gedenkbuch* 351, 2 octobre 1675.

98. *Theatrum Europaeum*, t. XII, p. 46. Cette séance eut lieu le 5 décembre 1679.

de la diète de Basse-Autriche, ainsi qu'à celle de 1681, et cette tâche fut confiée aux conseillers d'État, demeurés dans la capitale en l'absence de la Cour, comme ce fut le cas, par exemple, en 1658 [99].

Il n'en fallait pas moins désigner des commissaires pour l'immense majorité des assemblées d'États. Choix délicat puisque de l'habileté et de la fermeté des commissaires dépendaient la durée et l'issue des négociations, même si ces derniers restaient en étroite relation épistolaire avec la chancellerie de la Cour [100]. Il fallait les prendre dans la noblesse du pays, pour qu'ils eussent l'estime des membres des états et une connaissance suffisante des langues et coutumes du pays, mais les commissaires devaient être en même temps sincèrement attachés aux intérêts supérieurs de la Monarchie. En 1666 c'était le cas du comte Černin, qui avait été longtemps ambassadeur à Venise [101] et qui était très lié à l'empereur Léopold. En 1667, le commissaire principal à la diète de Silésie n'était autre que le chancelier de Bohême, comte Nostitz [102]. La même année, le principal commissaire aux États des provinces de Styrie, Carinthie et Carniole, fut le secrétaire d'État Abele von Lilienberg, originaire d'Autriche intérieure, qui avait commencé sa carrière dans les bureaux du gouvernement de Graz, et exerçait en 1667 les fonctions de secrétaire pour l'Autriche intérieure à la Chancellerie d'Autriche [103].

On voit donc que l'Empereur n'hésitait pas à désigner des personnalités investies de hautes fonctions dans le gouvernement de Vienne; il serait d'ailleurs intéressant de pousser l'étude sociale des commissaires impériaux dans les assemblées d'États, mais il est indéniable que la Monarchie connaît, comme la royauté française, la distinction entre officier et commissaire.

Ce dernier est, en effet, choisi parmi les officiers, soit du gouvernement central, soit du gouvernement de l'un des pays. Parmi les quelques exemples que nous avons retenus, deux commissaires étaient conseillers d'État (Kollowrath et Černin), deux avaient d'importantes fonctions auliques (Nostitz, chancelier de Bohême et Abele, secrétaire de la Chancellerie d'Autriche) et les autres avaient des fonctions importantes dans le gouvernement de Prague, Wratislaw de Sternberg comme vice-président et Schlick de Weisskirchen comme conseiller à la cour d'appel de Prague [104], tandis que les deux chevaliers Wiesnik de Wiesnik et Franz de Schindern exerçaient les fonctions de vice-chambellans du royaume de Bohême et à ce titre participaient au Conseil de lieutenance [105].

99. *Theatrum Europaeum*, t. XII, p. 164-165. Depuis Ferdinand II il existait une délégation du conseil d'État qui maintenait la cohésion nécessaire, durant une absence prolongée de l'Empereur et du gouvernement; c'étaient les *deputirte geheime Räte*. Avant le départ de la Cour ceux-ci avaient été régulièrement nommés et munis d'instructions. Vienne Allg. Verwaltungsarchiv. « Instructions de Dato Wien 23 august 1679 fur das Collegium Intimorum ac Deputatorum. », IV, L.2, 1679, ainsi que « 3 original schreiben dato Prag den 3 feber 1680. Linz 22 sept. und 23 dez. 1680 an die zu Wien hinterlassene geheimen und deputirten Räth über die Aufnahme der Landtags Postulata für 1680 ». *Ibidem* IV, H.3, 1680.

100. SÚA Prague, *Staré Manipulacé*, L.34, Karton 1660-1666, liasse 1661.

101. Jan Humprecht, comte Černin, Z. Kalista a publié une partie de la correspondance avec l'empereur Léopold, *op. cit.*

102. *Theatrum Europaeum*, t. X, p. 516.

103. Dépêche de Marino Zorzi. Venise, Dispacci di Germania, filza 131, Vienne 4 septembre 1667.

104. Réorganisée par l'Instruction de 1628 la très ancienne cour d'appel de Prague (*die königliche böhmische Appellationskammer*) comprenait 8 nobles (Herren et Ritter) et 8 docteurs en droit, nommés par l'Empereur-roi, sur proposition de la cour d'appel et après le succès à un examen très sévère portant sur les compétences juridiques des candidats. Depuis 1644 la cour juge toutes les affaires criminelles importantes et les appels des villes royales. Ses jugements ne pouvaient être révisés que par la Chancellerie de Bohême. Christian d'ELVERT : *Zur Österreich, Verwaltungsgeschichte mit besonderer Rücksicht auf die böhmischen Länder*. Brno, 1880, p. 190-192. Voir aussi HELBLING, *op. cit.*, « die Verwaltung und die Gerichtsbarkeit », p. 174-176, p. 236-237.

105. Christian d'ELVERT, *op. cit.*, p. 23-30.

La commission, telle qu'elle ressort par exemple de l'*Instruction* pour 1666 [106] avait un mandat précis et limité à la session. Elle devait arriver la veille de l'ouverture (fixée au 23 mars) et y demeurer pendant toute la durée des débats, présenter sa lettre de créance et procéder à l'ouverture de la session. Son instruction lui donne ensuite les grandes lignes du discours politique à tenir, des nécessités impérieuses obligent le roi à demander aux états une aide matérielle, ce qu'ils ne manqueront pas de faire dans leur intérêt même. Le danger de guerre est évoqué à propos des demandes de crédits militaires, mais les instructions sont assez discrètes, car il s'agit d'envoyer des troupes en Flandres, pour défendre des intérêts purement dynastiques, qui ne touchaient guère les états de Bohême [107]. Ensuite l'*Instruction* porte sur les principales affaires à traiter. Enfin elle prescrit la conduite à tenir en cas de difficulté : le commissaire repoussera l'objection avec de bons arguments (*mit Gründlichen Motivis*) ce qui lui laisse une certaine initiative, mais il devra rendre compte en envoyant un mémoire à Vienne. Et le but de la mission est de trouver un compromis avec les états, après quoi le commissaire renouvellera par écrit la garantie des droits et libertés des états et en particulier leur promettra qu'aucune autre taxe ne sera levée au cours de l'année 1666 [108].

L'impression qui se dégage de ce texte est que la qualité maîtresse requise d'un commissaire était, outre la fidélité au souverain, un sens poussé de la diplomatie, puisque la consigne était d'obtenir un compromis sans faire trop de concessions. Le commissaire n'était pas chargé de signifier brutalement la volonté du souverain, de sorte que les débats risquaient souvent de se prolonger plusieurs mois.

b. Les débats.

A l'exception de la Hongrie, pour laquelle nous possédons généralement le *Diarium Dietae*, nous les connaissons mal, dans la mesure où nous n'avons que les jalons de la discussion, déclarations des états et répliques du souverain. Un désaccord entre les deux parties prolongeait la session, qui est de durée variable, la plus courte ayant eu lieu en Bohême en 1667 (10 mars au 5 mai), la plus longue ayant eu lieu en Basse-Autriche en 1696, où elle dépassa la durée de l'année civile (16 janvier 1696 au 1^{er} mars 1697).

TABLEAU DE LA DURÉE DES SESSIONS [109].

	2-3 mois	4-6 mois	7-9 mois	10-12 mois	+ de 12 mois
Bohême.....	5	27	4	3	Néant
Basse-Autriche	3	5	20	10	2

106. SÚA Prague, Č.D.K. IV H.3, Čechach, Karton 1637-1704, liasse 1666.

107. Voir *infra*, chap. II.

108. Nous estimons que la péroration de l'*Instruction* résume assez bien le texte : « ... Wann aber bey einigen Punct wieder verhofften Difficultät vorhielt, desselbe werden Sye, Unsere Commissary, mit gründtlichen Motivis ablehnen, auch gestalten Sachen nach Unns gutachtlich darüber gehorsambist berichten. Gleich wie Sie auch wann die Stände über obstehende Postulata einen gewissen Schluss Unserer gnädigster intention nach sich werden Verglichen haben, derselben in Unserem Nahmen annehmen, und Unns. Endlich ihrer Verrichtung umständliche Relation Zuerstatten, auch darob zu sein nicht unterlassen werden, damit bis zu dem völligen Schluss Unserer treweghorsambister Stände beysammen verbleiben, dennen wir wegen solcher Ihrer Verwilligung, die um sie vohr diesmahl thun werden einen Revers, dass es Ihren freyheiten, Recht und gerechtigkeiten allerdings unnachtheilig sein solle. Sie auch sonsten dieses Jahr hindurch mit keinem anderen gaaben sollen belegt werden dem übliches herkommen nach, wollen zukommen lassen. » Vienne, 16 mars 1666, SÚA Prague, Č.D.K. IV H.3, Cesky, Karton 1637-1704, liasse 1666.

109. Tableau extrait des *Artikulové Sněmovní*, SÚA Prague, et des *Landtagshandlungen*, NÖLA Vienne.

Sur 40 sessions (1660-1700) plus de la moitié ont duré, en Bohême, de 4 à 6 mois (65 %) tandis que la moitié (50 % exactement) durait de 7 à 9 mois en Basse-Autriche, où l'on peut admettre que la durée moyenne est nettement plus élevée qu'en Bohême : 75 % des sessions ont duré entre 6 mois et 1 an, et deux sessions y ont même dépassé les 12 mois, à une époque particulièrement difficile, lorsque la guerre sur deux fronts imposait de gros sacrifices financiers aux pays héréditaires. La durée des discussions montre à elle seule que la réunion de la diète n'était pas une simple question de forme, mais l'occasion d'un véritable dialogue, où l'autorité royale tenait compte de l'opinion des états. Doit-on conclure de la durée moindre de la diète de Bohême que cette dernière y était plus docile ou que ses membres avaient une moins grande liberté d'expression ? Sans emboîter le pas à E. Denis, peut-être peut-on envisager que le gouvernement de Vienne surveillait davantage celle-ci, car il se méfiait de l'aristocratie bohême, l'Empereur étant plus assuré du loyalisme de ses sujets autrichiens, par définition attachés à *leur* dynastie : la Maison d'Autriche. Quelques indices peuvent nous engager dans cette voie, il s'agit de remarques faites par l'Empereur à son ami le comte Cernin, à deux reprises, lorsque ce dernier était principal commissaire royal auprès de la diète, en 1660 et 1665, il le presse d'agir pour que les débats ne traînent pas. En 1660 il lui demande de clore les débats au plus vite, parce que sans cela les plaintes iront croissant [110] et en décembre 1664 il lui demande d'écourter le plus possible la session de 1665, qui s'est ouverte le 9 novembre 1664, afin que l'on empêche les contradictions et les fréquentes répliques, que l'on presse la conclusion de la session et que l'on donne par là le bon exemple aux pays autrichiens, car l'expérience montre que la diète était souvent préjudiciable aussi bien à l'État qu'aux particuliers [111]. L'Empereur montre donc son intérêt pour la diète, et l'on sent qu'il cherche à en limiter les prérogatives ou tout au moins à éviter des abus.

Cette tendance était particulièrement nette dans la réprimande qu'il adressa deux ans après au comte Kinsky, son futur chancelier de Bohême [112], pour un incident que nous connaissons mal. La réaction de l'Empereur prouve, en tout cas, qu'il était disposé à appliquer la Constitution renouvelée, mais qu'il redoutait le retour aux traditions du *xvi^e* siècle qui, à la limite, mettaient en cause les prérogatives royales.

La diète fut témoin d'un grave incident qui se déroula *in consueto loco* le 18 janvier 1694 ; le clergé de Bohême, en présence des trois ordres du royaume, a brutalement mis fin à la session en refusant de discuter le *postulata* au moment où l'impôt pour la guerre turque (*die Türckensteuer*) et la capitation (*die Bey und Kopffsteuer*) vinrent en discussion. L'archevêque de Prague intervint au nom de tout l'ordre : il n'y avait pas à discuter pour le moment de ces impôts et il supposait que les autres membres de l'ordre étaient du même avis. Sur quoi il se leva, suivi de tout le clergé (à l'exception du grand prieur de l'Ordre de Malte) et le premier ordre quitta la salle des séances. Or, le produit de ces impôts était affecté à l'entretien des troupes en campagne, son vote ne souffrait aucun retard, à une époque où l'Empereur entretenait une armée sur le Rhin, une autre en Italie, et une troisième en Hongrie. Comme le clergé paralysait le fonctionnement de la diète et la levée des impôts, l'Empereur le menaça des peines prévues dans la Constitution renouvelée : ses membres seraient exclus à vie des travaux de la diète et privés de l'administration du temporel de leurs biens, au cas où ils persisteraient à

110. Lettre de l'empereur Léopold au comte Černin, Laxenbourg, 25 avril 1660 : « Solo vidico, che vediate una colta difinire questa dieta giachi durando quella sempre più crescerà la fame dei begeren. » Édition Kalista, p. 45.

111. « Kayserliches Handbriefl an Herrn Grafen von Tschernin, die Beförderung des böhmischen Landtags betreffend. » HKA Vienne, *Gedenkbuch* 347, f° 377.

112. Sur Franz Ulrich comte Kinsky, voir *supra*, chap. 1.

s'opposer à des articles votés à l'unanimité par les autres ordres du royaume [113].

Ce rescript montre que l'empereur faisait la différence entre les simples religieux et les grands seigneurs qui administraient les biens du clergé et défendaient leurs intérêts matériels encore plus âprement que les aristocrates. Le clergé tirait parti des relations difficiles de l'Empereur avec le Saint-Siège (le pape Innocent XII, plutôt favorable à la France, ne soutenait plus financièrement l'effort de guerre impérial). C'est pourquoi, en admonestant vigoureusement le clergé bohême l'Empereur fit preuve d'autorité, pour éviter que la diète n'en revienne aux errements d'avant 1620. A la vérité le souverain n'était pas dupe de la valeur du système : « L'expérience prouve que la diète n'a point seulement coutume d'être préjudiciable à l'État, mais au moins autant aux particuliers [114]. »

Nous verrons par la suite que les prérogatives financières des assemblées d'États paralysaient grandement la mise en œuvre des ressources de la Monarchie, mais l'Empereur devait respecter les libertés qui, bien qu'elles correspondissent selon nous à un rapport de forces réel, faisaient perdre un temps précieux au gouvernement central.

Prenons l'exemple de la session de 1667 en Basse-Autriche. Nous savons que la conjoncture internationale était tendue, mais la déclaration du chancelier d'Autriche, le 4 février 1667, est plutôt rassurante, puisqu'elle ne fait mention que des razzias turques sur la frontière hongroise. C'est pourquoi la *Proposition* est modérée, correspondant à une politique financière de paix armée et ne comprenant que 4 rubriques :

1° La contribution double (*die doppelte Gült*) impôt direct traditionnel pesant surtout sur les paysans [115];

2° L'entretien des troupes impériales;

3° 300 000 florins à la disposition de l'Empereur, en fait affectés aux dépenses civiles;

4° Une contribution en nature : 1 000 muids de méteil, pour l'approvisionnement des magasins militaires [116].

Nous n'avons aucune précision sur le détail des travaux de chaque ordre, puisque pour la période nous n'avons conservé qu'un seul procès-verbal concernant l'ordre des seigneurs, et pour l'année 1656 [117]. La délibération par ordre a duré de février à juin, elle a été éclairée par un rapport de la commission permanente des états sur les moyens de faire face aux charges financières. Le rapport était favorable à un accroissement de l'impôt direct et déconseillait la création d'une taxe sur le vin et les farines (*Wein und Mehlaufschlag*) [118]. Les ordres, qui travaillaient séparément, ont rendu leur verdict à la mi-juin sous forme de conclusion (*votum*) sur la proposition impériale du 4 février. Elles sont datées du 10 juin pour le clergé, le quatrième ordre et l'ordre des chevaliers, celui-ci accepte de payer la contribution double mais propose d'accorder un forfait de 450 000 florins pour les dépenses civiles et militaires (points 2 et 3 de la Proposition) tout en refusant la fourniture de grains.

113. SÚA Prague, « Kayserliches Rescript an den Böhmischen Landtags Directoren und Obristen Burggraf Sternberg », Vienne 26 février 1694. *Collectio Borekiana*, t. XIII, f° 33-37. Voir aussi Otto Placht, p. 247.

114. « ... die erfahreneit bezaiget, dass der Landtag mit nur in communí sondern auch villen in privato schädlich zu sein pflaget. Kayserlichen Handbrieffl an Tschernin », 15 décembre 1664. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 347, f° 377 V.

115. Voir *infra*, liv. II, chap. 90.

116. Le muid (*das Muth*) équivalait à 2,5 hl et était évalué par la Chambre des Comptes 18 florins à Vienne. *Allgemeines Verwaltungs Archiv*. « Original Concept proposition in der Versammlung 4 am. Feber 1667 », IV H.3, 1667.

117. La minute de la proposition se trouve à Vienne, NÖLA, *Landtagshandlungen*, Karton 45, liasse 1656.

118. « Gutachten des löblichen Ausschus an Ständte zu Ausarbeitung der Extraordinary Miteln », 26 avril 1667. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 47, liasse 1667.

Le 17 juin, l'ordre des seigneurs produit ses conclusions, qui sont synthétisées avec celles des autres ordres, pour aboutir le 8 juillet à une déclaration des états de Basse-Autriche. C'est le premier état de la discussion, à partir duquel il convient de trouver le compromis. La déclaration du 8 juillet admet le paiement de la double contribution (qui en fait n'est jamais mise en question, parce qu'elle est fort ancienne), l'entretien des troupes impériales jusqu'à la fin du mois de novembre (c'est-à-dire jusqu'au début des quartiers d'hiver) mais réduit de 50 % la participation aux dépenses civiles (150 000 florins au lieu de 300 000 demandés) et refuse la fourniture gratuite des grains.

L'Empereur réplique le 6 septembre, à la fois par une contreproposition et par de nouvelles demandes, provoquées par l'agression française contre les Pays-Bas espagnols. D'une part, dans la *Replica*, il maintient les demandes intégrales de février et d'autre part, dans un exposé analogue à celui de la Proposition, il réclamait 42,5 % de crédits supplémentaires pour permettre de faire des recrues et compléter les régiments impériaux, en vue d'une action militaire contre la France [119]. Mais l'Empereur demeurait cette fois assez vague dans l'exposé des motifs de sa politique : « à cause d'une conjoncture qui s'est révélée dangereuse [120] ». Cette nouvelle intervention du gouvernement, provoquée à la fois par la situation internationale et par les réticences des États, prolongea la session, puisque les ordres, après de nouvelles délibérations, ne déposèrent leurs conclusions qu'au début du mois d'octobre. Le 6 octobre 1667, le clergé se déclarait prêt à accorder une somme forfaitaire de 50 000 florins, en invoquant, pour s'excuser, la situation critique dans laquelle se trouvaient les paysans. Le quatrième ordre accordait le même jour un forfait de 40 à 50 000 florins. La noblesse était mieux disposée, l'ordre des chevaliers proposant un forfait de 100 000 florins et offrant en outre un présent de 4 000 ducats au jeune archiduc Ferdinand, qui venait de naître [121]. Les états donnèrent finalement leur réponse le 7 octobre 1667 : ils accordaient une somme forfaitaire de 100 000 florins, au lieu d'augmenter les crédits militaires. Le 20 octobre l'Empereur se décidait à accepter les conditions des états et prononçait la clôture de la diète.

E. LES CONCLUSIONS DE LA DIÈTE (*Kayserlicher Landtagsschluss*).

Elles étaient prononcées par le souverain, qui se contentait de sanctionner l'ultime déclaration des états, en vertu de son pouvoir législatif exclusif. Si le partage des responsabilités législatives n'est pas explicite en Basse-Autriche, il a été défini en Bohême et en Moravie, par les constitutions renouvelées de 1627 et 1628 : le roi est seul à posséder le *ius legis ferendae* [122] mais en fait il demande l'avis des ordres avant de légiférer, parce qu'il a besoin de leur consentement pour que ses décisions soient suivies d'exécution pratique. En matière fiscale, par exemple, la constitution respecte le vieux principe selon lequel un homme libre ne paie que l'impôt qu'il a consenti, mais il faut

119. « Kayserlicher Neurer Vortrag an Gesambt Stände dass zu benöhtigte recrutir, und zuwerbung der kayer Regimenten über die vorhin bis zu end Novembris bewilligte 8 000 noch andere 3 400 Portionen bewilligt worden wollen. » 6 septembre 1667, NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 47, 1667. Sur la crise politique de l'été 1667, voir *supra*, chap. II.

120. « ... Umb deren schon damahls sich erzaigten gefährlich und weith aussehenden Conjoncturen willen... In Kayserlicher Neurer Vortrag Gesamte Stände », 6 septembre 1667. *Ibidem*.

121. Sur la naissance du premier-né du mariage de l'Empereur avec l'infante Marguerite-Thérèse, voir dépêche de M. Zorzi au Sénat, Vienne 28 septembre 1667. Venise, *Archivio di Stato*, Dispacci di Germania, filza 131 et de Grémonville au roi, Vienne 6 octobre 1667. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 27, f° 220.

122. Christian d'ELVERT : *Zur Österr. Verwaltungsgeschichte mit besonderer Rücksicht auf die Böhmschen Länder*, 1 vol., 755 p., Brno, 1880, p. 171.

surtout tenir compte du fait que chaque seigneur est responsable de sa quote-part et qu'il se substitue à des percepteurs royaux inexistants à cette époque. Si les membres des états n'avaient pas consenti l'impôt, il est probable qu'ils se seraient désintéressés de sa perception, les Habsbourg auraient dû, à tout le moins, organiser un immense système répressif. De même, en matière religieuse ou en matière de travaux publics, le souverain a besoin du concours des seigneurs pour parachever la réforme catholique ou assurer la sécurité des routes de Bohême. L'étendue des pouvoirs de la Diète est considérable parce que la seigneurie demeure le cadre de la vie publique et que l'État délègue une partie de ses attributions aux seigneurs bohêmes ou autrichiens.

Les conclusions étaient mises en forme par la Chancellerie [123] et marquaient la fin de la session. En Bohême, ainsi qu'en Hongrie, elles étaient publiées sous forme d'articles, qui étaient partie intégrante du droit public du pays. Les dispositions fiscales en particulier devaient être exécutées par tous les membres des États, mais elles ne constituaient pas l'objet unique des conclusions et les états de Basse-Autriche obtinrent, en 1667, des concessions en matière politique. L'Empereur leur promet, en effet, de travailler à la rédaction des constitutions du pays [124] et surtout de pourvoir les emplois civils et militaires vacants en Basse-Autriche par des membres des états, s'ils en étaient capables [125]. On retrouve partout, dans la monarchie, ce particularisme, ce patrimoine, qui est moins un nationalisme qu'un attachement à la petite patrie. On sait que les ordres auraient voulu freiner les transformations sociales et l'installation en Basse-Autriche d'étrangers au pays. C'est dans cette perspective qu'ils obtinrent également de l'Empereur qu'il respecterait la législation de Maximilien II en la matière [126], ce qui n'empêcha pas l'Empereur de faire admettre de nouveaux membres dans l'ordre des seigneurs. Pourtant la noblesse du pays se rendait bien compte qu'il ne suffisait pas d'empêcher l'installation de nouveaux venus, mais qu'il fallait aussi participer à cette forme d'enrichissement qu'était le service de l'Empereur dans les emplois civils et militaires. Comme la noblesse autrichienne ne pouvait empêcher l'Empereur de prendre qui il voulait dans le gouvernement de la Monarchie, elle cherchait au moins à défendre ses privilèges dans le gouvernement du pays où, en droit, sa position était inattaquable [127].

En revanche l'Empereur dut, dans le domaine financier, s'en tenir strictement aux concessions faites par la diète et se contenter des 100 000 florins supplémentaires proposés par la déclaration des ordres du 7 octobre 1667. Il essaya pourtant de leur forcer la main en demandant les 100 000 florins sous forme d'anticipation, moyennant la suppression du crédit de 6 000 florins destinés à l'endiguement du Danube à

123. « Kayserlicher Landtagsschluss », Vienne, 16 novembre 1667, NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 47, 1667. La minute, conservée dans les archives de la Chancellerie d'Autriche, était du 28 octobre « Original Concept Landtagsschluss dato Wien an 28 octobre 1667 über das Decret dato september 1667 an die Nieder-Österr. Stände hinsichtlich der Landtagsproposition », Vienne, *Allgem. Verwaltungsarchiv*, IV H.2, 1667. Pour la Bohême : « Königlicher Böhmischer Landtagsschluss vom Jahre 1696 ». SÚA Prague, Č.D.K. n° 43, Cechy, Karton 1657-1704, semblable au texte imprimé dans les articles de 1696, SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1694-1708.

124. Ou *Tractatus der Neuen Landesordnung* qui deviendra sous sa forme définitive le *Tractatus de iuribus incorporalibus*, dont le texte se trouve dans le *Codex Austriacus*, t. I, p. 590-599, Vienne, 1704. Sur sa difficile élaboration voir *supra*, liv. I, chap. III, p. 120, ainsi que l'article de Fritz WISNICKI : « Die Geschichte der Abfassung des Tractatus de iuribus incorporalibus », dans *Jahrbuch für Landeskunde Nieder-Österreich*, nouvelle série n° 20, Vienne, 1927.

125. *Ersetzung der vacanten Stellen in politicis et militaribus, mit tauglichen Landtsmitgliedern Kayserl. Landtagsschluss*, 1667.

126. *Confirmierung der Landtmanns Beistand Generalia Kayserl. Landtagsschluss*, 1667.

127. Sur la crise de la noblesse rurale voir Otto BRUNNER, *Wolf Helmhard von Hohberg, Adeliges Landleben und Europäischer Geist*, Salzbourg, 1949.

Nussdorf [128]. Or, l'anticipation était une somme payable *immédiatement* en attendant la rentrée des impôts et l'Empereur offrait de payer l'intérêt, normal en ce cas, de 6 % l'an. Malgré ces conditions avantageuses la proposition fut refusée [129], et l'Empereur dut s'adresser ailleurs pour trouver du crédit et faire face aux dépenses militaires immédiates. Si l'on tient compte du fait que les commissions financières de Bohême, Moravie, Silésie, « ont refusé à plat le prêt d'argent qu'on leur a demandé [130] » en août et qu'en Bohême l'Empereur dut se contenter de l'autorisation de dépassement de crédits militaires de 50 % (accordée en mai) [131] on comprend pourquoi l'Empereur et Lohkowitz ont saisi l'occasion de partager avec la France l'éventuelle succession espagnole, plutôt que d'entrer en guerre pour défendre les Pays-Bas [132]. Dans ce cas précis on voit que le rôle des ordres avait été déterminant dans l'élaboration de la politique autrichienne et qu'indirectement les assemblées avaient pesé sur la politique générale de l'Empereur.

III

ÉLÉMENTS DE LA PUISSANCE DES ORDRES

Dans la vie politique de la Monarchie les ordres peuvent jouer un rôle important par suite du caractère quasi permanent des assemblées d'États, de la compétence étendue de celles-ci et de la présence d'une administration autonome des États, indépendante des officiers royaux.

A. LA PERMANENCE DES ASSEMBLÉES D'ÉTATS.

Elle ressort à la fois de la fréquence des diètes et de leur durée. Nous avons constaté qu'il y avait réunion annuelle des diètes de Bohême et de Basse-Autriche. Le tableau suivant, établi d'après des documents d'archives, atteste le bien-fondé de cette affirmation. La Bohême connaît même des réunions de notables pour voter des crédits supplémentaires en cas d'absolue nécessité, car l'Empereur s'engageait formellement dans chaque *Landtagsschluss* à ne pas lever d'autre impôt dans l'année de la session [133]. Ces réunions, d'aspect moins solennel, étaient tout de même importantes et

128. *Kayserlicher Landtagsschluss*, 1667, NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 47. Voir aussi *Theatrum Europaeum*, t. X, p. 522. Sur les travaux de régularisation du Danube, leur financement et leurs résultats, Victor THIEL, « Die Donauregulierungsarbeiten bei Wien (bis 1700) », dans *Jahrbuch für Landeskunde Nieder-Österreich*, nouvelle série n° 2, Vienne, 1903, p. 119-162.

129. « Ständtantwort auf den kayserl. Landtagsschluss », Vienne, 6 décembre 1667. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 47.

130. Grémonville au roi, Vienne, 18 août 1667. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 27, f° 114. Il s'agissait de trouver des fonds pour compléter les régiments à 1 700 hommes.

131. Article 4 de la diète de 1667 : « Von der Verpflegung der Soldatesca »; continuation de contingent des 15 200 *portiones* quotidiennes, avec possibilité d'augmentation de 7 600 *portiones*. Prague, 5 mai 1667. SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1658-1676.

132. Voir *supra*, liv. I, chap. II, p. 91-94.

133. « Solchen allen nach / bleiben öftters gedachte Stände gänzlichen versichert, dass Ihre Kayserl. und Königl. : Mayt Lauth der Landtagsproposition und der darinnen ihnen Ständen Gethanen allergnädigsten Vernehmung, selbe über ihre trewherzigste bey diesen gegenwertigen Landtag beschenehe und obbeschriebene Verwilligung / sonsten dies Jahr hinddurch mit keinen audern Gaben / Anlagen / Darlehen oder Contributionen / einigerley weis nicht graviren lassen werden... » SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1658-1676, 1661, *Schluss des Landtages*, 17 juin 1661.

prouvent que le souverain respectait la compétence des assemblées d'États. Dans le royaume de Hongrie la situation est sensiblement différente car si la Diète croate se réunit chaque année, les diètes générales sont fort rares et remplacées par des réunions de notables; l'Empereur redoutait, en effet, la présence des députés de la noblesse, et par ce biais évitait l'affrontement. « L'Empereur envoye tenir une nouvelle assemblée d'État dans toutes les provinces héréditaires, ayant commencé d'ouvrir en propre personne celle de la Basse-Autriche... le Burgrave de Bohême s'y en est allé pour le même sujet, mais on n'ose tenter le semblable en Hongrie, non plus jusques a une conjoncture meilleure qu'une convocation de la Diète. »

TABLEAU DE LA DATE DE CLÔTURE DES ASSEMBLÉES D'ÉTATS
pour la période 1657-1700 *.

Année	Basse-Autriche	Bohême	Hongrie	Croatie
1657	(6) 11-7-1657	Non indiquée		22-1-1657
1658	(9) 23-12-1658	Non indiquée		4-2-1658
1659	(8) 28-9-1659	(4) 28-3-1659	4-12-1659	28-6-1659
1660	(8) 7-10-1660	(4) 25-3-1660		7-1-1660
1661	(7) 29-7-1661	(8) 17-6-1661		2-5-1661
1662	(9) 13-10-1662	(5) 21-4-1662	9-9-1662	27-1-1662
1663	(11) 29-11-1663	(4) 17-3-1663		22-1-1663
1664	(12) 5-12-1664	(6) 16-5-1664		17-4-1664
1665	(7) 3-8-1665	(8) 18-7-1665		
1666		(4) 14-7-1666		
1667	(11) 27-12-1667	(2) 5-5-1667		
1668	(11) 19-1-1669	(6) 3-8-1668		6-11-1668
1669	(4) 20-6-1669	(6) 11-7-1669		22-8-1669
1670	(7) 7-8-1670	(5) 19-8-1670		17-4-1670
1671	(9) 13-10-1671	(4) 8-7-1671		8-6-1671
1672	(10) 6-10-1672	(5) 3-5-1672		13-6-1672
1673	(7) 3-8-1673	(6) 6-5-1673		8-2-1673
1674	(8) 21-9-1674	(4) 10-4-1674		17-2-1674
1675	(7) 20-7-1675	(6) 6-6-1675		12-1-1675
1676	(7) 1-9-1676	(3) 12-3-1676		7-7-1676
1677	(7) 2-9-1677	(9) 22-9-1677		20-5-1677
1678	(8) 3-9-1678	(5) 6-6-1678		17-1-1678
1679	(7) 17-8-1679	(4) 17-5-1679		
1680	(12) 27-12-1680	(6) 5-6-1680		10-4-1680
1681	(12) 2-12-1681	(10) 12-11-1681	(7) 30-12-1681	6-2-1681
1682	(10) 15-9-1682	(10) 23-12-1682		9-4-1682
1683	(10) 26-11-1683	(3) 26-5-1683		3-2-1683
1684	(8) 2-9-1684	(12) 1-12-1684		22-3-1684
1685	(12) 4-1-1686	(6) 14-6-1685		30-3-1685
1686	(6) 26-6-1686	(6) 10-6-1686		31-1-1686
1687	(9) 23-9-1687	(4) 27-2-1687	29-1-1688	4-2-1687
1688	(10) 26-11-1688	(4) 22-11-1688		15-3-1688
1689	(7) 23-7-1689	(3) 23-3-1689		14-4-1689
1690	**	(5) 24-4-1690		13-1-1690
1691	**	(4) 3-4-1691		7-5-1691
1692	(5) 21-6-1692	(5) 25-4-1692		30-4-1692
1693	(7) 4-8-1693	(5) 16-4-1693		5-1-1693
1694	(8) 18-9-1694	(6) 10-5-1694		23-4-1694
1695	(12) 26-1-1696	(2) 27-1-1695		22-5-1695
1696	(14) 1-3-1697	(4) 27-4-1696		2-1-1696
1697	(5) 5-6-1697	(3) 16-3-1697		11-2-1697
1698	(12) 19-1-1699	(4) 7-4-1698		7-1-1698
1699	(14) 6-3-1700	(8) 6-8-1699		7-4-1699
1700	(9) 24-12-1700	(4) 24-5-1700		8-3-1700

* Les dates des conclusions sont données d'après les sources habituelles (Actes des diètes, inédits pour la Basse-Autriche, la Bohême et la Hongrie, publiés pour la Croatie). Les chiffres entre parenthèses correspondent à la durée en mois de chaque assemblée, lorsqu'on a pu l'établir.

** En Basse-Autriche il y eut session mais pas conclusion.

D'autre part nous avons vu que les sessions, dans les pays héréditaires, avaient une durée moyenne de six à neuf mois par an, comparable à la durée d'une session parlementaire normale dans un État moderne. En période de crise politique comme en 1663-1664 ou en 1680-1683, les diètes siégeaient presque sans interruption. Comme le souverain ne peut disposer des crédits votés qu'à la fin de la session, la durée et la fréquence des sessions signifient que les assemblées d'États ont un pouvoir de contrôle réel sur la politique générale de la monarchie [134].

Maintenant que nous avons fait la preuve de l'existence d'assemblées d'États dans les pays héréditaires au cours de la période 1650-1700, il convient de cerner les compétences de ces mêmes assemblées dans les pays héréditaires.

B. ATTRIBUTIONS DES ASSEMBLÉES D'ÉTATS.

Dans les pays tchèques, les assemblées d'États ont vu leurs attributions considérablement réduites après la bataille de la Montagne Blanche et les nouvelles dispositions furent consignées dans les nouvelles lois fondamentales; pour la Bohême, dans la Constitution renouvelée de 1627. En particulier la couronne royale, jusqu'alors élective, fut déclarée héréditaire dans la Maison d'Autriche et les états perdirent ainsi une prérogative essentielle. En même temps l'Empereur Ferdinand II leur retirait l'initiative des lois, leur pouvoir législatif se limitant à la discussion des propositions royales [135]. En Autriche le « bonnet » archiducal n'avait jamais été électif et les états se contentaient de prêter hommage à l'archiduc au moment du décès du prédécesseur, ou même pour l'archiduc Léopold-Ignace, du vivant de son père (1655). La cérémonie n'était précédée d'aucune négociation préliminaire et avait donc une signification politique réduite [136].

En fait la compétence des assemblées d'États est, à partir de 1650, double, au moins en ce qui concerne les pays héréditaires, car le cas de la Hongrie doit être disjoint. D'une part les états s'occupent de l'administration du pays du point de vue religieux, militaire, économique; d'autre part les états ont une compétence en matière financière, qui dépasse largement le cadre local et a des incidences sur la politique générale de la Monarchie.

a. Compétence financière des assemblées d'États.

Nous ne nous attarderons pas, pour l'instant, sur les aspects chiffrés de ces problèmes; qu'il nous suffise de retenir que comme tous les autres princes au début des temps modernes, le Habsbourg de Vienne disposait librement des *cameralia* ou revenus ordinaires qui consistaient en péages, douanes, mines, revenus des seigneuries du domaine et dont la valeur relative n'avait cessé de diminuer depuis le xv^e siècle. Les *cameralia* étaient administrés par la Chambre des Comptes particulière, mais il est bien évident que les *cameralia* étaient, au xvii^e siècle, insuffisants pour faire face aux dépenses militaires croissantes [137]. C'est pourquoi le souverain devait faire appel aux contributions des états, qui étaient toujours considérées comme des revenus extraordi-

134. Grémonville au roi, Vienne 8 mars 1667. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 23, f° 292-293.

135. E. HELLBLING, *op. cit.*, p. 251-253. H. HANTSCH, *op. cit.*, p. 370-399.

136. Kurt PÜCHL, *Die Erbhuldigungen des Nieder-Österreichischen Stände im 17. Jahrhundert*. Dissertation inédite, Vienne, 1954. 864/810 C. Les états prêtaient hommage dans la cathédrale Saint-Étienne à Vienne.

137. Sur les problèmes généraux de l'économie de l'armée voir Fritz REDLICH, *The German military enterpriser, op. cit.* t. II, the decay

naires. Ce phénomène a pour origine les guerres turques du ^{xvi}^e siècle. Après l'effondrement de l'État hongrois et la mort de Louis Jagellon à Mohács (1526) Ferdinand de Habsbourg dut reprendre à son compte la lutte contre les Ottomans, qui s'aventurèrent devant Vienne à l'automne 1529. Pour lever des troupes Ferdinand I^{er} prit l'habitude de convoquer des diètes pour leur demander des subsides et les pays tchèques, en particulier, fournirent des sommes considérables [138].

Un effort financier important fut à nouveau exigé des pays tchèques et des pays héréditaires, à l'occasion de la guerre de Quinze Ans (1593-1608) lorsque les hostilités reprirent avec l'empire ottoman. Mais dès le milieu du ^{xvi}^e siècle ces pays eurent la charge de l'entretien des forteresses de la frontière militaire qui avaient pour but d'empêcher les incursions turques en pays chrétien [139].

Si ces demandes de crédits n'étaient pas injustifiées, elles pesaient néanmoins d'une manière fort lourde sur les finances publiques de ces pays et provoquaient de longs et difficiles débats, dans les différentes assemblées qui consentaient, non sans rechigner, de gros sacrifices pour la défense commune. Quoi qu'il en soit, une tradition vieille de plus d'un siècle est solidement implantée et il eut été certainement difficile au gouvernement de Vienne d'éviter de tels débats, car les grands seigneurs bohèmes avaient le souci de leurs intérêts matériels et n'étaient pas plus que les gentilshommes enclins à contribuer outre-mesure aux dépenses communes de la Monarchie.

Tout ce que l'on peut affirmer c'est qu'il y a une différence de style entre les assemblées des pays où les gentilshommes jouent un rôle important (Bohême et Moravie avant 1620, Hongrie) et celles qui sont dominées par l'ordre des seigneurs (Basse-Autriche, Bohême-Moravie). La défense des intérêts est aussi âpre, si l'autorité monarchique n'est absolument pas mise en question et l'exemple que nous avons donné pour 1667 n'est qu'une illustration de la lutte menée par les grands propriétaires terriens pour payer le moins d'impôt possible. Toute comparaison est vraiment impossible avec les pays d'élections du royaume de France, où la publication du Brevet de la Taille était suivie, en principe, d'exécution [140] et l'habile politique de la monarchie française, qui supprimait les états provinciaux pour éliminer toute résistance en matière fiscale, était impensable dans les pays de la monarchie autrichienne; différence essentielle, montrant bien que le terme d'*absolutisme* recouvre des réalités tout à fait autres.

b. Compétence religieuse.

Non moins surprenante pour un Français est la compétence de la diète de Bohême en matière religieuse et la collaboration qu'elle était censée apporter au souverain dans la réforme catholique.

C'est que la liquidation des Églises issues de la Réforme n'a pas été aussi simple qu'on l'imagine fréquemment. Et ni la victoire de la Montagne Blanche, ni la patente religieuse de 1629 en Bohême, pas plus que les mesures de Réformation prises par

138. A. GINDELY, « Geschichte des böhmischen Finanzen (1526-1618) », dans *Denkschriften Wiener Akademie der Wissenschaften*, Hist. Phil. Classe T. 18-1869, p. 89-170. M. WOLF, « Kralovsky duchod a uvěr XVI Století », dans *Česky časopis historický*, t. 48-49, 1947-1948, p. 110-171. A. F. PŘIBRAM, *Die Nieder-Österr. Stände und die Krone*, op. cit., p. 590-592.

139. La question de la frontière militaire n'a guère fait l'objet de travaux d'ensemble à la mesure de ce sujet. Voir cependant pour la Hongrie : I. SINKOVICS, « Végvari harcok », dans *Magyar Történeti Kongresszus*, Budapest, 1953; pour la Croatie : Günther Enrich ROTHENBERG, *The Austrian Military Border in Croatia 1522/1747*. 1 vol., University of Illinois, Urbana, 1960.

140. Ed. ESMONIN, *La taille en Normandie au temps de Colbert (1661-1683)*, 1 vol., 549 p., Paris, 1913. Voir en particulier le chap. 1, « Le brevet de la taille ».

Ferdinand II en Basse-Autriche [141] n'ont définitivement extirpé « l'hérésie » des pays héréditaires; au moment de la signature des traités de Westphalie, ceux-ci reconnaissaient seulement à l'Empereur le droit d'agir à sa guise dans ses domaines personnels, où la situation du catholicisme était moins brillante qu'on ne le pense généralement.

En Bohême, par exemple, la rébellion des états avait permis d'abolir tous les privilèges accordés aux protestants, en vertu de la *Verwirkungstheorie* : il existait un contrat entre le roi de Bohême et ses sujets; ceux-ci, en se révoltant, avaient rompu le contrat, et le roi n'était plus lié par les engagements pris lors de son élection. En Basse-Autriche la situation était différente, car les états n'avaient pas refusé l'hommage à l'archiduc Ferdinand de Styrie, et, comme celui-ci était respectueux de la légalité, il n'appliqua jamais la *Verwirkungstheorie*. Les membres des états restaient libres en matière confessionnelle : en 1647, 37 % des chefs de familles nobles (chevaliers et seigneurs) appartenaient encore à la confession d'Augsbourg; quant aux paysans ils ne disposaient pas de la liberté confessionnelle; pourtant la présence de seigneurs luthériens rendait difficile leur conversion au catholicisme. Dans le *Waldviertel*, en 1654, on comptait encore 22 000 luthériens pour 70 000 catholiques, et beaucoup, parmi ces derniers, n'étaient convertis que du bout des lèvres; en effet ils fréquentaient bien les églises catholiques mais ne s'approchaient pas des sacrements. A Vienne même, le prince évêque Breuner estimait, dans un rapport de 1646, que la ville comptait encore 25 000 non-catholiques sur une population totale de 150 000 âmes, soit 16 % [142] et il est bien évident qu'il ne s'agissait pas seulement d'agents des princes protestants, voire de marchands grecs, serbes, ou arméniens, de religion grecque ou orthodoxe. Et si en Bohême les membres des états avaient dû, conformément à la patente de 1629, se convertir au catholicisme ou émigrer, bien des paysans, en particulier dans les régions frontalières, étaient demeurés protestants.

Dans les années qui suivirent la paix de Westphalie, l'empereur Ferdinand III entreprit une action d'envergure pour achever l'œuvre de Contre-Réforme. Celle-ci revêtait un double aspect : d'abord convertir, puis consolider les positions du catholicisme. Il associa les États aux diverses étapes de cette action.

En Bohême la situation politico-religieuse était relativement simple et les états furent invités à collaborer à l'œuvre de restauration catholique. L'Empereur ouvrit le feu avec la *Proposition* pour la session de 1651. Le premier article stipulait : « Tout un chacun doit appartenir à la religion catholique, aucun non-catholique ne doit être souffert et dans chaque localité la cure doit être occupée [143]. » Les deux premiers points de ce programme furent réalisés assez rapidement au détriment de la reconstruction économique [144]; l'immense majorité des sujets protestants quitta le pays, qui fut ainsi peuplé exclusivement de catholiques [145], du moins en principe, car le mouvement d'émigration, s'il fut complet, dura bien plus longtemps qu'on ne l'imagine généralement; en 1676 le discours politique prononcé à l'occasion de l'ouverture de la session de 1677 a été une « consolation pour les états qui approuvent l'intention de Sa Majesté de chasser les derniers sujets non-catholiques qui habitent encore dans les régions frontalières ». Les conclusions de cette même session rappellent aux seigneurs l'obligation où ils se trouvent d'appliquer les patentes générales concernant la *Réformation*, c'est-à-dire

141. Voir à ce sujet l'excellent travail, malheureusement inédit, de Kurt PIRINGER : *Ferdinand III. Katholische Restauration*. Dissertation dactylographiée, Vienne, 1950. BNA 826/840 C. Ferdinand II avait banni de Basse-Autriche, en 1627, tous les prédicateurs protestants et, en 1630, favorisé la formation d'une *Generalreformationkommission* qui avait pour but la conversion de tous les non-catholiques. En 1638 Ferdinand III publiait une *Reformation patent*.

142. Kurt PIRINGER, *op. cit.*

143. *Theatrum Europaeum*, t. VI, p. 173-174, Prague. 24 octobre 1650.

144. Voir *infra*, liv. I, chap. IV.

145. Dans cette analyse nous ne tenons pas compte de l'importante communauté juive de Prague, qui fut protégée par les autorités royales.

la Contre-Réforme [146]. Il y avait discordance entre les grands principes professés dans la salle des États [147] et le souci d'intérêts économiques bien compris. Il est possible que les seigneurs visés aient été des gentilshommes ne paraissant jamais à la diète. Le trait est tout de même révélateur : l'autorité royale n'était que médiocrement respectée même dans un domaine qui tenait particulièrement à cœur à l'Empereur et elle ne pouvait l'être que si les états assuraient leur concours dans l'application de la loi. Là encore peut-on parler d'*absolutisme* au sens français du terme ?

En Autriche la réalisation de ce programme était encore beaucoup plus compliquée puisque la noblesse de Basse-Autriche avait conservé la liberté du culte. Une patente du 13 avril 1651 rappelle les dispositions de textes antérieurs (patentes générales de 1634, 1638, 1645) paralysant la pratique du culte luthérien pour les paysans : il était interdit aux non-catholiques d'aller à l'étranger (c'est-à-dire dans les villes hongroises toutes proches, Sopron et Presbourg) pour pratiquer leur religion, de manger de la viande les jours d'abstinence prescrits par l'Église romaine, de lire des livres non-catholiques (qui n'avaient pas reçu l'approbation de la censure) d'introduire et d'héberger des prédicateurs protestants [148]. Les premières mesures avaient pour but d'étouffer toute vie spirituelle des luthériens qui, dépourvus de prédication, de lectures, étaient également privés de sacrements, sans être pour autant obligés de se convertir au catholicisme. Mais l'année suivante l'Empereur créait une commission générale de réforme, dont le but avoué était d'obtenir la conversion des sujets non-catholiques. La patente de 1652 ferme pratiquement les frontières du pays, les sujets ne pouvant se déplacer qu'avec un passeport délivré par les autorités locales. Dans chaque localité la commission envoie des religieux qui ont pour but d'informer, c'est-à-dire de convertir par persuasion. Leur séjour durera six semaines, au bout desquelles les luthériens pourront ou se convertir ou demander un délai de réflexion ou émigrer. A Dürnstein, par exemple, sur 55 luthériens, 34 se convertissent, 5 sollicitèrent un délai de réflexion, et 7 autres l'autorisation d'émigrer, 9 étant considérée comme indéterminés [149].

Ces mesures provoquèrent une réaction de la noblesse luthérienne à l'intérieur de la diète. Celle-ci n'avait pas le droit de former des états protestants, mais elle réagit à l'intérieur de chaque ordre, car elle redoutait en particulier l'émigration de ses paysans. Cette perspective n'inquiétait d'ailleurs pas les seuls seigneurs luthériens, car en Autriche comme en Bohême, tout propriétaire foncier, conscient de ses intérêts matériels craignait de voir s'en aller la population active et de se retrouver devant des maisons et des tenures désertes. C'est pourquoi la session de 1652 fut particulièrement orageuse, mais Ferdinand III demeura ferme [150].

Les seigneurs luthériens se le tinrent pour dit et, à partir de 1653, tout le monde reprit les schémas traditionnels pour discuter le montant de la contribution : malheur des temps, appauvrissement du pays, conséquences de la guerre. Cette argumentation,

146. SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1677-94, 1677. « Von denen etwa noch uncatholischen Unterthanen. »

147. « ... in denen von Gott Ihro anvertrauten Erbköönigreich und Landen / die Ehre des Allerhöchsten befördert / und die Reinigkeit des alleinseeligmachenden Römischen catholischen Glaubens / so ein fundamental Gesetz dieses dero Erb-Königreichs-Böheimb ist / erhalten und stabiliret werde », SÚA Prague, *ibidem*.

148. Patente religieuse de Ferdinand III. Vienne, 3 avril 1651. *Codex Austriacus*, t. II, p. 147-166, ainsi que *Theatrum Europaeum*, t. VII, p. 27, dont le commentaire est significatif : « Denen uncatholischen wird in Ober und Unter-Österreich das Exercitium Religionis auf gewisse Mass gehemmet ausgenommen Herrn und Ritterstandspersonen so in dem Münsterischen Frieden-Schluss verfasst. »

149. Kurt PIRINGER, *op. cit.*

150. Pour les détails de la négociation voir PIRINGER, *op. cit.* D'après Otto BRUNNER, *op. cit.* p. 54, la diète comptait cette année-là (1652) 72 familles nobles luthériennes, qui représentaient 154 chevaliers et 76 gentilshommes.

qui n'était pas dépourvue de fondements, doit cependant être examinée avec beaucoup de sens critique, dans la mesure où elle est stéréotypée [151].

Les seigneurs luthériens n'en représentaient pas moins une force politique et religieuse, qui compliquait la tâche de la Maison d'Autriche, car même dans les plus grandes familles comme les Auersperg, les Puchheim, les Starhemberg [152], les Herberstein [153], on rencontrait encore des luthériens, tel ce Léopold-Christophe, baron Herberstein, décédé le 13 novembre 1667, qui fit pour 300 florins de legs aux pasteurs et aux écoles protestantes de Presbourg. Ces grands seigneurs, qui refusaient de se convertir et se privaient par là même de tout emploi important à la Cour, constituaient des noyaux de résistance passive à l'œuvre de Contre-Réforme voulue par le gouvernement impérial. Ils maintenaient en particulier un certain protestantisme clandestin parmi leurs paysans. En 1690 l'administrateur de la seigneurie était accusé de réunir les paysans pour leur lire des ouvrages luthériens, tandis qu'en 1694 les Auersperg employaient encore des domestiques protestants [154].

Pour des raisons différentes le mouvement de conversion fut aussi lent en Autriche qu'en Bohême, puisqu'une enquête de 1675 révélait l'existence de 354 chefs de famille luthériens sur toute l'étendue de la Basse-Autriche, dont 242 dans le seul Wienerwald [155].

Le troisième point du programme de 1651 était encore plus malaisé à obtenir, bien que sa réalisation fût essentielle pour la consolidation des premiers résultats. Pourtant, dans tous les pays de la Monarchie, il était indispensable de réinstaller un pasteur dans chaque paroisse, pour fortifier les sentiments des nouveaux convertis, comme pour développer ceux des catholiques plus anciens. Il fallait donc installer ou réinstaller des prêtres susceptibles de mener une action quotidienne en administrant les sacrements, en célébrant régulièrement la messe et en instruisant les fidèles, bref en appliquant les directives du Concile de Trente. Si ces exigences nous paraissent légitimes, elles n'en ont pas moins été satisfaites avec beaucoup de peine, les membres du clergé catholique gardant fréquemment une mentalité de bénéficiaires peu soucieux des progrès spirituels de leurs ouailles. En 1678 le nonce Buonvisi se plaignait des négligences graves du clergé viennois à l'égard du Saint-Sacrement, qu'il explique par la mauvaise organisation de la vie pastorale dans la capitale : « dans tout Vienne, y compris ses vastes faubourgs qui, semble-t-il, compte environ 160 000 âmes », il n'y a que 3 paroisses, « celles de la Cathédrale, des Bénédictins et des Barnabites », à laquelle il faut ajouter une nouvelle « dans le faubourg, au-delà du Danube [156] ». Le nonce en conclut logiquement qu'il faudrait augmenter le nombre des paroisses, puisque les nombreux prêtres qui habitent Vienne se font payer pour leurs services pendant la nuit.

En fait une paroisse ne pouvait conserver de pasteur que si elle avait des ressources suffisantes pour lui assurer une existence convenable, très supérieure à celle des paysans et comparable à celle d'un gentilhomme. Ce n'était pas uniquement une question de bien-être pour le pasteur, mais essentiellement une question de prestige auprès des populations. Des paroisses mal dotées ne gardaient pas des prêtres instruits et si le curé voulait percevoir le casuel (*Stolageld*) il perdait aussitôt la confiance des nouveaux convertis. La véritable solution était la dotation de la paroisse en biens fonciers et surtout la récupération des dîmes, les uns et les autres ayant été usurpés au XVI^e siècle

151. Voir *infra*, liv. II, p. 281-286.

152. O. BRUNNER, *op. cit.*, p. 54.

153. HHStA Vienne, ÖLMA, *Testamente*, Karton 12. Le testament H.68 concerne Léopold-Christophe Freiherr Herberstein.

154. O. BRUNNER, *op. cit.*, *loc. cit.*

155. Kurt PIRINGER, *op. cit.*

156. Rapport de nonciature, Vienne 19 décembre 1678. Édition Levinson, A.Ö.G. 106, p. 716-717.

et rarement restitués par les seigneurs laïcs, même lorsqu'ils étaient redevenus catholiques fervents. Même la Maison d'Autriche était impuissante à résoudre rapidement et efficacement ce problème économique qui nous paraît néanmoins essentiel : ainsi Ferdinand II réinstalla un curé à Hollabrunn en 1625, dont le successeur ne récupéra la totalité des biens de la paroisse qu'en 1660 [157]. Et la mauvaise volonté des ordres catholiques à restituer les biens du clergé est un phénomène général dans les états personnels de l'Empereur. Voici le rapport des commissaires nommés par les états de Bohême pour enquêter sur la réédification des paroisses abandonnées. Sur 77 personnes interrogées en 1667-1668, 50 n'ont pas répondu du tout, 21 ont répondu que l'affaire suivait son cours auprès des autorités compétentes (la commission de l'archevêché et 3 seigneurs seulement avaient rétabli 6 paroisses en tout) [158]. Le prince Lobkowitz, pourtant peu suspect de cléricalisme [159] en a, pour sa part, réédifié quatre, dont celle de Lobkovic, et celle de Roudnice. Les deux autres seigneurs conscients de leurs obligations étaient le comte Černin et le grand prieur de l'Ordre de Malte. Ils étaient l'exception, il faut bien le dire. Parmi ceux qui ont manifesté une superbe indifférence à l'égard d'un aspect essentiel de la reconstruction religieuse, on ne remarque pas seulement de grands seigneurs dévots comme le prince Jean-Adolphe Schwarzenberg ou le comte Ignace Sternberg, ou des richissimes comme les Liechtenstein, ou les Eggenberg, mais aussi la Chambre de Bohême qui aurait dû avoir à cœur d'appliquer la politique du souverain, mais surtout des ordres religieux. Passe encore pour le chapitre de la cathédrale de Prague ou les chanoines du couvent de Saint-Georges à Prague, on peut admettre que ce sont des nantis peu soucieux des besoins spirituels du peuple des campagnes, mais les dominicains et le recteur des jésuites de Glattau eux-mêmes n'ont pas daigné répondre à la commission d'enquête [160].

Cela prouve, à notre avis, que très peu de gens se souciaient alors d'une action en profondeur dans les masses paysannes et que même les ordres religieux avaient rarement le goût de l'apostolat chez les humbles. Le clergé, recruté dans les milieux aisés ou fortunés, n'avait point d'idéal de pauvreté et en Bohême comme en Autriche, les moines préféraient la sainte discipline de leur couvent à la liberté accompagnée de soupes claires [161]. C'est pourquoi l'action des capucins comme le père E. Sinelli n'en apparaît que plus méritoire.

Dans cette perspective l'échec des mesures prises par l'Empereur, conjointement avec la diète de Bohême s'explique aisément. Il institua une commission d'enquête « pour savoir quels « habitants » (c'est-à-dire membres des états et ordres) « détenaient illégalement les dîmes et autres biens appartenant à des fondations pieuses et les amener à une restitution effective, tout ceci étant en contravention avec les avertissements de la dernière diète [162] ». Son but était donc clair, obtenir la restitution des biens d'Église usurpés par les membres des états, afin de rétablir les paroisses abandonnées, en assurant une existence matérielle convenable aux pasteurs. Créée en 1651, cette commis-

157. Kurt PIRINGER, *op. cit.*

158. « Specification welchen HH Inwohnern wegen bestellung der Öden und wüsten Pfarren Zugeschrieben worden und welche darauff geantwortet. » Prague, 11 mars 1669. SÚA Prague, *Staré Manipulacé*, L34, liasse 1669.

159. Le prince Wenceslas Lobkowitz avait déclaré une fois à Pufendorf : « er sei inter tot mancipia Jesuitarum solus der kein Pfaffenknecht » E. PUFENDORF, *Tagebuch*, HHStA Vienne, W.643, f° 109, et une autre fois il lui confia : « li preti mangiono i morti e schiavono li vivi ». *Ibidem*, f° 502. Sur la carrière de Lobkowitz, voir *infra*, chap. I.

160. Spécification, du 11 mars 1669. *Ibidem*.

161. Kurt PIRINGER, *op. cit.*, p. 50.

162. « Alle die ienige Inwohner / so ungeachtet / Krafft des fertigen Landtagschlusses beschener Ermahnung / der Geistlichkeit / und denen Pfarren die schuldige Decimen, oder was ihnen sonsten / Vermög der geistlichen Stiftungen zugehöret / etwa ungebührlich / vorenthalten... zu wirklichen entrichtung compelliret werden sollen... » SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1658-1676, diète 1664, « von Einrichtung der Collaturen und Pfarren ».

sion était composée de membres du clergé nommés pour deux ans. L'article I de la diète traitait des bénéfices et des paroisses (*von denen Collaturen und Pfarren*) et régulièrement la diète votait un crédit spécial de 1 000 florins pour défrayer les commissaires [163]. De 1660 à 1700, on retrouve chaque année, sans exception, cet article qui prouve que la question n'était pas réglée et devenait pure routine. Doit-on prendre pour un constat de faillite la déclaration faite en 1697 par l'archevêque de Prague, comte Breuner ? Il se déclarait en effet prêt à mettre une certaine somme à la disposition du clergé, mais pensait que l'essentiel était de récupérer les biens fonciers [164], 45 ans après les premières mesures prises par la diète et 77 ans après la victoire de la Montagne Blanche. En fait on demandait aux usurpateurs de restituer eux-mêmes les biens qu'ils s'étaient octroyés, alors que les aristocrates ne croyaient guère à la nécessité d'une pastorale renouvelée.

Le clergé bohême avait failli trouver une solution dans les années 80. En 1677 la commission rappelait la nécessité de pourvoir en pasteurs les paroisses abandonnées; au cas où les revenus seraient insuffisants il faudrait adopter la solution préconisée par la congrégation de la propagande : utiliser le produit des gabelles, car depuis le rapport du 11 mars 1669, il n'y avait plus rien à attendre des seigneurs eux-mêmes. Certains usurpateurs de biens d'Église avaient répondu qu'il était impossible de rétablir la paroisse par manque de moyens matériels [165]. Un tel cynisme n'autorisait aucun espoir et les états, à la fois juge et partie, adoptèrent volontiers cette solution qui pourrait satisfaire leur conscience aux frais du fisc royal, les gabelles (*Salzgeldern*) étant partie intégrante des revenus ordinaires du roi (*Regalia*). C'est pourquoi ils nommèrent une commission d'étude « pour recueillir les informations supplémentaires indispensables et donner le plus vite possible leur avis sur la question [166] ».

La commission confirmait les évêques de Litoměřice et Hradec Kralove, elle était présidée par Jean-Frédéric comte Wallenstein, archevêque de Prague. En 1681 la commission présenta ses conclusions : on pourrait utiliser le fonds spécial établi pour créer de nouveaux évêchés et alimenté par une partie du produit des gabelles. Solution boîteuse consistant à lutter contre un sous-encadrement au détriment d'un autre sous-encadrement. Les états adoptèrent ce rapport et demandèrent l'approbation de l'Empereur [167]. La diète de 1682 enregistra avec satisfaction l'accord de l'Empereur et surtout celui du pape Innocent XI qui approuva l'utilisation des fonds destinés à l'érection de plusieurs évêchés. Elle nomma aussitôt une commission chargée d'une visite détaillée, qui étudierait les situations particulières, *cas par cas* [168].

A ce moment, l'Église catholique a joué de malheur, car la reprise de la guerre ouverte avec les Ottomans devait mobiliser à d'autres fins les ressources de la Monar-

163. Ainsi, en 1672, 1 000 florins ont été accordés à la commission pour sa tournée d'inspection dans le Schlauer Kreis, SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1658-1676, 1672, « Von denen Collaturen und Pfarren ». En 1675 la commission continuera ses travaux « auf der Stände Unkosten ». *Ibidem*, Karton 1658-1676, 1675.

164. SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1694-1708, diète 1697, « Von denen Collaturen und Pfarren ».

165. « Gutachtlicher Bericht / so von denen Pfarr und Collaturen Commissarien an die Versamblte Herrn Stände erstattet worden », Prague, 11 mars 1669. SÚA Prague, *Staré Manipulací*, L.34, Karton 1667-1669, liasse 1669. Pour les résultats statistiques voir *infra*, notes 162 et 164.

166. « Sich mehrers nottünftig zu informiren... und darüber ihre Meinung ehist möglich zu eröffnen », SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1677-1694, diète 1677, « Von denen Collaturen und Pfarren ».

167. SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1677-94, diète 1681, « Von denen Collaturen und Pfarren ».

168. SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1677-94, diète 1682, « Von Einrichtung der Collaturen und Pfarren ».

chie en général et de l'Église catholique en particulier [169], puisque le pape Innocent XI autorisa des levées extraordinaires sur les biens du clergé des pays héréditaires, favorisant ainsi l'effort de guerre contre les Turcs, contribuant au salut de Vienne et à la libération de la Hongrie. Optant pour une tâche plus urgente, le Saint-Siège renonçait provisoirement à l'action pastorale. En 1688 la diète renouvelait la commission d'enquête instituée en 1682, en attendant que les fonds attribués à la dotation des paroisses puissent être débloqués, c'est-à-dire en attendant la paix avec le Turc [170]. Par conséquent une tentative de solution du problème avait échoué par suite de circonstances indépendantes de la volonté du Saint-Siège.

Il n'en demeure pas moins que l'action des états dans toute cette affaire avait été, pour le moins, dépourvue d'efficacité. Ils s'étaient montré peu empressés à mettre en pratique des principes qu'ils feignaient de partager avec la Maison d'Autriche : « combattre pour l'honneur du Très Haut et maintenir la pureté de la foi catholique romaine [171] », dès l'instant qu'il s'agissait de restituer des biens d'Église. A la fois juge et partie, la diète défendait efficacement les intérêts matériels de ses membres et sur ce point précis on voit comment l'autorité du souverain était battue en brèche : un demi-siècle de commissions n'avait abouti à rien et Joseph II se retrouvera placé, à la fin du XVIII^e siècle, devant le même problème de sous-administration des paroisses et de sous-encadrement des masses paysannes [172].

Enfin la compétence des assemblées d'États s'étendait à la *vie économique*, aussi bien à la production qu'aux échanges.

c. Compétence économique.

La mentalité des ordres est foncièrement *protectionniste*, afin de favoriser la production locale et par conséquent le profit d'une partie de ses membres. C'était le cas, par exemple, pour la vigne en Basse-Autriche. Ce pays était devenu gros producteur de vins, dont la qualité était appréciée même par des voyageurs français [173]. La culture de la vigne assurait de substantiels profits aux paysans comme aux seigneurs mais ce phénomène n'est pas propre à la Basse-Autriche : Hongrois et Croates développent leur vignoble au XVI^e siècle [174] et représentent ainsi une sérieuse concurrence pour les vins autrichiens, tant à Vienne que dans l'Empire et en Pologne. C'est pourquoi les villes de Basse-Autriche, en 1655, en présence d'une crise de surproduction, critiquaient les importations de vins hongrois [175] et les réclamations des états ont fini par aboutir à la prohibition pure et simple des vins hongrois, auxquels la diète interdisait même le transit par voie fluviale, afin d'empêcher la concurrence dans l'Empire [176].

169. Voir *infra*, liv. II, chap. v : « L'aide extérieure ».

170. « Die von dem päpstlichen Stuhl darzu gewidmete / der Zeit aber pro necessitatibus publicis und zu Beschützung des Ganzen Christen woensens angewendete Geld-Mittel. » SÜA Prague, *Artikulieré Sněmovní*, Karton 1677-1694, 1688, « Von denen Collaturen und Pfarren ».

171. « ... Die Ehre des Allerhöchsten befördert / und die Reinigkeit des alleinseeligmachenden Römischen Catholischen Glaubens... erhalten werde. » SÜA Prague, *Artikulieré Sněmovní*, Karton 1677-1694, 1677. « Von denen etwa noch uncatholischen Unterthanen ».

172. H. HANTSCH, *op. cit.*, t. II, p. 237-238.

173. « Les fruits et les melons y sont (en Autriche) presque aussi bons qu'en Italie et les vins aussi agréables, mais infiniment plus forts. » Charles PATIN, *Relations historiques... de voyages*. Amsterdam, 1695, p. 27. Sur la production viticole en Basse-Autriche, voir *infra*, chap. iv, p. 163.

174. Voir Z.S.P. PACH, *Die Ungarische Agrarentwicklung im 16-17 Jahrhundert*, Budapest, 1964.

175. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 43, 1655. « Deren von Wien wie auch der andern mitleidenden Stätt und Märckht, alss gesambten vierten Standt, gehorsambes Votum. »

176. Voir *Gravamina* de la diète hongroise, 1655-1659. Voir aussi *Stände Erklärung* de Basse-Autriche (21 juillet 1670), pt 8 : ne pas gêner les États dans la répression de la contrebande de vin hongrois, mais appliquer les dispositions de 1649. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 47, 1670.

Les états de Styrie menaient la même politique à l'égard du bœuf hongrois, pour des raisons analogues : les états de Styrie n'étaient guère favorables à l'exportation du bétail hongrois vers l'Italie où il pouvait concurrencer leurs propres exportations [177]. Par conséquent les grands propriétaires fonciers utilisent la diète pour défendre leurs intérêts économiques, en fermant le plus possible le pays au grand commerce.

En Bohême tout le monde semblait reconnaître l'utilité, voire la nécessité, du commerce international et bien des gens souhaitaient le développement des exportations vers l'Allemagne [178]. Mais l'accroissement du volume des échanges impliquait la mise en état des voies de communication et là encore la politique des états n'aboutit à rien. Il faut d'ailleurs distinguer les routes des voies fluviales, toutes riches de virtualités, toutes dans un état fort médiocre.

Les routes étaient propriété privée des seigneurs qui, théoriquement, percevaient des péages pour entretenir ces chemins. Or, dans la seconde moitié du siècle, les propriétaires des péages (*Mauthgerechtigkeit*) percevaient les droits et oubliaient d'entretenir les chemins. Non seulement ces péages nombreux (il en existait encore 700 à la fin du XVIII^e siècle) augmentaient les frais de transport, mais ils ne servaient même pas à l'entretien du réseau routier, les membres des états ayant, là encore, détourné à leur profit des revenus destinés au service de la communauté. Bien mieux, ces routes étaient infestées de brigands dans les régions boisées [179] et en dépit de mesures énergiques, il ne semble pas que le mal ait été enrayer avant 1680. Quant aux routes, il ne semble pas que les menaces proférées par la diète aient eu beaucoup plus d'effets que les commissions d'enquête dans le domaine des biens d'Église. En effet, dès 1660, les membres des états étaient invités « à faire réparer les chemins situés sur leurs terres, sous peine de perdre leurs péages [180] », formule bientôt stéréotypée, qui ne semblait guère impressionner les intéressés, car ces menaces sont répétées en 1664, 1665, 1666, 1668, 1669, 1671, 1672, 1674, 1676, 1682. En 1676 les propriétaires étaient invités à élargir les routes, conformément aux normes traditionnelles, pour faire droit aux requêtes des marchands de bestiaux de Nuremberg et de Breslau [181].

A partir de 1689 la diète rappelle chaque année la nécessité d'entretenir les routes, cependant à partir de 1689 l'inspection n'en est plus confiée à une commission des états, qui avait été instituée en 1666 [182], mais laissée à la diligence du Conseil de lieutenant, c'est-à-dire aux autorités royales, responsables par ailleurs des mouvements de troupes en Bohême. Comme pour l'érection des paroisses il avait fallu trouver un remède à la carence des états et comme dans le cas précédent, la solution de rechange n'avait guère été concluante, puisqu'en 1699 Bořek déplorait « que l'on n'eût pas encore

177. « L'ambassadeur de l'Empereur a été appelé cette semaine en collège pour entendre onze plaintes de la République contre les ministres et le gouvernement de l'Empereur, qui troublent les confins et le commerce, la Chambre de Graz aiant deffendu le passage des boeufs dans les États de la République qui, pendant que la guerre était en Hongrie et en Croatie, eut recours à la France. » Dépêche de M. de Béziers au roi, Venise, 28 juillet 1668. A.E. Paris, C.P. Venise, vol. 83, f^o 164-165.

178. Voir par exemple les propositions du colonel A. Borri, du 14 septembre 1638, pour développer le commerce et les revenus des douanes. HKA Vienne, *Verschiedene Vorschläge* 2/53. La diète se soucie également des progrès du commerce. SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1658-76, diète 1661, « Wegen besserung der Weg und Strassen ».

179. SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1658-1676, diète 1666. « Von Ausrottung des Strassenrauber und zu dem Ende Gethaner Verwilligung. » Il fallut renouveler le crédit en 1677, car 2 000 florins avaient déjà été payés aux dénonciateurs. *Ibidem*. Karton 1677-1693, 1677.

180. « ... Die Wege auff ihren Gründen / bey verlust der Mauth Gerechtigkeiten verbessern zu lassen... » SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1658-1676, diète 1663. « Wegen Besserung der Weg und Strassen. »

181. *Ibidem*, diète 1676, « Wegen Besserung der Weg und Strassen ».

182. « ... solches so dann die zu der vorhabenden General Visitation verordnenden Commissarien fleissig beobachten. » *Ibidem*, diète 1666. « Wegen Besserung der Weg und Strassen. »

obtenu cette nécessaire amélioration des routes et chemins à Prague et aux environs, sans parler du plat pays [183]. »

L'amélioration des *voies fluviales* n'aboutit pas davantage. Dès le Moyen Âge on avait songé à régulariser le cours de la Vltava et de l'Elbe. En 1586 l'idée fut reprise par la diète de Bohême, qui s'était remise au travail; elle avait nommé des commissions, entamé des négociations avec les princes étrangers et organisé des voyages d'essai sur la Vltava. Nous avons vu qu'en 1638 A. Borri avait proposé d'améliorer la navigation sur les principaux fleuves de Bohême et Ferdinand III, favorable en principe au projet, le renvoya pour étude devant la Chancellerie de Bohême [184] et cette étude n'aboutit pas plus que les autres; à la fin du XVII^e siècle, la question n'avait fait aucun progrès décisif car les états ne voulaient pas assurer les charges financières de l'entreprise et l'Empereur n'en avait pas les moyens [185]. C'est pourquoi, au moment de la paix générale, en 1699, Bořek crut opportun de relancer le projet, dont la réalisation eût indiscutablement favorisé l'expansion de la production en Bohême, dans un temps où l'essentiel des transports de marchandises se faisait par voie d'eau [186].

L'échec des *grands travaux sur le Danube* est moins imputable à la ladrerie des états de Basse-Autriche qu'aux difficultés techniques sérieuses, que les ingénieurs du XVII^e siècle ne furent capables de surmonter. Pourtant la régularisation du bras du Danube, appelé encore aujourd'hui *Donaukanal*, avait une grande importance pour le ravitaillement et la sécurité de Vienne. Au XVI^e siècle, les travaux de l'ingénieur bavaois H. Gasteiger avaient rendu navigable le bras du Danube, mais au début du XVII^e siècle le baron Hoyos fit entreprendre de grands travaux en amont de Vienne, qui se révélèrent si coûteux que le gouvernement de Basse-Autriche dut faire appel à l'aide financière des états : en 1604 ceux-ci accordaient 5 000 florins, 10 000 florins en 1614, 10 000 florins également en 1615 et 5 000 florins en 1617. La guerre de Trente Ans ralentit les travaux et la crue de 1647 emporta presque tous les ouvrages existants, si bien que les navires ne pouvaient plus pénétrer dans le canal. En 1665 de grands travaux se révélèrent nécessaires et le gouvernement les confia à Simon-Pierre Langsteger [187] qui entreprit une digue à Nussdorf. C'est alors que naquit le conflit avec la diète, celle-ci prétendant que le financement devait être assuré par la Chambre des Comptes, avec le produit des douanes (revenus « ordinaires » du souverain). Une fois de plus une assemblée d'États manifestait sa mauvaise volonté. Régulièrement l'Empereur demanda des crédits variant de 5 000 à 15 000 florins pour les travaux de Nussdorf (régulation) et de Tulln (digue contre les inondations) et tout aussi régulièrement la diète répondit en accordant un forfait pour les dépenses civiles. Ce fut le cas en 1668, 1671, 1675, 1676. En 1677 la demande du gouvernement fut incorporée à celle concernant les dépenses civiles et renouvelée chaque année jusqu'à 1685, sauf en 1680 et 1681, où les dépenses de réarmement d'une part, les allègements consécutifs à la peste de 1679 d'autre part, ne permettaient guère de consacrer de l'argent aux travaux publics, moins urgents [188].

Malgré ces dépenses, les travaux dirigés par Langsteger n'eurent pas les résultats escomptés. Une commission eut à choisir entre divers projets et finalement se décida pour celui du même Langsteger. Les travaux durèrent une trentaine d'années, mais en

183. « ... dass diese hochnötige Weg und Strassen Besserung auch in und um Prag selbst leider noch nicht, geschweigend auf den weg abgelegenen flachen Land erreicht worden. » Mémoire de Bořek, cité par A. F. PRIBRAM, *Das böhmische Commerzcollegium*, Prague, 1898, p. 38.

184. Projet d'A. Borri, approuvé par l'Empereur, sur proposition de la Chambre des Comptes, *In audientia*, Prague le 11 septembre 1638. HKA Vienne, *Verschiedene Vorschläge* 2/53.

185. A. F. PRIBRAM, *Das böhmische Commerzcollegium*, p. 39.

186. BOŘEK, *Gutachten in materia commerciorum und des Elbnavigii*, SÚA Prague, *Bořekiana*, t. VII, p. 193-199.

187. Victor THIEL, *op. cit.*, p. 119-162.

188. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 47 à 51.

1714 le « canal » n'était toujours pas navigable en période de décrue [189]. Les demandes de crédits furent renouvelées de 1686 à 1689, puis furent interrompues pendant la guerre sur les deux fronts et les travaux ne semblent avoir repris qu'en 1700, où l'Empereur demanda à nouveau 15 000 florins [190], mais les états continuèrent à faire la sourde oreille.

Que conclure de cette lamentable histoire ? Qu'en Autriche comme en Bohême les états, dans la seconde moitié du xvi^e siècle, étaient beaucoup plus disposés à faire des investissements productifs qu'un siècle plus tard. Qu'inversement, au xvii^e siècle, les états et les ordres étaient tournés vers le profit immédiat. Cette attitude est tout de même révélatrice d'une mentalité, car le comportement des états ne peut s'expliquer uniquement par les malheurs du temps, ni par la charge fiscale (la plupart du temps les impôts votés par les seigneurs étaient payés par les paysans), mais le caractère routinier et borné de l'administration des états, qui visent avant tout à défendre leurs intérêts matériels immédiats, sans tenir compte ni des principes (dans la question des paroisses), ni de l'intérêt général (dans la question des voies de communication). Dans toutes ces négociations le gouvernement de Vienne apparaît à la fois plus « éclairé » et moins pourvu de moyens que les états et, à travers eux, que les grands seigneurs du *Herrenstand* et du *Praelatenstand* qui dirigeaient en fait les assemblées d'États. Ces dernières disposaient donc d'un pouvoir réel, d'autant plus efficace qu'elles avaient, comme le souverain, une administration propre à leur disposition.

C. L'ADMINISTRATION DÉPENDANT DES ASSEMBLÉES D'ÉTATS.

Dans cette analyse nous laisserons, une fois de plus, de côté l'État hongrois, où l'administration dépendait davantage des ordres que des autorités royales [191] et nous essaierons de montrer comment les assemblées d'États pouvaient agir en dehors des sessions, par le biais d'organes échappant au contrôle des autorités impériales. Il nous faudra d'ailleurs faire encore une différence entre pays tchèques et pays allemands, ces derniers ayant conservé des prérogatives beaucoup plus importantes. Néanmoins il existait partout des commissaires élus par l'assemblée et des officiers des états chargés du travail administratif.

a. Les commissions élues.

Très tôt, dans l'histoire des assemblées d'États, le besoin d'une délégation permanente s'était fait sentir, à la fois pour maintenir une permanence entre les sessions et pour contrôler la levée de la contribution votée par l'assemblée. Pour Mensi une telle évolution était « dans la nature des choses [192] » et donna naissance aux *commissaires des états* (*die Landschaftsverordneten*) qui apparaissent en Styrie comme en Basse-Autriche dès le début du xvi^e siècle.

En Styrie, les commissaires étaient à l'origine au nombre de quatre, élus pour quatre ans parmi le clergé, l'ordre des seigneurs (*Herrenstand*) et celui des chevaliers ou simples gentilshommes (*Landleute*). Au cours du xvi^e siècle ils passèrent à cinq et furent

189. Victor THIEL, *op. cit.*

190. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 52 à 55.

191. Nous renvoyons, une fois pour toutes, à Gy. EMBER, *Az ujkori magyar közigazgatás története*, chap. v, « A rendi hivatalok », p. 517-590 et à notre travail sur *Les Doléances de la diète hongroise*, p. 61-71.

192. « Es liegt in der Natur der Sache dass der Landtag zur Durchführung seiner Beschlüsse über Steuer und Aufgebots Bewilligung eigener Verwaltungsorgane bedurfte. » Franz VON MENSI, *Geschichte der direkten Steuern in Steiermark*, Graz, 1910, p. 52.

alors renouvelés un par un, à raison d'un commissaire nouveau tous les ans. Le plus ancien assumait la présidence de la commission[193] qui était l'organe *exécutif* des états, totalement indépendant des autorités princières.

En Basse-Autriche, les commissaires étaient au nombre de six, chaque ordre (clergé, chevaliers, seigneurs) élisant deux représentants. A l'origine la durée du mandat était d'un an[194] mais elle fut prolongée pour assurer une certaine continuité. La commission fut réorganisée par l'ordonnance de 1627, qui élimina la représentation des protestants en tant que tels[195] et ne toléra leur présence qu'à titre individuel. Bien qu'ils fussent membres des ordres, les commissaires étaient substantiellement rétribués, ce qui montre l'importance du travail qu'ils fournissaient. Ils recevaient chacun 3 000 florins par an[196], traitement considérable puisqu'à la même époque un conseiller d'État ne recevait que 1 200 florins, et d'autant plus intéressant qu'il semble avoir été régulièrement versé.

La tâche des commissaires est essentiellement financière, même si ceux-ci « avaient à représenter les états dans tous les domaines[197]. » Ils répartissaient les contributions entre les membres des états, rédigeaient la patente fiscale (*die Ausschreibungspatente*)[198] et les feuilles d'impôt individuelles (*das Steuerbrief*)[199]; ils avaient donc à tenir à jour les rôles de l'impôt (*das Gültbuch*). Ils liquidait tous les comptes, qu'ils présentaient sous forme d'un rapport annuel d'activité, au début de la session de la diète, c'était la *Landtagsrelation*.

Administrateurs, les commissaires étaient aussi juges, car ils étaient chargés du contentieux en matière fiscale; ils recevaient toutes les plaintes des états en matière d'impôt, mais toute décision controversée pouvait être évoquée en appel, en session plénière de la diète. Enfin, ils étaient chargés de faire rentrer les arrérages et d'introduire les procédures de saisie (*Exekutionswege*) contre les états négligent, insolubles ou récalcitrants [200].

En Basse-Autriche, il existait, à côté des commissaires, un Bureau de la diète (*Ständischer Ausschuss*) qui apparaît, lui aussi, au début du xvi^e siècle et s'occupait d'affaires moins pressantes que les questions financières. Le Bureau préparait les travaux de la session et rédigeait les rapports destinés à la diète. Il était composé de membres des trois ordres[201], mais dans les actes de la diète postérieure à 1650 on distingue mal le Bureau des commissaires des états, car ils signaient conjointement les rapports, ainsi le rapport rédigé en fin de session, après la clôture par le souverain et dont le but était de proposer le montant de la contribution pour l'exercice financier [202]. En 1667 un mémoire concernant le rapport de la Cour des Comptes des états

193. Voir BECKMANN, *Idea Juris*, Graz 1688, p. 528-530.

194. E. C. HELBLING, *op. cit.*, *Die Ständische Verfassung*, p. 262.

195. Les protestants dominèrent la commission de 1580 à 1620 et même en 1622 ils réussissaient à avoir 4 commissaires contre 4 catholiques. Sur toute cette rivalité, voir V. THIEL : *Die katholischen und protestantischen Stände Nieder-Österreich, im 17. Jahrhundert, in Jahrbuch für Landeskunde Nieder-Österreich*, nouvelle série, t. II, Vienne 1903, p. 167-323.

196. A. F. PRIBRAM, *Die Nieder-Österr. Stände*, *loc. cit.*

197. Instruction du 14 janvier 1528 (*Steirische Landtagsakten*) citée par Fr. VON MENSI, *Direkten Steuern*, p. 53.

198. Voir un modèle de patente fiscale publiée par le président et les commissaires du duché de Styrie à Graz le 3 mars 1640, conformément aux conclusions de la diète du 7 novembre 1639, cité par MENSI : *Direkten Steuern*, p. 460-461.

199. Modèle de feuille d'impôt publiée par le président et les commissaires du duché de Styrie à Graz le 3 mars 1640, en application de la patente fiscale de même date, cité par MENSI, *Direkten Steuern*, p. 463-464.

200. Fr. VON MENSI, *Direkten Steuern*, p. 53-55.

201. E. C. HELBLING, *op. cit.*, *loc. cit.*

202. « Denen löblichen 3 Obren Ständen dess Erzhertzogthumbs Österreich unter der Ens, von desselben Herrn Verordueten zu machung dess heurigen Anschlags assignirten Herrn Ausschussen in freundschaft anzuzeigen. » Vienne, *Landtag*, 20 août 1665, NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 47.

(*Raith Collegium*) donne, exceptionnellement, la liste des membres des commissions (commissaires et bureau réunis). Elles comprenaient :

- pour le clergé : Valentin, abbé de Melk, Grégoire, abbé de Göttweig, Clément, abbé de Heiligenkreuz, Stéphane, prévôt du chapitre de Saint-André et Ezechiel Louis, prévôt du chapitre d'Eisgarn;
- pour l'ordre des seigneurs : le comte Ferdinand Herberstein, le comte François Maximilien Mollart, le comte Léopold Kollonich, chevalier de Malte, le baron Ernest Fünffkirchen et le comte Othon Félicien de Heissenstein;
- pour l'ordre des chevaliers : Siegfried, sieur de Khornfaill, Christophe Ferdinand Fernberger et Ernest Albert d'Oppel.

La présidence était assurée par le maréchal de la noblesse (*Landmarschall*) comte Abensperg und Traun [203], qui avait été nommé par l'Empereur Ferdinand III, en 1651.

Tout nous laisse croire que ce petit groupe dirigeait la politique de l'assemblée, même si cette dernière était en principe souveraine et devait ratifier les propositions de la commission. Celle-ci intervenait dans les instants décisifs et ses suggestions étaient de poids, car elles apportaient des propositions concrètes pour résoudre des problèmes précis. Elle présentait un rapport d'activité au début de la session; en 1667 elle a eu à se prononcer sur le principe d'impôts nouveaux, et enfin elle avait à fournir le rapport servant à établir la patente fiscale et à confectionner les feuilles d'impôt individuelles. Il est d'ailleurs significatif que sur les 14 membres de la commission (commissaires des états et bureau de la diète) 6 appartiennent à l'ordre de seigneurs, 5 au clergé et 3 seulement à l'ordre des chevaliers, et que, par conséquent, une forte majorité se dégage en faveur des grands propriétaires fonciers, laïcs ou ecclésiastiques.

Mais que représente au juste ce groupe socialement et politiquement ? Que signifie, au moins pour les nobles, ce passage dans l'administration des états ? Sont-ils plutôt des hommes de l'Empereur ou des défenseurs des intérêts de la noblesse ?

Dans la première catégorie, on peut d'abord ranger deux représentants de l'ordre des chevaliers : Khornfaill et Oppel, pour lesquels nous avons peu de renseignements, si ce n'est qu'ils appartenaient à d'anciennes familles du pays et qu'ils suivaient fidèlement les sessions de la diète. Même le testament d'Adam François von Oppel (8 juillet 1678) ne nous apprend pas grand-chose sur sa fortune.

Le comte Mollart, dont les ancêtres franc-comtois étaient venus s'installer en Autriche à la fin du ^{xv}^e siècle, appartenait à une famille fort considérée dans le pays, en raison des charges que certains de ses membres avaient occupées dans le gouvernement et à la Cour impériale, mais celui qui siège dans la commission ne semble pas avoir fait une carrière politique très brillante [204].

Le comte Othon Heissenstein, bien qu'il fût apparenté aux meilleures familles de Bohême (sa femme était née Kollowrath, sa belle-sœur une comtesse Wrtba), ne semble pas, lui non plus, avoir fait une carrière brillante puisqu'il était seulement juge au tribunal de Basse-Autriche (*Landrechtbeisitzer*) [205].

D'autres membres de la commission peuvent être considérés avant tout comme des soldats. En 1663 Christophe Ferdinand Fernberger était colonel dans l'armée impériale [206]. Le baron Ernest de Fünffkirchen était capitaine des gardes de l'Empereur. Sa situation est déjà beaucoup plus élevée, socialement et économiquement, puisqu'il

203. *Gutachten der Herrn Verordneten und Ausschuss über des löblichen Raith Collegy 1666. Jährigen Amtsrelation*. Vienne, 17 juillet 1667.

204. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 47, liasse 1667. Voir SCHWARZ, *The Imperial Privy Council*, p. 303.

205. Tous ces renseignements dans le testament de son épouse : Maria Polixena. HHStA Vienne, ÖLMA, *Testamente*, Karton 12 H46, 21 août 1667.

206. Il obtint le 19 janvier 1663 un sauf-conduit pour du vin. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 427.

possède un majorat valant 30 000 florins et comprenant la seigneurie d'Anger et de Leopoldsdorff; en outre il avait obtenu la dignité de chambellan de l'Empereur et de l'Impératrice douairière [207] et il était apparenté, par sa femme, née Slawata, aux meilleures familles de Bohême.

Le président de la commission est évidemment celui qui a le mieux réussi parmi ces militaires puisqu'il était membre du Conseil de la Guerre depuis 1655 et conseiller d'État depuis 1663. Le comte Abensperg und Traun descendait d'une famille attestée en Autriche depuis le ^x^e siècle et l'ancienneté du nom lui permettait d'exercer sans difficulté ses fonctions de maréchal de la noblesse, ce qui ne l'avait pas empêché d'épouser une nièce par alliance du vice-chancelier Khurtz [208]. Il devait atteindre le sommet de sa carrière l'année suivante, en 1668, au moment de la mort du prince Hannibal de Gonzague, puisqu'il obtint alors la vice-présidence du Conseil de Guerre et la charge de colonel de la garde de Vienne, mais mourut quelques semaines après, à l'occasion d'un pèlerinage à Notre-Dame-de-Lorette [209].

Le comte Ferdinand Herberstein appartenait lui aussi à une nombreuse et importante famille autrichienne et sa carrière politique fut consacrée en 1687 par une nomination de conseiller d'État [210], à une époque, où, il est vrai, le Conseil d'État avait perdu de son importance par suite de l'inflation de ses effectifs.

Mais évidemment le personnage le plus brillant de l'équipe était le jeune comte Léopold Kollonich, alors chevalier de Malte et évêque de Nyitra (en Haute-Hongrie) et qui sera plus tard cardinal de la Sainte Église romaine et président de la Chambre des Comptes. Il appartenait à une famille originaire de Croatie, qui y possédait le château de Kollograd dès le ^{xiii}^e siècle. Son arrière grand-père Gabriel, soldat au service des Habsbourg, était venu s'établir en Basse-Autriche, où il obtint l'*incolat*. Son grand-père Georges-Siegfried et son père Ernest embrassèrent la carrière des armes. Par ses deux mariages Ernest Kollonich acquit la fortune (sa première femme : Sabine Éléonore de Sondernforf lui apporta la seigneurie de Kirchberg estimée 137 105 florins en 1607, au moment du mariage) et des alliances (sa deuxième femme, mère de Léopold, était une Kueffstein, fille d'une Puechheim). Il obtenait l'*incolat* en Hongrie en 1604 et se convertissait au catholicisme en 1619, quatre ans avant son second mariage. Désormais les Kollonich seront des catholiques zélés; le petit Léopold fut baptisé par le cardinal Pázmány, le 4 novembre 1631, à Komorn, importante place frontière dont son père était gouverneur. D'abord page du futur Ferdinand IV, puis élève des Jésuites, il se destinait à la carrière des armes, il fut embarqué à 20 ans sur les galères de Malte, où il se distingua par son courage au cours de plusieurs campagnes en Méditerranée. Rentré en Autriche en 1657, il obtenait la commanderie de Mailberg en Basse-Autriche et d'Eger en Bohême. A Mailberg, il eut à remettre en état des domaines mal exploités, et c'est à ce titre qu'il fut élu commissaire par l'ordre des seigneurs en 1665; tandis qu'il poursuivait ses études de théologie à l'université de Vienne (Kollonich fut consacré prêtre au printemps 1668) il s'initiait aux secrets de l'administration des finances et l'on peut dire que cette période fut décisive pour sa formation car, s'il n'oublia jamais qu'il avait été un soldat, Kollonich eut surtout à exercer des fonctions de pasteur (comme évêque dans différents diocèses) et d'administrateur (comme président de la Chambre

207. « Ernst Johann Freyherrn von Fünffkirchen, auch Herr zu Anger Maz und Leopoldstorff der Röm : Kays. Mayt wie auch I.K. Mt der verwitibten Khayserin wuerklicher Cammerer undt der Leibguardia Haritscheer und Trabanten Hauptmann. » HHStA Vienne, ÖLMA, *Testamente*, Karton 8, F.30, 12 août 1684.

208. SCHWARZ, *op. cit.*, p. 199.

209. Grémonville au roi, Vienne 22 novembre 1668. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 31, f° 273. Il fit de la seigneurie de Petronell un majorat en faveur de son fils Ferdinand. HHStA Vienne, ÖLMA, *Testamente*, Karton I, A.10.

210. *Theatreum Europaeum*, t. XIII, p. 99.

hongroise, puis de la Chambre impériale) et nous le rencontrerons à nouveau. Mais en quittant la commission des états de Basse-Autriche, Kollonich n'ignorait plus rien des problèmes fiscaux [211].

Par conséquent la commission compte peu de gens vraiment obscurs (sauf deux gentilshommes) mais aussi peu de gens exerçant des responsabilités dans les conseils du gouvernement, sauf le comte Abensperg Traun. En revanche, ce qui frappe ce sont les alliances de tous ces gens qui sont liés aux grandes familles d'Autriche et des autres pays et qui, par là même, étaient peu enclins à trahir les intérêts du groupe social des grands propriétaires fonciers, même s'ils étaient, en principe, fidèles à la Maison d'Autriche. Ce petit groupe est assez représentatif des positions politiques des états dans la seconde moitié du siècle, qui n'avaient ni la fidélité à toute épreuve d'un robin français à l'égard de son roi, ni la méfiance d'un gentilhomme hongrois protestant à l'égard du roi Habsbourg. Ni opposition de principe, ni obéissance inconditionnelle, mais discussion serrée sur des points précis, pour des intérêts matériels, telle nous paraît être l'attitude fondamentale des états à cette époque. C'est pourquoi seule une étude minutieuse des discussions en matière fiscale nous permettra de cerner exactement les limites de cette opposition.

La Bohême. — Les états de Bohême et de Moravie possédaient également des commissions que l'on nommait *bureau* (*der Landesausschuss*) qui étaient certes chargées d'exécuter les décisions de la diète, mais dont les attributions étaient beaucoup moins étendues que celles de la commission exécutive en Basse-Autriche ou en Styrie. En effet, les états nommaient une commission spéciale pour chaque tâche particulière et le rôle des commissaires se trouvait singulièrement réduit. Ils étaient au nombre de huit, à raison de deux commissaires par ordre. En 1655 par exemple ont été désignés :

- pour le clergé : l'abbé de Strahov et Rodolphe Roderer von Feldburg, prévôt du chapitre d'Alten Bunzel;

- pour l'ordre des seigneurs : Maximilien-Valentin, comte Martinitz, membre du Conseil de lieutenant et Alexis-Ferdinand Wratislaw de Mitrowitz, président de la Chambre de Bohême;

- pour l'ordre des chevaliers : Jean-Guillaume de Gersdorff, vice-burgrave de Bohême et Wenceslas Korzensky von Tereschall;

- pour l'ordre bourgeois : Simon Kuttnaver et Severin Lanotschadl [212].

C'est ainsi que pour la répartition et la perception des impôts votés par la diète, celle-ci nommait des receveurs généraux (*Obersteuereinnehmer*) qui constituaient une commission de 4 personnes élues pour 2 ans, à raison d'une commission par ordre. Ainsi, en 1678, les receveurs étaient :

- pour le clergé : Jean Maurer, abbé de Saint Nicolas de Staré Město;

- pour l'ordre des seigneurs : Jean-Wenceslas Nowohradsky, comte Kolowrat, gouverneur de Staré Město et juge à la cour d'appel de Prague;

- pour l'ordre des chevaliers : Jean-Pierre Hubnitz von Mannesdorff;

- pour les villes régnait le régime de l'*alternativa*, et chaque cité pragoise désignait à tour de rôle un membre de son magistrat [213].

211. Voir la très solide étude biographique de MAURER, *Leopold Graf Kollonich*, Innsbruck.

212. K. GRÜNBERG, *op. cit.*, t. I, p. 109-114, « Die Ständische Verfassung und Verwaltung ». Pour les commissaires de 1655, diète de 1659, voir : « Auffnehmung der Ober Steuer Ampts Raittungen », SUA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1658-76.

213. SUA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1677-94, 1678, « Von einer Deputation zu Aussarbeitung des allergnädigst proponirten Accisenwerckhs. Jean Wenceslas Nowohradsky, comte Kolowrat, sera à nouveau désigné en 1683. *Ibidem*, diète 1683.

Deux ans plus tard l'activité des receveurs généraux était soigneusement révisée par une commission de contrôle de 8 membres, à raison de deux par ordre; en 1680 par exemple ont été nommés :

- pour le clergé : Hyacinthe Hofmann, abbé de Strahov et Jean Wenceslas Klimesch, doyen de Saint-Pierre-et-Paul à Vysehrad;
- pour l'ordre des seigneurs : Jean Joachim Slawata, comte d'Empire et Ignace Charles, comte Sternberg;
- pour l'ordre des chevaliers : Ferdinand Christophe von Schindlern et Wenceslas Sylvester Smertschka von München;
- pour l'ordre bourgeois : Michel Termann, conseiller municipal de Nové Město et Ferdinand Lederer, juge royal de Mala Strana [214].

Leur tâche était simple : prendre les comptes fournis par les receveurs généraux, les étudier, rechercher les erreurs qui pourraient s'y trouver et après justification des receveurs généraux, rendre compte à la diète lors de la session suivante.

D'autre part tout projet de réforme ou toute question mise à l'étude entraînait la nomination d'une commission spéciale; pour les problèmes de *Reformation*, comme pour les questions financières. Toute proposition de modification du régime fiscal était renvoyée en commission, ce qui permettait de maintenir la contribution foncière et de refuser tout impôt indirect nouveau, qui eut été désavantageux pour les états. La présence de plusieurs grands seigneurs dans ces commissions était la plus sûre garantie d'immobilisme. En 1678 la commission d'étude pour l'introduction de l'accise comprend sur 12 membres : 5 représentants des plus riches familles de Bohême, un Wallenstein (archevêque de Prague) un Sternberg (évêque de Litoměřice) deux Kollowrath et un Wrthby, vice-président de la Chambre de Bohême. Il y a fort à parier que l'opinion des 3 députés des villes et des 3 chevaliers était de peu de poids en face de celle du groupe des aristocrates.

C'est à notre avis la raison du fractionnement du pouvoir des commissaires des états; d'autre part les commissaires des états ne disposaient pas d'une véritable autonomie financière, comme en Basse-Autriche, où les états possédaient une *Kassa*, c'est-à-dire un trésor particulier, avec un budget propre sur lequel ils prélevaient des contributions pour le souverain. En revanche les états de Bohême votaient un budget chapitre par chapitre, avec des ressources particulières pour chaque sorte de dépense, y compris les frais occasionnés par l'administration des états. Le résultat était le même pour le contribuable mais la tutelle financière était beaucoup plus grande en Bohême qu'en Autriche ou en Styrie.

b. Les officiers des états.

Aucune commission élue, dans quelque pays que ce fût, n'aurait pu mener à bien sa tâche sans l'aide d'un personnel de bureau, accoutumé aux tâches administratives, que dirigeait un officier nommé par les états. Ces institutions nous sont malheureusement mal connues, car les archives de Prague ou de Vienne n'ont conservé que des documents fragmentaires à leur sujet. Les trois services essentiels, en Styrie, comme en Basse-Autriche, étaient chargés de la perception des impôts (*das Einnehmeramt*), de la comptabilité (*die Buchhalterei*) et de la perception des arrérages (*das Rentmeisteramt*), en Styrie *die Pfänder*.

Les services du receveur général comprenaient, outre le receveur général (*der Ober-einnehmer*) élu pour 4 ans par la diète [215], un contrôleur (*der Obereinnehmersamt*

214. SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1677-94, 1680.

215. BECKMANN, *Idea Juris*, p. 261. Le receveur général était par la suite fréquemment nommé commissaire des États.

Gegenhändler), un procureur (*der Syndikus*) et des secrétaires (*Wirtschafts Sekretäre*) [216].

Malheureusement nous connaissons mal l'administration des états, car la documentation en est fort mince pour la Basse-Autriche et la Bohême. Ce qui est sûr c'est qu'au XVIII^e siècle elle fonctionnait encore, puisqu'en 1710 chaque officier reçut une nouvelle instruction. On peut d'ailleurs se demander avec Franz Mensi [217] si les officiers spécialistes de la fiscalité et de la comptabilité n'ont pas pris une part de plus en plus importante dans l'administration des impôts. Simple question, à notre avis, valable davantage pour le XVIII^e siècle, car tout porte à croire que les commissions élues jouaient encore, au XVII^e siècle, un rôle considérable dans l'établissement, la répartition et la perception des impôts, tandis que les officiers des états demeuraient dans une position subordonnée.

CONCLUSION

Au terme de cette étude le caractère fédéral de la monarchie autrichienne et le rôle encore important que jouait chaque pays dans la vie politique et administrative de l'ensemble apparaissent nettement. Toutefois la permanence de structures anciennes de caractère aristocratique est compensée par l'apparition de structures plus modernes, d'inspiration monarchique, qui tendent à équilibrer les premières. Quoi qu'il en soit, nous sommes tout de même loin du modèle défini par C. Le Bret où les assemblées d'États auraient un rôle purement *consultatif*, sans participer, en aucune façon, au gouvernement du pays.

216. Liste des instructions données à tous les membres du personnel de l'administration des États le 10 juillet 1710. NÖLA Vienne, Register I.C. Excerpte Signatur B.VI, *Ständische Akten*. Les actes eux-mêmes n'ont pu être communiqués. BN Vienne, ms. 14 446, f^o 45-46.

217. Fr. VON MENSI, *Direkten Steuern*, p. 56.



VIE ÉCONOMIQUE ET RECONSTRUCTION

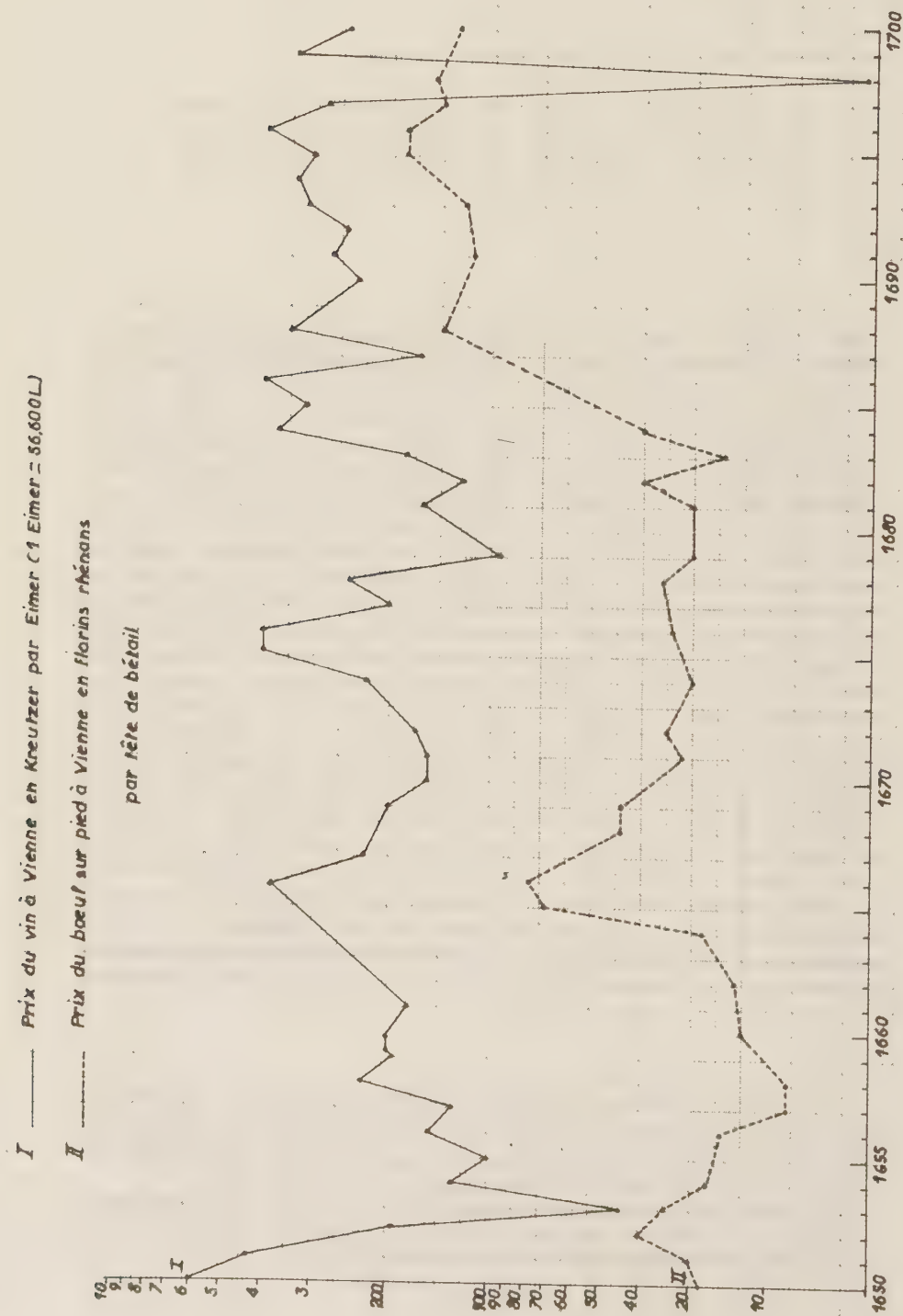
Nous ne pouvons donner dans ce chapitre une étude économique exhaustive des différents pays constituant la Monarchie, mais nous voudrions indiquer quelques lignes maîtresses de la politique économique de l'empereur Léopold I^{er} et montrer les tendances générales de la conjoncture à partir de quelques exemples précis, pris en particulier en Bohême et en Basse-Autriche. C'est dans la mesure où l'économie est le soutien indispensable des finances de l'État que nous nous intéresserons à l'évolution économique des pays de la Monarchie; celle-ci dans la seconde moitié du XVII^e siècle, entre les traités de Westphalie et la paix de Carlowitz, prend essentiellement l'allure d'une reconstruction où chaque pays conserve son rythme particulier, suivant les événements, les ressources et les traditions qui lui sont propres [1]. Ce qui est sûr, c'est qu'en 1650, et même encore en 1660, la situation n'était guère brillante dans aucun pays héréditaire, alors que les régions montagneuses de Hongrie royale, qui avaient connu une paix relative depuis une génération, passaient pour prospères. Cette opposition devait d'ailleurs être de courte durée, par suite des diverses occupations militaires que subit la Hongrie royale à partir de 1660 [2].

L'historien autrichien Heinrich von Srbik a très bien résumé la situation dans son introduction à *L'Histoire du commerce extérieur autrichien de Léopold I^{er} à Marie-Thérèse* : « A l'époque, l'Autriche, qui ne portait même pas encore ce nom, était un État continental, dont le littoral n'était pas mis en valeur, pour favoriser le commerce de l'arrière pays; une population clairsemée, appauvrie par la guerre et la pression fiscale, le commerce extérieur ne concerne guère que des matières premières, des fers et des textiles, l'industrie autrichienne en est encore au stade de l'artisanat et du travail à domicile, l'étranger domine la vie économique avec ses fournitures et la balance commerciale est nettement déficitaire. Le commerce à l'intérieur de la monarchie, dans la mesure où il s'agit d'un grand commerce, est souvent entre les mains de commerçants

1. Aucun ouvrage ne donne une vue d'ensemble de l'histoire économique des pays danubiens. Même les travaux des écoles tchèques, hongroises, ou yougoslaves, d'inspiration marxiste, n'ont encore abouti à aucun ouvrage de synthèse dans ce domaine, sauf, peut-être, le manuel de A. KLIMA, *Čechy v období temna* (la Bohême à l'époque des ténèbres), Prague, 1958. Voir également V.-L. TAPIÉ, *Monarchie et Peuples du Danube*, 1 vol., 493 p., Paris, 1969.

2. Nous avons montré au chapitre précédent que la Hongrie constituait un système économique totalement autonome par rapport aux pays héréditaires; c'est pourquoi nous invitons le lecteur à se reporter à notre introduction aux *Doléances de la diète hongroise*, p. 20-35.

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE (vin, bœuf hongrois)



étrangers, les moyens de communication sont insuffisants, les monnaies et le système des poids et mesures sont en très mauvais état [3]. »

Et c'est un voyageur français anonyme qui, vers 1670, en tire les conclusions qui s'imposent du point de vue des finances impériales : « Les revenus ne passent pas 13 ou 14 millions de livres de France, et il est difficile qu'il (l'Empereur) les puisse augmenter, parce que les provinces qui en payent la plus grande partie ayant toujours maintenu leurs privilèges ont droit de régler chaque année ce qu'ils doivent donner à leurs Majestés. Les droits d'entrée et de sortie et les impositions sur les marchandises produisent peu, faute de commerce qui ne peut estre que très médiocre dans un pays esloigné de la mer, dont les habitants sont sans Industrie, ne font aucune manufacture pour envoyer aux Estrangers, et ne travaillent qu'autant qu'ils sont obligez pour avoir précisément de quoy vivre [4]. »

Ces textes attribuent la faiblesse économique des États de l'Empereur essentiellement aux circonstances, à des phénomènes d'ordre conjoncturel. Tous les observateurs s'accordent, en effet, pour estimer que les conditions générales de production, en particulier dans le secteur primaire, ne sont pas mauvaises [5] : dans l'ensemble la production agricole n'est pas inférieure à celle de l'Europe occidentale à la même époque et les pays héréditaires sont riches en matières premières industrielles, bois et métaux, car ces pays produisent des quantités non négligeables de fer, de cuivre, d'argent, voire d'or et de mercure.

En fait les difficultés s'expliquent à la fois par les ruines de la guerre de Trente Ans et par le retard dans l'évolution économique pris pendant cette même guerre alors que la Hollande et l'Angleterre développaient leur économie entre 1620 et 1650 [6].

I

LA PRODUCTION

Il faudrait pouvoir disposer d'études détaillées pour chaque pays, car les aspects régionaux sont au moins aussi variés que dans la France du XVIII^e siècle, ne fût-ce qu'à cause de la grande diversité géographique et des traditions nationales différentes. Sans exclure à priori aucune région de la Monarchie, nous nous attacherons à étudier la capitale; Vienne, et son arrière pays : la Basse-Autriche; car il est certain que les gens des bureaux prenaient malgré tout davantage en considération les faits économiques existant sous leur yeux, que ce qui se passait dans des provinces déjà fort éloignées, comme la Haute-Silésie, la Transylvanie ou les côtes d'Istrie.

3. H. Ritter VON SRBIK, *Der staatliche Exporthandel Österreichs von Leopold I. bis Maria-Theresia*, Vienne, 1907, p. XXVII : « Damals war Österreich — noch führte es ja nicht einmal diesen Namen — ein Binnenstaat, seine Meeresküsten ohne Verwaltung für den Handel des Hinterlandes; eine Düngeaëte reicht über Rohprodukte Eisen und Stahlwaren wie Textilfabrikate nicht viel hinaus, die inländische Industrie steht noch der Stufe der Hausarbeit und des Lohnwerkes, das Ausland dominiert mit seiner Einfuhr, die Handelsbilanz ist durchaus negativ, der Innenlander liegt, soweit er Grosshandel ist, zumeist in frembden Händen, die Kommunikationen sind mangelhaft, das Münz und Gewichtswesen im schlechtesten Stande. » L'auteur note la relation d'un voyageur français de 1672. BN Paris, ms. français 8997.

4. *Mémoires de la Cour de l'Empereur*, (1671), anonyme. BN Paris, ms. français 8997, f^o 28.

5. Cette idée est soulignée avec force par l'économiste Ph. VON HÖRNIGK dans son livre *Österreich über alles, wann es nur will*, 1^{re} édition, 1686.

6. Voir A. KLIMA : « Mercantilism in the Habsburg Monarchy with special reference to the Bohemian Lands » dans *Historica*, XI, Prague, 1965, p. 95-99.

A. LA PRODUCTION AGRICOLE.

Comme dans toute l'Europe du XVII^e siècle, l'agriculture est le secteur prépondérant de l'activité. L'économiste J. J. Becher estime que dans un système équilibré, où l'industrie serait suffisamment développée, il faudrait 10 000 paysans pour 100 artisans et un seul marchand [7]. On peut donc en déduire que cette proportion n'était même pas respectée et que le secteur primaire avait une importance relative encore plus grande. En dernière analyse c'est le paysan qui fournit l'impôt, c'est encore lui qui fournit les recrues et l'essentiel des produits « industriels » d'usage courant, et le caractère rural de ces pays est encore beaucoup plus accentué qu'il ne l'est en France à la même époque.

La Basse-Autriche.

Ainsi prenons l'exemple de la Basse-Autriche, que Charles Patin nous décrit en 1669 comme un pays prospère, tout au moins pour le voyageur qui se contente de regarder et n'analyse pas la situation : « L'Autriche est au reste si fertile, qu'elle n'a pas lieu d'envier l'abondance des provinces voisines. Les fruits et les melons y sont presque aussi bons qu'en Italie et les vins aussi agréables, mais infiniment plus forts. La chaleur du climat et la bonté du pays en sont les causes sensibles quoy que le soleil n'y soit plus chaud que dans les régions parallèles. Leurs bestiaux sont gros et gras, on parle par toute la terre des bœufs d'Autriche et de Hongrie [8]... »

Comme dans tout le reste de l'Europe, la céréaliculture domine les autres activités, mais elle est associée à la culture de la vigne et à l'élevage. Il faut d'ailleurs tenir compte de fortes nuances régionales imposées par la géographie car, encore aujourd'hui, on oppose les « bons pays » de plaines et de collines, situés le long du Danube, aux régions de montagnes couvertes de forêts : la forêt viennoise ou *Wienerwald*, située dans le prolongement des Préalpes, qui ne possède guère qu'une économie forestière et de rares zones de défrichement (par exemple autour du monastère cistercien d'Heiligenkreuz) et les contreforts du massif de Bohême ou *Waldviertel*, ensemble de terres froides, acides, où l'on ne peut guère cultiver que le seigle et pratiquer l'élevage. Même dans les bons pays (région de Melk, bassin de Sankt-Pölten, bassin de Vienne et Marchfeld) on ne cultive pas tellement le froment comme céréale d'hiver, mais une sorte de méteil qui, nous dit l'agronome Wolf von Hohberg, donne un pain de goût très fin, apprécié même sur la table seigneuriale [9].

On pratique partout, en Basse-Autriche, l'assolement triennal avec jachère, le finage étant divisé en 3 soles [10]. Le village de Markhof, à la frontière de Moravie, compre-

7. Johann Joachim BECHER, *Politischer Discurs*, Francfort, 1668. BN Paris E. 3572, chap. II, p. 6 : « Ein einziger Kauffmann verhandlen kan / was hundert Handwercksleut verarbeiten / und ein Handwercksmann verarbeiten / was hundert Bauren ihme an rohen Materien zum verarbeiten geben können... » Si l'on tient compte du fait qu'il classe à part un certain nombre d'activités du secteur tertiaire (*ibidem* p. 5), il n'en accorderait pas moins au secteur primaire 98 % de la population active. Sur la conception de la *Societas civilis*, voir également l'exposé de M. Stuke dans les Actes du colloque d'Histoire sociale, *Classes, ordres et castes*, publié par R. Mousnier Paris. P.U.F. 1969.

8. Charles PATIN, *Relations historiques... de voyages*, Amsterdam, 1695, p. 27-28.

9. « In unter Österreich im Viertel unter Mainhartsberg und unter Wienerwald wird an vielen Orten Korn und Waitz unter einander gebaut, das heissen sie Halbtraid, schlägt bisweilen der Waitz bis weilen das Korn für Gibt ein schönes, wohlgeschmages Brot, das auch wol auf des Herrn Tafel kann auf getragen werden. ». Wolf Helmhard von Hohberg, *Adeliges Landleben*, t. II, p. 45; cité par Otto BRUNNER dans sa biographie de W. H. von Hohberg, p. 290.

10. GUTKAS, *Geschichte des Landes Nieder-Österreich*, t. II, p. 130.

nait, en 1639, 18 maisons de laboureur (*Behauste Güter*) et 18 maisons de brassier (*Hofstätten*) sans terre. Chaque laboureur possédait 3 arpents dans chaque sole, soit 9 arpents, et disposait d'un arpent appartenant à la seigneurie de Schlosshof [11]. Il cultivait donc 10 arpents de terres labourables. Dans cette région de plaine, réputée comme un bon pays, le paysan pouvait semer du froment ou du méteil comme blé d'hiver; comme céréale de printemps on semait de l'orge, mais dans la région de Melk (entre Ibbs et Enns) on plantait des lentilles au milieu des champs d'orge et la farine de lentilles, nous dit Wolf Hohberg, était mélangée pour un tiers à la farine de seigle et donnait un pain nourrissant pour les domestiques [12].

Quels étaient les rendements ? Faibles à coup sûr. Vers 1650 le rendement moyen du seigle ou du méteil était, chez Wolf von Hohberg, à Oberthumeritz, de 6 quintaux à l'hectare. Il est vrai qu'il s'agit de sols siliceux du Waldviertel et que les moyennes de température, même en été, sont nettement inférieures à celles du bassin de Vienne (où les rendements n'excèdent d'ailleurs pas 8 quintaux à l'hectare).

Quelle quantité de blé et d'orge était commercialisée ? Il est d'autant plus difficile de le savoir qu'il n'y a pas d'étude approfondie portant sur ce sujet. À Schlosshof, les paysans disposaient des prairies communales, moyennant une redevance annuelle globale de 50 florins. En outre ils utilisaient la jachère pour faire paître le troupeau. L'élevage que l'on pratique est dans le type traditionnel et le bétail est de qualité médiocre (un bœuf sur pied pèse 300 kg). Ce n'est qu'en 1673 que le couvent de Gaming essaya d'améliorer la race bovine, en introduisant du bétail suisse [13]. W. von Hohberg fait remarquer qu'il ne serait pas possible de pratiquer un élevage intensif à l'étable, comme c'est le cas dans la région entre Ibbs et Enns, car dans le Marchfeld, par exemple, les troupeaux sont importants. Ceux-ci sont gardés par des pâtres, qui font paître le bétail sur les jachères, dans les prairies et les bois. Les troupeaux ne rentrent à l'étable qu'à la Saint-Martin [14].

Bien que les grains fassent l'objet d'importantes transactions sur le marché de Vienne [15], il semble que la majorité des revenus provient des produits de l'élevage (et pour les régions où la culture de la vigne est rentable, de la vente du vin), une bonne partie des céréales étant destinée à l'autoconsommation. Aussi la ferme du domaine d'Oberthumeritz, qui exploite en faire-valoir direct la réserve seigneuriale (c'est-à-dire le *Meierhof*) tire de l'élevage de 12 vaches laitières et de 150 moutons, un revenu annuel de 195 florins. Les moutons sont vendus un demi-florin, tandis que le lait, beurre, fromage et veaux sont vendus au marché. En revanche la culture de 18 arpents de seigle et de 18 arpents d'avoine rapporte tout juste 45 florins [16]. Ainsi, sur un revenu annuel de 240 florins, 18,75 % proviennent de la culture des céréales, 81,25 % de

11. J. MAURER, « Geschichte des Schlosses Schlosshof und des Marktes Schlosshof an der March. » dans *Blätter des Vereins für Landeskunde Nieder-Österreich*, t. XXIII, 1889, p. 86-90. La seigneurie de Schlosshof a souvent changé de mains avant de devenir propriété du prince Eugène de Savoie, qui y construisit un château baroque, aujourd'hui bien délabré.

12. Wolf Helmhard von Hohberg, *op. cit.*, 1-53, cité par O. BRUNNER, p. 290.

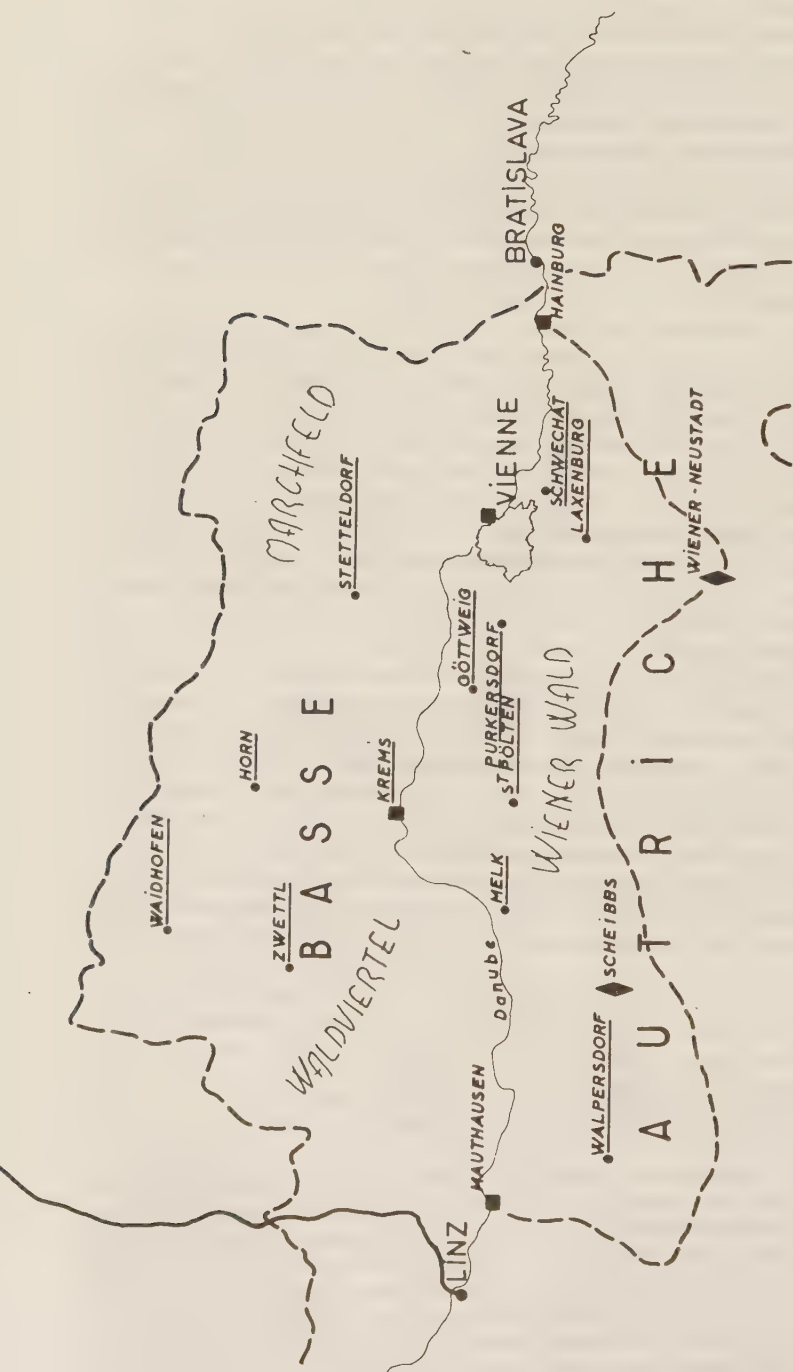
13. GUTKAS, *op. cit.*, t. II, p. 130.

14. « Wo man grosse Viehzuchten hat wie in Unter Österreich, sonderlich in denen vierteln die an Mähren, Böhmen und Ungerland angränzen als Ober und Unter Mainhartsberg und Unter Wienerwald, da wäre nich möglich, das Vieh allein im Stall den sommer über mit Gras und Futter zu erhalten... wo aber (wie gesagt) grosse Heerden Vieh unterhalten werden, da müssen die Weiden das beste tun; daselbst werden eigene Hirten bestellt, die von Georgii an bis auf Martini das Vieh auf den Viehtrifften zu halten pflegen; dazu dienen dann grosse, grasichte ungebraute Felder Gebürge, Walder und Auen... » W. H. von Hohberg, *op. cit.*, t. II, p. 291-292.

15. Voir *Geschichte der Löhne und Preise in Österreich*, 1 vol., Vienne, 1938, et en particulier les tableaux des p. 272-273 que nous utilisons plus loin pour étudier la conjoncture.

16. O. BRUNNER, *Biographie de Wolf Helmhard von Hohberg*, Salzbourg, 1949, p. 40. Il s'agit d'un inventaire judiciaire (*Gerichtsurkunde*) du 12 septembre 1650, s'appuyant sur une estimation de 1647.

VIE ÉCONOMIQUE DE LA BASSE-AUTRICHE



l'élevage. Il est vrai que le marché viennois, en dépit de la concurrence hongroise, offrait un débouché important pour la viande et les produits laitiers.

La Bohême.

L'agriculture de la Bohême a bien des points communs avec celle de Basse-Autriche : assolement triennal avec jachère, rendements médiocres et place relativement importante accordée à l'élevage, dans l'économie domaniale. Le père Christophe Fischer, S. J., dans son ouvrage d'agronomie *Œconomia Suburbana* considère que la jachère est absolument indispensable une année sur trois « quod otium, uti omnibus naturae operibus necessarium est ... ita vel maxime agris [17] » pour y laisser courir le bétail en liberté. Les deux autres soles seront consacrées l'une à des céréales d'hiver (blé ou seigle), l'autre à des céréales de printemps (orge, avoine, variétés printanières de blé et de seigle, fèves). En 1680 le père Fischer estime que le blé d'hiver rend en moyenne dans la proportion de 1,6 et toutes autres céréales dans la proportion de 1,5 [18].

L'intendant des domaines du comte Losinthal : J. E. Wegener, confirme ces données dans son ouvrage *Œconomia Bohemo-Austriaca*, où il consigne ses expériences personnelles [19]. Mais les deux hommes sont d'accord pour recommander l'élevage des vaches laitières et des moutons, car cette activité est d'un bon rapport dans l'économie de marché. Une vache laitière donne, en moyenne, 52 livres de beurre fondu qu'on peut vendre 10 kreutzer la livre sur le marché de Prague, ainsi que 100 livres de fromage [20]. Et malgré la malhonnêteté des bergers, l'élevage du mouton enthousiasme encore davantage Wegener, car une brebis donne chaque année 2 livres de laine à 10 kreutzer, du lait pour 10 kreutzer et un agneau, si bien qu'un troupeau de 1 000 brebis rapporte au moins 500 florins par an [21].

Le père Fischer estime qu'un domaine comptant 1 800 arpents de labours devraient avoir 4 fermes domaniales (*Meierhof*) où l'on élèverait au total 120 vaches [22].

La vigne.

En Basse-Autriche la seconde culture orientée vers l'économie de marché est la vigne. À Schlosshof la ferme du château possédait des vignobles qui produisaient 150 à 200 setiers de vin chaque année. Il semble d'ailleurs que la culture de la vigne ait connu une crise vers le milieu du XVII^e siècle, parce que le marché intérieur aurait été saturé. Les eaux de vie de vin étaient en compétition avec les produits de la distillation des fruits, voire de grains. D'autre part le vin subissait la concurrence de la bière sur le marché intérieur (bien que les règlements aient interdit de brasser à moins d'une certaine distance des vignobles) et surtout sur le marché bavarois; au cours de la guerre de Trente Ans, la Bavière jusqu'alors gros débouché pour les vins autrichiens, cessa

17. Ch. FISCHER, *Œconomia Suburbana*, t. II, p. 128-130. « De Fundamento recti regiminis. », Prague, 1683.

18. *Ibidem*.

19. J. E. WEGENER, *Œconomia Bohemo Austriaca* (en allemand), 1 vol., Prague, 1666, p. 77-85, von Ackerbaw.

20. Ch. FISCHER, *op. cit.*, p. 139, t. II.

21. J. E. WEGENER, *op. cit.*, p. 50-60, von den Schöffereyen.

22. Ch. FISCHER, *op. cit.*, p. 138, t. II.

d'importer et se mit à développer la brasserie [23]. C'est pourquoi J. J. Becher préconisa l'exportation de vin autrichien vers la Hollande. On sait qu'Amsterdam était le grand marché européen des vins et eaux de vie, que les Hollandais achetaient dans les provinces maritimes françaises et en Rhénanie, et redistribuaient dans toute l'Europe du Nord. En fait ces tentatives ont tourné court, car le coût du transport était élevé. Pourtant la Basse-Autriche produisait déjà un vin de qualité dans la région de Baden, et d'une manière générale les grands propriétaires ecclésiastiques, essentiellement les couvents, favorisaient la culture de la vigne. Comme les propriétés étaient dispersées (ainsi les principaux vignobles de l'abbaye de Göttweig étaient répartis dans un rayon de 50 km autour du couvent, à Furth, Mautern, Thallern, Oberwöbling, Rossatz, Loiben, Münichhofen, Strassing, Gösing, Segersdorf, Altweidling, Königstetten) les prélats donnaient ces terres à des tenanciers et prélevaient les redevances (en particulier la dîme) en nature, la corvée attelée due par les tenanciers fournissant les charrois nécessaires au transport du vin. Celui-ci était entreposé dans les caves de l'abbaye et sa vente fournissait le plus clair des revenus des couvents.

À Göttweig la crise ne fut surmontée qu'à la fin du siècle, où la récolte annuelle moyenne oscille autour de 4 000 setiers et ce n'est qu'au début du XVIII^e siècle que l'abbé put assainir la situation financière du couvent, payer les dettes qui se montaient à 60 000 florins, et reconstruire l'abbaye, après 1718 [24]. La Cour impériale représentait un débouché intéressant pour les gros producteurs [25], ainsi que l'armée [26] et les hôpitaux, mais la consommation généralisée du vin était liée à une certaine prospérité de la population, et il est certain que les années de crise qui ont suivi la fin de la guerre de Trente Ans n'ont guère favorisé l'extension de la vente du vin.

Nuances régionales.

Quoiqu'il en soit, vin, céréales et viande constituent les trois pôles essentiels de la production agricole de la Basse-Autriche. Il est évidemment impossible de chiffrer, même approximativement, ces productions tant pour la Basse-Autriche que pour l'ensemble des Pays héréditaires. En Hongrie la production agricole était également centrée sur les grains [27], le vin et la viande, en particulier la viande de bœuf destinée à l'exportation vers Vienne et l'Italie.

L'agriculture des pays tchèques offrait en revanche des nuances, car si l'on pratiquait céréaliculture et élevage bovin, on y cultivait aussi le houblon et la production de la bière était beaucoup plus importante que celle du vin; en outre des étangs artificiels permettaient, en Bohême, l'élevage du poisson, indispensable à l'alimentation de peuples catholiques pendant le carême et les jours de jeûne. Or, le ravitaillement en poissons de mer était malaisé, étant donnée la situation géographique et l'élevage des carpes et des

23. GUTKAS, *op. cit.*, t. II, p. 131. Cette opinion est confirmée par l'analyse des stocks de vin de l'abbaye de Göttweig, chiffres tirés des inventaires dressés à la mort de chaque abbé et publiés par Ludwig KOLLER, « Die Weinwirtschaft des Stiftes Göttweig », dans *Unsere Heimat*, t. V, p. 96, 1932.

En 1610 : 3 662 setiers; en 1667 : 970 setiers; en 1689 : 5 832 setiers; en 1713 : 20 931 setiers. Voir également E. ZÖLLNER, *Geschichte Österreichs*, p. 227.

24. L. KOLLER, art. cit., *ibidem*, p. 94-100.

25. Ainsi en 1660 la Chambre des Comptes a passé un marché de 427 setiers de vin pour la Cour, alors à Laxenburg, chaque setier à 3 florins. Heytag n'a livré que 401 setiers et demi. HKA Vienne, *Gedenkbücher* 324, 8 avril et 15 juillet 1660.

26. Ainsi en 1660 la Chambre a passé un marché de 4 000 paires de souliers et 4 000 paires de bottes avec le magistrat de Vienne, 17 janvier, un autre marché de 32 200 florins pour les mousquets avec l'Eisengewerkschaft, 28 avril, pour 20 000 florins de drap avec Alzinger, 31 décembre, et a commandé pour 110 500 florins de grains. *Ibidem*.

27. Voir l'*Histoire de Hongrie* (Magyarország Története), dirigée par E. Molnar, t. I, p. 254.

brochets était d'un bon rapport pour les grands propriétaires qui se livraient à cette activité [28].

Néanmoins, quelles que fussent les variantes régionales, aucun pays de la Monarchie n'était, semble-t-il, vraiment déshérité par la nature, à condition que les hommes aient la possibilité de travailler en paix. Mais il est un autre secteur où la Monarchie était vraiment favorisée par les conditions naturelles : la production des matières premières industrielles, et plus particulièrement celle des métaux.

B. LA PRODUCTION MINIÈRE.

Les métaux précieux.

Les grandes régions minières sont la bordure montagneuse de la Bohême; la Haute-Hongrie (actuelle Slovaquie) et les pays alpestres. En dépit d'un ralentissement de la production au cours du ^{xviii} siècle [29] les mines de Haute-Hongrie jouent encore un rôle honorable dans l'économie de l'Europe centrale. Situées dans la vallée du Hron (hongrois : *Garam*) les principales villes minières fournissent du cuivre, de l'argent (en moyenne 20 à 30 tonnes chaque année) et un peu d'or (environ une demi-tonne à une tonne). En 1695 la Chambre des Comptes estimait que les profits provenant de l'exploitation des mines d'or (Kremnica et Nagy Bánya) s'élevaient au moins à 300 000 florins par an [30].

PRODUCTION TOTALE DES MINES DE HONGRIE.

(exprimée en tonnes)

	Production totale			Moyenne annuelle		
	Argent	Or	Cuivre	Argent	Or	Cuivre
1641-1660.....	366	8,77		18,30	0,438	
1661-1680.....	337	9,26		16,85	0,463	
1681-1690.....	342	10,76		34,20	1,076	
1691-1700.....	342	10,76	203,65	34,20	1,076	203,65

Cette statistique pose d'ailleurs un problème, car l'histoire générale admettait qu'après 1680 l'occupation des mines par Thököly avait entraîné une baisse de la production, alors qu'en fait cette production a doublé par rapport au demi-siècle précédent, amorçant un mouvement qui n'a cessé de se développer au ^{xviii} siècle; vers 1750 la production d'argent avait triplé par rapport à 1660, et celle d'or avait même quadruplé. Cette augmentation de la production de métaux précieux correspondait à une reprise générale de l'économie (voir *infra* pages 179-183), mais elle s'explique aussi par les progrès techniques de l'exploitation.

28. J. E. WEGENER, *Œconomia Bohemo Austriaca*, p. 66, von den Teichen.

29. « Le miniere della Transilvania et Ongaria gia sono fornite, sino che si lavorano e trovano delle altre. » Lettre de l'empereur Léopold I^{er} au père Marco D'Aviano, Altötting, 16 février 1690. Édition O. Klopp, p. 192.

30. Chiffres fournis par A. F. PRIBRAM et GEYER, *op. cit.* Pour le revenu annuel des mines d'or, HKA Vienne, *Gedenkbücher* 436, 22 février 1695.

Un historien hongrois M. O. Paulinyi, qui a consacré d'importants travaux à l'étude de ces questions, n'a malheureusement pas encore publié le résultat de ses recherches, aussi devons-nous nous contenter d'informations fragmentaires tirées de récits de voyageurs et d'études slovaques.

L'or était produit à Kremnica. L'exploitation comportait six puits profonds de 150 brasses. Le rendement était assez faible (au maximum une once pour 100 livres de minerai) mais nous relate E. Brown : « Mathias Dollinger, principal officier des mines de Chremnitz, a inventé depuis peu un moulin pour réduire en poudre les métaux sitôt qu'on les a tirés de la mine et pour les rendre par ce moyen plus beaux et plus riches qu'ils n'étoient auparavant. Cette invention lui a servy à trouver encore dans les mines beaucoup davantage d'or, qu'il n'auroit fait sans cela. »

À Schemnitz (Banska Stiavnica) il y avait aussi un peu d'or dans le minerai d'argent, et la séparation se faisait par un procédé chimique : « Ils font fondre l'argent, nous rapporte Brown, et ils le mettent presque en poudre, et ensuite ils le font dissoudre par le moyen d'une eau forte qu'ils composent d'une sorte de vitriol tout à fait particulier qu'ils préparent à Schemnitz, par le moyen duquel l'or demeure au fond, d'où on tire quelques temps après pour le faire fondre. » La spécialité de Schemnitz n'en est pas moins la production d'argent. Le rendement est variable, il peut atteindre 20 onces pour 100 livres, mais se situe autour de 2,5 onces soit 1,5 %. Les puits étaient équipés de pompes mues par des chevaux, car ils étaient très profonds; au puits de Windschacht, E. Brown descendit « trois fois presque perpendiculairement environ trois cens degrez d'une eschelle ». Les galeries de mine possédaient un système d'aération qu'E. Brown ne décrit pas très clairement. Depuis 1627 les mineurs avaient développé la technique de l'exploitation par explosion, qui permettait de développer les galeries et de trouver des filons à haut rendement. L'ensemble de l'entreprise employait deux mille personnes vers 1670.

À Neusohl (Banska Bystrica) la mine produisait essentiellement du cuivre, avec un peu d'argent, selon E. Brown « les plus belles mines de cuivre qui soient en Hongrie [31] ».

L'extraction du minerai était difficile et ensuite il était soumis à quatorze fusions successives. Ces différentes opérations revenaient cher et les Fugger avaient cessé d'exploiter ce gisement dès 1546; pourtant les Habsbourg prirent alors l'administration et l'exploitation des mines dont l'importance économique était considérable pour les pays danubiens, même si le prix de revient du cuivre ou de l'argent était supérieur à celui du cuivre suédois ou de l'argent d'Amérique. Au XVIII^e siècle les villes minières dépendaient directement de la Chambre des Comptes de Vienne, ce qui provoquait de vives critiques de la part des Hongrois, car ceux-ci avaient l'impression qu'une partie de leurs richesses était détournée par la Maison d'Autriche, alors que le produit net annuel de l'exploitation était très variable, puisqu'il oscillait de 60 000 florins rhénans en 1670 à 916 000 en 1690 [32].

Mais les villes minières offraient surtout l'avantage de fournir du métal monnayable (or, argent) utilisé soit par la monnaie de Kremnica, soit par la monnaie de Vienne [33]. L'or produit permettait la frappe d'un ducat de forte valeur intrinsèque, comparable seulement au sequin de Venise et qui valait, en 1665, deux rixdales ou trois florins

31. E. BROWN, *op. cit.*, p. 128-154.

32. HKA Vienne, *Hofzahlamtsbücher* : le produit net pour le trésor impérial était en milliers de florins rhénans, 1655 : 173; 1665 : 62; 1670 : 60; 1675 : 315; 1680 : 325; 1690 : 916; 1694 : 633 et 1699 : 402. On trouvera ces chiffres dans le registre correspondant à l'année, section I Einkommen, rubriques Kammer Kremnitz.

33. En 1690 Kremnitz envoyait à Vienne 221 marcs d'argent, *Hofzahlamtsbuch* 135.

rhénans [34]. Il est certain que la production régulière de métaux monnayables, même si elle était incapable de soutenir la concurrence de celle du Nouveau Monde, a facilité frappes monétaires et échanges dans des régions qui vivaient à l'écart des circuits commerciaux de l'Europe Atlantique.

En revanche les mines d'argent connaissent le déclin au XVII^e siècle en Bohême; à Kutná Hora, la commission d'enquête composée d'officiers de la Chambre royale de Kreminitz (Slovaquie actuelle) visita en septembre 1665 les puits encore en exploitation et dressa un véritable constat de faillite : la production très faible ne peut être augmentée, car une exploitation intensive a épuisé les réserves [35]. Bien qu'on ne dispose pas d'études chiffrées sur le déclin général des mines d'argent les suggestions de la Chambre royale de Bohême sont significatives : les autorités pragoises espèrent relever la production en accordant des exemptions fiscales, alors que tous les gisements ont été victimes d'un véritable pillage à partir de 1550, au moment de l'arrivée massive de l'argent d'Amérique. L'étude très précise de M. Kubát pour les mines de Bohême méridionale (Přibram) vaut également pour Kutná Hora et pour Jáchymov. La Bohême a pratiquement cessé de produire des métaux précieux. Quant au cuivre il était évidemment utilisé pour la frappe du billon (pièces de 36 et 15 kreutzer) où il était mélangé à de l'argent par les maîtres des Monnaies de Kremnica et de Vienne. Mais il servait aussi à fondre les canons de l'artillerie impériale, dans les arsenaux de Vienne et de Presbourg (*Kaiserliche Zeughäuser*). Ainsi en 1680 la Chambre des Comptes reçut l'ordre de faire livrer 100 quintaux de cuivre (et 20 quintaux d'étain) nécessaires à la fabrication de nouveaux canons [36].

Le mercure.

L'Empereur possédait en Carniole, à Idria, la plus importante mine de mercure d'Europe centrale. Elle produisait 204 675 livres de mercure. Installée dans la montagne, la mine est accessible par un système de puits et de galeries, et la technique employée pour pomper l'eau est déjà très poussée. En 1665 l'entreprise emploie 200 ouvriers et depuis sa réorganisation récente, les coûts de production n'excèdent pas 28 000 florins par an [37]. « On tire de cette mine de deux sortes de vif-argent. La première s'appelle *lungfraw*, c'est-à-dire vif argent virginal... ce qui se découvre soy-mesme sans passer par le feu... que l'eau seule est capable de séparer par le moyen premièrement d'un crible et ensuite d'un grand auge, au bout duquel il y a quelques petits trous. Ils appellent vif argent simple celui qu'on ne peut point connoistre au commencement sans le faire

34. *Evliya Çelebi*, édition Kreutel, p. 202. Il donne également une description du ducat hongrois : au revers une inscription avec nom et titre du roi, à l'avant un homme en costume de guerre hongrois (cuirasses, casque avec plume) tenant dans sa main un bouquet de flèches. Voir le témoignage de Grémonville : « J'avais dit au marchand banquier de réduire la somme de quatre mille rixdalles en cette espèce lequel trouva aussitôt deux mille hongres. » Grémonville à M. de Lionne, Vienne, 30 juin 1665. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 21, f^o 233.

35. *Der Löblichen Visitationen-commission Bericht und Guetachten*, 1665, SÚA Prague, Borëkiana, vol. XI, f^o 1143-1161. L'instruction du 5 janvier 1675 donnée à Janinall en tant que grand maître des mines se situe dans la même perspective. Borëkiana, vol. XI, f^o 1235-1257.

Voir aussi l'article de Jaroslav KUBAT : « Prispëvek k Dejinam dolovani u nás v 16 stol. » dans *Sbornik archivních Praci*, t. VII, 1957, n^o 2, p. 177-223. La production qui était d'après Přibram de 1 492 marcs en 1550 et de 1 582 marcs en 1555 tombe à 245 marcs en 1560 et à 23 marcs dès 1565.

36. HKA Vienne, Befelch an die hinderlassene Hoffcammer, 23 février 1680, *Gedenkbuch* n^o 432.

37. Extract of a letter lately written from Venice by the Learned Doctor Walter Pope, to the Reverend Dean of Rippon, Doctor John Wilkins, concerning the Mine of Mercury in Friuli, *Philosophical Transactions of the Royal Society*, Londres, 1665, n^o 2, p. 21-25 (BN R. 4730).

passer par le feu... Ce qu'ils tirent de la mine est d'une couleur brune, un peu rouge, mais le meilleur est une pierre assez dure, qu'ils ne mettent pas aussitôt dans le feu, mais qu'ils réduisent premièrement en poudre et qu'ils mettent ensuite dans des fournaises de fer. »

Le rendement de cette poudre est d'à peu près 50 % [38]. En fait, la mine d'Idria connaissait une crise de débouchés. Une partie de la production est utilisée par la mine d'or de Kremnica, en Haute-Hongrie [39], et une partie était exportée vers le Nouveau Monde, mais le ralentissement de la production d'argent dans les colonies espagnoles et les frais de transport considérables semblent avoir fermé ce marché au mercure d'Idria, dont le seul débouché à l'extérieur demeure la Hollande [40], et, dans une moindre mesure, Venise.

La réorganisation de la régie et de la production n'a servi qu'à augmenter les stocks : en 1669 E. Brown vit « dans le Chasteau 3 000 sacs de vif-argent » (pesant 315 livres et valant chacun 40 000 ducats) « et il y en avoit encore dans une autre maison autant qu'ils en avoient pu purifier pendant deux ans [41] ». Cette richesse naturelle indiscutable était donc difficile à mettre pleinement en valeur; les capitalistes hollandais s'y intéressaient comme garantie hypothécaire d'un éventuel emprunt, mais les capitalistes « autrichiens » se heurtaient à des problèmes de débouchés, dès qu'ils voulaient faire fonctionner la mine à plein rendement.

Le fer.

Les mines de fer de Styrie et les produits métallurgiques qu'on pouvait fabriquer avec ce fer connaissaient d'ailleurs les mêmes difficultés, dès que le marché des pays héréditaires était saturé. Les mines de fer de l'Erzberg (Styrie) avaient, depuis 1561, leur débouché naturel en Basse-Autriche, dans les villes industrielles situées sur le cours supérieur de l'Ybbs (Scheibbs, Waidhofen an der Ybbs). La production du fer était contrôlée par la Chambre aulique et le ravitaillement de la zone industrielle (*Eisenwurz*) était assuré par le troc de vivres contre du fer (en 1650 20 000 quintaux (*Zentner*) de 56 kg furent ainsi livrés à des marchands autrichiens) [42]. Le contrôle de l'État s'opérait par l'intermédiaire des marchands entrepreneurs rassemblés dans une chambre corporative (*Eisenkammer*) siégeant à Scheibbs : en 1574 elle comptait une centaine de marchands. Ceux-ci distribuaient le travail à des forgerons répartis dans les corporations spécialisées. Ainsi les couteliers de Steyr (Haute-Autriche) n'avaient pas le droit de fabriquer les lames, mais ils devaient les acheter aux forgerons spécialisés, dépendant de l'*Eisenkammer*. Il y avait d'ailleurs une spécialisation, en fonction des localités : Waidhofen fabriquait surtout faux et faucilles réputées, Purgstall fabriquait des poêles et Scheibbs des aiguilles. En dépit du contrôle de l'État, le cadre artisanal et corporatif est respecté. En fait la métallurgie autrichienne connaît une crise dans la période 1650-1700, par suite de la fermeture des marchés extérieurs [43]. Les marchands de

38. E. BROWN, *Relations de plusieurs voyages (1669)*, Paris, 1674, p. 187-188 (BN 63561).

39. *Ibidem*.

40. H. Ritter von SRBIK, *Der staatliche Exporthandel Österreichs von Leopold I. bis Maria Theresia*, p. 14-16 et 21-22. La production moyenne en 1650-1660 était de 1 650 quintaux viennois par an. En 1690 elle était passée à 5 750 quintaux viennois. Voir également Violet BARBOUR, *Capitalism in Amsterdam in the 17th Century*, p. 14, 108 et 109. Exposés concernant les prêts faits par la maison Deutz d'Amsterdam en 1659 et 1698, et gagés sur les mines d'Idria.

41. BROWN, *op. cit.*, p. 190.

42. A. KALLBRUNNER : « Zur Geschichte der Kleiseisenindustrie des Oberen Ybbstaales » dans *Unsere Heimat*, t. X, 1937, p. 159. Exposé d'ensemble de L. BITTNER : « Das Eisenwesen in Innerberg-Eisenerz. » dans *A.Ö.G.* 89, p. 399-542.

43. G. E. FRIESS, O.S.B., « Scheibbs und die Eisenindustrie des Oescher Gebietes », dans *Blätter des Vereins für Landeskunde Österreichs*, t. XII, 1878, p. 233-244.

Francfort et de Nuremberg s'approvisionnent de plus en plus en Allemagne et le Conseil de la Guerre interdit l'exportation des faux et des couteaux vers l'empire ottoman, qui constituait pourtant un débouché traditionnel-la notion de « matière stratégique » prévalant sur les intérêts économiques. Néanmoins, il est difficile d'apprécier quantitativement l'ampleur de la crise, sauf en ce qui concerne les fabriques de couteaux de Steyr : entre 1470 et 1620 on admettait de 75 à 100 nouveaux maîtres par décennie, entre 1650 et 1700 l'on en admettait moins de 20 par décennie [44].

C. LA PRODUCTION INDUSTRIELLE.

Toutes ces industries du fer et du mercure utilisent abondamment le bois des forêts autrichiennes. Les secteurs boisés de la forêt viennoise ou du district des Forêts (*Waldviertel*) ont attiré de petites verreries, qui se déplacent lorsque la forêt environnante est trop clairsemée [45]. Le bois fournit également la matière de nombreux moulins à papier installés par exemple en bordure de la forêt viennoise, aux environs de Sankt Pölten ou de Baden. Ces moulins à papier ont eux aussi un caractère artisanal; ils approvisionnent le marché local et leur horizon atteint tout juste Vienne [46].

Le marasme des activités industrielles frappe tous les contemporains qui analysent la situation économique des pays autrichiens; ils l'attribuent tant aux structures archaïques de la production qu'au faible volume des échanges et à la faiblesse du grand commerce. J. J. Becher et à sa suite les autres caméralistes s'en prennent avant tout au système des corporations qui pratiquent une politique que l'on qualifiera plus tard de malthusienne, qui travaillent peu et produisent peu, pour maintenir les prix, et par conséquent leur profit « ce qui est extraordinairement préjudiciable à la communauté. Pour remédier à cela et supprimer ce monopole caché, les Hollandais ont dissous toutes les corporations [47] », ajoute Becher. Celles-ci ont eu jadis leur utilité, mais par leur réglementation étouffante sont devenues nuisibles. Mais comme toute la société des villes privilégiées reposait sur le système des corporations, dans tous les pays de la Monarchie, cette mesure mettait en question des intérêts considérables, elle exigeait à la fois l'appui du législateur et la collaboration d'ouvriers étrangers au monde des corporations urbaines. La crise latente de la seconde moitié du XVII^e siècle est due bien plus à l'inadaptation des structures qu'à une conjoncture vraiment défavorable car, comme nous le verrons plus loin, ni la situation monétaire, ni l'évolution des prix, ne justifient la crise.

Une seule industrie échappait à la crise et vérifiait l'analyse de Becher : l'industrie textile des pays tchèques, et plus particulièrement les toiles de Bohême septentrionale et de Silésie. Il s'agit essentiellement d'étoffes grossières, bon marché, fabriquées à partir du lin et du chanvre produits dans le pays, mais la Silésie offre aussi des toiles de qualité supérieure. En 1682 la région située au pied des Monts des Géants (Krkonosé) produit 10 000 pièces de toile, la petite ville de Liberec en fournissant 1 000 et Frydlant, l'ancienne « capitale » de Wallenstein 600. Mais il s'agit d'une industrie à caractère rural. Installée au XV^e siècle, elle a progressivement émigré vers les demeures

44. I. HACK, « Der Messerhandel der Stadt Steyr bis zum Ausgang des 17. Jahrhunderts », in *Ober-Österr. Heimats Blätter*, t. VI, 1952, p. 1-15.

45. A. PURGY, « Die Geschichte der Glasindustrie im Waldviertel », dans *Das Waldviertel*, t. V, 1932.

46. K. HELLEINER, « Die Anfänge der Papierindustrie im Viertel of Wiener Wald », dans *Jahrbuch für Landeskunde Nieder-Österreich*, t. XXV, 1932, p. 175-199.

47. J. J. BECHER, *Politische Discurs*, chap. IV, p. 31, Francfort, 1668 (BN Paris, E. 3572). « Welches dann der Gemeinde über die Massen schädlich ist. Diese deshalb zu remerdi- und das heimliche Monopolium aufzugeben haben die Holländer alle Zünffte cassirt. » On retrouve là l'élève des économistes hollandais et l'admirateur de la prospérité hollandaise. Voir H. HASSINGER, *Biographie de J. J. Becher*, Vienne, 1951, p. 116-118.

paysannes du domaine, échappant à la réglementation des corporations. La guerre de Trente Ans a accéléré l'évolution : en 1617 la ville de Liberec comptait encore 184 métiers à tisser, en 1691 elle n'en possédait plus que 87, alors que le domaine en avait 76.

Ces toiles sont vendues à des marchands de Nuremberg : Koch, Eugel, Schwedendörfer, la firme Viatis et Peller qui, à elle seule, achète en 1681 pour 375 000 florins de toiles de Bohême, Silésie, Haute-Lusace. Ces toiles sont acheminées vers Hambourg et, bien souvent, exportées vers le Nouveau Monde ou l'Afrique; les produits de l'industrie rurale bohême s'inséraient donc, comme les toiles bretonnes, dans un ensemble plus vaste que le marché régional et participaient au commerce colonial [48]. Selon un mémoire rédigé en 1708, la seule Silésie aurait alors produit 50 000 pièces de toile (à soixante aunes la pièce) [49]. Nous sommes évidemment en présence d'un monde différent de celui que critiquaient les caméralistes et précisément dans les régions qui voient, dès cette époque, la floraison de manufactures.

II

LES ÉCHANGES

Dans ces conditions, le grand commerce n'est guère prospère et la balance des comptes est déficitaire. La situation est encore une fois analysée et critiquée par les économistes du temps, qui condamnent les importations de produits manufacturés, en particulier des textiles de luxe et des vêtements à la mode de Paris. En 1686 Hörnigk condamne formellement le snobisme des modes françaises, comme l'avait fait 20 ans plus tôt Becher : « Assurément nos grands parents ayant été d'autres gens que nous et à coup sûr en matière économique ils ne jetaient pas par la fenêtre trois à quatre millions de florins chaque année simplement pour acheter ces saletés de marchandises françaises, mais utilisaient largement ce que leur fournissait leur propre maison. Les ornements précieux consistaient pour eux en bon or massif et non en fragiles chiffons importés de France, qui en outre deviennent inutilisables tous les six mois, par suite de changement de mode. Ils s'habillaient de bon drap et de velours et ignoraient les marchandises françaises [50]. »

Comme les modes anciennes n'utilisaient que des textiles de fabrication locale, l'industrie des pays autrichiens était prospère et Hörnigk esquisse par là même une

48. J. GUNZEL, « Die Reichenberger Tuchindustrie », dans *Beiträge zur Geschichte der deutschen Industrie in Böhmen*, t. V, p. 54-399. A. KLÍMA, *Kapitoly z manufakturniho v Cechách studijní Material*, Prague, 1956, p. 32-33. H. VON SRBIK, *Der Staatliche Exporthandel*, p. 104-105, donne un exposé plus général.

49. HKA Vienne, *Verschiedene Vorschläge*, 3103. Mémoire de Charles de Denhove à Thomas Gundacker comte Starhemberg, président des Finances : « une pièce de toile se conte ordinairement à 60 aunes... qui ne serroit que une demie creutzer sur l'aune, qui est une bagatelle à dire... s'il vient quelqu'un qui presentoit à Sa Majesté lui accorde », f° 83, Olmütz, le 8 décembre 1708. A. ZIMMERMANN, *Blüte und Verfall des Leinen gewerbes in Schlesien*, Breslau, 1885.

50. Ph. VON HÖRNIGK, *Österreich über alles*, édition de 1750, p. 18, « Freylich aber seyend Voreltern auch, und in Oeconomicis gewiss andere Leute gewesen als wir. Sie jagten nicht alle Jahr nur allein für die Französischen Schand Waaren Drey oder Vier Millionen Gulden baaren Geldes aus den Landen hinaus, gleich wie wir, sondern beholffen sich mehrten theils mit dem, was das eigene Haus bescherte Es bestunden ihre kostbare Zierrathen in gutem Massiv Gold... nicht aber in Zerrieslichen Französischen Lumpen : die noch dazu alle halbe Jahr durch Aenderung der Mode unnutz gemacht werden. Sie kleideten sich in gut wollen Tuch und Barchet. Wusten nichts von Französischen Zeugen... ».

explication de la crise générale qui frappe les corporations. À vrai dire Hörnigk est un journaliste qui simplifie la situation et tend à regretter systématiquement le passé; les draps et toiles de qualité courante continuent à être utilisés par les masses paysannes, mais l'industrie locale est incapable de fournir des tissus de qualité supérieure, ou toutes autres marchandises analogues qui trouvaient acquéreur dans la partie la plus riche et la moins nombreuse de la société (aristocrates, personnel de la Cour, et habitants de la capitale). Ainsi, à l'occasion de l'entrée de l'infante Marguerite-Thérèse à Vienne, le 5 décembre 1666 « l'on y admira les merveilles de Paris, par les bellés broderies et particulièrement par celle du carosse, de la chaise et de la litière, qui ne pouvaient estre plus superbes, ny mieux travaillées [51] ». Draps fins, dentelles, cristaux, ce sont des produits coûteux qui ont toujours fait l'objet du grand commerce. Il faut soit en prohiber l'importation et l'usage, soit les fabriquer sur place.

En effet, il paraissait difficile d'équilibrer la balance des comptes autrement qu'en réduisant les importations, car les exportations sont malaisées et portent sur des matières premières abondantes (le mercure) ou de faible valeur intrinsèque (laine de Bohême, cuivre hongrois, lin et toiles de Silésie, vins d'Autriche et de Hongrie, bœufs et chevaux de Hongrie et Slavonie). De toute façon, en dehors de la voie du Danube, véritable trait d'union entre l'Empire, les pays héréditaires et la Hongrie, les voies de communication étaient insuffisantes et incommodes. Les routes de Bohême, en particulier, étaient mal entretenues et peu sûres. La diète rappelle presque chaque année aux propriétaires de chemins que s'ils ne font pas honneur à leurs obligations, ils seront privés des péages qu'ils perçoivent sur les marchands et les voyageurs. La diète de 1666 oblige les riverains à abattre les arbres de chaque côté de la route, de façon que les bandits de grand chemin puissent attaquer moins aisément les voyageurs [52].

Il semble bien que ce soit seulement après 1720 qu'on se soit préoccupé de remettre en état les routes traditionnelles, grâce à la corvée [53]; on en a créé de nouvelles, comme la route de montagne unissant Vienne à Gratz et à Trieste [54]. En fait, sous le règne de Léopold I^{er}, la monarchie n'a d'accès direct à la mer que par le petit port croate de Buccari, port situé par conséquent dans l'espace économique hongrois et mal relié à la Transdanubie, par un difficile chemin muletier (étape Kalovác-Buccari). Le véritable débouché des pays autrichiens aurait été la péninsule des Balkans et le Proche-Orient, en un mot l'empire ottoman, marché susceptible de fournir certaines matières premières et surtout d'absorber des produits manufacturés de qualité moyenne. Bien que ce marché fût grevé de lourdes hypothèques politiques — la guerre avec « l'ennemi héréditaire » pouvait interrompre les échanges et le Conseil de la Guerre était opposé à l'exportation de tout produit pouvant être utilisé par l'armée ottomane — des hommes d'affaires viennois se sont lancés hardiment dans cette entreprise, après la paix de Vasvár, reprenant ainsi de vieux rêves du xvi^e siècle [55].

51. Grémonville au roi, Vienne, 9 décembre 1666. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 25, f^o 146. L'infante Marguerite-Thérèse, fille cadette de Philippe II d'Espagne, fut la première épouse de l'empereur Léopold I^{er}.

52. HKA Vienne, *Verschiedene Vorschläge*, fascicule 2, dossier 78, f^o 785-788. SÚA, Prague, *Artikulové Sněmovní*, pour les années 1661, 1662, 1663, 1664, 1665, 1666, 1668, 1670, 1671, 1672, 1674, 1676, 1677, 1682, 1689 et tous les ans jusqu'en 1700.

53. C. GRÜLL, *Die Robot in Ober-Österreich*, Linz, 1952. La patente du 20 juin 1733 impose la corvée attelée aux paysans pour la remise en état des routes, les travaux doivent se faire sous la responsabilité de commissaires nommés par les états.

54. MONTESQUIEU, *Œuvres complètes*, édition de la Pléiade, t. I, p. 541. Voyage en Autriche : « L'on va depuis Vienne jusques à Gratz à travers les montagnes comme sur la levée de la Loire... L'Empereur a fait faire de très beaux chemins pour communiquer à ses ports d'Adriatique. ».

55. Voir le projet d'une compagnie de navigation et de commerce vers le Levant (Alexandrie et Tripoli) présenté à l'empereur Maximilien II en mars 1568, par Hanns Bayr, Handelsmann zu Kaufbeuren (Souabe). Cette compagnie aurait eu son siège à Sankt Veit, en Slavonie.

Il nous est d'ailleurs difficile d'évaluer exactement le déficit de la balance commerciale. Hörnigk estime [56] que les pays héréditaires gaspillent chaque année dix millions de florins pour solder ce déficit, et qu'il suffirait d'un ou deux millions de florins pour importer des matières premières nécessaires à la fabrication de produits de qualité [57] (par exemple de la soie et de la laine espagnoles). Mais, quel que soit le déficit de la balance des paiements, il devait être soldé en numéraire et c'est là que nous retrouvons le rôle primordial, pour l'équilibre économique de ces pays, des mines d'or, d'argent, et de cuivre de Haute-Hongrie.

En outre, à partir de 1683, les vivres fournis par les pays héréditaires aux armées des princes d'Empire combattant en Hongrie, jouaient le rôle d'exportations invisibles, dans la mesure où ces approvisionnements étaient payés avec de l'argent fourni par la Saxe, la Bavière ou le Brandebourg [58].

Quoi qu'il en soit les économistes au service de l'Empereur ont eu raison de mettre l'accent sur le déficit de la balance commerciale, afin d'éviter l'exportation de numéraire. Cette doctrine « mercantiliste » correspond à un réflexe de bon sens et elle avait été exprimée avec vigueur dès avant 1650 par l'économiste Kaspar Klock, dans son *Tractatus de aerario*, au chapitre « De auro et argente non exportando, caeterum prudentes Rei publicae moderatores extra fines territorii pecuniam praetextu exoticarum mercium ad externos exportari non Patiuntur, omniumque fere Principum legibus severissime sancitum est, et aurum et argentum extra cujusque Imperii fines evehatur [59]. » Klock appuie son argumentation sur la requête des marchands de Paris de 1605, le décret de l'électeur palatin interdisant aux marchands italiens, en 1559, d'exporter du numéraire, ainsi que sur des textes de Tacite et de Jean Bodin.

Le problème du déficit de la balance des paiements est d'autant plus grave que les pays héréditaires sortent d'une guerre qui les a durement éprouvés. La longue occupation suédoise en Bohême, le passage des armées n'ont laissé que de rares contrées à l'abri des misères de la guerre, à cela s'ajoutaient les sacrifices financiers demandés aux peuples pour entretenir les armées impériales. Les traités de Westphalie furent accueillis avec soulagement et la reconstruction était la tâche primordiale qui s'imposait à l'empereur Ferdinand III, comme à son successeur Léopold I^{er}. Et c'est pour mieux mesurer les progrès accomplis par la Monarchie au cours de ce demi-siècle que nous décrivons d'abord la situation vers 1660.

A. LES RUINES DE LA GUERRE.

La meilleure méthode pour en apprécier l'étendue est encore le recours à l'évaluation démographique, puisque d'une part l'activité économique est difficile à mesurer et que d'autre part, en l'absence de machines, la présence d'une main-d'œuvre abondante est la condition préalable à toute reprise économique, en particulier dans le secteur agricole; c'est le paysan qui valorise une contrée, inversement une trop faible densité de population ne permet pas de tirer pleinement parti des ressources naturelles. Mais d'autres phénomènes que la guerre de Trente Ans ont contribué à diminuer la population ou à retarder une reprise possible de l'expansion démographique : l'expulsion des

56. Ph. VON HÖRNIGK, *Österreich über alles*, édition de 1750, p. 121.

57. Ph. VON HÖRNIGK, *op. cit.*, p. 131. Il faut évidemment prendre ces chiffres avec la plus grande réserve, en l'absence de toute statistique concernant les échanges de l'ensemble de la Monarchie. Bien placé dans les milieux de Vienne qui s'occupaient d'économie politique, il est possible qu'il ait eu une vision juste des choses.

58. Il s'agit essentiellement de subsides espagnols et pontificaux versés pour la guerre contre les Turcs, qu'il ne faut pas confondre avec les emprunts faits à l'extérieur (à Amsterdam par exemple). Nous traiterons plus loin, en détail, cette aide financière étrangère.

59. Kaspar KLOCK, *Tractatus de Aerario*, t. II. chap. 24, p. 553, 1 vol. in-folio (BN E 70).

protestants, les guerres turques et les épidémies de peste ont rendu précaire jusqu'en 1683 toute reconstruction et, comme ces phénomènes ne se produisent pas partout en même temps, il faut nuancer l'exposé en fonction des différents pays, auxquels un seul genre de catastrophe semble avoir été épargné, les famines et disettes. C'est pourquoi nous essaierons d'analyser, pour chaque pays, quelles ont été les conditions d'une reprise cahotante, encore que l'absence de dénombrements d'ensemble pour la période en rende l'appréciation malaisée [60].

a. La Basse-Autriche.

Elle a été relativement peu frappée par les opérations militaires de la guerre de Trente Ans, mais la politique systématique de « Réformation », c'est-à-dire de Contre-Réforme, a touché sensiblement Vienne et les petites villes, où une bonne partie de la population était passée au luthéranisme. Dans les 18 villes qui, avec Vienne, constituent l'ordre bourgeois (*Bürgerstand*) la valeur des maisons est tombée de 522 780 livres en 1560 à 243 000 en 1665 et si, à Klosterneuburg, la valeur des maisons est encore, en 1665, la moitié de ce qu'elle était en 1560, elle n'est que de 33 % à Krems et de 16 % à Eggenburg [61]. Le magistrat de Vienne, dans une résolution à la diète de Basse-Autriche, se plaint également que le nombre des maisons bourgeoises soit tombé de 5 250 à tout juste 2 000 [62]. Et le mouvement d'émigration bourgeoise ne s'est arrêté que vers 1665. Les campagnes de Basse-Autriche ont été moins frappées que celles d'autres pays, car ni les seigneurs, ni le gouvernement du pays n'encourageaient l'émigration, considérée comme la solution désespérée pour les fortes têtes. La patente impériale de 1652 institue un régime de contrôle très sévère pour les déplacements et les sorties du pays, tous les sujets étant soumis au régime du passeport. Les résultats ont été très variables selon les localités, à Dürnstein sur 55 luthériens, 7 ont émigré, tandis qu'à Pöggstall sur 708 luthériens, 339 sont partis en émigration [63]. G. Franz estime que la Basse-Autriche n'aurait ainsi perdu que 10 000 habitants [64].

Mais la période de 1679-1683 provoqua une crise démographique beaucoup plus importante, puisqu'à la grande peste de 1679 succédent l'invasion turque et les incursions tatars, au cours de l'été 1683. Si la peste frappa surtout la capitale, la guerre dévasta le plat pays et d'une manière générale toutes les agglomérations qui ne disposaient pas de murailles assez fortes pour arrêter un raid de cavaliers. La peste était probablement venue du Proche-Orient, elle a d'abord fait des ravages dans la Hongrie du Nord-Est (région de Košice), puis s'est étendue à l'Autriche, et l'année suivante, à la Styrie et aux pays tchèques. En août 1679, la Cour impériale dut quitter Vienne pour Prague, et en 1680 elle finit par se réfugier à Linz, la Haute-Autriche ayant été épargnée par l'épidémie. D'après Rinck la peste aurait fait 20 000 victimes pour la seule

60. R. MOIS, S. J., *Introduction à la démographie historique des villes d'Europe* (XIV-XVIII^e s.), t. I, p. 43. En 1695 l'empereur Léopold I^{er} ordonne bien un comptage *numerus animarum* par sexe, âge, rang social, mais les résultats en ont été perdus.

61. K. GUTKAS, « Stand und Herrschaft in Nieder-Österreich im 16. und 17. Jahrhundert », dans *Bericht über Österr. : Historikertag in St-Pölten*, p. 69-75 Vienne, 1965.

62. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 43/1656. Votum des Vierten Standes : « Dan gleich wie bey der Wiennstad von denen 5.250 Häusern... nich mehr 2.000 bürgerliche Häuser sich befunden... also seint in denen mitleidenden Stätt thails Häuser, wegen der Baufälligkeit selbst eingefallen, thails wegen Armuth der Burger... »

63. K. PIRINGER, *Ferdinand III Katholische Restauration*. Dissertation inédite, Vienne, 1950, BN Vienne 826-840 C.

64. Günther FRANZ, *Der 30 Jährige Krieg und das deutsche Volk*, Jena, 1943, p. 76.

ville de Vienne [65]. Le seul moyen efficace de lutter contre l'épidémie était de fuir la ville, ce que firent tous ceux qui en avaient la possibilité matérielle, tous les autres remèdes proposés (sonner les cloches sans interruption pour remuer l'air) relevant de la plus haute fantaisie, et d'une méconnaissance totale des conditions de propagation de la maladie. En signe d'action de grâces, les Viennois survivants offrirent la colonne votive (*Dreifaltigkeitsäule* ou colonne de la Trinité) qui se dresse encore aujourd'hui sur le Graben, en plein centre de Vienne. Et les habitants des petites villes, après avoir imité les Viennois dans les dévotions à saint Roch et à saint Sébastien, firent également bâtir des colonnes de la Trinité.

A peine l'Autriche se remettait-elle de ce fléau qu'une autre catastrophe s'abattait sur le pays : pire encore que l'occupation par l'armée régulière ottomane étaient les raids de ses auxiliaires tatars, dont le but avoué était de brûler les maisons et d'emmener en captivité leurs habitants, pour les vendre sur les marchés d'esclaves, en particulier à Istanbul. Société esclavagiste, la société ottomane a du mal à se procurer des esclaves au XVIII^e siècle, et ne peut guère le faire que par des razzias sur les frontières lointaines de l'Empire. Ce sont les Tatars qui approvisionnent les marchands juifs d'Istanbul avec des Géorgiens, des Russes, des Tcherkesses. Il fallait des circonstances exceptionnelles pour que les Tatars puissent « s'approvisionner » en Europe [66]. En 1683 ceux-ci se sont livrés à une véritable chasse à l'homme dans la forêt viennoise, où des villages entiers s'étaient réfugiés par bande de 200 à 300, ils ont encerclé les paysans et les ont fait prisonniers. Ils les ont concentrés dans un camp à Laxenbourg, leur ont rasé les cheveux, et dès qu'ils ont pu les ont vendus aux Turcs. Beaucoup d'enfants ont péri dans ces migrations forcées [67].

Un exemple individuel donne la mesure de la catastrophe [68] : Maria Pöckhin, paysanne d'une seigneurie Liechtenstein à Entzersdorf (aujourd'hui dans la banlieue nord-est de Vienne, au nord du Danube) avait, (en 1683) cinq filles (Maria-Barbara, Maria-Élisabeth, Anna-Maria, Maria-Catharina, Maria-Régina) « qui ont toutes été emmenées en captivité par le funeste Ennemi héréditaire » [69]. Onze ans après elle les attend toujours et rédige son testament de telle manière que celles qui reviendraient puissent entrer en possession de leur héritage. Le *Theatrum Europaeum* affirme que les pertes totales se seraient élevées à 88 809 individus.

Quant aux dégâts matériels, ils ne devaient pas se limiter aux pillages turco-tatars, puisque ces contrées eurent à subir le passage des troupes libératrices. A Walpersdorf, l'administration évalue le coût de l'hébergement des troupes alliées à 30 000 florins. Les troupes du cercle de Franconie, arrivées le 8 septembre, emportèrent ou consommèrent sans payer 89 chevaux, 362 bœufs, 2 412 *Eimer* de vin, et 17 806 setiers (*Metzen*) de grains. Par la suite le gouvernement tenta de limiter les dégâts dus au passage des contingents allemands se rendant en Hongrie, en organisant les étapes et en versant des indemnités aux régiments en marche. Mais dans l'affolement de l'année 1683, les troupes se ravitaillèrent comme elles purent. Quoiqu'il en soit, le résultat fut catastrophique; dès le 15 juillet, la région s'étendant de Krems à Sankt-Pölten est en cendres :

65. G. E. RINCK, *Leopold*, t. II, p. 303-305, Leipzig, 1708. Voir également à ce sujet G. GUGITZ, *Zur Pestperiode*, ainsi que les notations du nonce dans l'édition Levinson, A.Ö.G. 106, p. 724-725.

66. Voir à ce sujet R. MANTRAN, *Istanbul dans la seconde moitié du XVIII^e siècle*, 1 vol., Paris, 1962, p. 107-108.

67. Témoignage d'un paysan du monastère d'Heiligenkreuz qui a réussi à s'échapper et à rentrer fin octobre 1683. Cité par le père Balthazar Kleinschroth dans son journal, 29 octobre 1683. Édition H. Watzl, *Flucht und Zuflucht, das Tagebuch des Priesters B. Kleinschroth*, Vienne, 1963, p. 196-198.

68. M. KROISSMAYR, « Geschichte der Herrschaft Walpersdorf », in *Jahrbuch für Landeskunde Nieder-Österreich*, t. III, 1904, p. 207.

69. Testament de Maria Pöckhin Unterthänin, du 4 mars 1694. HHSStA Vienne, ÖLMA, *Testamente*, Karton 27, p. 123, von den leidigen Erbfeindt an gefangenen Töchtern.

« la misère des pauvres paysans est indescriptible, femmes et enfants couchent dans les prairies, telles les bêtes sauvages, la faim et le désespoir ne font que commencer [70] ». La diète de 1684 dut accorder de substantiels allègements fiscaux. D'une part on renonça à exiger les contributions de 1683 qui n'avaient pas été perçues avant l'invasion et d'autre part l'administration des États dressa un inventaire des maisons sinistrées, qu'elle divisa en 3 classes, à proportion des dommages subis; l'exemption fiscale allant de 4 à 8 ans, selon les cas [71].

Et s'il est difficile d'apprécier d'une manière chiffrée l'étendue des pertes, un fait demeure indiscutable, Vienne et la Basse-Autriche devaient être ménagées jusqu'à ce que le pays ait accompli sa reconstruction.

b. Les Pays tchèques.

1° *La Bohême*. — Si elle était plus éprouvée au sortir de la guerre de Trente Ans, la Bohême fut épargnée par l'invasion turque et les effets de la peste, en 1679, y furent beaucoup moins sensibles qu'en Autriche; néanmoins la situation initiale était très défavorable et la politique menée après 1650 ne facilita pas la reconstruction. O. Placht évalue les pertes de population à 45,30 %; sur 1 700 000 habitants que comptait le pays en 1615, il n'en restait plus que 930 000 en 1653 [72]. Il ne faudrait d'ailleurs pas croire que tous ces gens avaient été tués par les soldats ou même qu'ils étaient morts de maladie, car en fait une partie d'entre eux avait dû quitter le pays pour des raisons religieuses. A la suite de l'édit de 1628 de nombreux protestants, nobles, bourgeois, ou paysans avaient préféré l'exil à la conversion au catholicisme. Ils étaient partis en Saxe ou en Silésie. En 1650 certaines régions, comme les environs de Krumlov, dans le Sud du pays, avaient été épargnées, tandis que la seigneurie de Konopište avait perdu 36 % de ses habitants, et celle de Frydlant plus de 50 % de sa population; plus de la moitié des maisons était en ruines [73]. Or, l'application rigoureuse de la politique de Réformation devait aggraver la situation; la diète de 1652 acceptait, dans ses conclusions du 13 mars, l'application du programme de Ferdinand III, exposé le 4 décembre 1651 : tous les non-catholiques, adeptes de la confession d'Augsbourg, devaient quitter le pays ou se convertir au catholicisme avant les trois mois qui suivraient la publication des articles de la diète, et quel que fût leur rang [74]. Par là même les membres des États s'engageaient à faire respecter la décision de la diète et à chasser leurs paysans et leurs officiers, s'ils demeuraient luthériens.

L'historien Krofta estime que 200 000 personnes auraient quitté le pays dans ces conditions [75]. D'autre part la politique fiscale des États faisait retomber tous le poids des contributions sur les paysans, les ordres s'arrangeant, au moins jusqu'à 1680, pour ne pas payer eux-mêmes les contributions accordées au souverain. Aussi les paysans continuèrent-ils à déguerpir : par exemple sur le domaine de Sternberg, à Sázav, il n'y avait en 1656 que 46 maisons désertes, alors que vingt ans plus tard il y en avait 92.

70. Lettre d'un notable de Steyr, Gregor Schinnerer, venu livrer des bombes à Vienne. Publié par Fritz POSCH, « Gregor Schinnerers Erlebnis Berichte », dans *Unsere Heimat*, 26, 1955, p. 160-169. « Das Elendt der armen Underthannen ist nicht zu beschreiben, Weib und Khindt ligen wie das wildt Viech in denen auen, hüngr und khumber fanget an... »

71. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 51, liasse 1684. Rapport des *Verordneten* (commission exécutive élue par les 3 premiers ordres) ainsi que leur mémoire pour les impositions de l'année 1684. Nous n'avons pu malheureusement trouver la description correspondante.

72. OTTO PLACHT, *Lidnatost a Společenská Skladba Českého statu v 16-18 Století*, 1 vol., Prague, 1957, BN 16° M. 3019 (14), p. 364.

73. Günther FRANZ, *op. cit.*, p. 31-33.

74. *Theatrum Europaeum*, t. VII, BNG 900, p. 30.

75. K. KROFTA, *Dejiny Selkého Stavů*, Prague, 1949, p. 99.

Comme ces paysans ne portaient plus seulement pour des raisons religieuses, le choix du pays d'accueil était beaucoup plus vaste; ils allaient en Pologne, en Hongrie, en Saxe, voire en Autriche, ou dans l'intérieur de l'Allemagne. La diète de 1657 reconnut la nécessité de reviser le cadastre qui était achevé depuis trois ans [76], et c'est un problème qui se pose sans cesse jusque vers 1685. Même les voyageurs étrangers étaient conscients des difficultés propres à la Bohême qui était, écrit Charles Patin en 1669, beaucoup plus faible que la Hongrie et la Basse-Autriche, « quoy qu'elle soit de grande étendue, il y a bien à dire qu'elle soit si riche et si puissante. Les guerres l'ont horriblement minée depuis 1618 et quelque indulgence qu'elle reçoive de sa Majesté Impériale, elle a bien de la peine à se rétablir [77]. »

Les difficultés des années 80 ne pouvaient améliorer la situation; en même temps que la peste, la Bohême connut une grande révolte paysanne qui se solda par un échec complet et eut pour résultat une aggravation de la corvée pour nombre d'entre eux : la patente royale de Pardubice eut pour effet de limiter certains abus, mais aussi d'uniformiser à trois jours par semaine les prestations en travail. Sébeville note en février 1681 : « la Bohême est présentement presque déserte tant à cause de la peste que pour les nouveaux Édits qui les (paysans) ont fait fuir dans les pays voisins et principalement dans la Saxe, ce qu'ils font d'autant plus facilement qu'ils sont esclaves et qu'ils n'ont aucune terre à eux [77]. » Nous aurons l'occasion de revenir sur ce problème de la condition paysanne en Bohême, mais il est pour le moins indiscutable que la population ne s'est pas reconstituée aussi vite qu'elle aurait dû, étant donné le taux brut d'accroissement naturel (18,9 % entre 1671 et 1688) [78].

2° *La Moravie*. — Si elle fut moins durement touchée par la guerre de Trente Ans que la royaume de Bohême, elle n'était pourtant pas au bout de ses peines, car par sa situation géographique elle était exposée aux raids des Ottomans et de leurs alliés. En effet, si la Moravie n'avait perdu en 1650 que 25 % de ses habitants (600 000 en 1650 au lieu de 800 000 en 1615) elle dut subir les incursions tatars en 1663 et 1683, et celles des rebelles hongrois de Thököly de 1681 à 1683 [79]. Aussi est-ce avec une réelle ferveur que les habitants de la petite ville d'Uhersky Brod chantèrent un *Te Deum* d'action de grâces le 26 septembre 1683 pour la libération d'Esztergom et la victoire des impériaux sur les Turcs à Parkány [80], qui signifiait pratiquement la fin de cette période d'insécurité. Celle-ci avait été précédée en 1680 par la peste venue de Hongrie, la même qui, l'été précédent, s'abattit sur Vienne [81].

3° *La Silésie*. — Ce pays semble-t-il put mieux panser les blessures de la guerre de Trente Ans, car il n'eut à souffrir que de quelques incursions des cavaliers de Thököly [82]. Or, certaines régions avaient beaucoup souffert de la guerre : le duché de

76. A. KLIMA, *Kapitoly z Manufakturniho Odbodi v Čechach*, Prague, 1956, p. 2-16

77. Charles PATIN, *Relations historiques... de voyages*, 1669, Amsterdam, 1695, p. 32-33. Dépêche de Sébeville au roi, du 22 février 1681. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 50.

78. REINHARD, ARMENGAUD, DUPAQUIER, *Histoire générale de la population mondiale*, Paris, 1968, p. 158-160.

79. OTTO PLACHT, *op. cit.*, p. 364. E. DENIS, *La Bohême après la Montagne Blanche*, p. 180-181.

80. Chronique de Martin Ležák, notable d'Uhersky Brod, dont les fragments ont été publiés par J. POLIŠENSKÝ, *Knība o Bolesti a Smutku*, 1605-1683, Prague, 1948, p. 163.

81. J. POLIŠENSKÝ, *op. cit.*, n° LXXIX : M. Ležák fait un récit de la peste dans sa ville. L'épidémie s'acheva par la consécration d'un autel à Saint-Roch dans l'église de la ville le 21 décembre 1680.

82. « La course en Silésie dont j'ay parlé dans ma précédente (lettre) est effective. Il y a eu mesme une petite ville saccagée et c'étoit un nommé Pétrozi qui commandait le party des mécontents. » Sébeville au roi, C.P. Autriche, vol. 53, A.E. Paris (dépêche du 22 octobre 1682).

Brieg aurait perdu 33 % de sa population; en 1654 la seule principauté de Schweidnitz-Jauer comptait 26 villages entièrement en ruines et 20 autres qui ne valaient guère mieux. En 1667 les 9 villes de Silésie qui comptaient 9 500 bourgeois en 1615, n'en totalisaient encore que 1 600. G. Franz estime les pertes pour l'ensemble de la province à 22 %, soit 200 000 habitants de moins en 1650 qu'en 1618. La situation religieuse des non-catholiques doit être nuancée, car elle dépendait essentiellement de l'attitude du prince territorial; la province étant constituée d'une série de principautés vassales du duc, qui était en même temps roi de Bohême. Si le prince était le roi Habsbourg ou un catholique zélé, les édits de Réformation étaient appliqués en vertu de la paix de Prague et les hérétiques partaient vers le Brandebourg, la Posnanie polonaise, ou la Lusace; les résultats ont été aussi catastrophiques qu'ailleurs [83]. En revanche les non-catholiques demeuraient sur place à Breslau et dans les principautés autonomes qui servaient parfois de terre d'accueil pour des réfugiés de Bohême.

c. L'Autriche intérieure.

Quant à l'Autriche intérieure (Styrie, Carinthie, Carniole), si elle fut épargnée par les guerres, elle connut la première les rigueurs de la politique de Contre-Réforme; inaugurée en 1598 [84] par l'archiduc Ferdinand (le futur empereur Ferdinand II) elle provoqua le départ de 11 000 personnes jusqu'en 1605, puis de la noblesse en 1628 (800 personnes en Styrie, 160 en Carinthie) et ne s'acheva qu'en 1651 par l'expulsion des paysans du comté d'Ortenburg, en Carinthie, qui allèrent s'installer à Wain, auprès d'Ulm [85]. Et la peste y sévit à l'état endémique, à partir de 1680. Elle fit 3 465 victimes à Graz, soit 20 % de la population de la ville [86]. Toutefois ces difficultés ne sont pas comparables aux cataclysmes qui frappèrent les pays tchèques ou même aux malheurs qui s'abattirent sur la Basse-Autriche de 1679 à 1683, et l'on peut affirmer que les pays alpestres et l'Autriche intérieure échappèrent aux grands fléaux caractéristiques du XVII^e siècle en Europe centrale, que la Haute-Autriche et la Silésie purent entreprendre leur reconstruction dès 1650, mais que la Bohême, la Moravie, et la Basse-Autriche durent, pour des raisons diverses, attendre la fin de l'année 1683 pour entrer dans une ère de paix et de prospérité relatives.

d. La Hongrie.

La fin de la période troublée devait être pour la Hongrie encore plus tardive, quoiqu'elle ait connu de 1630 à 1660 une époque de paix et de prospérité relative dans les contrées de Slovaquie et de Croatie, à l'abri des incursions turques. La paix de Vasvár devait, par ses imprécisions, étendre la zone soumise à l'insécurité. Dès 1661 les passages des régiments impériaux ont eu des effets désastreux, aggravés considérablement à partir de 1670, lorsque ceux-ci sont implantés en Hongrie, pour mater ce pays en état de rébellion permanente.

Les campagnes de 1682 et 1683 n'épargnèrent pas plus la Hongrie que la Moravie et la Basse-Autriche. Ainsi, au cours de l'été 1682, les « Tatares qui estoient à Levençz ont

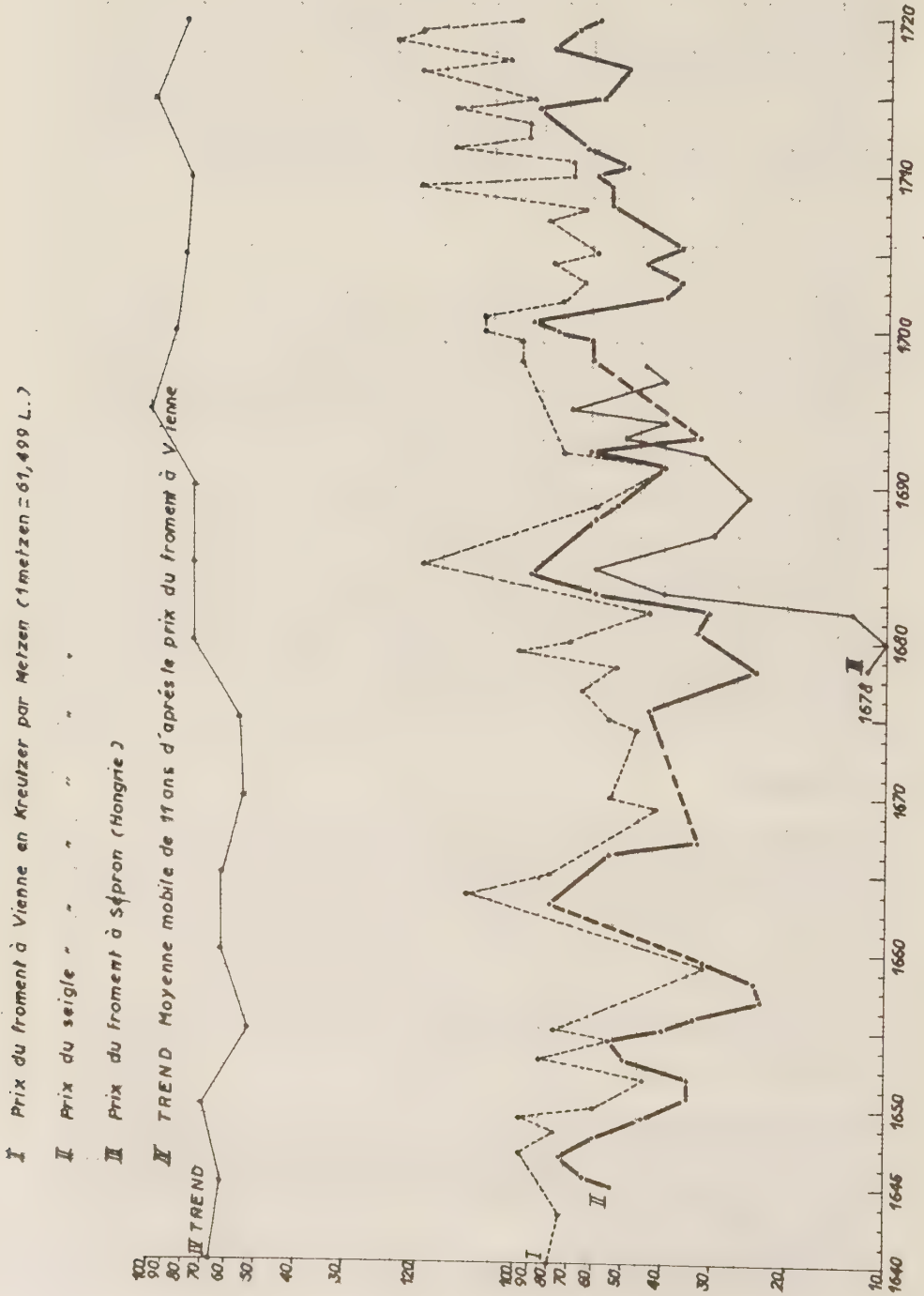
83. Voir à ce sujet l'exposé d'E. O. REICHERT au début de son livre sur Johannes Scheffler (c'est-à-dire Angelus Silesius) als Stretzteologe, p. 22-27, ainsi que GRÜNHAGEN, *Geschichte Schlesiens*, t. II, p. 347-349. Dans un mémoire de 1653, adressé à l'empereur Ferdinand III, Daniel Czepko von Reigenfeld estime que la population de la ville de Schweidnitz est, du fait de religion, tombée de 1 800 à 350, celle de Jauer de 1 400 à 150, et celle de Reichenbach de 1 500 à 100.

84. Günther FRANZ, *op. cit.*, p. 30-31.

85. G. FRANZ, *op. cit.*, p. 74-77.

86. E. ZÖLLNER, *Geschichte Österreichs*, p. 276.

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE (céréales)



voulu auparavant leur arrivée faire une course pour augmenter la contribution dans laquelle ils ont fait un grand degast jusques auprès de Tranchin (Trencsén). Ils ont brûlé quatorze ou quinze villages après les avoir pillés. Ils en ont emmené tous les habitants, femmes et enfans, excepté les vieux et vieilles comme leur étant inutiles, mais pour donner plus de terreur aux villages qui ne sont point encore sous leurs contributions ils ont coupé ces misérables par quartiers qu'ils ont planté sur des perches [87]. »

La grande peste de 1679-1680 avait commencé par exercer ses ravages en Haute-Hongrie et en Transdanubie [88]. Pour une fois l'ensemble des pays de la Monarchie était soumis à une même loi, qu'ils subissaient en même temps et de la même façon, ce n'est donc pas par hasard si l'ensemble du territoire vit fleurir ces colonnes consacrées à la Sainte Trinité, qui furent élevées en signe d'action de grâces par ceux qui avaient échappé au fléau.

CONCLUSION

De cette rapide analyse il résulte que les pays danubiens n'entrent pas de plain-pied dès 1650 dans une période de reconstruction et qu'il faut attendre, pour les pays héréditaires, la levée du siège de Vienne par les Turcs et pour l'État hongrois le début du XVIII^e siècle. Mais si l'on tient compte de ces correctifs importants, il n'est pas exagéré de parler d'un mouvement général d'expansion que traduit d'ailleurs la conjoncture économique.

III

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Comme il nous paraissait difficile de nous perdre dans l'étude des marchés régionaux, il nous a semblé préférable de nous limiter au marché de la capitale, qui offrait l'avantage d'être le premier centre urbain et le premier centre de consommation de la Monarchie; en outre Vienne était une grande place commerciale et son hôpital civil offrait des séries de prix homogènes depuis la fin du XV^e siècle. Nous avons choisi comme exemples le prix du froment, celui du vin, et celui du bœuf sur pied. Tous trois étaient produits dans les différents pays de la Monarchie, tous trois étaient des produits de consommation courante (encore que la bière et le seigle fissent une sérieuse concurrence au vin et au froment), tous trois enfin étaient l'objet de transactions importantes, car ils étaient des produits de consommation courante, qui entraient dans les rations quotidiennes des paysans et des soldats, tout au moins dans les rations théoriques prévues par les règlements sur la corvée ou les règlements militaires. De récents travaux montrent en particulier que Vienne était un marché européen important pour la viande de bœuf. Les bêtes sur pied provenant de l'élevage hongrois étaient acheminées sur Vienne, mais la capitale n'en consommait qu'une faible partie (environ 10 %) et le reste continuait sa route sur l'Allemagne et l'Italie.

87. Sébeville au roi, Vienne, 9 juillet 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 53, f^o 259.

88. Pour une analyse plus précise de la situation démographique, voir notre publication des *Doléances de la diète hongroise*, introduction.

De courbes établies sur un long demi-siècle (1640-1720) pour les grains et sur le demi-siècle pour les autres denrées, nous allons dégager d'une part les crises et d'autre part la tendance à long terme [89].

A. LES CRISES INTRA-DÉCENNALES.

Les hausses brutales du prix des céréales se situent en 1663-1664, en 1679, et en 1683-85 (l'année 1709 étant marquée aussi à Vienne par une forte hausse du prix du froment). Le setier de froment approchait le prix de 100 kreutzer en 1679 et le dépassait nettement dans les deux autres cas, et le seigle subissait des hausses de même ordre dans les trois cas. Cette élévation brutale et limitée du prix de vente des céréales s'explique aisément par la guerre et la peste qui ont déclenché une véritable panique parmi les populations. A l'automne 1663 l'armée du grand vizir venait de s'emparer de Nové Zamky et de s'ouvrir ainsi la route de Vienne, tandis que les cavaliers tatars ravageaient la Moravie. Sagredo, qui a suivi la Cour à Linz, se plaint de la forte hausse des prix, due essentiellement à des facteurs psychologiques beaucoup plus qu'à la destruction des récoltes par les incursions tatars; la demande était encore accrue par le fait que les populations demeurant à Vienne étaient invitées à constituer des stocks pour un an, en vue de faire face à un siège turc [90].

L'issue victorieuse de la campagne de 1664 et la signature immédiate de la paix de Vasvár ramenèrent la confiance, de sorte que, dès l'année 1665, les prix des céréales amorçaient une baisse importante, qui devait se confirmer dans la décennie suivante jusqu'à la période critique 1679-1685, qui est caractérisée par deux crises de nature très différente. La première, très brève, en 1679, correspond à l'épidémie de peste et dès l'année suivante on constate un retour à la situation normale, mais à partir de 1682 les prix regrimpent en flèche, par suite d'une menace turque en Hongrie qui, cette fois, aboutit au siège en règle de la capitale par le grand vizir Kara Mustapha. Or, les destructions opérées par les auxiliaires tatars, en particulier en Basse-Autriche, étaient considérables, ce qui diminuait l'offre, tandis que contrairement à ce qui s'était passé en 1664, les armées chrétiennes continuaient la lutte et avaient besoin d'être ravitaillées, ce qui constituait un accroissement notable de la demande. Voilà pourquoi la poussée des prix se maintint plus longtemps.

Les prix donnés par un bourgeois de Sopron; Hanns Tschany, confirment la tendance observée à Vienne dans les années 80 [91], il n'y a rien d'étonnant à cela puisque Sopron, marché régional, a connu les mêmes vicissitudes que la capitale : invasion turque, destruction des récoltes, achats massifs de la part des autorités militaires. Il est donc naturel qu'en dépit des barrières douanières un marché régional réagisse comme la capitale voisine.

Les cours du bœuf sur pied sont beaucoup plus réguliers [92] et n'accusent une hausse passagère qu'en 1664-1666, mais la compagnie de commerce orientale assura ensuite, par contrat, la stabilité des prix sur le marché viennois, en monopolisant à son profit l'exportation des bovins hongrois. L'année 1683 est, en revanche, marquée par une baisse des cours, probablement parce que les éleveurs hongrois ont pratiqué, à ce

89. Graphique n° I comportant la courbe du prix du froment d'après les comptes de l'hôpital civil de Vienne (*Bürgerspital*) édités par A. F. PRIBRAM et R. GEYER, *Geschichtes der Preise und Löhne in Österreich*, p. 272-273. Voir aussi tableaux annexes.

90. G. Sagredo au Sénat de Venise, Linz, 4 décembre 1663. Venise, Dispacci di Germania, filza 123.

91. Chiffres extraits du journal de H. TSCHANY, *Magyar Történelmi Tár*, édition J. Paur, t. V, Pesth, 1858. Le texte ne donne de renseignements qu'à partir de 1678.

92. Graphique n° II. D'après A. F. PRIBRAM et R. GEYER, *op. cit.*, p. 288-289. Il s'agit de prix en florins rhénans par tête de bétail. Voir tableau annexe.

moment « un délestage » de leurs troupeaux. Par contre la courbe du prix du vin accuse une succession de hausses et de baisses assez désordonnées avec trois pointes importantes, autour de 1663-64, de 1683-85, et, phénomène plus curieux, vers 1675. Nous ne savons comment expliquer au juste cette dernière flambée des prix, due vraisemblablement à une récolte nettement insuffisante. De même l'année 1698 est caractérisée par un effondrement spectaculaire des prix, provoqué par une récolte particulièrement abondante; phénomène analogue à celui de 1653. Ainsi la culture de la vigne comportait-elle des aléas importants, tout au moins dans la commercialisation du vin. Aussi les grands propriétaires avaient-ils intérêt à investir des sommes considérables dans la construction de chais (comme ce fut le cas à l'abbaye de Göttweig) afin d'attendre une remontée des cours pour écouler leur production.

La courbe du prix des céréales [93] indique d'autre part deux périodes au cours desquelles les prix se sont effondrés; le début du règne de Léopold I^{er} 1657-1660 et les années 1691-1693, avec un décalage entre la baisse du seigle et celle du froment. Les deux crises étaient liées à des troubles monétaires, provoqués par l'invasion de billon étranger et l'exportation des bonnes espèces frappées dans les pays héréditaires, où les opérations commerciales ont été paralysées faute de bonne monnaie et où, au mieux, les transactions commerciales ont été troublées [94]. Aussi les détenteurs d'espèces incriminées étaient-ils invités, par l'ordonnance du 19 décembre 1659, à se débarrasser des mauvaises espèces en les portant avant Pentecôte 1660 dans les hôtels monétaires. En fait la spéculation se donnait libre cours et le taux de change imposé par l'ordonnance du 31 mars 1659 n'avait pas empêché, malgré l'interdiction formelle, les marchands de continuer à exporter les monnaies d'or et d'argent [95], car, comme partout en Europe à la même époque, il y avait décalage entre les bonnes monnaies d'or et d'argent et le billon. L'opération consista à faire rentrer toutes les mauvaises monnaies divisionnaires et à frapper des pièces de 15 kreutzer (c'est-à-dire des quarts de florin) et de 6 kreutzer (c'est-à-dire des dixièmes de florins). En fait le rixdale (*Reichsthaler*) vaut 105 kreutzer au lieu de 90 en 1624, après la grande dévaluation (*Münzcalada*) de Ferdinand II en 1623 [96].

La politique d'inflation menée par l'Empereur aboutit au même résultat pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg. Les princes d'Empire s'entendirent d'abord pour rétablir la monnaie sur des bases solides et aboutirent aux définitions de Leipzig du rixdale (*Leipziger Fuss*) tout en menant des négociations avec l'Empereur qui promulgua l'édit du 27 mars 1693. Le rixdale vaudrait désormais 2 florins rhénans, soit 120 kreutzer et le 1/4 de florin (*Fünftehner*) 17 kreutzer au lieu de 15, tandis que l'importation d'espèces ne correspondant pas aux définitions de Leipzig était interdite. Les particuliers étaient invités à porter les pièces décriées à la Monnaie [97], qui entreprit de frapper de nouvelles pièces, à partir de 1695 [98].

93. D'après A. F. PRIBRAM et R. GEYER, *op. cit.*, p. 309-310. Voir tableau annexe.

94. « ...dass die in dem Landverhandene gute Müntz Sorten / durch die häufig herein schleichende halbe Batzen / und dergleichen abgewürdigte Münzen vollends gar hinaus gezogen und also der Schaden täglich vermehrt / die Handlungen mit Unserm Land Oesterreich unter der Enns und Erbkönigreich Böhmeimb / aus Mangel Guten Geldes gesperret / auch sonst in denen Commerccien allerhand Confusiones verursacht werden. » Ordonnance monétaire du 19 décembre 1659. *Codex Austriacus*, t. II, p. 29. Voir à ce sujet la plainte des états de Bohême, qui constataient les mêmes phénomènes à la diète de 1659. SÚA, Prague *Artikulové Sněmovní* 1658-1675, Sněm 1659, « Von dem Müntzweesen », p. 46-47.

95. *Münzordnungen*, 31 mars et 19 décembre 1659. *Codex Austriacus*, t. I, p. 27-29.

96. E. HOLZMAIR, « Geld und Münze unter Kaiser Leopold I., dans *M.I.Ö.G.*, t. LX, 1952. Pour le texte de l'ordonnance de 1623 voir *Codex Austriacus*, t. II, p. 27.

97. *Münzordnungen* des 28 novembre 1692 et 21 mars 1693. *Codex Austriacus*, t. II, p. 35-40. Voir aussi *Theatrum Europaeum*, t. XIV, p. 501-502.

98. E. HOLZMAIR, « Studien zum Münzwesen Leopold I. », dans *Numismatische Zeitschrift*, nouvelle série, t. XXIX, Vienne, 1936.

Dans les deux cas les désordres monétaires dus à la spéculation semblent avoir été stoppés lorsque la parité fut rétablie et la mise en ordre fut le point de départ d'une prospérité économique certaine [99].

B. LES TENDANCES À LONG TERME.

Les prix du marché viennois nous renseignent sur les traits généraux de l'évolution économique, sur le *trend* qui nous intéresse au premier chef. Déjà la courbe du prix des céréales permet de distinguer quatre périodes :

a. A partir de la fin de la guerre de Trente Ans et jusqu'aux réajustements monétaires de 1659, une période de baisse caractérisée. C'est une période de marasme économique : la reconstruction se fait lentement, car elle est hypothéquée, dans la plupart des pays danubiens, par une réforme catholique qui provoque un profond malaise parmi les minorités protestantes.

b. La période de 1665-1675. Après la brusque flambée des prix due à la crise de confiance des années 1663-1664 et aussi à l'inflation caractérisée consécutive à l'émission de petite monnaie d'argent dans la période 1659-1665 [100], la situation est saine, car on ne voit apparaître aucune de ces oscillations brutales, si caractéristiques du *xvii^e* siècle français. La situation n'est pourtant pas particulièrement brillante; jamais le prix moyen du setier n'atteint les niveaux de la période 1640-1650 et la période 1670-1675 voit une incontestable stagnation. Après le coup de fouet des années 1660-1665 l'économie se reprend.

c. La période 1678-1693. Après la stabilité dans la médiocrité c'est la période des grandes oscillations où le setier de froment passe de 40 à 120 kreutzer, où le dénuement des uns fait la fortune des autres; après 1688 les cours s'effondrent et cette flambée n'a été qu'une illusion pour les uns, un cauchemar pour les autres.

d. La période postérieure à 1693. Jusqu'à 1700 nous sommes en présence de vraies bonnes années avec la tendance à la hausse lente et régulière, tendance qui se maintiendra jusqu'à 1720, avec les oscillations assez sensibles d'une année à l'autre, dues aux hasards du climat. L'hiver 1709 a provoqué à Vienne comme ailleurs une hausse importante du prix des céréales panifiables.

Par conséquent, si l'on élimine la crise des années 1688-1693, il nous est permis d'opposer deux périodes : la période antérieure à 1680 caractérisée par une relative prospérité, et la période postérieure à 1680 où l'économie est en pleine expansion.

Cette orientation à la hausse est encore confirmée par la tendance du marché des céréales à Sopron, où les prix accusent une vigoureuse progression. C'est que les commissaires des guerres passent des marchés pour approvisionner les armées qui combattent les Turcs, et la Transdanubie, moins éprouvée par l'insurrection Kuruc, est un grenier tout trouvé.

La courbe du prix du bœuf sur pied indique très nettement l'opposition entre le palier 1660-1680 et le palier 1680-1700. Dans la première période, après le coup de fouet des cinq premières années, le prix moyen de la tête de bétail se maintient autour de 20 florins, après 1683 il grimpe en flèche pour atteindre 45 florins et s'y maintenir. Il est moins facile de dégager une tendance générale du prix du vin, étant données les oscillations annuelles que nous avons déjà constatées. Cependant, si l'on élimine la hausse autour de 1675, on peut également opposer un palier 1660-1680 où le prix

99. Il est à noter que la grave crise de subsistances qui frappa la France en 1693-1694 semble avoir épargné les pays danubiens.

100. Les chiffres sont tirés de l'article de Pavla BURDOVA sur les domaines de Mnichohradec après la guerre de Trente Ans, « Poměry namezdne pracujících v Zemědělství na mnichovohradist-sku po tricetiletí valce », dans *Sborník archivních prací*, t. IV, Prague, 1954, p. 99-119.

moyen approche 250 kreutzer. Il y a donc bien, en simplifiant quelque peu la situation, une économie d'avant le siège de Vienne et une économie d'après 1683, qui tranche avec les années difficiles du début du règne. En effet, toutes les courbes indiquent un effondrement des prix en 1655 et 1660, signe d'une crise économique indéniable, bien vite surmontée par les réajustements monétaires de 1659 et la politique inflationniste des années 1660-1665.

Cette division en trois paliers constitue un phénomène commun à l'ensemble des pays héréditaires. Le setier de seigle passe de 42 kreutzer en 1656 à 90 en 1680 et à 186 en 1720 sur le marché de Mnichohradec-Klaster (qui était situé au milieu du domaine appartenant à la famille Wallenstein depuis 1621). Dans le même temps le setier de froment passait de 95 kreutzer (1656) à 132 (1686) et atteignait 230 kreutzer en 1720 [100]. Le trend semble le même, compte tenu du fait que les points de repères sont rares

C. LES SALAIRES.

Cette opposition entre les deux périodes est confirmée par les salaires pratiqués dans l'industrie du bâtiment. De 1640 à 1680 l'ouvrier maçon qualifié (*Geselle* = compagnon) est payé 18 kreutzer par jour en été, 15 kreutzer en hiver, différence qui s'explique par la durée réduite du travail en hiver, la journée de travail en été comprenant 11 heures effectives [101].

Après le siège le même salaire d'été passe à 24 kreutzer par jour et connaît même de fortes pointes en 1685-1687, au moment où la reconstruction de Vienne battait son plein : le salaire journalier atteignit 33 kreutzer au cours de l'été 1686. Pour Přibram cette hausse des salaires correspond à une hausse du prix des denrées alimentaires (hausse indéniable d'après le graphique n° 1. Mais pourquoi la hausse eût-elle été sensible dans l'industrie du bâtiment, alors qu'elle n'est guère marquée dans d'autres secteurs d'activités ? En effet, le salaire du manœuvre maçon passe de 12 kreutzer par journée de travail en été, au cours de la période 1656-1680 à 15 kreutzer au cours de la période ultérieure; cela représente par conséquent une hausse de 25 % (manœuvre) à 33 % (ouvrier qualifié), alors que les ouvriers vigneron du Bassin de Vienne ne bénéficient, à partir de 1687, que d'une augmentation de 12 %, le salaire journalier passant de 16 à 18 kreutzer [102]; bien mieux, ni le personnel de l'hôpital civil, ni les officiers du gouvernement impérial, n'ont vu améliorer leur traitement. Ainsi, à l'hôpital civil, un régisseur (*Superintendent*) gagnait 32 florins par an en 1690 comme en 1640; la solde annuelle d'un chirurgien était de 100 florins et celle d'un organiste de 74 florins en 1690 comme en 1640 [103]. De même un conseiller à la Chambre des Comptes recevait le même traitement, 1 300 florins par an en 1665 comme en 1699, tandis que le personnel des bureaux (*Registratoren*, *Cantzlisten*) c'est-à-dire des commis aux écritures, recevait 220 florins par an [104].

En réalité tous les secteurs de production payaient des salaires plus élevés par suite d'une hausse de la production et d'une diminution de la main-d'œuvre disponible. Cette double tension avait eu des conséquences favorables pour les ouvriers car la hausse des salaires n'était pas absorbée entièrement par la hausse des prix des denrées alimentaires,

100. Les chiffres sont tirés de l'article de Pavla BURDOVA sur les domaines de Mnichohradec après la guerre de Trente Ans, « Poměry namezdne pracujících v Zemědělství na ninichovohradist-sku po tricetileti valce », dans *Sborník archivních prací*, t. IV, Prague, 1954, p. 99-119.

101. En été on commençait à 4 h pour finir à 19 h, mais il fallait défalquer 2 pauses d'une demi-heure, pour le casse-croûte et 3 heures de sieste, soit 4 heures en tout. A. F. PŘIBRAM et R. GEYER, p. 793-795. Ces derniers utilisent différentes patentes réglementant les salaires. La saison d'été allait de la St-Georges (23 avril) à la St-Michel (29 septembre).

102. A. F. PŘIBRAM et R. GEYER, *op. cit.*, p. 795-797.

103. A. F. PŘIBRAM et R. GEYER, *op. cit.*, p. 339. Salaires du Bürgerspital de Vienne.

104. HKA Vienne, *Hofzahlamtsbücher* n° 110 (pour 1665) et 142 (pour 1699).

du moins dans les années de bonne récolte, en 1691 par exemple. On admet en effet qu'un setier de seigle donnait 115 livres de pain (la livre viennoise pesant 560 de nos grammes)[105]. Lorsque le setier de seigle valait 40 kreutzer comme en 1650, le compagnon maçon pouvait alors gagner en une journée 52 livres de pain. En 1670 sa situation restait identique en moyenne. En 1684, en revanche, la hausse de salaire ne suffisait pas à compenser la hausse du prix du seigle (passé à 90 kreutzer le setier), comme le salaire journalier n'était encore que de 24 kreutzer, le maçon n'aurait pu acheter que 30 livres de pain avec son salaire journalier. En 1687, lorsque le setier valait à nouveau 40 kreutzer et que le maçon gagnait 30 kreutzer par jour, en été, le pouvoir d'achat de cet homme s'est trouvé considérablement accru, puisqu'il aurait pu acquérir 86 livres de pain avec son salaire quotidien, aussi les salaires ont-ils été ramenés à 24 kreutzer en 1690, ce qui permettait encore à notre maçon d'acheter 69 livres de pain. Le pouvoir d'achat du simple manœuvre augmentait également puisqu'il aurait pu acquérir 34 livres de pain en 1650 (il gagnait alors 12 kreutzer par jour) et 43 livres en 1690 [106].

Par conséquent ces sondages nous montrent au moins une tendance très nette à l'expansion de l'économie autrichienne, compte tenu de la part d'artifice que comportent ces analyses théoriques [107]. Quelle que soit l'importance du marché viennois, celui-ci ne peut donner que des indications, même si elles sont confirmées par des sondages au niveau de la Bohême (Mnichohradec) de la Hongrie (Sopron) ou de la Styrie. Il n'en demeure pas moins vrai que le siège de Vienne marque un tournant dans la vie de la Monarchie, la levée du siège de Vienne donnant le signal d'une reprise indiscutable et le début d'une ère de prospérité [108] que traduit la floraison de monuments baroques, palais de la noblesse dans la capitale, églises et couvents dans les campagnes. On peut évidemment se demander si le gouvernement impérial a été seulement le bénéficiaire de cet essor ou s'il n'en a pas été quelque peu l'artisan, car si étonnant que cela puisse paraître à certains, l'Empereur, conscient des difficultés que connaissait la Monarchie vers 1660, s'est attaché à relancer l'économie autrichienne. Et si le gouvernement de Vienne s'est heurté à une conjoncture mondiale défavorable et à des circonstances particulières qui ne l'étaient pas moins, il a recueilli le fruit de ses efforts lorsque la tendance générale s'est renversée et que, dans le bassin danubien, le péril turc a été soudain écarté.

IV

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE L'EMPEREUR

A. PRINCIPES GÉNÉRAUX.

Elle a été définie, *a posteriori*, dans une ordonnance de la fin du règne : « Rien ne nous a tenu plus à cœur, depuis le début de notre gouvernement que de favoriser le

105. G. GRÖLL, *Die Robot in Ober-Österreich*, p. 121.

106. Tous ces calculs sont faits à partir de chiffres donnés par PRIBRAM et GEYER, p. 272-273 pour le prix du seigle et p. 793-795 pour les salaires.

107. Les statistiques fournies par les mercuriales de Vienne ou de Basse-Autriche montrent que les prix de détail n'ont pas tellement varié : la livre de bœuf se maintient, par exemple, autour de 3 kreutzer, si bien que les gens du peuple pouvaient se procurer sans difficulté le pain et la viande, qui constituaient la base de leur alimentation.

108. Opinion courante présentée par E. ZÖLLNER, *op. cit.*, p. 275-277, qui insiste sur les aspects démographiques de la reconstruction.

progrès général et le relèvement de nos royaumes, pays et peuples, et en particulier de soutenir à tout moment leur prospérité en introduisant pour cela quelques manufactures; car ainsi plusieurs milliers d'hommes reçoivent leur pain d'une manière honorable, les matières premières demeurent dans le pays, les sujets trouvent du travail, les gens sont détournés de l'oisiveté et amenés à trouver une occupation honorable, en outre on paye aisément les contributions, tandis que l'argent envoyé auparavant hors du pays y demeure et qu'ainsi le pays peut être rendu riche et peuplé [109]. »

Ce texte était une véritable profession de foi mercantiliste, la doctrine ayant été adoptée pour faciliter la reconstruction et sauver le pays du marasme où il se trouvait au début du règne. Tout y est : le rôle essentiel accordé aux manufactures, l'équilibre de la balance des paiements, la lutte contre le chômage, et en même temps l'avantage qu'y trouvent les finances de l'État, le mercantilisme se préoccupant aussi d'augmenter les ressources du souverain, en accroissant celles des particuliers.

Le fait même que l'Empereur se soit rallié dès le début de son règne au mercantilisme indique bien qu'il s'est peu soucié de l'agriculture, qui constituait pourtant la principale ressource des pays héréditaires. C'est qu'en vérité les masses rurales échappaient à son autorité et que les techniques d'exploitation du sol ne connurent pas de grands bouleversements. Les améliorations furent le résultat d'initiatives individuelles, non la conséquence d'une politique d'ensemble, bien que W. von Schröder fût favorable à l'introduction de cultures nouvelles [110] conformément à ses modèles hollandais et anglais.

Il faut distinguer deux courants parmi les gens qui se sont intéressés aux transformations de l'économie; d'une part des « provinciaux » ont été aiguillonnés par le marasme économique, en particulier dans les pays tchèques; il s'agissait d'hommes d'affaires ou d'officiers de finances qui avaient été impressionnés par les expériences du mercantilisme français. D'autre part un groupe d'intellectuels étrangers aux pays héréditaires a entraîné l'Empereur dans la voie du développement industriel et du grand commerce — tâche d'autant plus aisée que l'empereur Léopold, par son ouverture d'esprit et son souci du bien public, ne demandait qu'à se laisser convaincre. Il était lui-même sensible à l'exemple français, un État qui parvenait à tirer d'impressionnantes ressources du seul travail de ses paysans et de ses artisans et qui était riche sans avoir de mines d'or, thème développé jadis par Jean Bodin et par Montchrétien. C'est pourquoi il protégea Eberhard Wassenberg, auteur d'un ouvrage intitulé *La mine d'or française* [111] auquel il fit attribuer une subvention de 100 ducats, en 1668, malgré l'avis défavorable d'un officier de la Chambre des Comptes. L'incident est d'ailleurs le signe d'un conflit latent entre l'Empereur et la majorité des conseillers. Ceux-ci se désintéressent de toute innovation par négligence et manque de curiosité [112], de sorte que l'Empereur a dû constituer une véritable équipe de conseillers privés. Il les a recrutés parmi ces intellectuels plus riches d'idées que de florins, qui caractérisent l'Allemagne du XVII^e siècle [113]. Ceux-ci, à la recherche d'un gagne-pain, louaient leur plume aux princes qui

109. Original allemand. Ce préambule de la patente du 13 octobre 1700 constitue un résumé de l'activité économique de l'Empereur. *Codex Austriacus*, t. I, p. 271.

110. Les principaux ouvrages d'agriculture se préoccupent plutôt d'améliorer l'administration du domaine que de modifier les techniques d'exploitation. C'est le cas de l'*Œconomia Bohemo-Austriaca* de Jean-Erasme WEGENER, de l'*Œconomia suburbana*, de Christophe FISCHER, S. J., Prague, 1679, ou des *Georgica curiosa* de W. H. VON HOHBERG, Vienne, 1682.

111. Eberhard WASSENBERG, *Die französische Goldgrube, denen Reichstände eröffnet und verschlossen*. Wassenberg devint par la suite historiographe de la Cour.

112. Le conseiller rapporteur (le texte ne permet pas de savoir lequel) a indiqué : « von der Subjecti Capacitet oder diesen Tract Gar nichts wissend », et c'est l'Empereur qui indiqua de sa main : « er ist ein Guettes Subjectum und werden diese 100 Ducaten gar wol aplicirt werden ». HKA Vienne.

113. Voir à ce sujet J. B. NEVEUX, *Vie intellectuelle et vie sociale entre Rhin et Baltique*, Paris, 1967.

voulaient bien les employer ou bien présentaient des projets qui relevaient de l'utopie, voire de l'escroquerie pure et simple. C'étaient des bâtisseurs de châteaux en Espagne (*Projektenmacher*) dont les archives de la Chambre des Comptes ont conservé les élucubrations, tel le projet de H. Berman qui proposait une méthode infaillible pour lever une armée de 100 000 hommes dans les pays héréditaires, sans que cela coûtât un florin à l'Empereur [114]. Un autre projet anonyme *Pro augmento aerarij caesarij* eut en 1698 les honneurs d'une réunion de la Conférence, sur l'initiative de l'Empereur lui-même [115].

Il est évidemment facile de se gausser de tous ces aventuriers mais il faut tenir compte du fait que les gens de l'époque sont sensibles au merveilleux et que les meilleurs esprits du temps s'adonnent encore à l'alchimie. Becher, Schröder, étaient des alchimistes et l'Empereur lui-même ne dédaignait pas cette pseudo-science. Ce qui compte c'est qu'il ait appuyé les économistes (que les historiens d'Europe centrale ont coutume d'appeler « caméralistes ») et qu'il ait même cherché à donner à leur action un cadre institutionnel avec le *Conseil du Commerce*, dès l'arrivée de Becher à Vienne.

Par l'instruction du 22 février 1666 l'Empereur créait un Conseil qui étudierait les problèmes commerciaux, l'évolution des prix et de la production. Son autorité s'étendait sur les seuls pays héréditaires, à l'exclusion de la Hongrie. Le Conseil se réunirait une fois par semaine, il comprenait deux conseillers : Selb et Becher, un secrétaire : Pruckner, et il serait présidé par le président de la Chambre : Sinzendorf. En dehors de Becher tout le personnel provenait de la Chambre des Comptes. Le but du Conseil était la création et la surveillance des compagnies de commerce; il devait donc amener un véritable capitalisme d'État, en accordant les privilèges aux compagnies, qui échappaient ainsi à la législation sur les métiers, et en surveillant l'utilisation des privilèges. Le Conseil connut un destin comparable à celui des compagnies de commerce; dès 1671 il entra en sommeil [116], Becher se trouvant pris en charge par la Chambre des Comptes et, en fait, la politique économique fut dirigée par une de ces *autorités parallèles* que nous avons déjà rencontrées pour la politique générale.

B. LES CAMÉRALISTES.

a. Les caméralistes viennois.

À l'origine de ce « brain trust » nous retrouvons deux hommes que nous avons déjà signalés : le bibliothécaire et ami de l'Empereur Lambecius, alias Pierre Lambeck, et le franciscain Christophe Rojas y Spinola, souvent chargé de missions diplomatiques discrètes.

Espagnol, par son père, d'origine génoise par sa mère, le père Rojas avait été élevé aux Pays-Bas et avait pris la direction d'un séminaire pour convertis à Cologne. Ce n'était donc ni un vrai Castillan, ni un Allemand, mais un homme de ces contrées du

114. HKA Vienne, *Verschiedene Vorschläge* 2/96. Le mémoire de Heinrich Berman n'est pas daté de façon précise, mais il est accompagné d'une requête sollicitant la place de vice-commissaire des guerres en Autriche intérieure. C'est ce fonds (non inventorié) des *Verschiedene Vorschläge* qui contient des projets de tous ordres concernant l'économie et les finances.

115. « Dises ist wohl ausgearbeitet, wird aber gueth seyn selbiges in einer Conferentz sub Praesidio des Obristen Hoffmeisters mit Zuziehung beeder Canzleyen und des Statthalters deliberrirt undt überlegt werden könne », remarque écrite de la main de l'Empereur sur le rapport d'une commission du 9 juin 1698, concernant le projet en cinq points. HKA Vienne, *Verschiedene Vorschläge*, 3/117.

116. Sur le *Commerzcollegium*, voir HASSINGER, J. J. BECHER, *op. cit.* BECHER en a défini les buts dans le *Politischer Discurs*, dedicatio, p. 2.

Rhin inférieur qui étaient parmi les plus ouvertes aux problèmes du siècle, tant au point de vue économique qu'au point de vue confessionnel.

Profondément impressionné par les luttes de la première moitié du siècle, le franciscain voulait lutter contre la misère, la haine religieuse et la guerre. Pour éviter un nouvel affrontement européen, il fut, nous l'avons vu, un des artisans du partage éventuel de la monarchie d'Espagne; pour éviter les luttes religieuses il travailla ardemment à la réconciliation entre protestants et catholiques [117], coopérant avec Leibniz. Enfin il s'intéressa à la reconstruction matérielle et comme tant d'autres il s'inspira de l'exemple hollandais pour proposer à l'Empereur, dès 1660, la création d'une Compagnie des Indes orientales, qui aurait disposé d'un capital d'un million de rixdales et de 25 navires; le projet n'a rien d'original en soi, au moment où le Brandebourg manifestait des velléités d'expansion coloniale et où Colbert s'apprêtait à développer les grandes compagnies de commerce. Ce fait prouve simplement que la Cour de Vienne ne restait pas à l'écart d'un mouvement européen. On comprend également mieux pourquoi l'Empereur prit à son service Becher, en 1665, marquant ainsi officiellement le point de départ du mouvement mercantiliste (en allemand *die Kameralisten*) dont l'action devait se poursuivre pendant plus d'un siècle en Autriche [118].

Bien que Philippe von Hörnigk ait été engagé dès 1664 comme secrétaire par le père Rojas (alors évêque titulaire de Stephaniaka, en Albanie) son action se situe essentiellement dans la période postérieure à 1680, et il convient de distinguer pour le règne de Léopold I^{er} deux générations d'économistes : celle de Becher, dans les années 1660-1670, celle de Hörnigk vers 1685, Schröder assurant le trait d'union entre les deux [119]. Mais ce tableau généalogique montre comment le groupe se constitua et s'unit étroitement par des mariages, forma une de ces autorités parallèles que nous avons déjà rencontrées auprès de l'Empereur.

Ludwig von Hörnigk
(*Reichsbucherkommisär*)

Peter Lambeck
(*Österreichische Hofbibliothek*)

Maria Veronika
épouse en 1662
Johann Joachim Becher

Philippe Wilhelm
secrétaire depuis 1664
de don Cristobal Rojas
y Spinola D.F.H.

X... épouse
Wilhelm von Schröder

Un premier trait commun à tous ces gens : aucun n'était originaire des pays héréditaires, Hörnigk et Becher et, dans une certaine mesure, Rojas étaient des rhénans, Schröder étant originaire de Saxe. Il est né à Salzungen en Saxe-Gotha, non loin d'Eisenach, dans un milieu de juristes. Son père, docteur en droit, était au service du duc Ernest de Saxe-Gotha, dont il devint le chancelier en 1660. En revanche le père du caméraliste Hörnigk s'était fixé à Mayence, où il enseigna la médecine. Doyen de la faculté de médecine de cette ville, il fut appelé aux importantes fonctions de commis-

117. C'est le thème central du livre de Samuel J. MILLER et John P. SPIELMAN Jr, *Christobal Rojas y Spinola 1626-1695*, *op. cit.*

118. Sur la continuité du mouvement voir l'étude de Robert A. KANN sur : Joseph von Sonnenfels, en particulier « Political Economy and Social Welfare », dans *Austrian intellectual history*, p. 174-181. À rapprocher du fait que l'ouvrage de Ph. VON HÖRNIGK, *Österreich über alles*, a été réédité 16 fois au XVIII^e siècle.

119. Outre les exposés généraux que l'on trouve dans H. HANTSCH, *op. cit.*, t. II, p. 65-71, R. A. KANN, *op. cit.*, p. 28-31, ZÖLLNER, *op. cit.*, p. 281-82, les études les plus récentes sont : H. VON SRBIK, « Wilhelm von Schröder », dans *Sitzungsberichte der Wiener Akademie der Wissenschaften*, t. 164, Vienne, 1910; Fritz POSCH, « Philipp Wilhelm von Hörnigk », dans *MLÖG* 61, et H. HAS SINGER, *Johann Joachim Becher*, 1 vol., Vienne, 1951. Enfin une germaniste française, M^{me} MARTIN, prépare un doctorat d'État sur les Caméralistes autrichiens.

saire impérial de la librairie (*Reichsbüchercommissar*) qui avait à contrôler les publications paraissant dans l'Empire; par là même Louis de Hörnigk avait un rôle à jouer dans la vie intellectuelle de l'Empire. Quand à Becher il était fils du pasteur de l'église Saint-Georges de Spire. Son père, luthérien, avait fait ses études à Strasbourg et sa mère appartenait à une famille de pasteurs. Droit, théologie, médecine, nos trois hommes appartenaient déjà à un milieu universitaire, plus ou moins attaché au service des princes, électeur de Saxe ou électeur de Mayence.

Un deuxième trait commun : aucun des trois n'était catholique à l'origine. Ils appartenaient tous à la confession d'Augsbourg et se sont convertis apparemment pour des motifs de carrière. Becher et Schröder se sont convertis au catholicisme au moment précis où ils sont passés au service de l'Empereur, tandis que Hörnigk s'est converti en même temps que son père Louis, en 1655.

Un troisième trait commun : tous les trois ont voyagé, non point dans les pays où l'on envoyait le jeune aristocrate compléter sa culture générale et se frotter de droit romain, mais dans les pays qui connaissaient une réelle prospérité économique : l'Angleterre et la Hollande. Bien mieux, ils ont élargi leur horizon en faisant de véritables études scientifiques, qui leur ont permis de comprendre les problèmes économiques, ce à quoi ne préparaient nullement les études juridiques [120]. Ainsi Schröder perdit son temps à l'université d'Iéna où, d'après Srbik, des professeurs négligents, peu nombreux, dispensaient un enseignement sclérosé. C'est après 1660, au cours de son séjour en Hollande, qu'il s'intéressa aux sciences.

Becher. — Partit très jeune à Stockholm [121] où il séjourna quatre ans et rencontra la pléiade de savants qu'avait attirés la reine Christine, par exemple les Strasbourgeois Boecler et Jean Freinshem, le père Marsenne, Descartes et l'orientaliste S. Bochart. Il étudia ensuite à l'université de Leyde et compléta sa formation tant au point de vue des langues que des sciences de la nature (mathématiques, chimie, médecine). Ce vaste savoir dans les disciplines les plus neuves de l'époque et le contact avec d'éminents savants ne sont probablement pas étrangers au fait que Becher fut un des esprits les plus originaux de son temps [122].

Schröder. — Pour sa part, il compléta sa formation par un séjour en Angleterre à partir de 1662, où il entra en relations avec la *Royal Society of London* (où fut admis en 1666 P. Lambeck). Cette savante compagnie s'intéressait aux sciences de la nature et aux techniques, et plus spécialement aux mines de Hongrie, de Transylvanie, et de Carniole. Plusieurs médecins, membres de la société (Walter Pope et Edouard Brown) écrivirent de longs rapports à ce sujet. Ainsi, avant d'être plongés dans l'action, nos caméralistes avaient longuement participé aux mouvements intellectuels d'Europe occidentale.

Becher commença d'ailleurs sa carrière comme médecin, à Mayence, et non comme économiste. En 1660 il est nommé médecin et mathématicien de l'électeur (*Kurfürstlicher Medicus und Mathematicus*) car Jean Philippe de Schönborn admettait fort bien la présence d'hérétiques à son service. En 1663 il est nommé professeur à la faculté de médecine, dont Louis von Hörnigk était le doyen. C'est pendant son séjour à Mayence que Becher s'intéressa à l'économie, car l'électeur traitait avec une compagnie hollandaise pour assurer la vente du vin produit dans ses États et Becher eut l'occasion d'accomplir à ce moment des missions en Hollande. Pourtant en 1664 il passa au

120. Voir à ce l'*Economia bohemo-austriaca* : pour qu'un cavalier administre son domaine, ce sont les principes de l'économie (*Wirtschaft*) qui lui sont nécessaires, bien différents du droit; ni Ovide, ni Virgile ne lui serviront à rien, mais l'expérience d'un régisseur. L'auteur, Jean WEGENER, était lui-même intendant du comte Losy von Losinthal, conseiller de la Chambre des Comptes.

121. D'après H. HASSINGER, *op. cit.*, dès 1648. Becher aurait eu alors 13 ans et aurait séjourné en Suède jusqu'en 1652.

122. Robert A. KANN, *op. cit.*, p. 30.

service de l'électeur de Bavière, qui le nomma médecin de la Cour (*Kurfürstlicher Hofmedicus und Mathematicus*) pour qu'il s'occupe d'économie, car les pourparlers qu'il avait menés avec l'électeur palatin Charles-Louis n'avaient pas abouti. L'électeur, fils de l'éphémère roi de Bohême Frédéric (le *Winterkönig*), avait été contraint de passer sa jeunesse en Hollande, son père ayant été chassé de ses États rhénans, après son équipée pragoise. Il avait alors eu l'occasion d'admirer les réalisations de l'économie hollandaise et lorsque ses États lui furent restitués, amputés du Haut-Palatinat (*Oberpfalz*) et ruinés par la guerre, il prit lui-même en main la reconstruction économique de ses domaines rhénans, favorisant en particulier l'introduction de cultures nouvelles et c'est pour créer des manufactures que l'électeur avait fait appel à Becher, mais ce dernier préféra aller chez le Wittelsbach de Munich. La Bavière, alors pays essentiellement agricole à l'écart des grands courants commerciaux, se trouvait pratiquement dépourvue d'industries. À vrai dire Becher pensait résoudre les difficultés du pays en menant une politique d'unification économique de l'Empire (*Reichsmerkantilismus*) à laquelle le père Rojas essayait de gagner l'empereur Léopold I^{er}. Et c'est en 1665, au cours d'une mission, que le franciscain fit connaissance avec Becher. Le premier pas eût été l'union douanière entre les pays héréditaires et la Bavière, qui supposait le règlement du contentieux austro-bavarois. Le futur chancelier d'Autriche, Dr Paul Hoher, accompagnait le père Rojas; en fait le succès de la négociation impliquait d'importants sacrifices financiers de la part de la Monarchie (abaissement des péages sur le Danube, et surtout diminution des droits sur le sel importé de Bohême, ce qui eût porté préjudice aux salines impériales de Haute-Autriche). Ces conversations n'eurent pour résultat que de préparer le départ de Becher pour Vienne; il eut pourtant l'occasion de créer des industries textiles en Bavière : des manufactures de drap, utilisant la laine du pays, et une manufacture de soie qui revêtit la forme d'une société par actions [123]. Au fond l'expérience bayaroise fut pour Becher une répétition générale pour l'action qu'il mena à Vienne à partir de 1666.

Schröder eut une existence beaucoup plus aventureuse encore, pendant dix années, de 1663 à 1673, il erra à travers l'Europe, car ses idées avaient fait scandale dans le milieu étriqué où il aurait pu faire carrière et il fut contraint de mener une vie d'intellectuel besogneux, jusqu'à ce qu'un de ses cousins, Schröder von Eschweiler, conseiller aulique [124], le fasse venir à Vienne.

Hörnigk, en revanche, eut une formation beaucoup plus classique puisqu'il étudia la philosophie à Mayence en 1654 et à Ingolstadt. Il acheva ses études en 1661 sans obtenir le titre de docteur et commença une carrière de second rôle dans le sillage de son père d'abord, puis à partir de 1664 dans celui du père Rojas, et enfin dans celui de Becher. C'est ainsi qu'il accompagna le père Rojas dans son voyage à Madrid en 1664, lorsque celui-ci engagea la négociation sur un éventuel partage de la succession de Philippe IV [125]; il accompagna aussi le père Rojas à Rome, lorsque celui-ci tenta une négociation sur la réunion des Églises. Entre-temps, jusqu'en 1676, Hörnigk avait été l'administrateur du bénéfice ecclésiastique de Hartberg, dont le père Rojas était titulaire.

En 1673 Hörnigk entreprit une enquête à caractère économique et statistique à travers la Monarchie, agissant pour le compte de Becher, qui l'employa, à partir de 1676, pour faire appliquer, comme commissaire impérial, l'édit interdisant l'importation des marchandises françaises. Les négociations avec les Villes d'Empire échouèrent. À

123. Le capital de 9 000 florins était divisé en 20 parts. Les principaux actionnaires se recrutaient dans l'aristocratie (par exemple le grand maître d'hôtel Egon de Fürstenberg), car les marchands de Munich étaient hostiles au projet. H. HASSINGER, *op. cit.*

124. H. VON SRBIK, *Mémoire sur Schröder*. Le Conseil aulique de l'Empire (*Reichshofrat*) était le tribunal suprême pour tout l'Empire et comprenait des juges recrutés hors des pays héréditaires.

125. Sur la délicate affaire des négociations relatives à la Succession d'Espagne, voir *supra*, chap. II, p. 96.

vrai dire Hörnigk n'eut jamais qu'un rôle subordonné; à partir de 1679 il passa au service des Lamberg, d'abord à Berlin (comme secrétaire du comte Jean-Philippe, résident impérial auprès du Grand Électeur) puis ensuite à Passau chez le prince-évêque, tout en touchant une pension annuelle de 300 florins de la Maison d'Autriche [126]. Hörnigk appartenait vraiment à ce groupe d'hommes qui vendaient leur plume aux princes; en publiant l'ouvrage *Österreich über alles, wann es nur will* il se contenta de vulgariser la pensée de Becher et de Schröder, sans qu'il fût vraiment lui-même un créateur original. Grâce à son talent de publiciste il atteignit un vaste public, de sorte qu'il incarna pour beaucoup le mercantilisme autrichien. Il n'en faut pas moins revenir à la pensée et à l'action de Becher et de Schröder pour bien comprendre la politique mercantiliste de la Maison d'Autriche.

Becher fut à Vienne le conseiller économique de l'Empereur durant douze ans, de 1665 à 1677, obtenant des fonctions officielles, tout en s'intéressant directement à des entreprises privées. L'Empereur le nomma conseiller commercial (*Commerzienrath*) avec un traitement annuel de 1 000 florins [127], ce qui plaçait le bourgeois Becher à un très haut rang dans la hiérarchie officielle, et le mettait pratiquement sur un pied d'égalité avec les conseillers d'État.

Doctrine de Becher. — L'ouvrage fondamental de Becher demeure le Discours politique (*Politischer Discurs*) [128] qu'il publia à Francfort en 1668 pour faire connaître ses idées en matière de politique économique. Pour lui la vraie richesse d'un état est la population active. C'est pourquoi il veut favoriser l'expansion démographique, à condition bien entendu, qu'on puisse nourrir le peuple et lui donner du travail, Becher redoutant beaucoup les oisifs qui constitueront forcément « les classes dangereuses » [129]. Aussi l'État est-il considéré essentiellement en tant que communauté économique reposant sur l'ordre des paysans, (*Bauernstand*) l'ordre des artisans (*Handwerkerstand*) et celui des marchands (*Kaufmannstand*). Ce dernier constituera l'élément dynamique de la communauté, bien que ce dernier soit quantitativement réduit : un marchand pour cent artisans et dix mille paysans [130]. Le cadre de son activité sera la compagnie de commerce, qui donnera une impulsion nouvelle à la vie économique, car la corporation constitue un cadre étouffant et Becher critique vivement la sclérose du système corporatif [131].

Il est intéressant de noter que Becher n'est pas un simple bullioniste et qu'il ne confond pas la fin avec les moyens, il veut développer la production pour augmenter la richesse de la communauté, qu'il ne conçoit pas comme un simple accaparement des signes monétaires. C'est pourquoi il n'interdit pas l'exportation des espèces, mais la fera contrôler par une banque (*Wechselbank*) qui prendra un agio de 5 % tandis que le souverain gagnera lui aussi 5 % en nationalisant les espèces étrangères, c'est-à-dire en obligeant les particuliers à les porter à l'Hôtel des Monnaies, qui les transformera en pièces de monnaie locale. Il ne cherche donc pas à retenir le métal précieux à tout prix, mais veut lutter contre la concurrence étrangère et plus particulièrement la concurrence

126. Tous ces renseignements sont tirés du mémoire de F. POSCH, *MIÖG.* 61, Graz, 1953, p. 335-357, qui a recherché avec beaucoup de ténacité les détails concernant la vie de ce personnage.

127. Sur le traitement de J. J. Becher, voir *Hofzahlamtshücher* 113, 114, 118 et 119, HKA Vienne.

128. Johann Joachim BECHER, *Politischer Discurs*, 1 vol., in-12°, Francfort, 1668 (BN Paris, E.3568). L'ouvrage est dédié au président de la Chambre : Sinzendorff. H. Hassinger estime, à juste titre, qu'il faut éclairer et compléter le *Politischer Discurs* par les papiers de Becher.

129. « Dann viel Leut in einem Landt und keine Nahrung darzu ist demselben mehr schädlich als nützlich es macht Müßiggänger, Dieb, Mörder, Rebellen, u.s.w. », J. J. BECHER, *Politischer Discurs*, p. 18.

130. *Ibidem*.

131. *Ibidem*, p. 1-2 de la *Dedicatio* du *Politischer Discurs*.

française. A son avis la vraie cause du mal est le *snobisme* des Allemands qui veulent acheter des produits français : la balance des comptes du Reich serait, selon lui, déficitaire d'environ 4 millions de rixdales par an. Il faut donc lutter contre la concurrence française en fabriquant sur place des produits de qualité et en permettant à la clientèle allemande d'acheter des produits de fabrication locale. Il est bien évident que cette action portait essentiellement sur les produits de luxe, non sur les articles de consommation courante, fabriqués et utilisés sur place. C'est pourquoi l'action pratique de Becher porta sur le développement des manufactures et des grandes compagnies de commerce.

Pour H. Hassinger, Becher s'est inspiré de l'expérience hollandaise, qui venait d'être exposée systématiquement par le juriste et homme d'affaires de Leyde : Pierre de la Court [132]. Becher connaissait pourtant les économistes anglais [133], même s'il s'inspira moins directement que Schröder de l'exemple anglais. Celui-ci, nous l'avons vu, accomplit plusieurs voyages outre-Manche et en particulier une mission pour le compte de l'Empereur en 1674, alors qu'il venait de passer au service de la Maison d'Autriche comme officier des gabelles à Gmunden (*Salzkammergut*) en Haute-Autriche. Il devait étudier en Angleterre les techniques de fabrication dans le domaine du textile, de la verrerie, et le résultat de sa mission fut consigné dix ans plus tard dans son livre : *Fürstliche Schatz und Rentkammer* [134]. Pour lui la valeur suprême était le travail qu'il fallait faire fructifier à tout prix, c'est pourquoi il interdisait l'exportation des matières premières, dont la transformation reviendrait aux manufactures, car Schröder se méfie, lui aussi, des corporations qu'il juge sclérosées et incapables de développer la production industrielle.

Il est d'ailleurs bien plus favorable au travail artisanal qu'au machinisme, et la manufacture signifie pour lui la libération de l'artisan, qu'il juge brisé par le cadre corporatif. Schröder, disciple de l'économiste anglais Mun, préconise également des réformes dans le domaine agricole, en particulier l'introduction de cultures industrielles (tabac, produits tinctoriaux, mûrier) [135]; il souhaite le développement de l'élevage du mouton et celui du ver à soie, de façon que la Monarchie soit en mesure d'augmenter sa production de textiles. C'est pourquoi Schröder recommandait la lecture attentive des *Georgica curiosa* de Hohberg.

Doctrine de Schröder. — Plus que Becher, Schröder s'est intéressé à la question du crédit et il proposait, dès 1684, la création d'une banque de dépôt s'inspirant des modèles italiens, ainsi que des banques londoniennes. Cet établissement serait fondé par des capitalistes, et ensuite serait cautionné par l'Empereur. Il pratiquerait le prêt sur gage et l'hypothèque sur les immeubles. Becher souhaitait seulement développer les monts-de-piété à la manière italienne. Ainsi le loyer de l'argent serait beaucoup plus faible pour les particuliers. On sait en effet que les maisons de banque étaient peu nombreuses à Vienne, et qu'il s'agissait essentiellement de marchands-banquiers, pratiquant le change de place à place [136].

132. Pieter DE LA COURT a publié, en 1659, *Het welvaeren der Stadt Leyden*, en 1662, *Interest van Holland* et, en 1669, *Aen wysing der Heilsame politik gronden en maximen*.

133. H. HASSINGER, *op. cit.*, p. 116-118.

134. H. VON SRBIK, « Wilhelm von Schröder », *op. cit.* Schröder devait fournir un rapport hebdomadaire mais personne n'a pu, jusqu'à présent, retrouver ces documents. La 1^{re} édition de la *Fürstliche Schatz und Rentkammer* est de 1686.

135. La culture du tabac fut introduite par le comte Henri Guillaume Starhemberg, qui s'intéressait à l'agriculture spéculative. En 1694 cette culture était devenue une importante source de revenus pour les paysans de Basse-Autriche. G. GRÜLL, « Der erste Österreichische Tabak (aus der Geschichte der Herrschaft Schwerberg) », dans *Ober-Österreichische Heimatsblätter*, t. I, p. 336-340, Linz, 1947.

136. Ces banquiers étaient souvent d'origine italienne, par exemple les Pestalozzi qui étaient, en 1667, banquiers du nonce et de Grémonville.

Enfin Schröder songeait à prévenir les oscillations des cours des grains en créant un magasin d'État (*Granarium publicum*) qui stockerait suffisamment de céréales pour régler les prix du marché en cas de disette. C'eût été un remède à cet inconvénient majeur de l'économie autrichienne, particulièrement accusé dans la décennie 1680-90.

Tels sont, brièvement exposés, les principaux points du programme économique de Becher et de Schröder, Hörnigk s'étant contenté de les mettre à la portée du grand public. Les deux théoriciens voulaient en confier l'exécution aux particuliers, mais ils étaient conscients du fait qu'au départ l'appui du souverain était nécessaire, ne fût-ce que pour modifier la législation favorable aux corporations et d'une façon plus générale pour donner une impulsion nouvelle à la vie économique des Pays héréditaires.

Dans quelle mesure ces idées pouvaient-elles trouver un écho dans les milieux responsables de l'économie autrichienne ? Il est indéniable que ni Becher, ni Schröder ne sont de vrais « Autrichiens », ni par leur origine, ni par leur formation, ni par leur curiosité intellectuelle. Nés hors des pays héréditaires, protestants convertis, orientés vers les sciences de la nature, ils ne regardaient pas vers l'Italie, mais vers la Hollande et l'Angleterre; pourtant ils ne sont pas les seuls dans les pays héréditaires à vouloir repenser la politique économique, car leurs idées s'apparentent à celles de certains hommes d'affaires, voire à celles de quelques officiers de finances, désireux de s'enrichir.

b. Caméralistes provinciaux.

Les premières propositions émanèrent de particuliers sous le règne de Ferdinand III. C'est ainsi que le colonel Borri suggérait d'améliorer la navigation sur les quatre principaux fleuves de la Bohême, afin de développer le commerce et d'augmenter les revenus des douanes; nous avons vu que les routes de Bohême étaient en très mauvais état. L'Empereur renvoya le projet pour étude à la Chancellerie de Bohême, qui n'y donna pas suite, étant données les circonstances, et l'idée fut reprise par Bořek en 1699 [137]. En 1652 c'est l'abbé de Kremsmünster qui proposait à la Chambre des Comptes de fabriquer en Autriche des cordons d'or et d'argent; les passementeries jouaient un grand rôle dans la mode des groupes sociaux les plus riches et les plus influents. Les métaux précieux seraient fournis par les pays autrichiens, et l'opération coûterait moins de 10 000 florins. L'auteur du projet mettait l'accent sur le profit que pourraient en tirer les douanes du souverain, car déjà les artisans de Nuremberg font concurrence à ceux de Lyon [138]; toute l'affaire reposant sur la venue d'ouvriers non catholiques. Le prélat s'était adressé à son ami Clément de Radolt, directeur de la Chambre des Comptes [139]. Dans les deux cas les besoins sont sentis et exposés d'une manière empirique, mais c'est chez Paul-Ignace Morgenthaller qu'on trouve pour la première fois un exposé systématique du mercantilisme. Celui-ci était un bourgeois de Brno, capitale de la Moravie, qui trouva son inspiration chez Laffemas. Il condamnait

137. Memorandum d'Alexandre Borri, colonel. Sur proposition de la Chambre des Comptes, l'empereur Ferdinand III a renvoyé l'affaire in *Audientia*, Prague, 11 septembre 1638. HKA Vienne, *Verschiedene Verschläge* 2/53. Voir aussi A. F. PRIBRAM, *Das böhmische Commerzcollegium*, p. 38-40.

138. « ... Unschwär zu ermessen, wie dis werckh die Kayser : Mauth und zöll verbessern würde... der Heldt (Paul Heldt avait introduit le secret de la fabrication à Nuremberg) hat disen handl in solche Perfection gebracht, das die wahren von Lyon aus Frankreich sein abgeholt und das nürnbergische Flittergoldt dem Lyonischen vorgezogen worden... » Projet de Herr Antonius, Praelat zu Cremsmünster, 1652. HKA Vienne, *Verschiedene Vorschläge* 3/III, f° 13/16. Le mémoire se trouve glissé dans un dossier de l'année 1741.

139. « ... Dem wohl edlen gestrengen Herrn Clement von Radolt, der Röm, Kays : Majestät Hinderlassenen Hoffcammer Directori zu Wien unsern besonders lieben Herrn und Freundt », *ibidem*.

l'importation de produits qui pourraient être fabriqués sur place avec des matières premières du pays et annonçait donc Becher et Schröder [140]. Dix ans après un mémoire de Morgenthaller parvint à la Chambre des Comptes, il développait le même thème et préconisait de diminuer le luxe des vêtements afin de réduire les importations [141]. La même année, en 1663, un compatriote de Morgenthaller, Fr. Malivsky développa les mêmes idées. Il regrettait que les sujets de la Monarchie dépensassent chaque année des millions de florins pour importer des marchandises, alors qu'elles auraient pu être produites dans le pays. Les matières premières étaient suffisantes dans les pays héréditaires et il existait une main d'œuvre abondante; il suffirait de former les oisifs, les vagabonds [142]. Ce dossier parvenait à Vienne au moment où le père Rojas initiait l'Empereur aux problèmes économiques et deux ans avant l'arrivée de Becher. On peut donc affirmer que la question du développement industriel, de la mise en valeur et de la balance des comptes était déjà posée sérieusement. La nomination de Becher correspondait donc à un besoin. Mais quel accueil trouva-t-il dans les milieux viennois ? A la Chambre des Comptes, Becher trouva d'abord un appui chez le président Sinzendorf, qu'il associa à plusieurs de ses entreprises; Sinzendorf comprit en effet tout le profit qu'il y aurait à tirer des manufactures et n'hésita pas à y investir des capitaux. Dès 1666 il prit la direction de la compagnie autrichienne de la soie, (*Österreichische Seidenkompagnie*) à laquelle collabora Becher, qui recruta le personnel et acheta le matériel (soie brute et machines). La manufacture résista mal à la mésentente entre les deux hommes et au départ de Becher, en 1677. La peste de 1679, puis l'invasion turque, signifiaient la mort de cette manufacture [143].

C'est un élément positif à verser au dossier de Sinzendorf que cet intérêt pour le progrès économique, même s'il y trouvait un profit personnel. Son attitude tranchait nettement avec celle de la plupart des conseillers de la Chambre des Comptes. Pourtant c'est ce milieu d'officiers des finances intéressés aux affaires qui fournit une bonne partie des capitaux de ces entreprises.

C'est ainsi que l'initiateur de la compagnie de commerce oriental était le receveur général de Sank-Veit, en Carinthie : Lelio de Luca. Il faisait partie de l'ambassade qui, en 1665, ratifia la paix de Vasvár à Istanbul et qui signa un accord commercial avec la Porte [144]. Il avait comme associés plusieurs conseillers de la Chambre des Comptes : Rascher [145], Merpold [146], Janinall [147], ainsi que le prévôt de Basse-Autriche

140. A. KLIMA, « Mercantilism in the Habsbourg Monarchy with special reference to the Bohemian Lands, dans *Historica*, XI, p. 95-119, Prague, 1965.

141. « Unmassgebige politische puncta wie die Stadt Brünn in einem bessern Stand undt ordnung zu bringen, welche von Mir Paul Ignatio Morgenthaller, wohlmeinend dem gemainen wesen zum besten zusammengetragen worden im 1663ten Jahr. » HKA Vienne, *Verschiedene Vorschläge* 6/271.

142. A. KLIMA et MACUREK, « Transition du féodalisme au capitalisme en Europe centrale (XVI^e-XVIII^e s.) », dans *Actes du X^e C.I.S.H.*, t. IV, p. 88, Stockholm, 1960. A. Klima n'indique aucune référence d'archive. F. S. Malivsky était avocat de la ville de Brno et créa lui-même une manufacture de draps à Ivancice.

143. Martin KROSSMAYR, « Geschichte der Herrschaft Walpersdorf », dans *Jahrbuch für Landeskunde Nieder-Österreich*, nouvelle série, t. III, p. 199-202, Vienne, 1904. Sur le comte Georges Louis Sinzendorff, voir *infra*, liv. II, chap. III.

144. H. HASSINGER, *J. J. Becher, op. cit.*

145. Johann Rascher a commencé sa carrière dans le commissariat des Guerres *Obrist Proviant Lieutenant* (lieutenant-colonel d'intendance) en 1649, date à laquelle il se marie. Le 3 janvier 1652 il reçut le titre de conseiller (*Kayser Rathstitel*). HKA Vienne, *Familienakten*. En 1665 il était conseiller de la Chambre des Comptes (*Hofkammerath*), fonction qu'il occupait toujours en 1680. HKA Vienne, *Hofzahlamtsbücher* 110 et 124. Pas de testament.

146. Johann Adolf Merpoldt, secrétaire de la Chambre, fut nommé conseiller le 20 septembre 1659 (HKA, *Familienakten*), poste qu'il occupait toujours en 1665 (HKA, *Hofzahlamtsbuch*). Pas de testament.

147. Anton von Janinall est délégué à Prague pour assurer un contrôle permanent (Deputiertamt in Böhmen) où il fera toute sa carrière.

(*Nieder-Österreichischer Vizedom*), l'appui de Pestaluzzi et de Triangl qui fit de gros investissements dans la compagnie de commerce oriental au point de compromettre sa propre situation et de faire faillite en 1671 [148]. Au fond l'Empereur et Becher se heurtaient aux mêmes difficultés que Colbert en France : d'une part attirer les gens fortunés vers le grand commerce et la manufacture, d'autre part attirer des techniciens, du personnel compétent pour mener à bien ces fabrications nouvelles. Or, cette main d'œuvre hautement qualifiée devait être recrutée à l'étranger, ce qui posait un problème d'ordre confessionnel. Pouvait-on admettre des non-catholiques en leur accordant la liberté du culte ? Ainsi, pour la manufacture de soie de Walpersdorf, Becher fit venir un Néerlandais : Abraham Verjuys (avec 5 compagnons et 2 apprentis), un Vénitien : Giacomo Aldenier, et un Parisien : Thomas de Hansvique [149], mais pour la manufacture d'armes de Wiener Neustadt il fallut trouver des spécialistes catholiques aux Pays-Bas [150] et des maîtres armuriers de Liège, Cologne, et Aix-la-Chapelle, acceptèrent de venir s'établir en Basse-Autriche.

C. LES RÉALISATIONS.

Finalement la période de 1650-1683 vit de grandes réalisations, même si les résultats ne furent pas toujours à la mesure des ambitions, ni dans le domaine industriel, ni dans le domaine commercial.

a. Les manufactures.

Les premières tentatives sont antérieures à 1660. Dès 1650 le comte Khurtz, vice-chancelier d'Empire, créa une manufacture de drap à Horn (Basse-Autriche), au centre de ses domaines. Elle comptait 30 maisons, qui avaient été louées à des tisserands recrutés à l'étranger, il y avait aussi une teinturerie [151]. En 1656, l'empereur Ferdinand III, reprenant un projet de 1639, décida la création d'une manufacture d'armes car il n'était pas satisfait des livraisons d'armes des corporations de Steyr [152]; il envoya aux Pays-Bas le comte Abensperg und Traun surintendant de l'artillerie en Basse-Autriche (*Oberster Landzeugmeister*). La conférence du 14 décembre de la même année accordait un crédit à Pierre Franz, adjoint du surintendant, pour faire venir 17 maîtres et 36 compagnons, qu'on installerait à Wiener Neustadt, parmi lesquels on trouvait des forgerons, des serruriers et des armuriers [153]. Il s'agissait bien d'une manufacture puisque chaque maître recevait une maison assez grande pour y loger son

148. H. HASSINGER, *J. J. Becher, op. cit.*, ainsi que *Die orientalische Handelskompagnie*, V.S.W.G. 35, 1942. Voir aussi la dépêche du 14 février 1671 : « Li ministri più cospicui et suggesti più opulenti hanno portione del dinaro. Mercanti parimente vi entrano con summe considerabili, et principali. » Venise, Dispacci di Germania, filza 136.

149. M. KROSSMAYR, *Herrschaft Walpersdorf, op. cit.*, *ibidem*.

150. F. POSCH, « Die Niederländliche Armaturmeisterschaft in Wiener Neustadt », dans *Unsere Heimat*, nouvelle série, p. 46-55, Vienne, 1950.

151. G. Otruba, « Die Anfänge und die Entwicklung der Industrie in Nieder-Österreich », dans *Unsere Heimat*, nouvelle série, t. 24, p. 73/85, Vienne, 1953.

152. Sur la métallurgie traditionnelle, voir *supra*, p. 168.

153. L'équipe se décomposait ainsi :
 Rohrschmiede (spécialistes canons) : 3 maîtres, 6 compagnons;
 Schlosser (serruriers) : 6 maîtres, 18 compagnons;
 Schiftermeister (spécialistes montures) : 3 maîtres, 3 compagnons;
 Plattnermeister (armuriers) : 4 maîtres, 8 compagnons;
 Schmiede (forgerons) : 2 maîtres, 2 compagnons.

F. POSCH, « Niederländliche Armaturmeisterschaft », *op. cit.*

atelier, sa famille, et les familles de ses ouvriers. Dès l'été suivant l'architecte de la Cour avait achevé les 18 maisons. Le programme était ambitieux puisque la manufacture devait produire chaque année 6 000 mousquets, 1 000 paires de pistolets, 1 000 carabines et 2 000 cuirasses, ce qui représentait un chiffre d'affaire global de 36 000 florins [154]. Le prix des armes était fixé à l'avance par contrat, ce qui était avantageux pour l'Empereur; il s'engageait par exemple à payer les mousquets 3 florins la pièce, alors qu'ils coûtaient 3 florins et 21 kreutzer chez un fabricant de Bohême (J. Mandl) à la suite d'un marché passé en 1663 [155]; ils étaient par conséquent 12 % plus cher lorsque l'Empereur achetait à des particuliers et dans ces conditions les investissements faits par la Chambre des Comptes (frais de voyages, achats de terrains à Wiener Neustadt, et construction de maisons) devaient être aisément amortis. En fait la manufacture connut des débuts difficiles parce que la Chambre cherchait en vain un capitaliste qui finançât le tout et que le gouvernement refusait de vendre ces armes à l'étranger, que ce fut aux ennemis : les Turcs, ou aux alliés : Vénitiens ou Espagnols. La production s'accumulait les artisans n'étaient pas payés. En 1669 l'Empereur décida de sauver l'entreprise en lui assignant 500 florins par mois. La reprise de la guerre en 1673 devait montrer le bien-fondé de cette mesure; en 1674 la manufacture livra pour 14 400 florins d'armes, et selon F. Posch, la grande époque de l'entreprise se situe entre 1676 et 1700, son essor étant directement lié à l'état de guerre quasi permanent. Prenons par exemple la production de mousquets : entre 1669 et 1676 elle en livrait en moyenne un peu plus de 1 000 par an (7 518 pour l'ensemble de la période), en 1686 : 1 400, en 1687 : 2 108, en 1690 : 12 711, et en 1691, au cours du premier semestre : 6 491 [156]. Ainsi, en 20 ans, la production annuelle avait largement décuplé, mais cet essor n'avait été possible que parce que l'Empereur avait sauvé l'entreprise du marasme.

C'est dans le domaine de *l'industrie textile* que la politique mercantiliste porta ses fruits. Nous avons vu que le président de la Chambre des Comptes installa dans un de ses domaines : Walpersdorf (Basse-Autriche) une manufacture pour la fabrication de filés de soie et de bas de soie. Becher s'inspira d'un modèle bavarois, mais la manufacture autrichienne eut à lutter précisément contre la concurrence de sa rivale bavaroise et surtout contre celle des marchands étrangers qui réalisaient de gros bénéfices en important des produits finis. Deux facteurs particuliers jouaient contre l'entreprise : le prix de revient trop élevé de la matière première et la contrebande des produits étrangers [157]. L'entreprise ne fit des bénéfices qu'à partir de 1672, lorsque la guerre freina la concurrence française. Les ouvriers étaient installés dans un local commun, une grande galerie qui, avec une salle plus petite, coûta 10 000 florins. En fait le départ de Becher marqua le déclin de l'entreprise, car Sinzendorf confia la manufacture à un gérant : Emmanuel Gärg, pour 3 000 florins par an, et celui-ci la céda à des marchands-banquiers italiens : Bartoletti, en 1682. On sait que l'invasion turque devait ruiner l'entreprise l'année suivante et les aristocrates viennois recommencèrent à acheter leurs bas de soie en France et en Italie.

La manufacture de drap fin du Tabor [158] connut également un destin difficile. Ce fut l'affaire de Schröder qui reprit l'atelier viennois des arts mécaniques (*Wiener Kunst und Werkhaus*). A l'origine Becher voulait en faire une grande entreprise d'État et un modèle pour l'industrie du pays. Mais faute de capitaux disponibles l'entreprise languit.

154. F. POSCH, *ibidem*, « K. Gutkas Stadt und Herrschaft in Nieder-Österreich im 16 und 17 Jahrhundert », dans *Actes du colloque des historiens autrichiens de 1964*, p. 69-75.

155. *Geschäfttel an Herrn Hoffzahlmeister Stadler*, 16 mai 1665. Il s'agit d'une assignation sur les contributions des III^e et IV^e trimestres de 1663, pour des marchandises livrées à l'arsenal de Prague (*Prager Zeughaus*), HKA Vienne, *Gedenkbuch* 347.

156. F. POSCH, *op. cit.*, p. 54.

157. Sinzendorff avait pourtant essayé de désintéresser les négociants en leur versant 30 000 florins. H. KROSSMAYR, *op. cit.* Voir également H. HASSINGER, *J. J. Becher, op. cit.*

158. Faubourg de Vienne situé au bord du Danube. Là se trouvait la douane.

A son retour d'Angleterre Schröder s'y intéressa et demanda, en 1677, que la Chambre des Comptes lui transmitt le privilège jadis accordé à Becher et au père Rojas, ainsi qu'une subvention de 1 000 rixdales [159]. L'Empereur appuya personnellement l'affaire, Schröder répara les bâtiments délabrés et fit venir des tisserands anglais; il payait un loyer à Sinzendorf, mais il eut le concours financier d'ordres religieux (jésuites et frères mineurs) qui ne voulaient plus acheter de drap à l'étranger.

La manufacture du Tabor eut à souffrir de la peste qui décima le personnel anglais et encore plus de la chute de Sinzendorf. Le nouveau président Abele [160] aurait fait fermer la manufacture si Schröder n'était allé trouver l'Empereur, alors à Sopron, où se tenait une session de la diète hongroise. Schröder dut pourtant fermer, car le privilège ne lui appartenait pas, le père Rojas l'avait cédé à Geyer von Edellbach, qui avait le droit pour lui; Schröder s'était engagé dans l'affaire à la légère, en dépit des mises en garde de l'Empereur qui, dorénavant, ne pouvait plus l'aider [161]. Quant aux bâtiments ils furent incendiés pendant l'occupation turque en 1683. La manufacture que fonda le marchand Christian Sind à Linz eut plus de chance. En dépit de difficultés que lui causèrent les métiers, l'affaire se développa au point de compter, un demi-siècle plus tard, 4 415 ouvriers [162]. Enfin un projet de Becher concernant une manufacture de tapisserie fut repris par un artiste d'origine parisienne : Jean Trehet. Celui-ci proposa, en 1687, de créer une manufacture avec des ouvriers flamands, tout en posant bien le problème de rentabilité de ces industries naissantes; il revenait moins cher d'acheter directement les tapisseries dans les Flandres que de les acheter à Vienne [163].

b. Les compagnies de commerce.

A vrai dire l'effort principal des caméralistes porta sur le commerce international et sur la reconquête de débouchés dans les Balkans et au Proche-Orient. L'occupation ottomane avait peu à peu fermé le Sud-Est européen aux produits fabriqués dans les pays allemands. La Hongrie elle-même, depuis le ^{xvi}^e siècle, exportait des matières premières vers l'Empire et l'Italie, mais les espèces monnayées (*Reichsthaler*) soldaient le déficit de la balance des paiements, car les goûts des groupes dirigeants avaient changé : les Turcs ou convertis à l'Islam, ces gens importaient des produits fabriqués dans l'empire ottoman, qui correspondaient davantage à leur mode de vie. Il fallait parvenir à atteindre Salonique par voie de terre ou bien le marché international d'Istanbul par la voie du Danube, pour entrer en concurrence avec les Vénitiens, les Hollandais, les Français.

La condition première du succès de l'opération était le maintien de la paix avec la Porte, c'est pourquoi l'année 1683 marque le terme des activités de la première compagnie orientale. Dans une perspective d'activités coloniales, il est certain que le marché de l'Empire ottoman était riche de virtualités pour l'économie autrichienne. Le sultan manifesta sa bonne volonté par un firman qui octroyait les plus grandes facilités commerciales aux sujets de l'Empereur [164]. Celui-ci, de son côté, accorda la franchise

159. « Referat des Wilhems Schrötters weitere Proposition, die Introdueirung der Engelländischen wollen Manufacturen betreffend. » HKA Vienne, *Verschiedene Vorschläge* 7/351.

160. Abele était un médiocre, incapable de gérer les finances de la Monarchie. Voir *infra*, liv. II, chap. III.

161. H. VON SRBIK, « Wilhem von Schröder », *op. cit.* L'Empereur avait mis en garde la Chambre des Comptes dans une note marginale sur le rapport de Schröder de 1677.

162. V. HOFFMANN, « Die Wollenzeugfabrik zu Linz an der Donau », dans *A.Ö.G.* 108, 1919.

163. *Hoffsachen wegen aufnehmung eines tapeziermacher, so von Neuburgkommen nahmens Trehet*, 3 octobre 1687. HHStA Vienne, ÖLMA, Karton 7. Mémoire cité par Walter PILLICH, « Jean Trehet, 1654-1740 », dans *Jahrbuch des Vereines für Geschichte der Stadt Wien*, t. XII, p. 131, Vienne, 1956.

164. R. MANTRAN, *Istanbul*, *op. cit.*, p. 580.

douanière dans ses pays héréditaires et l'abaissement de 50 % des tarifs douaniers hongrois, qui passaient ainsi de 5 % à 2,5 % de la valeur de la marchandise [165]. Ces facilités attirèrent les capitalistes viennois, en particulier Triangl, mais aussi des aristocrates comme le prince Schwarzenberg. En 1667 la compagnie avait un capital de 300 000 florins, en 1671 celui-ci atteignait un million de florins [166], preuve que l'entreprise suscitait plus d'enthousiasme que la manufacture.

Un autre problème était celui des communications, car l'état des routes permettait-il de relier Belgrade à Andrinople ? Les diplomates français se montrèrent assez sceptiques : « Quelques Allemands sont arrivés à Andrinople pour commencer un trafic par terre et par le Danube, mais les difficultés du voyage et la longueur font croire que ce négoce ne pourra pas durer [167]. » Les marchands viennois semblent avoir préféré la voie du Danube et le cabotage en Mer Noire, de sorte que l'année suivante ils installaient un consul à Istanbul et Roboly écrivait le 10 août 1669 : « Les Allemands se sont establi depuis peu et il n'y a qu'une seule maison de marchand; on attend un consul pour venir résider issy. Ils apportent de leur pays quantité de quincaillerie et mercerie qu'ils font venir par la Mer Noire et font descendre par le Danube. Ils remportent d'issy quantité de soye fine de Pera, camelots et poils de chèvre et quelques joyeux qu'ils enlevaient, mais on ne croit pas qu'ils continuent n'ayant pas fait grand chose jusques à présent à cause des voitures qui coustent beaucoup pour le transport des marchandises de part et d'autre [168]. » Ce commerce se heurtait, en outre, à la concurrence des Français et des Vénitiens, tandis que le Conseil de la Guerre interdisait l'exportation des « matières stratégiques » armes et objets de coutellerie. Il fallut attendre le traité de Passarowitz pour que le commerce autrichien fût vraiment important en Turquie [169]. Cependant, de 1668 à 1683, la compagnie s'orienta vers une double activité :

1° *Le grand commerce avec le Proche-Orient.* — Chaque année, jusqu'à 1678, un convoi descendait le Danube de Komorn à Routschouk [170] apportant des objets fabriqués (quincaillerie en particulier) en provenance de Nuremberg et des toiles de Silésie. A l'importation la compagnie ramenait des soies persanes, qui étaient à l'état brut, ce qui causa bien des soucis au personnel des manufactures [171]. Elle importait aussi de l'huile et des oranges; l'huile venait de Crète et bien que les frais de transport fussent importants, la compagnie espérait l'écouler à meilleur compte que celle que vendaient les Vénitiens [172]. Et dans cette perspective la compagnie demanda pour la première fois, en 1675, la création d'un port franc à Trieste. Quand aux oranges la compagnie en faisait venir pour 120 000 zentner chaque année (soit : 6 720 tonnes) qu'auparavant les Hollandais allaient chercher à Smyrne [173]. En revanche elle avait

165. Le taux des péages était d'un trentième (*Harmincad*) auquel s'ajoutait depuis la diète de 1659, un demi-trentième supplémentaire, soit un vingtième ou 5 %.

166. Entretien du ministre de Suède, E. Pufendorf, avec un employé de la Compagnie, « Das die Compagnie gegenwertig ein Capital von einer million Gulden hette ». *E. Pufendorfs Tagebuch*, 19 décembre 1671. HHStA Vienne, ms. 324, f° 178.

167. M. de La Haye à M. de Lionne, Pera, 4 février 1668. A.E. Paris, C.P. Turquie, vol. 9, f° 19v. C'était l'arrivée d'un premier convoi de 9 bateaux qui avait quitté Komorn au cours de l'été 1667.

168. Mémoire cité par R. MANTRAN, *Istanbul*, op. cit., p. 580, note 3.

169. R. MANTRAN, *ibidem*, p. 180. Sur les matières stratégiques : dépêche de M. Zorzi du 31 janvier 1666. Venise, Dispacci di Germania, filza 128, confirmée par la dépêche de M. Zorzi du 14 février 1671, *ibidem*, filza 136.

170. Guerini (Baile à Constantinople) au Sénat de Venise, 7 avril 1675 : « Si continuava nella pratica e ne trattati con la Compagnia di Levante di Germania per condur le Londrine à Constantinopoli per il Danubio. » Venise, Dispacci di Turchia, filza 158.

171. *E. Pufendorfs Tagebuch*, 19 décembre 1671, *ibidem*.

172. Dépêche de Zorzi du 31 mars 1671, qui concluait : « Se cio nasce sarà di considerabile pregiuditio l'introduittione. » Venise, Dispacci di Germania, filza 136.

173. *E. Pufendorfs Tagebuch*, 19 décembre 1671, *ibidem*.

dû renoncer au commerce des tapis et des tissus de laine, en raison de la concurrence des marchands grecs [174].

2° *L'importation de bétail hongrois*. — La compagnie passa un contrat avec les bouchers viennois, garantissant le prix de 3 kreutzer par livre de bœuf, pour une période de cinq ans [175]. Ce marché assura la stabilité des prix de détail, mais c'était un véritable monopole qui ruinait bon nombre de commerçants hongrois, nobles ou roturiers, car jusqu'à présent le commerce des bestiaux n'était jamais tombé entre les mains des capitalistes viennois. Désormais ceux-ci plaçaient la Hongrie dans une situation économique inférieure et l'on peut se demander si l'établissement de ce monopole viennois n'a pas favorisé l'insurrection *kuruc*. Ce qui est sûr c'est que la diète de 1681 éleva des plaintes contre la Compagnie orientale [176] et que la Cour de Vienne n'en tint pratiquement aucun compte. En fait, cette prépondérance des capitalistes viennois annonçait une nouvelle orientation économique des Pays autrichiens; l'exploitation de la Hongrie comme réserve de matière premières et débouché pour les produits fabriqués des Pays héréditaires, dans la perspective du *pacte colonial*.

Par conséquent, même si les résultats de la Compagnie orientale furent relativement médiocres (en 1675, année particulièrement favorable, le chiffre d'affaires était de 400 000 florins dans le commerce des bestiaux et moins de 200 000 florins dans le commerce du Levant [177], son action était l'amorce de la grande politique commerciale du XVIII^e siècle. En 1677, devant l'extension de l'insurrection *kuruc*, la compagnie abandonna le commerce des bestiaux en Hongrie, tandis que les autorités ottomanes apportaient des entraves au commerce par le Danube, la conjoncture politique était à nouveau défavorable au commerce du Levant. En 1680 le grand commerce avec la Turquie est à nouveau entre les mains de commerçants grecs et serbes. Par conséquent la tentative hardie que représentait la Compagnie de commerce oriental se soldait provisoirement par un échec.

V

L'ESSOR ÉCONOMIQUE APRÈS 1683

A. LA COLONISATION DE LA HONGRIE.

La politique économique de la Monarchie revêt, après 1683, des caractères quelque peu différents. La pensée des théoriciens est moins vigoureuse, car Hörnigk n'était qu'un journaliste et Schröder orienta le souverain vers l'exploitation économique du territoire hongrois [178]. Au fond le grand théoricien de cette seconde génération fut le cardinal

174. *Wegen der Raizen*. À l'origine ce terme désigne les Serbes, en fait il s'agit des Chrétiens orthodoxes des Balkans, qui jouaient un grand rôle dans la vie économique de la Hongrie, et qui s'étaient établis à Vienne.

175. Dépêche de M. Zorzi du 14 février 1671. Venise, Dispacci di Germania, filza 136. H. HASSINGER, *J. J. Becher, op. cit.*

176. *Gravamina* 1681, art. 7. OL, Budapest, P. 287. *Forgách Család Levéltára. Országgyűlés Iromyai*, I. WELLMANN, « Merkantilische Vorstellungen », dans *Studia Historica*, I, p. 316-352, Budapest, 1965.

177. H. HASSINGER, *J. J. Becher, op. cit.*

178. I. WELLMANN, « Merkantilische Vorstellungen », *op. cit., loc. cit.* À noter que dans l'ouvrage de HÖRNIGK, *Österreich über alles*, aucune implantation industrielle n'est prévue pour la Hongrie, p. 164-166. En 1690 (15 avril) une Patente royale interdisait le commerce des bestiaux aux Hongrois. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 434.

Kollonich, qui proposa une véritable colonisation de la plaine hongroise reconquise sur les Turcs, tandis que le commerce des bestiaux devenait le monopole des capitalistes viennois [179].

Il ne s'agit plus de faire du commerce avec le Proche-Orient, mais d'organiser l'espace économique hongrois pour le plus grand profit du souverain — cela à long terme. Et à court terme l'économie autrichienne bénéficiait de l'impulsion donnée par la reconstruction et l'économie de guerre. Dans la mesure où la Monarchie se tournait vers l'Europe orientale, elle y gagnait en originalité et amorçait l'évolution qui a marqué profondément les pays danubiens, au moins jusqu'à la première guerre mondiale. Celle-ci s'exprimait grossièrement dans l'opposition suivante : les pays héréditaires ont vocation industrielle, la Hongrie se cantonne dans les activités du secteur primaire. Celle-ci eut en effet toujours un statut particulier qui faisait du territoire hongrois un espace économique autonome, possédant sa monnaie propre et un régime douanier tout à fait particulier. C'est ici qu'il convient de rappeler l'existence du florin hongrois (*florenus hungarialis*, *Forint*) divisé en cent sous-multiples ou deniers (*Denarius*, hongrois : *Denar* ou *penz*). Le maintien de la parité entre le florin hongrois et le florin rhénan (monnaie de compte) fixée au XVI^e siècle à un florin hongrois pour un florin rhénan [180] souleva de grosses difficultés [181], car les marchands autrichiens, bohêmes ou silésiens, pratiquaient, vers 1650, une décote de 20 %, sinon ils refusaient la monnaie hongroise.

a. Politique monétaire.

En 1662 l'Assemblée nationale revenait à la charge et suppliait l'Empereur d'user de son autorité pour maintenir la parité ancienne, confirmée par les décrets 80 de 1655 et 72 de 1659 [182]. C'était évidemment une illusion de gens peu accoutumés aux problèmes monétaires, cette décote étant la conséquence d'une situation de fait, caractérisée par l'invasion du billon polonais et le monnayage de médiocre billon hongrois par l'atelier royal de Kremnica [183]. En 1672 il en résultait une disparité de la valeur du florin entre Haute et Basse-Hongrie; en Basse-Hongrie la parité ancienne s'était maintenue (un florin hongrois pour un florin rhénan) tandis qu'en Haute-Hongrie la dévaluation de 20 % était reconnue [184]; Kollonich se fait d'ailleurs l'écho des plaintes

179. Leopold KOLLONICH, *Das Einrichtungswerckh des Königreich Ungarns*, rapport de la commission pour la réorganisation des *Neo Acquistica*. Bonne analyse donnée par I. WELLMANN, *op. cit.*, p. 345-352.

180. *Gravamina* 1665, art. 68 : « iuxta articulum 24, anni 1547 ac anni 1557 articulo 14 et articulo 20, anni 1608 post coronationem... ut singuli grossi trium Cruciferorum modo currentes in valore 5 denariorum hungaricorum » (soit de part et d'autre 1/20 de florin; le florin rhénan se subdivisant en 60 kreutzer et le florin hongrois en 100 deniers). AM Košice, liasse 2426/Ied 1655, *Acta Dietalia*.

181. Plainte des habitants du comitat de Szabolcs, « nonnisi sex nummos Hungaricales pro tribus cruciferis habere volunt », *Gravamina* 1655, art. 68, *ibidem*.

182. « Supplicant Status et Ordines proinde Suae Maiestati demisse ut Sua Maiestas per benigna Sua decreta Stante adhuc Diaeta ad vicinas provincias expedienda ipsam monetam Hungaricam in eo valore, quo in hoc Regno currit ubique in vicinis Provinciis recipi curare benigne dignetur. » *Gravamina* 1662, art. 60.

183. *Gravamina* 1662, art. 61, *ibidem*. Cette pratique s'inscrivait dans la politique d'inflation caractérisée menée par les autorités impériales dans l'ensemble de la Monarchie. Sur le billon polonais voir : *Bericht des Grafen Hohenfeldt über die Cammervisitation in Presburg*, 15 avril 1672, HKA Hoffinanz-Ungarn 1672, April, cité par MAURER, *Leopold Graf Kollonich*, p. 347.

184. « In Nieder-Hungarn rechnet man 5 ungarn : für einen Groschen in Ober-Hungarn aber 6. Berichte des Grafen Hohenfeldt ». *ibidem*. La dévaluation de 20 % était également admise dans la Hongrie turque où l'on compte 1 kreutzer pour 2 penz (ou deniers). J. KÁLDY-NAGY, « Two Sultanic Hass estates », dans *Acta Orientalis*, t. XIII, Budapest, 1961.

de l'Assemblée nationale qu'il trouve justifiées, car les garnisons de la frontière et la Chambre des Comptes en sont les victimes. Il donne l'exemple d'une somme de 15 000 florins qui, par le jeu de deux assignations successives sur les villes minières et Spiš, fut amputée de 5 000 florins, soit un tiers, les bénéficiaires de l'opération étant les changeurs. En 1688 Kollonich voulait, pour mettre de l'ordre, interdire la circulation des monnaies étrangères (billon polonais et pièces allemandes ou *Reichsgulden*) et mettre fin à la disparité des valeurs entre Haute et Basse-Hongrie [185].

b. Politique douanière.

Quant aux douanes elles étaient placées sur les principales étapes [186] et constituaient le plus clair des revenus administrés par la Chambre de Presbourg. Depuis 1655 elle ne percevait même qu'une taxe de 5 % *ad valorem* et le cordon douanier avait une importance économique dans la mesure où les pays héréditaires refusaient, depuis 1649, d'importer ou mieux de laisser transiter les vins hongrois [187]. Malgré les plaintes renouvelées de l'Assemblée nationale, l'Empereur n'imposa pas une politique plus libérale aux États autrichiens, ce qui en dit long sur son autorité réelle et, dans la meilleure hypothèse, sur ses bonnes dispositions à l'égard des Hongrois qui avaient fait valoir qu'après tout ils étaient le rempart des pays héréditaires et qu'ils méritaient un peu plus d'égards [188].

Il trouvait tout au plus des échappatoires pour ne pas promettre son concours aux Hongrois. L'Assemblée nationale se plaignait en outre du fait que les marchandises étaient soumises à un double tarif, car elles devaient payer la douane hongroise à la sortie et le péage du Tabor à l'entrée de l'Autriche, alors qu'en sens inverse les Allemands étaient soumis à une simple taxe [189]. Sur le plan économique la Hongrie maintient donc son indépendance complète, mais tout à fait malgré elle, car ses produits sont l'objet d'une véritable discrimination. Certains sont prohibés (les vins) et tous les autres sont l'objet d'un tarif discriminatoire. À court terme, c'est elle qui va faire les frais de la guerre de « libération » tandis que celle-ci profite largement aux pays héréditaires. Il serait bon de ne pas se laisser abuser par le poncif selon lequel toute guerre est une calamité pour les belligérants. À cette époque la question est de savoir où combattent les troupes, car la présence d'armées alliées ou ennemies provoque pillages et destructions. En revanche si ces armées opèrent en dehors du pays, la guerre peut être un véritable stimulant pour l'économie. La guerre de « libération » de la Hongrie fut triplement bénéfique pour les pays héréditaires.

185. KOLLONICH, *Einrichtungswerckh*, op. cit.

186. Les principaux points où l'on perçoit le trentième sont : à la frontière, Presbourg, Stomfa, Gajar, Ovár, Kopcseny, Zurany, Neusiedl, Rajka, Győr, Komarom, Tata (après 1680), Veszprém, Vimpassing, Eisenstadt (après 1683), Sopron, Szentmarton, Pilgersdorf, Köszeg, Körmend (entre 1670 et 1675), Hainburg, Bruck, Neustadt, d'après Gy. EMBER, *Az Ujkori magyar Közigazgatás Története*, p. 220-221.

187. Cet édit de 1649 a été promulgué sur les instances des états de Basse-Autriche : « Ne vina Hungarica per Austriam in reliqua Regna et Provincias tam adverso Danubio per naves quam per currus sub confiscatione, transvehi possint. » *Gravamina* 1655, art. 21. En 1659 plainte contre les états d'Autriche intérieure qui ont pris la même mesure. *Gravamina* 1659, art. 60.

188. *Gravamina* 1655, art. 21.

189. À l'occasion de l'établissement du nouveau tarif des péages du Tabor (établi par l'édit de 1659, *Codex Austriacus*, t. II, p. 154). Les états et ordres ont protesté : « Quod passum Danubialem Austriacum Tabor vocatum crebrius itinera facientes, gravem Telonii exactionem ferre cogantur, ubi duplo majus semper Telonium ab Hungaris quam Germanis et aliis comprovincialibus exigentur. »

B. GUERRE TURQUE ET EXPANSION ÉCONOMIQUE.

a. Plein emploi.

D'abord en les débarrassant de cette population flottante qui constituait, semble-t-il, une véritable « classe dangereuse ». On connaît mal le processus exact de cette concentration des exploitations agricoles en Bohême entre 1660 et 1700, mais il est certain que le nombre de tenures a diminué, multipliant ainsi la main-d'œuvre aux ressources précaires que, dans une perspective moralisatrice, les économistes qualifient d'*oisifs* [190]. Il est tout de même significatif que les économistes s'intéressent à un développement de l'industrie en Bohême aux deux époques où l'on peut s'attendre à une démobilisation sérieuse, tout au début du règne, après la signature de la paix du Nord et vers la fin du siècle, après Ryswyck, lorsque tout le monde escomptait la fin de la guerre turque [191]. Les sergents recruteurs des régiments impériaux offraient un exutoire à cette population instable, voire dangereuse [192], et les pays héréditaires passaient aux yeux des puissances méditerranéennes (Venise, Espagne) pour des contrées riches en hommes. Il ne s'agit pas là, bien entendu, d'une critique absolue, puisque nous avons vu que la crise démographique n'était résolue que vers la fin du siècle, mais tout simplement du signe d'une crise sociale, maint individu ne trouvant pas sa place dans la « reconstruction » effectuée par les grands propriétaires fonciers. Et il est intéressant de constater que le mémoire des frères Loticky a trouvé un écho favorable dans les milieux gouvernementaux de Bohême. Ceux-ci se sont livrés à une enquête approfondie, qui aboutit au rapport du *Gubernium*, du 11 août 1699. Celui-ci souhaitait le développement de l'industrie pour donner du travail aux chômeurs, que l'on regrouperait au besoin dans des ateliers de charité [193].

b. Industrie de guerre.

Ensuite la guerre a profité à tous ceux qui fournissaient des produits fabriqués aux armées en campagne. La reconquête de la Hongrie était le type même de la « guerre coloniale » qui fait marcher les affaires sans menacer directement le pays. Fabricants d'armes, de munitions, et de tissus, ont approvisionné les Impériaux et leurs alliés qui combattaient en Hongrie. Le marché traditionnel offert par les garnisons de la frontière

190. « Die gemeine Jugend (ausser was bei dem Feldbau wenigen Gespinst, Wein und Vieh zu Thuen) meistens in Müssiggang and zu den Bettelstat erwachset, und aller arbeit entwehnet wird, ja es ist auch denn armen Leuthen, sonderlich in denen Städten nicht zu arbeiten gegeben wann sie gleichern arbeiten wolten... » Rapport des frères Loticky, Prague, décembre 1693, cité par A. KLIMA, « Mercantilism in the Habsburg Monarchy », dans *Historica*, XI, p. 110-112, Prague, 1965.

191. Il s'agit des rapports de Morgenthaler et Malivsky, de 1663 (avant les incursions tatars bien sûr), de celui des frères Loticky, ainsi que d'un rapport anonyme de 1698 : « Etliche allerunterthänigsten Erinnerungen über I.K.Mt unter dem 20 octobris 1698 Jahres an dero löbl : Königl. Statthalterey zu Prag ergangenen Rescript in puncto Introductionis derer Commerciën, Erhebung deren Manufacturen, und dadurch procurirender besserer geld Circulation. » HKA Vienne, *Verschiedene Vorschläge* 7/354 et du premier rapport de Bořek de 1679 (*Ausführliche*). *Vorschlag wegen Einführung derer Commerciën und Manufacturen... vornemblich nach Unterschied des Königreichs Böhemb* entworfen. SÚA Prague, *Collectio Borëkiana*, t. I, f° 3/83.

192. Voir les plaintes réitérées de la diète de Bohême contre les bandits de grands chemins.

193. *Die Werck Häuser*, analogue aux *workhouses* anglaises, déjà préconisées par Schröder, qui avait envisagé cette destination pour la manufacture du Tabor. *Rapport des Gubernium sur les propositions des frères Loticky*. 11 août 1699, cité par KLIMA, *Mercantilism*, op. cit., p. 112-118.

s'est donc considérablement élargi. C'est ainsi que, dès 1684, la Chambre des Comptes passait des marchés concernant 4 000 bombes, 5 000 quintaux de poudre, 10 000 quintaux de balles, 100 000 grenades, 3 000 quintaux de mèches, 25 000 armes blanches [194].

En 1683, pour faire face à cette demande accrue, les corporations de tisserands de Glatz se sont entendues avec celles de Neurode, Weichselburg, Reinerz pour passer un marché de 3 000 pièces de drap à raison de 20 fl. la pièce [195] et 1 fl. l'aune. En 1690 le même cartel continuait à fournir l'armée impériale, mais en 1691 il n'en livrait plus que 750 aunes [196]. Il y avait loin entre les plans ambitieux du début de l'année 1683 et les réalités; une fois de plus les corporations montraient qu'elles étaient incapables d'assurer une production de masse; elles ne pouvaient profiter que médiocrement de la conjoncture favorable qui se présentait à elles. En fait, la Chambre des Comptes préférerait s'adresser à des marchands, comme la firme Henri Böller et C^{ie} qui livra, en 1687, 529 pièces de drap silésien [197] et en 1690, 903 zentner de mèches à l'arsenal de Vienne [198]. D'autres marchands apparaissent fréquemment dans les registres de la Chambre : Wenceslas Wembler, maire de Grünberg et Jean von Arnoldt [199]. Les fabrications d'armement semblent être entre les mains des Althan et des Dietrichstein, qui fabriquaient boulets et balles, ce qui laisse supposer qu'ils avaient des fonderies sur leurs domaines respectifs. Ainsi le 23 février 1695, le prince Ferdinand Dietrichstein, grand maître d'hôtel de l'Empereur, s'engageait à livrer avant fin mai 500 boulets de 60 livres et 500 autres avant la Saint-Michel [200]. Le comte Michel Jean von Althan, qui possédait lui aussi des domaines en Moravie livrait des munitions à la même époque [201], tandis que la même année il prêtait 200 000 florins à l'Empereur [202]. Le comte Althan n'était pourtant pas un marchand, ni un parvenu, mais un de ces aristocrates qui géraient leur fortune et allaient contribuer à l'essor de l'industrie sur le grand domaine, en se transformant eux-mêmes en entrepreneurs. Plus surprenant encore apparaît le fait qu'un autre aristocrate de Moravie, le prince Dietrichstein, ait été « marchand de canons » alors qu'il avait rang de premier ministre à la Cour de Vienne. On voit mal un même personnage jouer simultanément ces deux rôles dans la France de Louis XIV : preuve que l'échelle sociale des valeurs était différente. En fait, l'aristocratie des pays tchèques, après avoir tenté de moderniser

194. HKA Vienne, *Gedenkbücher* 213, Antwortt der H.K. an Hofkriegsrath, 24 janvier 1685.

195. *Verbscheidung Ober Regenten Zu Glatz auf Verschiedene Gethane Tuchlieferungs-vorschläge*. Vienne, 24 mars 1683. Neurode proposait de fournir 2 000 pièces par an, les autres villes, c'est-à-dire Glatz, Weichselburg, Reinerz : 1 000 pièces par an. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 354. Le document suivant montre que la livraison se montera tout au plus à 3 000 pièces, bien que les propositions de 1683 aient été adoptées pour 3 ans. *Befelch an die Schlesische Cammer*, Vienne, 15 mars 1687. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 355. Chaque pièce mesurait 20 aunes.

196. *Befelch an die Königl. : Schlesische Cammer*, Vienne, 18 août 1690. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 355, ainsi que la lettre *Ans Glazische Rendtamt*, Vienne, 12 février 1692. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 357.

197. *Befelch an die Schlesische Cammer*, Vienne, 21 avril 1687, HKA Vienne, *Gedenkbuch* 355.

198. *Befelch an das Hoffkriegszahlamt*, 15 juillet 1690. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 355.

199. En particulier dans la *Nochmalige ersuchung an die Löbl. Königl. Böhmische Hoffcanzley* du 28 septembre 1690, parce que les deux fournisseurs de drap (*Tuchlieferanten*) J. von Arnold et W. Sembler reçoivent rapidement 20 000 et 10 000 florins sur l'emprunt de Silésie. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 355.

200. *Contract*, 23 février 1695. Le prix convenu était de 6 florins 30 kreutzer par Zentner (c'est-à-dire 56 kilogs) de boulets. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 223. On retrouve souvent le nom du grand maître d'hôtel comme fournisseur de munitions, 11 janvier 1691. *Gedenkbuch* 355. 8 juin 1692, *Gedenkbuch* 355; sur Dietrichstein, voir *supra*, liv. I, chap. i.

201. *Befelch an das Rendtamt in Mähren dem Michael Johann Graffen von Althann wegen seiner gelifferten sorten bomben 4 854 fl. 11 kr. gegen Hoffkriegszahlamtsquittung zu Bezahlen*, 6 février 1691. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 351.

202. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 223, *Ersuechung an die Löbl. Königl. Böhmische Hoffcanzley*, 16 décembre 1695.

l'agriculture, s'aperçut que cette activité était un placement relativement peu rentable, et se tourna résolument vers l'industrie, en particulier à la fin du siècle [203]; car, semble-t-il, les vrais disciples des caméralistes furent ces aristocrates doués de l'esprit d'entreprise, qui créèrent, en dehors des corporations, de véritables manufactures, de sorte que les activités du secteur secondaire se déplacèrent des villes anciennes, où les métiers jurés étaient protégés par la législation, vers les bourgs qui étaient placés sous l'autorité seigneuriale.

Bien entendu, dans une conjoncture aussi favorable, tout le monde profitait de l'aubaine, y compris les moins doués [204]. Pourtant les manufactures d'armes connurent un essor prodigieux; à Wiener Neustadt à côté de l'ancienne manufacture d'État en plein essor [205], Henri-Christian Pascher créa une manufacture d'armes damasquinées, dont il comptait exporter la production dans toute l'Europe; son projet reçut l'approbation de la Chambre des Comptes, qui lui accorda, en 1695, une subvention de 1 000 florins pour l'achat d'outillage [206] et un privilège s'étendant à l'ensemble des pays héréditaires.

c. Guerre et production agricole.

Enfin la guerre de Hongrie profita aux agriculteurs. En effet, les Impériaux et leurs alliés qui campaient dans un pays désolé par les combats, devaient être approvisionnés par la voie du Danube. Les riches plaines de l'Alföld hongrois ont vu converger des convois de farine et de fourrage en provenance des contrées épargnées par la guerre. Les transports étaient assurés par la flotille du Danube, véritable marine de guerre placée sous l'autorité du Conseil de la Guerre par l'intermédiaire du *Hauptschiffamt* [207]. L'un des grands bénéficiaires de ce nouveau courant économique fut le banquier Samuel Oppenheimer, qui avait commencé sa fortune comme fournisseur aux armées et ne renonça jamais entièrement à cette activité [208].

Ainsi, en 1690, Oppenheimer était chargé de ravitailler Belgrade de manière qu'à fin avril les magasins de la citadelle continssent 20 000 quintaux de farine et 40 000 setiers d'avoine [209]. En mars, Oppenheimer passait un contrat avec la Chambre des Comptes

203. A. KLIMA, *Zur Frage des Übergangs vom Feudalismus zum Kapitalismus in der Industrieproduktion in Mitteleuropa*, p. 110-111, Berlin, 1960. Nous signalons les travaux de l'historien américain Freudenberger, professeur à Tulane University (Louisiane), qui a mené des enquêtes approfondies dans les archives des grandes familles de Bohême. Les résultats de ses recherches devraient apporter une lumière nouvelle sur l'essor industriel à la fin du XVIII^e siècle.

204. Par exemple *Die Innebergische Haupttafel und Eisengewerkschaft in Landt Österreich und Steyr* fit d'importantes livraisons à l'arsenal de Vienne, 12 janvier 1694. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 223.

205. C'est ainsi que la manufacture livra, en 1694, 400 cuirasses, 15 janvier 1695. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 223. Voir aussi l'essor de la fabrication des mousquets.

206. *Ans N.O. Salzamt*, 22 mars 1695, HKA Vienne, *Gedenkbuch* 223. Le projet datait de 1693, HKA Vienne, *Verschiedene Vorschläge* 2/85. Voir F. POSCH, *Armaturmeisterschaft*.

207. Son histoire est mal connue car les archives du *Hauptschiffamt* ont été entièrement détruites. Quelques modèles de bateaux ont été reconstitués et sont présentés au département Marine du Musée historique de l'Armée, à Vienne (*Heeresgeschichtliches Museum*). Ainsi au début de l'année 1690, l'*Oberschiffhaubtmann* Gössinger a été prévenu qu'il aura à acheter lors de la prochaine campagne 100 000 quintaux de farine et 50 000 setiers d'avoine, par le Danube. *Antwort an das Generalkriegscommissariatamt*, Augsbourg, 23 janvier 1690. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 434.

208. Max GRÜNWALD, *Samuel Oppenheimer und sein Kreis*, 1 vol., Vienne, 1913. Sur la carrière et la signification du personnage, voir *infra*, liv. II, chap. IV.

209. *Antwort an Kayserlichen Hoffkriegsrath*, Augsbourg, 14 janvier 1690, complétée par *Scharffe Anmahnung an Juden Oppenheimer*, même date. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 434. L'ordre a été renouvelé le 11 février 1690, *ibidem*.

et s'engageait à livrer 40 000 quintaux de farine et 6 000 setiers d'avoine, la moitié à Bude, l'autre moitié à Belgrade, partie avant fin mai et le reste avant la fin du mois d'août [210]. En septembre il était invité à fournir 8 000 quintaux supplémentaires de farine, afin d'approvisionner Zolnok [211] et en novembre la Chambre des Comptes l'invitait à pourvoir les magasins de Bude pendant que le Danube était encore navigable [212].

Au total le gouvernement avait commandé à Oppenheimer, pour la seule année 1690, 74 000 quintaux de farine et 124 000 setiers d'avoine. En outre, la Chambre des Comptes avait passé un contrat avec l'intendant général von Hochburg, qui s'engageait à livrer à Belgrade 60 000 quintaux de farine et 50 000 setiers d'avoine [213].

Un examen des marchés passés par la Chambre des Comptes montre en effet une opposition très nette entre la période antérieure à 1683 et la période postérieure au siège de Vienne, l'année 1683 marquant précisément un tournant puisque la Chambre acheta 100 000 setiers de seigle pour ravitailler les armées alliées. Avant cette date il s'agissait essentiellement d'approvisionner les garnisons de la frontière hongroise ou celle de Vienne. Après il s'agissait de nourrir une armée en campagne dans un pays ruiné. En 1686, la Chambre prévoyait l'achat de 200 000 zentner de farine (soit 112 000 quintaux), nécessaires à la nourriture de 50 000 hommes pendant 6 mois [214]. Point culminant de la demande qui se maintient à un haut niveau jusqu'à 1695, tandis que progressivement les contrats passés avec le haut clergé hongrois permettait d'acquérir sur place les grains nécessaires à la nourriture des troupes.

CONTRATS PASSÉS PAR LA CHAMBRE DES COMPTES (215).

Année	Seigle	Avoine (picotins)	Farine (quintaux)	Destinataires
1667	500 muids			Frontière hongroise
1671	1 251 muids			Frontière hongroise
1676	470 muids			Garnison de Vienne
1680	2 500 muids			Frontière hongroise
1683	100 000 setiers			Alliés en Moravie
1686			200 000	Armée en Hongrie
1690		174 000	134 000	Armée en Hongrie
1693		100 000	150 000	Armée en Hongrie
1694		30 000	60 000	Armée en Hongrie
		70 000	80 000	Armée dans l'Empire

Si désormais l'armée de Hongrie représentait un marché aussi important pour les producteurs de seigle et d'avoine, c'est que le vieux système selon lequel les Impériaux se débrouillaient pour se nourrir sur place, avait été abandonné sinon l'armée serait morte de faim dans cette guerre « coloniale ». Oppenheimer accaparait 55 % des fournitures

210. *Contract zwischen der Kays. Hoffcammer und Juden Samuel Oppenheimer*, Vienne, 8 mars 1690. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 434.

211. *Nochmahlige Anmahnung an Jude Samuel Oppenheimer*, Vienne, 25 septembre 1690. *ibidem*.

212. *Decret an Juden Samuel Oppenheimer*, Vienne, 16 novembre 1690, *ibidem*. Il s'agissait de 6 000 quintaux de farine et de 24 000 setiers d'avoine, pour ravitailler Eszeg et Mohács, en Hongrie méridionale.

213. *Contract Zwischen der Kayserl : Hoffcammer und dem Obristenproviandtamts Obristleutnanten Johann von Hochburg*. Vienne, 8 mars 1690. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 434.

214. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 433. *Erinnerung an das General Commissariat*, 22 novembre 1685.

de farine et 71 % des fournitures d'avoine. Ni Hochburg, ni Oppenheimer ne pouvaient faire autre chose que de concentrer des grains produits un peu partout, en faisant des offres à de gros producteurs ayant encore des stocks à la fin de l'hiver. Ces contrats, passés avec la Chambre des Comptes, ne nous indiquent pas quels étaient les fournisseurs de nos deux hommes d'affaires, mais il ne peut s'agir que de seigneurs se trouvant à la tête de grands domaines : ainsi le comte Breuner, vice-président de la Chambre des Comptes, a passé un contrat avec Hochburg pour 24 000 quintaux de farine.

Par conséquent la guerre de Hongrie ne pouvait, à court terme, que donner un coup de fouet salutaire à l'économie des pays héréditaires. Cette impression favorable est confirmée par le témoignage de Frédéric Corner, dans sa relation de fin de mission au Sénat de Venise : « Pourtant les charges de la guerre présente, bien qu'elles semblent accablantes à beaucoup par le poids des contributions sont compensées par la commodité des fleuves, qui servent à transporter tout à l'armée de Hongrie, permettant ainsi aux principaux seigneurs d'augmenter leurs revenus, apportant richesses et trésor à Vienne. Et c'est merveille de voir comment les faubourgs qui entourent la capitale, ainsi que les campagnes voisines qui avaient été incendiées par les Barbares, ont été complètement reconstruits en un bref laps de temps [216]. »

CONCLUSION

On voit que la politique économique de l'empereur Léopold I^{er} porta ses fruits. Au cours du premier temps (1660-1680), l'Empereur favorisa d'importantes entreprises commerciales, qui ne donnèrent que de médiocres résultats, à cause de la conjoncture défavorable, tant en Europe orientale que dans le monde; Colbert se heurta lui aussi à des difficultés analogues. Mais c'est pourtant à ce moment que furent élaborées les doctrines qui inspirèrent l'action économique du gouvernement autrichien au XVIII^e siècle. La levée du siège de Vienne marque vraiment le point de départ d'un essor économique indéniabie, caractérisé par la reconstruction définitive des pays héréditaires, la reconquête de la Hongrie, l'industrialisation des pays tchèques. La prospérité dura jusqu'en 1740, et au cours de cette période l'Autriche, la Bohême, la Hongrie, se couvrirent d'églises et de châteaux baroques, dont le meilleur symbole est peut-être l'église Saint-Charles-Borromée de Vienne [217].

Il est évidemment facile d'objecter que les moyens mis à la disposition de ce renouveau furent bien modestes et que l'action de l'Empereur aurait pu être plus énergique, en particulier contre les corporations [218]. Pourtant nous avons constaté qu'il y avait, à côté des cadres sclérosés, un courant de pensée économique dont l'animateur était le souverain lui-même, car celui-ci avait bien compris que c'était là le seul moyen de créer un État fort et c'est peut-être dans ce domaine que la politique de l'empereur Léopold I^{er} a orienté l'avenir de la Monarchie [219] puisqu'il favorisa tous les traits originaux de la puissance économique autrichienne : indus-

216. *Relationen*, édition Fiedler, *op. cit.*, t. XXVII, p. 284.

217. V.-L. TAPIÉ, *Baroque et classicisme*, 1 vol., 383 p., Paris, 1957, p. 269.

218. C'est Bořek qui recommande, en 1699, le maintien des corporations par le Gubernium de Bohême, car il redoutait encore davantage les « classes dangereuses » et les émeutes ouvrières, comme en Angleterre et en Hollande. A. KLIMA, *Mercantilism in the Habsburg Monarchy*, p. 112-115.

219. Sur l'essor économique autrichien au XVIII^e siècle, voir le tableau brossé par H. VON SRBIK, *Der Staatliche Exporthandel*, *op. cit.*, p. 416-421.

trialisation de Vienne et des pays tchèques, conquête des marchés du Proche-Orient, création d'un microcosme économique à l'échelle des pays autrichiens. Si l'on songe à la situation où se trouvait la Monarchie en 1650 et aux épreuves subies par certains pays, l'œuvre de redressement accomplie est tout de même remarquable et mériterait d'être étudiée d'une manière plus approfondie.

BILAN EN 1700

Il nous paraît nécessaire de dresser un bilan de l'action du gouvernement de l'empereur Léopold I^{er} pour voir dans quelle mesure la monarchie autrichienne est devenue, en 1700, une grande puissance. Si l'on s'en tient aux signes extérieurs auxquels s'attachait jadis l'historiographie traditionnelle, le résultat est incontestablement flatteur : la Monarchie, en récupérant l'ensemble de la Hongrie, est devenue une grande puissance en Europe orientale et un élément fondamental de l'équilibre européen, tandis que Vienne est en passe de devenir une des plus belles capitales européennes. Si l'on s'en tient aux bâtiments, aux kilomètres carrés conquis, voire à la population, le bilan est sans conteste positif. Mais si l'on analyse d'un peu plus près la situation, on se rend compte que les structures sont demeurées les mêmes, que la Monarchie est restée une confédération, et que l'empereur Léopold I^{er} a échoué dans le seul domaine où il pouvait réaliser l'union de ses sujets, le domaine confessionnel. Sa politique de Contre-Réforme s'est, en effet, heurtée à la résistance opiniâtre des Hongrois, auxquels il a dû garantir le libre exercice de la religion, de sorte qu'une fois de plus il faut opposer pays héréditaires redevenus catholiques et État hongrois, où s'est maintenue la pluralité confessionnelle.

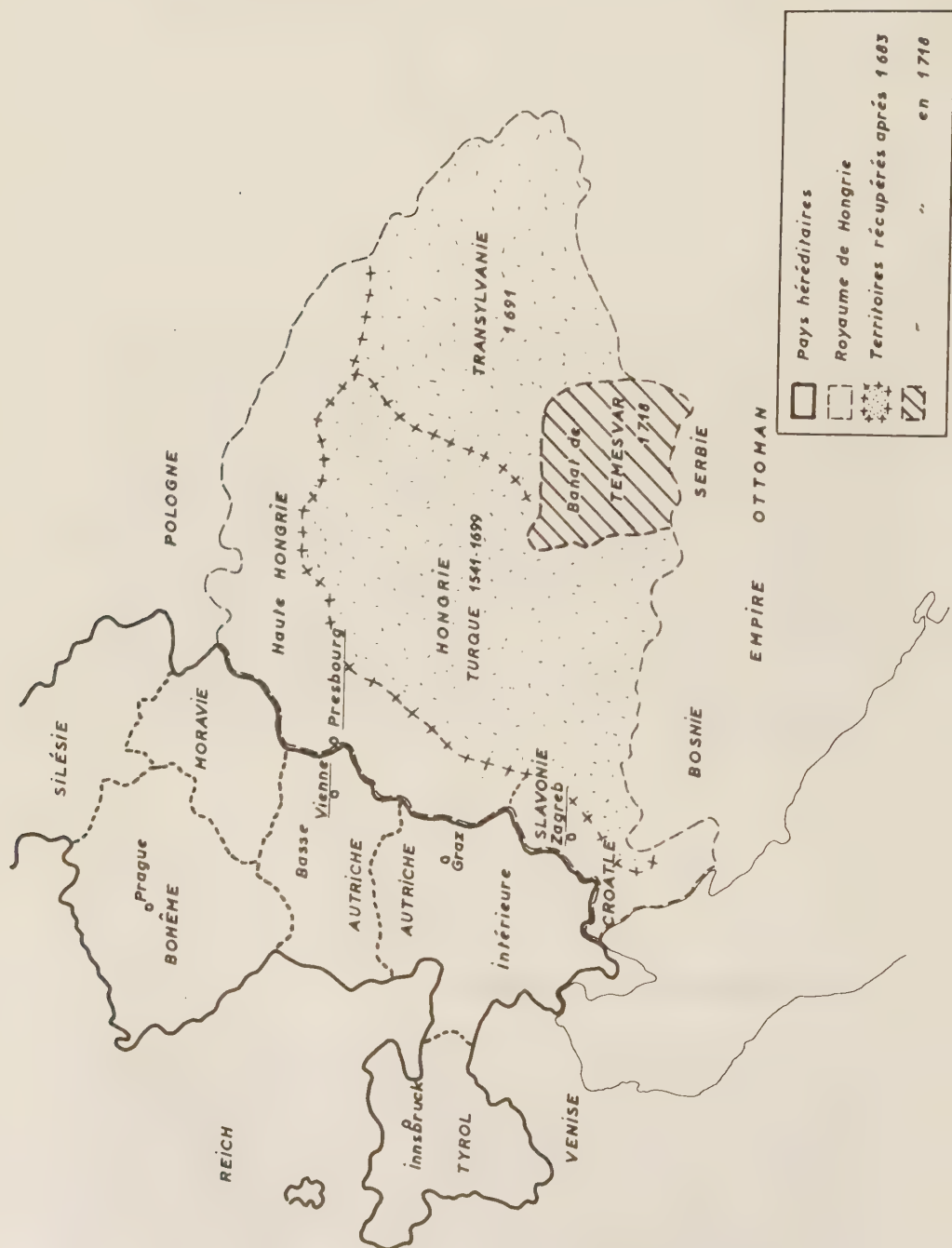
I

VIENNA GLORIOSA

A. MÉTAMORPHOSE DE LA CAPITALE.

Vienne devint, en l'espace d'une génération, une brillante capitale. Les succès militaires, la prospérité économique lui tournèrent la tête et le contraste était d'autant plus fort que le point de départ fut modeste. Peu de temps après la levée du siège par les Turcs, Vienne fut saisie de la fièvre des bâtisseurs et il n'était pas de grande famille qui ne construisît ou reconstruisît un somptueux palais à l'intérieur des remparts, complété souvent par un palais d'été à quelques kilomètres de la Hofburg. L'empereur lui-même voulut faire construire, pour son fils Joseph, une magnifique résidence à Schönbrunn sur la Gloriette. Depuis que Charles Eusèbe de Liechtenstein a publié son traité d'architecture, il n'est point de jeune aristocrate qui ne s'intéresse à l'art de bâtir. La Herrengasse

LES ACCROISSEMENTS TERRITORIAUX DE LA MONARCHIE 1650-1700



a été remodelée à cette époque et la frénésie de bâtir n'a de comparable dans cette ville que celle qui se manifesta entre 1860 et 1873. La capitale, vers 1700, a oublié les angoisses de la peste de 1679 et les affres de l'été 1683, en bâtissant et en s'amusant. En l'espace d'une génération la métamorphose du paysage urbain était complète.

Certes, l'Empereur lui-même, par modestie et par économie, limite les dépenses; il ne put jamais réaliser le projet grandiose de Fischer von Erlach pour Schönbrunn [1] et fit reconstruire aux moindres frais le palais d'été de la Favorite (aujourd'hui Theresianum). Montesquieu remarquait d'ailleurs, vingt ans plus tard, que les demeures des sujets étaient plus belles que celles du prince. Logique avec lui-même, l'auteur de *L'Esprit des Lois* s'en réjouissait : cela prouvait que les sujets (ou tout au moins certains aristocrates) étaient plus riches que le souverain [2]. Les grandes familles aristocratiques ont rivalisé entre elles et nous ne retiendrons que quelques exemples, parmi les plus beaux palais construits entre 1683 et 1700. Celui qui ouvrit le mouvement [3] fut le prince Dietrichstein, grand maître d'hôtel de l'Empereur et fournisseur de l'armée impériale, qui confia à l'italien Pierre Tencala, vers 1690, la construction de l'actuel palais Lobkowitz. Au même moment Caprara se faisait bâtir un palais Wallnerstrasse par un maître maçon italien, aujourd'hui oublié. La fortune que Caprara avait amassée en Hongrie comme commissaire des guerres lui permettait de s'offrir ce luxe. C'est l'architecte italien Martinelli qui construisit le palais Harrach; le comte Harrach devait succéder à Dietrichstein comme grand maître d'hôtel de l'Empereur. Martinelli acheva d'acclimater à Vienne le baroque romain avec le palais Liechtenstein, Bankgasse. Les Liechtenstein, qui s'étaient prodigieusement enrichis pendant la première moitié du siècle en servant l'empereur Ferdinand II, furent tenus à l'écart du gouvernement de Léopold I^{er}, ou plus exactement ils ne daignèrent pas y solliciter d'emplois importants. En 1695 le palatin Eszterházy se fit, lui aussi, construire un palais Wallnerstrasse par Pierre Tencala. Mais c'est à un allemand d'Autriche, Fischer von Erlach [4], que le prince Eugène de Savoie confia la construction de son palais d'Hiver, Himmelpfortgasse; tandis qu'à partir de 1693 il se rendait acquéreur des terrains sur lesquels furent tracés, à partir de 1700, le jardin, puis le palais du Belvédère, un des symboles éclatants de cette *Vienna gloriosa* dont s'enorgueillit encore l'actuelle capitale autrichienne.

B. L'EXPANSION TERRITORIALE.

Tout aussi indiscutable est l'expansion territoriale de la Monarchie qui, par le traité de Carlowitz, récupérait la majeure partie de la plaine hongroise, à l'exception du banat de Tamesvár. Dès 1689 la question de Transylvanie avait été réglée par une négociation directe entre l'Empereur et les autorités locales [5]. Le prince Michel Apaffy, et surtout son chancelier Teleki acceptèrent comme un fait accompli l'occupation du pays par les

1. Hans SEDLMAYR Johann Bernhard Fischer von Erlach, p. 112-114.

2. MONTESQUIEU, *Voyage de Graz à la Haye*, t. I, p. 535, éd. La Pléiade.

3. Il est bien entendu que l'on a construit à Vienne, entre 1650 et 1683, tant à la Hofburg que dans les communautés religieuses (par exemple le couvent des Ursulines, aujourd'hui conservatoire de musique, Johannesgasse) : le palais Starhemberg, Minoriten Platz, fut reconstruit entre 1650 et 1661. Nous voulons simplement montrer comment s'est traduite la puissance de la monarchie victorieuse et prospère, nous ne faisons pas une étude de l'histoire de l'art. Pour tous renseignements, voir J. SCHMIDT et H. TIETZE, *Wien* p. 58-82, *Öffentliche und private Monumental Bauten*.

4. Johann Bernhard Fischer von Erlach fut, avec von Hildebrand, un des maîtres de l'architecture viennoise à cette époque. Formé en Italie, J. B. Fischer von Erlach sut adapter les leçons de ses maîtres italiens le Bernin, Fontana et Borromini. Voir à ce sujet l'ouvrage de H. SEDLMAYR, *op. cit.*, ainsi que V.-L. TAPIÉ, *Baroque et classicisme*, *op. cit.*, p. 287-288.

5. HHStA Vienne, *Staatskanzlei Vorträge* 7/33. Conférences des 23 avril 1690, 29 juillet, 19 octobre, 20 octobre, 16 et 23 novembre 1690.

Impériaux. Le général Caraffa les amena à rompre les liens qui les unissaient à la Porte, et à se placer sous la protection de l'Empereur. Les négociations aboutirent en 1691 au *Diploma Leopoldinum* qui servit de base constitutionnelle à la Transylvanie jusqu'en 1848 [6]. Le pays conservait sa diète qui, en principe, avait le droit d'élire un gouverneur (*Gubernator*). L'exercice des quatre religions (catholique, luthérienne, calviniste et orthodoxe) était reconnu sans restriction. L'intérêt de ce diplôme était aussi grand pour la Maison d'Autriche que pour les groupes dirigeants de la Transylvanie; celle-ci, théoriquement réintégrée dans le royaume de Hongrie, ne dépendait en fait que du gouvernement de Vienne; celui-ci divisait une fois de plus la Hongrie, pour mieux la dominer. La libération de la Transylvanie de l'emprise ottomane ne signifiait donc pas sa réintégration pure et simple dans l'État hongrois, mais plutôt son incorporation dans la monarchie autrichienne.

En 1696, les questions de personnes furent définitivement réglées, le prince Michel Apaffy, qui avait succédé à son père en 1690, renonça purement et simplement à son titre en faveur de l'empereur Léopold I^{er}, moyennant le paiement d'une rente annuelle et un titre de prince d'Empire. Son chancelier, Michel Teleki, devint, en récompense de ses services, lui aussi prince d'Empire. Ainsi fut confirmée la situation particulière de la Transylvanie dans la Monarchie. Le pays fut administré par un *Gubernium*, auquel était adjoint un trésorier (*Thesaurariat*) pour les questions financières, tandis qu'à Vienne une Chancellerie de Transylvanie (*Siebenbürgische Hofkanzlei*) distincte de la Chancellerie de Hongrie, assurait les liaisons entre le souverain et le gouvernement du pays.

Lors du traité de paix, la Porte ne put que reconnaître le fait accompli. A la bataille de Zenta (1697), le sultan avait perdu la dernière armée capable de combattre sérieusement, aussi la campagne de 1698 n'apporta-t-elle aucun résultat éclatant et la Porte fut trop heureuse d'utiliser la médiation des puissances maritimes pour mettre fin à un conflit sans issue. Abandonnée par la France, qui avait traité à Ryswyck, menacée par la jeune puissance russe, la Porte pouvait s'estimer heureuse de voir les pertes limitées à la Hongrie, car en 1689 les Impériaux, maîtres de Belgrade, avaient poussé en Serbie et en Albanie. La guerre sur le Rhin avait peut-être sauvé les possessions balkaniques de la Porte, qui s'en tirait en faisant d'importantes concessions territoriales à Venise et à l'Empereur. Elle abandonnait à ce dernier le glacis hongrois, Belgrade, récupérée en 1690, demeurant la clé de voûte de la défense ottomane. Les concessions économiques renouvelées étant de pure forme, quels étaient les avantages de ce traité pour l'Empereur ?

— La frontière militaire était repoussée à 300 kilomètres vers le sud, elle suivait désormais la Save et non plus la rive nord du lac Balaton; Vienne et les pays héréditaires étaient définitivement à l'abri d'une agression ottomane. Par là même la diplomatie impériale serait beaucoup moins sensible aux sautes d'humeur du grand vizir et la France devrait beaucoup moins compter sur l'alliance de revers;

— La Monarchie faisait d'importants gains territoriaux : 80 000 km² de plaine hongroise et 62 000 km² pour la Transylvanie, soit un accroissement d'environ 35 % par rapport à la superficie totale (y compris l'Autriche antérieure réincorporée en 1665). Ces gains étaient d'ailleurs plus apparents que réels, car si la Transylvanie avait été relativement épargnée par la guerre, la plaine avait été, semble-t-il, dépeuplée par les dernières campagnes, même si l'on tient compte du fait que l'occupation turque

6. Conclusions de la conférence du 20 octobre 1690 : « *Confirmatio legum et Consuetudinum tripartitum* (c'est-à-dire de l'*Opus Tripartitum* de Werböczy). Relligiones (sic) receptae et illis adhaerentiae permanant excepta Claudiopoli (Cluj) et Albae Juliae (Alba Julia) in forma Diplomatis. » Étaient présents les chanceliers Strattmann et Kinsky. Vienne HHStA, *Staatskanzlei, Vorträge* 7/33. Sur les institutions de la Transylvanie Gy. EMBER, *op. cit.*

n'avait pas été tout à fait désastreuse jusqu'à 1650. C'était la zone privilégiée où le gouvernement viennois pouvait installer des colons hongrois. En fait la Monarchie ne retrouvera que vers 1725 sa population du début du xvii^e siècle, soit environ 7 500 000 habitants [7].

Ces régions reconquises étaient en effet des pays à « reconstruire », la fertilité naturelle du sol compensant largement le manque d'hommes. Quoiqu'il en soit, l'État hongrois dans son ensemble (Hongrie, Croatie, Transylvanie) avait une superficie d'environ 300 000 km² et comptait au maximum 3 millions d'habitants — les historiens hongrois estiment que le pays était moins peuplé qu'à la fin du xv^e siècle. Par conséquent il ne faut pas se laisser impressionner par l'étendue des provinces qui viennent de tomber entre les mains de la Maison d'Autriche.

Celle-ci régnait enfin pleinement sur la Hongrie, en annihilant les effets désastreux de la bataille de Mohács (1526) et de la prise de Bude par Soliman le Magnifique (1541). En chassant l'occupant ottoman, les Habsbourg ne réintégraient pourtant pas la Transylvanie dans l'État hongrois et surtout on peut se demander si cette victoire des Impériaux était vraiment ressentie par les Hongrois comme une libération de leur pays. La preuve que les relations entre la Maison d'Autriche et ses sujets hongrois n'étaient pas encore bien définies, c'est que quatre ans à peine après la signature de la paix, en 1703, les Hongrois se soulevaient à nouveau contre leur roi Léopold; c'était la guerre d'Indépendance de François II Rákóczi, qui prit l'allure d'une véritable insurrection nationale contre la Maison d'Autriche.

Par conséquent l'accroissement territorial du patrimoine des Habsbourg n'était pas un résultat suffisant et au cours de la guerre de Succession d'Espagne, si l'Empereur ne fut guère inquiété par les Turcs, il eut à combattre l'armée hongroise, largement aidée par Louis XIV [8]. Et si le péril turc était écarté, le problème hongrois n'était pas encore résolu. Aussi l'optimisme de H. Hantsch qui estimait qu'en 1699 le séparatisme hongrois était définitivement surmonté [9], nous paraît tout à fait exagéré, car il existait une tension latente entre le roi Habsbourg et la nation hongroise, en particulier dans le domaine confessionnel, et la politique de Contre-Réforme menée par l'empereur Léopold I^{er} n'a abouti qu'à affaiblir les positions du protestantisme hongrois, non à l'éliminer complètement.

7. Population des états héréditaires (1726) :

Bohême	1 700 000 habitants
Moravie	500 000 habitants
Silésie	1 200 000 habitants
PAYS TCHÈQUES	3 400 000 habitants
Hongrie et Banat	1 400 000 habitants
Serbie	15 000 habitants
Transylvanie	600 000 habitants
ÉTAT HONGROIS	2 015 000 habitants
PAYS AUTRICHIENS	2 000 000 habitants
MONARCHIE	7 415 000 habitants

A.E. Paris. Mémoires et Documents Autriche t. III, f^o 235. Ces chiffres sont confirmés par REINHARD, ARMENGAUD, DUPAQUIER, *Histoire générale de la population mondiale*, édition 1968, p. 160. Ils reprennent les travaux d'OTTO PLACHT, *Lidnatost...*, op. cit., pour affirmer que dès 1690 la Bohême avait retrouvé son niveau de 1620, soit 1 700 000 habitants.

8. Sur les difficiles rapports entre Louis XIV et les insurgés hongrois voir la récente mise au point de M. B. KÖPECZI, *A. Rákóczi Szabadságharc és Franciaország (la guerre d'indépendance de Rákóczi et la France)*, Budapest, 1967, édition française Budapest 1972.

9. Conférence prononcée au Centre de recherches sur la civilisation de l'Europe moderne en mars 1964.

II

CATHOLICISME AUTRICHIEN
ET PROTESTANTISME HONGROIS

Sur ce point fondamental la Hongrie est encore très différente des pays héréditaires, car la politique religieuse de la Maison d'Autriche ne connut pas le même succès dans les deux parties de la Monarchie.

A. LA POLITIQUE RELIGIEUSE DE L'EMPEREUR LÉOPOLD I^{er}.

Elle visait à ramener tous ses sujets au catholicisme et à réaliser l'unité religieuse de ses États, à la fois pour des motifs de conscience et pour des raisons strictement politiques.

En effet, des raisons personnelles poussent l'empereur Léopold. Nous avons vu son attachement profond à la religion romaine et à un véritable catholicisme de combat, qu'il avait hérité de son grand-père Ferdinand II, et de son père Ferdinand III. C'est son grand-père qui fit, lors d'un pèlerinage à Lorette, en 1598, le vœu solennel de mourir plutôt que de renoncer à convertir ses sujets, vœu qu'il renouvela pour les pays tchèques, après la victoire de son armée à la Montagne Blanche [10]. Profondément influencé par la tradition familiale et par le *Princeps in compendio* [11], l'empereur Léopold I^{er} déclara au nonce, dès le début de son règne, qu'il ferait tout pour empêcher l'exercice public du culte luthérien dans les pays héréditaires, car il redoutait que le peuple ne retournât bien vite aux pratiques du luthéranisme [12]. Or il se sentait personnellement responsable du salut de ses sujets et « il ne pouvait, au péril de son âme se faire le complice de semblables réunions et cultes non catholiques dans ses pays héréditaires [13] » et il ajoutait à propos de la même affaire qu'il s'inspirerait de l'exemple de ses ancêtres « qui lui avaient enseigné à mendier plutôt qu'à consentir aux progrès de l'hérésie dans ses États » et que la défense de la religion catholique était partie intégrante de ses obligations [14], car il était évident que pour lui, hors de l'Église romaine, il n'y avait point de salut.

Si une telle conception est aujourd'hui choquante, nous devons admettre néanmoins que l'empereur Léopold était sincère dans sa détermination fanatique. Celle-ci n'avait

10. Anna CORETH, *Pietas Austriaca. Ursprung und Entwicklung Barocker Frömmigkeit in Österreich*, Vienne, 1959, p. 50.

11. Sur le *Princeps in compendio*, voir *supra*, chap. 1, p. 42-44.

12. Rapport de nonciature du 26 juin 1658. Édition Levinson, A.Ö.G. 103, p. 648.

13. Déclaration faite par l'Empereur au nonce à propos de l'affaire du prédicateur qui célébrait le culte luthérien chez le ministre du Danemark, au Kohlmarkt. L'Empereur fit arrêter le prédicateur et son protecteur dut quitter Vienne, malgré les interventions de Grémonville. Rapport de nonciature, Vienne, 29 mai 1666. Édition Levinson, A.Ö.G. 103, p. 800. Point de vue confirmé par la confidence qu'il fit au père Marco D'Aviano : « Mâ che sarà di me poveraccio che non solo per me, mà per tutti li altri havro da rendere conto ? ».

14. Réplique de l'Empereur au nonce qui le remerciait pour les mesures rigoureuses prises en faveur de la religion catholique. Rapport de nonciature, Vienne, 4 juillet 1666. Édition Levinson, A.Ö.G. 103, p. 802. Dans son testament Ferdinand II avait fait obligation à ses successeurs d'éloigner toutes les sectes. E. DENIS, *op. cit.*, p. 21.

pas pour seul fondement le bien-être spirituel de ses sujets, mais une impérieuse nécessité politique. Dans une monarchie où étaient juxtaposés des États, des nations et des cultures si divers, la communauté de religion pouvait fournir un élément d'unité. Réciproquement, la religion n'était pas seulement une affaire privée, mais le moyen de manifester son opposition et de traduire des aspirations particularistes. Au ^{xviii} siècle le mécontentement d'un groupement social se traduit par le passage à l'hétérodoxie, que ce soit dans la Chrétienté ou en terre d'Islam [15]. Un bon exemple est fourni par la noblesse croate de Slavonie qui est demeurée catholique parce que les magnats se ralliaient au protestantisme [16].

La fidélité au catholicisme était un moyen de montrer à la fois sa fidélité à la Maison d'Autriche et son hostilité aux magnats hongrois; en restant catholiques, ces nobles optaient délibérément pour l'alliance allemande contre l'État hongrois. Ils manifestaient ainsi leur originalité et contribuaient à rendre un peu plus compliquée la situation fort embrouillée de la Monarchie en général, et de l'État hongrois en particulier. C'est pourquoi le gouvernement de Vienne admet depuis Juste Lipse [17] que la religion catholique est un principe fondamental d'unité dans un ensemble politique englobant tant de peuples et d'États, car sans elle le prince ne peut remplir sa charge et il n'y a ni fidélité, ni justice, mais seulement le désordre, « que la religion soit donc le lien et le soutien de l'État [18]. » Ce principe n'a d'ailleurs rien de nouveau et correspond à l'adage français : « une foy, une loy, un roy », mais surtout à la politique menée résolument par les Habsbourgs de Madrid, qui ont expulsé d'Espagne les minorités juives et castillanes, réalisant l'unité de la péninsule ibérique par le catholicisme [19]. C'est pourquoi, s'inspirant de cet exemple, les Habsbourgs de Vienne auraient voulu, eux aussi, réaliser dans leurs États « l'unité par le catholicisme », car ils savaient bien que pour la noblesse l'appartenance aux églises protestantes était un moyen de traduire leur opposition aux efforts de réorganisation de l'État [20]. Il ne faut donc pas apprécier la politique religieuse de ce temps là uniquement en termes de liberté de conscience, car la religion n'est pas encore une affaire privée.

B. SUCCÈS DE LA CONTRE-RÉFORME EN AUTRICHE ET EN BOHÊME.

Dans ces conditions l'empereur Léopold eut à compléter et à parachever l'œuvre de ses grand-père et père. Ferdinand III avait obtenu à Münster une totale liberté d'action dans les pays héréditaires (sauf pour la Silésie) et il en usa largement. D'une part, dès 1651, il renouvela et étendit les mesures législatives contre les non-catholiques, aussi

15. Cette idée a été développée par J. B. NEVEUX dans sa thèse *Vie religieuse et Vie sociale entre Rhin et Baltique au ^{xviii} siècle*, p. 653-655 et 796-798.

16. J. W. BROMLEJ, « Zur Frage über die Einstellung der Reformation in den Kroatischen Gebieten », dans *Studia Historica*, Budapest, 1963, p. 253-269. Les actes de la Diète croate confirment cette attitude. Voir l'instruction aux députés croates envoyés à la diète générale hongroise à Presbourg : « In religionis negotio veteri et verae catholicae romanae religioni inhaerebunt », instruction du 12 janvier 1655, article 5, *Zaključci Hrvatskog Sabora*, t. I, p. 197.

17. Sa doctrine a été exposée dans les *Monita et exempla politica, qui virtutes et vitia principum spectant*, Louvain, 1605. L'ouvrage était dédié aux archiducs Albert et Isabelle, souverains des Pays-Bas. Juste Lipse était lui-même un protestant converti au catholicisme.

18. « Est igitur vinculum et firmamentum reipublicae Religio », Juste Lipse cité par A. CORETH, *Pietas Austriaca*, p. 12.

19. On peut admettre à la limite que l'Espagne n'existe pas au ^{xviii} siècle. Seule la Castille représente une unité politique et nationale. Les difficultés de la guerre franco-espagnole ont d'ailleurs provoqué la défection du Portugal et de la Catalogne. Voir Dominguez ORTIZ, *Politica y Hacienda*, op. cit.

20. Voir la pénétrante étude de H. STURMBERGER sur *Georg Erasmus von Tschernembl (1567-1626)*, 1 vol., Linz, 1963, qui était convaincu que religion et libertés politiques sont étroitement liées.

bien en Autriche que dans les pays tchèques. En Autriche il ne put que limiter la liberté de culte de la noblesse [21], tout en confiant l'action pastorale à des commissions qui comprenaient, en particulier, l'évêque de Wiener-Neustadt, et les abbés d'Altenburg, Lilienfeld et Göttweig [22]. Dans chaque localité les commissaires ont des informateurs, c'est-à-dire des religieux chargés de convertir les luthériens par la persuasion. En 1657 les commissions cessèrent leurs activités, car la tâche essentielle n'était pas de convertir les hérétiques, mais d'assurer la pratique régulière des nouveaux convertis. Ils n'y eut plus qu'une commission générale comprenant seulement des prélats (les abbés d'Heiligenkreuz, de Seitenstetten, les prévôts de Saint-André et de Dürnstein) et ceux-ci transmièrent leurs pouvoirs à l'official de Passau en 1670. On peut donc considérer qu'à cette date la Basse-Autriche est redevenue catholique, tout au moins en ce qui concerne les masses, puisque des familles nobles demeurent fidèles à la confession d'Augsbourg. D'après le rapport de quatre-vingt-cinq curés, il n'y avait plus en 1675 que trois cent cinquante-quatre sujets luthériens, et le dernier quitta le pays en 1697 [23]. En 1670 cette politique rigoureuse fut étendue aux mille quatre cents juifs de Vienne qui furent expulsés et s'installèrent en Bohême et en Moravie, la synagogue étant convertie en une église consacrée à saint Léopold, margrave et patron de l'Autriche [24]. Cette mesure fut vivement recommandée par le confesseur de l'impératrice Marguerite-Thérèse, un franciscain espagnol, mais elle correspondait au vœu de la population viennoise, très hostile à la minorité juive [25]. Le magistrat s'est offert à payer la contribution spéciale de la communauté juive, pour éliminer des concurrents. Dans l'ensemble la population allemande des pays héréditaires était hostile aux Juifs, c'est du moins l'impression que recueillit E. Brown au cours de son voyage de Venise à Vienne, durant lequel il ne rencontra aucun juif car « on ne leur permettait pas d'exercer leur religion dans la Styrie et on les avoit severement bannis de la Carinthie [26]. » On reconnaît là la politique d'unité par la religion menée par la branche styrienne de la Maison d'Autriche. Pourtant l'empereur Léopold fut obligé de recourir aux services des marchands et banquiers juifs [27] moins de dix ans après leur expulsion officielle de la capitale. Il est

21. Patente religieuse du 3 avril 1651. *Theatrum Europaeum*, t. VII, p. 27-28. K. PIRINGER, *Ferdinand III Katholische Restauration*, thèse inédite, Vienne, 1950. BN autrichienne 826-840 C.

22. Il y avait un commissaire mixte pour chaque canton (Viertel) de Basse-Autriche : Viertel Ober Mainhartsberg : abbé d'Altenburg et baron de Windhag; Viertel Unter Mainhartsberg : abbé de Lilienfeld et Sigismond de Kirchberg; Viertel Ob dem Wiener Wald : abbé de Göttweig et Wolf Phillip Unverzagt; Viertel Unter dem Wiener Wald : évêque de Wiener Neustadt et Eustache d'Althan.

23. Le groupe le plus important était dans le canton Ob dem Wiener Wald : 242 sur 354 luthériens. D'après K. PIRINGER, *op. cit.* En outre, lors de l'affaire du prédicateur du résident danois en 1666, Léopold I^{er} avait fait expulser les artisans étrangers qui n'étaient pas catholiques. Rapport de nonciature du 30 octobre 1666. Édition Levinson, A.O.G. 103, p. 802.

24. *Theatrum Europaeum*, t. X, p. 27 et p. 258-259. L'édit fut proclamé le 20 juillet 1669 et confirmé le 4 février 1670.

25. Dépêche de Zorzi, Vienne, 8 mars 1670. Venise, Dispacci di Germania, filza 135. D'autre part les étudiants avaient provoqué une émeute à caractère antisémite en 1669. « Il y a eu ici une petite guerre par la soulevation des écoliers contre les juifs, lesquels ayant été maintenus par les troupes, ceux-là ont eu assez de hardiesse pour entreprendre de forcer un corps de Gardes, ce qui n'a pas été un jeu puisqu'il y a eu plus de vingt tués et blessés. » Grémonville au roi, Vienne, 9 mai 1669. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 33, f^o 16.

26. E. BROWN, *Relation de plusieurs voyages*, p. 203.

27. En particulier le banquier Samuel Oppenheimer. Voir *infra*, liv. II, chap. IV. Cela s'inscrivait dans un mouvement général de l'époque, la plupart des princes allemands ayant recours aux marchands-banquiers juifs à qui ils accordaient leur protection spéciale. Voir Henrich SCHNEE, *Die Hoffinanzen und der moderne Staat. Geschichte und System der Hoffaktoren an Deutschen Fürstenhöfen im Zeitalter des Absolutismus*, 4 vol., Berlin-Munich 1953-1963 (t. I « Brandenburg Preussen », t. II : « Hannover Braunschweig, Sachsen, etc. », t. III : « Die geistlichen Staaten Nord Deutschlands », t. IV : « Die Süddeutschen Fürstenhöfe »). Le plus important est le tome IV, car il comporte une étude d'ensemble.

vrai qu'il leur accorda sa protection particulière et le statut de juif de Cour (*Hofjude*) placé sous la juridiction exclusive du maréchal de la Cour, ce qui ne diminua pas l'antisémitisme viennois, et n'épargna pas à Oppenheimer les fureurs populaires [28]. Ce n'en était pas moins une éclatante revanche pour le peuple d'Israël que la Maison d'Autriche fût son obligée, si peu de temps après avoir chassé les juifs viennois [29].

Dans les pays tchèques, Ferdinand III, également, voulut parachever l'œuvre de son père en faisant appliquer rigoureusement les édits antérieurs et en demandant aux diètes de Moravie et de Silésie l'expulsion de tous les protestants dans un délai de trois mois à compter de la promulgation des articles de la diète, quelle que fût la condition sociale des hérétiques, à moins qu'ils ne se convertissent au catholicisme [30]. On sait que la structure particulière du duché de Silésie (composé de principautés autonomes) ne permit pas à l'Empereur de mener aussi rondement sa politique anti-luthérienne. Aussi le nonce se réjouissait-il, en 1675, de la mort du prince de Brieg, parce que ses trois principautés allaient revenir sous l'autorité directe de l'Empereur; il veillerait à reconstituer des paroisses catholiques dans les trois duchés [31]. Sans exagérer outre mesure l'action en profondeur de la restauration catholique dans les pays héréditaires, on peut admettre que, vers 1700, l'Église et la Maison d'Autriche avaient obtenu les résultats suivants :

— L'élimination à peu près complète des protestants de Bohême, de Moravie et d'Autriche, compte tenu du cas particulier de la Silésie. En l'espace d'une génération, les dangers de contamination semblent avoir été éliminés; que l'on compare la réaction du gouvernement de Basse-Autriche qui, en 1666, interdisait l'entrée du pays aux étrangers non catholiques [32] et celle du gouvernement de Bohême qui, à la fin du siècle, envisageait sans crainte l'établissement de techniciens protestants parce que, précisément, le danger de propagation de l'hérésie était écarté [33]. A la fin du XVII^e siècle les milieux gouvernementaux considéraient donc que les pays héréditaires étaient devenus catholiques, la politique vigilante de surveillance avait donc porté ses fruits;

— Le développement de certaines dévotions, favorisées par la Maison d'Autriche, en particulier la piété eucharistique se manifestait par les processions de la Fête-Dieu, l'adoration du Saint-Sacrement et la pratique de la fréquente communion [34]. À celle-ci il convient d'ajouter le culte de la Vierge et de quelques saints. L'empereur Léopold fit hommage de l'Empire à la Vierge au pèlerinage d'Altötting, aussitôt après l'élection impériale, en 1658, et au pèlerinage styrien de Mariazell, en 1676, il fit de la Vierge, comme son grand-père Ferdinand II, la généralissime de ses armées [35], à laquelle il consacra à nouveau l'Autriche. Il favorisa en outre le culte de saint Joseph. Cette

28. Émeute populaire du 21 juillet 1700, dirigée contre la maison et la personne de Samuel Oppenheimer. *Theatrum Europaeum*, t. XV, p. 719.

29. Idée soulignée par Max GRÜNWAID, *Samuel Oppenheimer und sein Kreis*, op. cit.

30. *Landtagsproposition*, art. I, novembre 1651. *Theatrum Europaeum*, t. VII, p. 30. Pour la Bohême, voir *supra*, chap. III. Inversement les communautés juives de Bohême et de Moravie n'ont jamais été inquiétées.

31. Rapport de nonciature, Vienne 1^{er} décembre 1675. Édition Levinson, A.O.G. 106, p. 677.

32. « Ch'in arrivav forestieri debbano darli in nota alla deputatione sopra simili materie di fede accio possano inquirere se professano la cattolica, et, in caso contrario dar loro lo sfratto dal regno. » Rapport de nonciature, Vienne, 30 octobre 1666. Édition Levinson, A.O.G. 103, p. 802.

33. Rapport du Gubernium sur les propositions des frères Loticky, Prague 11 août 1699, cité par A. KLÍMA, *Mercantilism in the Habsburg Monarchy*, p. 112-118. A rapprocher du mémoire de BOREK, *Aussfürlicher Vorschlag wegen Einführung derer Commerciens und Manufacturen*, qui, au § VII, préconise une modification de la Constitution de Bohême, en ce qui concerne la religion. SÚA Pologne, collection Borek, t. I, f^o 3-83.

34. A. CORETH, *Pietas Austriaca*, op. cit., p. 17-29.

35. « Ich will die aller heiligste Junfrau Maria im Kriege zu meiner befehlsaberin und bey Friedenstractaten zur Bevollmächtigten machen. » RINCK, *Leopold*, op. cit., II, p. 99. A. CORETH, *Pietas Austriaca*, op. cit., p. 54-59.

dernière dévotion, exaltée par sainte Thérèse d'Avila, fut répandue par le carme Dominique de Jésus-Marie; en 1675 Léopold consacrait les pays héréditaires à saint Joseph [36]. Jusqu'à 1700, en revanche, saint Jean Népomucène demeurait essentiellement un saint national bohême, dont le caractère universel dans la Monarchie est postérieur à 1720 [37]. On peut d'ailleurs se demander quelle était la portée réelle de chaque culte dans la conscience populaire, car l'ouvrage d'A. Coreth fait trop confiance à la piété baroque, sans étudier au minimum les fondations consacrées à telle ou telle dévotion, comme l'a fait Y. Lesfargues pour étudier la progression du culte de saint Jean Népomucène. Le nonce était lui-même sceptique quant à la solidité et à la profondeur de maintes croyances parce que l'action pastorale est insuffisante, les meilleures paroisses sont données en Allemagne, comme en Hongrie, à des bénéfices nobles et il est à peu près impossible de changer ces anciennes coutumes [38];

— L'encadrement des masses demeure insuffisant, à Vienne comme en Bohême et nous avons vu que l'action de l'Empereur auprès des états de Bohême n'a guère donné de résultats. C'est pourquoi il a favorisé personnellement, de son mieux, l'action de la Compagnie de Jésus, à laquelle il n'a pas ménagé son aide matérielle, sous forme de pensions [39] ou de remises d'impôts [40]. Certes les jésuites jouaient un rôle d'éducateurs dans les classes dirigeantes, ou, à la rigueur, de missionnaires; ils n'avaient pas les moyens de prendre eux-mêmes en charge les paroisses rurales et l'on peut se demander si, à ce niveau, l'optimisme de certains historiens n'est pas exagéré; il importe, en tout cas, de ne pas se laisser éblouir par quelques réalisations spectaculaires. En apparence les pays héréditaires étaient redevenus catholiques, mais dans quelle mesure les masses sont-elles acquises, en 1700, à la foi catholique? Seule une enquête approfondie, que nous ne pouvons mener ici, répondrait à cette question.

C. ÉCHEC DE LA CONTRE-RÉFORME EN HONGRIE.

Ce qui est sûr c'est qu'une unité confessionnelle, même apparente, n'existe pas au niveau de la Monarchie, car la Hongrie a résisté victorieusement à la politique de Contre-Réforme, menée par l'empereur Léopold I^{er}. Tout portait à combattre le protestantisme hongrois dont le meilleur défenseur était, après 1650, la moyenne noblesse. Or, celle-ci avait toujours manifesté une hostilité à peine déguisée aux Habsbourgs, alors qu'elle représentait une force politique et économique importante; en majorité protestante, la moyenne noblesse profitait des sessions de la diète pour exprimer ses doléances et le gouvernement de Vienne redoutait la violence des débats [41]; l'Empereur cessa de réunir la diète jusqu'à 1681, croyant éliminer la moyenne noblesse de la vie politique,

36. A. CORETH, *Pietas Austriaca*, p. 71-73.

37. Voir à ce sujet la thèse inédite d'Y. LESFARGUES sur *Le Culte mondial de saint Jean Népomucène*, Paris, Sorbonne, 1965. Positions des thèses du 3^e cycle soutenues en 1966, I vol., Paris, P.U.F., 1969.

38. Rapport de nonciature, Vienne, 19 décembre 1678. Édition Levinson, A.Ö.G. 106, p. 717.

39. Ainsi en 1665 l'Empereur a donné 300 florins aux jésuites de Komorn (7 janvier), 1 080 florins aux jésuites de Schweidnitz (18 mars) et 300 florins à ceux de Wroclaw (23 août). HKA Vienne, *Gedenkbücher* 427 et 347. Il a donné aux théatins de Prague la maison de l'archiduc Léopold-Guillaume (22 décembre).

40. Ainsi en 1665 la maison professe des jésuites de Prague à Mala Strana est exemptée par l'Empereur du nouvel impôt sur les boissons (*Trancksteuer Kayserliche Befehl an das deputierte Amt in Böhmen*). Vienne, 3 février 1665 (sur avis du Conseil d'État du 29 janvier). SÜA Prague, Č.D.K.M 1665, 1^{er} février.

41. Grémonville écrivait en 1667 : « Il n'est point de la prudence de compromettre la personne de l'Empereur à la discrétion d'une populace insolente et à la puissance d'une diète assemblée qui s'estime esgale et peut-estre mesme plus grande que celle du maître. » Dépêche du 7 avril 1667. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 26, f^o 197 v.

mais celle-ci était décidée à défendre coûte que coûte ses libertés politiques et religieuses, et par là même à se faire le champion de l'indépendance de l'État hongrois. Faute de pouvoir s'exprimer légalement dans le cadre de la diète, la moyenne noblesse eut recours aux armes et participa activement, à partir de 1673, à l'insurrection *kuruc*[42]. En fait, l'Empereur et son Conseil souhaitaient appliquer à la Hongrie le régime imposé à la Bohême[43], après la défaite des armées des états tchèques à la Montagne Blanche, qui eût consacré la religion catholique seule religion de l'État. La tendance générale est bien exprimée par cette réflexion d'un ministre de l'Empereur lors de la session de 1662 de la diète hongroise : « On aurait bien besoin de faire du Royaume de Hongrie ce que l'on avait fait du royaume de Bohême[44]. » Pourtant le droit d'État hongrois ne permettait guère à l'Empereur d'agir directement, il devait se contenter d'appuyer le parti catholique, c'est-à-dire les prélats, les magnats, et les jésuites.

En effet, le parti catholique s'est considérablement renforcé au cours du XVII^e siècle. Vers la fin du XVI^e siècle il est composé essentiellement de prélats privés la plupart du temps de leurs bénéfices et réfugiés en Haute-Hongrie occidentale; le primat de Hongrie, l'archevêque de Strigonie (Esztergom) s'est replié à Trnava, non loin de Presbourg. Partisans décidés de la Contre-Réforme, ils sont cependant profondément enracinés dans la société et le gouvernement du pays. Traditionnellement des évêques occupent des postes importants dans le gouvernement de Presbourg; le chancelier de Hongrie est toujours un évêque et en cas de vacance de l'office de palatin, l'archevêque de Strigonie dirige le Conseil de lieutenant. Le clergé représente le premier ordre du royaume et les prélats siègent, comme les magnats, à la Chambre haute. Enfin, le haut clergé est apparenté aux grandes familles qui siègent au gouvernement : les Forgách, les Pálffy. D'autre part, après 1608, le groupe social des magnats a fait sa paix avec la Maison d'Autriche et n'a pas été insensible au talent du cardinal Pázmány qui a ramené maint aristocrate hongrois à la foi catholique. En 1660 la Chambre haute et le gouvernement hongrois sont composés de catholiques zélés qui s'emploient à convertir leurs paysans protestants. Les deux exemples les plus célèbres sont fournis par François Nádasdy, grand sénéchal du royaume (*Judex curiae*) et par Sophie Bathory, veuve du prince de Transylvanie, Georges II Rákóczi. François Nádasdy aurait ruiné environ deux cents paroisses protestantes en Hongrie occidentale, en combinant menaces et persuasion. En Hongrie orientale, Sophie Bathory chassa les pasteurs réformés des immenses domaines appartenant à son défunt mari[45]. Partout les seigneurs catholiques obtenaient l'appui des jésuites, qui avaient fondé des maisons sur tout le territoire de la Hongrie royale et ces établissements étaient subventionnés par le roi et le haut clergé[46]. Le plus important d'entre eux était l'université de Košice fondée en 1657[47].

42. « Je n'ai jamais vu les chers Hongrois aussi enragés que cette fois-ci. » Original italien, dans la lettre de l'empereur Léopold au comte Černin du 2 juin 1662. Édition E. Kalista, *op. cit.*, p. 19.

43. D'après G. GUALDO PRIORATO, *Historia di Leopoldo Cesare*, t. II, chap. II, p. 110. Ils étaient 60 protestants sur 310 députés. J. OBERUC, *Les persécutions des Luthériens en Slovaquie au XVII^e siècle*, thèse de Théologie protestante, Strasbourg, 1927, p. 70. Nous nous permettons de renvoyer également pour toute cette question à notre ouvrage sur *Les Doléances de la diète hongroise*.

44. « Una parola uscita di bocca ad uno di principali ministri ha inaspriti gli animi dei votanti nella dieta, essendoni espresso che bisognerebbe far dal Regno d'Ongheria cio che si é fatto da quella di Boemia. » Dépêche de Sagredo au Sénat du 9 septembre 1662. Venise, Dispacci di Germania, filza 121. Qui a tenu ce propos ? Était-ce Auersperg ou bien Portia ?

45. J. OBERUC, *Les persécutions en Slovaquie*, *op. cit.*, p. 66-68.

46. Fr. VON KRONES, « Zur Geschichte Ungarns (1671-1683) mit besonderer Rücksicht auf die Tätigkeit... des Jesuitenordens », A.O.G. 80. Ainsi que B. OBAL, *Die Religionspolitik in Ungarn nach dem Westfälischen Frieden*, 1 vol., Halle, 1910.

47. O. HALAGA, « Z Dejin Košickéj University » (contribution à l'histoire de l'Université de Košice), dans *History Casopis*, t. IV, p. 521-535, Prague, 1956.

Les progrès de la Contre-Réforme étaient donc assurés, si la crise de 1664 n'était venue tout remettre en question. On sait que les Hongrois condamnèrent unanimement la paix que l'Empereur signa à Vasvár avec les Turcs. Ils accusaient la Maison d'Autriche de livrer leur pays aux incursions ottomanes, alors que les armées chrétiennes étaient victorieuses et ils reprochaient à l'Empereur de sacrifier leur pays à des intérêts allemands, voire à des préoccupations purement dynastiques [48]. Les magnats catholiques, les membres du gouvernement de Presbourg et l'archevêque de Strigonie lui-même, se regroupèrent dans une vaste conjuration anti-autrichienne, à laquelle le palatin François Wesselényi donna son nom [49]. Ainsi les Habsbourgs, pour la première fois depuis 1526, réussissaient à faire contre eux l'unanimité des Hongrois, catholiques et protestants, à quelque ordre qu'ils appartenissent.

Cependant le mouvement n'aboutit à une révolte ouverte qu'en 1670, car les principaux responsables, qui voulaient se donner soit un roi national, soit un roi français, cherchèrent en vain des appuis extérieurs. Louis XIV laissa Grémonville amuser les conjurés jusqu'en 1668, date à laquelle il jugea plus intéressant de s'entendre directement avec l'Empereur [50]. Le ban de Croatie, Pierre Zrinyi, était le principal responsable de la conjuration; il eut la malencontreuse idée de se tourner vers les Turcs et de leur offrir un traité de protectorat sur la Croatie. Trahi, découvert, Pierre Zrinyi déclencha ainsi une grave crise politique; la Hongrie royale fut occupée par des régiments impériaux, les Hongrois considérés comme des rebelles et les principaux chefs de la conjuration (Pierre Zrinyi, Frangepani, et François Nádasdy) arrêtés, jugés, condamnés à mort et exécutés à Wiener-Neustadt en avril 1671. Par la maladresse de Pierre Zrinyi, ceux-là même qui voulaient épargner à la Hongrie le sort de la Bohême mettaient leur patrie dans une situation comparable à celle de la Bohême en 1620. En se révoltant les Hongrois avaient rompu le contrat qui les liait à leur roi Habsbourg et celui-ci était en droit d'appliquer la *Verwirkungstheorie*, car pour une fois la réaction de l'Empereur avait été énergique et par l'occupation militaire du pays, le souverain se trouvait exceptionnellement dans une situation de force [51].

Les premières angoisses du printemps 1670 passées, l'événement pouvait paraître inespéré au gouvernement de Vienne. D'une part le gros de l'armée impériale était stationné en Hongrie, où elle se conduisait comme une véritable armée d'occupation, d'autre part le souverain n'était plus lié par aucune loi, il était devenu roi *absolu* par la faute des Hongrois. Jusqu'alors il se devait de respecter la constitution du royaume, et en particulier le diplôme royal qu'il avait accepté avant son élection en 1655 [52]. Respectueux de la lettre du droit, le roi Habsbourg laissait agir le parti catholique et refusait d'entendre les doléances à caractère confessionnel. Dorénavant il jettera le

48. Voir *supra*, liv. I, chap. II, p. 73-75.

49. L'ouvrage fondamental demeure celui de Gyula VON PAULER, *Wesselényi Ferenc Nádor és Tarsainak Összeesküvése*, 2 vol., Budapest, 1876, dont il n'existe aucun exemplaire en France.

50. J. BÉRENGER : « Francia Magyar Kapcsolatk Wesselényi Összeesküvésé Idején » (les relations franco-hongroises au temps de la conjuration de Wesselényi), dans *Történelmi Szemle*, t. X, p. 275-291.

51. En 1670 les effectifs impériaux s'élevaient à environ 15 000 hommes et atteignaient 30 000 hommes en avril 1671, lorsque la noblesse hongroise eut refusé l'amnistie. G. E. RINCK, *Leopold*, op. cit., t. II, p. 204.

52. En particulier les conditions I et VI, la première étant une confirmation générale des constitutions, la sixième s'appliquant à la religion : « Quod Religionis negotium inter universos Status et Ordines Regni; in suis ac Fiscis Bonis, item in Confiniis quoque Regni Hungariae, nec non Oppidis et Villis; illud sponte et libere acceptare volentibus, ubique liberum relinquitur; nec quisquam cujuscumque status, et Conditionis existens, in libro cujusdam usu ac exercitio Religionis, a Serenitate sua, et aliis quibusvis Dominis Terrestribus quovis modo, aut quovis sub praetextu turbetur aut impediatur. » Publié dans *Articuli Universorum Statum et Ordinum Inclyti Regni Hungariae* (1608-1659) 1 vol., 724 p., Pottendorf, 1668, p. 639-640.

masque et appliquera le programme du clergé hongrois qu'a exposé, à ce moment, l'évêque Georges Barsony, dans son ouvrage *Veritas toti mundo declarata* [53], où il déniait aux non-catholiques tout droit à la liberté de culte, car la paix de Vienne de 1606, qui demeurerait le fondement des privilèges des protestants, n'avait aucune valeur, selon lui elle avait été signée sous la contrainte par le roi Rodolphe; d'ailleurs le royaume de Hongrie était catholique depuis la conversion de saint Étienne et le roi n'avait à faire aucune concession à l'hérésie, s'il voulait respecter l'esprit des lois fondamentales de l'État. Cet ouvrage alimenta l'argumentation des prélats hongrois et des jésuites et fut abondamment controversé par les protestants.

L'entourage de l'Empereur était acquis à ces idées. Le confesseur jésuite de Léopold, le père Müller, prit la peine d'étudier à fond l'*Opus tripartitum* de Werböczi [54] qui demeurerait la base du droit public hongrois; il en conclut que les Hongrois étaient des rebelles et qu'ils méritaient que le gouvernement de Vienne leur appliquât la *Verwirkungstheorie*. Il déclara en 1673 au ministre de Suède, E. Pufendorf, que les Hongrois avaient perdu leurs privilèges et qu'ils étaient des sujets comme les autres [55]. Dans la Conférence, Hoher était très hostile aux Hongrois en général pour des raisons politiques. Président du tribunal d'exception qui avait condamné à mort les chefs de la rébellion, il estimait que seule la conversion au catholicisme pourrait en faire des sujets aussi obéissants que les autres.

Dans le courant de l'hiver 1670-1671, Hoher exprima son point de vue dans un mémorandum [56]; destiné à être lu devant la Conférence secrète; il estimait qu'il fallait profiter de l'occasion pour écraser la rébellion, priver les Hongrois de leur liberté et occuper le pays militairement. Il s'appuyait, lui aussi, sur la *Verwirkungstheorie* pour justifier de profondes transformations qui amèneraient les Hongrois à accepter les garnisons allemandes, puis la langue, les coutumes et les vêtements allemands. Montecuccoli insistait sur l'aspect confessionnel et vantait les mérites de l'unité religieuse. Il rappelait que c'est pour l'empereur-roi une affaire de conscience que de favoriser la « vraie » religion et le salut de l'âme de ses sujets. Il estimait surtout, s'appuyant sur Juste Lipse, que l'unité de religion fait l'unité des esprits, la confusion disparaîtrait et par là même les causes de révolte et de malheur [57]. Le parti est appuyé par le nonce Pignatelli qui pousse à la politique de Contre-Réforme résolue, afin d'obtenir le plus de conversions possible [58].

53. Georges BARSONY : *Veritas toti mundo declarata argumento triplici ostensens, sacratissimam Cæsaream Regiamque Majestatem non oligari tolerare in Hungaria Litheranam et Calvinianam sectam, quam Catholicae religionis zelo concinnavit*. Nous utilisons la réédition de 1681. G. Barsony était évêque d'Oraséa, prévôt de Szépes et conseiller du roi.

54. Étienne WERBÖCZI, *Opus Tripartitum*, 1 vol. ed. 1514. L'ouvrage fut constamment réédité. Nous utilisons l'édition de 1698, Cluj.

55. « Hungaros perdidisse omnia privilegia etiam jure belli et esse hodie subditos hereditarios quanquam id concedere nollent. » E. PUFENDORF, *Tagebuch*, 18 juin 1673. HHStA Vienne, ms. W 324, f° 429.

56. *Votum Domini Cancellarii Baronis Hoher occasione Hungariae magnatum*, publié par F. Firnhaber, « Aktenstücke zur Ungarischen Geschichte », dans *Archiv für Kunde Österr. Geschichtsquellen*, t. VIII, p. 68-75. Rien ne nous permet de suivre le point de vue d'Oswald Redlich qui met en doute l'attribution de ce mémoire à Hoher : « ein angebliches Gutachten des Hofkanzler Hoher über die Ungarische Magnaten verschwörung », dans *Beiträge zur neueren Geschichte Österreichs*, t. IV, 1908, p. 118-128. Toute l'argumentation inspirée des méthodes de l'hypercritique tend à démontrer que l'auteur appartiendrait à l'entourage du chancelier. Or, deux arguments, l'un concernant la forme, l'autre concernant le fond, sont à opposer à cette démonstration : 1° L'auteur entre dans le vif du sujet comme c'est le cas dans un *votum* de la Conférence secrète. Le rapport émanerait donc d'un ministre; 2° Dans le dernier paragraphe l'auteur veut aussi mettre fin à la session de la diète d'Empire. Or, Grénonville nous signale fréquemment que c'est une idée fixe chez Hoher : renvoyer la diète de Ratisbonne.

57. R. MONTECUCCOLI, *L'Ungheria nell'anno 1677*, III, édition A. Veltzé, t. III, p. 454-458.

58. Rapport de nonciature, Vienne, 31 janvier 1672. Édition Levinson, A.Ö.G. 106, p. 607.

L'action du gouvernement de Vienne eut d'abord un aspect répressif, afin de priver les communautés protestantes de leurs églises et surtout de leurs pasteurs. Ces derniers étaient tenus pour responsables des désordres et de la révolte de 1670. Ils étaient accusés d'avoir monté les esprits contre la Maison d'Autriche, répandu des prophéties contre les Habsbourgs et souhaité publiquement la victoire des Turcs sur les Chrétiens à Candie. Le roi nomma un tribunal d'exception présidé par l'archevêque de Strigonie, Georges Szelepcsényi, et vingt-six pasteurs furent condamnés aux galères en 1673, non comme ministres de la religion mais comme agitateurs politiques [59]. En tout sept cent trente-trois « intellectuels » protestants (pasteurs, professeurs, instituteurs) furent mis dans l'impossibilité d'exercer, soit qu'ils fussent exilés, soit qu'ils fussent emprisonnés. C'était une incontestable victoire pour l'église catholique, puisque luthériens et calvinistes perdaient ainsi une notable partie de leurs cadres. En même temps le parti catholique mettait tout en œuvre pour récupérer églises et biens d'église. Les querelles à ce sujet étaient déjà anciennes; à la diète de 1655 les états évangéliques fournirent une liste d'églises récupérées au mépris des constitutions du royaume; le roi laissait faire les prélats hongrois, mais ces mesures renforcèrent l'hostilité de la moyenne noblesse envers la Maison d'Autriche. Les occupations d'églises se multiplièrent après l'occupation militaire du territoire hongrois, l'évêque Kollonich, président de la Chambre hongroise depuis 1672, expulsa les luthériens des églises des villes royales et prit souvent la tête d'expéditions qui prirent possession d'églises de campagne [60]. On évalue à 800 le nombre des églises récupérées par les catholiques entre 1670 et 1680. C'est que l'enjeu était de taille; dans une société aussi fortement hiérarchisée le pasteur (au sens large du terme) avait besoin d'un certain revenu pour assurer son existence matérielle et obtenir une certaine considération; dans les masses rurales un pasteur pauvre n'avait pas un prestige suffisant pour rallier les paysans [61]. Il fallait donc récupérer les biens attachés à l'église, en même temps que l'on privait la communauté de ses cadres protestants. Le gouvernement de Vienne favorisait une action positive : la conversion des masses au catholicisme. Cette tâche essentielle fut dévolue aux jésuites. Au nombre de trois cent cinquante-quatre, ceux-ci étaient répartis entre huit collèges, treize résidences et six missions. Or, pour des raisons de sécurité, l'action des jésuites s'est concentrée dans les villes où les résultats furent satisfaisants, du moins en apparence [62]. Mais que valaient ces succès sur le plan statistique dans un pays aussi peu urbanisé que la Hongrie du XVII^e siècle ? Les villes ne représentaient pas grand-chose ni sur le plan démographique, ni sur le plan économique, ni sur le plan politique [63]. En fait la moyenne noblesse échappait largement à l'action des jésuites, dont le bilan, sur le plan pastoral, demeurait comme toute modeste.

Mais les résultats obtenus l'étaient surtout à un prix exorbitant car les moyens utilisés soulevaient le mécontentement unanime des Hongrois quelle que fût leur confession.

59. J. OBERUC, *Les persécutions des luthériens*, op. cit., p. 104-136. J. BÉRENGER, « La Contre-Réforme en Hongrie au XVII^e siècle » dans B.H.S.P.F., Paris, 1974. Sur le rôle exact des pasteurs il faut attendre la publication des travaux entrepris par M^{me} K. Peter, attachée de recherches à l'institut d'histoire de l'Académie des sciences de Hongrie.

60. Voir en particulier le diaire de H. TSCHANNY, bourgeois de Sopron, « Csany Janos Kronikája », dans *Magyar Történelmi Társulat*, t. V, p. 26-28, Pesth, 1858. J. OBERUC, *Les persécutions des luthériens*, op. cit., p. 83-86.

61. En particulier K. PRINGER, *Die Katholische Restauration*, op. cit., a bien montré que plusieurs curés avaient échoué dans leur mission en Basse-Autriche, faute de bases matérielles suffisantes. Nous avons vu que le clergé de Bohême se heurtait aux mêmes difficultés.

62. Les principaux centres touchés étaient Presbourg, Sopron, Győr, Komárom, Trnava, Košice, Spiš, Levoča et les villes minières, Kremnica, Banská-Bystrica, Banská-Stavica. Sur les résultats chiffrés, voir également l'article de Fr. VON KRONES, « Zur Geschichte Ungarns », 1671-1683, op. cit., dans A.Ö.G. 80. L'auteur a eu accès aux archives de la province d'Autriche de la compagnie de Jésus, dont dépendaient les établissements hongrois.

63. J. BÉRENGER, *Les Doléances de la diète hongroise*, introduction.

L'occupation militaire, exigée par les conseillers de l'Empereur, mécontentait les Hongrois les plus favorables à l'Empereur. Les Impériaux pillaient, violaient, commettaient même des sacrilèges contre les églises catholiques [64]. Ces méthodes étaient voulues par le ministre de la Guerre, Montecuccoli, et le chancelier d'Autriche Hocher, qui estimaient que la terreur ferait plier les Hongrois [65] et que ceux-ci accepteraient n'importe quelle réforme pour obtenir le retrait des régiments impériaux. Au fond tous les responsables de cette politique connaissaient mal, ou pas du tout, la Hongrie et s'imaginaient que la noblesse hongroise réagirait de la même manière que la noblesse bohème, après la Montagne Blanche. C'était bien mal analyser la mentalité des Hongrois, qui s'insurgèrent peu à peu contre les abus de pouvoir dont ils étaient victimes. À partir de 1672 des troupes armées prirent le maquis, s'emparant des passages les plus importants, exerçant des représailles contre les prêtres, les religieux et surtout les jésuites qu'ils pouvaient attraper [66]. Recrutés à l'origine parmi les nobles dont les biens avaient été confisqués par la Chambre royale, ces partisans (*Bujdosok*) c'est-à-dire fugitifs, furent rejoints par de nombreux soldats des garnisons-frontières licenciés pour fait de religion ou bien laissés dans le dénuement le plus complet. Ainsi, les maladresses du gouvernement de Vienne alimentaient la rébellion. Le clergé catholique hongrois était de plus en plus réticent devant les abus de pouvoir exercés par l'évêque Kollonich [67], et l'unité nationale tendait à se reconstituer contre la Maison d'Autriche. Les partisans s'organisèrent peu à peu et obtinrent des appuis extérieurs, dès le début celui de la Transylvanie, puis à partir de 1676 celui de la France, enfin à partir de 1679 celui de la Porte [68]. Avec Thököly le mouvement *kuruc* devenait une force politique et militaire sur l'échiquier de l'Europe orientale. C'était l'échec de la grande politique inaugurée en 1670; au lieu de liquider la question hongroise, l'occupation militaire et la répression avaient seulement contribué à ouvrir un second front, ce que redoutait le gouvernement de Vienne. À partir de 1678, les gens les plus perspicaces se rendaient compte que la politique menée depuis huit ans était un échec et qu'il était urgent de trouver un compromis avec les Hongrois. Le nonce Buonvisi et le père Sinelli se rallièrent à l'idée d'une négociation. Le père Sinelli, qui connaissait mieux les données du problème que les autres conseillers de l'Empereur, avait toujours prêché la modération. Hocher, lui-même, était trop intelligent pour ne pas accepter un changement de politique; seuls demeuraient intractables les prélats hongrois et les jésuites, qui défendaient la politique du pire, plutôt que de remettre en vigueur le Diplôme royal de 1655, car si on réduisait enfin à l'obéissance le royaume de Hongrie, la position de la religion catholique serait fortifiée dans les pays héréditaires [69]. En négociant un compromis l'Empereur Léopold avouait l'échec d'un des buts essentiels de son gouvernement : l'unification de la monarchie autrichienne par la religion. Mais la situation était grave; si l'on ne parvenait pas à un accommodement, toute la Hongrie royale risquait de

64. On trouvera une synthèse des atrocités dans l'article 2 des doléances de 1681, *ibidem*, chap. IV, « La diète de 1681 ».

65. HOCHER, *Votum Domini Cancellarii Baronis Hocher, op. cit.* : « Noli credere domine eos ulla misericordiae spe conciliari posse », édition Firnhaber, p. 74. Montecuccoli détestait les Hongrois, qui le lui rendaient bien.

66. Grémonville au roi, Vienne, 4 octobre 1672. A.E. Paris, C.P. Autriche vol. 43, f° 197.

67. Rapport de nonciature, Vienne, 27 décembre 1676. Édition Levinson, A.O.G. 106, p. 688.

68. J. BÉRENGER, « Les relations franco-hongroises pendant le règne personnel de Louis XIV » dans *L'Information historique*, 1967, ainsi que *La Contre-Réforme en Hongrie au XVII^e siècle*. Le gouvernement de Vienne ne cachait pas son inquiétude à la fin de l'année 1679, car les rebelles s'appuyaient sur les Turcs et refusaient toute grâce ou pardon que Sa Majesté leur avait offerts à maintes reprises. Diète de Basse-Autriche, proposition impériale (*Landtagsproposition*), Vienne, 15 décembre 1679 (pour la session de 1680). NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 50.

69. Dépêche de Contarini au Sénat, Vienne, 13 juillet 1681. Venise, Dispacci di Germania, filza 155.

passer sous l'autorité de Thököly et de se transformer en un protectorat ottoman. C'est pourquoi l'Empereur, en dépit de ses sentiments personnels, convoqua une diète générale à Sopron, en mai 1681 [70], pour négocier un compromis; grâce à la ténacité du père Sinelli, devenu évêque de Vienne, le parti modéré triompha et le gouvernement impérial accorda de substantielles garanties aux protestants hongrois. Il maintenait l'article 1 de la paix de Vienne de 1606, et accordait la liberté religieuse tant aux Ordres qu'aux soldats hongrois de la frontière militaire. S'il ne restituait pas les temples confisqués depuis 1671, il permettait d'édifier un temple par comitat; magnats et nobles pouvaient entretenir dans leurs demeures oratoires et chapelles [71].

Ce compromis ne mit pas fin complètement aux empiètements des catholiques [72] mais si l'on songe aux buts que s'était fixés l'Empereur en 1672-1673, celui-ci avait fait d'énormes concessions, même si l'Église catholique tirait de substantiels avantages de l'opération. En effet, en acceptant le principe de la pluralité confessionnelle, l'Empereur renonçait à jamais à l'espoir d'unifier la Monarchie par le biais de la religion : la Hongrie aurait toujours un statut particulier dans l'ensemble autrichien. L'unification religieuse s'avérait impossible dès 1681 et c'était, nous semble-t-il, pour le gouvernement impérial, un échec d'autant plus grave qu'il ne parvint pas à renforcer son autorité sur les gouvernements des différents pays.

III

STRUCTURES POLITIQUES ET IMMOBILISME

A. LA HONGRIE PAYS HÉRÉDITAIRE (1687).

Dans le domaine des structures politiques, le seul résultat tangible fut la proclamation de l'hérédité de la couronne hongroise en faveur de la Maison d'Autriche. Ainsi, en 1687, la Hongrie devenait, elle aussi, pays héréditaire et la monarchie danubienne peut être considérée à partir de ce moment comme une confédération dont l'existence ne risquait pas d'être remise en question à chaque instant. L'élection royale était une entrave essentielle à l'autorité du prince puisque avant son élection il devait passer un véritable contrat avec la nation hongroise, c'est-à-dire les Ordres. Il était donc lié pour toute la durée de son règne, et Léopold I^{er} n'aurait pas échappé à la règle si le ban de Croatie, Pierre Zrínyi, n'avait eu la malencontreuse idée de provoquer la révolte armée de la noblesse hongroise. Si l'élection de l'archiduc Léopold-Ignace fut aisée en 1655, c'est qu'il accepta de reprendre purement et simplement le diplôme de son frère qui comprenait les 17 articles suivants :

1^o Il s'engageait à confirmer la paix de Vienne, les articles précédant le couronnement du roi Matthias en 1609, les articles de la diète de 1622, et la paix de Linz de 1647;

70. J. BÉRENGER, *Les Doléances de la diète hongroise*, chap. IV.

71. I. KATONA, *Historia Regum Hungariae*, Pesth, 1798, t. XXXV, p. 455 *sqq.*, BN Paris, M.17-091.

72. Comme se complaît à le souligner J. OBERUC, *Les persécutions des luthériens*, *op. cit.*, *loc. cit.*; que l'on compare seulement la situation des protestants hongrois avec celle des huguenots français après 1685 pour apprécier l'étendue des concessions faites par l'empereur Léopold.

2° Il s'engageait à recevoir les doléances des états et des ordres et à réunir une diète tous les trois ans;

3° Il promettait que les affaires concernant la Hongrie seraient traitées par des Hongrois, ou que ceux-ci seraient au moins consultés au préalable.

4° Les commandements de la frontière seraient donnés à des Hongrois.

5° L'administration de la justice serait confiée aux tribunaux réguliers. Il s'engageait à ne point admettre ni jugements, ni exécutions illégitimes.

6° Il promettait que la liberté religieuse serait maintenue et que l'exercice de la religion serait autorisé pour tous les États et Ordres du royaume, y compris sur les domaines du roi.

7° Les dispositions antérieures concernant l'élection et les prérogatives du palatin seraient maintenues.

8° Il daignerait pourvoir à l'entretien matériel des troupes de la frontière.

9° Les villes royales et villes minières conserveraient leurs privilèges.

10° La couronne ne serait pas emmenée hors du royaume sous aucun prétexte, et serait gardée par des personnes des deux religions.

11° Les limites du royaume avec la Pologne, la Silésie, la Moravie, l'Autriche et la Styrie, seraient mieux définies et les parcelles abandonnées seraient récupérées.

12° Il promettait que les traités signés jadis avec la Bohême et la Transylvanie seraient maintenus (conformément à la paix de Vienne et à l'article 42 de 1609).

13° Que les soldats étrangers ne seraient pas introduits dans le pays.

14° Que les Seigneuries comme celles de Forchtenstein et d'Eisenstadt (situées dans l'actuel Burgenland-Autriche et appartenant aux Eszterházy) seraient réintégrées dans le royaume.

15° Que Lublyo et les treize châteaux de Szépes seraient soustraits à la juridiction polonaise.

16° Que les Haïdous conserveraient leurs privilèges.

17° Qu'il ne s'immiscerait pas dans l'administration du royaume.

Par conséquent l'Assemblée nationale hongroise laissait à son roi un rôle fort limité, que l'ambassadeur vénitien Nani résumait ainsi : hormis les revenus des mines et le titre royal [73], les Hongrois ne lui laissent aucun pouvoir réel, tandis que quelques grandes familles aristocratiques se partageaient places, prébendes et autorité [74]. Dans ces conditions la Maison d'Autriche avait fort à faire pour imposer aux Hongrois un gouvernement analogue à celui dont était dotée la Bohême, depuis 1627. Il faut cependant distinguer parmi les intentions du gouvernement de Vienne un programme minimum et un programme maximum. Dans la première hypothèse (programme minimum) il s'agissait d'obtenir l'hérédité de la couronne en faveur des Habsbourg. C'était un rêve vieux d'un siècle, déjà caressé par Ferdinand I^{er} [75], qu'avait pourtant abandonné Ferdinand II. Pourtant lorsque la paix fut rétablie dans l'Empire et dans les pays héréditaires, Ferdinand III relança l'idée; lors de la session de 1655, l'Empereur s'appuya sur le clergé pour préparer la diète à l'idée d'une monarchie héréditaire. Il fit circuler un mémoire anonyme qui montrait tous les avantages que le pays pourrait retirer d'une telle transformation : le roi, désormais assuré de l'attachement de ses sujets, pourrait consacrer toutes ses forces à la libération du pays [76]. L'idée fut fraîchement accueillie,

73. Diplôme royal repris dans la loi I, de 1659. *Artikuli Inclyti Regni Hungariae*, op. cit.

74. Relation finale de B. NANI, 1658. Édition Fiedler, *Fontes Rerum Austriacarum*, op. cit., loc. cit.

75. Ce dernier et ses successeurs immédiats Maximilien II, Rodolphe II éliminèrent le mot *Electio* des convocations de l'Assemblée nationale. En vain. Voir A. GINDELY, « Über die Erbrechte des Hauses Habsburg auf die Krone von Ungarn in der Zeit 1526-1687 », dans *A.Ö.G.* 51, p. 195-240.

76. *Diarum Diaetae, Acta Diaetalia*, 1655, HHStA Vienne, *Staatskanzlei Hungarica comitalia*, Karton 402, liasse 1655.

en dehors du clergé qui était dans une situation de dépendance vis-à-vis du pouvoir royal et qui comptait sur la Maison d'Autriche pour appuyer sa politique de Contre-Réforme. Nicolas Zrinyi, ban de Croatie, n'eut pas de mal à convaincre les magnats catholiques du danger d'une telle proposition; quant à la noblesse des comitats, elle y était hostile, par principe.

En 1681 l'idée fut à nouveau évoquée et les Hongrois se montrèrent aussi fermes que naguère dans « l'Eslection libre de leur Roy. Ils veulent bien eslire l'Archiduc (archiduc Joseph) à ce qu'ils disent, mais ils ne prétendent pas y estre forcez, au contraire. Ils prétendent rentrer dans tous leurs droits dont le principal est celui de l'Eslection. » Sébeville [77] prévoyait alors que l'Empereur ferait beaucoup de concessions aux Hongrois, sauf sur ce point [78]; la prévision se révéla fautive puisque la diète se sépara à fin décembre 1681 sans avoir rien décidé d'autre qu'une nouvelle session à brève échéance [79]. Les circonstances ne permirent pas à l'Empereur de tenir sa promesse et la convocation de l'Assemblée nationale [80] n'eut lieu qu'à l'automne 1687. Cette fois la situation avait évolué en faveur de la Maison d'Autriche. En 1681, au moment décisif de la négociation, l'Empereur venait de subir une série de revers graves. I. Thököly avait rompu avec lui à fin septembre; Strasbourg avait capitulé le 30 septembre 1681, et le duc de Mantoue avait cédé Casal, si bien que l'armée française pouvait désormais sans difficulté envahir l'Italie du Nord et l'Allemagne méridionale. En revanche, en 1687, les Impériaux ont réoccupé une bonne partie de la plaine hongroise. La capitale historique de la Hongrie, Bude, est tombée entre leurs mains l'année précédente. La Transylvanie a accepté la présence de garnisons impériales. C'est pourquoi l'Empereur a convoqué une réunion de notables, en août 1687, pour fixer les modalités du couronnement de l'archiduc Joseph. Il a, pour une fois, fait preuve non seulement de lucidité, mais d'esprit de décision. Ses ministres voulaient différer la convocation de la diète et attendre la signature de la paix avec les Turcs. L'Empereur, plus perspicace, redoutait l'évolution de la conjoncture internationale et voulait profiter de sa position de force; il disposait d'une puissante armée en Hongrie, ses armes étaient victorieuses et les Turcs étaient découragés [81]. Ainsi, l'opposition des Malcontents, toujours redoutée, ne risquait pas de relever la tête.

Les vues de l'Empereur se révélèrent justes et pour une fois les députés se montrèrent soucieux de ne pas déplaire au souverain. Le 8 novembre 1687, celui-ci demandait l'hérédité dans la proposition royale lue lors de la séance solennelle d'ouverture; bien entendu le clergé approuva le premier, tandis que les magnats entreprenaient un baroud d'honneur, sous la direction de Draskovich; c'était un magnat de Slavonie et un parent du rebelle Nádasdy, exécuté en 1671. Lui-même avait été compromis dans la conjuration; il ne réussit à circonvier une minorité de magnats et sa mort subite leva le dernier obstacle à la Chambre haute. La Chambre basse voulait exclure les descendants de la branche espagnole, mais il fut assez facile de leur montrer que le roi d'Espagne ne

77. Sébeville au roi, Linz, 29 mars 1681. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 50, f° 100.

78. « Ce qui est seur, c'est que l'Empereur leur accordera un Palatin et toutes leurs demandes, à la réserve de l'élection libre de leur Roy. » *Ibidem*, Vienne, 24 avril 1681. *Ibidem*, vol. 50, f° 123.

79. En ce qui concerne le déroulement de la diète de 1681, nous nous permettons de renvoyer à notre ouvrage : *Les Doléances de la diète hongroise*, chap. IV.

80. Nous préférons le terme d'Assemblée nationale, calqué sur le hongrois *Országgyűlés* au terme fréquemment adopté de diète, calqué sur le latin *Diaeta* et sur l'allemand *Landtag*.

81. Dépêche de F. Cornaro, Wiener Neustadt, 31 août 1687. Venise, Dispacci di Germania, filza 163. L'Empereur était d'ailleurs poussé dans cette voie par le père Marco D'Aviano, qui lui écrivait de Graz, le 3 octobre 1685 : « Non si lasci indurre far la pace per quest'anno con il Turco, perchè vedo che Dio la vuole coronare Re assoluto di tutto l'Ongaria et anco farli altri grand beni. » Édition O. Klopp.

pourrait, en pratique, gouverner la Hongrie. Finalement, le 22 novembre, ils approuvaient la proposition royale [82].

L'Empereur remporta en même temps une autre victoire à propos du serment que devait prêter l'archiduc Joseph au moment du couronnement. Celui-ci aurait dû jurer de respecter la Bulle d'Or d'André II [83]. Or, l'article XXXI de la Bulle d'Or accordait aux Ordres le droit de se rebeller, en cas de nécessité, contre l'autorité royale [84]. C'était la justification de toutes les insurrections, de tous les troubles et par conséquent le fondement légal de l'anarchie. Depuis Ferdinand I^{er} tous les Habsbourgs avaient été contraints d'inclure cette formule dans le serment de couronnement. Joseph I^{er} en fut dispensé, ce qui équivalait à l'abrogation de l'article XXXI. Désormais l'Empereur pourrait sanctionner une rébellion comme dans n'importe quel autre pays héréditaire, et le couronnement eut lieu le 9 décembre 1687, dans la forme traditionnelle, à Presbourg, y compris l'acclamation par le peuple [85].

B. ÉCHEC DES RÉFORMES POLITIQUES EN HONGRIE (1681).

Même si l'on tient compte de ce double succès, il paraît difficile de parler d'absolutisme en Hongrie. Il s'agit tout au plus de l'intégration de l'État hongrois dans la Monarchie danubienne, qui conserve la forme d'une *confédération d'États* aux structures assez lâches. Les tentatives de réforme en Hongrie ont échoué de la même manière que la politique de recatholicisation, probablement parce que l'Empereur a voulu mener de front une action dans les deux domaines; il a ainsi indisposé la noblesse catholique qui aurait pu le soutenir efficacement dans sa politique de Contre-Réforme, contribuant ainsi à reconstituer l'unité nationale contre le gouvernement de Vienne.

En effet, Hocher et Montecuccoli associaient la politique de Contre-Réforme à un renforcement de l'autorité royale. Si Hocher préconisait avant tout l'occupation militaire, Montecuccoli jugeait indispensable de modifier le code des lois hongroises (*Opus tripartitum*) car certaines lois se contredisent, d'autres sont anachroniques, certaines enfin sont bonnes mais jamais appliquées [86]. C'était une attitude intellectuelle vraiment moderne et absolutiste; tout comme C. Le Bret, Montecuccoli ne fait pas du droit coutumier une valeur absolue et il accorde au souverain le pouvoir de modifier la loi. Surtout il voulait réorganiser le pouvoir exécutif en abolissant l'office de palatin et en

82. Dépêche de F. Cornaro du 22 novembre 1687. Venise, Dispacci di Germania, filza 163. *Deliberation Statum Ungariae de Regno hereditario afficiendo seu declarando habita Personii* (les 4, 5, 7, 13 et 14 novembre 1687). HHStA Vienne, *Hungarica comitalia*, fascicule 402, liasse 1687. Il est intéressant de remarquer que ce résultat a été obtenu avec une assemblée complète, comprenant les députés de la noblesse des comitats peu favorables aux Habsbourgs. Sur la composition de l'assemblée voir : *Ordo secundum quem inclyti Statum et ordines Regni Hungariae in domo eorum den Solita sedent*. Bibliothèque université Budapest, manuscrit, *Collectio Hevenesiana*, t. LVIII, f^o 285-301.

83. Ce document, imposé par les barons en 1222 au roi André représentait la première des lois fondamentales de la Hongrie. Il pourrait être comparé à la Grande Charte accordée par Jean sans Terre aux barons anglais.

84. « Decretum Andreae Regis Hungariae : Facultas Regnicoles ad resistendum Statuimus etiam, quod si Nos, vel aliquis Successorum nostrorum aliquo unquam tempore huic Dispositioni nostrae contravenire voluerit liberam habeant auctoritatem, sine nota alicujus infidelitatis tam Episcopi quam alii Proceres ac Nobiles Regni nostri universi et singuli, praesentes et futuri, posterique, resistendi et contradicendi Nobis et nostris successoribus in perpetuam facultatem. » Publié en 1687 dans le *Theatrum Europaeum*, t. XIII, p. 106.

85. Avant de célébrer la messe de couronnement, l'archevêque de Strigonie demandait à l'assistance si elle voulait bien du nouveau roi. Dépêche de Cornaro, Presbourg, 13 décembre 1687. Venise, Dispacci di Germania, filza 163.

86. R. MONTECUCCOLI, *L'Ungheria nell'anno 1677*, parag. I, édition A. Veltzé, t. III, p. 454-455.

le remplaçant, tout comme en Bohême, par des gouverneurs ou des lieutenants généraux nommés par l'Empereur. Le palatin était élu par l'Assemblée nationale sur une liste de quatre noms proposés par le roi [87] et il était considéré comme l'intermédiaire entre le roi et la nation; il risquait fort d'être l'arbitre entre les deux parties opposées; aussi Montecuccoli rappelait-il que Ferdinand I^{er} avait érigé en principe que l'autorité du palatin faisait concurrence à celle du roi. C'est pourquoi les Habsbourg ont essayé, à maintes reprises, d'abolir l'office pour le confier à un conseil de lieutenance présidé par l'archevêque de Strigonie. Enfin, comme le palatin était, de droit, capitaine général de l'armée hongroise, son inexpérience militaire aboutissait souvent à des résultats désastreux [88].

Au printemps 1672, l'Empereur décida de mettre ces idées en application. Dans un billet autographe du 30 mars 1672, il confiait au prince Lobkowitz le soin de préparer, dans le plus grand secret, la réforme du gouvernement hongrois, car il estimait que son devoir était, dans l'intérêt général, de donner une organisation définitive à la Hongrie [89]. Il lui posait un certain nombre de questions : est-ce qu'un nouveau gouvernement était nécessaire ? Est-ce qu'un conseil était nécessaire ? Devrait-il être hongrois ou allemand ? Combien y aurait-il de membres ? Quelles seraient ses attributions ? Que ferait-on des offices hongrois ? Devait-on modifier l'*Opus tripartitum* [90] ?

N'assistèrent à la conférence que Lobkowitz, Hocher, le chancelier de Bohême Nostitz et le secrétaire d'État Abele, tous fervents défenseurs de l'autorité du prince. Il fut décidé, le 31 mars 1672, qu'un nouveau gouvernement en Hongrie était nécessaire; qu'il serait présidé par un gouverneur, assisté par un conseil de onze personnes : Hongrois et Allemands [91], que pour éviter toute confusion ce conseil devrait diriger toute l'administration et s'occuper des affaires religieuses, militaires et financières, que l'office de palatin était suspendu et que les autres dicastères étaient maintenus provisoirement, que les tribunaux royaux étaient maintenus [92]. Les changements se ramenèrent pratiquement à établir le Conseil de lieutenance (*Gubernium*) qui était une véritable autorité collégiale dans la meilleure tradition autrichienne, regroupant les chefs des principaux dicastères et disposant de personnel bureaucratique (secrétaires, rédacteurs, expéditionnaires); en outre les dicastères furent pourvus de titulaires dévoués à la Maison d'Autriche : Adam Forgách devint grand sénéchal (*Országbiro*) à la place de François Nádasdy décapité, et l'évêque Léopold Kollonich remplaça le comte Zichy à la tête de la Chambre de Presbourg. Le gouvernement de Vienne ne se risqua pas à modifier

87. Voir Gy. EMBER, *Az ujkori Magyar Közigazgatas Története*, op. cit., p. 518.

88. R. MONTECUCOLI, *L'Ungheria nell'anno 1677*, parag. II, édition A. Veltzé, t. III, p. 455-456. Gy. EMBER, *ibidem*, p. 102, a montré les vacances de l'office de palatin de 1530 à 1554 et de 1562 à 1608.

89. *Kaiserlichen Handbillet an Fürsten Lobkowitz ein Neues Gubernium in Hungarn Betreffend*. Vienne, 30 mars 1672, archives de Roudnice, cité par A. WOLF, *Lobkowitz*, op. cit., p. 340.

90. *Kaiserliches Handbillet an Fürsten Lobkowitz, die Sachen in Ungarn in einen besseren und Beständigen stand zu bringen*. Il s'agit d'un second billet en date du 30 mars. HKA Vienne, *Hoffinanz Ungarn 1672*, fascicule mars, cité par MAURER, *Kollonitsch*, op. cit., p. 59-60.

91. L'Empereur nomma gouverneur le grand maître de l'Ordre teutonique, Jean Gaspard von Amprigen, qui exerça ses fonctions avec équité, sens, mesure et désintéressement. Les Hongrois eux-mêmes ne condamnèrent jamais l'homme, bien qu'ils fussent, par principe, hostiles à la fonction qu'il exerçait. Les conseillers étaient en 1675 au nombre de 8 : G. Szelepcsényi, archevêque d'Esztergom, A. Forgách, grand sénéchal, le comte Charles Hoffkirchen, le comte Jean Sebastian Pötting, Jean Majthényi, Jean Georges Hoffmann et Jean Claude Dilenschneider. *Jährliche Bezahlung des Könighchen Hungarische Gubernij*. HKA Vienne, ms. n° 382, f° 529-530. Tout le petit personnel, du secrétaire au concierge, était hongrois et allemand, et le tout coûtait 30 750 florins. Voir aussi Gy. EMBER, *Az Ujkori Magyar Közigazgatas Története*, op. cit., p. 107-117.

92. *Conferenz Guetachten, ein Neues Gubernium in Hungarn Betreffend*. 31 mars 1672, cité par A. WOLF, *Lobkowitz*, p. 340.

l'Opus tripartitum, tout au plus l'entourage de l'Empereur se livra-t-il à une étude attentive du droit hongrois pour en tirer le meilleur parti possible [93].

Nous avons vu quel accueil les Hongrois avaient fait à la politique de Contre-Réforme; l'expérience du *Gubernium* était, elle aussi, en contradiction avec le droit d'État hongrois — contradiction dans la forme puisqu'aucune instance n'avait été consultée à priori et que la réforme avait été décidée dans le secret du cabinet impérial, où ne figurait aucun Hongrois — contradiction sur le fond puisque le nouveau système supprimait l'office de palatin et violait par là même l'article VII du Diplôme royal, tandis qu'il plaçait au gouvernement des étrangers, en contravention des articles III et XVIII du même Diplôme royal. En fait le *Gubernium* était calqué sur le conseil de lieutenance qui regroupait les grands officiers du royaume de Bohême et dirigeait le pays depuis 1627 [94]. Instance collective, elle avait l'avantage de concilier le gouvernement aristocratique et la fidélité à la Maison d'Autriche, dans la mesure où les grands officiers étaient nommés par l'Empereur pour une durée de cinq ans. Mais les Hongrois ne l'entendaient pas de cette manière et critiquèrent vivement cette innovation constitutionnelle. Le compromis avec les Hongrois était par conséquent tout aussi nécessaire sur le plan politique que sur le plan confessionnel.

Lors de la session de la diète à Sopron, en 1681, l'Empereur fit d'importantes concessions. Il supprima le *Gubernium* et rétablit l'office de palatin en faveur du comte Paul Eszterházy, un magnat catholique, dont la famille était dévouée aux Habsbourg; il accepta de changer le président de la Chambre de Presbourg, car Kollonich, par son zèle intempestif, s'était attiré l'inimitié des catholiques. Il accepta même le principe de l'évacuation des troupes allemandes, promesse qui ne fut pas tenue, par suite de la montée du péril turc. Et il s'engageait à examiner dans le détail les doléances présentées par les Ordres, tout en promettant de restituer les biens confisqués par la Chambre [95]. Il y avait certes, conformément à la vieille tactique des Habsbourg face à l'Assemblée nationale, beaucoup de promesses destinées à apaiser les mécontents, le gouvernement de Vienne tenait rarement ses engagements. Pour cette fois il n'en fut pas moins contraint de reculer et de redonner aux Hongrois une autonomie totale, les Allemands se trouvant éliminés des instances supérieures et nous verrons par quelles ruses l'Empereur a réussi à réintroduire des officiers de finances à un degré subalterne.

Par conséquent l'Empereur n'a même pas réussi à introduire le système du gouvernement collégial dépendant étroitement de la chancellerie et du souverain — système qui existait en Basse-Autriche avec le *Gouvernement (Regiment)*, en Bohême, en Moravie, avec le *Tribunal*, et en Silésie avec la *Lieutenance (die Statthalterey)* [96]. Une fois de

93. *Votum et opinio Domini Aug. von Ehrhardth in causa loesae Majestatis et bonorum confiscationis*. So von mir A° 1670. Zu Pressburg verfasst. HKA Vienne, *Verschiedene Vorschläge*, 2/65. Tous les biens peuvent être confisqués par le fisc (y compris la part des enfants) en cas de crime de lèse-majesté. Bien entendu le roi peut toujours faire grâce.

94. Les grands officiers étaient pour la Bohême : le grand burgrave (*der Oberst Burggraf*), le grand maréchal (*der Oberst Landmarschall*), le grand chambellan (*der Oberst Landeskämmerer*), le grand sénéchal (*der Oberst Landesrichter*), le grand juge de l'hôtel (*der Oberst Hofrichter*), le chambellan (*Landesunterkämmerer*), et le protonotaire (*der Oberst Landeschreiber*). Ces officiers existaient au *xv^e* siècle et appartenaient à l'aristocratie, sauf le protonotaire qui, depuis 1523, était un chevalier. Ils ont été regroupés en un conseil par l'empereur Rodolphe II, en 1577, et cette réforme a été confirmée par la constitution renouvelée de 1627. Ch. D'ELVERT, *Zur Österreichischen Verwaltungsgeschichte*, op. cit., p. 23-30. E. C. HELBLING, *Österreichische Verwaltungsgeschichte*, op. cit., p. 233-234.

95. Pour tous les détails de la négociation nous nous permettons de renvoyer aux *Doléances de la diète hongroise*, op. cit., chap. IV, la diète de 1681, ainsi que la lettre de Sébeville à Colbert de Croissy, Vienne, 3 janvier 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 52, f° 37.

96. E. HELBLING, *ibidem*, loc. cit. et pour Basse-Autriche, p. 230.

plus l'État hongrois a réussi à garder son caractère original en conservant l'institution du palatin [97], élu par l'Assemblée nationale.

Là encore les concessions faites par l'Empereur à Sopron, en 1681, se sont révélées décisives, car en 1687, même s'il se trouvait dans une situation de force, il eut hâte de disperser l'Assemblée nationale, sans revenir le moins du monde sur ce qui avait été décidé six ans auparavant, car une fois le premier moment de surprise passé, les députés hongrois en revinrent aux désordres coutumiers [98]. Par conséquent le bilan de l'action réformatrice de l'Empereur était mince. Le gouvernement des différents pays constituant la Monarchie reposait toujours sur les trois chancelleries : chancellerie de Bohême, chancellerie d'Autriche et chancellerie de Hongrie, sans que les conseils aient de valeur autre que celle de conseils techniques, de *caractère privé* [99], dont les décisions n'ont aucune existence légale dans les pays respectifs. Aucun acte officiel n'évoque le souverain *en son Conseil*, mais porte toujours le contre-seing du chancelier et celui d'un secrétaire chargé de l'expédition de l'acte. Aussi, est-ce à titre personnel que le chancelier d'Autriche ou le chancelier de Bohême est appelé à la conférence secrète [100].

C. CHANCELLERIES ET COHÉSION POLITIQUE.

Les trois chancelleries (sans oublier pour la politique étrangère la chancellerie d'Empire, avec le vice-chancelier) [101], même si elles n'ont subi que des réformes de détail, représentaient donc des organes fondamentaux dans le gouvernement de la Monarchie, car elles n'étaient point les institutions locales d'un État centralisé, mais les gouvernements d'États autonomes. Les chanceliers ont en fait une double mission, car ils sont à la fois les officiers du gouvernement de la Monarchie et les organes essentiels des institutions particularistes. C'est pourquoi les Ordres les considèrent comme des agents de la centralisation et les Habsbourgs les trouvent trop dévoués aux intérêts des Ordres et trop attachés aux droits d'État [102]. La tentative faite par Ferdinand I^{er} en 1526 (création d'une chancellerie de la Cour, *Königliche Hofkanzlei*) avait échoué, car les chanceliers de Bohême et de Hongrie redoutaient que les secrétaires de la chancellerie de la Cour n'empiétassent sur leurs prérogatives.

Les chancelleries de Bohême et de Hongrie étaient des institutions anciennes, seule la chancellerie d'Autriche était de création récente (1620) [103] et Ferdinand II souligna ainsi la personnalité des pays héréditaires de langue allemande, et créa par là un

97. Celui-ci disposait, il est vrai, de sa propre chancellerie, qui gardait un caractère privé. Voir L. PAPP, « Eszterházy Pál Kancelláriája » (la chancellerie de Paul Eszterházy) dans *Leveltári Közlemények*, t. 20-23, p. 310-344.

98. Dépêche de F. Cornaro au Sénat, Presbourg, 3 janvier 1688. Venise, Dispacci di Germania, filza 163.

99. C'est d'ailleurs le nom officiel en allemand du Conseil d'État : *Gehaimer Rath*, c'est-à-dire conseil privé, traduit en anglais par Schwarz en *privy council*. C'est la thèse du juriste autrichien F. Tezner qui s'appuie sur la *Hofkammer Instruction* de 1699, où le Conseil est qualifié d'*officium extraneum accessorium*. C'est pourquoi les décisions des conseils étaient notifiées *pour exécution* aux chancelleries respectives. *Die Verwaltungsrechts Pflege in Österreich*. Vienne, 1898 Paris, p. 132-135.

100. On remarquera que jamais le chancelier de Hongrie n'a siégé à la Conférence secrète, ce qui souligne sa situation particulière dans la Monarchie.

101. Ouvrage fondamental de L. GROSS, *Die Deutsche Reichshofkanzlei*, op. cit. Voir *supra*, chap. I.

102. F. TEZNER, *Verwaltungsrechtspflege*, p. 144.

103. Th. FELLNER et H. KRETSCHMAYR, *Die Österr. Zentraverwaltung*, op. cit., t. I-II, p. 455-473; *Instruktion Kaiser Ferdinand II für die Österreichische Hofkanzlei*, Vienne, 1^{er} septembre 1628.

organisme de coordination entre les gouvernements locaux de Vienne (Basse-Autriche), de Graz (Autriche intérieure) et d'Innsbruck (Autriche antérieure). Tous ces organismes avaient en commun des *structures collégiales* et la *multiplicité des compétences*, qu'il est difficile de cerner exactement par suite de la disparition de la majeure partie des documents [104].

a. La structure collégiale des chancelleries.

C'est surtout vrai pour la Bohême et l'Autriche, la Hongrie se singularisant une fois de plus par la persistance de traditions médiévales. A la chancellerie de Bohême la présence d'aristocrates avait favorisé le développement de la collégialité et après 1650 la chancellerie peut être assimilée à un véritable conseil de gouvernement, pourvu d'une bureaucratie. En 1672 la chancellerie forme un collège de cinq membres [105] présidé par le comte Nostitz, grand chancelier, le même qui a réussi à se faire admettre, non sans mal, à certaines séances de la conférence secrète [106]. Jean Hartwig Nostitz appartenait à une riche et notable famille du royaume de Bohême. Luthérien, originaire de Lusace, à 34 ans, président de la cour d'appel de Prague; en 1651 il devenait grand chambellan du royaume et entrait donc à ce titre au conseil de lieutenance (*Statthalterey*). L'année suivante, il atteignait le sommet de la carrière en Bohême, puisqu'il était nommé grand chancelier de Bohême, poste qu'il occupa jusqu'à sa mort, et conseiller d'État (1652). Il devenait donc un personnage important de la Cour impériale. Écarté du conseil en 1657, il fera tout pour être admis à la conférence secrète, où il fut régulièrement appelé, à compter de 1678. En même temps il gravissait les échelons de la

104. La plupart des fonds des chancelleries relatifs à cette période ont été détruits. À Vienne nous avons dû travailler sur des registres *Allgemeines Verwaltungsarchiv, Hofkanzlei, Archiv-protokoll* 208/2 et 208/3, documents ayant été en partie détruits dans l'incendie du *Justiz Palast* en 1927; à Budapest nous avons trouvé juste un fascicule et à Prague nous n'avons obtenu communication que du seul carton restant.

105. Voici la composition, en 1672, du *Königlicher Böhmeimischer Rath* :

- Herr Johann Hatwig Graf Noztitz, Obrist Canzler;
- Herr Adolph Wratisslaw Graf von Stehrnberg, Canzler;
- Herr Johann Freyherr von Greiffenburg, Hofrath und Assessor;
- Herr Ignatius von Gam, Kayserl, Rath und Geheimber Secretär;
- Herr Gotthard von Wallendorf, Kayserl, Rath und Geheimber Secretär;

auxquels il faut ajouter les *Canzleyverwandte* :

- H. Victorin Perkellesky von Zorschin, Taxator und Registrator;
- H. Christoph Bayerhuber, Registrator;
- H. Tobias Sebastien Mayrblüher, Expeditior;
- H. Rudolph Leutner, Concipist;
- H. Georg Friedrich Frey, Concipist;

et les *Canzelisten* :

- H. Paul Plach;
- H. Christian Gäriz;
- H. Christoph Koch;
- H. Heinrich Grollnuss;
- H. Wenzel Griarsky;
- H. Georg Koller;
- H. Johann Pryhneider;
- H. Georg Steinauer;
- H. Bartleuer;
- H. Johann Hoffer;

HKA Vienne, ms. 355, f° 319.

106. Dépêche de M. Zorzi des 24 janvier et 14 février 1671. Venise, Dispacchi di Germania, filza 136. Il a assisté également à la conférence du 31 mars 1672, voir *supra*, chap. v, note.

noblesse, admis dans l'Ordre des Seigneurs en 1631, il devenait comte de Bohême en 1641, et comte d'Empire à Rieneck, en Franconie, en 1674. Il était également titulaire de la Toison d'Or. Il épousa en secondes noces une Lobkowitz, ce qui ne pouvait nuire à sa carrière [107]. Sébeville nous le décrit comme « un homme de bon commerce, fort civil et de fort bons sens, grand joueur ayant la bonne chère et cherchant comme les autres à s'enrichir aux dépens de son maître... Comme l'intérêt est un mal général en ce pays on ne l'estime pas moins. Il est vieux (il avait alors 71 ans) et fort gouteux [108]. » A sa mort, en 1681, le comte Kinsky lui succéda, tandis que son fils, le comte Antoine Nostitz, était nommé conseiller à la chancellerie de Bohême [109]. Un autre aristocrate bohême, le comte Wratislaw de Sternberg, était vice-chancelier et le baron Jean de Greiffenburg conseiller. Les deux secrétaires Ignace de Bam et Gottard de Walendorf avaient voix et siège au conseil. A partir de 1690 la composition du conseil fut élargie à 7 personnes, le nombre des secrétaires passant de 2 à 4 [110]. Le caractère collégial s'est donc affirmé au cours du XVIII^e siècle puisqu'en 1636 il n'y avait qu'un grand chancelier : Slawata, une des victimes de la défenestration de Prague, un vice-chancelier : Adam de Kollowrath, et un seul secrétaire : Georges Freisleben [111]. Parallèlement le personnel des bureaux passait de 11 personnes, en 1636, à 20 personnes, en 1684 [112], le nombre des rédacteurs demeurant inchangé, c'était l'effectif des employés à 360 florins de traitement annuel qui passait de 6 à 15, signe manifeste du développement de la bureaucratie, en même temps que de l'importance relative de la chancellerie.

En Autriche l'évolution vers le système collégial est encore plus nette [113]. Dans l'ordonnance de 1628 la chancellerie comprend un chancelier assisté de secrétaires, à la tête de deux expéditions (Basse-Autriche et Autriche intérieure). Une telle création était rendue nécessaire par le maintien d'un gouvernement particulier à Graz; en 1669 une nouvelle instruction créa une expédition pour l'Autriche antérieure. Cette mesure était rendue indispensable par la réincorporation du Tyrol et de ses dépendances dans la Monarchie, alors que ces pays conservaient leur autonomie administrative. Ce n'est que l'ordonnance de 1683 qui fit de la chancellerie d'Autriche une institution collégiale. Jusqu'alors la notion de collège (*der Rath der Kanzlei*) évoquée dans l'ordonnance de 1628 n'avait pas toujours été respectée. Désormais les 5 secrétaires responsables d'une expédition agissent comme des conseillers et délibèrent indifféremment sur n'importe quelle affaire. Christophe Abele, plus tard président de la Chambre des Comptes, fut secrétaire de la chancellerie pour l'expédition de l'Autriche intérieure, dans les années 1670, et c'est à ce titre qu'il fut appelé à siéger comme secrétaire à la conférence secrète [114]. Le poste de chancelier fut occupé successivement par un personnage assez effacé : le baron Joachim Sinzendorf, puis par deux personnalités de premier plan : le baron Hoher et le comte Strattmann, et enfin par le comte Bucelleni. Ce dernier,

107. SCHWARZ, *The Imperial Privy Council*, op. cit., p. 313.

108. Sébeville, *Portrait du Gouvernement de Vienne*, 8 mai 1681. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 50, f° 150-151. Sébeville aurait pu ajouter que la fortune de Nostitz était considérable, mais ce n'était pas avec son traitement de grand chancelier (3 000 florins par an) qu'il pouvait l'arrondir.

109. *Königlicher Böheimbischer Rath*, 1684. BN Vienne, ms. S.N. 1849, f° 38-39. Voir SCHWARTZ, op. cit., loc. cit.

110. Ch. D'ELVERT, *Zur Österreichischen Zentralverwaltung*, op. cit., p. 184-185. Liste donnée pour 1692. En 1710 l'effectif passait à 8 conseillers.

111. Ch. D'ELVERT, *ibidem*.

112. Pour 1636, Ch. D'ELVERT, *ibidem*. Pour 1684, BN Vienne, ms. S.N. 1849, f° 38/39.

113. Th. FELLNER et H. KRETSCHMAYR, *Österreichische Zentralverwaltung*, op. cit., t. I-I, p. 455-474. La création de la Chancellerie d'Autriche (*Hofkanzlei*) entraîna un conflit de compétence avec le chancelier d'Empire Gross, op. cit., p. 41-55.

114. Nous n'avons pu recueillir que de rares renseignements sur le personnel de la Chancellerie d'Autriche.

originaire d'Autriche intérieure, était un homme appliqué et honnête, qui se révéla davantage un administrateur consciencieux qu'un homme d'État, il manquait de sens politique et de dynamisme, de sorte qu'il n'assistait qu'à des conférences particulières, mais l'Empereur ne le nomma point ministre de la Conférence[115]. En revanche Hocher et Strattmann y jouèrent un rôle considérable[116] et donnèrent un éclat particulier à l'office de chancelier d'Autriche.

La chancellerie de Hongrie se situe en retrait, par rapport aux fastes de la Cour de Vienne. Contrairement à ce qui se passe dans les autres cas, elle est uniquement dirigée par son titulaire qui, depuis le Moyen Âge, est toujours un prélat. D'autre part celui-ci ne siège pas à la conférence et s'occupe uniquement des affaires hongroises, mais son rôle est fort important dans la mesure où les dicastères de Presbourg n'acceptent aucun ordre venu des conseils viennois, s'ils n'ont été transmis par le chancelier. Il canalisait donc la correspondance entre les gouvernements de Vienne et de Presbourg. La chancellerie était dirigée, en théorie, par l'archevêque de Strigonie, qui était grand chancelier, mais le chancelier, en fait, était un évêque[117]. Ces deux fonctions n'étaient d'ailleurs pas incompatibles dans la carrière d'un prélat. C'est ainsi que Georges Lippay, chancelier de 1635 à 1642, fut archevêque de Strigonie et grand chancelier de 1642 à 1666, et Georges Szelepcsényi, chancelier de 1642 à 1666, exerça les fonctions de grand chancelier de 1666 à 1685, succédant à Georges Lippay[118]. Ces hommes furent des serviteurs dévoués de la Maison d'Autriche (pour Georges Lippay jusqu'à 1664 tout au moins[119] et des partisans convaincus de la Contre-Réforme. Georges Lippay, élève du cardinal Pázmány était évêque de Veszprem lorsqu'il exerçait les fonctions de chancelier. Il fit nommer son frère président de la Chambre de Presbourg en 1646[120]. Un autre chancelier, Thomas Pálffy, appartenait à une grande famille de magnats catholiques. Georges Szelepcsényi se distinguait plus par son zèle que par ses origines; Pálffy et Szelepcsényi s'opposèrent résolument à la convocation de la diète de 1681[121] et pendant la session essayèrent d'empêcher tout compromis. En fait, si le chancelier n'assistait ni au conseil d'État, ni à la conférence, il était consulté sur toutes les affaires importantes concernant la Hongrie et jouait, par conséquent, lui aussi, un rôle politique de premier plan.

Pour l'expédition des actes, le chancelier était aidé par un secrétaire d'État (*secretarius*) qui contresignait tous les actes royaux. Il avait sous ses ordres une bureaucratie réduite (2 à 3 employés)[122]. En 1690, néanmoins, le cardinal Kollonich proposa, dans

115. Relation finale de G. VENIER, 1699. Édition Fiedler, *Fontes rerum Austriacarum*, II/57, p. 396-397. Lettre de l'Empereur au père Marco D'Aviano, Vienne, 20 février 1694. Édition O. Klopp, p. 255. RINCK, *Leopold*, t. I, p. 179. C. FRESCHOT, *Mémoires de la Cour de Vienne*, p. 291-292.

116. Sur les chanceliers Hocher et Strattmann, voir *supra*, chap. I. On sait qu'après la mort de Sinzendorf, l'Empereur préféra nommer un étranger et un bourgeois : Hocher, plutôt qu'un aristocrate établi en Haute-Autriche : Ferdinand de Sprinzenstein, comte d'Empire et gendre du feu chancelier Khurtz.

117. *Cancellarius summus* : Georges Lippay (1642-1666); Georges Szelepcsényi (1666-1685); Georges Szechényi (1685-1695).

Cancellarius ordinarius : Georges Szelepcsényi (1644-1666); François Szegedy (1666-1669); Thomas Pálffy (1669-1679); Jean Gubasocz (1679-1686); Pierre Korompay (1686-1690). Gy. EMBER, *As Ujkori Magyar Közigazgatás Története*, op. cit., p. 113.

118. Dépêche du 24 janvier 1666. Venise, Dispacchi di Germania, filza 128.

119. Grémonville au roi, Vienne, 7 janvier 1666. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 24, f° 10.

120. HKA Vienne, *Familienakten*. SCHWARZ, *The Imperial Privy Council*, op. cit., p. 288.

121. Sébeville au roi, Vienne, 24 avril 1681. A.E. Paris, C.P. Autriche; vol. 50, f° 123.

122. Les secrétaires d'État furent : Georges Oroszy, 1638; Étienne Orban, 1675; Jean Maholányi, 1687.

Gy. EMBER, *As Ujkori Magyar Közigazgatás Története*, op. cit., p. 114-116.

une conférence, la réorganisation de l'institution [123]; il lui donna un caractère collégial et augmenta le personnel des bureaux. Il fut décidé que le chancelier recevrait 4 assesseurs, 2 laïques (un Allemand : Jean Hoffmann, un Hongrois : Horvath) et 2 ecclésiastiques; il leur serait adjoint 2 secrétaires : Maholany et Tenturich. Les bureaux comprendraient 10 personnes et un domestique, qui seront payés par la Chambre de Presbourg. Par conséquent on note à la chancellerie hongroise une évolution comparable à celle des autres chancelleries et des autres dicastères viennois. Pourtant les tâches de la chancellerie étaient beaucoup moins variées que celles de la chancellerie de Bohême ou d'Autriche.

b. La multiplicité des compétences.

La chancellerie hongroise avait pour tâche essentielle de transmettre la correspondance entre les gouvernements de Vienne et de Presbourg. Ainsi, pour les affaires financières nous avons retrouvé 4 affaires relatives à l'année 1660 [124]. L'ordre est expédié au chancelier de Hongrie; le 17 janvier 1660 il fait état d'une décision royale prise sur proposition de la Chambre des Comptes sur requête de Nicolas et Jean Draskovitch, à propos d'un emprunt fait par Ferdinand III à Georges Draskovich, évêque de Győr (100 000 rixdales à 6 %)[125]. Les 31 janvier et 27 avril, sont transmises également à la chancellerie des décisions royales prises sur proposition de la Chambre des Comptes; elles concernent le partage de la succession Kollonich [126], et le charroi des blés pour l'armée en Hongrie orientale (conformément au décret 6 de 1659)[127]. Enfin le 31 mai 1660 la chancellerie est chargée d'expédier une patente décernée à la ville de Rust, dans l'actuel Burgenland [128]. De ces quatre exemples pris au hasard dans les débris du fond de la chancellerie royale, nous constatons que ce dicastère transmettait aux autorités hongroises sans décider lui-même [129].

Au contraire les chancelleries de Bohême et d'Autriche disposent d'importants pouvoirs exécutifs et judiciaires. En Bohême la chancellerie a certes une tâche de coordination considérable entre les trois gouvernements locaux (lieutenance en Bohême et Silésie, tribunal en Moravie). Mais là encore ce n'était pas la Chambre des Comptes qui donnait des ordres aux gouvernements des pays, il appartenait à la chancellerie de le faire. Ainsi, en avril 1674 la chancellerie est chargée de promulguer une patente royale

123. *Conferentia in rebus Ungaricis* sur le programme suivant :

1° *In was und wievil persohnen die cantzley Bestehen solle;*

2° *Welche subiecta vohrzuschlagen;*

3° *Wie solche zu besoldung undt woher die mittel zu nehmen;*

4° *Das orth wo die cantzley zu Halten.*

Étaient présents : Kollonich, Dietrichstein, Kinsky et Strattmann. HHStA Vienne, *Staatskanzlei*, *Vorträge* 7/35, f° 31.

124. *Insinuata Camerae Aulicae*, OL Budapest, A.10, *Magyar Kiralyi Kancellária*, fascicule 1. Nous n'avons retrouvé que 4 dossiers pour l'année 1660 et 2 pour l'année 1670.

125. *Insinuata Camerae Aulicae*, *ibidem*, fascicule 1, f° 949. On trouve l'affaire évoquée dans le registre de la Chambre des Comptes, *Kayserlicher Befehl an die Hungarische cammer denen jungen H. Graf Nicol. und Johannes Draskowitz über vorige ihn Wegenachlassung*, 15 janvier 1660. HKA Vienne, *Gedenkbücher, Registratur Ungarn*.

126. *Insinuata Camerae Aulicae*, 31 janvier 1660. *Ibidem*, fascicule 1, f° 949.

127. *Insinuata Camerae Aulicae*, 27 avril 1660. *Ibidem*, fascicule 1, f° 952. À rapprocher *Erinnerungsdecret an die Hungarische Hofkanzlei*. HKA Vienne, *Gedenkbücher, Registratur Ungarn*, 14 avril 1660.

128. *Insinuata Camerae Aulicae*, 31 mai 1660. *Ibidem*, fascicule 1, f° 954.

129. Même pendant la conjuration des Magnats la négociation avec François I^{er} Rákóczi se fait par l'intermédiaire de la chancellerie avec la Chambre des Comptes : « Camera aulica petit Deputatum Rakoczianum ad tractandum sufficienter instructum Diutius emanentem citari. » *Insinuata Camerae Aulicae*, *ibidem*, fascicule 7, f° 984.

décriant les mauvaises monnaies de billon qui proviennent de Basse-Saxe. La décision a été prise par l'Empereur le 22 mars, la chancellerie avait présenté un rapport le 16 mars 1674 concernant précisément cette invasion de mauvaise monnaie. La chancellerie devra également informer la lieutenance en Silésie, car la correspondance entre la Chambre des Comptes de Vienne et celle de Silésie ne suffit pas pour que cette dernière fasse exécuter la décision [130].

De même la chancellerie d'Autriche expédie les décisions, privilèges et libertés au nom de l'Empereur. Sur 11 actes délivrés par l'expédition de Basse-Autriche en 1665, 6 concernaient l'octroi ou la confirmation de privilèges à des particuliers (le comte Breuner, Christophe Abele, Venceslas von Böhmstetten) ou à des communautés (confirmation des privilèges des villes de Schrems et Litschau, octroi de franchises aux propriétaires viennois qui embelliraient leurs maisons) [131], un autre acte concernait le droit public du pays (*Vidimus* du privilège de l'Autriche par l'électeur de Mayence, archi-chancelier d'Empire) un autre encore avait trait à l'entrée de l'ambassade turque. Trois actes enfin se rapportaient aux négociations de la diète de Basse-Autriche; il s'agissait des conclusions du 8 mai 1665 pour les sessions de 1663 et 1664 (qui s'étaient prolongées) ainsi que des conclusions du 2 septembre, pour la session de 1665; enfin d'une quittance pour les sommes votées en 1661/1665 [132].

Nous avons constaté d'autre part que la chancellerie de Bohême jouait un grand rôle dans les négociations des différentes diètes de Bohême, Moravie, Silésie. Ainsi, en 1696, la diète de Silésie a présenté le 25 avril ses conclusions qui ne tiennent que partiellement compte des demandes impériales. Le 2 mai, la Chambre des Comptes se déclare insatisfaite et prie la chancellerie de Bohême de transmettre ses demandes réitérées aux princes et aux États qui composent la diète [133].

Non moins importantes étaient les attributions judiciaires des deux chancelleries qui fonctionnaient comme tribunaux d'appel (alors qu'en Hongrie le tribunal royal était nettement distinct de la chancellerie). Les pays héréditaires jouissaient du privilège de *non appellando et non evocando*, et échappaient donc à la juridiction du conseil aulique (*Reichshofrath*). Les chancelleries étaient compétentes pour procéder à la révision des procès déjà jugés par les instances des divers pays, gouvernement en Basse-Autriche, cour d'appel en Bohême. En Autriche la chancellerie nommait 5 commissaires qui révisaient le procès et rédigeaient un rapport qui était présenté devant le conseil d'État [134].

Enfin la chancellerie d'Autriche fut chargée de certaines correspondances diplomatiques, en particulier avec Venise et avec la délégation à la diète d'Empire à Ratisbonne, tandis que le secrétaire pour la Silésie à la chancellerie de Bohême était chargé des relations avec la Pologne, système simple, comme on voit, qui ne laissait même pas à la chancellerie d'Empire la correspondance avec l'étranger.

Il serait évidemment intéressant d'étudier l'activité judiciaire des chancelleries, à condition que les documents existent, ce qui n'a pas l'air d'être le cas pour la Basse-Autriche. Mais ce bref tour d'horizon montre tout de même que les chancelleries sont de véritables gouvernements, insuffisants certes, mais indispensables pour assurer

130. *Erinnerung an die Böhmisches Hofkanzley*, Vienne, 3 avril 1674. HKA Vienne, *Gedenkbücher, Registratur Böhmen*, t. 351.

131. Vienne *Verwaltungsarchiv, Österreich. Hofkanzlei*. Archivprotokoll für Nieder-Österreich, t. 208/2, n° 1984 à 1994, année 1665.

132. *Ibidem*, n° 1984, 1983 et 1990.

133. *Reintimatio an die Löbliche Königliche Böheimische Hoffkanzley auf die unterm 2 T. May Herumbgegebene puncta des Geschlossenen Fürstentags*, HKA Vienne, *Gedenkbücher, Registratur Böhmen*, t. 436, f° 465-467. Pour le royaume de Bohême, voir *supra*.

134. Ordonnance sur les appels de 1637, confirmées par celles de 1655 et 1669. FELLNER et KRETSCHMAYR, *op. cit.*, t. I-I, p. 498-503.

une coordination élémentaire entre le souverain et les différents pays de la Monarchie. Nous avons noté un développement de l'institution, sans qu'il soit possible de parler sérieusement de centralisation.

CONCLUSION

Au terme de ce chapitre, la Monarchie nous apparaît, en 1700, comme une confédération de pays qui conservent la plus grande autonomie, et qui sont dirigés par la noblesse, associée à l'administration royale, ou réunie dans des assemblées d'États.

L'empereur Léopold a échoué sur un point essentiel : il n'a pu imposer la religion catholique à tous ses sujets.

L'Empereur a su, après une expérience malheureuse, rejeter la solution facile qu'apportait le ministériat et a réformé son conseil privé, qui a pris l'allure d'un véritable conseil des affaires. Il n'en reste pas moins vrai que la Monarchie c'est essentiellement une politique étrangère commune et une armée qui est sous l'autorité directe du prince. On peut seulement se demander si des pays aussi mal intégrés fournissent à leur souverain les moyens d'une politique étrangère efficace. La réflexion qui vient à l'esprit est que ces pays sont trop pauvres, que l'Empereur a vécu au-dessus de ses moyens. Or, nous avons constaté le succès de la reconstruction et la reprise de la vie économique. Voilà pourquoi il nous apparaît indispensable d'étudier les finances de la Monarchie, car nous verrons si l'Empereur a pu imposer sa volonté et réaliser une politique commune, ou bien, si au contraire il a été limité jusque dans sa politique générale et si l'absolutisme autrichien n'est pas un vain mot, une notion qu'il faut définitivement bannir de notre vocabulaire, au moins en ce qui concerne la seconde moitié du xvii^e siècle.

Un cas concret

LE DÉFICIT CHRONIQUE

« Un des ennemis le plus difficile à vaincre au nouvel Empereur (Joseph I^{er}) sera le deffaut d'argent, sans quoi on ne peut absolument rien faire, particulièrement dans la guerre. Les finances sont si dérangées, qu'il y a long tems qu'on n'y voit plus goutte; les étrangers, parce qu'ils n'en connoissent en gros et en confusion les sources et le cours, et ceux qui sont dedans, parce qu'ils ne veulent pas voir les routes et les détours par lesquels ces eaux salutaires s'écoulent et n'arrosent pas les païs qu'elles devraient. La pensée de porter la lanterne dans ces endroits derobez serait une chose également juste, et nécessaire, et dans laquelle on ira toujours boitant dans les affaires, dont celles-ci sont le nerf principal, mais c'est une pierre difficile et dangereuse à remuer hors un tems de Paix. »

(Casimir FRESCHOT, *Mémoires de la Cour de Vienne*, 1705.)

LES DÉPENSES

Il est bien évident que malgré l'abondance des documents conservés à la Chambre des Comptes de Vienne, les administrateurs des finances de l'Empereur ne nous ont laissé aucun budget digne de ce nom; nous disposons tout au plus de renseignements fragmentaires concernant essentiellement le budget ordinaire, c'est-à-dire finalement le financement des guerres. Il nous faudra donc recourir à maintes reprises à des évaluations, faute de mieux.

Comme la comptabilité des États n'est pas gérée comme celle des particuliers et que les gouvernements, harcelés par la nécessité, engagent les dépenses sans trop se préoccuper si elles seront couvertes dans l'immédiat par des recettes et qu'en tout cas les gouvernements ont la faculté d'augmenter les recettes une fois les dépenses engagées, nous examinerons d'abord les dépenses de la Monarchie.

La Chambre des Comptes distinguait dépenses ordinaires et dépenses extraordinaires, dépenses civiles et dépenses militaires, au point de posséder deux, puis trois comptables différents [1]. Depuis le *xvi^e* siècle on opposait en effet la paierie de la Cour (*das Hofzahlamt*) et la paierie de la Guerre (*das Hofkriegszahlamt*); à cette dernière fut adjointe par la suite une seconde caisse militaire pour les armées en campagne (*das Feldkriegszahlamt*). C'est qu'en principe l'Empereur devait subvenir aux dépenses ordinaires avec les revenus ordinaires ou *regalia* alors que les dépenses militaires devaient être couvertes par le produit des contributions votées par les ordres. C'est pourquoi nous étudierons successivement les dépenses civiles et les dépenses militaires. Mais si les premières sont assez faciles à connaître parce qu'elles ont été enregistrées dans les registres de la paierie de la Cour (*Hofzahlamtsbücher*), les dépenses militaires ne peuvent être connues de façon précise, parce que les archives de la Guerre n'ont pas conservé les registres des autres paieries.

I

LES DÉPENSES CIVILES

Elles concernent essentiellement le gouvernement central de la Monarchie et la Cour impériale. Toutes les dépenses de fonctionnement des différents gouvernements étaient

1. Ce principe a été rappelé par le conseiller de la Chambre des Comptes Jean Gabriel von Selb, dans son rapport de 1679. VON SELB, *Guetachten*. HKA Vienne, ms. 204, f^o 5. Voir aussi FELLNER et KRETSCHMAYR, *Österr. Zentralverwaltung*, op. cit., t. I/1.

DÉPENSES CIVILES D'APRÈS LES « HOFZAHLAMTSBÜCHER * ».

(en florins)

	1650	1655	1665	1670	1675	1680	1690	1694	1699
Cassette impériale (<i>Gehörte Kammer</i>)	125 490	66 791	179 770	135 048	228 671	134 887	241 137	142 222	531 965
Dépenses de fonctionnement de la Cour	237 535	239 662	77 746	77 613	194 968	256 934	321 263	271 864	524 364
Salaires des officiers		120 803	144 156	49 472	134 402	123 892	153 642	185 788	179 788
Salaires des musiciens		49 318	60 952	27 938	59 817	76 735	69 571	32 257	96 614
Salaires des gardes		33 368	43 010	19 304	37 903	36 577	38 612	29 031	35 926
Pensions de la famille im- périale	101 172	99 512	88 117	26 659	68 976	68 538	87 738	81 951	443 500
Frais de missions et courrier ..	126 974	80 768	120 800	34 328	112 279	175 576	193 044	135 241	568 890
Récompenses	132 705	82 294	124 867	23 983	211 324	92 727	74 806	32 460	87 666
Service de la dette publique ..	480 418	408 815	288 829	24 032 *	355 646	127 408	517 808	334 120	1 485 889
Dépenses totales en nu- méraire				516 205		1 174 391	2 841 617	1 569 231	4 455 361
Dépenses totales en assi- gnation				915 369		538 323	822 006	1 084 770	281 924
Total des dépenses	1 854 076	2 581 123	1 978 140	1 431 574	2 483 516	1 712 714	3 663 624	2 654 001	4 737 286
Virement à la caisse mili- taire (<i>Hof und Feldkriegs- zahlamt</i>)	487 925	913 309	913 309	210 000	24 785	470 730	171 032	1 260 854	165 737
	487 925	913 309	210 000	24 785	470 730	171 032	1 260 854	838 800	
Dépenses civiles	1 366 151	1 667 814	1 768 140	1 406 689	2 012 786	1 541 682	2 402 770	1 815 201	4 571 549

* La nature des sources pour 1660 et 1685 ne nous permet pas de ventiler les dépenses. D'autre part il s'agit de quelques postes et non de toutes les rubriques contenues dans un *Hofzahlamtsbuch*.

réglées sur place et seul le solde créditeur était mis à la disposition de la Chambre des Comptes.

Prenons l'exemple de la Chambre hongroise (*Administratio Cassoviensis*) établie à Košice. En 1663 les dépenses s'élevaient à 42 396 florins 36 deniers pour une recette de 55 886 florins 70 deniers. Le solde était utilisé sur place et n'était même pas envoyé à la Chambre des Comptes[2]. Il s'agit évidemment d'un cas limite par suite de l'éloignement de Košice et de la modicité des revenus de la Chambre de Szepes. Les autres organismes financiers mettaient à la disposition de la Chambre des Comptes le solde créditeur (*die Restantien*), mais assumaient d'abord les dépenses de personnel. Ainsi, en 1674, la Chambre de Bohême avait un solde créditeur d'environ 209 000 florins, les dépenses d'administration s'élevaient à 68 843 florins, alors que les revenus ordinaires des douanes et du domaine atteignaient 277 865 florins. Les dépenses effectuées par la Chambre de Bohême étaient de même nature que les dépenses civiles réglées par la Chambre des Comptes de Vienne : traitements du personnel, service de la dette, frais de courrier. La Chambre des Comptes disposait de ce solde créditeur sous forme d'assignations, ce qui produisait parfois la plus grande confusion, car les assignations dépassaient largement la possibilité de telle ou telle Chambre. Quant aux États, ils votaient chaque année un crédit forfaitaire pour faire face aux dépenses de leur propre administration. Le montant est resté fixé à 30 000 florins tout au long de la période considérée sans que l'article « de la couverture des dépenses dont le pays a besoin » (*Von Bestreitung der benötigten Landes Ausgaben*) donne jamais, de 1657 à 1700, une ventilation quelconque du crédit global[3]. Par conséquent les dépenses civiles pour la Bohême pouvaient être évaluées à 100 000 florins. La modicité des dépenses civiles s'explique par le fait que l'administration locale était entre les mains des « habitants », c'est-à-dire des membres des ordres privilégiés.

En Basse-Autriche, en revanche, les dépenses civiles étaient beaucoup plus élevées et se situaient en moyenne autour de 180 000 florins. Elles se décomposaient elles aussi essentiellement en dépenses de fonctionnement et en service de la dette. Nous verrons que la Basse-Autriche n'hésitait pas à faire des avances à court terme à la Chambre des Comptes. Parmi les dépenses de fonctionnement le traitement des officiers (70 739

2. Les dépenses se répartissaient comme suit en florins hongrois (on sait que le florin hongrois était théoriquement l'équivalent du florin rhénan, mais qu'en Slovaquie orientale il subissait, dès cette époque, une décote de 20 %) :

Solde du général de la Frontière	3 500 florins
Solde du général adjoint.....	1 500 —
Solde de la garnison de Košice.....	8 730 —
Perception de la dîme	1 814 —
Service de la dette	1 800 —
Solde des officiers de la Chambre.....	3 115 —
Dépenses pour travaux publics.....	435 —
Solde d'autres officiers.....	2 180 —
Solde des courriers.....	3 058 —
Dépenses diverses	4 848 —
Dépenses de fonctionnement de la Chambre	448 —
Vacations.....	3 296 —
Soldes du personnel technique.....	3 295 —
Garnison allemande de Szendrő.....	3 159 —
Pensions.....	1 044 —
Pour la couronne.....	174 —
TOTAL.....	42 396 florins

OL Budapest, *Kamara iratai*, f° lat. 960/II, cité par Gy. EMBER, *Igazgatás Történeté, op. cit.*, p. 183-184.

3. En ce qui concerne les dépenses de la Chambre de Bohême, voir *Die Königliche Böhmische Cammer*, HKA Vienne, ms. 355, f° 320. Pour l'article « Von der bestreitung der benötigten Landes Ausgaben », voir toute la série des *Artikulové Sněmovní* aux archives d'État de Prague.

florins en 1671) et la solde versée aux commissaires des États (3 200 florins) représentaient une part importante du budget de la Basse-Autriche, 42 % par exemple en 1671.

Au niveau de la Chambre des Comptes, l'officier comptable chargé de régler les dépenses est le payeur de la Cour (*Hofzahlmeister*) qui, dans la hiérarchie, vient immédiatement après les secrétaires de la Chambre des Comptes [4]. En principe cet officier comptable doit encaisser tous les revenus de l'Empereur, qu'ils proviennent de l'Empire ou des pays héréditaires, quelle que soit leur nature (revenus ordinaires, prêts, etc.). Il donne quittance et met l'argent à la disposition de la Chambre des Comptes; il récapitule ses recettes chaque année, en distinguant les espèces des virements. Au cas où il ne pourrait payer une dépense ordonnée par la Chambre, il doit en aviser celle-ci. D'autre part il ne doit pas donner d'argent sans recevoir une quittance en contrepartie, qui lui sert de pièce justificative pour sa comptabilité [5]. Pour les soldes de la Cour, il paiera selon des états fournis par le grand maître d'hôtel. Le trésorier-payeur de la Cour avait une fonction lucrative puisqu'il recevait, outre le logement gratuit, 2 400 florins rhénans par an et devait travailler 7 heures en été (7 à 11 h et 14 à 17 h) et 5 heures en hiver (8 à 11 h et 14 à 16 h) [6]. A partir de 1663 le titulaire de l'office était Max Gattermayer von Gatterburg, frère d'un secrétaire de la Chambre des Comptes, Charles-Louis Gattermayer qualifié de chevalier dans son testament [7]. Les Gattermayer étaient apparentés aux Aichpichl, une très bonne famille de Basse-Autriche [8] dont un membre était conseiller à la Chambre des Comptes en 1655. Max Gattermayer acheva sa carrière comme trésorier-payeur à la Cour. En 1699 Ferdinand

4. « Lista was die Löbliche drey obere Stendte zu bestreitung ihrer eigenen Ausgaben in dem mahnenden 1671 Jährigen Anschlag einzutragen » :

1 ^o Soldes des <i>Verordneten</i> , <i>Rathern</i> et de tous les officiers du Land	70 452 florins
2 ^o Fondations et Mons Pietatis	30 000 —
3 ^o La Statguardia de Vienne (solde)	16 710 —
4 ^o Pour les recrues et primes d'engagement une anticipation à 6 % pour 9 mois	1 315 —
5 ^o Frais de la commission ordinaire	4 000 —
6 ^o Gratifications et aumônes	3 650 —
7 ^o Tribunal criminel de la noblesse	300 —
8 ^o Frais du maréchal de Basse-Autriche	2 917 —
9 ^o Frais de Becher	100 —
10 ^o Anticipation sur la liquidation des comptes de l'année 1667	29 100 —
11 ^o Les intérêts de l'anticipation sus-mentionnée	1 746 —
12 ^o Pour le prévôt de l'abbaye de Klosterneuburg	719 —
13 ^o Anticipation pour la levée de 500 fantassins et d'une compagnie à cheval	20 047 —
14 ^o Item, intérêt annuel	1 202 —
TOTAL	182 258 florins

NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 48, liasse 1671. Le même fonds fournit la liste du montant variable. Les dépenses civiles, *Verordneten undt Ausschuss Anschlags Guetachten*, Karton 43 à 55.

5. E. ROSENTHAL, *Die Behördenorganisation Kaiser Ferdinand I* (Ein Beitrag zur Geschichte des Verwaltungsrechts), dans A.Ö.G. 69, Vienne, 1887, p. 51-316. Il ne reçoit que le titre de conseiller de l'Empereur (Kayserlicher Rath) et c'est grâce à l'obligation qui lui est faite de récapituler ses comptes que nous avons les *Hofzahlamtsbücher*.

6. *Kayserliche Instruction für den Kays. Hoffzahlmeister Johann Städler*, Vienne, janvier 1665. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 199. Le trésorier-payeur de la Cour est soumis à l'autorité d'un contrôleur, Jean Guillaume Lueger, qui reçut une instruction 48 heures après le 7 janvier 1665.

7. Testament de Charles Louis Gattermayer en date du 2 juillet 1678. Max était l'exécuteur testamentaire de son frère. HKA Vienne, ÖLMA, *Testamente*, G. 12, Karton 9.

8. La nièce de Max (fille de Charles-Louis), Marie-Anne, avait épousé Charles Aichpichl, conseiller du gouvernement de Basse-Autriche. *Ibidem*.

Léopold Wisendo, chevalier de Wisenburg, avait un statut social supérieur puisqu'il était chevalier d'Empire et conseiller de la Chambre [9]. Son prédécesseur Louis Albert Tavonath avait, lui aussi, rang de conseiller de la Chambre et il fut nommé baron en 1693 [10]. Par conséquent l'administration des Finances reconnaissait l'importance de cet officier responsable de la bonne marche des services de la Cour et du gouvernement central, qui contrôlait un mouvement de fonds annuel d'environ 2 millions à 2,5 millions de florins, soit 4 à 5 millions de livres tournois. Nous analyserons donc les dépenses poste par poste, puis, après avoir étudié les dépenses militaires, nous essaierons de dégager les traits généraux de l'évolution.

LES SERVICES DE LA COUR.

Il s'agit d'une part de dépenses de fonctionnement, d'autre part des soldes et traitements du personnel attaché à la personne du souverain. Placé sous l'autorité du grand maître d'hôtel et sous la juridiction du maréchal de la Cour [11] ce personnel échappe au contrôle des autorités des différents pays pour relever du seul souverain. Il comprend, en 1670, 545 personnes dont le traitement se monte en tout à 96 774 florins, soit 10,8 % des dépenses civiles de l'année 1670.

Soldes du personnel.

La solde du personnel des conseils et des chancelleries est relativement peu élevée : 37 007 florins, soit 4 % des dépenses civiles de l'année 1670. Ce chiffre s'explique à la fois par le nombre peu élevé des officiers — 88 personnes en tout, et par le niveau très faible des soldes : un conseiller d'État ou un conseiller de la Chambre des Comptes ne reçoit que 1 300 florins par an, un secrétaire d'État 800 florins, un employé de chancellerie de 3 à 500 florins et le concierge d'un de ces bureaux 48 florins. Seules quelques personnes sont mieux traitées; par exemple le grand maître d'hôtel reçoit 5 200 florins, auxquels s'ajoutait une gratification annuelle de 7 000 florins assignée sur la Chambre de Bohême. Le grand maître d'hôtel devait en effet, conformément à ses instructions, tenir table ouverte et il avait de gros frais de représentation. Ce n'est pas en tout cas par les salaires et traitements réguliers qu'un officier de l'Empereur pouvait faire fortune. Il est vrai que le souverain était toujours disposé à accorder des récompenses et des gratifications à ses fidèles serviteurs (18 478 florins au total pour 1670), celles-ci prenant la forme tantôt d'un paiement en espèces, tantôt d'une assignation sur une caisse d'un des pays de la Monarchie. Ainsi en 1694 les dons, récompenses, gratifications s'élèvent au total à 57 486 florins soit 2 % du budget civil total, 35 536 florins furent versés en espèces, mais 40 % des gratifications (21 950 florins) furent

9. HKA Vienne, *Hofzahlamtsbuch* 142. Les différents titulaires de l'office furent, au cours de ce demi-siècle :

Thomas Eders Zu Khainpach jusqu'en 1655; Johann Sigmund Städtler 1655-1663; Max Ernst Gattermayer von Gatterburg 1663-1680; Ludwig Albert v. Tavonath 1690-1695; Ferdinand-Leopold Wisendo 1695.

10. HKA Vienne, *Familienakten*. L. A. Tavonath fut élevé dans le Freiherrnstand le 16 juillet 1693.

11. Instruction pour le Maréchal de la Cour comte Trautmannsdorf du 6 avril 1637 : « Instruction welchemmassen unser Hoffmarschallamt regiert gehandelt und verricht werden solle », HHStA Vienne, *Habsburg Lothring. Familienakten*, I F, Karton I Hof Marschall, f° 53/58. « Le Grand Mareschal de Cour a la surintendance de l'hôtel, il exerce outre cela la charge de Grand Mareschal des logis ». A.E. Paris, M.D. Autriche, vol. 43, f° 124. *Description sommaire de l'Empire d'Allemagne* 1670.

distribuées sous formes d'assignations. Parmi celles-ci la Chambre de Bohême reçut le 29 avril 1694 l'ordre de verser 1 500 florins au page (*Edelknabe*) Ferdinand Krzepiczky; le 4 août une décision royale enjoignait à la même Chambre de payer à Matthieu André Hartmann, baron Clarstein, une pension annuelle de 500 florins au lieu de la gratification qui lui avait été accordée en 1691. Les Hartmann sont qualifiés de loyaux serviteurs de la Maison d'Autriche. Le père de Matthieu André avait exercé des fonctions à l'armée (comme intendant général, *General Feldproviand Meister*) et à la Cour de Vienne (comme maître des cuisines, *Obristhoffkuchlmeister*) et Matthieu André avait été, de longues années durant, capitaine de cercle (*Kreishauptmann*) en Bohême; dans la constitution de 1627 le capitaine de cercle était subordonné au Conseil de lieutenance, chargé du maintien de l'ordre et du logement des gens de guerre, il avait des fonctions d'autorité et jouait le rôle du représentant du pouvoir royal au niveau de l'arrondissement. Cette petite pension était l'équivalent d'une retraite. Et fréquemment, la veuve d'un officier recevait une gratification payable en plusieurs années. Parfois cependant la gratification promise n'était pas payée. C'est ainsi qu'en 1694 le comte Jean François Ferdinand Würben a reçu un domaine appartenant au roi, Nieder-Pombsdorff, en Silésie, car son père décédé avait obtenu des promesses de récompense se montant à 11 000 florins, mais cette somme ne lui avait jamais été effectivement versée; comme Jean François Ferdinand était lui-même conseiller à la Chambre de Silésie, sa requête fut prise plus aisément en considération et la Chambre des Comptes s'en tira une fois de plus en abandonnant un domaine foncier à un particulier.

D'une manière générale on peut considérer que des salaires de faible valeur étaient améliorés à tous les niveaux par de substantielles gratifications. Celles-ci étaient motivées soit par des services éminents (c'est ainsi qu'à la suite de la campagne de 1664 Montecuccoli reçut une récompense de 25 000 florins) soit par un long dévouement au service de l'Empereur, même dans un emploi obscur : le concierge de la Chambre des Comptes (*Cammer Thuer Huetter*) Robert Strasser a reçu en 1665 une gratification de 1 000 florins, correspondant à plus de 20 fois son salaire annuel [12].

Aux soldes concernant le personnel politique proprement dit, il convient d'ajouter les salaires du personnel civil et les soldes de la garde. Celle-ci était relativement réduite et la dépense modérée se montait à 19 364 florins; elle était composée de deux compagnies : d'une part 90 archers (*die Härtschirguardia*) recevant chacun 100 florins de solde annuelle, d'autre part 88 gardes (*die Trabantenguardia*) payés 54 florins par an; ces deux corps étaient commandés par des aristocrates; à cette époque le commandant de la compagnie des archers était le comte François Auguste Wallenstein et le capitaine des gardes était le marquis Gilbert Pio. Le comte Wallenstein était un familier de l'Empereur, qui se cantonna volontairement dans une carrière aulique qu'il couronna par le chapeau de cardinal; il estimait ainsi avoir une plus grande influence sur son maître, tout en évitant les lourdes responsabilités d'un emploi politique. Appartenant à une branche collatérale de la famille Wallenstein, son père s'était compromis jadis avec le duc de Friedland, ce qui ne nuisit nullement à François Auguste. Ce dernier « s'estoit fait chevalier de Malte et par une inclination particulière il s'estoit attaché à l'archiduc (Léopold-Ignace le futur Empereur), ... son application particulière a la musique aux comedies et aux plaisirs de l'Empereur n'a pas peu contribué a luy donner d'abord les bonnes graces de l'Empereur... ». Âgé de 40 ans en 1671, il était « de médiocre taille, fort brun, le visage agréable, l'air mélancolique, les manières utiles et honnestes, un Esprit de reflexion dans lequel il paroît de l'application et quelque finesse, au reste grand seigneur par... les avantages de sa religion qui l'a honoré depuis peu de la Grand

12. HKA Vienne, *Hofzahlamtsbuch* 114, 1694. *Gedenkbücher* 223 et 457. Pour Montecuccoli, décret impérial du 21 avril 1665. *Gedenkbücher* 199. Pour Strasser, assignation sur les revenus ordinaires de Moravie, 3 décembre 1665. *Gedenkbücher* 347.

Croix, il vit assez magnifiquement et ses prétentions vont au cardinalat [13] ». Quant au frère aîné de François Auguste, le comte Charles, il termina sa carrière comme grand chambellan de l'empereur Léopold I^{er}. En fait le capitaine des archers était responsable de la sécurité de l'Empereur [14] et placé sous l'autorité du grand maître d'hôtel [15] qui disposait en vérité d'une force numériquement réduite, mais peu onéreuse pour les finances de la Monarchie.

Le personnel civil était composé en majeure partie de gens à talent, médecins, artistes et musiciens dont les salaires revenaient à 40 249 florins en 1670. Les musiciens, au nombre de 40, recevaient alors 600 florins par an et étaient rattachés au service de la chapelle impériale. Ils étaient la fierté de l'Empereur qui procédait lui-même à leur engagement et surveillait leurs répétitions. Les représentations d'opéras et de ballets de Cour, données à l'occasion du carnaval ou de l'anniversaire des membres de la famille impériale, atteignaient un très haut niveau. Ainsi en juillet 1668, à l'occasion de l'anniversaire de l'impératrice Marguerite-Thérèse, Grémonville signalait « la représentation de cette fameuse comédie en musique de laquelle Votre Majesté verra le sujet, les paroles et les figures imprimés. Comme c'est un théâtre qu'on avait fait exprès, on n'y a pas oublié toutes sortes de magnificences, les machines, les décorations et les habits ont été à proportion et la Musique admirable. C'a été un ouvrage fort considérable, auquel on travaillait aussi depuis deux ans [16]. » Le metteur en scène était l'architecte Louis Burnacini, qui recevait seulement 600 florins par an [17], mais on ne sait exactement combien coûtaient de telles fêtes car elles étaient financées par la cassette personnelle de l'Empereur. Néanmoins les dépenses ordinaires pour la musique demeuraient modestes par rapport à l'ensemble du budget civil (3 % environ en 1670) [18].

Aux dépenses du personnel il convient d'ajouter les dépenses de fonctionnement des grands services de la Cour, la bouche, la cave, le luminaire et les écuries. Chacun de ces services est dirigé en principe par un grand seigneur, mais la comptabilité était tenue par un employé, pour le service de bouche, l'office (*das Hofkuechlschreibamt*) était tenu en 1670 par Georges Landschin qui recevait 200 florins par an alors que le grand maître des cuisines était le comte Jean Christophe Altheim, dont les gages ne dépassaient pas 600 florins [19]. Les cuisiniers de l'Empereur, d'origine allemande, n'ont guère laissé d'écho à la postérité. La chère, à Vienne, semble avoir été plus abondante que raffinée; en tout cas l'aristocratie viennoise passait pour aimer festoyer. Les dépenses pour la nourriture n'étaient pas très élevées (30 000 florins en tout) probablement parce que le domaine fournissait des vivres à bon compte et que les cuisines n'étaient pas

13. HKA Vienne, *Hofzahlamtsbuch* 114, 1670. Pour les archers n^{os} 588 à 680 et pour les gardes n^{os} 712 à 800. Wallenstein, conseiller d'État, recevait 2 000 florins de solde annuelle. *Mémoires de la Cour de l'Empereur* (1671). BN Paris, ms. français 8997, f^o 7-8. Sébeville, *Portrait du gouvernement de Vienne* (1681). A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 50, f^o 152. Quant au marquis Pio, il recevait 600 florins; il était en outre colonel propriétaire d'un régiment d'infanterie.

14. « Hartschier Hauptmann instruction nach welcher unser hartschier hauptmann sein ambt handeln, und wie sich die hartschieren in iren dienen halten sollen ». Vienne, s.d. HHStA Vienne, *Habsburg Lothring. Familienakten*, I F I Karton 1, f^o 187-191. Il lui est recommandé au chap. II : « Dann so soll unser hartschier hauptmann, mit allen Ernst Darob sein und halten, das durch ernelte hartschier neben unsern trabanten die tag und nacht wacht mit höchstem vleiss und sorgen verricht werd. »

15. « Hartschier hauptmann instruktion », *Instruktion*, *ibidem*, chap. 1.

16. Grémonville au roi, Vienne, 19 juillet 1668. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 30, f^o 224-225. Il s'agissait d'une construction en bois qui brûla en 1683.

17. HKA Vienne, *Hofzahlamtsbuch* 114, 1670. Sur l'indiscutable talent de Burnacini, voir A. TIZIA LEITICH, *Vienna Gloriosa*, op. cit., p. 70-73.

18. Au total 27 938 florins pour la musique en 1670, soit environ 3 % du budget civil.

19. HKA Vienne, *Hofzahlamtsbuch* 114. Le chef cuisinier Conrad Meidtnr était un Allemand. Ses gages étaient de 240 florins par an. Ni la gastronomie française (encore dans les limbes), ni la gastronomie italienne ne semblent avoir conquis la Cour de Vienne, et l'abondance des mets tenait probablement lieu de raffinement.

obligatoirement approvisionnées par le marché viennois. L'organisation des caves est calquée sur le même modèle et un employé (*der Hofkeller Meister*, en 1670 Jean Dramer) est chargé de la comptabilité. Nous avons vu que lorsque les réserves étaient insuffisantes, il passait des marchés avec des grands propriétaires, Christophe Abele par exemple. En 1670 Dramer n'a dépensé que 5 454 florins pour étancher la soif de l'Empereur et de ses commensaux. Beaucoup plus coûteuses étaient les écuries, car la Cour, qui se déplaçait fréquemment, devait entretenir un grand nombre de chevaux et les carrosses étaient des objets de luxe indispensables pour soutenir le prestige du souverain et de la grande noblesse. Lors du voyage à Innsbruck, à l'automne 1665, il y avait 589 chevaux de trait, auxquels il faut ajouter 200 chevaux de selle. Le comptable des écuries Wolff Mezen (*der Hoffuettermeister*) a dépensé 35 446 florins pour la seule année 1670. La nourriture des chevaux coûtait finalement plus cher que celle des gens, les dépenses de fonctionnement s'élevèrent cette année-là (y compris la chasse et la fauconnerie [20]) à 77 121 florins rhénans, soit environ 8,5 % du budget civil [21].

Il est intéressant de noter que le budget ordinaire ne consacre aucun chapitre aux investissements dans le bâtiment. On sait que les dépenses de l'empereur Léopold I^{er} furent bien modestes dans ce domaine. A la Hofburg il fit édifier une aile supplémentaire; en juillet 1660 il chargeait le conseiller à la Chambre des Comptes, Clément de Radolt, de la direction administrative des travaux. Il lui adjoignait un simple employé à 150 florins de traitement *annuel* et attribuait à l'entreprise un crédit annuel d'environ 25 000 florins (dans le texte 500 florins par semaine).

Après 1683 il fit reconstruire le château de la Favorite, auquel il avait consacré tous ses soins avant 1680; nous savons enfin qu'il fit des projets grandioses pour Schönbrunn et que les réalisations demeurèrent modestes [22].

Frais de courrier.

Aux dépenses de fonctionnement de la Cour, s'ajoutaient des dépenses de caractère politique. Il s'agissait là essentiellement des frais de mission et de courrier. La poste d'État coûtait alors fort cher car il fallait appointer des hommes de confiance à qui l'on remettait les paquets de dépêches. Les courriers empruntaient les quelques grandes routes pourvues de relais de poste. Il est évident que les liaisons avec Istanbul ou Moscou, absolument nécessaires, étaient fort coûteuses. Pour le courrier de routine, en Europe occidentale, les chancelleries confiaient leurs dépêches à la poste ordinaire. Mais de toute manière les documents étaient chiffrés afin de les rendre inutilisables en cas de vol par les agents d'un prince étranger. Tout l'art consistait à s'emparer des grilles des adversaires éventuels [23]. Et les diplomates en poste à Istanbul envoyaient la même dépêche par plusieurs voies différentes pour être certains qu'une copie au moins

20. L'Empereur demeurait fort intéressé par la fauconnerie et le séjour de printemps à Laxenburg, au sud de Vienne, était consacré à ce sport réputé. Grémonville au roi, Vienne, 28 avril 1667. C.P. Autriche, vol. 26, f^o 235.

21. Tous ces chiffres sont tirés du *Hofzahlamtsbuch* 114. *Ibidem*. Les écuries dépendaient du grand écuyer qui était alors le comte Bonaventure Harrach. Quant aux effectifs de 1665 ils sont donnés par un arrêté de la Chambre des Comptes du 25 octobre 1665. HKA Vienne, *Gedenkbücher* 199. Nieder-Österreich.

22. « Kayserl. Intimations Decret An Herrn Clementen Edlen von Radolt, wegen der Ihme Commettirten Direction über den vorhabenden neuen Bau Zu erweiterung der Kayserl. Burg alhie. » Vienne, 5 juillet 1660. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 196. En 1665 un crédit global de 3 284 florins était affecté aux trois résidences secondaires (Lusthäuser) de Laxenburg, Favorite et Schönbrunn. Lettre au Vice-dom de Vienne, 6 mars 1665. *Gedenkbuch* 200.

23. Voir à ce sujet PICAUVET, *La diplomatie française au temps de Louis XIV*, Paris, 1930, ainsi que *Le mémoire sur la Cryptographie dans l'histoire et ses méthodes*, de J. RICHARD. Encyclopédie de la Pléiade, p. 616-632, 1 vol., Paris, 1961.

arriverait à destination. Grâce à toutes ces précautions l'information, généralement de qualité, était acheminée rapidement. En période de paix, où l'on pouvait s'en remettre à la poste ordinaire et au réseau d'agents diplomatiques, régulièrement mis en place, ces frais étaient déjà élevés (34 288 florins en 1670). En temps de guerre ou d'intense activité diplomatique, ils grevaient sérieusement le budget d'un gouvernement; en 1694 l'Empereur dépensa pour la même poste 135 241 florins, alors qu'il n'entretenait plus de représentant permanent à Istanbul. Or, les courriers avec la Turquie ou avec la Russie étaient particulièrement onéreux, faute de poste régulière. C'est ainsi qu'Auguste von Mayern, conseiller de la Chambre impériale, reçut 1 000 florins en 1665 pour les frais de courrier engagés lors de sa mission à Moscou [24].

Frais de représentation diplomatique.

D'autre part les missions dans les pays d'Europe orientale coûtaient cher et l'Empereur devait accorder à ses diplomates des gratifications spéciales, bien qu'il ait, par principe, envoyé comme représentants des aristocrates suffisamment fortunés pour subvenir de leur poche aux frais de représentation. Ainsi le comte Walter Leslie reçut une gratification de 20 000 florins (et la Toison d'Or) pour son ambassade à Istanbul. Il est vrai que les gratifications étaient versées sous forme de cadeaux préparés à Vienne. En revanche le comte Schaffgotsch, président de la Chambre de Silésie, fut envoyé à Varsovie comme plénipotentiaire au moment de l'élection de Michel Korybut. Un billet de l'Empereur lui ouvre un crédit de 30 à 50 000 florins, *in casum necessitatis*. Il s'agissait en effet de triompher du parti français, en faisant élire un roi favorable à la Maison d'Autriche [25]. Et en 1683 le comte Ferdinand Charles Wallenstein, envoyé extraordinaire de l'Empereur auprès de Jean Sobieski, s'était vu attribuer un crédit spécial de 12 000 florins destiné à de certaines fins (*Zu gewissen endte*). L'alliance polonaise et l'intervention armée de Sobieski valaient bien de modestes sacrifices financiers [26].

Il est certain que la diplomatie, au XVII^e siècle, coûtait cher parce qu'il fallait distribuer pensions et gratifications à ses interlocuteurs. Nous reviendrons par la suite sur la notion de « corruption » qui ne peut en aucune façon être ramenée à de simples critères moraux. En tout cas la diplomatie française, par ses largesses calculées, avait considérablement aggravé le mal après 1660 [27] et l'Empereur pouvait difficilement lutter sur ce terrain. Aussi se plaint-il amèrement des frais que lui occasionne la représentation diplomatique, en particulier dans les propositions faites à la diète de Bohême [28]. Enfin les ambassades ottomanes ou russes, lorsqu'elles résident à Vienne, sont hébergées et nourries aux dépens de l'Empereur. C'est ainsi que les représentants de Pierre le Grand, en 1699, furent logés à l'auberge du *Bœuf d'Or*, sur le Marché Neuf, pour lesquels la Chambre des Comptes payait 150 florins *par semaine* au propriétaire de l'auberge, Jean Ridler [29].

24. HKA Vienne, *Gedenkbücher* 347. Kayserl. Befehl an die Schlesischer Cammer, 6 février 1665.

25. HKA Vienne, *Gedenkbücher* 119. Kayserl. Versicherungs decret für den H. Walter Grafen Leslie, 6 février 1655. *Gedenkbücher* 351. Kayserl. Handtbrief an H. Grafen Schaffgotsch, 21 mars 1674.

26. Ordre de l'Empereur au receveur des gabelles de Tarnowitz, 14 janvier 1683. HKA Vienne, *Gedenkbücher* 354.

27. Louis ANDRÉ, *Louis XIV et l'Europe*, ainsi que PIGAVET, *op. cit.*

28. SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*. Diète de 1699.

29. Ordre à la paierie de la guerre (Hokriegszahlamt) du 10 février 1699. HKA Vienne, *Gedenkbücher* 228.

Service de la dette publique.

Une partie des revenus de la paierie de la Cour était affectée au service de la dette publique. Nous verrons par la suite que l'Empereur était sans cesse obligé de recourir au crédit pour des opérations de trésorerie, en particulier en cas de guerre. Mais ce poste budgétaire variait sensiblement d'une année à l'autre : il tombe de 480 418 florins en 1650 à 24 032 en 1670, soit respectivement 25 % et 1,6 % des dépenses civiles [30]. En 1665 le service de la dette représentait environ 220 000 florins, soit environ 12 % des dépenses de la paierie de la Cour et se répartissait comme suit :

1-1-1665. — Les héritiers de Haid von Haideck.....	80 000 florins
Il s'agissait d'un capital de 38 000 florins prêté le 10 décembre 1643 et des intérêts à 6 % qui n'avaient jamais été payés.	
15-2-1665. — Jean Sigismond Stadler et ses associés.....	50 000 —
Le capital et les intérêts étaient garantis par les revenus de la paierie. Stadler est lui-même trésorier-payeur de la Cour [31].	
23-4-1665. — Jean-Baptiste Garibaldo, marchand banquier à Vienne et receveur des gabelles de Basse-Autriche.....	30 000 —
1-9-1665. — Joannelli, administrateur des villes minières, reçut 60 000 florins au moment où il prêta avec Garibaldo les 600 000 florins nécessaires au remboursement des duchés d'Oppeln et de Ratibor en Silésie, Joannelli réclamait alors 122 754 florins [32]......	60 000 —
TOTAL	220 000 florins

Il s'agissait donc de créanciers importants qui étaient à la fois officiers de finances et hommes d'affaires. Grémonville qualifiait d'ailleurs Joannelli et Garibaldo de « partisans » à propos justement du rachat des duchés de Silésie [33], assimilation toute superficielle car les capitalistes viennois n'étaient point méprisés par l'opinion, comme l'étaient alors leurs collègues français. Jean-Baptiste Garibaldo était d'origine italienne. À la veille de sa mort en 1668, il dirigeait une maison de banque qui était en relation d'affaires avec toutes les grandes places d'Europe : Londres, Paris, Francfort, Milan, Rome et Venise. L'actif de sa banque était évalué à 146 011 florins 19 kreutzer. Parmi ses débiteurs on trouvait un Rezzonico de Venise pour 8 241 florins, un client de Francfort pour un change de 69 000 florins et Joannelli pour 39 330 florins. Celui-ci figurait parmi les exécuteurs testamentaires, car Garibaldo laissait six enfants. Parmi les témoins figurait le banquier Tullio Miglio, autre banquier viennois et l'un des principaux actionnaires de la Compagnie de commerce oriental. On sait que d'autre part Garibaldo, depuis 1650, avait affermé les gabelles de Basse-Autriche, l'opération garantissant à la fois le paiement des intérêts et le remboursement des créances sur l'Empereur. Si Jean-Baptiste Garibaldo est mort simple bourgeois, son ami et associé Jean-André Joannelli (ou Giovanelli) était déjà baron [34], la même année Joannelli était

30. HKA Vienne, *Hofzahlamtsbücher* 96 (1650) et 113-114 (1670).

31. HKA Vienne, *Gedenkbücher* 199, Nieder-Österreich.

32. HKA Vienne, *Gedenkbücher* 347, Böhmen.

33. Grémonville au roi, Vienne, 6 mai 1668, A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 24, f° 180. Pour un exposé détaillé de l'affaire des duchés d'Oppeln et de Ratibor, voir G. GUALDO PRIORATO, *Historia di Leopoldo Cesare*, VI/2. BN Paris G. 3614, p. 530.

34. Tous ces renseignements sont tirés du testament de Jean Baptiste Garibaldo, du 18 décembre 1668. HHStA Vienne, ÖLMA, *Testamente*, Karton 9, *testament* G 14. Le 30 septembre 1650, J. B. Garibaldo est qualifié de « Neu Resolvierter Kayser. Salzamt mann ». *Hofzahlamtsbuch* 96.

nommé trésorier-payeur des guerres (*Hofkriegzahlmeister*) [35], c'est-à-dire l'un des emplois les plus importants dans les finances de l'Empereur, puisque de cet agent comptable dépendaient la solde et la subsistance des armées impériales. Pour la première fois nous constatons que le monde des banquiers est étroitement associé aux offices de finance. Cette impression se confirmera par la suite : l'Empereur faisait volontiers appel aux manieurs d'argent pour assurer son crédit. Au même moment il a confié au banquier Inzaghi la réorganisation des mines de mercure d'Idria [36]. À Vienne les manieurs d'argent étaient le plus souvent d'origine italienne et à cette époque aucune bonne affaire ne leur semblait étrangère.

Virements à la caisse militaire.

On constate enfin que bien souvent le trésorier-payeur de la Cour verse des fonds au trésorier des guerres; ainsi en 1665 le virement se montait à 210 000 florins, soit environ 10 % du budget civil total, preuve que les dépenses militaires demeuraient la préoccupation essentielle de la Chambre des Comptes et que l'Empereur ne gaspillait pas toutes ses ressources en musique, en fêtes et en parties de chasse [37]. Par conséquent, pour apprécier à sa juste valeur l'importance du budget civil, il convient de défalquer des dépenses du trésorier de la Cour les sommes qu'il reverse régulièrement au trésorier des guerres [38].

	1650	1655	1665	1670	1675
Dépenses civiles	1 854 076	2 581 123	1 952 500	1 431 574	2 483 516
Sommes virées aux caisses militaires	487 925	913 309	210 000	24 785	470 730
Pourcentage du budget civil	26 %	35 %	10 %	1,5 %	18 %

	1680	1690	1694	1699
Dépenses civiles	1 712 714	3 663 624	2 654 000	4 696 569
Sommes virées aux caisses militaires	171 032	1 260 854	838 800	165 757
Pourcentage du budget civil	10 %	34 %	31 %	3 %

35. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 428, Ungarn.

36. Voir à ce sujet H. VON SRBIK, *Der Staatliche Exporthandel*, op. cit.

37. Le chancelier Königsegg faisait aigrement remarquer à E. Pufendorf en 1671 que si l'Empereur voulait bien se priver de quelques comédies il pourrait ainsi fournir un subside à la Suède et conclure le traité d'alliance. HHSiA Vienne, *E. Pufendorfs Tagebuch*, ms. W. 643, f° 211, « Wenn der Kaiser vier oder fünf Comödien unter dieser zeit zurückliesse könnte das ganze schwedische Bündnis damit bezahlt werden ».

38. Tableau établi d'après les *Hofzahlamtsbücher*, HKA Vienne.

Dans les périodes de paix l'importance du virement est très modeste : 1,5 % en 1670, 3 % en 1699. Inversement, pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg, plus du tiers du « budget civil » est affecté aux dépenses militaires, de même que pendant la décennie 1650-1660 qui fut une période de guerre couverte aux Pays-Bas ou en Pologne.

Prenons par exemple l'année 1694, au moment où les armées impériales combattent à la fois en Hongrie, en Italie et en Allemagne. L'Empereur ne put faire face aux dépenses les plus urgentes qu'en recourant largement au crédit, mais il récupéra plus d'un million sur les ressources affectées aux dépenses civiles. C'est ainsi que le 30 avril la paierie de la Cour fut invitée à rembourser 13 000 florins au trésorier-payeur des guerres qui avait avancé cette somme à Molnar, colonel d'un régiment d'infanterie hongroise. On voit le processus : le comptable immédiatement responsable se débrouille comme il peut dans un premier temps; il est probable que, faute de ces versements, le régiment de haidous se serait débandé, les soldats hongrois ne montrant généralement pas un attachement excessif pour la Maison d'Autriche. Dans un deuxième temps, la Chambre des Comptes régularise la situation en prélevant l'argent sur le quasi-superflu, sur le budget civil [39].

Ces quelques faits nous montrent, s'il en était besoin, l'importance des dépenses militaires dans le budget de la Monarchie et les variations considérables qu'elles ont connues en fonction de la conjoncture internationale.

II

LES DÉPENSES MILITAIRES

Elles relèvent d'un organisme comptable tout à fait distinct : la paierie de la Guerre (das *Hofkriegszahlamt*) créée en 1544, pour éviter toute confusion avec les dépenses civiles qui étaient réglées par la paierie de la Cour.

L'office avait pour origine le dédoublement de l'office de trésorier-payeur de la Cour. Dans l'ordonnance de 1568 celui-ci prit le nom qui lui restera de trésorier des guerres (*Hofkriegszahlmeister*) mais il demeura sous l'autorité de la Chambre des Comptes qui procédait à l'ordonnancement de toutes les dépenses et débloquent les sommes nécessaires. Le Conseil de la Guerre doit donc s'adresser à la Chambre des Comptes (sauf pour le règlement de toutes petites sommes) et le trésorier des guerres demeure par conséquent un *comptable subordonné à la Chambre des Comptes*. Pourtant si nous connaissons les attributions exactes du trésorier-payeur de la Cour (*Hofzahlmeister*) nous n'avons pas retrouvé d'instruction complète concernant le trésorier des guerres [40]. Quoi qu'il en soit cet officier était alors un personnage considéré et bien souvent fortuné. La plupart d'entre eux étaient des officiers de finance. En 1660 le titulaire de l'office était Christophe-Frédéric Hanssen, qui avait fait carrière dans les bureaux du gouvernement de Basse-Autriche; en 1657 il était officier comptable de ce gouverne-

39. HKA Vienne, *Gedenkbücher* 223. *Nieder-Österreich. Befehl an das Kayser : Hoffzahlamt*, 30 avril 1664.

40. *Hofkammer Ordnung* 1568, Th. FELLNER et H. KRETSCHMAYR, *op. cit.*, T. I/2, p. 220, ainsi que *Hofkriegsratsinstruktion* 1556, art. 5 : « Was Ausgaben betrifft... Sollen unser kriegsrath... gewalt haben auf hundert und bis in anderthalb hundert Retl (*Reichsthaler*) in unser kriegszahlmeister ambt zu fertigen. Was aber... Höher summa antreffen wurde, die sollen sie bis auf fernere verordnung der hofkammer anzeigen. » *Ibidem*, p. 277. En ce qui concerne la *Hofkriegszahlmeister instruktion* il s'agit d'un texte concernant le paiement des soldats de la frontière des villes minières du 9 août 1665 par Loyseli. HKA Vienne, *Gedenkbücher* 427 Ungarn.

ment. Il appartenait à un milieu de juristes bourgeois, mais un de ses parents, Michel Hanssen, juge au tribunal d'appel de Basse-Autriche réussit à se faire anoblir sans pour cela laisser une grande fortune [41]. Hanssen fut remplacé par Sigismund Stadler, qui fut rapidement nommé trésorier de la Cour (le 1^{er} juillet 1663) [42], où il resta jusqu'à sa mort. À partir de juillet 1663 le trésorier des guerres fut Jean-Georges Loyseli qui fit, semble-t-il, toute sa carrière dans les bureaux de la Chambre des Comptes, où il était rédacteur depuis près de 15 ans [43]. Il fut vraisemblablement choisi pour sa connaissance approfondie des affaires et ce poste de trésorier des guerres fut le couronnement de sa carrière. Son successeur Jean-Guillaume Lueger appartenait au même milieu. En 1665 il était contrôleur de la paierie de la Cour [44] et en 1674 il apparaissait comme trésorier des guerres à un moment où ce poste était particulièrement difficile à tenir puisque l'Empereur s'était engagé dans la guerre de Hollande sans en avoir véritablement les moyens. Ses services furent récompensés puisque Lueger reçut la distinction de conseiller de l'Empereur et qu'il fut anobli avec le *predicat zu Wassenhofen* [45]. En 1680 il fut même nommé conseiller de la Chambre des Comptes mais fut entraîné dans la grande tourmente qui suivit la chute du président de la Chambre le comte Georges-Louis Sinzendorf [46].

Très différentes étaient l'origine et la carrière de son successeur Jean-Charles Bartholotti, qui était un banquier, appartenant à ce milieu des banquiers italiens de Vienne. En 1674 il est marchand-banquier de la Cour, c'est-à-dire qu'il jouit d'un statut juridique particulier [47] : il échappe à la législation sur les corporations et il relève de la seule juridiction du maréchal de la Cour (tout comme quelques années plus tard le banquier juif Samuel Oppenheimer). À sa mort, en 1722, Bartholotti laissera une belle fortune si l'on en juge par les signes extérieurs de richesse, il légua à son gendre, comte Pachta, ses deux voitures et ses quatre chevaux et à sa fille 20 000 florins en espèces, en sus de la dot qu'elle avait reçue. Son légataire universel était son frère, banquier et conseiller à la Chambre des Comptes, Jean-Paul Bartholotti. En outre, Jean-Charles Bartholotti était baron de Parthenfeldt [48]. Comme pour la paierie de la Cour, le président de la Chambre semble avoir préféré un homme possédant du crédit à un administrateur chevronné — en cas de nécessité le trésorier-payeur était à même de faire une avance, quitte à se faire amplement dédommager par la suite. Quoi qu'il en soit, l'office a gagné en prestige au cours du demi-siècle puisque au départ le titulaire était recruté dans le monde des juristes bourgeois et qu'à la fin le trésorier des guerres est un banquier allié à l'aristocratie de Basse-Autriche (son autre fille avait épousé un baron Kirchner).

Mais s'il est aisé de situer les personnages, leurs attributions sont plus difficiles à cerner, dans la mesure où nous n'avons conservé aucun livre de comptabilité des caisses

41. Christophe HANSSEN, *Nieder Österreichischer Buchhaltungs Raitrath*, 2 janvier 1617. HKA Vienne, *Familienakten, Hochzeitspraesent*. Quant à Michael Hannser von Hanssen, il était *Röm. Kayserl. Majestät Nieder Österr. Landrechtsbeisitzer*. HHStA Vienne, ÖLMA, *Testamente*, Karton 12, H. 37, 24 août 1665.

43. Hanns Georg Loyseli était *Hofkammerconcipist*. HKA Vienne, *Familienakten (Hochzeitspraesent du 12 janvier 1649) et Hofzahlamtsbuch* 101/1655.

44. Johann Wilhelm Lueger était en 1665 *Hofzahlmeisteramtcontralor*, HKA Vienne, *Hofzahlamtsbuch* 110, 1665.

45. HKA Vienne, *Gedenkbücher* 351, Böhmen, 12 janvier 1674.

46. Johann W. Lueger zu Wassenhoffen était *Hofcammerrath*. HKA Vienne, *Hofzahlamtsbuch* 124. Il ne figure plus sur la liste des conseillers de la Chambre de 1683 (*Hofzahlamtsbuch* 127). Sur la chute de Sinzendorf, voir *infra*, liv. II, chap. iv.

47. Bartholotti est alors *Kaiserlicher Hofhandelsmann*. HKA Vienne, *Gedenkbücher* 351, Böhmen.

48. Johann Carl Bartholotti, Freyherr von Parthenfeldt. HHStA Vienne, ÖLMA, *Testamente*, Karton 4, B 73, 10 mars 1722.

militaires (*Hofkriegszahlamt* et *Veldtkriegszahlamt*). Cependant un chapitre budgétaire à peu près constant est plus facile à analyser : les dépenses d'entretien de la frontière militaire de Hongrie. Celle-ci comprenait un certain nombre de garnisons permanentes s'étirant depuis la côte dalmate jusqu'à l'Ukraine, et un certain nombre de manuels à l'usage des conseillers de la Chambre des Comptes nous en fournissent une description satisfaisante [49].

Les dépenses de la frontière militaire.

Une histoire de la frontière entre monde chrétien et monde musulman reste à écrire. Le sujet est passionnant, car il s'agit d'un cas typique de contact entre deux civilisations, d'autant plus aptes à se comprendre qu'il existe de part et d'autre de cette frontière le même substrat ethnique : les paysans hongrois. En effet les Turcs ne sont qu'une minorité dans la Grande Plaine, ils se sont installés dans les agglomérations, à Bude par exemple, mais ils fournissent essentiellement les garnisons, les cadres de l'administration et les remplaçants des seigneurs hongrois (les timariotes, usufruitiers temporaires d'un domaine). La population laborieuse des campagnes est demeurée plus ou moins décimée par les razzias et les opérations militaires; elle parle hongrois, elle pratique la religion chrétienne. Et au *xvi^e* siècle il n'était pas rare qu'un paysan demeurant en Hongrie royale, mécontent des charges que lui imposait son seigneur, déguerpît pour s'installer en Hongrie turque. En fait la région frontière demeurait, au *xvii^e* siècle, une zone de plus grande liberté et de moindre sécurité qui attirait tous ceux qui étaient insatisfaits de leur condition dans des régions mieux protégées, car la frontière comprenait deux éléments essentiels :

Une ligne de fortins s'étirant sur près de 1 000 kilomètres. Ces ouvrages fortifiés étaient d'importance diverse, ils allaient de la simple bicoque fortifiée « à la hongroise » (c'est-à-dire une double rangée de palissades dont l'intervalle était bourré de terre) au camp retranché, en particulier celui de Győr, au confluent du Danube et de la Rába. Ces ouvrages fortifiés étaient défendus par une garnison permanente composée de soldats réguliers.

Une zone peuplée de colons placés sous l'autorité des chefs militaires (*capitanei*). Ces colons échappaient à l'autorité des seigneurs et à la corvée; ils devenaient en quelque sorte des paysans libres et la frontière était une zone de refuge pour ceux qui voulaient échapper aux contraintes et aux obligations du régime seigneurial. Mais dans des contrées assez faiblement peuplées, cette fuite des paysans était une catastrophe et l'inquiétude des seigneurs s'est traduite à maintes reprises dans les doléances des diètes hongroises et croates. Ils demandent que les capitaines de la frontière veuillent bien leur restituer leurs paysans en fuite, conformément à une série de décrets promulgués tout au long du siècle [50], mais ils se plaignent surtout des communautés de paysans-soldats, les Haïdous dans la Hongrie du Nord-Est et les Valaques en Croatie. Ces groupes refusent énergiquement de restituer les paysans fugitifs [51]. Les Haïdous étaient des

49. En particulier le manuscrit 14 466 de la BNA qui date de 1674.

50. En 1655, article 33 des Doléances de la diète « de restitutione fugitivorum colonorum per capitaneos et milites confinarios de villis et possessionibus Nobilium Regni... articulus 36 anni 1613 et anni 1618 articulus 48 et articulus 83 anni 1649 ». HHStA Vienne. *Staatskanzlei Hungarica Comititalia*, fascicule 402, 1655 *Gravamina*. En 1659 l'article 70 des Doléances reprend le même sujet, car le décret 43 de 1655 n'a pas été appliqué. AM Košice, liasse 2636/led 1659, *Gravamina*. Sur toute cette question nous nous permettons de renvoyer à notre travail sur les Doléances de la diète hongroise.

51. Doléances de 1655, art. 34. HHStA Vienne, *Staatskanzlei, ibidem* et Doléances de 1659, article 70. AM Košice, *ibidem*.

bergers qui avaient d'abord combattu les Turcs, puis s'étaient révoltés contre les Habsbourg et le régime seigneurial à la fin du xvi^e siècle. E. Bocskay les avait installés sur ses terres et ils avaient réussi, non sans mal, à défendre leurs libertés [52]. Les Valaques étaient des Serbes de Bosnie venus se mettre sous la protection des capitaines de la frontière croate. La noblesse du pays aurait voulu les placer sous son autorité et ne cessait de combattre leur statut octroyé par Ferdinand II en 1630 [53], car ces colons militaires étaient un mauvais exemple pour leurs propres paysans soumis à la corvée. Ils fournissaient à la fois des soldats aux officiers chargés de défendre les confins et des cadres aux révoltes paysannes dirigées contre le régime seigneurial, en particulier au cours de la révolte de Bocskai, au début du xvii^e siècle et au cours des soulèvements populaires de Croatie (1653-1659). Leur présence avait donc des conséquences contradictoires, puisqu'ils défendaient la sécurité des habitants de la Hongrie royale et qu'ils menaçaient l'ordre établi.

Du strict point de vue financier, seules les garnisons régulières nous intéressent puisque seul leur entretien est payé par la Chambre des Comptes. Encore faut-il rappeler que la frontière de Croatie-Slavonie, de la Save à l'Adriatique, est entretenue par les contributions de l'Autriche intérieure (Styrie, Carinthie, Carniole) et qu'elle dépend financièrement de la Chambre des Comptes de Graz depuis 1567. Nous nous heurtons là une fois de plus à la structure particulière de la Monarchie. Les autorités de Vienne ne sont même pas responsables de la totalité de la frontière militaire et force nous est de revenir aux définitions du début concernant la Monarchie : une confédération d'États défendant jalousement leurs prérogatives.

En 1674 les forteresses de la frontière sont au nombre de 47, non comprises celles de Croatie-Slavonie. La zone qui dépend de la Chambre des Comptes comprend trois secteurs [54] :

1^o Le secteur des villes minières de Haute-Hongrie au nord du Danube. Il comprend alors Komorn, Leopoldtsstadt (construit depuis 1665 pour remplacer Nové Zámky [hongrois : Érsekújvár] cédée aux Turcs par la paix de Vasvár), Palanka, Nógrad, Fillek et Presbourg, en tout 17 forteresses d'importance très variable puisque Presbourg n'a qu'une garnison de 50 soldats allemands alors que Komorn compte au total 743 hommes, ou Leopold, 948;

2^o Le secteur du lac Balaton au sud du Danube. Les Impériaux après 1664 se sont définitivement repliés sur la rive nord du lac, secteur où les confins sont particulièrement mal définis, il n'est pas considéré comme ayant une grande importance stratégique, ce qui n'était pas le cas de la région de Győr;

3^o Le secteur de Győr, au confluent de la Raba et du Danube; c'est un élément vital car il constitue la charnière de tout le dispositif et en 1683 les Turcs ont dû laisser derrière eux le camp retranché de Győr. Le site en lui-même était favorable à la défense (la région abonde en marécages et le Danube se dédouble en plusieurs bras), mais il a été l'objet de tous les soins du Conseil de la Guerre. Les fortifications anciennes, à la hongroise, ont été remplacées progressivement après 1650 par des bastions à l'italienne. C'est l'enceinte Montecuccoli du nom du célèbre homme de guerre qui fut un temps gouverneur de Győr [55]. La forteresse a une garnison exclusivement allemande

52. A. BERES et Gy. MÓDY, *A Hajduság Történetének és néprajzanak Irodalma* (littérature relative à l'histoire des Hajdous), 1 vol., 51 p., Debrecen, 1955.

53. La diète de Croatie réclame l'incorporation des Valaques dans ses doléances de 1655 (art. 8), 1659 (art. 7), 1662 (art. 9) et 1681 (art. 7) *Zaključci Hrvatskog Sabora*, t. I, Zagreb, 1959. « Instructions pro dominis ablegatis ad... Dietam. » Les doléances ont été prises en considération par la diète générale du royaume (*Gravamina* 1655, art. 42 et 1662, art. 56).

54. Pour toute cette description nous suivons le manuscrit 14 446 de la Bibliothèque nationale autrichienne. *Hungarische Gränitzen samt denen tabellen*, f^o 74-86.

55. O. PICARD, *La ville de Győr au xvii^e siècle*, Paris, Sorbonne, Centre de recherches sur la civilisation de l'Europe moderne. Mémoire inédit pour le D.E.S. 1963.

(750 hommes). Chaque session, l'Assemblée nationale ne manquera pas de le souligner pour réclamer l'évacuation de toutes les troupes allemandes [56] s'appuyant, à partir de 1662, sur des faits et non plus seulement sur la lettre de la loi : les Impériaux se sont livrés au pillage et ont commis toutes sortes d'atrocités contre les personnes, quelle que fût leur condition [57]. Mais en fait il s'agissait d'un véritable dialogue de sourds, vieux de plus d'un siècle et le gouvernement de Vienne justifiait, sinon les atrocités, du moins la présence des Impériaux, par les nécessités de la défense de l'ensemble de la Monarchie. En 1681, à la diète de Sopron, l'Empereur répondit qu'il maintiendrait des troupes en Hongrie tant que la sécurité l'exigerait [58].

Or cette ligne fortifiée, ce *limes*, avait été la meilleure garantie contre le péril turc. Il avait suffi, en 1566, d'une petite troupe résolue à Szigetvár pour arrêter pendant plusieurs semaines l'armée de Soliman [59], bien que la place de Szigetvár fût, à vrai dire, une modeste bicoque. Les Turcs lassés de tant d'échecs signèrent la paix d'Andrinople avec Maximilien II (1568). Le fils recueillait le fruit des efforts du père et la longue période de paix (1568-1593) qui s'ensuivit permit d'« inscrire dans le sol la longue et flexible frontière [60] ». Dès cette époque la région de Győr était puissamment défendue puisqu'en 1585 le voyageur français Bongars y a compté douze forteresses, 5 000 fantassins allemands et 300 cavaliers [61]. C'est pourquoi la perte de ce camp retranché au cours de la guerre de Quinze Ans (il fut occupé par les Turcs de 1594 à 1598) fut si durement ressentie; elle était due, semble-t-il, à la médiocrité des troupes allemandes, alors la risée des Turcs et des Hongrois et à l'incapacité du commandement, allemand lui aussi. Mais quelle qu'ait été la valeur des troupes, le système des places frontières mobilisait de grosses ressources et nécessitait la création de structures administratives appropriées. C'est en partie pour administrer la frontière militaire que Ferdinand I^{er} créa le Conseil de la Guerre en 1556 qui, pour une décennie, fut un organe commun à toute la Monarchie [62]. En effet l'autorité du Conseil de la Guerre s'étendait sur toutes les forteresses et concernait leur approvisionnement en vivres et en munitions [63]. Par un arrêt du Conseil du 31 décembre 1556, Ferdinand I^{er} étendit expressément l'autorité du Conseil de la Guerre à la Hongrie [64], ce qui souleva les protestations de l'Assemblée nationale hongroise, dans la mesure où la création de cette autorité commune était une entorse au régime d'union personnelle et aux conditions du Diplôme royal de Ferdinand I^{er}. Pourtant cette création répondait à un légitime souci d'efficacité puisque jusqu'alors la défense de la frontière était laissée à la diligence de différentes autorités (en particulier celle du gouvernement de Basse-Autriche). Il était donc normal qu'une affaire concernant la sécurité commune fût confiée à une autorité

56. Doléances des diètes de 1655 (art. 53), 1662 (art. 3) et 1681 (art. 2). La diète de Croatie-Slavonie a manifesté les mêmes revendications; en particulier elle a réclamé avec insistance le départ de la garnison allemande de Varaždin, art. 16 de 1655, art. 13 de 1659, art. 13 de 1662 et art. 15 de 1681, où les états rappelaient les promesses faites dans les décrets 74 de 1655 et 99 de 1659. *Zaključci Hrvatskog Sabora*, « Instructiones pro dominis ablegatis... »

57. Doléances de la diète hongroise, art. 3 de 1662 et art. 2 de 1681.

58. J. BÉRENGER, *Les Doléances de la diète hongroise*, chap. IV.

59. Voir la récente mise au point de K. BENDA, *Zrínyi Miklós a Szigetvári Hős*, 1966.

60. F. BRAUDEL, *La Méditerranée et le monde méditerranéen au temps de Philippe II*, Paris, 1966, t. II, p. 176. M. I. SINKOVICS a bien mis en lumière le rôle de ces places frontières dans sa communication, « Vegvári harcok » (les luttes des places frontières), au congrès des historiens hongrois. Budapest, 1953.

61. F. BRAUDEL, *op. cit.*, loc. cit.

62. H. J. BIDERMAN, *Geschichte des Österreichischen Gesamtstaatsidee*, *op. cit.* p. 23.

63. « Hofkriegsraths Instruktion König Ferdinand I », Vienne, 17 novembre 1556, art. 8. Il y fait mention des *Grenztätten*, c'est-à-dire des places de la frontière. Th. FELLNER et H. KRETSCHMAYR, *op. cit.*, t. 1/2, p. 277-278.

64. *Ibidem*, p. 280. Ferdinand I^{er} promet d'adjoindre aux conseillers ordinaires des Hofkriegsrath un conseiller hongrois.

commune. Nous verrons par la suite qu'après 1650 le paiement des troupes ne dépendait même pas d'une caisse unique puisque finalement seule la zone centrale, allant des villes minières au lac Balaton, était entretenue directement par la Chambre des Comptes de Vienne. En revanche la Chambre de Presbourg payait les soldes des garnisons de Haute-Hongrie [65] et la Chambre des Comptes de Graz celles des garnisons de Croatie-Slavonie. Une fois de plus les efforts de rationalisation, de simplification de Ferdinand I^{er} n'avaient pas abouti à un succès complet, mais tout au plus à un progrès relatif.

Dans un cadre géographique ainsi défini quelles dépenses incombait à la Chambre des Comptes ? D'une part la solde des troupes, d'autre part l'approvisionnement en armes, en munitions, en vivres parfois ainsi que la construction et la réparation de ces forteresses.

Le paiement des soldes.

La solde de base était, en principe de 4 florins hongrois par mois, soit au total 40 florins par an, car l'Assemblée nationale hongroise avait admis en principe que l'on ne paierait que 10 mois de solde et non 12. En 1649 elle avait en outre admis le paiement partie en espèces, partie en drap [66]; les soldats hongrois pouvaient utiliser l'étoffe pour s'habiller, mais ils en revendaient la majeure partie pour acheter le reste de leur équipement, des chevaux par exemple. Cet arrangement convenait également à la Chambre des Comptes, car comme dans presque tous les cas où un salaire est versé en nature, l'employeur (c'est-à-dire la Chambre des Comptes) faisait un important bénéfice en revendant l'étoffe aux soldats. La Chambre justifiait l'opération en prétextant que n'importe quel marchand aurait pris, lui aussi, son bénéfice [67] qui dépendait de la qualité des draps fournis : la Chambre tirait le bénéfice maximum des futaines de Grünberg et nous avons vu qu'elle passait régulièrement des marchés avec les fabricants de cette région [68]. Les autres sortes de drap lui coûtaient, en moyenne, 30 % de plus et son bénéfice était par conséquent moindre [69], de sorte que l'entretien de la frontière favorisait indirectement l'industrie textile de Silésie, au détriment des possibilités industrielles de la Hongrie, car l'approvisionnement de 13 000 hommes représentait un marché non négligeable si l'on considère la dimension des entreprises de l'époque.

La proportion du règlement en nature variait selon les secteurs; en Haute-Hongrie, en principe la Chambre payait 6 mois en espèces, 6 mois en drap (car elle payait une solde complète de 12 mois); dans les autres secteurs elle payait 6 mois en drap, en dépit des dispositions des diètes de 1655 et 1659, qui ne prévoyaient que 4 mois en drap — cette modification était due à des raisons d'économies. En livrant la futaine de Grünberg la Chambre arrivait, en 1674, à diminuer de 50 % le coût de la solde aux troupes hongroises par rapport à la dépense qu'aurait représenté le paiement en espèces [70].

En outre la Chambre des Comptes gagnait sur le change, car elle payait en florins hongrois dévalués de 20 % par rapport au florin rhénan (16 groschen au lieu de 20, ou bien 80 deniers hongrois au lieu de 100). Ainsi la solde mensuelle des troupes allemandes de Győr coûtait en réalité 5 467 florins au lieu de 6 834. Mais surtout la Chambre envoyait de bonnes espèces (rixdales ou ducats) qui étaient convertis en billon

65. « Die oberhungarische bezahlung wird die selbe nit bey der Hoffcammer sondern von der Hung. cammer durch die administration zu caschau verrichtet », Vienne, ms. n° 14446, f° 81. BNA.

66. *Ibidem*, f° 77, « Articuli Diaetales », 1655.

67. BNA, Vienne, ms. 14446, f° 78.

68. Voir *supra*, liv. I, chap. iv, p. 202.

69. BNA, Vienne, ms. 14446, f° 78.

70. *Ibidem*, f° 79.

hongrois et le bénéfice était au moins 10 kreutzer par pièce de bonne monnaie changée [71].

Enfin la Chambre des Comptes gagnait sur les prévisions budgétaires car jamais les effectifs n'étaient au complet, de nombreux soldats étaient tués dans les escarmouches qui les opposaient aux Turcs ou bien même emmenés prisonniers. La tâche essentielle, quotidienne, n'était pas d'arrêter le corps de bataille ottoman, même si Ersékujvár en 1663, Győr en 1683 jouèrent aussi ce rôle, mais bien plutôt de riposter aux incessants coups de main des garnisons turques de la frontière adverse. Reportons-nous, par exemple, aux doléances de la diète hongroise qui ne cessent de déplorer, jusqu'à 1659, les coups de main plus ou moins audacieux de la cavalerie turque, dont le but était certes le pillage pour « ravitailler » en esclaves le marché d'Istanbul, mais aussi un but économique puisque la société ottomane, société esclavagiste, ne pouvait trouver des prisonniers de guerre que sur ses confins asiatiques ou européens. Mais c'était surtout un but politique, car l'État ottoman, fondamentalement militaire et impérialiste, avait besoin de s'agrandir continuellement, en étendant sans cesse les zones tributaires. La Sublime Porte n'y cherchait pas des gains financiers, mais une justification idéologique, le Commandeur des Croyants se devant d'étendre toujours davantage la terre d'Islam. C'est pourquoi, à partir de la place d'Eger qu'ils occupaient alors, les Turcs ont lancé une série d'attaques contre la Haute-Hongrie (Košice et Tokay) en septembre 1652. Ils ont emmené plus de cent personnes en esclavage, qu'ils ont vendues pour 200 000 florins hongrois, tandis qu'ils tiraient une rançon de 40 000 rixdales des 5 nobles qu'ils avaient emmenés en captivité. Pour éviter de semblables malheurs, les comitats de Hont, Zala et Bars, ont accepté de payer un tribut annuel de 35 000 florins hongrois [72]. Et si les nobles qui jouissent d'une large autonomie politique dans le cadre du comitat refusent de céder, les Turcs s'en prennent à leurs paysans, à leurs troupeaux et à leurs bergers, afin que, terrorisés, les nobles payent enfin tribut [73]. Et si la paix de Vasvár restitua à l'Empereur la souveraineté sur certains contours, elle ne mit pas fin aux prétentions de la Porte qui eût souhaité le maintien de la paix, tout en « grignotant » de nouveaux territoires. Ainsi, en 1666, « les vice-bassas de Bude et d'Albe Royale (Szekés-fehévar) ont écrit aux sieurs comtes de Souches et de Montecuccoli [respectivement gouverneurs de Komorn et de Győr] qu'ils prétendaient les contributions quasi jusques aux portes de Presbourg, menaçant de les venir prendre par force et de tout saccager si on n'en convenait pas à l'amiable [74]. » Par conséquent les soldats devaient assurer un service très dur, non dépourvu de risques et il fallait procéder à leur remplacement ce qui, d'après les experts de la Chambre des Comptes, coûtait fort cher et absorbait largement les bénéfices faits sur les fournitures de drap, le change et les effectifs incomplets; en 1660 l'administration des villes minières demande 150 hommes pour compléter les effectifs des places protégeant les villes minières [75].

L'auteur reste muet sur le coût de la prime d'engagement, mais étant donné les risques particuliers du service des frontières, il est sûrement au moins égal à ce que l'on donnait aux recrues des régiments de ligne, soit 10 rixdales à un fantassin et 45 rixdales à un cavalier. Nous abordons là un des chapitres budgétaires essentiels pour l'Empereur,

71. *Ibidem*, f° 81, von Ueberschuss bey der bezahlung.

72. Doléances de 1655, art. 1. HHSStA Vienne, *Staatskanzlei, Hungarica Comititalia*, fascicule 402, liasse 1655. J. BÉRENGER, *Les Doléances de la diète hongroise*, introduction p. 34-36.

73. « Pastores autem corum vel in captivitate abducunt, vel omnino trucidant ». Doléances, 1659, art. 9. AM Košice, liasse 2636/Ied 1659, *Gravamina*.

74. Grémonville au roi. Vienne, 25 mai 1666. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 24, f° 220. C'était contraire à la lettre du traité de Vasvár (art. 5), ainsi qu'à l'esprit des déclarations faites par le grand vizir au comte Leslie, ambassadeur extraordinaire de l'Empereur en 1665.

75. « Antwort an Obristen Cammergraven Edlen von Chaos ». Vienne 25 août 1666. HKA Vienne, *Gedenkbücher* n° 425 Ungarn. Quant à l'excédent de recettes par rapport aux prévisions « so von erspahrung der abgängigen mannschafft herrueret, solle iedesmahl wieder zu werbung und recroutierung der vacanten plätz billich angewendet worden. » BNA Vienne, ms. 14446, f° 81.

les dépenses nécessaires pour mettre sur pied une armée en cas de guerre. Comme l'entretien d'effectifs importants était onéreux pour les différents pays où les régiments de ligne étaient stationnés, l'Empereur démobilisait, « réformait » le plus de soldats possible dès que la conjoncture internationale était plus favorable, quitte à recruter à nouveau lorsque le besoin s'en faisait sentir. Par deux fois au moins cette politique budgétaire pesa lourdement sur les décisions de l'Empereur : en 1667 au moment de la guerre de Dévolution et après la paix de Nimègue au moment de l'affaire des Réunions. En effet, l'Empereur avait licencié une partie de son armée après la paix de Vasvár, sans trop prendre en considération les problèmes que posait la succession d'Espagne; de même en 1679 il s'empessa de réformer des régiments entiers pour diminuer les dépenses militaires. Et si, en 1667, il n'eut pas à réarmer par suite des orientations qu'il donna à sa politique générale, il lui fallut bien, à partir de 1681, recruter à nouveau pour faire face au péril turc. Dans le cas qui nous intéresse ici, les oscillations des effectifs sont quasi nulles et il s'agit essentiellement de procéder au remplacement des soldats disparus. Nous avons vu que la nature du service ne permettait en aucune façon de vider les garnisons, à moins de prendre des risques considérables [76]. Par conséquent les économies sur la solde étaient compensées par les frais de recrutement et la somme globale donnée par la Chambre des Comptes correspondait à peu près aux sommes déboursées pour la solde d'environ 13 000 hommes. Comme il s'agissait d'une affaire *commune*, dont dépendait la sécurité de tous les habitants de la Monarchie, les différents pays avaient pris l'habitude, au cours du *xvi*^e siècle, de contribuer aux frais d'entretien de la frontière; chaque pays affectait à ce chapitre un fonds particulier, la Hongrie le revenu des douanes, la Styrie ou la Basse-Autriche un impôt sur les droits seigneuriaux. Toutefois nous avons décrit jusqu'à présent une situation théorique et quasi idyllique. Rien ne nous prouve que le soldat ait réellement touché la solde prévue sur le papier. Les responsables viennois reconnaissent eux-mêmes qu'il y avait des retards d'un an ou deux dans le règlement de la solde [77]; quant aux intéressés, ils se plaignaient fréquemment de ne pas être payés, ce qui entraînait de leur part pillages et exactions vis-à-vis des paysans de Hongrie royale, quand ils n'entreprenaient pas des raids contre le territoire occupé par les Turcs [78]. Or, les ressources affectées au paiement des soldes de la frontière en Haute-Hongrie semblent avoir été détournées de leur destination première et l'assemblée du comitat de Gömör demandait que bon ordre fut mis à cet abus. En fait il semble qu'il y ait eu un malaise permanent parmi les troupes hongroises : en 1668 elles réclamaient instamment leur dû et 10 ans après elles rejoignaient les rebelles de Thököly [79], tout simplement parce qu'elles étaient irréguliè-

76. L'Assemblée nationale hongroise reprochait d'ailleurs à l'empereur Ferdinand III d'y entretenir des garnisons insuffisantes et d'exposer ainsi la Hongrie royale aux incursions turques. *Gravamina* 1655, art. 8-11 et 12. HHStA Vienne, *Staatskanzlei, Hungarica Comititalia*, fascicule 402, liasse 1655. Sur le coût des levées, voir les « considerationi in soggetto del reciproco soccorso della Maestà Cesarea e cattolica. » Mémoire anonyme pouvant être attribué à un des ministres de la conférence en date du 10 septembre 1671. HHStA Vienne, *Staatskanzlei, Vorträge*, Karton 3, liasse 16.

77. « Dass wohl zuzeiten di bezahlung in das andere und dritte Jahr verschoben bleibt... » BNA Vienne, ms. 14446, f^o 77v.

78. Doléances de la diète, art. 6/1655. HHStA Vienne, *Staatskanzlei, Hungarica Comititalia*, fascicule 402. *Gravamina* 1655, ainsi que dans les archives du comitat de Gömör : « Acta legationis cassoviensis ad dominum supremum generalem harum partium institutae », Pornyobánya, 7 février 1670. Budapest, Országos Levéltár (ensuite OL, c'est-à-dire Archives d'État) *Gömör megye Levéltára*, Protocollum n^o 9, f^o 5/7.

79. Voir à ce sujet l'étude de L. BENCZEDI, *A « vitézlő rend » és ideológiája a Thököly-Felkelésben* (« l'ordre militaire » et son idéologie dans l'insurrection de Thököly). Torténelmi Szemle, t. I, p. 33-43, Budapest, 1963, qui montre l'existence d'un groupe social original, les soldats de la frontière, qu'il ne faut pas confondre avec les paysans. En 1668 Grémonville relate « que les garnisons delà ont envoyé protester qu'elles ne pouvaient plus subsister ». Lettre à H. de Lionne, Vienne, 19 septembre 1668. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 31, f^o 53.

rement ou jamais payées. Il y a donc, semble-t-il, contradiction entre les principes et la réalité. Qui doit-on incriminer ? A quel niveau la machine se trouvait-elle bloquée ? Et pour quelles raisons ?

Prenons par exemple l'année 1660, une année de paix relative où l'Empereur qui vient de signer la paix du Nord risque fort de se trouver impliqué, en Transylvanie, dans une guerre ouverte avec le Turc. Que décide de payer la Chambre des Comptes ?

Le 24 février, 4 000 florins à la garnison de Komorn, sur la requête expresse du commandant de la place Adolphe de Puchheim [80];

Le 16 mars, deux trimestres de solde aux artilleurs allemands de Košice et de Szendrő;

Le 2 avril, deux mois de solde en espèces, soit 39 600 florins, aux garnisons de la frontière des villes minières;

Le 3 août, les soldes pour les garnisons de la frontière du lac Balaton et celle de Győr, soit 11 296 florins en espèces et 11 711 florins en drap.

A cela il faut ajouter, le 14 avril, le mandatement à la Chambre hongroise de 14 000 florins pour recruter 1 000 hussards. Enfin la Chambre des Comptes donne ordre à deux reprises, les 27 septembre et 6 novembre, à la Chambre hongroise de payer aux garnisons de la frontière de Haute-Hongrie deux mois de solde en espèces et trois mois en drap. C'est tout.

De ce dépouillement systématique il ressort que nous sommes loin des sommes théoriquement consacrées à l'entretien de la frontière : les soldes sont irrégulièrement payées parce que la Chambre des Comptes ne donne pas les ordres nécessaires, car elle est habituée à faire face aux dépenses les plus urgentes et que, dans la meilleure hypothèse, elle ne paie qu'une fraction de la solde annuelle alors qu'elle dispose de ressources régulières pour couvrir ces dépenses, car jamais les diètes de Bohême ou d'Autriche n'ont refusé de voter ces crédits.

Cette impression est confirmée par le dépouillement de l'année 1667, autre année paisible de par la volonté même de l'Empereur. La Chambre des Comptes s'est essentiellement occupé de payer la solde des garnisons du lac Balaton : le 10 août 1667 la requête du général était prise en considération [81], il y avait une année de retard dans les paiements; le 10 septembre, le trésorier de la Cour est invité à débloquer d'urgence 15 000 florins. Le 13 novembre, le trésorier des guerres est invité à emballer l'étoffe et à mettre en route un convoi et le 26 novembre il était crédité de 1 152 florins pour ses frais de déplacement. Ainsi il a fallu quatre mois pour régler une affaire réputée urgente, qui était causée par la négligence de la Chambre des Comptes.

Nous n'avons pas les moyens de pousser plus loin l'enquête car le convoi est bien parti pour la Transdanubie, ses lourds chariots pleins de pièces de futaine et de monnaie de billon (des maximus, des quarts de florin, des *fünftehner*). Mais est-ce que le simple soldat, après la revue du commissaire des guerres (*Mustermaister*), touchera bien son dû ? Est-ce que le commandant de chaque garnison (*Capitaneus*) ne prélève pas sa part au profit d'une hypothétique caisse de compagnie qui ne profite qu'à lui-même ? Depuis les travaux de Fritz Redlich, nous savons fort bien que l'officier est d'abord un homme d'affaires [82]. Faute de preuves, nous nous bornerons à nous demander si le chef de corps ne prélève pas une partie de la solde; de toute façon les

80. Les textes cités se trouvent tous dans *Gedenkbücher* 425, Ungarn, à la date indiquée. HKA Vienne.

81. Les textes cités proviennent des *Gedenkbücher* 428, Ungarn, *ibidem*. L'impression est confirmée par 930 florins pour payer 2 mois de solde aux garnisons de Presbourg et de Mosonmagyaróvár. *Ibidem*.

82. Fritz REDLICH, *The German Military Enterpriser*, *op. cit.* Cette impression est confirmée par des remarques du maréchal de Villars.

versements, pour le moins irréguliers, ne pouvaient que compromettre la situation du soldat de la frontière. Victime d'une dévaluation de 20 % par rapport au montant nominal de la solde, celui-ci bénéficiait probablement du prix beaucoup plus bas des denrées alimentaires (nous savons en effet qu'à Sopron, après 1680, les prix étaient bien moins élevés qu'à Vienne) [83]. Mais n'était-il pas souvent contraint, par suite de la carence des autorités, de se servir lui-même sans payer ? C'est pourquoi, après 1650, les autorités de Vienne ont tenté de ravitailler directement les garnisons.

L'approvisionnement des forteresses.

Il faut distinguer trois éléments nettement distincts :

1° L'approvisionnement des places fortes en artillerie et en *munitions* sans lequel le système n'aurait pas grande utilité;

2° Le ravitaillement des garnisons en vivres de consommation courante qu'elles peuvent, en temps normal, se procurer directement dans les environs;

3° L'établissement de magasins contenant des vivres afin que les garnisons puissent, le cas échéant, soutenir un siège. Si toutes ces opérations étaient correctement effectuées, elles pouvaient être fort onéreuses pour la Chambre des Comptes. Mais, semble-t-il, les autorités de Vienne négligeaient l'approvisionnement de la frontière et encourageaient, pour cette raison, les reproches véhéments de l'Assemblée nationale hongroise.

Traditionnellement la fourniture d'artillerie et de munitions incombait au Conseil de la Guerre qui assumait, depuis sa création, les responsabilités de l'administration militaire de Basse-Autriche. Depuis 1556 le Conseil de la Guerre était chargé de surveiller et de compléter les dépôts de munitions de chaque place forte [84]. Pourtant, lors de la session de 1655, l'Assemblée nationale hongroise signalait déjà que les places de la frontière étaient insuffisamment pourvues [85] et elle multiplia les avertissements lorsque le demande instamment à l'Empereur de pourvoir le fort de Zalavár, en face de Nagy-Kanizsa, en Transdanubie, dont la perte serait une catastrophe pour la sécurité de la Styrie, sans oublier Nograd ni aucune autre [86]. En 1662 l'Assemblée demande à l'Empereur de pourvoir toutes les places fortes de canons et de poudre et de solliciter pour cela, s'il le faut, l'aide des pays héréditaires et des États de l'Empire [87], conformément à une tradition vieille de plus d'un siècle [88], qui s'est traduite par l'envoi de contingents importants en 1664 et en 1683. Normalement c'est l'arsenal de Vienne qui livre le matériel sur ordre du Conseil de la Guerre. Il nous est difficile de suivre leur mouvement; toutefois, en 1660, un convoi au moins fut organisé pour

83. Voir *supra*, liv. I, chap. iv, p. 178 et graphique n° I, comparant le cours du froment et du vin à Sopron et à Vienne. Mais si les mercuriales établies d'après les archives de l'hôpital civil de Vienne commencent dès le xv^e siècle, le journal de Hanns Tschanny ne nous fournit des renseignements d'ordre économique qu'à partir de 1678.

84. *Hofkriegsratsinstruktion*, Vienne, 17 novembre 1556, art. 8, Th. FELLNER et H. KRETSCHMAYR, *op. cit.*, loc. cit.

85. Doléances de la diète, art. 3/1655. HHStA Vienne, *Staatskanzlei, Hungarica Comitatala*, fascicule 402, *Gravamina* 1655.

86. Doléances de la diète de 1659, art. 4. AM Košice, liasse 2636/Ied 1659, *Gravamina*.

87. « ... de pulveribus, tormentis et aliis munitionibus, quibus alioquin regnum istud extreme destitutum est, et de potentiorum etiam Praesidiorum fortificationibus per vicinas suas Provincias, regnumque Bohemiae et per auxilia Sacri Romani Imperii provideri curare... clementissime dignetur (sous-entendu Sa Majesté Impériale). » Doléances 1662, art. 19. AM Košice, liasse 2636/Ied 1662, *Gravamina*.

88. Sur l'aide importante et constante des états de l'Empire, voir à ce sujet l'article d'I. HUNYADI, dans *Études Finno-Ougriennes*, Paris, 1969, p. 171-238.

transporter par voie fluviale des munitions de l'arsenal de Vienne à Nové Zámky via Presbourg et de là par charroi jusqu'à Szendrő en Haute-Hongrie [89].

Jusque vers 1650, l'approvisionnement en vivres était fort limité et il était entendu que les soldats devaient acheter les vivres sur place. Cependant le Conseil de la Guerre se vit peu à peu contraint de nourrir les garnisons allemandes de la région de Győr et du lac Balaton. Il s'agissait essentiellement de leur assurer le pain, base de toute alimentation à cette époque [90]. L'intendant militaire (*Proviantverwalter*) passait des marchés avec les grands propriétaires fonciers, de préférence en Hongrie. Ainsi le 15 janvier 1660 la Chambre des Comptes renouvelle pour trois ans le contrat qu'elle avait passé avec l'archevêque d'Esztergom, Georges Lippai. Celui-ci se chargeait de fournir aux garnisons pour 30 000 florins de vivres (vin et grains) dont le paiement est garanti par le revenu des salines de Gmunden (*Salzkammergut*). Quant au reliquat de 20 000 florins que la Chambre n'a pas encore réglé, il s'explique par le retard avec lequel les villes royales règlent leur contribution (*taxa gelder*) [91]. En avril de la même année la Chambre des Comptes demande au comte Zichy, président de la Chambre hongroise, d'assurer le ravitaillement des garnisons allemandes pour une valeur totale de 14 000 florins [92]. Il incombait à un président de la Chambre hongroise de passer directement les marchés. Nous voyons donc que la Chambre des Comptes traite volontiers avec les aristocrates hongrois, qui sont à la fois membres du gouvernement et grands propriétaires fonciers; l'archevêque d'Esztergom était un des rares prélats qui n'avait pas été dépouillé de ses terres, car il possédait de nombreux domaines dans la partie occidentale de l'actuelle Slovaquie.

La Chambre des Comptes semble donc vouloir assurer au moins la subsistance des garnisons, même au prix de sacrifices financiers [93]. Pourtant elle faisait aussi appel aux contributions en nature de la noblesse hongroise au moment où le Conseil de la Guerre faisait stationner une armée de 53 000 hommes [94] en Haute-Hongrie, armée prête à intervenir en Transylvanie pour soutenir le prince Jean Kemény. Cet appel aux contributions en nature se basait sur le vote de l'Assemblée nationale : lors de la session de 1659 celle-ci avait offert la fourniture de grains pour deux ans, afin de permettre la constitution de magasin dans chaque secteur de la frontière. Chaque unité fiscale (*porta* ou manse) fournissait 6 setiers de grain [95]. Un an plus tard la Chambre des Comptes demandait au chancelier de Hongrie, Georges Szelepcsényi, de réunir à Presbourg les représentants des comitats de Haute-Hongrie pour étudier les modalités de la collecte dont le produit servirait à ravitailler les garnisons de Szatmár, Kalló, Tokay, Onod et

89. « An die Hinterlassene Hoffcammer den unkhosten zue abführung muniton von Wien nacher Pressburg her zu geben, und das sye den auf dem wasser nach Neuhäusl und dann nacher Zendreo, die Hungarische cammer herzuschieszen ersuechen solle. » Vienne, 13 juillet 1660, HKA Vienne, *Gedenkbuch* 425, Ungarn.

90. Sur la ration « de base » voir *infra*, liv. II, chap. 1, à propos de la nourriture des régiments de ligne.

91. « Kayserl. Intimationsdecret an Herrn Erzbischoffen zu graan. » Vienne, 15 janvier 1660. Il prévoyait en outre le règlement de 20 000 florins impayés sur les exercices précédents. HKA Vienne, *Gedenkbücher* 425, Ungarn. Huit jours après, la Chambre de Presbourg recevait l'ordre de payer ces 20 000 florins avec la somme fournie par Ladislas Rákóczi pour l'achat des biens Khun, sans attendre plus longtemps le paiement de la contribution des villes. « Kayserl. Befelch an die Hungarische cammer. » Vienne, 23 janvier 1660. *Ibidem*.

92. « Kayserl. Befelch an Hungar. cammerpraesident Graffen Zichy. » Vienne, 24 avril 1660 suivi le 29 avril d'une lettre au trésorier-payeur de la Cour, Th. Eder, lui prescrivant d'avancer 14 000 florins au comte Zichy. HKA Vienne, *Gedenkbücher* 425, Ungarn.

93. Il semble même que la Chambre voyait grand dans ses marchés puisque l'archevêque Lippai est invité, le 28 juillet, sur rapport de l'intendant général Rascher, à ne pas livrer les quantités qu'il avait encore à fournir sur l'ancien contrat. HKA Vienne *Gedenkbücher* 425, Ungarn, 28 juillet 1660.

94. « Erinderung an Hoffkriegsrath », Vienne, 7 décembre 1660. *Ibidem*.

95. « Articuli Diaetales Incltyi Regni Hungariae, décret 6 de 1659.

Szendrő [96]. Le ravitaillement dans ce cas dépendait surtout du bon vouloir de la noblesse et de l'empressement de l'administration hongroise; l'affaire échappait à l'autorité du gouvernement de Vienne, puisque l'administration des comitats était entre les mains d'officiers élus par la noblesse domiciliée dans le comitat [97].

Mais si la Chambre des Comptes peut faire appel à la bonne volonté de la noblesse des comitats, c'est que l'Assemblée nationale a voté, en 1655, le principe de la création d'un grand magasin par secteur, un à Szendrő pour la Haute-Hongrie, un dans la région de Nové Zámky et un troisième en Transdanubie [98] pour un meilleur approvisionnement en temps de paix et surtout pour parer à toute éventualité en cas de guerre ouverte avec les Turcs. C'est dans cette perspective que fut votée la contribution en nature par la diète de 1659 (décret VI de cette même année) et c'est seulement au cours de l'année 1660 que les autorités de Vienne se préoccupèrent de nommer une commission d'enquête. Composée du comte Stahrenberg, des sieurs Jean Putz et Jean-Gabriel Selb, tous trois conseillers à la Chambre des Comptes, cette commission devait s'adjointre un maître des comptes de la comptabilité de Basse-Autriche (*Nieder-Österreich. Buchhalterey Raitrath*). Elle devait étudier la mise en place de magasins et d'un service d'intendance des frontières (*Gräniz Proviandtweesen*), rédiger un rapport qui, accompagné de l'avis de la Chambre des Comptes, serait remis à l'Empereur pour examen [99]. Un mois plus tard, le conseiller de la Chambre des Comptes et commissaire général, le comte Hohenfeld, demandait au comte Zichy, président de la Chambre hongroise, de veiller à l'établissement des mêmes magasins en Haute-Hongrie, à Košice et à Szendrő, pour lesquels la Chambre hongroise avait reçu, dès mars, l'ordre d'acheter pour 10 à 12 000 florins de grains [100]. Pourtant il est permis de se demander quelle fut la portée pratique de ces mesures, puisque à l'automne 1682, au moment où le Conseil de la Guerre voulait mettre en quartier d'hiver la plus grande partie des régiments impériaux, Sébeville estime que ceux-ci y seront fort mal ravitaillés, le Conseil de Guerre « n'ayant pas pris la précaution de faire aucuns magasins [101] ». Quoi qu'il en soit, les sommes mises en jeu ne représentaient, en espèces, qu'une faible partie de ce que coûtait la solde des garnisons. Un autre poste enfin aurait pu être fort coûteux si les autorités militaires n'avaient disposé de main d'œuvre à bon marché : l'entretien, la réparation, voire la construction de fortifications.

La réparation des forteresses.

N'oublions pas que nombre de bicoques ne sont défendues que par des palissades plutôt fragiles, dont le bon état est une question de vie ou de mort pour la garnison. C'est pourquoi l'Assemblée nationale s'inquiète tant de leur entretien [102]. D'autre part la construction de forteresses nouvelles, comme Nové Zámky, est fort coûteuse dans la mesure où l'on fait appel aux techniques modernes de la fortification.

96. « Erinderungsdecret an Hungarischen Hoffcanczler Herrn Georgium Szelepcsény. » Vienne, 2 novembre 1660. HKA Vienne *Gedenkbücher* 425, Ungarn.

97. Voir *supra*, liv. I, chap. 3, ainsi que J. BÉRENGER, *Les Doléances de la diète hongroise*, introduction p. 21.

98. *Articuli Diaetales*, décret 6 de 1655.

99. *Antwort an die Hinterlassene Hoffcammer*, § 5, 5 août 1660. HKA Vienne *Gedenkbücher* 425, Ungarn.

100. « Handbriefl des Herrn Grafen von Hohenfeldt an den Hungarn : Cammer praesidenten. » Vienne, 14 septembre 1660. *Ibidem*. « An die Hungarische cammer zue aufrichtung eines proviandtweesens in Ober-Hungarn. » Vienne, 6 mars 1660. *Ibidem*.

101. Sébeville au roi, Vienne, 5 novembre 1682, A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 54, f° 20.

102. Par exemple l'Assemblée nationale offre de réparer, à ses frais, les forteresses de Transdanubie. Doléances de 1659, art. 8. AM Košice, liasse 2636/Ied 1659, *Gravamina*.

En ce qui concerne l'entretien des forteresses, la Chambre des Comptes faisait débloquer régulièrement de petites sommes; par exemple, en mars 1660 elle attribua 4 000 florins pour les fortifications de Győr et autant pour celles de Komorn sur les contributions des villes royales hongroises [103]; en décembre, la Chambre des Comptes envoyait également 4 000 florins pour les fortifications de Szendrő [104]. Et les autorités viennoises ne cessèrent de pratiquer cette politique; en 1676 la Chambre des Comptes ordonnait à la Chambre de Presbourg de payer 2 000 florins pour réparer les murailles de Levenç, après avoir pris connaissance du rapport de l'inspecteur des fortifications [105], tous les efforts en ce domaine demeurant concentrés sur les grandes places fortes comme Győr ou Komorn qui reçurent respectivement 20 000 et 15 000 florins pour le seul exercice 1677 [106], car le commandement savait qu'en cas de guerre ouverte seul le siège d'une place importante pourrait arrêter l'armée ottomane, et le président du Conseil de la Guerre, Montecuccoli, n'était guère optimiste après sa première tournée d'inspection. Dans son rapport, il constatait que les places de Hongrie étaient mal défendues, mal pourvues et il mettait l'accent sur le danger que présentait une telle situation [107]. On sait en effet qu'à partir de la fin de la guerre de Candie, le gouvernement de l'Empereur a toujours redouté une intervention ottomane, qu'aurait facilitée l'insurrection hongroise.

En fait le gouvernement impérial n'avait pas eu de chance avec les créations de fraîche date. Les Hongrois eux-mêmes avaient fait de gros sacrifices pour édifier Érsekújvár (aujourd'hui Nové Zámky) dont le but était en particulier de couvrir leur capitale, Presbourg (aujourd'hui Bratislava) [108]. Pourtant en 1659 les bastions, construits à l'italienne, n'étaient toujours pas protégés par un fossé, en dépit des soins apportés par l'archevêque d'Esztergom, Georges Lippai. C'est pourquoi l'Assemblée nationale demandait que les 50 000 florins du legs Draskovich fussent affectés en priorité au déblaiement de ce fossé. L'achèvement des travaux n'empêcha pas la forteresse de tomber aux mains des Turcs en septembre 1663, qui la conservèrent mais autorisèrent l'Empereur à en construire une autre dans les environs [109] et ce fut l'origine de Leopoldstadt (aujourd'hui Leopold). Dès l'automne 1664 une commission fut envoyée sur place pour étudier les moyens de renforcer les défenses de la frontière. « Après cinq conférences qui ont été tenues en présence de l'Empereur, on a résolu qu'on finirait de fortifier Schintia (un fort sur le Danube dans la petite île plus contigue

103. « Kayserl. Bevelch an die Hungarische Cammer », 9 mars 1660. HKA Vienne, *Gedenkbücher* 425, Ungarn. L'affaire semble avoir traîné puisque le 8 juillet la Chambre des Comptes adressait à Presbourg un « Kayserl. anmahnungs bevelch an die Hungarische Cammer » et que le 11 septembre elle entretenait une correspondance avec le Conseil de la Guerre sur le même sujet (antwort an Kayserl. Hofkriegsrath). *Ibidem*.

104. *Gschäfft an Hoffkriegszahlmeister Hanssen*, 24 décembre 1660. HKA Vienne, *Gedenkbücher* 425, Ungarn.

105. *Befelch an die Hungarische Cammer*, 9 septembre 1676. HKA Vienne, *Gedenkbücher* 431, Ungarn.

106. « Befelch an die administration der general Veldtkriegscassa », 16 juillet 1677. HKA Vienne, *Gedenkbücher* 431, Ungarn.

107. « La relatione di Montecuccoli sopra le piazze d'Ungheria consiste in bisogni grandi, defetti considerabili et mancanze tanto nelle fortificazioni quanto nelle provisioni di tutto. » Dépêche de M. Zorzi au Sénat. Venise, Dispacci di Germania, filza 134, 26 octobre 1669.

108. « Licet fortalitium Ersek Ujvariens Illustrissimus Dominus Archiepiscopus Strigoniensis, singulari in Patriam suam Zelo et amore paulo post circum circa cingendum curavit, fossatum tamen ejus terra oppletum non Exiguum eidem Fortalitio minatur periculum ob hoc Suae Majestati Sacratissima supplicat Status et Ordines dignetur summam pecunariam Draskovichianam 50.000 florenos hungaricos penes cameram Aulicam Suae Majestatis haerentem. alias pro aedificio Ersek-Ujvariensi ordinatam, ad expurgandum idem fossatum persolvi facere. » *Gravamina* 1659, art. 6. AM Košice liasse 2636/Ied 1659, *Gravamina*. Cette demande aboutit au décret 5 de 1659.

109. Art. 6 de la Paix de Vasvár. BN Paris, ms. français 18996, f° 31.

à Komarom) qu'on achevoit... les fortifications de Gutta, qu'on ferait une place de 6 bastions à 2 000 pas de la ville de Galgocia et, ajoute Grémonville, c'est un grand ouvrage que tout cela [110]. » Ainsi était dressé l'acte de naissance de Leopoldstadt, dont la construction va causer de gros soucis financiers à l'Empereur qui songeait « à établir un fonds de 20 000 florins par mois pendant deux ans ». Mais comme « les Hongrois ont refusé absolument de contribuer aucun argent ny mesme des travailleurs », l'Empereur « sera chargé de toute la dépense [111] ». Le refus des Hongrois de fournir des *gratuiti labores*, c'est-à-dire la corvée, s'explique par la détérioration des rapports entre l'Empereur et ses sujets hongrois, mécontents de la signature de la paix de Vasvár [112]. Ils reprochaient à l'Empereur d'avoir livré Oradea et Nové Zámky et de mettre la Haute-Hongrie sous la menace permanente des raids turcs. L'Empereur fut donc obligé de s'adresser aux pays héréditaires pour obtenir les fonds nécessaires. La Bohême fit la sourde oreille, les états refusèrent d'accéder à la demande transmise par la chancellerie de Bohême. Au lieu des 50 000 florins demandés, ils se contentèrent de verser en espèces l'équivalent de l'impôt en nature (1/30 des grains récoltés) que la diète avait voté en 1664 [113].

En revanche la diète de Basse-Autriche accepta de voter 20 000 florins pour la construction de Leopoldstadt, à condition qu'un officier des états fût chargé des versements et que l'Empire participât aussi à la défense [114]. L'année suivante, les travaux étaient assez avancés, mais l'enceinte inachevée et la place sans défense [115]. C'est pourquoi la Chambre s'efforçait de faire parvenir en Hongrie 30 000 florins provenant des pays tchèques [116]. En 1669 la Chambre des Comptes virait encore à la Chambre hongroise 30 000 florins pour Leopoldstadt [117].

Le conseiller Volckra estimait, à la même époque, que le coût total de l'opération serait de 244 000 florins [118]. Et cependant Montecuccoli, quelques mois plus tard, ne semble pas avoir été particulièrement enthousiasmé par les résultats de l'opération. Une fois de plus la médiocrité des ressources, due à la mauvaise volonté des principaux intéressés, avait fait traîner les travaux en longueur. Cinq ans après la signature de la

110. Grémonville au roi, Vienne, 25 février 1665. A.E. Paris, C.P. Autriche vol. 20, f° 251/252.

111. Grémonville au roi, 25 février 1665. *Ibidem*.

112. N'oublions pas que l'Assemblée de notables, convoquée à l'automne 1664, a été orageuse. Voir les dépêches de Grémonville du 11 décembre 1664 et 1^{er} janvier 1665. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 20, f° 115-116 et f° 146, ainsi que le chapitre I du livre de Gy. VON PAULER *Wesselenyi Ferenc Nádor... Összeesküvése, op. cit.*

113. En 1668 il fut même spécifié que les sommes votées pour les fortifications de Prague et de Cheb ne devaient point sortir du pays et les inspecteurs des fortifications furent spécialement chargés d'y veiller. SÚA Prague, Č.D.K. *Artikulové Sněmovní* 1668, art. XI. Quant à la demande elle fut formulée le 24 février 1665 : « Erinnerung an die Königliche Böheimische Hoffkanzley, was massen. J.K.Mt Gnädigst resoliert den vestungspaw und Fortifirung anderer plätz in Hungarn ehstens einer anfang machen zu lassen. ». HKA Vienne, *Gedenkbücher* 427, Ungarn. Et le 18 mars le comte de Losinthal était chargé de prendre les mesures découlant du refus de la diète de Bohême : Erinderung an Herrn Graffen von Losintahl. HKA Vienne, *Gedenkbücher* 347, Böhmen.

114. Le 21 janvier 1665 le point IV de la Proposition demandait 200 000 florins « zu erbauung einer vestung in Hungarn / Wiener fortification / und allerhand militarien ». Les états acceptèrent de donner 20 000 florins dans leur déclaration et cette contre-proposition fut acceptée par l'Empereur le 2 septembre 1665 : *Kayserlicher Landtagsschluss auf löblichen stände. Landtagerklärung*. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 46, liasse 1655. Pour le Landtagsschluss voir aussi Vienne. *Allgemeines Verwaltungsarchiv. Österreichische Hofkanzlei, Archivprotokolle für Nieder-Österreich*. 208/2.

115. Dépêche de M. Zorzi, Mödling, 23 mai 1666. Venise, Dispacci di Germania, filza 129.

116. *Erinnerung an die Königl. Böhmische Hofkanzlei*, 14 juillet 1667. HKA Vienne, *Gedenkbücher* 428, Ungarn.

117. *Schreiben an die Hungarische Cammer*, 16 mars 1669 : HKA Vienne, *Gedenkbücher* 428, Ungarn.

118. *Intimationedecret an Hoffcammerrath Volckra*, 9 mars 1669. *Ibidem*.

paix, la forteresse qui devait remplacer et neutraliser Nové Zámky n'était pas encore prête. Les Hongrois avaient refusé de payer, les habitants de Bohême et de Silésie avaient fourni 30 000 florins au lieu des 115 000 qui leur étaient demandés. Seuls les états de la Basse-Autriche et de Moravie eurent une attitude plus raisonnable, étant donnée l'importance de la frontière pour leur propre sécurité.

L'exemple n'en est pas moins caractéristique : au moment de la seconde agression turque, en 1683, Leopoldstadt était incapable de jouer le rôle auquel elle était destinée. Elle « est en si mauvais estat qu'elle sera prise d'emblée si elle est attaquée, n'y ayant point encore de contrescarpe ny mesme de fossé, point de terre derrière les murailles; les bastions n'estant point encore remplis ny les courtines. Il n'y a pas seulement de bateries élevées. Il est vray qu'ils n'en ont pas beaucoup besoin, n'ayant pas deux pièces de canon sur le ventre dans la place et point d'affusts dans les magasins, ny poudre, ny boulets. Enfin tout y manque. Cependant c'est la place la plus exposée et la seule qui est entre Neuhausel [c'est-à-dire Nové Zámky] et les pays héréditaires [119]. » Les résultats n'étaient donc point à la mesure des ambitions manifestées 18 ans plus tôt. C'est que l'entretien de la frontière était une lourde charge pour tous et la Chambre des Comptes s'en tirait souvent en recourant à des expédients plus ou moins élégants, qui nuisirent à l'efficacité du système. En effet, dans l'entourage du prince Lobkowitz on estimait que l'ensemble de la frontière coûtait à l'Empereur plus de 300 000 florins par an, les secteurs entretenus directement par la Chambre des Comptes lui coûtant 180 000 florins et la frontière de Croatie-Slavonie 150 000 florins. Cette dernière passait d'ailleurs pour plus efficace car les Croates rendaient bien plus de services que les Hongrois [120]. Ce jugement de valeur, prononcé au moment de la conjuration des Magnats, montre au moins une chose : que les différentes nations s'observaient d'un œil fort critique, et que les différents pays n'étaient pas tellement décidés à coopérer, même lorsqu'il s'agissait de la sécurité commune.

C'est pourquoi nous allons retrouver les mêmes traits généraux dans le « grand budget » militaire, concernant l'entretien des régiments impériaux. Là aussi les moyens ont souvent fait défaut, là aussi les assemblées d'États se sont montrées très réservées à l'égard des demandes faites par la Chambre des Comptes et pourtant là aussi les périls étaient souvent formidables.

LES RÉGIMENTS DE LIGNE.

Tout d'abord nous nous heurtons à un problème de méthode, car nous n'avons pas conservé la comptabilité du trésorier des guerres et il nous faudra évaluer approximativement ce que coûtait l'armée en fonction des effectifs. Cette méthode manque peut-être de précision, mais il est sûr que les responsables des finances de l'Empereur ne savaient pas eux-mêmes exactement où ils allaient et se contentaient de parer au plus pressé; la documentation dont ils disposaient ne leur permettait pas d'avoir une vision d'ensemble, nette, précise, des dépenses auxquelles ils auraient à faire face. Cependant les manuels à l'usage des conseillers à la Chambre des Comptes sont assez clairs sur les

119. Sébeville au roi, Vienne, 3 janvier 1683. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 54, f° 99.

120. « Beym Fürsten von Lobkowitz gewesen... mit dem Hofsecretario geredet es kosteten die Wienerischen graentzvestungen dem Keyser iaehrlich 180.000 fl. die Croatischen aber 150.000 fl. und weren die letzteren, nemlich die cravaten, weit bessere leute, Hetten auch in den Türkischen kriegern und sonstn mehr dienste gethan als die Ungarn. » E. PUFENDORF, *Diaire* 3 novembre 1671, HHStA Vienne, ms. 324, f° 139-140. À la Chambre des Comptes on estimait à la même époque que la frontière aurait dû coûter 295 433 florins (206 077 en espèces et 89 356 en drap). « Extract was auf die gesambte Hungar : gräniz bezahlung in gelt und tuech erfordert wirdt. » BN Vienne, ms. 14466, f° 80-81.

soldes, les quartiers et d'une manière générale sur les dépenses militaires. Tout dépend donc pour nous des renseignements que nous pouvons avoir sur les effectifs.

Éliminons tout de suite la question des forteresses : elles sont peu nombreuses et leur entretien est à la charge des différents États. Il s'agit essentiellement de Vienne en Autriche, de Prague et de Cheb (allemand : Eger) en Bohême et du Spielberg en Moravie. Vienne est alors une ville-frontière, entourée de bastions qui furent démolis il y a seulement un siècle et remplacés par la Ringstrasse. Comme la ville était toujours exposée à un siège par les Turcs, l'entretien des fortifications fut un souci constant du gouvernement impérial tout au long du XVIII^e siècle. En 1664, les premières impressions d'un officier français étaient assez favorables : « Les fortifications [de la ville] sont belles, elle est fermée de douze ou treize bastions revestus de briques assez bien terrassez, les fossez en sont grandz et profonds, les demy-lunes sont revestues seulement de gazon et quelques unes mesmes sont assez mal en ordre, le chemin couvert est assez large et beau, fermé par une forte pallissade de sapins qui n'excède la hauteur du parapet que de deux piedz ou environ et qui sont a un pied de distance du parapet. Cette manière de pallissade a mon avis est la meilleure qui se puisse inventer pour la defense d'un chemin couvert [121]. »

En fait les fortifications du côté du bras du Danube (appelé encore aujourd'hui Donaukanal) étaient le point faible du système et les autorités firent reprendre en hâte les travaux à l'automne 1682; afin de parer au plus pressé le Conseil de la Guerre fit abattre les maisons des faubourgs pour élargir le glacis [122] et permettre un meilleur tir de l'artillerie. Pourtant la diète de Basse-Autriche votait régulièrement des subsides pour les fortifications de la capitale. Le plus souvent les crédits étaient sollicités dans un forfait mis à la disposition de l'Empereur. En 1674 et en 1675 celui-ci a cependant réclamé 30 000 florins exclusivement pour les fortifications de la ville; de 1655 à 1680 des crédits ont été sollicités et accordés chaque année pour la défense de Vienne, à l'exception des années 1672 et 1673, où la guerre sur le Rhin accaparait toute l'attention. En 1683, un programme de travaux précis a été présenté à la diète et l'Empereur a demandé la fourniture de main-d'œuvre gratuite (*Landrobot*), c'est-à-dire le service de la corvée au bénéfice du prince et non du seigneur, tandis qu'il sollicitait une faible contribution en espèces (5 à 6 000 florins). Cette date marque d'ailleurs un tournant dans l'histoire des fortifications de la capitale; après la défaite turque du Kahlenberg, l'Empereur cessa de demander de l'argent pour la défense de Vienne [123].

Par conséquent l'aide financière, là aussi, n'avait abouti qu'à des résultats médiocres et il fallut l'effort soutenu de l'hiver 1682-1683 pour pallier les plus graves défauts du système de défense viennois. Dès que le péril fut écarté, les autorités impériales abandonnèrent tout effort dans ce domaine.

En revanche la diète de Bohême vota régulièrement des crédits pour les fortifications de Prague et de Cheb qui étaient placées sous la responsabilité des États. Ceux-ci nommaient une commission d'inspection de 8 membres, à raison de deux commissaires par ordre. Chaque année la diète votait un crédit, à partir de 1665, 10 000 florins étaient attribués à Cheb. Ceux-ci étaient versés par la diète directement à un receveur

121. Le témoin a fait le tour des contrescarpes de la ville. *Histoire de la campagne de 1664*, anonyme, BN Paris, ms. français 18 996, f^o 10.

122. Schéville au roi, Vienne, 12 novembre 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 54, f^o 38. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen, Kayserliche Landtagsproposition* 1683, Karton 51.

123. Tous ces renseignements proviennent des Propositions (*Landtagsproposition*) de Basse-Autriche et des Conclusions (*Landtagsschluss*) de cette même diète. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 41 à 55, liasse 1655 à 1700. En 1665 le trésorier des guerres reçut l'ordre de verser 500 florins *chaque semaine* pour la réparation des remparts. 17 mars 1665 : HKA, *Gedenkbücher* 199.

particulier nommé par le magistrat de la ville et 20 000 florins étaient votés pour le Hradčany et Mala Strana à Prague, c'est-à-dire pour les fortifications situées sur la rive droite de la Vltava. En 1683 les États accordèrent 12 000 florins supplémentaires, mais de 1660 à 1700 ils s'en tinrent avec la plus grande régularité à un crédit annuel [124].

Enfin divers sondages montrent que la diète de Moravie votait régulièrement un crédit de 10 000 florins pour les fortifications d'Olomouc, Brno et Spielberg, ainsi que Hradisch [125]. Olmütz recevait 2 500 florins. Brno et le Spielberg 5 000 et Hradisch 2 500 florins [126]. Par conséquent les sommes consacrées à l'entretien des fortifications étaient fort modiques : 50 à 60 000 florins en moyenne chaque année. Ce n'était donc pas ce poste qui grevait le budget de la Monarchie, ni même celui des différents États. La véritable préoccupation de la Chambre des Comptes c'était de trouver des ressources pour payer l'engagement et la solde des troupes. C'est pourquoi nous examinerons successivement le prix de revient du simple soldat, celui de l'unité de base, le régiment et enfin celui du recrutement.

Le coût du simple soldat.

La solde du cavalier ou du fantassin (*die Portion*) est l'unité de base de toutes les évaluations de la Chambre des Comptes et du Conseil de la Guerre. Les textes officiels fixant son montant à 4 florins par mois (soit 8 kreutzer par jour) pour un fantassin et 7 florins pour un cavalier (soit 14 kreutzer par jour). Il s'agit là de la solde en temps de paix, lorsque les troupes sont en quartier [127]. Elle est constante pour toute la période 1660-1680 et ensuite elle est fort variable au gré des besoins en hommes et des impératifs financiers, mais la tendance générale demeure à la baisse par rapport à la période 1640-1659 : le fantassin recevait alors 6 florins par mois, soit 12 kreutzer par jour [128]; par conséquent son salaire a été diminué d'un tiers par rapport aux dernières années de la guerre de Trente Ans. C'est un phénomène général dans l'Empire au cours de la seconde moitié du siècle : les soldes, à tous les niveaux, baissant d'une façon considérable, aussi bien dans l'armée de l'Électeur de Brandebourg que dans celles de l'Empereur. En l'espace d'un demi-siècle la solde du capitaine d'infanterie a diminué de plus de moitié : elle était de 140 florins par mois en 1649, elle n'est plus que de 60 florins à partir de 1697. Dans l'armée brandebourgeoise la baisse est également sensible, quoiqu'un peu moins brutale puisqu'elle passe de 76 florins (51 rixdales) en 1655 à 54 florins (36 rixdales) en 1685 [129], tandis que la solde du fantassin se maintenait autour de 2,5 rixdales entre 1652 et 1679, soit 3 florins 45 kreutzer [130]. Cette baisse de la valeur absolue des soldes signifie une baisse de la condition économique du militaire par rapport au civil, à un moment où les salaires des ouvriers augmentent sensiblement à partir de 1683. Fr. Redlich a montré que ce déclin de la

124. SÚA Prague, *Artikulovalé Sněmovní*, Karton 16.

125. En particulier en 1667 et en 1696. *Theatrum Europaeum*, t. X, p. 516. HKA Vienne *Gedenkbücher* 436, Böhmen : « Reintimation an die Löbliche Königliche Böheimische Hoffcanczley in puncto der herumh communicirten anderter Landtags Erclärung, von denen Löblichen Herren Ständen des Marggraffthumbs mähren », 9 mars 1696, § 5.

126. Christian D'ELVERT, *Zur Österreich : Finanzgeschichte*, op. cit., p. 319.

127. « Considerationi in soggetto del reciproco soccorso della Maestà Caserea e cattolica », Vienne, 10 septembre 1671. Mémoire anonyme pouvant être attribué à l'un des ministres de la Conférence. HHStA Vienne, *Vota und Konferenzprotokolle, Vorträge*, Karton 3, liasse 16. Voir aussi lettre au président de la Chambre de Bohême, Linz, 6 novembre 1683. HKA Vienne *Gedenkbücher* 354.

128. A. F. PRIBRAM et R. GEYER, *Löhne und Preise in Österreich*, op. cit., p. 264-266.

129. O. REDLICH, *The German Military enterpriser*, op. cit., t. XXII, p. 45, table 19.

130. O. REDLICH, op. cit., t. II, p. 244, table 24 a.

condition militaire en Allemagne correspondait à un phénomène général. Au ^{xvi}^e siècle le lansquenet pouvait espérer s'enrichir dans le métier des armes. En 1525 celui-ci touchait en effet 4 florins par mois, alors que le maçon, en Haute-Autriche, ne recevait que 2,5 florins. En fait le gain du lansquenet correspondait à celui d'un maître artisan et par le jeu de la double paie, alors fréquent, le métier pouvait attirer le jeune gentilhomme impécunieux et les lansquenets se recrutaient parmi les compagnons des métiers qu'attirait l'espoir d'une ascension sociale possible. Mais par suite de la hausse des prix et de la hausse des salaires, la situation économique du lansquenet s'est progressivement dégradée; en 1575 le même ouvrier maçon gagne déjà 5 florins par mois et au ^{xviii}^e siècle le mercenaire est un déclassé [131]. Théoriquement, vers 1650, la solde du simple soldat est encore l'équivalent de la paie d'un compagnon : en 1640 et en 1661 un compagnon maçon recevait 15 kreutzer par jour en hiver, or il travaille au moins 20 jours par mois, ce qui lui fait un revenu mensuel d'au moins 5 florins, qui lui sont *vraiment* payés. Et nous savons qu'en été il est mieux payé, il s'agit donc d'un salaire *minimum*. Même le manœuvre gagnait en hiver 10 kreutzer par jour. D'autre part le salaire nominal n'était jamais versé intégralement au simple soldat puisqu'on lui retenait une partie de sa solde pour sa nourriture. Et à la fin du siècle l'écart est encore plus net puisqu'en 1690 un maçon reçoit en hiver 21 kreutzer par jour, le manœuvre 14 et l'ouvrier vigneron en Basse-Autriche 16 kreutzer par jour [132]. Par conséquent, même les salariés de condition modeste gagnent davantage que le fantassin, voire le cavalier. Et l'évolution s'achèvera une génération plus tard où, selon Redlich, le simple soldat gagnera autant qu'un ouvrier agricole. Et voilà pourquoi les volontaires préféraient servir dans la cavalerie [133], la solde y était un peu moins médiocre, du moins en apparence, car l'entretien du cheval coûtait également davantage au soldat.

De toute façon, la solde *nominale* n'était jamais versée intégralement en espèces au soldat. L'ordonnance impériale du 1^{er} mars 1672 prévoyait que la solde (*die Verpflegung*) pouvait être versée moitié en nature, moitié en espèces et qu'en aucun cas la déduction pour fournitures de vivres ne pouvait excéder 9 kreutzer par jour [134]. Ces dispositions sont reprises par les articles de la diète de Bohême de manière à avoir force de loi dans le pays. Le choix est laissé aux civils et non aux militaires et en 1679, par exemple, cette possibilité se justifiait par le manque d'espèces métalliques (*Bey dem jetzigen allzu grossen geldmangel*) [135], de sorte qu'une partie des impôts se trouvait versée en nature, sous forme de denrées alimentaires. Contarini vantait, en 1685, le mérite du système : « Aucun Prince ne peut entretenir la soldatesque à meilleur compte que César... La paie du soldat est légère et n'est point versée régulièrement, le soldat

131. O. REDLICH, *op. cit.*, *loc. cit.*

132. A. F. PRIBRAM et R. GEYER, *Löhne und Preise*, *op. cit.*, p. 793-797.

133. « ... la facilité qu'on a de trouver des gens à cheval et la peine qu'on a d'en trouver à pied est cause de ce traitement. » (On ne donnait que 40 rixdales de prime d'engagement à un cuirassier et 25 à un dragon ou à un Croate.) Sébeville au roi, Vienne, 5 février 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 53, f^o 49.

134. « ... Es soll auch die verstehende anzahl der portion allein in dem casu statt haben, wann nemlich die eine helfte der monatlichen gebühr in obspecificirten proviant sorten entrichtet werden. » Ordonnance datée de Vienne, 1^{er} mars 1672, BN Vienne, ms. 14446, f^o 66. Cette ordonnance reprenait des textes antérieurs, par exemple les conclusions de la diète de Bohême de 1656 : « Von Verpflegung der in diesem Königreich bishero assigniert gewester soldatesca... In dem quartier stände denen so bey ihnen würcklichen logiren undt portiones halb in gelt undt halb in natura, oder selbe ganz mit dem gelt abzu statten... » Extract aus dem Königl. Böhmischen Landtagschluss, Prague, 12 septembre 1656. SÚA Prague, Č.D.K. IV H. 3, Cechy, liasse 1656.

135. « Welcher gestalt die verpflegung halb in natura und halb am gelde zu reichen ». SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1677, 94. Diète de 1679, art. 6 : *von der Verpflegung der soldatesca*.

restant des semestres entiers sans avoir son argent; mais la commodité des quartiers d'hiver compense largement tous ces inconvénients, le soldat vivant avec le paysan qui partage volontiers ce qu'il se trouve avoir[136]. » Vue pour une fois sereine des relations entre la troupe et les paysans qui devaient bien entendu loger les gens de guerre et leur fournir gratuitement un lit, du feu et la chandelle.

Finalement le soldat travaillait essentiellement pour sa nourriture puisque l'on comptait habituellement pour une ration journalière 6 kreutzer comprenant du pain, de la viande et de la bière (ou du vin). C'est ainsi que les soldats du corps de Coligny devaient en principe recevoir :

- « — une livre et demie de pain du prix d'un creitzer et demy;
- un pot de bière, deux creitzers;
- une livre de viande, deux creitzers et demy;

ce qui fait en tout pour la personne du cavalier, six creitzers ou quatre sols.

« On fournira autant à un fantassin qu'à un cavalier pour le mesme prix de quatre sols[137]. » Ration de faveur pour les hôtes étrangers, plus riches en viande et moins abondante en pain.

L'ordonnance de 1672 prévoyait que le soldat recevait 2 livres de pain par jour (soit 1 120 grammes), 6 jours sur 7 une demi-livre de viande (soit 280 g) et 6 jours sur 7 également un pot de bière ou un demi-pot de vin[138]. Selon Příbram l'ordinaire fut amélioré au cours de la guerre de Hollande, la quantité de viande étant doublée. Au début de la guerre de la Ligue d'Augsbourg la ration quotidienne était prévue comme suit :

— une livre de viande (560 g)	3 kreutzer
— deux livres de pain (1 120 g)	4 —
— un pot de vin ou deux pots de bière	2 —
TOTAL.....	9 kreutzer

C'était, sauf pour la boisson, un retour à la situation d'avant 1640 [139].

L'ensemble fournissait une quantité appréciable de calories à condition bien entendu que ces vivres aient été réellement fournis. Au cours de la période 1649-1676 la ration

136. *Relationen der Botschafter Venedigs über Deutschland*, Édition Fiedler dans *Fontes Rerum Austriacarum*, op. cit.

137. « Taxe des vivres arrestée avec les ministres de l'Empereur pour les pays héréditaires, et avec les Estats de l'Empire par tous les lieux où nos troupes auront a passer depuis Metz jusqu'à Marshbourg (Maribor), en Styrie. » Envoyée à M. de Béziers avec la dépêche du 22 avril 1664. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 19, suppl. p. 98-99.

138. « Erstlichen wird vor allen gebühren 3 pfundt fleisch, 14 völlige pfundt brodt, und 3 mass wein oder 6 mass bierr... für die gemeine reutter und soldaten zu fuess... » Ordonnance de Vienne du 20 août 1672. BNA Vienne ms. 14446, f° 69. Voir également A. F. PRÍBRAM et R. GEYER, *Löhne und Preise*, op. cit., p. 564-565.

139. Konferenz die cinquantierung in schwaben Betreffend, 21 octobre 1689. HHStA Vienne, *Staatskanzlei Vorträge*, Karton 7, liasse 33 (1 pot = 1,2 l) :

	Pain (en livres)	Viande (en livres)	Bière (en pots)	Vin (en pots)
1626.....	2	1	2	"
1640.....	2	1	2	1
1648.....	2	1/2	1	1/2
1649-1676.....	2	3/7	6/7	3/7
1676-1755.....	2	1	1 à 2	1/2 à 1

prévue fournissait en effet 3 700 calories par jour et après cette date 4 250 au maximum[140]. Cette ration était très supérieure quantitativement à celle que l'on pouvait donner à un ouvrier agricole en Autriche, puisqu'on prévoyait alors une demi-livre de pain (280 g), un tiers de livre de viande (180 g), aucune autre boisson que l'eau n'étant prévue pour cette dernière catégorie[141] et elle correspondait à ce que l'Institut national d'hygiène considère comme la ration d'un travailleur de force, un bûcheron ou un mineur de taille moyenne consommant 4 000 calories.

En cas de hausse des prix la ration journalière du simple soldat coûtait plus que les 6 kreutzer journaliers. En aucune façon le montant des vivres fournis ne pouvait excéder la moitié de la solde. Alors, que recevait réellement le soldat ? Nous ne pouvons pas le savoir exactement, mais il est préférable de nous en tenir au texte de Contarini : « le paysan partage son pain avec le soldat » et de ne pas trop nous faire d'illusions sur la portée réelle de textes, par trop optimistes. En 1683, en effet, la solde annuelle était de 48 florins par an et 8 mois sur 12, pendant « les quartiers d'hiver » il recevait 3 florins par mois, soit 6 kreutzer par jour, qui étaient en fait versés en nature et dépensés pour sa nourriture[142]. Le soldat ne voyait donc aucun argent liquide, ce que confirme Villars en 1699 : « Par les derniers réglemens pour les quartiers d'hyver, chaque cavalier ou dragon a par iour près de sept sols de France, desquels on en donne trois dans les lieux ou sont les troupes, moyennant quoy les habitants des villes, bourgs ou villages sont obligés de les nourrir; les quatre autres entrent dans la quaisse de régiment pour les habillemens et autres entretiens [143]. »

Il faut opposer la situation du soldat en quartier et celle du soldat en campagne. Dans ce dernier cas il reçoit, en principe, du pain et une petite somme d'argent pour s'acheter le reste de sa nourriture. En 1693, cette somme s'élevait à 3 kreutzer par jour, soit 6 florins pour les 4 mois de campagne. C'était d'ailleurs le résultat d'économies draconiennes car pendant toute la guerre de Hongrie le simple soldat était, semble-t-il, mieux payé. En 1684, on lui donnait 6 kreutzer par jour et en 1685 on lui en promettait le double, soit 12 kreutzer. En 1687, cet élan de générosité était retombé et on ne lui donnait plus que 8 kreutzer, soit 4 florins de solde mensuelle. En 1691, le président du Conseil de la Guerre remarquait, dans une séance de la Conférence, que le

140. D'après Charles KAYSER, *Physiologie*, t. I, les fonctions de nutrition, p. 575-674. Paris, 1963. Le pain fournit 250 calories pour 100 g, la viande de bœuf 200 calories pour 100 g et le vin 560 calories pour 1 litre.

Dans le 1^{er} cas, on a donc :

Pain : 250 × 2 livres, soit 1 120 g.....	2 800 calories
Viande : 100 × 1/2 livre, soit 280 g.....	560 —
Vin : 560 × 1 pot, soit 0,6 l.....	336 —
TOTAL.....	3 696 calories

Dans le 2^e cas, on a :

Pain.....	2 800 calories
Viande : 200 × 560 g.....	1 120 —
Vin : 560 × 0,6 l.....	336 —
TOTAL.....	4 256 calories

141. « Urbar der Herrschaft Steyregg L. A. Linz », cité par G. GRÜLL, *Die Robot*, p. 121. Cela représentait environ 1 100 calories.

142. « Conferentia de subsistentia copiarum Caesaris », Vienne, 6 septembre 1693 : HHStA Vienne, Karton 8, liasse 34.

1^o 8 monath 3 fl. = 24 fl.; 2^o Hauptmannkost 6 monathen in quartier dagegen defalcirt worden 6 fl. Pleiben 18 fl.; 3^o Von dessen 18 fl. hat der soldat, im feldt zu gebürnuss neben dem brodt 6 fl. und 12 fl. zu mundirung, 4 monath in feldt facit 120 tag und ieden tag ein groschen facit id est 6 fl.

143. Villars au roi, Vienne. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 71, f^o 197.

soldat de l'Empereur était le plus mal payé de toute l'Allemagne. Triste privilège qui s'explique par la nécessité de faire des économies à tout prix [144] et l'on comprend pourquoi le soldat impérial ait été tenté d'améliorer l'ordinaire en pillant, surtout si cette petite somme ne lui était pas réglée régulièrement. Pour F. Corner, trois ans plus tôt, cette rémunération n'entrait même pas en ligne de compte « en campagne on donne seulement le pain et le fourrage à la cavalerie [145] » de sorte que l'approvisionnement des armées en farine, en avoine et en fourrage représentait un gros souci pour le Conseil de la Guerre. Le reste, il faut bien le dire, était considéré comme du superflu par les autorités, si bien que lorsqu'il était question de compressions budgétaires, le gouvernement envisageait aisément de faire des économies sur la paye des troupes en campagne. Il fallut toute l'autorité du comte Stahremberg pour empêcher une diminution de cette solde pourtant modeste car, disait-il, il faut que le soldat puisse se payer de la viande [146]; il y a fort à parier que l'ordinaire était très réduit s'il n'était pas amélioré par de menus larcins.

Par conséquent, l'approvisionnement des armées en campagne représente un poste important dans les dépenses militaires, dans la mesure où il fallait mettre en place des stocks de farine avant le début de la campagne et parce que les paiements ne pouvaient être différés. C'est ainsi que le duc de Lorraine, réclamait pour l'ouverture de la campagne d'Allemagne en 1689, 100 000 quintaux (il s'agit de quintaux *zentner* viennois pesant 56 kg) de farine « dont 40 000 sont disposés le long du Main, 37 000 à Coblenze et le reste devant Filingen [Villingen, en Forêt Noire] et Ulm. Il a été résolu de fournir pour l'empire 400 chariots de proviande dont 100 pourront partir à la fin de ce mois (avril 1689) et le reste s'acheter partie dans les pays héréditaires, partie dans l'empire; Forster en est chargé et ce point connu le premier despens que l'argent lui soit fourni et un traité fait avec le comte Tschernin [147]. » C'est dans ce but que les autorités responsables passent une série de contrats avec des grands propriétaires fonciers ou avec des « traitants » pour s'assurer des marchés intéressants. Nous avons vu qu'en 1660 la Chambre avait eu soin de constituer des magasins en Haute-Hongrie pour ravitailler l'armée de Montecuccoli qui devait intervenir en Transylvanie.

144. 6 florins en tout pour 4 mois, soit 380 kreutzer pour 120 jours. « Conferentia de subsistentia copiarum Caesaris. » *Ibidem*. « Conferentia hungarica » : Für Mundtportion 3 fl. im paarem Geldt, 5 septembre 1684. HHStA Vienne, *Staatskanzlei Repertorium* N 76/1. « Conferentia super punctis a generali commissario scriptis praenotatis » 3 avril 1685. *Staatskanzlei Vorträge*, Karton 6/30. « Conferentz die einquartierung der regimenten in Ungarn betreffend. » 12 septembre 1681 *Staatskanzlei Vorträge*, Karton 7/32. Conferentia du 14 septembre 1691 *Staatskanzlei Vorträge*, Karton 8/35.

145. *In campagna dandosi il solo pane, et alla cavalleria la biada*. Relationen der Botschaffer Venedigs, Édition Fiedler, *op. cit.*, p. 285.

146. « Conferentia in militaribus », 27 septembre 1689. On y discuta du coût de la future campagne. HHStA Vienne, *StK. Vorträge, Vota und Konferenzprotokolle*, Karton 7, liasse 33, f° 44.

147. « L'estat de la proviande pour l'Empire, en quoy elle consiste, ou elle est et comme on la pourra transférer aux lieux des opérations. » avril 1689. HHStA Vienne, *Österreichische Staatsregistratur*. Repertorium N, Memoria Jrer fsl. Dicht H. Herzogen von Lothringen, original français, fascicule XXIII, n° 28, f° 87. Christophe Forster était probablement originaire de Basse-Autriche et fit toute sa carrière dans l'intendance. En 1684 il était intendant militaire (*Proviantamtsdirector*) et commissaire des guerres de la Basse-Autriche, en 1690 il était intendant général (*General Proviant Meister*) poste qu'il occupait toujours en 1695. Cette carrière s'accompagna d'une ascension sociale correspondante; en 1684 il recevait le titre (honorifique) de conseiller de l'Empereur (HKA, *Familienakten*) et en 1695 il était anobli (HKA, *Gedenkbücher* 223 et 436). Quant au comte Czernin, il ne s'agit pas d'Humprecht, décédé en 1682, mais de son fils Armand-Jacques, vice-chancelier de Bohême qui, nous le verrons par la suite, était un important bailleur de fonds de la Chambre des Comptes.

Lors de la campagne de 1664, la question de l'approvisionnement des armées fut à nouveau posée. C'est pourquoi le gouvernement de Vienne demanda aux États de contribuer en nature; en Bohême il demanda 1/30 des récoltes, soit 3,33 % [148]. La perception de cette contribution en nature fut un échec, les troupes françaises se plaignaient de mourir de faim en Hongrie [149] et finalement la contribution fut acquittée en argent au cours de l'année 1665 [150].

Pendant la guerre de Hollande les régiments impériaux reprirent la fâcheuse habitude de vivre sur le pays, encore que Samuel Oppenheimer ait commencé à leur prêter son concours. Mais là encore l'année 1683 fut décisive. Tandis qu'Oppenheimer se chargeait de ravitailler la garnison de Philippsbourg [151], la Chambre des Comptes faisait acheter 100 000 mesures de méteil pour assurer la subsistance des alliés polonais et saxons [152] dans leur marche sur Vienne. La Moravie avait été ravagée par les Tatares juste avant la moisson et les troupes alliées n'auraient même pas pu vivre sur le pays. En fait dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, la campagne de 1683 marque un tournant dans la politique impériale. Avant, les autorités laissaient les troupes se débrouiller et vivre sur le pays. À partir de ce moment, elles font un effort, point toujours couronné de succès, pour *ravitailler* les troupes. C'est qu'à partir de 1684 l'Empereur devait assurer la subsistance d'une importante armée dans la plaine hongroise, dévastée par la guerre et insuffisamment mise en culture par les occupants turcs, une bonne partie de la terre étant alors consacrée à l'élevage extensif. Et à partir de 1689 la guerre d'Allemagne rendit le problème d'autant plus aigu que les Impériaux ne pouvaient, pour des considérations politiques, vivre sur un pays qu'ils voulaient sauver de l'oppression française. Ce fut vraiment l'heure de gloire de Samuel Oppenheimer qui fournissait la farine et avançait en même temps l'argent, car chaque mise en campagne de l'armée causait une vraie panique chez les principaux responsables viennois. Le ravitaillement des troupes en campagne était devenu un problème de gouvernement qui eut les honneurs de la conférence secrète tout au long de la guerre de la Ligue d'Augsbourg. La conférence traitait cette affaire au printemps et à l'automne. En avril 1690, l'Empereur la convoqua pour discuter des propositions du commissaire général Caraffa; sous la présidence du grand maître d'hôtel, le prince Dietrichstein, les chanceliers de Bohême et d'Autriche se sont réunis avec le président de la Chambre, comte Ursini Rosenberg et le commissaire général Caraffa. Ils décidèrent d'engager pour 331 000 florins de dépenses supplémentaires dont 239 590 florins pour l'approvisionnement des troupes en Hongrie et en Transylvanie, soit 72 % des crédits dégagés [153]. En avril 1692 une autre réunion eut lieu sur le même sujet, réunissant à peu près les mêmes personnes. Le montant total des crédits engagés était de 2 033 000 florins dont

148. SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní Karton* 1658/1676, 1664. Session extraordinaire. Les états ont offert le 30^{ten} *mandel* qui sera levé sur la récolte de 1664.

149. Rapport du comte de Coligny au Roy, commandant le corps expéditionnaire français. Trnava, 29 septembre 1664. A.E. Paris, C.P. Hongrie, vol. 2, f^o 82-83.

150. Point I des conclusions de la diète de 1665. Les états furent dispensés de livrer leur grain et autorisés à payer une taxe de 22 groschen (1 fl. 6 kr.) par *strich* de froment ou de seigle et de 15 groschen (44 kr.) par *strich* d'avoine ou d'orge. SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní, Karton* 1658/1676, 1665.

151. 20 000 florins ont été assignés à Oppenheimer sur les contributions de la Bohême en vertu de son contrat d'approvisionnement de Philippsbourg, 21 janvier 1683. HKA Vienne, *Gedenkbücher* 354.

152. « Antwort an die Böhmisches Hofkanzlei », Passau, 20 août 1683. *Ibidem*.

153. « Conferentia in militaribus » du 22 avril 1690. HHStA Vienne, *StK. Vorträge*, Karton 7, liasse 33. Le chapitre « Proviant und fuhrwesen » comportait 159 590 florins et « Proviant in siebenbürgen », 80 000 florins.

1 033 000 (soit environ la moitié) étaient affectés aux subsistances [154]. Et à l'automne 1693 les ministres de la conférence eurent à s'occuper du ravitaillement des troupes stationnées en Hongrie : 100 000 quintaux de farine (c'est-à-dire 5 600 tonnes) avaient été demandées par l'intendance [155]. L'exécution des décisions de la conférence revenait, dans ce domaine, au commissariat général des guerres et aux services d'intendance qui dépendent de lui [156].

À côté de la nourriture des hommes il faut tenir compte également de la nourriture des chevaux en un temps où il existait, outre une importante cavalerie, de l'infanterie portée (les dragons) et où les cadres des régiments étaient eux aussi montés, de sorte que la ration équine (*die Pferdportion*) était tout aussi importante que la ration humaine. L'ordonnance de 1672 prévoyait pour un cheval (*die Mundportion*) une ration quotidienne de 6 livres d'avoine (soit 3,360 kg), 6 livres de foin et 3 bottes de paille par semaine [157]. En 1689 la ration du cheval était ramenée à 4 livres d'avoine par jour, auxquelles s'ajoutaient, cette fois, 8 livres de foin, le tout était évalué à 14 kreutzer par jour [158], l'entretien d'un cheval coûtait donc moitié plus que celui d'un homme (14 kreutzer au lieu de 9) et surtout il était impossible de diminuer exagérément la ration du cheval, car la monture supportait moins aisément les privations que le cavalier. Les autorités impériales devaient donc passer des marchés d'avoine pour assurer la subsistance des chevaux en campagne et pour le ravitaillement des montures stationnées en Hongrie.

On retrouve les mêmes soucis et les mêmes expédients que pour le ravitaillement des hommes en farine. On sait que le pain de munition et l'avoine sont les véritables moteurs d'une armée en campagne sans lesquels le commandement ne peut guère compter sur ses troupes. C'est ainsi que le 8 novembre 1689 l'Empereur fit délibérer la conférence secrète uniquement sur une affaire de farine et d'avoine. Le secrétaire d'État Mayer fit un rapport selon lequel 37 000 quintaux de farine et 30 000 muids d'avoine avaient été livrés, mais le prince Louis de Bade, commandant en chef en Hongrie, s'il espérait assurer la subsistance de ses hommes, avait encore besoin d'avoine et la conférence décida que l'on en commanderait encore 50 000 muids à Samuel Oppenheimer. En dépit du caractère technique de la discussion, la conférence présidée par le grand maître d'hôtel, s'était réunie chez le vice-chancelier d'Empire Königsegg, qui était entouré du président de la Chambre des Comptes, des chanceliers d'Autriche et de

154. « Conferentia de medijs » du 29 avril 1692. HHStA Vienne, *StK. Vorträge*, Karton 8, liasse 34. Étaient présents, outre le grand maître d'hôtel qui présidait, les chanceliers de Bohême et d'Autriche, le président de la Chambre et le gouverneur de Basse-Autriche, comte Jörgen.

155. « Conferentz die respective Ungarische verpflegung undt beschwähr betreffend », 26 octobre 1693. HHStA Vienne, *StK. Vorträge*, Karton 8, liasse 34.

156. Points 5 et 11 de l'instruction donnée au commissaire général Rabatta le 12 février 1687. Point 5 : « Somit geldt, proviandt, schiff und prückhenambt soll (er)handeln ». Point 11 : « Proviandt officier sein sie zum dienen. Conferenz de dissidsjs inter consilium bellicum et general commissariatum. » HHStA Vienne, *StK. Vorträge*, Karton 7, liasse 32, f° 42-43.

157. Ordonnance du 1^{er} mars 1672 : « Auf jeden officier hier specificirte passirliche pferdt soll in unserem Königreich erbkönigreich und landten genommen werden täglich 6 pfund haber, 6 pfund hew und dann wochentlich 3 bundt stroh oder in mangl des haber oder hew so viel als ob gesetzt. » BNA Vienne, ms. 14446, f° 64. Il s'agissait là de chevaux en quartier, la ration prévue pour la cavalerie du comte de Coligny, qui faisait mouvement, est beaucoup plus importante : « Pour un cheval les États donneront un demy-boisseau d'avoine mesure de Wurtemberg, qui est à peu près 4 picotins de France et seize livres de foin, et ou il n'y en aura point, l'on fournira en avoine la valeur de seize livres de foin et le tout pour neuf creitzer. » *Taxe des vivres*, 1664. A.E. Paris, C.P. Autriche, t. XIX, suppl. f° 98.

158. « Conferenz die einquartierung in schwaben betreffend. » 21 octobre 1689. HHStA Vienne, *StK. Vorträge*, Karton 7, liasse 33. La ration d'avoine était évaluée à 10 kr., celle de foin à 4 kr. Les chiffres donnés par A. F. PRIBRAM (6 à 7 livres d'avoine par jour, tout au long de la période) paraissent donc un peu exagérés. A. F. PRIBRAM et R. GEYER, *Löhne und Preise*, op. cit., p. 565.

Bohême et du commissaire général Caraffa [159]. Par conséquent ces questions de ravitaillement étaient considérées comme des problèmes de *politique générale*.

Questions d'intendance, questions d'effectifs. D'elles dépendaient largement le succès des armées impériales. Pourtant il serait par trop simpliste de multiplier la solde annuelle d'un fantassin ou d'un cavalier par les effectifs réels, il faut aussi tenir compte de la structure des régiments qui étaient d'ailleurs beaucoup moins encadrés que les troupes françaises à la même époque et pour des raisons évidentes d'économies.

Le prix de revient d'un régiment.

Le régiment impérial est une véritable unité tactique, surtout dans l'infanterie puisqu'il compte 2 000 à 2 500 hommes. Il est composé d'un certain nombre de compagnies (dix en général) et d'un état-major régimentaire la *Prima plana*, comprenant les services communs à tout le régiment [160]. Du point de vue financier l'unité de base est la compagnie, car si un régiment entier peut être partagé entre plusieurs pays la répartition se fait précisément au niveau de la compagnie [161], ainsi à la fin de l'année 1682 le régiment de cuirassiers Taffe avait 5 compagnies stationnées en Silésie et 5 autres dans l'Empire, tandis que le régiment d'infanterie du duc de Lorraine comptait deux compagnies en Hongrie, trois en Silésie et 5 dans l'Empire, et celui du prince de Bade était réparti entre la Moravie (5 compagnies) et l'Empire (les 5 autres). C'est qu'il fallait répartir équitablement les charges militaires entre les différents pays héréditaires, selon une proportion fixe que nous définirons par la suite.

La compagnie.

Elle est commandée par un capitaine (dans l'infanterie *der Hauptmann*, dans la cavalerie *der Rittmeister*) nommé par le colonel du régiment et non par l'Empereur, qui peut juste leur recommander un candidat [162]. C'est pourquoi l'Empereur a tenté de changer cette pratique en 1668 : « Les colonels des Troupes de l'Empereur disaient trop despotiquement de leurs compagnies jusques là qu'ils affectaient de faire peu de considération des officiers que Sa Majesté recommandait. Elle a fait un décret par lequel Elle se réserve la disposition desdites Compagnies, sur le prétexte de vouloir remettre en pied tous les Réformés. Mais MM. les Ministres veulent avoir par(t) dans une pareille distribution pour en gratifier leurs amis et créatures [163]. »

Le capitaine est entouré lui aussi d'un petit état-major regroupant les cadres de la compagnie, qui touchaient des soldes proportionnelles à celles du simple soldat. Ainsi le capitaine recevait 15 portions et l'adjudant 3. Seuls le capitaine et le lieutenant touchaient, dans l'infanterie, une indemnité pour leurs chevaux (15 *Pferdportionen* en tout). Ce qui frappe c'est la médiocrité numérique de l'encadrement : pour 250 hommes,

159. « Conferentia in militaribus et oeconomicis », 8 novembre 1689. HHStA Vienne, *Vorträge*, Karton 7, liasse 33.

160. BNA Vienne, ms. 14446, *passim*.

161. Rapport de Sébeville au roi, « en l'estat des troupes et des quartiers ». Vienne, 24 décembre 1682, A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 54, f° 110-111.

162. *Mémoires de la Cour de l'Empereur*. BN Paris, ms. français 8997, f° 29 v., les colonels « sont souverains dans leurs régiments et disposent absolument de toutes les charges. L'Empereur mesme ne les peut remplir et ne peut employer que sa recommandation auprez du Colonel qui y defère comme il lui plait ».

163. Grémonville au roi, Vienne, 29 novembre 1668. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 31, f° 287-288.

effectif normal de la compagnie d'infanterie, il n'y avait que 10 cadres, y compris le capitaine, qui se répartissaient comme suit [164] :

— le capitaine.....	15 portions
— le lieutenant.....	5 —
— l'enseigne (<i>der Fähnrich</i>).....	3 —
— l'adjudant (<i>der Feldwebel</i>).....	3 —
— 5 sergents remplissant des fonctions différentes, chacun 2 portions.....	10 —
TOTAL.....	36 portions

Dans l'ensemble des troupes à cheval (cavalerie proprement dite et dragons) l'encadrement était un peu plus important puisque l'effectif d'une compagnie au complet ne dépassait pas 100 hommes et qu'il y avait tout de même 9 cadres, y compris le capitaine, se répartissant comme suit [165] :

— le capitaine (<i>der Rittmeister</i>).....	19 portions
— le lieutenant.....	7 —
— le cornette.....	5 —
— l'adjudant (<i>der Wachtmeister</i>).....	3 —
— 5 sergents, 2 portions chacun.....	10 —
TOTAL.....	44 portions

auxquelles s'ajoutent 45 rations pour les chevaux. Chez les Croates et les dragons, les officiers (capitaine, lieutenant et cornette) sont un peu moins payés puisqu'ils ne reçoivent au total que 16,5 et 4 portions. Il y avait donc une subtile hiérarchie entre les différents corps de troupes, même pour les officiers, marquant une différence entre les cuirassiers, la cavalerie légère, l'infanterie portée et l'infanterie. On retrouve d'ailleurs les mêmes différences dans l'armée brandebourgeoise, où les nuances dans la considération se traduisent dans une hiérarchie dans les soldes des officiers; en 1657 le capitaine d'infanterie brandebourgeoise recevait 40 rixdales par mois, le cavalier 60, le lieutenant d'infanterie recevait 15 rixdales et le cavalier 25 [166].

Par conséquent on ne peut multiplier la valeur de la *portion* par 250 ou par 100, mais le prix de revient d'une compagnie d'infanterie est le suivant :

— simples soldats 240 × 1.....	240 portions
— cadres.....	36 portions
TOTAL.....	276 portions

(auxquelles il faut ajouter 15 rations pour les chevaux).

Une compagnie de cavalerie coûte :

	Cuirassiers	Dragons
— simples soldats 91 × 1.....	91 portions	91 portions
— cadres chez les cuirassiers.....	44 portions	
— cadres chez les dragons.....		38 portions
TOTAL.....	135 portions	129 portions

(auxquelles il faut ajouter pour les chevaux 114 rations chez les cuirassiers et 110 chez les dragons).

164. BNA Vienne, ms. 14446, f° 70 v.

165. *Ibidem*, f° 69 v, 70.

166. F. REDLICH, *op. cit.*, t. II, p. 45, table 19.

L'état-major régimentaire.

Il comprend 12 cadres, dont les plus importants sont le colonel et le lieutenant-colonel. Comme partout ailleurs à cette époque, il existe une différence considérable entre le colonel, propriétaire du régiment et le lieutenant-colonel qui accomplit les tâches ingrates et prend des responsabilités, mais n'est pas sûr d'accéder un jour au grade de colonel. La solde du colonel est confortable, 50 portions (dans n'importe quelle arme), celle du lieutenant-colonel est inférieure à celle d'un capitaine : 15 portions dans la cavalerie (au lieu de 16 ou 19), 13 portions dans l'infanterie (au lieu de 15 pour un capitaine). C'est que le colonel est déjà une notabilité dans la hiérarchie sociale, économique et militaire.

Dans l'armée impériale le colonel a rang et appellation de maréchal de camp (*der Feldmarschall*). Il n'y avait point de brigadier général, parce qu'un régiment y est aussi important qu'une brigade dans les autres armées [167]. Et si le service de l'Empereur est un moyen d'ascension sociale, les cadets des maisons régnantes ou bien les princes d'Empire ne dédaignent pas un commandement dans l'armée impériale. En 1684, au moment de la reprise de la campagne en Hongrie, l'armée comptait 54 régiments, 6 colonels appartenant à des maisons régnantes dans l'Empire : le prince de Bade, le prince de Palatinat-Neubourg, le duc de Lorraine, le prince de Wurtemberg, le prince de Saxe-Lauenbourg et le prince Eugène de Savoie, 9 autres appartenaient à des maisons souveraines (princes ou comtes jouissant de l'immédiateté d'Empire) : le marquis de Grana, le comte Leslie, les princes de Salm et de Croye, le comte de Souches, les princes Montecuccoli, Piccolomini, Dietrichstein et Styrum. Par conséquent 15 colonels sur 54, soit 28 % du total, jouissaient de l'immédiateté d'Empire, ce qui les plaçait théoriquement sur un plan d'égalité avec la Maison d'Autriche [168]. Parmi ceux-ci deux d'entre eux, le duc de Lorraine et le prince de Palatinat-Neubourg, étaient beaux-frères de l'Empereur, le dernier étant le frère de l'impératrice Éléonore, 3^e femme de l'empereur Léopold, et le duc de Lorraine ayant épousé la demi-sœur de l'Empereur. D'autre part le commandement d'un régiment ne confinait pas le colonel au bas de la hiérarchie des officiers généraux puisque le duc Charles de Lorraine, par exemple, exerça les fonctions de *lieutenant général*, c'est-à-dire de commandant en chef en Allemagne, puis en Hongrie. Son prédécesseur, Montecuccoli, commandait en chef en Hongrie en 1664 et en Allemagne en 1673, sans cesser d'être colonel d'un régiment. Et le prince Eugène de Savoie, colonel depuis 1684, gravit tous les échelons de la hiérarchie, sans pour autant renoncer à son régiment [169]. Il faut donc admettre que dans l'armée impériale, un colonel est *en même temps* officier général d'un rang parfois élevé.

C'est qu'un colonel est aussi un entrepreneur de guerre, qui peut réaliser de substantiels profits au détriment des simples soldats et des finances de l'Empereur, car le colonel gagne à la fois sur les soldes et sur le recrutement. Le colonel est nommé et révoqué par l'Empereur et il ne semble pas qu'il y ait une vénalité des offices militaires.

167. G. E. RINCK, *Leopold, op. cit.*, t. I, p. 207.

168. Additif à la dépêche de M. Verjus : « liste des régiments de l'Empereur », Wels, 1^{er} mai 1684. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 57, f^o 137-138.

169. Après la paix de Carlowitz, le prince Eugène reçut une pension annuelle de 6 000 florins. HKA Vienne, *Gedenkbücher*. À la bataille de Zenta il était commandant en chef des Impériaux. Sur ses activités militaires à cette époque voir M. BRAUBACH, *Prinz Eugen, op. cit.*, t. I.

Mais une fois en possession de la patente de nomination [170] il fait ce qu'il veut jusqu'à la réforme de son régiment, à la fin de la guerre ou en temps de paix lors de compressions budgétaires : ainsi en 1668 le régiment Starhemberg fut mis à la disposition du vice-roi de Naples, puis licencié, pour permettre aux officiers et aux soldats de s'engager au service de Venise et d'aller combattre les Turcs à Candie. Aide indirecte de l'Empereur aux Vénitiens, montrant toutefois que l'Empereur peut dissoudre un régiment par une simple patente contresignée par le président du Conseil de la Guerre, Montecucoli. Le colonel n'est pas propriétaire de son régiment, mais le souverain lui délègue une autorité quasi absolue sur les officiers subalternes et sur la troupe. Obtenir un brevet de colonel est en fait un moyen de s'enrichir, puisque toutes les sommes dépensées par l'Empereur lui sont versées par l'intermédiaire du commissaire des guerres. Chaque soldat rapportait au colonel, qui prélevait, avec l'accord des autorités, une partie de la prime d'engagement et une partie de la solde. Aussi le commandement d'un régiment est-il un des moyens les plus sûrs de faire fortune et de réaliser une ascension sociale rapide. Leslie ou Souches étaient des soldats de fortune d'origine modeste et étrangère (Leslie était né en Écosse, Souches était Rochelais). Ils n'en ont pas moins réussi brillamment au service de l'Empereur. Knige était fils de paysan [171].

À côté du colonel et du lieutenant-colonel, l'état-major régimentaire comprenait 10 personnes :

— le major (<i>der Obristwachtmeister</i>).....	5 portions
— le maréchal des logis (<i>der Quartiermeister</i>)	4 —
— le juge (<i>der Schultheiss</i>).....	3 —
— l'aumônier (<i>der Kaplan</i>)	2 —
— le secrétaire (<i>der Secretarius</i>)	2 —
— l'intendant (<i>der Proviantmeister</i>)	3 —
— l'aide de camp (<i>der Adjutant</i>).....	3 —
— l'adjutant (<i>der Wachmeister</i>).....	2 —
— le prévôt (<i>der Profoss</i>).....	4 —
— le commissaire du régiment	2 —
TOTAL.....	30 portions

soit en ajoutant le colonel et le lieutenant-colonel 93 portions pour l'état-major régimentaire (*Prima plana*) qu'il s'agisse de cavaliers ou de fantassins [172]. L'état-major coûte donc les 3/4 d'une compagnie de cavalerie ou le 1/3 d'une compagnie d'infanterie.

170. Voici par exemple la patente de nomination du duc de Bournonville, maréchal de camp à la tête du régiment de cuirassiers Herberstein, le 26 janvier 1674. « Lieber Veldtmarschall. Ich habe in gnädigster ansehung euerer bishero gelaisten treuen diensten, und aus dem sonderbahern vertrauen, so ich in euerer persohn gestellt. bey ieziger vacanz des herbersteinichen regiments zu pferd nit underlassen auf euch reflexion zu machen und gnädigst resolvirt, euch solches regiment zu conferiren. nit zweifelnd, ihr werdet noch ferner, in meinen diesten eyfrig continuiern und nicht allein der conservation des regiments sondern auch die armada und was sonsten zu beförderung des Gemeinen weesens besten geraichet, auch sorgfältig angelegen sein lassen und ich verbleibe euch benebenst mit Kayserlicher gnäden wohlherwogen. Geben in meiner statt Wienn den 26 januaris 1674. » Signé : Leopold. BN Paris, ms. français. Nouvelles acquisitions 1085, f° 125 (il s'agit d'une copie).

171. Patente du 31 octobre 1668, citée par Zorzi dans sa dépêche du 4 novembre 1668, Venise, Dispacci di Germania, filza 132. Le régiment Starhemberg avait été envoyé à Naples.

172. BNA Vienne, ms. 14446, f° 69 v, 70.

Par conséquent un régiment à effectif normal totalisait 10 compagnies et l'état-major régimentaire, la solde pouvait atteindre, au cas où les effectifs étaient complets pour l'infanterie :

— compagnies 10 × 276 portions.....	2 760 portions
— état-major.....	93 portions
TOTAL.....	2 853 portions

soit à 4 florins par mois 11 412 florins pour un mois de solde; pour la cavalerie :

— compagnies 10 × 135 portions.....	1 350 portions
— état-major.....	93 portions

auxquelles il convient d'ajouter l'entretien des chevaux (1 283 rations pour un régiment complet, soit 2 466 florins par mois). Au total un régiment de cavalerie revenait donc chaque mois à 8 238 florins.

Il est donc possible d'évaluer le volume des dépenses militaires s'ajoutant aux dépenses civiles dans la mesure où l'on connaît les effectifs sous les drapeaux.

Différentes sources nous permettent de les évaluer. Ils sont essentiellement variables car le gouvernement de Vienne jouait sur la variation des effectifs pour réduire ses dépenses et diminuer les charges pesant sur les différents pays de la Monarchie. C'est la raison que l'Empereur donne par exemple en août 1668, lorsqu'il a réformé une partie de son armée par suite de l'accord intervenu avec le roi de France; il fait remarquer à son ambassadeur à Madrid, Pötting, que les Espagnols, qui ont eux-mêmes réformé 130 compagnies, ne peuvent prendre mal « que je réduise quelque peu mon armée et que je donne quelque soulagement à mes Pays héréditaires si durement éprouvés, et qui en ont bien besoin [173] ».

La méthode comportait des inconvénients, même du point de vue financier, car il fallait souvent recruter peu de temps après avoir licencié.

Variation des effectifs.

Le tableau de la page suivante nous montre une opposition très nette entre la période antérieure à 1683 et la période postérieure. Avant l'attaque turque contre Vienne, une armée de 60 000 hommes est un fait exceptionnel, lié à la guerre européenne et à la lutte sur deux théâtres d'opérations différents. En revanche après 1682 l'Empereur ne démobilise plus, même en 1699 après la paix générale; Villars écrit au roi en février 1699, aussitôt après la signature de la paix de Carlowitz : « J'ai eü l'honneur de mander à Vostre Majesté il y a longtemps qu'après avoir parlé d'une grande réforme dans l'armée on avait enfin pris résolution de conserver tout. Et sur le plus petit pied qu'il sera possible [174]. » Il était seulement question de réduire les effectifs de l'artillerie [175], de la marine du Danube, mais en même temps l'Empereur voulait lever des régiments hongrois [176]. Manifestement, l'Empereur envisageait les difficultés que risquait de lui procurer la Succession espagnole. Politique bien différente de celle que menait le gouvernement de Vienne en 1665, 1668 ou 1679, le souci de soulager les populations étant bien moins pressant.

173. « So können sie auch nit übel aufnehmen, dass ich mein armada auch in etwas reducire und meine so hart beschwerten erblenden auch ein sublevation gebe, wie sie es wohl, vonnöthen haben. » Lettre de l'Empereur à Pötting du 15 août 1668, édition PRIBRAM, *op. cit.*, p. 403. Confirmé par la dépêche de M. Zorzi du 2 septembre 1668. Venise, Dispacci di Germania, filza 132.

174. Dépêche du 4 février 1699. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 71, f^o 90-91.

175. Villars au roi, 1^{er} avril 1699. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 71, f^o 197-198.

176. Villars au roi, 18 mars 1699. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 71, f^o 177.

Dates	Infanterie		Cavalerie		Totaux	
	Effectifs	Régiments	Effectifs	Régiments	Régiments	Effectifs
1656 177	33 000	11	8 400	11	22	41 400
1661 177	42 000	14	11 000	11	25	53 000
1664 178	6 000	7	7 850	14	21	13 850
1667 179	10 000	(12)	6 000	(10)	(22)	16 000
1668 180	9 000	(12)	5 000	(10)		14 000 (— 8 000)
Automne						
1671 	24 000	12	10 600	13	25	34 600
1672 181	15 000	6	8 500	8	14	23 500
Juillet						12 000
						35 500
1673 182	18 750	11	13 650	15	26	32 400 Bohême
Août						21 300 Hongrie
						6 000 Cologne
						59 700
1679 183						30 000
1681 184	24 000	8	13 000	13	21	37 000
1682 185	44 000	22	18 000	21	43	62 000
Décembre						
1683 186	50 000	25	20 000	24	49	70 000 au moins
1684 187	43 000	27	20 800	26	5	63 800
1 ^{er} mai						
1687 188	41 900	27	21 900	27	54	63 800
1690 189		32 1/2		32		63 000
		(20 1/2 Hongrie 12 Reich)		(21 Hongrie 11 Reich)		40 000 (armée du Reich)
1698 190						116 000
1703 191	90 000	36	39 000	39	75	129 000

177. « Specification der Kaiserlichen Infanterie. Leib regiment, Puechheim », Juste, Holstein, Baaden, Conti, Delacron, de Mersi, Raufft, Nicola Scharck. « Specification der Kaiserlichen Cavallerie » : Alt Piccolomini, Montecuccoli, Sporck, Jung Piccolomini, Schaaf, Walter, Götz, Gonzaga, Garnier Heusler et 1 régiment de dragons. *Theatrum Europaeum*, t. VII, p. 868. « Erinnerung an den Kayserl. : Hoffkriegrath was auf 53.000 Mann auf 6 Monatelang für Proviandt in Hungarn erfordert werde. » Vienne, 7 décembre 1660. HKA Vienne, *Gedenkbüch* 425.

178. Il s'agit là uniquement des troupes manœuvrant en rase campagne :

1^o Le corps de Montecuccoli :

Infanterie, 5 régiments	4 000 hommes
Cavalerie, 6 régiments.....	3 000 —
Dragons, 2 régiments.....	2 000 —
Croates, 1 régiment.....	450 —
TOTAL	9 450 hommes

2^o Le corps de Souches en Haute-Hongrie :

Infanterie	2 000 hommes
Cavalerie.....	2 000 —
Dragons.....	400 —
TOTAL	4 400 hommes

À cela il faudrait ajouter 2 à 3 000 soldats réguliers hongrois. « État de l'armée impériale en Hongrie en 1664. » A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 19, f^o 371-372.

On peut admettre en effet que l'idéal était d'entretenir le moins de troupes possible et que seule la conjoncture politique obligeait l'Empereur à gonfler à nouveau les effectifs. Aussi était-ce contraint et forcé qu'il complétait d'abord les régiments et qu'il distribuait ensuite des brevets de colonels.

179. « On est en train de remettre les compagnies de 50 à 80 et les régiments de 600 à 1 000, ceux d'infanterie de 1 200 à 2 000 et les compagnies de 120 à 200. Ainsy cette première recrue mettroit les troupes de l'Empereur à un tiers de plus qu'elles ne sont à présent. Car la cavalerie seroit de 10 000 chevaux, qui n'est qu'à six, et l'infanterie de 24 000 hommes qui n'est qu'à dix-huit. » Grémonville au roi, 24 juillet 1667. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 27.

180. « La Réforme est entièrement achevée, elle se monte à 14 500 hommes et ce qui demeure sur pied est d'environ pareil nombre. » Grémonville au roi, 2 octobre 1668. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 31, f° 121 v. Voir la dépêche de M. Zorzi du 2 septembre 1668 : « Ascendera la riforma a quindici mille huomini tra fanti e cavalli, gente vecchia e brava et è la metà dell'esercito dell'imperatore. » Venise, *Dispacci di Germania*, filza 132.

181. *Theatrum Europaeum*, t. XI, p. 53-54. Les régiments de cavalerie en Bohême étaient Montecuccoli, Sporck, Heister, Caprara, Lorraine, Schneidau, Sindernich et Goes (dragons); les régiments d'infanterie à 2 500 hommes étaient Pio, Portia, Knog, Leslie, Kayserstein et Knigge. Il faut ajouter 12 000 hommes répartis en Hongrie. Dépêche de Grémonville au roi du 19 février 1671. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 30, f° 952.

182. BNA Vienne, ms. 14446, f° 60-63. RINCK, *Leopold*, t. II, p. 220-224. L'armée impériale rassemblée à Cheb comptait, lors de la revue (*Musterung*), 15 régiments de cavalerie (Montecuccoli, Sporck, Lorraine, Heisler, Schneidau, Capara, Alt Holstein, Jung Holstein, Dünnewald, Rabata, Zeys, Harrand, Gersky, Palfy, Geblés) à 950 hommes et 11 régiments d'infanterie (Souches, Pio, Baden, Leslie, Portia, Starhemberg, Grana, Kayserstein, Knigge, Stein, Serini) à 2 500 hommes, certains étant incomplets. L'Empereur lui-même estimait qu'il disposait de 30 000 hommes et fut agréablement surpris lorsqu'il la passa en revue. Lettre du 25 août 1673 à Pötting, édition PRIBRAM, *op. cit.*, p. 351. À cela il faut ajouter 6 350 cavaliers et 15 000 hommes (fantassins) demeurés dans la monarchie et un corps de troupe de 6 000 hommes, déjà envoyés à Cologne. *Theatrum Europaeum*, *op. cit.*, loc. cit.

183. On a la liste des régiments réformés sur décision *personnelle* de l'Empereur : 9 régiments de cavalerie, 6 dans l'Empire (Carreto, Churprinz, Ottingen, Kaunitz, Chavagnac et Trautmannsdorf) et 3 en Hongrie : Holstein, Caraffa et Collalto, ainsi que 7 régiments d'infanterie : 4 dans l'Empire (Grana, Saxe-Eisenach, Strein, Stadel) et 3 en Hongrie (Massimi, Herberstein, Baden). « Rapport de 1679 de Charles de Lorraine ». HHStA Vienne, *Österreichische Staatsregistratur*, Repertorium N, fascicule 36, pars I, f° 183 sqq *Theatrum Europaeum*, t. XII, p. 43.

184. Liste des troupes qui sont en Hongrie : *Régiments de Cavallerie à 1 000* chaqu'un (Caprara, Rabatta, Taff, Harang, Metternich, Dunnewal, Caraf, Saxe, Schultz, Stirum, Ladron, Baragoczi, Guery), *Régiments d'Infanterie à 2 000* chaqu'un qui vont estre bientost à 3 000. *On leve icy pour cela* (Grana, Starhemberg, Strafaldo, Kenie, Baden, Cherini, Schaftenberg) *Et de plus quelques compagnies franches qui sont dans les garnisons* (ainsi que le régiment d'infanterie de Kayserstein, en garnison dans les places de Bohême, de Silésie et de Moravie). Grémonville au roi, 11 septembre 1681. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 50, f° 279. Contarini estime, néanmoins, dans sa dépêche du 24 août 1681 que l'Empereur ne pourrait mettre en campagne plus de 30 000 hommes. Venise, *Dispacci di Germania*, filza 155.

185. *Estat des troupes et des quartiers*. Dépêche de Sébeville du 24 décembre 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 4, f° 110-111. Les effectifs étaient répartis en quartiers en Hongrie, dans les pays héréditaires et en Silésie. L'augmentation par rapport à l'année précédente était d'environ 25 000 hommes (voir dépêche de Sébeville du 5 février, *ibidem*, vol. 53, f° 49) confirmé par *Geheimen Konferenz referat* du 17 octobre 1682. *Ponit Hoffkriegsrath Statum militare*. HHStA Vienne, *Staatskanzlei Vorträge* 7/33, f° 47.

186. « Extract der bey heurigen 1683^{ten} Jährigen verfasten general repartition denen kay : erblendern zugetheilten regimentern und compagnien. » NÖLA Vienne, Landtagshandlungen, Karton 51, liasse 1683, ainsi que le Supplément à la dépêche de Sébeville du 20 novembre 1683 : « Nombre de régiments qui restent en Hongrie sans compter les régiments de Lubomirski qui sont aux gages de l'Empereur, ni toute l'armée du roy de Pologne qui prend ses quartiers d'hiver en deçà et en delà du Teis (Tisza) : 15 d'infanterie, 8 de cavallerie, 4 de dragons, 3 de cravattes ». A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 56, f° 187.

187. Additif à la dépêche de M. Verjus : *liste des régiments de l'Empereur*, Infanterie à 2 000 hommes : Vieux Starhemberg, Grana, Baden, Strasoldo, Jeune Starhemberg, Mansfeld, Salm, Serini, Diefenthal, Souches, Stadel, Neubourg, Schafftenberg, Aspremont, Nigrelli, Wurtemberg. A 1 000 hommes : Leslie, Metternich, Kaiserstein, Croye, Taun, Wallis, Beck, Tuin, Heisler, Lorraine, Rosenberg. Cavalerie à 800 hommes par régiment : Saxe-Lauenbourg, Caprara, Rabatta, Dunnewal,

Si en 1656 les effectifs sont si importants pour un pays qui se considère comme épuisé, c'est que l'empereur Ferdinand III a décidé d'intervenir en Pologne et en 1657 il a envoyé une armée de 16 500 hommes sous le commandement du général Hatzfeld [192]. Les campagnes de Pologne et de Transylvanie éprouvèrent sérieusement l'armée impériale, car l'important corps expéditionnaire commandé par Montecuccoli (53 000 hommes) souffrit plus de la dysenterie que des Turcs. En outre Portia accorda aux Espagnols l'envoi de plusieurs régiments [193]. Il fut par conséquent obligé de faire lever 35 000 hommes dans les Pays héréditaires, tout en demandant au Palatin de

Palfi, Caraffa, Gondola, Taff, Mercy, Halleweil, Montecuccoli, Piccolomini, Veterani, Goetz, Schauwièr, Dietrichstein. Dragons à 800 hommes par régiment : Schultz, Stirum, Savoye, Castel, Herbeville, Heister, Seraw. Croates à 800 hommes par régiment : Ladron, Keri, Ricciardi, Wels, 1^{er} mai 1684. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 57, f^o 137-138. D'après le commissaire général ces troupes ne représentaient au total que 60 510 hommes, répartis de la sorte :

Hauptarmada	24 000 hommes
Caprarische Corpo	10 410 —
Autriche intérieure	5 600 —
In Reich	10 000 —
In garnisonen	10 500 —

« Conferenz, den statum der kayserlichen völker betreffend ». HHStA Vienne, *Staatskanzlei*, repertorium N, 76/1.

188. Toute l'armée impériale était alors engagée en Hongrie. Elle comprenait alors : 1. *Infanterie* : 2 régiments à 2 000 hommes : Jeune Starhemberg et Stadel, 1 régiment à 1 900 hommes, Kayserstein, et 24 régiments à 1 500 hommes : Vieux Starhemberg, Leslie, Croye, Baden, Salm, Serini, Souches, Neubourg, Schärffenberg, Diefenthal, Thüngen, Metternich, Bech, Wallis, Aspremont, Nigrelli, Heusler, Auersperg, Lorraine, Houchin, Fürstemberg, Strasser, Starhemberg; 2. *Cavalerie*; 18 régiments de cuirassiers : Saxe-Lauenbourg, Caprara, Dünewall, Palfy, Caraffa, Gondola, Taff, Neubourg, Montecuccoli, Veterani, Piccolomini, Heusler, Commeroy, Goes, Hanovre, Sainte Croix, Fürstemberg, Truchsess — 9 régiments de dragons : Stirum, Castel, Seraw, Herbeville, Savoye, Dettwin, Magni, Küssel à 800 hommes et Lodron à 1 100 hommes.

189. « Collocandosi 20 mila per li presidii, si havrà un Armata principale di 48 mila huomini et un altera Transilvania di 15 mila. » Lettre de l'Empereur au père Marco D'Aviano, Vienne 19 novembre 1690, édition Klopp, *op. cit.*, p. 198. Nous avons trouvé un tableau de répartition global dans un procès-verbal de la Conférence secrète, « Conferentia das künftige quartir weesen betreffend. Im Reich die Armee ». Celui du printemps 1695 concerne seulement la cavalerie en Hongrie et en Transylvanie : « Was von denen abermahl bezahlenden 130 000 fl. folgenden Kays : In Hungarn und Siebenbürgen militierenden regimentern zu pferdt zu bezahlen seye. » HKA Vienne, *Gedenkbuch* 436. 26 février 1695. Il y avait alors 23 régiments de cavalerie engagés contre le Turc : Caprara, Veterani, Gondola, Pace, Cronfeld, Truchses, Schlick, Neubourg, Hohenzollern, Sainte-Croix, Corbelli, Hesse-Darmstadt, Vaudemont, Bassompierre, Stirum, Castelli, Rabutin, Herbeville, Bolland, Sereni, Saxe-Gotha, Dietrichstein, Glöcklsberg.

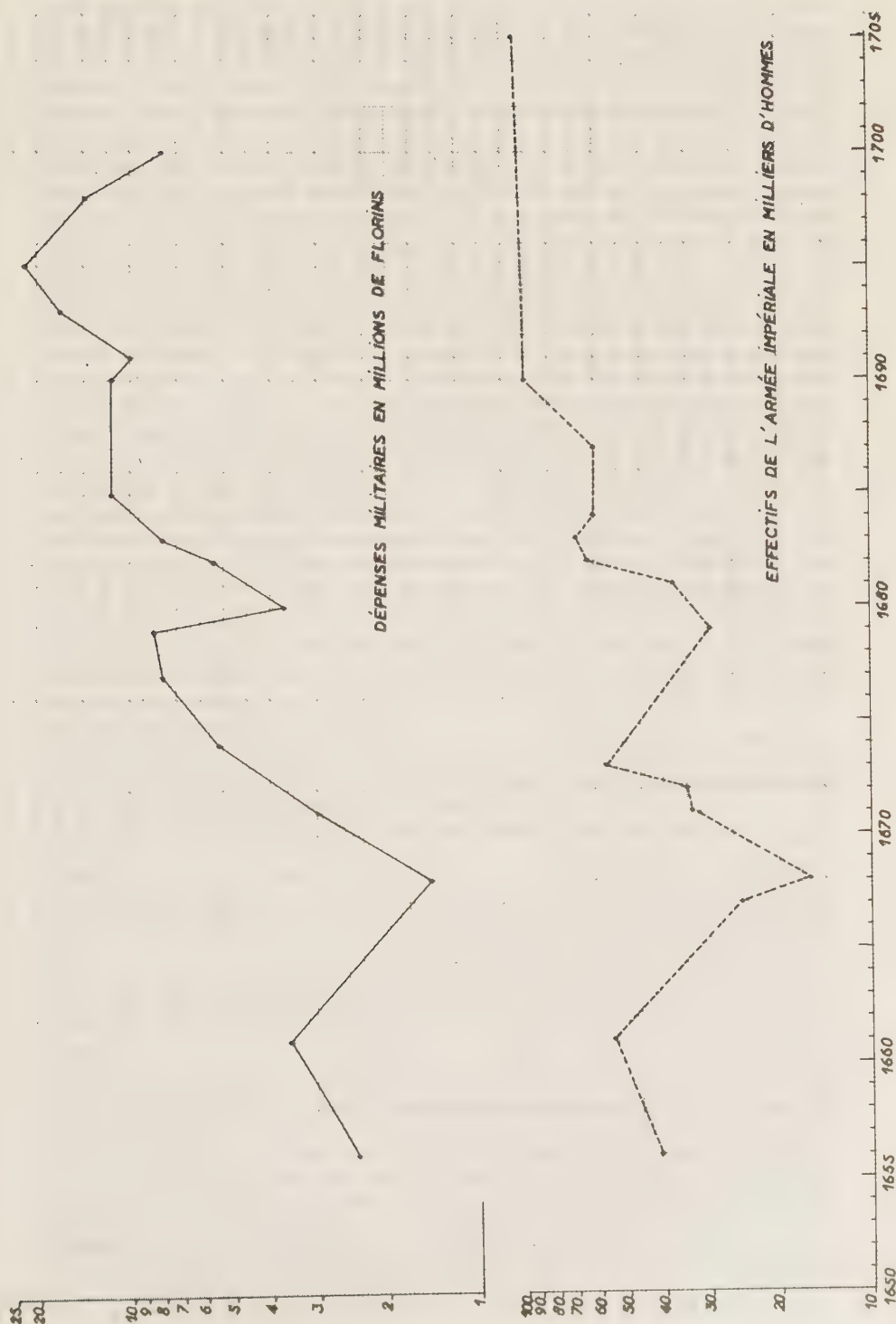
190. Villars au roi : « Je rendis hier visite au cardinal Colonitz (alias Kollonich) lequel m'entretint fort sur la guerre, se plaignant du mauvais ordre dans la discipline militaire, que l'Empereur avait 116 000 hommes sur pied. » Vienne, 3 septembre 1698. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 69, f^o 111. Il est clair qu'après la paix de Ryswick l'Empereur n'a pas licencié une partie de ses régiments.

191. Nous donnons pour mémoire ces chiffres tirés de RINCK, *Leopold*, t. I, p. 208. L'armée de Hongrie-Transylvanie comprenait 37 000 hommes, celle du Piémont 30 000, celle de Lombardie 27 500, celle du Reich seulement 14 000 : quelques compagnies d'infanterie (3 000 hommes) étaient restées dans les pays héréditaires. Chaque régiment d'infanterie comptait en principe 2 500 hommes et chaque régiment de cavalerie (cuirassiers, 20 régiments, dragons, 11 et hussards, 8) 1 000 hommes.

192. *Theatrum Europaeum*, t. VIII, p. 110-111. L'armée comprenait 8 régiments d'infanterie et 9 régiments de cavalerie, certains bien incomplets. Dès 1656 l'empereur Ferdinand III annonçait son intention de recruter 2 nouveaux régiments de cavalerie et 3 d'infanterie. *Kayserl. Landtags proposition* à la diète de Basse-Autriche, point I, Vienne, 12 janvier 1656. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 43, liasse 1656. Dans la proposition de 1657 à la diète de Basse-Autriche le même Ferdinand III prévoyait la levée de 9 régiments à pied et à cheval. *Kayserl. Landtagsproposition*, Vienne, 9 janvier 1657. *Ibidem*, liasse 1657.

193. Dépêche de Sagredo du 5 mars 1662. Venise, Dispacchi di Germania, filza 120. La défaite de Montecuccoli devant Cluj fit le reste. RINCK, *Leopold*, *op. cit.*, t. I, p. 40.

BUDGET MILITAIRE



Hongrie de décréter l'*insurrectio*, c'est-à-dire la levée du ban et de l'arrière-ban dans la noblesse hongroise [194]. Or on sait que la noblesse hongroise refusa pratiquement de suivre le Palatin et la campagne de 1663 éprouva durement les Impériaux, de sorte que l'armée mise en ligne en 1664 ne dépassait pas 26 000 hommes et se composait pour moitié de troupes alliées (les troupes d'Empire, le contingent français du comte Coligny et quelques Hongrois) [195]. Ces effectifs modestes suffirent à vaincre les janissaires du grand visir Ahmed Köprülü, mais après la signature de la paix de Vasvár, l'Empereur jugeait encore son armée trop importante et poursuivit résolument, pendant quelques années, une politique de désarmement qui lui permettait d'assainir ses finances, même en prenant des risques sur le plan extérieur. Il est vrai qu'en janvier 1665 la paix était à peu près assurée avec le Turc [196] et le problème de la Succession n'est pas encore d'actualité. Aussi « le dix du courant [10 janvier 1665] l'Empereur résolut dans son Conseil l'établissement de ses troupes et en même temps le licenciement de celles qui lui estoient inutiles, avec dessein de les accorder aux Espagnols [197] ». Finalement les 6 000 hommes proposés furent dirigés sur les Pays-Bas et le royaume de Naples [198]. Cette mesure s'inscrivait dans la ligne d'une politique traditionnelle d'aide militaire à la monarchie d'Espagne qui éprouvait les plus grandes difficultés à recruter de bonnes troupes.

La mort de Philippe IV mit fin provisoirement à cette politique de désarmement et l'Empereur décida de recruter 20 000 hommes au printemps 1666 [199] pour parer à toute éventualité et envoyer des renforts en Espagne [200]. En fait la levée de nouvelles recrues se heurtait à des difficultés de la part des assemblées d'États et des populations, personne ne sentant bien l'intérêt de s'engager à fond dans une politique dynastique aux côtés des Espagnols qui étaient cordialement détestés. Les soldats allemands n'aimaient pas servir loin de chez eux et plus particulièrement dans les pays de la monarchie espagnole [201]. Quant aux ordres privilégiés, ils accueillirent avec la plus grande réserve les demandes supplémentaires. La diète de Bohême accorda un crédit militaire majoré de 50 % seulement; s'il fallait absolument compléter les effectifs des régiments Baden et La Corona, et encore on ne les paierait que de 6 en 6 semaines, pour éviter

194. « L'Empereur cependant avait ordonné la levée de 8 000 hommes de pied dans quatre provinces et 20 000 hommes dans la Bohême, avait dépêché en Hongrie pour y lever 20 000 chevaux et 8 000 hommes de pied, si le Palatin croit le pouvoir faire avec sûreté pour son service, et ferait amasser 2 000 chevaux et 5 000 hommes de pied du côté de Carinthie et Croatie pour envoyer au comte de Zrin. » M. de Béziers au roi, Venise, 28 mai 1663. A.E. Paris, C.P. Venise, vol. 83, f^o 83.

195. *État de l'armée impériale en Hongrie en 1664*. Le chiffre donné est confirmé par G. Sagredo, *Relationen*, édition FIEDLER, *op. cit.*, p. 106. Selon lui l'armée chrétienne n'aurait pas dépassé 25 à 30 000 hommes alors que la Publizistik donnait des chiffres hautement fantaisistes. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 19, suppl., f^o 371-372.

196. Voir W. LESLIE, « Gehaimbe Relation », *op. cit.*, A.Ö.G. 20, p. 320-331.

197. Grémonville au roi, Vienne, 15 janvier 1665. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 20, f^o 171.

198. 2 500 furent envoyés aux Pays-Bas, le reste en Italie, car la France voyait d'un mauvais œil le renforcement de l'armée espagnole des Flandres. A.F. PRIBRAM, *Franz Paul Freiherr von Lisola*, *op. cit.*, p. 266.

199. « L'Imperatore tiene pero nè Paesi hereditari 30 milla huomini e 20 milla in recrute, che ritardano, ne si esborsano danari. » Dépêche de M. Zorzi, Vienne, 7 mars 1666. Dispacchi di Germania, filza 129. Bien entendu sur les 30 000 hommes il faut en attribuer environ 50 % aux garnisons de la frontière hongroise.

200. « ... on a publié qu'il donnait des recrues... C'est pour composer deux régiments d'infanterie et un de cavalerie... pour l'Espagne. » Grémonville au roi, Vienne, 23 avril 1666. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 24, f^o 155.

201. « La chose est comme résolue d'accorder aux Espagnols quatre regimens ils les pretendent tirer du corps des vieilles troupes pour en disposer / et pour les conduire plus facilement / d'autant que les nouvelles levées sont difficiles à faire et à conserver quand c'est pour les envoyer en Flandre ou en Espagne / où elles sont si mal traitées. » Grémonville au roi, Vienne, 18 novembre 1666. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 25, f^o 262.

toute dépense inutile au cas où ces unités quitteraient le sol de Bohême [202]. Dans la même perspective les états de Basse-Autriche accordèrent les 4 500 *Portionen* supplémentaires [203].

L'année 1667 fut celle des projets grandioses et des réalisations médiocres. En effet peu de temps avant l'attaque française aux Pays-Bas, le bruit que les Impériaux « voudroient faire un armement de soixante mil hommes qu'il croyent leur estre facile pendant que pas un Prince ne fait de levées [204] ». Mais Grémonville se demandait où l'Empereur trouverait l'argent nécessaire alors que les Diètes avaient voté les mêmes crédits militaires qu'en 1666 (8 000 *Portionen* en Basse-Autriche, 15 200 en Bohême avec dépassement autorisé de 7 600 *Portionen*) [205]; à vrai dire toute l'affaire reposait sur des combinaisons hasardeuses [206]. À fin juillet les projets étaient déjà beaucoup plus modestes puisqu'il était uniquement question de renforcer l'effectif des compagnies déjà existantes, ce qui avait eu pour résultat d'augmenter les effectifs de 30 à 35 % [207].

Les conférences se multiplièrent au cours de l'été et ce n'est qu'à la fin septembre que l'on se décida « à commencer les recrues et par conséquent le grand armement, mais la dépense a fait peur et l'on a encore la considération de ne point dégoûter les pays héréditaires par un quartier d'hiver si extraordinaire [208] ». La diète de Basse-Autriche accepte néanmoins que les recrues des régiments d'infanterie dont l'effectif passerait progressivement de 490 à 1 700 hommes fussent logés et entretenus moyennant un allègement fiscal [209]. Quant à celle de Bohême, elle n'accorda que 75 000 florins de crédit spécial en répondant qu'elle attendait un allègement du fardeau des dépenses militaires [210]. Le programme ne fut vraiment mis en train qu'en janvier 1668, au moment même où l'Empereur signait le traité de partage secret de l'éventuelle succession d'Espagne [211]. La tactique était habile : faire peser le poids d'un réarmement éventuel au cours des six semaines que durèrent les négociations. Sur le fond néanmoins le choix de l'Empereur était déterminé par une option fondamentale :

202. Le montant traditionnel était de 15 200 *Portionen*, auquel on ajoutait 7 600 *Portionen* supplémentaires. *Von verpflegung der soldatesca*. SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1658/1676, liasse 1666, § 5.

203. « Kayserl. Landtagschluss. » NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 46, liasse 1666. Voir aussi rapport de nonciature du 30 janvier 1666. Édition Levinson, A.Ö.G. 103, p. 794.

204. Grémonville au roi, Vienne, 31 mai 1667. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 26, f° 307.

205. SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1658-78. Diète de 1667, § 4. « Von der verpflegung der soldatesca. » NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 47. *Ständeerklärung* du 8 juillet 1667 en réponse à la *Kaiserliche Proposition* du 4 février.

206. « ... Pourvu qu'ils trouvent l'argent qu'ils disent avoir en main puisqu'ils prétendent qu'il ne faut que deux millions de florins au plus dont un certain comte de Borome (Borromeo) qu'offre desia un, en luy assignant les daces de ce Royaume. La fin la plus délicate de ce grand armement seroit qu'il put se maintenir sur les Estats d'autrui. » Dépêche de Grémonville du 31 mai 1667. *Ibidem*. En d'autres termes il eût fallu : 1. trouver du crédit pour lever les troupes, 2. les envoyer en quartier dans l'Empire ou aux Pays-Bas pour qu'elles ne coûtent rien.

207. Grémonville au roi, Vienne, 24 juillet 1667. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 27, f° 41-42. M. Zorzi au Sénat de Venise, Vienne, 31 juillet 1667. Venise, *Dispacci di Germania*, filza 131. Les 4 régiments (dont un de cavalerie) que l'Empereur voulait envoyer dans le Brisgau ne furent même pas acceptés par le gouvernement du Tyrol.

208. Dépêche de Grémonville du 22 septembre 1667. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 27, f° 193.

209. *Kaiserliche Resolution* du 7 décembre 1667 : « In sachen der vorhabende recroutir, und verstärkung, auch verpflegung der Käserl. armada und dass der anfang an der infanterie gemacht deren jedes regiment mit 490 und sodann bis in 17 000 mann ausser des staabes versterckt und neben andern im landt ligen den regimentern quartirt und verpflegt werden solle / betreffendt, ainsi que la *Ständte antwort* du 22 décembre 1667, elle demandait de déduire 150 000 florins des 300 000 accordés pour les dépenses civiles. » NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 47, liasse 1667.

210. « Von einer absonderlichen geldt verwilligung. » SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1658-1676. Diète 1668.

211. *Theatrum Europaeum*, 1668, t. X, p. 801.

diminuer à tout prix le poids des charges militaires, en accord avec les vœux des populations des pays héréditaires.

Par conséquent la politique militaire de l'Empereur, au cours de la décennie 1660-1670, est claire; son but est de réduire au maximum les dépenses militaires en conservant seulement les cadres des régiments (et bien entendu en maintenant à un niveau satisfaisant les garnisons de la frontière hongroise). La paix de Vasvár comme le traité signé avec Grémonville, s'inscrivent dans cette direction générale. Deux crises ont été résolues dans le sens de l'apaisement, afin de parvenir le plus vite possible à la « réforme » d'une bonne partie des troupes de ligne. Cette politique inspirée par Portia, a été imposée par l'Empereur, malgré l'avis des militaires du Conseil de la Guerre.

En effet l'année 1668 fut finalement celle des licenciements massifs, tantôt sous forme de renvoi pur et simple, tantôt sous forme de mise à la disposition de Venise ou de l'Espagne, tandis que l'on conservait les cadres. Le régiment Starhemberg fut envoyé à Naples [212] tandis que Venise était autorisée à recruter 600 hommes (300 hommes du régiment Leslie et 300 hommes du régiment Portia) [213]. Tout l'été on délibéra et les séances de la Conférence se multiplièrent. Montecuccoli et Souches firent abandonner les solutions extrêmes et l'Empereur se décida à « réformer seulement toutes les nouvelles recrues... depuis la dernière guerre de Hongrie » et à conserver toutes les garnisons de Hongrie [214]. Le président du Conseil de la Guerre, le prince Annibal de Gonzague en tomba malade et ne s'en releva pas [215]. La réforme n'en toucha pas moins 15 000 hommes et réduisit de moitié les régiments impériaux. Dans le conflit c'était finalement le président de la Chambre qui l'avait emporté [216].

Pendant deux ans les effectifs sont demeurés à ce niveau très bas, mais la conjuration des Magnats et les troubles qui s'ensuivirent en Haute-Hongrie et en Croatie obligèrent le gouvernement à y envoyer des régiments de ligne supplémentaires (6 000 hommes) [217], le gros de l'armée se trouvant désormais en Hongrie; lorsque les relations avec la France commencèrent à se détériorer, Montecuccoli, président du Conseil de la

212. « L'ambassadeur d'Espagne a donné la levée qu'on va faire d'un régiment de deux mil hommes pour le Royaume de Naples à M. le comte de Stahrenberg qui l'embarquera à Trieste. » Grémonville au roi, Wiener Neustadt, 5 avril 1668. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 29, f° 317. Dépêche de M. Zorzi au Sénat de Venise, Wiener Neustadt, 8 avril 1668. Venise, Dispacci di Germania, filza 132.

213. Dépêche de M. Zorzi, Wiener Neustadt, 15 avril 1668. Venise, Dispacci di Germania, filza 132.

214. Grémonville au roi, Vienne, 2 août 1668. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 30, f° 267, ainsi que la dépêche de M. Zorzi du 14 octobre, Venise, Dispacci di Germania, filza 132.

215. « L'Empereur voulait réduire généralement tous les regimens de dix compagnies à cinq, ce qui aurait terriblement touché le prince de Gonzague, qu'ayant feint d'être malade pour montrer son ressentiment il l'est devenu tout de bon et se trouve à l'extrémité. » Grémonville au roi, Vienne, 2 août 1668. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 30, f° 267.

216. Dépêche de M. Zorzi du 2 septembre 1668. Venise, Dispacci di Germania, filza 132, confirmée par celle de Grémonville du 4 octobre, A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 31, f° 121. En outre un régiment placé sous le commandement de Kielmansegg fut mis à la disposition du Pape. Le régiment comprenait 10 compagnies provenant des régiments d'infanterie Kayserstein, Görz, et Leslie. Les capitaines étaient des officiers réformés. Dépêche de M. Zorzi du 23 août 1668. Venise, Dispacci di Germania, filza 132. Les assemblées d'États poussèrent l'Empereur à effectuer des licenciements draconiens : « ceux-ci ont représenté par écrit à l'Empereur qu'il était inutile de maintenir tant de troupes et quelques-uns dans le Conseil ont puissamment appuyé cette opinion. » Grémonville au roi, Vienne 21 juillet 1669. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 34, f° 67 v. Et le président de la Chambre opina dans ce sens. Voir à ce sujet la dépêche de M. Zorzi du 15 juillet 1668. Venise, Dispacci di Germania, filza 132.

217. L'Empereur décida de recruter 6 000 hommes en 1670. « Erinnerung an Herrn Grafen von Hochen feldt als General commissarium das nemblich von denen zuezuwerben resolvirten 6 000 gemainer Manschafft die Helffte dem Königreich Böhaimb und incorporirten Ländten, als Böhaimb 1333 Mähren 667 und Schlesien 1 000 mann zugethailt werden sollen. » HKA Vienne, *Gedenkbuch* 349, 25 janvier 1670.

Guerre, réclama un réarmement au printemps 1671 : « Il a soutenu vivement dans le conseil qu'on deût sans perte de temps augmenter les troupes jusqu'au nombre de 40 000 hommes sans compter les six de M. le duc de Saxe-Lauenbourg [218]. » Encore une fois le programme ambitieux des militaires (10 000 recrues d'un coup) se limita à quelques levées « par l'augmentation d'une compagnie dans chaque régiment de cavalerie : c'en sera douze de nouvelles, qui feront mil hommes, outre un Régiment de Dragons de huit compagnies [219] ». C'est que les demandes de Montecuccoli, non dénuées de sagesse, se heurtaient à l'hostilité des États et apparaissaient à un moment où la politique de l'Empereur était encore hésitante.

Les négociations avec la diète de Basse-Autriche révèlent assez bien les points de vue contradictoires. Dans la proposition du 21 janvier 1671, l'Empereur demandait pour la solde 26 660 florins par mois et surtout pour compléter les régiments d'infanterie à 2 000 hommes et ajouter deux compagnies à chaque régiment de cavalerie 4 989 florins par mois, soit au total 380 000 florins (exactement 379 860 pour douze mois). Avec les points 3 et 4 concernant les travaux publics et les dépenses civiles, l'Empereur demandait 780 000 florins pour l'exercice 1671. Le 1^{er} juillet les ordres offrirent un forfait de 500 000 florins; la contre-proposition impériale du 19 août s'élevait à 600 000 florins et finalement on transigea à 550 000 florins le 24 septembre 1671, au détriment des dépenses civiles puisque 400 000 florins étaient accordés pour les dépenses militaires [220].

Quant à la diète de Bohême, elle n'a accordé pour les recrues qu'un forfait de 25 000 florins à déduire du chapitre des dépenses civiles qui s'élevait à 75 000 florins [221].

En fait cette levée de 10 000 hommes n'eut lieu qu'au printemps 1672. Le Conseil d'État du 16 mars décida de compléter les régiments d'infanterie et d'en créer un nouveau en faveur d'un parent du Pape, le comte Massimi [222]. Le levée se fit, comme prévu, fort lentement, car cette fois encore les ordres n'étaient pas disposés à faire de gros sacrifices financiers en faveur des préparatifs militaires. Aussi Lobkowitz était-il sceptique quant à la portée réelle de cet armement dirigé essentiellement contre les Turcs et il confiait à Grémonville : « Faites vos affaires sur la Hollande pendant que nous nous précautionnons contre le Turc [223]. »

C'est seulement le tour nouveau donné à la politique impériale par l'entrée en guerre aux côtés de l'Espagne et de la Hollande, l'année suivante, qui gonfla brusquement les effectifs impériaux et pour la durée de la guerre sur le Rhin. Des considérations de politique générale primèrent les considérations économiques et financières, mais dès la signature de la paix de Nimègue, le duc de Lorraine fut chargé de préparer un plan de

218. Grémonville au roi, Vienne, 28 mai 1671. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 40, f^o 82, confirmée par la dépêche de Morosini au Sénat de Venise du 23 mai. Venise, Dispacci di Germania, filza 137.

219. Grémonville au roi, Vienne, 15 octobre 1671. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 41, f^o 75. 220. *Kayerliche Landtagsproposition* du 21 janvier 1671, *Stände Erklärung über die am 21 jänner publicirte landtagsproposition* du 1^{er} juillet 1671 *Kayserliche landtags-replica* du 19 août 1671. *Ständte Antwort auf die Kayserliche Replica* du 24 septembre 1671 aboutissant au *Kayserlicher Landtagsschluss*. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 48, liasse 1671.

221. *Von denen Werb-Geldern* : 25 000 florins à déduire des 75 000 accordés à l'Empereur *zue freier Disposition*. SUA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1658-1676. Diète 1671, § 7.

222. Grémonville au roi, Vienne, 18 mars 1672. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 42, f^o 47 v. Renseignements confirmés par *Mémoires de la Cour de l'Empereur*, f^o 28-29. BN Paris, ms. français 8997.

223. Dépêche de Grémonville au roi, du 18 mars, *ibidem*, f^o 48. Il s'agissait d'intervenir éventuellement aux côtés des Polonais contre le Turc. C'est le sens qu'on donnait aux demandes de crédits supplémentaires. SUA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1658-1676. Diète 1672, § IX. « Von übernommener Verfertigung gewisser Anzahl der new zuerwerbenden Mannschafft zu fuss. »

réforme de l'armée d'Allemagne, pour ramener les effectifs à 30 000 hommes, sans que les gens méritants fussent injustement frappés par cette mesure [224].

Il y eut, évidemment, des mécontents parmi les militaires, tel ce comte de Chavagnac qui était passé au service de l'Espagne puis de l'Empereur uniquement par goût du métier des armes. Son régiment fut réformé et il sollicita son pardon pour pouvoir venir se retirer dans son château en Auvergne [225]. Cet allègement des charges militaires permit à l'Empereur de remettre de l'ordre dans ses finances en réduisant considérablement la dette flottante contractée pendant la guerre de Hollande [226], mais n'aboutit nullement à une diminution de la charge financière pour le contribuable, puisque les crédits militaires demeurèrent au niveau qu'ils avaient atteint à partir de 1673, soit 1 152 840 florins en Bohême; ce crédit était affecté, en principe, au paiement de la solde [227]. En Basse-Autriche les demandes de crédits se montaient à 672 824 florins à partir de 1673, mais les états accordèrent un forfait de 650 000 florins pour toutes les dépenses, civiles et militaires. En 1676 ce forfait fut ramené à 500 000 florins et maintenu même pour l'année 1679 [228]. Le seul allègement substantiel offert aux contribuables de Bohême était la possibilité de verser 50 % de la solde *en nature* aux régiments stationnés directement dans le pays. On était loin néanmoins des 675 504 florins votés en 1671 [229]. La guerre avait presque doublé le poste des crédits militaires et la réforme des régiments impériaux n'entraînait aucune diminution de cet important chapitre des dépenses.

Cette politique fut de brève durée. Jusqu'en 1681 l'Empereur put se contenter d'une armée réduite, mais la situation se détériorait rapidement, tant sur le Rhin qu'en Hongrie. Bien que le nouveau président de la Chambre, Abele, fût encore plus que son prédécesseur partisan d'économies draconiennes, le gouvernement de Vienne s'orienta vers un réarmement qui devait être réalisé en deux ans, en plusieurs étapes, mais sous la pression des circonstances.

Au printemps 1681 il fut décidé d'augmenter de mille hommes chaque régiment d'infanterie; à la fin mai les recrues se montaient à 250 hommes qui furent répartis entre les compagnies existantes. Voici d'ailleurs les impressions de Sébeville sur les trois régiments chargés de protéger la session de l'Assemblée nationale hongroise à Sopron. Sébeville était lui-même officier général dans l'armée française avant d'être envoyé en mission diplomatique auprès de l'Empereur. Il sait donc de quoi il parle :

« Les deux régiments de Cavalerie Palfi et Montecuccoli et celui d'Infanterie de Mansfeld qui sont campez prez d'icy pour garder l'Empereur sont fort beaux en ce qu'ils contiennent. Mais pour des Régiments qui ont été choisis comme les meilleurs et les plus beaux pour paraître et pour servir de garde à l'Empereur, et qui appartiennent

224. *Theatrum Europaeum*, t. XII, p. 43. HHStA Vienne, *Österreich. Staatsregistratur*. Repertorium N, fascicule 36, pars I^{re}. Rapport de 1679 de Charles de Lorraine, f^o 183-204.

225. *Mémoires de Gaspard comte de Chavagnac*, 2 vol. in-12. Besançon, 1699. BN Paris, L.b. 37/139, réédition par Jean de Villeurs, Paris 1900.

226. Voir *infra*, chap. iv.

227. SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1658-1676 et Karton 1677-1694, liasses 1673, 1674, 1675, 1676, 1677, 1678, 1679 et 1680, art. « von der Verpflegung der Soldatesca ».

228. *Kayserliche Landtagsproposition* du 5 décembre 1672, point 3 : « von denen Verpflegung. » NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 48, liasse 1673. *Kayserlicher Landtagsschluss* du 3 août 1673, *ibidem*. *Kayserliche Resolution über die Stände erklärung*, du 20 juillet 1675. *Landtagshandlungen*, Karton 49, liasse 1675. *Landtags erklärung* du 6 juin 1676, *ibidem*, liasse 49. *Kayserlicher Landtagsschluss* du 23 juin 1678, *ibidem*, liasse 1678. *Landtagserklärung* du 12 mai 1679 : le forfait de 500 000 florins répondait à une demande 1 050 000 florins de crédits militaires et 300 000 florins pour les dépenses civiles. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 50, liasse 1679.

229. « Von der Verpflegung der Soldatesca : 56 292 florins par mois. » SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1658-1676, diète 1671, § 6.

à deux hommes fort riches, ils ne sont point en l'estat où ils devraient estre. J'en ay fait la reveue compagnie par compagnie de cavalerie et la plus forte en parade devant l'Empereur n'avoit pas soixante-dix hommes qui en doivent avoir cent. A la vérité ce sont de bons hommes et bien armés, le casque et la cuirasse à l'épreuve. Leurs chevaux sont petits et dechargez et cependant ils courent bien, s'ils ne portent rien. Pour celuy d'Infanterie qui est à Mr de Mansfeld il est fort beau, et paroist fort bon. Mais sur les 2 250 hommes qu'il doit avoir, il luy en manque plus de quatre cent cinquante [230]. »

Mais après la rupture avec E. Thoköly qui contrôlait la majeure partie de la Haute-Hongrie, il fallut bien se décider à recruter 25 000 hommes supplémentaires répartis entre 16 régiments nouveaux (9 régiments d'infanterie, 5 régiments de cuirassiers, 3 régiments de dragons et 1 de Croates [231]), en dépit des espoirs du président de la Chambre à l'automne 1681 [232]. Ce dernier ne délivrait les crédits qu'au compte-gouttes, ce qui provoqua même des incidents avec le président du Conseil de la Guerre, le margrave de Bade [233], au printemps 1682.

À l'automne de cette même année 1682, ce furent les états qui manifestèrent ouvertement leur opposition à de nouvelles levées, à un moment où le péril ottoman était devenu une réalité [234]. En Basse-Autriche la session de 1682 fut prorogée et l'Empereur demanda à la Diète de voter un impôt extraordinaire, la contribution turque (*die Türckhen Steuer*) qui sera désormais un élément important de la fiscalité impériale. Il s'agissait d'un impôt sur le capital [235] qui fit monter la contribution de la Basse-Autriche à plus d'un million de florins, car la contribution turque s'ajoutait aux 650 000 florins votés le 22 septembre 1682 et à la corvée requise pour la réparation des fortifications viennoises [236]. Quant à la Bohême, elle accorda, en 1682, comme en 1683, une importante contribution militaire (1 170 000 florins) mais qui n'avait aucun caractère extraordinaire puisqu'elle était accoutumée à payer une telle somme depuis une dizaine d'années [237]. Malgré toutes ces difficultés financières, l'Empereur décida une dernière levée au début de juin, après avoir passé son armée en revue à Presbourg [238].

On constate donc, à partir de 1681, un renversement de la tendance générale. Jusqu'alors le militaire et le politique restaient soumis à des considérations d'ordre

230. Sébeville au roi, Sopron, 4 juin 1681. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 50, f^o 177.

231. Sébeville au roi, Vienne, 5 février 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 53, f^o 48-49.

232. M. Abele a dit à des officiers... « que j'ay fait des propositions qui arrestent les levées et de fait l'on ne travaille qu'aux recrues encore fort lentement. » Sébeville au roi, Vienne, 20 novembre 1681. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 50, f^o 364. Voir aussi la dépêche de Contarini du 24 août 1681. Venise, Dispacci di Germania, filza 155.

233. Sébeville au roi, Vienne, 7 mai 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 53, f^o 167-168.

234. « L'Empereur a aussy résolu depuis peu... de faire une nouvelle levée de douze regiments et de commencer par en donner sept commissions sçavoir deux d'infanterie, quatre de cavalerie, et une de dragons. Mais il ne sçait pas encore ou prendre le premier sol... De plus tous les États s'y opposent d'une manière que l'on ne croit pas qu'elle s'effectue. » Sébeville au roi, Vienne, 1^{er} octobre 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 53, f^o 411.

235. « Kayserl. Decret An die Landmitglieder : die von Ihro Kays; Mayt aller gnädigist vorzu nehmen habende Vermögen oder Tuercken Steuer betreffend. » Vienne, 17 novembre 1682. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 51, liasse 1682. Pour les modalités de la levée de cet impôt, voir *infra*, chap. II, p. 334-337.

236. « Löbl. Stände Haufterklärung über die 1683. jährige Kayserl. Landtagsproposition. » Vienne, 31 mars 1683. *Ibidem*, liasse 1683.

237. SÚA Prague, *Artikule Sněmovní*, Karton 1677-1694. Diètes 1682 et 1683. « Von der Verpflegung der Soldatesca. » Cette somme devait couvrir toutes les dépenses militaires.

238. « L'Empereur a résolu dans les derniers Conseils de faire lever douze mil fantassins de recrues pour distribuer aux régiments qui seront en Hongrie qui en auront bientôt besoin. » Sébeville au roi, Vienne, 10 juin 1683. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 54, f^o 346 v. Lettre de l'Empereur au père Marco D'Aviano, Presbourg, 8 mai 1683. Édition Klopp, p. 21.

économique et financier. Mais devant l'imminence du péril, l'Empereur décida lui-même de faire volte-face, malgré l'avis des gens compétents et malgré les réticences des différentes diètes, la diète de Basse-Autriche se faisant prier par principe, tout en comprenant fort bien l'importance de l'enjeu, encore qu'au stade de l'exécution les états de Basse-Autriche aient fait preuve de négligence qui auraient pu avoir de fâcheuses conséquences pour tous [239]. Les états de Bohême en revanche firent preuve d'une réserve qui confinait à l'égoïsme sacré. Moins directement menacés, ils refusèrent tout effort financier supplémentaire, y compris un prêt à court terme au printemps 1683 [240]. Dans toute cette période on voit très nettement le rôle que joua l'Empereur dans les grandes orientations, en 1664 et en 1668, il voulait la paix à tout prix, pour alléger le fardeau du contribuable. En 1679 il désarma pour assainir la situation financière. Après 1681 il réarma même au-delà de ce que lui demandait son ministre de la Guerre [241]. Le gouvernement de Vienne utilisa plusieurs méthodes, qu'il combina le plus souvent; augmenter les effectifs des compagnies, ce qui était le moins onéreux, mais avait pour inconvénient d'affaiblir un encadrement déjà réduit — augmenter le nombre de compagnies à l'intérieur d'un régiment — enfin créer des régiments nouveaux.

Jusqu'à l'ouverture de la guerre contre la France, la tâche essentielle fut de compléter les effectifs des régiments engagés en Hongrie, qui étaient durement éprouvés par les combats et le climat. Les recrues de l'hiver 1683 servirent à compléter les régiments d'infanterie à 2 000 hommes [242], mais dès la fin août de la même année le Conseil de la Guerre réclamait 10 227 recrues, en moyenne 487 par régiment [243]. Une seule campagne avait donc fait perdre plus de 10 000 hommes, soit environ 25 % des effectifs engagés. La prise de Bude en 1686 et celle de Belgrade en 1689 furent également fort meurtrières. C'est donc la guerre de la Ligue d'Augsbourg qui fit faire un nouveau bond en avant aux effectifs de l'armée impériale puisque, pour la première fois, l'Empereur était vraiment engagé sur deux théâtres d'opérations militaires. La frontière militaire hongroise pouvait, il est vrai, être négligée et les garnisons réinstallées plus au sud. L'armée dépassait les 100 000 hommes et cet effort militaire imposa de lourdes charges aux finances publiques. En 1690 par exemple il fallut recruter plus de 20 000 fantassins [244], mais la Monarchie ne recula pas devant l'effort prodigieux qui consistait à tripler son armée en l'espace de dix ans. En 1690 l'Empereur estimait que les dépenses s'élèveraient à 12 millions de florins [245]. Nous verrons ensuite comment le gouvernement parvint à mobiliser les ressources, mais l'importance de l'évolution devait être soulignée.

239. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, liasse 1683. A.F. PŘIBRAM, *Die Nieder Österreich : Stände und die Krone*, op. cit., loc. cit.

240. « Von Anticipation der... Verwilligungen. » SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1677-1694. Diète 1683, § 9. Il s'agissait d'une anticipation d'un ou deux trimestres de contribution à 6 % d'intérêt. Elle fut refusée.

241. Sébeville au roi, dépêche du 1^{er} octobre 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 53, f^o 411.

242. « On achève présentement de donner à l'Infanterie le reste de l'argent. On pourra la mettre sur le mesme pied qu'elle estoit sur les années dernières. » Sébeville au roi, Linz 4 mars 1684. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 56, f^o 339 v.

243. « Wie nach volgende Regimenten gespieltermassen. Ihren Recrouten in dem Erb ländern abfordern undt Empfangen sollen Kayserlicher Veltlager vor Offen den 26 Aug. 1684. » HHStA Vienne, *Staatskanzlei Vorträge*, Karton 6/29.

244. Lettre de l'Empereur au père Marco D'Aviano, 31 décembre 1690. Édition Klopp, op. cit., p. 199.

245. « Kayserl. Landtagsproposition » aux états de Basse-Autriche, Augsbourg, 2 janvier 1690. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 52, liasse 1690.

Dépenses de recrutement.

En un temps où le service militaire n'existait pas ou bien était abandonné pour des raisons pratiques comme en Hongrie [246], il appartenait aux différents pays de fournir des contingents de soldats. Certains pays, en cas d'urgence, étaient autorisés à recruter des troupes — c'est ainsi qu'en 1683 la Silésie leva 5 000 hommes pour la défense de ses frontières et la Basse-Autriche avait l'intention de faire de même [247]. Seule la Bohême avait été privée par la Constitution renouvelée du droit d'entretenir des troupes.

En fait, dans la seconde moitié du xviii^e siècle toute l'affaire est entre les mains des entrepreneurs militaires que sont les colonels et dans une moindre mesure les capitaines. En effet une somme forfaitaire est accordée par l'Empereur pour toute nouvelle recrue passée en revue et acceptée par le commissaire des guerres (en allemand *gemustert*, la revue s'appelant *die Musterung*). Une fois la revue terminée, les officiers étaient crédités d'une somme correspondant au nombre d'hommes acceptés par le commissaire. C'est ainsi qu'en 1675 les capitaines du régiment d'infanterie du margrave de Bade stationnés en Silésie reçurent 804 florins du trésorier des guerres — ils avaient recruté 67 hommes et la prime d'engagement était alors de 8 rixdales par fantassin [248].

Cette somme comprend à la fois la somme nécessaire à l'équipement et à l'habillement du soldat et une prime d'engagement, la prime d'engagement n'étant pas intégralement versée au soldat. Elle représentait le bénéfice de l'entrepreneur et la prime d'engagement était souvent bien modeste [249]. En 1671 on considérait dans les milieux gouvernementaux qu'un cavalier coûtait 54 rixdales (ou 81 florins rhénans) tandis qu'un fantassin ne revenait qu'à 12 rixdales (ou 18 florins rhénans). En effet l'armement d'un cavalier était plus coûteux que celui du fantassin. Le cuirassier recevait un pistolet coûtant 4 rixdales, une carabine coûtant moitié moins et une cuirasse de 3 rixdales, soit un total de 9 rixdales pour l'équipement, tandis que le mousquetaire ne touchait qu'un mousquet et son baudrier valant au total 2 rixdales ou 3 florins rhénans; il ne faut pas oublier que le mousquet est alors une arme fort rustique comportant un tube métallique monté sur une crosse en bois. La poudre est allumée par une mèche, ce qui explique les importants marchés de mèches passés avec les maîtres cordiers. En revanche le pistolet comporte un mécanisme de mise à feu de la poudre, ce qui explique la différence considérable de prix (6 florins au lieu de 3). Par conséquent le colonel touchait 10 rixdales ou 15 florins pour un fantassin et 45 rixdales pour un cavalier auquel il fallait bien sûr procurer une monture [250].

246. On sait que l'*insurrectio* ou levée en masse fut votée par les diètes de 1659 et 1681, mais que ces décisions de principe ne furent guère suivies d'effets. Décret 9 de 1601, 21 de 1622, 7 de 1659 et de 1681.

247. « On a mesme acheté 5 000 hommes que la province de Silésie avoit levez pour la garde de leurs frontières et l'argent qu'il leur a costé pour les lever luy sera rabattu sur ce qu'elle doit fournir cette année à l'Empereur. » Sébeville au roi, Linz, 4 janvier 1684. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 56, f^o 235-236.

248. « Gschäftl. an Herrn Hoff und Veldtkriegs Zahlmaistern denen Kayserl. Kriegs officieren des löblichen Marggraff Baadtischen Regiments / für die von ihnen ex proprio geworbene 67 mann recrouten / die gewöhnliche Werbegeldern auf Jeden 12 fl. und also zusamben 804 fl. erfolgen Zu lassen. » HKA Vienne, *Gedenkbuch* 205, 22 octobre 1675.

249. Dépêche de Sébeville du 10 mars 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 50, f^o 21 : « On ne leur donne que l'habit et fort peu d'argent sur la main ».

250. « Consideration In suggetto del reciproco soccorso delle Maestà Cesarea e Cattolica », 10 septembre 1671, mémoire pouvant être attribué à Hoher ou à Montecuccoli. HHStA Vienne, *Staatskanzlei Vorträge*, Karton 3/16.

En 1695 on devait procurer à un fantassin, pour 16 rixdales, un costume complet de drap solide, une épée, des gants, des bas, des chaussures, un chapeau, une cartouchière, deux chemises et deux cravates [251].

PRIMES D'ENGAGEMENT (*Werbegelder*)

(en rixdales)

Dates	Infanterie	Cuirassiers	Dragons
1667	8 r. (12 fl.)	50 r. (75 fl.)	
1670	8 r. (12 dans l'Empire)	40 r.	
1671	10 r.	45 r.	
1675	8 r. (12 dans l'Empire)		
Avril 1682	8 r. (12 dans l'Empire)	40 r.	25 r. (40 fl.)
Novembre 1682	8 r.	45 r.	33 r. 30 kr. (50 fl.)
Avril 1683	14 r.		
Octobre 1683	20 r.	60 r. (cheval : 40)	50 r. (cheval : 30)
1695	12 r. (16 fl.)		
1696	16 r. (24 fl.)		
1699	22,5 r.		

A la vérité le tarif indiqué par le mémoire de Montecuccoli correspondait à une hausse momentanée car la prime d'engagement d'un fantassin était de 8 rixdales au cours de la période 1660-1682 [252].

Dans ce cas précis on note encore une fois une opposition entre la période antérieure au siège de Vienne et la période postérieure [253]. Au cours de la première phase du réarmement jusqu'à l'automne 1682 la prime d'engagement restait fixée à 8 rixdales, elle était seulement majorée pour les hommes que l'on recrutait dans les Villes d'Empire (12 rixdales au lieu de 8) [254] et pour la cavalerie par suite de l'augmentation du prix des chevaux [255].

C'est néanmoins ici comme ailleurs le siège de Vienne qui va renverser la tendance. D'une part la hausse des prix eut pour conséquence l'augmentation du prix des chevaux et des équipements. D'autre part, elle suscita une forte hausse de la demande en soldats, destinés à faire campagne contre un ennemi réputé dangereux, dans un pays réputé malsain [256]. La fièvre risquait donc d'emporter le soldat; s'il était fait prisonnier par les Turcs il n'avait guère de chance de rentrer un jour chez lui puisqu'il serait vendu sur le marché des esclaves d'Istanbul. C'est pourquoi les habitants des pays héréditaires manifestaient un empressement mitigé à rejoindre les rangs des Impériaux

251. « Von Auffwerbung 2916 Mann Recrouten. » SÚA Prague. *Artikuloané Sněmovní*, Karton 1694/1708. Diète 1695, § 3.

252. Grémonville au roi, Vienne, 28 mai 1671. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 40, f° 109 v. Rapport de M. Zorzi. *Relationen*, édition Fiedler, *op. cit.*, p. 126.

253. En 1667, Grémonville rapporte : « l'on donnera pour la levée de chaque fantassin qui se fera dans les pays héréditaires 8 rixdales et pour chaque cavalier 50 ». Dépêche du 24 juillet 1667. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 27, f° 42. « Gschäftl an Herrn Hoff und veldt krieg zahlmaistern... die gewöhnliche werbegeldern auf jeden 12 fl.... », 22 octobre 1675. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 206.

254. Dépêche de Sébeville du 5 février 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 53, f° 49, confirmée par celle du 10 avril. *Ibidem*, f° 97 v.-98.

255. « Le conseil de la guerre a décidé de donner 50 florins par homme (chez les dragons) au lieu de 40, les chevaux étant plus chers qu'autrefois, ce qui a fait donner aussi à la cavalerie 45 escus au lieu de 40. » *Ibidem*, f° 96 v.

256. Sébeville au roi, 21 décembre 1683. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 56, f° 235. Les colonels se plaignaient à la fin de l'année 1683 que leurs régiments ne pouvaient jamais être complets.

et malgré le peu d'estime qu'on avait pour les déclassés et les gens sans aveu, on se décida à recruter des vagabonds plutôt que des fils de paysans ou d'artisans. On a l'impression que pendant près de 20 ans l'armée de Hongrie sera l'exutoire des « classes dangereuses » des pays héréditaires [257].

La guerre absorba les excédents d'une population que nous avons vue en train de se reconstituer, en Bohême en particulier. Mais dans l'affolement de l'année terrible on comprend les réticences de maint habitant de Moravie ou de Basse-Autriche. Voilà pourquoi les colonels réclamaient 16 rixdales par homme en janvier 1683 et 20 rixdales à l'automne de la même année. Non sans une certaine satisfaction, Sébeville rapporte en effet : « Les recreues se font fort lentement, ne pouvant plus trouver personne et je doute fort que l'Empereur puisse seulement rendre ses troupes complètes, bien loin d'en pouvoir faire de nouvelles, le fantassin luy coustant présentement plus de vingt escus (un écu de France est l'équivalent du *Reichsthaler* ou rixdale) et le cavalier plus de soixante [258]. »

Il y eut certes un relâchement et le taux de la prime d'engagement redescendit à 12 rixdales pour remonter finalement à 16 au printemps 1696 [259], exactement le double de ce qu'on offrait à un fantassin dans la période 1660-1680. Les crédits n'en représentaient pas moins un élément important du budget militaire, la remise en état de la cavalerie en Hongrie, à la fin de la campagne 1690 coûta à elle seule 1 140 000 florins, soit près de 10 % du budget militaire total [260]. En 1698 la remonte de la cavalerie coûta 480 000 florins, les nouvelles recrues de l'infanterie 648 000 florins soit au total 1 128 000 florins pour la remise en état de l'armée impériale pour l'ultime campagne en Hongrie. Cette somme représentait encore 8 % du budget militaire de la Monarchie [261]. Mais si la prime d'engagement représentait une lourde charge pour le trésor impérial, elle était aussi une source d'enrichissement pour les officiers car elle était versée directement au colonel après la revue (*Musterung*). Les assignations leur étaient données sur les caisses des différents pays. Ainsi en mars 1675 les commissaires des états de Haute-Autriche furent invités à faire payer les 6 000 florins nécessaires au recrutement de 500 hommes destinés à compléter les 5 compagnies du régiment de Bade qui prenaient leurs quartiers dans le pays. Dans le même temps la Chambre des Comptes de Silésie était invitée à verser 3 600 florins pour compléter les 5 autres compagnies du régiment de Bade qui prenaient leurs quartiers en Silésie, ainsi que pour 5 compagnies du régiment Strassoldo (chaque demi-régiment devant recevoir 300 nouvelles recrues) [262]. A la seule condition que l'argent lui fût réellement versé, et le colonel veillait à recevoir de « bonnes assignations », celui-ci avait là de sérieuses possibilités d'enrichissement. Contarini estimait en 1685 qu'un colonel des Impériaux

257. Sébeville au roi, Vienne, 10 mars 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 50, f° 21. SÚA Prague *Artikulové Sněmovní*, Karton 1677/1694, diète 1683, *Landtagsproposition*. Cela explique pourquoi les économistes de Bohême s'inquiétaient de l'emploi des classes dangereuses, des oisifs au moment où la guerre était sur le point de cesser. Voir *supra*, liv. I, chap. IV.

258. Le 16 janvier 1683 Sébeville rapporte au Roi : « les colonels d'infanterie se sont relaschez de deux escuz par homme, mais il était prévu dans le premier traité qu'ils toucheraient seize escuz (ou rixdales) ». A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 54, f° 128.

259. Sur la hausse de la prime d'engagement à l'automne voir la dépêche de Grémonville, 19 octobre 1683. A.E. Paris, C.P. Autriche, f° 142 v.

260. « Intuitu der verwendeten Theuerung von 18 auf 24 fl. rh-beraiths extendirten Werbegeldt... für jeden mann Recrouten. » HKA Vienne, *Gedenkbuch* 436, f° 430.

261. « Befelch ans Hoffkriegszahlambt 28 XII 1690 ». *Gedenbuch* 434. Pour 1698 voir « Extract aus denen Aⁿ 1698 durch das Jahr gehaltenen Deputations Conferenzen. » Vienne, 16 avril 1698. HHSiA Vienne, *Staatskanzlei Vorträge*, Karton 10/36, f° 32.

262. « Kayserlicher Befelch An die Verdornete in Österreich ob der Enns ». *Item* « an die Schlesische Cammer », Vienne, 8 mars 1675. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 206.

faisait 10 à 12 000 florins de profits annuels, de sorte que les colonels s'enrichissaient aisément et rapidement [263]. De toute part affluaient les candidatures à ces postes enviés et la noblesse des pays héréditaires subissait une rude concurrence de la part des officiers venus de l'Empire, d'Italie, voire de France ou de Grande-Bretagne. Dans ces conditions le contraste était écrasant entre le simple soldat qui gagnait tout juste de quoi se nourrir et vivait plus mal qu'un ouvrier viennois et l'entrepreneur de guerre qui amassait les profits aux dépens de ses subordonnés et de la Chambre des Comptes.

Jusqu'à maintenant nous n'avons recueilli que des impressions même si ces dernières étaient le plus souvent chiffrées. Est-il possible d'évaluer la masse ? Tout d'abord une distinction méthodologique s'impose. Avant 1680 nous n'avons pu établir que des estimations à partir des effectifs, du nombre des portions et de la valeur de la solde ou de la ration du cheval. En revanche, à partir de 1681 nous avons des estimations officielles du coût des régiments de ligne, auquel il faut ajouter des dépenses subsidiaires relatives à l'artillerie, à l'administration, aux garnisons de la frontière et éventuellement à l'entretien des contingents alliés à partir de 1683.

C'est pourquoi nous voudrions opposer deux budgets militaires caractéristiques représentant l'un un temps fort, l'exercice 1691, l'autre un temps faible, l'exercice 1668. L'un représente sensiblement le maximum de l'effort de guerre avec une centaine de milliers d'hommes en campagne et des troupes sur deux théâtres d'opérations différents. L'autre représente l'effort maximum de désarmement lorsque l'Empereur ne craint plus rien dans l'Empire et croit momentanément à la paix turque.

Estimation du budget militaire de 1668.

Ce dernier comprend alors 3 postes principaux :

- l'entretien de régiments à effectifs réduits;
- l'entretien de la frontière militaire;
- d'importants investissements dans les fortifications.

En 1668 l'Empereur avait conservé les cadres de 12 régiments d'infanterie à 5 compagnies chacun, soit environ 750 hommes par régiment, représentant 9 000 hommes. L'état-major représentait 93 portions et 5 compagnies à 276 portions représentaient 1 380 portions, soit au total 1 473 portions à 4 florins la portion, la dépense mensuelle était de 5 892 et le coût annuel de 848 448 florins.

Il avait en outre conservé les cadres de 10 régiments de cavalerie à 5 compagnies chacun, soit environ 500 hommes par régiment représentant 5 000 hommes. L'état-major représentait 93 portions et 5 compagnies 675 portions, soit au total 768 portions, à 4 florins la portion, la dépense mensuelle était de 3 072 florins et le coût annuel pour les 10 régiments était de 368 640 florins; à cela il faut ajouter la dépense que représentait la ration des chevaux, qu'il faut estimer au moins à 2 florins par cheval et par mois. La dépense pour l'infanterie était minime, une cinquantaine de chevaux pour les officiers et l'état-major; en revanche elle demeurait importante pour la cavalerie (environ 600 rations par régiment réformé). A raison de 12 régiments d'infanterie et de 10 régiments de cavalerie, l'armée représentait encore environ 6 600 chevaux, soit une dépense mensuelle de 13 200 florins.

Par conséquent l'infanterie coûtant 70 704 florins par mois, la cavalerie 30 720 florins et les chevaux 13 200 florins, les troupes de ligne coûtent chaque mois 114 620 florins et reviennent bon an mal an à 1 375 440 florins, alors que les contributions

militaires votées par les diètes s'élevaient à 2 052 000 florins [264]. Ce chapitre révélait donc un excédent pour la première fois depuis longtemps. Le licenciement était donc doublement justifié, à la fois par l'allégement des charges publiques et par l'assainissement correspondant dans les finances publiques.

Nous avons vu d'autre part que l'entretien des garnisons de la frontière se situait aux environs de 300 000 florins, mais ces dépenses étaient couvertes par un fonds spécial alimenté par un impôt traditionnel que nous étudierons par la suite.

Enfin les travaux d'entretien, de réparation et de modernisation des forteresses ne dépassaient pas 50 000 florins, compte tenu des 30 000 florins affectés à la construction de Leopoldstadt, les fonds provenaient également d'un autre chapitre budgétaire englobant les travaux publics et la participation aux dépenses civiles.

Par conséquent les dépenses militaires de tous ordres ne dépassaient pas 1 725 000 florins rhénans en 1669. Elles étaient du même ordre que les dépenses civiles qui s'élevaient cette année-là à 1 431 575 florins [265] puisque les dépenses militaires n'excédaient que de 20 % les dépenses civiles.

L'exercice 1691 offre un violent contraste avec le précédent. Un rapport du commissaire général de décembre 1690 montre que les dépenses militaires s'étaient multipliées; beaucoup plus diversifiées, elles avaient évidemment suivi la progression des effectifs. Le but de ce rapport est d'opérer des économies, par exemple en rognant d'un kreutzer par jour la solde du fantassin. Les prévisions qui atteignaient 14 millions de florins ont pu être ramenées à 10 740 000 florins en pratiquant des économies de l'ordre de 25 %. Mais pour l'instant ce qui nous intéresse c'est de voir quels chapitres auraient dû être normalement crédités, ils sont au nombre de 32.

1° La solde des régiments impériaux s'élevait normalement à plus de 5 millions de florins, soit seulement environ 38 % du montant des dépenses militaires.

2° Il fallait y ajouter d'autres dépenses de personnel :

— les soldes de l'État-Major général, fort coûteux et dont le prix de revient élevé était fréquemment critiqué; n'oublions pas que le duc de Lorraine recevait 90 000 florins par an;

— les soldes des mineurs et des artilleurs : 211 060 florins;

— les soldes de troupes auxiliaires : les Hongrois, les Croates, mais aussi les Bulgares et les Valaques qui se mettaient au service de leurs libérateurs, ainsi que les contingents allemands mis à la disposition de l'Empereur par les princes d'Empire, en vertu d'une série de traités particuliers. Il s'agissait essentiellement de troupes venues de Saxe, de Bavière, de Brandebourg et du Palatinat, au total 2 428 000 florins représentant environ 50 % de la solde des régiments impériaux.

3° La guerre de Hongrie avait imposé le développement de services dont le besoin se faisait moins sentir jusqu'alors :

— le service du transport et du ravitaillement coûtait 328 032 florins par an; naguère l'armée faisait appel à la corvée attelée en Hongrie;

— la marine du Danube et le service des ponts de bateaux, seul moyen de franchir les fleuves de Hongrie méridionale : 126 000 florins;

— les hôpitaux de campagne qu'il avait fallu créer en Slavonie et en Transylvanie coûtaient la bagatelle de 400 000 florins par an.

264. Les états de Basse-Autriche ont accordé 282 420 florins de crédits militaires pour l'exercice 1669. Or la Basse-Autriche représentait les 6/54 des pays contribuant à ces dépenses. L'ensemble des crédits aurait donc été de 2 541 780 florins. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 47, liasse 1669. *Kayserl. Landtagsproposition* du 22 janvier et *Kayserl. Landtagsschluss* du 20 mai. Confirmé par les crédits accordés par la diète de Bohême : 15 200 portions soit les 16/54 de l'ensemble, représentant une somme de 729 600 florins. SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1658/1676. Diète de 1669. « Von der Verpflegung der Soldatesca. » 15 200 portions ont été accordées.

265. HKA Vienne, *Hofzählamtbuch* 112-1669.

4° La remonte de la cavalerie et le recrutement nécessaire pour combler les vides de chaque campagne. On prévoyait pour l'hiver 1690-1691 une dépense de 584 000 florins, moins lourde certes qu'en 1681 où les recrues représentaient 40 % du budget militaire (2 millions de florins s'ajoutant à un budget de fonctionnement de 3 millions) [266].

5° La fourniture du ravitaillement représentait une dépense importante : 2 500 000 florins. Nous avons déjà vu quel rôle ces fournitures jouèrent dans la vie économique des pays héréditaires. A elles seules elles représentaient 50 % du montant des soldes versées à la troupe et 20 % de tout le budget militaire. En revanche les dépenses courantes d'entretien, d'administration et d'armement qui incombent à la païerie de la guerre ne dépassent pas 300 000 florins [267].

La comparaison des deux budgets appelle en fait deux remarques. D'une part la croissance gigantesque d'un budget militaire qui a presque décuplé en vingt ans — il est vrai que nous avons choisi à dessein deux cas particulièrement riches en contrastes. Et la courbe des dépenses militaires viendra confirmer cette impression première. A côté évidemment le chapitre des dépenses civiles est bien modeste puisqu'il s'élève à 2 403 000 florins en 1691 [268], alors que les dépenses militaires lui étaient supérieures de 500 %, même après l'adoption des mesures d'économie. D'autre part l'analyse des chapitres budgétaires donne l'impression que l'armée impériale est devenue une armée moderne, dotée de services importants et qu'il ne s'agit plus d'une bande de pillards grugeant le pays où elle était cantonnée. Il s'agissait désormais d'une entreprise importante qui assure à la fois l'enrichissement des officiers généraux et un débouché

266. « Landtagspostulata pro Anno 1681. Die Löbliche Hoffcammer an die Österr. Hoffkantzley », Linz, 15 novembre 1680. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 206.

267. Nous donnons le texte de la *Conferentia de Medijs* où a été discuté ce rapport du commissaire général.

Fecit secundum Generalem Commissarium requiri 13 952 259 fl.

1° Bey der Verpflegung erfordert 5 184 894 fl. Wirdt abgezogen der 1/2 fl. 291 465 fl.

2° Item wegen der Regimenter in Savoyen 354 000 fl.

3° General Stab : 361 659 fl. wirdt abgezogen bis 181 659 fl.

4° Bey recrouten und remonten underhalt Monathl. 324 000 fl.

5° Feldt proviant und führweesen 328 032 fl. Wirdt abgezogen 30 000 fl.

6° Minirer Compagni undt Ingenieur brigaden bleibt 23 770 fl.

7° Monath october Gantzlich erspahrt 480 000 fl.

(Il s'agit de la solde du mois d'octobre qui ne sera pas payée).

8° Pensionisten erspahrt 30 000 fl.

9° Ungrisch undt Sachsische Miliz 150 000 fl. ganz auszulassen.

10° Schiff undt Brücken weesen bleibt bey 76 600 fl.

11° Bey der Veltartigleria 187 290 fl. Erspahrt 40 000 fl.

17° Ausstandt denen officiren bey deren recroutirung 170 000 fl. Bleiben.

18° Recroutirung der Artigleria 90 000 fl. erspahrt 20 000 fl.

19° Bey Schiffweesen 50 000 fl. erspahrt 10 000 fl.

20° Proviant weesen per 1 300 000 fl. Bleibt.

21° Erzeugung des Proviant erfordert 1 200 000 fl. Erspahrt 200 000 fl.

22° An dem Ausstandt der Crawatten 803 400 fl. Erspahrt oder differirt. 500 000 fl.

25° Beym Veldtspital erfordert 400 000 fl. Erspahrt 10 000 fl.

26° und 27° Churbrandenburg undt Churbayrische subsidia 550 000 fl. Bleibt.

28° Noch schuldig an Bayrn 200 000 fl.

29° Churpfalz 200 000 fl.

30° Subsidia Cohortium in Bulgaria et Valachia assignatorium 475 000 fl. Differtur ad meliora tempora.

31° Länder anzug 100 000 fl.

32° Veldt Cassa 600 000 fl. Erspahren 100 000 fl.

36° Hoffkriegszahlamt ausgaben 300 000 fl. Bleibt.

HHStA Vienne, *Staatskanzlei Vorträge*, Karton 7-33, f° 107/108.

268. HKA Vienne, *Hofzahlambuch*, n° 141, 1698.

pour les entreprises agricoles, voire industrielles. Car toute l'affaire se soldait finalement par un accroissement des charges pesant sur les masses paysannes et par un transfert de profits à ceux qui étaient déjà nantis, les aristocrates producteurs de blé ou de bombes ou les entrepreneurs de guerre, sans profiter beaucoup ni au paysan qui payait l'impôt, ni au soldat qui touchait une solde dérisoire par rapport aux fatigues et aux périls de la guerre.

ÉVALUATION DES DÉPENSES MILITAIRES

(en florins)

1656	2 355 640 fl. [269]	11 régiments d'infanterie à 3 780 portions ; 11 régiments de cavalerie incomplets.
1661	3 627 176 fl.	14 régiments d'infanterie à 3 780 portions ; 11 régiments de cavalerie à 1 443 portions.
1668	1 375 440 fl.	10 régiments de cavalerie à effectifs réduits (environ 5 000 hommes) ; 12 régiments d'infanterie à effectifs réduits (environ 9 000 hommes).
1671	3 millions de fl. [270]	
1674	5 592 618 fl. [271]	
1676	6 995 917 fl. [272]	
1678	7 392 918 fl. [273]	
1680	3 863 243 fl. [274]	
1682	5 863 243 fl. [275]	3 863 243 pour la solde ; 2 millions pour les recrues.

269. Un régiment d'infanterie de 3 000 hommes représente 3 780 portions et 116 rations pour les chevaux. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen; Kayserl. Landtagsproposition*, Karton 45, liasse 166.

270. « Prolegit Dominus Comes ab Hohenfelt Seine information und das ausstattungs quantum 3 millionum. Dominus Dorsch prolegit die repartition auf die ländel. Praeses Camerae : die repartition den ländel zu intimiren. Conferentia de Medijs. » Vienne, 28 janvier 1671. Étaient présents : le président du conseil de la guerre, le commissaire général (Hohenfeld), le conseiller Selb, le président de la Chambre, le chancelier Hoher. HKA Vienne, *Reichsakten*, fascicule 114, f° 619.

271. D'après la demande faite pour la Basse-Autriche dans le *Kayserl. Landtagsproposition zu Verpflegung der Kriegsvölckher auf dies ganze Jahr 621 402 fl.* NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 48, liasse 1674. Cette somme représente le 1/9 des besoins militaires, étant donné les règles fixes de répartition entre les différents pays. (Voir à ce sujet, *infra*, chap. II).

272. Évaluations du Conseil de la Guerre mises en forme par la Chambre des Comptes. *Landtagspostulata* pour la Bohême, la Moravie, et la Silésie, transmis par la *Hoffcammer* à la *Böhmische Hoffcanzlei*, « der heurige zutrag von denen sambentlichen Erblendern / und der hungarischen Repartition / etwa bloss 3 222 628 fl. Noch 3 773 289 fl. ermanglet haben ». HKA Vienne, *Gedenkbuch* 351.

273. Évaluation d'après la *Landtagsproposition* du 10 janvier 1678, faite à la diète de Basse-Autriche. « Zu verpflegung der Soldatesca : 821 402 fl. » NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 49, liasse 1678.

274. Évaluation d'après la *Landtagsproposition* de Basse-Autriche du 15 décembre 1679. « Verpflegung der diesen Landt zugetheilten 11 924 portionen so in gelt 429 227 fl. » NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 50, liasse 1680.

275. Évaluation d'après la *Landtagsproposition* faite le 12 novembre 1680 à la diète de Basse-Autriche, point 2. « Zu Verpflegung deren auf den Beinen Stehenden Völckher 11 124 portiones zu 3 fl. und in Gelt das Jahr 429 227 fl. » (soit au total, comme en 1680, 3 843 363 florins). Point 3. « Zu werbung und Underhaltung oberwehnter neuer Mannschaft 244 000 fl. noch proportionirter einthailung Zweyer hierzu erforderlichen millionen. » NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 50, liasse 1681. Confirmé par la *Landtagspostulata pro Anno 1681. An die Österreichische Hoffcanzley*, Linz, 15 novembre 1680, *Gedenkbuch* 206.

1683	7 950 000 fl. [276]	pour 80 000 hommes (3 678 816 fl. pour 63 000 hommes, estimation d'octobre 1682).
1685	12 600 000 fl. [277]	
1690	12 millions de fl. [278]	
1691	10 740 920 fl.	après avoir obtenu 3 211 339 fl. d'économies.
1693	16 272 140 fl. [279]	du 1 ^{er} novembre 1692 au 30 octobre 1693.
1695	22 722 819 fl. [280]	
1698	14 185 000 fl. [281]	

La courbe des dépenses militaires souligne cet essor prodigieux de l'armée et de la puissance impériales. On peut admettre qu'au cours des vingt premières années considérées le budget militaire oscille, bon an, mal an, entre 3 et 4 millions de florins, compte tenu de l'entretien de la frontière. Des tendances brèves à dépasser ces limites raisonnables ont été vite réprimées, l'Empereur imposant silence à tous les conseillers qui rêvaient d'entreprises grandioses et ruineuses. Les considérations qu'il développait en 1664 ont, à la seule exception de la période 1673-1678, guidé sa politique. A propos de la paix de Vasvár, il écrivait en effet à son ambassadeur à Madrid : « Dieu merci j'espère que ce sera une œuvre qui sera profitable à notre maison. Je ne doute pas que de mauvaises langues s'élèveront là-contre, surtout parce que Neuhäusel [Nové Zámky] reste par derrière. Mais patience, nos pays n'auraient pas pu supporter cela beaucoup plus longtemps [282]. » Et le 25 octobre il ajoutait : « Mais vous devez prendre en considération qu'il est impossible pour mes pays de supporter ce fardeau plus longtemps, de sorte que je devrai faire mettre en train une réduction ou réforme de mes troupes le plus tôt possible, c'est-à-dire même avant l'hiver [283]. »

276. Conferentia de Medijs; Vienne, 5 décembre 1682. « Allein Seye noch Kheine cameralia dawann 80 000 Mann völigst thun 7 Mill. 900 000 fl. » HHStA Vienne, *Staatskanzlei Vorträge*, Karton 6/28, f° 112. Une autre conférence du 17 octobre 1682 comprenait un rapport du conseil de la guerre, qui évaluait les besoins à 4 938 878 florins pour 63 380 hommes de troupe, dont la solde se serait montée à 4 029 138 florins. L'imminence des périls avait poussé à recruter davantage de troupes. *Ibidem*. Karton 7/33, f° 47.

277. « Konferenz in der Ungarischen Einquartierungs Sachen. » 5 et 7 septembre 1684. HHStA Vienne, *Staatskanzlei Vorträge*, Karton 6/29.

278. La *Kayserliche Landtagsproposition* à la diète de Basse-Autriche (Augsbourg, 2 janvier 1690) prévoit que les dépenses militaires vont s'élever à 12 millions de florins. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 52, liasse 1690. Confirmée par la *Conferentia in militaribus* du 26 septembre 1689, *Staatskanzlei Vienne, Staatskanzlei, Vorträge*, Karton 7/33, f° 43/44.

279. *Mémoire du cardinal Kollonich*. Il précise que ni l'entretien des fortifications, ni les dépenses de fonctionnement de la marine du Danube ne sont compris dans ce chiffre. HKA Vienne, *Verschiedene Vorschläge*, fascicule 2, dossier 94, f° 93.

280. Projet du commissaire général pour l'année 1695. *Protokoll über die Konferenz des 28.1.1695 bei Dietrichstein*, cité par H. VON SRBIK. *Der Staatliche Exporthandel, op. cit.*, p. 238. Confirmé par la relation finale de G. Ruzini au Sénat de Venise (1699). « Venti due million de Fiorini in ogn'anno si dimandavano dal Commissario per sostenere le due guerre. » *Relationen*, édition Fiedler, *op. cit.*, p. 407.

281. Séance de la *Deputation in Œconomicis* du 16 avril 1698. Il s'agit bien de tous les postes considérés dans le projet du commissariat général pour l'exercice 1691. Les crédits affectés à la solde se montent à 6 478 000 florins. « Extract aus denen Anno 1698 durch das ganze Jahr gehaltenen Deputations Conferenzen », HHStA Vienne, Karton 10/36, f° 32.

282. Lettre de l'empereur Léopold à Pötting, Vienne, 1^{er} octobre 1664. Édition PRIBRAM, *Fontes Rerum Austriacarum II*, t. LVI, p. 73-74.

283. Lettre à Pötting du 25 octobre. *Ibidem*, p. 78. Cette argumentation a été développée dans un mémoire : « Erhebliche Ursachen und motiven, welche I.K.Mt Bewogen haben, den jetzigen Frieden mit der ottomanischen porten Einzugehen. » *Staatskanzlei, Hispanica*, cité par PRIBRAM, *Ibidem*, p. 75.

Nous savons pourtant que des considérations de politique allemande et dynastique ont engagé l'Empereur dans une autre voie, au moment où il devait engager une petite armée en Hongrie. Il semble que la guerre de Hollande l'ait peu à peu entraîné dans des dépenses fort lourdes, supérieures à 6 millions de florins par an, doublant ainsi le poids des dépenses militaires. Voilà pourquoi l'Empereur a conclu une paix assez peu avantageuse à Nimègue. D'une part l'évolution de la situation hongroise lui causait une inquiétude justifiée; l'expérience qu'il y avait menée n'avait abouti qu'à des succès médiocres en matière de Contre-réforme et de centralisation, elle avait surtout provoqué l'insurrection d'une partie de l'armée et de la noblesse. La conclusion de la paix pouvait donc alléger les charges militaires d'une part et réduire considérablement l'aide française aux rebelles d'autre part [284].

Et nous savons que la conclusion de la paix entraîna la réforme immédiate d'une partie des Impériaux. Dans ce cas les impératifs financiers avaient joué incontestablement. Si en 1673 l'Empereur avait renoncé à sa politique de prudence c'était, nous l'avons vu, pour des raisons politiques, c'était aussi parce qu'il avait conclu avec les États généraux des Provinces-Unies un traité d'alliance assorti d'un traité de subsides [285] car l'entrée en guerre était en contradiction formelle avec la politique menée jusqu'alors pour faciliter la reconstruction des pays héréditaires. Dans quelle mesure ce premier effort financier ne surpassait-il pas les forces de la Monarchie ? Dans quelle mesure ne compromettait-il pas l'effort de reconstruction à un moment où la conjoncture n'était pas particulièrement favorable ?

Il s'agit là en fait d'un premier mouvement qui va s'amplifier à partir de 1681 : les nécessités politiques ont alors pris le pas sur les impératifs économiques et fiscaux. Pour négocier avec la France comme pour résister à Thököly et à ses alliés turcs, l'Empereur devait nécessairement réarmer. Très vite les effectifs atteignirent leur niveau de la guerre de Hollande, au minimum 60 000 hommes, et les dépenses s'accrurent en proportion. Dès 1681 l'Empereur prévoyait une dépense supplémentaire de 2 millions de florins pour le recrutement et la remonte et en 1683 le budget militaire dépassait celui de 1678, considéré pourtant comme un maximum qu'il était difficile de dépasser. À partir de 1685 les dépenses militaires se situèrent autour de 12 millions de florins, soit 4 fois plus que celles qui avaient été, en moyenne, effectuées au cours de la période précédente. Comment la Monarchie a-t-elle pu faire face à un accroissement aussi considérable ?

Mais cet accroissement des charges devait encore être aggravé par l'entrée en guerre de l'Empereur contre la France. L'ouverture d'un second front, toujours redoutée, fut néanmoins acceptée pour des raisons politiques que nous avons analysées plus haut. On a l'impression que l'Empereur fit face aux premières campagnes en pratiquant des économies draconiennes, en particulier sur les soldes. La crise économique de 1693 et les réajustements monétaires de cette même année provoquèrent une hausse des prix qui coûta cher au trésor impérial, celui-ci dépensa 16 millions pour l'armée en 1693 et près de 23 millions en 1695, sept fois au moins le budget « de base » de la période 1660-1680. Seule la signature de la paix de Ryswyck put alléger ce fardeau puisque le

284. J. BÉRENGER, *Les relations franco-hongroises pendant le gouvernement personnel de Louis XIV*, op. cit., loc. cit.

285. « So schloss der Kayser im Haag mit Holland eine offensive und defensive Alliantz / die darinnen bestund / dass der Kayser 30 000 Mann an Rhein Stellen und solche bis zu Ende des Kriegs daselbst agiren lassen sollte. Die Staaten von Holland wollten hingegen zu dieser trouppen Unterhalt und Recroutirung monatlich 45 000 thaler / und zwar von Augusti an / bis zu Ausgang des Kriegs aus zahlen. » RINGK, *Leopold*, op. cit., t. II, p. 219-220. Et après la rupture avec la France, Hocher négocie avec les deux envoyés hollandais les modalités d'application de ce traité. Conférence du 26 septembre 1673, à laquelle assistaient Lobkowitz, Schwarzenberg, et Hocher, secrétaires : Dorsch et Abele. HHStA Vienne, *Staatskanzlei Vorträge*, Karton 3/19.

budget militaire retombait à 14 millions en 1698, ce qui, compte tenu de la dévaluation, le ramenait aux proportions des années 1685-1690. La lutte dans l'Empire avait donc été une coûteuse entreprise.

Comme nous avons constaté que les dépenses civiles demeuraient constantes [286] ou même qu'elles fléchissaient en cas de guerre au profit du budget militaire, qui se voyait crédité d'une partie des recettes de la Paierie de la Cour, les variations des dépenses sont essentiellement imputables au budget militaire. Il nous faut donc nous demander par quels moyens le gouvernement de Vienne fit face à ses obligations. A-t-il pu augmenter ses ressources en proportion de ses dépenses ? Les rentrées d'impôt sont-elles quintuplées entre 1670 et 1695 ou même simplement triplées entre 1670 et 1690 ? Est-ce que l'essor économique indiscutable de la dernière décennie suffit à expliquer un tel développement des dépenses publiques ?

C'est pour répondre à toutes ces questions qu'il nous faut maintenant étudier les recettes ordinaires et extraordinaires de la Monarchie et dans un premier temps décrire et analyser le système fiscal complexe, en raison même de la très grande diversité des pays composant la Monarchie.

286. Le rapport de C. Ruzini (1699) confirme l'impression laissée par la juxtaposition des deux courbes, dépenses civiles et dépenses militaires. *Relationen*, édition Fiedler, *op. cit.*

LES RECETTES

Après quatre années de mission auprès de l'Empereur, l'ambassadeur vénitien A. Giustinian résumait en ces termes la situation financière de la monarchie :

« Les recettes sont divisées en recettes ordinaires et recettes extraordinaires; les premières sont les gabelles et les traites, outre les mines et les revenus que procure le sel, tandis que les secondes dépendent de l'accord des diètes qui prétendent accorder l'impôt, bien que l'État ait un caractère monarchique. On exige les impôts sous des formes différentes : en Bohême, Moravie, Silésie on le lève sur la bière et sur les maisons; en Autriche sur les maisons; en Styrie, sur ce que les gens payant chaque année à leur seigneur; on impose aussi assez souvent la capitation, dans laquelle on inclut la plupart du temps le clergé, qui paye aussi les décimes [1]. » Ce rapport, daté de 1682, analyse bien les ressources fiscales dont peut disposer l'Empereur : d'une part les *cameralia* ou recettes provenant du domaine au sens large, d'autre part les contributions votées par les assemblées d'états. Dans le détail il existe une grande variété d'impôts, qu'il serait néanmoins maladroit d'exagérer, car le gouvernement de Vienne a toujours essayé d'harmoniser la fiscalité, tout en respectant les particularismes régionaux. C'est pourquoi nous décrivons les différents types d'impôts en tenant compte des différences régionales, avant de tenter d'évaluer la masse globale des recettes à la disposition de la Monarchie.

I

LES REVENUS ORDINAIRES OU « CAMERALIA »

Historiquement ce sont les plus anciens et jusqu'au xvi^e siècle l'opinion les considère comme les seuls normaux. Le prince (*Landesfürst*) possédait des domaines, des seigneuries dont il touchait les revenus comme n'importe lequel de ses vassaux, mais il percevait

1. « Sono le rendite distinte in ordinarie et estraordinarie, le prime sono le gabelle e Datij, oltre le Minere, e la rendità del Sale, e le seconde dispendono della corrispondenza della Diete, quali non ostante che il Dominio sia Monarchico. pretendono, che seco s'accordi l'impositione. Si essigono queste in differente maniera; nella Boemia, Moravia, Slesia, sopra la Bira, e case; nell'Austria sopra le case : nella Stiria sopra quella pagano annualmente à Patroni s'impone anco ben Spesso il Testa dego, nel quale molte volte s'include il clero, che anco contribuisse le Decime. » *Relationen*, édition Fiedler, *op. cit.*, p. 223.

en même temps des revenus qui avaient toujours été considérés au Moyen Âge comme spécifiques du pouvoir souverain : c'étaient les *regalia* qui comprenaient essentiellement mines, gabelles et douanes.

A. LE DOMAINE.

Comme tout autre seigneur, l'Empereur possède des terres en propre, qu'il fait administrer par des intendants [2] et qui relèvent de la surveillance des différentes chambres [3].

En Basse-Autriche. — En Basse-Autriche nous retiendrons deux exemples de seigneurie appartenant à la Chambre des Comptes : le domaine de la forêt viennoise et la seigneurie d'Ebersdorff.

La forêt viennoise. — Le domaine impérial dans la forêt viennoise (*das Kaiserliche Waldamt*) comprenait 86 200 arpents. Le centre de la seigneurie était à Purkersdorf : à côté du château il y avait une église avec un presbytère et surtout une grande ferme (*Meierhof*) qui pratiquait le faire-valoir direct. À quelques kilomètres de là, à Klausenleopoldsdorff, on trouvait un moulin et une scierie, mus tous deux par la force hydraulique. Le plus clair des revenus était fourni par l'exploitation de la forêt qui devait fournir, chaque année, 12 000 stères (*Klafter*) de bois de chauffage pour les besoins de la Cour et il semble que cette quantité ait suffi à couvrir les besoins de la Hofburg. La main-d'œuvre était fournie par la corvée, mais aussi par tout un monde de petites gens trop heureux de trouver un travail salarié payé 6 kreutzer par jour. Le *Waldamt* fournissait également du bois d'œuvre pour l'arsenal et le chantier de constructions navales (marine du Danube). Enfin en 1683 il eut à fournir 112 000 planches pour la palissade de la contrescarpe, à raison de 3 planches par arbre, le siège de Vienne représente une belle saignée dans la forêt viennoise. La seigneurie de Purkersdorf fut d'ailleurs incendiée par les Tatares et le château pillé et brûlé. L'administrateur Rechberger mena à bien la reconstruction de la seigneurie et s'intéressa aux verreries, débouché idéal pour les bois de feu. Toute l'affaire était confiée à un maître des forêts (*Waldmeister*) qui était un personnage relativement important dans l'administration des finances puisqu'avant d'être nommé à Purkersdorf, le 31 janvier 1684, Jean-Christophe Rechberger était contrôleur du *Vizedomamt* et qu'en mai de la même année il fut honoré du titre de conseiller de l'Empereur [4].

Comme toutes les autres propriétés foncières, la forêt viennoise servait de garantie pour les créanciers de la Chambre des Comptes. C'est ainsi qu'en 1682 un emprunt à court terme (anticipation) d'un montant de 20 000 florins, fut garanti sur le *Wal-*

2. Voir à ce sujet l'instruction pour le capitaine du château d'Ebersdorff. « Instruction für den Neu resolvirten Schlosshauptmann Ebersdorff Johann Jacob von Wenzierl, wie und welcher massen Er sein Amt und ermelte Herrschafft verwalten und handeln solle ». Prague, 1^{er} mai 1680. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 210.

3. Lors de la réorganisation de ses finances, avant 1530, Ferdinand I^{er} avait insisté sur le contrôle des revenus des seigneuries du Kammergut. La *Raitkammer* de Basse-Autriche créée dès 1521 devait recevoir et contrôler les comptes du *Vizedom* et des *Amtsleute*. Éd. ROSENTHAL. « Die Behördenorganisation Kaiser Ferdinand I (ein Beitrag zur Geschichte des Verwaltungsrechts) » *A.O.G.* 69, p. 51-316, Vienne, 1887. Dans la 2^e instruction pour la Chambre de Bohême du 24 avril 1530 les officiers sont invités à respecter les vieilles chartes (*Urbarrregister*) et la Chambre des Comptes devra, en cas de besoin, en établir de nouveau : « 2 Instrucke Ferdinanda I pro českoukomoru z 24 dubna 1530 », publiée par Vaclav PESAK, *Dejiny české Komory*, p. 304-329.

4. A. SCHACHINGER. « Das Kaiserliche Waldamt und die Herrschaft Purkersdorf » dans *Jahrbuch für Landeskunde Nieder-Österreich*, Vienne, 1944-1948, t. 29, p. 167-272. Avant 1684 le *Waldamt* était dirigé par un simple agent (*der Waldschaffner*), Christophe Schreyer, jusqu'en 1678, et Jean Egger, de 1678 à 1683.

damt [5]. L'essentiel des revenus avant 1680 était fourni par la vente du bois de chauffage (à 8 kreutzer le stère); il atteignait alors un montant annuel moyen de 8 686 florins [6].

Ebersdorff. — La seigneurie d'Ebersdorff située à l'est de Vienne, le long du Danube fournissait, vers 1670, un revenu moyen annuel de 2 145 florins provenant de la perception de droits seigneuriaux sur les champs et les prairies, la dime, la corvée, ainsi que des pêcheries de Schwechat et de l'exploitation des bois. Mais nous avons vu que la seigneurie possédait un pavillon de chasse, où l'Empereur venait régulièrement. Il fallait donc entretenir les chasses, le château, ses serviteurs et son intendant, de sorte que le domaine arrivait tout juste à équilibrer son budget [7] depuis qu'un versement de 897 florins avait été assuré au comte Starhemberg pour les intérêts d'un emprunt.

L'administration. — L'ensemble des domaines, en Basse-Autriche, était administré par le *Vizedom*, abréviation allemande de *vice dominus*. À l'origine la Basse-Autriche possédait une Chambre impériale des Comptes, comme tous les autres pays de la monarchie, mais cette institution fut intégrée dans la chambre impériale en 1625. Depuis 1536 le *vice dominus* était l'officier comptable du domaine; il était chargé d'encaisser le solde créateur de chaque officier; c'était lui qui payait les gages des officiers du gouvernement du pays et même d'une partie du personnel de la Cour (en particulier ceux de la Grande Vénierie [*Ober Jägermeisteramt*]). En même temps le *vice dominus* exerçait la justice seigneuriale sur les domaines de l'Empereur. Il était par conséquent un véritable intendant général pour la Basse-Autriche et à ce titre il contrôlait les villes composant le IV^e ordre, Vienne et les autres cités privilégiées [8], mais sa compétence était bien diminuée parce que maint élément du domaine avait dû être vendu ou hypothéqué et son champ d'action ressemblait fort à une peau de chagrin [9].

Au début de la période, le titulaire de l'office, Aegidius de Seeau, portait le titre de conseiller de l'Empereur, mais surtout était apparenté à un conseiller de la Chambre des Comptes, Georges André de Seeau [10]. À la fin de la période le *vice dominus* semble avoir été gratifié du titre de conseiller à la Chambre des Comptes. Ce fut le cas de Jean-Benoît de Weissenegg, qui fit toute sa carrière dans l'administration des finances de Basse-Autriche (*Handgrafen*) il reçut le 24 juillet 1694 le titre de conseiller (*Hoffcammerrath*), puis fut nommé administrateur général du domaine le 10 août de la même année, moyennant un prêt de 35 000 florins, très supérieur à la caution de 15 000 florins exigée du titulaire de l'office [11]. Son prédécesseur, Philippe-Jacques Carl de Carlshoffen, appartenait lui aussi au monde des officiers de Basse-Autriche. En 1659, au moment de son mariage, il était conseiller du gouvernement du pays et en même temps commissaire des états, en tant que membre de l'ordre des chevaliers. Il put

5. 7 000 florins à 5 % l'an, 13 000 florins à 6 %. *Ibidem*.

6. BNA Vienne, ms. 14466, f^o 117 v.

7. BNA Vienne, ms. 14466, f^o 118. Une étude détaillée serait possible à partir des *Nieder-Österreichische Herrschaftsakten*, conservés aux archives de la Chambre des Comptes, à Vienne, dont l'intérêt a été souligné par O. BRUNNER dans son étude sur la Chambre de Basse-Autriche, « Das Archiv der Nieder-Österr. Kammer und des Vizedomes in Österreich », dans *Jahrbuch für Landeskunde von Nieder-Österreich*, t. 29, p. 144-166, Vienne, 1948.

8. O. BRUNNER, « Das Archiv der Nieder-Österr. Kammer », *op. cit.*, *loc. cit.*

9. BNA Vienne, ms. 14466, f^o 116. Il y avait aussi un *Vice-domamt* à Linz pour la Haute-Autriche (*Nieder-Österreich ob der Enns*).

10. « Kayserliche Obligation für I.K.M. Rath und Vizedomb in Österreich unter der Enns. H. Egidio von Seeau 15 000 fl. rh. als ein Amtsdarlehen. » Vienne, 15 juillet 1655. HKA Vienne, *Hofzahlamtsbuch* 101.

11. HKA Vienne, *Familienakten*, 26 juillet 1694, « Kayserliche Verschreibung für den neu resolvirten Vicedomben in Österreich unter der Enns Johann Benedict von Weissenegg wegen der von Ihme zum Extraordinari darlehen anticipirten 35 000 fl. rh. » 1^{er} août 1694. HKA Vienne, *Gedenkbüch* 223.

s'initier alors aux problèmes financiers et en 1687 il était nommé *Vicedom*; en même temps il recevait le titre de conseiller à la Chambre des Comptes [12]. L'emploi exigeait donc, outre des connaissances techniques, une certaine fortune permettant de verser 15 000 florins au moment de la nomination et il semble qu'aucun des titulaires ne se soit élevé au premier rang des responsabilités, l'office *Vicedom* représentant généralement le couronnement d'une carrière.

En Bohême. — À Prague la surveillance des domaines incombait, nous l'avons vu à la Chambre de Bohême qui contrôlait directement les intendants sans que s'interposât jamais un administrateur général. Jadis les rois de Bohême possédaient un beau domaine foncier, qui est allé diminuant depuis le début du *xvi^e* siècle. En 1526 la situation n'était pas brillante, puisque le domaine était grevé d'une dette flottante de 200 000 florins et c'est pour redresser la situation que Ferdinand I^{er} créa, en accord avec les ordres, une administration financière centralisée [13]. En dépit de lourdes charges qui pesèrent sur le royaume tout au long du *xvi^e* siècle, le zèle et la compétence des conseillers pragois parvinrent à maintenir le domaine dans des limites raisonnables : le fisc royal représentait encore 8 % de la fortune foncière du pays et demeurait, de loin, le premier grand propriétaire de la Bohême. Il possédait 21 862 tenures réparties entre 17 grands domaines dont les plus importants étaient Krumlov et Pardubice [14]. En 1699 le domaine représentait moins de 5 % des tenures mises en culture et soumises à la contribution (4,78 % exactement) [15]. Aussi les domaines fonciers apparaissent-ils surtout dans les actes d'abord comme garantie d'un emprunt et puis, dans les moments de crise, la Chambre de Bohême finit par les liquider au profit d'un aristocrate. C'est ainsi qu'en 1686 l'Empereur ordonnait au président de la Chambre de Bohême de

12. HKA Vienne, *Familienakten*, 12 janvier 1659. *Hochzeitspraesent*, Nomination 1687, *Gedenkbuch* 228: « An das Nieder-Österr. Vicedomamt, des gewesten Kayserl. Hof cammerraths und Nieder-Österr. Vicedom Weylandt H. Barons von Carlshoffen nachgelassenen frau Wittib. von denen also anligenden 15 000 fl. 6 per cento Interesse zu raichen. » 16 octobre 1699.

13. V. PESAK, *Histoire de la Chambre royale de Bohême*, op. cit., chap. 1.

14. Il s'agissait respectivement de :

Benatek	273	Ansässigkeiten
Lissa	261	—
Poděgrad	1 660	—
Trautenau	89	—
Chlumec	1 669	—
Pardubice	2 594	—
Mallěšov a Libenic	275	—
Brandeis na Labem	877	—
Prěrov	539	—
Kolin	520	—
Krumlov	8 395	—
Prosenitz	84	—
Mělník	417	—
Pürglitz	1 657	—
Dobris	336	—
Zbirov	856	—
Točnik a Králův dvor	367	—
TOTAL	20 869	Ansässigkeiten

La contribution rapportait en 1615 : 629 842 rixdales, à laquelle les domaines royaux contribuaient pour 50 215 rixdales. A. GINDELY, *Geschichte der böhmischen Finanzen*, op. cit., p. 104-105.

15. « Summa Summarum der Steuerbahren Angesessenen » : I.K. Mt königl. Herrschafften 2793 3/16. Thut 58 345 5/8. *Catastrum des Königreichs Böheimb Ansessigkeit*. Anno 1699. HHStA Vienne, ms. W 996, f^o 68. Il n'est évidemment pas question de comparer une tenure de 1615 et une tenure de 1699, la notion d'*Ansessigkeit* ayant considérablement évolué au cours du *xvii^e* siècle.

négocier la vente de Mělník [16] situé dans le cercle de Litoměřice, ce domaine appartenait au fisc depuis le ^{xiv}^e siècle et Charles IV y avait, selon la légende, fait planter des ceps de vigne d'origine française; en 1615 le domaine ne comptait que 417 tenures, ce n'était donc pas un des plus grands, mais il représentait toute une tradition. On proposait au comte Černín d'acheter un domaine dont la famille était usufruitrière depuis 40 ans; sinon la Chambre mettrait Mělník aux enchères. En octobre Černín proposait 250 000 florins, qui furent acceptés [17], car on avait un urgent besoin d'argent pour les recrues et une commission fut nommée pour dresser l'acte de vente. Elle était présidée par le vice-président de la Chambre des Comptes, le comte Breuner [18]. Le 9 janvier 1687 le comte Armand Jacques Černín recevait son titre de propriété [19]. De même la seigneurie de Pürlitz fut vendue au comte Ernest Joseph Wallenstein à la même époque et pour les mêmes raisons [20]. Il paya le domaine 400 000 florins comptant, dont près de la moitié servit à rembourser le prince Schwarzenberg [21]. Et l'on pourrait multiplier les exemples, tant en ce qui concerne la Bohême proprement dite que le comté de Glatz ou les domaines de Silésie [22].

En Hongrie. — Les résultats en Hongrie ne furent pas meilleurs, bien que l'Empereur ait eu toutes les chances d'arrondir le capital foncier du fisc. À deux reprises, en effet, il entra en possession d'importants domaines qu'il ne sut ou ne voulut conserver. Après la conjuration des Magnats les sentences furent assorties de confiscation : Muraköz en Slavonie, propriété de Pierre Zrínyi, Pottersdorf dans l'actuel Burgenland ou bien Kapuvár, représentaient de beaux domaines et au printemps de 1671 le conseil d'État suggérait d'utiliser les revenus de ces propriétés pour subvenir en partie aux frais d'entretien de l'armée [23] et de ne pas aliéner ces domaines. Ils furent en fait liquidés peu à peu, à la petite semaine, pour payer une dette ou récompenser un bon serviteur de la Maison d'Autriche. C'est ainsi que le comte Breuner fut autorisé à occuper le magnifique domaine du palatin Wesselényi à Illava en Haute-Hongrie; l'Empereur lui avait accordé en récompense de ses services de commissaire général une gratification de 40 000 florins; moyennant un versement supplémentaire de 80 000 florins il lui céda Illava [24]. Dès 1676 le comte Paul Eszterházy achetait à l'Empereur les trois domaines de Creuz, Closter et Bückhenhausen dans l'actuel Burgenland pour la somme de

16. « Kayserliches Handtbrieffl An H. Graffen Wratisslaw, Böhaimbischen Cammerpraesidenten. » Vienne, 25 mai 1686. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 355.

17. « Erinderungs Befelch an die Böhaimbische Cammer » du 12 octobre 1686, *Gedenkbuch* 355.

18. « Commissions-Decret an Hoffcammer vice Praesidenten Graffen Breuner » du 24 novembre 1686, *ibidem*. 155 000 florins étaient déjà affectés à la remonte et aux recrues.

19. « Kayserliche Erbaigentümliche Verschreibung für den Graffen Hörman Jacob Tschernin. » 9 janvier 1687. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 355.

20. « Befelch an das Hoffkriegszahlamt, die von denen Ernst Joseph Graffen von Waldstein wegen der Herrschaft Pürlitz erlegte 230 000 zu benötigten Hoff ausgaben ins Hoffzahlamt hinüber zu geben. » Vienne, 26 septembre 1685. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 213. Rappelons que la seigneurie de Pürlitz comptait 1 657 tenures en 1615.

21. « Kauffbrieff für Ernst Graffen von Waldstein », Vienne, 6 juin 1685. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 354. 170 000 florins étaient attribués au prince Schwarzenberg. « Befelch an die Böhimsche Cammer », 6 juin 1685, *ibidem*.

22. En 1687 une commission d'enquête présidée par le comte Nostitz fut chargée d'étudier la cession à l'électeur de Brandebourg du cercle de Schwiburg, en Silésie. « Befelch an die Schlesische Cammer », 6 octobre 1687, HKA Vienne, *Gedenkbuch* 355. Le rapport fut étudié par la Conférence secrète, le 29 novembre 1687. HHStA, *Vorträge*, Karton 7/32.

23. *Conferenzprotokoll* du 23 mai 1671. HKA Vienne, *Reichsakten*, fascicule 114.

24. « Kayserl. Befelch An die Hungarische Cammer » du 25 avril 1685 et du 20 juillet 1685. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 433. Sur la seigneurie d'Illava, voir R. MARSINA, *Urbari Feudalných Panstiev*.

200 000 florins, dont il ne payait comptant que les 2/3 [25]. Un an auparavant Montecuccoli avait reçu l'usufruit de la seigneurie de Kapuvár moyennant le versement d'une rente de 6 000 florins et en échange d'une gratification de 100 000 florins [26]. Comme son grand-père Ferdinand II, Léopold était généreux avec ceux qui le servaient bien : ce qu'il ne donnait pas sous forme de traitement annuel, il l'accordait en gratification et en terres. Si cette attitude se comprend mal du point de vue d'une stricte économie budgétaire, elle s'explique parfaitement dans la mentalité du temps puisque honneur, considération et richesse durables étaient liés à la possession de la terre. Au lieu de conserver les domaines et de les faire administrer, le souverain les utilisait pour récompenser largement ses fidèles. Voilà pourquoi le capital foncier récupéré en Hongrie après la conjuration des Magnats ou après la reconquête du pays n'a pas servi à accroître le domaine royal, mais à enrichir l'aristocratie de Cour. Nous avons vu que l'Empereur n'avait pas appliqué la solution préconisée par le cardinal Kollonich et qui sera appliquée plus tard dans le banat de Temesvár, après 1720 : faire du fisc royal le seul seigneur de la terre, qu'il distribuerait aux paysans [27].

Par conséquent les propriétés du fisc entraient d'une façon plus large dans l'économie générale des finances de l'Empereur si elles ne servaient que très médiocrement à couvrir les dépenses ordinaires de son budget. Cependant quelques éléments mineurs du domaine au sens médiéval du terme rapportaient des sommes relativement faibles, mais régulières, ce sont les droits régaliens, en particulier la monnaie, les mines et les gabelles.

B. LES DROITS RÉGALIENS OU « REGALIA ».

a. La monnaie.

Elle jouait évidemment un rôle économique que nous avons déjà souligné et nous verrons par la suite l'importance des manipulations monétaires pour l'ensemble du budget. Celles-ci étaient affaire de gouvernement et relevaient de la compétence de la Conférence secrète. Mais les manipulations étaient seulement possibles parce que le souverain disposait d'un réseau d'ateliers monétaires et qu'il avait un quasi-monopole de la frappe. Même pour les frappes de billon, il essayait de réduire les privilèges déjà existants. C'est pourquoi il refusa au roi de Pologne le privilège de battre monnaie en Silésie, alors que celui-ci était encore duc d'Oppeln [28]. Au même moment la Chambre des Comptes cherchait à supprimer toutes les concessions faites jusqu'alors et à éliminer peu à peu toutes les frappes privées [29]; particulièrement dangereuses en ce qui concernait le billon, puisqu'elles auraient permis à des particuliers d'accentuer l'inflation monétaire. Aussi les privilèges furent-ils peu à peu contrôlés. C'est ainsi que le prince Schwarzenberg put frapper des pièces de bon aloi (des ducats), mais dans les ateliers de la monnaie de Vienne qui exécuta le travail « à façon », le prince fournit 60 marcs d'or et 3 703 marcs d'argent [30] et il reçut en septembre 1695, 4 819 ducats valant

25. Soit 142 000 florins, le reste devant être payé en 3 termes. « Gschäftl an das kayserl. Hoffzahlamt », du 9 avril 1676, faisant suite au « Neben Recess Zwischen der Kayserl. Hoffcammer und Graffen Paul Esterhazy » du 26 mars 1676. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 431.

26. « Intimations-Decret an Generalleuthenandt H. Graffen von Montecuccoli. », Vienne, 27 avril 1675. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 430.

27. J. KALLBRUNNER, *Das kaiserliche Banat*, p. 20-29.

28. « Erinderung An die Böhmische Hoffcanzley warumben wegen der königin in Pohlen beehrter Münzaufrichtung zu Oppeln zu verwilligen seye. » HKA Vienne, *Gedenkbuch* 345.

29. « Decret An Herrn de Lisola, freyherrn », Vienne, 17 juin 1665. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 347. Lisola était alors *Rentmaister* du comté de Glatz, avant de repartir en mission en Espagne.

30. « Befelch Ans Hoffzahlamt » du 16 janvier 1695. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 436.

20 000 florins ainsi que 40 000 rixdales valant 80 000 florins [31]. Si ces 3 703 marcs d'argent avaient été convertis en pièces de 15 kreutzer dans un atelier local leur signification économique eût été tout autre, car elles se seraient ajoutées au flot de mauvaise monnaie qui inondait la Monarchie par l'intermédiaire de la Hongrie ou de la Silésie. La structure particulière de ce dernier pays ne permettait pas à l'Empereur d'exercer ses droits régaliens. S'il pouvait empêcher l'extension de privilèges monétaires, il ne pouvait supprimer ceux qui existaient déjà et se contentait, faute de mieux, de les conseiller et de les modérer, tel le prince d'Öls que l'Empereur invite à frapper des monnaies en quantité réduite, faute de pouvoir l'en empêcher [32].

Mais l'essentiel des frappes demeurait l'apanage d'hôtels des Monnaies exploités en régie directe, sous la responsabilité d'un maître de Monnaie [33]. Celui-ci appartenait au monde des officiers de finances et il avait sous ses ordres des techniciens de la frappe monétaire. Outre l'atelier de Prague [34], les deux plus importants étaient l'atelier de Vienne et celui de Kremnica. Dirigé successivement par François Faber (1659-1660) et André Cetto (1660-1664) l'atelier viennois disposait de moyens matériels permettant de frapper vite une grande quantité de pièces : en une semaine Faber a frappé pour 10 000 florins de pièces de 15 kreutzer, soit un total de 40 000 pièces [35]. La frappe monétaire, même s'il s'agissait de pièces de bon aloi, rapportait un bénéfice net, une fois déduit le prix de revient du monnayage. En 1670 ce bénéfice s'élevait à une rixdale par marc d'or fin [36] et à 24 kreutzer par marc d'argent, même s'il fallait l'acheter 17 florins à Amsterdam; le coût de fabrication était en effet de 24 kreutzer mais le privilège qu'avait « la Maison d'Autriche de faire monnoie des rixdalles a deux grains moins par marc que les Estats de l'Empire [37] » lui permettait de tirer 11 rixdalles 1/7 du marc d'argent fin; avec l'*agio* existant sur les monnaies de forte valeur intrinsèque, le marc d'argent monnayé rapportait 17 florins 48 kreutzer, d'où le bénéfice de 48 kreutzer par rapport au prix d'achat du métal et le bénéfice net de 24 kreutzer, c'est-à-dire 1,5 % [38]. En fait à ce moment là les revenus de la Monnaie de Vienne étaient engagés au maître des Monnaies Faber, qui avait promis de ne pas fabriquer de billon [39]. Les seuls ateliers qui rapportaient gros au trésor impérial étaient les ateliers hongrois.

31. « Passierung für das alhiesige Kays : Müntz Amt » du 29 septembre 1695 ainsi qu'un « Erinerung Ans Kayserl. Münzamt alhier », même date. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 223. Nieder-Österreich.

32. « Der Königl. Schlesischen Cammer wirdt communicirt. wessen I. Mt sich in Sachen / dass Ihro fürstl; Gnade zu ols um aufgerichte Müntzwerckh betreffendt gnädigist resolviret / das nemlich Ihre fürstliche Gnaden alda zugelassen sein solle / den alten Schrott und Korn nach ducaten, ganz halb und viertel thaller / wie auch groschen in moderirter Quantitet ausmünzen zulassen : iedoch das die 6 kreutzer derzeit nit zu Müntzen. » Vienne, 21 juin 1674. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 351.

33. Voir à ce sujet l'instruction « für den neuresolvirten Kayserlichen Münzmaister alhier Mathiä Mittermayr und dessen zugeordneten quartein Sigmund Hammerschmid, wie die beede Ihr amt handeln sollen ». Prague, 2 mai 1680. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 210.

34. Dirigé par Antoine Janinall, « Gschächftl An die Münzamt Leuth alhier », 16 janvier 1670. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 349.

35. Au cours de ces cinq années Faber et Cetto frappèrent près de 30 millions de pièces de 15 kreutzer (*Fünffzehner*). E. HOLZMAIR, « Studien zum Münzwesen Leopolds I », dans *Numismatische Zeitschrift*, t. XXIX, 1936. François Faber était au moment de son mariage, en 1643, *Cammerfourrier*, et son frère Laurent était secrétaire du gouvernement de Basse-Autriche. HKA Vienne, *Familienakten*.

36. « Gschächftl An die Münzamtbleit alhier », 16 janvier 1670. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 349.

37. *Mémoire du Président Colbert, intendant en Alsace*, du 9 juin 1657, cité par G. LIVET : *L'Intendance d'Alsace, op. cit.*, p. 491. Le roi de France avait le même privilège.

38. « Antwortt an die Böheimische Cammer das wann die Marckh fein zu 16 1/2 zubekommen, in Vermünzung des Reichthallers gar kein Verlust zubesorgen », 18 décembre 1670. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 349.

39. BNA Vienne, ms. 14466, f^o 120 v.

L'Hôtel des Monnaies de Kremnica devait son importance à la présence de métaux monnayables, or, argent et cuivre, dans les mines de Haute-Hongrie et il est difficile d'apprécier le profit du monnayage, que les sources, au niveau de la Chambre des Comptes, intègrent dans les bilans généraux de l'exploitation des mines. Retenons seulement que la monnaie de Kremnica fournissait l'Empereur en ducats. En 1680 par exemple un convoi lui apportait 22 617 ducats valant 200 000 florins [40], les frais de transport s'élevant à 0,5 %. Et le monnayage d'argent était d'un bien meilleur rapport qu'en Bohême puisque le marc d'argent fin à 14 grains coûtait entre 8 florins 37 1/2 deniers et 12 florins [41].

b. Les mines.

Elles représentaient encore au xviii^e siècle une ressource non négligeable pour la Monarchie, tant au point de vue économique que du point de vue financier.

En Hongrie. — En Hongrie le bilan était largement positif et les villes minières ont fourni pendant longtemps à l'Empereur-roi le plus clair des revenus qu'il tirait de ce pays. L'administration était partagée en trois Chambres qui tenaient des comptabilités distinctes : les Chambres de Banska Bystrica, Banska Stiavnica et de Kremnica, bien que cette dernière fût le siège d'une autorité centrale, le trésorier général (*Obrister Cammergraf*). Dans les milieux viennois on estimait que les villes minières rapportaient en moyenne de 900 000 à un million de florins par an [42] et le trésorier général était un des personnages les plus en vue de la Chambre des Comptes. Disposant de ressources aussi importantes, en dépit de la décadence relative des mines de Hongrie, il pouvait mobiliser du crédit. N'oublions pas que les Thurzó étaient les financiers les plus puissants de la Hongrie d'avant Mohács et qu'ils associèrent les Fugger à leurs affaires. Anton Fugger jugeant l'exploitation des mines de Haute-Hongrie trop peu rentable après 1550, il la rétrocéda aux Habsbourg qui mirent l'administration des villes minières sous l'autorité immédiate de la Chambre de Basse-Autriche [43]. Celle-ci exclut pratiquement les Hongrois des postes de responsabilité, qu'elle confia à des Allemands ou à des Italiens; signe visible de cette dépendance : au xviii^e siècle la Chambre des Comptes correspondait directement et en *allemand*, avec les officiers des villes minières et leur trésorier général, au lieu de correspondre en latin par l'intermédiaire de la Chambre royale de Presbourg.

Propriété privée du roi de Hongrie depuis Charles-Robert d'Anjou, les villes minières échappaient à tout contrôle des ordres et de la diète qui, au xviii^e siècle, n'émettait même plus de protestations quant à cette dépendance; elle se contentait de critiquer l'emploi des fonds lorsque l'Empereur demandait aux ordres de contribuer, eux aussi, aux frais de défense de la frontière. Bien sûr les trésoriers généraux des villes minières

40. « Kayserlicher Befelch An das Hoffzahlamt dem Herrn Viechtern wegen der überbringung 200 000 fl. rh. ohne zugeraitten duggaten Aggio die Auffuhr. Convoy und zöhrungs Unkosten... widerumb zuerstatten. » Linz, 17 août 1680. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 432. Rappelons que les dépenses du congrès de Francfort avaient été payées en grande partie par des espèces fournies par la monnaie de Kremnica. « Verso Francfort è passato per qua in questi giorni da Vienna un convoglio di 6 calessi con scorta di moschettieri con danaro contanto... in effetto non a 200 000 fiorini tratti dalle miniere d'Ongheria con qualch'anticipazione di quei partitanti. » Dépêche de B. Nani au Sénat de Venise, Prague, 6 avril 1658. Édition A. F. PŘIBRAM, *op. cit.*, p. 121.

41. BNA Vienne, ms. 14466, f^o 122.

42. *Ibidem*, f^o 121-122. L'histoire de l'administration des villes minières a été exposée par Gy. EMBER, *Igazgatás Története*, *op. cit.*, dans le chapitre 21 : « Bánya és Erdőgazdaság » (économie minière et forestière), p. 286-366.

43. Voir à ce sujet LÉON SCHICK : « Une nationalisation au xvi^e siècle, les Fugger en Hongrie », dans *Banque*, Paris 1951.

du XVIII^e siècle ne pourraient être comparés aux Fugger, car leurs affaires n'eurent jamais de dimensions internationales, mais ils figuraient en bonne place parmi ces *partisans* qu'avait remarqués Grémonville.

La première en date de la série fut le baron de Chaos, Jean Conrad Richthausen, qui mena une carrière d'officier de finances pour mourir en 1663 riche et comblé d'honneurs. Il débuta comme maître des Monnaies à Brno en Moravie, puis à Vienne. C'est alors en mars 1649 qu'il reçut le titre de conseiller de la Chambre des Comptes. En 1653 il devenait baron et choisit lui-même, volontairement, le prédicat de Chaos en raison de ses préoccupations d'alchimiste [44]. Vers 1655, Richthausen était nommé trésorier général des villes minières, fonction qu'il devait exercer jusqu'à sa mort en 1663. Contrairement à la plupart de ses collègues de l'Hôtel des Monnaies de Vienne, il devait s'élever jusqu'aux charges exécutives. Le fait d'être conseiller à la Chambre des Comptes ne pouvait que renforcer son autorité en Haute-Hongrie, où il jouait le rôle d'un véritable commissaire du gouvernement de Vienne, tout en entretenant, semble-t-il, de bonnes relations personnelles avec le président de la Chambre hongroise, le comte Étienne Zichy, à qui il légua, à sa mort, une pièce d'argenterie. Richthausen mourut sans héritier direct et légua une partie de sa fortune à un orphelinat qu'il confia au Magistrat de Vienne. Cette part de la fortune n'est pas évaluée, mais ses placements étaient importants et variés; outre 12 500 florins en espèces, il possédait des vignes en Autriche, des droits sur une seigneurie, une part dans une société pour le commerce du bœuf hongrois et une rente annuelle de 1 500 florins qu'il constituait en faveur de sa femme, soit au denier 20 un capital de 75 000 florins [45]. Nous sommes en présence d'une belle fortune et d'un homme qui traitait d'égal à égal avec le président des finances Sinzendorf, le comte Zichy et ses collègues de la Chambre des Comptes.

C'est son associé dans le commerce des bestiaux Joannelli qui lui succéda comme trésorier général des villes minières [46]. Nous connaissons moins bien l'état de sa fortune, que pour Richthausen ou Viechter mais c'est lui qui traita une des plus grandes affaires de la période en prêtant 400 000 florins à l'Empereur pour le rachat des duchés silésiens d'Oppeln et de Ratibor [47]. En 1668 Joannelli était nommé trésorier des guerres, vraisemblablement en raison de son crédit. D'après Ember [48] Joannelli appartenait à une famille de banquiers établie en Haute-Hongrie mais sa carrière ne fut jamais consacrée par une place de conseiller de la Chambre des Comptes. Peut-être préférerait-il une situation moins en vue pour se consacrer à des affaires plus lucratives.

Ce ne fut pas le cas de Jean-André Viechter qui mourut en 1703 avec plus de titres que de fortune. Il appartenait à une famille de petits officiers de l'Empereur. Un de ses ancêtres, Gaspard, était déjà employé à la Cour (*Kaiserlicher Diener*) de Maximilien II, en 1571; son grand-père Christophe, au moment de son mariage en 1613, était employé de la Chambre de Basse-Autriche [49]. Jean-André n'apparaît dans les actes qu'en 1680, précisément comme trésorier général des villes minières. Il a déjà le titre de conseiller de l'Empereur. Après la tourmente, le 2 novembre 1683, il est nommé conseiller de la Chambre des Comptes. Ce titre lui confère une autorité supplémentaire dans ce district minier qui vient de vivre des heures difficiles; après le départ des *partisans* d'E.

44. HKA Vienne, *Familienakten*, 14 mars 1649 et 29 juillet 1653.

45. Testament du 6 août 1663. HHSStA Vienne, *Testamente*, Karton 5c12. Le seul actif qui puisse être évalué donne une fortune de 100 000 florins sans compter les terres, ni le legs à l'orphelinat.

46. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 428, I. 667.

47. « Kayserliche Verschreibung Für Johann Andre Joannelli », 1^{er} septembre 1665, *Gedenkbuch* 347. En 1670 Joannelli était entièrement remboursé (Schreiben) « Denen Oberbeamten bey der Cammer Cremnitz », 12 mars 1670, *Gedenkbuch* 201.

48. Gy. EMBER, *Igazgatás Története*, op. cit., p. 313.

49. Exactement commis-adjoint aux écritures (*Registeramtsgehilf bey der Nieder-Österreichischen Cammerkanzley*), *Hochzeitpraesent*. HKA Vienne, *Familienakten*.

Thököly, il eut pour tâche essentielle de remettre en route l'exploitation des mines. On sait qu'il y parvint puisque la production de métal brut, tout comme les bénéfices des trois chambres, sont allés croissant après 1683 (contrairement à ce qui a été souvent affirmé). Si Richthausen était un technicien — il a pris un brevet sur la mise en valeur du minerai — si Joannelli était un financier, Viechter était un administrateur. En 1690 il fut anobli et devint baron de Grueb (mot de La Mine); c'est la récompense de ses services. En 1695 il quittait Kremnica pour exercer véritablement les fonctions de conseiller de la Chambre. Lorsqu'il mourut en 1703 il laissait deux maisons, dont une située à Vienne *auf der Landstrasse*, un capital mobilier de 22 500 florins, de l'argenterie et du vin hongrois pour 500 florins [50]. C'était une fortune bien modeste comparée à celle de ses prédécesseurs, mais les responsabilités qu'il a exercées avec talent à Kremnica l'ont conduit dans un des conseils exécutifs de la monarchie et lui ont procuré l'anoblissement. Son successeur Louis Albert de Thavonath connut une carrière analogue. Les mines de Hongrie représentaient un élément non négligeable dans les recettes de la Chambre des Comptes. Bien entendu une partie des recettes était employée sur place, en particulier pour payer les garnisons de la frontière rétribuer le personnel civil [51] et couvrir les frais d'exploitation des mines. Le bénéfice net pour la Chambre des Comptes oscillait entre 175 000 et 500 000 florins et représentait donc en moyenne environ 10 % des *cameralia*.

En Bohême. — En dépit des tentatives de réorganisation, les mines d'argent de Bohême ne représentaient pas une part aussi importante des revenus de l'Empereur. Nous avons vu que la seule mine ayant une production digne d'intérêt était celle de Jachymov. En 1590 elle ne rapportait plus à la Chambre de Bohême que 2 430 rixdales, soit un peu plus de 1 % des *cameralia* du seul royaume de Bohême à cette date. En 1660 les mines de Jachymov rapportaient encore moins [52].

En Autriche. — Quant au monopole sur les mines de fer et la métallurgie il ne rapportait à la Chambre des Comptes que des sommes tout à fait négligeables, 5 400 florins en 1665 [53]. La vraie richesse minière en Autriche provenait des salines de Gmunden, en Haute-Autriche, dans l'actuel Salzkammergut. Les deux principaux gisements de sel gemme étaient situés à Bad Ischl et représentaient une source quasi inépuisable de sel pour les Pays héréditaires. Ces mines sont à l'origine du monopole qu'établit l'Empereur à son profit et que nous étudierons par la suite [54].

Vers 1670 le bénéfice immédiat du grenier à sel de Gmunden était d'environ 80 000 florins par an et il faudrait y ajouter les profits des greniers à sel des différents Pays héréditaires pour apprécier à sa juste valeur cette importante source de revenus.

c. La taxe sur les Juifs.

L'Empereur ne possédait pas seulement de lucratifs droits régaliens sur les biens, mais aussi sur les personnes; en vertu d'une tradition fort ancienne dans la Chrétienté

50. Testament de Johann Andre Viechter freyherr von Grueb, *Kayserlicher Hoffcammerrath*, du 6 avril 1703. HHStA Vienne, ÖLMA, *Testamente*, Karton 30, V. 51.

51. BNA Vienne, ms. 14466, f^o 121-122. Ainsi le trésorier général (*Obrister Cammergraf*) employait : un receveur (*Cammergraf Einnehmer*) et son contrôleur, un comptable, un secrétaire, un employé (*Cammerregistrator*).

52. M. WOLF, « Kralovsky duchod a cévër v XVI století », dans *Česky Časopis historicky*, 48-49, p. 143, Prague, 1948. État des revenus de 1590.

53. HKA Vienne, *Hofzahlamtsbuch* 110, 1665.

54. « ... das ist die origo des Salzweesens selbst ». BNA Vienne, ms. 14466, f^o 119.

médiévale, les Juifs étaient les protégés *personnels* du prince, qui leur faisait payer bien cher la protection plus ou moins intermittente qu'il leur accordait. En vérité les princes avaient besoin de leurs services, de sorte qu'ils faisaient la sourde oreille à l'antisémitisme latent dans le petit peuple. L'empereur Léopold I^{er} donna lui-même un bel exemple de cette incohérence; en 1670 cédant tant aux pressions de son entourage qu'aux passions haineuses du peuple viennois déjà antisémite, il expulsait la communauté israélite. Dix ans après il recourait aux services de Samuel Oppenheimer, qui l'aida à financer la reconquête de la Hongrie et la guerre de la Ligue d'Augsbourg. Il est vrai qu'Oppenheimer jouissait de la situation privilégiée de banquier de la Cour (*Hofhandelsmann*) et que, comme n'importe quel officier attaché à la personne de l'Empereur, il relevait à titre personnel de la seule juridiction du maréchal de la Cour. Les communautés juives, lorsqu'elles étaient tolérées, étaient organisées en corps privilégiés qui s'administraient eux-mêmes. C'est ainsi qu'en Bohême les Juifs de Prague élaient un conseil qu'ils renouvelaient régulièrement [55], tandis que ceux dispersés à travers le pays nommaient un primat qui était assisté d'un greffier [56]. Les membres de la communauté pouvaient donc être jugés selon les prescriptions de la loi mosaïque et les autorités qu'ils avaient élues étaient responsables devant le président de la Chambre de Bohême. En matière fiscale celle-ci ne connaissait que les responsables élus, qui se chargeaient de répartir et de collecter la taxe spéciale qui pesait sur les Juifs. Qualifiée de taxe de tolérance (*Tolleranz Geld*) elle était le prix de la protection que leur accordait le souverain. En Basse-Autriche elle s'élevait à 10 000 florins pour la communauté de la capitale et de 5 000 florins pour ceux vivant à la campagne (*Landjuden*). Et c'est pour obtenir leur expulsion que le magistrat de Vienne s'engagea à payer cette somme, quitte, par la suite, à oublier de tenir ses engagements [57] car cette triste affaire avait des aspects sordides qui soulignent bien le caractère « intéressé » de la « protection » qu'accordait le souverain. En Bohême ils payaient une taxe de même ordre à laquelle s'ajoutait la contribution ordinaire, soit un peu plus de 2 % (1/45) de la contribution totale du Royaume qu'ils se répartissaient à raison d'un tiers pour les Juifs du plat pays et 2/3 pour les Juifs de Prague [58]. Ceux de Moravie étaient soumis de même à une double contribution : 4 000 florins de taxe de tolérance et les contributions normales [59]. Quant aux Juifs hongrois ils purent se maintenir eux aussi, malgré les pressions du cardinal Kollonich, moyennant le paiement d'une taxe de tolérance [60].

En fait cette taxe ne représente qu'une infime partie des services que les Juifs rendaient à l'Empereur, puisque ceux-ci lui prêtaient de l'argent et administraient de

55. « Erinderungs Befelch An die Königl. Böhaimbische Cammer... in puncto der Prager Jüdischen neuen anlag und rathswahl. » Vienne, 17 octobre 1691. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 355.

56. « Antworth An Böhaimischen Cammer Praesidenten Herrn Graffen Schlick, ratione der von dem Primassen der Landts Judenschafft Abraham Aron nebst dem Landtschreiber Elia Bunzl begangener Vorschafftigkeiten umb Entsetzung diser beeden Juden wahl undt Anlaag auch was sonst anhengig ist, bettreffendt. » Vienne, 30 mars 1693. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 30 mars 1693. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 356.

57. Vienne Allg. Verwaltungsarchiv N.H. t. 132 Wien Geistliche Ableilung.

58. La part de 1/45 est mentionnée chaque année dans un article spécial concernant les communautés privilégiées de Cheb, Glatz et les Juifs, quant à la répartition entre les deux groupes israélites elle est très bien définie par l'*Ersuchungs-Decret An die Königliche Böhmische Hoffcanzley die Judenschafft bettreffendt*, concernant la contribution en grains de l'année 1664. Vienne, 17 juin 1665, SÚA Prague, Č.D.K.M. 1665/111, juin 1665.

59. Les Juifs de Moravie, ruinés par l'incursion tatar de 1663, s'excusent de ne pouvoir acquitter la double contribution et sollicitent un allègement. *Ersuchungs Decret*. « An die Königliche Böhaimische Hoffcanzley die Mährische Judenschafft bettreffendt. » Vienne, 12 juin 1665. SÚA Prague, Č.D.K.M. 1665/111, juin 1665.

60. Kollonich rappelle qu'ils n'étaient pas admis, mais seulement tolérés *tanquam malum necessarium* et souhaitait leur expulsion pure et simple. MAURER, *Kollonitsch*, op. cit., p. 275-276.

nombreux offices de finances en Hongrie [61]. C'est ainsi qu'en 1691 Levin Potschka était commissaire des guerres à l'armée de Hongrie [62], à une époque où Samuel Oppenheimer traitait d'égal à égal avec le commissariat général et la Chambre des Comptes. Là encore on doit noter le décalage entre le rôle que jouait la communauté israélite dans la vie financière de la monarchie et la place qui lui était faite dans la société civile.

d. Les gabelles (le monopole de la vente du sel).

Les hasards de la nature voulaient que l'Empereur possédât un des plus beaux gisements européens de sel gemme, en Haute-Autriche, tandis que certains pays de la monarchie en étaient totalement dépourvus : de là à organiser à son profit un des plus vieux commerces du monde il n'y avait qu'un pas que les Habsbourgs franchirent allégrement.

En Bohême. — Comme les pays tchèques ne produisaient pas de sel, ils devaient l'importer soit de Pologne, soit de Hongrie. Toute l'astuce consistait à créer de nouveaux courants commerciaux en faveur des mines de Hallstatt. Tout d'abord Ferdinand I^{er} usant de persuasion chargeait, en 1564, les marchands de Prague d'approvisionner la Bohême du sel de Salzkammergut, *bien supérieur en qualité au sel étranger*, précisait la patente [63]. Ensuite Ferdinand II franchit le pas décisif en promulguant, en 1628, une patente relative au commerce du sel. Il y rappelait que la plus grande anarchie régnait dans l'approvisionnement et que la concurrence se faisait au détriment des pauvres gens. Il insistait également sur le fait que le commerce du sel faisait partie des *regalia*. En conséquence il créait un certain nombre de greniers à sel où les seigneurs pourraient s'approvisionner et ravitailler ainsi tous leurs paysans [64]. Le sel y serait vendu à prix fixe et les droits de douane sur les sels saxons et bavares étaient augmentés d'un tiers, ils passaient de 45 kreutzer à 1 florin par sac; les particuliers qui voudraient importer du sel autrichien paieraient des droits de douane considérablement accrus (passant de 4 à 15 kreutzer par sac) [65]. En 1639 Ferdinand III doublait les droits de douane sur les sels d'importations; ceux-ci passaient de 15 à 30 kreutzer par sac, à cause des charges croissantes imposées par la guerre [66]. En 1642 l'Empereur interdisait purement et simplement l'importation en Moravie des sels polonais, hongrois et transylvains [67].

Mais c'est la patente du 1^{er} janvier 1652 qui fixa définitivement la politique impériale en la matière. Elle rappelait et complétait les dispositions de la patente de 1628 que

61. C'est ainsi que Leonora Joachim qui habitait la Moravie offrit, en 1676, un prêt de 50 000 florins. *Kayserl. Commissions-Befehl an Rendtmaister in Mähren*, 29 août 1674. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 351. Et Kollonich leur reprochait d'occuper des postes dans l'administration financière et militaire de la Hongrie, MAURER, *Kollonitsch, op. cit., loc. cit.*

62. « Befehl An das Hoffkriegszahlamt, dem Ober Proviandt Commissario levin Potschka un obige... 10 000 fl. die gewöhnliche Amtsquittung hinaus zuertheilen », 8 mars 1691. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 434.

63. « An Güte besser als das frembde Salz. » citée par Ch. D'ELVERT : *Zue Österreichische Finanzgeschichte, op. cit., t. I, p. 401.*

64. *Kayserl. Patent den Salzhandel betreffend*, Vienne, 7 décembre 1628. SÚA Prague, Collection Borek, t. VI, f^{os} 239-245. Copie. La même année Ferdinand II publiait une *Kayserl. Resolution*, pour la Moravie. Ch. D'ELVERT, *op. cit., loc. cit.*

65. *Ibidem.*

66. *Kayserl. Patent* du 30 août 1639. *Ibidem*, f^{os} 247-249.

67. Ch. D'ELVERT : *Zue Österr. Finanzgeschichte, op. cit., loc. cit.*

nous venons d'analyser. Les habitants de la Bohême devront s'approvisionner aux greniers à sel suivants [68] :

Linzer.....	3 fl. 20 kr. (par sac)
Mauth.....	3 fl. 20 kr. —
Freystatt.....	3 fl. 45 kr. —
Česke Budějovice.....	4 fl. 20 kr. —
Teyn/Moldau.....	4 fl. 30 kr. —
Prague.....	5 fl. 15 kr. —

Comme on voit le prix variait en fonction de l'éloignement des lieux de production puisqu'un sac coûtait presque le double à Prague par rapport au prix de vente à Linz. Les greniers à sel étaient ouverts tous les jours de 7 à 10 heures et de 13 h à 15 h 30 et il était formellement interdit aux grenetiers de majorer le prix du sel, même en se faisant donner des « cadeaux ».

D'autre part le sel transporté par les officiers seigneuriaux qui venaient s'approvisionner aux greniers était exempt de toute douane et de tout péage. La multiplication des greniers avait pour but de faciliter les achats des particuliers. En revanche la patente de 1652 interdisait formellement l'importation du sel polonais [69]. Ainsi, en l'espace d'une génération, le pouvoir royal en est venu à établir un monopole à son profit, sur une denrée de première nécessité.

Christian d'Elvert note une évolution semblable pour la Moravie, tandis que la Silésie conservait encore un certain temps un régime plus libéral tant à cause de la proximité des mines polonaises qu'à cause de sa structure politique particulière [70].

Tout au long de son règne l'empereur Léopold I^{er} a renforcé les dispositions prises par son père et son grand-père. En 1675 il organise véritablement la répression de l'inévitable contrebande qui s'établissait à partir de la Saxe et de la Bavière. À ceux qui critiquaient le monopole il répondit que cette affaire le regardait seul, puisque les gabelles faisaient partie des *regalia*. Léopold, respectueux des droits des ordres en matière de contributions, usait donc des siens quand il le pouvait. Il exigeait que les habitants qui voulaient importer du sel de Bavière ou de Saxe empruntassent les grandes routes, afin d'acquitter les droits de douane qui pesaient sur cette marchandise. Il les priait d'ailleurs vivement de renoncer à ce trafic, mais comme il savait que l'appât du gain serait plus fort, la patente prévoyait des visites domiciliaires de la part des inspecteurs et des officiers des gabelles (*Überreuter, Salzbeamten*). Les seigneurs et surtout les officiers du cercle devaient prêter main-forte à l'occasion. Ce contrôle pouvait s'exercer sur dénonciation, pratique qui était encouragée par le versement d'une prime au mouchard. Quant au coupable il s'exposait à des peines corporelles [71]. Il est probable que l'application de ce texte n'alla pas sans difficulté puisqu'en 1692 l'Empereur interdisait à nouveau le commerce privé du sel. Il condamnait d'autre part les actes de violence, voire les meurtres perpétrés à l'encontre des officiers des gabelles et rappelait à cette occasion aux autorités des cercles qu'elles devaient prêter assistance aux inspecteurs des gabelles [72]. Cette patente avait pour but d'augmenter le prix de vente du sel de 37 kreutzer, en relevant d'autant la taxe (*Aufschlag*) qui frappait ce produit et qui fut étendue à tous les Pays héréditaires. Elle devait durer tant que les

68. *Kaysrl. Patent den Salzhandel betreffend*. Vienne, 1^{er} janvier 1652. SÚA Prague, Collection Bořek, t. VI, f^{ms} 259-267.

69. *Ibidem*. La patente de 1628 avait établi les mêmes greniers à sel.

70. *Ersuchungs Decret An die Böhmische Hoffcanzley die hievor wegen freyer Einfuhr I K. Mt aignen polnischen Salzes in Schlesien affigirt geweste patenten, von Neuem umbtrucken und publiciren zulassen*. Vienne, 3 août 1660. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 346.

71. *Kaysrl. Patent*, Vienne, 10 juillet 1675. SÚA Prague, Collection Bořek, t. VI, f^{ms} 298-306.

72. *Kaysrl. Patent*, Vienne, 1^{er} septembre 1692. SÚA Prague, Collection Bořek, t. VI, f^{ms} 307-318, § I et § IV.

gabelles seraient obligées de garantir de nombreux emprunts [73]. En fait ce n'était que la première étape d'une hausse qui fut renouvelée en 1693 et en 1694 [74], la taxe initiale de 1692 triplant ainsi en l'espace de 3 ans.

Le monopole du sel était en vérité une ressource de première importance, qui ne cessa de croître au cours de la période, les ressources brutes passant de 300 000 florins en 1664 à 700 000 florins en 1700, le bénéfice net s'accroissant dans les mêmes proportions (il passait de 211 000 florins à 509 000 au cours de la même période). C'est pourquoi ce fonds servait à garantir les emprunts et plus spécialement le service de la dette, car les créanciers étaient sûrs de voir les intérêts payés chaque année.

La différence entre le produit brut et le produit net correspond, en gros, à tous les frais d'administration, c'est-à-dire en l'occurrence aux frais de transport et aux dépenses de personnel. Jusqu'à 1668 ces dépenses étaient de l'ordre de 100 000 florins par an; après cette date ils s'élevèrent à 120 000 florins environ, car l'érection de nouveaux évêchés fut financée en prélevant 15 kreutzer par sac de sel vendu [75].

PRODUIT DES GABELLES DE BOHÊME [76].

Année	Produit brut	Produit net	Quantités livrées en sacs
	Florins	Florins	Nombre de sacs
1664	302 183	211 515	Environ 45 000.
1665	326 006	237 388	22 000 pour Linz [77].
1666	309 338	195 504	50 000.
1667	288 384	189 723	
1668	355 529	230 647	
1669	342 455	233 744	
1670	329 741	218 200	40 000 à 50 000 [78].
1671	345 123	224 614	
1672	352 198	235 024	
1673	354 045	240 901	
1674	334 525	226 084	
1675	330 673	207 886	40 000 [79].
1676	—	—	
1677	368 495	243 384	

73. « Bis die ienige treuherzige Creditores, so Uns mit einigen Geldsummen gehorsam Hilfe an die Hand gangen von diesen ihnen separatim und in Specie zugewidmeten fundo. widerum contentirt seyn werden ». Ibidem, § II.

74. *Summen Erträgnis der Königlichen Deputirten Amtsgeföll im Königreich Böhmeib.* SÚA Prague, Collection Bořek, t. XXI, f^o 229-248.

75. « ... der Geistlichkeit im Königreich Böhmen von Jeder versilbert Kueffen Salz 15 kreutzer... Summen erträgnis der Königlichen Deputirten Amtsgeföll im Königreich Böhmeib. » SÚA Prague, Collection Bořek, t. XXI, f^o 244.

76. Ibidem. Les quantités fournies par le Salzamt Gmunden ne sont pas indiquées dans ce texte. On les trouve dans les *Gedenkbücher*.

77. « Erinderung An die Salzamtleuthe zu Gmunden », 27 novembre 1665. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 199.

78. « An die Salzamtleuth zu Gmunden für dieses 1670^{te} Jahr zu Verschung des Königreiches Böhaimb von 40 bis in 50 000 grossen Khueffen salzes verfertigen und davon die Helffte auf Linz, die andere Helffte auf Mauthausen beförden zu lassen » 10 février 1670. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 349.

79. « An das Salzamt zu Gmunden zu dem Böhaimbischen Salzverschluss 40 000 Khueffel... lifern zu lassen. » 26 janvier 1675. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 206.

Année	Produit brut	Produit net	Quantités livrées en sacs
	Florins	Florins	Nombre de sacs
1678	401 809	280 541	
1679	405 401	282 825	
1680	420 715	267 514	
1681	363 030	218 127	
1682	409 426	278 062	
1683	424 455	285 724	
1684	407 330	265 832	
1685	456 954	286 031	
1686	450 488	243 001	
1687	424 047	252 077	
1688	465 019	314 100	
1689	511 447	346 942	
1690	481 876	271 878	
1691	652 815	459 678	
1692	433 751	275 740	
1693	582 349	343 696	
1694	657288	386 608	
1695	893 536	599 448	
1696	561 522	297 178	
1697	674 301	412 862	
1698	713 805	512 075	
1699	761 710	490 576	
1700	761 052	509 090	

Néanmoins la charge la plus lourde qui pesait sur ce monopole était le prix du transport à partir de Linz et de Mauthausen, en Haute-Autriche. Jusqu'en 1665 la Chambre des Comptes payait 4 kreutzer par sac et par lieue; de 1665 à 1685 elle donna 5 kreutzer, après cette date elle en donna 6 [80]. En 20 ans les frais de transport avaient augmenté de 50 % et sur ces parcours il fallait obligatoirement recourir aux charrois, car il n'y avait aucune communication possible par voie fluviale entre le bassin du Danube et le bassin de l'Elbe et de son affluent la Vltava. Enfin il fallait payer le personnel, mais si l'on en juge par le salaire du contrôleur au bureau général de Prague (500 florins par an) ce poste ne grevait pas outre mesure le budget de l'inspection des gabelles [81].

Pourtant, la Chambre des Comptes avait mis en place une administration nouvelle, indépendante de la Chambre de Bohême, bien qu'il s'agît là de *regalia*. Dès le règne de

80. « Kayserliche Resolution An das Deputirte Ambt, vermög deren zu befürderung des Böheimb : Salzverschlusses von ieder Linz und Mauthausen nacher Freystatt fahrenden grossen Khueffen Salz ein Kreuzer für iede Meil über des vorigen fuhrlohn... geraicht werden solle. » Innsbruck, 17 octobre 1665. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 347. « An das Deputierte Ambt in Böheimb Khünfftig zu dem vorigen Saltzfuhrlohn, der von Linz und Mauthausen nach freystatt bewilligten 5 kreutzer für iede Küeffe und Meill, khünfftig 6 kreutzer zugeben. » Vienne, 18 février 1685. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 354.

81. « Instruction für den gegenhandler beyrn Ober Salzambt in Böheimb. Herrn Anthon Fessa. » § XII. Vienne, 28 mai 1675. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 351.

Ferdinand III, le commerce du sel était confié à des commissaires impériaux recrutés parmi les conseillers de la Chambre des Comptes de Vienne, qui constituaient une inspection générale des aides et gabelles. En 1639 il s'agissait de François Chiesa et d'Antoine Primago, deux financiers d'origine italienne [82]. Après 1650 cette pratique fut maintenue et Jean Antoine Losi, comte Losinthal, exerça les fonctions de commissaire impérial à Prague; outre les gabelles, il surveillait la perception des aides sur les boissons. Il était en même temps conseiller de la Chambre des Comptes, mais il s'agissait plutôt d'un titre honorifique puisqu'il résidait à Prague [83]. En ce qui concerne les gabelles, il avait sous sa responsabilité un bureau général des gabelles qui gérait le grenier à sel de Prague et surveillait les autres greniers du royaume, en particulier en contrôlant, chaque trimestre, l'inventaire de chaque grenier. Le bureau général était situé, à Prague, dans la même maison que celui du commissaire député par la Chambre des Comptes, auquel il était étroitement subordonné. Le contrôleur chargé de ce bureau devait effectuer des tournées d'inspection, des « chevauchées » [84], car la vente du sel était confiée aux seigneurs, à condition qu'ils cèdent la marchandise à prix coûtant. Cette disposition n'était probablement pas respectée si l'on en juge d'après le texte de la patente de 1692 [85]. Nous constatons une fois de plus que l'État allégerait le plus possible l'appareil administratif en déléguant une partie de ses pouvoirs aux officiers seigneuriaux. La Chambre des Comptes en diminuant les points de vente diminue le coût d'exploitation, mais c'est finalement le simple paysan qui faisait les frais de l'opération, car on peut douter de l'efficacité de quelques chevauchées d'inspecteurs (*Überreuter*) des gabelles. Aussi la tentation était-elle grande pour des officiers seigneuriaux de majorer le prix du sel et d'empocher la différence.

En Autriche. — En Basse-Autriche le monopole du sel est établi depuis longtemps et confié à un grenetier (*Salzamtmann*) qui était généralement un banquier. En 1650, Ferdinand III a nommé Jean Garibaldo qui a versé 10 000 florins de caution, mais n'a cessé de prêter de grosses sommes à la Chambre des Comptes. Lors du rachat d'Oppeln et de Ratibor, Garibaldo a prêté 200 000 florins comptant [86]. À sa mort en 1668, la maison de banque Garibaldo laissait un actif de 146 011 florins 19 kreutzer. Le baron Joannelli, trésorier général des mines de Haute-Hongrie, était l'un de ses amis et il était également son associé dans l'affaire du rachat d'Oppeln et de Ratibor et l'un de ses

82. *Francesco Chiesa und Antonio Primago, Unsere hiezur Deputirte Cammerräthe*. Patente du 3 août 1639. SÚA Prague, Collection Bořek, t. VI, f^{os} 247-249.

83. Johann Anton Losy, Graff von Losinthal est attesté comme conseiller (*Hoffcammerrath*) dès 1655 (HKA, *Hofzahlamtsbuch* 101) et régulièrement jusqu'en 1680 (*Gedenkbuch* 354). En 1675 il touchait une solde double de celle qui était attribuée à un conseiller ordinaire, soit 2 600 florins au lieu de 1 300 annuels (HKA, *Hofzahlamtsbuch* 119). D'autre part s'il était baron (*Freyherr*) en 1655, il est appelé comte à partir de 1675. Comme il est probablement mort à Prague nous n'avons trouvé aucun renseignement, concernant sa fortune. Un de ses parents était grenetier à Linz. En 1685 son successeur était Janinall.

84. « Kayserl. Befelch An Deputirten in Böhaimb », 26 juillet 1685. *Gedenkbuch* 354. « Instruction für den gegenhandler beyhm Ober Salzamt in Böhaimb », 28 mai 1675. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 351.

85. La patente du 1^{er} septembre 1692 interdisait aux seigneurs de revendre le sel aux paysans *in unbillichen höhern werth* (§ III). SÚA Prague, Collection Bořek, t. VI, f^{os} 307-318.

86. « Von Herrn Johann Garibaldo new resolvirten Kayserl. Salzamtmann wegen erlangung solch seines dienstes 10 000 fl. paar », 30 septembre 1650. HKA Vienne, *Hofzahlamtsbuch* 96. Pour l'affaire d'Oppeln et Ratibor Joannelli (*Obrister Cammergraff*) et Garibaldo (*Salzamtmann*) s'engageaient à prêter 600 000 florins comptant à l'Empereur, Garibaldo fournissant 1/3 de la somme et Joannelli les 2/3. C'étaient les deux « partisans » dont, d'après Grémonville, dépendaient l'issue de la négociation. *Kayserliche Verschreibung* du 1^{er} septembre 1665. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 347.

débiteurs (près de 40 000 florins) [87]. Et en 1695 le grenetier (dont la compétence avait été étendue à la Moravie) était un autre banquier Jean-Baptiste Bartholotti, qui prêta d'un seul coup 200 000 florins à l'Empereur [88]. Il est vrai que depuis 1674 au moins, il était banquier de la Cour [89]. Il est à l'origine d'une famille qui combina les affaires d'argent et les offices de finances : un de ses neveux Paul Bartholotti, baron de Parthenfeld sera, au début du XVIII^e siècle, inspecteur des aides et gabelles à Prague et conseiller de la Chambre; Jean-Charles, baron de Parthenfeld, possédait des seigneuries aux environs immédiats de Vienne (Neuwaldegg et Ottakring) [90]. Fortune solide montrant bien l'enracinement en Autriche et la réussite dans le service de l'Empereur. Et l'on pourrait ainsi multiplier les exemples : le successeur de Garibaldo, Pierre Bonaventure de Crollalanza avait commencé sa carrière dans la banque. En 1668 il succéda à Garibaldo, poste qu'il devait occuper jusqu'en 1683; en 1675 il était nommé conseiller de la Chambre des Comptes et il menait de front les deux activités [91]. De 1683 à 1695 c'est un autre conseiller de la Chambre des Comptes qui gère les gabelles de Basse-Autriche, le comte Charles Gottlieb Aichpichl. C'était la seule exception notable à une tradition qui associait finances et gabelles.

Cette association s'explique d'ailleurs fort bien : plus que tout autre, le revenu des gabelles était affecté à la garantie des emprunts et du paiement régulier des intérêts, en Basse-Autriche comme en Bohême. Vers 1670 le prix de chaque sac de sel était divisé en 9 parties et affecté à un emploi très précis :

— pour les frais d'exploitation.....	5	kreutzer par sac
— le quota réservé à l'Empereur.....	8	—
— pour l'évêque de Vienne	1	—
— pour le prince Portia.....	1	—
— pour le gouvernement de Basse-Autriche...	2	—
— pour les dépenses ordinaires.....	1	—
— pour la nouvelle taxe.....	4	—
— pour les dépenses militaires.....	4	—
— indéterminé.....	1	—
TOTAL [92].....	27	kreutzer par sac

Le prix de vente avait été fixé par l'Empereur à 23 kreutzer le petit sac, par la patente du 16 juillet 1639, mais par la patente du 12 juillet 1646, le prix avait été augmenté de 4 kreutzer pour la durée de la guerre et, spécifiait le texte, en attendant la conclusion de la paix. Nous voyons qu'en 1670 cette « nouvelle taxe » avait été maintenue.

Les points de vente en Basse-Autriche étaient beaucoup plus nombreux qu'en Bohême, puisque 7 villes possédaient un grenier à sel (Vienne, Korneuburg, Stain, Tulln, Traismauer, Hollabrunn, Klosterneuburg) [93], mais elles étaient situées dans la vallée du

87. Exactement 39 330 florins 48 kreutzer, compte n° 253. HHSStA Vienne, ÖLMA, *Testamente*, Karton 9 G. 14. 18 décembre 1668. Un des témoins était le banquier Tullio Miglio et Joannelli un des exécuteurs testamentaires.

88. « Kayserliche verschreibung für den new resolvirten Saltz Amtmann in Nieder Österreich und Mähren Johann Baptistam Bartholotti von Partenfeldt wegen der von Ihme zu 5 per Cento dargeliehenen 200 000 fl. » Vienne, 22 septembre 1695. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 223.

89. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 321, 9 août 1674.

90. Testament de Johann Carl Bartholotti, freyherr von Parthenfeldt du 10 mars 1722. HHSStA Vienne, ÖLMA, *Testamente*, Karton 4, B 73.

91. HKA Vienne, *Hofzahlamtsbücher* 114, 119, 124 et 127, ainsi que la lettre de l'Empereur à Lohkowitz du 6 mai 1666. Édition Dvořák, A.Ö.G. 80, f° 475.

92. HKA Vienne, *Patenten Sammlung*. Exemplaires imprimés des 16 juillet 1639 et 12 juillet 1646. Voir également BNA Vienne, ms. 14466, f° 118 v.

93. BNA Vienne, ms. 14466, f° 118 v.

Danube et il fallait évidemment organiser les charrois vers les seigneuries du Waldviertel ou du Wienerwald. Comme en Bohême, seigneurs et officiers seigneuriaux étaient chargés de la vente, sans qu'on leur permît de faire des bénéfices scandaleux.

Le produit de ce monopole était fort variable, selon qu'il s'agissait de temps de paix ou de temps de guerre, car alors les emprunts à court terme étaient garantis sur les gabelles et plus spécialement le paiement des intérêts qui était assuré par le produit des gabelles. Les créanciers appréciaient tout particulièrement une garantie fournie par le quota de l'Empereur.

REVENU NET [94].

(en florins rhénans)

1650	1655	1665	1670	1675	1680	1690	1694	1699
144 345	158 116	172 454	75 747	3 486	89 527	117 880	40 428	Néant

On peut admettre que la tendance générale est à la baisse, non point que la consommation du sel ait baissé ou que l'Empereur ait brusquement renoncé au monopole, mais parce que le crédit n'a cessé de se développer et que faute de mieux la Chambre des Comptes a utilisé un fonds sûr qui était géré, la plupart du temps, par un banquier intéressé aux affaires de l'Empereur.

On comprend pourquoi l'Empereur n'a cessé d'étendre les dispositions existantes et nous verrons qu'à la fin du règne aucun pays de la Monarchie n'échappait plus à cette forme d'imposition qui offrait l'immense avantage d'échapper au contrôle des assemblées d'États.

e. Les douanes et péages.

Tout comme les mines ou les gabelles, les douanes faisaient partie des *cameralia*, échappant elles aussi au contrôle des ordres, pour relever de la seule autorité du prince et de ses officiers. En fait il faut distinguer entre les vieux péages remontant au XIV^e siècle [95] et les droits de douane assez élevés qui furent imposés au cours du XVII^e siècle. Les péages n'étaient pas établis, comme aujourd'hui, aux frontières du pays, mais à certains points de passage privilégiés et Vienne était à cet égard une ville riche en péages.

En Autriche et en Moravie.

Les principaux postes de douane. — Ils suivent bien sûr la voie du Danube. Si l'on descend le fleuve d'ouest en est on rencontre d'abord Engelhartszell, puis Mauthausen, Ybbs, Stein, puis Vienne, sans oublier en Haute-Autriche au sud d'Engelhartszell, le péage de Vöcklabruck. À Vienne cependant il existait 3 postes de douane, l'un situé sur le canal était un péage fluvial *die Mauth am Rothen Thurm*, à la hauteur de l'actuel Schwedenbrücke, à l'extrémité de l'axe nord-sud de la ville. Depuis 1663 ce péage était complété par un péage routier, car l'ancien péage de la Balance (*Hauptmauth am Waaghaus*) situé Wipplingerstrasse avait été déplacé. Quant au grand péage routier, le péage du Tabor, il était situé à l'extrémité du faubourg nord, devenu après 1670 et l'expulsion des Juifs, la Leopoldstadt. Le bureau des douanes était situé à l'entrée du pont unique qui franchissait le Danube en direction du nord. Le bureau était dirigé par un receveur, placé sous l'autorité immédiate de la Chambre des Comptes. Il était assisté de 2 greffiers, de 2 employés et de 5 agents (*Knechte*) qui jouaient le rôle de simples

94. Chiffres fournis par les *Hofzahlamtsbücher*, pour les années correspondantes. A. WOLF (*Die Hofkammer unter Leopold I*), très optimiste évalue le revenu des gabelles à 237 500.

95. Ils avaient été établis par Albert de Habsbourg, fils et successeur de Rodolphe I^{er}. HELBLING, *op. cit.*, p. 127-128.

douaniers; bien entendu le bureau comportait, comme dans toute l'administration autrichienne, un contrôleur [96]. Le receveur devait être là en permanence pour surveiller son personnel, mettre de côté les bonnes espèces et délivrer aux usagers un reçu qu'il lui fallait établir en quatre expéditions (une pour ses archives, une pour le contrôleur, une pour la Chambre des Comptes et une pour le « client »). Enfin, en hiver si le courant ou les glaces menacent le pont, il doit avertir immédiatement la Chambre des Comptes et prendre des mesures de sécurité [97].

Les nouveaux postes de douane. — À ce système d'anciens péages s'ajouta un réseau de postes de douanes en Moravie et en Basse-Autriche, face à la frontière hongroise; ces postes étaient placés sous l'autorité du *Handgraf*; au XVIII^e siècle l'officier chargé de tous les litiges commerciaux, le *Handgraf*, finit par devenir le receveur général des douanes de Basse-Autriche et de Moravie lorsque l'Empereur créa par l'ordonnance de 1606 une véritable barrière douanière en face de la Hongrie [98]. Il est bien évident que les commerçants, mécontents de cette innovation, réagirent par la fraude en évitant les routes qui comportaient un péage, quitte à faire un détour par la Styrie pour aller en Hongrie [99]. Résultat : le *Handgraf* se trouve peu à peu à la tête d'une importante équipe d'inspecteurs dont la tâche essentielle était de faire des chevauchées entre les bureaux de douanes. Il devait se procurer une bonne monture, un sabre et un pistolet pour se défendre en cas de besoin. Placé sous l'autorité du *Handgraf*, il était mis à la disposition des receveurs des douanes qui lui fixaient ses missions; en particulier il ne devait laisser passer aucune tête de bétail, hongrois ou polonais, qui ne fût accompagnée d'un livreur. Mais en dehors de ces missions « dangereuses » il devait contrôler les bouchers de son secteur pour vérifier la provenance des bêtes que ceux-ci utilisaient. Un inspecteur des douanes recevait 200 florins par an [100]. Et comme les officiers seigneuriaux, qui, selon les ordonnances impériales devaient lui prêter main-forte, ne l'aidaient guère, il fut autorisé à se faire accompagner d'hommes armés. Sous le règne de Léopold I^{er} se constitua un premier noyau de « douaniers » armés, une cinquantaine à l'origine.

Quoi qu'il en soit l'inspecteur des douanes restait un personnage modeste dans la hiérarchie sociale comme dans la hiérarchie administrative. Nous n'avons pas trouvé d'inspecteur achevant sa carrière dans un poste plus élevé, sauf Jean Hanschoffkha qui, inspecteur dans le cercle d'Olmouc, fut nommé, en 1691, inspecteur général pour la Moravie [101]. Le plus souvent il disparaissait purement et simplement ou bien sa veuve était obligée de solliciter un secours; c'est ainsi que la veuve de Jean Stich obtint une

96. « Instruction für den neu-resolvirten Mautheinnnehmer am Tabor » Prague, 20 mai 1680, § 14. Salaire du personnel :

Ambtsschreiber : 2, chacun 600 florins par an; Zimmergesellen : 2, chacun 2 florins par semaine; der Prügknecht, 1 florin 45 kreutzer par semaine; der Wachter, 35 florins par an; der Rossknecht, 34 florins par an; der Wagenknecht, 50 florins par an.

En outre, ils se partageaient le profit des amendes pour fraude. § 11, HKA Vienne, *Gedenkbuch* 206.

97. « Instruction für den neu-resolvirten Mauth Einnehmer am Tabor. » *Ibidem*.

98. General Patent de l'archiduc Matthias du 1^{er} octobre 1606, s'appliquant au bétail, poissons et grains, ainsi qu'aux métaux, au sel, aux épices et aux produits fabriqués (toiles, draps, papiers, et soies). Citée par Ch. DELVERT : *Zur Österreichischen Verwaltungsgeschichte. Op. cit.*, p. 294. Les pouvoirs du *Handgraf* avaient été définis par l'« Instruktion für das Handgrafenamt im Mähren », du 30 janvier 1562, citée par E. HRADESKÝ : *Geschichte der Österreichischen Finanzwache*. (1526-1916), 171 p., Prerau, 1917, p. 140-142.

99. « Kayserl. Patent wegen Einhaltung der vorgeschriebenen Strassen in Österreich unter der Enns ». Vienne, 12 janvier 1643. HKA Vienne, *Patenten sammlung*, 1643.

100. « Instruction für den Ueberreuter bey dem Mährischen Handgrafenamt » du 20 novembre 1690. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 355.

101. « Instruction was unser Ueberreuter des Unter olmuetzer Craysses in Marggraffthumb Mähren Johann Hanschoffkha als ieziger neu-resolvierter Inspector über anderer Crais Ueberreuter hin führo bey Unserem Handtgraffen und ober Einnehmer amt in Mähren handeln solle. » Vienne, 26 octobre. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 355.

récompense de 600 florins qui, ne l'oublions pas, correspondait à 3 années de solde de ce modeste officier [102].

On ne saurait en dire autant du *Handgraf* qui avait bien des chances de terminer sa carrière comme conseiller de la Chambre des Comptes. Ce fut le cas pour Maximilien Ernest Gattermayer et Henri Christophe Stockl. Nous avons déjà rencontré Maximilien Ernest Gattermayer comme trésorier de la Cour, mais auparavant, de 1655 à 1665, il fut *Handgraf*, avec le titre de conseiller impérial. Il fut ensuite anobli et en 1685 devint conseiller de la Chambre; il reçut alors une gratification de 15 000 florins [103]. Son successeur Henri Christophe Stockl fit, pendant 40 ans, carrière comme officier de finances. En 1670 il apparaît comme *Handgraf*, après avoir occupé pendant 10 ans un emploi subalterne. Il est décoré du titre honorifique de conseiller impérial. En 1680 il apparaît dans les actes sous le nom assurément plus brillant de Henri Christophe de Löwenstock; en 1690 il fut promu conseiller de la Chambre des Comptes; en 1695 il recevait une gratification de 20 000 florins pour 35 années de bons et loyaux services, tandis qu'il était nommé baron; en 1699 il siégeait toujours à la Chambre des Comptes [104]. Par conséquent le *Handgraf* se recrute essentiellement dans un milieu d'officiers, et non point parmi les banquiers comme les receveurs des gabelles. Et cet emploi permet souvent à ses titulaires de belles ascensions sociales, puisqu'un simple commis aux écritures, roturier, a pu en moins de quarante ans devenir baron et conseiller du gouvernement.

C'est que les douanes offraient de sérieuses garanties aux créanciers de l'Empereur, même si leur exploitation était plus malaisée et requérait la présence de gens dévoués et actifs. Le tableau que nous présentons doit être examiné avec précaution, les chiffres indiquent des recettes nettes; or, bien des péages étaient engagés à des créanciers importants, comme le duc de Bavière (c'était le cas de Vöcklabruck ou d'Engelhartszell), la ville de Vienne ou le président des finances, ce qui explique la part fort modeste des douanes d'Autriche et de Moravie. Le revenu des douanes a toujours oscillé autour de 100 000 florins à la seule exception de l'année 1699, qui accuse une remontée spectaculaire en particulier à cause du *Handgrafenamt* où l'Empereur a réussi à imposer de nouveaux droits et à élever les tarifs douaniers.

En Hongrie.

En revanche en Hongrie la part relative des douanes, par rapport à l'ensemble des *cameralia*, était beaucoup plus importante; avec les mines elle représentait le plus clair des revenus royaux, tout au moins dans une perspective traditionnelle. Ainsi, en 1663, dans les revenus de la Chambre de Szépes, installée à Košice, la part des douanes (trentième et demi-trentième) s'élevait au total à 41 328 florins hongrois pour un ensemble de recettes de 55 886, soit 73 % du tout [107]. Il ne faut évidemment pas exagérer la part des douanes, puisque les mines sont administrées par des autorités particulières placées sous l'autorité de la Chambre des Comptes. Les revenus de la Chambre de Presbourg étaient du même ordre; vers 1670 ils étaient évalués au total à

102. « Ersuechung An die Königliche Böheimische Cammer des gewesten Gränizzollbereitters Johann Stich hinter gelassenen Wittib und Erben zur Gnadt 600 fl. und zwar die helffte aniezo gleich, die andere Halbschaidt aber nach Einer Jahresfrist, das unter habenden Rendtamts mitteln, abführen zulassen. » Vienne, 31 octobre 1692. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 356.

103. HKA Vienne, *Hofzahlamtsbücher* 101 et 110, *Gedenkbuch* 213 (25 juin 1685).

104. HKA Vienne, *Hofzahlamtsbücher* 113, 119, 124, 135 et 142. Gratification, 1^{er} mai 1695, *Gedenkbuch* 223. Anoblissement, *Familienakten*, 1^{er} septembre 1695.

107. Chiffres donnés par le *Journal* de Georges DANECZY, et cité par Gy. EMBER, *Igazgatas Története*, op. cit., p. 183. Les autres revenus consistaient essentiellement en dîmes sur les domaines (53 florins), en taxes sur les villes (1 445 florins), ainsi que dans les revenus de la mine d'or de Nagy Banyá (2 361 florins) toutes sommes modestes à l'échelle du budget hongrois, et a fortiori dans l'ensemble des dépenses de la monarchie. Voir aussi HKA Vienne, ms. 274, et BNA Vienne, ms. 14466, f^{os} 112-113.

PRODUIT DES DOUANES ET PÉAGES [105].

(en florins rhénans)

Désignation	1650	1655	1665	1670	1675	1680	1690	1694	1699
Handgrafenamt	95 357	16 967	32 302	21 852	49 463	11 392	17 270	40 204	300 498
Mauth am Tabor		7 511	6 805	8 320	5 136	3 440	6 107	14 311	18 907
Hauptmauth am Rothen Thurm ..	7 006	7 177	43 484	5 461	35 969	40 041	21 280		93 037
Mauth Stein (106)	600	600					5 701		
Mauth Ybbs	14 107	9 679	8 884	13 827	6 231	4 714	6 474	6 002	3 701
Mauth Mauthausen (106)									
Mauth Linz	18 055	22 008	10 570	3 384	25 347	5 953	10 424	36 869	11 367
Mauth Engelharts Zell (106)									
Mauth Vöcklabruck									
TOTAL	135 125	63 942	102 045	52 844	122 326	65 540	67 256	97 386	427 513
<i>Cameratia</i>	1 941 816	2 576 910	1 978 140	1 319 764	2 562 521	1 796 210	3 704 786	2 654 000	4 749 920
Proportion du produit des douanes par rapport aux <i>cameralia</i>	6,8 %	2,4 %	5,1 %	4 %	4,7 %	3,6 %	1,8 %	3,6 %	9 %

105. Chiffres fournis par les *Hofzahlamtsbücher* 96, 101, 110, 113, 114, 119, 124, 135, 139, 142 : rubrique recettes.

106. La Mauth Stein était hypothéquée à l'Électeur de Bavière, pour un capital de 323 226 florins, ainsi que Mauthausen et Engelhartszell pour un capital de 499 183 florins. Nous savons que l'Électeur, a priori, moins riche que l'Empereur, gérait néanmoins beaucoup mieux ses affaires. Voir à ce sujet H. HASSINGER, *J. J. Becher, op. cit.* Quant aux chiffres on les trouve dans le ms. 274, HKA Vienne.

25 779 florins rhénans et les douanes rapportent 14 575 florins représentant 56 % du total [108]. Mais si cette barrière n'avait qu'une importance fiscale relative (puisque le produit des douanes permettait tout juste de payer les officiers de finances du royaume de Hongrie) elle avait une grande importance économique. Elle faisait de l'État hongrois une entité à part et nous avons déjà vu que cette indépendance n'était qu'une apparence trompeuse permettant de réduire le pays à un rôle de véritable colonie économique des pays héréditaires.

Localisation. — En effet le réseau des péages était déjà très développé car les premières douanes remonteraient, selon Domanovszky, à la fin du XII^e siècle ou au début du XIII^e et seraient donc plus anciennes d'un siècle que les premiers péages autrichiens; ces péages deviennent de véritables douanes au XIV^e siècle avec l'essor du commerce extérieur [109]. Réorganisé par Ferdinand I^{er}, le système reposait sur un réseau de postes déjà nombreux par rapport au système autrichien; en 1555 ils étaient au nombre de deux, dirigés par un receveur (hongrois *harmincados*) assisté d'un contrôleur (*ellenör*) [110]. Un siècle plus tard leur nombre avait quintuplé (55 au lieu de 2) [111].

— *Péages dépendant de la Chambre de Presbourg en Haute-Hongrie :*

Trnava (Nagyszombat);	Szokolca;	Galgóc;
Szempc;	Turdossin;	Nove Zámky (jusqu'à 1662);
Szentjános;	Zsolna;	Banska Bystrica.
Sassin (Sasvár);	Lévá (Illava);	
Szenice;	Trenčien;	

— *Péages dépendant de la Chambre de Presbourg en Basse-Hongrie :*

Stomfa;	Győr (avec sa filiale Pápa) après 1648;
Gajár;	Veszprém, après 1648;
Ovár (Hungarische Altenburg);	Vimpassing, après 1648;
Neusiedl, après 1648;	Sopron, après 1648;
Rajka, après 1648;	Szentmarton, après 1648.
Komorn, après 1648;	

— *Péages dépendant de la Chambre de Presbourg situés en Autriche :*

Hof an der March (Morava Melletti Hoff), après 1666;	
Hainburg, après 1685;	Hof/Laita, après 1648;
Prellen Kirchen;	Ebenfurt, après 1662;
Bruck/Laita, après 1648;	Wiener Neustadt, après 1661.

— *Péages de Slavonie :*

Nedelic;	Bratikovec;	Bezgan;
Gyanafalva;	Zagreb;	Szamobor;
Polyanec (Polyanc);	Czvetlin;	Jaszka;
Ráckanizsa;	Novigrád;	Berdóc.
Varažd;	Krapina;	

108. HKA Vienne, ms. 14466, f^o 111 V. Le dernier domaine important, Moson Magyaróvár, était hypothéqué au comte Draskovich pour 200 000 florins.

109. Gy. EMBER, *Igazgatas Története, op. cit.*, p. 204, cite les travaux d'Alexandre DOMANOVSKY, en particulier son étude de 1918 : *A Harmincadvám eredete* (l'origine du trentième) mais regrette l'absence d'étude d'ensemble de la question.

110. Ces postes étaient les suivants : Nagy Szombat, Szempo, Szokolca, Varbé, Ujehly, Trenčsén, Illava, Puhó, Zsolna, Turdossin, Sellye. Gy. EMBER, *op. cit.*, p. 216.

111. Nous n'avons cité que les péages permanents, certains ont une existence très brève, nous n'en tenons pas compte : ainsi à Esztergom le péage n'a duré que deux ans, en 1686-1687. Gy. EMBER, *op. cit.*, p. 218-221.

— Péages dépendant de la Chambre de Košice, en Haute-Hongrie :

Kesmark, jusqu'à 1652;
Levoča;
Bardejov;
Prešov;

Sztropko;
Homonna;
Tokay.

Le Trentième. — Le roi Mathias II avait, en 1612, réorganisé et développé les douanes, complétant les dispositions prises par son frère Rodolphe en 1588 [112]. Le principe de base demeurait le même : le receveur percevait 1/30^e *ad valorem* sur toutes les marchandises qui quittaient le territoire hongrois et le tarif exigé pour un bœuf sur pied était d'un florin et cinquante deniers [113]. Mais le jeu était entièrement truqué puisque les nobles et les membres du clergé avaient obtenu une exemption de principe pour *toutes* les marchandises leur appartenant [114]. Ces dispositions se justifiaient à la rigueur dans une société pratiquant l'auto-consommation; or, nous avons vu plus haut que les plus grands marchands étaient des nobles, ce qui leur permettait à la fois de léser l'État et de disposer d'un avantage substantiel par rapport à leurs concurrents roturiers. L'Assemblée nationale lutta énergiquement pour défendre ce privilège exorbitant, qui ruinait progressivement les affaires des roturiers en favorisant la concentration du pouvoir économique entre les mains des nobles les plus entreprenants. En fait, contrairement à ce qui se passait dans les autres pays, les douanes étaient de la compétence de l'Assemblée nationale, bien que l'Empereur cherchât à les contrôler directement en nommant des receveurs allemands et en les soustrayant à l'autorité de la Chambre hongroise. C'était un des rares domaines où le gouvernement de Vienne pouvait tenter une politique de centralisation. Mais si celle-ci pouvait réussir dans le ressort de la Chambre de Kremnica parce que les mines étaient propriété privée du souverain, elle était inconcevable pour les douanes qui étaient soumises au grand principe selon lequel tout officier royal devait être un régnicole. Aussi l'Assemblée ne se gêna-t-elle pas pour rappeler à l'ordre l'empereur-roi [115]. En 1625 elle obtenait de Ferdinand II que tous les receveurs fussent placés sous l'autorité de la Chambre hongroise [116]. La bataille n'était pas gagnée pour autant et l'Assemblée nationale revient sans cesse à la charge pour éliminer les « traitants » allemands qui ne faisaient même pas leur travail. Après 1683 le mouvement alla s'amplifiant sans que les Hongrois aient vraiment les moyens de s'opposer à cette infiltration.

Tel était le cadre que la Chambre des Comptes utilisa dans la seconde moitié du siècle pour développer les impôts indirects, en accord avec les ordres dans la mesure où ces derniers préféraient des impôts de consommation à des impôts directs. En fait gouvernement et assemblées d'États essayaient de doser l'effort fiscal. Ressources héritées de l'époque médiévale, les *cameralia* ont joué dans la fiscalité de Léopold I^{er} un rôle de relais en fonction de techniques plus modernes. S'ils n'alimentaient plus que très modérément les finances de l'Empereur, ils lui permettaient de trouver du crédit en offrant des garanties aux créanciers tant pour le paiement des intérêts que pour le remboursement du capital. D'autre part les *cameralia* fournissaient un cadre susceptible

112. Chr. D'ELVERT : *Zur Österr. Verwaltungsgeschichte*, op. cit., p. 293-294.

113. « Tricesima ab uno bove exigatur florenus unus et medius. » Décret 48 de la diète de 1548, à Presbourg, pour le tarif général. Gy EMBER, op. cit.

114. « Tricesimae non exigantur a Presbyteris, Monachis et Nobilibus de rebus ad usum eorum afferendis. » Décret 51 de 1548, renforcé par le décret 7 de 1575 : « Tricesimae a Nobilibus non exigantur. » Sur les conséquences de cette législation voir PACH : *Die Ungarische Agrarentwicklung*, op. cit., p. 50-52.

115. « Tricesimatores et alii Regiorum proventuum administratores Hungari sint non externi. » Décret 20/1553.

116. Décret du 24 novembre 1625, confirmé par le *Königliche Resolution* du 28 février 1629. Chr. D'ELVERT, *Zur Österreichischen Verwaltungsgeschichte*, op. cit., p. 295.

de développer les impôts de consommation. Depuis longtemps le prince avait dû renoncer à vivre du sien, ou même à se contenter des contributions exceptionnelles que les assemblées d'États lui votaient à l'occasion d'un mariage, d'un couronnement ou d'une naissance, survivance de l'aide féodale « aux quatre cas ». Ces subsides couvraient tout juste les frais engagés pour les festivités que ces cérémonies appelaient obligatoirement, aussi la majeure partie des ressources était-elle fournie par les impôts qu'accordaient les assemblées d'États, impôts directs ou impôts sur les boissons.

II

LES CONTRIBUTIONS

Il s'agit des impôts votés par les assemblées d'États, en principe pour l'entretien des troupes, mais également pour faire face aux dépenses civiles, que les revenus des cameralia ne couvriraient même plus à 30 %, malgré le niveau fort modéré de ces dépenses. Par conséquent, en dépit de leur caractère théoriquement « extraordinaire » et exceptionnel, les contributions fournissent à l'Empereur l'essentiel de ses ressources. Seulement, par leur nature même, elles ne résultent pas d'un acte d'autorité du pouvoir monarchique; là plus que partout ailleurs apparaît la dyarchie fondamentale qui régit les possessions danubiennes de la Maison d'Autriche. Alors que pour Cardin Le Bret, et est-il utile de le rappeler, pour le roi de France, il appartient au souverain seul de fixer l'impôt, nous voyons cette théorie sérieusement battue en brèche par les ordres. L'autre idée qu'il faut retenir dès maintenant et qui avait été développée par Giustiniani, c'est que, techniquement, les types de contributions sont fort variés et généralement combinés; en fonction des traditions et des ressources locales on trouve en effet des fouages, des contributions proportionnées aux droits seigneuriaux et des impôts sur les objets de consommation courante; parfois même le gouvernement décrète, à titre tout à fait temporaire, la capitation voire l'impôt sur le capital foncier.

A. LES IMPÔTS DIRECTS DE BASE.

Il s'agit essentiellement d'un fouage ou *Haussteuer*.

C'est l'impôt le plus répandu et qui fournit les plus grosses sommes à la Chambre des Comptes. Même s'il n'est pas toujours le plus ancien, il est apparu comme le moins incommode puisque l'impôt direct pèse particulièrement sur les paysans établis, qui sont les producteurs de base dans cette société rurale et agricole. Nous le retrouvons aussi bien dans les pays tchèques que dans les pays héréditaires.

L'évolution, qui pour une fois tend à l'harmonisation, provient du fait que cette contribution était liée au logement des gens de guerre. Au fond peu importent les modalités de répartition : si les troupes sont en quartier, il faut assurer la subsistance, l'hébergement et le paiement de la solde des hommes. Une heureuse disposition permettait de fournir la moitié de la solde en nature [117], ce qui représentait un soulagement pour le paysan qui manquait souvent de numéraire et préfèrait certainement partager son pain plutôt que de sortir des pièces de monnaie de son bas de laine. Ce compromis n'était d'ailleurs possible qu'à condition que le régiment ou la compagnie fût réellement stationné dans le pays et non point en quartier en Hongrie, au Piémont ou en Franconie en attendant la campagne suivante. Il est vrai que les possibilités du choix étaient laissées à l'officier, mais si celui-ci avait admis le paiement de la moitié de

117. On retrouve chaque année dans l'article de la diète de Bohême consacré au paiement de la solde « von der Verpflegung der Soldatesca », la mention : « Halb in Geldt, halb in Natura ».

la solde en nature, le soldat devait se contenter des produits que le paysan lui fournissait [118]. Il semble que la méthode n'ait pas été trop mauvaise, dans les pays héréditaires du moins, et que les paysans se soient finalement assez bien entendu avec ces hôtes auxquels ils devaient fournir le lit, le bois et la chandelle pour une somme forfaitaire évaluée à un kreutzer par jour ou un demi-florin par mois [119].

a. La contribution dans les pays tchèques.

En Bohême. — Nous prendrons essentiellement l'exemple de la Bohême où la contribution était un fouage frappant chaque laboureur; cette contribution n'était pas un véritable impôt personnel, car elle combinait la notion de propriété foncière avec celle de famille. Aussi la tenure fiscale (*die Ansässigkeit*) est-elle une notion passablement floue dans le seconde moitié du XVIII^e siècle, puisque cette unité englobe plusieurs familles et plusieurs exploitations de superficie variable. Vieille de plus d'un siècle, cette taxe est le résultat d'un compromis entre plusieurs nécessités.

Le fouage (*die Haussteuer*) apparut en Bohême en 1567; il était levé sur chaque laboureur (*angesessener Unterthan*) d'après une déclaration établie par l'administration seigneuriale et l'on estimait alors que l'unité correspondait à 40 arpents environ. Le laboureur était autorisé à répercuter une partie de la contribution sur ses locataires ou sur ses domestiques, mais celle-ci était néanmoins proportionnée à la superficie de la tenure de sorte que, selon Gindely, cet impôt direct, qui était en moyenne d'un florin rhénan par laboureur et par an, pouvait osciller entre des limites relativement considérables : de 6 kreutzer à 3 florins [120]. On voit donc qu'il s'agissait, dès l'origine, d'un impôt relativement complexe qui fut de plus en plus mal défini au cours du XVIII^e siècle. D'une part la valeur de la tenure diminua : si en 1600, on estimait qu'elle oscillait entre 15 et 30 arpents, après la guerre de Trente Ans, dans l'évaluation de 1654, la superficie d'une tenure variait entre 15 et 20 arpents de labours. En effet, aussitôt après la fin des hostilités, le gouvernement royal, en accord avec les ordres, fit procéder à un recensement général pour tenir compte des modifications apportées par la guerre (tenures abandonnées en particulier) et les résultats en furent consignés dans les *Berni Rôla* (rôle des contributions) [121].

Mais cette évaluation se révéla très vite insuffisante, si bien que la diète réclama une nouvelle description correspondant aux départs des non-catholiques et aux réalités économiques. Le roi, dans son rescrit de 1676, insistait pour que l'on tînt compte d'autres éléments de production que les terres labourables [122]. En outre, comme les tenures abandonnées pouvaient être réintégrées dans la réserve et se voyaient alors exemptées de contribution, il est à peu près sûr que les seigneurs ont favorisé le mouvement pour développer l'exploitation en faire-valoir direct. Un fait est certain, c'est

118. « In der Quartier Ständte, denen so bey ihnen würcklichen logiren, undt portiones halb in geldt undt halb in natura. oder selbe ganz mit dem abzusatten. willkhür. Stehen die Repartitionen von den Crayss haupt-Leuthen führohin nit allein auff das gelt Sondern auch auff das brodt fleisch undt hier. das glatt undt Rauche fueter gefertigt undt den Soldat solche unwaigerlich anzunehmen. » *Extract aus den Königlichen Böhmischen Landtschluss*, Prague, 12 septembre 1656. SÚA Prague, Č.D.K. IV 43, *Cechy liasse* 1656.

119. On appelait ces prestations « die servizien in natura », ils étaient dus par le paysan aux soldats et aux officiers jusqu'à l'adjudant inclus.

120. A. GINDELY, *Geschichte der Böhmischen Finanzen*, op. cit., loc. cit., donne ces chiffres en groschen (2 groschen étant l'équivalent de 3 kreutzer) soit respectivement 20, 2 et 60.

121. Ils ont été publiés à partir de 1950 par une équipe d'historiens tchèques (V. Liva, V. Pesák, F. Beněš, etc.).

122. SÚA Prague. KARL GRUNBERG, *Die Bauernbefreiung*, op. cit., t. I, p. 114-115.

que le nombre des tenures a diminué de 25 % en l'espace de 40 ans. En 1659 le nombre des tenures fiscales était de 80 000, en 1699 il était tombé à 58 345 [123].

Un autre fait est certain : c'est qu'après 1650 la tenure est une notion abstraite et technique [124], mais personne ne sait si elle correspondait à une famille de laboureur ou si des familles de tenanciers n'étaient pas intégrées dans les unités fiscales dans des proportions variables puisque la répartition et le recensement étaient laissés à la diligence de l'administration seigneuriale. Le chiffre des unités fiscales doit être utilisé avec d'autant plus de sens critique qu'il englobe non seulement les exploitants agricoles non-nobles, mais aussi les contribuables associés (*Mitcontribuenten*) tels que curés, alleutiers bourgeois possessionnés à la campagne ou meuniers [125]. Néanmoins, quelle que soit la valeur du point de vue de l'histoire agraire, démographique ou sociale, la notion de tenure ou d'unité fiscale n'en demeure pas moins la notion fondamentale pour toute l'administration fiscale, car c'était l'unité de répartition et de perception.

Le mode de perception du fouage est décrit d'une manière précise dans les Articles de 1662 et montre clairement que sous cette rubrique étaient levés plusieurs impôts qui avaient été sollicités et discutés séparément.

1° *Les quartiers* proprement dits qui comprenaient une prestation en nature, le logement, la nourriture du soldat qui se trouvait là sur place.

2° *La solde* de la troupe (*die Verpflegung*) qui pouvait être versée en nature aux soldats cantonnés dans le pays, mais dont la moitié allait dans la caisse du régiment pour servir à l'habillement, au paiement des soldats et à leur nourriture en campagne. Le terme allemand de *Verpflegung*, nourriture, alimentation, est indiscutablement ambigu, mais ne doit pas nous induire en erreur, il représente beaucoup plus que la simple fourniture de vivres ou d'argent pour acheter des vivres.

3° *Les contributions en espèces* affectées aussi bien à la remonte de la cavalerie, aux dépenses de recrutement qu'aux dépenses civiles que les *cameralia* ne pouvaient manifesterment plus couvrir. C'est ainsi qu'en 1662 la diète a voté un crédit de 250 000 florins pour l'entretien de l'armée, comme pour celui des ambassadeurs, de la frontière de Hongrie et pour faire face aux dépenses de Cour; elle a accordé en outre 79 191 florins par mois pour la solde des troupes qui lui ont été assignées et pour la période allant du 15 octobre 1662 au 28 février 1663 [126]. Le fouage correspondait donc, dans la fiscalité française de l'époque, à la taille et au logement des gens de guerre.

Les sommes votées étaient réparties par la commission des receveurs généraux que nommait la diète et qui comprenait un représentant de chaque ordre, nommé en principe pour deux ans [127]. La commission fixait la somme à payer par feu et il n'y avait plus qu'à établir la « feuille d'impôt », non de chaque paysan, mais de chaque « habitant » (*Standtes Inwohner*), c'est-à-dire de chaque privilégié, prélat, noble ou ville royale. Cette feuille d'impôt était proportionnée au nombre d'unités fiscales que possédait le seigneur. On comprend maintenant l'importance des dénombrements comme

123. SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní* 1659, « Catastrum des Königreiches Böhme im Ansehung der Anno 1699 ». HHStA Vienne, ms. W.996, f° 68.

124. « ... ein abstrakter steuer-technischer Begriff. » Karl GRUNBERG, *op. cit.*, *loc. cit.*

125. Karl GRUNBERG, *ibidem*.

126. SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1658-1676. Diète 1662, § 1 « Von dem freiwilligen Geldes Beytrag », et § 4 « Von Verpflegung der diesem Königreich zugetheilten soldatesca ». Rappelons que la proposition royale demandait 400 000 florins (au lieu de 250 000 accordés par le point).

127. En 1659 les représentants des seigneurs, des chevaliers, et du clergé ont été prorogés d'un an. Il s'agissait de Mathias Ferdinand Gobeck de Bisenberg, conseiller impérial et abbé de St Nicolas de Stare Město pour le clergé, de Ferdinand Ernest Hyserle de Chodaw, conseiller de la Chambre de Bohême pour l'ordre des Seigneurs, de Bernard Félix Schmerkowsky de Lickowitz, conseiller impérial, juge et capitaine de Mala Strana pour l'ordre des Chevaliers, enfin le maire de Mala Strana, représentant l'ordre des Villes. SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1658/76, diète de 1659. « Von denen Ober steuer Einnehmern. »

celui de 1654, le seigneur n'ayant nulle envie de payer des impôts pour des terres abandonnées ou réintégrées dans son domaine propre (*Dominikalland*), c'est-à-dire ipso-facto exemptées d'impôt [128]. Les receveurs généraux de la diète opéraient une première répartition et à l'échelon local l'administration de la seigneurie procédait à une seconde répartition entre les paysans (*die Subrepartition*), où toutes les injustices étaient possibles, car cette répartition était finalement du ressort de l'intendant qui, nous l'avons vu, n'avait pas très bonne presse. Ainsi l'impôt d'État s'ajoutait aux autres prestations dues au seigneur. Mais en fonction de quel critère l'intendant taxait-il le laboureur, le brassier, puisque la notion de tenure était devenue floue et que la seigneurie avait nommément le droit d'exempter ceux qu'elle jugeait trop pauvres pour payer [129] ?

Au problème du paiement en espèces du fouage, s'ajoutait celui du *logement des gens de guerre*. La répartition se faisait à plusieurs niveaux — au niveau du gouvernement central de Vienne les régiments étaient assignés à tel ou tel pays qui devait assurer le paiement de la solde et sa subsistance, même s'ils combattaient en Hongrie, en Transylvanie ou au Piémont. Ensuite les quartiers proprement dits étaient répartis entre les cercles par le conseil de lieutenance [130] qui, nous l'avons vu, est une autorité royale dépendant de la chancellerie de Bohême, même si le conseil de lieutenance est composé d'aristocrates titulaires des grands offices de la Couronne. Les capitaines de cercle avaient précisément pour mission de veiller à la bonne exécution de ces assignations au niveau des seigneuries. L'instruction du 1^{er} mars 1647 leur enjoignait d'accompagner les Impériaux dans leurs marches, de contrôler leur installation dans les quartiers et de réprimer, éventuellement, les excès de la troupe [131].

Comment néanmoins les seigneuries (et les paysans) qui logeaient des gens de guerre et leur fournissaient la solde en nature, pouvaient-ils être remboursés ? En joignant à leurs versements des quittances fournies par les officiers, correspondant aux demi-soldes versées en nature. Les administrations seigneuriales joignaient donc leurs quittances aux espèces et versaient le tout aux receveurs généraux, à Prague en quatre termes fixés traditionnellement au 30 avril, 31 juillet, 31 octobre et 30 janvier [132]. C'était le « contingent » dont chaque propriétaire noble était personnellement responsable et qui, pour les plus gros contribuables, pouvait servir de garantie en cas d'opération financière avec la Chambre des Comptes. En aucun cas l'on ne pratiquait la responsabilité collective, tout au moins au niveau des receveurs généraux. Mais en cas de retard dans

128. On se souvient que les terres arables étaient partagées entre la réserve seigneuriale ou *Dominikalland* (terre seigneuriale) réputée noble et les tenures baillées en censive (*Rustikalland*) qui appartenaient elles aussi au seigneur, mais sur lesquelles le paysan avait un droit d'usage, moyennant un certain nombre de prestations. Cette distinction est fondamentale pour tous les pays de la Monarchie, y compris l'État hongrois.

129. C'était le droit de *Sublevierung* associé à celui de la *Steuerrepartition*, K. GRUNBERG, *op. cit.*, p. 118.

130. « ... Als sollen die Standt Innwohnern undt alle mit Contribuenten / in denen Creisen / allwo die Soldatesca würrklich logiren wird / vermög ergehenden ordentlichen Assignmenten der Königlichen Statthalterey », dans l'article « wie die hier Landes würrklich liegende Soldatesca unter halten / und das übrige Verpflegung Contingent / wie auch alle verwilligte Gelds beyträge entrichtet werden sollen ». SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1658-76, diète 1662, p. 11-13.

131. Chr. D'ELVERT, *Zue Österreichischen Verwaltungs geschichte*, *op. cit.*, p. 236-240.

132. « Gegen genugsamben Quittungen der Officirer (welche so dann bey dem Königlichen Ober Steuer Amt / anstatt des baaren Geldes anzunehmen Seyn werden) der selben den gebührenden Unterhalt reichen / das Übrige aber / und sonsten ein jeder sein contingent / sowohl an der Militärischen Verpflegung / als andern Geldverwilligungen / vermög deren / mit gut befindung der zur zeit noch bestättigten Haupt Commission. dem bishörigen mode nach / erfolgenden general und particular Repartinionen bey dem Königlichen ober Stewer Amt / auff diese Vier Terminen / nemblichen den Ersten / den Letzten Aprilis, den Andern / den Letzten Julis. den Dritten / den letzten Octobris des Jetzt lauffenden / den Letzten ultima Januarij nächstkünfftigen 1663 ten Jahres. » *Sněm* 1662, p. 11-13. SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1658-76.

les paiements, le conseil de lieutenance pouvait pratiquer la contrainte sous forme d'occupation militaire (*die militärische Execution*). Le capitaine de cercle faisait loger une section de 50 hommes sur le domaine du contribuable récalcitrant [133]; s'il n'était pas de mauvaise foi, la manœuvre était brutale, mais il eût été vain d'envoyer un huissier de justice pour procéder à une saisie-arrêt lorsqu'on sait la puissance et l'autorité que représentait un seigneur bohème au xvii^e siècle.

Toutefois si les receveurs généraux étaient des agents comptables qui encaissaient les contributions seigneuriales, les « contingents », ils ne disposaient pas d'un budget autonome comme c'était le cas en Basse-Autriche, ou en Styrie. C'est pourquoi ils faisaient voter chaque année un crédit de 30 000 florins pour les dépenses d'administration et ils ventilaient immédiatement les sommes auprès des parties prenantes, à qui était attribuée une partie de la contribution. Les contingents militaires étaient versés au trésorier des guerres, de sorte qu'une bonne partie de la comptabilité nous échappe, puisque nous ne disposons plus des comptes du trésorier des guerres ou du commissaire général. Les sommes attribuées aux dépenses civiles étaient versées au *Rentamt*, qui dépendait de la Chambre des Comptes. Les receveurs généraux avaient exactement un mois pour s'acquitter de leurs versements, qu'ils effectuaient chaque trimestre, 30 jours après la date limite de versement assignée aux membres des ordres [134].

Par conséquent l'autonomie financière des ordres était réduite par rapport à ce qui se passait en Basse-Autriche où, nous le verrons, la commission exécutive disposait librement de ses propres fonds.

Qui payait cet impôt direct ? Le contribuable se définit d'abord négativement : ce n'est pas celui qui est imposé et responsable du « contingent » car lorsqu'il paie lui-même mention en est faite dans les articles de la diète; il est alors prescrit aux privilégiés de payer « de leur propre poche » [135]. C'est donc la preuve *a contrario* qu'il ne payait pas en principe l'impôt direct, cette coutume s'étant introduite, d'après Gindely, à partir de 1567, au moment de l'introduction du *Haussteuer* [136]. En fait le contribuable c'était, comme dans toutes les sociétés d'Ancien Régime, le paysan, c'est-à-dire le producteur. Il suffit de comparer le produit de l'impôt payé par les paysans et celui payé par les privilégiés pour se rendre compte de cette évidence. Seulement la notion de paysan, d'*Unterthan*, est elle-même ambiguë. S'agissait-il du laboureur qui possédait en censive des terres labourables et disposait d'un ou de plusieurs attelages ? Tout permet de le croire, sans qu'on sache toutefois dans quelles proportions cet impôt se trouvait répercuté sur les brassiers et autres *Haüsler* qui ne possédaient qu'une modeste maison, un jardin et fort peu de terres cultivables. Il nous est donc nécessaire de répondre que les masses paysannes payaient l'impôt direct qu'elles ne votaient pas. Nous saisissons là tout le paradoxe du système des assemblées d'États qui consentaient l'impôt au nom de la vieille théorie médiévale de la responsabilité : le seigneur assimilé à un père de famille et ses paysans à la *familia*, au sens large, était autorisé à les représenter en droit public [137]. Cette fiction fournissait souvent aux ordres des

133. « ... die Saumbigen aber / bald nach verflussung letzt benanten jeden Termins / durch eine erckleckliche Militarische hierzu allerdings... würcklich angehalten werden. » *Ibidem*.

134. « ... als dann solche / bey Jeden bestimbten Termin eingebrachte Contribution, und Zwar das militärische Verpflegungscontingent / zu handen I.K Mt Veldkriegs-Cassa, die zu dero eigenen disposition kommende Geld-Verwilligung / zu handen dero Königlichen Böheimischen Cammer gegen Hoffzahlmeisterischer genugsamer quittung, in das allhiesige Rent-ambt über nommen / und die übrige Beytrage Behöriger Orthen / wohin sie gewidmet / von besagten Königlichen ober Stewer-ambt / nicht ehender / bis des darauff folgenden letzten Monathstag Maij / den letzten Augusti. letzten Novembris gegen wärtigen / Februauij des nechst folgenden 1663 ten Jahres abgeföhret werden. » Sněm. 1662. *Ibidem*.

135. *Aus eigenem Säckel*. Voir tableau *infra*, liv. II, chap. II, p. 325.

136. A. GINDELY, *Geschichte der Böhmischen Finanzen*, op. cit., loc. cit.

137. Gy BONIS, *The Hungarian Feudal Diet*, op. cit., loc. cit.

PART RESPECTIVE DE LA SEIGNEURIE ET DU PAYSAN DANS LE PAIEMENT DE L'IMPÔT DIRECT EN BOHÊME [139]. (en florins rhénans)

Année	PAYSAN			SEIGNEURIE			Pourcentage seigneurie par rapport au paysan
	Nature de l'impôt	Par unité fiscale	Total	Nature de l'impôt	Par unité fiscale	Total	
1659	<i>Haussteuer</i>	8 fl. 10 kr.	—	—	Néant	—	Néant
1675	<i>Idem</i>	—	1 152 840	Contribution extraordinaire	—	150 000	12
1685	<i>Haussteuer</i> + <i>Turckensteuer</i>	—	1 390 000	Impôt turc	—	220 000	15
1690	<i>Haussteuer</i>	—	1 170 000	Impôt turc	—	220 000	18
1693	<i>Haussteuer</i> + contribution extraordinaire + 50 % de la capitation	—	—	—	—	—	25
1695	<i>Haussteuer</i> + contribution extraordinaire + 50 % de la capitation	—	1 801 000	50 % de la capitation + contribution extraordinaire + impôt turc	—	941 000	52
1696	<i>Idem</i>	22 fl. 46 kr.	—	<i>Idem</i>	13 fl. 11 kr.	—	56
1697	<i>Idem</i>	25 fl. 36 kr.	—	<i>Idem</i>	10 fl. 31 kr.	—	41
1698	50 % du <i>Haussteuer</i> + dépenses civiles	10 fl. 32 kr.	—	50 % du <i>Haussteuer</i>	8 fl. 56 kr.	—	85
1699	Majure partie du <i>Haussteuer</i> + dépenses civiles	29 fl. 20 kr.	—	Reste du <i>Haussteuer</i> + don	8 fl.	—	27
1700	<i>Idem</i>	25 fl. 59 kr.	1 600 000	Reste du <i>Haussteuer</i>	3 fl. 45 kr.	227 778	14

arguments pour refuser tel crédit ou en obtenir la diminution; ainsi en 1663 le manque d'argent et le grand épuisement des familles des contribuables ont servi d'argument aux ordres pour ramener la contribution de 400 000 à 250 000 florins [138]. Il est néanmoins difficile de faire la différence entre l'argument stéréotypé et la défense d'intérêts bien compris.

Par conséquent le fouage ou *Haussteuer* était un impôt payé par les paysans, réparti et perçu par les ordres, dépensé par le gouvernement central. On peut néanmoins se demander si le système était efficace à défaut d'être juste. D'après les statistiques correspondant aux vingt dernières années du siècle, le système fonctionnait fort bien et comportait des rendements que Colbert lui aurait enviés [140], puisque ceux-ci étaient de l'ordre de 99 %, d'après les comptes des receveurs généraux de la diète [141].

(en florins rhénans)

Année	Somme accordée	Somme payée	Rendement
			%
1681	1 184 386	1 157 957	98
1682	1 184 386	1 124 943	95
1683	1 916 008	1 900 495	99
1684	1 437 881	1 436 823	100
1685	1 390 841	1 371 612	99
1686	1 390 000	1 388 739	99
1687	1 503 991	1 495 501	100
1688	1 390 749	1 388 862	100
1689	1 503 991	1 495 501	99,5
1690	1 392 218	1 390 883	100
1691	1 408 400	1 405 375	100
1692	2 066 390	2 057 295	99,5
1693	2 066 390	2 044 854	99
1694	2 775 973	2 703 937	97,5
1695	3 031 055	2 968 068	98
1696	3 152 334	3 121 252	99
1697	3 658 706	3 545 123	97
1698	2 323 315	2 278 558	98
1699	2 178 888	2 096 088	97
1700	1 870 429	1 848 170	98,5
1705	3 333 333	3 211 009	97

138. « ... Ein so grosses postulat, derzeit / wegen der höchst erschöpften Contribuenten allzu derer unvernünftigkeit / und fast unbeschreiblichen allgemeinen Geldmangel... » Diète 1663, § 1. « Von dem freiwilligen Gelde Beytrag. » SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1658-76.

139. SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1660-1700.

140. E. ESMONIN, *La taille en Normandie au temps de Colbert (1661-1683)*, 1 vol., 549 p., Paris, 1913, p. 518 : le rendement avait atteint, non sans mal, vers 1670, 75 % (32 millions de livres imposées par le brevet de la taille, 24 millions perçus effectivement).

141. *Tabellen über die aufgenommenen Königlichen Steuer Rechnungen*. SÚA Prague, Collection Boček, vol. 22. Il s'agit de comptes vérifiés par la commission financière de la diète, élue précisément pour contrôler les activités des receveurs généraux.

Le rendement était par conséquent excellent, puisqu'il oscillait entre 95 et 100 % et que, dans la majorité des cas envisagés, il était égal ou supérieur à 99 %. Contrairement aux apparences, l'administration des États était donc beaucoup plus efficace que les élus de la monarchie française et les ordres, en tout cas, mettaient leur point d'honneur à tenir les engagements qu'ils avaient pris.

En Moravie. — La contribution était levée sur les mêmes bases. L'unité fiscale s'appelait *Lahne* et depuis 1664 le pays possédait des registres (appelés *Kataster*), établis d'après le recensement de 1656; en 1669, en Moravie aussi, le besoin d'un nouveau recensement s'était fait sentir pour aboutir au cadastre de 1678 [142]. La diète de Moravie établissait les contingents en proportion des unités contenues dans le cadastre et les seigneurs versaient leurs contributions aux receveurs particuliers des cercles qui dépendaient du *Rentamt*. Ces receveurs étaient nommés par la Chambre des Comptes [143] et agissaient sous la responsabilité des capitaines de cercle [144]. Vers 1700 l'impôt direct servait à couvrir dépenses militaires et dépenses civiles; parmi celles-ci on comptait le forfait mis à la disposition de l'Empereur et la solde des officiers royaux de Moravie; les dépenses militaires comprenaient la solde des régiments assignés, les frais de quartiers pour les troupes cantonnées dans le pays, l'entretien des garnisons et des fortifications de Brno, Olomouc, Hradic et du Spielberg [145]. L'impôt direct jouait donc un rôle essentiel dans la fiscalité morave et à quelques nuances près il ressemblait fort au fougage prélevé en Bohême.

b. La contribution en Autriche.

En revanche, dans les pays héréditaires de langue allemande l'autonomie financière des ordres était beaucoup plus nette et, en Basse-Autriche, les commissaires élus, qui géraient le budget du pays, faisaient régulièrement appel à deux types d'impôt direct : un fougage (*die Haussteuer*) et une contribution proportionnée aux droits seigneuriaux (*die Herren Pfundt Gült*).

En Basse-Autriche. — Après avoir discuté les propositions de l'Empereur, la diète votait des crédits qui étaient sanctionnés par les conclusions de l'Empereur (*Kayserliche Landtagsschluss*) [146]. C'est en fonction des sommes votées et accordées au gouvernement que les commissaires des États fixaient le montant des deux contributions. Trois éléments entraient alors en ligne de compte :

1° Le montant des contributions votées pour l'exercice suivant;

2° Les dépenses propres aux états;

3° Le solde en caisse [147].

C'est alors seulement que les commissaires fixaient le montant de chaque impôt direct qui était également réparti par leurs soins entre les différents membres des ordres privilégiés (prélats, seigneurs et chevaliers) comme la part des villes était défalquée et

142. K. GRUNBERG, *Die Bauernbefreiung*, op. cit., p. 116-118.

143. Chr. d'ELVERT, *Zur Österr. Verwaltungsgeschichte*, op. cit., p. 286-293. Ils étaient au nombre de 5, un par cercle : Znojmo, Ihlava, Hradic, Brno, Olomouc. « Instruction für den neu-resolvirten Landt Contributions Einnemhern im Crayss Brünn. » Vienne, 1^{er} janvier 1693. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 356.

144. Chr. d'ELVERT, op. cit., 236-240.

145. Chr. d'ELVERT, op. cit., p. 318-320.

147. *Das Anschlagsgetachten* nous fournit toutes ces précisions. Établi à la fin de la session il se trouve conservé dans chaque liasse. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*.

répartie par le vice-dominus (elle était fixée uniformément à 110 000 florins) l'administration des États avait à imposer les habitants du plat pays.

Comme dans les pays tchèques, il appartenait au seigneur (*Grundherr*) de répartir l'impôt sur ses paysans (das *Subrepartition Recht*), de le percevoir [148], de le verser aux receveurs établis dans chaque circonscription ou quartier (*das Viertel*). Cette répartition était établie en fonction d'un registre où était inscrit le nom du propriétaire, la superficie et la valeur du bien. Établi sous Ferdinand I^{er}, sur la base de déclarations faites par le propriétaire, ce cadastre fiscal (*Steuerkataster*) fut utilisé jusqu'à vers 1700, malgré ses lacunes et ses inexactitudes [149]. Il ne semble pas qu'il y ait eu de réévaluation générale et périodique comme en Bohême ou en Moravie.

Qui payait l'impôt ? En principe le seigneur versait une contribution pour la réserve (*Dominikalland*) tandis que le paysan payait l'impôt pour la tenure en censive (*Rustikalland*). Cette dernière catégorie de terre ne pouvait être réintégrée dans la réserve, tout au moins du point de vue fiscal. Cette disposition anodine en apparence, a probablement entravé les progrès du retour au faire-valoir direct et favorisé le maintien de la seigneurie foncière. En fait cette distinction qui était portée sur la « feuille d'impôt », que l'administration des États envoyait aux prélats et aux nobles, n'était pas forcément respectée, car pas plus qu'en Bohême il n'existait d'autorité pour contrôler la répartition du seigneur sur ses paysans ; il est arrivé que le seigneur perçût plus d'argent qu'il n'en devait à l'administration des États et qu'il mît la différence dans sa poche [150]. Donc là encore l'impôt était payé par le paysan, accordé et perçu par le seigneur, dépensé par l'Empereur.

L'impôt le plus ancien était la contribution territoriale (*die Landsteuer*) proportionnée aux droits seigneuriaux que rapportait la terre. Elle fut accordée pour la première fois en 1421 au duc Albert I^{er} et concernait alors les revenus de la réserve seigneuriale (*Dominikalland*) ainsi que les vignobles de la seigneurie. Vingt ans plus tôt qu'en Bohême (dès 1545), la contribution fut étendue officiellement aux paysans [151]. Cette contribution ou *Gült* pouvait être simple ou double. Le taux de base avait été fixé en 1542 pour l'ensemble des pays héréditaires de langue allemande à 12 sous par livre de droits seigneuriaux. En Styrie par exemple nous savons qu'elle englobait cens et prestations en nature (*Küchldienst*) et concernait essentiellement les revenus des terres labourables, tandis que vignes et bétail échappaient à l'imposition [152].

Cette contribution servait à payer l'entretien de la frontière militaire en Hongrie et plus particulièrement du secteur de Győr. Au xvii^e siècle on percevait deux fois la contribution de base, c'était la double contribution (*die doppelte Gült*) à laquelle étaient

148. *Tractatus de Iuribus incorporalibus*, titre IV : « Von der Grund Obrigkeit, § 4... item die ausgeschriebene Steuer / undt andern Lands Anlagen von ihnen anzunehmen / undt gehöriger Orthen abzustatten. » Publié dans *Codex Austriacus*, t. I, p. 587.

149. H. FEIGL, *Die Nieder-Österreichische Grundherrschaft*, op. cit., p. 101. Nous n'avons pu obtenir communication de ces *Gültbücher*, conservés aux archives du Land de Basse-Autriche.

150. H. FEIGL, op. cit., loc. cit.

151. NÖLA Vienne, *Excerpte den Bestand. B. Ständische betreffend. Register I C. Ständische Akten B. IV/22 (II)*.

152. Il s'agissait des actuelles Haute et Basse-Autriche, de la Styrie, de la Carniole, de la Carinthie, et du comté de Gorizia. « Das darauff bey allen ernennnten fünff Erblannden / und Graffschafft Görz / unnder dem paren Gelt / wie hievor augentlich vermeldt Zwelf Schilling phening für ain phundt pfening Gült das Phundt per sechzig Kreutzer oder fünffzehn pazen zuraiten / in die Gültpuecher eingelegt. » Patente du 3 décembre 1542, « Der fünff Nieder-Österreich Lannde unnd fürstlichen Graffschafft Görtz Vergleichung ». HKA Vienne. *Patentensammlung* 1542 Fr. von MENSI, *Direkten Steuern in Steiermark*, p. 108-110, ainsi que le texte de l'ordonnance de Prague du 11 janvier 1542, p. 435-441, et tableau VII, p. 476-477.

astreints tous les habitants sans exception aucune [153]. La *doppelte Gült* rapportait environ 100 000 florins par an. Elle était accordée chaque année sans difficulté par la diète parce qu'elle avait pour elle la force de la tradition et la salutaire peur du Turc [154].

Cette forme d'impôt était malgré tout un vestige du passé et pesait plus lourd sur le contribuable du *xvi^e* siècle que dans la seconde moitié du *xvii^e* siècle. A cette époque c'est véritablement le fouage qui compte (*die Haussteuer*). Son montant est variable selon les années et l'aide réclamée par l'Empereur; toutefois pour en faciliter la perception les États demandent à chaque foyer 30 kreutzer (ou 1/2 florin) par mois, ce qui représente 6 florins au bout de l'exercice et c'est en fonction des besoins de la caisse des États que les commissaires réclament un supplément, plus ou moins élevé, qui était prélevé en deux fois [155].

Le rendement, pour l'Empereur tout au moins, semble avoir été total puisque la diète s'engageait à fournir une somme et non à prélever tel ou tel impôt et qu'il lui appartenait de trouver les ressources correspondantes, s'il y avait du retard dans la rentrée des fonds, il appartenait aux receveurs des quartiers et aux commissaires d'obtenir la saisie; c'est pourquoi les États ont sans cesse demandé à l'Empereur, jusqu'à 1678, qu'il leur fournît les moyens pratiques d'exécuter les saisies sur les seigneurs qui ne versaient pas « leur contingent » en temps voulu [156]. Par conséquent, du point de vue de la Chambre des Comptes, le système de perception fonctionnait encore mieux qu'en Bohême. Quant aux quartiers d'hiver, ils étaient prélevés de la même manière qu'en Bohême et défalqués dans les mêmes conditions. La véritable charge pour le pays et ses habitants résidait dans le logement des troupes de passage, que la diète essayait de déduire de sa contribution toutes les fois que cela était possible [157].

En Styrie. — La contribution territoriale, proportionnée aux droits seigneuriaux avait été maintenue et demeura l'impôt de base tout au cours du *xvii^e* siècle. Depuis 1624 et jusqu'à 1700, elle resta fixée à 4 fois la cotisation de base. Elle servait à couvrir les dépenses militaires « ordinaires » et en particulier l'entretien de la frontière militaire de Croatie. Mais l'augmentation générale des dépenses du pays et de la Monarchie obligea les autorités financières à trouver d'autres ressources, dans la mesure où elles ne voulaient pas multiplier la cotisation territoriale, ce furent les « centimes additionnels » (*Zinsgulden*) ajustés aux besoins du budget annuel et proportionnés à la contribution nationale. Ce nouvel impôt servait essentiellement à payer la solde des troupes assignées dans le pays, qui se voyait, par ce biais, dispensé fréquemment du logement des gens de guerre [158]. Les contributions « extraordinaires » à l'occasion des mariages dans la

153. « ... Wasserley die seynd / und Nahmen haben / sollen sowohl von denen Land Leuthen / als sonst zumänniglich / der Landständ Schluss gemäss / bey verwück und Einziehung derselben / zu gemeiner Landschafft Gültbuch eingelegt / und die Gebühr jährlich in das Einnehmeramt entrichtet werden. » Ordonnance du 27 juillet 1629. *Codex Austriacus*, t. II.

154. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, dans chaque liasse, sans exception, jusqu'à 1693. Ensuite est intervenu le rachat d'un tiers de la Contribution par les États qui le perçurent dorénavant à leur profit.

155. Par exemple le rapport des commissaires (*Verordneten*) pour 1669. *Anschlagsguetachten* du 13 juillet 1669. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 47, liasse 1669. Voir également le budget sommaire exposé dans un texte analogue pour 1674. *Ibidem*, Karton 48.

156. Ainsi en 1659 les commissaires (*Verordneten*) constataient qu'il y avait pour 74 000 florins d'arrérages couvrant la période 1648-1657. On leur ferait payer 10 % et on les menace d'exécution s'ils n'ont pas payé à Pentecôte : 1 soldat pour 50 florins d'arrérages. Les commissaires demandent qu'une patente soit publiée. *Anschlagsguetachten* du 29 janvier 1659. *Ibidem*, Karton 44.

157. *Kayserlicher Recess* de dato 23 july A° 1689, « die serviz portion betreffend ». NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 52, liasse 1689. Voir également Vienne *Allgemeines Verwaltungs Archiv Öster. Hofkanzlei, Archiv Protokoll* 208/3, n° 2263, même recès.

158. Fr. VON MENSI. *Direkten Steuern in Steiermark*, op. cit., p. 342-344.

famille impériale étaient également payées par les « centimes additionnels » [159].

En Styrie comme ailleurs, l'impôt foncier était supporté par les paysans, les seigneurs se contentant de prélever l'impôt pour le compte de la caisse des états et participant, dans une faible mesure, à l'effort fiscal. Ils ont payé parfois une partie « des centimes additionnels », leur part n'excédant jamais 50 % et n'étant véritablement importante (supérieure à 20 %) qu'au début de la période, avant 1665, et au cours de quelques années de crise (1683-1693). De toute façon cette participation était modeste, comme dans les autres pays.

Comme en Basse-Autriche la contribution territoriale « ordinaire » ne faisait plus l'objet de discussions serrées entre le souverain et la diète; seuls les « centimes additionnels » étaient sérieusement négociés et nous constatons que leur montant variait en fonction des nécessités politiques et militaires. Cette distinction s'explique aisément; la contribution ordinaire couvrait les dépenses absolument incompressibles, frais d'administration et surtout entretien de la frontière croate, tandis que les centimes additionnels servaient à payer les régiments de ligne dont nous avons vu les effectifs varier sans cesse en fonction de la conjoncture politique.

Comme la Basse-Autriche, la Styrie possédait l'autonomie financière complète. La diète accordait les subsides au souverain et les commissaires (*die Landschaftsverordneten*) nommés par la diète fixaient le montant exact de la contribution et des centimes additionnels, en fonction des engagements que la diète avait pris vis-à-vis du souverain [160].

c. L'État hongrois et l'impôt direct.

L'autonomie financière de l'État hongrois était encore plus étendue, tout au moins jusqu'en 1670. Dans sa définition juridique, elle était analogue à celle dont jouissaient les pays héréditaires : une administration autonome levait un impôt foncier voté par l'Assemblée nationale pour une durée limitée. Mais comme en Hongrie proprement dite, l'assemblée se réunissait rarement, la contribution était rarement accordée; en revanche la diète de Croatie, qui était convoquée chaque année, votait à cette occasion, une contribution annuelle.

L'impôt direct est une contribution foncière votée par les ordres et payée par les paysans. Jusque vers 1450 le roi était autorisé à imposer ses sujets, sans leur consentement; outre les *regalia* qui, comme partout, étaient de sa compétence propre, il percevait des *collecta* ou le *lucrum camerae* sans autre difficulté que de recueillir l'avis du conseil. Mais les dépenses militaires ne cessaient de croître, tandis que le pouvoir politique de la noblesse augmentait.

A partir de 1453 les ordres considéraient qu'un vote de leur part était indispensable pour lever l'impôt et cette pratique codifiée en 1504 par Wladislas Jagellon, prit valeur

159. Il s'agissait comme dans les autres pays, pour la période considérée :

1^{er} Mariage de Léopold (1666) : 80 000 florins; dot de l'archiduchesse Éléonore (1670) : 30 000 florins.

2nd Mariage de Léopold I^{er} (1673) : 80 000 florins.

3rd Mariage de Léopold I^{er} (1677) : 80 000 florins; mariage de l'archiduc Joseph (1699) : 80 000 florins.

Fr. von MENSJ, *op. cit.*, p. 345, note 1.

160. Voir *supra*, liv. I, chap. III, et Fr. von MENSJ, *op. cit.*

161. Il s'agit d'une feuille d'impôt concernant un paysan de la seigneurie de Stetteldorf, en Basse-Autriche, pour l'année 1658. L'administration des États délivrait ces feuilles en blanc et les officiers seigneuriaux n'avaient plus qu'à remplir les blancs avec le nom et les sommes à payer. NÖLA Vienne, *Herrschaft Stetteldorf*, Karton 23.

162. Fr. von MENSJ, *op. cit.*, p. 52-53. Le décret 5 loi I de Vladislas et la condition I du Diplôme royal de 1655 en constituaient la base juridique.

IMPÔT DIRECT EN STYRIE [161] [162].

Année	Contribution territoriale	Centimes additionnels	Contribution seigneuriale	Part du seigneur
	Pfundt Gült			%
1657	4	—	—	Néant
1658	4	1	1 1/2	33
1659	4	1 1/2	1/2	33
1660	4	3	1 1/2	50
1661	4	2 1/2	1	40
1662		3 1/2	1 1/6	33
1663	4	2 1/2	5/6	33
1664	4	4	1	25
1665	4	2 1/2	—	Néant
1666	4	4	1/2	12,5
1667	4	4 1/2	1/2	11
1668	4	2 1/2	—	Néant
1669	4	2 1/2	—	—
1670	4	4 1/4	—	—
1671	4	3 1/4	—	—
1672	4	3 3/4	—	—
1673	4	5 1/4	1	19
1674	4	2 1/2	—	Néant
1675	4	3	—	—
1676	4	4	1	25
1677	4	3	—	Néant
1678	4	3	—	—
1679	4	3	—	—
1680	4	3	—	—
1681	4	3	—	—
1682	4	3	—	—
1683	4	3 1/2	1	28
1684	4	3	—	Néant
1685	4	3 1/2	1/8	3
1686	4	3 5/8	1/4	7
1687	4	3 1/2	1/4	7
1688	4	3 3/4	1/4	7
1689	4	3 3/4	1/4	7
1690	4	3 3/4	—	Néant
1691	4	3 1/4	1/8	4
1692	4	4 1/4	5/8	14
1693	4	5 1/8	1	20
1694	4	5 1/4	5/8	12
1695	4	3 3/4	5/8	16
1696	4	4 3/4	1/8	25
1697	4	4 1/2	—	Néant
1698	4	3 3/4	—	—
1699	4	4 1/2	1/2	11

de loi constitutionnelle : l'impôt ne pouvait être levé que *de consensu et voluntate totius regni* [163]. Les Habsbourg ne purent jamais l'abroger, mais comme ils hésitaient à convoquer l'Assemblée nationale pour des raisons politiques, la part de la Hongrie dans l'ensemble des dépenses de la Monarchie fut quasi nulle. Sous Ferdinand I^{er} la contribution foncière rapportait de 30 à 60 000 florins pour un demi-million de dépenses; elle couvrait donc ces dernières à 10 % environ. Sous Ferdinand III la contribution ne dépassait jamais 30 000 florins et les frais de perception absorbaient cette maigre somme [164].

La contribution hongroise était un fouage portant en principe sur un manse (*porta*) qui avait, au XVII^e siècle, essentiellement valeur d'unité fiscale. Si à l'origine au XIV^e siècle le nombre de paysans établis sur le manse n'était pas pris en considération [165], à partir de 1609 la *porta* était assimilée à 4 tenures de laboureur ou à 16 tenures de brassier. Cette définition nouvelle fut maintenue tout au long du XVII^e siècle [166]. Encore plus que dans les autres pays, la notion de *porta* est purement fiscale, puisqu'on ne sait jamais à combien de feux elle correspondait réellement et, encore moins, à quelle superficie cultivable [167]. C'est ainsi qu'en 1663 le domaine de Saint-André sur le Hron, qui appartenait alors au palatin François Wesselényi, comptait 58 laboureurs pour 12 tenures complètes, auxquels il convient d'ajouter 13 brassiers [168]. Il est donc évident qu'aucune déduction logique ne permet d'arriver au total de 71 chefs de famille. C'est pourquoi le cardinal Kollonich réclamait en 1688 une réévaluation en partant de critères fonciers, chaque tenure de laboureur (*sessio integra*) comptant 32 arpents de terres labourables, la *porta* regrouperait 4 tenures de laboureur [169]. Cette réévaluation avait pour but de faire correspondre le nombre de chefs de famille aux unités fiscales, mais Kollonich s'en tenait au système de répartition traditionnel : un fouage proportionné à l'étendue de la tenure.

Le taux de cet impôt a toujours été modéré. C'est ainsi qu'en 1659 l'Assemblée nationale a voté une contribution de 10 florins hongrois par *porta* et seulement pour deux ans [170], de sorte qu'en 1661 l'Empereur-roi convoqua une réunion des notables (*concursum*) pour obtenir une aide financière et en particulier la prolongation de la contribution, qui fut refusée purement et simplement, les notables exigeant la convocation de l'Assemblée nationale pour une affaire qui dépassait leur compétence [171]. A cette époque les artifices de procédure se heurtaient donc à ce principe fondamental du droit d'État que nous avons énoncé plus haut : pas d'impôt sans le consentement des contribuables. En fait il fallut attendre 20 ans pour que l'Assemblée nationale offre une contribution d'un florin par *porta*, en guise de cadeau à l'occasion du couronnement de l'impératrice Éléonore, troisième épouse de Léopold I^{er}, comme reine de Hongrie [172].

163. Gy BONIS, *The Hungarian Feudal Diet*, op. cit., p. 298.

164. Le cardinal Kollonich affirmait que quand un kreutzer avait été voté, le coût de la perception dépassait un ducat. MAURER, *Kollonich*, op. cit., p. 286.

165. L. JUHASZ, « A porta Története » (Histoire de la porta) dans *Századok*, t. LXX, p. 497-578, Budapest, 1936 : « tres vel quatuor aut plures existant homines », p. 498.

166. Décrets I/1609, 8/1635 et 36/1647. Voir également L. JUHASZ, op. cit., p. 568-573. En 1688 une porta était l'équivalent de 4 tenures entières (hongrois : *egésztelek*) ou de 8 demi-tenures (hongrois : *féltelek*) ou de 16 quarts de tenures (hongrois : *negyedtelek*).

167. Dans la région de Sopron, à la fin du XVII^e siècle, on estimait que le quart de tenure, c'est-à-dire la tenure de brassier (*Zsellér, inquilinus*) pouvait osciller entre 3 et 22 arpents.

168. *Possessio Szent Andras*, aujourd'hui Svätý Ondrej nad Hronom, cercle de Baňská Bystrica. « Urbarium bonorum arcis Lipce » du 1^{er} janvier 1663, publié par R. MARSINA, *Urbare feudalnych panstiev na Slovensku*, t. II, p. 309-310, Bratislava, 1959.

169. Kollonich, *Einrichtungs werckh*, HKA Vienne, ms. 382, f^o 666-667.

170. Décret 8 de 1659 : *Status et Ordines Regni loco Dicalis militare ad biennium offerunt*, renouvelant le décret 5 de 1655.

171. *Theatrum Europaeum*, t. II, p. 311.

172. Décret 3 de 1681 : « Honorarium Serenissimae Reginali Majestati offertur. »

En bref la contribution foncière était d'un rapport quasi nul à partir de 1650, ce qui posait un grave problème politique :

— ou bien l'entretien de la frontière était assuré par les pays héréditaires et le royaume de Hongrie devait tôt ou tard perdre une partie de son indépendance et de ses libertés. Cette combinaison, commode, imaginée dès le ^{xvi}^e siècle pouvait avoir plus d'inconvénients que d'avantages;

— ou bien les pays héréditaires se laissaient de défendre la Hongrie gratuitement et le gouvernement de Vienne cherchait des moyens de faire payer les Hongrois, même au mépris de leurs libertés et de leurs privilèges fiscaux. C'est ce qui se passa à partir de 1670 [173], mais, dans tous les cas, l'attitude des Hongrois était difficilement compatible avec le maintien de leurs libertés, dans la mesure où ils avaient besoin d'une armée importante pour se défendre contre les Turcs [174].

En revanche les Croates étaient beaucoup plus raisonnables et contribuaient aux dépenses de la frontière dans la mesure de leurs moyens. A chaque session de la diète croate, les ordres votaient une contribution de 8 florins hongrois par feu [175]. Ce taux d'imposition était constant, sauf en 1668 et 1669, où la contribution fut abaissée à 7 florins hongrois. Elle était donc moins complexe que l'impôt foncier hongrois, puisqu'en Croatie il s'agissait d'un fouage pur et simple, qui fut levé chaque année au cours de la période [176]. Néanmoins, en 1700, les ordres réclamaient une révision des cadastres, pour une meilleure répartition de l'impôt que, de toute manière, ils ne payaient pas, ou d'une manière très modérée et tout à fait exceptionnelle : en 1672 la diète fit lever une taxe supplémentaire de 20 deniers par feu que le seigneur devait payer lui-même [177], ce qui représentait 2,5 % de la contribution acquittée par le paysan et collectée par les officiers de la diète croate [178].

Par conséquent le système ne fonctionne véritablement qu'en Croatie-Slavonie, c'est-à-dire dans trois comitats, alors que l'État hongrois, avant 1683, en comptait 36. Il s'agit donc d'un secteur réduit dont le caractère original par rapport à l'État hongrois se manifeste une fois de plus. Cette différence se justifiait en fait par le bon fonctionnement de l'assemblée d'États, les ordres de Croatie-Slavonie acceptant une collaboration loyale avec le pouvoir royal, alors qu'en Hongrie proprement dite l'appartenance même à la monarchie a été périodiquement remise en question au cours du ^{xvii}^e siècle. Nous savons que l'Empereur-roi hésitait à convoquer l'Assemblée nationale hongroise de peur d'affronter l'opposition violente qui se manifestait à la Chambre basse de sorte que toutes les fois qu'il la convoquait les griefs s'étaient accumulés et la situation était explosive [179]. En revanche la noblesse croate qui dominait la diète du pays était

173. Voir *infra*, liv. II, chap. IV.

174. C'était l'idée de Nicolas ZRINYI, ban de Croatie, qu'il défendit tout au long de son œuvre théorique : la Hongrie avait besoin d'une armée nationale et c'est le thème central de son traité *Vitéz Hadnagy* (le preux lieutenant), 1655.

175. On retrouve chaque année la formule « Dica Regni pro anno 1683 per florenos hungaricales octo a singulis fumis persolvenda imponitur Acta et articuli... Croatiae et Slavoniae regnorum. » Article 11, Zagreb, 17 décembre 1683. *Zaključci Hrvatskog Sabora*, op. cit., p. 448.

176. Il suffit de dépouiller les Actes de la diète de Croatie pour les années correspondantes. *Zaključci Hrvatskog Sabora*, t. I, p. 220-575, et t. II, p. 1-201.

177. « Dica Regni pro Anno 1671 a fumis singulis per florenos hungaricales octo imposita est, more solito exigenda. Domini Terrestres autem a singulis itidem fumis ad pulveres comparandos denarios 20 de proprio solvent conclusum est. Acta et articuli... Croatiae et Slavoniae Regnorum. » Article 3, 1672, *Zaključci Hrvatskog Sabora*, t. I, p. 317.

178. La diète nommait un percepteur (*exactor*) parmi les membres de la noblesse, ainsi qu'une commission chargée de contrôler les comptes. *Ibidem*.

179. Nous nous permettons de renvoyer à notre ouvrage sur les *Doléances de la diète hongroise au ^{xvii}^e siècle*, Paris 1973. Le problème des rapports entre le Droit d'État et l'impôt direct a été abordé par A. VARKONYI, « Habsburg Absolutism and serfdom in Hungary at the turn of the 17th and 18th centuries », dans *Studia Historica* I, p. 354-387, Budapest, 1965.

fondamentalement ralliée aux Habsbourg depuis 1527, tout comme les ordres de Basse-Autriche, de Styrie ou des pays tchèques depuis 1620. C'est pourquoi la Diète croate pouvait être associée au gouvernement du pays et si elle défendait ses intérêts matériels vis-à-vis des exigences financières du souverain, elle acceptait les principes fondamentaux du système, rejetant dans son immense majorité ce que Hugo Hantsch appelle « le séparatisme hongrois ».

B. LES IMPÔTS DIRECTS EXCEPTIONNELS.

A côté de cet impôt direct de base la Monarchie connaît des impositions exceptionnelles appelées souvent « impôt turc » (*die Türkensteuer*) qui revêtent la forme soit d'un impôt sur le capital, soit d'une capitation et qui plongent leurs racines dans une tradition vieille de plus d'un siècle. On ne peut donc les ranger au nombre des impôts nouveaux, car le souverain y a eu recours au ^{xvi}e siècle toutes les fois que l'ampleur du péril ottoman exigeait un effort particulier dans les domaines financiers et militaires.

a. L'impôt turc.

La première fois que « l'impôt turc » apparut en Basse-Autriche ce fut, en 1530, une taxe supplémentaire qui fut décrétée par la diète. Elle était établie à partir de la contribution territoriale et frappait tous les habitants, y compris les nobles et les membres du clergé [180]. Cet effort était la conséquence de la désastreuse campagne de l'année précédente qui avait amené Soliman, à l'automne 1529, devant les murs de Vienne. Il était lié à la décision de l'empereur Charles Quint de venir lui-même à la tête d'une puissante armée, frapper un grand coup. Et c'était précisément pour équiper cette armée qu'il fallait disposer de beaucoup d'argent [181]. La perte de Bude en 1541 entraîna un effort supplémentaire dans le domaine militaire et la levée de « l'impôt turc » dans les pays héréditaires de langue allemande [182]. Pour le salut de la Chrétienté les ordres s'engageaient à payer 1 % de la valeur de leur capital et à le faire payer aussi à leurs paysans qui versaient 1/60^e de la valeur de leur bétail [183]. Pour les propriétaires fonciers, la contribution gardait des proportions raisonnables, si l'on admet que la terre rapportait bon an, mal an, 5 % de la valeur du capital, « l'impôt turc » prélevait en définitive 20 % des *revenus* moyens annuels. Cet impôt sur le capital était

180. Princes, prélats, seigneurs et curés qui percevaient des droits seigneuriaux (*die Rennt und Gelt auf dem Lannde hatten*) étaient obligés d'en donner la moitié. Mais les paysans qui ne possédaient pas de terre dans le *Rustikalland* (*die nicht angesessen sind*) doivent également participer à cet effort, y compris les domestiques qui paieront 2 kreutzer par livre (*Pfund*) de gages, tandis que les prêtres et les corporations qui ont d'autres revenus donneront 6 kreutzer par livre de rente (soit 10 %). *Anschlag der Nieder-Österreichischen Stände*, 28 mars 1530. HKA Hoffinanz 1530 März, cité par K. OBERLEITHNER : *Finanzen und Kriegswesen unter Ferdinand I.* A.Ö.G. 22, p. 47.

181. K. OBERLEITHNER : *Finanzen und Kriegswesen unter Ferdinand I.* Op. cit., A.Ö.G. 22, p. 46-50.

182. Der Nieder-Österreich. Erbblandt Samt der fürstlichen Graffschafft Görz auffgerichte Vergleichung undt Anlag des Werthes / so neben der Cron Böheimb / und derselben zugewandten fürstenthunben undt Landten / zu Prag beschlossen worden / den II. Tag des monaths Januarij 1542. NÖLA Vienne, *Patenten sammlung*, 1542.

183. « ... dasz alle Stände von ihren aigen anligenden Guetern den hundertisten / und ihre Unterthanen / von ihren anligenden Guetern / auch Vieh / den sechzigisten Pfeningg. » *Ibidem*.

combiné à une capitation qui frappait tous les groupes sociaux depuis les prélats et les seigneurs jusqu'aux simples salariés [184]; quant à l'évaluation des revenus, elle était laissée aux intéressés qui devaient faire leur déclaration sous la foi du serment.

La crise de 1663-1664 fut trop brève pour entraîner la levée d'un « impôt turc »; en 1659 comme en 1665 les États de Basse-Autriche refusèrent de lever un impôt sur le capital et c'est la montée du péril turc qui obligea l'Empereur à recourir à ce moyen extraordinaire. Il est inutile de rappeler les circonstances dramatiques qui caractérisèrent cette année 1682, et réclamaient la mise en œuvre d'importants moyens militaires. A l'automne il faut, en particulier, procéder à de nouvelles levées et seule une taxe extraordinaire pourra financer cet effort exceptionnel. Déjà l'année précédente, lors de la première phase de réarmement, le baron Abele, président de la Chambre, avait proposé une taxe extraordinaire : au printemps un dixième (des revenus), à l'automne un impôt de 2 % sur le capital, ce qui aurait rapporté 14 millions de florins à l'Empereur [185]. Finalement l'Empereur se contenta d'une contribution extraordinaire de 2 millions de florins, qui fut partagée entre les différents pays et payée par les moyens ordinaires; en Basse-Autriche, par exemple, les commissaires de la diète levèrent un fouage (*Haussteuer*) un peu plus élevé qu'à l'accoutumée [186] et la question fut enterrée pour une année. L'évaluation n'en avait pas moins été faite, ce qui facilita la répartition et le recouvrement de « l'impôt turc ».

Celui-ci fut décidé dans le courant d'octobre 1682; les dépenses militaires indispensables s'élevaient, d'après l'estimation de la Chambre des Comptes et du Conseil de la Guerre à 3 678 856 florins et il n'y avait pas d'autre moyen pour boucher le trou que de lever un impôt sur le capital [187]. Divers projets furent évoqués, y compris un impôt sur le revenu basé sur le produit des droits seigneuriaux (*Pfundgült*) combiné avec un impôt sur le capital pour les fortunes supérieures à 1 000 florins [188]. On envisagea ensuite de lever un impôt de 1 % sur la fortune des privilégiés supérieure à 6 000 florins [189]. Finalement l'Empereur se décida à lever un impôt de 1 % sur le capital frappant biens, meubles et immeubles, quelle que fût la qualité de leurs proprié-

184. Voici quelques éléments du « tarif » : pour un membre de *Praelatenstandt* ou *Herrenstandt* : 2 000 florins; pour un château : 1 000 florins; pour une maison noble : 500 florins; pour un salarié célibataire : une semaine de salaire.

Ibidem.

185. « M. Abel a proposé de lever le dixième denier de toute la noblesse de Bohême qui en est fort allarmée. Et de taxer généralement tous ceux qui ont des tapisseries de haute lisse et qui voudront porter des diamants qui sont forts communs en ce pays-cy. » Dépêche de Sébeville du 8 mai 1681. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 50, f^{os} 141-142. Dans le courant de l'été l'Empereur cherchait 6 millions pour lever des troupes; à l'automne, comme le général Caprara a menacé de se retirer si on ne payait pas l'armée de Hongrie, « on va faire une imposition sur tous les pays héréditaires sans aucune distinction de deux pour cent. L'évaluation en est déjà faite qui se monte à sept cents millions, ce qui en fera quatorze pour l'Empereur ». Dépêche de Sébeville du 16 octobre 1681, *Ibidem*, f^o 317 V.

186. *Kaiserliche Landtags proposition* du 12 novembre 1680, point 3 : « Zu Werbung und Unterhaltung oberwehnter neuer Mannschafft 244.443 fl. nach proportionirter einthailung zweyer hierzu erforderlichen millionen. » Aboutit à une contribution forfaitaire de 600 000 florins dans le *Kayserl. Landtagsschluss* du 2 décembre 1681, et les commissaires avaient en prévision, proposé dès le 2 octobre 1681 « auf jedes aufrechte Haus noch 4 fl. 30 kreutzer. H. H. Verordneten Anschlags Guetachten. » NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 50, liasse 1681. La diète de Bohême s'acquitta de même de sa part de contribution extraordinaire en augmentant les impôts ordinaires.

187. *Referat 17 octobris A° 1682*. HHStA Vienne, *Staatskanzlei Vorträge*, Karton 7/33, f^{os} 47-48.

188. *Referat 17 octobris A° 1682. Ibidem*.

189. Dépêche de Sébeville du 1^{er} novembre 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 54, f^{os} 12-13.

taires [190]. Levé à cause du conflit imminent avec le Turc, cet impôt offrait plusieurs traits originaux :

1° L'évaluation de la fortune était laissée aux intéressés eux-mêmes *sub nobile fide*; on affectait de leur faire confiance pour l'établissement de leur déclaration;

2° L'impôt était exigible *immédiatement*, pour la moitié au moment de la publication de la patente et pour l'autre moitié quatre semaine après;

3° Tous les privilégiés y compris le clergé, étaient soumis à l'impôt [191];

4° L'impôt turc était décrété souverainement par l'Empereur qui se dispensait de consulter les assemblées d'États. L'édit a d'ailleurs précisé que l'Empereur ne recevrait aucune remontrance à ce sujet. Il développait toute une argumentation selon laquelle il s'agissait de la survie même de ces pays, que c'était donc pour leur bien et leur conservation qu'ils étaient taxés, et que cet impôt extraordinaire demeurait tout à fait exceptionnel [192].

Cet impôt sur le capital, qui rappelait celui de 1542, fut accueilli avec réticence selon les individus et les pays. Si les ordres de Haute et Basse-Autriche payèrent sans rechigner, il n'en fut pas de même de la Bohême ou de la Silésie, exposées moins directement au péril ottoman. Le prince Schwarzenberg et le chancelier de Bohême, comte Nostitz, offrirent de se racheter en versant immédiatement un forfait, mais celui-ci était si modeste en regard de leur fortune qu'ils n'osèrent pas insister [193]. Le clergé de la Haute-Autriche protesta contre la nouvelle imposition, car les clercs estimaient être plus imposés que les laïcs. D'une façon générale, la résistance se développa et les ordres refusèrent *hautement de payer le centiesme denier sur des déclarations particulières de leurs biens* [194]. Pour échapper à l'impôt sur le capital, la diète de Bohême offrit une somme importante, mais il s'agissait d'un combat d'arrière-garde. En 1684 elle dut accepter de payer « l'impôt turc » dans les limites traditionnelles : elle donna une somme forfaitaire de 220 000 florins [195]. Les ordres revenaient à une vieille pratique du xvi^e siècle, l'impôt sur le capital qui, à raison de 1/2 % par an, avait été accordé par la diète de 1527 à 1566. Cet impôt très lourd en théorie (24 % du revenu moyen annuel) n'avait été rendu tolérable que grâce à la fraude fiscale [196]. Cet impôt avait été remplacé par le fouage qu'acquittaient les

190. « Kayserl. Decret An die landt Mitgliedern : die von I.K. Mt allergnädigst vorzunehmen habende vermögen oder Tuercken Steuer betreffend ». 17 novembre 1682. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 51, liasse 1682. Voir également « Original Decret, in welchen zur Einbringung der Türckensteuer eine Haupt-Commission ernannt, und solder circa modum agendi die Instruktion gegeben wird samt Patents-Entwurf ». Vienne, *Allgem. Verwaltungs Archiv. Österreich, Hofcanczley Archiv.*, Protokoll 208/3.

191. « ... Ob imminens bellum Turcicum... zu dem erforderlichen Exercitu... nothwendig zu erhaltung Landt und Leuth auf Extraordinari Mittel gesehen werden musste... die Vermögen Steuer. und respective, sub nobile fide, selbstens schätzen, darüber eine schriftliche bekanthnuss von sich stellen und nach deroelben, deductio deducendis, den hundertten theil benantlichen Einen Gulden per Cento als ein Extraordinari Türckhen Steuer und zwar eine helfte alsogleich mit der bekanthnuss, die anders helffte aber inner deren nechsten vier wochen von zeith der publication erlegen, und abführen Solle so durchgehndt, und insgesamt auf alle getreue Stendt und landt. » *Inwohner Geist und weltlicher, Hoff und Niederlags-oder andere befreute Kayserl. Decret* du 17 novembre 1682. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 51, liasse 1682. Voir aussi la dépêche de Sébeville du 22 novembre 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 54, f° 51.

192. Dépêche de Sébeville au roi, du 22 novembre, *ibidem*, f° 52.

193. « Le prince de Schwarzembourg offre desja pour sa part vingt cinq mil escus (c'est-à-dire 25 000 rixdales) et le chancelier de Bohême quarante mille livres » (c'est-à-dire 20 000 florins) « mais on veut les faire jurer si suivant l'edict ils ne doivent pas donner d'avantage ce qui les embarrasse un peu et plusieurs autres aussi qui ne veulent pas se parjurer. » Dépêche de Sébeville du 22 novembre, *ibidem*, f° 51 v.

194. Sébeville au roi, Vienne, 14 février 1683. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 54, f° 177 v.

195. « Von der extraordinari Türcken-Steuer : dem Herkommen gemass 220 000 fl. verwilligt. » Diète 1684, point II. SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1677, 1694.

196. A. GINDELY, *Geschichte der Böhmischen Finanzen*, op. cit., p. 110-115.

paysans. A partir de 1684 et jusqu'à 1699 les privilégiés durent à nouveau acquitter un impôt direct qui était basé sur les unités fiscales et, qu'en principe, ils payaient eux-mêmes. En 1689 par exemple, ils versèrent en deux fois 3 florins 40 kreutzer (50 % à la saint-Georges, 50 % à la saint-Wenceslas) [197]. En 1694, le taux de « l'impôt turc » fut doublé, la diète accordant 440 000 florins. L'impôt devait être acquitté en 4 termes, saint-Jean, saint-Jacques, saint-Wenceslas et 31 octobre, à raison de 1 florin 48 kreutzer à chaque fois. Il était précisé que les ordres paieraient cet impôt de leur poche [198]. L'impôt extraordinaire et tout à fait exceptionnel était devenu un phénomène normal durant ces quinze années que dura la guerre turque. Les réticences de la diète de Bohême n'étaient donc pas injustifiées puisque cette charge retombait directement sur ses membres et non sur leurs paysans. Le produit de cette taxe était exclusivement affecté aux dépenses militaires et servait à payer la solde des troupes [199].

« L'impôt turc » connut la même évolution en Silésie : en 1695 il se montait à 260 000 florins et était qualifié de double : preuve que là aussi la force de l'habitude avait fini par l'imposer [200].

Quant à la Basse-Autriche, elle dut se résigner à payer, elle aussi, cet impôt exceptionnel tant que dura la guerre turque.

b. La capitation.

La reprise de la guerre avec la France obligea l'Empereur à mobiliser des ressources nouvelles et à inventer un impôt direct supplémentaire, différent des impositions de base comme de l'impôt turc; les taxes nouvelles offraient en particulier l'avantage d'imposer les ordres personnellement, alors que la fiscalité traditionnelle retombait sur le paysan. La Chambre des Comptes proposa donc, en octobre 1690, d'instituer une capitation qui frapperait les contribuables en raison même de leur place dans la hiérarchie sociale et la conférence secrète en approuva le principe et les modalités d'application dans les réunions des 2 et 4 octobre, on essaierait de s'en tenir le plus possible aux normes traditionnelles du *Bey und Kopffsteuer* [201]. Cette mesure était rendue nécessaire par l'augmentation des effectifs, la conférence ayant constaté le 20 septembre qu'il faudrait trouver 5 millions de florins pour faire face à ce nouvel effort militaire [202]. L'impôt nouveau était donc lié à une étape nouvelle dans le réarmement de la monarchie et il fallait trouver une solution qui ne fût pas trop

198. « Von der auff dies jahr über die obbeschriebene Landtags-Geld Verwilligungen eingerichtete General-Repartition », Diète 1694, *ibidem*.

199. Voir à ce sujet la spécification du 18 mai 1685, concernant l'utilisation du Türcken-Steuer levé en 1684, ainsi que les premières dépenses engagées sur ce poste au printemps 1685. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 354.

200. « ... die doppelte Türcken-Steuer mit 260.000 fl. entrichtet werden solle weiters nichts zu erindern. » *Reinsinuation An die löbliche Königliche Böheimische Hoffcanczley*. Vienne, 16 juin 1695. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 223, Böhmen.

201. *Conferentia de capitatione instituenda*. Étaient présents, sous la présidence du grand maître d'hôtel Dietrichstein : les comtes Kinsky, Jörgen, Rosenberg, Strattmann, Abensperg-Traun, assistés des secrétaires Mayer, Koschinsky et Eylers. Le 2 octobre la Conférence discuta le projet du président de la Chambre, comte Ursini-Rosenberg, et l'on mit la dernière main aux patentes. Le 4 octobre les ministres établirent les classifications. HHStA Vienne, *Staatskanzlei Vorträge*, Karton 7/33.

202. *Conferentia super medijs* du 20 septembre 1690. *Ibidem*.

défavorable ni au simple soldat (par réduction de la solde) ni au paysan (par augmentation de l'impôt) [203], solution habile certes, mais qui ne convenait guère aux ordres et ceux-ci ont réagi pour échapper à un impôt qui les touchait directement.

La théorie de la capitation était d'ailleurs ancienne et elle avait été exposée en Allemagne par l'économiste Bornitz dès 1612. La capitation est considérée comme un impôt extraordinaire qui doit frapper toutes les personnes, quel que soit leur rang ou leur fortune. C'est pourquoi, outre les chefs de famille, le souverain taxera tous les membres de la famille, y compris les domestiques. Et les membres du clergé, en dépit de leurs immunités, seront également taxés *causa urgente* [204]. C'est bien une taxe de ce type qui a été décrétée par la patente impériale du 10 novembre 1690. Le clergé lui-même était divisé en 11 classes, dont les contributions, pour un an, allaient de 1 000 à 3 florins [205].

Immédiatement la résistance s'organisa, bien que dans l'exposé des motifs l'Empereur ait insisté sur la gravité des motifs *supremis malis, supremum remedium* [206]. En Basse-Autriche les ordres payèrent la capitation en 1691, mais dès 1692 ils trouvèrent une parade à laquelle la Chambre des Comptes ne pouvait manquer d'être sensible : ils offraient 900 hommes de troupe, tous équipés, à la place de la capitation [207]. En 1693 la diète offrit un don gratuit de 150 000 florins qui fut renouvelé en 1694, 1695 et 1696 [208]. Ce don était d'autant plus gratuit de la part des ordres qu'ils le firent payer par leurs paysans, en majorant purement et simplement le fouage (*Haussteuer*) [209]. La volonté du gouvernement et l'esprit du législateur étaient donc bafoués par ces négociations, où les ordres réussirent à bien défendre leurs intérêts matériels.

Toute aussi délicate fut la mise en place de la capitation dans les pays tchèques. Bien que la Chambre des Comptes ait insisté, dans sa correspondance du 30 décembre 1690 avec la chancellerie de Bohême, sur la nécessité d'obtenir la capitation (qui devait servir à remonter la cavalerie en Hongrie), la négociation n'aboutit pas [210]. Ce n'est qu'en

203. *Conferentia super medijs* du 16 septembre 1690. *Ibidem*.

204. « Extraordinarium vectigal est ratione personae, quod in singula capita indicitur, licet nihil in bonis habeant, unde Capitatio... quo sensu hic sumitur Capitatio, quod sit vectigal sive tributum extraordinarium quod pro capite juxta quod patres familiarum pro singulis capitibus aerario dependere coguntur. Adeo ut non tantum filij filiaeque familias pro capite redimenti sint, verum etiam servi, ministri, ancillae, item baiuli Tagelöhner / opifices Handwercksgesellen / qui fere nihil in bonis possident, sed quotidie victum manu quaeritant. Item interdum Sacerdotes die Geistlichen / causa urgente, qui alias immunitate gaudent. » Jacob BORNITZ, *Aerarium sive Tractatus politicus*, Francfort, 1612. Liber sextus : « de vectigalibus extraordinarijs », BN Paris, E. 525, p. 63-64. Dans cet esprit la conférence voulait taxer les mères de famille, pour la moitié de la valeur du mari, et les enfants pour le quart. *Conferentia de Capitatione instituenda*, 4 octobre 169. HHStA Vienne, *Vorträge*, Karton 7/33.

205. Elle a été publiée dans le *Codex Austriacus* II, p. 367. Voir aussi O. PLACHT, *Lidnatost a Společenská skladba českého státu*, op. cit., p. 258-899. *Patent Leopolda z 10-XI-1690*.

206. Patente du 10-XI-1690. *Ibidem*. Voir aussi A. F. PRIBRAM, *Die Nieder-Österr. Stände und die Krone*, op. cit.

207. *Gesamte Stände Erklärung* du 23 janvier 1692. Ils proposaient 450 hommes à leurs frais et 450 hommes moyennant la déduction de 8 florins par homme, soit finalement un forfait de 8 100 florins.

208. *Stände erklärung* des 25 mai 1693, le 18 septembre 1694, 8 février 1695 ainsi que le *Kayserlicher Landtagsschluss* du 1^{er} mars 1697. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 53, liasse 1694. 53-54, liasses 1693-1696.

209. Voir à ce sujet le *Herrn Verordneten und Ausschuss Haupt Haus und Gültanschlags Guetachten* du 18 septembre 1654 où les 150 000 florins de la capitation étaient intégrés dans les 433 466 florins de contribution. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 53, liasse 1694.

210. *Reinsinuation an die Löbliche Königliche Böhmeimbische Hoffcanzley*, Vienne, 30 décembre 1690. § I, « die bey und Khopff-Steuer, in denen Ländtern mit allen Nachtruckh zu secundiren ». HKA Vienne, *Gedenkbuch* 355. Aucun article de la diète de Bohême ne mentionne la capitation pour les années 1691 et 1692, en dépit des efforts des autorités. *Intimations decret an die Löbliche Königliche Böhaimbische Hoffcanzley*. Vienne, 17 mars 1692. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 356.

1693 que la diète de Bohême accepta la capitation, aux conditions proposées par le gouvernement de Vienne; elle accepta de payer les 350 000 florins demandés, non comme un impôt négocié, mais en tant qu'expression de la volonté royale [211]. La capitation fut accordée 4 années de suite, de 1693 à 1696, pendant les années critiques [212], au taux habituel de 350 000 florins par an. À partir de 1695 les ordres firent supporter la moitié de la dépense par les paysans et 175 000 florins furent ainsi intégrés dans la contribution foncière; cette somme était à payer en deux termes, au 15 avril et au 15 mai. Il en coûta aux paysans 3 florins par an (1 1/2 à chaque terme) et par unité fiscale [213].

Et tandis que la Bohême fournissait 350 000 florins la Moravie payait 150 000 florins de capitation jusqu'en 1696 [214]. Quant à la Silésie, elle payait un équivalent de 250 000 florins par an pour la capitation [215].

Cet exemple précis montre bien comment les ordres ont réussi à se défendre, d'abord en refusant, ensuite en offrant un forfait ou le rachat, enfin en faisant payer tout ou partie du nouvel impôt à leurs paysans et l'impôt exceptionnel, en principe assez équitable, se transformait en un supplément de charges pour les exploitants agricoles. Il est vrai que la capitation instaurée en France à la même époque, pour financer la guerre, ne connut guère un sort meilleur.

C. LES AIDES (IMPÔTS SUR LES BOISSONS).

Il serait faux de croire que toute la fiscalité de la Monarchie reposait sur l'impôt direct se ramenant à diverses formes de contribution foncière. Certains pays comme la Bohême accordaient au souverain de substantiels impôts indirects, en particulier sur les boissons. Pourtant l'impôt sur le vin ou la bière ne fait pas partie des *cameralia*, comme l'*Ungelt* [216] ou maltôte payé sur les boissons débitées dans les villes royales. En

211. « ... in quanto et quali nicht per modum eines Landtaglichen Postulati sondern de absoluta potestate, jure videlicet Regio... zu bezahlen. » Extrait du rapport des commissaires royaux à la diète de Bohême, Prague, 2 décembre 1692, présenté dans le *Vortrag in Böhmischen Landtagsachen*, Vienne, 15 décembre 1692. SŮA Prague, Č.D.K. IV H. 3 (Čechy 1637-1704), liasse 1692. Les commissaires royaux étaient pour cette session : le comte Wenceslas Norbert Octavien Kinsky, conseiller d'État et grand juge du royaume de Bohême, le comte François Kolowrat, et Ferdinand Christophe von Schindlern.

212. SŮA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Kartons 1677-1694 et 1694-1708. « Von einen Bey und Kopffsteuer », il était appelé « jure absoluto Regio extra diaetaler ».

213. « Von der auff dies Jahr über die obbeschriebene Landtags-Geld Verwilligungen eingerichte General-Repartition », § 4 pour les diètes de 1695 et 1696. SŮA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1696/1708.

214. « Reintimation An die Löbl. Königl. Böhmische Hoffcanczley, in puncto... der... anderer Landtagserklärung... des Marggraffthumbs Mähren das fertige Kopffsteuer aequivalent mit 150 000 fl. in totum. » Vienne, 9 mars 1696. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 436.

215. « Reinsituation An die Löbliche Königliche Böhmische Hoffcanczley § 7. Statt der bey und Kopffsteuer das verige aequivalent der 250 000 fl. » Vienne, 16 juin 1695, *Gedenkbuch* 223. La même somme fut également accordée en 1696. « Reintimatio... auf die puncta des geschlossenen Firstentag », 2 mai 1696, *Gedenkbuch* 436.

216. À Vienne, par exemple, il avait été hypothéqué au profit du magistrat dès 1639. Gertrude ALSCHER, *Die Finanzen des Stadt Wien*, 1615-1650. Dissertation inédite. Vienne, 1949. BNA 791.685 C. La maltôte qui remontait au XIV^e siècle portait sur les vins et rapportait les sommes suivantes :

1680 : 5 905 florins; 1683 : 5 683 florins; 1685 : 9 930 florins; 1690 : 7 776 florins; 1695 : 8 213 florins; 1699 : 10 067 florins; 1700 : 10 224 florins.

Avec l'essor économique l'affaire était rentable pour la ville de Vienne, beaucoup moins pour la Chambre des Comptes. Erich TANGH, *Die Finanzen des Stadt Wien* 1679-1710. Dissertation inédite, Vienne, 1949, BNA 792.757 C.

Bohême comme en Basse-Autriche l'impôt sur les boissons était déjà ancien et depuis le xvi^e siècle avait été combiné avec l'impôt foncier.

a. En Basse-Autriche.

Dans ce pays l'impôt sur les boissons était le *Zapfenmass*. Créé en 1556 par Ferdinand I^{er}, il portait essentiellement sur les vins et représentait un prélèvement de 10 % *ad valorem*. Dans ces pays où le vin représentait un objet important de production et de commerce, une telle taxe assurait un revenu substantiel et régulier [217]. Elle avait été abandonnée aux États de Basse-Autriche et la concession était renouvelée tous les 3 ans [218]. En 1657 le taux était d'un kreutzer par pot d'un peu plus d'un litre, ce qui permit aux ordres d'échapper à la capitation [219]. Renouvelée en 1659 [220], la concession que l'Empereur faisait aux États fut finalement vendue à la ville de Vienne en 1663, pour une somme forfaitaire de 450 000 florins [221]. Ne s'agissait-il point d'un marché de dupe de la part de la Chambre des Comptes, puisque le *Zapfenmass* rapportait, après 1680, entre 15 et 20 000 florins par an ? [222]. Quoi qu'il en soit, après 1663 le *Zapfen mass* cesse d'être un impôt d'État pour profiter à la seule ville de Vienne qui, rappelons-le, jouissait d'une large autonomie financière.

b. Dans les pays tchèques.

En revanche dans les pays tchèques l'impôt sur les boissons continua à tenir une place non négligeable dans les recettes de la Monarchie.

En Bohême. — L'impôt sur la bière avait été accordé pour la première fois par la diète en 1534; d'un montant de 2 groschen par tonneau, il était acquitté par celui qui débitait la bière. Supprimé puis rétabli à plusieurs reprises, il prit sa forme définitive en 1552; le taux en était toujours de 2 groschen par tonneau, mais après avoir varié plusieurs fois il atteignit 6 groschen en 1583 pour ne plus bouger jusqu'à 1617. Dans

217. Le *Zapfenmass* rapportait 50 000 florins en 1564 et 150 000 florins de 1565 à 1567. NÖLA Vienne, *Ständische Akten*, fascicule B.N. 17.

218. En 1654 « Original Concept der Kayserl. Schadlosverschreibung der deputirten Zapfen mass an die Nieder-Österr. Stände auf weitere 3 Jahre » (5 octobre 1654). En 1657, « Decret an die Nieder-Österr. Stände dato 28 märz. Denselben wird der Tatz oder Zapfen mas abermal auf 3 Jahre gegen Erlegung einer gewissen jährlichen Summa Geldes in den Bestand hintergelassen Mit 2 Dienstfälligen dekretum vom 26 Feber 1657 ». *Verwaltungs Archiv, österreichische Hoffcanzleys, Archiv, Protokoll* 208/2.

219. *Kayserliche Landtagsschluss* du 7 août 1656. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 43, liasse 2656. Il était prévu qu'à compter de 1658 le *Zapfenmass* serait diminué de 50 %, soit 2 pfennig au lieu de 1 kr. (le kreutzer valant 4 pfennig) : « das die selbe (Trancksteuer) nach ausgang des vorhin bewilligten Jahrs, anstatt des Kreuzers von ieder ächtering auf die helffte als nemblichen auf zwei Pfennig moderirt, und also practicirt werden solle. »

220. « Referat de Dato 23 Jänner 1659 wodurch nach gepflogener Tätzhandlung mit den Nieder-Österr. Ständen die neu-entworfene Tatzordnung genehmigt wird ». Vienne, *Allgem. Verwaltungs Archiv, österreichische Hoffcanzley Archiv, Protokoll* 208/2.

221. « Kayserlicher Versicherungsbrief, das für die von den drey Oberen Ständen oder hieher Österr. Landständen aus den Wiener Tatzkaufsgeldern überlassene 200 000 fl. jährlich zu Bezahlung der Wiener Statguardia durch die Kayserl. Hoffcammer 12.000 fl. zugetragen und entrichtet werden sollen dato 30 juni 1663. », *Ibidem*. *Archiv Protokoll* 208/2. Voir aussi E. TANGl, *Die Finanzen des Stadt Wien, 1679-1708, op. cit.*

222. Voici les chiffres donnés pour la période 1680-1700 par TANGl, *op. cit.* :

1680 : 15 022 florins; 1683 : 10 869 florins; 1685 : 18 718 florins; 1690 : 15 066 florins; 1695 : 15 529 florins; 1699 : 18 963 florins; 1700 : 19 472 florins.

chaque canton les autorités royales nommaient un receveur de l'impôt sur la bière (*Biersteuereinnehmer*). Tout membre des ordres qui voulait brasser devait déclarer d'abord son intention, puis le rendement de sa production; il acquittait le montant de l'impôt auprès du receveur [223]. Dès le xvi^e siècle la Bohême était un grand producteur de bière (953 610 tonneaux en 1558) [224] et cet impôt rapportait bien à la Chambre des Comptes.

C'est pourquoi il fut étendu aux vins et eaux-de-vie avec l'accord de la diète. L'impôt sur l'eau-de-vie (*die Branntweinsteuer*) ne fut voté qu'en 1593, à raison d'un groschen par pinte et joua un rôle mineur car il était difficile à lever, étant donné qu'on distillait un peu partout en Bohême. En revanche l'impôt sur le vin (*Weinsteuer*) fut établi pour la première fois en 1575; il ne frappait que les vins vendus dans les débits, celui qui était consommé par le producteur demeurant exempt d'impôt. Supprimé en 1580 il fut rétabli en 1587, les vins étrangers payant des taxes doubles de celles qui frappaient les vins du pays; la tarification, établie en 1579, était complexe, par seau (*eimer*) 1 1/2, 4 ou 6 groschen. L'impôt était levé par les marchands de vin eux-mêmes; le vin ne pouvait être entreposé que dans des tonneaux mesurés et numérotés, dont le receveur possédait un catalogue [225].

En 1625 Ferdinand II réorganisa l'impôt sur le vin et la bière, impôt auquel les ordres se soumettaient de mauvaise grâce. Il nomma à cet effet deux commissaires : A. Priago et Fr. Chiesa, qui étaient chargés d'inspecter seigneuries et demeures des privilégiés et d'infliger de sévères amendes aux fraudeurs (10 rixdales par tonneau non déclaré) [226]. Mais le véritable point de départ de l'impôt sur les boissons se situe en 1646, car il acquiert alors la forme qu'il va conserver jusqu'à la fin du siècle. Accordé pour 3 ans par la diète, son produit était remis à la disposition de l'Empereur, qui était libre de l'accorder à tel emploi qu'il jugerait bon. Le tarif était suffisamment modéré pour éviter une fraude massive :

- pour un tonneau de bière de 4 seaux (*Eimer*) : 1 florin;
- pour un seau (*Eimer*) de vin qu'il soit bohême ou étranger : 20 kreutzer;
- pour une pinte d'eau-de-vie : 3 kreutzer.

Personne n'était exempté de cette taxe, sauf les régiments stationnés en Bohême et pour leur seule consommation courante.

L'exécution de la patente était confiée, dans chaque cercle, à des receveurs qui étaient autorisés à procéder à des inspections minutieuses dans les caves; deux commissaires étaient chargés de l'application correcte de la patente au niveau du gouvernement du

223. *Kayserliche Instruktion* de 1567 citée par A. GINDELY : *Geschichte der Böhmisches Finanzen*, op. cit., p. 126-128 qui donne également le montant du *Biersteuer* au xvi^e siècle :

Période	Tarif en groschen par tonneau (<i>Fass</i>)
1534-1537	2
1537-1545	Néant (<i>Biersteuer</i> suspendu)
1546-1550	2
1550-1552	Néant (<i>Biersteuer</i> suspendu)
1552-1559	2
1559-1562	4
1562-1567	3
1567-1570	4
1570-1573	5
1573-1579	4
1579-1583	5
1583-1617	6

224. A. GINDELY, op. cit., loc. cit.

225. A. GINDELY, op. cit., loc. cit.

226. *Kaysrl Patent die Trancksteuer bettreffendt*, Sopron 23 octobre 1625. Copie dans Collection Bořek, SÚA Prague, t. VI, f^o 231-235.

pays. Or, ils étaient tous deux conseillers de la Chambre des Comptes, Benoît Caccia et Jean-Antoine Losi. Cette nomination est très importante, car Jean-Antoine Losi va faire souche à Prague et surtout créer une véritable institution à Prague : la délégation de la Chambre des Comptes (*das Deputirte Amt in Böhmen*) qui était chargée d'administrer les revenus du monopole du sel et de l'impôt sur les boissons, qu'ils versaient à la paierie de la Cour et non au trésorier des guerres [227]. Distincte de la Chambre de Bohême c'était un véritable organe de centralisation, puisque ses membres étaient des commissaires de la Chambre des Comptes, installés à poste fixe, recevant des assignations de Vienne et expédiant des espèces à la paierie de la Cour lorsqu'ils disposaient d'un solde créditeur en fin d'exercice. Actifs, efficaces, ces commissaires représentaient une innovation importante dans la structure de la Monarchie, puisqu'ils permettaient une centralisation véritable, par rapport à des revenus réguliers, importants, soumis seulement à un contrôle relatif des ordres.

En 1664 l'impôt sur les boissons fut définitivement accepté par la diète de Bohême, il tenait lieu d'impôt direct pour payer les 250 000 florins mis à la disposition de l'Empereur, afin que celui-ci fît face notamment aux dépenses civiles que les *cameralia* ne couvraient plus depuis longtemps. On voit donc que la distinction *cameralia*-contributions est déjà purement formelle et qu'il serait faux d'assimiler *cameralia* et impôts indirects. L'impôt sur la bière et le vin, en Bohême, est accordé par les ordres pour une durée limitée, de 3 ans en général. Il avait été d'autant plus difficilement accepté que la diète venait d'obtenir le rachat pour un million de florins de l'impôt sur les boissons établi en 1646. En 1660 les ordres avaient refusé tout net son rétablissement, en dépit de l'habileté du comte Černin, commissaire royal. Ce n'est qu'en 1664, à la faveur du péril turc, que la diète l'accepta pour 3 ans, à titre « extraordinaire » [228] et pour la durée de la menace ottomane. Il n'en fut pas moins régulièrement prorogé tous les trois ans d'abord, puis d'année en année jusqu'en 1701, non sans que la diète ait parfois protesté avant d'en accepter le renouvellement [229]. Il était accordé aux mêmes conditions qu'en 1646; seuls les ordres mendiants en étaient exemptés pour la consommation de leurs maisons. Les receveurs étaient nommés par le commissaire royal Jean-Antoine Losi, devenu comte de Losinthal et tout seigneur qui ne porterait pas au receveur ses déclarations rédigées sur imprimé (*Polleten*) serait considéré comme un contrebandier [230].

En 1669 l'empereur Léopold renouvela les dispositions de Ferdinand II de 1625 concernant les droits sur le vin et la bière vendus en ville. Les magistrats des villes

227. *Kayserl. Patent die Extraordinari Tranccksteuer betreffendt*, Prague, 19 août 1646. SÚA Prague, Collection Bořek, t. VI, f^{on} 251-258.

228. « ... auf die weise und gestalten wie es in dem A^o 1664 gehalten worden / und in Schwung gangen / von allen und jeden Herrschafften / Güthern und Stäten dieses Königreichs / wo an welchem orth nur bier gebrewet / und entweder zum schenken ausgesetzt oder daheimb zu haus von herrn oder gesindel / niemandt ausgenohmen / ausgetruncken oder verbraucht wird. Von einem jeden vier Eymrigen Vass weiss-und Pfening bier / wie auch gersten Alt- und bitterbiers ohne unterschied 1 fl. rheinisch (und die Pinth von 4 seydeln) :

Item von jeden aymer Wein von 32 Pinthen : 20 kreutzer; item von einer Jeden Pinth Meth : 3 kreutzer; und von jeden Pinth Brantwein : 3 kreutzer.

... nach verflussung der dreyen Jahren / und vorbeygehung der instehenden Türckengefahr / Solche Tranccksteuer verwilligung auff hören ». SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1658-1676. Diète 1664. *Von der Tranccksteuer*. Sur les négociations de 1660, *ibidem*, ainsi que la lettre de l'Empereur Léopold à Černin du 25 avril 1660. Édition Kalista, *op. cit.*, p. 45.

229. En fait cet impôt s'était toujours heurté à une résistance de la part des ordres, lors de la session de 1658, comme à celle de 1660. Voir à ce sujet les dépêches de B. Nani des 24 octobre 1657, 28 novembre 1657, 2 janvier et 6 février 1658. Édition A. F. PRIBRAM, p. 71-72, 81, 94 et 107. Pour la session de 1660, voir lettre de l'Empereur à Černin. Édition Kalista. Les ordres étaient en particulier hostiles à l'idée de l'impôt perpétuel.

230. *Kayserl. Patent : die Tranccksteuer betreffendt*. Ratisbonne, 1^{er} mars 1664. SÚA Prague, Collection Bořek, vol. 6, f^{on} 271-280.

étaient responsables de la bonne exécution de la législation et chargés d'inspecter les brasseries urbaines, mais ils étaient eux-mêmes placés sous la surveillance de commissaires délégués par la Chambre des Comptes (*Deputirtes Amt in Böhmen*) [231].

Année	Recettes brutes Florins	Recettes nettes Florins
1664	386 589	359 156
1665	417 660	388 417
1666	469 484	450 260
1667	362 963	337 560
1668	172 236	162 638
1669	604 853	579 450
1670	745 690	716 031
1671	535 724	498 762
1672	362 140	342 139
1673	340 296	323 052
1674	337 991	320 830
1675	344 514	325 912
1676	345 288	327 281
1677	450 042	432 934
1680	327 470	313 466
1681	340 695	317 684
1682	333 937	320 690
1683	344 097	322 491
1684	325 660	311 869
1685	310 052	293 262
1686	319 764	303 466
1688	320 648	303 711
1689	319 316	302 031
1690	322 652	301 124
1691	315 467	301 173
1692	312 378	291 140
1693	297 724	283 624
1694	285 564	268 837
1695	291 455	275 765
1696	287 751	273 145
1697	305 792	289 282
1698	299 740	281 803
1699	301 543	282 364
1700	296 838	279 496

231. *Kayserl. Patent : die Ordinari Trancksteuer betreffendt*, Vienne, 25 mars 1669. SÚA Prague, Collection Bořek, vol. 6, f^{os} 283-285 et le *Kayserl. Patent die vier Pinth Steuer betreffendt*, Vienne, 2 mai 1669, *ibidem*, f^{os} 289-295. Cette dernière patente s'appliquait à la vente du vin dans les villes royales, tandis que la première (celle du 25 avril) concernait la vente de la bière.

Bien administrée [232], la délégation représentait une véritable mine pour la Chambre des Comptes et les revenus des taxes sur le vin, la bière et le sel permettaient de garantir de nombreux emprunts [233].

D'une manière générale la différence entre les deux colonnes, qui représente les frais d'administration et de perception, est faible, en général inférieure à 20 000 florins (sauf en 1665 et 1667), ce qui donne en moyenne un rendement oscillant entre 90 et 95 %, un peu moins bon que l'impôt direct en Bohême, mais néanmoins excellent grâce à la méthode qui consiste à réduire au minimum l'administration qui est confiée aux officiers seigneuriaux, le personnel réduit se contentant d'inspections.

En Silésie. — L'impôt sur les boissons était également fort ancien [234], et nous donnerons quelques points de repère pour montrer que cette forme de taxation était toujours en honneur dans le pays. En 1657, au début de son règne, Léopold demanda aux princes et aux ordres le maintien de l'impôt sur la bière et le vin; pour ce dernier il s'agissait d'une taxe de 45 kreutzer par seau à l'importation, au moment de passer la douane. On sait que la Silésie importait des vins autrichiens et hongrois, car le climat ne semble pas avoir facilité la culture de la vigne [235]. Quant aux bières produites sur place, elles seraient toutes imposées, même celles qui servaient à la consommation domestique. Dix ans après, l'impôt sur les boissons était toujours accordé par les princes et ordres de Silésie — le montant total s'élevait à 300 000 florins, dont 100 000 devaient servir au rachat des principautés d'Oppeln et de Ratibor [236]. En 1679 et en 1680, l'impôt sur les boissons était toujours en vigueur [237] et nous le retrouvons à la fin de la période en 1695 et 1696 [238]. Ainsi il y a tout lieu de penser que cet impôt a été levé en permanence tout au long de la période, mais il serait inexact de l'assimiler aux *cameralia* puisqu'il est accepté chaque année par la diète de Silésie et qu'il semble avoir été levé par les ordres eux-mêmes et non par des officiers royaux [239]. Le principe de la contribution votée est donc sauf, même si la force de l'habitude tend à en faire un impôt régulier.

La fiscalité de la monarchie reposait donc sur un ensemble d'impôts et non sur l'impôt unique. Cette diversité est d'ailleurs comparable à celle que connaissait la France

232. Voir à ce sujet la *Kayserliche Instruction An Herrn Lorenzen Tomasoni als wein táz und biergeföhl gegen th andlern bey Depurtiten amt in Böheimb*, Vienne, 30 juin 1680. HKA, *Gedenkbuch* 353, ainsi que les comptes trimestriels que Losinthal envoyait à la Chambre des Comptes pour vérification.

233. *Summarisches Erträgnis von der Böhmischen Tranck Steuer geföllen*. SÚA Prague, Collection Bofek, vol. 21, f° 229-248.

234. Chr. D'ELVERT, *Zue Geschichte der Österreich. Finanzen*, op. cit., loc. cit.

235. *Königl. Fürstentagsproposition*, 18 juillet 1657, § I. « Fürsten und Stände sollen dem König diessels Jahr die Wein und Bier accisen ohne Ausnahm des Haustrunckes / wie solches vor Jahren verwilliget gewesen / in eadem qualitate, nebenst denen Fleisch-Accisen willigen / nemlich auff einen jeden Eymer Wein 45 kreutzer indifferenter / und Zwar in der I. Einfuhr also balden bey der I. Grenz-Zollstatt / und nicht aller erst nach dem ausschenck oder Verkauf bezahlen und folgen lassen. » Cité dans le *Theatrum Europaeum*, t. VIII, p. 100.

236. *Kayserl. Landtagsproposition* du 18 décembre 1666, § I et II, et *Kayserl. Landtagsschluss* du 2 février 1667. *Theatrum Europaeum*, t. XII, p. 516.

237. *Kayserl. Landtagsproposition*, décembre 1679 et novembre 1680, § I et II, *Theatrum Europaeum*, t. X, p. 46 et 165.

238. *Reinsinuation An die Löbl. Königl. Böheimbische Hoffcanzley* du 16 juin 1695, § I et II. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 223, ainsi que *Reintimatio an die Löbl. Königl. Böheimbische Hoffcanzley* du 2 mai 1696, *Gedenkbuch* 436.

239. En 1667 les modalités de perception sont précisées : « gemelte summe » (les 300 000 fl. du Trancksteuer) « nun solte aus den ein kommanden Tranck-Accisen / und da solche nicht zulänglich / von den andern publicirten neuen Auf ttags-Einkünften / unter des General-Steyer Ambs der Herrn Fürsten und Stände / und nicht der Kayserl. Cammer Einnahmen / gesammelt / alle quatermber mit 75.000 fl. ins Kayserliche Rent-Ampt geliefert... » *Theatrum Europaeum*, t. X, p. 516.

du XVIII^e siècle, même si l'essentiel des recettes était fourni par l'impôt direct auquel étaient soumis les producteurs, c'est-à-dire essentiellement les paysans. Pour des raisons qu'il nous faudrait déterminer, la part de l'impôt direct semble avoir été plus forte en Autriche que dans les pays tchèques. Ceux-ci ont accepté avec moins de réticence des aides sur la bière et le vin, tandis que les ordres, en Basse-Autriche comme en Styrie, n'hésitaient pas à imposer leurs paysans. Cela tient probablement au fait que les charges pesant sur la paysannerie étaient très différentes; la condition paysanne en Autriche était supportable, car les seigneurs percevaient des droits féodaux modérés et la corvée seigneuriale n'écrasait pas le paysan; il lui restait donc des ressources disponibles pour acquitter l'impôt d'État. Dans tous les pays tchèques en revanche, les charges seigneuriales étaient si lourdes que le point de rupture était vite atteint et qu'il fallait trouver un moyen de répartir assez équitablement les charges de l'impôt d'État [240].

III

L'ÉVALUATION DES RECETTES

Il est bien entendu que nous n'avons pas trouvé de tableaux statistiques complets donnant l'ensemble des recettes. Nous avons trouvé d'une part des résultats certains pour plusieurs pays, plus rarement des estimations pour l'ensemble de la Monarchie; mais comme il existe des rapports fixes entre les différents pays pour la répartition des charges militaires et plus généralement des charges financières, nous pouvons évaluer au moins le poids exact des contributions militaires.

Dès les débuts de la monarchie il s'était révélé urgent de répartir équitablement les charges, proportionnellement aux ressources de la population des différents pays. C'est dans ce but que Ferdinand I^{er} avait essayé, à plusieurs reprises, de réunir des « États généraux » de la Monarchie [241]. La réunion de Prague de 1542 avait abouti à un compromis qui établissait un rapport fixe sur la base de la contribution territoriale, c'est-à-dire des revenus des droits seigneuriaux [242]. Cette comparaison était d'autant plus aisée et raisonnable que tous les pays composant la Monarchie levaient un impôt assez semblable, basé sur le revenu des terres labourables, que les seigneuries avaient évaluées elles-mêmes et déposées sous la foi du serment. À cette date la Bohême et les pays incorporés déclaraient 775 000 livres de revenu foncier, tandis que les Pays héréditaires n'avaient que 241 257 livres 4 sous 14 deniers. En 1582, les pays de la couronne de Bohême auraient obtenu un allègement et la diète de Basse-Autriche se plaignait amèrement, en 1650, que les proportions n'aient pas été respectées et que les charges militaires eussent au cours des dernières guerres, dépassé les limites [243]. Compte tenu des lois du genre qui obligeaient à insister sur les malheurs du temps et sur les charges insupportables, un fait demeure indéniable : les proportions sont admises

240. Sur les problèmes de répartition entre les pays et de pression fiscale, voir *infra*, liv. II, chap. IV.

241. Voir *supra*, liv. I, chap. III. *Bidermann Geschichte der Österreich Gesamtstaatsidee*, *op. cit.*, A. F. PRIBRAM, *Die Nieder-Österreich. Stände und die Krone*.

242. *Der fünff Nieder-Österreich. Lannde und fürstl. Graffschaft Görz Vergleichung*, 3 décembre 1542. HKA Vienne, *Patentensammlung*. Les chiffres donnés dans la patente avaient fait l'objet d'une légère correction à l'intérieur des pays héréditaires, par rapport à l'évaluation de 1541. Les charges de l'Autriche intérieure (Styrie, Carinthie, Carniole) avaient été diminuées de 13 300 livres. FR. VON MENSI, *Direkten Steuern in Steiermark*, *op. cit.*, p. 467.

243. « Extract aus der jenigen Schrift, so der löblichen vier Nieder-Österreich. Ländstände undern 27. july 1650 an I.K. Mt wegen vorgehabter gemachte repartition. » NÖLA Vienne, *Ständische Akten*, B. IV/22 (1).

tout au long de la période et toute infraction entraînait une protestation énergique de la part des ordres [244].

Aussi la *ratio* ou rapport fixe entre les pays faisait partie des connaissances de base de tout les officiers de finances. L'unité de base était la part de la Basse-Autriche (*Nieder-Österreich unter der Enns*), la Haute-Autriche en payait la moitié, l'Autriche intérieure une fois et demi le contingent de la Basse-Autriche, soit autant que Haute et Basse-Autriche réunies. Les pays de la Couronne de Bohême (Bohême, Moravie, Silésie) payaient six fois le contingent de la Basse-Autriche, si bien qu'au total les Pays héréditaires payaient 9 fois le montant de la cotisation de la seule Basse-Autriche. À l'intérieur des pays de la Couronne de Bohême, le royaume proprement dit, payait les 4/9 soit 533 333 florins, la Silésie les 3/9 soit 400 000 florins et la Moravie les 2/9 soit 266 666 florins, la ville de Cheb et le comté de Kladzko ayant un arrangement avec les États de Bohême.

Cet usage, cette théorie, ont présidé, par exemple, à la répartition des charges militaires pour l'année 1683 [245] :

Les pays de la Couronne de Bohême	3 746 677 florins rhénans
Les pays héréditaires autrichiens.....	1 992 884 —

se répartissant ainsi :

Royaume de Bohême	1 873 362 —
Silésie	1 248 875 —
Moravie	624 437 —
Autriche intérieure (Styrie, Carinthie, Carniole, Gorizia) ...	996 443 —
Basse-Autriche	664 295 —
Haute-Autriche	332 149 —

Étant donné que l'État hongrois à l'origine, pas plus que le Tyrol, ne contribuaient aux dépenses de l'ensemble, nous aboutissons à la répartition suivante [246] :

Basse-Autriche.....	6/54	
Haute-Autriche	3/54	
TOTAL AUTRICHE		9/54
Bohême	16/54	
Moravie.....	8/54	
Silésie	12/54	
TOTAL BOHÈME.....		36/54
Autriche intérieure		9/54
TOTAL GÉNÉRAL		54/54

244. « Gesamte Nieder-Österreich. Vier Stände Beschwården sich über die den 18 august vom Hoffkriegs Rath ungleich gemachte Repartition ». Vienne, 18 septembre 1679. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 50, liasse 1679. Il s'agissait de 2 287 hommes qui avaient été assignés *en trop* à la Basse-Autriche (6 454 au lieu de 4 168 qui'auraient dû être assignés normalement). Les effectifs totaux assignés étaient de 15 461, les normes de répartition prévoyaient, dans ce cas : 4 168 pour la Basse-Autriche; 3 092 pour la Haute-Autriche; 8 201 pour l'Autriche Intérieure (Styrie, Carinthie, Carniole et Gorizia).

245. « Ratione et quanti hat der Hoffcammerrath nothwendig zu wissen was für in Proposition zwischen Ihro Mayt Erbkönigreich und Länder gehalten wird als nemblich. Von Österreich unter der Enns 200 000 fl. bewilliget so trägt Österreich ob der Enns die Helffte das ist 100 000 olwohlen Sye sich in zeit herum allein zu dem dritten Theil verstanden. Inner Österreich gilt so viel als beede obgedachte Länder, das ist 300 000 fl. Das Königreich Böhmen mit denen incorporitten ländern als Schlessien. Mähren Graffschaft Glatz und Statt Eger idest 1 200 000 fl. » BN Vienne, ms. 14725, f^{on} 85-86, ainsi que ms. 14466, f^o 103. Quant à la répartition du 5 décembre 1682, elle se trouve à HHStA Vienne, *Staatskanzlei Vorträge*, Karton 6-28, f^o 114.

246. Confirmé par un mémoire sur les finances du XVIII^e siècle. A.E. Paris, Mémoires et documents Autriche, vol. 3, f^o 262.

Prenons l'exemple de l'année 1683. Du point de vue des quartiers et des régiments mis en subsistance, ces principes de répartition donnaient les résultats suivants [247] :

	Nombre de régiments	
	Cavalerie	Infanterie
Royaume de Bohême	8	10
Moravie	2 1/2	3
Silésie	5	5 1/2
Autriche intérieure.....	4 1/2	5 1/2
Haute et Basse-Autriche.....	3	3

Cela signifiait que les 10 compagnies et l'état-major des régiments à cheval Saxe Lauenbourg, Gondola, Caraffa, Piccolomini, Goes, Castell, Kufstein et prince de Savoie recevaient leurs soldes du receveur général des États de Bohême et que si ces unités ne passaient pas l'hiver en Hongrie elles obtiendraient des quartiers dans les différents cercles du Royaume de Bohême. En revanche les 10 régiments d'infanterie n'étaient pas affectés au complet en Bohême; seuls 7 d'entre eux y avaient en subsistance leur état-major et leurs 10 compagnies (Kaiserstein, Mansfeld, Stadl, Nigrelli, duc de Croy, Daun et Rosa) tandis qu'une compagnie de Grana, 5 compagnies de Max Stahrenberg, 4 compagnies et l'état-major de Dippenthal étaient en subsistance ailleurs. Ces répartitions étaient faites par les officiers du conseil de la Guerre et ces subtils dosages répondaient à la nécessité d'équilibrer les charges financières entre les différents pays, les quartiers n'étant pas toujours une charge insupportable, puisqu'ils permettaient d'acquitter une partie de l'impôt en nature.

La documentation parvenue jusqu'à nous nous permet de saisir la préparation du budget 1691, en fonction des recettes et des besoins existant vers la fin de l'été 1690. Dès le 29 septembre la conférence essayait de prévoir les recettes en fonction des dépenses qu'entraînait l'entretien de l'armée d'Allemagne (12 régiments d'infanterie, 11 régiments de cavalerie) et de l'armée de Hongrie (21 régiments de cavalerie et 20 régiments d'infanterie) [248]. Or, malgré une imposition sur la Hongrie et l'aide de l'Empire, le budget militaire laissait apparaître un trou de 2 475 221 florins sur un budget militaire de 9 287 368 florins, soit un déficit de l'ordre de 25 %. Et si l'on ne tenait compte que des contributions « normales » et de l'impôt turc, l'impasse serait beaucoup plus grande, de l'ordre de 50 % [249].

Les recettes affectées au budget militaire étaient donc de l'ordre de 4,5 millions de florins (4 571 000 exactement) mais elles ne comprenaient pas toutes les recettes, car cette année-là la paierie de la Cour a encaissé 3 704 786 florins, qui comprenaient en

247. « Extract des bey heurigen verfassten general repartition denen Kayserl. Erblendern zuge-theillten Regimentern und Compagnien ». NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 51, liasse 1683. Renseignements confirmés par l'*État des troupes et des quartiers*, envoyé par Sébeville, dans sa dépêche du 24 décembre 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 54, f° 110-111. Celui-ci ne distingue d'ailleurs pas toujours le lieu où le régiment passe l'hiver et celui qui le prend en subsistance.

248. L'état des dépenses avait été dressé sommairement par la Conférence du 6 juillet 1690. *Conferentia das Künftige Quartirweesen betreffend*. HHStA Vienne, *Staatskanzlei Vorträge*, Karton 7-33, f° 60.

249. *Examinantur rubricae receptus et media supplendi defectus mediarum quae sperantur :*

Erblaender	3 950 000	—
Türkensteuer	621 000	—
das Reich.....	1 428 174	—
Reichs Ritterschaft.....	300 000	—
Ungarn.....	512 973	—
SUMMA.....	6 812 147 florins	

particulier un million d'anticipation et nous savons que la paierie de la Cour crédait le trésorier des guerres d'une partie de ses recettes [250]. Au total nous retrouvons les 8 millions de florins annoncés par F. Corner dans son rapport de fin de mission, en 1690 précisément [251]. Et c'est pour boucher le trou que la Chambre des Comptes a tenté d'obtenir la capitation pour l'année 1691, situation classique des finances impériales : les exigences de la politique poussent l'Empereur à dépenser plus que ses ressources et une fois les dépenses engagées, la Chambre des Comptes cherche à dégager des recettes nouvelles.

Nous allons essayer de dégager l'ensemble des recettes pour les Pays héréditaires. Les recettes données pour la Bohême et la Basse-Autriche sont des chiffres tirés des actes, le total des contributions est une approximation en fonction du rapport fixe entre les pays, la Bohême représentant les 16/54 du total austro-tchèque.

250. HKA Vienne, *Hofzahlamtsbuch* 135, 1690.

251. « Si calcolano le rendite delli Stati Ereditarij ascendenti a otto milioni di fiorini all'anno senza l'Ungheria ». *Relationen*, édition Fiedler, *op. cit.*, p. 283.

252. *Verzeichniss der Bewilligungen 1660-1695* (Catalogue de ce qui a été payé et non pas accordé par les ordres en Basse-Autriche). NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 53, liasse 1695. Pour les autres chiffres voir NÖLA, *Ständische Akten*, fascicule B IV/17.

253. Les chiffres sont donnés par les Actes de la diète (*Artikulové Sněmovní, SÚA* Prague); avant 1669 la rubrique *Von der Verpflegung der Soldatesca* indique généralement des *portiones*. Après 1669 la diète a voté un forfait pour les dépenses militaires le *quantum militare* proportionné précisément aux dépenses militaires et correspondant au contingent du pays. Il suffit donc de multiplier ce contingent par le coefficient pour avoir le montant de la contribution militaire. Ainsi la contribution évaluée par la conférence du 29 septembre 1690 donnait 3 950 000 florins tandis que le calcul à partir du contingent bohême de 1 117 000 florins donne 3 948 750. La différence de 1 250 florins provient du fait que le président de la Chambre a tout simplement arrondi les chiffres pour la clarté de son exposé.

254. Il ne nous a pas été possible de retenir le chiffre des contributions de Basse-Autriche pour évaluer le total des contributions parce qu'il inclut toutes les rubriques, y compris les dépenses civiles, alors que celles-ci sont englobées dans les comptes de la paierie de la Cour.

255. Par impôt extraordinaire il faut entendre impôt turc ou impôt sur le capital rétabli à partir de 1682. La Bohême contribuait pour 250 000 puis pour 220 000 florins, tandis que la Basse-Autriche donnait 150 000 florins. Il y a tout lieu de penser que la *ratio* était là encore respectée pour cet impôt qui, nous l'avons vu, n'était plus qu'un supplément à l'impôt direct. Il faut entendre aussi par impôt extraordinaire la capitation à compter de 1692, un impôt extraordinaire d'un million, à répartir sur tous les pays de la Monarchie en tenant lieu en 1691 et le *double* impôt turc à compter de 1694. Il s'agit d'estimations à partir d'indications fournies par la Bohême auxquelles nous avons appliqué le coefficient.

256. Les *Hofzahlamtsbücher* intégraient les rubriques suivantes :

- Chambre de Krennica;
 - Chambre hongroise de Presbourg;
 - Délégation de la Chambre des Comptes en Bohême (*das Kayserliche Deputierte amt der Wein und Biertöz wie auch Salzgefölle im Königreich Böhaimb*);
 - Receveur royal en Bohême (*Renthambt in Königreich Böhaimb*);
 - Receveur royal en Silésie (*Renthambt in Schlesien*);
 - Receveur royal en Moravie (*Renthambt in Mähren*);
 - Les États de Basse-Autriche (*die Nieder-Österreichische Landschaft*);
 - Les États de Haute Autriche (*die Ober-Österreichische Landschaft*);
 - Le grenier à sel de Basse-Autriche (*das Nieder-Österreich. Salzambt*);
 - L'inspection des douanes (*das Kayserliche Handgrafenamt*);
 - Les péages de Vienne (*die Mauth am Tabor, am Waaghaus*);
 - Le péage d'Ybbs (*die Kayserliche Mauth zu Ybbs*);
 - Le péage de Linz (*die Kayserliche Mauth zu Linz*);
 - La trésorerie de Graz (*das Inner-Österreich : Hoffpfenning Amt*);
 - Le *vice-dominus* de Basse-Autriche (*das Nieder-Österr. Vicedomambt*);
 - Les recettes extraordinaires (*die eingangenen Extraordinarien*);
 - Les anticipations (*die empfanggelaister Anticipationen*).
- La paierie de la Cour encaissait donc les recettes affectées aux dépenses civiles et pas seulement le produit des Cameralia.

CONTRIBUTIONS.

(en florins)

Année	Basse- Autriche [252]	Bohême [253]	Total [254]	Impôt extraordin. [255]	Paierie de la Cour [256]	Hongrie	Total
1650 ...	200 000		1 800 000	Néant	1 941 846	Néant	
1655 ...	300 000		2 700 000	Néant	2 576 910	Néant	5 276 910
1657 ...	300 000		2 700 000	Néant	2 921 752	Néant	5 621 752
1658 ...	200 000		1 800 000	Néant	2 178 200	Néant	
1659 ...	195 000		1 735 000	Néant	2 346 443	Néant	4 101 443
1660 ...	800 000	480 000	1 620 000	Néant	2 346 443	Néant	3 966 429
1661 ...	700 000	580 000	1 957 500	Néant	2 346 443	Néant	4 303 929
1662 ...	400 000		3 600 000	Néant	2 141 826	Néant	5 741 826
1663 ...	475 000			Néant	2 365 539	Néant	
1664 ...	769 860			En nature	2 190 959	Néant	
1665 ...	600 000	480 000	1 620 000	En nature	1 978 140	Néant	3 598 140
1666 ...	550 000	455 500		En nature	1 978 140	Néant	
1667 ...	631 350			En nature	1 604 877	Néant	
1668 ...	506 048			En nature	1 604 877	Néant	
1669 ...	482 420	455 500	1 536 300	En nature	2 472 904	Néant	4 009 204
1670 ...	600 000	455 500	1 536 300	En nature	1 319 764	Néant	2 856 064
1671 ...	550 000	562 920		En nature	1 139 325	800 000	2 856 064
1672 ...	550 000	1 621 150		En nature	1 186 296		
1673 ...	730 000	1 152 840	3 890 835	En nature	2 897 818	800 000	7 588 645
1674 ...	600 000	1 152 840	3 890 835	En nature	2 272 034	800 000	6 962 869
1675 ...	600 000	1 152 840	3 890 835	Néant	2 562 221	800 000	7 253 056
1676 ...	550 000	1 152 840	3 890 835	Néant	3 017 146		7 707 981
1677 ...	550 000	1 152 840	3 890 835	Néant	3 268 121		7 958 956
1678 ...	518 000	1 152 840	3 890 835	Néant	3 106 398	1 000 000	7 997 233
1679 ...	500 000	1 152 840	3 890 035	Néant	2 518 917	1 000 000	7 409 752
1680 ...	527 472	1 152 840	3 890 835	Néant	1 796 121	1 000 000	6 686 956
1681 ...	617 170	1 152 840	3 890 835	Néant	2 784 887	100 000	6 775 722
1682 ...	650 000	1 170 000	3 948 750	850 000	3 215 961	100 000	8 114 711
1683 ...	216 660	1 170 000	3 948 750	850 000	1 923 848	Néant	6 422 598
1684 ...	115 000	1 170 000	3 948 750	850 000	1 601 137	800 000	7 199 887
1685 ...	115 000	1 170 000	3 948 750	850 000	1 025 779	800 000	6 574 529
1686 ...	170 000	1 170 000	3 948 750	850 000	2 915 967	800 000	8 514 717
1687 ...	180 000	1 170 000	3 948 750	850 000	2 493 140	833 700	7 725 590
1688 ...	200 000	1 170 000	3 948 750	850 000	2 231 012	800 000	
1689 ...	200 000	1 170 000	3 948 750	850 000	3 083 714	800 000	
1690 ...	322 943	1 170 000	3 948 750	850 000	3 704 786	2 000 000	10 503 536
1691 ...	450 000	1 170 000	3 948 750	1 850 000	2 888 406	2 000 000	10 303 536
1692 ...	482 902	1 170 000	3 948 750	1 850 000	1 896 573	2 000 000	
1693 ...	1 360 000	1 496 390	5 048 350	1 850 000	5 057 042	2 000 000	11 798 350
1694 ...	426 000	1 496 390	5 048 350	3 200 000	2 654 001	2 000 000	12 902 351
1695 ...	806 000	1 496 390	5 048 350	2 900 000	Manque	2 000 000	14 581 320
1696 ...	953 501	1 496 390	5 048 350	2 900 000	Manque	2 000 000	
1697 ...	1 009 001	1 496 390	5 048 350	Néant	2 777 638	2 000 000	
1698 ...	938 709	2 284 721	7 710 930	Néant	3 802 259	4 000 000	14 513 189
1699 ...	810 000	2 284 721	7 710 930	Néant	4 749 920	4 000 000	16 460 850
1700 ...		1 827 778	6 168 744	Néant	Manque		

Le plus difficile à évaluer c'est la part de la Hongrie dans les contributions militaires. Avant 1671 tout est clair : la Hongrie n'apporte rien en dehors d'une contribution symbolique en 1659 et 1660. L'occupation militaire et l'application de la *Verwirkungstheorie* ont soumis la Hongrie à l'impôt indirect et à la contribution militaire, qui furent acceptés de mauvaise grâce. Quelle était la part des prestations en nature ? Quelle était la part des exactions ? Quelle était l'aide réelle de la Hongrie ? Il est très difficile de répondre précisément à ces questions et nous nous bornerons à distinguer 3 périodes [257] :

1° La période 1671-1690, où les textes semblent indiquer une permanence remarquable dans la part de la contribution exigée des comitats et versée au commissariat des guerres. En 1687 elle se montait à 833 700 florins pour 12 000 hommes, le reste étant pris en charge par les Pays héréditaires. De 1678 à 1681, il faut y ajouter 170 000 florins d'accise;

2° La période 1690-1697. À partir de 1694 la contribution est fixée à 2 millions de florins, mais F. Corner estime cette part supérieure de moitié et l'évalue à 3 millions. Sur quoi se base-t-il pour avancer ce chiffre ? Nous ne le savons pas. À la même époque le cardinal Kollonich évoquait la possibilité d'une contribution s'élevant à 2,5 millions de florins. Il est néanmoins plus prudent de s'en tenir à ce qui est sûr, c'est-à-dire en l'occurrence à ce qui a été demandé. La ténacité avec laquelle les Hongrois ont défendu le chiffre de 2 millions montre bien qu'un compromis s'était établi autour de cette somme;

3° La période 1698-1700. La contribution a été doublée et est passée à 4 millions. Tous les témoignages concordent, aussi bien ceux de l'administration que ceux des contribuables [258] et la charge leur paraît d'autant plus lourde qu'elle était étrangère aux traditions et aux libertés du pays. Les historiens hongrois contemporains mettent, à juste titre, l'accent sur la liaison entre cette politique fiscale de la Maison d'Autriche et l'insurrection générale de François II Rákóczi à partir de 1702, même si cette contribution n'était pas exagérée par rapport à la superficie, à la richesse et à la population du Royaume de Hongrie presque entièrement libéré de l'occupation ottomane.

Les autres rubriques ne posent pas les mêmes problèmes dans la mesure où les archives de Prague fournissent des chiffres sûrs et que l'on admet la *ratio* réglant la répartition entre les différents pays austro-bohèmes. C'est ainsi que pour l'année 1690 il n'y a qu'une différence de 1 250 florins entre l'estimation établie de cette manière et le chiffre fourni par le président de la Chambre, comte Ursini Rosenberg, lors de la Conférence du 29 septembre 1690.

Quelles leçons se dégagent de ce tableau, même incomplet ? Les recettes ne cessent de progresser et à vrai dire il y a trois paliers :

1° Avant la guerre de Hollande les recettes sont fort modestes, sauf au moment de la crise de 1664 qui obligea l'Empereur à mobiliser des ressources importantes pour faire face au péril turc, sinon, et surtout entre 1666 et 1671, l'Empereur cherche à « épargner » ses sujets pour faciliter la reconstruction. L'option politique de paix à tout prix se traduit à la fois dans la réduction des effectifs, la fiscalité modérée et le souci d'éteindre les dettes en remboursant les créanciers et en dégageant certains éléments du domaine;

257. En ce qui concerne les détails du processus d'intégration de l'État hongrois dans la fiscalité de la monarchie, voir *infra*, liv. II, chap. v.

258. « Allein wir haben dis Jahr (1698) widerumben ein hartes quartir von Reytern und fuesgehern gehabt, sowohl in der vorstatt als in der Statt (*Sopron*) und ist in Landt eine grosse Summa Geldt auffgetragen worden zu geben Ihro Kay May als vier Million zwey Million hats messen das Landt in wüntter zallen, zwey million erschöpft ». Diaire de Hanns TSCHANY, édition J. Paur, *op. cit.*, p. 166-167.

2° Depuis le début de la guerre de Hollande jusqu'au début de la guerre de la Ligue d'Augsbourg, les recettes naguère inférieures à 5 millions de florins dépassent les 7 millions pour atteindre parfois les 8 millions. Il y a donc une augmentation des recettes d'au moins 50 %, provoquée par la guerre menée tantôt sur le Rhin, tantôt en Hongrie, avec la nécessité d'entretenir chaque fois des contingents de l'autre côté. Aussi l'accalmie consécutive à la paix de Nimègue ne va-t-elle entraîner aucune diminution des recettes parce que la Chambre des Comptes voulait, encore une fois, en profiter pour éponger les dettes [259] : c'est pourquoi l'Empereur, malgré sa sollicitude pour le contribuable, ne diminua pas ses demandes de contribution : la Bohême à elle seule, en 20 ans, s'était endettée de 20 millions [260]. Il fallait donc profiter de l'accalmie avant le nouvel orage pour assainir les finances de la Monarchie plutôt que pour diminuer les impôts, méthode qui justifiait d'ailleurs la méfiance des ordres vis-à-vis de tous les impôts extraordinaires « exceptionnels », tel cet impôt sur les boissons sollicité à maintes reprises en Bohême, accordé par la diète de 1664 et abrogé seulement en 1701 [261];

3° Le troisième palier correspond à la guerre sur deux fronts en Hongrie et en Europe occidentale. Les recettes ne cessent d'augmenter. Elles se situent autour de 12 à 13 millions et dépassent 16 millions en 1699. Cette augmentation des recettes provient essentiellement de la contribution hongroise qui a été doublée à partir de 1698, malgré les véhémentes protestations des intéressés, mais aussi d'une importante contribution militaire sollicitée expressément pour éponger les dettes [262]. Pratiquement l'effort a doublé peu à peu par rapport au palier précédent.

On voit donc que les progrès de la fiscalité, l'augmentation du produit de l'impôt sont liés à l'essor économique. La physionomie de la courbe est cependant un peu différente de celle indiquée par la hausse des prix. La fiscalité impériale ne tire vraiment parti du renversement de la conjoncture que 6 à 7 ans après le siège de Vienne, lorsque la reconstruction est partout un fait accompli dans les Pays héréditaires. Mais cette augmentation des recettes suffit-elle à faire face aux dépenses nouvelles ? La fiscalité, soutenue par une économie plus prospère ne s'essouffle-t-elle pas pour rattraper les dépenses ? En un mot tous ces efforts ont-ils atteint leur but et l'Empereur, désargenté au début de son règne, aurait-il connu, vers la fin du siècle, une aisance relative ? La reconquête de la Hongrie l'a-t-elle enrichi au point de mettre fin à ses embarras financiers ?

259. C'était le sens du mémoire (*Guetachten*) rédigé en 1679 par le conseiller à la Chambre des Comptes Jean-Gabriel VON SELB. HKA Vienne, ms. 204.

260. Exactement 19 723 537 florins de 1657 à 1679. *Ibidem*, f° 184.

261. Voir les protestations véhémentes de la diète de 1699, § 5 : von der Trancksteuer », SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1694-1708.

262. En 1699 en Bohême sur 2 284 721 florins, 856 250 serviront à se libérer des dettes, et en 1700 sur 1 827 778 florins, 627 778 florins ont été affectés au même emploi. SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1694-1708. Diète 1699, § 2 : « Von dem Militari quanto », et diète 1700, § 2.

LE DÉFICIT : FATALITÉ OU MAUVAISE GESTION ?

L'Empereur n'a pu équilibrer son budget et couvrir ses dépenses avec le produit de l'impôt que dans des circonstances particulières : lorsque les dépenses militaires étaient faibles ou couvertes par une aide étrangère. La gêne financière est un fait capital qui a dominé tout au long de la période le comportement de l'Empereur et de son Conseil. Et l'explication que nous donnerons à ce phénomène est essentielle du point de vue de notre sujet. Ou bien la faiblesse économique de la Monarchie était telle que l'Empereur ne pouvait augmenter les ressources à proportion des dépenses. C'est la thèse classique, qui se dégage par exemple des doléances et remontrances des assemblées d'États. Ou bien le souverain, que l'on qualifie d'absolu, n'avait point l'autorité nécessaire pour augmenter les impôts et la notion même d'absolutisme est remise en question, s'il est vrai, comme le dit Le Bret qu'un des attributs de la souveraineté est d'imposer le peuple conformément aux besoins de l'État. Nous allons donc analyser l'impasse et en cerner les limites avant d'étudier les raisons pour lesquelles l'Empereur était incapable d'équilibrer son budget et voir si ce phénomène avait des causes économiques ou bien des causes politiques.

I

UN FAIT BRUT : L'IMPASSE BUDGÉTAIRE

Trois approches différentes nous conduisent à la même constatations; qu'il s'agisse du sentiment des contemporains, des préoccupations de la Conférence ou bien de la comparaison de la courbe des dépenses avec la courbe des recettes : les finances de la Monarchie connaissent un déficit chronique.

A. LE TÉMOIGNAGE DES CONTEMPORAINS.

Les sources externes ont longtemps suffi pour étayer l'opinion que l'Empereur était un misérable, qu'il fallait perpétuellement secourir. Il serait d'autant plus vain de chercher à rassembler ici tous les témoignages que nous n'avons pas trouvé de note discordante. Tous les ambassadeurs vénitiens insistaient sur ce fait et nous ne retien-

drons que le témoignage de Carlo Ruzini, qui écrivait en 1699 : « comme les recettes sont néanmoins inférieures aux besoins, les inconvénients, les ennuis s'accumulent de partout. Le poids des dettes contractées pour nourrir le feu de si longues guerres ne peut être que trop grand [1] ». Et ce témoignage rejoint celui de M. de Saint-Martin, envoyé de la reine de Pologne, qui estimait quarante ans plus tôt que l'Empereur n'avait pas les moyens d'entretenir une armée de 20 000 hommes dès que les pays héréditaires devaient fournir une contribution en espèces et non plus nourrir sur place, dans les quartiers, ces mêmes soldats [2]. A la vérité, toute réflexion un peu cohérente sur la situation financière de la monarchie abondait dans le sens des bureaux des Affaires étrangères : « à quelque degré de puissance que l'Empereur soit parvenu par les grandes acquisitions qu'il a faites, l'on n'ignore pas que nonobstant les secours qu'il a eus de plusieurs princes du dedans et du dehors de l'Empire, les dépenses de la guerre ont mis un grand dérangement dans ses finances [3]. ».

L'opinion des contemporains est d'ailleurs confirmée par les représentants les plus qualifiés de l'historiographie autrichienne qui ont abordé cette question. A. F. Přibram, en 1698, insistait bien sur le fait que « le manque d'argent était, ailleurs, temporaire, alors qu'il était permanent en Autriche [4]. » Cette idée a été reprise également par H. Benedikt qui l'a développée dans son enseignement à l'université de Vienne [5].

Plus que tout autre, l'Empereur était conscient de cette difficulté majeure et c'est un véritable cri d'angoisse qu'il laisse échapper en décembre 1689, au moment où il allait devoir affronter la guerre sur deux fronts, alors que « l'impasse » pour la campagne 1690 s'élevait à plus de 3 millions de florins [6]. Bien sûr, l'Empereur exprimait cette vérité dans un autre langage, religieux et non pas économique. Transposition noble d'une réalité qui, dans l'esprit du temps l'était moins, substitution d'une rhétorique à une autre — le pain symbole de nourriture et de vie, substitué aux florins, c'est-à-dire aux gros sous; la préoccupation n'en était pas moins là et la difficulté angoissante perçue par un souverain qui, nous l'avons déjà constaté, était ouvert aux problèmes économiques, mais que sa formation première, l'esprit du temps et la personnalité de son correspondant incitait plus à citer l'Évangile qu'à employer le langage des chiffres [7].

1. « Essendo pero molt'inferiori ai bisogni le Rendite, da per tutte s'accumulavano pregiudittij, e diffettij, Non può esser che grande l'impegno dei debiti contratti, per nodire il fuoco di si lunghe guerre. » *Relationen*, édition Fieldler, *op. cit.*, p. 408.

2. *Les Intérêts de la Maison d'Autriche et de Pologne*. Mémoire de 1662, BN Paris, ms. 16634, f^o 187 v.

3. Instruction pour le duc de Richelieu, nommé ambassadeur de France à Vienne, le 28 mars 1725. Instructions aux Ambassadeurs, t. I Autriche, édition A. Sorel, p. 208. Le premier commis poursuit en étudiant la situation telle qu'elle était au début du XVIII^e siècle, après les annexions faites au traité de Rastatt; celles-ci n'ont apporté aucun soulagement véritable aux finances de l'Empereur, qui a bien de la peine à entretenir les garnisons de ce vaste empire.

4. « In anderen Staaten ist der Geldmangel temporär gewesen, in Österreich dauernd. » Il expliquait ce phénomène par la faiblesse économique de la monarchie qui n'avait à sa disposition ni les mines d'Amérique, ni la richesse du sol français, ni l'empire commercial des puissances maritimes. *Das Böhmische Commerzcollegium*, *op. cit.*, introduction, p. 7.

5. Heinrich Ritter von Srbik, *Der Staatliche Exporthandel Österreichs von Leopold bis Maria-Theresia*, *op. cit.*, Vienne, 1907. Le professeur Heinrich Benedikt, auteur de nombreux ouvrages sur l'histoire moderne de l'Autriche, a prodigué pendant près de 20 ans un enseignement que nous avons eu l'honneur de suivre en 1957.

6. Conférence du 26 septembre 1689. HHStA Vienne, *Staatskanzlei Vorträge*, Karton 7/33.

7. « Ma Padre mio, come potrà resistere a fare due così fiere guerre? come mantenere tanta gente? Che bene posso dire veramente: Unde ememus panem ut manducant hi? » Lettre de l'Empereur au père Marco D'Aviano, Augsbourg, 23 décembre 1689. Édition O. Klopp, p. 191. L'écho officiel et chiffré se trouve dans la proposition rédigée à Augsbourg le 2 janvier 1690 et destinée à la diète de Basse-Autriche; les dépenses s'élèveront à 12 millions de florins en 1690. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 52, liasse 1690.

B. LES SÉANCES DE LA CONFÉRENCE.

C'est un langage que les ministres étaient pourtant bien obligés d'employer dans les séances de la Conférence, lorsqu'ils traitaient des prévisions budgétaires. L'automne ramenait régulièrement ces discussions, car l'exercice financier pour le Conseil de la Guerre et l'armée commençait au 1^{er} novembre. Il fallait à la fois répartir la charge des quartiers d'hiver entre les pays, mettre les régiments en subsistance dans un endroit précis et panser les plaies de la campagne précédente. Prenons pour exemple la séance de la Conférence qui s'est tenue le 14 septembre 1691 chez le prince Dietrichstein, grand maître d'hôtel de l'Empereur [8], le prince, qui présidait *ès qualités*, était entouré des comtes Königsegg (vice-chancelier d'Empire), Stahremberg (président du Conseil de la Guerre) Rosenberg (président de la Chambre) Jörger, (gouverneur de Basse-Autriche, conseiller d'État) et Strattmann, (chancelier d'Autriche) qui s'étaient entourés des secrétaires Mayer, Koschin, Weber, Palm, Albrecht et Consprug, représentant les différents organes administratifs; seul manquait le chancelier de Bohême, comte Kinsky. Le thème de la réunion était le moyen de combler un déficit de trois millions de florins, prévu pour l'exercice 1692; il s'agissait, bien entendu, du budget militaire. Dans son allocution d'introduction, le prince Dietrichstein rappelait qu'il ne fallait pas trop compter sur les économies et qu'il vaudrait mieux songer à des ressources nouvelles. Le rapport du Conseil de la Guerre, lu par le secrétaire Mayer, abondait dans ce sens : qu'il ne fallait pas trop réduire les soldes, que la réduction des état-majors régimentaires, théoriquement possible, n'était guère souhaitable; qu'il pourrait à la rigueur réduire le nombre des généraux et les effectifs des services (ingénieurs, train des équipages). Le commissariat général estimait lui aussi qu'on ne pouvait réduire la solde mensuelle à moins de 3 florins (soit 36 florins par an).

Les différents membres de la Conférence opinèrent sur le rapport du Conseil de la Guerre. Le président de la Chambre pensait qu'une réduction des soldes procurerait une économie de deux millions de florins mais que pour l'instant il abandonnait ce projet; qu'on pourrait effectivement réduire de 50 % les compagnies franches et réorganiser les unités de ligne en maintenant les cadres, tout en réduisant les effectifs. Pour les nouvelles recrues on pourrait peut-être se contenter, au moins pour l'infanterie, de 200 000 florins que rapporteraient les gabelles de Silésie. On ne paierait aucune solde en octobre et il faudrait recourir au crédit à court terme (anticipations) pour régler les soldes de novembre et de décembre. Mais le remède essentiel serait que l'armée impériale combattant en Italie se débrouille par ses propres moyens.

L'intervention de Königsegg eut surtout pour but de rappeler que si on faisait prendre les quartiers aux contingents d'Empire dans leurs pays d'origine, l'opération coûterait 3 fois plus cher (1,5 million au lieu de 500 000 florins) que si on leur versait une solde, car il faudrait payer tous les frais de marche de Hongrie jusqu'en Souabe ou en Franconie. Le commissaire général approuva les mesures de détail proposées, mais ne pensait pas que les différents pays paieraient leur contingent en avance et que la Chambre des Comptes devrait trouver elle-même les crédits. Le comte Jörger était du même avis, ainsi que le chancelier Strattmann, de sorte que le prince Dietrichstein n'avait plus qu'à conclure :

— que l'on avait battu aujourd'hui de la paille vide. Qu'il n'était pas question de faire des économies parce qu'on ne connaît pas l'état des régiments et qu'on ne savait pas ce que Sa Majesté déciderait quant à la réduction des effectifs et des généraux; que l'on raisonnait comme si les troupes de Savoie et d'Allemagne pouvaient se débrouiller toutes seules. Or, les régiments devaient toucher quelque chose, même pendant les

quartiers d'hiver, qu'il faudrait 600 000 florins pour faire les recrues et si l'on ne pouvait trouver du monde sur place, il faudrait recruter des étrangers; que de toute façon la qualité des soldats était préférable à la quantité que fournirait un ramassis de valets de ferme; que l'on réduisît donc quelques régiments médiocres et qu'en ce qui concernait le déficit, il faudrait se réunir en présence du chancelier de Bohême [9]. Conformément à l'avis des participants, un rapport serait fait à Sa Majesté Impériale, pour qu'elle vît au moins que les ministres avaient travaillé.

Ce document, s'il n'est pas très exaltant, est tout de même révélateur d'un certain style. Les conclusions du grand maître d'hôtel, assez désabusées, n'en sont pas moins empreintes de bon sens : la Conférence a tenu une séance pour rien, car elle n'a pris que des mesures de détail, les véritables économies ont été rejetées et les réductions d'effectifs renvoyées à plus tard. Bref les ministres donnent l'impression d'avoir discuté longtemps pour de bien médiocres résultats. Et pourtant semblables séances se reproduisaient chaque automne, aboutissant parfois à des décisions spectaculaires. Les procès-verbaux de certaines conférences ont été conservés de sorte qu'il nous est possible de jalonner son histoire.

— En 1675, après la répartition des contingents militaires qui n'avaient pas été augmentés par rapport à l'année précédente, la Conférence constatait une « impasse » de 3 773 289 florins, supérieure au contingent militaire des pays héréditaires et de la Hongrie qui ne s'élevait qu'à 3 600 628 florins [10].

— En octobre 1682, alors que le péril turc est imminent, la Conférence constate, sur rapport du Conseil de la Guerre, que l'armée s'élève à 63 380 hommes, la Chambre estime la dépense à 4 029 138 florins, auxquels il faut ajouter pour l'entretien des garnisons et de l'artillerie 909 135 florins, soit au total 4 938 873 florins. En face les recettes théoriques n'excèdent pas 3 650 000 florins; le trou est donc de 1 288 873 florins, les dépenses excédant les recettes de 34 %. Alors la Chambre des Comptes, avec l'accord du Conseil de la Guerre, a estimé que les dépenses militaires pouvaient être réduites à 3 678 856 florins. Mais comme l'estimation des recettes était beaucoup trop optimiste, car les diètes n'ont accordé réellement (*effective*) que 3 420 000 florins pour l'année 1682, somme dont il faudra déduire encore 230 000 florins, de sorte que le président de la Chambre s'attend à une impasse de 503 176 florins, limitée certes, mais qui n'en représentait pas moins 15 % des recettes attendues. Voilà pourquoi le président de la Chambre a proposé de lever « l'impôt turc », qui sera un moyen d'associer les ordres privilégiés à l'effort de lutte contre les Ottomans et d'une manière générale tous les possédants, puisque seuls ceux qui ont un capital inférieur en seront dispensés.

Pour une fois le ton était énergique et la détermination du gouvernement fort claire, car cet impôt, dont dépend le salut public, échappait à la compétence de la diète et relevait de l'autorité absolue de l'Empereur, l'impôt turc étant décidé par le souverain

9. « Celsisimus Princeps. Mann habe heut lähres Stroh getroschen, von der erspahrung seye nichts zureden, weillen mann nit weiss wie die Stehen und wie sich Ihre Mayt wegen reducierung derselben und der Generalen resolviren werden. Ihr fürstl : gnaden meinen man solle nur den calculum ziehen, was die hiesigen und Ungerischen Völccker erfordern dann Supponire mann das die Regimenter müssen etwas haben in die winterquartier : zu denen Recrouten müsse mann bey 600 000 fl. haben kann mann nit eigene haben. nehme mann frembde, es seye besser das mann das Volckh in qualitate habe, als in numero. undt lauter neue bauern Knecht dahero reducire mann etliche schlechte Regimenter. und erhalte mann alte Mannschafft oder Regimenter. wo der abgang des gelts zunehmen, seye zu consultiren. aber Ihr Excellenz der Herr Obrister Cantzler, sine quo nihil, seye nit da. *Ibidem*, f^o 102 v-103.

10. Encore fallait-il déduire de ces 3 600 628 florins les 270 000 florins fournis par la Silésie et 108 000 donnés par la Moravie. Ces anticipations seraient automatiquement déduites du contingent de chaque pays. *Landtagspostulata* établis par la Chambre des Comptes et transmis à la Chancellerie de Bohême. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 351, 20 octobre 1675.

seul, *Regia autoritate* [11]. En raison même de l'ampleur du péril, l'Empereur voyait brusquement croître son autorité et exceptionnellement il se trouvait dans une situation analogue à celle du roi de France en Conseil royal des Finances, au moment où celui-ci établissait le brevet de la taille pour les pays d'élection [12].

Dans ce cas précis, des économies draconiennes étaient associées à la création de ressources nouvelles, faisant appel à l'impôt « extraordinaire ». Cette double série de mesures correspondait au tempérament du nouveau président de la Chambre, Abele, qui croyait beaucoup à la vertu des compressions budgétaires, à la rigueur et souhaitait renforcer le pouvoir de l'Empereur, même en matière fiscale [13]. La victoire du Kahlenberg ne marqua pas la fin des difficultés, car la reconquête de la Hongrie, une fois le péril turc écarté, posait en permanence le problème de l'équilibre budgétaire.

— En 1685, par exemple, après les premières mesures d'économie prises par le président Abele, son successeur, le comte Ursini Rosenberg, se vit obligé de faire face à un déficit de plus de 2 millions de florins; l'essentiel des dépenses était constitué par le recrutement et la remonte de la cavalerie (1 120 000 florins, 28 régiments à raison de 40 000 florins chacun), le complément de 23 régiments d'infanterie (193 200 florins au total) et l'entretien des contingents bavarois et hanovriens (825 000 florins). Il était difficile de réduire ces dépenses si l'armée impériale voulait faire bonne figure au cours de la campagne de l'été, de sorte que le nouveau président eut recours à deux mesures, également insuffisantes : la vente d'éléments du domaine en Bohême, des villages situés dans le comté de Glatz et la demande de contributions supplémentaires [14], au total un million de florins. Comme ces mesures ne couvraient même pas le déficit à 50 %, il restait, dans l'hypothèse la plus favorable, une impasse de 1 515 000 florins pour un total de dépenses de 3 694 512 florins [15].

— A l'automne 1689 la préparation du budget militaire pour 1690 plaça la conférence devant une impasse de l'ordre de 3 millions de florins, impasse quelque peu réduite si l'on tenait compte de la contribution hongroise, puisque les pays héréditaires fourniraient au maximum 7 515 000 florins. C'est pourquoi la Chambre des Comptes proposait de réduire les soldes pour économiser 1,5 million de florins [16]. Une discussion animée suivit la lecture de ce rapport et le comte Stahrenberg se permit de

11. *Referat de 17 octobris anno 1682*. HHStA Vienne, *Staatskanzlei Vorträge*, Karton 7/33, f° 47-48. À ce moment Abele songeait surtout à mettre un impôt de 4 rixdales par *Pfund Gült* en Basse-Autriche.

12. E. ESMONIN, *La taille en Normandie au temps de Colbert*, op. cit.

13. Sur le baron Abele von Lilienberg et son rôle à la tête de la Chambre des Comptes, voir *infra*, liv. II, chap. III. En 1684 Abele proposa de réduire l'impasse en faisant des économies sur le dos des soldats, auxquels on défalquait 8 kreutzer par jour pour les vivres fournis, c'est-à-dire les 4 florins de solde mensuelle. L'armée coûtait alors 12 600 000 florins et il fallait trouver une solution. Conférences des 5 et 7 septembre 1684. HHStA Vienne, *Staatskanzlei Vorträge*, Karton 6/29.

14. En fait la diète de Bohême n'a rien accordé de plus en 1685 qu'en 1684 ou en 1686, c'est-à-dire le forfait (*quantum militare*) de 1 170 000 florins, une contribution supplémentaire de 50 000 florins, l'impôt turc et l'impôt sur les boissons, les autres recettes demeurant affectées au pays lui-même. La Silésie, en revanche, semble avoir fait un effort, elle a payé 1 150 000 florins au lieu de 750 000 qui lui étaient demandés en 1683, HKA Vienne, *Verschiedene Vorschläge*, fasc. 9, f° 527, *Raittung des Königlichen Ober Steueramts*, Prague 10 juillet 1686. Quant à la Basse-Autriche elle accorde une anticipation de 50 000 florins le 15 janvier 1685, mais les dévastations de l'été 1683 ne lui permettaient guère d'effort supplémentaire.

15. *Conferenz Protokoll in sachen die Mittel zum gemeinen Nothdürffen betreffend*, 11 janvier 1685, HHStA Vienne, *Staatskanzlei Vorträge*, Karton 6/30, f° 16-17. Étaient présents à la Conférence : le prince Dietrichstein qui présidait, l'évêque de Vienne, le comte Rosenberg, le chancelier d'Autriche Strattmann, et le secrétaire d'État Mayer.

16. « Legitur das Guetachten von der Cammer... Also 10 256 000 florins a 6 florins die Pferdportion und 6 1/2 florins die Mundportion / Oder 8 800 000 florins a 5 florins die Mundportion und 4 1/2 florins die Pferdportion. » *Conferentia in militaribus de dato 26 septembris 1689*. HHStA Vienne, *Staatskanzlei Vorträge*, Karton 7/33, f° 43-44.

rappeler que le soldat impérial était le plus mal payé, mais qu'en revanche il y avait beaucoup trop de généraux [17].

En fait la séance se ramenait à un affrontement entre le Conseil de la Guerre, partie prenante qui défendait les intérêts des soldats et la Chambre des Comptes qui, faute de pouvoir augmenter les recettes ou orienter radicalement la politique générale, devait se contenter d'économies sur les crédits de fonctionnement.

— En 1690 le même problème se posa à nouveau, lorsqu'il s'agit de préparer le budget militaire pour 1691. Le commissariat général demandait près de 14 millions de florins (13 952 259 très exactement) et la Chambre des Comptes proposa 3 211 339 florins d'économies en réduisant d'un demi-florin la solde mensuelle, en diminuant de moitié les frais d'état-major général. Quand on sait l'accueil qui fut réservé à la capitation la même année, on comprend qu'il ne restait que cette solution pour réduire l'impasse.

— En 1693 nous avons vu que la Conférence était placée devant les mêmes difficultés pour l'exercice 1694. L'année suivante le problème s'était aggravé du fait de l'indispensable *dévaluation* de 1693 et de la hausse des prix qui s'ensuivit [18]. En janvier 1695, l'impasse était de l'ordre de 40 % et se montait à 8 141 499 florins. Or, les impôts ne pouvaient couvrir au maximum que la moitié des dépenses militaires; en y ajoutant les revenus des *cameralia* et des anticipations, la Chambre pensait pouvoir atteindre 14,5 millions de florins, mais ces prévisions étaient elles-mêmes fort optimistes [19]. La situation devenait donc sérieuse et la charge quasi intolérable.

Paradoxalement la tension se relâcha vers la fin de la période, dans la mesure où les recettes se maintinrent à un haut niveau, tandis que la guerre cessait en Europe occidentale à partir de 1697. Comme la guerre sur deux fronts devenait chaque jour plus lourde, on comprend pourquoi les plénipotentiaires de l'Empereur se sont décidés à traiter à Ryswyck. En 1698, les dépenses prévues pour la campagne s'élevaient à 14 185 000 florins. L'équilibre pouvait être atteint à condition que les Hongrois consentent à payer les 4 millions qui leur étaient demandés, mais les ordres protestèrent énergiquement. D'autre part la Chambre des Comptes faisait remarquer que la fiscalité ne pourrait être maintenue longtemps à ce niveau, tandis que tous les *cameralia* étaient engagés pour obtenir des crédits [20]. Cet avertissement solennel de la part des techni-

17. *Ibidem*. Étaient présents : le prince Dietrichstein, qui présidait, les comtes Stahremberg, président du Conseil de la Guerre, Königsegg, vice-chancelier d'Empire, Rosenberg, président de la Chambre et Strattmann, chancelier d'Autriche.

18. Nous n'avons aucune indication précise sur le climat et nous ne savons pas si les pays autrichiens connurent une crise économique imputable au climat, comme ce fut le cas pour la France.

19. *Protokoll über die Konferenz* du 28 janvier 1695. Étaient présents : le prince Dietrichstein qui présidait, le comte Kinsky chancelier de Bohême, le comte Windischgrats vice-chancelier d'Empire, le baron Bucelleni chancelier d'Autriche. Dépenses prévues, *Status œconomicobellicus* : 22 722 819 florins. Prévisions des recettes, d'après les *Postulata* :

Pays héréditaires	8 097 368 florins (y compris les impôts extraordinaires)
Hongrie.....	2 000 000 —
Transylvanie.....	400 000 —
Croatie.....	30 000 —
Italie.....	1 200 000 — (contributions militaires)
TOTAL.....	11 727 368 florins

avec *cameralia* et anticipations : 14 581 320 florins.

Cité par H. VON SRBIK, *Der Staatliche Exporthandel Österreich*, p. 238.

20. Conférence du 16 avril 1698. HHSStA Vienne, *Staatskanzlei Vorträge*, Karton 10/36. *Extract aus denen Anno 1698 durch das ganze Jahr Gehaltenen Deputations Conferenzen*. Étaient présents : le cardinal Kollonich qui présidait, le comte Stahremberg, le chancelier d'Autriche Bucelleni, et le comte Max Breuner, assistés des secrétaires Mayer, Weber, Beier, et Palm.

ciens appelait en fait une solution politique. Pourtant, malgré la paix de Carlovitz, l'Empereur ne désarma pas, contrairement à ce qui s'était passé en 1665 et en 1679.

Cette politique était audacieuse, car il voulait profiter de l'accalmie pour assainir la situation financière, payer ses dettes et relâcher la pression fiscale, tout en demeurant ferme dans la question des contributions hongroises.

En dépit de ces redressements une impression domine, la situation financière de l'Empereur demeurait précaire et l'« impasse » était un phénomène constant, une impérieuse nécessité à laquelle la Chambre des Comptes ne semble avoir pu se soustraire.

ÉVALUATION DE L'IMPASSE.

(en florins rhénans)

Année	Dépenses civiles [21]	Dépenses militaires [22]	Dépenses totales [23]	Recettes [24]	Impasse [25]	%
1650	1 366 151					
1655	1 667 814	2 355 640	4 023 454	5 276 910	Néant	
1656		2 355 640				
1660	1 600 000			3 966 429		
1661	1 600 000	3 627 176	5 227 176	4 303 929	923 247	17
1665	1 768 140	1 200 000	2 968 140	3 598 140	Néant	
1670	1 406 689	1 375 440	2 782 129	2 432 863	349 266	12
1674	1 400 000	5 592 618	6 992 618	6 962 869	29 749	0,5
1675	2 012 786	6 995 917	9 008 703	7 253 056	1 755 647	19
1680	1 541 682	3 863 243	3 404 925	6 686 856	Néant	
1682	1 500 000	5 863 243	7 363 243	6 798 750	564 493	7,5
1683	1 500 000	4 938 873	6 438 873	6 422 598	Néant	
1684	1 500 000	7 900 000	9 400 000	7 498 750	1 901 250	20
1685	2 200 000	12 600 000	14 800 000	7 498 750	7 301 250	49
1690	2 402 770	12 000 000	14 402 770	10 503 536	3 899 234	27
1691	1 800 000	10 740 920	12 540 920	10 303 536	2 237 384	17,5
1693	1 800 000	16 272 140	18 072 140	11 798 350	6 273 790	34,5
1695	1 815 201	22 722 819	24 538 020	14 581 320	9 956 700	40
1698	2 200 000	14 185 000	16 385 000	14 710 930	1 674 070	10
1699	4 571 549	8 050 000	12 621 549	16 460 850	Néant	

C. L'APPROCHE QUANTITATIVE.

Elle est encore plus nette que les témoignages des étrangers ou les résultats tirés des procès-verbaux de la Conférence secrète. S'il s'agissait d'un particulier, on dirait que l'Empereur vivait au-dessus de ses moyens, que la dépense, essentiellement la dépense militaire, a excédé la recette et que les progrès de cette dernière, voire les économies

21. Voir tableau *supra*, liv. II, chap. I, p. 238.

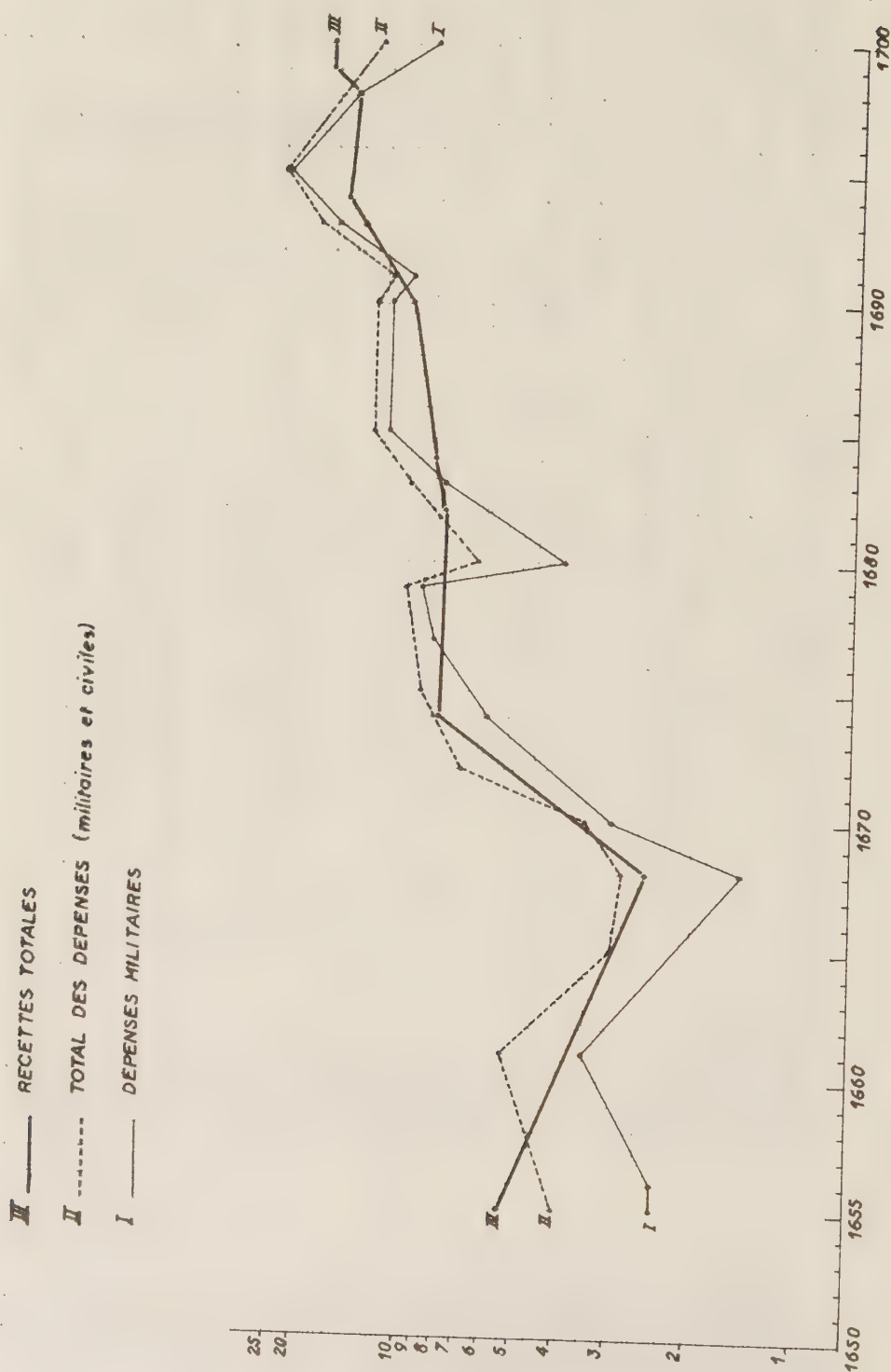
22. Voir tableau *supra*, *ibidem*, p. 293-294.

23. Obtenu par addition des dépenses civiles et des dépenses militaires.

24. Voir tableau *supra*, liv. II, chap. II, p. 349.

25. Obtenu par comparaison entre recettes et dépenses. Il y a impasse si les dépenses *excèdent* les recettes. Ensuite les rapports de l'impasse à la masse des dépenses totales.

ÉVALUATION DE L'IMPASSE en millions de florins rhénans



draconiennes pratiquées avec application n'ont rien changé à ce déséquilibre fondamental. Si l'Empereur faisait la guerre, il devait faire face à une impasse et seule une politique de paix lui a procuré quelque soulagement. Toutefois deux constatations s'imposent :

1° En valeur absolue, l'impasse a toujours été faible avant 1683, inférieure à un million de florins, sauf en 1675 au plus fort de la guerre de Hollande. En 1661 et en 1670 le déséquilibre a été provoqué par le réarmement et la mise sur pied d'une importante armée en Hongrie, la première fois pour intervenir en Transylvanie, la seconde fois pour mater la rébellion consécutive à la conjuration des magnats. Même le réarmement des années 1681-1682 n'a pas entraîné de déséquilibre majeur parce que, nous l'avons vu, la Chambre des Comptes a pu dégager des ressources nouvelles. La valse des millions a véritablement commencé en 1684, pour cesser en 1699 avec la paix générale, après avoir atteint son point culminant en 1695; cette année-là l'impasse atteignait 10 millions, soit deux fois le budget total des années 60 !

Seul le cas de l'année 1685 peut paraître aberrant, en fait les dépenses ont crû beaucoup plus vite que les recettes et il a fallu un certain temps à la Chambre des Comptes pour rétablir un équilibre relatif.

2° Du point de vue des indices (rapport du montant de l'impasse à la masse des dépenses totales), l'impasse n'a rien d'extraordinaire, elle se situe autour de 20 %, sauf en 1685 et surtout dans la période 1693-1696 où elle atteignit 30 à 50 % des dépenses engagées. Notons seulement qu'il s'agit là de cas exceptionnels, de crises brèves. Beaucoup plus important, à notre avis, est le fait que l'impasse était généralement faible. Si l'on met en parallèle dépenses militaires et dépenses civiles, on constate que les dépenses civiles, dans lesquelles on inclut le service de la dette, ont toujours été modérées, mais en quelque façon incompressible, se situant entre 1,5 million et 2 millions de florins, elles n'ont en rien contribué à gonfler l'impasse. Celle-ci dépendait essentiellement du budget militaire, c'est-à-dire finalement des options prises par l'Empereur en politique étrangère. C'est pourquoi la politique générale avait tant d'importance pour l'équilibre du budget, les plus forts déséquilibres se produisant au moment où l'Empereur était obligé de réarmer, les périodes d'équilibre se situant précisément au moment où l'Empereur réduisait son armée.

Devons-nous en conclure qu'il y a contradiction entre sources qualitatives et sources quantitatives, entre les impressions « littéraires » et les renseignements chiffrés ? Les impressions pessimistes proviennent du fait que la Chambre des Comptes n'avait point d'argent comptant et se débattait sans cesse dans des difficultés de trésorerie, qui se firent particulièrement sentir pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg, au moment où l'augmentation des effectifs se combinait avec la hausse brutale des prix et la dévaluation monétaire [26]. Et si les dépenses augmentent beaucoup en valeur absolue, les pays héréditaires connaissent alors une indiscutable prospérité économique, qui rend supportable une pression fiscale accrue [27], car la reconquête de la Hongrie était une grande « entreprise » au sens économique du terme, qui rapporta de grands profits à certains capitalistes de la Monarchie et donna une impulsion nouvelle à la vie économique des pays héréditaires. C'est pourquoi ceux-ci supportèrent en 1695 des charges que l'on n'eût même pas imaginées trente ans plus tôt.

Nous sommes donc en présence d'un déficit relativement modéré à la fois générateur d'inflation et stimulant de la vie économique; il ne s'agit en aucun cas d'une situation ruineuse, qui aurait fait de l'Empereur l'homme malade de l'Europe. Certes il devait faire preuve de modération, de prudence et l'on comprend son cri d'angoisse en 1689,

26. Voir tableau *supra*, liv. I, chap. IV. N'oublions pas qu'il s'agit d'une crise européenne, tant du point de vue de la production que de la monnaie.

27. Voir *infra* : le problème de la pression fiscale.

au moment où il va franchir un nouveau palier et se lancer dans une entreprise redoutée de tous les hommes d'État : la guerre sur deux fronts; mais si sa situation financière était souvent délicate elle n'était jamais catastrophique.

Une fois ce point précisé, il convient d'expliquer pourquoi l'Empereur n'a jamais pu couvrir la totalité de ses dépenses militaires.

II

LES DÉPENSES EXCESSIVES

Dans une maison mal tenue il vient toujours à l'idée de critiquer, en premier lieu, la nature et le volume des dépenses. Ce n'est pourtant pas sur ce point qu'il faut attaquer la Chambre des Comptes.

A. LES DÉPENSES MILITAIRES.

Nous avons déjà vu que les soldes des Impériaux, tant des officiers que des soldats, étaient beaucoup plus modestes que celles des Brandebourgeois par exemple et nous savons que les représentants du Conseil de la Guerre ne se gênaient pas pour le dire dans les réunions de la Conférence.

Nous avons vu également que l'Empereur essayait de réformer soldats et cadres dès que la conjoncture politique le lui permettait. C'est donc moins sa politique militaire que sa politique générale qu'il convient de critiquer. Nous avons déjà essayé d'expliquer plus haut les raisons qui obligeaient l'Empereur à ne pas pratiquer une politique de paix à tout prix, c'est-à-dire en renonçant à la sécurité de ses sujets et en faisant bon marché de son honneur de Habsbourg et d'Empereur. La diète de Bohême ne se gênait pas d'ailleurs pour critiquer implicitement cette politique; plus par leur comportement que par des discours, que les textes n'ont guère conservés, les ordres du royaume de Bohême ont en effet démontré qu'ils désapprouvaient la politique européenne de l'Empereur.

B. LES DÉPENSES CIVILES.

Écartons de même certaines critiques provenant de contemporains qui reprochaient à l'Empereur de gaspiller son argent au jeu ou dans des fêtes. L'ambassadeur vénitien, M. Zorzi, qui tentait d'obtenir des secours pour Candie était exaspéré par les refus polis qu'il essuyait lorsqu'il réclamait des troupes pour la Crète [28]. Or, l'amitié apparente masquait mal des politiques divergentes, dont le but était de détourner sur l'autre ce que l'on prenait encore pour la foudre ottomane. Dans la même perspective, il arriva au nonce de vitupérer la légèreté de l'Empereur lorsque celui-ci faisait la sourde oreille à la politique de croisade anti-turque [29], préconisée par le Saint-Siège. De la même façon le président du Conseil de la Guerre consolait l'envoyé suédois Pufendorff, qui n'arrivait pas à obtenir la ratification du traité de subsides entre son maître et l'Empereur. C'est

28. Voir les dépêches de M. Zorzi du début de 1668 à la chute de Candie. Il essaye désespérément de récupérer les régiments réformés, mais les soldats allemands ne veulent pas servir en Crète et l'Empereur ne veut pas se brouiller avec la Porte. *Dispacci di Germania*.

29. Voir à ce sujet les rapports de nonciature.

que personne ne croyait sérieusement à cette manœuvre diplomatique, l'argument selon lequel l'Empereur gaspillait son argent dans des chasses [30] était rassurant; il permettait aux deux parties de faire l'essentiel : l'Empereur qui souhaitait tout au plus neutraliser la Suède, ne voulait pas vraiment s'engager à fond, tandis que Pufendorff, protestant convaincu et attaché au parti « français » de Stockholm, se méfiait de la Maison d'Autriche. Il faut donc prendre l'affirmation du margrave de Bade comme une pirouette qui ne résiste pas à l'examen sérieux des dépenses civiles et en particulier de la part qu'avaient bâtiments et menus plaisirs dans le budget civil et encore moins dans le budget total de la Monarchie [31]. Nous avons vu que le seul luxe de l'Empereur était la musique. En fait si l'Empereur s'était livré à quelques dispendieuses folies, c'était dans l'euphorie de son premier mariage.

Un autre point sur lequel les critiques portaient à juste titre : l'importance des gratifications accordées aux ministres et en général à tout le personnel gouvernemental. La modicité des soldes était compensée par de substantielles gratifications. Selb préconisait de remplacer ces coûteuses gratifications par des présents honorifiques, par exemple en distribuant des emplois de chambellan à la clé d'or.

À la vérité ces critiques ressortissent au goût du temps qui mélangeait volontiers analyse politique et critiques moralisatrices, de même que les vagabonds et les chômeurs étaient *ipso facto* des fainéants, un prince qui ne voulait pas vous soutenir était un prodigue, un homme indigne. Laissons donc là une rhétorique qui ne résiste pas un seul instant à l'éclairage des chiffres et convenons honnêtement que le volume de l'impasse était essentiellement fonction des options de politique générale que l'Empereur croyait devoir prendre dans l'intérêt de sa Maison et de ses sujets.

Or, ceux qui déploraient l'état des finances de l'Empereur, ne ménageaient pas, en général, leurs critiques tantôt aux hommes qui les géraient, tantôt aux structures administratives; parfois même ils s'en prenaient aux impôts, les jugeant bien faibles par rapport aux richesses de ce pays. Et si tous, à peu près unanimement, firent du président de la Chambre Sinzendorff « ce pelé, ce galeux d'où venait tout le mal »; d'autres, plus avisés, comme les diplomates italiens, s'en prenaient aux privilèges exorbitants des assemblées d'États, qui n'accordaient que parcimonieusement une aide financière à l'Empereur.

III

LA PART DES HOMMES : MÉDIOCRITÉ OU MALHONNÊTETÉ ?

D'une façon générale la corruption du personnel politique du XVIII^e siècle a été sévèrement jugée et par les contemporains et par la postérité. Notion complexe, elle demande au moins d'être interprétée avec doigté, sinon avec indulgence, car elle correspond probablement à une notion de l'État beaucoup plus floue que celle qu'avaient les corps de fonctionnaires du XIX^e siècle. C'est pourquoi nous tenterons d'abord de décrire certains phénomènes avant de les interpréter et d'apprécier leur valeur comme administrateurs.

30. La conversation a été rapportée par E. Pufendorf, résident suédois, dans le diaire qu'il rédigea pendant sa mission à Vienne. Voir *supra*, liv. II, chap. II. La surintendance de la fauconnerie coûtait en moyenne moins de 20 000 florins par an. HKA Vienne, *Hofzahlamtsbücher*.

31. Voir *supra*, liv. II, chap. I, en particulier tableau.

LA CORRUPTION

A. ASPECTS GÉNÉRAUX.

Maints observateurs n'ont pas trouvé de paroles assez dures pour qualifier le personnel dirigeant de la Monarchie. D'autres ont simplement constaté les faits et suggéré d'utiliser les bonnes dispositions des conseillers de l'Empereur, des dignitaires de la Cour ou de leurs secrétaires. Une bonne vue d'ensemble a été fournie par le rapport que Wignacour envoya à Mazarin en 1658, où il suggérait d'opérer un véritable renversement des alliances en utilisant la corruption.

« Si les Espagnols n'estoient point les maistres du Conseil de l'Empereur [32] je croy que les Français ne seroient pas si mal venus en cette cour, ou l'on n'a nulle inclination mauvaise à leur esgard [33], mais comme ie vous escrivis par une derniere ils le gouvernent absolument. Ce n'est pas qu'ils y soient aimés, mais au contraire hays et tous les Allemands qui y sont qui ne peuvent souffrir leurs manieres de faire ni leur superbe [34] et que s'ils n'avoient la politique d'attacher par l'interest tous les grands du Gouvernement... car aux uns ils font obtenir des charges, aux autres des dignités de conte [sic] ou de prince de l'Empire et donnent aussi aux principaux l'ordre de la Toison [35] et ils rendent ainsy ces gens-là Espagnols par politique et comme ce qu'on leur donne leur fait venir l'envie d'en avoir davantage ils forcent en faveur des Espagnols leur propre inclination qui paroiss plus tost portée pour les francois. Ce qui me fait croire que si l'on leur fesoit de nostre coste les mesmes avantages, ou plus grands et que l'on fist en sorte qu'il y eut quelques chevaliers du Saint-Esprit comme il y en a de la Toison, l'autorité espagnolle seroit bien contrebalancée.

« La plus grande partie des jeunes cavaliers qui ont tous esté en france sont tous a fait penchés de nostre costé et semblent plus aymer la liberté francoise qu'ils ne font la gravité espagnolle... L'acquisition seroit d'autant plus facile qu'il ne leur faudroit pas donner grand'chose car les plus grandes pensions de deça ne passent point en valleur les médiocres que donne Sa Maiesté [36]. »

Si un programme aussi ambitieux n'a jamais été réalisé par les Français, qui durent se contenter de la méthode des petits cadeaux et des gratifications, il n'en est pas moins révélateur d'une mentalité propre à l'époque [37] et particulièrement enracinée dans l'entourage de l'Empereur. En 1698, Obrecht rappelait que si naguère c'était la routine

32. Nous avons vu au liv. I, chap. II, que cette analyse vaut surtout pour la fin du règne de Ferdinand III, durant le ministériat d'Auersperg et qu'en fait Léopold s'est dégagé de l'emprise espagnole.

33. Nous avons vu également que Portia se méfiait beaucoup de la France depuis les péripéties de l'élection de Francfort et la conclusion de la Ligue du Rhin.

34. Les relations étaient si tendues qu'elles dégénéraient parfois en véritable bataille de rues entre les laquais de l'ambassade d'Espagne et la police viennoise. Voir à ce sujet l'incident grave qui eut lieu en décembre 1666.

35. Le roi d'Espagne était grand maître de l'Ordre de la Toison d'Or, en tant qu'héritier de la Maison de Bourgogne, et chef de la branche aînée. Voir à ce sujet le dossier de candidature du comte Jörgen. HHStA Vienne, *Unterschiedliche Motiven*, ms. W.75.

36. *Relation de l'entrée de l'Empereur à Vienne*. Vienne, 10 octobre 1658. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 17, f° 438. Si l'Empereur donnait des pensions médiocres, il accordait des gratifications substantielles.

37. Voir à ce sujet la communication de H. Kellenbenz au XII^e congrès international des Sciences historiques, « Probleme der Merkantilismusforschung », Vienne, 1965, t. IV des Actes, p. 179-180. Il renvoie à une série de travaux de J. VAN KLAVEREN parus dans le *Vierteljahrsschrift für Sozial und Wirtschaftsgeschichte* (V.S.W.G.).

commune de s'informer auprès des ministres de l'Empereur par des présents on l'« avait assuré tout nouvellement que l'impératrice [38] ne désapprouvait pas cette méthode et qu'on la pratiquait aussi à son égard [39] ».

Dans la délicate affaire du rachat des duchés d'Oppeln et de Ratibor, Grémonville n'avait pas hésité à faire l'« offre d'un carosse à la française à la femme du président des Finances [40] », car ce dernier pouvait, en trouvant l'argent nécessaire, aboutir à la conclusion de l'affaire qui, de fait, est intervenue dès septembre de la même année. C'est que le président des Finances passait, à tort ou à raison, pour un homme fort sensible aux cadeaux, voire pour un malhonnête qui s'enrichissait aux dépens de son maître et de ses sujets. Aussi, pour mieux éclairer toute cette question nous paraît-il nécessaire d'ouvrir le dossier du procès Sinzendorf.

B. LE CAS SINZENDORF.

a. L'acte d'accusation.

Rappelons brièvement les faits. Président de la Chambre des Comptes depuis 1656, il avait succédé à David Ungnad de Weissenwolf décédé. Le comte Georges Louis Sinzendorf était l'objet de violentes critiques, car on le tenait pour responsable des difficultés financières que rencontrait la Monarchie. Déjà, en 1671, une cabale avait réussi à le faire traduire devant une commission d'enquête qui avait abouti à un non-lieu. Ses adversaires n'avaient pas désarmé (en particulier les conseillers Selb et Jörgen) et en 1680 ils obtenaient sa disgrâce. Brutalement démis de ses fonctions, il fut mis aux arrêts dans sa maison de Vienne, tandis qu'un tribunal d'exception (*judicium delegatum*) instruisait son procès sous forme d'une enquête. La sentence lui fut communiquée par un décret impérial daté de Linz (9 octobre 1680). Il était accusé :

1° d'avoir mal administré la Chambre et recherché plus son profit que celui de Sa Majesté;

2° d'avoir laissé traîner les comptes des contributions militaires pendant des années;

3° de n'avoir pas fait rentrer les soldes créditeurs des exercices précédents, ce qui représentait plusieurs millions;

4° d'avoir accepté de trop nombreux et trop importants cadeaux, tandis qu'il traitait seul les affaires de la Chambre, sans en référer au Conseil, la Chambre étant statutairement une institution collégiale;

5° de s'être approprié des créances, d'avoir dédommagé les créanciers en leur donnant à peine la moitié de leur dû et en se faisant rembourser, lui, la totalité de la créance;

6° En 1677 d'avoir prélevé 1 700 000 florins pour lui-même et gêné ainsi le déroulement des opérations militaires au lieu de prendre cet argent sur les revenus occasionnels;

7° d'avoir reçu du résident français un important cadeau au moment du règlement de l'affaire des duchés d'Oppeln et de Ratibor, et d'avoir trahi à ce moment le secret des négociations;

8° d'avoir accepté des joailliers des prix beaucoup trop élevés et d'avoir accepté, en revanche, d'importants cadeaux, le dommage s'élevant pour le trésor impérial à 1 970 000 florins;

38. Il s'agit de l'impératrice Eleonora, 3^e épouse de l'empereur Léopold. Selon Obrecht elle aurait pris un ascendant croissant sur l'empereur vieillissant, cette affirmation reste à démontrer.

39. *Mémoire de M. Obrecht* de 1698. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 70, f^o 113 v.

40. Grémonville à H. de Lionne. Vienne, 28 mai 1665. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 21, f^o 169 v.

9° d'avoir annulé les effets de la commission d'enquête précédente en corrompant les enquêteurs et en soutirant à l'Empereur un billet qui l'innocentait;

10° d'avoir payé beaucoup trop libéralement des dettes ou des récompenses à l'aide de revenus ordinaires, alors qu'il aurait dû y employer des recettes extraordinaires [41].

Que lui reprochait-on exactement ? Comme la plupart des actes d'accusation ce texte mêlait l'essentiel à l'accessoire et confondait plusieurs critères. D'une part il est accusé d'avoir commis des fautes professionnelles, négligences dans le contrôle des comptabilités des instances soumises à son autorité, négligences dans l'administration de la trésorerie.

En un sens on lui reprochait de n'avoir pas fait fonctionner avec toute l'efficacité souhaitable le lourd appareil administratif qui lui avait été confié. En même temps on lui reprochait d'avoir été trop expéditif en traitant les affaires rapidement au lieu de réunir le Conseil. D'autre part ses juges lui reprochaient d'avoir fait le banquier en escomptant à des particuliers des créances qu'il avait ensuite encaissées en faisant un bénéfice certain. Mais ne se substituait-il pas à la Chambre défailante et ne rendait-il pas service à des gens qui avaient besoin d'argent ? Enfin on portait contre lui des accusations visant son honnêteté, ou tout au moins une certaine conception de l'honnêteté, puisqu'il profitait de sa position pour s'enrichir en touchant des commissions sur les marchés qu'il passait avec les joailliers — pratique condamnable certes, mais plus courante qu'on ne croit aujourd'hui encore dans les milieux d'affaires. Au total, des négligences, des malhonnêtetés, mais rien de bien grave si l'on songe que Sinzendorf exerça son activité pendant près d'un quart de siècle (1656-1680).

b. La sentence.

Finalement si le tribunal retint contre lui :

1° Son attitude dans l'affaire d'Oppeln et de Ratibor;

2° Ses négligences dans l'administration;

3° Son mépris pour le principe de la collégialité;

4° Quelques indécidatesses;

5° L'échec de la commission d'enquête de 1671,

le jugement fut modéré, car bien qu'il ait été disgrâcié, destitué de ses offices et condamné à vivre en exil, loin de la Cour, il ne fut pas privé de tous ses biens, mais simplement condamné à rembourser 1 970 000 florins, cette sentence n'étant pas, en principe, limitative; si l'on découvrait d'autres malversations il serait obligé de réparer [42]. En janvier 1681, Sinzendorf parvint à un accommodement [43], moyennant le

41. Original allemand donné par le *Theatrum Europaeum*, t. XII, p. 161.

42. Johann Quintin Jörgen a publié le texte du *Decretum. Unterschiedliche Motiven*, HHStA Vienne, ms. W.75, f° 18-21.

43. « Le président Sinzendorff rentroit dans ses biens de Bohême moyennant trois millions (de livres) qu'il a presentement acheve de payer de la manière qui s'ensuit :

le prince Schwarzenberg luy a presté 800 000 francs dont l'hipotecque (*sic*) est assigne sur les biens qu'on luy laisse en Bohême;

le comte Theodore de Sinzendorff 260 000 livres;

le comte Charles de Sinzendorff 60 000 livres;

100 000 livres qui lui sont dues par la Province d'Autriche;

110 000 livres qu'il avait chez luy en argent;

416 000 livres d'une avance qu'il avoit faite à l'Empereur;

sa maison de Vienne, estimée 100 000 livres;

sa terre de Neubourg sur l'Enn estimée 720 000 livres;

sa terre de Paipach (?) estimée 434 000 livres, moyennant quoi on luy laisse ses terres de Bohême, mais l'arrest par lequel il est déclaré infâme subsiste. » Sébeville au roi, Linz, 8 février 1681. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 50, f° 50.

paiement de 1 500 000 florins comptant, il récupérait ses terres de Bohême, sans pour autant rentrer en grâce, ce qui n'empêcha pas son fils Philippe Louis de faire une belle carrière et de mourir ministre de la Conférence de l'Empereur Charles VI [44]. Léopold I^{er} lui-même n'avait pas eu le cœur de briser la carrière du fils, car il savait bien que le président de la Chambre n'était que médiocrement coupable, puisque rares étaient ses conseillers qui échappaient aux séductions de l'argent, mais surtout un examen objectif de la situation montre que Sinzendorf était un administrateur capable et que, comme nous l'avons vu, durant sa gestion l'impasse a conservé des proportions fort raisonnables. Tout au plus eut-il la maladresse de bien gérer également sa propre fortune, ce qui ne pouvait que lui susciter des inimitiés. Un observateur notait vers 1670 : « Georges Louis comte de Sinzendorf, qui est Président [de la Chambre] depuis dix ou douze ans, exerce cet Employ avec tous les avantages d'un homme qui ne rend point de compte et qui d'ailleurs connoit la faiblesse du Prince accoustumé a se passer d'argent quand on l'assure qu'il n'y en a point : dans cette pauvreté de Finances, il n'a pas laissé d'amasser de grands biens et d'acheter de très belles terres, c'est un génie né pour cette fonction, a laquelle il s'est appliqué, fin d'ailleurs et d'une profonde dissimulation [45]. »

c. Les causes de la disgrâce.

De quoi Sinzendorf s'était-il véritablement rendu coupable ? Essentiellement de 3 choses :

- d'avoir souhaité une politique étrangère modérée et portant sur un rapprochement avec la France pour se donner du répit et ménager les finances. Il connaissait les limites de son département et voulait éviter toute folie aux côtés de l'Espagne. Dès le début, il a favorisé le projet de partage de la Succession d'Espagne. En avril 1665 il déclarait à Grémonville « qu'il ne fallait pas permettre que les Grands d'Espagne se fissent de petits Roys qu'il seroit à souhaiter que Sa Majesté et l'Empereur s'abouchassent afin de concerter le partage d'une si riche despouille pour ensuite unir leurs forces et faire la guerre à l'Empereur des Turcs [46] ». Et l'on sait qu'au cours de l'été 1667, il s'arrangea pour ne pas trouver les sommes nécessaires à la levée de nouvelles troupes. Il partageait alors les vues politiques du prince Lobkowitz, qui paya de sa disgrâce son attachement à une politique de neutralité bienveillante à l'égard de la France ;

- d'avoir été favorable à une politique économique moderne, mercantiliste. N'oublions pas qu'il a appuyé Becher pendant un certain temps et qu'il a fourni des capitaux pour créer des entreprises industrielles. On sait qu'il accumula les déboires avec sa fabrique de soieries à Walpersdorf. C'était un homme d'affaires qui avait l'esprit d'entreprise pour lui comme pour la Monarchie. Les tentatives si intéressantes menées dans ce domaine entre 1660 et 1680 ont eu son appui ;

- d'avoir utilisé son propre crédit au profit de l'Empereur. En 1665 Grémonville nous rapporte que seul le président de la Chambre pouvait trouver de l'argent en raison de son crédit personnel [47]. Comme cela arrivait alors fréquemment en France, le responsable des finances publiques était en même temps un banquier — les avances qu'il faisait étaient appréciées du prince jusqu'à ce que la rumeur publique accusât le financier de malversations et qu'il tombât en disgrâce. Sinzendorf avait prêté en tout

44. Testament de Philipp Ludwig Reichsgraf von Sinzendorff. HHStA Vienne, ÖLMA, *Testamente*, Karton 36, 21 mars 1728, S 332.

45. *Mémoires de la Cour de l'Empereur*, 1671. BN Paris, ms. français 8997, f^o 11 v.

46. Grémonville au roi, Vienne, 18 avril 1665, A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 21, f^o 85-86.

47. Grémonville au roi, Vienne, 1665, *ibidem*.

550 000 florins en son nom propre, dont 300 000 florins en 1678 [48] sans compter les affaires où il était probablement associé sans apparaître personnellement. C'est ainsi que pour les 600 000 florins procurés en 1665 pour le rachat des duchés d'Oppeln et de Ratibor, il se contenta de prêter ses bons offices pour trouver du crédit et régler l'affaire à la satisfaction de tous.

Pourtant Sinzendorf n'était pas un banquier, mais un aristocrate qui savait manier l'argent, type social à peu près inconnu en France et fréquent en Europe centrale. Il appartenait en effet à une vieille famille autrichienne, attestée dans le pays depuis Rodolphe de Habsbourg. Né en 1616, il avait été camérier de l'empereur Ferdinand II, bien qu'il appartint à une famille protestante. Lui-même ne se convertit au catholicisme qu'en 1653 et l'un de ses cousins, Rodolphe Sinzendorf, se fit enterrer à Sopron, en 1677, selon le rite luthérien [49]. Quant à son cousin Jean Joachim, chancelier d'Autriche de 1656 à 1665, il ne se convertit au catholicisme qu'en 1650 [50]. Famille protestante certes, mais aussi famille associée au pouvoir, les Sinzendorff n'étaient donc pas des parvenus. Georges Louis, peut-être par vocation, choisit la voie moins noble de la Chambre des Comptes. Nommé conseiller, il eut l'appui de Trauttmannsdorf, le tout-puissant premier ministre de Ferdinand III, la mère de Georges Louis étant une Trauttmannsdorf. Sa conversion au catholicisme en 1653 facilita sa carrière. Vice-président de la Chambre des Comptes, il réussit à se faire admettre dans le collège des comtes d'Empire en Souabe pour son domaine de Thannhausen. Il jouissait donc de l'immédiateté d'Empire et en 1656, à 40 ans, il devenait président des Finances, en même temps que Ferdinand III le nommait conseiller d'État. Il devait occuper ces deux postes jusqu'à sa disgrâce en 1680 [51], car lors des compressions de personnel de 1657, Léopold I^{er} confirma Sinzendorf dans ses emplois.

Son premier mariage devait lui apporter la seigneurie de Walpersdorf, l'alliance avec les Starhemberg et l'inimitié des Jörger [52]. En effet il dédommagea bien les autres héritiers, mais il s'empara de Walpersdorf, qu'il améliora, agrandit et administra. Or, ce domaine était le plus beau fleuron de la fortune des Jörger, qui appartenaient à ce monde des gentilshommes entreprenants, qui avaient su faire fortune au cours du siècle. Malheureusement le vieil Helmhard Jörger s'était compromis avec le parti protestant car il était très attaché au pouvoir politique des ordres. Ses biens furent confisqués et le domaine de Walpersdorf ne fut restitué qu'en 1656, pour quitter finalement la famille.

A notre avis, la grosse erreur de Sinzendorf fut de mener la Chambre avec autorité, sans s'embarrasser des formes de l'administration collégiale, ce qu'avait déjà remarqué A. Molin en 1661 : « Aujourd'hui ce Conseil [la Chambre des Comptes] a perdu son prestige, toute l'autorité ayant été accaparée par le Président qui dispose des recettes et des dépenses, de sorte que le Conseil n'est employé que pro forma et juste pour authentifier les dépenses du Président : c'est pourquoi les Conseillers sont des gens du commun, et tous des créatures du Président qui a maintenu l'ancienne coutume de ne point rendre compte, mais non celle de ne point disposer de l'argent sans le

48. Voici les résultats des sondages que nous avons effectués : en 1650, 15 000 florins; en 1655, 15 000 florins; en 1660, 200 000 florins; en 1675, 20 000 florins; en 1678, 300 000 florins. HKA Vienne, *Hofzahlamt sbücher* 96 et 101, *Gedenkbücher* 195 et 351, ms. 204.

49. Le comte Rodolphe Sinzendorf était membre du Conseil aulique d'Empire (*Reichshoffrath*), HHSa Vienne, ÖLMA, *Testamente*, Karton 32 S 84, 27 août 1677. On sait que la noblesse de Basse-Autriche était autorisée à pratiquer la religion luthérienne et qu'au Conseil aulique il y avait obligatoirement des conseillers appartenant à la confession d'Augsbourg.

50. SCHWARZ, *The Imperial Privy Council*, p. 341.

51. SCHWARZ, *ibidem*, p. 341.

52. Sur les 4 filles de Helmhard von Jörger, deux : Judith Sabina, et Maria Salome, avaient épousé des Starhemberg; Anna Maria avait épousé Ferdinand von Rueber, conseiller à la Chambre des Comptes et la cadette Anna Regina épousa Sinzendorff. Martin KROISSMAYR, *Geschichte der Herrschaft Walpersdorf*, op. cit.

Conseil [53] ». Traditionnellement le président de la Chambre, en entrant en charge, jurait de ne rendre compte qu'à l'Empereur de l'emploi de ses deniers [54]. Or, Sinzendorf avait fait sauter le contrôle institué par les ordonnances, qu'il jurait de respecter en entrant en charge. L'ordonnance de 1527 faisait en effet de la Chambre des Comptes une instance collégiale, placée sous l'autorité d'un trésorier (*der Schatzmeister*) qui reçut le titre de surintendant (*der Superintendent*) dans l'ordonnance du 1^{er} septembre 1537 et finalement celui de président dans l'ordonnance de 1568. Le nombre de conseillers qui était de 2 en 1527 restait fixé à 4 comme en 1537 et il était rappelé en 1568 que toutes les décisions devaient être prises en Conseil. En cas de litige la Chambre devait solliciter l'avis de l'Empereur dans une audience. En outre, le traitement et les normes de travail des conseillers étaient fixés dans cette ordonnance, qui demeura en vigueur plus d'un siècle, car l'ordonnance de 1681 ne fit que reprendre les dispositions de celle de 1568 [55].

Or, en bafouant le principe de la collégialité, Sinzendorf opérait une véritable réforme dans le gouvernement central de la Monarchie. De même que les rois de France avaient hésité entre le système collégial (Conseil royal des Finances) et la centralisation (surintendant) pour diriger leurs finances, de même les Habsbourg avaient hésité entre les deux formules : Maximilien I^{er} avait confié la direction de ses finances à un surintendant et ce n'est que son petit-fils Ferdinand I^{er} qui créa une direction collégiale pour les finances comme pour les autres ressorts de son gouvernement. Cette formule permettait d'associer techniciens et membres des ordres et dans des pays où la noblesse jouait un rôle prépondérant, le système des conseils permettait d'associer les ordres au pouvoir exécutif. C'est pourquoi les milieux dirigeants de la Monarchie étaient très attachés à ce mode de gouvernement, même si le respect de l'esprit et de la lettre des ordonnances de 1527 et 1568 étaient contraires à tout principe d'efficacité. Dans un gouvernement où tous tenaient au respect des lois, des coutumes et des traditions, le président de la Chambre introduisait une dangereuse innovation qui avait un relent d'absolutisme, voire de monarchie administrative, dans la mesure où les conseillers étaient chacun responsable d'un secteur spécialisé [56], ou pour employer le langage administratif de l'Europe centrale, des chefs de section, l'autorité appartenant au seul président qui deviendrait un véritable ministre des Finances. On comprend les hésitations de l'Empereur à se séparer d'un homme aussi précieux, qui était en train d'établir des pratiques absolutistes dans un secteur essentiel de son gouvernement. Et l'on comprend aussi les attaques véhémentes des conservateurs, aussi bien Selb que Jörger, qui souhaitaient le retour au système collégial [57].

A notre avis la chute de Sinzendorf a valeur de symbole; derrière la rhétorique moralisatrice, derrière les petites malversations du président, se cache un enjeu fondamental : les conservateurs ont abattu un tenant de l'absolutisme, qui était en train d'introduire discrètement des pratiques nouvelles, sous le couvert de l'autorité impériale.

d. La réaction de 1681.

C'est une véritable tempête qui s'abattit sur la Chambre, puisque le président disgracié était accusé de l'avoir peuplée d'hommes à lui et un décret impérial, au

53. *Relationen*, édition Fiedler, *op. cit.*, p. 55, original italien.

54. Rapport d'A. Molin de 1661, *ibidem*. F. TEZNER, *Die Verwaltungsrechtspflege in Österreich*, *op. cit.*, p. 166-169.

55. Th. FELLNER et H. KRETSCHMAYR, *Österreichische Zentralverwaltung*.

56. Terme officiel dans les bureaux de l'Ancien Régime, pour désigner de véritables directeurs de ministère.

57. Johann-Gabriel VON SELB, *Guetachten* 1679. HKA Vienne, ms. 204. Johann-Quintin JÖRGER, *Guetachten*, 14 avril 1679. C'est un véritable réquisitoire contre son beau-frère. Tous les arguments de l'acte d'accusation se retrouvent dans ce mémoire. HHSStA Vienne, ms. W.75, f^o 1-16.

moment de la nomination du baron Abele, modifia profondément la composition de la Chambre des Comptes; non seulement le personnel du conseil exécutif (*Hofkammer-räthe*) mais aussi celui des bureaux [58]. Un examen des listes de paie pour les années 1680 et 1683 révèle un changement radical dans le personnel [59]. En 1680 le Conseil comptait 17 personnes, en 1683, il n'en comptait plus que 14. Il s'agissait là d'une faible compression de personnel, sans importance par rapport au changement de titulaires : les 3/4 des conseillers de 1680 (12 sur 17), ont été éliminés de la direction des affaires financières. Outre le président, le vice-président, le comte Jean Quintin Jörger, le comte Jean Antoine Losinthal (le financier de Prague) le baron Jean Gabriel von Selb, le baron Jean Maximilien de Seeau, Jean Rascher, le comte Christophe Jean Althan, Jean Didier de Rummerskirchen, Simon de Thomas, Georges Constantin Grundemann et Jean Guillaume Lueger.

Quatre conseillers ont été conservés : le comte Siegfried Christophe Breuner, le comte Jean Sébastien Halleweil, Pierre Bonaventure de Crollanza et Jean Léopold Constanz de Vestenburg. Un cas paraît tout à fait intéressant : celui d'Augustin baron de Mayernberg. Conseiller à la Chambre des Comptes, il apparaît dans les listes en 1675, mais pas en 1680. Aurait-il eu un différend avec le président et aurait-il pris la tête de l'opposition ? Nous n'en avons pas de preuves formelles, mais le baron Mayernberg n'était pas un modeste officier de finances promu par une fortune acquise un peu vite ou par l'appui du président de la Chambre. Il était chevalier du Saint-Empire et conseiller de la Chambre depuis 1665, fonction qu'il exerça jusqu'à sa mort en 1686 [60]. Il ne semble pas avoir été particulièrement fortuné, mais avoir joui d'une haute considération sociale puisque le tuteur de ses enfants mineurs était Arsène Auguste de Wallenstein, chevalier du Saint-Empire et receveur général des ordres de Basse-Autriche [61]. Officier des États, dépourvu de fonctions auliques (il était seulement conseiller impérial) ce membre de la famille Wallenstein n'était certainement pas un partisan fanatique de la centralisation. Auguste de Mayernberg avait, d'autre part, exercé d'importantes fonctions diplomatiques à la Cour de Pologne à partir de 1665 [62], au moment où ce pays traversait une crise de régime très sérieuse : une bonne partie de la noblesse, dirigée par le maréchal Lubomirski s'était élevée contre les prétentions du roi et surtout de la reine Louise-Marie de Gonzague, qui eussent souhaité renforcer l'autorité royale. Lubomirski s'appuyait sur la Maison d'Autriche et il est possible que Mayernberg ait eu à s'opposer au président des Finances qui faisait, ne l'oublions pas, le jeu de la France et du parti de la Cour à Varsovie. Vieilles histoires, vieilles oppositions qui ont très bien pu resurgir à l'heure des règlements de compte, Mayernberg ayant pris la tête des conservateurs pour défendre la collégialité et les droits des ordres. Son complice, Jean Gabriel von Selb, ancien procureur fiscal de Basse-Autriche, avait exposé leur programme dans le rapport du 13 août 1679, qu'il avait rédigé à la demande de l'Empereur, au moment où le doute avait été semé dans son esprit par le rapport de Jörger. Bourré de chiffres (Selb a fait de nombreuses copies

58. « ein Kayserliches Decret... / dass sie nun ihrer Dienste in Gnaden erlassen wären : worauff auch unter den Secretarien / Buchhalten / Concipisten und Cancellisten eine Veränderung vorgegangen / indem etliche derselben abgesetzt / andere aber an derselben Stelle angenommen. » *Theatrum Europaeum*, t. XII, p. 288.

59. HKA Vienne, *Hofzahlamtbücher* 124 et 127, *die Hoffcammerexpedition*.

60. « Augustin des Heyligen Römischen Reichs freyherrn von Mayrnbeyr. Herr auff Hermannsdorff. Bräckelstorff... der Röm. Kays. Mayt Hoffcammerrath. » HHStA Vienne, ÖLMA, *Testamente*, Karton 22 (M 51), 30 septembre 1686.

61. Il laissait l'usufruit de son bien à sa veuve et 6 000 florins de dot à chacune de ses trois filles. *Ibidem*.

62. *Gschäftl an Hofzahlamt* du 17 janvier 1665. « Demnach die Römische Kayserliche Mayt unser allergnädigster Herr sich allergnädigst resolvirt dero Hoffcammer Rath Herr Augustin von Mayer an den Königlichen Pollnischen Hoff zue überschicken. alda auff ein zeit lang als dero abgeordneter Rath und Minister zu residiren. » Décision impériale en Conseil d'État du 12 janvier 1665. SUA Prague, Č.D.K.M. 1665/1, janvier, ainsi que HKA, *Gedenkbuch*.

et possède des archives personnelles) le travail de Selb a pour but de réclamer le retour pur et simple au passé et l'application stricte de la réglementation. Selb était un juriste, bourgeois anobli en 1673, pour prix de ses services. Ce n'était ni un économiste, ni un financier. Il ne put même pas jouir longtemps de son triomphe car il mourut au début de l'année 1680 [63].

Quant à Jörger, bien que parent et collaborateur immédiat de l'ancien président des Finances, il n'avait pas hésité à fournir un rapport à l'Empereur, en avril 1679, au moment où, la paix rétablie en Allemagne, des compressions d'effectifs permettaient d'envisager sérieusement une réorganisation de l'administration financière. Habilement il accusait son beau-frère de mauvaise gestion parce que la situation financière était peu brillante. Le rapport de Selb, en apparence plus technique et moins partial, fut l'estocade que le parti conservateur porta à Sinzendorf et à ses protégés. Jörger qui préconisait le respect de la collégialité reçut pour prix de sa trahison un poste de conseiller d'État le 17 mars 1681 et fut nommé gouverneur de Basse-Autriche en 1687 [64].

Le clan conservateur, pétri d'esprit juridique et incapable de critiquer les vrais vices du système, se débarrassa des alliés et des clients de Sinzendorf, son parent le comte Jean Sigismond de Trauttmansdorf, mais surtout une série d'*homines novi* comme Jean Raschner, Simon de Thomasis, Jean Didier de Rummerskirchen [65], Georges Constantin Grundeman et Jean Guillaume Lueger, dont le cas est tout à fait caractéristique. En 1665 Lueger était contrôleur du trésorier-payeur de la Cour. Il était donc déjà un homme de Sinzendorf, puisque le trésorier-payeur devait exécuter les ordres du président. En 1674 il l'a fait nommer trésorier des guerres avec le titre de conseiller impérial et, en 1680, Lueger venait d'être nommé conseiller de la Chambre pour seconder Sinzendorff au niveau de l'exécution.

En dépit des menaces proférées par Abele, les cadres moyens de la Chambre, les secrétaires [4] demeurèrent en place, ou bien furent promus au rang de conseiller, Jean Ferdinand von Albrecht et Jacques Theobald Mayer. La différence essentielle entre un conseiller et un secrétaire était que ce dernier n'avait pas de droit de vote lorsque le Conseil délibérait. Mais tous deux assistaient aux séances, y compris aux conférences où la Chambre était représentée. Le secrétaire était chargé de prendre des notes, de rédiger les procès-verbaux et de lire les rapports qui avaient été préparés pour la séance.

On sait qu'au Conseil d'État les secrétaires recevaient parfois le droit de vote, ce fut le cas d'Abele ou plus tard de Consprügg [66]. A la Chambre des Comptes, la différence était en principe maintenue, de sorte que le secrétaire n'était pas vraiment associé au pouvoir puisqu'il ne partageait pas l'autorité qui était conférée au Conseil. Politiquement et socialement, la différence était énorme [67] mais, contrairement à ce qui se passait au Conseil d'État, le fossé était fréquemment franchi, car traditionnellement ce

63. Johann Gabriel VON SELB, Freyherr, testament du 1^{er} janvier 1680. Il laissait une belle fortune foncière, des maisons à Vienne et des terres en Basse-Autriche. HHStA Vienne, ÖLMA, Testamente, Karton 32 S 69. HKA, Familienakten, Freyherrnstand, 4 mars 1673 et Hofzahlamt'sbücher 110 à 124.

64. Décrets de nomination dans *Unterschiedliche Motiven*. HHStA Vienne, ms. W.75, respectivement f° 31 et f° 49-53.

65. Ce dernier, secrétaire de la Chambre, venait d'être nommé conseiller. Il fut rétrogradé au poste de secrétaire, qu'il occupera jusqu'en 1699, date à laquelle il fut à nouveau conseiller de la Chambre des Comptes. HKA, Hofzahlamt'sbücher.

4. « In anderen Staaten ist der Geldmangel temporär gewesen, in Österreich dauernd. » Il expliquait ce phénomène par la faiblesse économique de la monarchie qui n'avait à sa disposition ni les mines d'Amérique, ni la richesse du sol français, ni l'empire commercial des puissances maritimes. *Das Böhmisches Commerzcollegium*, op. cit., introduction, p. 7.

66. Lothar GROSS, *Die deutsche Reichshofkanzlei*, op. cit.

67. Sur la différence fondamentale du statut social entre les conseillers et les secrétaires voir les édits somptuaires dans le *Codex Austriacus* : le conseiller du gouvernement est assimilé à un seigneur, le secrétaire à un simple gentilhomme.

Conseil se composait de plus de techniciens que de gentilshommes. Cette pratique, inaugurée au xvi^e siècle se poursuivit après 1620 [68] et contrairement à ce qui se passait au Conseil aulique ou dans les chancelleries, les « techniciens » n'étaient même pas des juristes ayant obtenu le doctorat en droit. Ils avaient une formation plus pratique et économique que juridique. La connaissance de la comptabilité, des problèmes de change et de gestion leur était plus utile que celle du droit romain. Leur « science » était d'ailleurs résumée dans un manuel à l'usage des conseillers de la Chambre, dont nous avons conservé plusieurs exemplaires [69] et qui nous fournissent de précieux renseignements sur l'administration des finances. C'est pourquoi il arrivait fréquemment à des gens comme Albrecht et Mayer de se voir promus au rang de conseiller.

Jean Ferdinand Albrecht apparaît en 1665 comme rédacteur (*Concipist*). Ces officiers jouaient un rôle important dans la vie de la Chambre puisqu'ils traitaient les dossiers et préparaient les textes sur lesquels secrétaires et conseillers travaillaient. Dix ans plus tard, Albrecht a été promu secrétaire de la Chambre, poste qu'il a occupé jusqu'en 1681. Nommé conseiller, il obtint alors l'anoblissement à titre personnel [70]. Un de ses parents, probablement son fils, lui succéda à la Chambre des Comptes : François Gottlieb von Albrecht apparaît comme secrétaire à la Chambre des Comptes en 1690 et il fut nommé conseiller en 1699 [71]. Toute aussi caractéristique fut la carrière de Jacques Mayer. De 1659 à 1663, il était secrétaire du conseiller Richthausen, baron de Chaos, qui lui légua 500 florins dans son testament. A cette date il apparaît comme comptable à Banska Bystrica, poste qu'il occupait toujours en 1668. Avec son maître Richthausen, il était à l'origine de recherches techniques pour améliorer le rendement des mines de Hongrie. Il y avait investi une bonne partie de sa fortune et quand il mourut il était propriétaire d'une mine (le Bergseegrub), le monopole de la Chambre de Kremnica s'étendant seulement à la vente des produits de la mine. Malgré ses intérêts en Haute-Hongrie, Mayer accepta de venir à Vienne comme secrétaire de la Chambre, où l'on utilisa probablement ses compétences en matière d'exploitation et d'administration des mines. En 1681, il était nommé conseiller, poste qu'il occupa jusqu'à sa mort en 1693. Il laissait une belle fortune, outre la mine, des immeubles à Banska Bystrica et 25 000 florins en argent liquide [72].

Dans ces conditions, peut-on parler d'une réaction nobiliaire, même si les 5 autres nouveaux conseillers sont des aristocrates, le sixième étant un juriste Michel Haager, procureur de la Chambre pour la Basse-Autriche ? Cela nous paraît incontestable, dans la mesure où l'on retrouve dans le Conseil une majorité de « grands noms » par rapport aux techniciens, puisqu'un Trauttmannsdorf (Georges Sigismond) remplaçait un autre Trauttmannsdorf (Jean Sigismond) et qu'on y rencontrait un Pötting (Sébastien, cousin de François Eusèbe, l'ambassadeur de Léopold à Madrid), un Aichpichl (Léonard Gottlieb) et un Conzin (Jean Weickard). Tous appartenaient à des familles profondé-

68. Voir à ce sujet le grand rapport de fin de mission du nonce Carlo Caraffa : « Li ministri della Camera Aulica non sono persone di gran stima. mà piu tosto intelligenti de datii. appalti e cose simili. » Voir aussi F. TEZNER, *op. cit.*, *loc. cit.*

69. Ceux-ci se trouvent en général à la BN autrichienne. Ils sont le plus souvent rédigés en allemand, parfois même en italien, et nous utilisons le plus souvent le manuscrit 14466. Nous pensons que l'initiative d'un tel manuel appartenait à Clément de Radolt, directeur de la Chambre des Comptes sous Ferdinand III.

70. HKA Vienne, *Hofzahlamtsbücher*, 110, 119, 124 et 127. Nous n'avons pas de renseignement sur sa fortune, ni sur ses origines géographiques.

71. HKA Vienne, *Hofzahlamtsbücher* 135 et 142.

72. HHSStA Vienne, ÖLMA, *Testamente*, Karton 5 C/2, Freyherr von Chaos et Karton 22/M 62, du 27 juillet 1693, Jacob Theobald Mayern. HKA, *Gedenkbuch* 428 et *Hofzahlamtsbücher* 119, 124 et 127.

ment enracinées dans le terroir autrichien. Quant au nouveau président Abele, il était originaire de Styrie. Grand producteur de vin, il ne cessait de passer des marchés avec la Chambre pour l'approvisionnement de la Cour. Après un président tourné vers l'industrie et les expériences mercantilistes, la Chambre était dirigée par un homme qui tirait sa richesse de l'exploitation intensive de la terre et pour simplifier un peu, disons qu'à un homme tourné vers l'avenir succédait un conservateur qui croyait à l'exploitation domaniale (*Gutsherrschaft*), bref un homme d'Europe centrale, dont les conceptions étaient plus rassurantes pour ses pairs. A la veille des heures difficiles qui précédèrent le siège de Vienne, l'empereur Léopold avait délibérément sacrifié une politique et une gestion plus modernes. S'était-il laissé abuser par la rhétorique moralisante ou avait-il été impressionné par les arguments du parti « espagnol » ? En tout cas les officiers de finances continuèrent à voler leur maître.

C. LE PERSONNEL SUBALTERNE.

Si nous quittons les échelons supérieurs, nous nous apercevons en effet que bien des officiers n'étaient pas d'une honnêteté scrupuleuse. Cela provient du fait que trop souvent l'officier subalterne de finances se distinguait mal du « traitant » et que maint capitaliste était associé à la puissance publique sans que la coupure soit nettement marquée. Nous nous bornerons à retenir deux exemples, mais il est probable qu'une enquête plus poussée au niveau de l'administration locale multiplierait les cas où l'honnêteté des officiers de finances n'était pas irréprochable.

a. Les officiers des gabelles.

L'introduction du monopole du sel en Bohême semble avoir ouvert la voie à toutes sortes d'abus, dont l'usager était la principale victime. Le principe consistait à se faire donner un pourboire pour donner du sel aux usagers qui venaient en chercher au grenier. Ainsi l'Empereur ne perdait rien, tout au moins du point de vue financier, même si ces pratiques étaient préjudiciables au prestige du souverain, puisque ce monopole royal aboutissait à des injustices. L'autorité du souverain était ouvertement bafouée, car ces pratiques étaient, en principe, strictement interdites par la législation. C'est ainsi que la Chambre des Comptes adressa un blâme au grenetier de Mauthausen, Ambroise Dollmann; celui-ci n'avait pas livré de sel en Bohême, pour utiliser les moyens de transport à son usage personnel, son employé Daniel Gottfried Reutter avait refusé de livrer du sel parce qu'on ne lui apportait pas de gratification en nature [73]. Les dépositions jointes aux plaintes déposées auprès de l'inspection générale des aides et gabelles montrent que grenetier et employé s'entendent comme larrons en foire. Dollmann refuse 3 fois de suite de livrer du sel à un domestique du comte Starhemberg, Mathias Schiessenperger; la troisième fois il eut le front de lui reprocher de ne pas lui avoir seulement apporté un livre de saindoux depuis un an et en des termes qui blessaient l'honnêteté [74]. La Chambre menaçait Dollmann de révocation au cas où de telles plaintes se renouvelleraient.

73. Verweis An den Salzändler zue Mautthausen Ambrosium Dollman / Item An den Salz Einfüllschreiber alda Daniel Gottfried Reuter. Vienne, 27 novembre 1665. SÚA Prague, Č.D.K.M. 1665/V, liasse Novemb.

74. Déposition de Mathias Schiessenperger, aus dem Markt Warthberg. Dollman lui avait dit : « Du Flegel du bringst mir in ganzem Jahr Khein Pfundt Schmalz. Was frage Ich nach Dir ? » Et un autre témoin ajoutait : « Wan Ich aber Ihme Dollmann etwas gespendirt hette, wohl hette er mir schon Salz geben. » Les dépositions faites à Prague auprès de l'inspection générale des aides et gabelles se trouvent dans la liasse décembre 1665. *Ibidem*.

b. Les officiers d'intendance.

Beaucoup plus graves encore étaient les malversations des officiers d'intendance, car ce n'était pas seulement le prestige et l'autorité de l'Empereur qui étaient lésés, mais ses intérêts financiers. Ces officiers étaient chargés d'approvisionner les magasins militaires, les garnisons et les troupes en campagne. Jörger, vice-président de la Chambre, dans un mémoire du 30 janvier 1681, se déchaîne contre la mauvaise gestion de l'intendance générale en Hongrie (*Oberproviandamt*) [75]. Cet office dépendait de la Chambre et non du Conseil de la Guerre. Institué par Ferdinand III, il avait pour but de surveiller l'activité des intendants installés dans les principales villes fortes. Il devait, d'une façon générale, pourvoir au ravitaillement des Impériaux en Hongrie, en surveillant l'achat et le stockage des vivres. Il était aussi responsable de leur acheminement, en utilisant les charrois fournis gratuitement pour la corvée. Il était autorisé à passer des marchés avec les fournisseurs [76]. Ses subordonnés avaient les mêmes attributions dans leur secteur géographique et sous sa responsabilité [77]. Les intendants étaient, en particulier, tenus de remettre à l'intendant général, comme à la Chambre des Comptes, un état détaillé de leurs recettes [78], ce qui n'empêcha pas un scandale d'éclater, précisément avec ce même Härtl, officier d'intendance à Mosonmagyaróvár. Kollonich, alors président de la Chambre hongroise, eut des démêlés avec Härtl en 1675, mais ce dernier était soutenu par son beau-frère, Grégoire Mueller, employé dans les bureaux de la Chambre à Vienne [79] et par son beau-père Frenkl. Jörger taxe Härtl de malhonnêteté et considère que l'intendance générale était complice, sans préciser les accusations [80]. Et le départ de Sinzendorf ne semble pas avoir amélioré la situation, l'intendance générale a fait adopter un marché portant sur 800 000 portions où la portion qui aurait pu être payée 1 kreutzer a été comptée 1 kreutzer 1/3 pfennig, soit environ 10 % plus cher [81]. Et pourtant Jörger rappelle que du temps du conseiller Radolt, l'intendance générale était si bien gérée qu'en 1648 ce dernier réussit à faire 73 737 florins d'économies [82].

Et ne parlons pas de l'ère suivante, où Samuel Oppenheimer put fournir tout ce qu'il voulait au prix qu'il voulait. Comme dans les années 90 il livrait la marchandise et assurait en même temps les facilités de trésorerie, il gagnait à la fois sur les marchandises et sur le crédit, mais la poursuite de la guerre était à ce prix, car il acceptait de se faire payer avec des assignations sur les contributions de l'année suivante. C'est ainsi que le 1^{er} juin 1695 il accepta de livrer pour un million de marchandises, qui lui serait

75. Johann Quintin JÖRGER, *Guetachten* du 30 janvier 1681. HHStA Vienne, ms. W.75, f^o 21-30.

76. *Kayerliche instruction für den Obrist Proviant Ambts Obrist Leüthenandt Carl Franz Rescali / wie er das Obrist Proviant Amt in hungarn und Österreich zuführen hat*. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 201, 10 juin 1670. La même instruction a été donnée à Johann von Hochburg le 16 octobre 1674, *Gedenkbuch* 205, et à Ferdinand Hoffreich Plass von Mühleuthen le 25 juin 1694, *Gedenkbuch* 223.

77. *Instruction für den Johann Niclassen von Hochburg / wie sich Selbiger nemblich als Proviantverwalter zu Raab... zu verhalten habe*. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 434, 4 avril 1690. Une série nous révèle qu'il y avait des officiers d'intendance à Moson, Győr, Presbourg, Komorn, Trenčn, Nové Zamky (après 1685) Szendrő et Košice. Instructions dispersées dans les *Gedenkbücher*.

78. *Instruction für Johann Leonhardt Hartl, Proviantverwalter zu Ungar-Altenburg*. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 428, 3 avril 1669.

79. Gregorius Mueller était, en 1675, *Hofcammer Cantzelist* à 220 florins de traitement annuel. HKA Vienne, *Hofzahlamtbuch* 119.

80. JÖRGER, *Guetachten* du 30 janvier 1681, HHStA Vienne, ms. W.75, f^o 22.

81. *Ibidem*. Comme 1 kreutzer = 240 pfennig et 1 kreutzer = 4 pfennig, 1/3 pfennig représentait exactement 8,33 % du prix.

82. *Ibidem*. Jörger accuse d'ailleurs les principaux fournisseurs, les magnats hongrois, de n'exécuter les contrats que de la manière qui convenait à leurs intérêts.

remboursé sur les contributions d'Autriche et de Bohême de l'année 1696 [83]. Les documents ne nous précisent pas à quel taux Oppenheimer faisait payer son crédit, mais ses ennemis l'accusaient, lui et ses associés, de faire « rarement des contracts sans y avoir trente pour cent de profit [84] ». Déjà Hocher voulait l'arrêter et lui faire son procès parce qu'il prétendait qu'Oppenheimer n'avait pas fourni pour 100 000 florins d'argent et de munitions lors du siège de Philippsbourg [85]. Cet incident de décembre 1682 ne l'empêcha pas de faire la fortune que l'on sait [86]. Il est vrai que dans ce cas au moins les apparences sont sauvées puisque la fin est morale : la banque Oppenheimer fit faillite à la foire de Leipzig en 1703, plongeant en même temps la Monarchie dans le plus profond désordre financier et mettant au désespoir le prince Eugène de Savoie, alors président du Conseil de la Guerre [87].

LE MANQUE DE COMPÉTENCE

Or, une bonne gestion des finances ne supposait pas seulement de l'honnêteté, elle exigeait aussi de la compétence. Il convient d'ailleurs d'opposer cette fois encore les cadres moyens et supérieurs de l'administration aux responsables de la politique financière.

A. LES SUBORDONNÉS.

Il s'agit essentiellement du personnel des bureaux et des titulaires d'offices à l'échelon local, c'est-à-dire les secrétaires, les comptables et les employés de la Chambre, les conseillers des différentes chambres, les receveurs des principaux fonds du domaine (*cameralia*). Ils avaient une formation pratique, de caractère empirique, que résument assez bien ces manuels à l'usage des conseillers de la Chambre. Certains avaient reçu au préalable une formation juridique, comme le conseiller Selb ou de nombreux aristocrates qui s'inscrivaient un ou plusieurs semestres dans une faculté de Droit. Le plus

83. *Befehl ans Kayserl. Hoffkriegszahlambt* : « dem Juden Samuel Oppenheimer an die auff die 1696 Jährige Verwilligungen der Länder, als Bohaimb Mähren, Sclesien, Inner, Ober und Nieder-Österreich zusamben angewisene eine Million Gulden, die gewöhnliche Ampts Quittungen erfolgen zu lassen :

Auf die Böhmische Verwilligung	300 000 florins
Auf die Mährische Verwilligung	100 000 —
Auf die Schlesische Verwilligung	150 000 —
Auf die Inner-Österreichische	200 000 —
Auf die Nieder-Österreich	150 000 —
Auf die Ober-Österreich	100 000 —
SUMMA	1 000 000 florins

HKA Vienne, *Gedenkbuch* 223, 1^{er} juin 1695.

84. *Sur la Banque impériale de Vienne*, mémoire anonyme, 1716. A.E. Paris, Mémoires et Documents Autriche, t. III, f^o 121 v.

85. « Au lieu de remboursement M. Oker luy veut faire son procez disant qu'il n'a pas fourni tout ce qu'il dit. » Sébeville au roi, Vienne, 24 décembre 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 54, f^o 107.

86. Sur le rôle du banquier Oppenheimer, voir *infra*, liv. II, chap. IV, ainsi que l'ouvrage de Max GRÜNWALD, *op. cit.*

87. Voir en particulier la lettre du prince Eugène du 20 juillet 1703 : « La mort d'Oppenheimer est encore un nouvel embarras. Tous les marchands sont si mêlés dans cette affaire qu'ils se sont déclarés ne pouvoir entrer dans aucun traité, qu'ils n'aient ajouté en quelque manière les affaires du Juif. Ainsi il n'est pas possible de rien finir auparavant. » Cité par KAUFMANN, *Samson Wertheimer*, *op. cit.*, p. 60.

souvent il s'agissait de marchands qui avaient la pratique des affaires et connaissaient le maniement de l'argent. Tout officier installé dans sa charge recevait une instruction calquée généralement sur celle de son prédécesseur. Il n'y avait donc pas de problème de formation. Et les conseillers passaient généralement plusieurs années dans les emplois subalternes. Ils connaissaient donc les problèmes, ou tout ou moins la routine de la gestion. Avec du travail et de l'application, ils pouvaient assurer l'essentiel. En revanche la direction de la Chambre, lorsqu'elle était entre les mains de conservateurs, manquait de dynamisme et d'imagination.

B. LA DIRECTION DE LA CHAMBRE.

Contrairement à ce que beaucoup assuraient, le départ de Sinzendorf ne marqua pas un progrès radical, car les conservateurs appliquèrent leur programme, qui n'était pas mauvais, mais pourtant nettement insuffisant. En dehors du comte Ursini Rosenberg, il ne semble pas, en effet, que les responsables des finances aient été à la hauteur d'une tâche indiscutablement difficile.

a. Abele (1681-1683).

Le passage du baron Abele à la présidence de la Chambre se révéla désastreux. Nous connaissons déjà l'homme, qui s'était révélé un remarquable secrétaire d'État. Peut-être n'aurait-il jamais dû quitter ces fonctions. Il fut nommé à ce poste essentiel par les circonstances. C'est lui qui fut nommé *administrateur* de la Chambre en 1680 et cette nomination fut confirmée le 19 mars 1681, parce qu'il avait été poussé par le grand maréchal de la Cour, Albert de Zinzendorf [88] et qu'il avait la confiance du nouvel évêque de Vienne. Ses origines sont obscures. Sans ajouter foi aux ragots que rapporte Sébeville [89], Abele apparaît comme un personnage de seconde zone. Secrétaire d'État à la Chancellerie d'Autriche [90], comme ses protecteurs il est pour la paix à tout prix avec le Turc et pour la guerre avec la France; en cela il s'oppose à son prédécesseur qui souhaitait un accommodement avec la France. En matière financière, il croyait résoudre tous les problèmes en faisant des économies : « c'est un bon oeconome et qui fait tout ce qu'il peut pour amasser de l'argent à son maistre [91] ».

Si le principe n'était pas mauvais, il fallait l'appliquer avec doigté et discernement. Il refusa systématiquement de dégager des crédits pour payer les troupes de Hongrie, de sorte que les rebelles ralliés abandonnèrent à nouveau la cause impériale, faute d'argent. Il administrait les finances de l'État avec avarice, s'imaginant que l'on gérait un État comme une propriété foncière et qu'il suffisait d'amasser sans déboursier. Or, Abele arriva aux affaires lorsque la conjoncture était défavorable à un programme d'économies draconiennes, puisque l'Empereur devait réarmer. Abele ne le comprit pas; que Sinzendorf ait « saboté » les opérations de recrutement en 1667, ce n'était pas grave, car il y avait alors une solution de rechange. En 1681, il n'était pas possible de s'entendre avec la Porte, comme le croyait naïvement le parti espagnol, auquel appartenait Abele; seulement le parti espagnol voulait la paix en Hongrie, pour faire la guerre sur le Rhin,

88. Dépêche de Sébeville du 15 avril 1681. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 50, f° 119.

89. « ... ayant esté tambour et joueur de gobelets. C'est par ce dernier mestier qu'il a commencé à gagner les bonnes grâces de l'Empereur... » Portrait du gouvernement de Vienne, 8 mai 1681, A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 50, f° 155.

90. Le 6 octobre 1653, lorsqu'il se maria, il était *Inner-Österreich. geheimer Hofconcipist*, c'est-à-dire qu'il était rédacteur à la section de la Chancellerie d'Autriche, chargée des relations avec le gouvernement de Graz. HKA Vienne, *Familienakten*.

91. Sébeville au roi, Linz, 22 mars 1681. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 50, f° 22.

et dans tous les cas il fallait réarmer, c'est-à-dire trouver des crédits pour recruter. L'entêtement d'Abele aboutit à un sérieux incident avec le margrave de Bade, président du Conseil de la Guerre [92]. Celui-ci eut dans une conférence « une grosse querelle avec Mr Abele qui refusait de donner l'argent et qui ne l'a pas encore donné pour lever le reste des troupes [93]... ce qui obligea Mr le Prince de Baden de lui dire qu'il avait soin que les métairies fussent bien remplies de bœufs et de moutons. Et qu'il ne se soucioit point des troupes qui soutenoient l'Estat. Mr Abele entendit qu'il l'appeloit boeuf et dit qu'il estoit Conseiller d'Estat et point boeuf et qu'il s'en alloit plaindre à l'Empereur [94] ». L'incident serait drôle s'il ne révélait le caractère particulièrement obtus d'Abele.

Par son entêtement Abele bloquait une opération vitale pour la Monarchie. Or, non seulement Abele manquait d'esprit, mais il était un piètre financier. Il ne dominait absolument pas son affaire et ne savait pas où passait l'argent, si d'aventure il dégageait des crédits. En septembre 1682, au moment où la Hongrie royale était pratiquement passée sous le contrôle des rebelles, il contribua à la chute de Košice en n'y envoyant pas d'argent. Dans une session de la Conférence, le président de la Chambre avoua qu'il avait accordé 500 000 florins et que 300 000 avaient été aussitôt employés. Il fut incapable de donner des précisions supplémentaires. Le conseiller de la guerre Dorsch réclama un état des dépenses et le chancelier de Bohême, comte Nostitz, qui présidait, fut obligé de conclure qu'on n'y voyait pas plus clair qu'au début de la Conférence, mais que Sa Majesté voulait savoir comment l'argent avait été employé [95]. Ainsi l'Empereur était encore plus mal servi que du temps de Sinzendorf car ce dernier, au moins, savait où passait l'argent.

Aussi, dès 1682, les jours d'Abele à la tête des finances étaient-ils comptés. L'évêque de Vienne, se rendant compte de l'erreur qu'il avait commise, lui retira son appui. Soutenu par le seul comte Zinzendorf [96], il offrit lui-même sa démission à l'Empereur, démission que l'Empereur refusa en novembre, « ayant besoin de lui [97] ». La situation politique était en effet trop mauvaise pour changer de collaborateur, si médiocre fût-il. Pourtant l'Empereur fut bien obligé de s'y résoudre dès le printemps suivant et de le remplacer par le comte Ursini Rosenberg [98]. Abele, qui demeurait conseiller d'État, ne tomba pas en disgrâce pour autant, l'Empereur le chargea de diverses missions d'inspec-

92. Hermann von Baden succéda à Montecuccoli à la tête du *Hofkriegsrath* (Conseil aulique de la guerre) en 1681. Très diversement jugé il n'en occupa pas moins ce poste pendant 10 ans. Il était l'oncle du margrave Louis de Bade (le Türkenlouis) l'un des plus brillants généraux de l'Empereur au cours de la libération de la Hongrie. (Voir *Portrait des généraux d'armée de l'Empereur*, 1689), BN Paris, ms. français 10654, f° 84-85.

93. L'incident eut lieu au début de mai 1682. Voir *supra*, liv. II, chap. 1. La querelle durait depuis un mois, parce qu'Abele ne voulait donner que la moitié de l'argent aux capitaines qui recrutaient. Dépêche de Sébeville du 10 avril 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 53, f° 96-97.

94. Sébeville au roi, Vienne, 7 mai 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 53, f° 167-168.

95. *Conferentia* : « wer die Schuld hat, von Kriegsrath oder Hoffcammer, das die militaria in Ungarn so Schlecht worden ». Étaient présents le comte Nostitz qui présidait, le marquis de Bade, le comte Zinzendorf maréchal de la Cour, le baron Abele, et le baron Dorsch, 18 septembre 1682. HHStA Vienne, *Staatskanzlei Vorträge*, Karton 6/28, f° 100-102.

96. Sébeville au roi, 7 mai 1682 : « L'Évêque de Vienne a demandé pardon (à l'Empereur) de ce qu'il lui a écrit autrefois en faveur de Mr Abel qui n'était nullement capable d'exercer la charge qu'il avait de sorte qu'il n'y a plus que le Mareschal de la Cour qui le soutient. » A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 53, f° 168.

97. « Le président des finances ne pouvant plus résister à toutes les attaques qu'on lui faisait, a demandé et fait demander avec empressement à l'Empereur son congé, disant qu'il n'estoit pas capable d'exercer cette charge, ce qui a fait croire à tout le monde que son affaire estoit basclée, mais que depuis peu de jours l'Empereur a fermé la bouche à tous les prétendants, ayant ordonné à Mr Abel de continuer les fonctions de sa charge et de ne pas songer à se retirer. » Sébeville au roi, Vienne, 5 novembre 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 54, f° 20.

98. Le 26 mars 1683. *Theatrum Europaeum*, t. XII, p. 527.

tion, en particulier en Hongrie [99]. Abele avait l'étoffe d'un exécutant, d'un sous-ordre; sérieux, travailleur, économe, il pouvait faire un commis de qualité, mais il était incapable de diriger un département ministériel aussi important et aussi délicat, ses excellents principes d'honnêteté, d'ordre et d'économie étaient par trop insuffisants.

b. Ursini Rosenberg (1683-1692).

Le successeur d'Abele, le comte Ursini Rosenberg, avait une toute autre classe. Depuis 1673, il était commissaire impérial à la diète de Ratisbonne [100] où il donna toute satisfaction. À peine rentré à Vienne, l'Empereur lui imposa ces responsabilités écrasantes et contraires à ses inclinations. Appartenant à une vieille famille aristocratique de Carinthie, il n'était pas cupide et n'utilisa jamais les facilités que lui procurait son office pour s'enrichir plus ou moins honnêtement. Bien plus il était intelligent et administra la Chambre du mieux qu'il put en un temps où les dépenses ne cessaient d'augmenter. Il faisait ce travail par devoir et à plusieurs reprises il offrit sa démission à l'Empereur, qui la refusa; le souverain était trop content d'avoir enfin un ministre tout à la fois honnête, compétent et décidé lorsqu'il s'agissait de négocier avec les assemblées d'États. En 1692, Rosenberg reçut enfin l'autorisation de se retirer et fut remplacé par le cardinal Kollonich [101].

c. Kollonich (1692-1694).

Ce dernier possédait une grande expérience en matière financière. Nous avons vu qu'il avait fait partie de la commission exécutive des États de Basse-Autriche et qu'il avait été président de la Chambre de Presbourg de 1672 à 1684. Il est vrai que sa mission y avait revêtu un caractère essentiellement politique, car le président de la Chambre hongroise était un des rares grands officiers que le roi pouvait nommer; en outre la Chambre hongroise disposait d'un réseau d'officiers subalternes dispersés sur tout le territoire de la Hongrie royale et plutôt favorables aux Habsbourg. Enfin la Chambre jouissait d'une autorité particulière sur les villes royales. Nous savons que Kollonich usa de tout son pouvoir pour mener une politique active de Contre-Réforme et qu'il réussit à faire l'unanimité des Hongrois contre sa personne [102]. Son style brutal déplaisait profondément, mais sa manière de gérer ne plaisait guère plus au parti « conservateur » de la Chambre. Dans son rapport de 1679, le conseiller Selb critiquait violemment Kollonich : celui-ci administrait la Chambre de Presbourg sans seulement mettre ses subordonnés au courant et il ne daignait donner aucune explication à la Chambre des Comptes, même quand elle les lui demandait. Il laissait d'ailleurs toutes les

99. *Conferenz über die Relation Abele aus ödenburg* (hongrois Sopron) von 16 novembres 1684. HHSStA Vienne, *Staatskanzlei*, Repertorium N, f° 76/1.

100. Dépêche de Grémonville du 5 janvier 1673. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 45, f° 19. *Theatrum Europaeum*, t. XII, p. 527.

101. Rapport de fin de mission de G. VENIER, 1693. *Relationen*, édition Fiedler, *op. cit.*, p. 316. En fait la personnalité de Rosenberg restera mal connue, tant que n'aura pas été exploré le fonds familial qui se trouve au Landesarchiv à Klagenfurt, et qui comprend 60 fascicules et 80 manuscrits. Lettre de l'Empereur au père Marco D'Aviano du 8 novembre 1692. Édition O. Klopp, *op. cit.*, p. 231.

102. La diète de Sopron demanda son renvoi. *Gravamina*, art. 7. Le roi voulait sauver la face et refusa de le renvoyer, mais il l'éloigna. Son départ ne fut ratifié qu'en 1684.

affaires financières dans la plus grande confusion [103] et l'Empereur songeait à le renvoyer.

Néanmoins, 10 ans plus tard, celui-ci se laissa à nouveau éblouir par le zèle et l'enthousiasme du cardinal, qui ne resta pas plus de 18 mois à la tête de la Chambre des Comptes, de novembre 1692 à avril 1694, car l'Empereur se rendit très vite compte qu'il avait commis une erreur en lui confiant la gestion directe de ce département.

Le programme de Kollonich. — Il n'en avait point pour les pays héréditaires, ou tout au plus un programme d'économies aussi peu efficace et aussi dangereux que celui d'Abele, tout à fait incompatible avec la politique générale de l'Empereur. Comme Abele, Kollonich avait jadis réussi dans l'administration de propriétés foncières des domaines de l'Ordre de Malte, qu'il avait peu à peu libérés des hypothèques et des dettes qui pesaient sur eux. Or, pour être bon « mesnager » il suffisait d'appliquer quelques principes très simples : éviter le gaspillage, surveiller le personnel, rembourser les dettes. C'est pourquoi, dès son arrivée, Kollonich réduisit les traitements du personnel de la Chambre des Comptes pour toute la durée de la guerre [104]. Une telle attitude était un symbole, un exemple qui annonçait une politique d'économies, car la mesure ne rapportait que quelques milliers de florins, une goutte dans l'océan des dépenses. En revanche la mesure était dangereuse, car elle risquait d'encourager un peu plus les tendances à la corruption. Et les seules vraies dépenses, les dépenses militaires, ne pouvaient être comprimées sans risquer de compromettre le succès des armées. Dès l'été 1693, Kollonich entra en conflit avec le commissaire général Haisler, qui réclamait des crédits que le président de la Chambre lui refusait [105]. Et tout comme ses prédécesseurs, Kollonich essaya de réduire l'impasse par des économies d'autant plus hypothétiques [106] qu'il fut contraint de dévaluer la monnaie en 1693 et qu'il dut faire face à une flambée des prix.

Mais si Kollonich était l'homme des économies, il était également partisan d'un contrôle étroit des dépenses militaires et il a constaté que les services comptables n'étaient pas en mesure de le faire. Aussi proposait-il la création d'une nouvelle section qui serait chargée de cette tâche. Il a même un candidat « honnête et expérimenté » à qui l'on pourrait confier l'expérience pendant un an. Il s'agissait du receveur de Banska Stiavnica, von Huppel [107]. De toute manière cette réforme, si utile fût-elle, ne concernait qu'un point de détail, comme la réduction des traitements ou l'étroite subordination du commissariat général vis-à-vis de la Chambre des Comptes [108].

103. À propos des comptes des années 1676 à 1678 : « Alhie ist alles in continuirlicher Confusion, Hat man bishero eine Erleutterung von der hungarischen Cammer begehrt so hat Sie sich mit dem entschuldiget, sie weisse nichts darumb / ihr Praesident habe allein administirt. » J. G. VON SELB, *Guetchten*, 1679, HKA Vienne, ms. 204, f° 6.

104. *Kayserliche Resolution du 20 décembre 1692... dass die Hoffcammer Secretarij und Rätthe zugleich nicht doppelte geniessen sondern für khünfftiges Jahr die Secretariatsbesoldung der 800 fl. zurücklassen.* HKA Vienne, *Hofffinanz*, 1694, fascicule décembre.

105. « ... mentre l'uno insiste nell'haver il necessario delle spese militari e l'altro nel voler fare l'economia e volere molto sminuire quelle spese. » *Lettre de l'empereur Léopold au père Marco D'Aviano, du 22 août 1693.* Édition O. Klopp, p. 243-244.

106. *Conferentia de medijs du 30 septembre 1692* : les dépenses seraient diminuées d'un tiers, 5 282 140 florins, avec la remarque : « Erspahrung wirdt fundiret auf vielen Suppositis. » HHSStA Vienne, *Staatskanzlei Vorträge*, Karton 8/34. Pour 1694 seule l'impasse était chiffrée (2 258 900 florins) mais non le montant des économies. Les remèdes consistaient, au point 3, *In restrictione expansarum. Conferentia de medijs deficientibus conqurendis*, 9 novembre 1693. *Ibidem*.

107. *Guetchten* de Kollonich de 1694. Cité par MAURER, *op. cit.*, p. 522.

108. *Conferentz die Instruction des General Commissari betreffend.* Séances des 28 mai, 2 et 3 juin 1693. HHSStA Vienne, *Staatskanzlei Vorträge*, Karton 8/34.

Kollonich se rangeait donc parmi les conservateurs qui pensaient les affaires financières en termes juridiques et moraux, non en termes politiques et économiques.

D'autre part l'homme révéla, une fois de plus, un caractère impossible. Beaucoup plus intelligent qu'Abele, le cardinal Kollonich était un administrateur brouillon; il ne donnait pas les ordres nécessaires, tout en croyant l'avoir fait, de sorte qu'il mettait le désordre dans les affaires de la Chambre des Comptes. En outre il était obstiné et même l'Empereur ne parvenait pas à le faire changer d'avis [109]. Le résultat était désastreux, car Kollonich finalement ne décidait rien, sans cesser toutefois de se quereller avec le commissaire général Haisler. En février 1694, l'Empereur se plaignait à nouveau que le président était toujours aussi confus dans l'exécution [110]; il le tenait en partie responsable de l'échec de la campagne de 1693 en Hongrie; les Impériaux n'avaient pu reprendre Belgrade parce que la campagne avait été commencée beaucoup trop tard, les moyens nécessaires n'ayant pas été mis assez tôt à la disposition du commandement [111]. Finalement, comme son honnêteté [112], ses bonnes résolutions ne servaient à rien, l'Empereur se vit obligé de relever le cardinal Kollonich de ses fonctions au printemps 1694 [113].

d. Breuner (1694-1698).

Il choisit pour le remplacer le plus ancien conseiller de la Chambre, le comte Siegfried Christophe Breuner, qui exerçait déjà la charge de vice-président. Nommé d'abord administrateur, il ne reçut le titre de président que l'année suivante et il exerça cet emploi jusqu'à sa mort en 1698 [114]. Il appartenait à une vieille famille aristocratique de Basse-Autriche [115] où se trouvait l'essentiel de ses domaines. Ce n'était pas un parvenu, mais il était moins désintéressé que Kollonich ou Rosenberg, car il profita de sa situation pour arrondir son patrimoine du côté de la Hongrie. Il convertit astucieusement la gratification de 40 000 florins que l'Empereur lui donna en 1685 [116] en achetant le domaine d'Oroszlankeö, en Hongrie; en fait l'opération ne lui coûta rien

109. Confidences de l'empereur Léopold au père Marco D'Aviano, six mois après l'entrée en fonctions de Kollonich : « E per dirlo in confidenza ho trovato quello sempre ho temuto. » Laxenbourg, 16 mai 1693. Édition O. Klopp, p. 235.

110. « Non possò pero celare a V.R. (Votre reverenza, c'est-à-dire le père Marco) con grande afflitione che vedo di non haver ottenuto il fine mentre il Signor Cardinale haben buon zelo, è disinteressato, ma poi è così duro di testa e così affissato nelle sue opinioni / che non puossi venire con lui a capo. Ei si prefiggerà molte cose, niente pero risolverà. Dice di non havere, nè di non sapere trovare, e nell'esecutione resta imbrogliato... » Lettre de l'empereur Léopold au père Marco D'Aviano, Vienne, 20 février 1694. Édition O. Klopp, p. 254.

111. *Ibidem*.

112. Le cardinal Kollonich mourut pauvre, en 1704, il n'avait aucun bien personnel. HHStA Vienne, ÖLMA, *Testamente*.

113. Lettre de l'empereur Léopold au père Marco D'Aviano, Vienne, 17 avril 1694. Édition O. Klopp, p. 261.

114. HKA Vienne, *Hofzahlamtsbuch* 142.

115. Nous n'avons pas retrouvé de testament le concernant, mais Wissgrill (I. 389) donne comme titulaire : « Edler Herr auf Staatz, Freiherr zu Stübing, Fladnitz und Rabenstein, Herr der Graffschaft Asparn an der Zaya, und der Herrschafften Ulrichskirchen, Kronberg, Häcking und Pottendorf. ».

116. *Intimation an Herrn Christophen Graffen Breyner... letztlich zu Gnadensrecompens 40 000 fl. in Hungarn heingefallenen oder sonsten eraignenden Fiscaliteten... entrichtet werden sollen*. 28 février 1685. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 213.

puisque l'Empereur lui fit cadeau des 15 000 florins de différence [117]. Comme tous ces domaines confisqués étaient sous-évalués, Léopold I^{er} renouvelait partiellement l'opération de son grand-père Ferdinand II qui avait bradé les terres confisquées aux rebelles de Bohême [118].

Bien qu'il ne négligeât point ses intérêts personnels, Breuner était, semble-t-il, un administrateur honnête, compétent et efficace. L'Empereur constatait, dès le début de la mission, qu'il lui avait confiée que Breuner avait réuni d'importantes sommes d'argent et que, dès avril, il avait mis en œuvre les moyens militaires [119]. C'est que Breuner était un vieux routier de l'administration financière. Il avait commencé sa carrière comme conseiller de la Chambre des Comptes de Graz (*Inner Österreich. Hofkammer*) puis en 1667, il avait été nommé administrateur des forges d'État [120]. En 1671 on le retrouve commissaire de la Chambre des Comptes dans les villes minières de Haute-Hongrie; il avait alors rang de conseiller. En 1674, il était commissaire royal à la diète de Moravie. Il fut un des rares à survivre à la tempête de 1680, ce qui laisse supposer qu'il n'était pas un homme de Sinzendorf et qu'il se rangeait plutôt dans le parti conservateur. Devenu commissaire général, il eut à affronter des tâches écrasantes au moment du siège de Vienne, car il lui fallait entretenir, outre les Impériaux, les contingents alliés venus de Pologne et de l'Empire. N'oublions pas que le commissariat général était l'institution qui faisait la liaison entre le Conseil de la Guerre et la Chambre des Comptes et qu'étant donné le mode de perception des contributions, il avait en fait la haute main sur une bonne partie des recettes de la Monarchie. Il semble qu'il ait donné toute satisfaction dans l'accomplissement de cette tâche délicate, mais après la campagne de 1684 il demanda l'autorisation de résigner sa charge de commissaire. Il fut alors promu vice-président de la Chambre [121], poste où il eut à seconder l'excellent administrateur qu'était le comte Rosenberg. Et après l'intermède Kollonich, l'Empereur confiait la Chambre des Comptes à cet homme d'expérience qui, sans être un génie, savait tirer parti au maximum des ressources dont la Chambre disposait. Dans la ligne du comte Rosenberg, quoique semble-t-il à un degré moindre, il alliait honnêteté et compétence [122]. Sans doctrine aucune il ne se vantait nullement d'apporter une solution miracle, comme Abele ou Kollonich, et se contentait de procurer de l'argent à l'armée. Il fut récompensé de ses peines par la Toison d'Or, ce qui prouve au moins que l'Empereur reconnaissait ses mérites. Et c'était peut-être Breuner qui était dans le vrai. Les structures administratives étaient si complexes et les résistances si fortes qu'il était probablement beaucoup plus sage d'administrer sans tenter des réformes, de quelque nature qu'elles fussent.

117. *Befehl an das Hoffzahlamt von dem Kayserl. Hoffcammer Praesidenten H. Graffen Breuner wegen der Ihme Kaüfflich überlassenen Herrschafft Oroszlankeö 65 098, 1/2 fl. nebst angetragenen Schlisslgeldt per 1 200 fl. einzu Cassieren und davon den Graffen Breiner zur Gnad 15 000 fl. in handen zulassen, wegen Ihrer auf Oroszlankeö habenden forderungen per 40 000 fl. die quittung anstatt pahr Geld anzu nehmen und das Schlisslgeldt in die Geheimbe Cammer abzugehen.* Laxenburg, 2 mai 1695. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 436.

118. V. L. TAPIÉ, *Monarchie et Peuples du Danube*, op. cit., p. 115-116 et en tchèque J. BILEK, *Dějiny Konfiscací v Čechách po r. 1618* (Histoire des confiscations en Bohême après 1618), 1 vol., Prague, 1882.

119. Lettre de l'empereur Léopold au père Marco D'Aviano du 17 avril 1694. Édition O. Klopp, op. cit., loc. cit.

120. L'Eisenerz. Sur les structures originales des mines de fer et forges de Styrie et de Basse-Autriche, voir *supra*, liv. I, chap. IV.

121. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 213, 28 février 1685.

122. Tous ces renseignements sont tirés des *Gedenkbücher* 431-434-436, ainsi que des *Hofzahlamtsbücher* 119-124-127-135. Nous n'avons pas beaucoup de témoignages externes sur Breuner, probablement parce que les administrateurs consciencieux n'attirent pas l'attention.

IV

LA COMPLEXITÉ DES STRUCTURES ADMINISTRATIVES

Celles-ci paralysaient l'action des ministres les plus doués. Ce qu'il y avait de touchant et d'utopique chez les conservateurs, c'est qu'ils imaginaient qu'il suffirait de revenir au passé en appliquant à la lettre les règlements anciens pour que tout marchât admirablement. Or c'était précisément le poids des traditions qui pesait fort lourd dans cette administration.

A. L'ARCHAÏSME DES TECHNIQUES DE GESTION.

Comme nous l'avons déjà constaté, les responsables des finances n'avaient aucune vue précise sur l'ensemble des dépenses et des recettes; ils devaient se contenter de naviguer à l'estime, parce qu'ils ne disposaient d'aucun budget, d'aucune trésorerie et que la perception des impôts directs leur échappait.

a. La Chambre des Comptes et le budget.

Le budget au sens strict du terme est un état prévisionnel des dépenses à faire et des recettes à percevoir, avant le début de l'exercice [123]. Peut-on honnêtement considérer comme un budget l'estimation globale que tenta la Conférence après 1683 ? Si l'intention prévisionnelle s'y trouvait, c'est qu'il fallait évaluer l'impasse pour dégager des ressources pour l'exercice suivant, donc négocier impôts et emprunts. Nous sommes en fait en présence de ce que G. Jéze appelait un *plan financier*, la pratique est ancienne, elle se rencontre au Brandebourg à partir du xv^e siècle. Mais le premier plan financier comparable à un budget n'apparaît dans ce pays qu'en 1688, où le président de la Chambre de Brandebourg, von Knyphausen établit un « État général des recettes et dépenses dans les pays de son Altesse Électorale [124] ». Nous devons constater une fois de plus une évolution parallèle entre Vienne et Berlin, avec une légère avance pour cette dernière capitale, puisque le plan annuel proposé dès 1683 au Grand Électeur par Knyphausen était réalisé d'une manière beaucoup plus précise en Brandebourg. Les premières approximations n'ont en effet été dressées à Vienne que par l'administration Rosenberg. Encore s'agit-il d'approximations partielles, concernant les dépenses militaires et bien souvent pour une période de six mois : à l'automne pour les quartiers d'hiver et les contributions, au début du printemps pour la mise en œuvre de la campagne proprement dite. Ces plans faisaient l'objet de discussions dans des réunions interministérielles appelées généralement *conférence sur les moyens* (*Conferentia de Medijs*) [125]. Toutefois les documents qui sont parvenus jusqu'à nous ne permettaient

123. Gaston JÉZE, *Traité de science des finances : le budget*, Paris, 1910, définition p. 5/8. Selon l'auteur les vrais budgets sont apparus en Grande-Bretagne, puis en France au début du xix^e siècle, avec le contrôle parlementaire, p. 9-43.

124. G. JÉZE, *op. cit.*, p. 43.

125. Les procès-verbaux contenant le rapport et par conséquent le plan financier ont été conservés aux Archives de la chancellerie, HHStA Vienne, *Staatskanzlei Vorträge*, liasse 29 à 37, Karton 8/10.

pas aux responsables d'agir de façon nette et précise. Or, même s'ils l'avaient voulu, ils ne l'auraient pas pu, car pour ventiler les ressources et modifier les chapitres budgétaires, il aurait fallu disposer de l'argent et diriger une administration centralisée, ce qui n'était pas le cas.

b. La question de la trésorerie.

Elle est fondamentale et l'absence de trésorerie est à l'origine de bien des malentendus. Lorsque des tiers déclaraient que l'Empereur n'avait pas d'argent, cela signifiait qu'il n'avait pas d'argent en caisse à un moment donné. Même la paierie de la Cour touchait une partie de ses recettes en assignations, en moyenne 40 % de ses revenus [126]. Le principe n'était pas mauvais en soi, car si toutes les espèces avaient été drainées vers la capitale, les routes plus ou moins sûres eussent été sillonnées de lourdes voitures chargées d'or et d'argent. Or, ces transports étaient coûteux, car ils mobilisaient une escorte militaire et provoquaient même parfois des incidents avec les autorités locales, tel cet incident qui opposa, en Basse-Autriche, un convoi venu apporter à Vienne la recette de l'inspection des gabelles et aides de Prague [127]. Les structures économiques de la Monarchie n'étaient guère favorables à la circulation des capitaux et des lettres de change entre les principales villes des différents pays et la capitale. D'autre part le système des contributions réduisait largement la circulation des capitaux, puisque 50 % des contributions militaires étaient fournies sur place en vivres et en services. Cette solution était avantageuse pour le paysan qui acquittait sur place, en nature, une partie de l'impôt direct et n'était pas obligé de vendre ses produits ou son travail pour récupérer des espèces.

Toutefois ce système ne permettait guère de contrôle de la part des autorités viennoises. La réalité de la perception, comme celle de la répartition, lui échappait. Nous avons vu qu'en Bohême le montant de la contribution était voté par la diète, que les régiments étaient répartis par les soins d'autorités relevant de la Chancellerie de Bohême (le Conseil de lieutenance et les capitaines de cercle), que l'argent était remis directement aux officiers de troupe après contrôle des commissaires de guerre. Dans tout ce circuit, la Chambre des Comptes ne voyait point les rixdales.

Comme les administrés se méfiaient beaucoup des officiers de la Chambre, ils étaient sûrs que l'argent était bien affecté aux soldats et non pas dilapidé par une administration anonyme, lointaine, toujours avide d'argent, suspecte de malhonnêtetés. Celles-ci avaient tout de même lieu, mais elles profitaient à d'autres, car c'étaient les officiers de troupe qui commettaient des irrégularités à leur profit [128].

En Hongrie il est même impossible d'apprécier le montant exact des contributions, les Impériaux s'y conduisant fort mal et y commettant exactions et atrocités. Les prélèvements en nature étaient considérables, sans compter les dégâts que la soldatesque y commettait comme à plaisir, avec la complicité de ses chefs. Ceux-ci pillaient et violaient et les Hongrois de tout rang ne cessaient de se plaindre de ces hôtes encombrants, thème classique des doléances hongroises, en particulier lors des séances

126. À partir de 1680 les *Hofzahlamtsbücher* distinguent toujours les recettes en espèces (*paahres Geldt*) et les assignations (*Anweisungen*).

127. SÚA Prague, Č.D.K.M., liasse 1665.

128. « ...Les Allemands s'imaginant qu'il en couste moins à l'Empereur parce qu'il ne donne pas l'argent lui-mesme et que les troupes le prennent sur le pays, au lieu que cette sorte d'establissement ruine davantage les Provinces en ce qu'il donne lieu aux officiers de faire des concussions... » *Mémoires de la Cour de l'Empereur 1671*. BN Paris, ms. français 8997, f° 29. Il est évidemment difficile de contrôler dans le détail le comportement des officiers de troupes, on peut juste mesurer leur enrichissement.

de l'Assemblée nationale [129]; ces plaintes étaient incontestablement fondées sur des données concrètes, même si l'on tient compte d'une certaine complaisance à la rhétorique. C'est pour réglementer enfin de tels abus que Kollonich tentait d'implanter en Hongrie un véritable impôt foncier modernisé, qui eût été finalement avantageux pour la Maison d'Autriche et pour les Hongrois.

Même si l'on ne tient pas compte de la situation particulière de la Hongrie, le système des contributions ne se concevait que dans la mesure où les militaires étaient étroitement surveillés et où les comptes du commissariat général et des caisses militaires étaient régulièrement vérifiés. D'une manière plus générale, le système des assignations ne se concevait qu'assorti d'un étroit contrôle.

Le principe de l'assignation est simple : la Chambre des Comptes donnait l'ordre à un organisme subordonné de payer telle ou telle somme mais cet ordre ne pouvait être exécuté que dans la mesure où la Chambre des Comptes savait exactement l'état des finances des offices qui lui étaient subordonnés. Souvent le paiement des gratifications et récompenses était échelonné sur plusieurs années. Ainsi le conseiller aulique Jean de Goes avait présenté une requête, car son traitement de conseiller ne lui avait pas été payé depuis plusieurs années et il avait, en outre, prêté 20 000 florins à l'Empereur; celui-ci ajouta une gratification de 30 000 florins pour services rendus à Istanbul, au total l'Empereur reconnaissait lui devoir 60 000 florins et il donnait ordre à la Chambre de Wroclaw de payer chaque année 10 000 florins à Goes. Dans ce cas la garantie pour Goes était médiocre, car aucun revenu précis n'était indiqué; en fait il troquait 20 000 florins en espèces contre l'espoir de doubler un jour son capital [130]. En revanche la pension du margrave Léopold Guillaume de Bade était assignée sur un fonds précis, sur les 100 000 florins que la diète de Bohême s'était engagée à payer pendant 10 ans pour racheter la taxe sur la bière instituée en 1646 [131]. Une telle assignation était beaucoup plus sûre, mais le créancier courait toujours le risque qu'il n'y ait plus d'argent disponible sur le fonds. C'était ce qui se produisait souvent pour les récompenses ou les liquidations d'arrérages de traitement, où les textes précisaient *peu à peu* ou bien *dans la mesure des moyens disponibles*. Si le créancier devait être ménagé et que la précédente assignation n'avait pas été honorée, la Chambre, à la suite d'une instance, pouvait en donner une autre : ainsi le banquier Oppenheimer se fit payer 113 000 florins qui n'avaient pu lui être remboursés par des assignations précédentes [132].

La lecture des documents de la Chambre des Comptes donne l'impression de la plus grande confusion, car une partie de son activité consistait à annuler des assignations, à les remplacer par d'autres, à rembourser des créanciers avec le produit d'autres emprunts, bref ces opérations donnent l'image d'une maison mal tenue et s'il s'était agi

129. Il serait fort intéressant d'avoir le volume in-folio de doléances « primaires » collectées à Sopron en 1681, dont l'ambassadeur Gustinian n'a pu avoir communication.

130. « Kayserliche Verschreibung für den Kayserlichen Reichshoffrath Johann von Goes umb gegen 6 % darleihende 20 000 fl. paaren Gelts und 30 000 fl. Ihm verwilligte Gnad, dann 10 000 fl. über handt ausgeworfene Reichshoffraths besoldung, welche zusammen geraitte 60 000 fl. Ihme aus denen Schlesischen Cammer mitteln mit Jährlichen 10 000 fl. die 20 000 fl. aber mit denen pro rata gebührendes Interesse erst zuletzt abgestatet worden sollen. » accompagné d'une *Kayserliche Anweisung an die Schlesische Cammer obbedeute 60 000 fl... abstatten zu lassen* ainsi qu'un ordre au *Hoffzahlmaister* de donner quittance pour les 20 000 florins. Vienne, 18 février 1665, HKA Vienne, *Gedenkbuch* 347.

131. « Kayserlicher Befelch an die Böhaimbische Cammer dem Marggrafen Leopold Wilhelm zu Baaden an denen Ihme Jährliche auf die böhmischen Landtags bewilligungen zur Pension verwilligten 6 000 fl. aniezo und für diesmahl aus denen Millions restanzen 6 000 fl. ertrichten zunlassen. » Innsbruck, 25 octobre 1665. *Gedenkbuch* 347.

132. « Befelch / ans Hofkriegszahlamt dem Oppenheimer / wegen gewisser zweyn, nicht völlig ad effectum kommene anweisungen, von denen eingehenden darlehensmitteln 83 000 und 30 000 fl. zu entrichten. » Vienne, 22 août 1695. *Gedenkbuch* 436.

d'une entreprise privée, d'une maison aux abois, au bord de la faillite. C'est que la Chambre donnait des assignations sur tous les postes qui recueillaient des recettes, *cameralia* ou contributions, puisqu'une partie de ces dernières étaient, rappelons-le, affectées aux dépenses civiles et à la libre disposition de Sa Majesté. La totalité de la contribution n'allait donc pas dans les caisses militaires, puisqu'une partie était recueillie par la trésorerie royale (*Rentamt*), distincte de la Chambre de Bohême ou de l'inspection des aides et gabelles. Lorsqu'une diète disposait d'une commission exécutive et de l'autonomie financière, la Chambre lui adressait des assignations : ainsi la commission exécutive de Haute-Autriche reçut l'ordre de payer deux factures avec le produit des contributions de 1685 [133].

Les caisses qui reviennent le plus souvent sont pour les *cameralia* le *vice-dominus* de Basse-Autriche, celui de Haute-Autriche, le *Handgraf* de Basse-Autriche, les gabelles, les péages de Vienne, les chambres de Bohême et de Silésie, la chambre de Kremsmünster et les villes minières, et pour les contributions votées l'inspection générale des douanes et gabelles de Prague, les trésoreries de Bohême, de Moravie et de Silésie (*Rentamt*), les commissions exécutives de Basse-Autriche, Haute-Autriche et Styrie. Même si ces différentes instances tenaient bien leur comptabilité, la Chambre des Comptes devait, pour pratiquer le système des assignations, disposer d'une information très sûre et contrôler constamment leurs activités. La méthode n'était possible qu'au prix d'un travail vigilant et fort lourd.

c. La Chambre des Comptes et le contrôle.

Un contrôle étroit des officiers était prévu depuis le début de la Monarchie et la réorganisation de ses finances par Ferdinand I^{er}. La Chambre des Comptes centrale contrôlait l'activité d'organismes régionaux dont la tâche essentielle était une meilleure administration des *cameralia* [134]. Ils avaient pour but de contrôler les officiers de finances (administrateurs des domaines, receveurs des douanes, officiers des gabelles). Et à la fin du XVII^e siècle la Chambre de Bohême était encore un organisme important, qui travaillait beaucoup : en 1699 elle a expédié 121 actes, soit en moyenne 2 à 3 par semaine [135]. Mais nous savons aussi que pour le seul royaume de Bohême il y avait 4 organismes à contrôler : outre la Chambre, l'inspection générale des aides et gabelles et la trésorerie royale ; il aurait fallu examiner de près les comptes du commissariat général. Et c'est précisément une des graves critiques adressées à la gestion de Sinzen-dorff : il avait négligé le contrôle des activités des organismes subordonnés [136], alors que l'instruction de 1568 prévoyait au moins l'examen annuel des comptes de chaque chambre.

Dans ce cas particulier l'application des ordonnances pouvait améliorer le service, faciliter le fonctionnement d'un mécanisme fort lourd et renforcer l'autorité de la Chambre des Comptes.

133. « Befehl / an die Verordnete in Österreich ob der Enns dem Veldt-apotheker Johann Sigmund Porzen umb hergegehene Medicamenten 15 000 fl. und dann denen Sailler maistern zu Linz für gelieferten Lunden 4 125 fl. aus heurig Ob der Ennserischen bewilligungen und Extraordinari Thürcken-Steuer erfolgen zu lassen. » Vienne, 13 septembre 1685. *Gedenkbuch* 213.

134. Voir à ce sujet, par exemple, l'ordonnance de Linz de 1530 portant création de la Chambre de Bohême, publiée par V. PEŠÁK, *Dějiny Český Komorou*.

135. *Der Röm. Kayserl. Mayt Königl. : Cammerathsprotocoll*, SÚA Prague, C.D.K., cote KK5.

136. J. G. VON SELB, *Guetachten*, 1679.

TABLEAU STATISTIQUE
DES ACTIVITÉS DE LA CHAMBRE DES COMPTES EN 1660 [137].

	Expédition Autriche	Expédition Bohême	Expédition Hongrie	Total
Gestion économique, dont :				
Ordres de paiement	40	18	34	92
Assignations	49	11	8	68
Marchés	8	6	5	19
Domaine	5	9	11	25
Total	102	44	58	204
Crédit, dont :				
Emprunts (moyen terme)	12	Néant	2	14
Anticipations	9	4	6	19
Service de la dette	20	1	—	21
Total	41	5	8	54
Rôle politique, dont :				
Correspondances avec chancel- leries	7	13	5	25
Négociations avec diètes	11	17	3	31
Juridiction fiscale	1	7	6	14
Total	19	37	14	70
Gestion du personnel, dont :				
Nominations	4	3	3	10
Instructions	7	7	16	30
Contrôle	18	5	4	27
Emprunts forcés	7			7
Récompenses	41	16	7	64
Paie ment des arrérages	28	12	5	45
Total	105	43	35	183
Divers	13	7	5	25
TOTAL GÉNÉRAL	280	136	120	536

B. LE POIDS DE LA COLLÉGIALITÉ

Deux phénomènes gênaient une gestion efficace des finances de l'Empereur. D'une part elles étaient administrées par un Conseil, d'autre part ce Conseil devait collaborer avec d'autres conseils.

a. Décisions et collégialité.

La Chambre des Comptes était, en principe, un conseil qui devait traiter de toutes les affaires préparées par les bureaux qui lui étaient subordonnés; le Conseil en délibérait et votait le rapport qui lui était présenté. Le président n'était pas tenu de se rallier à la majorité des voix et pouvait faire exécuter les conclusions de la minorité [138]. Comme il y avait de fortes chances pour que le rapport fût adopté par ceux qui n'étaient pas au courant de l'affaire, c'était finalement le secrétaire ou le conseiller rapporteur qui pesait sur la décision [139]. Dans la seule année 1660 la Chambre traita 536 affaires d'inégale importance, soit en moyenne 45 affaires par mois. Un recensement des séances de travail donne une moyenne de 3 à 4 affaires traitées par matinée de travail (l'ordonnance de 1568 prévoyait 4 séances de travail par semaine) mais il semble qu'on soit descendu à une moyenne mensuelle de 12 à 13 séances, soit 3 séances par semaine. La Chambre expédiait donc en moyenne 4 affaires par séance.

Ce qui frappe c'est la proportion des dossiers sans importance traités par la Chambre. La gestion du personnel occupe à elle seule 1/3 des activités de la Chambre, en 1660, 183 séances sur 536. Si l'on ajoute à cela la gestion économique qui concernait le plus souvent de petites sommes égales ou inférieures à 1 000 florins, on s'aperçoit que plus des 2/3 des dossiers concernent des problèmes d'importance secondaire, qui pouvaient très bien être traités par un conseiller, voire un secrétaire compétent; il n'était pas nécessaire de convoquer tout le Conseil pour attribuer une gratification à la veuve d'un inspecteur des douanes ou payer l'arriéré du traitement d'un rédacteur. 20 % des décisions prises concernaient des problèmes importants de politique financière — contribution, crédit, relations avec les autres autorités. Quant au contentieux fiscal, il jouait un rôle fort réduit. Dans la pratique courante, la Chambre des Comptes demeurait donc, conformément aux instructions du xvi^e siècle, un organe administratif beaucoup plus qu'un tribunal ou un organe exécutif. Dans ces conditions le système collégial ne pouvait qu'entraver une gestion rapide et efficace des finances de l'Empereur.

Le mal était d'autant plus grave que la Chambre comprenait un grand nombre de conseillers admis aux délibérations (*mit Sitz und Stimme*). Pourtant en 1657 le jeune roi Léopold avait profité de son avènement pour réduire le personnel de la Chambre. En effet tous les conseillers du gouvernement étaient tenus de lui remettre leur démission et très sagement il n'en avait conservé que six, essentiellement pour réduire les dépenses. La Chambre des Comptes connut une évolution semblable à celle du Conseil d'État. En 1680 la Chambre comptait à nouveau 12 conseillers et Selb souhaitait que l'on en revint aux effectifs de 1657 car l'institution perdait toute espèce d'efficacité. Il n'y avait alors que 2 remèdes, ou bien le président tranchait de tout souverainement, comme un premier ministre, ou bien le pouvoir était confié à des commissaires spécialisés. De toute façon le Conseil, en tant que tel, y perdait le plus clair de son autorité... C'est pourquoi Sinzendorf avait tenté de dépouiller le Conseil de son pouvoir. Or une société aristocratique est fortement attachée au système collégial, car il est la meilleure garantie contre le pouvoir discrétionnaire des bureaux. Ces derniers demeurent étroitement subordonnés à des conseillers du gouvernement de « bonne naissance ». Les commis, d'obscurité naissance, ne sont pas les maîtres puisque dans le Conseil les aristocrates conservent la

138. *Hofkammer Instruction* de 1568. J. G. VON SELB, *Guetchten* 1679, f^o 289-290.

139. Rapport de NANI, *Relationen*, édition Fiedler, *op. cit.*, *loc. cit.* VON SELB, *Guetchten* 1679.

* *Erachte ich für eine Nothwendigkeit, den Numerum der würcklichen Hoffcammerräthe auf eine geringere Zahl, etwan wie Selbige A^o 1657 ordinirt gewesen zu restringiren.* HKA, ms. 204, f^o 287.

faculté de discuter ou de rejeter un rapport préparé par un simple rédacteur. Aussi, en défendant la collégialité, l'aristocratie avait le sentiment de se défendre contre la tyrannie des bureaux. C'est pourquoi des gens comme Jörger, qui étaient hostiles au système du ministériat, attaquaient vigoureusement la gestion du président Sinzendorf [140].

b. Collégialité et coordination.

La Chambre des Comptes ne pouvait agir qu'en relation avec d'autres conseils du gouvernement, en particulier le Conseil de la Guerre ou les chancelleries. Reprenons l'exemple des négociations financières avec les diètes, qui représentaient une des affaires les plus importantes qu'avait à traiter la Chambre des Comptes. Celle-ci ne pouvait traiter directement avec les diètes des différents pays et nous avons vu que la conduite des négociations dépendait des chancelleries.

Néanmoins il y avait collaboration entre les différentes autorités. C'est ainsi que pour la session de 1665 de la diète de Bohême la Chambre des Comptes fit, dans un premier temps, appel à la Chambre de Bohême pour que celle-ci lui fournît directement un rapport de caractère technique [141]. Celui-ci contenait les vœux et les critiques des usagers que connaissaient mieux les autorités locales. La Chambre de Bohême suggérait la suppression des droits de douane, qui s'élevaient à 1 % *ad valorem* sur les marchandises étrangères et à 0,50 % sur les marchandises du pays, car ces mesures risquaient de paralyser la vie économique, les marchands de Nuremberg et de Wrocław préférant la taxe [142]. Elle demandait l'extension du moratoire qui permettait aux États de ne pas payer leurs dettes, c'est-à-dire de ne pas rembourser le capital des emprunts qu'ils avaient souscrits, sauf si les créanciers étaient dans la misère [143]. Elle réclamait vivement l'amélioration des routes [144], l'exemption du logement des gens de guerre pour les villes minières [145]. La Chambre de Bohême fournissait donc des remarques d'ordre économique et fiscal qui permettaient à la Chambre des Comptes de rédiger la partie financière de la Proposition royale. Celle-ci représentait une véritable synthèse, puisqu'elle contenait aussi les demandes du Conseil de la Guerre en matière de quartiers et de paiement des soldes. Aussi était-elle discutée dans une conférence qui réunissait les présidents de la Chambre et du Conseil de la Guerre, les chanceliers de Bohême et d'Autriche et le commissaire général.

Pour l'année fiscale 1665, la Conférence se tint à Ebersdorf le 8 octobre 1664 [146]. Ce fut la Chancellerie de Bohême qui expédia la proposition rédigée à la suite de cette

140. Dans deux rapports déjà cités qui ont été conservés à Vienne au HHStA, dans le manuscrit intitulé *Unterschiedliche Motiven*.

141. *Puncten Welche der Kayserl. Hoffcammer von der Königlichen böhmischen Cammer der dieses 1664 ten Jahres vorhabenden Landtags proposition beyzurücken eingerathen worden*. SÜA Prague, Staré Manipulacé L. 34, liasse 1664, septembre.

142. Respectivement 30 kreutzer et 1 florin pour 100 florins de marchandises. *Ibidem* § 1. Cette taxe (*Aufschlag*) avait été instituée par la diète de 1664. *Artikulové Sněmovní* 1664, § 9.

143. *Ibidem*, § 2 et § 4.

144. *Öffters anbefohlen, und in vielen Landtügen versehene Verbesserung der weege*. *Ibidem* § 5. Nous avons vu plus haut que l'Empereur n'avait pas une autorité suffisante pour imposer cette réforme aux ordres du royaume et que le problème des voies de communication demeura à l'ordre du jour jusqu'à la fin du siècle.

145. *Ibidem* § 3. Nous avons vu que les responsables espéraient, en prenant des mesures purement fiscales, augmenter la production des métaux précieux en Bohême.

146. « Und die habe ich vor gut befunden, dass die Quartiersache noch muss recht debattirt werden, daher sollt Ihr morgen früh eine Conferenz halten bei Euch praesentibus, si vobis ita videbitur Gonzaga, Leslie Nostitz, Cammerpraesident, Hoffcanzler und Hofenfelt. » Lettre de l'Empereur à Lobkowitz, 8 octobre 1664. Édition Dvořák, *A.O.G.* 80, p. 474.

conférence. La séance d'ouverture eut finalement lieu le 8 décembre 1664 [147]. La négociation a accroché cette fois-là sur le montant de 300 000 florins mis à la disposition de l'Empereur et sur les effectifs assignés au royaume. La déclaration des ordres du 17 janvier 1665 était adressée aux commissaires royaux [148], qui étaient cette année-là le comte Černin et le cardinal Harrach [149]. La base de l'argumentation reposait sur le coût et les désordres qu'avaient provoqués les marches des troupes; que les soldats revenant de Hongrie avaient apporté des maladies contagieuses et que celles-ci avaient provoqué le décès de nombreux paysans, de sorte que le poids de l'impôt était plus lourd pour les survivants.

Il s'agit là d'une variation sur le thème classique des malheurs du temps, les ordres essayaient de tirer parti du moindre petit fait et se gardaient bien de fournir le moindre argument chiffré. Nous n'avons retrouvé, pour cette année-là, nulle mention d'une catastrophe démographique consécutive à une épidémie.

Les commissaires ont transmis la déclaration à la Chancellerie de Bohême, qui l'a envoyée à la Chambre des Comptes le 21 janvier, en lui demandant de faire son rapport le plus vite possible, afin qu'elle puisse soumettre l'affaire à l'Empereur et répondre aux commissaires royaux [150]. La Chambre des Comptes a donné son avis dès le 29 janvier, mais l'affaire a été traitée par le secrétaire Jean Adolphe Merpoldt et ne semble pas avoir fait l'objet d'une délibération [151] : elle acceptait de ramener le contingent militaire de 17 117 portions à 16 000, mais exigeait le paiement des 300 000 florins moyennant quoi on pourrait défalquer la valeur de la contribution en nature votée l'année précédente [152]. Et la nouvelle déclaration des ordres du 26 février connut le même sort que la précédente : elle portait essentiellement sur le montant de l'impôt sur les boissons. La Chambre des Comptes demanda alors un rapport au commissaire qui dirigeait l'inspection générale des aides et gabelles, Losinthal, qui évaluait le rapport de la taxe à 350 000 florins et non à 500 000 [153]. Par conséquent, toutes les fois que la Chambre des Comptes avait à régler un problème technique, elle pouvait recueillir aisément des informations auprès de ses délégués ou de ses subordonnés. Mais dès qu'il s'agissait d'un problème d'autorité ou d'exécution, elle devait recourir aux bons offices de la chancellerie compétente.

C'est ainsi qu'au cours de cette même année 1665, elle eut recours aux bons soins de la Chancellerie de Bohême pour obtenir une déclaration de chaque seigneurie concernant le montant de la récolte de l'année 1664 [154], conformément aux modèles imprimés qui avaient été fournis. Quelques jours plus tôt, la Chambre des Comptes avait dû s'adresser à la Chancellerie de Bohême pour que celle-ci fît rentrer les 100 000 florins du rachat du premier impôt sur les boissons, la diète de Bohême ayant voté un forfait d'un million de florins en 1658, payable en 10 ans, pour se libérer de l'impôt sur

147. *Kayserl. Rescript an die Königliche Statthalterey in Böhmen*. Vienne, 9 novembre 1664. SÚA Prague, *Staré Manipulacé* L. 34, liasse 1665.

148. *Aller vier Stände des Königreiches Böhmeins Erklärung*. Prague, 17 janvier 1665. Prague, Č.D.K.M. 1665/I, liasse janvier.

149. *Kayserl. Handtbriefl an H. Graffen von Tschernin*, HKA Vienne, *Gedenkbuch* 347, 14 décembre 1664.

150. *Erinderung* de la Chancellerie de Bohême du 21 janvier 1665 accompagnant la déclaration du 17 janvier 1665. SÚA Prague, Č.D.K.M. 1665/I, liasse janvier.

151. *Replica von der Löbl. Kayserl. Hoffcammer*, Vienne, 29 janvier. *Ibidem*.

152. Nous avons vu qu'en 1664 la diète de Bohême avait voté le principe d'une contribution en nature s'élevant à 1 gerbe sur 30 pour approvisionner les armées de Hongrie. Difficile à percevoir cette contribution fut finalement « rachetée » en 1665.

153. *Replica auf der Stände wiederumb abgegebene Landtagserklärung*. 18 mars 1665. SÚA Prague, Č.D.K.M. 1665/II, liasse mars.

154. *Ersuchungs decret An die Königliche Böhmische Hoffcanzley* du 8 avril 1665. SÚA Prague, Č.D.K.M. 1665/II, liasse avril. Minute enregistrée dans le *Gedenkbuch* 347. HKA Vienne.

RÉDUCTIONS OPÉRÉES PAR LES ASSEMBLÉES D'ÉTATS.

(en florins)

Année	Bohême [157]			Basse-Autriche [158]		
	Demandées	Accordées	%	Demandées	Accordées	%
1660	900	750	16	800	550	31
1661	1 080	580	50	1 300	700	46
1662				1 100	400	63
1663				700	475	32
1664				1 100	769	31
1665				850	600	30
1666				850	550	35
1667				850	631	25
1668				700	506	27
1669				582	482	17
1670	200	50	75	682	600	12
1671	200	50	75	766	550	28
1672		50		720	550	23
1673		50		1 070	730	31
1674		50		951	600	36
1675		50		965	600	37
1676	300	100	66	951	550	42
1677		50		921	550	40
1678		50		921	518	43
1679				1 350	500	62
1680		50		729	527	
1681				973	613	
1682				832	650	25
1683		50		875	650	
1684		50		425	115	
1685				629	115	
1686				540	170	
1687		50		315	180	
1688				310	224	
1689				310	200	
1690				250	250	
1691				550	200	
1692				650	470	
1693				650	367	
1694	660	220	66	725	433	
1695	660	440	33	825	375	
1696	1 120	766	36	875	437	
1697				1 234	431	
1698				1 038	665	
1699	2 284	2 056	10	750	450	
1700	2 056	1 827	10	618	600	

les boissons [155]. Seule, en effet, la Chancellerie avait autorité sur le Conseil de lieutenance et les capitaines de cercle susceptibles de menacer les contribuables récalcitrants ou retardataires d'une exécution militaire. Et l'expédition d'une simple patente dépendait du bon vouloir de la chancellerie compétente.

Selb, dans son rapport de 1679, se plaignait sans donner d'exemple précis, que la mise en forme d'une patente proposée par la Chambre des Comptes et adoptée par l'Empereur, durât de deux à trois ans [156]. D'une manière générale, il reprochait aux chancelleries et aux autorités qui lui étaient subordonnées, de mal seconder la Chambre des Comptes. Or, la collaboration de ces conseils était indispensable dans les relations des autorités monarchiques avec les assemblées d'États pour obtenir le vote et la levée des subsides dans les différents pays.

C. LA FORCE DES ASSEMBLÉES D'ÉTATS.

Expression du pouvoir politique des ordres, les assemblées d'États conservaient des attributions financières considérables. Chaque année, elles votaient le montant des contributions traditionnelles et, sans leur accord, l'Empereur ne pouvait introduire de taxes nouvelles. Il ne peut lever l'impôt turc en 1682 que parce qu'il s'agissait de circonstances tout à fait exceptionnelles. Si le principe émanait de l'autorité souveraine, la Chambre dut bientôt transiger sur les modalités d'application et accepter un forfait de la part des ordres, au lieu de lever un impôt sur le capital.

Pour mesurer la force des assemblées d'États nous comparerons simplement les sommes votées aux demandes faites dans la Proposition royale, en fonction des besoins du Conseil de la Guerre et conformément à l'avis formulé par la Chambre. Et pour que ces réductions prennent leur valeur politique, nous renverrons aux tableaux indiquant la durée des sessions. Les deux phénomènes doivent en effet être mis en relation. Lorsque la Chambre demandait des sommes importantes, les diètes discutaient le montant des crédits et la session se prolongeait. L'attitude des ordres variait d'ailleurs selon les pays.

En Bohême la Chambre faisait appel au contingent militaire qui était, depuis 1670, remarquablement constant. Ce que les ordres ont accordé en plus, c'est une contribution forfaitaire destinée aux dépenses civiles. La Chambre avait demandé à l'origine, en 1670, 200 000 florins et elle a été systématiquement ramenée à 50 000 florins. Elle servait à compléter le produit de l'impôt sur les boissons et elle était payée par les ordres eux-mêmes et non par leurs paysans. En fait l'essentiel de la négociation portait sur l'impôt sur les boissons (*Tranksteuer*) car cet impôt était renouvelé tous les deux ans, non sans difficultés, car les ordres se rendaient bien compte que cet impôt, à l'origine extraordinaire, devenait en fait coutumier. Néanmoins pour obtenir le maintien de ces forfaits et de ces contributions quasi constantes, les ordres devaient discuter âprement

155. *Ersuchungs decret An die Königliche Böhmische Hoffcanczley umb an gehörige orth nachdruckliche befelch ergehen zu lassen damit sowohl die an der vorfertigen landtags bewilligung als auch denen verfallenen millionsgebührrnüss annoch sehr grosse ausstände ehist würcklich mögen abgeführt werden.* Vienne, 12 mars 1665. SÜA Prague, C.D.K.M. 1665/II, liasse mars. Minute enregistrée dans le *Gedenkbuch* 347.

156. J. G. VON SELB, *Guetachten*, f° 292, HKA Vienne, ms. 204.

157. Il est très difficile d'évaluer les demandes en argent pour deux raisons : le forfait n'était pas toujours pratiqué et l'impôt sur les boissons est, par définition, variable. Nous n'avons pas conservé tous les actes relatant les négociations de la diète. Si 1660 et 1661 ont une valeur globale, nous n'avons, pour la période 1670-1678, que les demandes concernant les dépenses civiles et pour la période 1694-1696 des demandes relatives à des impôts extraordinaires. Pour 1699-1700 il s'agit de crédits militaires.

158. Les chiffres des demandes sont fournis par les propositions établies d'après rapport de la Chambre des Comptes à la Chancellerie d'Autriche. Ceux des sommes accordées sont fournis par les conclusions. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*.

ou réduire tout d'abord les propositions de la Chambre. Témoin, l'affolement des commissaires royaux Kinsky, Kollowrat et Schindler lors de la session de 1693; dans leur rapport du 2 décembre 1693, ils indiquent [159] :

1^o Que la diète ne veut payer que la moitié du forfait accordé habituellement pour les dépenses militaires (600 000 florins au lieu de 1 170 000);

2^o Quelle ne donnera que 326 390 florins au lieu de 400 000 pour les recrues et les remotes et que certains membres de la diète veulent accorder encore beaucoup moins que ne l'avait fait la session spéciale (*Conventus*);

3^o Qu'elle réduira même l'impôt turc (150 000 florins au lieu des 220 000 habituels);

4^o Qu'elle ne donnera rien pour les fortifications de Prague et de Cheb, qu'elle propose d'utiliser le solde de la caisse;

5^o et 6^o Qu'elle donnera les 50 000 florins pour les dépenses civiles;

7^o Qu'elle votera l'impôt sur les boissons, mais en en diminuant les tarifs de 50 %;

8^o Qu'elle accepterait en revanche une anticipation de 650 000 florins et surtout la capitation si elle était imposée par un acte d'autorité du souverain de *absoluta potestate, jure videlicet Regia*.

Cette réaction manifeste la mauvaise humeur de l'aristocratie bohême vis-à-vis de la prolongation de la guerre. Finalement, le 16 avril 1693, la diète acceptait de payer les sommes qu'elle était accoutumée à verser [160]. L'alerte avait été sérieuse, mais des concessions faites par la conférence dans sa séance du 17 décembre 1692 et l'habileté des commissaires avaient permis d'éviter le pire. A partir de l'année suivante, la diète de Bohême eut à discuter le montant de l'impôt turc, puis des contributions militaires, dont le montant doubla à partir de 1697. Néanmoins l'état de la documentation ne permet guère de suivre pas à pas la lutte tenace des ordres contre l'autorité du souverain, comme c'est le cas en Basse-Autriche.

Pays loyal, très attaché aux Habsbourgs, la Basse-Autriche n'en défend pas moins ses intérêts, en « dépréciant » systématiquement les demandes de la Chambre. L'impression qui ressort des statistiques c'est que le pays assurait un forfait légèrement supérieur à un demi-million de florins jusqu'à la catastrophe de 1683, que pendant 10 ans il accorda des contributions très faibles et qu'à partir de 1692 il accorda à nouveau un forfait moyen légèrement inférieur au demi-million de florins. Les ordres ne se laissaient absolument pas impressionner par des demandes extravagantes comme en 1661. Dans la Proposition, la Chambre demandait en effet, outre la contribution traditionnelle pour l'entretien de la frontière hongroise, 300 000 florins pour des dépenses civiles, 300 000 florins pour la guerre de Transylvanie, le renforcement de l'armée et l'entretien d'un régiment d'infanterie et de deux régiments et demi de cavalerie [161]. Le clergé évaluait l'ensemble de ces charges à 1 300 000 florins et les quatre ordres se mirent d'accord dans la déclaration du 22 janvier 1661 pour refuser de payer une contribution aussi élevée. Ils utilisèrent l'argumentation classique de la pauvreté du pays; la récolte a été médiocre, les nobles sont endettés, les bourgeois et les paysans sont accablés par l'entretien des soldats en quartier dans le pays et les impôts; en outre les bruits de guerre entretiennent l'agitation et la confusion dans le peuple. La discussion porta sur l'établissement de taxes sur les produits de consommation, que la Chambre proposait dans sa réplique du 15 février 1661. Les négociations allèrent jusqu'à un *quintuplica* du 9 juillet et aboutirent à l'établissement de l'accise dans les conclusions du 29 juillet 1661. De même les importantes demandes de 1679 ne reçurent qu'un accueil mitigé; il s'agissait d'entretenir une armée nombreuse au moment où la conjoncture ne justifiait

159. *Vorträge in böhmischen Landtagssachen*, Vienne, 15 décembre 1692. Extrait du rapport des commissaires royaux, daté de Prague le 2 décembre 1692. SÚA Prague, Č.D.K.M. IV/43. Karton Cechy 1637-1704, liasse 1692.

160. SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1677-1694. Diète de 1693.

161. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 45, liasse 1661.

plus un effort qui paraissait démesuré par rapport aux périls de l'heure. Les ordres réduisirent les crédits de 60 %, bien que la session se soit terminée avant le début de la peste.

En revanche, en 1664 ou en 1683, les ordres n'opérèrent que des réductions modérées par rapport aux propositions initiales. En 1664, la discussion fut d'autant plus dure qu'elle se poursuivit jusqu'en décembre 1664; une fois le danger écarté, la diète n'avait plus tellement envie de payer la facture. En gros les ordres acceptèrent dès l'ouverture de la session, en décembre 1663, de payer les dépenses militaires, au minimum 800 000 florins, mais refusèrent les 300 000 florins pour les dépenses civiles parce que le pays avait connu deux mauvaises récoltes et serait soumis au passage des troupes. Ils accueillirent encore plus fraîchement les demandes de secours extraordinaires, le 11 mars 1664. L'Empereur dut leur adresser un avertissement solennel le 23 mars 1664, qualifiant leur attitude de scandaleuse vis-à-vis des puissances étrangères et des princes de l'Empire, et leur rappelant qu'il s'agissait de l'intérêt du Prince, mais aussi de la conservation de tout un chacun. Ce qui est remarquable dans toute cette affaire, c'est que l'Empereur est incapable d'imposer son point de vue par voie d'autorité. Il doit discuter, convaincre, alors que les ordres utilisent toujours une argumentation de même nature : la misère des sujets, les mauvaises récoltes, la lourdeur des charges. Les ordres de Basse-Autriche savaient que cette argumentation, banale en apparence, était la seule que tolérât le souverain, qui n'admettait pas des arguments purement politiques. Les arrière-pensées n'en demeuraient pas moins. L'intérêt des groupes privilégiés, l'intérêt du pays à la rigueur, primaient l'intérêt général.

Ce qui est sûr, c'est que la Chambre pouvait compter sur un minimum de ressources, mais les ordres n'étaient pas disposés à consentir de gros sacrifices financiers en fonction de la politique générale de l'Empereur. Ils représentaient donc un facteur essentiel de la politique financière du gouvernement de Vienne. La conjoncture économique leur fournit un prétexte, mais nous avons vu que la situation économique ne cessait de s'améliorer. D'ailleurs dans le cas particulier de la Basse-Autriche, le pays fut épargné durant le temps où dura sa reconstruction. Les ordres ont en réalité soigneusement veillé à ce que la fiscalité demeurât modérée. Ils sont donc, beaucoup plus que la Chambre des Comptes, responsables du maintien ou de l'existence de l'impasse budgétaire.

V

PRIVILÈGES ET PRESSION FISCALE

En effet, pour éclairer le débat il convient d'opposer à l'argumentation traditionnellement développée par les ordres, le jugement que portait le nonce Buonvisi en 1679. Diplomate de carrière, ce prélat qui avait parcouru l'Europe, ne se laissait pas impressionner par les propos pessimistes qu'il entendait autour de lui : « j'ai visité la plus grande partie de l'Europe et j'assure que les sujets de l'Empereur ne sont pas imposés au tiers de ce qu'on paie aux autres princes. Et ces impôts sont justifiés et les sujets sont tout à fait en état de les payer[162] ». Ce thème a été repris à plusieurs reprises par les ambassadeurs vénitiens qui estimaient eux aussi que la pression fiscale n'était pas bien forte dans les pays héréditaires. En fait, comme la situation était fort complexe, il convient d'étudier ce phénomène par rapport aux différents pays et à

l'intérieur de chaque pays par rapport au contribuable roturier, puisque nous avons déjà constaté avec quelle élégance les ordres faisaient retomber le fardeau de l'impôt sur leurs sujets.

A. PRESSION FISCALE PAR PAYS.

Il faut en effet se demander en premier lieu si certains pays n'étaient pas exagérément imposés par rapport aux autres et par rapport à leurs ressources véritables.

Un premier fait doit d'abord être rappelé : la Monarchie dans la perspective qui nous intéresse englobait les pays de la Couronne de Bohême, la Basse-Autriche et dans une moindre mesure, l'Autriche intérieure; le Tyrol et l'Autriche antérieure échappaient totalement à l'autorité de Vienne en matière fiscale. Quant à l'État hongrois, sa contribution était modeste et ce n'est qu'à la fin de notre période que le gouvernement de Vienne songea à imposer sérieusement et régulièrement les populations hongroises. La Monarchie, en matière fiscale, se limitait donc essentiellement aux pays inclus dans l'accord de 1542 et nous avons vu que la *ratio* était toujours en vigueur tant pour la répartition des charges militaires que pour le partage de la masse des contributions. Or, cette *ratio* n'avait pas été imposée arbitrairement par l'Empereur, mais négociée par les ordres des pays respectifs, à proportion de leurs ressources, la référence étant fournie par le produit des droits seigneuriaux.

Dans ces conditions doit-on toujours admettre l'argumentation de J. Pekař selon laquelle la Bohême aurait été le baudet de la Monarchie [163] ? Il est évidemment impossible de mettre en avant un argument comme le produit national brut, impossible à calculer, voire à évaluer dans des sociétés où manquent les moyens statistiques et où l'économie de marché est assez peu développée. Nous nous bornerons à comparer le produit des impôts pour le royaume de Bohême d'une part, la Basse-Autriche d'autre part. Il nous faudra bien constater que la *ratio* n'est pas respectée, mais au détriment de la Basse-Autriche. Et la comparaison serait encore plus intéressante au niveau de l'individu, s'il n'était pas très risqué d'assimiler une tenure fiscale bohême à une tenure tout court, et par conséquent à une famille de laboureur. Doit-on expliquer cette différence par une situation économique meilleure en Basse-Autriche ? Ce dernier pays a connu, il est vrai, un répit entre 1684 et 1690, mais cela était dû aux destructions de l'été 1683 et il est bien vite redevenu un bon contribuable au cours de la dernière décennie. Il nous paraît difficile d'admettre que la reconstruction a duré moins de dix ans dans un pays et un demi-siècle dans l'autre.

L'état de la documentation ne nous permet guère de suivre pas à pas le détail des négociations qui se déroulaient au Hradčany. Pourtant il suffit de comparer quelques éléments chiffrés de la Proposition royale au montant des contributions finalement votées pour se rendre compte que la diète de Bohême rechignait à payer. Et nous verrons qu'avant 1690 la diète de Bohême refusait systématiquement les prêts que sollicitait la Chambre [164], qu'ils fussent à court ou moyen terme.

Parmi les pays de la Couronne de Bohême, la Silésie était peut-être le pays le plus grevé d'impôts car les principautés protestantes auraient volontiers payé de lourdes contributions afin de conserver une certaine liberté religieuse. C'est du moins ce qu'affirmait E. Pufendorf dans son *Diaire* [165]. Quoiqu'il en soit la Bohême n'était pas

163. Argumentation développée dans son livre *Kniha o Kosty*, mais qui avait nourri son enseignement à l'université Charles IV à Prague.

164. SUA Prague, *Artikulové Sněmovní*. Voir tableau page précédente.

165. E. PUFENDORF, *Tagebuch*, HHStA Vienne, ms. 324, f° 389.

surchargée d'impôts, tout au moins au cours de la seconde moitié du XVII^e siècle [166], car la diète veillait jalousement au maintien de ses privilèges financiers, utilisant à l'occasion l'argument de la détresse économique [167].

En fait l'injustice était ailleurs dans la Monarchie : il y avait deux groupes de pays, ceux qui payaient l'impôt et ceux qui jouissaient d'une autonomie en matière fiscale telle qu'ils ne participaient guère aux charges de l'ensemble.

B. LA PRESSION FISCALE PAR GROUPE SOCIAL.

Il faut voir en réalité ce que représentait cette charge pour le laboureur. Si nous savons à peu près ce que payait la tenure fiscale en Bohême, en Basse-Autriche ou en Hongrie, il est plus malaisé de déterminer quelle part représentait cet impôt d'État dans le revenu moyen annuel du laboureur.

En Bohême. — A notre avis, le véritable contribuable était l'exploitant agricole relativement aisé, qui vivait du travail de la terre. Ce n'était ni le gueux, ni le riche qui payait l'impôt, mais le chef de famille qui possédait une maison, un attelage et qui exploitait une dizaine d'hectares de labours.

Après 1654, on considérait généralement qu'une tenure contenait en moyenne 30 à 40 arpents de labours [168]. Puisque le paysan bohême pratiquait l'assolement triennal avec jachère, il récoltait bon an mal an les quantités suivantes [169] :

— le rendement du blé d'hiver (froment ou seigle) était de 6 setiers à l'arpent, duquel il faut soustraire 1 setier par arpent pour la semence. Le paysan disposait pour 12 arpents de 60 setiers de céréales d'hiver;

— le rendement du blé de printemps est plus faible, les 3/4 du rendement précédent, soit 45 setiers en avoine, orge, fèves, blé ou seigle de printemps;

— la jachère était consacrée à l'élevage extensif.

Le père Fischer estimait qu'une vache pouvait donner, par an, 50 livres de beurre et 100 livres de fromage. Comme la livre de beurre valait 6 kreutzer et la livre de fromage 1 kreutzer 3 pfennig, une vache rapportait en moyenne 7 florins 30 kreutzer par an [170], seulement il nous est impossible de savoir combien un paysan disposant de 36 arpents de labours pouvait nourrir de vaches, en plus de l'attelage à 4 bœufs ou à 4 chevaux indispensable pour culture de la tenure comme pour la prestation des corvées attelées.

Quoi qu'il en soit, une tenure moyenne pouvait rapporter bon an mal an, une fois la semence déduite, environ 100 setiers de céréales. Si l'on admet avec Wegener [171] qu'un setier de seigle fournissait 60 pains de 2 livres et si l'on se souvient que la ration idéale du soldat était estimée à 2 livres de pain par jour, on voit donc que 50 setiers de seigle

166. Il est probable qu'au XVI^e siècle la charge supportée par la Bohême était comparativement plus lourde. Voir A. GINDELY, *Geschichte der Böhmisches Finanzen*, op. cit., p. 110-115.

167. À plusieurs reprises les ordres se plaignirent de la lourde charge que représentait le contingent militaire de 1 170 000 florins.

168. A. GINDELY, *Geschichte der Böhmisches Finanzen*, op. cit., p. 170.

169. Nous suivrons ici l'analyse donnée par Christophe FISCHER S. J., *Oeconomia Suburbana*, op. cit., p. 128-130, faute d'avoir des exemples plus concrets, car nous n'avons pu retrouver aucune déclaration de l'année 1664 pour la contribution de la 30^e gerbe (30^{te} mandel) qui constituerait une source de première importance pour la production et le rendement dans le secteur de la céréaliculture, les rendements sont comparables à ceux fournis par J. E. WEGENER, *Oeconomia Bohemia Austriaca*, op. cit., p. 77-85.

170. Chr. FISCHER, *Oeconomia suburbana*, p. 139.

171. Johann E. WEGENER, *Oeconomia Bohemo Austriaca*, op. cit., p. 85.

suffisaient à nourrir 80 adultes pendant toute une année puisqu'un adulte pouvait se suffire à lui-même avec 6 setiers. Un laboureur bohême pouvait donc nourrir sa famille, un ou deux domestiques et donner la subsistance à un soldat en quartier chez lui. La vente de 20 setiers de froment ne nous paraît ni impossible ni exorbitante. Or, même si nous ne disposons pas de mercuriales complètes pour des marchés régionaux en Bohême, nous avons vu qu'il était possible d'assimiler les prix pratiqués dans ce royaume à ceux des marchés de Vienne. Les disponibilités du paysan étaient donc essentiellement fonction de la conjoncture [172].

Ainsi, en 1659, la vente de cette quantité de froment ne rapportait que 10 florins 40 kreutzer, mais quatre ans après, elle aurait pu rapporter 35 florins, en gros, dans la période de conjoncture médiocre, jusqu'à 1682, la vente de 20 setiers de froment rapportait 20 florins; on voit donc que les possibilités fiscales du paysan et les ressources du paysan étaient liées à la conjoncture. Ainsi la période 1695-1699, où la pression fiscale fut particulièrement forte, correspondait à une conjoncture économique favorable, le paysan pouvait obtenir avec cette même quantité de froment au moins 30 florins.

Il est bien entendu qu'il s'agit là d'un revenu minimum probable, puisque la moitié de la production céréalière était disponible et que le produit de l'élevage ou des cultures industrielles (comme le chanvre) n'entrait pas en ligne de compte. D'autre part les 6 setiers de seigle fournis sous forme de pain étaient déductibles de la contribution due par le paysan.

Les sources nous donnent des renseignements précis pour le début et la fin de la période. Nous savons alors exactement ce que l'occupant d'une tenure avait à payer par an.

En 1659 la diète avait voté les contributions suivantes :

250 000 florins pour les dépenses civiles de la Monarchie;

30 000 florins pour les dépenses d'administration du pays;

100 000 florins pour le rachat de l'impôt sur les boissons;

53 606 florins par mois pour l'entretien des troupes,

auxquelles il faut ajouter 30 000 setiers de méteil pour l'approvisionnement des magasins militaires [173]. L'article 9 de la diète de 1659 nous précise que la contribution militaire se montera à 40 kreutzer 3 pfennig par contribuable et par mois, ce qui fait 8 florins 8 kreutzer pour l'année, auxquels il faut ajouter 4 florins 48 kreutzer pour les autres contributions en espèces [174], soit au total 12 florins 56 kreutzer, mais sur cette somme la moitié de la contribution militaire, soit 4 florins 4 kreutzer pouvait être fournie en nature. Par conséquent le paysan n'avait plus à déboursier qu'un peu moins de 9 florins (exactement 8 florins 52 kreutzer) pour s'acquitter de l'impôt d'État. Or, la vente de 20 setiers de froment lui procurait cette même année au moins 13 florins et lui permettait de payer ses impôts dans l'hypothèse la moins favorable. Et n'oublions pas que l'année 1659 est une année de crise pour le producteur, où les prix se sont effondrés.

Pour la période 1689-1699, il est possible d'évaluer le montant de la contribution [175] et quelle que fût la conjoncture économique la vente d'un surplus de la récolte permettait au contribuable de s'acquitter de l'impôt d'État. La pression fiscale en Bohême n'a donc jamais été intolérable.

172. Voir le graphique page suivante et liv. I, chap. IV : « La conjoncture économique ».

173. SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní* 1659, § 5, 6, 8, 9 et 12.

174. Il ressort de ce même § 9 *Von der Verpflegung der Soldatesca* que la Bohême comptait alors 78 909 tenures fiscales, qui se partageaient également les 350 000 florins de contributions diverses.

175. Tous ces chiffres ont été fournis par les articles de la diète de Bohême (SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*); quant à l'évaluation du produit de la vente des grains voir tableaux précédents et A. F. PRIBRAM et R. GEYER, *Geschichte der Löhne*, op. cit., p. 272-273.

Année	Contributions militaires	Dépenses civiles	Capitation	Total	Surplus négociables
1689	17 fl. 58 kr.	1 fl. 22 kr.		19 fl. 20 kr.	Environ 20 fl.
1690	19 fl. 37 kr.	1 fl. 16 kr.		20 fl. 43 kr.	Environ 20 fl.
1691					
1692					
1693	24 fl. 35 kr.	1 fl. 21 kr.	3 fl. 1 kr.	28 fl. 57 kr.	Environ 20 fl.
1694	25 fl. 38 kr.	1 fl. 24 kr.	3 fl. 1 kr.	30 fl. 3 kr.	Environ 20 fl.
1695	25 fl. 11 kr.	1 fl. 36 kr.	3 fl.	30 fl. 7 kr.	Environ 20 fl.
1696	25 fl. 11 kr.	4 fl. 48 kr.	1 fl. 30 kr.	31 fl. 29 kr.	Environ 30 fl.
1697	27 fl. 51 kr.	4 fl. 45 kr.	1 fl. 30 kr.	34 fl. 6 kr.	30 fl.
1698	28 fl. 37 kr.	1 fl. 42 kr.	1 fl. 30 kr.	30 fl. 19 kr.	Environ 32 fl.
1699	27 fl. 54 kr.	1 fl. 20 kr.	1 fl. 30 kr.	29 fl. 14 kr.	Environ 33 fl.

En Basse-Autriche. — Il est plus difficile d'évaluer la pression fiscale, mais le taux de l'imposition semble avoir été tout aussi modéré. Il ne nous est pas facile de calculer le produit d'une exploitation moyenne, mais nous savons que les tenures de Markhof, dans le Marchfeld, comptaient environ 10 arpents [176] et avaient un droit d'usage sur les prairies appartenant au seigneur. La tenure de Basse-Autriche semble donc être beaucoup moins étendue que la tenure fiscale de Bohême, puisqu'elle correspondait au tiers de la superficie de cette dernière, mais les impositions étaient beaucoup plus faibles, 7 florins environ en 1661 [177], 7 à 11 florins dans la période 1682-1689 [178]. Ainsi, en 1689, le contribuable autrichien payait 8 florins 15 kreutzer pour acquitter tous ses impôts directs, alors que le contribuable bohême payait 19 florins 20 kreutzer, soit plus du double. Seulement l'unité fiscale n'était pas la même et il semble que le contribuable autrichien ait été en fait davantage imposé que son homologue bohême.

En Hongrie. — Celui qui s'en tirait au meilleur compte était évidemment le contribuable hongrois, dans la mesure où la fiscalité extrêmement bénigne n'était pas remplacée par de lourdes prestations en nature, voire par les sévices et voies de fait de la soldatesque allemande (Impériaux et contingents alliés venus de l'Empire). Au début de la période, la contribution se montait à 4 florins par *porta*, soit 1 florin par laboureur et par an [179]. En 1690, Kollonich voulait établir une contribution qui se serait élevée à 6 florins en espèces et aurait été complétée par une corvée royale de 12 jours par an, rachetable à raison de 3 florins [180]. Une tenure entière aurait donc payé 9 florins par an, mais nous avons vu que bien souvent une tenure correspondait à plusieurs familles de laboureur. Ce projet développait les idées exposées par Kollonich

176. D'après l'*Urbarium* de 1639, cité par J. MAURER dans « Geschichte des Schlosses Schlosshof und des Marktes Hof an der March », dans *Blätter des Vereins für Landeskunde Nieder-Österreich*, t. XXIII, p. 86-90, Vienne, 1889.

177. Projet de réforme de 1670, anonyme, HKA Vienne, *Verschiedene Vorschläge* 2/82, f° 834. Voir également NÖLA, *Landtagshandlungen, Auschlag Guetachten*.

178. Tableau récapitulatif des contributions payées de 1682 à 1689 :

1682 : 9 florins 45 kreutzer; 1683 : 7 florins 12 kreutzer; 1684 : 11 florins 12 kreutzer; 1685 : 11 florins 12 kreutzer; 1686 : 11 florins 12 kreutzer; 1687 : 11 florins 12 kreutzer; 1688 : 8 florins 15 kreutzer; 1689 : 8 florins 15 kreutzer. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 52, liasse 1689.

179. *Conferentia de modo contribuendi in Hungaria*, du 4 août 1690. On comptait 70 000 *portae* pour l'ensemble de la Hongrie, et la contribution aurait rapporté 2 520 000 florins. HHStA Vienne, *Staatskanzlei Vorträge* 7/32, p. 66-67.

180. J. E. WEGENER, *Oeconomia Bohemo Austriaca*, op. cit.

dans son projet de réforme (*Einrichtungswerckh*) et celui-ci souhaitait une imposition régulière et modérée. Quant à l'ancien taux, nous avons vu qu'il permettait tout juste de couvrir les frais de perception. Par conséquent, l'impôt d'État *stricto sensu* représentait une charge négligeable pour le paysan, qui était seulement gêné par le logement des gens de guerre.

C. APPROCHE DE LA CONDITION PAYSANNE.

Doit-on conclure que le sort des masses paysannes vivant sur le territoire de la Monarchie était alors particulièrement enviable ? Le témoignage de l'intendant du comte Losinthal, Jean Erasme Wegener, serait là pour nous démontrer le contraire : le paysan bohême était un véritable martyr, compte tenu des impôts, des redevances seigneuriales et des corvées [181]. C'est que le paysan d'Ancien Régime était soumis à toutes sortes de prélèvements : les redevances seigneuriales, la dîme, la rente foncière et l'impôt d'État [182]. Aussi le revenu brut du paysan était-il soumis à toutes sortes de ponctions qui mirent souvent le paysan français du XVIII^e siècle au bord de la faillite. Nous venons de voir que dans la Monarchie la pression fiscale était en soi relativement supportable, mais elle ne représentait qu'une part relativement faible du prélèvement total.

a. Les redevances seigneuriales.

Les redevances en espèces et en nature étaient relativement modérées. En Basse-Autriche, 2 florins par an pour une tenure de Markhof (et 2 florins pour le droit d'usage des prairies) [183]. En Hongrie, le prélèvement seigneurial oscillait entre 15 et 20 % de la récolte, selon les domaines; il englobait à la fois le neuvième, impôt spécifiquement seigneurial, et la dîme, qui avait été en général rachetée ou affermée par le seigneur laïc; il faut encore y ajouter un cens modique [184].

À notre avis le vrai problème était celui de la *corvée*, prestation en travail dont le poids s'était accru depuis la fin du XVI^e siècle, par suite de l'essor des grands domaines (*die Gutsherrschaft*). Le seigneur avait agrandi la réserve pour l'exploiter en faire-valoir direct et devenir lui-même un entrepreneur capitaliste. La corvée fournissait une main-d'œuvre bon marché, même si les corvéables étaient nourris lorsqu'ils travaillaient sur les terres seigneuriales; il est bien évident que le travail des corvéables était souvent d'une qualité moindre, mais les administrations seigneuriales s'en contentaient.

Tous les chefs de famille, quelle que fût leur condition économique, étaient astreints, en principe, à la corvée; seuls les membres des ordres y échappaient et par conséquent les bourgeois des villes privilégiées. En revanche les habitants des bourgs seigneuriaux y étaient soumis [185]. Les paysans aisés devaient fournir la corvée attelée, tandis que les

181. Il s'agit essentiellement des thèses récentes de Pierre Goubert et E. Le Roy-Ladurie sur le Beauvaisis et le Languedoc; la thèse d'E. Esmonin sur la taille en Normandie envisage presque exclusivement l'impôt d'État.

182. J. MAURER, *op. cit.*, *loc. cit.*

183. Voir *supra*, liv. I, chap. IV.

184. Ainsi à Saint-Florian en Haute-Autriche, les bourgeois devaient participer à la fenaison et aux vendanges sur les terres de l'abbaye; ils avaient la possibilité d'envoyer un journalier à leur place. G. GRÜLL, *die Robot*, *op. cit.*, p. 45. K. GRÜNBERG, *die Bauernbefreiung*, *op. cit.*, p. 70 : « Jedes Individuum, welche eine Familie oder einen Hausvater ausmacht. »

185. K. GRÜNBERG, *ibidem*. Ainsi en Haute-Autriche les travaux avaient été définis en 1597 et consistaient à moissonner les blés, rentrer les foin, couper le bois dans la forêt, curer les mares de la réserve et effectuer des charrois, bois et vins en particulier. G. GRÜLL, *op. cit.*, p. 33.

brassiers se mettaient à la disposition de l'administration seigneuriale et fournissaient l'abondante main-d'œuvre indispensable aux gros travaux. Les seigneurs utilisaient les attelages principalement pour les charrois. On distinguait d'ailleurs la corvée dont les travaux étaient définis à l'avance (*die gemessene Robot*) et celle dont les buts étaient laissés à la diligence du seigneur ou de ses intendants (*die ungemessene Robot*) [186]. Même en Bohême il n'y a jamais eu, selon Grünberg, de corvée illimitée dans le temps.

Cependant la corvée pesa plus ou moins lourdement selon les pays et son poids est fonction de sa durée (c'est-à-dire du nombre de journées de travail exigées chaque année) et de la forme qu'elle revêt : prestation en travail ou versement d'une indemnité. En fait son existence était liée à l'exploitation de la réserve, si le seigneur se contentait d'être un rentier du sol et s'il n'exploitait pas lui-même beaucoup de terre, il avait intérêt à transformer la corvée en une redevance supplémentaire. C'était le cas fréquemment en Autriche. Ainsi le domaine d'Eferding rapportait aux Starhemberg 498 florins 12 kreutzer; payée par 215 foyers, la taxe variait selon la richesse des tenanciers et oscillait généralement entre 1 florin 8 kreutzer et 2 florins 16 kreutzer et le *vice-dominus* de Basse-Autriche percevait une indemnité annuelle de 100 florins sur les habitants du village d'Enzersdorf [187].

La situation s'aggravait si le seigneur était un capitaliste entreprenant et dynamique. Lorsqu'en 1660 la seigneurie de Schwerberg passa entre les mains d'Henri Guillaume de Starhemberg, celui-ci entreprit d'y cultiver le tabac. Or cette culture exigeait une main-d'œuvre abondante et la durée de la corvée monta à 71 journées par an. Ceux qui y étaient astreints se plaignaient de devoir négliger les travaux de leurs propres terres, ainsi leur subsistance était-elle compromise. Plainte classique contre la corvée qui frappait particulièrement les paysans pauvres, car ceux-ci n'avaient pas la faculté d'envoyer un attelage avec un domestique. Ceux qui s'acquittaient en espèces devaient payer une lourde somme, 15 florins 24 kreutzer par an.

Il semble pourtant qu'au XVII^e siècle Schwerberg ait représenté un cas exceptionnel en Basse-Autriche, dû à l'introduction de la culture spéculative du tabac. En 1690, le paysan n'était plus astreint qu'à 5 journées de travail [188].

En revanche la corvée pesait d'un poids très lourd sur le paysan de Bohême; ceci est le résultat d'une évolution récente car, jusqu'au XVI^e siècle, les charges étaient aussi modérées qu'en Autriche. Au XVII^e siècle les progrès du grand domaine et les nécessités de la reconstruction ont attaché le paysan à la terre et l'ont obligé à fournir en moyenne 52 journées de travail par an en échange de la nourriture. Les prestations en travail gênaient d'autant plus le paysan que son bétail s'épuisait à travailler les terres des seigneurs et que les travaux de son exploitation propre prenaient un retard considérable. Enfin il semble que certaines seigneuries aient abusé de leur autorité pour aggraver la corvée. Très difficile à cerner dans ses aspects concrets, la corvée n'en pesait pas moins beaucoup plus lourdement sur le paysan que l'impôt d'État [189]. En 1660, le

186. G. GRÜLL, *op. cit.* Il arrivait que le seigneur combinât les deux systèmes : ainsi l'abbaye de Spital-an-Pyhrn, qui exigeait 2 journées de travail et percevait une indemnité pour les 12 autres jours.

187. *Passierungs Gschäftl für das Kayserl. Hoffspital alhie*. Vienne, 22 mars 1660. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 195. Ce village est situé au nord de Vienne, non loin du champ de bataille de Wagram. Depuis 1565 le vice-dominus avait fixé la corvée à 12 journées par an.

188. G. GRÜLL, *op. cit.* Voir aussi du même auteur : « Der erste österr. Tabakbau » dans *Ober Österreichische Heimatsblätter*, n° 1, 1947, p. 336-340. Il ne faut donc pas prendre à la lettre les affirmations d'Abraham a Sancta Clara, selon lesquelles le paysan aurait dû fournir la corvée 7 jours sur 7 !

189. K. GRÜNBERG, *Die Bauernbefreiung*, *op. cit.*, p. 70-87.

fisc demandait une indemnité de 9 rixdales pour une tenure paysanne [190], indemnité supérieure à la charge que représentait l'impôt d'État à la même époque (13 florins 30 kreutzer, contre 13 florins).

Un fait en tout cas montre l'acuité du problème : la seule révolte paysanne que connut la Monarchie eut lieu en Bohême en 1680 et avait pour but essentiel un allègement de la corvée.

b. Révoltes paysannes et pression fiscale.

La révolte, connue dans ses grandes lignes, n'a jamais fait l'objet d'une étude d'ensemble de la part des historiens tchèques [191]. La révolte fut provoquée par un malaise latent. Elle prit naissance dans les régions du Nord-Est et de l'Est (Frydlant, Hradec Kralove, Boleslav) dès le carême de 1679. Ces rassemblements paysans aboutissaient à la rédaction de plaintes contre l'oppression seigneuriale : les seigneurs bohêmes traitaient leurs paysans « plus mal que les Turcs leurs esclaves et les laissaient nus dans la faim et la misère [192] ».

Selon Denis, les premières manifestations de ce type remonteraient à 1668, quand les habitants d'une communauté avaient marché sur Prague pour demander justice contre un intendant seigneurial [193]. C'est en janvier 1680 que la révolte prit un caractère aigu; les paysans mécontents profitèrent du séjour exceptionnel de l'Empereur à Prague pour lui envoyer une délégation avec leurs doléances. L'Empereur accepta de recevoir la délégation et chercha à apaiser les révoltés; il envoya des commissaires négocier avec les rebelles et promit dans une déclaration officielle d'examiner les griefs des paysans. Pourtant les ordres reprirent l'avantage et obtinrent la patente du 22 mars 1680 qui supprimait tous les privilèges et toutes les libertés des paysans (*Unterthanen*) afin d'éliminer toute cause de dispute entre ces derniers et leurs seigneurs. C'était à la vérité un succès pour la noblesse qui privait ainsi ses sujets des dernières garanties légales; ce fut d'ailleurs une victoire à la Pyrrhus car la patente déclencha la véritable révolte.

Celle-ci fut brève mais violente. Les paysans exaspérés s'organisèrent. Ils prêtaient serment sur la croix de rester « fidèles à la commune et au pays, vivants ou morts, par la bonne ou la mauvaise fortune ». Les cadres furent fournis par des militaires « réformés » l'année précédente ou par des bandits de grand chemin [194] et l'armée rebelle groupa plusieurs milliers d'hommes. Elle s'attaqua aux châteaux, aux fermes seigneuriales. Seigneurs et intendants eurent très peur, car certains nobles furent massacrés dans les districts de Hradec Kralové, Boleslav, Chrudin, ainsi que dans la région de Plzeň.

Le programme avait un caractère anti-seigneurial nettement marqué, la révolte n'était pas dirigée contre l'Empereur, ni contre la fiscalité royale. Comme nous n'avons jusqu'à

190. « Kayserl. Erinderungs Bevelch an die Landhauptmannschaft zu Glatz, wasmassen dem Adamen Streckl, Bürgern in Glatz gnädigst verwilligt worden : dass Ihme ein zu Ober-Langenaw gelegenes Bauernguett gegen erlegung Jährlich 4 1/2 Schockh baaren Geltes von allen dienstbarkeiten frey gemacht werde. » Vienne, 10 juillet 1660. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 347.

191. Bons exposés d'ensemble dans K. GRÜNBERG, *Die Bauernbefreiung*, op. cit., p. 127-130 et E. DENIS, *La Bohême après La Montagne Blanche*, op. cit., p. 381-389, qui reprenait en particulier l'article de J. SVÁTEK; *Bauernrebellionen in Böhmen*, Vienne, 1879. Voir également G. E. RINCK; *Leopold, II*, p. 305-306. La littérature récente en langue tchèque est dispersée dans des revues locales et ne traite que des aspects mineurs de la question comme l'article de J. KASPAR, sur Lucas Pakosta et le soulèvement paysan à Litomyšl en 1680, dans *Časopis Společnosti Pratal Starozitnosti*, 64, 1956, p. 103-113.

192. K. GRÜNBERG, op. cit., loc. cit.

193. E. DENIS, op. cit., loc. cit.

194. *Ibidem*, p. 385.

présent retrouvé aucun programme précis des révoltés, nous ne pouvons déterminer dans quelle mesure les paysans mettaient en cause le régime seigneurial. Il est vraisemblable qu'ils réclamaient un allègement des charges et l'abolition du système [195].

Le gouvernement royal réagit d'autant plus promptement que les révoltés envoyaient des émissaires en Moravie, en Silésie, en Haute-Autriche. L'Empereur chargea le général Piccolomini de la répression dès le mois d'avril. Les bandes de paysans furent morcelées en petits groupes après de durs combats et la cour martiale statua sur le sort des prisonniers. 99 paysans furent condamnés (mais la moitié seulement fut exécutée) : 45 condamnés furent roués vifs, écartelés, pendus tandis que les autres étaient graciés par l'Empereur. Quelques centaines de révoltés furent condamnés à la prison et les autres furent renvoyés chez eux après avoir été condamnés à des châtimens corporels et à de lourdes amendes [196]. Finalement répression mesurée, assez dure pour servir d'exemple, assez modérée pour ne pas inciter les paysans à risquer bientôt le tout pour le tout.

c. Limitation des charges seigneuriales.

C'est l'Empereur qui sans consulter les ordres tenta d'apporter un remède aux abus du pouvoir seigneurial par la patente du 28 juin 1680. Ce fut un acte d'autorité souveraine, car l'Empereur n'en discuta point les termes avec la diète et usa de son pouvoir souverain pour tenter d'alléger le sort des paysans. La corvée était désormais limitée à 3 jours par semaine. Les intentions du législateur étaient pures, mais les termes de la patente imprécis et son application alla parfois à l'encontre de l'intérêt des paysans, car elle unifia la corvée et apporta une aggravation au sort de ceux qui faisaient moins de 3 jours de corvée par semaine. Elle ne s'en inspirait pas moins du titre V du *Tractatus de iuribus incorporalibus*, qui avait été promulgué en Basse-Autriche [197] le 13 mars 1679, à la suite d'une négociation entre le gouvernement et les ordres. Elle répondait aux mêmes principes :

- intervention du prince dans l'administration des ordres;
- durée limitée de la corvée;
- définition précise des tâches des corvéables;
- prestations en nature de la part du seigneur, qui devait au moins fournir un pain de deux livres aux corvéables.

On mesure néanmoins la différence entre le texte autrichien de 1679 et le texte bohême de 1680 : en Basse-Autriche, la corvée était fixée à 12 jours par an, en Bohême elle était fixée à 156 jours par an. Quant à la corvée hongroise, elle occupait une position intermédiaire avec une durée maxima de 52 jours par an [198].

Il s'agit donc là d'un véritable partage d'influence entre le pouvoir royal et le pouvoir seigneurial. Aucun ne veut charger le producteur de peur de le voir s'effondrer, mais chacun veut en tirer le maximum de profit. Si l'on additionne toutes les charges

195. Nous avons vu que l'administration des États avait été incapable de résoudre le problème du banditisme et nous savons que l'Empereur avait licencié une partie de son armée en 1679, pour faire des économies.

196. Y eut-il des résonances politiques ? Des affirmations selon lesquelles des émissaires hongrois ou bien français auraient poussé à la révolte demanderaient à être étayées. En fait l'absence d'une monographie de la révolte se fait cruellement sentir.

197. K. GRÜNBERG, *op. cit.*, *loc. cit.* La répression fut efficace puisque les pays tchèques ne connurent plus que quelques révoltes sporadiques jusqu'à la fin du siècle : en 1693-1695 aux environs de Cheb et en 1695 en Moravie sur les domaines de l'archevêque d'Olmouc. E. DENIS, *op. cit.*, p. 388-389.

198. Texte du *Tractatus*, titre V, *Von der Robath* dans *Codex Austriacus*, t. I, p. 591-599. Sur les négociations voir *supra*, liv. I, chap. III.

seigneuriales, celles-ci pesaient dans la plupart des cas plus lourd que l'impôt d'État. En Autriche cependant, c'est l'impôt qui est plus lourd que les redevances seigneuriales de toutes espèces. Et l'on serait tenté d'écrire que l'Autriche connaît une situation comparable à celle de l'Europe occidentale et de la France en particulier, tandis que la Bohême ou la Hongrie connaissent une situation caractéristique de l'Europe orientale. Ce serait en fait simplifier une situation beaucoup plus complexe car le paysan autrichien payait finalement un impôt d'État très modéré par rapport à son homologue français, tandis que le manque de main-d'œuvre obligeait son seigneur à le ménager [199].

Le paysan hongrois n'a été véritablement imposé que dans la dernière décennie et cette réforme essentielle a dressé toute la nation contre la Maison d'Autriche [200]. Mais dans la partie « centrale » de la Monarchie, celle qui constituait la base principale de la fiscalité, il faut opposer le système bohême au système autrichien. En Basse-Autriche, les ordres finissent toujours par accorder à l'Empereur des subsides non négligeables, après avoir sacrifié aux rites obligés du marchandage. Bien souvent ils ont accordé plus que ne l'exigeait la simple répartition proportionnelle [201] et nous verrons qu'en matière de crédits à court terme les États de Haute et Basse-Autriche accordaient assez généreusement leur concours au gouvernement impérial. En revanche, la diète de Bohême donnait le moins possible, s'en tenant à ses obligations les plus strictes et refusant généralement tout crédit collectif. Le haut clergé et l'aristocratie qui dirigeaient la diète protégeaient leurs paysans contre les excès de la fiscalité royale pour les mieux exploiter eux-mêmes. L'impôt d'État aurait laissé au paysan une part importante de son travail, mais les redevances seigneuriales et la corvée constituaient un prélèvement au moins aussi important, de sorte que si le paysan bohême avait de quoi manger, le produit de son travail enrichissait son seigneur et non lui-même, puisque la corvée, par exemple, permettait au seigneur de se transformer en producteur et en marchand.

Si les ordres défendaient leurs paysans, ce n'était pas par sentiment paternaliste, c'était pour se réserver les profits, car ils savaient bien qu'il était maladroit de réduire les producteurs à la misère. La Chambre des Comptes se heurtait donc à une formidable coalition d'intérêts économiques dont l'expression politique était l'assemblée d'États. Celle-ci protégeait tant qu'elle pouvait le pays contre les excès de la fiscalité monarchique [202]. Mais étant donné l'autonomie de l'administration seigneuriale en ce domaine, on voit mal comment la Maison d'Autriche aurait pu se passer de l'accord des contribuables, c'est-à-dire des privilégiés qui votaient l'impôt et le faisaient payer à leurs paysans.

CONCLUSION

Le déficit est donc lié au système fiscal des contributions votées par les ordres et en dernière analyse aux structures politiques de la Monarchie. Critiquer l'indolence de certains officiers de finances ou la malhonnêteté de quelques autres, c'est s'en prendre à des phénomènes secondaires. Il n'est pas très sérieux non plus de s'en

199. Il est à noter qu'en Basse-Autriche la seule révolte paysanne importante a eu lieu en 1596-1597, au moment où la guerre de Quinze Ans avait aggravé la fiscalité, tandis que s'aggravaient les charges seigneuriales.

200. Sur les conséquences de cette réforme et la guerre d'Indépendance de François II Răbóczi, voir *supra*, liv. II, chap. v.

201. Voir à ce sujet *supra*, tableau.

202. Jean MEUVRET a bien montré que les assemblées d'États protégeaient encore assez efficacement les pays d'états contre les excès de la fiscalité royale dans la France du XVII^e siècle. « Comment les Français voyaient l'impôt au XVII^e siècle » dans *Bulletin de la Société d'Histoire du XVII^e siècle*, p. 59-80, 1955.

prendre à la pauvreté du pays ou à la misère des populations. La cause profonde du mal c'est que le contribuable des pays héréditaires n'est pas taillable à merci, même s'il est parfois corvéable à la discrétion de son seigneur. Le souverain peut augmenter ses ressources, mais dans des limites raisonnables, proportionnées à la prospérité économique, car il se heurtait aux intérêts des grands propriétaires qui n'entendaient pas sacrifier leur prospérité à la politique européenne de la Maison d'Autriche. L'impasse budgétaire a donc, selon nous, une signification politique, elle montre clairement que le souverain n'était pas absolu, qu'il devait proportionner sa dépense à son revenu; sauf lorsqu'il s'agit de défendre la vie et la sécurité de ses sujets, ceux-ci n'accordaient pas volontiers à l'Empereur les moyens d'une grande politique et maintenant, à dessein, le prélèvement fiscal dans des limites raisonnables. Alors que le roi de France décrétait souverainement le brevet de la taille, l'Empereur devait négocier, discuter, prier, ruser, pour obtenir de l'argent, au grand étonnement de l'ambassadeur vénitien, A. Giustinian, qui avait observé, en France, l'évolution de la révolte du papier timbré : les aristocrates qui n'ont que trop tendance à désobéir quand ils exercent des charges publiques, contestent l'autorité absolue du souverain. Ils désobéissent ouvertement à l'Empereur en matière fiscale, sous prétexte que ses décisions sont trop coûteuses, en particulier en Bohême et en Styrie; il oppose à cela le gouvernement « ferme et redouté de la France, où j'ai vu traiter comme des ennemis les provinces de Guyenne et de Bretagne pour des motifs analogues [203] ».

Par conséquent le déficit s'explique moins par des arguments économiques que par des arguments politiques. Si l'Empereur avait été un souverain absolu, il aurait pu tirer davantage de ses sujets et mettre en place une véritable administration d'État, au lieu de dépendre de l'administration des États et du bon vouloir des diètes.

203. *Relationen*, Édition Fiedler, *op. cit.*, p. 220-221 : « Contrario esempio a ciò, che nel vigoroso e temuto governo ammirato in Francia, ove vidi trattare come nemiche le Provincie di Guiana e di Bretagna per simili considerationi. ».

LES REMÈDES

Techniquement l'impasse est une solution provisoire et tous les responsables financiers sont obligés de boucher le trou ou de réduire les dépenses. Au xvii^e siècle cette dernière solution est relativement aisée étant donnée la faible proportion de dépenses fixes et incompressibles; les dépenses d'administration sont fréquemment prises en charge par les pays eux-mêmes, les soldes des officiers sont modestes et les dépenses de la Cour sont fort raisonnables. L'Empereur pourrait donc se contenter d'un budget modeste s'il n'y avait les dépenses militaires, c'est-à-dire l'entretien d'un appareil militaire indispensable à toute politique étrangère active.

Dans ces conditions l'Empereur pouvait :

— ou bien diminuer ses dépenses en réduisant ses troupes et en bornant ses ambitions sur l'échiquier européen, quitte à ne pas honorer ses obligations d'Empereur ou de prince de la Maison d'Autriche. Nous avons vu que cette politique avait été celle de Portia et de Lobkowitz. C'est pourquoi le traité de partage secret de la Succession d'Espagne, qui eut si peu d'effets pratiques, avait valeur de symbole. L'Empereur tirait les ultimes conséquences d'une politique esquissée à Vasvár : faire la paix à tout prix parce qu'il se sentait faible financièrement et qu'il voulait utiliser ses modestes ressources à liquider ses dettes. Une stricte application de cette politique aurait dû réduire la Monarchie au rang de puissance de troisième importance. Elle n'était concevable à la longue que si le souverain n'avait été ni Empereur, ni Habsbourg;

— ou bien trouver des moyens de réduire l'impasse soit dans le pays même, soit à l'extérieur. Il ne faut pas oublier qu'une des bases des relations internationales était le traité de subsides. Quand une puissance plus riche en hommes qu'en numéraire s'alliait avec une autre, elle s'engageait à mettre en ligne un certain contingent moyennant finances. Ce fut le principe fondamental de la politique suédoise, à partir du traité de Bärwald [1]. De nombreux princes allemands n'agirent pas autrement et c'est une des raisons pour lesquelles les guerres du xvii^e siècle coûtèrent si cher au roi de France et au contribuable français [2].

1. « Eoque fine / ex annuis sociorum pensionibus aerarium augendum ut si bellum ab hostibus inseratur / militem sociis imperare liceat. Ita Reges Galliae annuo mille aureorum ex foedere dependere consueverunt Helvetiorum et Rhaetorum civitatibus. / Ita Domum Austriacam et Saxoniam reciproco pacto a subsidia Suggestenda / belle et hoste imminente / obligari attestatur. / Non opus est pluribus exemplis / ubi experientia testis loquitur. » Kaspar KLOCK, *Tractatus de Aerario*, t. II, chap. LXXXIX, *De sociorum contributionibus*, p. 856. Le raisonnement avait été esquissé par J. BORNITZ dans *Aerarium sive tractatus politicus*, liv. II, chap. XIII. *De sociorum contributionibus*, p. 35.

2. Voir à ce sujet Louis ANDRÉ, *Louis XIV et l'Europe*.

I

L'AIDE EXTÉRIEURE

Si avant 1650 Ferdinand III passait pour le brillant second de Philippe IV qui le payait pour faire la guerre, ce comportement se trouva profondément modifié à partir de 1660. Nous avons vu en effet que l'ambassadeur d'Espagne ne dictait plus la politique du gouvernement de Vienne. Aussi nous paraît-il exagéré d'assimiler la politique de l'Empereur à celle du roi de Suède ou de l'Électeur de Brandebourg, car Léopold I^{er} a sa propre politique et il n'est pas un entrepreneur de guerre au service d'un prince étranger. Cependant nous verrons que l'aide espagnole, hollandaise ou pontificale a joué un rôle important dans la décision finale prise par le gouvernement de Vienne dans deux cas, au moins, en 1673 et en 1683. Mais cette aide financière n'a été de toute façon qu'un élément dans la décision prise par l'Empereur et son Conseil.

En fait les puissances qui ont versé directement des subsides à la Chambre des Comptes sont peu nombreuses : l'Espagne, le Pape, les Provinces-Unies, car bien entendu nous n'examinerons pas ici les emprunts souscrits auprès de particuliers domiciliés à l'étranger.

A. L'AIDE ESPAGNOLE.

C'est à elle qu'il faut songer en premier, étant donnée l'alliance naturelle qui unissait les deux branches de la Maison d'Autriche et la richesse de l'Empire espagnol en métaux précieux. Le gouvernement de Madrid a aidé l'Empereur à quatre reprises :

a. **Lors de l'élection impériale de 1658**, car Philippe IV considérait le succès de Léopold comme une affaire personnelle puisqu'il aurait pu être son héritier et épouser l'infante Marie-Thérèse. Il a donc ordonné à son ambassadeur à Francfort, Peñaranda, naguère plénipotentiaire à Münster et bon connaisseur des affaires allemandes, de ne pas lésiner pour acheter les voix des Électeurs. L'ambassadeur a utilisé son crédit personnel pour trouver de l'argent comptant. Il a promis 100 000 rixdales à l'Électeur de Saxe dès le mois d'août 1657 et lui a versé immédiatement un acompte de 30 000 rixdales, qu'il a complété par un second versement en janvier 1658. C'est également Peñaranda qui a payé l'Électeur de Trèves. Décidément la Maison d'Autriche mobilisait tout son crédit pour séduire des Électeurs plutôt réticents [3].

b. **Lors de la guerre turque de 1663-1664**, l'Empereur reçut environ 250 000 florins. Au printemps 1663 l'Empereur fit des demandes de subsides d'autant plus pressantes qu'il avait envoyé un peu imprudemment en avril un corps de 6 000 hommes de bonnes troupes et qu'il lui fallait lever rapidement des recrues. Aussi en juillet de la même année le Conseil d'État espagnol adopta le principe de 20 000 florins par mois pendant toute la durée de la guerre turque. Si le vice-roi de Naples, Peñaranda, envoya

3. Gr. MECENSEFFY, *Im Dienste dreier Habsburger*, op. cit., p. 425-434. Mme Mecenseffy appuie son étude sur la correspondance de Penaranda, qu'elle a consultée à Simancas. Le Hofzahlamtsbuch 103 fait état de 306 000 florins de virements espagnols (*spanische Rimessen*) pour 1657.

immédiatement un courrier avec une lettre de change de 50 000 rixdales [4], l'ambassadeur impérial à Madrid, Poetting, n'obtint qu'en février 1664 l'engagement de crédit de 240 000 escudos de la part du président des finances castillan, Don Miguel de Salamanca, et le 12 mars l'Empereur répondait qu'il avait reçu la lettre de change [5]. En fait les paiements devaient être échelonnés du 12 avril 1664 au 12 janvier 1665, mais l'Empereur ne toucha finalement que 173 275 florins sur les 259 000 annoncés par Poetting. Le banquier d'Amsterdam Francesco Feroni préleva 33 000 florins d'agio et les trois dernières mensualités ne furent pas payées par suite de l'arrêt des hostilités [6]. L'argent fut utilisé au moyen d'anticipations, à l'achat de poudre et de munitions de guerre, alors que dans l'esprit du Conseil d'État de Madrid il aurait dû servir à payer un corps d'armée espagnol de 20 000 hommes qui eût été placé sous le commandement nominal de l'Empereur. Le Conseil d'État de Philippe IV ne semble pas avoir eu une vue très réaliste du prix de revient d'un soldat, qui dépassait largement un florin par mois [7].

Le gouvernement de Madrid poursuivit le même rêve l'année suivante : tirer de l'argent du royaume des Deux-Siciles pour obtenir l'aide militaire de l'Empereur aux Pays-Bas et dans la guerre du Portugal [8]. En fait l'aide se limita à l'envoi de 150 000 florins qui étaient destinés à contrer la politique française en Pologne. En juin 50 000 florins furent attribués au maréchal de la noblesse Lubomirski, chef de l'insurrection des Ordres contre le parti de la Cour et les souverains réformateurs [9], et en novembre Madrid offrit 80 000 florins pour faciliter le rachat des duchés silésiens d'Oppeln et de Ratibor [10]. En fait les 150 000 florins ne furent virés qu'au printemps 1666, lorsque le banquier Pigneroti eut consenti à avancer cette somme [11]. Quant aux revenus des Deux-Siciles, toujours engagés, ils n'étaient pas en état de fournir 150 000 florins et encore moins le million et demi de florins envisagé par le triumvirat : Neidhart, Medina, Mortara, après la mort de Philippe IV. La situation financière de l'Espagne était au moins aussi mauvaise que celle de l'Empereur, mais celui-ci avait au moins le courage de renoncer aux chimères et d'ajuster ses dépenses à ses ressources, alors que le gouvernement de Madrid vivait dans le songe de la grandeur passée.

4. Dépêche de M. de Béziers au roi, Venise, 14 juillet 1663. A.E. Paris, C.P. Venise, vol. 83, f° 144. Confirmée par la dépêche de G. Sagredo au Sénat de Venise, Vienne, 29 juillet 1663. Venise, Archivio di Stato, Dispacci di Germania, filza 122.

5. Lettre de Poetting à l'Empereur, Madrid, 5 février 1664. Édition A. F. Pöbbram, *Fontes Rerum Austriacarum II*, t. LVI, p. 28. Confirmée par la dépêche de Sagredo au Sénat de Venise.

6. L'Empereur reçut donc 173 275 florins de Madrid (52 625 florins non payés et 33 000 d'agio) via Amsterdam, et 75 000 florins de Naples, exactement 248 275 florins. Pour tout le détail de cette affaire, voir G. WAGNER, *Das Türkenjahr 1664*, op. cit., p. 89-90.

7. Le votum du Conseil d'État du 23 juin 1663 précisait que les pays héréditaires étant l'« Ante mural de Alemania », il fallait « asistirle con 20 U (U = 1 000) al mes para que pueda conservar un cuerpo de 20 U hombres en nombre de Vuesta Magestad y que en aparencia seria de su Magestad Cesares. » Simancas, Legajo E.2376, cité par G. WAGNER, op. cit., loc. cit.

8. Les 3 membres de la Junta qui conseillaient la Reine Régente après la mort de Philippe IV : « Scripto Reginae suaserunt, ut summam unius millionis Imperialium ad conscribendum militem sub nomine Vestrae Caesariae Majestatis ». Il faudrait prendre l'argent « ex redivis Regni Neapolitani et Siciliae ». Lettre de Lisola à l'Empereur, Madrid, 3 décembre 1665. L'affaire a été traitée par la Conférence secrète, le 5 janvier 1666. HHStA Vienne, *Reichskanzlei*, Spanien Berichte 63/1.

9. Dépêche de Lisola à l'Empereur, Madrid, 18 juin 1665. HHStA Vienne, *Reichskanzlei*, Spanien Berichte 63/II. Sur l'affaire Lubomirski, voir Z. LIBISZOWSKA, *Marie-Louise de Gonzague, Reine de Pologne, une tentative de réforme d'État au XVII^e s.* Académie polonaise des sciences. *Conférences*, fascicule 53, p. 1-18. Varsovie, 1964.

10. Dépêche de Lisola à l'Empereur, Madrid, 20 novembre 1665, *ibidem*.

11. Dépêche de Lisola *in puncto subsidiorum*. Madrid, 7 avril 1666. *Ibidem*. Spanien Berichte 64. Confirmée par la dépêche de Grémonville du 25 mars 1666. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 24, f° 102. Pigneroti était probablement un banquier génois au service de la Cour d'Espagne. Le paiement avait été annoncé par Poetting dans sa lettre du 25 septembre. Édition A. F. Pöbbram, op. cit., *Fontes Rerum Austriacarum II*, t. LVI, p. 126.

Malgré le sérieux avertissement que constituait la signature du traité de partage secret, le gouvernement espagnol continua à se bercer des mêmes illusions. C'est ainsi qu'en 1668 l'ambassadeur espagnol voulait empêcher la réforme des troupes impériales; il prétendait y être parvenu en versant la somme ridicule de 12 000 florins, ce qui provoqua l'agacement de l'Empereur[12]. En fait, à ce moment Madrid n'était même plus capable d'entretenir décemment la suite espagnole de l'impératrice Marguerite-Thérèse [13].

c. À l'occasion de la guerre de Hollande, l'Espagne accorda d'importants subsides à l'Empereur, bien que les négociations, à vrai dire jamais interrompues, eussent traîné pendant deux ans; les contradictions à l'intérieur du Conseil d'État et surtout l'état déplorable de l'administration financière castillane empêchait de conclure un accord[14]; à l'automne 1671, la flotte des Indes devait apporter 1,6 million de pesos et Poetting nous apprend que la majeure partie a été dissipée sans qu'un sou ait été envoyé aux Pays-Bas [15].

Même après le début des hostilités l'Empereur est resté ferme : sans argent espagnol il ne se déclarera pas en faveur des Hollandais[16]. La remise de 120 000 rixdales annoncée le 10 août [17] ne suffit même pas à modifier son attitude, car les affaires hongroises et polonaises étaient trop lourdes de périls[18], l'Empereur craignant de devoir entrer en guerre avec La Porte, soit pour se défendre en Hongrie, soit pour aider les Polonais. Finalement le Conseil d'État espagnol approuva les bases d'un traité de subsides : l'Espagne fournirait 240 000 rixdales par an, à raison de 30 000 par mois pendant 8 mois de campagne. Les leçons du mémoire de Montecuccoli de 1671 avaient été entendues [19], mais Vienne ne reçut le premier paiement qu'au printemps 1673, car Madrid attendait l'arrivée des galions des Indes [20].

Toute la comédie diplomatique de l'année 1673 est liée à cette négociation : l'Empereur ne se sentait pas capable d'entrer en guerre avec les seules forces des Pays

12. « ... dass hernach Castellar sagt / mit 12 000 fl. hab'er verhindert, dass (mann) nit noch ein grösser reforma gemacht hat / ist auch erlogen / dann ich habe also nur behalten / was meine ersaunte Länder mit guetem Muth übertragen. » Kaiser Leopold an Poetting, édition Pöbbram, *ibidem*, p. 420.

13. Voir à ce sujet les lettres de l'Empereur à Poetting des 16 janvier, 3 juillet, 11 septembre et 17 décembre 1669, du 1^{er} avril 1670, des 3 juin et 29 juillet 1671. L'affaire portait sur le paiement de 30 000 florins par an. Lettres de l'Empereur à Poetting, édition A. F. Pöbbram, *Fontes Rerum Austriacarum II*, t. LVII, p. 4, 33, 45, 58, 98 et 165.

14. L'Empereur écrivait à Poetting le 25 février 1671 : « Ich will es wohl von Herzen Gern der Königin insinuihren und influiren, aber mein Gott wie es müglich / dass ich soweit möge die hacienda allda reformiren / habe genug mit meiner zu thun. » Édition Pöbbram, *ibidem*, p. 146. Poetting reprenait le thème de cette réflexion dans sa lettre du 9 mars 1672 : Was die Hacienda anlangt bedarf freilich selbige ein Remedium und thuet es der Kaiser oft der Königin insinuihren / allein kann ja einmal der Kaiser nix thun als per generalia, dann ich bin ja nit von selben Sachen informit. » *Ibidem*, p. 219.

15. Lettre de Poetting à l'Empereur du 11 novembre 1671. *Ibidem*, p. 202.

16. Lettres de l'Empereur à Poetting du 18 mai et du 15 juin 1672. *Ibidem*, p. 233 et 239.

17. Lettre de Poetting à l'Empereur du 21 juillet annonçant la remise qui arriva au début d'août à Vienne. *Ibidem*, p. 255. Le paiement fractionné ne fut achevé qu'à la fin décembre 1672. *Ibidem*, p. 275.

18. « Sodann seind die polonica et hungarica noch in pessimo Statu, welches zue remediren allein die Macht et nervus belli zue haben ist. Hunc si Hispani mihi non tribuent / vere res nostrae male ibunt. » Lettre de l'Empereur à Poetting, Ebersdorf, 5 octobre 1672. *Ibidem*, p. 270.

19. Sur ce texte, voir *supra*, liv. II, chap. I. Lettre de Poetting à l'Empereur du 12 octobre 1672. *Ibidem*, p. 279. Le vote intervint après l'arrivée de la flotte des Indes.

20. Lettre de l'Empereur à Poetting, Laxenburg, 4 mai 1673. *Ibidem*, p. 315. L'ambassadeur d'Espagne ne voulait même pas verser les 100 000 pesos qu'il avait entre ses mains.

héréditaires et sans l'aide de l'Espagne et des Provinces-Unies il ne bougerait pas [21]. Et pendant qu'il négociait avec Madrid et avec La Haye, il amusait Grémonville, tout en préparant son armée. C'est la conclusion du traité de subsides avec les Hollandais qui provoqua la rupture avec la France [22]. Comme les Hollandais s'étaient engagés à verser mensuellement 45 000 rixdales [23], l'Empereur recevrait donc de ses alliés 90 000 rixdales par mois, probablement durant les 8 mois de campagne [24]. L'Espagne avait finalement accru l'aide qu'elle pensait donner à l'origine et les deux alliés contribuèrent largement à entretenir l'armée impériale sur le Rhin.

Seulement les remises étaient faites directement au commissariat général et n'apparaissent qu'exceptionnellement dans la comptabilité de la Chambre des Comptes. Une seule fois le président des finances, Sinzendorf, a avancé l'équivalent d'un mois de subsides espagnols, soit 64 125 florins [25]. Elles n'en expliquent pas moins l'état satisfaisant des finances impériales au cours de la guerre de Hollande. Si l'impasse a été, semble-t-il, quasi nulle à ce moment, c'est que les alliés ont payé largement les frais de la guerre, comme le voulait l'Empereur : entre 720 000 et 1 million de rixdales, selon que les contributions étaient payées 8 ou 12 mois, et donc au minimum 1 080 000 florins, soit en gros l'équivalent des contributions militaires du Royaume de Bohême ou bien, si l'on veut, entre 13 et 20 % des recettes totales de la Monarchie à ce moment. Dans ce cas précis, l'aide extérieure avait joué un rôle déterminant dans l'attitude de l'Empereur; du point de vue diplomatique elle avait permis son entrée dans la guerre contre la France, du point de vue financier elle avait éliminé l'impasse, sans surcharger d'impôts les Pays héréditaires, ni accabler de contributions les États de l'Empire; du point de vue intérieur, elle avait provoqué la déconfiture du parti « français », la chute de Lobkowitz et la réussite de Hoher.

d. **Lors du siège de Vienne**, l'Espagne fit encore une fois un effort pour entraîner l'Empereur dans une guerre sur le Rhin. À l'automne 1682 « l'ambassadeur d'Espagne s'est engagé de la part de son maître d'entretenir à l'Empereur vingt mille hommes dez qu'il en auroit quatre-vingt sur pied [26] ». Selon Sébeville, un envoyé extraordinaire aurait apporté pour 300 000 florins de remises [27], mais « les banquiers de Vienne ont déclaré que tant qu'ils ne scauraient pas l'argent entre les mains de leurs correspondants ils ne payeraient pas icy », ce qui retarda le recrutement de 7 nouveaux régiments [28]. On était loin du million de florins promis au début de l'été [29] et en fait à partir de ce moment l'aide financière du gouvernement de Madrid cessa de jouer un rôle dans le

21. Lettre de l'Empereur à Poetting, Laxenburg, 14 juin 1673. *Ibidem*, p. 327.

22. Lettre de Poetting à l'Empereur du 13 septembre 1673. *Ibidem*, p. 369.

23. Le traité de subsides avec les États généraux avait été conclu en juin 1673. RINCK, *Leopold*, *op. cit.*, t. II, p. 219-220.

24. Fait confirmé par la relation de Morosini du 26 juillet 1674 : « Con 45 M talleri di mensuale pensione pero / assistito dalla Spagna l'Imperatore e con pari somma pur mensualmente dall'unite Provincie... » *Relationen*, édition Fiedler, p. 145.

25. Soit 45 000 rixdales qui font 76 500 florins dont il faut déduire l'agio, c'est-à-dire les frais de change : « Kayserliche Schadloß Verschreibung für. / H. Graffen Georgen Ludwig von Sinzendorff / umb die von denen Vazemisch und Begozischen Handelsleuthen alhier anticipato erlegende 64 125 fl. Spanische subsidien. » Vienne, 9 avril 1675. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 206.

26. Sébeville au roi, Vienne, 18 octobre 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 53, f° 444.

27. Don Martin de los Rios, envoyé pour complimenter Leurs Majestés sur la naissance de l'archiduc Charles, le futur roi d'Espagne. Dépêche du 4 octobre 1682. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 53, f° 418.

28. Sébeville au roi, Vienne, 5 novembre 1682. *Ibidem*, vol. 54, f° 20-21.

29. « On me dit hier qu'il arrivoit d'Espagne pour un million de remise à l'Empereur. » Dépêche de Sébeville du 18 juin 1682. *Ibidem*, vol. 53, f° 230.

budget de l'Empereur [30]. La situation critique dans laquelle se trouvait alors la Monarchie d'Espagne et les divergences politiques entre Vienne et Madrid qui n'approuvait pas la poursuite de la guerre en Hongrie, expliquent la fin de la politique des subsides [31]. À cette époque c'était le Saint-Siège qui avait pris le relais de l'Espagne en apportant une aide extérieure substantielle aux finances impériales.

B. LE SAINT-SIÈGE.

Il est bien évident que l'aide pontificale ne pouvait intervenir dans les mêmes circonstances, car le pape n'avait pas à favoriser la lutte entre les princes chrétiens. En revanche le Saint-Siège avait un intérêt évident à favoriser la guerre contre les Turcs et pas seulement pour des raisons idéologiques : la frontière militaire hungaro-croate était le meilleur rempart contre les incursions ottomanes en Italie, de sorte que le pape agissait tout autant comme chef d'État italien que comme chef spirituel de la Chrétienté. Il était donc de son intérêt de soutenir l'action militaire de l'Empereur en Hongrie.

a. **Lors de la guerre turque de 1663-1664**, le pape fit un effort, en dépit de ses propres difficultés politiques et financières. Le règne d'Alexandre VII avait mal commencé : frais somptuaires pour la réception de la reine Christine de Suède, soutien à Venise dans la guerre de Candie, peste et famine dans les États pontificaux [32]. Néanmoins, devant la gravité de la situation en Hongrie, le pape accepta d'affecter une partie des décimes à la guerre de Hongrie : tout le clergé italien (à l'exception du clergé vénitien) et l'Ordre de Malte, versaient 6 % de leurs revenus pendant dix ans, pour la défense de la Hongrie [33]. Dès le printemps 1662, le banquier viennois Pestaluzzi recevait une remise de 30 000 rixdales [34]. C'est cependant au cours de l'été 1663, au moment où les Turcs assiégeaient Nové Zamky, que le Pape mobilisa les moyens financiers dont il disposait.

D'une part il affecta à la guerre turque les 200 000 écus du legs Mazarin pour la croisade anti-ottomane [35]. Cette somme avait été intégralement versée à la fin de l'année 1663.

D'autre part il poursuivit la levée des décimes sur le clergé italien et autorisa l'Empereur à lever une contribution extraordinaire sur le clergé des Pays héréditaires.

30. « Della Spagna non hà potuto a ricavar Cesare nell'anno decorso che leggieri somme di contanti / che furono anché compartite colla Polonia e nel presente sin alla mia partenza nessuno sovvegno era stato da quella Corona spedito. » D. Contarini, Relation finale au Sénat de Venise de 1685. *Relationen*, édition Fiedler, p. 253. Nous n'avons trouvé aucune indication de subside espagnol jusqu'à la fin de la période.

31. Il faudrait savoir exactement le montant des sommes rapportées par la flotte des Indes pour déterminer la part exacte des difficultés financières dans ce changement de politique. Nous savons d'autre part que l'Empereur n'était pas décidé à sacrifier la prospérité de ses États personnels aux rêves de grandeur du gouvernement de Madrid.

32. Argumentation développée par le nonce auprès de Portia. Rapport de nonciature du 4 mai 1661. Édition Levinson, *A.O.G.* 103, p. 710-711.

33. À la suite de la mission du marquis Mattei, ambassadeur impérial à Rome. G. Gualdo PRIORATO, *Historia di Leopoldo Cesare*, op. cit., 1/2, p. 6.

34. « Havendo i signori Pestalozzi promesso con molto prontezza lo Sborso delli trenti mila tallari / che dal Sr Nerli con sua poliza sono d'ordine di Sua Santità stati à me rimessi ad effetto di sborsarli à Sua Maestà per la guerra contra il Turco. » Rapport de nonciature du 11 mars 1662. Édition Levinson, p. 750.

35. Dépêches de Mr. de Béziers au roi, des 13 octobre et 3 novembre 1663. A.E. Paris, C.P. Venise, vol. 83, f° 293-294 et 321. Confirmée par la dépêche de G. Sagredo au Sénat de Venise, du 13 octobre 1663.

L'Empereur avait demandé l'autorisation d'aliéner le tiers des biens ecclésiastiques récemment acquis [36]. Par un bref du 30 mai 1664, Alexandre VII accordait à l'Empereur une contribution extraordinaire correspondant à la vente du quart des biens acquis depuis cinquante ans. Elle était basée sur une déclaration volontaire de tous les membres du clergé; au cas où ils s'y refuseraient ils seraient taxés d'office par les délégués apostoliques [37]. Cette contribution mettait évidemment en œuvre une procédure lente, bien que les prélats fussent sommés de comparaître dans les dix jours à Vienne pour faire leur déclaration aux délégués apostoliques. Elle portait atteinte à l'immunité fiscale du clergé, qui ne pouvait cependant s'y soustraire puisqu'il s'agissait de soutenir une « croisade » et que le prélèvement était décidé par le Saint-Siège. De sa propre autorité, l'Empereur n'aurait pu décréter une telle mesure et c'est pourquoi il faut bien considérer cette contribution comme une aide extérieure apportée par le Saint-Siège à l'effort de guerre impérial en Hongrie. Le pape fit lui-même appel au crédit pour réunir le plus vite possible les 100 000 florins que devaient rapporter les décimes italiens et en envoya 60 000 dès juin 1664 [38]. En outre, le pape fit livrer d'importantes quantités de poudre à canon, denrée précieuse et chère, pour la défense des forteresses de Croatie [39]. Au total, si cette aide importante témoignait d'une indéniable bonne volonté, elle n'était en rien comparable à l'aide massive que le pape Innocent XI fournit à l'Empereur 20 ans plus tard; c'est qu'en 1663, Alexandre VII, dont la situation financière était déjà précaire, avait dû faire pour 2 millions de florins de dépenses militaires par suite du conflit avec la France, consécutif à l'affaire de la garde corse [40]. Au total, d'après M. Zorzi, le Saint-Siège aurait versé un demi-million de rixdales à l'Empereur [41].

b. **Lors du second siège de Vienne**, Innocent XI prit à cœur la défense de la Chrétienté; bien qu'à priori la Bohême et l'Allemagne fussent plus directement menacées que l'Italie, il considérait que si Vienne tombait aux mains des Infidèles, ce serait Rome qui tomberait [42]. Depuis le début de son règne, celui-ci songeait à une ligue

36. Lettres de l'Empereur au Pape et au Cardinal Colonna du 10 juillet 1663 « ut in erogationem tertiae partis bonorum ecclesiasticorum / pro bellis expensis, consensus suum tribuat. » Budapest, Bibliothèque universitaire, manuscrits, *Collectio Hevenesiana*, t. XLI, f° 106-109.

37. Lettre du cardinal Harrach, archevêque de Prague et du cardinal Caraffa, nonce d'Allemagne, délégués apostoliques, l'abbé de Saitenstetten (Basse-Autriche) accordant une contribution extraordinaire. Vienne, 30 août 1664, *ibidem*, f° 155. Dépêche de Sagredo du 6 juin 1664. *Dispacci di Germania*, filza 124.

38. « Giunse due giorni sono un espresso di Roma con rimessa rivenienti a 60 milla scudi a conto di 100 milla che alcuni partitanti di Roma hanno avanzato di ragione delle Decime con sicurtà della Camera Apostolica soccorso molto opportuno nelle urgenze correnti. » Dépêche de Sagredo au Sénat de Venise, Linz, 13 juin 1664. Venise, *Dispacci di Germania*, filza 124. Confirmée par le rapport du nonce Caraffa de même date. Édition Levinson, p. 771. Voir également G. WAGNER : *Das Türkenjahr 1664*, op. cit., I, p. 88. Le Pape avait également fait virer 15 000 florins en provenance des décimes napolitains. HKA Vienne, Hoffinanz, note Nr 385.

39. 300 000 livres, soit 168 tonnes. HKA Vienne, Hoffinanz, rote Nr 388 cité par G. WAGNER, op. cit., loc. cit. Le rapport de nonciature daté de Ratisbonne, 29 janvier 1664, faisait état de « duecento migliare di polvere ». Édition Levinson, p. 766.

40. G. WAGNER, op. cit., loc. cit. Voir G. ZELLER, *Histoire des Relations internationales*, op. cit., t. III, p. 17-18.

41. « Si fa conto che l'impositione delli dieci anni superi un milione e mezzo e non pù di 500 000 talari siano stati rimessi a Cesare. » Dépêche du 29 mai 1665 au Sénat de Venise. Venise, *Dispacci di Germania*, filza 126. Il y eut une querelle entre Venise et Vienne pour l'emploi des 50 % restant, car l'Empereur voulait employer cet argent (les décimes devaient rapporter en tout 1,5 million de florins) pour les fortifications de Hongrie et Venise l'utiliser pour la guerre de Candie. Nous savons que l'Empereur ne disposa jamais de moyens financiers massifs pour remettre en état cette frontière militaire. Voir *supra*, liv. II, chap. I, ainsi que la correspondance de Zorzi avec le Sénat de Venise au cours des années 1665-1666.

42. A. M. TRIVELLINI, *Il cardinale Francesco Buonvisi, nunzio a Vienna*, op. cit., p. 59.

anti-turque s'appuyant sur la Pologne et l'Empereur et en 1679 il charcha à empêcher la réforme d'une partie des cadres de l'armée impériale en accordant à l'Empereur une aide financière. Le nonce Buonvisi proposa à Léopold I^{er} le fameux fonds établi en Bohême avec une fraction du produit des gabelles, mais ni l'Empereur, ni son Conseil ne donnèrent suite à la proposition [43] : 100 000 florins n'étaient pas suffisants pour orienter la politique de l'Empereur au moment où celui-ci voulait rétablir la paix pour assainir ses finances et où il espérait même parvenir à un compromis avec les rebelles hongrois.

Lorsqu'à l'automne 1682 la situation se révéla très sérieuse, le pape ne marchandait pas son appui. Après un premier mouvement d'indignation, il accepta que l'impôt extraordinaire ou impôt turc (*Türkensteuer*) frappât également le clergé et que celui-ci payât 1 % sur la valeur de son capital. Il accorda même une contribution supplémentaire de 50 000 florins sur le clergé autrichien [44].

Au printemps suivant Innocent XI prit une série de mesures susceptibles d'aider l'Empereur : il lui envoya 12 000 florins destinés primitivement à la reine Christine, mais surtout il autorisa la vente du domaine de Ianowitz en Bohême, qui appartenait à l'archevêque de Prague [45]. En juillet il donnait pleins pouvoirs au nonce Buonvisi pour faire vendre l'argenterie des églises, à l'exception des calices, car les armées turques ne respectaient même pas les églises [46]. Le pape était en effet conscient que les laïcs supportaient de lourdes charges et que les clercs devaient les aider à défendre la communauté. À partir de ce moment le pape va aider directement l'Empereur en lui envoyant de l'argent ; si les premières sommes versées furent virées au roi de Pologne [47] il envoya en août 600 000 florins comptant par l'intermédiaire du nonce Buonvisi : 500 000 de sa part et 100 000 provenant du Portugal. Avec les 200 000 florins versés au roi de Pologne, le pape avait donné 800 000 florins comptant au cours du siège de Vienne [48]. C'était vraiment une aide généreuse et efficace au moment où l'Empereur était dans le dénuement et avait besoin d'argent comptant pour faire face à des dépenses militaires de première nécessité.

c. **La reconquête de la Hongrie.** À partir de l'automne 1683 le Saint-Siège utilisa l'aide financière comme moyen de pression pour imposer sa politique. On sait en effet que l'Empereur n'était pas disposé à mener une guerre de reconquête en Hongrie pour avoir les mains libres sur le Rhin. En décembre le nonce fit « encore une remise considérable à l'Empereur, en lui mandant à ce qu'on m'a dit que s'il ne s'accommodait pas avec Votre Majesté [c'est-à-dire avec le roi de France] que ce seroit la dernière [49] ». Or ce nouveau subside permit à l'Empereur de faire de nouvelles recrues et

43. Rapport du nonce Buonvisi au cardinal secrétaire d'État, du 14 mai 1679. Cité par A. M. TRIVELLINI, *Il cardinale Francesco Buonvisi, nunzio a Vienna, op. cit.*, p. 35.

44. Cette décision favorable intervint après consultation d'une commission de 10 cardinaux. A. M. TRIVELLINI, *op. cit.*, p. 59.

45. *Ibidem*, p. 60-61.

46. Bref du pape Innocent XI adressé au nonce d'Allemagne pour l'Empereur Léopold I^{er}. Rome, 3 juillet 1683. Budapest, Bibliothèque universitaire, manuscrits, *Collectio Hevenesiana*, t. XLI, f^o 125. Le bref concernait les pays héréditaires et la Hongrie.

47. « ... les articles du traité fait avec la Pologne sont que l'Empereur lui donne (au roi de Pologne) les 200 000 escus que le Pape lui a accordés avec deux cent autres mille qui feront en tout 400 000. » Dépêche de Sébeville du 8 avril 1683. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 54, f^o 262.

48. « Le Pape a fait tenir par le dernier ordinaire douze cent mille livres de lettres de change à l'Empereur dont il y a un million de sa part et deux cent mille livres qu'il a obtenu du Portugal / et jusqu'à présent voilà deux millions que Sa Sainteté lui a envoyé, en comptant les deux cent mille livres que le Portugal donne à sa considération, et de plus quatre cent mille livres qu'il a desia donné (*sic*) au Roy de Pologne ce qui fait en tout huit cent mille escus. » Sébeville au roi, Passau, 22 août 1683. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 56, f^o 52. A. M. TRIVELLINI, *op. cit.*, *loc. cit.*, évoque les 500 000 florins donnés par le Pape qui ont été annoncés dès le début du mois de juillet.

49. Sébeville au roi, Linz, 11 décembre 1683. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 56, f^o 226.

d'une façon générale l'aide pontificale finançait une partie de la guerre de Hongrie. De 1683 à 1689 la tradition veut que le Saint-Siège ait procuré directement 5 millions de florins à l'Empereur. Pourtant les papiers personnels du cardinal Buonvisi ne font état que de 2 millions au total [50]. Il s'agissait là du produit de décimes levés sur le clergé d'Italie. Quant au clergé de la Monarchie il fut lourdement taxé avec l'accord du Saint-Siège : en 1683 une contribution extraordinaire de 500 000 florins, renouvelée en 1684, tandis qu'en 1685 il faisait vendre le tiers des biens acquis depuis 60 ans par le clergé [51]; cette dernière mesure était en partie l'œuvre du Père Marco D'Aviano [52]. L'année suivante, le Saint-Siège tentait de dégager des ressources nouvelles en imposant les décimes au clergé d'Espagne, ce qui entraîna des difficultés tant avec les intéressés qu'avec le gouvernement de Madrid; tous invoquaient la pauvreté et la détresse financière pour ne rien payer [53], mais il est vraisemblable que le roi d'Espagne, qui avait cessé d'aider l'Empereur, ne tenait pas à subventionner une guerre qu'il désapprouvait.

La mort d'Innocent XI marqua la fin brutale de l'aide pontificale. Son successeur, Alexandre VIII, lui fit savoir qu'il ne pouvait l'aider en aucune manière [54]. Le successeur du pape Ottoboni, Innocent XII Pignatelli, l'ancien nonce à Vienne, devait se montrer encore plus intraitable : il n'aiderait l'Empereur dans la guerre turque que lorsqu'il aurait fait la paix avec la France [55]. Le parti français à Rome ne tolérerait pas en effet que le Saint-Siège apportât indirectement une aide à un souverain qui faisait la guerre à un autre prince chrétien. Or, ce changement brutal de la politique pontificale était une catastrophe pour l'Empereur, au moment où il se trouvait engagé sur deux fronts. Les troupes auxiliaires qui combattaient en Hongrie devaient être payées par l'Empereur. Celui-ci signa d'importants traités de subsides avec les électeurs de Saxe, de Bavière et de Brandebourg, qui n'auraient pas prêté gratuitement leur concours. Et nous savons que précisément l'impasse fut importante à partir du moment où l'Empereur s'engagea à fond en Hongrie, conformément aux vœux du pape Innocent XI. Aussi l'aide que celui-ci apportait aux finances impériales peut être raisonnablement évaluée à une moyenne d'un million à un million et demi de florins par an, ce qui contribuait à

50. « Denari per la guerra rimessi da Sua Santità e da altri luoghi » 1683-1689, Lucques, *Archivio di Stato*, p. 11, t. LXIX, n° 1. Mémoire cité par A. M. TRIVELLINI, *op. cit.*, p. 62. Mais celui-ci fait état de pages blanches dans le mémoire utilisé et nous avons vu que le Pape avait donné un million en 1683, 1,5 million de florins en 1684. Relation de Contarini, édition Fiedler, p. 253.

51. « Nota de Brevi conceduti da Nostro Signore per sussidio della guerra contro il Turco » rédigée à Vienne par le cardinal Buonvisi, le 3 février 1686.

15 avril 1683 : « Breve per la contribuzione di 500 M fiorini sopra gl'Ecclesiastici. »

3 juillet 1683 : « Sua Santità impuone simil centesima sopra gl'Ecclesiastici. »

12 février 1684 : « Sua Santità impuone oltre le sopradette contribuzioni una dugentesima. »

3 février 1685 : « Breve sopra la terza parte degl'acquisti che li Religiosi hanno fatti da 60 anni in quà » (exécution alors en cours). *Relationes Cardinalis Buonvisi*, édition V. Fraknoi, dans les *Monumenta Vaticana Hungariae*, II, 2, p. 27-28. Budapest, 1888. Voir *Conferentz wie Tertia regularium zue Einforderung einzurichten Legitur Bulla a Domino Episcopo Kollonich*. 4 juillet 1685. HHStA Vienne, *Staatskanzlei*, Vorträge 6/30. Étaient présents : le prince Dietrichstein, Abele, Rosenberg, Strattmann, Kollonitsch, Bucelleni.

52. Lettre de l'Empereur au père Marco, Vienne, 28 juin 1685. Édition Klopp, *op. cit.*, p. 70.

53. Correspondance entre le cardinal Cibo, secrétaire d'État, et le cardinal Buonvisi. *Relationes Cardinalis Buonvisi*, édition Fraknoi, *op. cit.*, p. 10-31.

54. Lettre de l'Empereur au père Marco d'Aviano, Augsbourg, 23 décembre 1689. Édition O. Klopp, p. 191. L'Empereur ne se faisait aucune illusion sur le changement d'attitude du Saint-Siège, consécutif au changement de pape.

55. Deux lettres du père Marco d'Aviano datées de Vérone les 9 décembre 1697 et 30 mai 1698 montrent que le Saint-Siège avait promis de reprendre les versements dès que les hostilités avec la France auraient cessé. Édition Klopp, *op. cit.*, p. 307 et 317.

réduire largement l'impasse budgétaire [56]. La perte de cette aide extérieure était vraiment très gênante pour l'Empereur.

Celui-ci essaya de sauver au moins la contribution extraordinaire sur le clergé, soit 500 000 florins par an [57], ce qui provoqua naturellement les doléances du clergé : « Pour ce qui est de l'Indult touchant le subsidé ou les contributions de cinq cens mille florins que le Pape a accordé sur les Ecclesiastiques de nos pays héréditaires comme c'est une chose qui regarde et la cause de toute la Chrétienté nous ne prétendons pas la confondre avec cette affaire qui nous est particulière. C'est pourquoy quoique notre Clergé se plaigne qu'il a déjà esté trop grevé par les contributions présentes, cependant puisque cet Indult a esté envoyé chez nous par Sa Sainteté nous avons crû qu'il faut plus tost le recevoir avec des actions de grâce que de le refuser [58]. »

Nous avons vu que le maintien de cette contribution extraordinaire aboutit à un scandale public à la diète de Bohême en 1693 [59] mais, sans l'aide antérieure d'Innocent XI, jamais l'Empereur Léopold n'aurait pu soumettre le clergé à l'impôt, même extraordinaire, qui représentait tout de même 5 % environ des ressources de la Monarchie.

Par conséquent l'aide pontificale a été déterminante au cours de la période 1683-1685; sans elle et sans les pressions exercées par le nonce Buonvisi, il est probable que l'Empereur ne se serait pas engagé à fond en Hongrie. Peut-être, si à la même époque, l'aide financière espagnole avait été massive, l'Empereur aurait-il continué à résister au roi de France. On voit donc que, comme en 1673, lors de l'entrée en guerre aux côtés des Provinces-Unies, l'aide financière extérieure a joué un rôle non négligeable dans le choix de Léopold.

C. LES ÉTATS DE L'EMPIRE.

Beaucoup plus que le Pape ou le roi d'Espagne, les États de l'Empire (*die Reichsstände*) étaient tenus d'aider l'Empereur dans des circonstances difficiles, si la sécurité de l'Empire était menacée. Et c'est précisément dans les deux guerres turques que les États de l'Empire manifestèrent leur solidarité dans une affaire où leur sécurité, à vrai dire, était également en jeu. Néanmoins celle-ci pouvait revêtir trois formes :

— la mise à la disposition de l'Empereur de contingents militaires, mais dans ce cas se posait le problème général de l'entretien de ces troupes. Qui paierait leur solde, leur nourriture, leur équipement ?

— le paiement des contributions traditionnelles, votées par la diète et encaissées par le *Reichspfennigamt* ou trésorier d'Empire. C'était les mois romains ou *Römermonate*. Elles étaient payées essentiellement par les villes d'Empire et la noblesse immédiate de certains cercles (Souabe, Franconie en particulier);

56. Là encore les subsides pontificaux n'apparaissent pas dans les comptabilités ordinaires que nous avons examinées, les fonds étant remis directement au commissariat général.

57. « Lieber Ertzbischoff. / Hiesige Nunciatur durch den anwesenden Auditorn hat Uns mit geteilt dass Ihre Päpstliche Heiligkeit zu behueff und tragbaren Türkenkrieg dahin dispensirt hat. / dass die Geistlichkeit in meinem Erbkönigreich und Landen fünffmahl hundert tausent gulden aus dem Ihrigen colligiren und beytragen solle... » Kayserliches Handbriefl an den Prager Erzbischoff. Vienne, 1^{er} juillet 1690. La même lettre comminatoire était adressée aux évêques d'Olo-mouc et de Wroclaw. SÜA Prague, Č.D.K. N H3, Karton 1637-1704, liasse 1690.

58. Lettre de l'Empereur au cardinal de Médicis au sujet de la promotion de l'Evesque de Beauvais. Traduction s. d. (1690). BN Paris, voir ms. français 20865, p. 365-370.

59. Voir *supra*, liv. I, chap. III, le clergé bohême refusa de siéger plus longtemps et quitta la salle des séances.

— le traité de subsides, dans la mesure où un prince d'Empire traitait d'égal à égal avec l'Empereur.

a. **Au cours de la première guerre turque**, les États de l'Empire se décidèrent finalement pour une aide militaire. Au moment où l'Empereur envoyait le marquis Mattei à Rome, il chargea un certain nombre de personnalités d'une mission extraordinaire auprès des principaux princes de l'Empire : les comtes Collalto, Königsegg, Wallenstein, Windischgraetz et Trautson exposèrent les inquiétudes du gouvernement de Vienne à 7 électeurs, aux ducs de Juliers, de Wurtemberg, de Brunswick, au margrave d'Anspach, aux landgraves de Hesse (Hesse-Cassel et Hesse-Darmstadt), à l'archevêque de Salzbourg et à l'archiduc d'Innsbruck [60]. À la suite de cette démarche, la Ligue du Rhin offrit un corps d'armée de 24 000 hommes, mais on sait que Portia se montra alors très réservé [61]. La Saxe offrit immédiatement 200 000 florins, la Bavière, appuyée par le cercle de Bavière et l'archevêque de Salzbourg, 65 mois romains, tandis que Cologne, Nuremberg et Augsbourg offraient respectivement 20 000, 25 000 et 20 000 florins [62]. Les États de l'Empire renouvelèrent leurs offres en 1662 [63] et en 1663 [64]. Devant la gravité du péril, l'Empereur se résigna à convoquer la diète d'Empire à Ratisbonne et à s'y rendre en personne [65].

Dans un premier temps, les trois collèges s'étaient prononcés pour l'octroi d'une aide financière dans la forme traditionnelle : ils auraient payé 50 mois romains, 50 % à la Saint-Michel et 50 % à Pâques 1664. Mais les représentants de la Ligue du Rhin offrirent une aide militaire immédiate (8 000 hommes) au lieu d'argent [66], car ils redoutaient que l'argent fût mal employé par les ministres de l'Empereur [67]. Finalement la diète se décida à l'unanimité de mettre sur pied l'armée d'Empire, qui serait équipée par les États dans le cadre des Cercles [68]; ainsi l'argent ne serait pas versé à la Chambre des Comptes et l'aide extérieure (y compris indirectement celle de la France) était étroitement contrôlée.

On sait quel rôle décisif jouèrent les contingents de l'Empire au cours de la campagne de 1664 et en particulier lors de la bataille du Saint-Gotthard, mais on comprend mieux pourquoi l'Empereur était pressé de conclure la paix, puisqu'une bonne partie de l'armée échappait en fait à son autorité et que pour le reste il dépendait de l'aide financière du Saint-Siège et de l'Espagne.

b. **À l'occasion du second siège de Vienne**, les États de l'Empire manifestèrent à nouveau leur solidarité. Comme l'Empire était de plus en plus menacé par les Français et les Turcs, l'Empereur fit voter par la diète d'Empire la réorganisation de l'armée des cercles, ce que beaucoup d'historiens ont pris pour le début d'une armée permanente [69]. Malgré la politique des Réunions, les États de l'Empire fournirent une aide

60. G. Gual. PRIORATO, *Historia di Leopoldo Cesare*, 1/2, p. 5.

61. Rapport du nonce Caraffa du 30 juin 1661. Édition Levinson, p. 716.

62. Saxe fit son offre à fin janvier, les autres états en avril 1661. *Ibidem*, p. 713-716.

63. En particulier, la Ligue du Rhin qui proposa un corps de 10 000 hommes. *Ibidem*, p. 729.

64. Dépêche de Sagredo du 24 juin 1663. Venise, *Dispacci di Germania*, filza 122.

65. Dépêche de Sagredo du 27 octobre 1663. *Ibidem*, filza 123.

66. G. Gualdo PRIORATO, *Historia di Leopoldo Cesare*, op. cit., III/2, p. 218.

67. « Credendo che venghi male impietago dalle ministri camerali. » Rapport de nonciature. Ratisbonne, 8 janvier 1664. Édition Levinson, p. 265. Confirmé par les comptes du *Reichspfennigamt* qui a versé moins de 100 000 florins entre 1663 et 1668.

68. *Reichs Guetachten Regensburg den 18 januarij 1664*. Copie Budapest, Bibliothèque universitaire, manuscrits, *Collectio Hevenesiana*, t. L, f° 183.

69. K. LINNENBACH, *Deutsche Heeresgeschichte*, 1 vol., 438 p., Hambourg, 1935.

militaire importante au cours de l'été 1683. L'armée qui gagna la bataille du Kahlenberg, le 12 septembre 1683, comprenait en effet les contingents polonais, des troupes fournies par les Cercles [70] qui poursuivirent leur aide une fois le péril passé [71]. C'est ainsi qu'en 1685 les Cercles de Souabe, Franconie et Haut-Rhin (c'est-à-dire ceux qui n'étaient pas dominés par un grand Etat comme la Saxe ou la Bavière) avaient fourni plus de 40 000 hommes. À l'automne, le gouvernement de Vienne décida de donner aux fantassins des quartiers dans les Pays héréditaires, tandis que la cavalerie était rapatriée [72].

Mais l'aide prit surtout la forme de traités particuliers avec les États les plus puissants, où l'Empereur fournissait soldes, quartiers et ravitaillement en échange de contingents. C'est ainsi qu'il traita avec Cologne [73], avec Lunebourg [74], avec la Saxe [75], le Brandebourg et la Bavière. Avec ces deux derniers électeurs les négociations furent beaucoup plus délicates, car l'Empereur s'était endetté vis-à-vis de ces deux vassaux à plusieurs reprises [76], tout comme son grand-père Ferdinand II, qui avait dû céder finalement les Lusaces à l'Électeur de Saxe, à la paix de Prague, et laisser occuper un temps la Haute-Autriche par l'Électeur de Bavière.

Ce sont précisément les négociations austro-bavaroises que nous retiendrons, à titre d'exemple. Princes catholiques voisins, les Wittelsbach et les Habsbourg auraient dû être alliés. En fait le souverain de Munich regardait moins vers Vienne que vers Paris, qui s'employait à favoriser ses ambitions au détriment de la Maison d'Autriche. Aussitôt après Nimègue, Max-Emmanuel maria sa sœur au grand Dauphin mais épousa lui-même l'archiduchesse Maria-Antonia, devenant ainsi le gendre de l'Empereur.

Dès janvier 1683, l'Empereur avait conclu un traité particulier avec l'Électeur de Bavière, qui mettait à sa disposition 8 000 hommes moyennant le paiement de 350 000 florins et la fourniture de quartiers d'hiver en Hongrie [77]. Au printemps 1684 Max-Emmanuel proposait d'envoyer 23 000 hommes pour la campagne d'été, et le Conseil hésitait à accepter, car la solde coûterait 300 000 florins supplémentaires [78]. Le 12 août 1684, le Conseil décida de n'y faire appel qu'en cas de nécessité [79].

70. H. HANTSCH, *Geschichte Österreichs*, op. cit., t. II, p. 52-53.

71. *Conferenz mit Hohenlohe die Hilfe gegen die Türcken betreffend* : certains *Reichsstände* redoutent cependant toujours une intervention française en dépit de la trêve de Ratisbonne. 3 janvier 1685. HHStA Vienne, *Staatskanzlei*, *Vorträge* 6/30.

72. *Conferenz die logirung der Schwabisch, frankisch undt Öberrheinischen Auxiliaren betreffend*. 39 545 fantassins furent répartis ainsi : Styrie : 7 687, Haute-Autriche : 4 520, Basse-Autriche : 2 324, Moravie : 5 682, Silésie : 6 760, et Bohême : 12 572. 25 septembre 1685. HHStA Vienne, *Staatskanzlei* 6/30.

73. *Conferenz die Cöllnischen Auxilia betreffend* : l'Électeur de Cologne fournirait 7 000 fantassins, 3 000 cavaliers, contre 300 000 florins. 14 octobre 1684, HHStA Vienne, *Staatskanzlei*, *Repertorium* N, 76/I.

74. *Conferenz die Lüneburgische beybehaltung betreffend* aux conditions suivantes : 1° 200 000 florins de subsides ; 2° 26 000 Portions au tarif des Impériaux ; 3° des quartiers d'hiver en Basse-Hongrie, Silésie et Moravie. 31 octobre 1685. HHStA Vienne, *Staatskanzlei*, *Vorträge* 6/30.

75. *Conferenz die Chursächsischen Offerten betreffend* : il offrait 4 700 hommes sans clause financière particulière, 9 octobre 1685, *ibidem*.

76. L'Électeur de Bavière détenait comme gage d'emprunts antérieurs plusieurs péages sur le Danube en Basse-Autriche et celui du col du Tarvis. L'Électeur de Brandebourg cherchait à étendre son autorité sur plusieurs principautés de Silésie. Voir DOEBERL, *Bayern und Frankreich*, 1 vol., Munich.

77. *Conferenz der Churbayrischen Völkher Winterquartier in Ungarn deren Durchmarsch und Subsiden betreffend*. 23 septembre 1683. HHStA Vienne, *Repertorium* N 76/I.

78. Conférence du 24 mars 1684. HHStA Vienne, *Staatskanzlei*, *Vorträge* 6/29.

79. *In casu necessitatis : Conferentz die beruffung der Bayerischen Völkher betreffend*, 12 août 1684. L'empereur et son Conseil se méfiaient des Bavares, à cause de l'alliance franco-bavaroise toujours en vigueur. HHStA Vienne, *Staatskanzlei*, *Vorträge* 6/29.

Les conversations se poursuivirent tout l'automne avec von Bercken, conseiller d'État de l'Électeur de Bavière, pour aboutir au traité du 27 novembre 1684 [80]. L'aide finalement acceptée était coûteuse [81] : 8 000 hommes pour lesquels l'Empereur donnait 415 000 florins, dont il pouvait, il est vrai, défalquer les prestations fournies sur le territoire de la Monarchie [82]. Encore que nous n'en ayons pas la preuve formelle, on peut penser que l'aide pontificale était affectée à l'entretien de ces troupes auxiliaires [83]. Ainsi se trouve confirmée la thèse défendue par Fr. Redlich : les princes allemands étaient de véritables entrepreneurs militaires qui envoyaient à la guerre leurs sujets pour gagner de l'argent. Dans le cas qui nous intéresse, les sommes prélevées sur le clergé du monde méditerranéen enrichissaient les « industriels de la guerre » comme les Électeurs de Bavière ou de Brandebourg ou, par le jeu des quartiers, les producteurs vivant sur le territoire de la Monarchie. De toute façon il faut considérer cette guerre de Hongrie comme une vaste affaire qui a profité aux Pays héréditaires comme à certains États de l'Empire.

c. **L'agression française contre l'Empire** modifia quelque peu la nature de l'aide que celui-ci apportait à l'Empereur. D'abord il s'agissait davantage de défendre l'Empire sur le Rhin que de réaliser de bonnes affaires sur un théâtre d'opérations extérieures, mais il serait vain de croire que l'élan patriotique souleva l'ensemble des princes d'Empire. Certes l'Électeur de Saxe offrit de lever quelques régiments dès l'automne 1688, parce que le roi de France avait envahi l'Empire *contra ius gentis*. Il demandait seulement l'autorisation d'en nommer les officiers supérieurs [84]. L'Électeur de Brandebourg offrit même une aide financière à l'automne 1690 [85].

D'autre part la nature du péril permettait à l'Empereur de faire appel à la fiscalité d'Empire en faisant voter des mois romains par la diète : en 1689 la chevalerie d'Empire du cercle de Souabe fut taxée pour 100 000 florins [86]. Néanmoins les revenus encaissés par le *Reichspfennigamt* demeurèrent modestes (3 % du revenu total de l'Empereur) et ne peuvent en aucune façon être assimilés à des revenus fiscaux, puisqu'ils étaient votés par la diète d'Empire qui, en fait, traitait d'égal à égal avec l'Empereur [87]. Les villes d'Empire (Augsbourg, Nuremberg, Francfort) apportaient le

80. *Gefürtes Protocollum bey unterschiedlich gehaltenen Conferenzen mit deme Chur-Bayrischen Abgesandten*. Novembre 1684. HHStA Vienne, Staatskanzlei, Repertorium N 76/1.
81. En Septembre 1685, la Chambre des Comptes avait encore à payer 595 000 florins pour les frais de campagne. *Conferenz in Churbayrischen Sachen*, 14 septembre 1685. *Ibidem* 76/1.
82. *Conferentz wegen der Chur Bayerischen Subsidien* : In puncto der abraitung rations der subsidien per 6 monath ad finem Aprilis : 415 000 florins. Davon abzuziehen :

Die winterquartiere	121 877 florins
Servizien	15 000 —
so underhalt in Schlesien	67 022 —
REST	203 899 florins

Ibidem 75/5.
En 1687, Max Emmanuel de Bavière demandait un *incrementum subsidiorum*. *Conferentia de auxilijs Bavaricis*, 27 janvier 1687, HHStA Vienne, Staatskanzlei, Vorträge 7/32.
83. C'est ainsi que les 300 000 rixdales que devaient rapporter les décimes sur le clergé espagnol seraient versés à l'Électeur de Brandebourg qui enverrait 7 000 hommes de troupe. *Conferentz de 17 Jänner 1686 beyhm Obersthoffmeister Brandenburg accord betreffendt*. HHStA Vienne, Staatskanzlei, Vorträge 6/30.
84. *Conferentia in Reich sachen. Sächsische Vöckher contra Galliam betreffendt*, 25 octobre 1688. HHStA Vienne, Staatskanzlei, Vorträge 7/33.
85. *Conferenz de Dato 9 decembris 1690 die Churbrandenburgische Offerirte Subsidien betreffendt*, 9 décembre 1690. *Ibidem*.
86. *Conferenz in Reichs Sachen Matricular-Anschlag à Solo suecio circolo urgetur 60 000 fl. iezo und 40 000 wan das votum erlangen*.
87. Chiffres tirés des *Hofzahlamtsbücher* correspondant aux années 1651 à 1700. HKA Vienne.

plus régulièrement leurs contributions, non sans retard. En 1673 le magistrat de Strasbourg paya les mois romains qu'il devait depuis 1663.

TABLEAU DES REVENUS DU « REICHSPFENNIGAMT » [87].

(en florins)

1651	46 500	1676	38 000
1652	69 481	1677	13 500
1653	391 257	1678	Néant
1654	146 860	1679	Néant
1655	69 109	1680	Néant
1656	9 011	1681	Néant
1657	Néant	1682	Néant
1658	Néant	1683	1 200
1659	Néant	1684	Néant
1660	Néant	1685	Néant
1661	Néant	1686	227 000
1662	Néant	1687	221 700
1663	23 000	1688	20 500
1664	44 776	1689	12 806
1665	11 121	1690	199 000
1666	11 121	1691	56 000
1667	1 075	1692	21 000
1668	Néant	1693	Néant
1669	19 966	1694	Néant
1670	800	1695	Néant
1671	46 000	1696	Néant
1672	4 550	1697	Néant
1673	97 600	1698	Néant
1674	11 000	1699	Néant
1675	45 000	1700	Néant

Quant à Max-Emmanuel de Bavière il continua à fournir une aide militaire moyennant rétribution. Ambitieux, il avait accepté le gouvernement des Pays-Bas et caressait le secret espoir que son jeune fils serait un jour l'héritier de la Monarchie d'Espagne. En attendant, il faisait de bonnes affaires. Du 30 novembre 1692 au 30 avril 1693 il a reçu de la Chambre des Comptes, sous une forme ou sous une autre, 653 221 florins [88] et en août 1693 l'Empereur avait encore à payer 170 000 florins; aussi la Chambre fit appel à Oppenheimer pour qu'il avançât 100 000 florins aux Bavares [89]. Même au moment où l'Empereur connaissait les plus grosses difficultés financières, la Bavière ne faisait pas de cadeau. C'était une tradition : à Munich les finances de l'Électeur étaient d'autant mieux gérées que les assemblées d'États n'avaient plus leur mot à dire dans ce domaine [90]. Ainsi un État plus petit, moins puissant, moins riche aussi, venait en aide à la Monarchie autrichienne.

87. Chiffres tirés des *Hofzahlamtbücher* correspondant aux années 1651 à 1700. HKA Vienne.

88. *Conferenz die Abreitung der Churbayrischen praetensionen betreffend*, 4 janvier 1693. HHStA Vienne, Staatskanzlei, Vorträge 8/34.

89. *Conferentia Churbayerischen restantien und Alliantz betreffend*, 25 août 1693. *Ibidem*.

90. L'Électeur Ferdinand Maria avait réorganisé l'État et les finances dans une perspective absolutiste. H. HASSINGER, *J. J. Becher, op. cit.*

Par conséquent les États de l'Empire n'ont apporté qu'une aide financière réduite à l'Empereur, même si leur appui militaire lui a été souvent précieux. Le seul moment où l'Empire a vraiment aidé l'Empereur, c'est lorsque Vienne a été menacée. Aide temporaire, efficace, destinée à surmonter une crise passagère. Sinon, il s'agit de traités d'alliance entre potentats dont les intérêts sont convergents, les États de l'Empire n'ayant pas les moyens d'influer directement sur la politique de l'Empereur.

D. LES PUISSANCES MARITIMES.

Jusqu'en 1700 la Grande-Bretagne n'a accordé aucun subside à l'Empereur, bien que les relations diplomatiques aient été bonnes, tant avec les derniers Stuarts qu'avec Guillaume II d'Orange.

Nous avons vu que les États généraux lui avaient purement et simplement refusé une aide directe en 1664 [91] et qu'en revanche ils avaient joué un rôle décisif dans l'entrée en guerre de l'Empereur en 1673. Les subsides régulièrement versés au commissariat général en Allemagne échappaient habituellement à la comptabilité traditionnelle [92].

Quantitativement l'aide extérieure n'a donc jamais dépassé des limites raisonnables. Elle a cependant pesé d'un poids relativement considérable dans la politique de l'Empereur. Certes il a pu ainsi surmonter des crises graves (en 1664 et en 1683) mais à deux reprises, en 1673 et en 1684, la perspective d'une aide extérieure a entraîné l'Empereur dans des entreprises belliqueuses, une première fois sur le Rhin, ensuite en Hongrie. En effet la possibilité de recevoir des subsides espagnols, hollandais ou pontificaux, cristallisa des tendances jusqu'alors latentes dans le Conseil. Il est probable que, dans ces deux cas, l'Empereur n'aurait pas pris autant de risques s'il n'avait d'abord reçu la promesse de subsides se montant à au moins un million de florins par an. Il ne faut d'ailleurs pas se méprendre sur l'attitude de l'Empereur : il était disposé à faire la guerre à la France en 1673 et envisageait de reconquérir la Hongrie en 1684. Seulement les ressources modérées dont il disposait ne lui permettaient guère d'entretenir une importante armée sur le Rhin en 1673 ou en Hongrie en 1684. Mais si les promesses et les traités de subsides ont pesé dans la décision de l'Empereur, il serait faux de croire que le gouvernement de Vienne dépendait exclusivement des Hollandais, du pape ou des Espagnols, puisque l'aide extérieure ne suffisait même pas à combler l'impasse. En particulier la Chambre des Comptes dut mobiliser d'autres ressources, finalement beaucoup plus importantes, pour combler le déficit. Il ne faut donc pas se représenter l'Empereur comme un entrepreneur de guerre, vendant son armée au plus offrant, comme c'était le cas du roi de Suède ou de l'Électeur de Brandebourg. Il n'est pas un industriel qui gagne de l'argent en transformant ses sujets en chair à canon, mais un chef d'État qui mène sa propre politique étrangère, en dépit de difficultés financières indéniables. Et comme l'aide extérieure était insuffisante, l'Empereur, une fois engagé dans un conflit, devait recourir à des expédients pour réduire l'impasse et surtout faire appel au crédit pour pallier les insuffisances de sa trésorerie. C'est à ce prix seulement qu'il arrivait à faire face à ses obligations essentielles.

91. Voir *supra*, liv. I, chap. II.

92. « An Hoff undt Veldkriegszahlmaister H. Lueger So der Oberkriegscommissari Johann Jacob Süber / über die von 25 Jänner bis Endt februarij des 1674ten Jahres per 59 071 fl. 6 kr. empfangene und ordentlich verraitte holländische subsidi gelder eingeraicht zu übernehmhen und per Empfang und ausgaab zu verraitten. » 10 septembre 1675. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 206.

II

LES EXPÉDIENTS

Dans ce domaine, rien de bien original : l'Empereur a eu recours aux mêmes expédients que ses contemporains. La plupart de ces mesures révèlent une certaine imagination et un don d'imitation des voisins, mais elles ne pouvaient apporter aucun remède sérieux au malaise dont souffraient les finances de l'Empereur. Les unes (loteries, monopoles sur les cartes à jouer) n'offraient point de gros profits, les autres (ventes d'offices et manipulations monétaires) étaient d'un maniement dangereux : le gain immédiat pouvait, à long terme, compromettre l'autorité du souverain ou la prospérité de ses sujets.

A. LES MESURES DE DÉTAIL.

La Chambre a cherché à taxer et à tirer profit d'un certain nombre de passions humaines.

a. Le jeu.

La société aristocratique s'adonnait avec délices aux jeux de hasard et l'on sait que l'empereur Léopold, lui-même tout économe qu'il fût, savait jouer gros jeu et perdre aux tables qui s'organisaient au cours des soirées de la Hofburg [93]. Aussi la Chambre eut-elle l'idée d'établir un monopole des cartes à jouer, tandis qu'avec les loteries elle incitait tout le monde à pratiquer les jeux de hasard.

Le 27 janvier 1681 Simon de Lanzenburg obtenait pour 25 ans un privilège sur la fabrication des cartes à jouer à la française. Lui seul avait le droit de les fabriquer et de les vendre dans les pays héréditaires et l'importation des cartes étrangères était strictement interdite. Il était autorisé à créer des fabriques et à créer toutes les sortes de cartes qui lui sembleraient bon [94]. Le privilège fut renouvelé en 1696 pour 25 nouvelles années à Jean von der Kling, auquel Lanzenburg venait de le céder.

Il s'agissait là d'un monopole pur et simple : le bénéficiaire du privilège était le seul à pouvoir mettre en vente des cartes à jouer puisqu'il en était l'unique fabricant et que la concurrence étrangère était éliminée. De la même manière la Chambre tenta, vers la fin du siècle, d'étendre et de monopoliser les loteries qui démocratisaient les jeux de hasard et les mettaient à la portée du plus grand nombre [95].

93. Lettre de l'Empereur au comte Černin. Vienne, 26 novembre 1661. Édition Z. Kalista, *op. cit.*, p. 87. Voir également les comptes de la *Geheime Kammer* : l'Empereur recevait régulièrement des sommes de 100 ducats, très vraisemblablement pour le jeu. HKA Vienne, *Hofzahlamtsbuch* 1669.

94. *Appalto auff französische Karten* : 1^{er} février 1696 portant confirmation du privilège accordé le 27 janvier 1681. *Codex Austriacus*, t. I, p. 84.

95. Projet présenté par Johann Andreas MÄRKÄTSCH, docteur en droit et maire (Königlicher Richter) de la ville royale de Znojmo, 1697. HKA Vienne. *Verschiedene Vorschläge*, 6/270.

b. Le tabac.

Si le jeu était un vieux vice de l'humanité, le tabac était une nouveauté dont l'emploi se généralisa au cours du siècle. Or le climat et le sol permettaient la culture du tabac. Introduite en Autriche par le comte Starhemberg dans son domaine de Schwertberg en 1659, elle connut un développement rapide jusqu'au moment où la Chambre créa la ferme des tabacs, en février 1694. Dorénavant la culture du tabac était interdite aux particuliers, alors qu'elle était devenue une source de revenus pour les paysans [96]. Jean Höllinger administrait à la fois le monopole et la fabrique de tabac d'Enns, alors que la taxe sur le tabac, en Bohême, était abandonnée à la diète [97].

Quant à l'alcool, nous savons qu'il était déjà lourdement imposé depuis le xvi^e siècle; bière, vin et eau-de-vie étaient taxés dans les pays tchèques et autrichiens.

Même si l'on ajoute à ces monopoles l'impôt sur le papier timbré, on admettra aisément que ces taxes avaient plus un effet psychologique qu'un rôle important dans la réduction de l'impasse. Si le système du monopole affermé à un particulier (ou *appalto*) que nous venons de décrire pour le tabac ou les cartes était d'origine vénitienne [98], l'impôt sur le papier timbré était d'origine hollandaise. L'ordonnance des États de Hollande de 1677 avait été traduite pour l'Empereur [99]. Introduit dans l'ensemble des pays héréditaires en 1686, le papier timbré rapporta en 7 ans 141 122 florins, soit en moyenne 20 000 florins par an; les frais de régie étaient considérables, de l'ordre de 35 % [100].

Ces mesures décidées dans des moments de gêne financière ne pouvaient apporter de grand soulagement à la Chambre des Comptes. Puisque celle-ci utilisa tous les procédés à la mode dans les pays voisins, on peut se demander si elle n'eut pas recours à la vente d'offices.

B. LA VÉNALITÉ DES OFFICES.

Les historiens d'Europe centrale n'ont jamais abordé le problème et lorsqu'ils l'ont fait, ce fut toujours pour en nier l'existence. Tout dépend en fait de la manière dont on envisage la question : une approche purement juridique (comme celle de Th. Fellner et H. Kretschmayr à maints égards remarquable) ne rend absolument pas compte de l'existence d'un tel phénomène, car jamais l'Empereur n'a publié un édit tarifant la cession d'un office et en garantissant la possession au titulaire et à ses héritiers. En fait deux phénomènes se juxtaposent :

- l'obligation pour l'officier de finances de déposer une caution importante avant la prise en possession de son office;
- des prêts consentis à l'Empereur peu de temps avant de recevoir un emploi important.

96. G. GRULL : *Der erste Österreichische Tabak*, op. cit., loc. cit.

97. « Erinderung an die königl Böhmische Cammer dass von denen Böhmischen Herrn Ständen / der Tabackh Aufschlag noch auf andere 3 Jahre gegen denen 7 536 fl. 46 kr. zu überlassen bewilligt worden. » HKA Vienne, *Gedenkbuch* 223.

98. L'*appalto* s'appelait en bon français la « ferme ». Si le mot était d'origine italienne, la chose était pratiquée en Bavière (douanes), au Brandebourg et dans les Provinces Unies. SRBIK, *Staatlicher Exporthandel*, op. cit. Introduction, p. 30-34.

99. « Neue und nähere Ordinanz der Herren Staaten von Holland und West friesland worauf die gebühr oder tax des kleinen Siegels / von aller handt Beweisstücke, Schriften, Consultationen obligationen und anderen documenten so hiernach mit mehreren specifirt worden anfangen mit dem 15 augusti des Jahren 1677. » HKA Vienne, *Verschiedene Vorschläge* 2/69.

100. Pour la seule Basse-Autriche, l'impôt rapporta 191 425 florins mais 50 302 furent engloutis dans les frais de régie et le papier ne rapporta finalement que 141 123 florins. HKA Vienne, *Verschiedene Vorschläge* 5/268. On sait que l'introduction du papier timbré en Bretagne et en Guyenne provoqua la révolte des populations.

TABLEAU DES PRÊTS OBLIGATOIRES (« AMTSDARLEHEN ») [105].

Année	Nom	Office	Pays	Montant	Intérêt
				Fl.	%
1650 ...	M. Glanz	Contrôleur péage Gmunden	Haute-Autriche	1 000	
1650 ...	G. Fez	Kays. Wasser Knecht	Basse-Autriche	1 500	
1650 ...	J. Ebenwallner	Intendant Forêt viennoise	Basse-Autriche	7 000	
1660 ...	Ch. Fr. Hannsen	Trésorier des guerres	Cour	6 000	6
1660 ...	H. J. Wurmb	Fermier des gabelles	Basse-Autriche	5 000	6
1665 ...	J. Schmidtnr	Intendant militaire	Cour	10 000	
1665 ...	J. P. Wurzer	Contrôleur trésorerie des guerres	Cour	4 000	
1665 ...	H. G. Loyseli	Trésorerie des guerres	Cour	6 000	6
1665 ...	Z. A. de Paursberg	Intendant Forêt viennoise	Basse-Autriche	14 000	6
1665 ...	P. Günter	Receveur péage Tabor	Basse-Autriche	1 000	
1670 ...	C. F. Rēscali	Intendant militaire	Cour	10 000	
1670 ...	M. E. Gattermayer	Trésorier-payeur Cour	Cour	50 000	
1675 ...	A. Fessa	Contrôleur des gabelles	Bohème	3 000	6
1680 ...	Fr. G. Hiertlhofter	Contrôleur péage Linz	Haute-Autriche	2 500	
1683 ...	C. E. Erb	Fiscal à Glatz	Bohème	5 000	5
1683 ...	C. B. Infeldt	Contrôleur trésorerie Moravie	Moravie	3 000	
1685 ...	J. L. Hartl	Intendant militaire Komorn	Hongrie	3 000	6
1686 ...	M. Reismueller	Trésorier de Glatz	Bohème	2 000	
1687 ...	J. J. Falckhner	Directeur des douanes	Moravie	3 000	5
1687 ...	Fr. Zuelackh	Receveur des contribu- tions	Moravie	3 000	
1690 ...	Ch. Hug	Officier gabelles Tokay	Hongrie	3 000	
1690 ...	J. H. Mueller	Inspecteur des douanes	Moravie	?	
1692 ...	J. F. Herbeck	Receveur général des douanes	Moravie	6 000	6
1694 ...	Z. Kürchmaur	Officier intendant militaire	Basse-Autriche	5 000	
1694 ...	J. A. Pachner	Receveur des aides	Basse-Autriche	5 000	
1694 ...	J. Wolff von Gastheim	Contrôleur <i>vice dominus</i>	Basse-Autriche	4 000	6
1694 ...	G. Düringer	Contrôleur des gabelles	Transylvanie	2 000	5
1694 ...	J. C. Lechmann	Officier gabelles Glatz	Bohème	4 000	5
1694 ...	P. Schenk	Contrôleur général des douanes	Moravie	2 000	6
1695 ...	C. M. Pazesowsky	Officier des gabelles	Moravie	6 000	6
1695 ...	H. I. Faulhaber	Contrôleur trésorerie de Glatz	Bohème	3 000	6
1695 ...	J. L. Gössinger	Officier marine Danube	Basse-Autriche	6 000	
1696 ...	J. A. Carquy	Receveur des aides	Silésie	3 000	
1699 ...	J. Meyer	Officier d'intendance	Hongrie	1 500	5

a. Le problème de la caution (*Amtsdarlehen*).

Tous les officiers de finances étaient obligés de verser une caution au moment de leur entrée en charge [101] afin que la Chambre des Comptes ait un recours contre eux en cas de mauvaise gestion. L'ordonnance de 1568 prévoyait que la caution pouvait être fournie par un capital foncier [102].

En 1650 la mutation est accomplie : un prêt versé en espèces s'est substitué à la caution, qu'il remplaçait purement et simplement : *loco cautionis*; la formule est employée fréquemment, par exemple en 1685 pour le contrôleur de la Trésorerie de Moravie et en 1687 pour le contrôleur du papier timbré à Prague [103]. Pourtant le prêt obligatoire existait dès 1650, y compris pour des offices modestes comme celui de contrôleur du péage de Gmunden [104]. Et il ne s'agissait pas de cas isolés, puisque nous en avons relevé une quarantaine pour la période au cours de sondages que nous avons effectués [105]; en outre la pratique en était régulière et constituait un apport d'argent frais pour le gouvernement qui payait un intérêt ou tout au moins s'engageait à en payer un. Officiellement l'intérêt annuel est tantôt de 5 %, tantôt de 6 %, même après 1680, date à laquelle l'Empereur donna l'ordre de ne plus servir qu'un intérêt de 5 % l'an [106]. De toute façon on peut se demander dans quelle mesure l'intérêt était payé. Vers la fin de la période, le paiement était expressément garanti et assigné généralement sur le fonds que l'officier administrait. Ainsi le receveur des aides recevait une garantie sur le produit de l'impôt sur les boissons [107], le contrôleur du *Vicedomamt* de Basse-Autriche voyait son emprunt garanti par le produit des douanes [108] et le contrôleur de la Trésorerie (*Rentamt*) de Glatz obtenait une garantie sur les revenus ordinaires du comté de Glatz [109]. C'était préférable car, sinon, les arrérages s'accumulaient pour être réglés aux héritiers dans l'hypothèse la plus favorable. À mainte reprise l'affaire était réglée après la mort de l'officier au moment où la Chambre examinait ses comptes. En 1670 les héritiers Gschwind réclamaient 1 050 florins d'intérêts pour un

101. L'instruction pour l'inspecteur des douanes de Moravie prévoyait de ne pas laisser prendre ses fonctions avant le paiement d'une *caution* convenable et suffisante. *Instruction für Süpernumerari überreuter bey dem Mährischen Handtgraffenamt Johann Heinrich Müller*. 20 novembre 1690. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 355.

102. T. FELLNER et KRETSCHEMAYR, *op. cit.*, 1/2.

105. Tous ces renseignements sont tirés des *Gedenkbücher* (sauf pour 1650-*Hofzahlamtsbuch* 96), HKA Vienne.

103. *Kayserliche Verschreibung für den Mährischen Rentamts Controlorn Christian Bernhart Innfeldt* du 1^{er} novembre 1695. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 354 et *Kayserl. « Verschreibung umb die von Georgen Bernahrt Hrainitzky loco cautioni wegen Ihme conferirter gesiegelten Papier gegen handler Stell in Praag derleihende 500 fl. gegen 5 per cento Interesse. »* 5 mai 1687. *Ibidem*, *Gedenkbuch* 355.

104. « Von dem neu resolvirten Kayserl. Mauth Gegenschreiber zu Gmunden, Herrn Martin Glanz, wegen der ihm alda Conferirten dienst stell 1 000 fl. als ain amts darlehen. » 28 février 1650. HKA Vienne, *Hofzahlamtsbuch* 96.

106. *Kayserl. Befehl an die Hungarische Cammer von denen Amts darlehen künfftig nur 5 per cento geben zu lassen*. 30 juillet 1680. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 432.

107. *Kayserl. Verschreibung für den Johann Adam Pachner wegen der zum Amtsdarlehen bezahlten 5 000 fl. und auf die Trancksteuer Versicherte 5 000 fl.* 1^{er} mai 1694. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 356.

108. *Kayserl. Verschreibung für den neu resolvirten Vicedomamts Steuer und Gegenhandlern Johann Wolff von Gastheimb*, 1^{er} août 1694. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 223.

109. Le comté de Kladzko (Glatz) était incorporé dans le royaume de Bohême mais jouissait de privilèges financiers et était toujours compté séparément dans les délibérations de la diète de Bohême. *Kayserliche Verschreibung für den neu resolvirten Rentamts Contralorn und Waldmaister zu Glatz Heinrich Ignatium Faulhaler*. 17 septembre 1695. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 223.

capital de 2 000 florins [110], preuve que les intérêts n'avaient pas été payés depuis près de 9 ans. Le profit semble avoir été important et régulier, mais nous n'avons retrouvé aucun document statistique nous permettant d'évaluer l'importance du capital mis de la sorte à la disposition de la Chambre des Comptes. D'après les résultats que nous avons obtenus, les officiers de finances demeuraient longtemps en place et ces prêts obligatoires ne rapportaient pas une grosse somme chaque année. Il ne semble pas en tout cas que le capital ait été remboursé à l'intéressé ou à ses héritiers. C'est ce que la Chambre expliqua à l'ancien contrôleur du papier timbré en Bohême, Christian Schaerer de Freysenegg : tout au plus pouvait-elle continuer à lui payer les intérêts de retard de son capital de 1 000 florins [111]. Cette clause était nettement exprimée dans le contrat passé avec le fermier des cartes à jouer entré en fonction : 3 000 florins n'étaient pas remboursables et servaient de caution pour son office [112].

Il est donc clair que pour obtenir un office de finances un candidat devait être d'autant plus fortuné que les tarifs des prêts obligatoires ne cessaient d'augmenter au cours de la période; si l'on ne peut en aucun cas affirmer qu'ils étaient « indexés » sur le prix des céréales, ils n'augmentèrent pas moins à proportion des besoins financiers de la Monarchie. Prenons par exemple le *Waldamt*, l'administration de la Forêt viennoise qui appartenait, ne l'oublions pas, au domaine impérial. En 1650 le nouvel intendant dut prêter 7 000 florins pour obtenir l'office [113]. En 1665 son successeur, Zacharie Adam de Paursberg, devait prêter le double [114].

Le plus souvent le prêt obligatoire était accompagné d'un second prêt non moins obligé, dont le montant était beaucoup plus important et qui était, en principe, remboursable. Mais s'il ne tenait pas lieu de caution, il était tout aussi obligatoire; il prenait la forme d'un prêt tantôt à court terme (*Anticipation*) tantôt à moyen terme. C'est ainsi que le nouvel officier des gabelles de Mährisch Neustadt, Christophe Oswald, dut prêter 6 000 florins en plus des 4 000 que comportait son prêt obligatoire [115]. Mais c'était surtout les officiers investis d'importantes responsabilités qui étaient sollicités au moment de leur entrée en fonctions : le Trésorier payeur de la Cour, Max Ernest Gattermayr dut verser 50 000 florins au moment de son entrée en charge en 1670 [116]; l'intendant général de Hongrie Jean Adam Nentwich donna 150 000 florins en 1695, il est vrai sous forme de prêt à court terme garanti sur les contributions de l'année suivante [117].

Admettons que jusqu'à présent l'Empereur ait un peu sollicité le système parfaitement justifié de la caution et qu'il ait fait appel à ceux qui avaient de l'argent lorsqu'il en avait besoin. Seulement nous avons déjà montré les dangers que comportait le recrutement des officiers de finance parmi les manieurs d'argent. Ils risquaient à tout le moins de mal faire la différence entre leurs intérêts particuliers et ceux du prince. Pourtant après 1690 il lui est arrivé d'associer l'emprunt forcé et la nomination de telle façon que cela ressemblait fort à une vente d'office.

110. *Gschäftl an Hoff Kriegszahlmaister Herrn Loisely, denen Gschwindischen Erben Ihme 2 000 fl. Amts darlegen von den seinigen die Verfallene 1 050 fl. Interesse aber aus Amtsmitteln abzuführen*, 6 mai 1670. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 201.

111. *Verbeschaidungs Decret : An gewesten Ober Sigl Ambts gegen handler Christian Schaerer von Freysenegg*, 20 décembre 1694. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 356.

112. *Kayserliche Verschreibung für den Kartenfabrica Inspector Bernhart Togniana*, 29 janvier 1699. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 228.

113. 9 mai 1650, *Hofzahlamtsbuch* 96.

114. *Kayserliche Obligation*, 27 janvier 1665. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 200.

115. *Kayserliche Obligation für den Neu aufgenommenen Saltzversilberern zu Mährischen Neustadt*, 1^{er} juillet 1690. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 355.

116. *Kayserliche Verschreibung für den neu-resolvirten Hoffzahlmaister Herrn Max Ernst Gattermayr umb darleihende 50 000 fl.* 1^{er} mai 1670. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 201.

117. *Kayserliche Verschreibung für den Neu-resolvirten Proviant Obrist leuthenanden in hungarn Johann Adam Nentwich. Wegen der zu 6 per cento dargeliehenen 150 000 fl.* 29 mars 1695. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 436.

b. Emprunt forcé et octroi d'un office.

Le cas le plus flagrant est peut-être celui du maréchal de Basse-Autriche le comte Othon Abensperg Traun; au moment de son investiture, en juin 1690, il prêta 250 000 florins *ad necessitates publicas* [118]. Comment ne pas établir une relation de cause à effet entre la nomination à un poste politique et la conclusion d'un emprunt aussi important ? On remarque un phénomène analogue en Bohême : le conseiller de la Chambre de Bohême, le comte Charles Przehorsowsky, a été nommé vice-président après avoir prêté 30 000 florins à 6 % ; le prêt a été sollicité par la Chambre des Comptes et dès que le contrat a été conclu, le président de la Chambre, le comte Schlickh, a reçu l'ordre d'installer Przehorsowsky dans ses nouvelles fonctions [119]. L'emprunt était garanti sur les revenus de la Chambre de Bohême. Quelques mois après, le baron François Wratislaw de Mitrowitz fut nommé conseiller de la Chambre de Bohême, moyennant un prêt de 15 000 florins en bonne monnaie, garanti sur l'inspection générale des aides et gabelles [120]. Une véritable tarification s'esquisse alors : 15 000 florins pour un office de conseiller, 30 000 pour un office de président.

La nouvelle administration hongroise ne fut pas épargnée non plus par ce phénomène. Lorsque Vienne créa une Chambre des Comptes de Basse-Hongrie, siégeant à Bude, le roi y nomma des conseillers allemands et ceux-ci furent invités à donner de l'argent. Pierre Christian Dauber prêta 20 000 florins [121] ainsi que Joseph Dominique de Thalheimb [122] mais l'emprunt était proportionné aux facultés du candidat puisque l'homme d'affaires viennois Jean Adam Mayer reçut également un poste de conseiller de la Chambre hongroise, moyennant un prêt de 100 000 florins [123]. Mayer était depuis 1692 fermier général des gabelles de Silésie, poste pour lequel il avait alors prêté 200 000 florins à 6 % l'an, en guise de caution [124]. La diète de Silésie obtint finalement l'abrogation de ce monopole et Mayer, anobli entre temps, retrouva une

118. *Handlung mit dem neu-resolvirten Landtmarschallen in Nieder-Österreich.*

119. *Kayserliche Obligation für den Franz Carl Graffen Przehorsowsky wegen der von Ihme zu 6 per cento Interesse dargeliehenen 30 000 fl. et Befelch an Böheimb. Cammer Praesidenten Graffen Schlickh, dem Graffen Przehorsowsky, als resolvirten Vice-Praesidenten daselbst zu installieren und Ihme derentwegen die gewöhnliche Besoldung an weisen zu lassen.* 18 janvier 1695. HKA Vienne, Gedenkbuch 223.

120. *Kayserliche Verschreibung für den Herrn Franz Ignatium Wratislaw freyherrn von Mitrowitz.* 18 novembre 1695. *Ibidem.* Ainsi que l'*Erinderungs Befelch an die Königliche Böheimbische Cammer dem obgedachten Wratislas freyherrn von Mitrowitz eine Cammerraths Stölle alda cum sessione et votto iedoch der mahlen noch ohne Besoldung allergnädigist conferirt worden*, également du 18 novembre 1695. La Chambre faisait donc l'économie d'un traitement puisque le nouveau conseiller recevait toutes les prérogatives de sa charge, sauf la solde.

121. *Kayserliche Verschreibung für den neu resolvirten Hungarischen Cammerrath Peter Christian Dauber wegen seiner zu 5 per cento Interesse dargeliehener 20 000 fl.* 12 mars 1695. HKA Vienne, Gedenkbuch 436.

122. *Befelch ans Kayserl. Hoffkriegszahlambt die von dem neu resolvirten Hungarischen Cammerrath Joseph Dominico freyherrn von Thalheimb darleihende 20 000 fl. einzucassieren.* 19 avril 1695. *Ibidem.*

123. *Erinderungs Befelch an die Königliche hungarische Cammer, dass Ihme von Meyer ein Raths Stölle alda mit jährlichen 300 fl. Adjuta allergnädigist verlihen werden, welchem auch von 100.000 fl. dargeliehenen Capital die Interesse zu 6 per cento der Verschreibung gemäss / abzustatten seynt,* 14 mai 1695. *Ibidem.*

124. *Kayserliche Verschreibung für den alhiesigen Wienerischen-Niderlags Verwandten Johann Adam Mayr wegen der von Ihme pro cautione zu 6 per cento Interesse dargeliehenen 200 000 fl. darumben Ihme auch der völlig Salzhandel in Ober undt Nider-Schlesien, gnädigist überlassen worden.* 19 août 1692. HKA Vienne, Gedenkbuch 356. Voir la patente établissant la ferme des gabelles. Vienne, 28 novembre 1691. *Ibidem.* Gedenkbuch 356.

situation en Hongrie. La Chambre des Comptes pouvait avoir confiance dans ce capitaliste viennois. L'emprunt était garanti sur les gabelles [125].

Même les postes de conseillers de gouvernement n'échappèrent pas à cette nouvelle pratique : le conseiller de la Chambre des Comptes, qui était chargé de l'inspection des aides et gabelles de Bohême, dut prêter 150 000 florins à l'Empereur au moment de sa nomination en novembre 1695 [126]. Très intéressantes sont les remarques accompagnant cette nomination : l'Empereur a nommé Janinall à cause de ses qualités, à cause de la recommandation de son cousin feu Antoine de Janinall, à cause de l'expérience acquise du vivant de son cousin, à cause de l'offre qu'il a faite de prendre à son compte les dettes de l'inspection générale et enfin à cause de l'argent prêté à la Chambre des Comptes.

De ces quelques indications l'on peut déduire que la pratique du prêt obligatoire s'est généralisée à partir de 1690 à tous les échelons et pour des sommes considérables. Il est bien évident que le maréchal de Basse-Autriche n'avait pas à fournir de caution financière pour un poste qui comportait essentiellement des responsabilités politiques. Glissement dangereux vers la vente d'offices provoqué indubitablement par la croissance brutale de l'impasse. D'autres signes montrent que le processus conduisant à la vénalité des offices était amorcé : expectative, transmission. Ils sont rares et ne permettent pas d'en tirer des conclusions définitives mais ils n'en indiquent pas moins une évolution. En effet en 1694 Pierre Auguste Formändl a prêté 3 000 florins à la Chambre des Comptes pour obtenir l'office de contrôleur général des taxes sur le bétail de Moravie [127]; l'expectative formelle lui en a été accordée et les 3 000 florins serviront de prêt obligatoire [128]. De la même manière, l'adjoint de l'officier des gabelles de Linz a prêté 15 000 florins et a reçu l'assurance que le poste de titulaire lui serait conféré quand il serait vacant [129]. Quant au receveur des contributions du cercle de Brno, François Zuelackh, il a prêté 3 000 florins à la Chambre des Comptes pour obtenir l'emploi que son père Martin, puis son frère aîné Norbert avaient exercé avec zèle et fidélité pendant 49 ans [130]. Quant à Tobie Grégoire de Glanz, il a prêté 15 000 florins à la Chambre des Comptes pour que son fils ait l'expectative de son office, le péage de Gmunden en Haute-Autriche, la garantie financière étant fournie par les revenus du péage de Linz [131].

Il s'agit donc essentiellement d'un phénomène conjoncturel très caractéristique du milieu des officiers de finances. Destinée à apporter de l'argent frais aux caisses de l'Empereur, cette ébauche de vente d'offices demeure un remède empirique, nullement recommandé dans les cercles officiels, sur lequel la législation est d'ailleurs pratiquement muette; nous sommes donc en présence des premiers balbutiements de la vénalité des offices, mais n'est-ce pas ainsi que la monarchie française a commencé à vendre son autorité au détail [132] ? Il faut d'ailleurs noter que la monarchie recourut largement à

125. *Kayserliche Verschreibung*, 11 mai 1695. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 436.

126. *Befehl An Herrn Graffen Przehorsowsky den Johann Paptist von Janinall gegen den anerbotenen Darlehen per 150 000, als anderten Deputirten im Königreich Böhmeim zu installiren*, 5 novembre 1695. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 223.

127. *Kayserliche Obligation für den Exspectanten auf die Gegenhandler Stöll dem Vieh Auffschlag ober-Einnehmer Amt in Mähren Peter Augustin Formändl*, 1^{er} août 1694. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 356.

128. ... *die Gegen handlers Stölle die Anwarthschaft sub Jure futurae successionis*. Ibidem.

129. *Kayserliche Verschreibung für den Leutserischen Salzamtsbeaidigten Adiuncten Antonium Joseph Lossy von Lossenau wegen dargeliehener 15 000 fl. Capital. Dahingegen er auf die daselbige Salzamts Stölle versichert würdet*. 1^{er} octobre 1694. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 356.

130. *Kayserliche Verschreibung für Ihne Franzen Zuelackh* du 29 avril 1687. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 354.

131. *Kayserliche Verschreibung* du 14 août 1694. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 223.

132. On peut estimer que la Monarchie a dans ce domaine deux siècles de retard sur la France; elle ne sollicite que des prêts et n'a pas encore systématiquement organisé la cession des offices, ni multiplié les offices pour trouver de l'argent comptant.

cet expédient après 1690, lorsque l'impasse prit des proportions considérables et que l'aide extérieure devint quasi nulle.

C. LES MANIPULATIONS MONÉTAIRES.

Elles doivent être considérées comme une source de profit pour le Trésor. Trois dévaluations successives sont intervenues à point nommé pour financer en partie les guerres turques de 1663-1664 et 1683 et pour soutenir l'effort financier de la monarchie en pleine guerre de la Ligue d'Aubshourg.

À trois reprises en effet, l'Empereur procéda à des réajustements monétaires concernant les Pays héréditaires en 1659, en 1682 et en 1693. Il s'agissait en fait de sanctionner le décalage existant entre la valeur nominale du billon et sa valeur réelle. Dans une certaine mesure la Chambre des Comptes n'était pas responsable de l'invasion par le billon polonais de la Silésie, de la Bohême et de la Hongrie, car ce mouvement résultait d'une spéculation : les monnaies d'or et d'argent des Pays héréditaires étaient exportées vers la Pologne pour racheter, en-dessous de leur valeur nominale, les monnaies de billon polonaises et la réintroduction de ces monnaies procurait un profit notable aux spéculateurs, car le billon polonais était accepté à sa valeur nominale. Aussi l'ordonnance du 31 mars 1659 condamnait-elle ces opérations; elle interdisait à l'avenir toute exportation de numéraire et dépréciait de 20 à 25 % les monnaies de billon [133]. Cette spéculation avait d'ailleurs fait l'objet de plaintes de la part des assemblées d'États, en particulier de la diète de Bohême [134]. Seulement ni la mauvaise monnaie étrangère, ni les spéculateurs n'étaient les seuls coupables, car l'Empereur provoquait lui aussi l'inflation en multipliant les signes monétaires. Nous avons vu qu'il ordonna la fabrication massive de pièces de 15 kreutzer ou quart de florin. Nous ne savons pas quel fut le montant exact des profits, mais la frappe de ce billon souleva les protestations des États de l'Empire [135]; les négociations de Ratisbonne en 1670 n'aboutirent à aucun résultat sérieux, en dépit du préjudice que causait ce billon aux princes d'Empire et à leurs sujets, car la Chambre des Comptes, qui tirait de substantiels profits de l'opération, manifesta son opposition à tout compromis [136].

En 1682, celle-ci, après bien des hésitations, se décida à dévaluer et à retirer de la circulation les demis et quarts de florins, ainsi que des pièces étrangères en provenance d'Europe occidentale [137]. Bien entendu le billon étranger était accusé de tous les maux [138], mais les florins de mauvais aloi étaient dépréciés de 6,66 % et devaient être retirés de la circulation à l'automne. Comment la mesure fut-elle appliquée ? La crise de 1683 ne fut probablement pas très favorable à un assainissement en profondeur et la Chambre des Comptes fut encore tentée d'utiliser des moyens inflationnistes. La brutale

133. *Müntzordnung* du 31 mars 1659. Par exemple le kreutzer qui n'était pas frappé dans les pays héréditaires voyait sa valeur nominale ramenée de 4 à 3 pfennig, soit une dépréciation de 25 %, *Codex Austriacus*, t. II, p. 28.

134. *Von dem Müntz weesen*, diète 1659, p. XXXVI, SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, karton 1658/76.

135. *Puncten so wegen allerhand iezigen Münz weesens in deliberation zu nembem*, § 7, janvier 1665, *Gedenkbuch* 199. Dépêche de M. Zorzi au Sénat de Venise du 12 juillet 1670. *Dispacci di Germania*, filza 135.

136. Dépêche de M. Zorzi du 29 juillet 1670. Venise, *Dispacci di Germania*, filza 136.

137. Les thaler en provenance de Suisse, de Hollande, de Pologne, des Pays-Bas et de Saxe. *Müntzordnung* du 30 mars 1682. *Codex Austriacus*, t. II, p. 31-33.

138. Préambule de la *Müntzordnung* comme de la patente pour les pays tchèques. SÚA Prague, Collection Bořek, vol. 29. Münzpatent du 30 mars 1682.

hausse des prix qui suivit la victoire du Kahlenberg inquiétait fort le gouvernement de Vienne qui songeait à bloquer les prix et se demandait s'il ne faudrait pas encore dévaluer, car il y avait un décalage d'environ 5 % entre le rixdale circulant dans l'Empire et celui des Pays héréditaires [139].

Jusqu'en 1690 les désordres monétaires inquiétaient le gouvernement [140], sans l'inciter pourtant à agir. Mais le très important accord conclu entre l'Électeur de Saxe et l'Électeur de Brandebourg en 1689, pour remettre de l'ordre dans le système monétaire de l'Empire [141] obligea l'Empereur à assainir sa propre monnaie [142]. Le 4 novembre 1690 le président des Finances proposait de faire rentrer toutes les espèces en circulation et d'en frapper de nouvelles sur la base d'un tiers de bonne monnaie et de deux tiers de mauvaise [143]. À la fin du même mois la Chambre estimait que le bon rixdale devait être évalué à 120 kreutzer, — il était à 90 en 1659 — et que la monnaie de billon devait être réduite [144]. La Chambre estimait le montant de la mauvaise monnaie à 5 millions [145], ce qui, dans la perspective du temps, était une perte, alors qu'il s'agissait d'un profit puisque l'Empereur payait troupes et créanciers en monnaie dévaluée.

Cette estimation doit être acceptable puisqu'en 1695 la Chambre estimait que dans les Pays héréditaires il y avait pour 4 millions de florins de pièces d'un florin dévaluées [146]; à cela il convient d'ajouter le véritable billon, qui rapportait évidemment moins. En admettant que la situation ait été assainie en 1682, la Chambre des Comptes aurait fait pour 5 millions de profit en dix ans en pratiquant une inflation modérée.

Les propositions de décembre 1690 furent retenues et sanctionnées par l'ordonnance du 28 novembre 1692 [147], après avoir été approuvées par les banquiers [148] : la mauvaise monnaie était acceptée jusqu'à fin janvier 1693 pour les paiements courants et jusqu'à fin avril pour le paiement des contributions, des anticipations et des prêts. Il fallait la porter ensuite à la monnaie et la changer contre de bonnes espèces, avec toutefois une perte d'un schilling par florin. Le rixdale valait désormais 120 kreutzer, soit 2 florins, et le ducat, la pièce d'or, 4 florins au lieu de 3. Cette remise en ordre était accompagnée de la frappe de billon de bon aloi et l'opération fut confiée en partie aux ateliers monétaires d'Augsbourg, car le Maître de la Monnaie de Vienne, Mathias Mittermayer, ne pouvait faire face assez vite à ses obligations [149].

139. *Conferenz in Münzweesen* du 27 juin 1684. HHSStA Vienne, *Staatskanzlei Vorträge* 6/29.

140. *Conferentia das Münzweesen betreffend* du 17 juin 1687. *Ibidem*, *Vorträge* 7/32.

141. Conférence de Zinna. Voir l'article de W. SCHWINKOWSKY dans *V.S.W.G.* 14, 1918, p. 1-87.

142. Ou plus exactement à appliquer les lois communes, car les pays héréditaires (et non la Hongrie) étaient régis par des réglemens monétaires communs.

143. *Conferentia das Münzweesen betreffend* du 4 novembre 1690. HHSStA Vienne, *Staatskanzlei, Vorträge* 7/33.

144. Rapport de la commission d'experts de la Chambre des Comptes lu à la session de la Conférence secrète du 1^{er} décembre 1690. *Abermahlige Conferentz in Müntzsachen. Ibidem*, 7/33.

145. *Conferentia de rei monetariae confusione eiusque remedijs*. 28 novembre 1690. *Ibidem*, 7/33.

146. ... *ex supposito / dass in Erblanden vier Millionen Rheinischen Gulden oder 4 571 428 Stück so genanten Guldiner oder Sieben schillinger an Silber 152 564 marckh fein*. Communication de la Chambre des Comptes à la Chancellerie de Bohême, An die Königliche Böhmische Hoffcanzley, 21 avril 1695. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 223.

147. *Münzordnung* du 28 novembre 1692. *Codex Austriacus*, t. II, p. 35-38. Elle avait été discutée dans la conférence du 10 septembre 1692.

148. *Conferentia in re monetaria* du 26 mars 1692. HHSStA Vienne, *Staatskanzlei, Vorträge* 8/34.

149. E. HOLZMAYR, « Studien zum Münzwesen Leopolds I. » dans *Numismatische Zeitschrift*, t. 29, 1936.

En même temps cette dévaluation était la sanction d'un état de fait, puisque la valeur réelle sur les marchés des changes, était de 1 rixdale pour 2 florins et non plus de 1 florin 1/2 comme au début du règne. Dévaluation modérée puisqu'en trente-trois ans le florin s'était déprécié d'un tiers, soit en moyenne 1 % par an. Mais le processus s'était accéléré au cours des dix dernières années, permettant à la fois de payer en partie la guerre de Hongrie et de redonner un coup de fouet à l'économie des Pays héréditaires. La Chambre, en dépit de ses allures libérales et généreuses, essaya de faire payer une partie de l'opération aux sujets de l'Empereur, en ne reprenant les florins de mauvais aloi que pour une valeur de 52 kreutzer 1/2 et en payant les troupes de Hongrie avec des pièces dépréciées. C'est le cardinal Kollonich qui eut la responsabilité de toute l'affaire et en particulier l'exécution de l'ordonnance de novembre 1692, dont certaines dispositions, nous l'avons vu, lésaient les usagers [150]. Ce n'est pas sans habileté que la Chambre des Comptes mania l'inflation et ménagea assez bien tant les intérêts de l'Empereur que la prospérité économique des Pays héréditaires.

Néanmoins, si l'on examine d'une part le graphique traduisant la valeur de l'impasse et si d'autre part on essaie de chiffrer le produit des expédients, on s'aperçoit que ceux-ci étaient insuffisants pour réduire l'impasse. Celle-ci a été réduite au cours de la période 1682-1690 grâce à l'action conjuguée de l'aide extérieure et d'une inflation modérée. À partir de 1690, la Chambre doit recourir en particulier à la vente déguisée d'offices et aux emprunts forcés. Toutes ces ressources additionnées étaient insuffisantes et le seul moyen technique éprouvé pour réduire l'impasse était le recours au crédit, moyen dont ont usé largement tous les souverains depuis le Moyen Âge [151].

III

LE CRÉDIT

Dans son ouvrage sur les Finances de la Monarchie dans la première moitié du XVIII^e siècle, le baron von Mensi avait longuement insisté sur le rôle du crédit et peut-être pas suffisamment sur les ressources fournies par l'impôt [152], alors que depuis Ferdinand I^{er} les responsables de la politique financière de la Monarchie combinaient les deux sources de revenus : les impôts et les emprunts.

En effet, toutes les fois qu'au XVI^e siècle les Habsbourg de Vienne eurent à mobiliser des fonds importants dans la lutte contre le Turc ils firent appel aux grandes maisons de banque et aux aristocrates. Lors du premier siège de Vienne (1529), Ferdinand I^{er} emprunta 176 000 florins et 50 000 couronnes. Les Fugger à eux seuls fournirent les 50 000 couronnes et 100 000 florins, tandis que deux autres maisons de banque en fournissaient 28 000, le margrave Ernest de Bade, le cardinal archevêque de Salzbourg et Siegfried Kollonich en prêtaient 38 000 [153], de sorte qu'en 1530 Ferdinand I^{er} avait

150. En particulier les conférences des 11 août et 24 octobre 1693. HHStA Vienne, *Staatskanzlei Vorträge* 8/34.

151. Il n'appartient pas de faire ici une histoire du crédit depuis le XIII^e siècle, et nous renvoyons simplement à 2 ouvrages qui montrent combien les princes étaient des clients dangereux pour les maisons de banque. Y. RENOARD, *Les hommes d'affaires italiens au Moyen Âge*, 1 vol., Paris, 1949. EHRENBERG, *Le siècle des Fugger*, op. cit.

152. Franz Freiherr VON MENSİ : *Die Finanzen Österreichs 1701-1740*.

153. Chiffres fournis par K. OBERLEITHNER : *Finanzen und Kriegswesen unter Ferdinand I^{er}*, A.Ö.G. 22, p. 47.

déjà fait pour 998 400 florins de dettes. Ses relations avec les Fugger ne cessèrent de se développer et Ferdinand I^{er} ne tarda pas à leur devoir un million de florins en compensation, les Fugger mirent la main sur la production de Jachymov, puisque le roi leur accorda l'autorisation d'acheter 24 000 livres d'argent à 8 florins 30 kreutzer la livre. Auparavant ils lui avaient prêté 80 000 florins garantis sur les contributions de Moravie et des Lusaces [154]. Dès 1530 les principaux mécanismes du crédit sont en place : domaines (en particulier mines) hypothéqués, contributions dépensées avant d'être encaissées, emprunts aux aristocrates, emprunts aux grands officiers de la Chambre des Comptes (En 1530 Ferdinand I^{er} devait 69 600 florins à son trésorier-général *Pfennigmeister*) [155].

À la fin du xvi^e siècle, la Monarchie dut à nouveau faire appel au crédit pour mener en Hongrie les opérations de la guerre de Quinze Ans (1593-1608). De même que la pression fiscale s'alourdit fortement à cette occasion, la Cour et les pays s'endettèrent; c'est ainsi qu'entre 1587 et 1611 la dette du royaume de Bohême tripla, passant de 500 000 à 1 338 073 rixdales (et 10 000 ducats) [156]. Les Habsbourgs avaient en effet dû emprunter pour plus de 3 millions de florins entre 1594 et 1598; ils ne firent pas seulement appel aux financiers Lazare Henckel de Donnersmarck et Zacharie Geizkofler, mais aux banquiers viennois (Ambroise Ferrari) et à des étrangers; le facteur des Fugger, Barthélemy Castez de Castello et le banquier florentin Pierre Gianini, qui prêta 2 millions de florins à 9 % l'an [157].

En 1650 la situation n'avait guère changé depuis le xvi^e siècle et la Chambre devait faire appel au crédit à la fois pour combler le déficit et pour jouer le rôle d'une trésorerie inexistante, de sorte qu'elle distinguait déjà très bien entre le crédit à court terme (l'anticipation) et le crédit à moyen terme. La notion de dette consolidée, de prêt perpétuel, n'existait pas encore, sauf pour certains prêts obligatoires qui, considérés comme caution, n'étaient pas remboursés. En conséquence la durée des prêts était mentionnée pour les créanciers les plus importants et n'excédait pas 3 à 5 ans.

A. ASPECTS TECHNIQUES.

a. Le taux de l'intérêt.

Il était mentionné fréquemment dans le libellé des contrats, sauf dans ceux passés avec Samuel Oppenheimer, probablement pour masquer les taux d'intérêt exorbitants que celui-ci prenait à la Chambre des Comptes. D'une façon générale ce taux oscillait entre 5 et 6 % l'an, à deux exceptions près : en 1699 le banquier viennois André Ceto prêta 25 000 florins à 12 % l'an [158] et le banquier Gaun avança 48 000 florins au même taux.

154. J. JANACEK : « Die Fugger und Joachimsthal » dans « *Historica VI* », p. 109-113.

155. E. OBERLEITHNER, *op. cit.*, p. 45. État de la dette en 1530.

156. M. VOLF : « Kralovsky důchod a cever v XVI. století » (les revenus royaux et le crédit) dans *Česky Časopis Historický*, 48-49, p. 190, Prague, 1949.

157. M. VOLF, *Kralovsky důchod*, p. 119-124.

158. *Ans General Kriegszahlamt die von dem alhiesigen Wechsler Andrea Ceto vorgeschossene 25 000 fl. samt 1 per cento monatlichen Interesse zu bezahlen* 30 juin 1699, HKA Vienne, Gedenkbuch 357.

Année	5 %	6 %	Indéterminé	Total
1650	—	4	11	15
1655	—	2	5	7
1660	2	6	11	19
1665	—	8	5	13
1670	—	2	5	7
1675	2	11	13	26
1680	—	1	3	4
1685	2	3	13	18
1690	1	4	6	11
1694	5	35	30	70
1695	5	26	34	75
1699	—	4	22	26

Compte tenu des lacunes dans la documentation on voit apparaître une nette dominante de l'intérêt à 6 % à moins d'interpréter toutes les indéterminations comme un taux d'intérêt à 5 %, ce qui nous paraît une extrapolation un peu hâtive. A priori les prêts à l'Empereur offrent une bonne rémunération du capital puisqu'on admettait que les propriétés foncières rapportaient, bon an mal an, le denier vingt ou 5 % d'intérêt annuel.

b. Les garanties.

Seulement il s'agit de savoir si les intérêts étaient régulièrement payés. Tout dépendait du fonds sur lequel le paiement des intérêts était garanti. Nous avons vu que les *cameralia* servaient le plus souvent au paiement des intérêts et aussi au remboursement des capitaux. Les principaux fonds qui servaient à garantir le paiement des intérêts étaient les gabelles, les impôts sur les boissons, les contributions, en particulier pour les emprunts à court terme et les domaines : le tableau ci-joint ne permet pas d'établir des relations chiffrées avec le total des emprunts, mais les éléments fournis par la documentation sont suffisants pour confirmer, par exemple, les affirmations des manuels à l'usage des conseillers de la Chambre. Les silences ne doivent d'ailleurs pas faire croire que les fonds n'étaient pas utilisés pour garantir des emprunts, mais plutôt qu'ils étaient déjà engagés. Ainsi l'inspection générale des aides et gabelles de Bohême (*Deputiertes Amt in Prag*) était en 1679 encore grevée de 691 180 florins de dettes (653 000 florins de capital et 38 180 florins d'intérêts à payer) pour les revenus du seul monopole du sel. C'est pourquoi, par exemple en 1680, ce fonds n'a pas été grevé par une nouvelle hypothèque. Le plus clair du capital était d'ailleurs déjà engagé aux deux administrateurs Losinthal et Janinall pour 350 000 et 250 000 florins.

Le service de la dette était d'autant plus lourd qu'il s'agissait d'emprunts à court terme qu'il fallait rembourser. Ainsi en Bohême en 1679 la Chambre devait 13,5 millions d'intérêts pour un capital de 6 223 837 florins [160]. Aussi la politique de l'Empereur et du président de la Chambre a-t-elle consisté par deux fois, après Vasvár et après Nimègue, à rembourser le plus possible d'argent pour assainir les finances. Nous avons

159. Voir *supra*, liv. II, chap. II : *Les recettes*, où l'on trouvera également une définition et une description des fonds. Quant aux chiffres ils sont fournis par les actes enregistrés dans les *Gedenkbücher*.

160. J. G. VON SELB : *Guetachten* 1679. HKA Vienne, ms. 204, f° 31.

SOMMES ASSIGNÉES SUR LES DIFFÉRENTS FONDS DE LA CHAMBRE [159].
(en milliers de florins)

	1650	1655	1660	1665	1670	1675	1680	1685	1690	1694	1695	1699
Impôts directs :												
Contributions			353	141	110	609				474	3,10	704
Impôt turc								22		50	30	
Capitation									229			
Impôts extraordinaires ..	15		14	10								
Total	15		367	151	110	609		22	229	524	3,13	704
Douanes :												
Mauth am Tabor	10											
Hauptmauth Vienne	97	90	100			80				29	45	
Péages Autriche	42					12		30	25			
Handgrafen Amt										7	77	24
Douanes Hongrie			30			50						
Total	149	90	130			152		30	25	36	122	24
Gabelles et aides :												
Deputirter Amt Prague ..	20				120	20			40	565	640	
Salzamt Basse-Autriche ..				12	12	107	100	224	50	229	290	
Total	20			12	132	127	100	224	90	794	930	
Divers :												
Domaines								101		435	306	
Vicedom Basse-Autriche ..		10				6					20	
Mines de Hongrie									110	34	285	60
Mercure d'Idria					100	10						
Subsides espagnols				30		64						
Total		10	30	100	80			101	110	469	611	60

vu que cette politique financière avait pesé sur la politique générale de l'Empereur et l'avait incité à conclure des traités en apparence peu avantageux.

Nous ne savons pas exactement de quelles charges était grevée la Chambre des Comptes en 1665, mais il est certain que le crédit de l'Empereur était limité, car dans l'affaire du rachat des duchés d'Oppeln et de Ratibor, la Chambre eut le plus grand mal à trouver les 600 000 florins nécessaires. Tout le monde s'était dérobé, les banquiers viennois comme les banquiers génois avaient, dès février 1665, répondu qu'ils ne pouvaient rien prêter puisqu'il n'y avait pas de *bons fonds* pour garantir l'opération [161] et l'on sait que ce sont finalement les banquiers Joannelli et Garibaldo qui

161. Le prince Portia avait « mesme fait escrire par un banquier à Gennes sans qu'il sceut pourquoy ni a quel denier il pourroit trouver de l'argent sur de bons fonds. Le sindic des marchands a qui on avoit fait scavoier de pressentir, si l'on pourroit emprunter un million de florins sur des assurances valables, fait reponse qu'on ne trouveroit pas dans Vienne 50 mil écus ». Dépêche de Grémonville du 19 février 1665. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 20, f° 236.

fournirent l'argent nécessaire [162]. Un état du printemps 1666 montre d'ailleurs que les affirmations du prince Portia et des banquiers étaient parfaitement fondées : les domaines et les péages de Styrie étaient engagés à concurrence de 1,5 million de florins [163] et le péage de Tarvisio, fondamental pour le trafic entre l'Italie du Nord et la bassin danubien était à lui seul hypothéqué pour plus d'un million de florins. On comprend donc qu'il était urgent pour l'Empereur d'assainir ses finances [164].

Dans ces conditions l'entrée en guerre aux côtés de la Hollande et de l'Espagne avait interrompu l'œuvre entreprise. Selb note dans son rapport de 1679 que sur les *cameralia* du seul royaume de Bohême la Chambre avait garanti 6 223 300 florins de capital, dont environ un tiers (soit 2 203 000) avait été souscrit au cours de la période 1653-1671. Dans le même rapport le conseiller Selb a tenté de montrer ce que la guerre de Hollande avait coûté en crédit à court terme car, en dépit de l'aide extérieure, la Chambre avait rencontré des difficultés de trésorerie et elle avait souscrit en 4 ans pour 3 692 571 florins d'anticipations dans les pays héréditaires (3 281 071 florins) et dans l'Empire (481 000). La Chambre n'avait pu rembourser que 217 750 florins correspondant à des anticipations souscrites en 1675 [165].

Le but de la Chambre était, cette fois encore, de rembourser en maintenant les contributions militaires à un haut niveau, tout en réformant une partie de l'armée; les économies ainsi réalisées sur le budget militaire serviraient à rembourser les anticipations souscrites pendant la guerre de Hollande. Toutefois des circonstances imprévues allaient entraver la réalisation de ce programme; deux ans après, le prince Dietrichstein expliquait à Sébeville « que l'Empereur devait encore à beaucoup de particuliers; que la guerre l'avait empêché d'y songer et lui en avait osté le pouvoir et qu'ensuite la peste avait achevé de ruiner le pays [166] ». Ce que le prince ne dit pas c'est que l'Empereur a dû réarmer et que les dépenses militaires ont atteint très rapidement un niveau élevé, de sorte que les beaux rêves d'assainissement et de remise en ordre se sont évanouis.

La guerre turque a en effet ouvert un nouvel âge d'or pour ceux qui voulaient prêter leurs capitaux à l'Empereur. Pour assurer les recrues de l'automne 1682 et avant même de percevoir « l'impôt turc », la Chambre a dû lever un emprunt de 3 millions en engageant des domaines : « l'Empereur engage pour cela les biens du feu Président [de la Chambre Sinzendorf] et le Comté de Clace [Glatz, aujourd'hui Kladzko] en Silésie sur lesquels il demande trois millions de florins qui font près de six millions de livre dont le prince de Transilvanie offre déjà cinq cent mille florins, les fils du comte de Chioli de Bohême, mort depuis peu, autant, un comte de Walstein avec un nommé Logis, fournisseur, la même somme... Les enfants du feu Spork donnent aussi 500 mille florins,

162. Voir *supra*, liv. II, chap. II.

163. État des dettes pesant sur les *Cameralia* d'Autriche Intérieure en mai 1666 :

Salzamt Aussee.....	92 300 florins
Péage (Mauth) Krensbrücken.....	67 299 florins
St Veit en Carinthie.....	35 000 florins
Péage Graz.....	135 000 florins
Péage de Tarvis.....	1 078 999 florins
Administration Domaines-(Vicedomamt de Styrie).....	37 000 florins
TOTAL.....	1 445 598 florins

Extract de la Inner-Österreichische Hofbuchhalterei, joint à un rapport de la Chambre des Comptes de Graz du 15 mai 1666. Cité par H. Ritter von SRIK : *Der Staatsliche Exporthandel*, op. cit., p. 27, note 2.

164. En 1667, les ordres des pays tchèques refusèrent d'accorder une anticipation. Dépêche de Grémonville du 18 août 1667. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 27, f° 114v.

165. J. G. VON SELB : *Guetachten*, *ibidem*, f° 321 sqq.

166. Sébeville au roi, Wiener-Neustadt, 17 juillet 1681. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 50, f° 222 v.

de sorte qu'en 4 articles voila deux millions de florins et plusieurs particuliers s'offrent pour le troisième, mais ils ne sont pas d'accord entr'eux [167]. »

Ce qui prouve au moins que le pays n'était pas si épuisé que l'annonçait Dietrichstein et qu'il y avait encore des capitaux disponibles, à condition que la Chambre offrît des garanties sérieuses. On voit donc que les domaines servaient de réserve pour trouver du crédit dans les cas désespérés. Après 1690 la Chambre engagea une nouvelle série de domaines pour 435 000 florins en 1694, pour 306 000 en 1695. Mais dans ce cas les aides et gabelles furent d'un grand secours, car les gabelles furent étendues peu à peu à toute la Monarchie et le taux de la taxe élevé en 1692, moins pour les revenus immédiats que ces fonds procuraient que pour les garanties qu'ils offraient aux créanciers. Elle peut ainsi gager sur ces fonds pour 734 000 florins d'emprunts en 1694 et pour 930 000 en 1695 [168].

En 1700 le fonds du *Deputirten Amt* de Prague (Inspection générale des gabelles et aides de Bohême) était grevé de 5 760 726 florins de créances, dont un million de florins d'intérêts impayés [169]. On voit qu'après l'effort financier des années 90, même un bon fonds avait des limites et seule une augmentation du prix de vente du sel permit de redresser la situation [170] : le fonds n'était plus grevé que par 1 808 969 florins de dettes et les principaux créanciers de naguère, les ordres et Samuel Oppenheimer, avaient été remboursés [171]. Preuve supplémentaire, s'il en était besoin, que la seule vraie solution du problème, dans la perspective d'une politique extérieure active, était l'aggravation de la fiscalité et non tous ces remèdes plus ou moins boiteux que la Chambre s'ingéniait à multiplier.

c. Crédit à court terme et anticipation.

Le recours au crédit était, nous l'avons vu, motivé par des difficultés de trésorerie : il s'agissait alors pour la Chambre des Comptes de disposer de liquidités en attendant la rentrée des contributions par exemple et les manuels de conseiller les définissaient comme un crédit bon marché de très brève durée, à condition que les emprunts fussent sérieusement garantis et remboursés très vite [172]. Dans l'administration des guerres, l'anticipation jouait un rôle essentiel, dans la mesure où les troupes ne pouvaient attendre indéfiniment ni le ravitaillement, ni la solde. Ainsi au printemps 1694, la Chambre réunit 1 406 000 florins d'anticipation pour entreprendre la campagne de Hongrie [173] or, le succès de celle-ci dépendait essentiellement de la date plus ou moins tardive à laquelle des moyens suffisants étaient mis à la disposition du commandement [174]. Parfois même les intéressés rappelaient brutalement à l'ordre les autorités :

167. Sébeville au roi, Vienne, 22 octobre 1682. *Ibidem*, vol. 53, f° 452-453.

168. Voir tableau indiquant les sommes assignées sur les différents fonds page précédente.

169. *Specification deren Assignatorium welch auff die 6 millionen (an) gewiesen seiendt 1.700*. SÚA Prague, Collection Bořek, vol. IV, f° 193-196.

170. Le prix de vente du sac s'élevait à 10 fl. 8 kr. *Austheilung des deputirten Amtsgefölln und davon Kommende Zahlungen* du 24 avril 1705. SÚA Prague, Collection Bořek, vol. IV, f° 163-170.

171. *Austheilung des deputirten Amtsgefölln*. *Ibidem*.

172. *Per anticipationes mögen auch wieder die Extra mittel gesagt werden welcher davon vonnöth hat der Hoffcammerrath dahin zu sehen, dass dieselbe womöglich undt höher als auff 5 oder 6 per cento erhalten werden bevorab wan die versicherung mittel ganz richtig und die wieder bezahlung in Kurzer zeit folge*. BN Vienne, ms. S.N. 1849, f° 99. Voir également ms. 14466, f° 128.

173. *Befelch Ans hoffkriegs zahlamt* du 26 mars 1694. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 223.

174. Voir à ce sujet les déclarations faites à Villars par le cardinal Kollonich et le comte Stahremberg, président du Conseil de la Guerre le 11 août 1698. Dépêche de Villars du 13 août 1698. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 69, f° 59 et 111. Ces préoccupations rejoignent celles du père Marco d'Aviano tout au long de la période 1684-1698.

c'est ainsi que le régiment de la ville de Vienne (*die Wiener Stadtguardia*) qui était chargé du maintien de l'ordre et de la sécurité de la ville en temps de paix, se mutina en juillet 1669 parce que les soldes n'avaient pas été payées : il défila la crosse du mousquet en l'air sous les fenêtres de l'Empereur, accusant ouvertement la Chambre des Comptes [175]. La manifestation déplut au souverain qui s'empessa néanmoins d'anticiper 12 000 florins auprès du receveur des gabelles Crolallanza. La leçon avait porté, car chaque année l'Empereur veillait à trouver des liquidités pour payer la solde de la garnison de Vienne.

La masse des anticipations est demeurée constante jusqu'en 1690 et oscillait entre 440 000 et 50 000 florins et se situait généralement en moyenne autour de 300 000. En temps de paix, lorsque les dépenses étaient réduites de façon draconienne, cette masse d'anticipation représentait la majeure partie du crédit. En revanche au cours de la dernière décennie et seulement après 1690, le recours aux anticipations fut massif — 61 % du crédit, qui était lui-même considérable. En 1694 et en 1695, les anticipations dépassaient respectivement 3 et 4 millions de florins, l'argent était fourni surtout par le banquier Oppenheimer — en 1695 à concurrence de 76 % de la somme totale. Ces anticipations étaient garanties sur les contributions des pays héréditaires à raison de 2 450 000 florins soit les 2/3 du montant total du crédit à court terme. À ce moment le banquier Samuel Oppenheimer s'est donc substitué à ce qui aurait dû être une trésorerie bien gérée et il fit le travail de la Chambre des Comptes, dont une des tâches statutaires était pourtant, depuis sa création, de veiller à ce qu'il y ait de l'argent en permanence dans les caisses de l'Empereur [176].

d. Crédit à moyen terme.

La Chambre des Comptes eut recours au crédit à moyen terme toutes les fois qu'elle devait financer des opérations militaires qui excédaient ses ressources; en 1660 alors qu'elle était seule à payer les frais de la campagne de Transylvanie, en 1675 et en 1685, en dépit de l'aide extérieure hispano-hollandaise, ou pontificale. Même au cours de la guerre de la Ligue d'Augsbourg elle ne prit pas d'engagement trop lourd, qui aurait vraiment excédé ses capacités de financement : à peine 2 millions en 1694, 2,5 millions en 1695.

Si l'on balaye toutes les critiques des contemporains, encore peu habitués à l'utilisation du crédit, on est frappé de la modération avec laquelle la Chambre des Comptes usa du crédit à moyen terme, puisque ce type de ressources n'excède guère 20 % des sommes fournies par l'impôt et il faut bien admettre que la situation financière de la Monarchie était saine, beaucoup plus saine qu'on ne l'a dit généralement. Les fonds d'État constituaient un placement sûr, à condition que les garanties fournies par les *cameralia* et les impôts indirects fussent suffisantes.

La Chambre tenait d'ailleurs plus qu'on ne l'a dit à la réputation de son crédit, même dans les moments difficiles; c'est ainsi que le 19 mai 1695 la Chambre demandait à la Chancellerie de Bohême de faire le nécessaire auprès de l'administration financière de la diète de Silésie pour que celle-ci payât les 68 000 florins mandatés à la Banque Bartholotti de Vienne et que « son crédit fût conservé à l'avenir [177] ».

175. Grémonville au roi, 10 juillet 1669. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 34, f° 27. Dépêche de M. Zorzi au Sénat de Venise, Vienne, 13 juillet 1669. Venise Dispacci di Germania, filza 134.

176. H.K. Instruktion du 2 janvier 1681. HKA Vienne, ms. 195.

177. *...mithin der Credit fürderhin auffrecht erhalten werde... Ersuechung am die löbliche königliche Hoffcaenzley du 19 mai 1695.* HKA Vienne, *Gedenkbuch* 223. Cet argent avait servi à la remonte de la cavalerie.

Mais si les prêts à la Chambre des Comptes n'étaient, somme toute, pas un mauvais placement, il faudrait savoir qui prêtait de l'argent à la Chambre des Comptes.

B. LES CRÉANCIERS DE L'EMPEREUR.

L'idée des historiens autrichiens qui se sont penchés sur ce problème, c'est que l'Empereur emprunta à l'étranger, en Hollande, à la rigueur en Italie parce que les pays héréditaires sont trop pauvres pour payer de lourds impôts et encore moins pour prêter des millions de florins. À notre avis, après examens des sources, la réponse n'est pas si simple, Léopold I^{er} continua, comme Ferdinand I^{er} ou Rodolphe II à faire appel au crédit intérieur comme au crédit extérieur, aux banquiers comme aux aristocrates.

a. Le crédit extérieur.

Il s'agit là d'hommes d'affaires qui ont conclu des contrats avec la Chambre des Comptes indépendamment des traités de subsides que leurs gouvernements ont pu passer avec l'Empereur. Il est bien évident que la Chambre a cherché de l'aide dans des pays plus ou moins alliés et jamais auprès de « partisans » français. Et les deux places où, avant 1700, la Chambre trouva le plus facilement du crédit étaient Amsterdam et Gênes, Hambourg se montrant fort réservée.

Amsterdam et la Chambre des Comptes. — Les capitalistes hollandais s'intéressaient essentiellement aux productions minières qui leur fournissaient des garanties et des possibilités économiques. Un accord se fit dès 1659 sur les mines de mercure d'Idria; celles-ci réorganisées offraient, outre des garanties immédiates, de sérieuses chances de développement. La maison Deutz souscrivit un premier emprunt en 1659 mais en refusa un second en 1664, les garanties ne lui paraissant pas suffisantes [178]. Les négociations furent reprises et aboutirent en 1695 à la conclusion d'un nouveau contrat qui prit la forme d'un véritable emprunt d'État. Garanties par l'ensemble des revenus de la Monarchie, les obligations étaient négociables à la Bourse d'Amsterdam. Les intérêts étaient garantis sur une partie de la production des mines de mercure d'Idria. Les États de Hollande autorisèrent un premier emprunt de 1 240 000 florins rhénans et un second en 1698 dont le montant s'élevait à 640 000 florins [179].

Au total l'aide des capitalistes hollandais fut très modérée jusqu'à 1700. À cette époque une politique mercantiliste consciente était incompatible avec une collaboration économique avec les capitalistes d'Amsterdam. Nous avons vu que les tentatives de J. J. Becher pour développer les exportations de vin vers la Hollande avaient échoué. Or, à la différence d'autres maisons de banque, les capitalistes d'Amsterdam n'investissaient pas volontiers en fonds d'État. Ce n'est qu'au cours de la guerre de Succession d'Espagne qu'à l'imitation des hommes d'affaires de Londres, ceux d'Amsterdam accordèrent des crédits plus importants à la Chambre des Comptes, qui se trouva alors dans leur dépendance. Ils continuèrent à prêter de l'argent sur le mercure d'Idria, 625 000 florins hollandais en 1704, et sur le cuivre de Hongrie (1 050 000 florins en 1700, 2 millions en 1703), sans jamais consentir d'avances sur les contributions comme le firent les Anglais à partir de 1706 [180].

178. Violet BARBOUR : *Capitalism in Amsterdam in the 17th Century*, op. cit., p. 104. H. Ritter von SRBIK, *Der Staatliche Exporthandel*, op. cit.

179. Violet BARBOUR, op. cit., p. 108-109 et H. Ritter von SRBIK, op. cit., p. 238-254. « Befehl ans Kayserl. Hoffkriegszahlamt » du 17 août 1695. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 223.

180. Franz Freiherr von MENSEI, *Die Finanzen Österreichs*, op. cit., VII^e part. *Anlehen im Auslande*.

Gênes et la Chambre des Comptes. — En dépit de ses sympathies politiques, la république de Gênes n'est plus, au xvii^e siècle, le banquier naturel de la Maison d'Autriche. La tentative de 1665 n'aboutit pas, « car à present ils [les banquiers génois] n'y trouvent plus leur compte [181] ». En fait, Gênes n'a rien prêté avant 1685, date à laquelle des particuliers, comme le prince Centurioni, ont consenti une série de prêts par l'intermédiaire de Venise. Le montant total des prêts n'excédait pas 2 millions de florins. La Chambre des Comptes veilla soigneusement au paiement des intérêts; quant au capital, il ne fut jamais remboursé et fut intégré par la suite dans le capital de la banque de la ville de Vienne [182].

En définitive l'aide extérieure était quantitativement peu importante, un peu plus de 3 millions de florins pour la période 1685-1700. Elle était même beaucoup moins importante que les subsides versés directement par les Provinces-Unies, l'Espagne ou le Saint-Siège à l'Empereur. Il faut donc bien admettre que le crédit ait eu une autre source. En fait il convient de distinguer entre la banque Oppenheimer d'une part et le crédit originaire des Pays héréditaires, d'autre part.

Samuel Oppenheimer et ses associés [183]. — Comme beaucoup d'autres hommes de premier plan à Vienne, Oppenheimer n'était pas originaire des Pays héréditaires, mais rhénan. Sa famille, expulsée de Francfort, s'était établie à Worms. Né en 1630 il passa en 1660 au service de l'Électeur palatin et c'est en 1676, lors du siège de Philippsbourg, qu'il fit ses premières livraisons à l'armée impériale et le margrave Armand de Bade le prit sous sa protection. Bien qu'il ait été de religion israélite et qu'il ne se soit jamais converti, il obtint l'autorisation de résider à Vienne, lui, ses associés et employés, par exemple son parent Samsom Wertheimer. L'Empereur n'abrogea pas l'édit d'expulsion de 1670, mais donna à Oppenheimer le statut de protégé (*Hofbefreite*); il relevait de la seule juridiction du maréchal de la Cour, échappant ainsi à toutes les réglementations en vigueur, ainsi qu'aux douanes et péages. Comme les autres princes allemands l'Empereur devait donc recourir aux services d'un marchand banquier juif.

Oppenheimer était avant tout un négociant, un fournisseur de l'armée et de la Cour, qui faisait commerce de tout et qui, pour vendre à l'Empereur, était obligé de faire crédit. Cependant il n'était pas vraiment banquier et ne fournissait que du crédit à court terme, la Chambre devant lui régler rapidement ses fournitures, quitte à emprunter à d'autres créanciers pour payer Oppenheimer. D'une manière générale, les avances qu'il consent lui sont très vite remboursées. Même en 1695, où il a fourni 47 % du crédit total (3 200 000 florins sur 6 753 000) souscrit par la Chambre des Comptes, il s'agissait uniquement d'anticipations dont la durée maximum serait d'un an.

À ce moment son activité est prodigieuse et il semble être le véritable soutien de la Monarchie. Voici quelques-unes de ses activités pour la seule année 1695 [184] :

— le 12 janvier 1695 il a envoyé à Milan une lettre de change d'un montant de 50 000 florins;

181. Voir en particulier les correspondances de la Chambre des Comptes des 30 décembre 1694 et 15 août 1695, 2 février et 4 mai 1696, enjoignant à la paierie de la Cour et à l'Inspection générale des aides et gabelles de Prague de payer sans faute les intérêts des créanciers génois. HKA Vienne, *Gedenkbücher* 223, Österreich et 436.

182. Ces renseignements m'ont été communiqués par G. FELLONI — qu'il en soit ici publiquement remercié — qui a dépouillé les archives notariales génoises pour son livre, *Un secolo di investimenti finanziari genovesi (1713-1815)*. Sur la Banque de la Ville de Vienne, voir *infra*, chap. v.

183. Il faut obligatoirement se reporter à la biographie écrite par Max GRUNWALD, *Samuel Oppenheimer und sein Kreis*, 1 vol., p. 358. Vienne, 1919.

184. Tous ces renseignements sont tirés du *Gedenkbuch* 223 (Böhmen und Österreich) et *Gedenkbuch* 436.

— le 24 janvier il reçoit pour 600 000 florins d'assignations pour livraison de farine et d'avoine. Ces assignations sont réparties sur les contributions de Bohême, Moravie, Silésie, Styrie, sur la Chambre de Basse-Hongrie;

— le 7 février il a envoyé une lettre de change de 50 000 florins à l'électeur de Bavière;

— le 21 mai il a fourni une anticipation de 30 590 florins pour la marine du Danube;

— le 1^{er} juin il a reçu une assignation d'un million de florins sur les contributions de 1696 des Pays héréditaires (Bohême, Moravie, Silésie, Basse-Autriche et Styrie). Cette assignation correspond à une anticipation;

— le 14 juin il recouvrait 180 000 florins à titre d'avance sur les sommes que lui devait la Chambre;

— le 27 juin il était crédité de 3 000 florins pour une bague de diamants qu'il venait de livrer;

— le 8 juillet Oppenheimer recevait un autre acompte;

— le 18 juillet les ordres de Haute-Autriche sont invités à payer 64 000 florins à la suite d'une requête pressante d'Oppenheimer;

— le 21 juillet il reçoit une assignation de 150 000 florins sur les villes minières de Haute-Hongrie;

— le 23 juillet il reçoit 50 000 florins sur les mines de cuivre;

— le 26 juillet Oppenheimer, associé à des banquiers viennois, consentait une anticipation de 500 000 florins qui seraient ainsi répartis :

— 250 000 florins pour la caisse militaire de Hongrie,

— 75 000 florins pour la caisse militaire d'Italie,

— 40 000 florins pour l'intendance à Vienne,

— 50 000 florins pour le banquier Pestaluzzi et les héritiers Bartholotti,

— 85 000 florins à conserver en caisse;

— le 17 août il a payé un change de 15 000 florins sur Amsterdam pour l'achat d'équipement pour la marine du Danube;

— le 23 août il est crédité de 200 000 florins pour des livraisons supplémentaires de farine et d'avoine à l'armée de Hongrie;

— le 12 septembre il est crédité de 50 662 florins pour avoir livré diverses marchandises à la Cour et en particulier des livrées pour les gens de l'Empereur et de ses deux fils;

— le 13 septembre Oppenheimer refuse une nouvelle anticipation, arguant que son propre crédit ne pourrait faire face à ces nouveaux engagements qui s'élèveraient à un million, car la Chambre lui doit déjà plus de 3 millions de florins [185];

— le 24 septembre il a reçu 7 600 florins pour avoir fourni 24 000 planches destinées à la construction d'une palissade entourant les faubourgs de Vienne [186];

— le 19 octobre il a reçu 3 711 florins qui restaient dus sur des livraisons de fourrage faites à la Cour en 1694;

— le 28 novembre il a reçu un acompte de 50 000 florins de l'administration financière de Bude, à valoir sur les livraisons de vivres et de chevaux de l'année 1696;

— le même jour l'administrateur des villes minières de Hongrie, le baron Tavonath, reçut l'ordre de payer 150 000 florins à Oppenheimer pour ses livraisons de vivres et de chevaux;

— le même jour il acceptait pour 1 450 000 florins d'anticipations pour assumer la remonte et le ravitaillement des armées de Hongrie et d'Allemagne. Cette anticipation

185. « ... bey denen so nambhafft und über 3 million gulden sich belauffenden ausständen. » *Befehl ans Hoffriegszahlamt* du 13 septembre 1695, *Gedenkbuch* 223.

186. Pour protéger la ville contre les raids des rebelles hongrois. Depuis la levée du siège en 1683, les faubourgs, rebâti à l'extérieur de l'actuelle Ringstrasse ne cessaient de se développer, mais n'étaient pas protégés par les fortifications de la cité.

était garantie par les contributions de Bohême (500 000 florins), Moravie (200 000), Silésie (420 000) et Styrie (250 000) [187];

— le même jour enfin il recevait pour 900 000 florins d'assignations payables comptant. Ces sommes étaient assignées sur les *cameralia* et le produit d'autres emprunts et les restes des contributions [188].

Oppenheimer était donc bien à la tête d'une affaire de dimensions internationales, étendant son activité du Rhin à la Hongrie méridionale, traitant avec les banquiers de Milan, d'Amsterdam. Ce qui frappe en même temps, c'est la relative prudence avec laquelle il mène ses affaires, n'accordant à la Chambre qu'un crédit proportionné à ses propres forces. Or, celles-ci sont tout de même limitées, car il dépend lui-même de créanciers à qui il sert un intérêt de 6 % l'an. M. Grunwald passe assez rapidement sur ce point, mais il semble qu'il ait été commandité par les Électeurs de Saxe, de Mayence et de Trèves qui n'osaient prêter directement de l'argent à l'Empereur et se servaient d'Oppenheimer comme prête-nom. Néanmoins la situation de ce dernier était précaire, car la Chambre ne le payait pas en argent comptant, mais en assignations difficiles à recouvrer et dont l'escompte lui coûtait cher, au moins 15 % de leur montant. Aussi augmentait-il ses prix en conséquence, mais toutes les fois que Kollonich, qui le détestait, essaya de lui susciter des concurrents, il fut bien obligé de recourir aux services d'Oppenheimer qui était seul à faire crédit [189].

Son crédit était sa force et le rendait indispensable à la Chambre. Avant 1680, c'était un négociant sans grande envergure mais la campagne de 1683 fut le point de départ de sa fortune. Il organisa lui-même ses transports, sa propre flotte et mit sur pied la première flotte impériale sur le Danube. En 1680 il manqua faire faillite parce que la Chambre refusait de lui payer quelques millions de rixdales. En 1696 elle lui devait environ 3 millions de florins, en 1697 3,5 millions. Au moment de la faillite de la firme en 1703, après la mort de Samuel Oppenheimer, la Chambre lui devait 8 millions de florins [190].

Le découvert a été une aide appréciable pour la Chambre à un moment où l'effort militaire exigeait des ressources nettement supérieures à celles que la Chambre pouvait mobiliser dans l'immédiat. De 1695 à la paix de Carlowitz, la Chambre n'aurait pu maintenir les armées sur pied sans le crédit d'Oppenheimer qui a été un des meilleurs soutiens de la politique impériale; cependant celui-ci n'agit pas seul; de même qu'il n'était pas le seul fournisseur des armées impériales il n'était pas l'unique créancier de la Chambre des Comptes, même pour les anticipations, car la Chambre s'adressa à quatre sortes de prêteurs dont nous allons maintenant examiner le rôle.

187. *Befehl Ans Hoffkriegszahlamt* du 28 novembre. Tous ces éléments additionnés ne donnent en réalité que 1 370 000 florins. Où sont les 80 000 florins manquants ? Comme à l'accoutumée, les additions faites dans ces documents sont fort imprécises.

188. *Befehl Ans Hoffkriegszahlamt* du 28 novembre 1695. En voici le détail :

Salzamt, Basse-Autriche	100 000 florins
Handgrafenamt, Basse-Autriche.....	50 000 florins
Haubmauth, Vienne.....	50 000 florins
Von Deputirten Amt, Prague.....	200 000 florins
Von Pestaluzzi und Consorten	200 000 florins
Oder Interessirten Handleuthen Ans Hoffzahlamt von Przechorschoffskschen Darlehen.....	50 000 florins
Aus dem Hoffkriegszahlamt (reste des contributions).....	150 000 florins
TOTAL.....	800 000 florins

189. Note sur les bailleurs de fonds d'Oppenheimer, Max GRUNWALD, *S. Oppenheimer, op. cit.*, p. 68 sqq. Il est à noter que le cercle de parents d'alliés et de correspondants juifs d'Oppenheimer ne lui a pas fourni de capitaux importants, tout au moins selon l'enquête menée par M. Grunwald.

190. *Ibidem*, p. 115.

b. Le crédit intérieur.

La Chambre faisait en effet appel aux banquiers locaux, aux officiers de la Chambre des Comptes, aux assemblées d'États, et finalement aux aristocrates eux-mêmes. Il est bien évident que nous ne séparerons ces quatre groupes de créanciers que pour les commodités de l'exposé car, dans la vie pratique, ils sont souvent confondus; pour ne citer que des exemples déjà étudiés, un Garibaldo est à la fois officier de finances et banquier, un Sinzendorf ou un Breuner aristocrate et officier de finances.

Les banquiers locaux. — Il s'agit essentiellement de la banque viennoise, dont les contours sont difficiles à cerner puisqu'il n'existe aucune monographie à son sujet et que la destruction des archives notariales dans l'incendie du Palais de Justice de Vienne, en 1927, ne permet pas de se livrer à une étude approfondie de leurs activités.

La plupart des maisons de banque appartenaient à des familles d'origine italienne et se livraient au commerce de l'argent, effectuant des changes de place à place avec leurs parents ou leurs correspondants. Dans son testament Bartholotti avait un actif composé de créances à Paris, Rome, Francfort [191]. Mais il s'agissait d'entreprises de moyennes dimensions, dont le capital n'atteignait pas le demi-million de florins. Aussi les affaires, fréquentes, n'atteignaient-elles jamais un volume très important, sauf au début de la période, en 1657 et en 1699.

Ceux qui apparaissent le plus fréquemment sont les banquiers de la Cour, Bartholotti et Pestaluzzi, auxquels il convient d'ajouter les maisons Begozzi, Bellini, Tinti et Ceto et Garibaldo, ainsi que Joannelli, dont les affaires se situaient principalement en Haute-Hongrie. Les banquiers d'origine allemande apparaissent beaucoup moins :

[192]

Barthélémy Triangl qui fut associé à la première compagnie de commerce oriental [193] Mittermayr qui prit en charge l'Hôtel des Monnaies, Zollickhofer qui fut l'homme d'affaires du dernier Piast en Silésie [194], Gaun et Schreyvogel, ces deux derniers n'apparaissant qu'en 1699.

Année	Banquiers	Crédit total	Pourcentage
1657	702	1 401	50
1660	14	1 138	1
1665	90	493	18
1670	50	392	15
1675	280	1 170	24
1680		511	
1685	108	1 005	10
1690		695	
1694	215	4 976	4
1695	130	6 753	2
1699	583	1 227	47

191. Voir *supra*, liv. II, chap. II : *Les recettes* et liv. I, chap. IV.

192. HKA Vienne, *Hoffzahlamtsbuch* 1657 et *Gedenkbücher* correspondant aux autres années.

193. Barthélémy Triangl avait envoyé une lettre de change de 13 125 florins au comte Poetting, ambassadeur impérial à Madrid. *Kayserl. Befehl An das Hoffzahlamt* du 12 décembre 1670. *Gedenkbuch* 201.

194. Lettre de la Chambre des Comptes au comte Breuner : « die weiters aus Hungarischen Bergstätten Empfangene 20 347 fl. zu handen beeder Handelsleuth Herrn Mittermayr und Zollickhoferguetzu machen. » Pardubice (Bohême) le 30 juin 1680. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 432.

CRÉDIT FOURNI PAR LES MAISONS DE BANQUE [192].

Date	Prêteur	Fonction	Fl. rhénans	%	Garantie	Durée	Motif
15-3-1657	Garibaldo	Banquier	100 000				
25-5-1657	Garibaldo	Banquier	50 000				
1-7-1657	Garibaldo	Banquier	232 000				
7-7-1657	Garibaldo	Banquier	50 000				
1-10-1657	Garibaldo	Banquier	110 000				
1-10-1657	Joannelli	Négociant en cuivre	50 000				
17-11-1657	Garibaldo	Banquier	110 000		Million de Bohême		
14-9-1660	Bartholotti	Banquier de la Cour	114 000		Crédits espagnols	Anticipation	Affaire Oppeln et Ratibor
8-9-1665	Garibaldo	Banquier	30 000		Mines de Hongrie	3 ans	Dot reine de Pologne
13-9-1665	Joanelli		60 000		Contributions	Anticipation	
12-3-1670	Bartholotti	Banquier de la Cour	50 000		Contributions	2 ans	
15-2-1675	Pestaluzzi	Banquier	20 000		Crédits espagnols	Anticipation	
9-4-1675	Begosi		64 000				Fournitures
14-4-1675	Bartholotti	Banquier de la Cour	46 000	6	Gabelles Basse-Autriche		
9-8-1675	Joannelli						
5-2-1685	Bellini de Fin	Banquier	20 000				
5-6-1685	Bellini de Fin	Banquier	78 000				
18-1-1694	Bartholotti	Banquier de la Cour	50 000		Impôt turc Silésie	Anticipation	Levée 2 500 hommes
12-2-1694	B. Tinti	Banquier de la Cour	65 000		Contributions		
13-3-1694	Pestaluzzi	Banquier de la Cour	100 000	6		Anticipation	
7-2-1695	Brentano	Banquier	30 000	6	Paierie de la Cour	Anticipation	
26-7-1695	Oppenheimer et associés		100 000				
1-1-1699	Pestaluzzi	Banquier de la Cour	50 000		Commissariat général		
30-6-1699	Ceto	Changeur	25 000				
7-8-1699	Gaun	Changeur	48 000		Cuivre Neuschl	Anticipation	Contrat
7-8-1699	Schreyvogel	Changeur	60 000		Contributions 1700	Anticipation	
7-9-1699	Schreyvogel	Changeur	300 000				

Finalement les banquiers jouèrent un rôle important au moment de l'élection impériale. Garibaldi et ses associés fournirent 652 000 florins en 1679, lorsque Bartholotti fournit 262 500 florins d'avances sur les subsides espagnols et en 1699. Dans les trois cas la Chambre ne fit guère appel aux autres sources de crédit, de sorte que l'apport des banquiers était important en valeur relative. Il est intéressant de noter que les banquiers viennois sont extrêmement prudents qui, tout comme Oppenheimer, accordent plutôt des facilités de paiement que de véritables crédits. Seuls ceux qui avaient du répondant, les mines de Haute-Hongrie, se sont lancés dans des opérations plus importantes, Joanelli à partir de 1665 et Schreyvogel à partir de 1669. Quant à Bartholotti en 1679 il prenait un risque beaucoup plus considérable, les engagements espagnols étaient souvent tenus avec un retard considérable.

Cette part modeste et cette réserve prudente tient aux structures mêmes de l'économie autrichienne et justifierait évidemment l'opinion selon laquelle ce pays pauvre ne pouvait fournir de l'argent à l'Empereur. Or, s'il est vrai que les échanges assez peu développés n'avaient pas entraîné la constitution de grandes maisons de banque, il est faux de penser qu'il n'y avait pas d'argent dans le pays. Les capitaux n'étaient pas drainés par les banquiers italiens de Vienne, mais prêtés directement par ceux qui les détenaient, les officiers de finances et les grands propriétaires fonciers.

Les officiers de finances. — Nous avons déjà montré que les officiers de finances étaient étroitement mêlés aux opérations de crédit de la Chambre. Des gens comme le président Sinzendorf étaient assez riches pour avancer eux-mêmes l'argent ou possédaient suffisamment de crédit pour trouver des associés. Malheureusement les documents ne nous donnent guère que les noms de ceux qui recevaient l'obligation, non ceux de leurs associés.

Nous distinguerons d'ailleurs très vite plusieurs types de créanciers parmi les officiers de finances :

- les « partisans » qui à force de faire des affaires avec la Chambre se sont trouvés intégrés dans le personnel des finances et géraient des offices comme les gabelles, les douanes, les mines;
- les aristocrates fortunés qui ont entrepris une carrière dans les offices de finances qui ne sont point incompatibles avec la naissance. Des gens comme les Sinzendorf, les Jörger, les Rosenberg, les Kollonich, les Starhemberg avaient les moyens d'aider l'Empereur. À ce groupe il faut rattacher les conseillers à la Chambre des Comptes;
- les petits officiers de finances obligés de souscrire aux emprunts forcés à proportion de leur modeste fortune;
- en fait, selon les circonstances, l'Empereur fit appel à la bonne volonté de ces trois catégories.

a. Les petits officiers. — Une première constatation s'impose : les emprunts n'ont été imposés aux petits officiers de finances qu'en 1678 et en 1695. En 1678 l'ensemble des officiers de finances fournit 561 000 florins de crédit, dont la durée oscillait généralement entre 2 et 4 ans [195]. Sur ces 561 000 florins, 550 000 furent prêtés par les officiers de la Chambre des Comptes, qui fournirent ainsi 84 % des emprunts souscrits cette année-là. Le président Sinzendorf prêta à lui seul 300 000 florins pour une durée d'un an, le conseiller Selb 129 000 florins pour deux ans, les conseillers Breuner et Seeau respectivement 3 000 et 2 000 florins, le reste du personnel de la Chambre apportant 116 000 florins [196], ce qui représentait tout de même 17 % de tous les emprunts souscrits par la Chambre cette année-là. Il s'agissait alors de petits souscripteurs qui

195. Les officiers subalternes n'apparaissent qu'une seule fois en 1695, pour un montant de 180 000 florins.

196. SELB : *Guetchten* 1679. *Extract*, HKA Vienne, ms. 204.

donnaient généralement de 1 000 à 5 000 florins. Ces sommes représentaient tout de même un capital non négligeable pour un particulier puisqu'un secrétaire de la Chambre, qui assume des responsabilités politiques déjà importantes ne recevait que 800 à 1 000 florins de traitement annuel. Le 31 décembre 1678, Jacques Théobald Mayr, secrétaire de la Chambre, prêtait 2 000 florins pour deux ans, garantis sur les mines de Hongrie. Or, nous savons par son testament qu'il était riche, le plus clair de sa fortune étant investi précisément en biens fonciers dans les mines [197]. Prêter 2 000 florins ne le gênait nullement dans la mesure où il possédait une fortune personnelle.

En 1695 la Chambre se livra à une opération de même nature, elle parvint à tirer 180 000 florins de son personnel. Mais si naguère cette source de revenu était importante en valeur relative, elle ne l'était plus guère à ce moment : moins de 3 % de tous les emprunts souscrits cette année-là.

b. Les « partisans ». — Et ceci nous conduit à une seconde constatation, la part de plus en plus faible que les officiers de finance prenaient dans les emprunts souscrits par la Chambre des Comptes. Déterminante au cours de la décennie 1650-1660, importante entre 1665 et 1690, elle ne joua plus qu'un rôle secondaire au cours de la dernière décennie, lorsque le financier Oppenheimer et les banquiers prêtent de plus en plus à l'Empereur. C'est que le personnel des finances n'a pas des ressources inépuisables et n'arrive pas à mobiliser des sommes considérables. Et si, néanmoins, il a joué un rôle important dans ce domaine c'est qu'il se recrute en partie parmi des banquiers ou des capitalistes qui se trouvent aussi associés au pouvoir. Les prêts les plus importants ont été consentis par un comte Sinzendorf en 1660 (200 000 florins) et en 1678 (300 000) ou bien par des inspecteurs généraux des aides et gabelles en Bohême, un Losinthal qui prêta 250 000 florins pour la seule année 1675, 400 000 florins en 1679, 100 000 florins en 1680. D'une façon générale, les titulaires d'offices étaient amenés à prêter à la

PART DES OFFICIERS DE FINANCES DANS LES EMPRUNTS SOUSCRITS PAR LA CHAMBRE [195].

Année	Officiers de la Chambre	Administrateurs des fonds	Emprunts forcés	Total des officiers de finances	Proportion par rapport à la masse des emprunts
					%
1650	198	115	Néant	313	62
1655	470	Néant	Néant	470	100
1660	666	141	Néant	807	70
1665	42	250	Néant	292	59
1670	120	62	Néant	182	46
1675	300	250	Néant	550	47
1680	Néant	311	Néant	311	60
1685	129	290	Néant	419	41
1690	84	379	Néant	463	62
1694	505	735	Néant	1 240	25
1695	522	977	180	1 679	25
1699	173		Néant	173	14

197. Sur J. Th. MAYER, voir *supra*, liv. II, chap. I.

Chambre; s'ils administraient un fonds comme les gabelles ou les douanes, ils étaient tentés de gagner de l'argent, car ils étaient sûrs de pouvoir toucher régulièrement les intérêts. S'ils administraient des caisses dont la fonction essentielle était de dépenser, comme les intendants d'armée ou les commissaires des guerres, les nécessités de la guerre les amenaient souvent à anticiper de fortes sommes, tout comme Oppenheimer. C'est ainsi qu'en 1694 le commissaire général Heydersheim dut faire une anticipation de 200 000 florins et l'année suivante l'intendant général en Hongrie, Nentwich dut prêter 150 000 florins pour avoir le poste.

L'inconvénient de ce type de créanciers, c'est qu'ils risquaient de faire passer leurs intérêts avant ceux du prince et les reproches que les milieux gouvernementaux et l'opinion adressaient à Oppenheimer valaient tout autant pour les titulaires de ces offices, qui étaient à la fois fournisseurs, prêteurs et administrateurs. Un bon exemple nous est fourni par le commissaire général Antoine Caraffa. Descendant d'une illustre famille napolitaine il était venu jeune se mettre au service de l'Empereur (tout comme jadis Montecuccoli). Il est demeuré célèbre en Hongrie par ses exactions et ses cruautés; à la mort du commissaire général Rabatta, le comte Caraffa, qui était alors maréchal de camp, fut nommé commissaire général; de lui dépendaient les quartiers d'hiver, le paiement des soldes, le ravitaillement de l'armée et en fait l'administration des guerres était entre ses mains. Il ne semble pas avoir eu mauvaise réputation : considéré comme compétent et plutôt honnête [198], il n'en mourut pas moins en août 1693 fort riche, puisqu'il laissait un majorat dont le capital s'élevait à 230 000 ducats (soit près d'un million de florins) [199].

Et si les princes d'Empire cherchaient des hommes de paille pour faire des affaires avec la Chambre, les aristocrates des Pays héréditaires, même s'ils n'étaient pas officiers de finances, ne dédaignaient pas traiter directement avec l'Empereur.

c. Les ordres privilégiés [200]. — Ils fournissaient eux aussi des capitaux importants à la Chambre, rien d'étonnant à cela puisqu'ils concentraient dans leurs mains la richesse et la puissance économique. À peu près partout le système seigneurial leur permettait d'effectuer d'importants prélèvements sur les revenus des paysans, tandis que dans certains pays l'exploitation de vastes superficies en faire-valoir direct leur laissait d'importants surplus négociables. Ceux-ci pouvaient donc investir leurs profits en fonds d'État, mais tous n'ont pas utilisé cette possibilité.

Le IV^e ordre ne prêtait guère à la Chambre. Même la ville de Vienne qui jouissait de revenus substantiels ne prêta que 100 000 florins à l'Empereur en 1679. Les bourgeois et les magistrats de la ville n'ont joué un rôle important dans ce domaine qu'à partir du moment où fut créée la Banque municipale.

Le clergé, en revanche, consentit un effort plus important à plusieurs reprises, en particulier les prélats de Haute et Basse-Autriche pendant la guerre de Hollande, vraisemblablement pour soutenir l'action de l'Empereur en Hongrie. En 1675 le clergé de Haute-Autriche prêta 50 000 florins et des prélats de Basse-Autriche donnèrent d'abord 26 000 florins; puis 155 000 florins l'année suivante. Il s'agissait de couvents qui possédaient d'importants domaines fonciers comme l'abbaye bénédictine des Écossais de Vienne ou l'abbaye cistercienne de Zwettl. À cela il faut ajouter les prêts de quelques évêques, l'évêque de Wrocław et surtout des évêques hongrois : Palfy évêque de Zagreb,

198. *Portrait des généraux d'armée de l'Empereur*, 1689. BN Paris, ms. français 10654, f° 86. Relation finale de F. CORNER au Sénat de Venise, 1690. Édition Fiedler, *op. cit.*, p. 280-281.

199. Le testament du 22 août 1693 portait 150 000 et le codicille 230 000. À cette date le ducat est une monnaie d'or valant 4 florins rhénans. HHStA Vienne, ÖLMA, *Testamente*, Karton 5C 39. Il venait d'être nommé commandant en chef en Italie, pour faire plaisir au cardinal Kollonich qui ne l'aimait pas et n'en voulait pas comme commissaire général.

200. Les justifications sont données dans le tableau annexe, établi d'après les *Gedenkbücher*.

PRÊTS CONSENTIS PAR LES ORDRES.

(en milliers de florins rhénans)

Date	Prêteur	Fonction	Somme
1660	Kaunitz	Conseiller d'État	28
1660	Khurtz	Conseiller d'État	25
1660	Palfly	Évêque de Zagreb	30
1665	Weissenwolf		91
1665	Kollowrath		50
1675	Černin		30
1675	Rothall	Conseiller d'État	100
1675	Szelepcsényi	Archevêque d'Esztergom	50
1675	Starhemberg	Gouverneur Basse-Autriche	6
1675	Clergé	Prélats Basse-Autriche	26
1675	Clergé	Prélats Haute-Autriche	50
1675	Dietrichstein	Grand chambellan	60
1675	Montecuccoli	Président Conseil de la Guerre	75
1675	Hocher	Chancelier	10
1676	Clergé	Prélats Basse-Autriche	155
1676	Magistrat de Vienne		100
1679	Sporck	Général	50
1679	Kollowrath		5
1679	Weissenwolf		5
1679	Grana	Conseiller aulique	200
1679	Abele	Secrétaire d'État	300
1680	Starhemberg		100
1680	Sauraw	Gouverneur Styrie	50
1680	Szelepcsényi	Archevêque d'Esztergom	50
1682	Szechényi	Évêque de Győr	100
1682	Herberstein	Veuve	50
1682	Sinzendorf	Succession	3
1685	Schwarzenberg	Conseiller d'État	300
1685	Dietrichstein	Grand maître d'hôtel	75
1685	Trautmansdorf	Gouverneur de Bohême	30
1685	Évêque de Wroclaw		22
1685	Mollart		20
1690	Martinitz		30
1690	Buquoy		30
1690	Lamberg		200
1690	Sternberg		30
1690	Erdödy		9
1690	Zichy		25
1691	Ordres de Bohême		650
1694	Kranegg	Conseiller d'État	34
1694	Dietrichstein	Grand maître d'hôtel	125
1694	Kollonich	Président de la Chambre	25
1694	Heister	Général	200
1694	Waffenberg	Héritiers	50
1694	Orsini-Rosenberg		150
1694	Schwarzenberg		100
1694	Sinzendorf		30

PRÊTS CONSENTIS PAR LES ORDRES.

(en milliers de florins rhénans)

Date	Prêteur	Fonction	Somme
1694	Sereni		12
1694	Jésuites Linz		15
1694	Sinzendorf		30
1694	Degli Obizzi	Général	9
1694	Proskan		20
1695	Dünnwald	Veuve	15
1695	de Souches	Héritiers	90
1695	Schwarzenberg		150
1695	Liechtenstein		115
1695	Dietrichstein		30
1695	Sauraw		50
1695	Esztergom	Chapitre	65
1695	Forgách		24
1695	Sinzendorf		150
1695	Sternberg		50
1695	Harrach		36
1695	Herberstein		35
1695	Schwarzenberg		150
1699	Černin		112
1699	Trautmannsdorf		50
1699	Kollonich		50
1699	Rabatta		70

le primat Szelepcsényi, le cardinal Kollonich, ainsi que le chapitre d'Esztergom. Au total la part du clergé dans les emprunts d'État demeure modeste, 488 000 florins pour les années retenues dans nos dépouillements et encore faut-il tenir compte d'une répartition géographique : le clergé de Basse-Autriche et les prélats hongrois qui tiraient les ultimes conséquences de leur alliance avec la Maison d'Autriche en aidant celle-ci dans la mesure de leurs moyens. En revanche le grand clergé de Bohême brille par son absence et il fallut les brefs pontificaux pour l'obliger à aider l'État. Indiscutablement un certain clergé préférerait recevoir plutôt que donner ou même prêter.

La petite noblesse des chevaliers n'apparaît point dans ces opérations. Sa situation économique précaire ne lui permet pas d'investir en fonds d'État; elle vit le plus souvent repliée sur un patrimoine qu'elle essaie de sauver.

L'ordre vraiment riche et disposé à collaborer avec la Chambre des Comptes, c'est l'ordre des seigneurs qui tantôt prêtait directement à la Chambre, tantôt autorisait l'administration financière des États à accorder des anticipations.

Les particuliers ont incontestablement beaucoup aidé l'Empereur en lui offrant du crédit à moyen terme. En effet si l'on compare la part des aristocrates dans les emprunts souscrits par la Chambre des Comptes, on peut la trouver relativement modeste, surtout au cours de la dernière décennie; leur rôle paraît bien effacé en face de celui que jouait Oppenheimer. Mais si on envisage leur rôle dans le crédit à moyen terme, on s'aperçoit que ce sont eux qui l'assuraient à concurrence de 50 %; si l'on y ajoute les prêts souscrits par les officiers de finance, il est clair que l'impasse était financée dans une large mesure par les profits que la noblesse retirait de la terre.

NOBLESSE ET CRÉDIT A MOYEN TERME.

Année	Prêts de la noblesse à moyen terme	Prêts totaux à moyen terme	Pourcentage
1660.....	183	882	10
1665.....	141	493	28
1670.....	Néant		
1675.....	397	630	54
1679.....	800	1 931	46
1680.....	200	361	55
1685.....	447	955	46
1690.....	342	583	58
1694.....	400	1 910	47
1695.....	910	2 585	35
1699.....	182	445	40

Toutefois il convient de remarquer que tous les aristocrates, même parmi les plus riches ne prêtaient pas automatiquement à la Chambre. En général ils se recrutait dans la noblesse de Cour et exerçaient des emplois dans l'administration impériale, que ce soit comme général, chambellan, conseiller d'État ou officier de finances. En dehors de ces derniers, les plus gros bailleurs de fonds appartenaient à une dizaine de familles établies dans les pays héréditaires, qui étaient ou qui avaient été étroitement associées au pouvoir.

Le plus gros créancier était le prince Ferdinand Schwarzenberg qui prêta à lui seul 800 000 florins entre 1683 et 1699. Il eut le titre de conseiller d'État en 1683, en récompense des 100 000 florins qu'il avait prêtés au moment du siège de Vienne, mais il ne joua aucun rôle politique, se contentant d'administrer son immense fortune, qu'il avait accrue par suite de l'extinction des Eggenberg. Son père, le prince Jean-Adolphe avait été le premier ministre de l'archiduc Léopold-Guillaume, qui lui légua une bonne partie de ses biens et en particulier le domaine de Wittingau. Président du Conseil aulique d'Empire, ministre de la conférence secrète, il n'en administrait pas moins sa fortune avec habileté [201]. Le prince Ferdinand, qui ne manifestait pas de goût pour les affaires politiques, montra ainsi son attachement au souverain qui avait consacré la fortune de sa famille.

D'autres créanciers appartenaient à ce groupe des fidèles ou des descendants des fidèles de Léopold, le comte Lamberg qui prêta 200 000 florins à son souverain, le prince Dietrichstein, grand maître d'hôtel, qui lui prêta 200 000 florins, le marquis de Grana, conseiller aulique, qui lui prêta 200 000 florins avant son départ comme gouverneur des Pays-Bas. Mais un des créanciers les plus importants fut le baron Abele qui prêta 300 000 florins en 1679, alors qu'il n'était que secrétaire d'État. D'autres familles fort riches prêtèrent modérément, les Trautmannsdorf (80 000 florins), les Liechtenstein (115 000 florins). Certains enfin, comme les Lobkowitz ou les Wallenstein, pourtant fort bien pourvus, ne semblent pas avoir prêté quoi que ce soit. À quoi tient cette réserve ? On connaît encore trop mal l'histoire économique de la Bohême pour affirmer que ces familles se sont tournées vers l'industrie et qu'elles n'ont point investi leurs capitaux en fonds d'État, préférant des profits plus substantiels. On peut envisager

201. *Portrait du gouvernement de Vienne, 1681*. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 50, f° 147-148.

aussi une autre interprétation : l'aristocratie bohême a toujours émis les plus grandes réserves à l'égard de la politique de l'Empereur et elle en a tiré les conséquences logiques lorsqu'il s'est agi d'apporter son appui financier.

En effet la diète de Bohême refusait presque toujours de consentir des prêts ou des anticipations à la Chambre des Comptes [202]. En règle générale elle préférait payer une petite contribution supplémentaire et pour le reste renvoyait aux particuliers qui étaient libres de traiter directement avec la Chambre, car il était contraire à la tradition que les ordres accordassent des prêts à l'Empereur [203]. En 1670 le refus était encore plus net : la Chambre des Comptes devait choisir entre la taxe sur les boissons et un emprunt et elle était priée de n'en point solliciter non plus des particuliers [204].

En 1683 la diète renouvela son refus, lorsque la Chambre des Comptes demanda l'anticipation d'un ou deux trimestres de contributions soit une somme de 300 à 600 000 florins. Même l'extrême gravité de la situation et l'offre d'un intérêt de 6 % l'an ne l'émurent pas [205]. Un tel refus en dit long sur l'esprit de solidarité des ordres. Comme l'armée ottomane n'était pas aux portes de Prague et que les Tatares ravageaient seulement la Moravie méridionale, la diète de Bohême considérait que la guerre turque lui était étrangère. Bel exemple d'égoïsme sacré, montrant bien que l'esprit public n'est pas très développé et que la Monarchie n'est pas encore *ein Totum*.

Paradoxalement c'est à partir de 1690 que la diète entra dans les combinaisons financières de l'Empereur. En effet, en 1690, une assemblée extraordinaire (*Conventus*) accorda le paiement anticipé de l'impôt turc qui serait versé à la Chandeleur 1691 ; cette anticipation s'élevait à 220 000 florins. En 1692 la diète accorda même une anticipation de 650 000 florins à 5 % l'an, remboursable en 6 ans sur les contributions du Royaume [206]. En fait chaque diète jusqu'à 1699 accorda un moratoire pour le remboursement du capital et l'opération ne commença qu'avec la paix de Carlowitz. En 1695 l'Empereur convoqua une session extraordinaire (*Conventus*) pour demander une anticipation de 650 000 florins. La négociation fut difficile ; dans un premier temps, les ordres refusèrent l'anticipation, alléguant les emprunts souscrits par la Chambre auprès des particuliers, ainsi que le désordre monétaire. Ensuite ils proposèrent de garantir un emprunt public : les ordres constitueraient un fonds avec les contributions de Cheb, de Kladzko et des Juifs pour garantir le paiement des intérêts et le remboursement du capital en 6 ans. Ils allèrent même jusqu'à proposer une contribution supplémentaire qu'ils paieraient de leur poche. Finalement, ils acceptèrent l'anticipation [207] alors que l'année précédente la diète avait répondu à semblable demande en laissant des membres libres de conclure des contrats particuliers avec la Chambre des Comptes [208].

Bien plus, les ordres s'engagèrent dans des opérations qui ne cessèrent de se développer au XVIII^e siècle : ils ont commencé à garantir des emprunts souscrits par la

202. « Zu ihrer aller unterthänigsten Entschuldigung unter verschiedliche erhebliche motiva aller gehorsambist eingewendet ». Formule elliptique qui nous laisse évidemment sur notre faim, nous aimerions pourtant connaître les motifs du refus. SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1658/76. Diète 1661, § 6, *Von einer absonderlichen Nebenverwilligung*.

203. *Schluss des Landtages*, Prague, 17 juin 1661. *Ibidem*.

204. *Von einem begehrten Gelddarlehen*. Diète 1670. *Ibidem*. Il s'agissait alors de trouver les moyens de réarmer en Hongrie.

205. *Von Anticipation der... Verwilligungen*. Diète 1683. SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1677/93.

206. Diète 1696 : *Von der im 1692. Jahr gethanen Anticipation*, *Ibidem*.

207. *Conventus 1695*. SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1694-1708. Dans le préambule, la Chancellerie de Bohême exposait que l'Empereur avait besoin d'argent comptant pour mettre les troupes en campagne.

208. Diète 1694 : *Von Anticipation eines 2 oder mehr quartalien der heurigen verwilligungen*. *Ibidem*. Les contrats passés par la Chambre (voir *Gedenkbücher*) ne révèlent pas un enthousiasme particulier parmi les ordres.

Chambre à l'étranger, sans fournir eux-mêmes le capital; tout au plus s'engageaient-ils à payer les intérêts, les fonds qui traditionnellement jouaient ce rôle étant lourdement grevés. Ainsi en 1693 la diète acceptait de payer les intérêts d'un emprunt de 2 millions souscrit par la Chambre, soit 32 638 florins, alors qu'ils refusaient une anticipation [209]. Six ans plus tard, en 1699, la diète acceptait de garantir sa part du capital et le paiement des intérêts d'un emprunt de 1 100 000 florins, soit 357 000 florins [210].

De cet ensemble d'attitudes se dégage l'impression que les ordres de Bohême ne s'engageaient pas à fond aux côtés de la Maison d'Autriche. Dans l'ordre des seigneurs seuls ceux qui sont liés directement et personnellement à l'Empereur prêtent des sommes importantes, les autres se contentent de faire payer des impôts à leurs paysans, quitte à participer un peu plus aux charges fiscales au cours de la dernière décennie. Les prêts consentis à la Chambre ne sont pas proportionnés à la fortune foncière des intéressés, mais à leur fidélité à l'Empereur. Inversement, des familles plus attachées au pays qu'à la dynastie ne semblaient pas soutenir une politique qui ne concernait pas directement la Bohême. Et si, après 1690, les ordres participèrent davantage aux opérations financières, c'est que l'aristocratie tirait profit de la guerre de Hongrie.

Bien entendu l'attitude des ordres de Hongrie est encore plus réservée. Ceux-ci avaient certes des excuses (une pauvreté relative, la guerre) mais les seuls créanciers appartenaient, comme par hasard, à des familles traditionnellement fidèles à la Maison d'Autriche (les Zichy, les Palffy, les Erdödy, les Forgách) ou au clergé. Même le prince Paul Eszterházy ne semble pas avoir prêté à l'Empereur dont il a reçu tant de bienfaits; il est vrai qu'il préférerait investir ses profits sur ses propres terres [211].

En revanche les ordres de *Basse-Autriche* ont soutenu de leur mieux la politique impériale, directement d'abord, en prêtant à la Chambre des sommes importantes et aussi par le biais d'anticipations sur les contributions. En Basse-Autriche, il faut également distinguer deux périodes différentes :

— avant 1690 la Chambre accordait des anticipations importantes, simples avances sur le paiement des contributions. Récapitulons-les brièvement [212] :

- le 11 août 1657 : 50 à 60 000 florins accordés sur les crédits affectés aux dépenses civiles;
- le 20 mai 1662 : 100 000 florins;
- le 10 mai 1670 : 40 000 florins pour fortifier Nové Zámky, au moment où l'insurrection hongroise fait craindre le pire;
- le 30 janvier 1672 : 422 000 florins pour faire des recrues;
- le 5 mars 1673 : 30 000 florins pour payer les troupes de Haute-Hongrie qui sont dans le plus complet dénuement;
- en 1675 : 120 000 florins d'anticipation;
- en 1676 : 70 000 florins d'anticipation;
- le 8 avril 1680 : 125 000 florins destinés au paiement des soldes;
- le 31 mars 1683 la diète accordait 240 000 florins d'anticipation pour faire face aux dépenses de mise en campagne. La somme correspondait au tiers des contributions

209. Nous ne savons pas qui avait fourni le capital à la Chambre des Comptes. En 1700, les ordres cessèrent de payer les intérêts et les firent payer à leurs sujets, ce qui se traduit par une contribution supplémentaire de 32 kreutzer par unité fiscale. Cette somme représentait la part de la Bohême dans les 100 000 florins d'intérêts que la Chambre avait à payer annuellement. Diète 1693, § 3 : *Von einer besonderen Nebenverwilligung*. SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1677/93.

210. Diète de 1699, § 15 : *Von der Garantie*. *Ibidem*, Karton 1694-1708.

211. P. Eszterhazy a investi 690 000 florins sur ses immenses domaines. HHStA Vienne, ÖLMA, *Testamente*, Karton 7, testament E. 43 du 8 décembre 1696.

212. Tous ces renseignements se trouvent dans les Actes de la diète de Basse-Autriche, dans les liasses correspondant aux années. Vienne, NÖLA, *Landtagshandlungen*, Kartons 43, 45, 47, 48, 49, 50, 51 et 52.

totales de la Basse-Autriche. Que l'on compare l'attitude de la diète de Bohême au même moment et l'on se rendra compte de l'égoïsme sacré de cette dernière;

— au printemps 1684, malgré les destructions, les ordres donnèrent 75 000 florins d'anticipation pour réparer les fortifications de Vienne;

— le 29 janvier 1688 : 20 000 florins pour payer les étapes, c'est-à-dire la subsistance des contingents alliés se rendant en Hongrie pour la campagne d'été de 1688.

Ce n'est qu'en 1668 et en 1669 que les ordres refusèrent deux modestes anticipations; en février 1668 il s'agissait d'obtenir la réforme des troupes stationnées dans le pays et en 1669 la situation n'était vraiment pas assez grave pour justifier une anticipation.

Techniquement il était plus facile aux ordres de Basse-Autriche de répondre aux sollicitations de la Chambre puisque ceux-ci possédaient leur propre caisse et une véritable trésorerie; ils pouvaient donc faire une avance sur les contributions qu'ils percevaient à l'automne ou au courant de l'hiver suivant. Cependant, pour éviter les abus et la mainmise de la Chambre sur ces fonds de roulement, la diète décréta en 1656 que les commissaires financiers ne pourraient accorder d'anticipation sans son accord préalable [213]. D'autre part les ordres refusèrent en 1675 un emprunt à moyen terme à raison de 5 florins par livre de droits seigneuriaux (*Pfundt Herrengült*).

En revanche, après 1690, leur politique changea et ils acceptèrent de procurer des crédits à la Chambre des Comptes :

— en 1691 l'Empereur leva un emprunt plus ou moins volontaire à raison de 4 florins par livre de droits seigneuriaux, amortissable en 5 ans. L'emprunt se montait à 43 066 florins pour la seule Basse-Autriche [214];

— en avril 1692 la Chambre des Comptes constatait l'existence d'une impasse de 1 800 000 florins. La diète refusait de payer la capitation, mais accepta de prêter 135 000 florins qui furent immédiatement assignés par le commissariat général à des corps de troupe [215];

— en 1694 la Chambre constata qu'il y avait un trou de 3 millions de florins à boucher et demanda aux différentes assemblées d'États d'accepter 3 millions d'anticipation;

— en 1695 la *Proposition* comportait la demande d'un prêt à moyen terme s'élevant à 233 000 florins, correspondant à la quote-part de la Basse-Autriche dans un emprunt de 2 millions [216]. C'est ainsi que la Bohême fut sollicitée pour 650 000 florins qu'elle accepta de payer. La Basse-Autriche accepta aussi de payer sa quote-part. Parallèlement ce pays supportait le service d'une dette de plus en plus lourde, correspondant aux garanties que la diète avait accordées depuis 1690; les emprunts Abensperg Traun, Lamberg, l'emprunt forcé des 4 florins en particulier étaient garantis par les ordres, qui payèrent 112 145 florins d'intérêts et d'amortissements pour la seule année 1696 [217].

213. Vienne, NÖLA, Ständische Akten, Protokoll.

214. *Kayserl. Rescript* du 5 février 1691. Original manuscrit et Patente imprimée. Vienne, NÖLA, *Landtagshandlungen*, Karton 53, liasse 1691.

215. *Kayserl. Rescript* du 21 juin 1692. *Ibidem*. Liasse 1692. En revanche l'Empereur autorisait les ordres à percevoir pendant 10 années encore la taxe sur la farine (*Mehlauffschlag*).

216. *Kayserl. Landtagsproposition* du 10 janvier 1695. *Ibidem*, Karton 54. L'emprunt était réparti conformément aux propositions habituelles entre les pays héréditaires :

Bohême.....	650 000 florins
Moravie.....	216 666 florins
Silésie.....	433 334 florins
Styrie.....	350 000 florins
Haute-Autriche.....	117 000 florins
Basse-Autriche.....	233 000 florins
TOTAL.....	2 000 000 florins

217. Rapport de la commission exécutive financière (*Herrn Verordneten*) aux ordres du 22 septembre 1696. Remboursement des intérêts et emprunts. *Ibidem*. Karton 54, liasse 1696.

Dans la même perspective la diète acceptait, en 1699, d'avancer 27 720 rixdales pour dégager les mines de mercure hypothéquées lors de l'emprunt hollandais de 1695 [218]. Enfin en 1697 la Chambre des Comptes demanda aux différentes assemblées d'États un prêt de 3 millions. Par la déclaration du 15 mars 1697, les ordres de Basse-Autriche acceptèrent de payer leur quote-part, soit 333 333 florins [219].

Par conséquent la Chambre des Comptes s'est résolument tournée vers le crédit intérieur au cours de la dernière décennie. Elle n'a souscrit que deux emprunts importants sur les marchés financiers extérieurs : l'un auprès des banquiers gênois, l'autre à la bourse d'Amsterdam, ce qui représentait au maximum 4,5 millions de florins en 15 ans, alors que la dette publique s'est accrue de 22 millions de florins dans le même temps : le crédit intérieur a donc fourni 80 % des sommes empruntées et même si l'on considère que les 3 à 4 millions dus à Oppenheimer au moment de la paix étaient couverts par des capitaux appartenant à des princes d'Empire, il faut bien admettre qu'au moins 60 % du crédit était fourni par des capitalistes habitant les pays héréditaires, soit en moyenne un million de florins par an en plus de l'effort fiscal, ce qui n'est pas si mal pour des pays qui sont en train d'achever leur reconstruction économique et démographique.

CONCLUSIONS

Au terme de ce chapitre trois conclusions paraissent s'imposer :

— la Chambre des Comptes n'a fait que modérément appel au crédit, 22 millions pour une guerre de 15 ans, avec un second front durant 7 ans, ce n'est pas tellement exagéré. Étant donnée la faible part prise par les banquiers jusqu'à 1699, c'est essentiellement la terre, la production agricole qui a fourni cet argent, compte tenu du rôle des capitalistes associés à la Chambre des Comptes et des profits de certains généraux réinvestis en fonds d'États;

— la Chambre des Comptes a su « moduler » les moyens de financer l'impasse preuve qu'elle n'était pas si mal gérée, car jamais, après 1680, la politique autrichienne n'a été dans l'étroite dépendance de telle ou telle puissance. Lorsqu'en 1690 l'aide du Saint-Siège a cessé, les ressources propres de la Monarchie lui ont permis de faire face à l'essentiel de ses obligations. L'économie en expansion a permis à la Chambre d'accroître la pression fiscale, tout en faisant appel au crédit intérieur;

— les techniques de gestion n'en étaient pas moins médiocres. Si les conceptions générales étaient saines, la Chambre des Comptes se heurtait à toutes sortes de difficultés, que seules des réformes de structures pouvaient résoudre. L'empereur Léopold l'a-t-il voulu ? L'a-t-il pu ? C'est ce que nous allons examiner maintenant.

218. *Kayserl. Decret* du 10 mars 1699. *Ibidem*, Karton 55. Cette anticipation s'inscrivait dans une opération plus vaste confiée. Voir H. Ritter VON SRBIK, *Der Staatliche Exporthandel*, op. cit., p. 248-254.

219. *Kayserl. Decret* du 4 février 1697 et *Landtagserklärung* du 15 mars. *Ibidem*, Karton 54.

LES RÉFORMES

Si quelqu'un à Vienne était convaincu de la nécessité de réformes dans le domaine financier, c'était bien l'Empereur lui-même, qui était tout à fait conscient de ce mal d'argent qui paralysait la plupart de ses initiatives politiques. Il savait bien qu'il devait limiter ses dépenses dans la mesure où les ordres lui mesuraient les crédits. Ainsi, sans avoir de moyen de contrôle direct sur la politique de l'Empereur, les assemblées d'États n'en jouaient pas moins un rôle de frein dans l'élaboration de cette dernière. Il savait également que des réformes techniques s'imposaient pour permettre une meilleure utilisation du produit de l'impôt. Et c'est une des raisons pour lesquelles l'Empereur s'est entouré de ces caméralistes dont la pensée économique était mue en vérité par le souci d'accroître la puissance financière de l'État. Lorsque Becher voulait augmenter la production et les échanges, il songeait certes à améliorer le bien-être des populations, mais visait également à accroître les ressources de l'État, tous les bons esprits étant alors impressionnés par la richesse du roi de France. Seulement dans ce domaine le gouvernement de Vienne a été vite partagé entre un courant conservateur, dont les tenants étaient formés par l'étude du droit, et un courant réformiste, de formation à la fois plus concrète et plus scientifique. Malgré toutes les querelles de personnes qui ont pu les diviser, le président Sinzendorf et les caméralistes (dont le représentant le plus brillant demeure Jean-Joachim Becher) étaient les tenants de ce courant réformiste. Becher a voulu développer l'économie, Sinzendorf a recherché l'efficacité dans la gestion, mais ni l'un, ni l'autre, n'ont pu mener leur œuvre jusqu'au bout, car dans le domaine économique et financier, la période 1660-1680 a été le temps des essais plus ou moins infructueux. Le parti conservateur dont les représentants les plus caractéristiques étaient le président Abele, les conseillers Selb et Jörger, voulait en revanche gérer les finances de la Monarchie comme un grand domaine et revenir à l'application la plus stricte des règlements anciens. S'ils pouvaient assurer une gestion honnête des deniers de l'Empereur, ils n'étaient pas à même de faire face aux exigences nouvelles de la politique autrichienne. Les conservateurs furent néanmoins aidés dans leur tâche par un retournement de la conjoncture, de sorte que l'Empereur put, après 1690, entretenir plus ou moins mal des troupes sur les théâtres d'opérations d'Allemagne, d'Italie et de Hongrie.

Un seul homme échappe à un tel classement : le cardinal Kollonich. Par maints côtés il est agaçant : son goût de l'austérité et des économies de bouts de chandelle, son

caractère autoritaire, son hostilité à l'égard d'Oppenheimer [1], et pourtant il est le seul à avoir développé une pensée cohérente et réformiste à l'égard de la Hongrie [2]. Tous les autres réformateurs [3] s'attaquaient aux effets, non aux causes profondes du mal : seul Kollonich a voulu briser, dans la Hongrie reconquise, la puissance économique et politique de la noblesse, seul Kollonich a osé aborder au fond le problème de l'immunité fiscale des Hongrois, reprenant et amplifiant de timides essais de Sinzendorf.

En gros on peut considérer que les conservateurs se sont attachés à améliorer les techniques de gestion, que les réformistes se sont efforcés de moderniser la fiscalité, tandis que les partisans de l'absolutisme se sont attaqués aux structures fondamentales du gouvernement aristocratique : collégialité dans le gouvernement central, pouvoir des assemblées d'États, en un mot la puissance politique des ordres. L'amélioration de la situation financière était en fait liée aux progrès de l'absolutisme, car aucune réforme fiscale sérieuse n'était concevable sans une diminution du pouvoir politique de l'aristocratie.

I

RÉFORME DES TECHNIQUES DE GESTION

Nous avons constaté que l'administration des finances souffrait de trois maux graves : les responsables ne savaient pas où était l'argent, ils ne disposaient jamais d'argent liquide au moment où ils en avaient besoin, ils avaient de la peine à obtenir du crédit si les fonds de garantie étaient déjà engagés. Il fallait améliorer le rendement des ressources déjà existantes, mais il fallait aussi créer une véritable trésorerie. Telles étaient les réformes demandées par les conseillers Selb et Jörger dans leurs rapports de 1679.

A. LE PROBLÈME DU RENDEMENT.

Il est essentiellement lié à une meilleure connaissance des ressources. C'est pourquoi Jörger réclamait la présentation d'un rapport annuel par le président de la Chambre, qui aurait aussi présenté un *bilan* de sa gestion [4]. Mais ce bilan supposait au préalable l'établissement d'un budget, ainsi que le contrôle strict des différentes chambres et des multiples offices placés sous son autorité.

Pour le budget nous savons que rien de sérieux ne fut fait, car les prévisions globales que nous avons retrouvées pour la période 1680-1700 ne peuvent être décemment considérées comme un véritable budget, tel cet état des dépenses pour l'année 1684 avec en face les propositions de ressources ordinaires ou extraordinaires, qui devaient servir d'instrument de travail, de base de départ pour la conférence du 17 janvier, à laquelle assistaient, outre le prince Dietrichstein qui présidait, l'évêque de Vienne, le chancelier

1. M. Grunwald a montré que Kollonich avait tout fait pour contrer Oppenheimer, favorisant systématiquement les concurrents chrétiens du banquier juif, la firme Schreyvogel, les livraisons de l'intendant général Zwenczkau et de l'évêque de Würzburg, allant jusqu'à le faire arrêter en 1697. M. GRUNWALD, *op. cit.*, p. 102-399.

2. Dans l'*Einrichtungswerckh* de 1689, HKA Vienne, ms. 382.

3. À l'exception peut-être de J. J. Becher qui n'avait pas une haute opinion de la noblesse. Politischer Discurs, *op. cit.*

4. *Guetchten Jörgers* du 14 avril 1679. Voir Chr. D'ELVERT, *Zur Österreich Finanzgeschichte*, *op. cit.*, p. 233, ainsi que Th. FELLNER et KRETSCHMAR, *Die Österr. Zentralverwaltung*, t. I, p. 195.

d'Autriche, le président de la Chambre, les conseillers Breuner (finances), Laschansky (guerre) [5].

En fait, jusqu'en 1700, la Monarchie n'a jamais eu de véritable budget. En revanche nous avons déjà constaté que les contrôles étaient plus sérieux et beaucoup plus

5. *Conferentia super conquirendis medijs*, 17 janvier 1684. HHStA Vienne, *Staatskanzlei Vorträge*, Karton 6-29, f° 5-6 :

Dépenses prévues :

Recroutir, remontir und Artillerie Ausrüstungsgelder belauffen sich ...	1 100 000 florins
Stadelische Regiment per 4 Monath.....	97 074 —
Nigrelische Regiment	32 358 —
Nigrelische Regiment den 4 fl.	30 966 —
Max Stahrenbergischen Regiment per 4 Monath.....	38 046 —
Kayserstainische	32 358 —
Item dito Kayserlsteinische Regiment den 4 fl.....	30 966 —
Erfurterliche Guarnison per 4 Monath	5 664 —
Metternichischen 1. Regiment per 4 Monath.....	16 179 —
Serviz.....	15 883 —
Feldt Artigleria	53 592 —
Ordinari Artigleria.....	2 446 —
Proviand fuhrwerck	14 268 —
Drey Polnische Regimenter.....	165 312 —
Drey Polnische Pantzerreither Compagnie.....	58 080 —
Kriegs commissariat	11 253 —
Fortification.....	200 000 —
Proviand.....	300 000 —
Artigleria und Munition	150 000 —
Schiffambt	75 000 —
Prucken, Minir und Schiffknechts Compagnie	45 000 —
Serviz der Officier in Erbländer	26 208 —
Generalität	230 478 —
Veldtkriegs Cassa	300 000 —
Bayerische Subsidia.....	250 000 —
Braunschweigische Subsidien	300 000 —
TOTAL.....	3 581 131 florins

II. Mittel Vorschläge :

1. Praelaten Stände und Stadtl in proprie verschreiben muessen;
2. Die Cammerguetter in ganzen Ländern verkauffen;
3. Die Mauthsaltz und andere Amhten versetz und verkaufft;
4. Das Interesse mit mehr per Cento als ordinaria mit geachtet;
5. Auf die militarische Verpflegung anticipirt;
6. Clerum et Praelatum mit Sondernbeytragen belegt;
7. Auff Verkaufung der Steuer in Nieder-Österreich eine Aequipolens zu begehren;
8. Ein Allgemeines particular darlehen mit Verwendung 2 commissarien wie 1643;
9. Geldt Anticipationes bey denen possessionibus;
10. Die Accisen auf das Getranckh, Fleisch und Leder;
11. Besoldungsanschlag der Hoff und andern Bedienten;
12. Das gesiegelte Papier;
13. Restriction der Wirttschafft in Aula et Militia;
14. Vorschlag auf die Manufacturen;
15. Das Negotium wegen der Geistlichkeit mit Rom auszumachen;
16. Die Profiantirung halb mit Geldt halb mit Obligationen zu zahlen;
17. Anticipation auf Quicksilber;
18. Allodialisirung der Lehen Schlesien;
19. Verkhauffung einiges fürstenthumb;
20. Die Credits Partheyen auf langes zu disponiren;
21. Auctiones auf die Pfandguetter in Böhmen;
22. Kayserl. Cleinödien anzugreifen;
23. Statt der Vermögen die Koppfststeuer zu practiciren.

réguliers après 1681, de sorte que la Chambre savait mieux où il y avait de l'argent liquide et pouvait répartir avec plus de sécurité les assignations sur les différents fonds.

Jamais la Chambre ne fut capable de dépasser ce stade d'information et Jörger comme Selb réclamaient la création d'une caisse générale [6] (*Generalcassa*) où auraient été versées toutes les recettes. C'eût été la réforme indispensable, prélude à la création d'un budget et d'une trésorerie. Pour Jörger, ce serait le *remedium fondamentale*, mais les ordres qui votaient des ressources pour chaque chapitre budgétaire étaient hostiles au principe de l'unité du budget. Les assemblées d'États s'imaginaient que le fait de payer la solde aux régiments évitait le gaspillage. Bref les ordres ne faisaient pas confiance à la Chambre, la malhonnêteté du président Sinzendorf fournissant un prétexte commode pour affecter, en théorie, telle somme à tel emploi. Avant 1670 par exemple la diète se refusait à accorder un forfait pour les dépenses militaires. Le respect de la tradition était un prétexte qui cachait mal la méfiance des assemblées d'États à l'égard du gouvernement central. L'ordonnance de 1681 n'apporta rien de nouveau dans ce domaine. Jusqu'en 1700 nous retrouvons la paierie de la Cour et la trésorerie des guerres, tandis que les contributions continuent d'être versées *directement* aux commissaires des guerres. Rien ne fut donc simplifié dans les circuits compliqués que nous avons tenté de décrire et tout contrôle sérieux demeurait impossible.

Comme les dénombrements et les statistiques que souhaitait Jörger ne furent pas réalisés avant la fin du siècle, il est bien évident que toute précision, voire même toute représentation précise d'une situation donnée était à peu près irréalisable. Au niveau de la gestion la Chambre restait décidément prisonnière des cadres tracés au *xvi^e* siècle, de sorte qu'en 1694 elle passait le plus clair de son temps à distribuer assignations et ordres de paiement.

Sur un point au moins, il faut reconnaître les mérites de la gestion des conservateurs et opposer l'action de Sinzendorf à celle de ses successeurs. Avant 1680 les contrôles avaient lieu très irrégulièrement, personne ne respectant les textes. La Chambre effectuait tout au plus des sondages pour déceler des irrégularités. Après la chute de Sinzendorf les caisses envoyaient leurs comptes chaque trimestre, de sorte que la Chambre pouvait savoir où était l'argent et distribuer des assignations en connaissance de cause. Ce fut certainement un des mérites de la gestion Rosenberg de veiller à l'application de l'ordonnance de 1681 qui avait renouvelé les dispositions de l'instruction de 1568 [7]. Avant 1680 les contrôles étaient effectués d'une manière exceptionnelle dans trois circonstances particulières :

— lors du *décès* des officiers de finances, leurs comptes étaient examinés. Bien souvent l'Empereur leur devait de l'argent car les gages n'étaient pas toujours régulièrement payés et ils avaient déposé une caution à leur entrée en fonction [8]. Le plus souvent la Chambre proposait une transaction aux héritiers, où ceux-ci étaient généralement gagnants, car l'Empereur en profitait pour accorder une gratification, s'il n'était pas trop mécontent des services de cet officier. C'est ainsi qu'en 1674 les héritiers d'Antoine de Bossi, ancien caissier du grenier à sel de Prague, reçurent la promesse d'une gratification de 3 000 florins assignée sur l'inspection des aides et gabelles, au lieu et place d'une pension impayée depuis 12 ans [9].

6. J. G. von SELB, *Guetachten* 1679 et rapport Jörger. *Ibidem*.

7. FELLNER et H. KRETSCHMAYR, *Instruction* de 1658, § 40. *Visitierung der Cammer und Ambter*, t. I-II, p. 339.

8. Sur la signification de la caution (*Amtsdarlehen*), voir *infra*, liv. II, chap. IV : « Les remèdes ».

9. « Kayserlicher Befehl an das Deputirte Ambt in Böheimb des gewesten Cassiers bey dem Salzamt alda, weylandt Anthony de Bossi nachgelassenen Erben... Zur Gnädt verwilligt 3 000 fl. aus Extraordinari Mitteln abzustatten. » 14 juillet 1674. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 351.

La veuve du commissaire des guerres Christophe Oeffel reçut une somme forfaitaire de 6 000 florins pour solder les comptes de son époux [10]. Il n'en allait pas toujours ainsi, car le défunt pouvait être débiteur vis-à-vis de la Chambre. Dans ce cas les héritiers étaient sommés de s'acquitter au plus tôt, comme par exemple la succession du receveur des gabelles de Tarnowitz (Silésie) Wolfgang-Barthélémy Nürnberger; les héritiers avaient 6 semaines pour payer les 11 800 florins 22 kreutzer au successeur du défunt [11]. Parfois même un tel contrôle avait lieu à l'occasion d'une mutation [12].

— à l'occasion d'un *scandale* ou d'une dénonciation, certains officiers, plus malchanceux que d'autres, pouvaient se faire prendre et il arrivait que l'on constatât un trou dans la caisse. Ainsi en Bohême le receveur de l'impôt sur les boissons Jean-Félix Herdt fut arrêté en 1669 parce qu'il était incapable de fournir les sommes qu'il devait, correspondant aux comptes qu'il avait produits [13]. L'intendant royal des duchés d'Oppeln et de Ratibor, Louis de David fut accusé d'avoir détourné des fonds et en attendant les résultats de l'enquête il fut suspendu et la Chambre de Silésie reçut l'ordre de mettre à sa place une autre personne qualifiée [14].

— à l'occasion d'inspections confiées à des commissaires, vers 1670, un certain nombre d'institutions reçurent la visite d'une commission d'enquête. Ce furent d'abord les villes minières en 1668 [15], puis les officiers de Basse-Autriche en 1670. Les responsables avaient commis des irrégularités dans la tenue de leurs comptes et ils s'en tirèrent avec un avertissement du 1^{er} septembre 1670 leur enjoignant de mieux tenir leur office, de produire leurs comptes chaque année et d'une façon générale de respecter les termes de leurs instructions. Outre le grenier à sel, le *vice dominus* et l'inspection des douanes, l'avertissement visait la trésorerie générale de Moravie et l'inspection générale des aides et gabelles de Bohême [16]. En 1673 ce fut le tour de la Chambre de Silésie : les commissaires étaient chargés de contrôler l'application de l'instruction de 1670 [17]. On sait d'autre part que la Chambre hongroise fut l'objet d'une enquête approfondie en 1671, qui fut confiée au commissaire général Hohenfeld et qui aboutit à une réorgani-

10. « Versicherungs Decret für Weylandt des verstorbenen Oberkriegs-Commissarij Herrn Christoph Öeffels nachgelassenen fraw Wittib und Erben, das Ihnen wegen Ihres Ehwirts praetentirenten raitrests die verglichenen 6 000 fl. aus denen 1666 Jährige behemb verpflegsresten abgestattet werden sollen. » 20 décembre 1665. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 199.

11. « An des gewesten Salzambtmanus zu Tarnowitz, Wolfgang Bartolmee Nürnbergers angegebene Erben, dem von Ihrem Erblassen hereinschuldigen raith 11 800 fl. rh. 22 kr. denen Kayserl. Salzbeamten zu Tarnowitz innerhalb Sechs wochen abzuführen. » 5 janvier 1674. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 351.

12. Ce fut le cas pour l'officier d'intendance Gabriel Herdtl après son premier contrôle, la Chambre lui demanda des quittances pour 29 652 florins 3 kreutzer. 12 mars 1665, *Gedenkbuch* 345.

13. « Guetachten an die Böhaimbische Hoffcantzley Wasmassen der arrestirte Trancksteuer Einnehmer Johann Felix Herdt zu bezahlung Seines rests sonsten angemahnet und da Er indenselben die Völlige Richtigkeit nit pflegte. Er sodann in Scharffen Arrest oder gar in Schlag und band gelegt werden möchte. » Vienne, 3 février 1660. *Gedenkbuch* 345.

14. « Antwort An die Schlesische Cammer, das I.K. Mt gnädigst resolviert... Er de David aber interim ab officio suspendieret und eine andere qualificierte Persohn dahin ausgestöllet werden solte. » 7 septembre 1675, *Gedenkbuch* 351.

15. « Schreiben An Georgen Schultz Oberverwalter zu Neusohl und Jacobs Theobald Mayer Buchhalter zu Schemnitz als commissarien zue Erörterung des bey denen bergstettischen Cammern haffenden Schuldenweesens. » Vienne, 4 juillet 1668. *Gedenkbuch* 428.

16. Tous reçurent un *Kayserl. Befehl wie hinführo das Amt in bessere Ordnung zuerhalten*. Vienne, 1^{er} septembre 1670. HKA, *Gedenkbuch* 201.

17. « Der Königlichen Schlesischen Cammer wirdt under Ihr Mayt Handt under schriftt durch Kayserl. Rescript die Schlesische Cammer Instruction übersand; mit gnädigstem Befelch, dieselbe ein Jahr etlichmahl abzulesen und die bediente alda hernach zu instructioniren. » Vienne, 8 novembre 1670, ainsi que la « Kayserliche Resolution An die Schlesische Cammer über die von denen zu visitirung des Königl. Schlesischen Cammer weesens Aⁿ 1673 abgeordneten Herrn Commissarien eingeachten relation. » 14 décembre 1674, *Gedenkbuch* 351.

sation complète, sous l'autorité de l'évêque Kollonich. La gestion du comte Zichy était l'objet de critiques depuis de longues années, mais la situation particulière de l'État hongrois ne permettait pas au gouvernement de Vienne de procéder aux mutations qu'il eût souhaitées.

On peut se demander pour quelles raisons la Chambre des Comptes n'usait point de ses droits. Il semble que la section compétente, la comptabilité de Basse-Autriche, ait eu sa part de responsabilités. Selb accusait le comptable (*Buchhalter*) von Reichelberg d'être compétent mais de tenir à l'écart des affaires les maîtres des comptes qui auraient dû l'aider dans ce travail important. Et, en 1685, le président Rosenberg fut obligé de rappeler à l'ordre le personnel qui laissait accumuler le retard, parce qu'il ne respectait même plus les horaires de travail. Pourtant la situation s'améliora progressivement. À partir de 1690, les officiers envoyaient leurs comptes à la fin de chaque trimestre et ce contrôle avait un double résultat :

- il permettait enfin à la Chambre des Comptes de savoir où il y avait de l'argent disponible. Ainsi la trésorerie de Moravie annonçait pour le dernier trimestre 1690 un solde créditeur de 7 774 florins 45 kreutzer une fois payées les dépenses ordinaires, les soldes des officiers du pays et les assignations. La Chambre lui en donnait quittance dès le 6 mars de l'année suivante.

- il obligeait les officiers subalternes à accomplir leur travail avec un certain sérieux. Ainsi en 1695 l'inspection générale des aides et gabelles fut rappelée à l'ordre parce que le grenetier de Budějovice comptait 20 florins pour frais de bureau alors que ses collègues de Linz ou de Mauthausen ne retenaient que la moitié de cette somme pour couvrir des frais beaucoup plus importants.

De telles remarques ont évidemment un caractère mesquin, mais elles sont liées à tout contrôle financier tant soit peu sérieux.

Quant à l'administration financière des ordres, nous avons vu qu'elle était efficace, surtout après 1680, et que le rendement de l'impôt était excellent. Toute somme votée était une rentrée sûre pour la Chambre, qui pouvait en disposer sans difficulté.

En ce qui concerne le contrôle du personnel, les critiques de Selb et de Jörger ont apporté une nette amélioration et l'ordonnance de 1681 a été appliquée au moins sur ce point. Mais une telle réforme n'était pas suffisante pour remettre de l'ordre dans les finances de la Monarchie et pour faire disparaître l'impasse.

B. LA TRÉSORERIE.

Soyons net : aucun progrès sérieux n'est intervenu jusqu'à 1700. Il suffit de se souvenir de l'ampleur que prit le système des anticipations dans les années 1694 et 1695, ainsi que des avances faites par la maison Oppenheimer. Paradoxalement la mort de ce dernier et la faillite qui s'ensuivit en 1703, apportèrent un début de solution à la crise, puisqu'en dépit des réticences de l'Empereur, la Chambre des Comptes adopta le principe d'une banque de dépôt (*Giro-Bank*) placée sous la responsabilité du gouvernement. À tout créancier de l'État on ouvrirait un compte dans le grand-livre de la dette publique. Les créances (*Giro-Zettel*) pourraient être cédées et auraient cours forcé. Les banquiers viennois seraient obligés d'y verser de l'argent et la banque recevrait une dotation de 4 millions de florins, tirée des contributions de Bohême et de Hongrie. La rédaction du projet aurait été l'œuvre d'un certain abbé Norbis, mais elle s'inspirait de la proposition que Schröder avait faite en 1683 aux états de Basse-Autriche. La patente du 15 juin 1703 plaça la *Banco del Giro* sous l'autorité de deux inspecteurs, le prince Liechtenstein et le maréchal de Basse-Autriche, le comte Abensperg-Traun. Grâce à l'appui de l'aristocratie, l'entreprise se maintint pendant deux ans, jusqu'à la mort de Léopold I^{er}. Joseph I^{er}, peu après son avènement fut obligé de la placer sous l'autorité d'une commission de liquidation que présidait le gouverneur de Basse-Autriche et deux

conseillers de la Chambre : Tavonath et Krapf. À vrai dire la cause de l'échec était la liaison trop étroite entre la banque et la Chambre : celle-ci avait obtenu en mars 1705 une avance de 4,5 millions de florins [18].

C'est pourquoi la patente du 24 décembre 1705 créait une banque de la ville de Vienne qui commença à fonctionner au printemps 1708, lorsque le contrat entre la Chambre et le magistrat eut été ratifié. Cette réforme de la banque était essentielle pour le succès de l'entreprise, car les particuliers qui n'avaient absolument plus confiance dans la Chambre et qui exigeaient jusqu'à 18 % pour faire des avances n'avaient pas les mêmes raisons de se méfier de la ville de Vienne. Celle-ci reçut des fonds pour payer les dettes à court terme résultant d'anticipations récentes ou de livraisons impayées. Elle s'engageait à tout payer en l'espace de 15 ans. Bien entendu elle reçut aussi des garanties, c'est-à-dire des revenus réguliers, qu'elle administra elle-même : il s'agissait de péages et de droits de consommation (*Aufschläge*) de la ville elle-même et de la Basse-Autriche. Pour 100 000 florins de capital la ville recevait un revenu de 9 000 florins. Elle s'engageait vis-à-vis des créanciers à leur payer, à l'échéance, capital et intérêts et se déclarait responsable sur ses propres revenus.

La question de la dette flottante ainsi résolue, les vieilles créances furent consolidées. La Chambre s'engageait à payer les intérêts (5 % l'an) à perpétuité sans que les créanciers fussent en droit d'exiger le remboursement du capital. La ville s'engagea à payer également les intérêts de la dette consolidée.

Au début la confiance était limitée et les créanciers escomptaient souvent les obligations qui leur avaient été données à la moitié de leur valeur, mais à partir de 1712 elles furent négociées au pair. Ainsi la Chambre avait-elle trouvé le moyen de s'affranchir de la tutelle d'un Oppenheimer [19]. Celui-ci avait tout de même ouvert les voies modernes du crédit. Et l'on mesure les progrès accomplis dans le domaine. Avant 1670 l'Empereur était tributaire de la bonne volonté des officiers de finances et de quelques banquiers. Après 1690, il dut surtout faire appel à la bonne volonté des assemblées d'États et recourir aux services de Samuel Oppenheimer. Après 1700, les milieux d'affaires viennois étaient suffisamment riches pour s'associer et assurer des opérations qu'ils pratiquaient jusque-là isolément, à titre individuel, en affermant par exemple les principales sources de revenus de l'Empereur.

La réforme n'en était pas moins audacieuse et permettait à l'Empereur d'envisager l'avenir avec plus de sérénité et, de fait, pendant un quart de siècle, l'Empereur eut une trésorerie plus à l'aise. Pourtant la réforme n'engageait pas l'essentiel, même si elle était beaucoup plus importante qu'une application rigoureuse des règlements, de sorte que les réformateurs (et les caméralistes en particulier) cherchaient à augmenter les ressources du souverain en développant le plus harmonieusement possible la fiscalité.

II

RÉFORME DE LA FISCALITÉ

La nécessité d'accomplir des réformes fiscales pour établir une meilleure répartition de l'impôt et battre en brèche l'autorité des ordres a préoccupé juristes et économistes dès le début du XVII^e siècle. C'est pourquoi il est intéressant de retracer les grandes lignes d'un mouvement qui s'est heurté à l'opposition résolue des ordres privilégiés.

18. H. BIDERMAN, *Die Wiener Stadt Bank, A.Ö.G.* 20, p. 350-355.

19. « Sur la Banque Impériale de Vienne 1716 », A.E. Paris, *Mémoires et documents Autriche*, vol. 3, f^o 21-24.

A. LES FONDEMENTS THÉORIQUES.

Bien que les caméralistes apparaissent à Vienne à partir de 1660 comme des réformateurs en matière fiscale, dès le début du xvii^e siècle des intellectuels, des juristes, se sont mis au service de la Maison d'Autriche pour montrer la nécessité de développer l'impôt indirect. Avant 1620 il s'agit essentiellement du Souabe Christophe Besold et du Saxon Bornitz, tandis qu'au milieu du xvii^e siècle, Gaspard Klock exposait un catalogue de lieux communs pour justifier l'impôt direct et par-là même le maintien du pouvoir politique des ordres [20], la richesse fondamentale demeure l'agriculture qu'il faut développer à tout prix et il convient d'épargner le plus possible les pauvres en imposant davantage les privilégiés, car il est contraire à l'ordre chrétien que les pauvres soient écrasés d'impôts. Ces arguments étaient utilisés fréquemment par les ordres pour refuser des suppléments de contributions. C'est finalement ce programme qui fut réalisé dans la dernière décennie du xvii^e siècle, dans la mesure où les ordres prirent sur eux les augmentations d'impôt et où les contrôles sévères préconisés par Klock furent renforcés.

Beaucoup plus intéressante était la démarche de Christophe Besold (1577-1638). Il appartenait à une famille d'intellectuels protestants, il fit ses études à l'université de Tübingue, où il enseigna le droit. En 1635 il se mit au service du gouvernement autrichien de Stuttgart et se convertit au catholicisme. Ceci explique ses orientations favorables à l'absolutisme. Dans son traité *De Aerario publico discursus* publié à Tübingue en 1619, Besold traitait de problèmes généraux tout en insistant sur l'utilité de l'accise [21]; il prenait ses exemples en France et aux Pays-Bas et s'inspirait de Bodin et Bornitz (1560-1625). Ce dernier appartenait à la même génération que Besold, mais était d'origine saxonne. Il vécut longtemps à Schweidnitz, en Silésie puis passa au service de l'empereur Rodolphe II, dont il fut le fiscal en Haute-Lusace. Il lui dédia son *Aerarium sive tractatus politicus* qu'il publia en 1612, où il célébrait également l'avantage de l'accise dans la dernière partie de l'ouvrage [22].

On voit donc que les théoriciens attachés au service de la Maison d'Autriche avaient défendu le principe de l'accise dès le début du siècle et que l'idée d'un lourd impôt de consommation n'était pas nouvelle. Aussi le mémoire anonyme de 1662 qui proposait une série de taxes nouvelles, en particulier sur la farine et sur la viande n'avait-il rien de nouveau. Selon l'auteur, l'accise aurait rapporté 3 millions de florins chaque année à la Chambre des Comptes [23]. À cette accise se serait ajoutée une capitation. Le projet s'inspire donc de l'idée mercantiliste de l'impôt de consommation, associée à l'idée beaucoup plus classique que le public supporte mieux plusieurs petites taxes [24]. En fait les ordres étaient hostiles à la capitation dans la mesure où elle respectait une certaine égalité devant l'impôt. Leur attitude à la diète de Basse-Autriche ne laisse planer aucun doute. En 1659 la Chambre proposait une capitation comme impôt

20. Gaspard KLOCK, *Tractatus de Aerario*, Nuremberg 1651. BN Paris E.70. Voir en particulier le chapitre L.III, « De Modo Collectandi », où il vante les mérites de l'impôt direct. Intellectuellement Klock est un traditionaliste qui s'appuie sur l'Écriture et les classiques grecs et latins. À notre connaissance aucune étude n'a été, jusqu'à présent, consacrée à Klock.

21. Christophe BESOLD, *De Aerario publico Discursus*, 1 vol. in-4°. Tübingen, 1619. BN Paris F.17871. Sur Besold, voir l'*Allgemeine Deutsche Biographie* ainsi que J. B. NEVEUX, *op. cit.*, p. 291.

22. Jacques BORNITZ, *Aerarium sive tractatus politicus*, 1 vol., 1612. BN Paris E.525. Sur Bornitz voir l'*Allgemeine Deutsche Biographie*, ainsi que J. B. NEVEUX, *op. cit.*, p. 337.

23. Projet de réforme 1661. Anonyme. HKA Vienne, *Verschiedene Vorschläge*, fascicule 2, dossier 82 f° 811-840. Doit-on attribuer ce projet au père Rojas qui s'était manifesté à Vienne dès 1660, ou bien à un officier des finances comme Morgenthaler ?

24. *Wan mann auf villen khleinen, so die leuth nicht besonders beschwären, ein grosses hat machen können*. *Ibidem*, f° 813. Cette notion se retrouve chez KLOCK, *op. cit.*

extraordinaire pour le budget civil (il s'agissait de boucher le trou provoqué par les frais de l'élection impériale, l'année précédente) : tout homme ou toute femme de plus de 18 ans aurait payé un rixdale à Vienne et un florin à la campagne; le paiement aurait été fractionné en deux versements, un à la Saint-Jean d'été, l'autre à la Saint-Michel. Personne n'en aurait été dispensé, sauf les ecclésiastiques et pour leur seule personne [25]. Cette proposition fit l'unanimité contre elle; les chevaliers et les prélats craignaient surtout que l'impôt « extraordinaire » ne se perpétuât [26]. Les seigneurs évaluaient le produit de cette capitation à 421 000 florins et ils offriraient plutôt 400 000 florins que de payer la capitation [27]. Quant aux bourgeois du IV^e ordre, ils n'étaient pas les moins hostiles car ils auraient dû payer pour leurs domestiques [28]. Les ordres donnèrent à la place 50 000 florins comptant [29]. En 1662 la Chambre revint à la charge au cours de la négociation avec la diète de Basse-Autriche, qui n'arrivait pas à trouver les 400 000 florins nécessaires pour l'armée de Hongrie [30]. Bien entendu les ordres refusèrent et maintinrent leur attitude l'année suivante. En 1674, alors que la Chambre revenait à la charge, les ordres répondirent que la *capitation était odieuse* et acceptèrent de supporter toutes les autres charges. Et nous avons vu qu'à partir de 1691 les ordres avaient lutté avec ténacité pour échapper à la capitation, quitte à fournir un forfait sensiblement équivalent. Leur point de vue était d'ailleurs parfaitement cohérent : il fallait sauver à tout prix le principe de l'immunité fiscale des ordres qui, nous le savons, contribuèrent d'une manière dérisoire à l'effort commun et faisaient payer les paysans à leur place.

C'est pour vaincre cette résistance et introduire d'une façon déguisée une certaine égalité fiscale que les caméralistes étaient partisans de l'impôt indirect. Déjà Besold, en 1619, envisageait la possibilité d'un impôt sur toutes les transactions ou accise, mais recommandait de s'en servir avec prudence. Reprenant Bodin, il estimait que l'on pouvait imposer les produits de luxe, la soie plutôt que la laine, de manière à freiner le développement du luxe. Besold jugeait en revanche l'accise sur les produits de consommation courante fort lourde et ne la recommandait pas [31]. Klock, hostile à l'accise insistait lourdement sur ces inconvénients : il craignait qu'elle ne causât des révoltes; elle était odieuse au peuple et si on a pu l'implanter en Italie, en Espagne et surtout aux Pays-Bas où la population est nombreuse et le commerce florissant, il lui paraît dangereux de l'introduire en Allemagne : « Imo non solum difficile sed et fere impossibile est ut exactio ejusmodi et impositio in Germania practicari possit [32]. »

En fait l'extension de l'accise était liée à deux phénomènes : d'une part le progrès de l'économie de marché, d'autre part l'égalité fiscale. Dans une agriculture de subsistance le paysan n'était pas touché par ces taxes, puisqu'il consommait ce qu'il produisait, alors que l'impôt direct et le logement des gens de guerre le frappaient durement. Aussi de bons esprits dans la France du xvii^e siècle ont-ils songé à réduire la part de l'impôt

25. *Kayserlicher Landtags Proposition* du 3 mars 1619. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 44, liasse 1659.

26. *Votum des löblichen Praelatenstandts*, 10 mars 1659, ainsi que *Votum des löblichen Herrenstands*, 14 mars et *Votum des IV. Standts* du 23 mars. *Ibidem*, et *Votum des löblichen Ritterstandts* du 10 mars. *Ibidem*.

27. *Kayserlicher Landtagschluss* du 28 septembre 1659. *Ibidem*.

28. *Kayserliche Replica* du 21 juillet 1662. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 45, liasse 1662. Refus des ordres le 7 août 1662.

29. *Ständerklärung* du 27 avril 1663, § 3, *Ibidem*, liasse 1663.

30. « ... die Beysteuer sey odiös. Stände erklärung auf die Kayserliche quadruplica. » 21 septembre 1674. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 48, liasse 1674.

31. Ch. BESOLD, *De aerario publico*, p. 66-68.

32. K. KLOCK, *Tractatus de aerario*, II, 78, « De gabella vini. Carnium piscium. Frumenti Farinae ».

direct pour la transférer à l'impôt de consommation [33]. Celui-ci frappait essentiellement les groupes sociaux riches ou aisés et le seul impôt direct frappant la population était justement la gabelle, car tous avaient besoin d'acheter d'importantes quantités de sel pour l'alimentation des hommes et du bétail. Il faut donc se méfier des théories de la fin du XIX^e siècle, hostiles à l'impôt de consommation; peut-être celui-ci était-il injuste pour le prolétaire déjà intégré dans une économie de marché, alors qu'il était plutôt favorable au paysan. Il est bien évident que l'accise n'a d'intérêt que dans les pays où le commerce est suffisamment développé. Voilà pourquoi les caméralistes en ont fait un des points essentiels de leur programme, en s'inspirant du modèle hollandais. Les bourgeois avaient en effet pratiquement aboli l'impôt direct pour payer uniquement des impôts de consommation dès le début du XVII^e siècle. Le rendement de cette accise généralisée était très bon et Klock estime que sur 1 500 florins de revenu, le contribuable hollandais arrivait à en payer jusqu'à 500, soit 33 % [34].

De même qu'en économie les caméralistes étaient éblouis par le « modèle » hollandais, ils voulaient l'appliquer dans le domaine financier avec d'autant plus d'intérêt que l'électeur de Brandebourg avait, de cette manière, réussi à vaincre l'opposition des assemblées d'états et à briser le pouvoir politique des ordres [35]. Manifestement la Chambre y voyait un moyen d'alléger les charges fiscales des couches populaires, de faire payer davantage les riches et de se passer progressivement du contrôle des diètes. Et si aucun texte officiel n'a vraiment exposé ce programme, l'action tenace de la Chambre à partir de 1660 est suffisamment révélatrice pour que nous essayions de retracer les principales étapes de cette lutte entre le pouvoir monarchique et les ordres. En effet, dans le cadre d'une fiscalité habilement « modulée », la Chambre a tenté d'introduire ou de développer l'impôt de consommation avant de tenter de le généraliser.

B. IMPÔTS DE CONSOMMATION ET RÉSISTANCE DES ORDRES.

D'une façon générale, toutes les fois que les circonstances ont paru favorables la Chambre a proposé (ou imposé) l'accise, c'est-à-dire une taxe sur les transactions de produits de consommation courante. Et en voici les principales étapes :

En 1661 comme l'effort demandé aux ordres de Basse-Autriche était particulièrement lourd (le clergé l'évaluait à 1 300 000 florins) la Chambre des Comptes leur proposa de lever une accise sur la farine, conformément au vœu exprimé par le IV^e ordre dans sa déclaration du 10 janvier 1661. Le clergé s'était rallié à cette suggestion le 13 et les gentilshommes le 14. Seuls les seigneurs se montrèrent réticents [36]. Le 15 février la Chambre, par l'intermédiaire de la Chancellerie d'Autriche, invitait la commission exécutive à étudier le projet, qui devait rapporter 700 000 florins au total. Le

33. J. MEUVRET, « Comment les Français voyaient-ils l'impôt au XVIII^e siècle ? », dans *Bulletin de la Société d'Études du XVII^e siècle*, 1955, p. 59-80.

34. K. KLOCK, *Tractatus de aerario*, op. cit., II, 64, p. 755.

35. R. VILLERS, « Réflexions sur les finances publiques en Europe au XVII^e et au XVIII^e siècles », dans les *Annales de l'Université de Paris*, 1962-1963, p. 273-292. La Bavière, dont les finances étaient solides, et les ordres réduits au silence, levait aussi des accises depuis le début du XVII^e siècle. Voir à ce sujet l'analyse de H. HASSINGER, J. J. *Becher*, op. cit., p. 28 : « Die fürstliche Wirtschafts und Finanzpolitik war durch den Absolutismus bereits weitgehend von den Ständen, die noch ihr Steuerbewilligungsrecht zu verteidigen suchten, unabhängig geworden. Landtage fanden kaum Statt. » Voir aussi DÖBERL, *Innere Regierung Bayern*, p. 33, sqq.

36. *Votum des IV^{ten} Ständts*, 10 janvier 1661. *Votum des löbl. Praclaten-Ständts*, 13 janvier, *Votum des löbl. Herrnständts* du 13 janvier, *Votum des löbl. Ritter Ständts*, du 14 janvier, et *Kayserliche Landtagsreplika*, du 15 février 1661. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 45, liasse 1661.

4 juin 1661 les ordres proposaient d'établir une accise de 6,66 % (4 kreutzer par florin) sur la farine [37]. Au cours de la négociation l'accise fut aggravée; finalement les ordres acceptèrent une série de taxes sur les produits de consommation [38] :

- une accise très lourde sur la farine : 10 % (6 kreutzer par florin);
- une accise sur toutes les transactions effectuées dans le pays, elle s'élevait à 6,66 % (4 kreutzer par florin);
- une taxe spéciale sur le bœuf d'un pfennig par livre, soit 8,33 % (le prix moyen de la livre de bœuf étant alors de 3 kreutzer soit 12 pfennig). L'accise entra en vigueur le 1^{er} janvier 1662. L'Empereur promulga une patente. La perception de l'accise était provisoire et ne devait durer qu'un an et elle était confiée à un officier de la diète : Jean Grienschneider.

Impôt extraordinaire, l'accise ne fut pas maintenue sous cette forme; en 1664 elle réapparaissait sous forme d'accise sur les condiments (*Aufschlag auf Gewürz*) la diète n'ayant pas retenu les suggestions de la proposition de lever une accise pour faire face aux lourdes dépenses de l'année 1664 [39].

En 1661 la Chambre fit la même proposition à la diète de Bohême qui la rejeta poliment : les ordres réfléchiraient à l'opportunité d'une accise sur la farine et chargeaient, en tout cas, la commission financière d'étudier la question avec le Conseil de lieutenant. Ils excusaient leurs réticences par le fait que, de toute façon, ils devraient avancer l'argent [40].

En 1667 la commission exécutive de Basse-Autriche déconseillait formellement aux ordres d'accepter l'accise sur le vin et la farine, car elle considérait cette taxe comme nocive et impraticable. Elle engageait la diète à demander une réduction de la contribution [41] et nous savons qu'à ce moment-là toutes les assemblées d'États refusèrent à l'Empereur les moyens d'une politique active aux côtés de l'Espagne. La diète de Basse-Autriche opposa le même refus l'année suivante à la Chambre des Comptes qui revenait à la charge [42]. Elle demandait en outre l'abolition de l'accise sur la viande (*Fleisch Aufschlag*) qui était maintenue depuis 1662 [43]. En 1670 les ordres demandaient même la réunion d'une conférence sur le même sujet [44]. En 1671, au moment où l'Empereur demande des moyens financiers pour réarmer, le dialogue de sourds entre les ordres et la Chambre se poursuit. Celle-ci proposa en effet un impôt sur les boissons ou d'autres accises [45] et dans leur déclaration les ordres refusèrent les accises et réclamèrent la réunion de la commission des doléances [46], ce que promit l'Empereur l'année suivante [47].

C'est à ce moment qu'il engagea le combat sur le front hongrois. D'une part il fallait bien payer les frais de l'occupation militaire de la Hongrie royale. D'autre part il fallait

37. *Der löbl. Vier Nieder-Österr. : Landstände wegen des Mehlauffschlages Erklärung* du 4 juin 1661. *Ibidem*.

38. *Kaysrl. Landtagschluss* du 29 juillet 1661.

39. *Kaysrl. Landtagsproposition* du 26 novembre 1663, *Der Löblichen Ständen fernere Erklärung* du 26 août 1664 et *Kaysrerlicher Landtagschluss* du 5 décembre 1664. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 46, liasse 1664.

40. SÚA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1658-1676. Diète 1661, § 7. *Von einrichtung eines gewissen Aufschlags auff das Mehl*.

41. *Gutachten des löblichen Ausschluss an Stände zu ausarbeitung der Extraordinari Mittel*, 26 avril 1667. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 47, liasse 1667.

42. *Kaysrerliche Landtagsproposition* du 16 janvier 1668, point 5 et *Stände Antwort und Erklärung* du 11 février 1668. *Ibidem*, liasse 1668.

43. *Stände antwort und Erklärung* des 11 février 1668 et 11 avril 1669. *Ibidem*.

44. *Stände Erklärung* du 21 juillet 1670, point 4 : les ordres demandaient la réunion de la commission des doléances (*Gravaminum conferentz*). *Ibidem*, liasse 1670.

45. *Kaysrerliche Landtagsproposition* du 21 janvier 1671. *Ibidem*, Karton 48, liasse 1671.

46. *Stände Erklärung* du 21 juillet 1671. *Ibidem*.

47. *Kaysrl. Landtagschluss*, point 8, de 1672. *Ibidem*, liasse 1672.

profiter de l'occasion pour modifier le régime fiscal hongrois. C'est surtout dans le but précis de trouver de l'argent que l'Empereur réunit plusieurs conférences au printemps 1671; très vite les responsables écartèrent la solution bohême [48] : vendre à l'encan les terres confisquées, car l'expérience avait prouvé un demi-siècle plus tôt que le grand perdant était le fisc, puisque les terres étaient cédées à vil prix, et le prix modique n'était même pas toujours intégralement versé par les particuliers. Il fut donc décidé de les faire administrer par des officiers royaux. Mais comme ils ne devaient rapporter que 100 000 florins [49], Hoher et le président Sinzendorf proposèrent d'instituer une accise sur le vin et la viande. Elle fut mise en place au cours de l'été 1671 et à Sopron, par exemple, la Chambre royale de Presbourg nomma 4 receveurs, 2 catholiques et 2 protestants. Le tarif était de 6 sous par seau de vin et de 12 % sur la viande (12 Ung. par florin) [50]. Cette mesure fut ressentie par l'opinion hongroise comme parfaitement illégale et contraire aux dispositions fondamentales du droit d'État; 10 ans plus tard l'Assemblée nationale protesta solennellement contre l'accise, qui violait l'article I du Diplôme royal de 1655 [51]. Dans ce cas précis le souverain avait la force pour lui et faisait jouer à son profit la *Verwirkungstheorie*. Pourtant en rétablissant la légalité constitutionnelle, le roi Habsbourg fut obligé d'abolir purement et simplement l'accise (décret XII de la diète de 1681) [52].

À partir de 1674 la Chambre des Comptes essaya de gagner les pays tchèques à l'idée de l'accise en leur proposant d'établir une accise sur la farine, les boissons et le cuir. Alors que la diète de Moravie en accepta le principe, la diète de Bohême répondit à la proposition royale en nommant une commission d'enquête, composée de représentants des 4 ordres du royaume [53]. Ceux-ci demandèrent en 1675 encore une année de réflexion et en 1676 se décidèrent pour le *statu quo*, en y mettant les formes : ils réclamaient un supplément d'information dans l'intérêt de « malheureux » contribuables. Ils voulaient savoir en particulier ce que l'accise avait apporté comme soulagement aux populations de Moravie et d'une façon plus générale quelles en seraient les modalités

48. HKA Vienne, *Reichsakten*, fascicule 114, f° 318-320. Conférence du 5 mai 1671. Tous sont d'accord et l'Empereur conclut : « Nihil alienandum a Bonis rebellorum. » Il s'agissait d'une proposition de Rothal, qu'il avait formulée après sa première enquête en Hongrie. Dépêche de M. Zorzi du 29 novembre 1670. Venise, *Dispacci di Germania*, filza 136.

49. J. G. von SELB, *Guetachten*, 1679, f° 6. Ils ne rapportent en fait que 34 000 florins par an.

50. « Csanyi János Kronikaja », édition J. PAUR, dans *Magyar Történelmi Tar.*, t. V, p. 19, Pesth, 1858. Gy EMBER, *Magyar Igazgatás, op. cit.*

51. « ... Intolerabilia illa repartitionum / accisarum et variarum id genus de nomine / titulo et re nunquam ante cognitatum contributionum onera contra eandem conditionem I benigni diplomatis regij et artic I Vlad deor 5 introducta. » Diète de 1681. Gravamina IV, O/L Budapest, P. 287. *Forgach Csalad levéltára*, fascicule 21, *Országgyűlés Iromanyai*, liasse 1681. C'était l'une des principales revendications des ordres. Dépêche de Grémonville du 11 septembre 1681. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 50, f° 280.

52. « Ad demissam fidelium Statuum et Ordinum Regni instantiam benigne annuente Sua Majestate Repartitionis et accisarum onera his motibus introducta, ac exinde qualiter cunque practensae restantiae, simpliciter et de plano tolluntur. » *Articuli Soproniensis XII, ibidem.*

53. La commission comprenait deux membres de chaque ordre :

— Clergé : Hieronymus Hiernheim, abbé de Strahoff, visiteur général des Prémontrés pour la Bohême; Johannes Manner, O.S.B., abbé de St Nicolas de Stare Mesto, et receveur général des Impôts (Ober steuer Einnehmer);

— Ordre des Seigneurs : Johann Frantz von Würbna, Reichsgraff I.K.Mt Rath und Cammerer, Landrechts Beysitzer et receveur général des Impôts; Johann Wenzel von Kollowrath.

— Ordre des Chevaliers : Johann Christoph Malowitz von Malowitz I.K.Mt Rath, Landrechts beysitzer, Hauptmann von Hradschin, receveur général des Impôts; Johann Peter Hubrich von Hengersdorff, également receveur général des Impôts.

— Ordre des Villes : Johann Valerian Newmann, magistrat (*Rath verwandte*) de Stare Mesto; Johann Wilhelm Ditzleren, maire de Malá Strana.

SUA Prague, *Artikulové Sněmovní*, Karton 1658-1676. Diète de 1675 : *Von dem Modo Contribuendi*, p. 8-16.

d'application en Bohême. La diète rappelait en outre qu'aucun changement de cet ordre ne pouvait être pratiqué sans son accord [54]. Tout ceci est du meilleur style parlementaire contemporain : commission d'enquête, supplément d'information, l'essentiel étant pour les intéressés, de ne rien faire qui pût leur nuire. Mais la Bohême de 1675 n'était pas la Hongrie et la légalité avait été rétablie en 1627. L'Empereur ne pouvait invoquer la *Verwirkungstheorie* pour imposer l'accise.

En 1682 il proposait à la diète de Basse-Autriche d'établir à nouveau des impôts de consommation, ce qui provoqua la riposte immédiate des ordres. Le clergé demandait la liberté du choix en ce qui concernait les moyens de financement, car les accises entraîneraient la ruine générale, à la ville comme à la campagne. Les chevaliers ajoutent que le moment n'est pas bien choisi, car la peste avait paralysé les échanges et en particulier la vente des grains et du vin. Le IV^e ordre précisa que les bouchers de Vienne étaient hostiles à l'accise sur la viande, qui provoquerait un renchérissement inutile de cette denrée et frapperait injustement les artisans. Le moins qu'on puisse dire c'est que l'opinion n'était pas mûre pour accepter l'accise [55]. Les ordres mettaient en avant l'intérêt des pauvres; si l'argument était valable pour la population urbaine, il est certain qu'à la campagne les pauvres étaient mal intégrés à l'économie de marché, alors que les ordres privilégiés avaient des surplus à négocier et craignaient un ralentissement des affaires. Mais surtout ils craignaient que le contrôle de l'impôt leur échappât et ne voulaient en aucun cas risquer d'amoindrir leur puissance politique. C'est pourquoi ils préféraient de beaucoup l'impôt direct que payaient leurs paysans. Bien mieux, en 1689, ils obtinrent pour eux-mêmes l'exemption de la taxe sur les grains et le vin, qui était perçue à Ybbs, sur le Danube, depuis plus d'un siècle [56]. La taxe était affermée aux ordres qui versaient de 20 000 à 24 000 florins par an. Elle était perçue à raison de 2 kreutzer par florin (soit 3,33 %); c'était le vendeur qui l'acquittait mais il était autorisé à augmenter d'autant son prix de vente et la charge pesait finalement sur l'acheteur.

En 1631 Ferdinand II doubla le taux de la taxe qui était désormais de 4 kreutzer, soit 6,66 % et qui frappait tous les habitants du pays [57]. Cette précision est essentielle, car elle montre l'étendue de la reculade effectuée par la Chambre des Comptes en 1689. Les ordres de Basse-Autriche venaient d'obtenir, au bout d'un siècle de lutte, le même privilège fiscal que la noblesse hongroise. Dans ces pays où les ordres étaient d'importants producteurs, ceux-ci prenaient un avantage économique sur les roturiers, puisque les privilégiés pouvaient soit augmenter leur profit, soit baisser leur prix de vente d'autant.

Nous sommes donc loin de la défaite des ordres dans le domaine de la réforme fiscale et l'on pourrait croire que la Chambre se contenta des contributions que les assemblées d'États consentaient à lui accorder. Il n'en fut rien et c'est précisément dans les dix dernières années que l'exemple du Brandebourg aidant, l'Empereur songea à introduire l'accise générale dans ses pays héréditaires.

54. *Von dem Modo Contribuendi*, 1676. *Ibidem*. Diète 1676, p. 4-6.

55. *Kayserliche Landtagsproposition* du 21 janvier 1682. *Votum des löblichen Prälatenstand* du 29 août. *Votum des löblichen Herrenstandes* du 20 août, *Votum des löblichen Ritterstandes* du 20 août, ainsi que le *Votum des IV^{ten} Standes*. NÖLA Vienne, *Landtagshandlungen*, Karton 51, liasse 1682.

56. *Kayserl. Recess* du 23 juillet 1689, point 4. *Ibidem*, Karton 52, liasse 1689. Voir : *Documenta wegen des ordinari aufschlags auf Traydt mehl und wein und anderen aufschlags mässigen sachen zu Ybbs*. *Ibidem*, Karton 51, liasse 1685.

57. *Documenta wegen des ordinari aufschlags*, *Ibidem*, liasse 1685.

C. L'ACCISE GÉNÉRALE.

C'est en 1695 que la Chambre se décida à frapper un grand coup en expérimentant l'accise générale en Silésie. Celle-ci remplacerait les contributions dont les arrérages s'accumulaient d'année en année. C'est pourquoi l'Empereur convoqua la Conférence en avril 1695 pour étudier l'introduction de cette réforme capitale en Silésie. Outre le grand maître d'hôtel Dietrichstein qui présidait, la Conférence réunissait le cardinal Kollonich, les conseillers d'État Schaffgotsch, Öttingen, Jörger, Rosenberg, Windischgrätz, Mannsfeldt, les chanceliers d'Autriche et de Bohême (Bucelleni et Kinsky), le président de la Chambre Breuner et le commissaire général [58].

Indiscutablement le modèle est fourni par les différents princes d'Empire qui ont établi l'accise générale, à l'imitation de la Hollande. L'Empereur veut soulager les contributions et ordonne à cette commission ministérielle d'en étudier les modalités d'application [59].

Les travaux se poursuivirent jusqu'au 1^{er} décembre 1696 [60]. Les difficultés techniques étaient considérables, car la Chambre manquait du matériel statistique nécessaire. Il aurait fallu procéder d'une part à un recensement de la population et d'autre part évaluer le volume de la consommation. À l'automne 1695, il fut même question d'introduire l'accise générale en Hongrie. Seul le cardinal Kollonich y était favorable, alors que les autres Hongrois présents à la conférence du 25 octobre (le palatin Eszterházy, Maholany, président de la Chambre basse), Jörger avec les conseillers d'État allemands, y étaient opposés, sauf si les autres types d'impôts étaient insuffisants.

Il est certain que le faible développement de l'économie de marché en Hongrie rendait ce type d'impôt illusoire et l'on peut se demander si l'accise, dans les pays de grand domaine où l'on pratiquait encore largement l'agriculture de subsistance et l'économie fermée, n'était pas une illusion des bureaux viennois. C'est pourquoi les travaux de la commission n'aboutirent à aucun résultat positif avant la fin du siècle et ce n'est qu'en 1706, après la mort de Léopold I^{er}, qu'une patente impériale introduisait l'accise générale en Silésie [61]. Ce pays était certainement l'un des mieux disposés pour

58. *Kaysrerl. Rescript* du 21 avril 1695. HKA, *Verschiedene Vorschläge*, fascicule 1/5, f^o 304.

59. Il nous paraît intéressant de donner le texte de convocation de la commission ministérielle. Adressé au grand maître d'hôtel ce billet montre l'intérêt que prenait personnellement l'Empereur aux problèmes financiers : « Lieber Obristhofmeister ! Euch und denenübrigen meinen Ministren sofortt jedermann ist sattsamb bekommen / wie schwerlich die Contributiones in dem fond eingebracht werden und grosse resten von iahr zu iahr bleiben / weillen der mehrer last auff denen Unterthanen liget / weillen nun oft vorkommen, und viele verminen / das die Accisen gegen auffhebung der anderen contributionen den armen Unterthanen erträglicher sein werden / auch dem armen Mann Leichter ankommen wirdt, in denen viel den Last mittragen werden, so iezo frey ausgehen, als habe ich für nötig befunden dieses werckh einmahl recht anzugreifen und zu überlegen : da hero Ich euch hiemit gnädigst befehle, das Ihr denen in der beylag benenten geheimen und anderen Räthen dieses Accisen werckh ehstens vernehmen Sollet, wöbey ich des gnädigstens Versehens, das man alle Vorkommende difficulteten so viel möglich facilitierte, und dabey allein die gegen wertige noth, meinen Dienst und des gemeinen Weesens nutzen so eines jeden privaten Wohlfahrt / damit man den so schweren Kriegslast erdragen möge / beobachtet werde : wenn auch nit iedes mahl die gesambte benannte Räthe kommen könnten / so sollen doch die übrige mit überlegung dieser Sach fortfahren und weillen fast nit wohl möglich das diese Deputation dieses werck ausarbeiten Können. » Vienne, 21 avril 1695. Suit la liste des membres de la Commission (voir note précédente). *Ibidem*, f^os 303-304.

60. *Protocollum* vom 7 janvier 1695 bis LXII 1696, inclusive in *diversis materijs*, en particulier : « Wie die accisen in allen Landen einzuführen ? » HHStA Vienne, *Staatskanzley, Vorträge*, Karton 9/35, f^os 106-191

61. HKA Vienne, *Verschiedene Vorschläge*, Karton 1, dossier 10. Voir également : Fr. Freiherr von MENSI, *Die Finanzen Österreichs*, op. cit.

tenter une telle expérience. Il possédait en effet une importante industrie [62], il payait traditionnellement des accises sur la viande et les boissons [63] et il était accoutumé à ne pas trop discuter des problèmes fiscaux pour obtenir en échange une certaine tolérance religieuse. Il semble pourtant que l'introduction de l'accise générale ait provoqué des réclamations de la part des ordres privilégiés [64].

Quoi qu'il en soit, du point de vue de notre chronologie *stricto sensu*, aucune réforme fiscale importante n'a été adoptée, car elle eût par trop lésé les intérêts économiques et surtout les intérêts politiques des ordres. Les idées des caméralistes et des partisans de l'absolutisme n'ont pu s'imposer avant 1700 et l'action de l'empereur Léopold I^{er} n'a pu que préparer l'avenir.

III

RÉFORMES DES STRUCTURES

Tout aussi nécessaire eût été une profonde réforme des structures politiques, mais celles-ci auraient battu en brèche l'autorité de l'aristocratie. Dans le domaine précis qui nous intéresse les structures collégiales du gouvernement central étaient en contradiction avec la gestion efficace des finances, de même que les pouvoirs considérables des assemblées d'États en matière financière revenaient à mettre indirectement le monarque sous la tutelle des aristocrates qui dominaient ces assemblées d'États. Il est donc intéressant de voir de quelle façon le gouvernement de Vienne a tenté de s'affranchir de ces sujétions.

GOVERNEMENT CENTRAL ET COLLÉGIALITÉ

Nous avons déjà constaté que la tentative du président Sinzendorf pour réduire le rôle du Conseil avait été brisée par le parti conservateur. L'ordonnance de 1681 avait bien autorisé le président à régler directement les affaires mineures [65], mais il était tenu de réunir le Conseil pour les affaires importantes. Or, les défauts du système n'avaient fait que croître depuis 1660. Le nombre des affaires à traiter avait augmenté de 24 % entre 1660 et 1694, tandis que le nombre des conseillers, dans le même laps de temps, passait de 12 à 18, effectif auquel il faut ajouter dans les deux cas le président de la Chambre. Avec 19 personnes il était difficile de travailler efficacement. Aussi un mémoire de 1702 réclame-t-il la création de commissions de 3 à 5 personnes, qui seraient placées sous la présidence d'un conseiller âgé et capable. Les commissions se réuniraient 4 fois la semaine, ce qui permettrait de réduire rapidement le retard accumulé. Pour chaque affaire, le secrétaire de la commission rédigerait un rapport qui

62. Sur l'importance économique de la Silésie, voir *supra*, liv. I, ch. IV.

63. *Kaiserliche Fürstentagsproposition*, 18 juillet 1657, § 1. *Theatrum Europaeum*, t. VIII, p. 100. En 1667, 1675, 1679, 1680, 1695 et 1696 la Chambre des Comptes demanda la prolongation de l'accise sur les boissons, voir par exemple le *Reinsinuation An die Löbliche Königliche Böheimische Hoffcanzley* du 16 juin 1695, articles 1 et 2, pour qu'elle transmette aux commissaires royaux auprès de la diète de Silésie. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 223.

64. Voir les plaintes du Freiherrn von Földern en 1718. HKA Vienne, *Verschiedene Vorschläge* I/19.

65. *Methodus, wie zu I.K. Mt ohnfehlbar besseren Dienst die negotia cameralia zu tractiren... wäre*. Mémoire anonyme, Vienne, 17 septembre 1702. HKA Vienne, *Verschiedene Vorschläge* 3/145, f° 903.

serait signé de tous ceux qui approuvent les conclusions et le président de la commission enverrait ce rapport au rapporteur. Deux cas seraient alors à envisager : ou bien les conclusions de la commission ont été prises à l'unanimité et l'affaire est déjà réglée; ou bien les voix de la commission sont partagées et l'affaire est portée devant le Conseil tout entier pour qu'il donne son avis : il revient alors au président de trancher, après avoir pris l'avis des conseillers [66].

L'amélioration proposée était comparable à celle que présenta la création de la Conférence secrète en 1665. On échappait ainsi, en théorie, aux inconvénients des deux systèmes envisagés jusqu'alors : d'une part le gouvernement d'un seul, premier ministre ou ministre des finances, d'autre part les longues séances d'un conseil aux effectifs trop nombreux, Conseil d'État ou Chambre des Comptes, l'accumulation des retards, l'arbitraire dans les décisions. À ce propos, un autre mémoire du début du XVIII^e siècle révèle la toute puissance des secrétaires qui laissaient traîner les dossiers et présentaient des rapports qui n'étaient même pas discutés en séance plénière. Ils imposaient donc en fait leurs décisions à la Chambre des Comptes qui était à nouveau gouvernée par la bureaucratie anonyme. En effet les effectifs des bureaux en 1699 avaient augmenté de 50 % par rapport à 1655 [67].

Catégories	1655	1665	1675	1683	1690	1694	1699
Secrétaires	4	5	5	7	5	4	13
Registratores	9	11	10	11	11	10	10
Expeditores	5	4	3	4	5	4	5
Rédacteurs (<i>Concipisten</i>) ..	5	5	5	7	8	9	8
Commis (<i>Canzelisten</i>)	12	12	11	13	16	13	16
Employés	4	4	4	4	5	6	8
Total	39	41	38	46	50	46	60

La progression des effectifs des bureaux avait été lente mais régulière au cours du demi-siècle considéré. Il convient de remarquer deux faits :

- les secrétaires étaient en proportion beaucoup plus nombreux dans les bureaux, 10 % des effectifs en 1655, plus de 20 % en 1699;
- la progression a été stoppée en 1694 au moment où le cardinal Kollonich dirigeait effectivement les finances et avait procédé à des économies sur le poste des dépenses civiles.

66. Mémoire anonyme du début du XVIII^e siècle. *Ibidem*. *Verschiedene Vorschläge* 8/464, f^o 621-624. Les actes conservés dans la série *Hofffinanz* aux archives de la Chambre des Comptes ne nous permettent pas de vérifier s'il y a eu un débat véritable sur le rapport présenté. Mais cette mise en accusation, confirmée par d'autres mémoires de même type, de la même époque, nous paraît devoir être prise en considération.

67. Les chiffres indiqués sont situés dans *Hofzahlamtbücher*, rubrique « *Khayserliche Hoffcammer Expedition* », pour les années correspondantes.

Heureusement en 30 ans la quantité des affaires traitées n'avait augmenté que de 24 %, car les affaires de peu d'importance concernant la gestion du personnel n'avait pas progressé dans les mêmes proportions que les affaires concernant la gestion ou les négociations relatives au crédit : le nombre des emprunts avait quadruplé entre 1660 et 1694. En gros on peut donc affirmer que la gestion de la Chambre avait augmenté en

AUGMENTATION DU VOLUME DES AFFAIRES

traitées par la Chambre des Comptes entre 1660 et 1694 [68].

	1660	1694	Différence absolue	Pourcentage
Gestion économique :				
Ordres de paiement	92	122	+ 30	140
Assignations	68	75	+ 7	110
Marchés	19	38	+ 19	200
Domaine	25	39	+ 14	150
Ensemble gestion économique	204	284	+ 80	140
Emprunts :				
Emprunts	14	73	+ 59	400
Anticipations	19	19	Néant	100
Service de la dette	21	11	— 10	50
Ensemble crédit	54	103	+ 49	110
Correspondance avec chancelleries :				
Correspondance avec chancelleries ..	25	35	+ 10	135
Négociations avec diètes	31	42	+ 11	130
Juridiction fiscale	14	29	+ 15	200
Ensemble affaires politiques...	70	106	+ 36	150
Nominations :				
Nominations	10	12	+ 2	120
Instructions	30	12	— 18	40
Contrôle	27	56	+ 29	205
Emprunts forcés	7	18	+ 11	250
Récompenses	64	24	— 40	35
Paiement des arrérages	45	5	— 40	10
Ensemble gestion du personnel ..	183	127	— 56	70
Divers	25	49	+ 24	200
Total général	536	669	+ 133	124

68. Statistiques tirées des *Gedenkbücher* 195, 196, 345, 346, 425, pour l'année 1660, et 223, 356, 435, pour l'année 1694. HKA Vienne.

efficacité sans augmentation déraisonnable des effectifs, preuve d'une bonne gestion au niveau de la bureaucratie.

C'était au niveau de la direction elle-même qu'il fallait opérer une réforme, car la réduction de l'effectif des conseillers opérée en 1657 avait été éphémère, exactement comme la réduction des effectifs du Conseil d'État. En fait la réduction du nombre des conseillers était contraire à l'esprit du gouvernement aristocratique. Mais les esprits les plus éclairés se rendaient bien compte que le système fonctionnait à la limite de ses possibilités et que seulement la création de commissions pourrait concilier le respect des principes de la collégialité et un souci élémentaire d'efficacité.

De même le maintien de structures collégiales posait un problème de coordination entre les conseils compétents puisque la Chambre des Comptes ne saurait être assimilée à un moderne ministère des Finances et que les problèmes budgétaires relevaient des chancelleries et du Conseil de la guerre tout autant que de la Chambre elle-même.

GOUVERNEMENT CENTRAL ET COORDINATION

Du point de vue de la coordination des autorités gouvernementales, deux tentatives contradictoires furent développées à partir de 1680 afin d'assurer une plus grande cohésion dans l'administration des guerres. D'une part un commissaire général des guerres fut presque à lui seul chargé de gérer le budget militaire, mais en fait il était placé sous l'autorité de la Conférence secrète qui traitait de plus en plus fréquemment de ces matières et l'Empereur consacra ces pratiques en instituant en 1697 la Députation *in oeconomicis*, c'est-à-dire la commission ministérielle pour les finances.

A. LE COMMISSARIAT GÉNÉRAL DES GUERRES.

Jusqu'à 1680 il y avait une coordination de qualité douteuse entre la Chambre des Comptes qui, par définition, détenait les moyens financiers et le Conseil de la Guerre qui était chargé de les dépenser. Or le plus souvent la Chambre répondait qu'elle n'avait pas d'argent lorsque les militaires le lui en demandaient. Mais nous savons que ceux-ci recevaient directement une partie des contributions soit en nature, soit même en argent lorsqu'ils étaient cantonnés dans le pays qui était chargé de les entretenir, de sorte que les responsabilités étaient partagées et que personne n'avait vraiment la haute main sur le budget militaire. C'est pourquoi l'Empereur songea, en 1668, à en confier l'entière responsabilité au prince Gonzague, alors président du Conseil de la Guerre. L'opposition véhémement du président de la Chambre ne permit pas la réalisation de ce projet. Jusqu'à 1680 chaque régiment avait un commissaire et chaque armée un commissaire général. C'est ainsi que l'armée du Rhin, pendant la guerre de Hollande, avait comme commissaire général Zdenko Kaplirš qui fut un des premiers à passer d'importants contrats avec Samuel Oppenheimer.

À partir de 1681 le commissaire général fut vraiment le responsable de l'intendance dans les armées de l'Empereur, mais comme il disposait de ressources propres, les contributions qui étaient versées à ses subordonnés, il devenait un personnage aussi important que le président de la Chambre ou le président du Conseil de la Guerre. Il avait d'ailleurs rang de ministre et assistait à de nombreuses conférences [69]. Seulement

69. *Hofkammer Instruktion* du 2 janvier 1681, § 38, « *Kriegscommissariatamt Betreffend.* » Th. FELLNER et H. KRETSCHMAYR, *Österreichische Zentralverwaltung*, t. I-II, p. 623-624. Ces dispositions sont confirmées par la pratique. Voir *Vota und Konferenz protokolle*, listes de présence.

sa place était mal définie, quels rapports devait-il entretenir avec la Chambre et surtout avec le Conseil de la Guerre ? C'est pourquoi même un homme aussi facile à vivre que Rabatta eut des démêlés avec le Conseil de la Guerre et la Conférence trancha finalement le débat en février 1687 en confirmant les pouvoirs étendus du commissaire général :

- il devait traiter avec la Chambre des Comptes de toutes les affaires de contribution;

- il devait informer de toutes les questions militaires l'Empereur et le Conseil de la Guerre;

- il devait conférer avec le Conseil ou les commandants en chef de tout ce qui pouvait manquer;

- il devait entrer en relations avec les autorités des différents pays de la Monarchie;

- il devait régler les questions d'argent, de ravitaillement et de transport;

- il ne devait rendre compte qu'à la seule Chambre;

- les directeurs des arsenaux lui devaient obéissance, ainsi que les commissaires et commissaires principaux des guerres. Les officiers d'intendance étaient placés sous son autorité [70].

En bref il ne recevait d'ordre de personne et il était le responsable de toute l'intendance et de toute l'administration des guerres. L'Empereur venait de créer là un ministère supplémentaire, réduisant ainsi le pouvoir des conseils plus anciens, Chambre des Comptes et Conseil de la Guerre. Comme dans toute administration d'Ancien Régime, le pouvoir n'a supprimé aucun emploi et n'a dépossédé personne, il s'est contenté de confier de nouvelles responsabilités à un nouvel organisme. Celui-ci avait, en principe, l'avantage d'être sous la responsabilité d'un seul individu et il importait alors de le bien choisir. Outre des qualités d'administrateur et de l'expérience, il lui fallait une grande autorité et beaucoup d'honnêteté, étant donnée l'importance des sommes qu'il maniait. En outre il lui fallait suffisamment d'entregent pour ne pas heurter les deux présidents, ce qui n'empêcha pas Rabatta d'entrer en conflit avec le margrave Armand de Bade et Caraffa, puis Haister, d'être en mauvais termes avec le cardinal Kollonich. Il faut noter que les commissaires généraux se recrutaient parmi les militaires, et ce groupe social étant beaucoup plus ouvert, parmi un personnel étranger à l'aristocratie terrienne des pays héréditaires. Mais Caraffa, qui appartenait à une très ancienne et illustre famille napolitaine, n'était du point de vue autrichien, qu'un soldat de fortune, tout comme naguère Montecuccoli. Tous ces gens avaient rang d'officier général, ils connaissaient donc bien les problèmes d'une armée en campagne et ils avaient suffisamment d'autorité pour s'imposer aux autres généraux et à leurs subordonnés. Aussi l'ordonnance de 1681 marque-t-elle bien dans ce domaine un tournant, car si auparavant il y eut des commissaires principaux compétents, comme Rottal ou Hohenfeld, ils étaient liés aux milieux dirigeants et n'exerçaient leur autorité que sur un seul théâtre d'opérations.

Mais si utile qu'ait été cette innovation et bien qu'en apparence elle concentrât les plus lourdes responsabilités entre les mains d'un seul officier, elle n'aboutit pourtant qu'à renforcer la collégialité en multipliant les conférences sur les problèmes financiers. Jörger avait d'ailleurs manifesté son hostilité à un commissaire général tout-puissant, parce qu'il était *contra rationem Status et Statum rationis* de confier toute l'autorité à un seul homme; Jörger justifiait son point de vue par des arguments d'ordre moral et

70. *Conferenz de dissidijs inter Consilium Bellicum et General Commissariatum*, 12 février 1687. Étaient présents le grand maître d'hôtel Dietrichstein, le chancelier de Bohême Kinsky, le comte Oettingen, président du Conseil aulique, Rabatta lui-même et le secrétaire Erhard. HHStA Vienne, Staatskanzlei, Vorträge 7/32, f^o 42-43.

réclamait, en juillet 1689, la création d'un second commissaire général pour surveiller le premier [71].

B. LA DÉPUTATION « IN ŒCONOMICIS ».

L'historiographie classique fait naître la Députation seulement en 1697 [72]. Elle devait se composer du président de la Chambre, du président du Conseil de la guerre, avec le commissaire général, le chancelier de Bohême et le chancelier d'Autriche, conformément à l'instruction du 10 décembre 1697. Et les sources montrent que la Députation a en effet régulièrement travaillé à partir de cette date [73] mais un examen plus approfondi des mêmes fonds d'archives montre que la Députation est un phénomène bien antérieur à sa naissance officielle. Nous savons en effet que les principaux responsables des affaires financières se réunissaient régulièrement à l'automne pour préparer les propositions que les commissaires impériaux auraient à défendre devant les diètes et ces commissions se réunissaient même du temps où Sinzendorf était président de la Chambre, car il fallait bien coordonner l'action de cette dernière avec celle des chancelleries puisque la Chambre n'avait pas le droit de correspondre directement avec les autorités des différents pays.

Aussi dès 1665 trouvons-nous trace de cette procédure à propos de la convocation de la diète de Silésie. Un rapport avait été présenté à une session plénière du Conseil d'État en réponse à une lettre que la chancellerie de Bohême avait adressée à la Chambre des Comptes le 29 août 1665 [74]. Il s'agissait d'une séance du Conseil d'État consacrée aux affaires financières ou *audientia*, mais le plus important est la décision prise par l'Empereur : Sa Majesté a décidé que pour la préparation des demandes d'argent (*postulata*) concernant les différentes provinces, l'on devrait conférer avec les deux chanceliers pour voir comment les affaires pouvaient être réglées de manière satisfaisante [75]. Et, le 24 novembre de la même année, l'Empereur convoquait les chanceliers d'Autriche et de Bohême, ainsi que le président du Conseil de la Guerre pour tenir une conférence avec le président de la Chambre, afin qu'ils effectuent les préparatifs nécessaires à la tenue des assemblées d'États [76].

Par conséquent, dès 1665, l'Empereur est attaché au principe de conférences spécialisées servant à discuter des affaires financières. Il s'agit donc d'une création parallèle à celle de la Conférence secrète de même que cette dernière devait traiter des questions de politique générale, la Députation devait traiter, collégialement, des grandes orientations de la politique financière. C'est un même esprit qui anime les deux réformes : améliorer

71. « Quod semper periculosum fuit dem Menschen seynd Menschen et vitia erant vitia, donec homines... » *Votum* du 6 juillet 1689, *Jörger et Unterschiedliche motiven*. HHStA Vienne, ms. W.75, f° 78.

72. Th. FELLNER et H. KRETSCHMAYR, *Österr. Zentralverwaltung, op. cit.*, t. I-II, p. 24-38. « Instruktion Kaiser Leopolds I für die Deputation des Status publico oeconomico militaris. » Vienne, 10 décembre 1697.

73. HHStA Vienne, *Staatkanzlei, Vorträge*, Karton 10/36, f° 31-34.

74. Tout le dossier se trouve à Prague, SÚA, Č.D.K.M. 1665, liasse septembre, et comprend : 1° la lettre de la *Böhmische Hoffkanzley* à la *Hoffcammer*, Vienne 29 août 1661 ; 2° « Referat über den böhmischen Hoffkanzleyerindern wasgestalt I.K.Mt resolvirt, einen Schlesischen fürstentag auf zu schreiben und dass zeit hiebey kumbt, auch in denen anderen lanndten die landtag zu incaminiren. »

75. À la séance du 9 septembre étaient présents les princes Lobkowitz, Auersperg, Gonzaga, les comtes Schwarzenberg, Lamberg, Rothall, Starnberg, Abensperg-Traun, Montecuccoli, Sinzendorf, Walderdorf, Nadasdy, Dietrichstein, le baron Hohenfeld, le secrétaire étant Johann Merpold, secrétaire de la Chambre des Comptes. *Ibidem*. Voir aussi le *Votum* de l'Empereur joint au rapport lu à l'*Audientia* du 9 septembre. *Ibidem*.

76. *Kayserl. Decret* du 24 novembre 1665. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 199.

autant que possible le fonctionnement de conseils déjà existants, tout en échappant à l'autorité d'un seul ministre tout-puissant.

La Députation semble avoir fonctionné régulièrement : en 1668 l'Empereur considérait la réunion de la Chambre, du Conseil de la Guerre et des deux chancelleries (Bohême et Autriche) comme une affaire absolument normale *more consueto* [77]. De la même façon, en 1671, l'Empereur faisait siéger la Députation pour fixer les grandes lignes de la politique financière qu'il devait mener en Hongrie [78]. Lorsque la Députation eut admis le principe de l'accise, sa décision fut ratifiée dans une séance plénière du Conseil d'État et annoncée aux grands officiers du royaume de Hongrie le 13 août 1671 [79]. Et en janvier de la même année les chanceliers Nostitz et Hoher, Montecuccoli et le président Sinzendorf s'étaient réunis pour une affaire de « routine » : trouver 3 millions de florins pour financer les opérations de maintien de l'ordre en Hongrie [80].

Même si les archives ne nous livrent pas d'une façon régulière les procès-verbaux de la Députation, tout nous porte à croire que celle-ci s'est réunie fréquemment, *more consueto*, jusqu'à 1680 [81]. Après la chute de Sinzendorf, les sessions de la Députation apparaissent de manière tout à fait régulière dans les sources [82] au moins 5 à 6 fois chaque année à partir de 1685.

Dans la forme les séances ne sont pas sensiblement différentes de celles de la Conférence secrète. Comme cette dernière, la Députation se réunissait à l'initiative de l'Empereur qui la convoquait pour discuter d'un problème précis. L'Empereur fixait l'ordre du jour dans une lettre qu'il adressait au grand maître d'hôtel et celui-ci était souvent chargé de présider la séance. C'est ainsi que le 18 avril 1692 l'empereur Léopold demanda à Dietrichstein de réunir la Députation pour étudier les moyens de boucher le trou de 2 millions de florins, dont la moitié au moins serait indispensable pour assurer le ravitaillement de l'armée [83]. La conférence eut lieu le 29 avril 1692 chez le prince Dietrichstein (actuel palais Lobkowitz à Vienne); outre ce dernier qui présidait, étaient présents : le comte Kinsky, chancelier de Bohême, le comte Jörger, gouverneur de Basse-Autriche et conseiller d'État, le comte Rosenberg, président de la Chambre, et le comte Strattmann, chancelier d'Autriche, le Conseil de la Guerre était représenté par le secrétaire Koschinsky.

77. À propos d'un incident avec l'Ambassadeur d'Espagne Castellar, qui lui reprochait d'avoir licencié des troupes l'Empereur s'étonne dans une lettre à Poetting du 7 novembre 1668 : « Muss Euch also erindern dass erlogen ist, dass Castellar sagt, man habe die riforma ohne consulta vorgenommen, indem more consueto, wie euch noch wohl bekannt sein wird, die Sach'debattiert (worden) in einer Conferenz von Kriegs Rath, Hofcammer böhmischen und Österreichischen kanzleien. Dass in Geheimen Rath nit referirt werden ist zwar wahr, allein geschieht es öftters. » *Privatbriefe an Poetting*, Édition PRIBRAM, *Fontes Rerum Austriacarum*, II, 56, p. 420. Voir à ce propos la dépêche de Grémonville du 7 janvier 1666, qui confirme l'existence de la Députation.

78. Ces conférences avaient pour but de trouver les moyens de financer les régiments impériaux occupant la Hongrie. Elles eurent lieu les 5, 21 et 29 mai 1671, ainsi que les 4 et 15 juin de la même année. Y assistaient les deux chanceliers Montecuccoli, Sinzendorf, et le conseiller Selb. HKA Vienne, *Reichsakten*, fascicule 114, f^{os} 615-691.

79. Les conférences « in puncto repartitionis et accisarum » eurent lieu les 27 et 28 juillet, la séance plénière le 29, et la conférence avec l'archevêque Szelepcsényi et le comte Forgách le 13 août 1671. *Ibidem*.

80. Conférences des 25 et 28 janvier 1671. *Ibidem*.

81. Ainsi par exemple cette *Erinnerung and die Österreichische Hoffkanzley* du 20 septembre 1675 rappelant la conférence qui s'est tenue chez le grand maître d'hôtel le 16, concernant le budget militaire. HKA Vienne, *Gedenkbuch* 206.

82. Les procès-verbaux se trouvent à HHStA Vienne, *Staatskanzlei Vorträge* 6/30 et 8/34.

83. *Legitur Kayserl. Handtbillet de 18 aprilis 1692 An Herrn Obersthoffmeister, so befehligt zu berathschlagen, woher der abgang herzu nehmhen praecipue ad militarem subsistentiam*. HHStA Vienne, *Staatskanzlei Vorträge*, Karton 8/34, f^o 29.

Après lecture de la lettre de l'Empereur et du détail de ce qu'il y avait à payer [84], le prince Dietrichstein recueillit les avis (*Vota*) des participants. Kinsky a fait un exposé que n'aurait renié ni Klock, ni un porte-parole de l'ordre des seigneurs de Bohême : les pays et les peuples étaient surchargés d'impôts et l'on ne voyait pas quelle taxe supplémentaire pourrait être proposée. Jörger a suggéré un impôt sur le capital de 2 %. Le président Rosenberg a rappelé que la Chambre ne pourrait rien fournir, que ni l'Espagne ni le souverain pontife ne fourniraient de subsides et qu'il faudrait bien trouver l'argent dans les pays héréditaires. Le chancelier Strattmann suggéra de recourir aux *cameralia* et le prince Dietrichstein conclut en proposant l'impôt sur le capital (*die Vermögensteuer*) suggéré par Jörger [85].

On retrouve donc l'opposition entre la tendance gouvernementale et le parti des États. Ce dernier était fort bien représenté par le chancelier Kinsky qui manifestait les mêmes réticences et développait la même argumentation que les aristocrates à toute augmentation d'impôt. En revanche Jörger accepterait très bien un effort fiscal supplémentaire pour faciliter la politique du gouvernement. Il estime en effet que les sujets doivent payer l'impôt à leur souverain, sans discuter et sur ce point au moins il s'apparente aux partisans français de l'absolutisme [86].

Le prince Dietrichstein se rallia à l'avis de Jörger, jouant ainsi son rôle de fidèle serviteur de l'Empereur. Personnage un peu falot, grand capitaliste et fournisseur des armées impériales, le grand maître d'hôtel manifestait son attachement en prêtant de grosses sommes d'argent à la Chambre et en appuyant la politique fiscale du gouvernement. Dans ce domaine au moins, il était un élément modérateur en face de la mauvaise volonté de Kinsky et de ses amis.

Quoi qu'il en soit, la politique financière se faisait dans un conseil où s'exprimaient librement des opinions contradictoires et où le président de la Chambre jouait un rôle

84. Transcrit en marge du procès-verbal :

Subsistentia	1 033 000 florins
Veldtcassa	500 000 —
Hofkriegszahlamt	300 000 —
Alia, non specificata	200 000 —
Summa	2 033 000 florins

Ibidem.

85. « Ego [Kinsky] dixi me satis et necessitates... sed provinciae ferre nequerent / ordinarie et extraordinarie ita gravatos ut non videantur quid ultra proptare possint / communicandum tamen ad omnia quae practicabilius proposita fuerint.

[Jörger] proponit ducentessimam statibus proponendam et distributionem iisdem permittendam.

Camerae Praeses [Rosenberg] post longam et latam defectus exaggerationem concludit Cameram nihil amplius praestare posse. Extraordinaria ab Hispanijs nihil speranda a Pontifice ad praesentem necessitatem. Concludit omnia Provincialia haec quomodo invenienda, et practicanda Cancellarium debere suggerere.

Cancellarius Aulæ [Strattmann] provincialia debita tractanda et tarda judicat / nec tenere Extraordinaria. Recedit rem ad Cameralia et fiscalia ab administratoribus pendenda ac redimendas raittungs restantien exigenda Proponitur. » :

Quick silber	150 000 de florins
Salz mittel	300 000 de florins
Insel Zakhaturn Montes pietatis	250 000 de florins

« Princeps recidit ad provincialia die Vermögensteuer denen Obrigkeit aufzutragen undt die Schädige undt laufende Schuldigkeiten abzustatten.

Praesentibus : Principe Dietrichstein, Comitibus Khinsky, Joerger, Rosenberg, Strattmann, Secretarijs Meyer, Koschinsky, Albrecht. » Conférence du 29 avril 1692. *Ibidem.*

86. JÖRGER, *Dass die länder nicht denen ländern, sondern Eurer Kays. Mayt zugehörig und allein deroelben zu verwalten von Gott an vertrauet seyend.* Mémoire sur la nécessité de payer l'impôt. Wiener Neustadt, 1^{er} août 1681. HHStA Vienne, ms. W. 75.

C. LEBRET, *De la souveraineté du Roy*, op. cit., liv. III, chap. VII, « Qu'il n'appartient qu'au Roy de lever deniers sur ses sujets par forme de Tailles, Aydes et Gabelles. ».

réduit. Ce n'est plus comme au temps de Sinzendorf, lorsque ce dernier donnait l'impulsion à la politique financière, même s'il devait tenir compte de l'avis et de la collaboration des chanceliers. Pas plus que Portia, Sinzendorf n'a eu de véritable successeur, car ses attributions ont été partagées au profit de la Députation, qui revêt le caractère d'un ministère collectif des Finances. La Chambre des Comptes demeurait, dans ces conditions, essentiellement un organisme administratif, elle n'était pas une instance politique car elle gérait, elle exécutait, mais elle ne prenait pas les décisions importantes qui relevaient de la Députation.

Alors que les ordonnances du ^{xvi}^e siècle rendaient la Chambre compétente pour toutes les affaires monétaires, après 1683 celles-ci étaient du ressort exclusif de la Députation, la Chambre se contentant de préparer les dossiers.

De 1684 à 1694 la Députation a tenu une série de 15 réunions concernant le désordre monétaire, la dévaluation et les conséquences de cette dernière. Outre des secrétaires et des conseillers des différentes autorités qui apparaissaient là épisodiquement, on retrouvait presque à chaque séance, outre le grand maître d'hôtel Dietrichstein (à partir de 1690), le cardinal Kollonich (10 fois sur 15) ainsi que le chancelier de Bohême Kinsky (11 fois sur 15) et le chancelier d'Autriche (9 fois sur 15). Paradoxalement le président de la Chambre n'apparaît que 6 fois sur 15 [87], même si le plus souvent la Députation discutait un rapport fourni par ses services [88].

D'autre part, tous les traités de subsides étaient discutés par la Députation, dont la composition était sensiblement la même que dans le cas précédent, encore que des représentants du Conseil de la Guerre y vinssent plus fréquemment [89].

Enfin, il est bien entendu que la Députation dirigeait attentivement la politique financière *stricto sensu*, qu'elle décidait des réductions de dépenses ainsi que des impôts nouveaux à solliciter [90], des domaines à aliéner [91] et, bien entendu, des demandes à faire aux assemblées d'États [92]. Dans tous les cas la présence du grand maître d'hôtel donnait à ces délibérations une autorité indiscutable.

Il est donc indéniable que l'existence de la Députation est antérieure à sa création officielle. Celle-ci était l'œuvre du chancelier Kinsky; selon Villars, le chancelier de Bohême aurait agi par ambition personnelle, pour mieux diriger lui-même les finances. Kinsky avait en effet intrigué pour qu'à la mort de Breuner, l'Empereur ne nommât

87. *Conferenz in Müntzweesen* des 27 juin 1684, 17 juin 1687, 4 et 28 novembre, 11 août et 24 octobre 1693 et 5 septembre 1694. HHStA Vienne, *Staatskanzlei, Vorträge*, Kartons 6/8, liasses 29, 32 et 35.

88. Ainsi le 1^{er} décembre 1690 lors de l'*Abermahlige Conferentz in Müntzsachen*, on a lu un rapport de la Chambre : *Legitur der Vorschlag der Cameral Deputation*. HHStA Vienne, *Staatskanzlei Vorträge* 7/33.

89. *Conferenz die Auxilia betreffend*, des 24 mars, 12 août, 14 octobre 1684, de novembre 1684, 3 janvier, 14, 15, 18, 21 et 25 septembre, 31 octobre, 13, 22 et 28 novembre 1685, 21 janvier et 26 mars 1686, 14 et 27 janvier, 12 septembre 1687, 25 octobre 1688, 4 janvier et 25 août 1693. HHStA Vienne, *Staatskanzlei Vorträge*, Kartons 6, 7 et 8. *Geheime Staatsregistratur*, Repertorium 75/5 et 76/1.

90. Par exemple la conférence du 6 juillet 1685 relative au papier timbré. Elle réunissait outre le prince Dietrichstein qui présidait, Königsegg Abele, Rosenberg, Strattmann et Bucelleni. HHStA Vienne, *Staatskanzlei Vorträge* 6/30.

91. Par exemple la conférence du 1^{er} juin 1685 concernant l'hypothèque de l'électeur de Brandebourg sur les principautés de Jaegerndorff et Brünitz (Silésie). Étaient présents : Königsegg, Rosenberg, Strattmann et le Grand Maître d'Hôtel Dietrichstein qui présidait. *Ibidem*.

92. Par exemple la conférence du 17 novembre 1693 : *Conferentia de postulatis diaetalibus accordandis cum Cancellaria Bohemiae et Austriaca*, à laquelle assistaient le cardinal Kollonich, le prince Dietrichstein, les chanceliers Khinsky et Bucelleni. HHStA Vienne, *Staatskanzlei, Vorträge* 8/34.

point de président de la Chambre, mais un simple administrateur [93]. À notre avis une telle combinaison était beaucoup moins machiavélique car elle entraînait dans la logique du chancelier Kinsky qui était attaché aux prérogatives de l'aristocratie et au système des conseils. Il faut d'ailleurs avouer qu'il fit fonctionner la Députation d'une manière efficace. Elle se réunissait en moyenne 8 fois par mois et d'une façon générale aussi souvent qu'il était nécessaire pour épuiser un ordre du jour, que ce soit 2 à 6 séances [94]. Mais il serait inexact de croire que la Députation tient régulièrement 2 séances par semaine [95]. Le 8 mars 1698 l'Empereur lui rappelait qu'elle ne doit pas se mêler des petits contrats et se substituer à la Chambre des Comptes *ne prostituatur Camera*, tandis que le trésorier des guerres continuera à encaisser les contributions militaires [96].

Il s'agissait donc plutôt d'un prolongement de la Chambre des Comptes, mais les attributions du commissariat général n'étaient point réduites [97]. Système contradictoire, même dans ses innovations : on refusait aussi à une conférence ministérielle l'autorité entière sur les affaires financières et la création d'une caisse unique.

Par conséquent, les réformes de structures ont échoué dans une large mesure. Tandis que les efforts de Sinzendorf dans ce domaine contribuaient à sa chute, une direction collégiale fut progressivement mise en place pour être sanctionnée en 1697 par la création officielle d'une Députation *in oeconomicis*. En ce qui concerne les réformes fiscales, l'évolution, en revanche, fut plus nette dans la mesure où l'impôt de consommation s'imposait progressivement. La pression fiscale que supportaient les ordres était, à la fin de la période, plus forte qu'elle ne l'était au début, tout simplement parce que les masses paysannes n'auraient pu supporter sans dommage, à elles seules, les augmentations d'impôt qu'exigeait l'effort militaire accru. Toutefois le projet d'accise générale fut étudié au cours des dernières années de la période et ouvrait la voie à une répartition plus juste de l'impôt, qui serait désormais payé par les plus riches, dans la mesure où ceux-ci étaient intégrés à une économie de marché.

On voit donc qu'à la limite les ordres étaient mieux disposés à faire des concessions compromettant leur privilèges fiscaux plutôt que d'accepter des réformes qui eussent diminué leur pouvoir politique. Nous avons remarqué, en effet, qu'ils avaient accepté de payer une partie des contributions plutôt que d'accepter des taxes indirectes qui auraient diminué les prérogatives fiscales des assemblées d'États; ils ont de même refusé toute réforme administrative qui eût diminué leur influence dans le gouvernement de l'Empereur. En bref les ordres, et plus particulièrement les aristocrates, étaient plus attachés à leurs intérêts politiques qu'à leurs intérêts économiques.

Aussi toute politique de réforme se heurtait-elle à la résistance des ordres, soit directement dans les assemblées d'États qui jusqu'à 1700 ont victorieusement résisté à l'introduction de l'accise, soit indirectement par l'intermédiaire des aristocrates du Conseil d'État. Nous avons vu que le gouvernement de Vienne était tiraillé entre

93. Villars à Torcy, Ulm 24 juillet 1698. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 69, f° 39 v, et Villars au roi, Vienne 11 mars 1699 : « L'on nommera apparemment un président de la Chambre des finances à quoy le comte de Kinski s'estoit opposé, les administrant trans ce conseil nommé la députation dont il estoit le chef. » A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 71, f° 137 v.

94. Voici le nombre de séances que la députation a tenues en 1698 :

Janvier, 6; février, 8; mars, 8; avril, 9; mai, 4; juin, 8; juillet, 8; août, 8; septembre, 7; octobre, 8; novembre, 10; décembre, 5. Total : 89.

HHStA Vienne, *Staatskanzlei, Vorträge*, Karton 10/36, f° 31-34.

95. Contrairement à ce qu'affirme Villars dans son rapport à Torcy du 24 juillet 1698, « depuis quelques mois il y a une manière de jointe nommée la députation qui s'assemble deux fois la semaine chez l'Empereur. » A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 69, f° 39 v.

96. Protocole, du 8 mars 1698. HHStA Vienne, *Staatskanzlei Vorträge*, Karton 10/36, f° 32.

97. Protocole des 16, 23 et 30 janvier 1698 : « differenz wegen des Obristen Commissarij Grafens Schallenberg, dessen dependenz halber und wie es zu instruiren. » *Ibidem*.

plusieurs tendances, y compris au sein de la commission exécutive chargée de la politique financière.

L'aristocratie avait un puissant allié en la personne du chancelier Kinsky par exemple, de sorte qu'il n'est pas étonnant que rien de sérieux n'ait été entrepris pour briser ses privilèges fiscaux et réduire son pouvoir politique. C'est pourquoi les tentatives du cardinal Kollonich pour briser les privilèges fiscaux de la noblesse hongroise ont valeur de symbole méritoire [98].

PRÉROGATIVES DES DIÈTES ET AUTORITÉ MONARCHIQUE

A. LA SITUATION VERS 1690.

Cette tentative plus ou moins malheureuse touchait en effet à l'essentiel, puisqu'elle avait pour but de supprimer un privilège exorbitant des ordres de la Hongrie : l'immunité fiscale pour eux et pour l'ensemble de leurs sujets. Si elle réussissait, c'était un pas décisif dans l'intégration de l'État hongrois dans la Monarchie, la conséquence logique des décisions de la diète de 1687. C'eût été en même temps la reconnaissance d'une situation de fait et probablement l'allègement du fardeau des contributions de guerre qui pesait en réalité sur les paysans hongrois, car si la diète refusait de voter et de répartir un impôt direct, les administrations des comitats étaient bien obligées de faire donner logement et nourriture aux Impériaux cantonnés en Hongrie. Malgré les protestations de l'Assemblée nationale à Sopron, l'Empereur avait continué à charger le pays de contributions militaires. C'avait été le but de la mission du conseiller d'État Abele en 1684 ; après son retrait de la présidence il avait été nommé commissaire royal en Hongrie et chargé de la subsistance des Impériaux, il taxa lourdement chaque comitat, ce qui provoqua les réactions des Hongrois et entraîna la protestation du palatin Eszterházy [99]. L'Empereur répondit qu'il n'y pouvait rien et qu'il s'agissait là d'une nécessité de la guerre ; il lui fallait bien nourrir ses troupes, leur procurer des quartiers d'hiver et faire de nouvelles recrues [100]. Dialogue de sourds entre les nécessités de l'État et les intérêts des particuliers. Pour une fois l'Empereur manifesta une certaine fermeté vis-à-vis des plaintes de ses sujets. Il est d'ailleurs intéressant de noter que dès ce moment Eszterházy joua sans ambiguïté son rôle de palatin. Officier élu par l'Assemblée nationale, le palatin était traditionnellement l'intermédiaire entre les ordres et le roi étranger. Les Hongrois tenaient beaucoup au maintien de cet office et

98. Éliminons en effet de *reces* de 1689 (Vienne, NÖLA *Landtagshandlungen*, Karton 1690, liasse 16) qui établissait une contribution forfaitaire annuelle de 350 000 florins pour une durée de 10 ans. La diète n'en fut pas moins convoquée chaque année pour accorder des impôts extraordinaires. Le pouvoir des ordres ne fut donc nullement limité, cette somme ne représentant finalement qu'un tiers environ de la somme accordée. Il est possible que le gouvernement de Marie-Thérèse ait utilisé cette méthode au XVIII^e siècle, dans un sens « absolutiste », mais nous ne pouvons prêter à ce geste le sens que lui donnait A. F. PRIBRAM, *die Nieder-Österreichischen Stände und die Krone*, op. cit.

99. *Memoriale palatini Pauli Eszterhazy* concernant les lourdes charges représentées par les contributions et les quartiers. Vienne, 17 janvier 1685. Par exemple les 2 comitats de Vasvár et de Sopron (Transdanubie) devaient assurer initialement la fourniture de 3 000 portions à 5 groschen par jour, mais les soldats réclamaient de 10 à 12 groschen par jour, et la contribution est passée à 7 000 portions, de sorte que les 2 comitats paieront 720 000 florins de quartiers d'hiver. Budapest, Bibliothèque Universitaire, *Collectio Hevencsiana*, t. XLIII, f° 31-32.

100. Réponse de l'Empereur datée de Vienne, 17 janvier 1685, *Ibidem*, f° 33.

avaient combattu pour son rétablissement toutes les fois que les Habsbourg avaient laissé le poste vacant. En 1681 le choix du comte Paul Eszterházy, un des rares magnats fidèles à la Maison d'Autriche, pouvait faire croire que la palatin serait dorénavant docile et exécuterait scrupuleusement les ordres du gouvernement de Vienne. En fait, une fois élu, celui-ci s'attacha à défendre les intérêts de ses compatriotes.

Les charges fiscales ne cessèrent de se développer, mais d'une façon empirique. En 1687 les 12 comitats de Basse-Hongrie étaient invités à se répartir 19 850 *portiones*. Au cours de la discussion la Conférence diminua d'un tiers la valeur de la portion qu'elle ramena de 6 à 4 florins et la contribution passa de 833 700 à 555 800 florins [101]. Il est à noter que la répartition se faisait d'une façon arbitraire, sur proposition du commissariat général et du Conseil de la Guerre, sans qu'aucun Hongrois n'assistât à la Conférence, à moins que l'on ne considère le cardinal Kollonich comme un défenseur des intérêts des ordres [102]. Il appartenait à l'administration de chaque comitat, au sous-préfet et aux juges élus, de répartir la charge globale et de fournir les prestations au commissariat général. Mais contrairement à ce qui se passait dans les pays héréditaires, aucun organe représentatif ne pouvait discuter du montant de cette contribution. C'était la conséquence fâcheuse de la politique du pire que pratiquaient les ordres en cette matière, en refusant de voter des contributions modérées et en négligeant même de payer les contributions symboliques qu'ils accordaient lors des sessions de l'Assemblée nationale. C'est ainsi que la ville royale de Košice n'avait toujours pas payé en 1688 la taxe votée à la session de 1681, pas plus que celle de 1687 et la Chambre hongroise se voyait dans l'obligation de lui enjoindre de payer dans les 15 jours les 15 000 florins qu'elle devait [103].

B. LES PROJETS DE RÉFORME.

Le cardinal Kollonich était bien décidé à mettre fin à cette situation paradoxale grâce à laquelle, faute de voter régulièrement des subsides, le contribuable hongrois et ses paysans étaient soumis à l'arbitraire de l'armée. Personne ne sait d'ailleurs combien celle-ci percevait réellement pour une *portion*. Aussi est-ce un aspect essentiel de l'action du cardinal Kollonich que d'avoir voulu remettre de l'ordre en assimilant l'État hongrois

101. Ungarn hat zu ertragen :

	Portiones per 6 florins
Pressburg	1 520
Hontensis	800
Turoz	660
Bartiensis	900
Soliensis	1 090
Civitates Montanarum	310
Arva et Bipta	2 090
Gioresis	2 350
Trentschin	2 380
Soproniensis	3 280
Castriferriensis	3 410
Saladiensis	1 060
TOTAL	19 850

Conferenz die Einquartierung der Regimentern in Ungarn betreffend. », 12 septembre 1687. HHStA Vienne, *Staatskanzlei Vorträge* 7/32, f° 91.

102. Étaient présents à cette conférence du 12 septembre 1687 : le cardinal Kollonich, le prince Dietrichstein, le margrave de Bade, les comtes Kinsky, Rosenberg, Strattmann et Starhemberg. *Ibidem*.

103. *Decretum Camerae Hungariae in materia Contributionum*, Presbourg, 17 mai 1688. AM Košice, *Schwarzenbachiana* 1688.

à n'importe quel autre pays héréditaire, ce qu'il était devenu depuis la diète de 1687 et le couronnement de Joseph I^{er}. Il reprenait en cela la doctrine exposée par Montecuccoli dans son projet de réorganisation de l'État hongrois intitulé *L'Ungheria nell'anno 1677* (la Hongrie en 1677) [104].

Nous avons vu qu'à l'automne 1695 une séance de la Conférence, réunissant les principaux responsables viennois et hongrois, avait écarté le principe de l'accise générale pour le royaume de Hongrie [105]. Six mois après, l'Empereur se décidait à convoquer une commission pour discuter le montant de la contribution. Depuis plusieurs années elle était fixée à 2 millions de florins [106] et le palatin n'avait pas à en discuter le montant; il devait seulement procéder à la répartition en réunissant les représentants de la noblesse des comitats. Cela ressemblait beaucoup plus au système français du brevet de la taille qu'au système autrichien ou bohême.

Une telle politique, contraire aux traditions des pays héréditaires, comme aux privilèges du royaume de Hongrie, avait été défendue par Jörger dès 1676, en vertu de la *Verwirkungstheorie* et à raison des lourdes charges supportées depuis plus d'un siècle par les provinces autrichiennes pour la défense de la frontière militaire hongroise. En août 1681, Jörger soutenait la même idée dans un mémoire adressé à l'Empereur [107] et Kollonich défendit les mêmes idées au printemps 1696.

C. LA RÉSISTANCE DES MAGNATS.

Chargé par l'Empereur de présider une commission qui approuverait l'impôt [108], Kollonich fut très dur pour ses compatriotes qui refusaient de payer les 4 millions de florins qu'il leur demandait (exactement 3 968 000 florins). Il est vrai que les députés hongrois avaient reçu des instructions précises pour ne pas accepter une contribution supérieure à 2 millions de florins [109]. Or, il s'agissait d'une assemblée de notables (*Palatini concursus*) et non d'une session régulière de l'Assemblée nationale. Kollonich ne se gêna pas pour le leur dire et pour reprendre l'argumentation de Jörger : que les autres pays contribuaient aux charges de la Monarchie, qu'il y avait suffisamment de désordres en matière fiscale dans leur pays et qu'il fallait y introduire un impôt permanent, que les privilèges de la noblesse étaient contraires aux principes d'un gouvernement raisonnable [110].

104. Édition A. VETZKE, *op. cit.*, t. III, p. 456-468.

105. Conférence du 25 octobre 1695. HHStA Vienne, *Staatskanzlei Vorträge*, Karton 9/35.

106. Rescrit royal du 5 septembre 1694 adressé au Palatin qui était chargé de la répartition avec des représentants des Comitats. Budapest, Bibliothèque universitaire, Manuscrits, *Collectio Hevenesiana*, t. LVIII, f^o 407.

107. *Votum Graffen Jörgers in Gehaimen Rath de A^o 1676*. HHStA Vienne, ms. W. 75. *Unterschiedliche Motiven*, f^o 84, ainsi que son *Mémoire sur la nécessité de payer l'impôt*, du 1^{er} août 1681. *Ibidem*, f^o 31-35.

108. « Kayserl. Handbillet an... Kollonich, Mödling », 19 mars 1696, cité par MAURER, *Leopold Cardinal Kollonich, op. cit.*, p. 350. *Theatrum Europaeum*, t. XV., p. 45.

109. *Ut summa duorum Millionum quantum possibile est miniatur vel ad minimum non augeatur. Extractus Puntorum a Domino Palatino Regni Hungariae porrectorum*. Point 1, AM Košice, *Acta Diatalis* 1696.

110. Le texte cité par MAURER, *op. cit.*, *loc. cit.*, mérite d'être reproduit ne serait-ce qu'à cause de l'expression : « vernünftige Regierung... Die grosse Menge der Edelleute und Privilegirten die sämtliche viele Vorrechte besitzen, und Steuerfreiheit beanspruchen wider streitet den Grundsätzen einer vernünftigen Regierung... Damit endlich alle Ungerechtigkeit und Unordnung bei Umlage der Steuern und ander öffentliche Lasten anführen, ist es nöthig, dass eine feste beständige Steuer eingeführt, diese gerecht verteilt und in ein billiges Verhältniss zu der Steuer, welche die andern Ländern Seiner Majestät ein Drittheil dessen übernehmen, was jene Länder dem jedesmahligen Bedürfnisse gemäss Zahlen müssen. ».

L'archevêque de Kalocsa, Paul Széchényi, riposta en réclamant la convocation de la diète, mais le ministère viennois fut ferme dans son refus; il avait en effet convoqué ces notables pour éviter de réunir l'Assemblée nationale dont il redoutait les doléances. Les notables ne lui présentèrent pas moins une série de revendications dont la plus importante était que l'Empereur ramenât les effectifs de l'armée à 50 000 portions et que celle-ci fût contrôlée par des commissaires hongrois [111].

La réunion fut un échec et les notables se dispersèrent au bout de 8 jours. Les contributions furent, une fois encore, imposées par voie d'autorité [112]. Il était clair que les Hongrois refusaient d'être intégrés dans l'ensemble et de contribuer pour un quart aux dépenses de la Monarchie (soit 4 millions de florins sur 16). Mais pour une fois l'Empereur demeurait ferme dans sa résolution pour différentes raisons :

— d'abord il avait besoin de cet argent. Nous savons qu'après 1695 les dépenses militaires ont crû dans des proportions considérables et il était normal que l'État hongrois contribuât aux dépenses de l'ensemble, bien que les ordres du royaume aient toujours réfuté cette argumentation en apparence logique;

— ensuite les couches dirigeantes hongroises étaient extérieures au Conseil d'État; les grands officiers du royaume de Hongrie n'assistaient qu'exceptionnellement aux sessions de la Conférence secrète ou de la Députation. Seul Kollonich est un véritable ministre qui prend part à toutes les décisions importantes concernant l'ensemble de la Monarchie. Même le palatin Eszterházy, qui porte le titre de Conseiller d'État, n'est appelé en consultation que pour les affaires hongroises. Et nous savons combien Kollonich, parfaitement intégré à l'aristocratie autrichienne, est peu représentatif du milieu dirigeant hongrois, qui le déteste unanimement.

Tous les Hongrois qui acceptaient des responsabilités les prenaient dans le gouvernement de leur pays à Presbourg, où, en principe, ils n'acceptaient pas la présence d'Allemands. En revanche ils s'abstenaient de paraître à Vienne; ni dans le personnel du Conseil d'État, ni dans celui de la Chambre nous n'avons rencontré de seigneur hongrois, alors que la noblesse de Bohême peuple ces conseils tout autant que la noblesse d'Autriche. À une aristocratie de cour d'origine austro-bohême il faut bien opposer une aristocratie hongroise qui, à force de défendre son splendide isolement, ne pesait plus d'aucun poids dans les décisions gouvernementales. Le particularisme avait des inconvénients : au lieu d'infléchir les décisions au moment de leur élaboration, ils étaient obligés de les subir ou de les rejeter en bloc [113].

— enfin l'Empereur disposait de la force pour faire appliquer ses décisions. Les régiments stationnés en Hongrie pouvaient exiger le paiement des contributions, même s'ils se comportaient alors comme des troupes étrangères en pays occupé. La guerre contre le Turc fournissait à l'Empereur les moyens de mater, accessoirement, la résistance des Hongrois.

Cette assemblée de notables montre donc une volonté nette de l'Empereur d'aller de l'avant dans le domaine fiscal. Il ne respecte pas les formes constitutionnelles en ne convoquant pas l'Assemblée nationale et il passe outre à la volonté des ordres. Nous sommes loin des négociations laborieuses avec la diète de Bohême ou même avec celle de Basse-Autriche.

111. *Extractus Punctorum*, points 7, 8, 9, 10 et 17. AM Košice, *Acta Dietalia* 1696.

112. *Resolutio Sacrae Caesaris Majestatis*, Vienne, 11 octobre 1696. *Ibidem*, et MAURER, *op. cit.*, loc. cit.

113. Les Hongrois avaient déjà pratiqué cette politique du pire au siècle précédent, en refusant d'occuper les sièges que Ferdinand I^{er} leur proposait au Conseil de la Guerre, sous prétexte qu'une telle instance n'était pas compétente pour le royaume de Hongrie.

Malgré les criailleries des Hongrois [114], l'Empereur et Kollonich décidèrent de pousser plus loin les réformes en 1698 et d'y introduire une certaine égalité fiscale en faisant contribuer également le clergé et la noblesse, comme c'était le cas dans les pays héréditaires [115]. En mai, 1698, l'Empereur convoqua encore une assemblée de notables, qui se composait de magnats et qui protesta contre le projet de répartition [116] : 2 millions à payer pour la campagne de 1698. Aussi, à l'automne, le gouvernement de Vienne fixa-t-il purement et simplement la quote-part de la Hongrie; il prit pour base les conclusions de l'assemblée de notables de 1696, mais décida d'imposer les ordres privilégiés à raison d'un tiers pour le clergé et la noblesse, un seizième pour les villes royales, le reste demeurant à la charge des paysans [117], ce qui, d'après un document des archives Eszterházy, donnait la répartition suivante [118] :

- villes royales : 250 000 florins soit 1/16 du tout;
- aristocrates, noblesse, clergé : 1 250 000 florins soit 5/16;
- paysans : 2 500 000 florins soit 10/16.

Pratiquement cette mesure d'autorité [119] revenait à faire payer le supplément d'impôt par les ordres, alors que les paysans ne supportaient qu'une augmentation de 20 % par rapport à ce qu'ils payaient naguère. Le palatin Eszterházy protesta vigoureusement et prit la tête de l'opposition des ordres privilégiés, confirmant ainsi des prises de position antérieures, qui montraient bien qu'il n'était nullement l'homme des Habsbourg en Hongrie. Ses intérêts personnels et ceux de la noblesse hongroise passaient donc avant la fidélité à l'empereur Léopold. Il prenait la tête d'un front uni dirigé contre une réforme absolutiste en matière fiscale, car celle-ci menaçait le pouvoir économique des ordres privilégiés, dans la mesure où de trop lourds impôts poussaient les paysans à déguerpir pour échapper au fisc [120]. Mais surtout la fin des privilèges mettait en question le statut même de la noblesse dans la société hongroise.

Jusqu'alors cette dernière était une noblesse militaire [121] dont les fiefs comme les immunités fiscales étaient justifiés par les services armés que le noble pouvait rendre. Nous avons vu que l'Assemblée nationale décréta à plusieurs reprises l'*insurrectio*, la levée du ban et de l'arrière-ban. Or ces troupes, dont le courage était indiscutable, étaient mal adaptées à la tactique moderne. Elles avaient en outre le grave inconvénient

114. « Gravamina Hungarica variorum comitatum Specificentur et commissionibus Cassoviae et Posonij institutis ad examinandum transmittantur. » Séance du 4 avril 1698 de la *Deputation in Oeconomicis*, *Protokoll*. HHStA Vienne, *Staatskanzlei*, *Vorträge*, Karton 10/36. Ces plaintes ont occupé les séances des 19 et 21 avril 1698.

115. Voir *supra*. Cette part modeste jusqu'à 1690 s'était accrue dans la mesure où les paysans n'auraient pas supporté le poids d'une fiscalité accrue.

116. « Tractatur cum praesentibus in aula magnatibus Hungaris de collectandis duobus millionibus le 6 mai 1698 et Declaratio Magnatum Hungarorum sed nullius valoris du 9 mai 1698. » *Protokoll de la Deputation*. HHStA Vienne, *Staatskanzlei*, *Vorträge*, Karton 10/36.

117. « Repartitio 4 millionen in Hungarn, 16. Theil auf die Stätt 2 drittl (sic) auf die Unterthanen I drittl den Clerum et Magnates. » Séances des 24 et 30 octobre 1698. *Protokoll de la Deputation*. *Ibidem*. Dépêche de Villars au roi du 18 octobre. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 69, f° 197. La répartition de 4 millions de florins était également dans l'*Instruktion pour la Deputation* du 10 décembre 1697. Th. FELLNER et H. KRETSCHMAYR, *op. cit.*, *loc. cit.*

118. Cité par A. VÁRKONYI, « Hapsburg Absolutism and serfdom in Hungary », *Acta Historica* 1965, t. I, p. 359.

119. Sanctionnée par l'ordonnance royale du 24 décembre 1698, citée par L. SZALAY, *Magyarország Története*, Pesth, 1859, p. 37-45. Voir également Csanyi Janos *Kronikája*, édition PAUR, p. 166-167.

120. A. VÁRKONYI, *op. cit.*, *loc. cit.*

121. « Quoique les habitants d'Hongrie aient assez d'esprit d'industrie et de bonnes qualitez pour pouvoir s'appliquer aux Sciences et aux Arts libéraux, cependant ils se sont toujours plustost addonez à apprendre la manière de bien combattre qu'à rechercher la manière d'estre bien scavant. » E. BROWN, *Relation de plusieurs voyages*, *op. cit.*, p. 25. À rapprocher des *Gravamina* de la diète de 1659, article 29, qui font une obligation aux nouveaux nobles d'être instruits dans le métier des armes.

d'être encadrées et commandées par des Hongrois, de sorte qu'elles s'intégraient mal dans une armée impériale qui était par définition la chose du souverain et non de tel État particulier de la Monarchie. C'est pourquoi le gouvernement de Vienne préférait de beaucoup des troupes de mercenaires rémunérées précisément par le produit des impôts. Or, la noblesse hongroise n'avait pas du tout envie d'être privée de sa principale raison d'être et de se muer en simple seigneur terrien qui devrait partager son revenu avec un souverain étranger.

D'autre part il semble qu'en dépit des plaintes réitérées à l'égard des Impériaux, il était plus facile pour le paysan hongrois de nourrir et d'héberger des soldats que de faire des versements en numéraire [122]. Dans ce cas, le point de vue de Kollonich aurait été erroné puisqu'il voulait normaliser la situation pour épargner aux paysans hongrois les exactions de la troupe.

D. RÉSULTATS.

Quoi qu'il en soit, cette réforme imposée par Vienne fit contre elle l'unanimité de la population dans laquelle elle créa un malaise profond. Bien entendu, la noblesse parvint à échapper à ses obligations, elle ne paya que 250 000 florins au lieu de 1 250 000 et la charge supplémentaire d'un million retomba sur les paysans, la Cour de Vienne étant demeurée intransigeante sur le chiffre global de la contribution [123]. Quant aux notables, ils ne cessèrent de réclamer le retour à la contribution de 2 millions et à la rigueur que les 4 millions représentassent un forfait d'où toutes les charges supplémentaires auraient été déductibles [124]. Ils réclamaient en outre le retour à l'exemption fiscale pure et simple [125].

Le gouvernement de Vienne n'en avait pas moins eu gain de cause et la situation de l'État hongrois avait été normalisée. Désormais, un ensemble territorial de 350 000 km² contribuerait aux dépenses de la Monarchie, modérément certes, mais régulièrement et surtout le principe d'une contribution financière hongroise était acquis.

Dans le projet de Kollonich, le montant des charges ne dépassait pas 48 florins hongrois par unité fiscale (*porta*). Comme celle-ci était très vaste et contenait 4 tenures de laboureur (*colonus*), un paysan aisé devrait payer 12 florins, mais comme il accomplissait chaque année 12 journées de corvée royale, qui lui étaient comptées à raison de 15 kreutzer par jour, il n'aurait à verser en espèces que 9 florins, alors que *selon Kollonich* une exploitation de même importance en Autriche payait 24 florins de contribution par an [126]. Très souvent une exploitation de *colonus* était partagée entre plusieurs familles et la charge réelle était par conséquent modérée [127].

122. C'est du moins ce qu'affirme A. VARKONYI, *op. cit.*, *loc. cit.* Il semble en effet que l'économie de marché ait été peu développée et que le numéraire ait surtout été détenu par les nobles.

123. *Ibidem*.

124. *Brevis Extractus Postulatorum Regnicolarum* 1699, points 1 et 2. HKA Vienne, ms. 382, f° 4.

125. « Supplicant humillime ut Clerus Magnates et Nobiles Portas habentes a contributione immunes maneat cum iam Bello (Deo laus) in Pacem conservo, onus personalis Insurrectionis quoque cessaverint cuius vices mediante praefata contributione supplebant. » *Brevis Extractus*, point 4. *Ibidem*.

126. MAURER, *Cardinal Leopold Graf Kollonich*, *op. cit.*, p. 293-294.

127. « In universum sunt n° 32 habentes Portas integras n° 7215 pro una integra Porta computantes integrae populosae sessiones Colonicales n° 4 singulae habentes Terrarum arabilium Jugera n° 32 / minus habentes in rata parte pro medijs quartalibus, octavalibus vel Inquilinarijs numerantur. » Kollonich, *Einrichtungs werckh*, HKA Vienne, ms. 382, f°s 666-667. Sur la question de l'unité fiscale, voir JUHASZ, *A porta története* (Histoire de la *Porta*), *op. cit.*

Mais cette réforme avait été imposée de l'extérieur et nous savons que les couches dirigeantes de l'État hongrois ne se laissaient pas aisément plier aux volontés du gouvernement de Vienne. La victoire avait été acquise à peu près dans des conditions analogues à celles qui avaient présidé aux réformes de structure des années 1670 :

1^o L'Assemblée nationale n'avait pas été convoquée et l'assemblée de notables qui en tenait lieu, réputée plus docile, n'avait même pas donné son accord;

2^o Le gouvernement de Vienne avait profité de l'occupation du territoire hongrois par les régiments impériaux pour imposer cette réforme fiscale. En d'autres termes, elle n'était pas fondée en droit et reposait purement et simplement sur ces rapports de forces favorables momentanément à l'Empereur.

Or, la capacité de résistance des Hongrois n'avait pas été vraiment brisée et les réactions furent analogues à celles qui suivirent les réformes des années 1670. Des troubles sporadiques éclatèrent bientôt et facilitèrent grandement le succès de l'insurrection de François II Rákóczi à partir de 1701.

Pendant 10 ans la Hongrie échappa plus ou moins complètement à l'autorité des Habsbourgs, dont la déchéance fut même prononcée à la diète d'Onod en 1707. L'alliance des insurgés hongrois avec la France, au cours de la guerre de Succession d'Espagne, créa un second front aux portes mêmes de Vienne et le retour au calme ne fut acquis que par un compromis, la paix de Szathmár de 1711, par lequel le gouvernement reconnaissait l'immunité fiscale de la Hongrie.

Ainsi l'importante réforme de Kollonich n'eut point d'effets durables. Il était donc clair qu'aucun pays de la Monarchie ne pouvait être soumis arbitrairement aux décisions unilatérales du gouvernement de Vienne et qu'aucune réforme de structure ne pouvait être imposée par décision souveraine.

Nous sommes en effet bien obligés de constater qu'aucune réforme sérieuse n'a pu triompher au cours de la seconde moitié du XVIII^e siècle. Les aristocrates ont réussi à renforcer la direction collégiale et la seule tentative pour briser la toute-puissance d'une assemblée d'États a finalement abouti à un échec.

Seules des réformes de caractère technique ont pu aboutir et contribuer à une meilleure gestion des ressources dont disposait l'Empereur. Résultat modeste si l'on compare l'ampleur de la tâche et l'enjeu de la réforme. L'Empereur n'a réussi ni à faire payer les privilégiés à proportion de leurs facultés, ni à briser le pouvoir des assemblées d'États qui exerçaient immédiatement un contrôle financier. Sa politique étrangère dépendait en dernière analyse de la bonne volonté des ordres à lui accorder impôts et crédit.

IV

CAUSES DE L'ÉCHEC DES RÉFORMES

Nous avons remarqué plus haut que le système qui présidait au gouvernement des possessions du Habsbourg de Vienne était une dyarchie où souverain et ordres privilégiés étaient étroitement associés. Ceux-ci n'entendaient pas être privés de la part de pouvoir qui leur revenait tant dans le gouvernement central que dans le gouvernement des différents pays. Si certaines entreprises ont pu être aussi facilement élaborées contre les privilèges de l'État hongrois, c'est que l'aristocratie hongroise n'était associée ni aux délibérations du Conseil d'État, ni aux différentes commissions exécutives. Traitée en pays étranger, la Hongrie se voyait alors proposer des solutions qui convenaient aux dirigeants de l'État austro-bohême. Si ceux-ci tenaient tant à imposer les Hongrois

d'une manière régulière, c'était pour n'avoir pas à fournir eux-mêmes les 4 millions de florins absolument nécessaires pour faire face à l'augmentation des dépenses après 1695. Ce n'en était pas moins l'aristocratie austro-bohême qui tenait en mains l'appareil de l'État, tant à l'échelon de la Cour qu'à celui des gouvernements locaux, tandis qu'elle imposait son point de vue dans les assemblées d'États. C'est pourquoi toute réforme tendant à réduire les prérogatives du gouvernement aristocratique était vouée à l'échec.

Le parti conservateur était nettement hostile au ministériat comme à la direction d'un département par une seule personne, ou à la réduction du pouvoir des diètes. La direction collégiale du gouvernement et des différents ministères, la multiplication des commissions comme la convocation régulière d'assemblée d'États dotées de larges pouvoirs financiers étaient les meilleurs moyens de diluer l'autorité du prince et de maintenir la leur. À la limite, nous pouvons même nous demander si la réalité du pouvoir n'appartenait pas à quelques dizaines de familles, plutôt qu'à la Maison d'Autriche elle-même. Les faiblesses de caractère, les hésitations de l'empereur Léopold I^{er} s'expliquent moins, à notre avis, par la psychologie du personnage que par les fondements sociologiques de l'autorité : l'Empereur se rendait bien compte que la réalité du pouvoir lui échappait au profit d'une oligarchie, de sorte qu'il favorisait les hommes nouveaux et les « hiérarchies parallèles » faute de pouvoir modifier les structures du gouvernement, ce qui eût supposé une véritable révolution [128]. Aucune réforme financière ne pouvait aboutir à moins de briser l'oligarchie dirigeante, ainsi l'absolutisme autrichien était un vain mot.

LE DONNÉ BRUT : L'OLIGARCHIE GOUVERNEMENTALE

Une double approche nous conduit sensiblement au même résultat : dans la seconde moitié du xvii^e siècle l'aristocratie contrôlait à la fois le pouvoir politique et le pouvoir économique. En effet les édits somptuaires comme les monographies de conseillers de gouvernement montrent que les couches supérieures de la noblesse des pays héréditaires avaient colonisé le gouvernement central de la Monarchie.

A. LES ÉDITS SOMPTUAIRES ET LA SOCIÉTÉ D'ORDRES.

À la différence de ce qui se passe en France à la même époque, la hiérarchie sociale est nettement définie par voie législative : l'ordonnance de police (*Polizeyordnung*) définit les rangs, les préséances et surtout le vêtement [129] signe visible de la hiérarchie sociale.

128. Ce que tenta un siècle plus tard Joseph II, après la mort de l'Impératrice Marie-Thérèse. On sait qu'en dépit d'une immense bonne volonté et d'une activité fébrile pendant 10 années, le souverain n'aboutit guère qu'à de retentissants échecs. Et pourtant les conditions générales étaient plus favorables, puisqu'aucun péril ne menaçait plus la Monarchie.

129. L'intention est encore nettement définie dans le préambule de la dernière *Polizeyordnung* du 5 mai 1697 : « Als haben wir zu Aufgeb- und Hindanlegung aller dergleichen Vorgebenden unerheblichen Ausred- und Entschuldigungen einem jeden seine gehörige Class mit eigentlicher Specificirung aller deren jenigen Waaren / und Kleidungen / so einem jeden zu haben / und zugebrauchen verboten / und auch der jenigen / so zugelassen seyn / ordentlich benennen / und mit seinem Worth aus werffen wollen. » Publiée dans *Codex Austriacus*, t. II, p. 162.

Les édits avaient certes un fondement économique : empêcher les sujets de l'Empereur de gaspiller trop pour suivre les fréquents changements de la mode française. Et dans ce sens les caméralistes étaient très favorables aux édits somptuaires dans la mesure où ils pouvaient réduire le déséquilibre de la balance des paiements [130]. Mais ils avaient surtout la faveur de ceux qui étaient attachés à l'ordre social traditionnel, le luxe vestimentaire ne permettant plus de distinguer le valet du maître ou bien la dame de qualité de la femme du peuple [131]. Au cours de la période qui nous intéresse, l'empereur Léopold a publié successivement 4 édits somptuaires : en 1659, 1671, 1686 et 1697 [132]. Le principe demeurait le même : des groupes sociaux définis par le rang dans la société ou par les fonctions au service de l'Empereur sont répartis dans des groupes que la législation appelait précisément *classe* [133]. Or, quelle que fût la répartition, la première classe était toujours composée des 3 ordres supérieurs (prélats, seigneurs et gentilshommes) et des conseillers de gouvernement [134]. Cette catégorie englobait tous les conseillers d'État, les conseillers auliques, les conseillers de la guerre et des finances, tous les secrétaires d'État et les officiers de finances investis de lourdes responsabilités [135], comme par exemple le *vice dominus*, les trésoriers des guerres et de la Cour, le receveur des gabelles, l'inspecteur général des douanes. Par conséquent ni l'Empereur, ni l'opinion, ne refusaient la plus haute considération aux serviteurs les plus importants de la Monarchie. Cependant, ces textes demeurent vagues dans la mesure où nous avons vu l'immense distance qui séparait en fait un membre de l'ordre des seigneurs d'un simple gentilhomme.

En majorité les conseillers de gouvernement appartiennent à l'aristocratie, c'est-à-dire à l'ordre des seigneurs, bien que théoriquement les gentilshommes ne fussent exclus que de quelques fonctions, comme celle de grand maître d'hôtel et que certains offices leur aient été réservés, en particulier dans l'administration des États ou dans le gouvernement de certains pays [136]. C'est pourquoi il nous faut voir de plus près à quel ordre appartenaient les principaux responsables du gouvernement de Vienne.

130. Dépêche de Grémonville du 31 mars 1672. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 42, f° 80.

131. « Doch weiss man wer Herr und Knecht

Jetzt und bey den Leuyten
Wer die fraw sey oder Dirn
Wann Vortretter sich verliern
Jedermann soll sagen frey
Löblich ist die Policy »,

Strophe n° 2 d'une défense de l'Édit somptuaire de 1671. « Aller unterthänigste Ehren Defension Österreichischer heylsamen Landesfürstlichen Polizeyordnung », publiée par W. STURMINGER, dans son *Étude sur Johann Heinrich Fitzing von Fitzingheimb*, M.I.O.G., 63, 1955, p. 391. Cette thèse a été également reprise par Abraham à Sancta Clara, dans ses prédications. Voir Robert A. KANN, *A study in Austrian Intellectual History*, op. cit., p. 101-103.

132. Publiée dans le *Codex Austriacus*, t. II, p. 156 sqq., 2 vol. in folio, Vienne, 1704. BN Paris, F 3414.

133. « die Classen » dans le texte allemand. Le mot a le sens latin de *classis*, groupe sans plus.

134. « ... haben wir drey Classes zu formiren für nöthig erachtet. In die erste Class gehören Unsere zwey Obere Politisch Ständ des Herren und Ritter Stands wie auch Unsere würcklich dienende Räthe (dann so vil den Praelaten Stand / und die andere Geistlichkeit Betrifft)... » *Polizeyordnung* du 29 avril 1686, *Codex Austriacus*, t. II, p. 160.

135. « In diese I. Class wollen wir gezogen haben Unsere Kayserl. und Lands Fürstl. Höhere Beampte und Hof Bediente, welche nicht würckliche Lands Mitglieder Seyn / als die Vice-Domen / Hof und Kriegs Zahlmeister / Salz Amtmann-Hand-Grafen / Waldmeister / Eysen Amtmann / Hof Quartier Meister Landtschreiber / Secretarien / von dene höheren Mitteln welche nicht zugleich würckliche Räth seyn. » *Polizeyordnung* du 28 septembre 1671. *Ibidem*, p. 154.

136. On sait que les commissions financières de Basse-Autriche et de Bohême réservaient statutairement 2 places aux membres de l'ordre des Gentilshommes. De la même façon ceux-ci occupaient 3 ou 4 places dans le conseil de Lieutenance de Bohême et le *Personalis Presentiae*, qui présidait la Chambre basse de l'Assemblée nationale hongroise, appartenait obligatoirement à la moyenne noblesse.

B. PLACE DE L'ARISTOCRATIE DANS LE GOUVERNEMENT.

Des notices biographiques ont déjà montré, au cours de cet exposé, que les conseillers d'État appartenaient à l'ordre des seigneurs ou bien à défaut l'accession à de hautes responsabilités dans l'État s'accompagnait d'une admission dans l'ordre des seigneurs. Le docteur Jean-Paul Hocher finit lui-même sa carrière comme magnat hongrois. Mais pour mieux cerner le phénomène, nous étudierons la composition du Conseil d'État au début et à la fin du règne de Léopold I^{er}. De la même manière nous étudierons la composition sociale de la Chambre des Comptes et nous verrons ainsi dans quelle mesure les conseils à caractère technique restaient entre les mains des spécialistes de toute origine sociale.

a. Structures sociales du Conseil d'État.

Nous choisirons deux exemples au début de la période et deux exemples à la fin, soit 1654 et 1665 d'une part, 1699 et 1705 d'autre part. Au début de la période le changement de règne avait amené des bouleversements de caractère politique et non des changements dans la composition sociale. En effet le Conseil d'État comprenait :

En 1654 137	En 1665 158
Le cardinal d'Harrach.	Le prince Portia, grand maître d'hôtel.
Le prince Dietrichstein grand maître d'hôtel.	Le prince Lobkowitz, président du Conseil de la Guerre.
Le duc Piccolomini d'Amalfi.	Le prince Auersperg.
Le prince Lobkowitz, président du Conseil de la Guerre.	Le comte Ernest Öttingen, président du Conseil aulique.
Le prince d'Auersperg.	Le comte Lamberg.
Le comte Maximilien de Wallenstein.	Le comte Frédéric Cauriani.
Le comte Trautson, gouverneur de Basse-Autriche.	Le marquis Annibal de Gonzague.
Le comte Khurtz, vice-chancelier d'Empire.	Le comte Walter Leslie.
Le baron de Goldegg, chancelier d'Autriche.	Le comte Georges Louis de Sinzendorf, président de la Chambre.
Le comte Puechheim, maréchal de la Cour.	Le comte Jean-Joachim Sinzendorf, chancelier d'Autriche.
Le comte Nostitz, chancelier de Bohême.	Le baron de Walderdorf, vice-chancelier d'Empire.
Le comte Martinitz.	Le comte Nostitz, chancelier de Bohême.
Le comte Rodolphe Colloredo.	Soit au total : 12 personnes.
Le marquis Annibal de Gonzague.	
Le comte de Tattenbach.	
Soit au total : 15 personnes.	

137. HKA Vienne, *Hofzahlamtsbuch* 100, « Obrister Hoffmaister und Geheimbe Räte. » Voir également la relation finale du 25 février 1654. Édition FIEDLER.

138. HKA Vienne, *Hofzahlamtsbuch* 110, « Obrister Hoffmaister und Gehaimbe Räte. » Il s'agit des conseillers recevant une solde pour une fonction qu'ils exercent réellement.

et en apparence ils appartenaient tous au *Herrenstand*, quoique le chancelier d'Autriche en 1654, le baron Goldegg, fût de basse extraction; il avait été tiré du néant par l'ancien grand maître d'hôtel de l'empereur Ferdinand III, le comte Trautmannsdorf qui appréciait sa science juridique. Moyen classique d'ascension sociale, la compétence professionnelle conduisait souvent les juristes d'origine bourgeoise à ce poste de chancelier d'Autriche pour lesquels il avait été créé; nous avons vu que l'empereur Léopold choisit à nouveau un juriste pour remplacer l'aristocrate Sinzendorf, cousin du président de la Chambre. Le vice-chancelier d'Empire Sigismond Khurtz était lui-même fils du docteur Jean-Baptiste Webern, chancelier de Ferdinand I^{er}. Nous avons vu que le comte Abensperg-Traun n'hésita pas à lui accorder la main de sa fille Régina [139]. Par sa fortune, sa puissance politique, ses alliances, le vice-chancelier Khurtz, comte de Senftenau s'était intégré à l'aristocratie. Et, en 1665, le seul qui pourrait faire figure de parvenu est le comte Walter Leslie; soldat de fortune, il descendait en réalité d'une bonne famille écossaise : son père John Leslie était le dixième baron de Balquhain et Walter est né en 1606 à Balquhain Castle, dans le comté d'Aberdeen. En 1632 on le trouve dans le régiment d'Adam Tračka comme officier, sous les ordres de John Gordon. Le point de départ de sa carrière fut le rôle qu'il joua dans l'assassinat de Wallenstein. La même année, il se convertissait au catholicisme et devenait colonel. En 1637 Ferdinand lui donnait la seigneurie de Neustadt en Bohême, en même temps qu'il l'élevait à la dignité de comte d'Empire et Leslie poursuivit jusqu'à sa mort une carrière à la fois politique et militaire. Il épousait en troisièmes noces une Dietrichstein, preuve indiscutable qu'il était intégré à l'aristocratie [140].

Quant au cardinal d'Harrach ce n'était pas un prélat de basse extraction comme le père Sinelli que la faveur de Léopold devait mener jusqu'au trône épiscopal de Vienne. Prince-archevêque de Prague, Ernest Adalbert Harrach était comte d'Empire et fils du comte Charles de Harrach. Chanoine de Trente, de Passau et d'Olomouc, il appartenait à une excellente famille de Bohême. Conseiller d'État pendant 30 ans, il cessa d'assister au Conseil pendant le nouveau règne et se consacra uniquement à l'action pastorale, de sorte qu'il n'était plus mentionné en 1665 comme conseiller en exercice (*würcklicher Geheimber Rath*) [141].

L'autre prélat du Conseil, le vice-chancelier d'Empire Walderdorf, appartenait à une bonne famille de Franconie. Protégé par l'électeur de Mayence, Philippe de Schönborn, le chanoine de Würzburg devint vice-chancelier d'Empire en 1660, charge qu'il résigna en 1669 pour devenir évêque de Vienne [142].

Par conséquent leur naissance est indiscutable, mais il est intéressant de voir la permanence de certaines familles dans le Conseil. Sur les 12 membres qui siégeaient en 1665, 4 appartiennent à l'ancienne équipe (Lobkowitz, Auersperg, Gonzague, Nostitz) et nous avons vu que les changements dans l'équipe gouvernementale avaient été limités au strict nécessaire. Le plus souvent, c'est le décès des conseillers qui avait contraint le souverain à procéder à des remplacements. Le groupe demeure finalement stable, surtout si l'on tient compte des alliances.

Dans le Conseil de 1654, le prince Dietrichstein était le gendre du prince de Liechtenstein, une des autorités du règne précédent, tandis que le prince Lobkowitz était fils d'un chancelier de Bohême sous Ferdinand II. Nous avons constaté que Khurtz avait des ancêtres à la Chancellerie et qu'il avait placé son gendre Tattenbach dans le Conseil d'État. Quant au comte Nostitz, il était apparenté aux Lobkowitz. Le marquis Annibal de Gonzague était parent de la jeune impératrice Éléonore, princesse de Mantoue, même s'il a fait pour sa part une brillante carrière militaire au service de l'Empereur.

139. Sur la carrière et la fortune du chancelier Khurtz, voir *supra*.

140. SCHWARTZ, *The Imperial Privy Council*, op. cit., p. 276.

141. *Ibidem*, p. 239. Il mourut en 1667.

142. *Ibidem*, p. 378.

Dans le Conseil de 1665 Portia et Auersperg étaient parents. Le fils Portia a épousé une fille Lamberg. Les Sinzendorf sont cousins, Lobkowitz et Nostitz apparentés. Seuls Walderdorff et Öttingen, originaires de l'Empire, ont des liaisons familiales moins nettes.

L'équilibre entre les différents pays est d'ailleurs savamment dosé et montre bien qu'un pays ne dominait pas les autres, à l'intérieur du complexe austro-bohême du moins. En 1654 la Bohême était représentée par le cardinal d'Harrach (bien que les Harrach puissent être considérés comme une famille austro-bohême), Lobkowitz, Wallenstein, Martinitz; la Moravie par Dietrichstein; la Lusace par Nostitz, soit 6 conseillers sur 15 pour les pays tchèques. La Basse-Autriche était représentée par Trautsohn, Puechheim et dans une certaine mesure par Goldegg; l'Autriche intérieure par Auersperg et Tattenbach, soit 5 représentants sur 15 pour les pays autrichiens, Khurtz venait de Bavière, Colloredo, Piccolomini et Gonzague, bien qu'ils eussent reçu des domaines en Bohême étaient des Italiens, essentiellement des soldats qui s'étaient mis au service de l'Empereur. Cependant l'ordre des Seigneurs de Bohême était représenté en force dans le Conseil puisqu'il comptait 6 membres sur 15 [143]. La liaison entre noblesse aulique et aristocratie bohême était donc éclatante sous Ferdinand III, alors que par la suite l'équilibre a été quelque peu modifié en faveur des pays autrichiens. En 1665, 3 conseillers sont originaires d'Autriche intérieure (Portia, Sinzendorf, Auersperg) 3 autres de Basse-Autriche (Cauriani, Lamberg et le président des Finances Sinzendorf) soit au total 6 conseillers sur 12; 4 autres ont l'essentiel de leurs biens en Bohême : Lobkowitz, Nostitz, Leslie et Gonzague, les deux « étrangers » du Conseil, tandis que Walderdorff et Öttingen sont originaires de l'Empire. La part des étrangers et des Bohêmes a diminué, celle des Autrichiens augmenté, cela ne signifie guère autre chose que les aristocrates des différents éléments de la Monarchie étaient représentés dans le Conseil, à l'exclusion des magnats hongrois.

À la fin du siècle rien n'a changé et l'aristocratie représente le même poids dans le Conseil étroit dont les membres étaient appointés [144]. Ils étaient au nombre de 14 :

- le comte Ferdinand Bonaventure de Harrach, grand maître d'hôtel;
- le comte Charles de Wallenstein, grand chambellan;
- le comte Wolfgang Öttingen, président du Conseil aulique;
- le comte Kaunitz, vice-chancelier d'Empire;
- le comte Jörger, gouverneur de Basse-Autriche;
- le prince Ferdinand Schwarzenberg;
- le comte Thuerheim;
- le comte de Thun;
- le comte de Brandeis;
- le comte Trautsohn;
- le comte Daun;
- le comte Halleweil;
- le comte Zeill, vice-président du Conseil aulique;
- le comte Léopold Cauriani.

Là encore la permanence des familles est manifeste. Tous appartenaient à l'aristocratie et 6 d'entre eux étaient étroitement liés à des conseillers d'État des années 1660.

Le grand maître d'hôtel était un neveu du cardinal d'Harrach, le comte Öttingen avait succédé à son père dans les fonctions de président du Conseil aulique avec, il est vrai, la longue interruption due à la présidence du prince Jean-Adolphe Schwarzenberg. Le fils de ce dernier siégeait au Conseil d'État. Quant au comte Cauriani il descendait d'un conseiller mort en 1661.

143. À savoir : Lobkowitz, Wallenstein, Nostitz, Colloredo, Piccolomini et Gonzague.

144. RINCK, *Leopold, op. cit.*, I., 113, cite 165 conseillers d'État titulaires, mais le *Hofzahlamt-sbuch* 142 (de 1699) ne donne que 14 conseillers véritablement appointés.

La permanence de l'aristocratie est d'autant plus grave qu'elle correspond à une extraordinaire puissance économique. Rinck s'extasie sur la richesse et le luxe des conseillers d'État. Aucune cour d'Europe ne montre autant de richesse dans les carrosses, les livrées et les vêtements des ministres et de leurs gens. Et quelle cour d'Europe pouvait montrer une antichambre où se trouvaient 50 à 60 cavaliers, voire davantage, dont le plus modeste disposait de 50 000 florins de rentes, mais dont certains ont parfois plus de 500 000 florins de revenus annuels [145] ?

Ce luxe s'était développé avec la prospérité postérieure à 1683, mais il reposait sur la fortune foncière et l'exploitation d'immenses domaines, particulièrement en Bohême. Nous avons vu comment l'aristocratie avait progressivement éliminé la petite noblesse, qui était désormais réduite à un rôle politique négligeable, tout au moins dans le complexe austro-bohême.

La reconstruction avait encore favorisé la concentration de la terre entre les mains des grands seigneurs. Prenons quelques exemples : le prince Dietrichstein possédait dans le seul royaume de Bohême 655 tenures fiscales, le prince Lobkowitz 960, le prince Liechtenstein 360, le comte Černin 1192. Parmi les membres du Conseil, Wallenstein a 551 tenures fiscales et le prince Schwarzenberg environ 1450, soit près de 2,5 % de toutes les terres cultivables du royaume, ce qui représentait la moitié du domaine royal (2 793 tenures) [146].

La supériorité économique de l'ordre des seigneurs apparaissait encore plus éclatante si l'on songe que 377 familles de gentilshommes se partageaient 3 364 tenures. Or, une moyenne attribuant 9 tenures à chaque gentilhomme serait fautive, car étant donné que quelques familles comme les Franchimont faisaient encore bonne figure, les gentilshommes possédaient le plus souvent une seule tenure, tel ce Ferdinand Ostrowsky qui, en tout et pour tout, possédait une ferme à Augezd, dans le cercle de Hradec Kralove [147]. En comparaison, la fortune des Lobkowitz semblait colossale : 70 villages et 3 villes en Bohême, le duché de Sagan en Silésie. Aussi le poids de l'aristocratie qui concentrait dans ses mains, en 1699, les deux tiers de la fortune foncière du pays, écrasait-il tous les autres ordres privilégiés du Royaume. Dans l'ensemble austro-bohême l'aristocratie possédait la terre, dominait les diètes et concentrait le pouvoir entre ses mains. Mais si sa mainmise sur le Conseil d'État paraît évidente, sur les conseils techniques était-elle aussi forte ?

b. Structures sociales de l'administration des Finances.

Nous avons vu que certains offices étaient tenus par des financiers et que le président Sinzendorf avait cherché à transformer la Chambre en un véritable corps de fonctionnaires. Dans quelle mesure l'aristocratie a-t-elle conservé ou reconquis le pouvoir à la Chambre des Comptes ?

Comme pour le Conseil d'État nous comparerons la situation au début et à la fin de la période. Dans les années 1660 la proportion des aristocrates était tout de même moins forte qu'au Conseil d'État. En 1655, sur 17 membres, la Chambre comprenait seulement 6 aristocrates : les comtes David Ungnad de Weissenwolf, Georges-Louis Sinzendorf, François-Ernest Mollart, le baron Losinthal, les comtes Jörger et Aichpichl [148]. Dix ans plus tard, sur 17 membres, la Chambre comprenait 7 aristocrates : les comtes Sinzendorf, Hohenfeld, Jörger, Losinthal, Starhemberg, Weissenwolf et

145. RINCK, *Leopold*, *ibidem*.

146. Tous ces renseignements statistiques sont tirés du *Catastrum des Königreichs Böhme in Anässigkeit Anno 1699*, HHStA Vienne, ms. W. 996.

147. *Ibidem*, f° 37-56.

148. *Hofkammer Expedition*. HKA Vienne, *Hofzahlamtsbuch* 101, 1655.

Saint-Hilier[149]. Les autres conseillers étaient de plus modeste origine et si 4 ou 5 d'entre eux étaient nobles ils devaient l'anoblissement à leur fonction, comme par exemple Clément de Radolt ou Jean Putz d'Adlersturm, ou par la suite un Gattermayr qui en 1665 était secrétaire de la Chambre des Comptes et à sa mort, 13 ans plus tard, conseiller des finances et chevalier d'Empire[150]. En soi l'anoblissement par la fonction n'avait rien d'étonnant, mais n'élevait guère socialement l'anobli si ce dernier n'achetait pas une terre et n'était pas admis dans un ordre; ce qui l'est plus, c'est que d'authentiques aristocrates aient accepté de s'occuper d'affaires d'argent.

Prenons le cas du conseiller Mollart. Le comte François-Ernest appartenait à une bonne maison de Franche-Comté; son bisaïeul Louis-Guillaume était venu s'établir en Autriche en 1490. Son grand-père Pierre avait été fait chevalier d'Empire en 1571 et son père Ernest, conseiller d'État de Rodolphe II, avait été maréchal de la Cour de l'empereur Mathias[151]. Et pourtant le fils d'un si important personnage, élevé à la dignité de comte d'Empire ne dédaignait pas administrer les finances de son maître. Bien mieux, on retrouve régulièrement à la Chambre des Comptes un Starhemberg, représentant d'une de ces anciennes familles de Basse-Autriche qui appartenaient à l'ordre des seigneurs avant l'arrivée de Rodolphe de Habsbourg. En 1665 Jean-Louis de Starhemberg était conseiller de la Chambre et en 1699 c'est un autre Starhemberg, Thomas Gundacker, qui a été nommé président de la Chambre, à la suite du décès du comte Breuner et de la résignation du comte Concini[152].

À cette date la proportion des aristocrates demeurait sensiblement la même; sur 19 membres, la Chambre comprenait 8 représentants de familles aristocratiques : les comtes Starhemberg, Halleweil, Brandeis, Bucquoy, Mollart, Aichpichl, Caraffa et Volckra. Le comte Albert de Bucquoy était l'un des plus riches propriétaires de Bohême (il possédait à lui seul 1 144 unités fiscales, soit près de 2 % de toute la superficie cultivable du pays). Il appartenait à une maison originaire des Pays-Bas[153] et qui s'était implantée en Bohême pendant la guerre de Trente Ans. Cette famille était tout à fait représentative des mutations accomplies dans ce pays après la Montagne Blanche. Bucquoy, général de l'empereur Ferdinand II, avait reçu en récompense des domaines confisqués aux rebelles. Famille de soldats, dont certains membres servaient encore dans l'armée du roi d'Espagne, les Bucquoy ne dédaignaient donc pas un emploi dans l'administration des finances. De même un Caraffa, appartenant à l'illustre maison napolitaine, a accepté le poste de commissaire général et un siège à la Chambre des Comptes. Il est vrai que ces emplois n'avaient pas été étrangers à l'enrichissement spectaculaires de ce même Caraffa.

Il ne s'agissait pourtant pas du hasard des carrières puisque nous retrouvons sur six aristocrates, trois familles dont un représentant siégeait à la Chambre des Comptes au début de la période, un Starhemberg, un Mollart et un Aichpichl. Seules manquent les familles Weissenwolf et Breuner; il est vrai que le comte Siegfried-Christophe vient de mourir dans la charge de président des finances. N'oublions pas non plus que le cardinal Kollonich s'intéressait toujours aux questions financières en 1699 et qu'il siégeait régulièrement à la Députation.

Bien mieux les aristocrates se sont fait réserver 5 sièges sur 10 à la Chambre des Comptes lors de la réforme de 1681, l'ordonnance sanctionnant une situation de

149. *Hofkammer Expedition*. HKA Vienne, *Hofzahlamtsbuch* 110, 1665.

150. Charles Louis Gattermayr était conseiller depuis 1671 et trésorier de la Cour. Voir également son testament du 2 juillet 1678.

151. SCHWARZ, *op. cit.*, p. 303. La mère de notre François-Ernest était une Kollonich.

152. *Hofkammer Expedition*. HKA Vienne, *Hofzahlamtsbuch* 142, 1699.

153. Elle avait conservé le titre de *Obriester Landtagsmeister in Artois*. Testament du comte Ferdinand Bucquoy, camérier de l'Empereur et colonel d'un régiment espagnol, 22 janvier 1685. HHStA Vienne, ÖLMA, Testamente B. 13, Karton 3.

fait [154]. Nous savons que ce texte représentait une victoire des conservateurs; il montrait le prix que les aristocrates attachaient au système collégial et au contrôle des finances impériales. Cette attitude s'explique par un double souci :

1^o L'idéal social de la noblesse des pays héréditaires n'est pas un idéal militaire [155]. S'ils sont fiers de leurs ancêtres et de leurs généalogies, les seigneurs sont avant tout des propriétaires fonciers; la possession d'une terre leur permet d'exercer leurs prérogatives seigneuriales, judiciaires et administratives. Les édits somptuaires font la différence entre le simple anobli et le noble propriétaire foncier, le simple anobli se retrouvait dans le même groupe social que les bourgeois parce qu'il n'avait pas été véritablement intégré dans une corporation nobiliaire. Et nous avons vu que les ordres n'accordaient l'*Incolat* et n'agrégeaient que les gens pourvus de titres de noblesse et propriétaires d'une terre dans le pays [156]. Mais surtout la noblesse des pays héréditaires ne méprisait pas l'argent et se laissait aisément corrompre, la modicité des traitements ordinaires leur servant d'excuse [157].

2^o La noblesse des pays héréditaires recherche le service de l'Empereur mais essentiellement le service civil et malgré l'inflation du titre de conseiller d'État, la dignité était beaucoup plus considérée que le grade de lieutenant-général [158]. Parmi les aristocrates de Bohême ou d'Autriche « peu d'entre eux vont à la guerre et si on en voit quelques uns dans l'Employ, ce sont des jeunes gens qui depuis que la guerre dure ont pris des compagnies pour subsister, le Reste des officiers de l'armée sont la plus part estrangers ou soldats de fortune [159]. »

Casimir Freschot fait remarquer que les « charges de Conseillers de la Chambre sont les plus recherchées parce qu'elles donnent des moyens prompts et sûrs pour s'enrichir [160] » et rappelle qu'un grand nombre de belles maisons de Vienne a été construit par ces conseillers. En fait les aristocrates étaient partout et contrôlaient le gouvernement central, « la manière la plus commune d'arriver aux charges étant celle de la recommandation de ceux qui possèdent la faveur et l'estime de Sa Majesté Impériale qui sont déjà dans l'emploi et sur lesquels les égards du sang et de l'amitié ont souvent un pouvoir irrésistible, par la honte qu'on a de refuser ces offices aux Parens et aux Amis... Les mariages procurent encore les Emplois [161]. »

154. *Hofkammer Instruktion*, § 1 : « Ersetzung unsers Hofcammerräths, auch anzahl der Räthe... sondern unser gesambte hofcamer mittls eines hofcamer praesidentens und Zechen räthen / als fünf vom herrnstand von gelehrtenhand. » Th. FEILNER et H. KRETSCHMAYR, *op. cit.*, t. 1/2, p. 598.

155. Rapport de fin de mission de Michiele au Sénat de Venise, 1678. Édition FIEDLER, p. 198. Sébeville : Portrait du gouvernement de Vienne, A.E. Paris, C.P. Autriche, t. 50, f^o 150 sqq.

156. Pour être admis dans l'ordre des Seigneurs, en Basse-Autriche, il fallait être noble depuis 20 ans, avoir été élevé dans le *Freiherrnstand* par l'Empereur, et n'avoir pas épousé une roturière. D. SCHOPF, *Die in Zeitraum von 1620-1740 erfolgen Neuaufnahmen in den Nieder-Österreichischen Herrenstand*. Dissertation inédite, Vienne, 1966, p. 1-40.

157. Voir à ce propos la réflexion de Villars au sujet du désintéressement du feu chancelier Kinsky : « ainsy le ministre qui, par un peu d'adresse ne fait pas sa fortune, vieillit dans une misère dont les médiocres appointements ne peuvent le garantir. » Villars au roi, 28 février 1699. C.P. Autriche, vol. 71, f^os 129-130. Mais Sébeville blâmait ce comportement qui n'était pas celui des gens de qualité.

158. À la suite de la querelle de protocole, Villars a obligé le prince de Liechtenstein, majordome de l'archiduc Charles, à lui faire des excuses. Villars à Torcy, 1^{er} mai, et Villars au roi, 3 mai 1699. A.E. Paris, C.P. Autriche, vol. 71, f^os 246-247 et 263.

159. *Mémoires de la Cour de l'Empereur*, 1671. BN Paris, ms. fr. 8997, f^o 26 v. Confirmée par le rapport de Michiele, *op. cit.*, *loc. cit.* : « l'Aleman, quanto è di genio posato, di spirito lento, tanto si dimostra altiero, e sdegna il servitio. »

160. *Mémoires de la Cour de Vienne*, Cologne 1705, p. 156-159.

161. *Ibidem*. Dans la Chambre des Comptes des années 60, les Jörger, les Weissenwolf, et les Sinsendorf étaient parents.

Arrivés à ce stade nous avons bien l'impression d'être en présence d'un groupe social d'autant plus puissant qu'il contrôlait également les assemblées d'États, avec tout ce que cela représentait de pouvoir réel dans le gouvernement de la Monarchie. L'analyse de Freschot doit être corrigée : les conseillers de la Chambre étaient choisis en raison de leur fortune initiale et si Starhemberg a été nommé président, en 1699, c'est qu'il disposait d'une grosse fortune et d'un important crédit personnels; de même nous avons vu de nombreux financiers accéder à un emploi en raison même de leur richesse propre. Et n'oublions pas que la Chambre de Bohême est, en 1699, uniquement composée d'aristocrates. Ainsi se trouve confirmée une des thèses les plus intéressantes de Bidermann : l'unité de la Monarchie se trouvait réalisée par la formation d'une aristocratie de cour, dans laquelle se fondaient les grandes familles des pays tchèques et allemands [162]. Mais, à de rares exceptions près, il faut bien reconnaître que les magnats hongrois ne s'alliaient guère aux aristocrates, soulignant ainsi le caractère original de la société hongroise.

Leur poids dans le gouvernement était d'autant plus lourd qu'ils avaient concentré dans leurs mains l'essentiel de l'activité économique; non seulement ils possédaient les terres de leur patrimoine, mais ils disposaient de la fortune foncière de l'Église, puisque les chapitres ecclésiastiques leur étaient réservés; en Bohême c'est donc près de 80 % des terres cultivables qui étaient entre leurs mains [163] et leur fournissaient de substantiels revenus. En outre, par suite du déclin des villes royales, ils étaient les véritables patrons de l'industrie qui s'était développée à la campagne et dans les villes soumises à leur autorité. Finalement ce sont eux qui ont profité de l'essor économique postérieur à 1683. Ils payaient relativement très peu d'impôts et en même temps ils étaient, s'ils le désiraient, les créanciers de l'Empereur. On peut donc se demander quelle a été la politique « sociale » de ce dernier en face d'une puissance économique et politique si considérable. L'Empereur s'est-il résigné au maintien d'une dyarchie dont l'équilibre penchait de plus en plus en faveur des aristocrates ou a-t-il cherché au contraire à réduire leur pouvoir ?

POUVOIR MONARCHIQUE ET CLIENTÈLE

En apparence Léopold I^{er}, comme ses prédécesseurs Ferdinand II et Ferdinand III, n'a rien fait pour briser le pouvoir de l'aristocratie. Il semble même qu'ils aient favorisé le processus de concentration des terres entre les mains des plus riches et qu'ils se soient accommodés du renforcement et de l'extension du grand domaine [164]. Même si par deux actes législatifs en Basse-Autriche en en Bohême, le souverain a tenté de limiter les pouvoirs discrétionnaires dévolus au seigneur, ce dernier n'en demeurerait pas moins le responsable de l'administration locale et les paysans n'étaient pas placés sous l'autorité directe des officiers royaux, tandis que le pouvoir monarchique semblait se méfier tout particulièrement de la petite noblesse. En Bohême, la victoire de la Montagne Blanche et la réforme catholique ont eu raison de l'ordre des chevaliers en tant que puissance économique; en Basse-Autriche, après 1650, la politique de tolérance vis-à-vis des gentilshommes fidèles à la confession d'Augshourg a eu pour résultat de les écarter des emplois et nous avons vu combien leur condition économique était précaire. C'est que les gentilshommes avaient été des éléments indociles. D'une culture moins ouverte que

162. H. J. BIDERMAN, *Geschichte der Österr. : Gesamt Staats Idee*, op. cit.

163. *Catastrum des Königreichs Böhmeib*, f^o 68, HHStA Vienne, ms. W. 996.

164. V. L. TAPIÉ, *Monarchie et Peuples du Danube*, I vol., 493 p., Paris 1969. Voir en particulier p. 141-145.

les aristocrates qui recevaient une formation cosmopolite [165], la noblesse était plus profondément attachée aux traditions et à la culture nationales. Menacés par l'évolution économique, peu satisfaits d'un pouvoir lointain, voire d'un monarque étranger, ils avaient, en Bohême comme en Hongrie, largement manifesté leur opposition à la Maison d'Autriche au cours du *xvi^e* siècle. Même dans les pays autrichiens, ils étaient de farouches défenseurs du pouvoir des États. Après 1650 ils ne représentaient plus guère de danger pour les Habsbourg, sauf la noblesse des comitats hongrois.

Économiquement plus forts que dans les pays héréditaires, ceux-ci contrôlaient l'administration locale et l'administration des comitats. En outre ils dominaient la Chambre basse de l'Assemblée nationale hongroise, où ils envoyaient deux députés par comitat, munis d'instructions précises et liés étroitement à leurs commettants. Indiscutablement l'Empereur redoutait d'affronter ces nobles qui, protestants et nationalistes, demeuraient hostiles à la Maison d'Autriche. Après la session de 1662 où la noblesse fit rompre la diète, l'Empereur évita de convoquer l'Assemblée nationale, se contentant de convoquer des notables pris parmi les prélats et les magnats. Même s'il fut obligé de convoquer l'Assemblée nationale en 1681 et en 1687, Léopold diminua le pouvoir politique de la noblesse en s'adressant aux notables, c'est-à-dire aux prélats et aux magnats, car il n'avait pu la briser au cours de la décennie 1670-1680. En effet la politique systématique de confiscations fut un échec et en 1681 l'Empereur dut même promettre la restitution de nombre de domaines confisqués. Nous avons vu que le précédent de la Bohême n'avait pu se répéter en Hongrie, ni du point de vue confessionnel, ni du point de vue social. La moyenne noblesse demeurait une force économique et une force politique, qui se manifestera au cours de la guerre d'Indépendance de François II Rákóczi.

La branche styrienne de la Maison d'Autriche avait donc systématiquement favorisé l'aristocratie et si en Hongrie les gentilshommes n'avaient pas été écrasés en tant que force sociale, c'était malgré les Habsbourg qui voyaient en eux les suppôts de l'hérésie et de la rébellion. En fait Léopold a pratiqué en Hongrie la même politique que son grand-père Ferdinand II en Bohême : susciter dans l'aristocratie une clientèle de fidèles aussi bien dans les vieilles familles du pays que parmi les généraux vainqueurs. C'est ainsi qu'il s'attacha les Eszterházy, les Pálffy, les Forgách, les Batthyany, en les comblant de bienfaits et en leur vendant à vil prix des domaines confisqués ou récupérés au cours de la reconquête. C'est ainsi qu'il établit les Breuner ou le prince Eugène de Savoie. C'était un moyen de s'assurer des fidèles dans l'aristocratie et le gouvernement du pays. Nous avons vu combien cette politique était illusoire : le prince Eszterházy prit lui-même la tête de l'opposition en 1696, pour défendre les intérêts de tous les ordres privilégiés du royaume. Et en Bohême ce n'était pas forcément les Lobkowitz, les Bucquoy ou les Colloredo qui prêtaient les plus grosses sommes à la Chambre des Comptes.

Il semble que l'Empereur ait été conscient du danger et qu'il ait essayé de mettre dans les emplois civils ou militaires le plus possible d'hommes nouveaux, moins incapables et plus dévoués que les autres. Très caractéristique est sa réaction dans l'affaire Hoher; comme les aristocrates se plaignaient de voir confier la Chancellerie d'Autriche à un homme de « sphère inférieure », l'Empereur répondit qu'« il pouvait toujours créer un grand nombre de cavaliers, de barons et de princes, mais qu'il ne trouvait point tant de sujets de valeur et d'expérience comme le docteur Hoher [166]. »

165. « Tous les cavaliers ont un soin particulier dans leur jeunesse de voyager, de faire leurs exercices dans les pays étrangers, d'en apprendre les Langues et il est rare d'en trouver un qui, outre la maternelle, ne parle encore le latin, la françoise, l'italienne et quelquefois l'espagnole, mais après de si beaux commencements la plus part ne s'appliquent à rien dans la suite. » *Mémoires de la Cour de l'Empereur*, 1671. BN ms. fr. 8997, f^o 26 V.

166. Rapport de nonciature du 7 novembre 1665. Original italien dans l'édition Levinson, *A.O.G.* 103, p. 791.

A. LE CONSEIL D'ÉTAT ET LES HOMMES NOUVEAUX.

À vrai dire Hocher est l'exception qui confirme la règle; avec le père Emeric Sinelli il est le seul roturier à qui Léopold ait confié de hautes responsabilités dans le gouvernement. Nous savons qu'il eut souvent recours à des conseillers privés (des religieux, le cercle autour du bibliothécaire Lambeck) pour contrebalancer l'influence des aristocrates mais en dehors de ces deux personnages, il n'a jamais fait place aux hommes nouveaux. Encore Sinelli et Hocher appartenaient-ils à des catégories sociales qui pouvaient être appelées dans les Conseils de l'Empereur. Hocher, juriste, faisait partie du *Gelehrtenstand* (ordre des « savants ») et la Chancellerie, au ^{xvi}^e siècle, avait été souvent confiée à des docteurs en droit; le père Sinelli était un religieux; or le clergé n'était pas exclu du gouvernement, même si des places n'étaient pas automatiquement réservées aux prélats. Hocher a d'ailleurs été intégré juridiquement dans l'aristocratie. Comme il est mort sans descendant, nous ne pouvons savoir si la famille aurait été intégrée socialement.

B. L'ARMÉE.

Pour mieux développer sa clientèle, l'Empereur choisissait volontiers ses officiers généraux hors des pays héréditaires et n'hésitait pas à placer un « étranger » à la tête du Conseil de la Guerre; on y rencontre en effet, au cours de cette période, l'Italien Don Annibal Gonzaga, puis un autre Italien le comte Montecuccoli, un Allemand d'Empire le margrave Armand de Bade et, après 1700, le prince Eugène de Savoie. Vers 1670 un observateur français remarquait d'ailleurs l'importance des Italiens dans l'armée impériale [167]. C'est que l'armée était la seule institution dépendant du souverain et échappant au contrôle des ordres, même si l'Empereur déléguait une large autorité aux colonels. Il avait donc tout intérêt à être obéi et à distribuer des brevets de colonel à des gens qui lui seraient fidèles et tâcheraient de le bien servir. Pendant longtemps, il a même recruté des Français, mais ceux-ci étaient de plus en plus en butte à l'hostilité et à la méfiance du souverain comme de l'opinion [168]. Nombreux en tout cas étaient les colonels et les généraux originaires de l'Empire, les plus illustres étant peut-être les princes de la Maison de Lorraine et ceux de la Maison de Bade [169]. Même les sujets du roi d'Angleterre trouvaient de l'emploi; après le comte Leslie, le fils de milord Taaffe, ambassadeur du roi Charles II en 1666, reçut un régiment de cuirassiers et fit souche en Autriche.

En réalité les soldats qui faisaient vraiment fortune dans l'armée impériale étaient généralement des cadets de famille, pauvres mais de bonne naissance; ils pouvaient donc s'intégrer facilement dans l'aristocratie une fois fortune faite. Lorsqu'ils étaient nantis et qu'ils avaient fait souche les descendants devenaient de « vrais » aristocrates et renonçaient le plus souvent au métier des armes.

167. « La négligence des Allemands donne moyen à beaucoup d'Italiens de venir chercher de l'emploi dans les Troupes de l'Empereur, comme ils sont industrieux et naturellement appliquez à leur fortune, ils y entrent facilement par la faveur de l'Impératrice douairière, du comte Montecuccoli et de l'ambassadeur d'Espagne. » *Mémoires de la Cour de l'Empereur*, 1671. *Ibidem*.

168. Parmi eux il faut citer Louis Ratuit, devenu comte de Souches et membre du Herrenstand en Moravie, Gaspard comte de Chavagnac colonel d'un régiment de dragons pendant la guerre de Hollande, un comte de Rabutin colonel de cavalerie. Grémonville reçut même l'offre d'un régiment avec le grade de mestre de camp (Feld-Marschall) en 1668, offre qu'il déclina.

169. Conformément d'ailleurs au § 40 de la *Capitulation impériale* de 1658 qui permettait de réserver de nombreux et importants emplois aux sujets nés dans l'Empire. *Theatrum Europaeum*, t. VIII, p. 450.

C. LES FINANCES.

L'autre apport extérieur à l'oligarchie gouvernementale, ce sont les officiers de finances. Nous avons vu qu'ils se recrutèrent tantôt parmi les titulaires des emplois subalternes, tantôt parmi les « partisans », les banquiers et capitalistes qui commençaient souvent leur carrière dans l'administration d'un fonds important. Rares sont ceux qui ne sont pas anoblis en fin de carrière, mais ils s'intègrent beaucoup plus difficilement, dans l'ensemble. « Il y a néanmoins à Vienne bien des comtes et des barons nouveaux par la grande facilité qu'ont eu les Empereurs à donner ce titre à des personnes qui se sont élevées dans les finances ou dans les chancelleries. Ceux de cette famille qui sont riches épousent souvent des filles des anciennes maisons, mais il est assez rare de voir de la vieille noblesse se mésallier [170]. » Même s'il existe des réticences à leur égard, les officiers des finances, même d'origine modeste, finissent par s'intégrer dans le groupe dirigeant et ne semblent pas constituer une force capable de mettre en question le pouvoir des aristocrates, car comme eux ils recherchent argent, terres, titres et alliances, et comme eux ils cherchent à maintenir leur parenté dans les avenues du pouvoir. Par conséquent l'Empereur a tout au plus placé des fidèles, ses propres clients, dans une oligarchie qu'il essayait de maintenir aussi ouverte que possible. Les privilégiés lui ont souvent reproché de délivrer avec trop de facilité des titres de noblesse. Les ordres de Basse-Autriche avaient même proposé de transformer l'ordre des seigneurs en une corporation fermée, dont le nombre de sièges serait limité. L'Empereur ne respecta jamais cette clause, bien content de disposer de discrets moyens de chantage sur un groupe social qui menaçait son autorité. Il ne put cependant les évincer du gouvernement central, malgré quelques heureuses exceptions [171].

CONCLUSION

Dans ces conditions on comprend pourquoi les réformes de structures visant à diminuer le pouvoir politique des ordres étaient inconcevables. Seules des réformes à caractère technique pouvaient être tolérées, mais l'Empereur ne pouvait ni diminuer les compétences des assemblées d'États, ni supprimer le système collégial au niveau du gouvernement central. Par conséquent le rendement des institutions ne pouvait être que médiocre, tant que le pouvoir de l'oligarchie austro-bohême ne serait pas brisé. Et si des réformes furent à plusieurs reprises et à moitié exécutées en Hongrie, c'est que l'aristocratie hongroise était absente du gouvernement et que l'Empereur comptait sur la force pour étouffer la résistance des ordres qu'il sous-estimait.

Le déficit financier est donc une maladie chronique, imputable aux structures. Dans la mesure où la conjoncture économique s'est améliorée après 1683, où les aristocrates ont consenti, après 1690, à desserrer les cordons de leur bourse, la Monarchie a pu faire face à des obligations croissantes et mener la guerre sur deux fronts. Mais cette amélioration est d'autant plus fragile que les ordres et plus particulièrement l'ordre des seigneurs peuvent à tout instant refuser de prêter de

170. Motif : ils ont peur que leurs enfants ne soient exclus des chapitres de l'Empire. *Mémoires de la Cour de l'Empereur*, 1671. *Ibidem*.

171. À la Chambre des Comptes le conseiller Calvinoni passait pour une créature de l'Empereur.

l'argent ou payer parcimonieusement des contributions « extraordinaires ». Par conséquent tous les projets de réforme fiscale avaient le caractère dérisoire de constructions intellectuelles parfaitement inadaptées à la réalité. Seules les réformes qui ne lésaient pas les intérêts économiques des aristocrates et qui ne menaçaient pas leur pouvoir politique avaient des chances de voir le jour; tel fut le cas de la banque de la ville de Vienne.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Au terme de cette étude nous voudrions tenter d'apporter une réponse aux trois questions fondamentales que nous avons posées implicitement ou explicitement, mais cette réponse sera dans les trois cas, et en dépit de quelques nuances, désespérément négative. En effet il n'y a pas d'Autriche au sens moderne du terme, mais tout au plus une monarchie dont le souverain n'est point absolu. Ce dernier en outre est pauvre par contraste avec des sujets dont l'opulence va croissant au cours de la période considérée.

Nous sommes tout d'abord bien obligés d'admettre qu'il n'y a pas d'Autriche, car nous sommes en présence d'une confédération d'États dont les liens avec le gouvernement central demeurent parfois très lâches. Certes la situation s'est quelque peu améliorée au cours de ce demi-siècle puisque la secondogéniture d'Innsbruck s'est brusquement éteinte en 1665 et que la Couronne de Hongrie a été proclamée héréditaire dans la Maison de Habsbourg en 1687, mais le système demeure fort complexe puisqu'il juxtapose l'État hongrois et un ensemble austro-bohême où les gouvernements de Vienne (archiduchés d'Autriche) et de Prague (pays de la Couronne de Bohême) sont placés sous l'autorité effective d'un souverain qui attache un grand prix à la dignité impériale. Structure complexe qui préfigure le système adopté en 1867, lors de la conclusion du compromis austro-hongrois.

Bien que les pays (et les provinces à l'intérieur du pays) conservent gouvernements locaux et assemblées d'États, cet État fédéral forme un ensemble à peu près cohérent. Signe visible d'une intégration modérée, mais certaine, l'ensemble austro-bohême contribue largement aux dépenses de la Monarchie : la position est d'ailleurs comparable à celle de la Castille dans la Monarchie d'Espagne. L'un comme l'autre doivent assumer l'essentiel des dépenses de ce qu'on appelle aujourd'hui l'Espagne ou l'Autriche. Même en 1700 le complexe austro-bohême payait à peu près l'intégralité des contributions et couvrait à 90 % les dépenses de la Monarchie, même si le gouvernement de Vienne avait en principe résolu d'imposer aux Hongrois une contribution régulière et modérée. C'est que la situation de la Hongrie par rapport à l'État austro-bohême reste tout à fait particulière. En dépit de tentatives courageuses de l'empereur Léopold I^{er} pour remodeler la constitution hongroise et restreindre les privilèges du pays, ce dernier jouit toujours en 1700 de la plus large autonomie; le gouvernement de Presbourg est quasi indépendant, la noblesse administre les comitats comme elle l'entend, l'Assemblée nationale est une force politique si redoutable que l'Empereur n'ose même pas la convoquer régulièrement et la

législation hongroise est tout à fait étrangère à celle des pays de l'Empire. Officiellement l'Empereur-roi ne peut s'adresser à ses sujets qu'en latin et par l'intermédiaire du chancelier de Hongrie, les organes du gouvernement de Presbourg regimant devant les ordres adressés par les instances du gouvernement central. En fait l'autorité du souverain ne peut se manifester qu'avec l'aide de la force; seule la présence de régiments impériaux sur le territoire hongrois plie momentanément la résistance des ordres; encore ceux-ci ne reculent-ils pas devant la lutte armée pour obtenir l'abrogation des mesures qui réduisent leurs privilèges politiques, confessionnels ou financiers. Deux tentatives pour doter la Hongrie d'un statut comparable à celui de la Bohême se sont soldées par un échec. Les réformes de 1672, qui auraient placé le pays sous l'autorité d'un conseil de lieutenance et du gouvernement central ont dû être abrogées lors de la diète de 1681. Les réformes de 1696, qui auraient obligé les Hongrois à payer une contribution foncière pour subvenir aux dépenses de l'État ont dû être rapportées en 1711, à la fin de la guerre d'Indépendance de François II Rákóczi.

D'ailleurs les couches dirigeantes hongroises n'ont cessé de marquer leurs distances en refusant le siéger dans le Conseil d'État de l'Empereur, si ce n'est à titre tout à fait exceptionnel. Dans l'hypothèse la plus favorable, État hongrois et complexe austro-bohême ont une politique extérieure et une armée communes. Mais le plus souvent les Hongrois prêtent la main aux ennemis déclarés de l'Empereur, aux Turcs ou aux Français et les magnats fidèles parviennent tout juste, à la fin du siècle, à mettre quelques régiments de hussards à la disposition des généraux de l'Empereur.

Par conséquent les progrès de l'intégration de la Hongrie dans un état fédéral danubien ont été bien faibles au cours de ce demi-siècle et c'est finalement dans la plaine hongroise que l'Empereur a connu à la fois les succès militaires les plus brillants et les échecs politiques les plus cuisants. *Volens nolens*, l'Empereur a choisi la politique de croisade et de reconquête que lui suggérait le Saint-Siège; il a ainsi déplacé le centre de gravité de la Monarchie vers le Bassin danubien, mais étant donnée la situation particulière de la Hongrie, le supplément de forces qu'il a ainsi acquis demeure plus apparent que réel.

Ensuite le terme d'absolutisme ne convient ni à l'esprit, ni à la forme du gouvernement qui régit la Monarchie. Si l'on se réfère aux définitions des théoriciens français du XVIII^e siècle, le souverain absolu jouit d'un pouvoir illimité, en particulier dans le domaine financier et dans le domaine législatif; or, à quelques exceptions près, comme la patente royale de 1680 réglementant la corvée en Bohême, le monarque légifère toujours en accord avec les ordres; dans l'État austro-bohême le pouvoir législatif est partagé entre le souverain et les assemblées d'États qui ont des prérogatives beaucoup plus étendues que celles que leur assignait Cardin Le Bret : une simple chambre d'enregistrement, destinées à entendre des explications complémentaires de la part du gouvernement. En Bohême ou en Basse-Autriche, la diète gère de nombreux secteurs qui, en France, relèvent de l'administration royale. Et en Hongrie aucune décision n'est valable si elle n'a été approuvée par l'Assemblée nationale.

Mais surtout les diètes exercent un véritable contrôle financier sur la politique générale de la Monarchie puisqu'elles votent chaque année, chapitre par chapitre, des contributions qui constituent l'essentiel des ressources de l'Empereur. Ces impôts variables selon les pays, ne cessent de croître en valeur relative comme en valeur absolue, tandis que les revenus du domaine demeurent à peu près fixes et ne couvrent guère que les dépenses civiles et le service de la dette. Toutes les dépenses militaires sont assurées par le produit de l'impôt, ainsi qu'une part croissante du budget civil. Comme la levée et la répartition de l'impôt sont entre les mains des ordres, leur consentement est un préalable nécessaire à la levée de n'importe quelle

taxe et la réduction des compétences des assemblées d'États dans ce domaine supposerait la création d'une administration publique des finances.

Chaque année l'Empereur doit donc mener de longues et difficiles négociations avec les diètes. Outre les impôts, celles-ci accordent avec une parcimonie plus ou moins grande le crédit à court ou moyen terme. Certains pays, comme la Basse-Autriche, possèdent une autonomie budgétaire totale, d'autres comme la Bohême, se contentent de lever les contributions que la diète a votées. Mais de toute façon ce sont les ordres et leur expression politique, les assemblées d'États, qui détiennent la réalité du pouvoir financier. On est donc loin de la définition de Le Bret qui estime que le roi doit lever souverainement toutes les taxes qu'il lui plaît sur ses sujets, puisque l'Empereur ne peut lever d'impôts sur ses sujets sans leur consentement.

Nous sommes bien obligés de constater que l'absolutisme n'a guère fait de progrès durant le règne de Léopold I^{er}. Dans l'État austro-bohême, les assemblées d'États ont été régulièrement convoquées et consultées, la session annuelle se prolongeant pendant plusieurs mois. C'est seulement en Hongrie que l'Empereur a usé de la force pour tenter de vaincre la résistance des ordres. En 40 ans, il est tout juste arrivé à se passer des services de l'Assemblée nationale à laquelle il a substitué des réunions de notables, réputées plus dociles. Mais contrairement à ce qui s'est passé dans les autres pays de la Monarchie, il n'a pu briser le pouvoir politique de la moyenne noblesse, qui continue à gouverner à sa guise les comitats.

D'autre part l'autorité de l'Empereur est limitée à l'intérieur même du gouvernement par les structures collégiales de ce dernier. Depuis 1665, Léopold I^{er} a confié l'essentiel du pouvoir à une commission restreinte de conseillers d'État, la Conférence secrète. Même les autorités à caractère technique sont dirigées par des conseils exécutifs; après 1680, la Chambre des Comptes échappe à l'autorité ferme de son président pour redevenir un conseil devant lequel les rapporteurs présentent des dossiers préparés par les bureaux. Aucun conseil n'a d'ailleurs la compétence d'un ministère moderne. C'est ainsi que les finances sont gérées par la Chambre des Comptes, mais celle-ci s'occupe principalement du domaine au sens large, des opérations de crédit, des dépenses civiles, du contentieux et de la préparation des négociations financières avec les diètes. Ces dernières ne traitent qu'avec les chancelleries des différents pays et l'argent des contributions n'est pas versé aux agents comptables de la Chambre, mais aux commissaires des guerres. Aussi les grandes orientations de la politique financière échappent-elles à la Chambre des Comptes, qui se préoccupe plus de gestion que d'administration et qui doit consulter sans cesse les autres chancelleries, le Conseil de la Guerre et le commissariat général, de sorte que la Députation qui a fonctionné bien avant sa création officielle est une sorte de ministère des finances collectif.

Dans ces conditions la période considérée marque un temps d'arrêt, pour ne pas dire un recul, car les conservateurs ont peur de confier de trop grandes responsabilités à un seul homme. Les expériences Portia ou Sinzendorf se sont soldées par un retour en force du système collégial, Conférence secrète ou Députation.

Et si nous admettons qu'il existe diverses étapes dans l'évolution des gouvernements modernes, il faut bien convenir qu'en 1700, le gouvernement de Vienne demeure attaché à la tradition espagnole : des conseils assistés de secrétaires et subdivisés en commissions ou « jointes », pour éviter les inconvénients du *plenum*. Si, pour une période ultérieure il est de bon ton de parler de la bureaucratie autrichienne, nous sommes alors loin de la monarchie administrative que Louis XIV établissait en France à la même époque, même si l'on note quelque tendance des bureaux à empiéter sur les prérogatives du Conseil et même si certains secrétaires d'État comme le baron Abele ont tendance à affirmer leur autorité. Le gouvernement de Vienne aurait tout au plus atteint le second palier de croissance du gouvernement absolu, où l'autorité appartient à des conseils à prédominance aristocratique, assistés

de secrétaires d'État. Il est remarquable de constater qu'il n'y a eu aucun progrès sensible depuis les réformes de Ferdinand I^{er} parce que la majorité des dirigeants étaient attachés à la tradition et luttait de toutes ses forces contre les innovations susceptibles de donner le pouvoir à des individus au détriment des collègues.

C'est pourquoi les réformes de Léopold I^{er} ont consisté essentiellement à améliorer le fonctionnement du système collégial aussi bien pour le Conseil d'État que pour la Chambre des Comptes; les modifications contraires à la tradition ont échoué, en principe à cause de la médiocrité des hommes qui avaient concentré des responsabilités, en réalité à cause de l'hostilité des milieux dirigeants et de l'Empereur lui-même qui sentait bien qu'un Premier ministre ou un président des finances par trop puissant déséquilibrerait davantage le système et limiterait encore un peu plus son autorité.

Il est bien évident qu'un souverain dont le pouvoir législatif est partagé avec des assemblées d'États, dont le pouvoir exécutif est paralysé par les délibérations d'innombrables conseils et dont le pouvoir financier dépend de l'entière bonne volonté des ordres, n'est pas un souverain absolu, à moins de vider ce terme de tout son contenu. Le pouvoir de l'Empereur dans la Monarchie n'est pas limité, comme celui du roi de France, par la morale chrétienne et quelques lois fondamentales, mais par le poids des constitutions aristocratiques qui régissent les États composant la Monarchie. Et ces remarques sont tout aussi valables pour le début que pour la fin de la période considérée. En fait les premières réformes de structures n'interviendront que sous Marie-Thérèse en 1749, pour être fébrilement poursuivies par Joseph II entre 1780 et 1790. Jusqu'à la crise de 1740, qui mit un instant en cause l'existence même de la Monarchie, l'immobilisme fut la règle d'or dans ce domaine.

Enfin ce qu'on peut bien appeler la faiblesse de l'autorité monarchique se faisait particulièrement sentir dans le domaine financier. Si l'Empereur parvint à tripler ses ressources en trente ans, c'est à cause de l'essor économique du pays et de la bonne volonté croissante des aristocrates en matière fiscale.

En effet la situation économique de la Monarchie était foncièrement saine. Comme dans toutes les économies de type ancien, les calamités qu'apportaient les guerres étaient rapidement réparées, six à sept ans pour la Basse-Autriche, une vingtaine d'années pour la Bohême. C'est d'ailleurs dans le domaine de la production que la reconstruction fut la plus rapide car les excédents de naissance compensèrent plus difficilement les pertes humaines dues à l'émigration des non-catholiques ou aux raids de la cavalerie tatare.

Quoi qu'il en soit, après 1683, l'ensemble austro-bohême connaît une indéniable prospérité, qui contrastait avec la stagnation dans la médiocrité qui caractérisa la période 1660-1683. Dans la Monarchie comme en France, la politique mercantiliste est allée à contre-courant de la conjoncture au cours de ce quart de siècle. En revanche, après 1683, on a l'impression que toute l'économie est stimulée par l'euphorie qui suit la victoire du Kahlenberg. La guerre « coloniale » de Hongrie fournit un débouché aux grands propriétaires qui livrent blés, fourrages et produits industriels. Une inflation modérée, l'injection de capitaux étrangers fournis par le Saint-Siège pour entretenir la Croisade, stimulent une économie qui avait dû, jusqu'alors, vivre en circuit fermé, malgré les efforts de Becher pour développer les exportations vers le Proche-Orient. L'évolution est si nette qu'après 1690, l'Empereur parvint à financer seul une guerre sur deux fronts, en recourant uniquement à l'impôt, aux emprunts extérieurs et aux services du banquier juif Oppenheimer qui fournissait surtout du crédit à court terme.

L'impasse n'était pas si catastrophique que l'affirmaient certains observateurs puisqu'au cours de la période 1683-1700, l'Empereur n'avait contracté que 20 millions de florins de dettes. Or, en 1700, cette somme représentait un peu plus du

montant d'un seul budget annuel. En dix ans de paix il eût été facile d'éponger ces dettes. La véritable catastrophe fut, semble-t-il, la Guerre de la Succession d'Espagne, durant laquelle la Chambre recourut aux emprunts à l'étranger et à l'aide des puissances maritimes. Néanmoins la consolidation de la Dette publique à partir de 1703 par la ville de Vienne, montre bien que la situation économique et financière des sujets était bonne, même si celle du souverain laissait à désirer.

Il ne faut pas trop s'apitoyer sur les malheurs et la pauvreté des Pays héréditaires qui, en dépit des pestes et des guerres, ont effectué une remontée spectaculaire. Si les ressources du souverain sont limitées, c'est par la volonté expresse des assemblées d'États qui protègent les contribuables contre des charges excessives, mais pour tirer eux-mêmes le maximum de profits du régime seigneurial. Le paysan est livré pieds et poings liés à l'administration seigneuriale, à laquelle le pouvoir royal délègue ses attributions de juge, de percepteur et d'administrateur. Le système est en apparence très économique, puisqu'il allège l'appareil d'État au point de le réduire au seul gouvernement central. En fait le système est désastreux puisque la levée d'une part croissante des ressources échappe totalement à la Chambre des Comptes ou à ses délégués qui se voient réduits à exercer un contrôle à posteriori. Il semble que techniquement le système ait bien fonctionné, tout au moins en Bohême, mais il réduisait singulièrement l'autorité des officiers de finances du souverain et surtout un tel système rendait indispensable le consentement préalable des ordres dans les assemblées d'états. L'historiographie libérale depuis Guizot n'a cessé d'insister sur le rôle politique du parlement anglais, qui avait pu s'exercer précisément parce que le roi d'Angleterre ne pouvait lever des subsides qu'avec le consentement de ses sujets. Le rôle des assemblées d'États dans les pays héréditaires est exactement le même, quoiqu'il ait été moins spectaculaire — les Habsbourgs se gardant bien de convoquer des États généraux qui eussent pesé d'un poids encore plus lourd dans la vie politique.

Aussi l'aide extérieure a-t-elle pesé d'un certain poids à plusieurs reprises. Si Léopold a signé la paix de Vasvár, c'est parce qu'il n'avait pas confiance dans ses alliés de la Ligue du Rhin. S'il est intervenu au cours de la guerre de Hollande, c'est parce qu'il a été aidé par l'Espagne et les Provinces-Unies. S'il a poursuivi la reconquête de la Hongrie et signé la trêve de Ratisbonne, c'est parce que l'Espagne était incapable de lui fournir l'argent qui lui eût permis de déclarer la guerre à la France, tandis que le Saint-Siège lui apportait une aide financière importante, à condition de poursuivre la guerre contre le Turc et de se réconcilier avec Louis XIV.

Malgré toutes ces difficultés, l'Empereur n'a pu mener à bien une réforme fiscale comparable à celle que réalisa l'Électeur de Brandebourg, à l'imitation de la Hollande : substituer de forts impôts de consommation, en particulier sur les objets de luxe, à un impôt direct qui pesait principalement sur les masses paysannes. Cette accise, qui eût frappé surtout les riches et les citadins, aurait signifié la fin des privilèges fiscaux des ordres et surtout la fin de leur pouvoir politique exorbitant.

Projets et discussions au sein du Conseil n'aboutissent qu'à une seule réalisation, en 1705 et pour la Silésie, dont le statut était assez différent de celui des autres pays héréditaires. En fait les ordres conservèrent leur pouvoir financier tout au long de la période et nous serions bien en peine de noter un progrès de l'absolutisme dans ce domaine. Par conséquent si l'Empereur dispose de plus de ressources en 1700 qu'en 1660, ce n'est pas parce qu'il est mieux obéi, mais parce que la prospérité accrue permet de lui payer davantage d'impôt et de lui prêter plus d'argent.

Par conséquent, dans aucun domaine, l'autorité du souverain n'a pu s'accroître sensiblement au cours de la période 1650-1700. L'historiographie traditionnelle avait donné une interprétation psychologique : la faiblesse de caractère de l'empereur Léopold I^{er}. Celui-ci a, nous l'avons vu, manifesté à maintes reprises un manque de

fermeté indiscutable; nous avons pourtant remarqué qu'une telle carence se traduisait surtout lorsque le souverain agissait comme chef de gouvernement; qu'en revanche il avait su imprimer des orientations générales cohérentes. Or, la contradiction n'est qu'apparente; le mécanisme des conseils, la confrontation incessante avec les assemblées d'États se prêtaient mal à une direction ferme; bien mieux le système était conçu pour empêcher le monarque de gouverner et pour laisser la réalité du pouvoir à une oligarchie, en l'espèce un petit nombre de familles aristocratiques. Et les nombreuses hésitations de Léopold I^{er} ne sont imputables ni à son caractère ni à son éducation, mais au fait que la Monarchie était gouvernée par quelques dizaines de familles appartenant à l'ordre des seigneurs (*Herrenstand*).

Ces familles, dont nous avons rencontré les représentants tout au long de notre étude, concentraient en effet dans leurs mains le pouvoir politique et le pouvoir économique. Dans un pays où la possession de la terre constitue la richesse essentielle, l'aristocratie détient une prépondérance écrasante, car celui qui possède la terre concentre entre ses mains non seulement la production des denrées de première nécessité, mais aussi la majeure partie des activités économiques et l'autorité sur les sujets que l'État lui a plus ou moins déléguées. Le cadre de la vie est indiscutablement le *grand domaine*; en Bohême, celui-ci représentait même les limites de l'horizon que connaît le paysan. En Hongrie et en Autriche, si ce dernier n'est pas attaché juridiquement à la seigneurie, l'amour qu'il porte au champ qu'il cultive de ses mains fait qu'il ne songe guère à quitter le village où règnent le pasteur et le seigneur. Par le droit de patronat, ce dernier a réussi à faire du ministre du culte un subordonné et le souverain absolu, pour le paysan, ce n'est pas le Habsbourg toujours lointain, souvent étranger à sa langue et à son peuple, mais le seigneur qui, au niveau du village, prélève la dîme, l'impôt d'État et les redevances; il exerce la justice, il use même souvent des monopoles économiques. Il est surtout lui-même un entrepreneur qui utilise les prestations en travail de ses paysans pour exploiter une partie de ses terres en faire-valoir direct; là, le bénéfice est considérable puisque la main-d'œuvre est gratuite et le prélèvement fiscal nul, puisque la terre seigneuriale (*das Dominikalland*) échappe à l'impôt. L'aristocrate n'est donc pas seulement un rentier du sol, mais un exploitant agricole et un homme d'affaires qui s'enrichit comme fournisseur aux armées. Bien souvent il est également industriel et les aristocrates les plus entreprenants créent des manufactures. Ils réinvestissent une partie de leurs profits en fonds d'État et font vivre l'industrie du bâtiment. Toute cette activité est possible parce que le noble se déroge pas en exerçant des activités économiques; à la différence de ce qui se passait en France, celles-ci ne sont pas le privilège de la bourgeoisie et dans certains pays la noblesse s'est même arrogé des exemptions fiscales telles qu'elle a un avantage considérable sur les non-nobles. Les aristocrates ne sont donc pas des rentiers du sol, mais des capitalistes qui dirigent les entreprises les plus importantes et les plus rentables, tandis que les corporations des villes royales s'enlisent dans la routine et le malthusianisme économique. Les seuls concurrents des aristocrates sont les capitalistes juifs ou italiens auxquels l'Empereur a accordé un privilège, tels que les banquiers de la Cour.

Cette écrasante supériorité de l'aristocratie sur le plan économique se traduit par le fait qu'elle possède à elle seule les deux tiers des propriétés en Bohême. Sauf en Hongrie, les aristocrates dominent sans peine les autres ordres, car le clergé est formé de prélats choisis dans l'aristocratie, les villes privilégiées comptent peu et la petite noblesse a été réduite à un rôle tout à fait négligeable. Les assemblées d'États sont contrôlées par les aristocrates qui, en dernière analyse, accordent ou refusent les contributions à l'Empereur. Ils tiennent entre leurs mains l'administration locale, une bonne partie des gouvernements des pays respectifs et les décisions financières des assemblées d'états. Il faut donc bien admettre qu'ils détiennent la réalité du pouvoir politique dans la plupart des pays.

Ce phénomène est encore aggravé par le fait qu'ils contrôlent le gouvernement central de la Monarchie. Des représentants de quelques dizaines de familles alliées entre elles, possessionnées dans les différents pays du complexe austro-bohême siègent au Conseil d'État, dans les conseils à caractère technique et dans les différentes commissions. Cette aristocratie de Cour, créée par Ferdinand I^{er} et partiellement renouvelée, maintient la cohésion indispensable entre les différents États composant la Monarchie, bien que les magnats hongrois soient à peine associés à ce système. S'il y a une fusion entre les différentes nations, elle s'accomplit au sommet et au détriment de l'autorité du souverain, car cette aristocratie de Cour défend jalousement son pouvoir politique. Elle ne permet pas plus la réduction des compétences des diètes (sauf s'il s'agit de l'Assemblée nationale hongroise) que la moindre entorse au principe de la collégialité puisque le système des conseils est le meilleur moyen de perpétuer le gouvernement aristocratique. En 1700, la polysynodie est à Vienne plus vigoureuse que jamais parce que l'aristocratie n'a cessé d'accroître sa puissance économique et que son pouvoir politique demeure incontesté.

La dynamisme de ce groupe social est tel qu'il absorbe sans difficultés tous les hommes nouveaux que l'Empereur a pris à son service, tous les fidèles qu'il a anoblis et dotés.

Les pays héréditaires (et la Hongrie) sont bien gouvernés par une dyarchie, mais il est douteux que le souverain Habsbourg soit le plus fort dans ce tête-à-tête et le signe visible de cette carence du pouvoir monarchique, c'est le déficit chronique, quoique modéré, des finances de l'État face à la richesse insolente des aristocrates. La pauvreté relative de l'Empereur n'était pas due à la misère dans les pays héréditaires, mais au caractère très modéré de la pression fiscale que les aristocrates ne souhaitent pas voir augmenter, afin de continuer à exploiter leurs paysans et à maintenir leur prépondérance dans l'État. Dans ces conditions, de simples réformes étaient inutiles; quant aux bouleversements remettant en question la prépondérance des aristocrates, les pays danubiens ne les ont guère connus avant la révolution industrielle pour le complexe austro-bohême, ni même avant 1945 pour la plupart des régions constituant l'ancien royaume de Hongrie.

Aussi l'un des traits les plus originaux de cette société réside-t-il dans la prépondérance politique et économique de « deux cents familles » qui forment un véritable écran entre le monarque et les peuples du Danube.

I

SOURCES MANUSCRITES

L'enquête a porté essentiellement sur des documents administratifs relatifs à l'activité des conseils, des diètes et des chancelleries, sur des documents d'histoire sociale et sur des sources externes susceptibles de donner le point de vue d'observateurs étrangers. Il a donc fallu effectuer des sondages plus ou moins poussés dans les archives d'Autriche, de Hongrie, de Tchécoslovaquie, d'Italie et de France. Des publications partielles de documents ont permis d'illustrer le résultat de cette enquête.

AUTRICHE.

Fondamentales pour l'étude des questions financières demeurent les archives de la Chambre des Comptes (*das Hofkammerarchiv*) qui font partie des archives du ministère des Finances, elles-mêmes section des Archives de l'État autrichien (*Österreichisches Staatsarchiv*). Les archives de la Chambre des Comptes ne possèdent qu'un inventaire sommaire, dactylographié.

a. *Gedenkbücher*.

Ce sont des registres où étaient copiés tous les actes expédiés par la Chambre des Comptes (*die Hofkammer*) et ceux-ci étaient précédés d'une analyse. Les actes étaient regroupés en trois expéditions (*Registratur*) : Basse-Autriche, Bohême, Hongrie. Nous avons, consulté les volumes suivants :

195 à 228 : Basse-Autriche, de 1660 à 1699;

345 à 357 : Bohême, de 1660 à 1699;

425 à 438 : Hongrie, de 1660 à 1699.

Les actes ont été conservés dans la série *Hoffinanz* et analysés sommairement dans des registres (*Protokoll*) que complète un index. Les séries *Hoffinanz Böhmen* et *Hoffinanz Ungarn* ont été livrées à la Tchécoslovaquie et à la Hongrie après 1920. Nous nous sommes contentés de sondages, qui ont confirmé les résultats fournis par les *Gedenkbücher*. Il s'agissait essentiellement de :

Hoffinanz 1665 (6 fascicules), 1672 et décembre 1694;

Hoffinanz Bohême, 1665 (5 liasses), aujourd'hui : SÚA Prague, Č.D.K.M. 1665.

b. *Hofzahlamtsbücher.*

Il s'agit de livres de comptes de la paierie de la Cour (*Hofzahlamt*) qui donnent un reflet exact des dépenses civiles et des revenus ordinaires. La série est à peu près complète pour le demi-siècle, à raison d'un volume par an (sauf pour 1670, où il en existe deux, les 113 et 114), 96 à 142, de 1650 à 1700.

Toutefois les vues globales sont fournies par les délibérations de la Députation et des commissions ministérielles chargées de la répartition des contributions.

c. *Vota und Konferenzprotokolle.*

Cette série est conservée non aux archives de la Chambre des Comptes, mais aux archives de la Chancellerie d'Autriche (*Haus Hof und Staatsarchiv* [HHStA]) qui constituent une autre section des Archives de l'État autrichien. Nous avons retrouvé des procès-verbaux dans deux fonds différents de la *Staatskanzlei* :

1^o *Staatskanzlei Vorträge* dans les Kartons 3 à 10, où ont été regroupées ces dernières, les liasses 16 à 36. Pour permettre au lecteur de s'y retrouver plus aisément, nous donnons l'indication du Karton, puis celle de la liasse.

Il s'agit essentiellement de :

Karton 3 : liasse 6, 8, 16, 18, 19;

Kartons 6 à 10 : liasses 28 à 37,

en ce qui concerne les affaires financières.

Pour la politique générale, il faut recourir à l'ensemble du fonds qui couvre la période 1657-1700.

2^o *Repertorium N.-Österreichische Geheime Staatsregistratur*. Il s'agit d'un fonds artificiel créé par le secrétaire d'État Abele von Lilienberg, au temps où il était secrétaire de la Conférence secrète; il contient des papiers qui devraient se trouver dans les *Vorträge*. Sa consultation en est facilitée par l'existence d'un inventaire : *Repertorium N.* Nous avons utilisé les pièces cotées : 36/1, 72/5, 75/5, 76/1.

Des procès-verbaux de conférences à caractère financier se trouvent également aux archives de la Chambre des Comptes (*Hofkammerarchiv*) sous la cote : *Reichsakten*, fascicule 114.

En ce qui concerne la doctrine et les projets de réforme, nous avons eu recours aux archives de la Chambre des Comptes, à un fonds non classé, *Verschiedene Vorschläge*, comprenant 514 dossiers répartis dans 14 fascicules. Les dossiers souvent anonymes et parfois non datés ont été rédigés entre 1650 et 1750.

Il a fallu compléter par quelques manuscrits :

Manuscrit 204, mémoire de 1679 du conseiller Selb;

Manuscrit 382, projet de réorganisation de la Hongrie (*Einrichtungswerckh*) du cardinal Kollonich de 1689,

ainsi que le manuscrit W.75 du *Haus Hof und Staatsarchiv* : *Unterschiedliche Motiven*.

C'est un recueil de rapports et de projets présentés à l'Empereur.

Pour la politique générale et le fonctionnement de la Conférence secrète, nous avons effectué des sondages dans les fonds suivants des archives de la Chancellerie (*Haus Hof und Staatsarchiv*) pour lesquels il existe un inventaire (*Gesamtinventar des Österreichischen Staatsarchivs*) volumineux et cependant sommaire étant donné l'abondance de la matière :

Reichskanzlei Turcica, Karton 138/1, 1665;

Reichskanzlei Spanien Berichte (rapports d'Espagne) 63/I et 63/II, 64;

ainsi que *Staatskanzlei Hungarica Comititalia*, Karton 402, liasses 1655 et 1687.

L'essentiel des renseignements a été fourni par les *Vorträge* (HHSStA) déjà cités, Kartons 3 à 10.

Pour l'histoire sociale, nous avons eu recours aux archives de la Chancellerie (HHSStA), au fonds des testaments déposés chez le maréchal de Basse-Autriche. Les minutes notariales, en revanche, ont gravement souffert de l'incendie du Palais de Justice allumé au cours de l'émeute de 1927, de sorte que les recherches d'histoire sociale sont fort malaisées en dehors de ce fonds où le personnel de la Cour était autorisé à déposer son testament.

Österreichisches Landsmarschallamt (en abrégé ÖLMA), *Testamente*, Kartons 1 à 36, classement par ordre alphabétique, puis chronologique.

Il faut voir également le manuscrit W.996 (HHSStA) : *Catastrum des Königreichs Böhme* (1699), qui contient une description des unités fiscales du royaume de Bohême, et à la Chambre des Comptes les répertoires de Franz Weibel, manuscrits 16 et Ad.16, qui ont repris tous les *Familienakten* de 1612 à 1765 et comprennent les distinctions et surtout les élévations dans la noblesse du personnel de la Cour et des bureaux.

Pour les négociations avec les diètes et plus particulièrement avec la diète de Basse-Autriche, nous avons consulté aux archives de la Chambre des Comptes le fonds *Landtagshandlungen* qui apporte peu par rapport aux *Gedenkbücher*.

Aux archives du ministère de l'Intérieur (*Allgemeines Verwaltungsarchiv*), section de l'*Österreichisches Staatsarchiv*, nous nous sommes reportés aux débris des archives de la Chancellerie d'Autriche : *Österreichische Hofkanzlei, Archivprotokoll für Nieder-Österreich* n^{os} 208/2 et 208/3. La plupart des actes eux-mêmes ont été détruits, mais la documentation essentielle demeure fournie par les Archives de la Basse-Autriche (*Nieder-Österreichisches Landesarchiv*; en abrégé NÖLA) :

Kartons 41 à 55 : liasses 1655 à 1700;

Karton 43 : liasses 1655, 1656, 1657;

Karton 44 : liasse 1659;

Karton 45 : liasses 1661, 1662, 1663;

Karton 46 : liasses 1664, 1665, 1666;

Karton 47 : liasses 1667, 1668, 1669, 1670;

Karton 48 : liasses 1671, 1672, 1673, 1674;

Karton 49 : liasses 1675, 1678;

Karton 50 : liasses 1679, 1680, 1681;

Karton 51 : liasses 1682, 1683, 1684, 1685;

Karton 52 : liasses 1689, 1690;

Kartons 53/54 : liasses 1691, 1692, 1693, 1694, 1695, 1696, 1697,

ainsi que :

Ständische Akten A.I. n^o 6, 7.1237, B.IV/22 (II), B. XX IV/22 (I); fascicule B.IV/17, B.N.17;

Register I.C. Ständische Akten, Excerpte Signatur B.VI; manuscrit 14466, Bibliothèque
Register I.C. Ständische Akten, Excerpte Signatur B.VI;

Verordneten und Ausschuss Anschlags Guetachten, Kartons 43 à 55;

Patentensammlung, 16 juillet 1639, 12 juillet 1646, 1643, 1542;

Hanns ZÖLHNER : *Bereitungsbuch* 1591, archives du château d'Ottenstein.

Ont également été consultés à la Bibliothèque nationale autrichienne, à Vienne, les :
Manuscrit 10286 : *Guetachten über die Edukation eines jungen Fürsten und gute Bestellung des geheimen Rathes*;

Manuscrit 14466 : *Manuel d'un Hofkammerrath*;

Manuscrit 14725 : *Ratione et quanti hat der Hoffkammerrath*;

Manuscrit S.N. 1849 : *Königlicher Böhmeibischer Rath*, 1684.

Voir également à la Chambre des Comptes (HKA) le manuscrit 355 :
Deutsch-Österreichischer Adler oder Entwurf von der Einnahm und Ausgaben des k.k. Hofes... und Hofffinanzwesen unter Kayser Leopold I, 1672-1674.

TCHÉCOSLOVAQUIE.

Il faut nettement distinguer les Archives centrales de l'État (*Státní Ústřední Archiv*) à Prague qui concernent l'histoire de la Bohême et les archives de Košice (Slovaquie), intéressantes pour l'histoire de l'État hongrois.

Pour les négociations de la diète, il convient de se reporter au fonds :

Artikulové Sněmovní, qui contient les articles de la diète, qui étaient généralement imprimés dans la version tchèque et la version allemande :

Karton 1658/1676 : liasses 1659, 1661, 1662, 1663, 1664, 1666, 1667, 1668, 1669, 1671, 1672, 1673, 1674, 1675, 1676;

Karton 1677/1694 : liasses 1677, 1678, 1679, 1680, 1682, 1683, 1684, 1685, 1686, 1687, 1688, 1689, 1690, 1691, 1692, 1693;

Karton 1694/1708 : liasses 1695 à 1700,

qu'il convient d'éclairer par les papiers contenus dans les fonds :

Staré Manipulacé : L.34 Karton 1654/1659; Karton 1660/1666, liasses 1661, 1662, 1664; Karton 1667/1669, liasse 1669,

et par les pièces que contiennent encore les archives de la Chancellerie de Bohême (Č.D.K. IV H.3) *Čechách* (c'est-à-dire Bohême), Karton 1637/1704 : liasses 1656, 1666, 1690, 1692.

Pour la vie économique et les questions financières, il convient de se reporter à la collection de documents constituée par Bořek, conseiller de la Chambre de Bohême et mercantiliste convaincu. Cette collection inédite a été offerte à Charles VI en 1717. *Collectio Bořekiana* : t. I, *Rapport* de 1679;

Bořek, t. IV, *Specification deren Assignatorium*, f^{ns} 193-196;

Bořek, t. V, *Kayserl. Patent die Trancksteuer betreffend* (copie);

Bořek, t. VI, *Kayserl. Patent den Salzhandel betreffend*;

Bořek, t. VII, *Guetachten in materia commerciorum und des Elbnavigii*;

Bořek, t. VIII, *Extractum Actorum Comitiorum Regni Bohemiae*, 1600/1717;

Bořek, t. XI, *Der löblichen Visitationscommission Bericht und Guetachten*, 1665;

Bořek, t. XIII, *Kayserl. Rescript an den Bömischen Landtag*, 1694;

Bořek, t. XXI, *Summen Erträgnis der Königlichen Deputitenamt in Böhmen*;

Bořek, t. XXIX, *Münzpatent* du 30 mars 1682.

HONGRIE.

Bibliothèque du Parlement : *Acta Dietalia, Gravamina*, 1655, 1659, 1662 et 1681.
 Budapest : Bibliothèque universitaire, *Collectio Hevenesiana*, manuscrits, t. XLI, t. XLII, t. XLIII, t. L et LVIII.

Budapest : *Országos Levéltár* (ensuite OL) Archives d'État, P. 287; *Forgách Csalad Levéltára*, fascicule 21; *Országgyűlés Iromanyai*, liasse 1681.

OL *Gömör megye Levéltára*, Protocollum n° 9.

Gravamina 1655, 1659, 1662, 1665.

OL A.10 *Magyar Kiralyi Kancellaria*, fascicule 1.

OL Budapest *Kamara iratok*, f° 960/II. *Insinuata Camerae Aulicae*.

De nombreux documents concernant la diète hongroise se trouvent aux Archives municipales de Košice (AM Košice) en Tchécoslovaquie :

AM Košice : liasse 2426/Ied 1655, *Acta Diaetalia*.

AM Košice : liasse 2636/Ied 1659, *Gravamina*.

AM Košice : liasse 2636/Ied 1662.

AM Košice : *Schwarzenbachiana*, 1688.

AM Košice : *Acta Diaetalia*, 1696.

Les sources externes sont essentiellement représentées par les rapports des ambassadeurs italiens et français, ainsi que par le diaire d'Esaias Pufendorf, résident suédois à Vienne de 1671 à 1674. *E. Pufendorfs Tagebuch*, manuscrit W.643 aux archives de la Chancellerie d'Autriche (HHStA Vienne).

FRANCE.

Archives des Affaires étrangères, Paris.

Correspondance politique Autriche :

Dépêches de Grémonville, résident français à Vienne, C.P. Autriche, vol. 17, 20, 21, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 33, 34, 39, 40, 41, 42, 43, 45, 48.

Dépêches de Villars, résident français à Vienne, C.P. Autriche, vol. 39, 69, 71.

Dépêches de Sébeville, C.P. Autriche, vol. 50, 52, 53, 54, 56, 58.

Dépêches de M. de Béziers, C.P. Autriche, vol. 19 supplément.

Dépêches de M. de Verjus, C.P. Autriche, vol. 57.

Baron Wignacour : rapport de 1658, C.P. Autriche, vol. 17.

Portrait du gouvernement de Vienne, Sébeville, C.P. Autriche, vol. 50.

Lettre du baron de Storm au roi de France, C.P. Autriche, vol. 19.

Relation de l'entrée de l'Empereur à Vienne, 1658, C.P. Autriche, vol. 17.

Résolution du Roy donnée au Sieur comte de Windisgraët, C.P. Autriche, vol. 44.

Extrait du traité signé entre l'Empereur et le Roy de Suède à Vienne, 1682, vol. 52.

État de l'armée impériale en Hongrie en 1664, C.P. Autriche, vol. 19 supplément.

Correspondance politique Turquie :

Dépêches de M. de la Haye, de Constantinople, 1671, C.P. Turquie, vol. 8 et 9.

Dépêches de M. Nointel, de Constantinople, C.P. Turquie, vol. 10, 11, 13.

Correspondance politique Hongrie :

Rapport de Coligny, Trnava, C.P. Hongrie, vol. 2 et C.P. Autriche t. 19.

Lettre du prince Apaffy à Louis XIV, C.P. Hongrie, vol. 2.

Correspondance politique Venise :

Dépêches de M. de Béziers, 1663, C.P. Venise, vol. 83.

Il faut y ajouter quelques mémoires :

Mémoires et Documents Autriche, t. III, en particulier le mémoire anonyme de 1716 sur la Banque impériale de Vienne.

Mémoire de M. Obrecht concernant la Cour de Vienne, 1698, C.P. Autriche, vol. 70.

Mémoires et Documents Autriche, vol. 43 : Description sommaire de l'Empire d'Allemagne, 1670,

ainsi que des pièces isolées contenues au cabinet des manuscrits de la Bibliothèque nationale de Paris :

Mémoires de la Cour de l'Empereur (1671), ms. fr. 8997.

- Interests de la Maison d'Autriche et de Pologne, mémoire attribué à M. de Saint-Martin (1662), ms. fr. 16634.
- Histoire de la campagne de 1664, ms. fr. 18996.
- Bullian, Conseil pour la paix, mémoire, ms. fr. 13027.
- Traité de paix entre Léopold I^{er}, Empereur des Romains, et Mahomet XI, Empereur des Turcs, fait et conclu le 17 septembre 1664, ms. fr. 18996.
- Articles de la Paix de Vasvár, ms. fr. 18996.
- Portrait des généraux de l'armée de l'Empereur, 1669, ms. fr. 10654.
- Lettre de l'Empereur au cardinal de Médicis (1690), ms. fr. 20865.
- Patente de nomination du duc de Bournonville, 26 janvier 1674, ms. fr. 1085 (nouvelles acquisitions, copie).
- Lettre de Nointel à l'évêque Forbin Janson, ambassadeur de France à Varsovie, Constantinople le 6 octobre 1675, ms. fr. 10655.
- Lettre du Roy à l'Empereur, 1^{er} septembre 1656, manuscrits 500 Colbert, vol. 328.
- Quittances de Ferdinand-Charles et Sigismond de Tirol, 1662, manuscrits 500 Colbert, vol. 386, f^o 608.
- Traité entre Léopold roi des Romains et Charles XI roi de Suède (1668), collection Baluze, vol. 192, f^o 152.

ITALIE.

Venise.

- Archivio di Stato Senato, Dispacci di Germania :
- Dépêche de Contarini : 1681, filza 155;
- Dépêche de Cornaro : filza 131, 163;
- Dépêche de Morosini : 1671, filza 137;
- Dépêches de Sagredo : filza 119, 120, 121, 122, 123, 124, 126, 127, 128, 129, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137.
- Archivio di Stato Senato, Dispacci di Turchia : filza 158.

II

SOURCES IMPRIMÉES

(le nom des éditeurs est indiqué en tête)

- Anonyme. 8 volumes, Cluj, 1895/1905 : *Acta Comitialia regni Transylvaniae* (Actes de la diète transylvaine en langue hongroise).
- Anonyme. *Articuli Universorum Statuum et Ordinum Inclyti Regni Hungariae* (1608/1659), 1 vol., Pottendorf, 1668.
- Auerbach. *Recueil des instructions données aux Ambassadeurs et Ministres de France*, t. I, Autriche.
- Dvořák. « Kaiser Leopold an Wenzel Fürst Lobkowitz », *A.Ö.G.* 80.
- Fiedler (J.). « Die Relationen der Botschafter Venedigs über Deutschland », dans *Fontes Rerum Austriacarum*, section II, t. XXVI et XXVII.

- Fraknoi (V.). « Relationes Cardinalis Buonvisi, Budapest », dans *Monumenta Vaticana Hungariae*, II, 1888.
- Helbig (E.). *Pufendorf, Bericht über den Wiener Hofe*, (1674), Leipzig 1862.
- Kalista. *Korespondence Císaře Leopolda I s Janem Černínem*. 1 vol., Prague, 1936.
- Kirchberger (H.). *Lettres de l'Empereur au Pater E. Sinelli*. Dissertation inédite, Vienne.
- Klaniczay (T.). *Zrínyi Miklos Összes Művei* (œuvres complètes de Nicolas Zrinyi), 2 vol., Budapest, 1958.
- Klopp (O.). *Correspondenza epistolare*. Lettres de l'Empereur au père Marco D'Aviano; lettres du père Marco D'Aviano à l'Empereur, 1 vol. in-folio, Graz, 1888.
- Kreutel. « Im Reich des Goldenen Apfels. Evliya Çelebi », dans *Osmanischen Schreiber*, t. II, Vienne, 1958.
- La Pléiade. MONTESQUIEU, « Voyage de Graz à La Haye », dans *Œuvres complètes*, t. I.
- Levinson. « Nuntiaturs Berichte » (rapports de nonciature), dans *Archiv für Österreichische Geschichte* (A.Ö.G.), 103 et 106), Vienne, 1913-1918.
- Livet (G.). *Recueil des Instructions données aux Ambassadeurs et Ministres de France*, t. XXVIII, vol. 1, 2 et 3, Mayence, Cologne et Trèves.
- Marsina (R.) et Kusik (R.). *Urbare feudálnych panstiev na Slovensku, XVI^e-XVII^e Storócie* (Terriers des domaines féodaux de Slovaquie, XVI^e-XVII^e siècle), 2 vol., Bratislava, 1959.
- Mignet. *Négociations relatives à la Succession d'Espagne*, Paris, 1836-1838, 4 vol. (en particulier t. II).
- Paur. « Csany Janos Kronikája » (La chronique de H. Tschanny, bourgeois de Sopron), dans *Magyar Történelmi Tar*, t. V, Pest, 1858.
- Přibram (A. F.). *Venetianische Depeschen aus dem Kaiserhofe*, 1657-1661.
- Přibram (A. F.). « Privat briefe Kaiser Leopold I^e an den Grafen Poetting 1662-1673 », dans *Fontes Rerum Austriacarum*, section II, t. LVI et LVII, Vienne, 1903.
- Přibram (A. F.) et Geyer (R.). *Materialen zur Geschichte der Preise und Löhne in Österreich*, 1 vol., Vienne, 1938.
- Publication collective des Archives de la République populaire de Croatie : *Protocolla Generalium Congregationum Statuum et Ordinum Regnorum Dalmatiae, Croatiae et Slavoniae*, t. I, 1631-1693, t. II, 1694-1713, Zagreb, 1958 (le titre croate étant *Zaključci Hrvatskog Sabora*).
- Redlich (O.). *Princeps in compendio*. Mémoire publié en 1632 chez G. Gelharr, réédité dans les *Monatsblätter des Vereins für Landeskunde Nieder Österreich*, Vienne, 1907.
- Sisić. « Acta Comititalia regni Croatiae », 5 vol., 1526-1630, Zagreb, 1912, dans la série *Monumenta Spectantia historiam Slavorum Meridionalium*.
- Theatrum Europaeum* est un recueil de dépêches publiées après coup à Francfort sous la forme d'une chronique. Ainsi le tome VII, 1651-1657, est paru en 1663. Cet ouvrage contient de nombreux renseignements (en particulier sur les diètes) qui sont confirmés par les sources internes. Nous avons utilisé les tomes VIII à XV qui couvrent la période 1651 à 1703 et qui correspondent aux cotes suivantes de la BN Paris : t. VIII, G.901; t. IX, G.902; t. X, G.903; t. XI, G.904; t. XII, G.905; t. XIII, G.906; t. XIV, G.907; t. XV, G.908.
- Van Antal (G.). *Weensche Gezantschapsberichte van 1670 tot 1720*, 1^{re} partie, 1678-1697, Gravenhage.
- Watzl (H.). *Das Tagebuch des Priesters B. Kleinschroth*, Vienne, 1963.
- Veltze (A.). *Montecuccoli : L'Ungheria nell'anno 1677*, t. III, Vienne, 1898.
- Wolf, LESLIE W., « Gehaimbe Relation 1665 », dans *A.Ö.G.* 20, 1859.

III

IMPRIMÉS ANCIENS

Anonyme. *Germania Austriaca seu Topographia Omnium Germaniae Provinciarum Augustissimae Domini Austriacae Hereditario Jure subjectarum*, chez Schönwetter, libraire de l'Université. 1 vol. in-4°, Vienne 1701.

Barsony (Georges). *Veritas toti mundo declarata argumento triplici ostendens sacratissimam Caesaream Regiamque Majestatem non obligari tolerare in Hungaria Lutheranam et Calvinianam sectam, quam Catholicae religionis zelo concinnavit*. Édition 1681.

Becher (J. J.). *Politischer Discurs*. Francfort, 1660, 1 vol. (BN Paris E. 3572.)

Beckmann. *Idea Juris*. Graz, 1688.

Besold (Christophe). *De Aerario publico Discursus*. 1 vol. in-4°, Tubingen 1619. (BN Paris, F. 17871.)

Bornitz (Jacob). *Aerarium sive Tractatus politicus*. Francfort 1612. (BN Paris, E.525.)

Brown (Edward). *Relation of some travels*, 1672. Traduction française, Paris, 1674.

Chavagnac (Mémoires du comte Gaspard de). Édition Besançon, 1699, 2 vol. in-12. (BN Paris, Lb 37/139.)

Codex Austriacus, officiellement : *Codicis Austriaci Pars I et Pars II*, 2 vol. in-folio, Vienne, 1704. (BN Paris, F.3413-3414.)

Conring (H.). *Dissertation politica de aerario*, 1 vol., Leyde, 1686. (BN Paris, E.3599.)

Cosmophilus. *Pamphlet*, in-12, s.l., 1696. HKA Vienne, *Verschiedene Vorschläge*.

Fischer (Christophe), S.J. *Oeconomia suburbana*. 1 vol. in-folio, 2 t., Prague, 1679.

Freschot (C.). *Mémoires de la Cour de Vienne*, Cologne, 1705.

Hohberg (W. H. von). *Georgica curiosa*, Vienne, 1682.

Hörnack (Ph. von). *Österreich über Alles wann es nur will*, 1^{re} édition, 1686.

Katona (I.). *Historica Regum Hungariae*, Pesth, 1798, t. XXXV. (B.N. Paris, M.17091.)

Klock (Gaspard). *Tractatus de Aerario*, Nuremberg, 1651. (BN Paris, E.70.)

Komensky (Jan Amos) (alias Comenius). *Gentis Felicitas*, 1652.

Le Bret (Cardin). *De la souveraineté du Roy*, 1 vol. in-4°, Paris, 1632.

Lipse (Juste). *Monita et exempla politica qui virtutes et vitia principum spectant*, 1 vol. in-8°, Louvain, 1605.

Patin (Charles). *Relations historiques... de voyages*, Amsterdam, 1695. (BN Paris, C.10927.)

Pázmány. *Rituale Strigoniense seu Formula agentorum Administratione Sacramentorum, ac ceteris Ecclesie publicis functionibus. Jussu et Autoritate Petri Pazmany, Archiepiscopi Strigoniensi*, 1 vol., Presbourg, 1625.

Priorato (Gualdo G.). *Historia di Leopoldo Cesare 1656-1670*, 3 vol. in-folio, Vienne, 1671-1674.

Philosophical Transactions of the Royal Society of Londres, n° 2, 23 et 47, 1665-1669. (BN Paris, R.4730.)

Rinck (G. E.). *Kaiser Leopold des Grossen Leben und Thaten*, 2 vol. in-12, Leipzig, 1708.

Luthérien, professeur à Leipzig, Rinck avait été chargé par les États de l'Empire de rédiger une histoire de l'Empereur aussitôt après la mort de ce dernier. Il eut accès aux archives et rédigea en deux ans cet ouvrage solide et bien documenté.

— *Tractatus de iuribus in corporalibus*, publié dans le *Codex austriacus*. T. I, Vienne 1704.

- Wagner (Fr. S. J.). *Historia Leopoldi Magni Caesaris*, 2 vol. in-folio, Augsbourg, 1719.
- Wegener (J. E.). *Oeconomia Bohemo Austriaca*, 1 vol., Prague, 1666.
- Werböczy. *Opus Tripartitum*, édition Cluj, 1698.
- Wassenberg (Eberhard). *Die französische Goldgrube, dennem Reichstände eröffnet und verschlossen.*

IV

OUVRAGES ET ARTICLES

- (1) Albertini (Rudolf von). *Das politische Denken in Frankreich zur Zeit Richelieu* (Thèse de philosophie, Zurich), 1 vol. in-8°, 71 p., Giessen, 1951.
- (2) Alscher (Gertrude). *Die Finanzen der Stadt Wien 1615/1650*. Dissertation inédite, Vienne, 1949. (BNA.)
- (3) *Allgemeine deutsche biographie*, 55 vol., Leipzig, 1875-1912.
Les articles rédigés par les meilleurs spécialistes de l'époque sont indispensables. Ils sont classés par ordre alphabétique. La BN de Paris en met un exemplaire à la disposition des lecteurs (Usuel de la salle de travail).
- (4) André (Louis). *Louis XIV et l'Europe*, 1 vol., 397 p., Paris, 1950.
- (5) Azéma (X.). *Un prélat janséniste, Louis Fouquet, évêque et comte d'Adge*, Paris, 1963.
- (6) Barbour (Violet). *Capitalism in Amsterdam in the 17th century*, 1 vol., 172 p., Baltimore, 1950.
- (7) Baumstark. *Kaiser Leopold*, 1 vol., Fribourg-en-Brisgau, 1873.
- (8) Benczedi (L.). *A « vitezlő rend » és ideológiája a Thököly Felkelésben*. L'ordre militaire et son idéologie dans l'insurrection de Thököly, *Történelmi Szemle*, Budapest, 1963.
- (9) Benda (K.). *Zrinyi Miklos, a Szigetvári Hős* (N. Zrinyi, héros de Szegetvár), Budapest, 1966.
- (10) Bérenger (Jean). « Les relations franco-hongroises pendant le gouvernement personnel de Louis XIV », dans *Information historique*, 1967, n° 3.
- (11) Bérenger (J.). « La Contre-Réforme en Hongrie au XVII^e siècle », dans *Actes du colloque franco-hongrois*, Paris, B.H.S.P.F., 1974.
- (12) Bérenger (J.). *Les Gravamina. Doléances de la Diète hongroise au XVII^e siècle*, 1 vol., Paris, P.U.F., 1974.
- (13) Bérenger (J.). « La Hongrie des Habsbourgs au XVII^e siècle. République nobiliaire ou Monarchie limitée ? », dans *Revue historique*, 1967, fasc. 483.
- (14) Bérenger (J.). « Latin et langues vernaculaires dans la Hongrie du XVII^e siècle », dans *Revue historique*, 1969.
- (15) Bérenger (J.). « Le traité de partage secret de la Succession d'Espagne », dans *Revue d'Histoire diplomatique*, 1965.
- (16) Bérenger (J.). « Le droit d'État hongrois dans la seconde moitié du XVII^e siècle », dans *Revue des Études finno-hougriennes*, nouvelle série, t. II, Paris, 1965.
- (17) Bérenger (J.). « Les relations franco-hongroises de 1665 à 1668 », dans *Történelmi Szemle*, Budapest, 1967.
- (18) Bères (A.) et Mody (Gy.). *A Hajduság Történetének és néprajzanak Irodalma* (Littérature relative à l'histoire des Haïdous), 1 vol., Debrecen, 1955.

- (19) **Bidermann (Hermann)**. *Geschichte der Österreichische Gesamtsaatside*, 1 vol., Innsbruck, 1867.
- (20) **Bidermann (H.)**. « Die Wiener Stadt Bank », *A.Ö.G.*, 20.
- (21) **Bibl (Viktor)**. « Die katholischen und protestantischen Stände Nieder Österreich im XVII Jahrhundert », 1903, dans *Jahrbuch für Landeskunde Nieder Österreich*, nouvelle série, t. II.
- (22) **Bittner (L.)**. « Das Eisenwesen in Innerberg Eisenerz », *A.Ö.G.*, 89.
- (23) **Bonis (Gy.)**. « The Hungarian feudal Diet », dans *Recueil de la Société Jean Bodin. Anciens pays et Assemblées d'États*, Bruxelles, 1965.
- (24) **Braubach. Prinz Eugen**, 5 vol., Munich, 1963-1965. En particulier, t. I., *Der Aufstieg*.
- (25) **Braubach**. *Die vier letzten Kurfürsten von Köln*, Bonn, 1931, 1 vol., 148 p.
- (26) **Braudel (M. F.)**. *La Méditerranée et le monde méditerranéen au temps de Philippe II*, Paris, 2^e éd., 1966, 2 vol.
- (27) **Bromlej (J. W.)**. « Zur Frage über die Einstellung zur Reformation in den Kroatischen Gebieten », dans *Studia Historica*, Budapest, 1965.
- (28) **Brunner (Otto)**. *Wolf Helmhard von Hobberg Adeliges Landleben und Europäischer Geist*, Salzburg, 1949.
- (29) **Brunner (O.)**. « Das Archiv der Nieder-östr. Kammer und des Vizedomes in Österreich », dans *Jahrbuch für Landeskunde von Nieder-Österreich*, t. XXIX, Vienne, 1948.
- (30) **Coreth (A.)**. *Österreichische Geschichtsschreibung in der Barockzeit (1620-1740)*, 1 vol., 179 p., Vienne, 1950.
- (31) **Coreth (A.)**. *Pietas Austriaca. Ursprung und Entwicklung Barocker Frömmigkeit in Österreich*, 1 vol., 75 p., Munich, 1950.
- (32) **Denis (Ernest)**. *La Bohême depuis la Montagne Blanche*, 1 vol., Paris, 1903.
- (33) **Dietrich (Margret)**. *Le livret d'opéra et ses aspects sociaux à la Cour de Léopold I^{er}*, Paris, 1968.
- (34) **Dickmann (Fritz)**. *Der Westfälische Frieden, Münster en Westphalie*, 1959, 1 vol., 619 p.
- (35) **Doeberl**. *Bayern und Frankreich vornehmlich unter Kurfürst Ferdinand Maria*, 1 vol., Munich, 1900.
- (36) **Elekes (L.)**. *Rendiség és központosítás a feudális allamokban*, Budapest, 1962, repris en français dans « Système féodal des Ordres et centralisation dans les États fédéraux », *Studia Historica* 53, Budapest, 1963.
- (37) **Elvert (Christian d')**. *Zur Österreichischen Verwaltungsgeschichte mit besonderer Rücksicht auf die Bömischen Länder*, Brno, 1880.
- (38) **Ember (Gy.)**. *Az újkori magyar közigazgatás története*, 1 vol., 625 p., Budapest, 1946.
- (39) **Esmonin (Ed.)**. *La Taille en Normandie au temps de Colbert (1661-1683)*, 1 vol., 549 p., Paris, 1913.
- (40) **Fellner (T.) et Kretschmayr (H.)**. *Die Österreichische Zentralverwaltung*, t. I, II et III, Vienne 1907-1909.
 Donne un aperçu historique dans le tome I pour la période 1526-1749 et publie l'essentiel des ordonnances et instructions dans les tomes II et III. Cet ouvrage, en dépit de quelques lacunes, demeure fondamental pour toute étude sérieuse des institutions de la monarchie autrichienne.
- (41) **Felloni (G.)**. *Un secolo di investimenti finanziari genovesi (1713-1815)*. À paraître.
- (42) **Feigl (Helmut)**. *Die Nieder Österr. Grundherrschaft vom Ausgehenden Mittelalter bis zu den Theresianische-Josephinischen Reformen*, 1 vol., 379 p., Vienne, 1964.

- (43) **Firnhaber (F.)**. « Votum Domini Cancellarii Baronis Hoher occasione Hungariae magnatum », dans *Archiv für Kunde Österr. Geschichtsquellen*, t. VIII.
- (44) **Franz (Günther)**. *Der 30 Jährige Krieg und das deutsche Volk Jena*, 1943, 1 vol., 138 p.
- (45) **Friess (G. E.)**, O.S.B. « Scheibbs und die Eisenindustrie des Oetscher Gebietes », dans *Blätter des Vereins für Landeskunde Nieder-Oesterreichs*, 1878, t. XII.
- (46) **Gardet (L.)**. *La cité musulmane. Vie sociale et politique*, 1 vol., 419 p., Paris, 1954.
- (47) **Gindely (A.)**. *Rudolf II. und Seine Zeit*, 2 vol., Vienne, 1868.
- (48) **Gindely (A.)**. *Geschichte der Böhmischen Finanzen 1526-1618*, Vienne, 1869.
- (49) **Gindely (A.)**. « Über die Erbrechte des Hauses Habsburg auf die Krone von Ungarn in der Zeit 1526-1687 », *A.Ö.G.*, 51, dans *Denkschriften Wiener Akademie der Wissenschaften*, t. XVIII, 1869, p. 89-170.
- (50) **Gross (L.)** éditeur. *Die Geschichte der Deutschen Reichshofkanzlei 1559-1806*, Vienne, 1933.
- (51) **Gross (L.)** éditeur. *Die diplomatischen Vertreter aller Länder seit dem Westfälischen Frieden (1648)*, t. I (1648-1715), 1 vol., 753 p., Berlin, 1936.
- (52) **Grüll (G.)**. *Die Robot in Ober Österreich*, 1 vol., 307 p., Linz, 1952.
- (53) **Grüll (G.)**. « Der erste österreichische Tabak », dans *Ober Österreichische Heimatsblätter*, Linz, 1947.
- (54) **Grunwald (Max)**. *Samuel Oppenheimer und sein Kreis*, 1 vol., Vienne, 1913.
- (55) **Grünberg (Karl)**. *Die Bauernbefreiung und die Ablösung der Gutsherrlichen bäuerlichen Verhältnisse in Böhmen, Mähren und Schlesien*, 2 vol., Leipzig, 1893-1894.
- (56) **Grünhagen**. *Geschichte Schlesiens*, 2 vol., Gotha, 1884-1886.
- (57) **Gugitz (O.)**. *Zur Pestperiode*.
- (58) **Gunzel (A.)**. *Die Reichenberger Tuchindustrie dans Beiträge zur Geschichte der Deutschen Industrie in Böhmen*, t. V.
- (59) **Gutkas (K.)**. *Geschichte des Landes Nieder-Österreich*, 1 vol., St-Pölten, 1957-1961. En particulier t. II et III.
- (60) **Gutkas (K.)**. *Stadt und Herrschaft in Nieder-Österreich im 16 und 17 Jahrhundert dans Bericht über Österr. Historikertag in St-Pölten*, Vienne, 1965.
- (61) **Hack (I.)**. *Der Messerhandel der Stadt Steyr bis zum Ausgang des 17 Jahrhunderts in Ober Oesterr. Heimatsblätter*, 1952, t. VI.
- (62) **Halaga (O.)**. « Košické knihy 1394-1737 » (Les registres municipaux de Košice), dans *Sbornik archivních prací*, t. VII, Prague, 1957.
- (63) **Halaga (O.)**. « Z Dejin Košickéj University » (Contribution à l'histoire de l'université de Košice), dans *Historický časopis*, t. IV, Prague, 1956.
- (64) **Hammer Purgstall**. *Geschichte des Osmanischen Reiches*, 6 vol., Pesth, 1834-1838.
- (65) **Hantsch (Hugo)**, O.S.B. *Die diplomatischen Vertreter aller. Die Geschichte Österreichs*, 2 vol., Graz, 1955.
- (66) **Hassinger (H.)**. *J. J. Becher*, 1 vol., 272 p., Vienne, 1951.
- (67) **Heigel**. « Beiträge zur Charakteristik Kaiser Leopolds I », dans *Bayerische Akademie der Wissenschaften. Historischen Klasse*, 1890.
- (68) **Hellbling (E. C.)**. *Österreichische Verfassung und Verwaltungsgeschichte*, 1 vol., 552 p., Vienne, 1956.
- (69) **Helleiner (K.)**. « Die Anfänge der Papierindustrie im Viertel ob Wiener Wald », in *Jahrbuch für Landeskunde Nieder Österreich*, 1932, t. XXV.
- (70) **Helfert (J. A. von)**. *Kapliř der Chef der Wiener Vertheidigung 1683*, 1 vol., Prague, 1883.

- (71) Hermann (Z.). *Az 1515. évi Habsburg Jagelló Szerződés* (le pacte de 1515 entre les Habsbourgs et les Jagellons), 1 vol., Budapest, 1961.
- (72) Heyret. *Pater Marcus von Aviano*, 2 vol., Munich, 1933.
- (73) Hoffmann (V.). « Die Wollenzeugfabrik zu Linz an der Donau », *A.Ö.G.*, 108, 1919.
- (74) Holzmair (E.). « Studien zum Münzwesen Leopold I », dans *Numismatische Zeit Schrift*, nouvelle série, Vienne, 1936, t. XXIX.
- (75) Holzmair (E.). « Geld und Münze unter Kaiser Leopold », dans *M.I.Ö.G.*, 1952, t. LX.
- (76) Hölscher. *Die öffentliche Meinung im Deutschland über den Fall Strasbourg während der Jahre 1681 bis 1684*, 1 vol., Munich, 1896.
- (77) Hóman (B.) et Szekfü (Gy.). *Magyar történet* (Histoire hongroise), 2^e éd., 5 vol., Budapest, 1935-1936. En particulier le tome III.
- (78) Hradsky. *Geschichte der Österreichischen Finanzwache (1526-1916)*, 1 vol., 171 p., Prerau, 1917.
- (79) Janacek (J.). « Die Fugger und Joachimsthal », dans *Historica*, VI, Prague.
- (80) Jéze (Gaston). *Traité de science des Finances : le budget*, Paris, 1910.
- (81) Juhász (L.). « A porta története » (Histoire de la porta), dans *Századok*, t. LXX, Budapest, 1936.
- (82) Kallbrunner. « Zur Geschichte der Kleiseisenindustrie der Oberen Ybbstales », dans *Unsere Heimat*, 1937.
- (83) Kallbrunner (J.). *Das Kaiserliche Banat*, 1 vol., 959 p., Munich, 1959.
- (84) Kann (R. A.). *A Study in Austrian Intellectual History from late Baroque to Romanticism*, 1 vol., 367 p., New York, 1960.
- (85) Káldy-Nagy (J.). *Two Sultanic Hass estates dans Acta Orientalia*, t. XIII, Budapest, 1961.
- (86) Kaufmann. *Die Reunionskammer zu Metz* (thèse Strasbourg), 1 vol., Metz, 1899.
- (87) Kaufmann. *Samson Wertheimer der Oberhoffaktor und Landesrabbiner (1658-1724)*, 1 vol., Vienne, 1888.
- (88) Kayser (Charles). *Physiologie*, t. I, « Les fonctions de nutrition ». Paris, 1963.
- (89) Karajan. *Kaiser Leopold und P. Lambeck*, 1 vol., Vienne, 1868.
- (90) Kellenbenz (H.). *Problemen des Merkantilismus*, Vienne, 1965, t. IV des Actes, XII^e Congrès international des Sciences historiques.
- (91) Klima (A.). *Čechy i odbodi temna* (La Bohême à l'époque des Ténèbres), Prague, 1958.
- (92) Klima (A.). « Mercantilism in the Habsburg Monarchy with special reference to the Bohemian Lands », *Historica*, XI, Prague, 1965.
- (93) Klima (A.). *Kapitoly z manufakturniho odbodi v Cechách studijni Materiál*, Prague, 1956.
- (94) Klima (A.). *Zur Frage des Übergangs vom Feudalismus zum Kapitalismus in der Industrieproduktion in Mitteleuropa*, Berlin, 1960.
- (95) Klima (A.) et Macurek. « Transition du féodalisme au capitalisme en Europe centrale (xvi^e-xviii^e siècle) » dans *Actes du XI^e C.I.S.H.*, Stockholm, 1960, t. IV, p. 49-84.
- (96) Koehler. *Die Orientalische Politik Ludwigs XIV*, 1 vol., Leipzig, 1907.
- (97) Koller (Ludwig). « Die Weinwirtschaft des Stiftes Götweig », dans *Unsere Heimat*, 1932.
- (98) Kopeczi (M. B.). *A Rákóczi Szabadságharc és Franciaország* (La guerre d'Indépendance de Rákóczi et la France), Budapest, 1967.
- (99) Kosary (D.). « Français en Hongrie en 1664 », dans *Revue d'histoire comparée*, p. 29-65, Paris, 1946.

- (100) Krofta (K.). *Prehled dejiny selského stavu v Čechách a na Moravě* (Contribution à l'histoire des paysans en Bohême et en Moravie), Prague, 1919.
- (101) Kroissmayr (M.). « Geschichte der Herrschaft Walpersdorf », dans *Jahrbuch für Landeskunde Nieder Österreich*, 1904, t. III, nouvelle série.
- (102) Krones (Fr. von). « Zur Geschichte Ungarns (1671-1683) mit besonderer Rücksicht auf die Tätigkeit... des Jesuitenordens », *A.Ö.G.*, 80.
- (103) Kubat (Jaroslav). « Prispěvek k Dějinám dolování u nás v 16 stol », dans *Sborník archivních Práci*, 1957.
- (104) Lasfargues (Y.). *Le culte mondial de saint Jean Népomucène*, Paris-Sorbonne, 1965. Positions des thèses de 3^e cycle soutenues en 1966. 1 vol., Paris, P.U.F., 1969.
- (105) Legrelle (A.). *Louis XIV et Strasbourg*, 1 vol., Paris, 1884.
- (106) Libiszowska (Z.). « Marie-Louise de Gonzague, reine de Pologne. Une tentative de réforme d'État au XVII^e siècle », dans *Publications de l'Académie polonaise des Sciences. Conférences*. Fasc. 53, p. 1-18, Varsovie, 1964.
- (107) Livet (G.). *L'intendance d'Alsace sous Louis XIV (1648-1715)*, 1 vol., 1084 p., Strasbourg, 1956.
- (108) Machiavel (N.). *Il principe*, p. 147-188, Œuvres, édition Casini, Rome, 1966.
- (109) Makkai (L.). *Histoire de Transylvanie*, 1 vol., Paris, 1946 (en français).
- (110) Makkai (L.). *Rakóczi György birtokainak gazdasági iratai 1631-1648* (documents relatifs à l'économie des domaines de Georges Rakóczi), 1 vol., Budapest, 1953.
- (111) Mantran (R.). *Istanbul dans la seconde moitié du XVII^e*, 1 vol., 735 p., Paris, 1962.
- (112) Maurer. *Cardinal Leopold Graf Kollonitsch*, Innsbruck, 1879.
- (113) Maurer. « Geschichte des Schlosses Schlosshof und des Marktes Hof an der March », dans *Blätter des Vereins für Landeskunde Nieder Österreich*, t. XXIII, Vienne, 1889.
- (114) Mecenseffy (Grete). *Geschichte des Protestantismus in Österreich*, 1 vol., 232 p., Graz, 1956.
- (115) Mecenseffy (G.). « Im Dienste Drei Habsburger Johann Weickhard Fürst Auersperg (1615-1677) », *A.Ö.G.*, 114, (1938).
- (116) Mensi (Fr. von). *Geschichte der Österreichischen Finanzen (1700-1740)*, 1 vol., Vienne, 1890.
- (117) Menzi (Fr. von). *Geschichte der direkten Steuern in Steiermark*, 1 vol., 516 p., Graz, 1910.
- (118) Meuvret (J.). « Comment les Français voyaient l'impôt au XVII^e siècle », dans *Bulletin de la Société d'études du XVII^e siècle*, 1955.
- (119) Miller (Samuel J.) et Spielman Jr. (John). *Cristobal Rojas y Spinola (1626-1695)*, Philadelphie, 1962.
- (120) Mitis (O. von). « G. von Liechtenstein Anteil an der Kaiserliche Zentralverwaltung 1606-1654 », in *Beiträge zur Neueren Geschichte Österreichs*, 1908.
- (121) Molnar (E.). *Magyarország Története* (Histoire de Hongrie), 2 vol., Budapest, 1962.
- (122) Mols (R.), S.J. *Introduction à la démographie historique des villes d'Europe (XIV^e-XVIII^e s.)*, 3 vol., Louvain, 1954-1956.
- (123) Mousnier (R.). *La vénalité des offices sous Henri IV et Louis XIV* (thèse lettres Paris), 1 vol. in-8°, Rouen, 1946, 630 p.
- (124) Mousnier (R.) et Hartung (Fr.). « Problèmes concernant la Monarchie absolue », dans *Actes du X^e C.I.S.H.*, Rome, 1955, t. IV.
- (125) Neveux (J. B.). *Vie spirituelle et vie sociale entre Rhin et Baltique au XVII^e siècle*, (thèse lettres), 1 vol., 934 p., Paris, Klincksieck, 1967.
- (126) Obal (B.). *Die Religionspolitik in Ungarn nach dem Westfälischen Frieden*, 1 vol., Halle, 1910.

- (127) Oberleithner. « Finanzen und Kriegswesen unter Ferdinand I. », *A.Ö.G.*, 22.
- (128) Oberuc (J.). *Les persécutions des Luthériens en Slovaquie au XVII^e siècle* (thèse Théologie protestante), Strasbourg, 1936.
- (129) Ortiz (Dominguez). *Politica y hacienda de Felipe IV*, 1 vol., Madrid, 1960.
- (130) Otruba (G.). « Die Anfänge und die Entwicklung der Industrie in Nieder Österreich », dans *Unsere Heimat*, nouvelle série, 24, Vienne, 1953.
- (131) Pach (Z. P.). « Die ungarische Agrarenwicklung im 16-17 Jahrhundert. Abbiegung vom westeuropäischen Entwicklungsgang », dans *Studia Historica*, 54, Budapest, 1964.
- (132) Pages (G.). *La Guerre de Trente Ans*, 2^e édit., Paris, 1949, 270 p.
- (133) Papp (L.). « Eszterházy Pál Kancellariája » (la Chancellerie de Paul Eszterházy), dans *Leveltári Közlemények*, 1946.
- (134) Pauler (Gyula von). *Wesselényi Ferenc Nádor és Tarsáinak összeesküvése* (La conjuration du Palatin François Wesselényi et de ses compagnons), 2 vol., Budapest, 1876. Ouvrage fondamental introuvable en France.
- (135) Peball (Kurt). *Die Schlacht bei St-Gotthard Moggersdorf*, Vienne, 1964, 45 p.
- (136) Pekař (J.). *Kniba o Kosti* (Le livre du paysan), 2 vol., Prague, 1910.
- (137) Pekař (J.). *České Katastry*, 1 vol., Prague, 1895.
- (138) Pesak (Vaclav). « Dejiny kralovské české Komory » (Histoire de la Chambre royale de Bohême), dans *Sborník archivu ministertsva Vnitra*, t. III, Prague, 1930.
- (139) Pillich (Walter). « Jean Trehet 1654-1740 », dans *Jahrbuch des Vereines für Geschichte der Stadt Wien*, t. IA, Vienne, 1956.
- (140) Pirenne (H.). *Histoire de Belgique*, Bruxelles, 1920, t. III.
- (141) Picard (O.). *La ville de Győr au XVII^e siècle*, Paris-Sorbonne, Centre de recherches sur la civilisation de l'Europe moderne. Mémoire inédit pour le D.E.S., 1963.
- (142) Picavet. *La diplomatie française au temps de Louis XIV*, 1 vol., 340 p., Paris, 1930.
- (143) Piringner (Kurt). *Ferdinands III. Katholische Restauration*. Dissertation inédite, Vienne, 1950. (BNA, 826/840 C.)
- (144) Placht (Otto). *Lidnatost a společenska Skladba českého státu v. 16-18 století*, 1 vol., Prague, 1957.
- (145) Placht (Otto). *České Daně* (Les impôts tchèques) 1517-1652, 1 vol., Prague, 1924.
- (146) Polišínský (J.). *Khiha o Bolesti a Smutku, 1605-1683*, Prague, 1948.
- (147) Posch (Fritz). « Gregor Schinners Erlebnis Berichte », dans *Unsere Heimat*, 1955.
- (148) Posch (F.). « Die Niederländische Armaturmeisterschaft in Wiener Neustadt », dans *Unsere Heimat*, nouvelle série, 21, Vienne, 1950.
- (149) Posch (F.). « Ph. von Hörnigk », dans *M.I.Ö.G.*, 61, p. 335-358, Graz, 1953.
- (150) Přibram (A. F.). *Das Böhmisches Commerzcollegium*, Prague, 1898.
- (151) Přibram (A. F.). *Franz Paul Freiherr von Lisola und die Politik seiner Zeit*, 1 vol., Leipzig, 1894.
- (152) Přibram (A. F.). « Die Nieder-österreichischen Stände und die Krone in der Zeit Kaiser Leopold I. », dans *M.I.Ö.G.*, Vienne, 1893.
- (153) Přibram (A. F.) et Geyer (R.). *Beiträge zur Geschichte der Löhne und Preise in Österreich*, 1 vol., Vienne, 1938.
- Fondamental pour l'étude des prix et de la conjoncture, car il s'agit essentiellement de la publication de mercuriales viennoises.
- (154) Püchl (Kurt). *Die Erbhuldigungen des Nieder-Österreichischen Stände im 17. Jahrhundert*. Dissertation inédite, Vienne, 1954.
- (155) Pürgy (A.). « Die Geschichte der Glasindustrie im Waldviertel », dans *Waldviertel*, 1932, t. V.

- (156) **Raumer (K. von).** *Die Zerstörung der Pfalz von 1689*, 1 vol., 1931.
- (157) **Redlich (Oswald).** *The German Military Enterpriser and his work force*, 2 vol., Wiesbaden, 1964.
- (158) **Redlich (O.).** « Österreichische Grossmachtbildung », *Geschichte Österreich* de HUBER, Vienne, 1921.
- (159) **Reinhard, Armengaud, Dupâquier.** *Histoire générale de la population mondiale*, Paris, 1968.
- (160) **Renner.** *Wien im Jahre 1683*, 1 vol., Vienne, 1883.
- (161) **Renouard (Y.).** *Les hommes d'affaires italiens au Moyen Âge*, 1 vol., 262 p., Paris, 1949.
- (162) **Richard (J.).** *Mémoire sur la Cryptographie dans l'histoire et ses méthodes*, Encyclopédie de la Pléiade, 1 vol., Paris, 1961.
- (163) **Rosenthal (E.).** « Die Behördenorganisation Kaiser Ferdinands I. (Ein Beitrag zur Geschichte des Verwaltungsrechts) », dans *A.Ö.G.*, 69, Vienne, 1887.
- (164) **Rothenberg (Günther, Erich).** *The Austrian Military Border in Croatia 1522. 1747*, 1 vol., University of Illinois, Urbana, 1960.
- (165) **Seldmayr (Hans).** *Johann Bernhard Fischer von Erlach*, 1 vol., Vienne, 1956.
- (166) **Schick (Léon).** « Une nationalisation au XVI^e siècle », dans *Banque*, Paris, 1951.
- (167) **Schachinger (A.).** *Das Kaiserliche Waldamt und die Herrschaft Purkersdorf in Jahrbuch für Landeskunde Nieder-Österreich*, Vienne, 1944-1948, t. XXIX.
- (168) **Schopf (Dagmar).** *Die im Zeitraum von 1620-1740 erfolgten Neuaufnahmen in den Nieder-Österreichische Herrenstand*. Dissertation, Vienne, 1966.
- (169) **Schmidt (J.) et Tietze (H.).** *Wien*, série Dehio Handbuch, Vienne, 1956.
- (170) **Schnee (Heinrich).** *Die Hoffinanz und der moderne Staat. Geschichte und system der Hoffaktoren an deutschen Fürstenhöfen im Zeitalter des Absolutismus*, 4 vol., Berlin-Munich, 1953-1963.
- (171) **Schwinkowsky (W.).** « Die Reichsmünzreformbestrebungen in den Jahren 1665-1670 und der Vertrag von Zinna », dans *V.S.W.G.*, 14, 1918, p. 1-87.
- (172) **Schwarz.** *The Imperial Privy Council*.
- (173) **Sinkovics (I.).** « Le servage héréditaire en Hongrie », dans *Studia Historica*, 53, Budapest, 1963.
- (174) **Sinkovics (I.).** *Végvári harcok dans Magyar Története Kongresszus*. (Les luttes des places frontières), Budapest, 1953.
- (175) **Srbik (Heinrich Ritter von).** *Der Staatliche Exporthandel Österreich von Leopold I. bis Maria-Theresia*, Vienne, 1907, 1 vol., XXXVI, 432 p.
- (176) **Srbik (H. von).** « Wilhelm von Schröder », dans *Sitzungsberichte der Wiener Akademie der Wissenschaften*, Vienne, 1910, t. CLXIV.
- (177) **Sturmberger (H.).** *Georg Erasmus von Tschernembl (1567-1626)*, 1 vol., Linz, 1933.
- (178) **Sturminger (W.).** « Étude sur Johann Heinrich Fitzing von Fitzinggheimb », *M.I.O.G.*, 63, 1955.
- (179) **Svatek (J.).** *Bauernrebellionen in Böhmen*, Vienne, 1879.
- (180) **Szalay (L.).** *Magyarország Történeté*, Pest, 1859.
- (181) **Szücs (Jenő).** « Das Stadtwesen in Ungarn im 15. Jahrhundert », dans *Studia Historica*, 53, Budapest, 1953.
- (182) **Tangl (Erich).** *Die Finanzen der Stadt Wien 1679/1710*. Dissertation inédite, Vienne, 1949. (BNA.)
- (183) **Tapié (Victor-Lucien).** *Baroque et classicisme*, 1 vol., 383 p., Paris, 1957.
- (184) **Tapié (Victor-L.).** « Le Droit d'État du Royaume de Bohême », dans *Revue historique*, t. 228, 1962, p. 359-380.
- (185) **Tapié (Victor-L.).** *Monarchie et Peuples du Danube*, 1 vol., 493 p., Paris, 1969.
- (186) **Tezner (F.).** *Die Verwaltungsrechtspflege in Österreich*, 2 vol., Vienne, 1902. (BN Paris, 8° F.15399.)

- (187) Thiel (Victor). « Die Donauregulierungsarbeiten bei Wien (bis 1700) », dans *Jahrbuch für Landeskunde Nieder-Österreich*, nouvelle série, n° 2, Vienne.
- (188) Thiel (V.). *Die Katholischen und protestantischen Stände Nieder-Österreich im XVII. Jahrhundert*, Vienne, 1903.
- (189) Tizia Leitich (Ann). *Vienna gloriosa, Weltstadt des Barocks*, 1 vol., Vienne, 1947.
- (190) Trivellini (A. M.). *Il cardinale Francesco Buonvisi, nunzio à Vienna*, 1 vol., 192 p., Lucques, 1960.
- (191) Valfrey (J.). *Hugues de Lionne*, Paris, 1881.
- (192) Vaněček (V.). « Les Assemblées d'États en Bohême (1618-1620) », dans *Recueil de la Société J. Bodin*, Bruxelles, 1965.
- (193) Várkonyi (A.). « Habsburg Absolutism and serfdom in Hungary at the term of the 17th and 18th centuries », dans *Studia Historica*, I, Budapest, 1965.
- (194) Villers (R.). « Réflexions sur les finances publiques en Europe aux XVII^e et XVIII^e siècles », dans *Annales de l'université de Paris*, 1962-1963.
- (195) Volf (M.). *Královsky duchod a Uvěř v. XVI Století* (la Chambre de Bohême et ses revenus au XVI^e siècle, dans *Česky Časopis historicky* (1947-1948), Prague, 1948, p. 110-171.
- (196) Wagner (Georg). *Das Türkenjahr 1664. Eine europäische Bewährung*, 2 vol., Eisenstadt, 1964.
- (197) Walter (Fr.). *Die Theresianische Staats reform von 1749*, 1 vol., Vienne, 1958.
- (198) Wandruszka (A.). *Das Haus Habsburg*, 1 vol., Vienne, 1956.
- (199) Wellmann (I.). « Merkantilistische Vorstellungen », dans *Studia Historica*, I, Budapest, 1965.
- (200) Wisnicki (Fritz). « Die Geschichte der Abfassung des Tractatus de iuribus incorporalibus », dans *Jahrbuch für Landeskunde Nieder Österreich*, Vienne, 1927.
- (201) Wysocki. *Kurmainz und die Reunionen*, Mayence, 1963.
- (202) Wolf (Adam). « Die Hofkammer unter Leopold I. », dans *Sitzungsberichte der Wiener Akademie der Wissenschaften*, t. II, Vienne, 1869.
- (203) Wolf (A.). *Wenzel Fürst Lobkowitz*, 1 vol., Vienne, 1873.
- (204) Wrede (A. von). « Geschichte der Kaiserlichen und Königlichen Wehrmacht », dans *Mitteilungen des Kaiserl. und Königlichen Kriegsarchivs*, 5 vol. in-8°, Vienne, 1898-1903.
- (205) Wurm (H.). « Otto Achaz von Hohenfeld, ein Landedelmann der Barockzeit », dans *Ober Österreichische Heimatsblätter*, n° 3, 1949.
- (206) Zeller (G.). *Histoire des relations internationales*, Paris, 1955, Hachette, t. II et III.
- (207) Zeller (G.). « La candidature des rois de France à l'Empire », *Revue historique*, 1934.
- (208) Zeller (G.). « Louvois, Colbert de Croissy et les Réunions de Metz », dans *Revue historique*, 1919.
- (209) Zimmermann (A.). *Blüte und Verfall des Leinengewerbes in Schlesien*, Breslau, 1885.
- (210) Zöllner (E.). *Geschichte Österreichs*, 1 vol., Vienne, 1962. Traduction française : édition Horvath, Roanne, 1965.

A

- ABELE, 52, 54, 70, 102, 129, 131, 226, 230, 232, 233, 244, 284, 335, 357, 370, 371, 375, 376, 377, 378, 380, 387, 445, 447, 453, 477, 499.
 ABENSPERG UND TRAUN, 117, 151, 152, 153, 194, 425, 450, 458, 485.
 AICHPICHL, 240, 313, 372, 489, 490.
 ALEXANDRE VII, 410, 411.
 ALBRECHT, 371, 372.
 ALTHAN, 202, 243, 370.
 ANNE (Archiduchesse de Tyrol), 6.
 APAFFY (Michel), 7, 72, 209, 210, 433.
 AUERSPERG, 30, 35, 36, 38, 41, 45, 48, 89, 92, 98, 143, 486, 487, 488.

B

- BADEN (Margrave Hermann von), 282, 285, 287, 289, 369, 377, 384, 430, 437, 471, 494.
 BADE (Marquis Hermann de), 49, 52, 105, 271, 273.
 BADE (Louis de), 66, 270.
 BARSONY (Georges), 219.
 BARTHOLOTTI (Baron de Parthenfeld), 249, 313, 435, 438, 440, 441, 442.
 BATHORI, 72, 217.
 BECHER (J. J.), 26, 160, 164, 170, 186 à 195, 368, 436, 453, 500.
 BENEDIKT (H. N.), 354.
 BESOLD, 460, 461.
 BODIN (Jean), 14, 18, 172, 185, 186, 460, 461.
 BORNITZ, 338, 460.
 BOREK, 147, 148, 192.
 BORRI, 148, 192.
 BREUNER (Comte), 141, 205, 233, 301, 302, 370, 380, 381, 382, 440, 442, 455, 466, 475, 490, 493.

- BROWN, 166, 168, 188, 214.
 BRUYNINX (G. Hamel), 48.
 BUCQUOY, 445, 490, 493.
 BULLIAN, 70.
 BUCCELENI, 59, 130, 230, 466.
 BURNACINI, 20, 243.
 BUONVISI, 143, 221, 393, 412, 413, 414.

C

- CASTELLAR (Marquis de, ambassadeur d'Espagne), 93 à 96.
 CASTEL RODRIGO, 36, 91, 92, 95.
 CAPRARA, 106.
 CARAFFA, 35, 38, 90, 210, 269, 271, 357, 444, 471, 489, 490.
 ČERNIN (Comte), 26, 31, 131, 132, 140, 268, 301, 351, 389, 445, 446, 489.
 CHARLES (Archiduc), 5.
 CHARLES II d'Espagne, 87, 88, 91, 92, 96, 97.
 CHARLES IV de Lorraine, 80.
 CHARLES V (duc de Lorraine), 5, 31, 77, 80, 96, 268, 273, 284.
 CHARLES QUINT, 3, 68, 86, 96, 105, 334.
 CHARLES VI, 96, 115, 367.
 CHARLES XI de Suède, 86.
 CHEVERNY, 24.
 COLLALTO, 415.
 COLLOREDO, 486, 493.
 COLIGNY (Comte de), 73, 266, 274.
 CONTARINI, 48, 56, 82, 265, 267, 289.
 CONSPRÜCK, 57, 60, 355, 371.
 CONZIN, 372.
 COMENIUS (Komensky), 10.
 CORNER, 59, 205, 268, 348, 350.
 COSMO PHILUS, 121.
 CROLLALANZA, 313, 370, 435.
 CZERNIN (voir Černin).

D

- D'AVIANO (Marco), 28, 32, 57, 62, 65, 66, 77, 82, 100, 110, 412.
 DELLA TORRE (Comte), 50.
 DILHER, 126.
 DIETRICHSTEIN, 52, 55, 57, 58, 114, 202, 209, 269, 273, 355, 433, 434, 445, 446, 447, 454, 466, 473, 474, 475, 486 à 489.
 DEUTZ, 436.
 DOLLINGER (M.), 166.
 DORSCH, 377.
 DRASKOVICH, 224, 232, 260.

E

- EGGENBERG, 144, 447.
 ÉLECTEUR DE BAVIÈRE, 416, 417, 438.
 ÉLECTEUR DE BRANDEBOURG, 93, 95, 97, 264, 382, 405, 413, 416, 417, 418, 419, 428, 462, 465, 500.
 ELEONORE (de Gonzague Mantoue), 62, 87, 88, 487.
 ERDÖDY, 445, 449.
 ESZTERHAZY, 210, 227, 301, 449, 466, 477, 478, 480, 481, 493.

F

- FERDINAND I^{er} DE HABSBOURG, 5, 17, 23, 86, 112, 118, 140, 223, 225, 226, 252, 253, 300, 308, 318, 328, 332, 340, 345, 369, 385, 429, 430, 436.
 FERDINAND II (de Styrie), 10, 12, 23, 40, 42, 80, 86, 139, 140, 174, 177, 181, 212, 215, 223, 247, 308, 319, 331, 342, 368, 416, 465, 492, 493.
 FERDINAND III DE HABSBOURG, 23, 39, 44, 80, 84, 87, 88, 90, 98, 100, 117, 143, 148, 172, 175, 212, 213, 223, 232, 274, 308, 312, 332, 368, 374, 406, 487, 489, 492.
 FERDINAND IV, 3, 40, 44, 87, 88.
 FERDINAND-CHARLES (Archiduc), 6, 87.
 FERNBERGER, 151.
 FEIGL (H.), 114.
 FISCHER (S. J.), 10, 163, 209, 395.
 FORGACH (Adam), 72, 217, 226, 446, 449, 493.
 FUGGER, 166, 304, 305, 429, 430.
 FÜNFKIRCHEN (Baron Ernest), 151, 152.
 FÜRSTENBERG (Cardinal), 83, 84, 107.
 FRANGEPANI, 50, 218.
 FRESCHOT, 61, 111, 112, 235, 491.

G

- GARIBALDO, 246, 312, 432, 440, 441, 442.
 GATTERMAYER, 240, 241, 316, 422, 424, 490.

- GASTEIGER, 149.
 GIUSTINIAN, 297, 320, 403.
 GOLDEGG, 486.
 GONZAGUE (Prince Hannibal de), 30, 46, 152, 470, 486, 487, 488, 494.
 GREMONVILLE, 23, 46, 47, 80, 91 à 94, 101, 103, 218, 243, 246, 261, 281, 283, 305, 365, 367, 409.
 GREIFFENBURG (Baron Jean de), 230.
 GRANA, 445, 447.
 GRÜNBERG, 14, 90.

H

- HAIDECK (Haid von), 246.
 HANSEN, 248, 249, 422.
 HANTSCH, 6, 21, 211, 334.
 HARTMANN (Baron Clarstein), 242.
 HARRACH, 61, 95, 209, 389, 445, 486, 487, 488.
 HEISSENSTEIN (Comte Othon), 151.
 HERBERSTEIN, 115, 143, 151, 152, 274, 445, 446.
 HISEN (Baron d'), 79.
 HOCHER, 37, 49 à 52, 93, 101, 102, 103, 109, 129, 189, 199, 219, 220, 221, 225, 226, 230, 231, 375, 410, 445, 464, 473, 486, 493, 494.
 HOCHBURG, 204, 205.
 HÖGGERLIN, 115.
 HOHBERG (Wolf Herlmarth von), 121, 122, 126, 160, 161, 191.
 HOHENFELD (Otto Achaz von), 121, 259, 457, 471, 489.
 HÖRNIGK (Ph. von), 82, 170, 171, 172, 187 à 190, 198, 199, 202, 212.
 HOYOS (Baron), 149.
 HIPPOLYTE (Père, O.S.F.), 64, 65.

I

- INGELHEIM (Anselme François von, électeur de Mayence), 85.
 INNOCENT XI, 76, 77, 84, 107, 109, 145, 146, 411, 412, 413, 414, 436 à 438.
 INNOCENT XII, 134, 413.
 INZAGHI, 247.

J

- JAGELLON (Louis II), 3, 140, 332.
 JANINALL, 193, 426, 431.
 JEAN III (Sobieski, roi de Pologne), 77, 245.
 JOANNELLI, 246, 247, 305, 312, 432, 440, 441, 442.
 JÜRGER (Comte), 96, 105, 107, 115, 116, 119, 355, 356, 364, 368, 369, 370, 371, 374, 388, 442, 453, 454, 456, 458, 466, 471, 473, 474, 479, 488, 489.

JOSEPH (Archiduc, voir Joseph I^{er}).
 JOSEPH I^{er}, 80, 89, 96, 108, 208, 224, 225, 458, 479.
 JOSEPH II, 29, 108, 146, 500.

K

KAPLIRŠ, 81, 83, 470.
 KARA (Mustapha), 75, 180.
 KAUNITZ, 58, 60, 61, 445.
 KHLESL, 32.
 KHORNFALL, 151.
 KHURTZ, 71, 117, 121, 152, 194, 445, 486, 487.
 KINSKY (Comte), 54, 55, 57, 58, 60, 61, 133, 355, 392, 466, 473 à 477.
 KOLOWRATH (Comte), 151, 153, 230, 392; 445.
 KLOYK (Kaspar), 172, 460, 462, 474.
 KOCH, 57, 60, 114.
 KÖNIGSEGG, 55 à 57, 79, 80, 102, 270, 355, 415.
 KOLLONICH, 57, 60, 102, 151, 152, 153, 199, 200, 220, 221, 226, 227, 231, 232, 302, 307, 332, 350, 374, 378 à 380, 397, 429, 439, 442, 446, 453, 454, 458, 466, 468, 475, 477 à 484, 490.
 KÖPRÜLÜ (Ahmed), 70, 71, 280.

L

LAMBECK (Pierre), 25, 42, 63, 186, 188.
 LAMBERG (Comte), 28, 37, 46, 54, 55, 190, 445, 447, 450, 486, 488.
 LA FUENTE, 36.
 LAMORMAIN, 42, 44.
 LANGSTEGER (Simon, Pierre), 148.
 LANZANBURG, 420, 421.
 LE BRET (Cardin), 15 à 17, 111, 112, 155, 225, 320, 355, 498, 499.
 LEJO DE LUCA, 193.
 LEOPOLD I^{er}, 6, 8, 13, 20, 21, 24 à 32, 40, 41, 62 à 66, 71, 75, 77, 78, 80 à 82, 86, 90 à 95, 139, 157, 172, 181, 184, 185, 189, 205, 206, 207, 209, 211, 212, 214, 216, 221, 222, 226, 234, 244, 307, 309, 315, 319, 342, 367, 368, 373, 381, 385, 387, 412, 414, 436, 447, 450, 458, 466, 467, 479, 481, 484, 485, 486, 492, 493, 497, 499 à 503.
 LEOPOLD GUILLAUME (Archiduc), 24, 62, 78, 87, 88, 447.
 LEOPOLD IGNACE (Archiduc), voir Léopold I^{er}.
 LESLIE (Comte), 38, 69, 98, 245, 273, 274, 486, 487.
 LIECHTENSTEIN (Gundacker), 39, 43, 144, 209, 445, 447, 458, 487, 489.
 LIPSE (Juste), 30, 101, 213, 219.
 LIPPAY (Georges), 120, 231, 232, 258, 260.
 LISOLA, 39.

LOBKOWITZ, 30, 37, 38, 45 à 48, 51, 53, 60, 64, 94, 101 à 102, 137, 144, 226, 230, 262, 283, 405, 447, 486, 487, 488, 489, 493.
 LOSINTHAL (Comte Losi), 163, 312, 342, 370, 398, 431, 433, 443, 489.
 LOTICKY, 201.
 LOUIS XIV, 24, 26, 36, 41, 73, 75, 78 à 80, 82 à 86, 91, 101, 102, 103, 105 à 108, 202, 211, 218, 499, 501.
 LOYSEAU, 16.
 LOYSELL, 249, 422.
 LUEGER, 249, 370, 371.

M

MAKKAIL, 123.
 MARIA-ANTONIA (Archiduchesse), 88, 96, 416.
 MARGUERITE-THÉRÈSE, 25, 48, 79, 86 à 88, 96, 97, 171, 214, 243, 408.
 MARIE-THÉRÈSE (reine de France), 87, 88, 406.
 MARTINITZ (Comte Maximilien), 52, 153, 445, 486, 487.
 MATHIAS, 32, 222, 319, 490.
 MAUROCORDATO, 100.
 MAXIMILIEN I^{er}, 3, 73, 369.
 MAXIMILIEN II, 5, 136, 252.
 MAXIMILIEN HENRI DE BAVIÈRE, 83.
 MAX-EMMANUEL DE BAVIÈRE, 81, 96, 97, 416, 418.
 MAYER (J. A.), 270, 355, 356, 425, 426.
 MAYER (Théobald), 371, 372, 443.
 MAYENBERG (Baron), 245, 370.
 MAZARIN, 77 à 79, 90, 364, 410.
 MENSI (von), 19, 149, 155, 429.
 MERPOLD, 193.
 METTERNICH, 1.
 MITROWITZ (Comte Wratislaw de), 153, 425.
 MOLLART (Comte Maximilien), 151, 152, 445, 489, 490.
 MONTECUCCOLI, 48, 52, 54, 92, 95, 102, 219, 221, 225, 226, 242, 251, 254, 259, 260, 261, 268, 273, 274, 282, 283, 284, 408, 444, 445, 471, 474, 479.
 MÜLLER (Père, S.J.), 62, 219.
 MORGENTHAU, 192, 193.

N

NADASDY, 50, 123, 217, 218, 224.
 NANI, 8, 223.
 NOINTEL (Béchameil de), 11, 69.
 NOSTITZ, 52, 54, 130, 131, 226, 229, 230, 336, 377, 473, 486, 487, 488.

O

OBRECHT, 68, 364.
 OETTINGEN, 60, 466, 486, 488.

OPPEL (Ernest Albert d'), 151.
 OPPENHEIMER (Samuel), 203 à 205, 215, 247, 269, 270, 307, 308, 374, 375, 384, 430, 434, 435, 437 à 439, 441, 442, 443, 444, 446, 451, 454, 459.

P

PALATINAT-NEUBOURG. 47, 89, 273.
 PALFY. 217, 231, 284, 444, 445, 449, 493.
 PAZMANY. 10, 34, 231.
 PENARANDA. 406, 407.
 PESTALUZZI. 194, 410, 438, 441.
 PHILIPPE II, 86.
 PHILIPPE IV, 87, 88, 91, 92, 189, 280, 406, 407.
 PICCOLOMINI. 273, 349, 401.
 PIO (Marquis), 242.
 PIGNATELLI. 63, 219.
 PÖCKHIN (Famille), 174.
 POLTING. 29, 38, 41, 73, 88, 275, 372, 407.
 PORTIA. 32 à 37, 72, 91, 109, 405, 433, 475, 486, 488, 489, 499.
 PŘIBRAM. 18 à 20, 126, 183, 354.
 PUCHEIM. 143, 152, 256, 486.
 PUFENDORF (E.), 38, 53, 62, 63, 84, 219, 362, 394.
 PUTZ. 259, 490.

R

RABATA. 444, 445, 446, 471.
 RADOLT (Clément de), 192, 244, 374.
 RAKÓCZI (Georges II), 71, 122, 123, 217.
 RAKÓCZI (François I^{er}), 75, 123.
 RAKÓCZI (François II), 211, 350, 483, 493, 498.
 REDLICH. 256, 264, 265.
 REMINGER. 38.
 RINCK. 22, 57, 173, 489.
 RICHTAUSEN (Baron de Chaos), 305, 306, 371.
 RODOLPHE II, 13, 23, 25, 47, 219, 436, 460, 490.
 ROJAS (Père don Cristobal y Spinola), 51, 62, 64, 186, 187, 196.
 ROSENBERG (Comte Ursini), 54, 55, 269, 350, 355, 357, 377, 378, 380, 382, 442, 445, 456, 458, 466, 473, 474.
 RUGGIERI (Comte), 26.

S

SAINT-MARTIN (de), 21, 354.
 SALAMANCA (Don Miguel de), 74, 407.
 SAGREDO. 32, 34, 87.
 SAVOIE (Prince Eugène de), 39, 61, 209, 273, 353, 375, 493, 494.

SCHAFFGOTSCH. 245, 466.
 SCHLICK. 131.
 SCHÖNBORN. 188, 487.
 SCHINDERN. 131.
 SCHRÖDER. 185, 187 à 193, 195, 196, 198, 425, 458.
 SCHWARZENBERG (Prince de), 30, 37, 38, 51, 55, 102, 109, 144, 197, 302, 304, 336, 445, 446, 447, 488, 489.
 SEEAU. 299, 370, 442.
 SÈBEVILLE. 58, 82, 105 à 108, 224, 230, 259, 376, 433.
 SELB. 186, 259, 365, 369 à 371, 375, 378, 387, 391, 409, 433, 445, 453, 454, 458.
 SINELLI (Père Emeric), 52 à 54, 62 à 64, 93, 221, 222, 377, 487, 494.
 SINICH. 126.
 SINZENDORF (G. L.), 45, 46, 186, 193, 195, 249, 305, 363, 365 à 369, 371, 374, 376, 385, 387, 409, 433, 442, 443, 444, 445, 446, 453, 456, 464, 467, 472 à 476, 486 à 488, 499.
 SLAWATA (Comte Jean), 152, 154, 230.
 SOLIMAN. 17, 201, 252.
 SOUCHES. 92, 254, 273, 274, 282, 446.
 SPIELMAN Jr, 63.
 SRBIK (Heinrich von), 157.
 STADLER. 246, 249.
 STARHEMBERG. 143, 259, 268, 274, 300, 399, 421, 442, 445, 490.
 STERNBERG (Wratislaw de), 131, 144, 154, 175, 230, 446.
 STRATTMANN. 32, 54 à 60, 106, 109, 110, 230, 231, 355.
 SZECHÉNYI. 445, 480.
 SZELEPCSÉNYI. (Georges), 120, 220, 231, 232, 258, 445, 446.

T

TAFFE. 271, 494.
 TAVONATH. 241, 306, 438, 459.
 TELEKI. 209, 210.
 THOKÓLY. 75, 82, 99, 105, 106, 128, 165, 176, 221, 222, 224, 255, 285, 295, 306, 448.
 THUN (Comte), 10.
 TRAUTSEN. 415, 486.
 TRAUTTMANNSDORFF. 368, 371, 372, 445, 446, 447, 487.
 TREHET. 196.
 TRIANGI. 194, 197, 440.
 TSCHANY (Hanns), 180.

V

VENIER (G.), 58, 59, 100.
 VILLARS. 60, 61, 267, 275, 475.
 VIECHTER. 305, 306.
 VOLCKRA. 261.

W

WALDERDORFF. 58, 487, 488.
 WALDERODE. 38.
 WALLENSTEIN. 145, 169, 183, 242, 243,
 245, 370, 415, 433, 443, 447, 486, 487,
 489.
 WASSENBERG (Eberhard), 185.
 WAGNER (Georges), 73.
 WEGENER. 163, 395, 398.
 WEISSENEGG. 299.
 WEISSENWOLF. 365, 445, 489, 490.
 WESSELÉNYI. 122, 301, 332.
 WERBÓCZI. 16, 116, 219.
 WIESNIK. 131.
 WIGNACOUR. 77, 90, 364.
 WISENDO (Wisenburg), 241.

WINDISCHGRAETZ. 60, 415, 466.
 WOLF (Adam), 19.
 WOLFF (Père, S.J.), 62.
 WRTRY. 151, 154.
 WÜRZEN. 242.

Z

ZAPOLYAI (Jean), 3.
 ZELLER. 78.
 ZICHY (Comte), 226, 258, 259, 305, 445,
 449, 458.
 ZINZENDORF (Albert), 52, 54, 55, 129, 376.
 ZRINAI (Hélène), 75, 123.
 ZRINYI (Nicolas), 12, 50, 73, 224.
 ZRINYI (Pierre), 50, 75, 218, 222, 301.
 ZORZI (Marino), 129, 362.

INDEX LOCORUM

A

Alba-Julia, 100.
Andrinople, 6, 227, 252.
Augsbourg, 57, 85, 88, 107, 178, 211,
269, 284, 307, 355, 360, 415, 418, 428,
429.

B

Banska-Bystrica, 167, 305, 317, 372.
Banska Stiavnica, 165, 317, 381.
Balaton, 255, 257.
Belgrade, 73, 78, 84, 98, 99, 100, 195,
204, 205, 211, 284, 381.
Bude, 228, 335, 438.

C

Candie, 74, 75, 99, 219, 274, 361, 411.
Carlowitz, 60, 78, 158, 210, 288, 358,
440.
Cheb, 94, 264, 265, 410, 448.

E

Ebersdorff, 27, 297, 298, 391, 407.
Enns, 160.
Ersékujvár (voir Nové-Zamky).
Erzberg, 168.
Esztergom, 10, 78, 95, 175, 210, 258, 445,
446.

F

Fribourg-en-Brisgau, 79, 80.

G

Gmunden, 258, 306, 422, 426.
Gömör, 254.
Göttweig, 164, 181.
Győr, 8, 232, 250, 251, 252, 253, 254,
255, 259, 319, 329.

H

Hallstatt, 306.
Hofburg, 26, 127, 209, 245, 299.
Hradec Kralove, 142.

I

Idria, 73, 167, 168, 246, 431, 436, 437.
Ischl, 306.
Istanbul, 68, 69, 70, 174, 193, 196, 243,
244, 282.

J

Jachymov, 306.

K

Kahlenberg, 55, 75, 109, 232, 349, 416,
427, 500.
Komorn, 8, 55, 151, 247, 251, 252, 257,
320.
Košice, 75, 216, 235, 250, 256, 319, 378.
Kremnitz, voir Kremnica.
Kremnica, 165 à 168, 199, 301 à 304,
321, 371, 384.
Krems, 175.
Kutna Hora, 163, 164.

L

Levoča, 322.
 Leopoldstatt (aujourd'hui Leopold), 247,
 258, 259, 295, 415.
 Litomerice, 116, 152, 300.
 Linz, 308, 312, 318.

M

Mauthausen, 308, 311, 315, 317, 373,
 458.
 Melk, 160.
 Mohács, 2, 112, 140, 211, 303.
 Montagne Blanche, 6, 174, 177, 212, 215,
 220.
 Mukačevo (hongrois Munkács), 14.
 Münster, 89.

N

Nimègue, 75, 79, 80, 92, 99, 108, 127,
 255, 277, 292, 351, 416, 432.
 Nograd, 250.
 Nové Zamky (Neuhäusl ou Ersékújvár),
 72, 73, 124, 180, 254, 256, 257, 258,
 259, 260, 294, 320, 410, 450.
 Nussdorf, 136, 147.

O

Oberthumeritz, 162.
 Oradea, 74, 259.
 Onod, 255, 482.
 Oppeln, 300, 304, 313, 344, 365, 366,
 368, 407, 433, 455.

P

Passarowitz, 195.
 Philippsbourg, 80, 85, 103, 269, 376, 437.
 Porte (La), 70, 71, 72, 73, 74, 85, 103,
 109, 210, 211, 220, 377, 406.
 Presbourg, 72, 128, 200, 218, 225, 227,
 231, 232, 247, 249, 251, 259, 319, 379,
 403, 464, 479, 497.

R

Ratibor, 305, 313, 355, 365, 366, 367,
 409, 432, 456.

Ratisbonne, 45, 50, 53, 72, 83, 91, 99,
 106, 232, 378, 416, 432, 502.
 Ryswick, 159, 201, 290, 365.

S

Salzkammergut, 308.
 Sankt-Pölten, 169, 175.
 Saint-Gotthard, 69, 70, 73, 74, 109, 439.
 Schemnitz, voir Banska-Stiavnica.
 Scheibs, 168, 169.
 Schlosshof, 160, 161, 163.
 Strasbourg, 81, 82, 95, 102, 229, 442.
 Sopron, 48, 82, 128, 145, 181, 195, 221,
 227, 248, 464, 476.
 Steyr, 169, 194.
 Szathmár, 74, 258, 480.
 Szendrő, 258, 259.

T

Tabor, 194, 195, 200, 318, 431.
 Tamesvar, 78, 208, 300.
 Tokay, 258, 319.
 Tulln, 145.

V

Vasvar, 6, 37, 58, 69, 70, 74, 101, 106,
 177, 180, 193, 218, 254, 255, 258, 274,
 275, 292, 405, 497.
 Venise, 70, 72, 73, 107, 202, 273, 279,
 436.
 Vöcklabruck, 317, 318.

W

Waldviertel, 161, 169, 315.
 Walpersdorf, 173, 192, 193, 377.
 Westphalie, 72, 89, 136, 158, 173.
 Wiener Neustadt, 191, 192, 205, 214,
 217, 320.

Y

Ybbs, 160, 168, 315, 316, 405.

Z

Zagreb, 319, 545.

IMPRIMERIE NATIONALE

4 952001 6 52

